

DÉBATS

de

l'Assemblée législative

20^e Législature — 4^e session

Vol. 1 – Séances du 18 janvier au 9 mars 1939

1939

Texte établi par Christian Blais et Samuel Trudeau

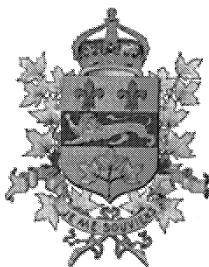
Orateur : l'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

20e Législature – 4e session

Vol. 1 - Séances du 18 janvier au 9 mars 1939

1939



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

20^e Législature — 4^e session

Vol. 1 – Séances du 18 janvier au 9 mars 1939

1939

Texte établi par Christian Blais et Samuel Trudeau

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2011

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	Samuel Trudeau Christian Blais
Introduction :	Christian Blais
Traduction:	Conceptum
Révision et édition:	Michel Rhéaume Donald Chouinard
Indexation:	Monique Fortier
Collaboration:	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Lina Plourde Jocelyn Saint-Pierre Olivier Thibault Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés
Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2011
Bibliothèque et Archives nationales Québec
ISBN 978-2-551-23968-9
ISSN 0847-4273
15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le Québec, le Canada et le monde en 1939

Le monde vit une période d'une importance telle que nous avons le droit de comparer notre période aux périodes les plus troublées de l'histoire de tous les temps. Elle ressemble à ces époques qui ont modifié les cartes de géographie, qui ont renversé des philosophies. [...] Nous sommes aujourd'hui arrivés à une lutte entre les démocraties et les États totalitaires. Les États totalitaires progressent. Des *modus vivendi* nouveaux s'imposent. La démocratie est peut-être menacée. Quelle sera l'issue de cette lutte? (28 février)

Ces paroles prononcées à l'Assemblée législative par Charles-Auguste Bertrand, député libéral de Montréal-Laurier, révèlent l'imminence de la guerre en Europe. Depuis la prorogation de la session de 1938, la politique internationale a été marquée par le recul des démocraties occidentales. Les accords de Munich du 30 septembre 1938 en sont l'exemple le plus flagrant. Hitler a exigé la réunification des Sudètes à l'Allemagne nazie; pour sauver la paix, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie ont abandonné la Tchécoslovaquie. « Dans l'esprit de tout le monde, l'année 1938 restera mémorable, car l'Europe subit une crise presque aussi grave que celle de 1914, et vint à deux doigts de la guerre, au mois de septembre dernier », de préciser le trésorier de la province, Martin Beattie Fisher. (1^{er} mars)

Les événements se précipitent en 1939. L'Allemagne annexe toute la Tchécoslovaquie en mars. Le mois suivant, c'est au tour de l'Italie d'envahir l'Albanie. En avril toujours, la guerre civile espagnole prend fin avec la victoire des troupes nationalistes de Franco. La Seconde Guerre mondiale finira par être déclenchée, le 3 septembre 1939, à la suite de l'invasion de la Pologne par l'armée allemande.

Posant le regard sur cette triste conjoncture, Louis Fitch, député unioniste de Montréal-Saint-Louis, de confession judaïque, estime qu'il a de la chance de pouvoir jouir des mêmes libertés démocratiques que tous les autres citoyens :

Il est bon de savoir et je suis heureux de pouvoir déclarer qu'au moment où, en Europe, les gens de ma race, pour un grand nombre, subissent un traitement qui n'a pas de parallèle dans l'histoire du monde, ici, au Canada, et particulièrement dans la province de Québec, non seulement les juifs obtiennent l'égalité dans les relations avec l'État, mais le chef de l'État, par des actes concrets, leur exprime son respect de ce principe. Il est réconfortant de mettre en contraste cet état d'esprit et cette bienveillance avec le nouveau type d'idolâtrie créé dans le monde par le nationalisme fasciste ou naziste (sic). (19 janvier)

Le monde est troublé. La crise économique mondiale n'est pas encore terminée. Pendant que « des milliers de chômeurs battent la semelle dans la rue par oisiveté forcée », la dette du Québec n'en finit plus d'augmenter¹. Celle-ci a doublé entre 1930 et 1936; elle double à nouveau sous le gouvernement de Maurice Duplessis, de 1936 à 1939, pour s'établir à 255 576 099, 37 \$. Les dépenses gouvernementales liées au chômage comptent d'ailleurs pour 25,7 % du budget en 1939. Rien à faire, le gouvernement est incapable de sortir la province du marasme : pour soulager la misère des citoyens, il n'a d'autre choix que de s'endetter davantage².

Entre 1936 et 1938, le Québec consacre plus de 70 millions de dollars pour les travaux de chômage et pour les secours directs³. De l'avis du premier ministre, les secours directs (1931) est la pire mesure ayant été instaurée par les libéraux : « On n'aurait jamais dû instituer ce système, qui était un encouragement au découragement, qui provoquait l'anxiété, l'angoisse et la désespérance. Pendant des années, des gens ont eu beau chercher du travail, ils n'ont pas réussi à en trouver. Les ravages moraux et physiques de ce système sont plus graves encore que les pertes matérielles. » (9 mars)

Durant les travaux parlementaires de l'année 1939, plusieurs députés évoquent aussi le Congrès eucharistique canadien. Cet événement s'est tenu à Québec, du 22 au 28 juin 1938, sous la présidence du cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve. Invité à livrer un discours au Manège

militaire, Duplessis y va d'une prestation qui restera gravée dans la mémoire collective. « La province se rappelle – raconte Onésime Gagnon à la séance du 15 février – comment le premier ministre, dans une improvisation émue, avait formulé ses souhaits au légat papal. La province a aussi admiré le geste symbolique qu'il fit en donnant une bague au cardinal légat. Cette bague est un symbole de l'union qui a toujours uni et unira toujours les représentants des autorités religieuses et civiles dans notre province. »

La question religieuse retient l'attention une fois de plus lorsque le pape Pie XI meurt le 10 février 1939. À l'époque, tous se souviennent de l'encyclique *Quadragesimo Anno* sur la restauration de l'ordre social (15 mai 1931), c'est-à-dire la réponse de l'Église catholique pour résoudre la crise économique et actualiser sa doctrine sociale. Dans leurs discours à l'Assemblée législative, nombre de parlementaires québécois ont déjà fait référence à cet enseignement du trône de saint Pierre, Angelo Pacelli devenu pape. Mais pour l'heure, la nomination de Pie XII, le 2 mars 1939, fait naître quelque espérance envers celui qui, au dire de Télesphore-Damien Bouchard, chef parlementaire de l'opposition, « accepte le pouvoir dans une des périodes les plus mouvementées de l'histoire ». (2 mars)

Il n'y a pas que les affaires politiques, économiques et religieuses qui meublent le quotidien des Canadiens français. Depuis 1939, Séraphin Poudrier et Donalda – les personnages du livre *Un homme et son péché* de Claude-Henri Grignon, publié en 1933 – sont les vedettes d'un radio-roman. Il y a aussi le chanteur crooner québécois Jean Lalonde qui commence sa carrière. Cette même année, une loi fédérale crée l'Office national du film (ONF)⁴.

C'est dans ce contexte que se déroulent les débats de la 4^e session de la 20^e Législature. À peine entamée, Alexis Gagnon du *Devoir* la qualifie comme étant « fertile en incidents et féconde en discours⁵ ». À cause du « caractère multiforme de l'opposition [...] qui [a] en commun le désir de battre le gouvernement », écrit-il, la session de 1939 ne manque assurément pas « de piquant et d'intérêt »⁶.

Les parlementaires

À l'ouverture de la session, le journal d'allégeance libérale *Le Soleil* brosse un portrait juste (mais partisan) du « Salon de la race » :

En dépit de certains avantages que l'honorable Maurice Duplessis a remportés aux élections complémentaires, depuis la dernière session, sa majorité ministérielle sera numériquement moins forte cette année à la Législature. Des défections sensationnelles en sont la cause.

En moins de trois ans, le gouvernement dit de « l'Union nationale » a été ravagé par la désunion. Il a perdu ostensiblement deux anciens ministres et une demi-douzaine de députés. [...] Et l'on dit que ce n'est pas l'envie mais le courage qui manque à tout un groupe de mécontents pour désertir la boîte au patronage⁷.

Trois élections partielles se déroulent en 1938 dans les circonscriptions de Chicoutimi, de Stanstead et de Montréal-Saint-Louis, à la suite de la démission d'Arthur Larouche (Union nationale), de Rouville Beaudry (Union nationale) et de Peter Bercovitch (Parti libéral)⁸. De nouvelles figures font donc leur entrée à l'Assemblée législative en 1939. Tous ont été élus sous la bannière de l'Union nationale. Il s'agit d'Antonio Talbot, d'Henri Gérin et de Louis Fitch.

Sur les banquettes du Salon vert, on dénombre 70 députés de l'Union nationale, 11 députés du Parti libéral, cinq députés du Parti national et trois députés dissidents de l'Union nationale. Alors que certains journaux classent Lucien Lamoureux comme un « libéral indépendant », d'autres le comptent dans les rangs de l'Union nationale puisque, dans les faits, le député d'Iberville appuie toujours les ministériels.

La maladie empêche deux députés de venir siéger dès janvier : Antonio Talbot, le nouveau député de Chicoutimi, et Auguste Boyer, le député de Châteauguay, sont en convalescence après avoir subi une intervention chirurgicale. L'un et l'autre ne reviennent en

Chambre qu'au début du mois de mars⁹. Pour le même motif, Joseph-Paul-Mignault Sauvé, le président de l'Assemblée législative, doit s'absenter du 7 au 21 mars.

Ce sont surtout les changements survenus dans le cabinet ministériel qui font les manchettes. À l'été de 1938, le ministre de la Voirie, François-Joseph Leduc, est sommé par le premier ministre de démissionner. Il refuse. Il est donc écarté du Conseil exécutif par un moyen inhabituel. Le 7 juillet 1938, Duplessis remet sa démission et celle de tout son Cabinet au lieutenant-gouverneur Ésiouff-Léon Patenaude. Le jour même, il se fait assermenter de nouveau comme premier ministre et en fait autant avec son Cabinet, excepté pour Leduc. Selon l'historien Robert Rumilly, c'est « la première fois depuis la Confédération que le Cabinet recourt à ce procédé pour exclure un de ses membres », les règles constitutionnelles n'ayant pas prévu une telle situation¹⁰.

Leduc, député de Laval, va donc siéger à gauche avec les autres députés dissidents de l'Union nationale, soit Joseph-Grégoire Bélanger, député de Montréal-Dorion et Candide Rochefort¹¹, député de Montréal-Sainte-Marie. Puis, à la fin de la session, Joseph-David Gagné, député unioniste d'Artabaska, finit par ajouter son vote à celui de l'opposition¹².

Duplessis décide de déléguer quelques pouvoirs en 1938. Depuis la démission du ministre Oscar Drouin, en 1937, et depuis l'exclusion de Leduc, le député de Trois-Rivières cumulait les titres de premier ministre, de procureur général, de ministre des Terres et Forêts et de ministre de la Voirie. Le 27 juillet 1938, le département des Terres et Forêts est attribué à John Samuel Bourque; le 30 novembre 1938, Anatole Carignan hérite de la Voirie.

Au Conseil législatif, dans la division de LaSalle, Jean Mercier succède, le 4 janvier 1939, à Louis-Alfred Létourneau, décédé en fonction le 13 décembre 1938. Seul le siège d'Inkerman demeure vacant durant la session. Au total, cinq conseillers législatifs appuient le gouvernement (Thomas Chapais, Alphonse Raymond, Louis-Arthur Giroux, Jean-Louis Baribeau et Jean Mercier); les conseillers législatifs appuyant les libéraux sont au nombre de 16 et, enfin, Ernest Ouellet et Élisée Thériault¹³ soutiennent le Parti national.

L'Union nationale : une période de contestation

Rien ne va plus. Un certain nombre de députés de l'Union nationale sont en mauvais termes avec Duplessis¹⁴. Dans le journal *L'Avenir du Nord*, on explique pourquoi il y a « de la poudre dans l'air » :

Plusieurs députés de l'Union nationale réclament des caucus plus fréquents de leur parti. [...] Chez les ministériels, on attribue la plupart des défections au fait que les dissidents n'ont pas eu l'occasion de s'expliquer en toute franchise avec leur chef et ses collègues. Ils n'ont pas pu discuter comme ils l'auraient voulu les questions de patronage. Et ils n'ont pas réussi à obtenir les explications qu'ils désiraient avant de voter certains projets de loi. Depuis que M. Duplessis est au pouvoir il n'a réuni ses ministres et députés, tous ensemble, que trois ou quatre fois¹⁵.

Des ministériels font remarquer au chroniqueur du journal *Le Soleil* qu'il n'y a pas lieu de s'étonner que les caucus n'aient pas été chose courante du côté de l'Union nationale : « La plupart des députés, nous a-t-on fait observer, ont été élus pour la première fois en 1936. Ils n'étaient pas très au courant de la procédure parlementaire, et il n'est donc pas surprenant qu'ils n'aient pas songé à réclamer des caucus quand ils ne recevaient pas de convocations¹⁶. »

Or, Duplessis décide de réunir ses députés en caucus le 25 janvier 1939. Durant le reste de la session cependant, le premier ministre reste fidèle à ses habitudes; mieux que quiconque avant lui, il a su mettre en place une discipline de parti des plus rigides.

En Chambre, les critiques fusent de toutes parts. Bouchard, chef parlementaire de l'opposition, tient ces propos : « Jamais nous n'avons eu dans la province le gouvernement d'un seul homme plus que nous l'avons depuis 1936. Chaque fois qu'il y a une mesure importante dans un département, c'est le premier ministre qui se charge de la faire adopter par la

Chambre¹⁷. » (26 janvier) Philippe Hamel, chef du Parti national, va dans le même sens, disant que « tout est centralisé chez le premier ministre ». (1^{er} mars) Joseph-Grégoire Bélanger (qui avait d'abord été élu député de l'Action libérale nationale en 1935) se vide le cœur après avoir été jeté « officiellement dans les rangs de l'opposition dissidente » en 1939 :

Ce que j'ai à dire de ma vie politique et publique n'est pas uniquement personnel, étant donné que mes désillusions, mon désenchantement, mon dégoût d'une certaine politique doivent exister aussi chez un grand nombre de députés ministériels qui, plus prudents que moi, s'ils ne les cachent pas dans l'intimité, se gardent bien cependant de les faire connaître au grand jour. [...]

Le chef de l'Union nationale, devant la tâche formidable qu'il avait à accomplir, a peut-être trop compté sur ses propres forces, disais-je à mes électeurs. À mon sens, il ne recherche pas assez l'appui et la collaboration raisonnée des députés. Il ordonne et commande comme s'il oubliait qu'un gouvernement démocratique exige une coopération de tous les instants entre le chef et ceux qui l'ont accepté comme tel. En somme, sa politique, c'est la même politique que celle mise en pratique au temps de l'ancien régime: crois ou meurs. [...] Je déclare que je n'ai pas été élu pour subir aveuglément les exigences d'un parti. Les électeurs, car il faut tout même se souvenir d'eux, se sont donné un gouvernement qui doit compter avec leurs représentants élus. Nous avons le droit d'être consultés, nous avons le devoir de l'exiger, en vertu de notre mandat. [...] Je suis un représentant du peuple et non un thuriféraire du gouvernement au pouvoir. (8 février)

Duplessis réplique aux attaques, d'une part, en rappelant les abus du régime du gouvernement libéral de Louis-Alexandre Taschereau et, d'autre part, en faisant la litanie des réalisations de son gouvernement. Il insiste sur l'autonomie provinciale, la « loi du cadenas », le développement minier, les travaux de voirie, les pensions de vieillesse, les pensions aux aveugles et les pensions aux mères nécessiteuses. Il ne cesse non plus de faire l'éloge de l'Office du prêt agricole :

Nous avons sauvé la classe agricole et c'est notre plus beau titre de gloire. Nous avons véritablement sauvé la province de Québec. Quand ce serait le seul résultat acquis, n'eussions-nous fait que cela, je serais heureux de mourir en paix, convaincu d'avoir fait quelque chose pour les miens, pour ma race, pour ma province. (26 janvier)

Le Parti libéral : un nouveau départ

Au Canada, les pratiques politiques tendent à évoluer dans les années 1930. Pour choisir un chef ou pour élaborer un programme électoral, les partis organisent maintenant des congrès¹⁸. C'est ainsi qu'en 1938, à Ottawa, les conservateurs se choisissent un nouveau chef en la personne de Robert James Manion, pour succéder à Richard Bedford Bennett. De la même manière, au congrès libéral des 10 et 11 juin 1938, tenu au Palais Montcalm de Québec, Joseph-Adélard Godbout est confirmé dans ses fonctions de chef de parti.

Godbout est élu par acclamation, encore que Bouchard ait dû retirer sa candidature après avoir été mis en nomination. Bouchard – qui n'avait aucune chance d'être élu¹⁹ – n'a pour lors que de bons mots à adresser à son chef : « Les libéraux et nos adversaires doivent réaliser que si mon chef me fait l'honneur de me choisir comme son premier lieutenant, je continuerai la lutte à ses côtés²⁰. » Il parle ensuite du travail qu'il a dû mener à l'Assemblée législative depuis 1936 : « Je sais que dans la province de Québec, il s'est trouvé parmi les meilleurs amis du Parti libéral des gens qui ont trouvé la lutte que j'ai faite à l'Assemblée législative parfois très ardente [...]. En bon soldat, lorsque j'étais au fond du précipice et que mes adversaires lançaient sur moi du plomb fondu, j'ai décidé de rester dans la lutte²¹. »

À ce congrès, le Parti libéral se dote aussi d'un nouveau programme. Des réformes en éducation, des réformes en agriculture, des réformes sociales et des réformes politiques sont adoptées. En l'occurrence, il est question d'abolir le Conseil législatif; on préconise l'étatisation

de l'électricité; les congressistes – en présence d'une délégation féminine invitée à participer à la convention – recommandent aussi l'adoption du droit de vote aux femmes.

Les libéraux sont « unis plus que jamais²² ». À la session de 1939, les députés de l'opposition officielle entendent poursuivre « la lutte en Chambre alors que la discorde continuait, précise Bouchard, à régner dans les rangs de nos adversaires²³ ». Dans ses mémoires, Bouchard explique que les libéraux sont confiants de la victoire prochaine :

M. Godbout, menaçait, sans que M. Duplessis n'en eût la moindre prémonition, le fragile château de cartes que représentait sa forteresse défendue par ses alliés récents. Des signes avant-coureurs d'une défaite prochaine se dessinaient à l'horizon. Les figures dominantes des groupes adverses aux libéraux, avaient déserté le chef de l'Union nationale, et le combattaient ouvertement; les unions ouvrières présentaient un front commun contre le gouvernement, et les syndicats catholiques se joignaient aux associations internationales pour combattre celui-là même qu'ils avaient aidé à s'emparer du pouvoir²⁴.

Bouchard, le doyen de l'Assemblée législative (élu pour la première fois en 1912) adore la joute parlementaire. Il aime confronter le premier ministre. Bon gré mal gré, il sait reconnaître certaines qualités à son adversaire politique : « C'est, dit-il, un bon "fighter", comme disent les Canadiens, et on sait que j'aime ça me battre! Je l'estime. Personnellement, c'est un bon camarade, un bon copain. Mais comme premier ministre, je le déteste, parce que sa politique est détestable. » (1^{er} mars)

Signe des temps, René Chaloult, député du Parti national, livre pour sa part un témoignage bien senti au chef de l'opposition :

L'honorable député de Saint-Hyacinthe, suivant le prétentieux jargon parlementaire, n'est pas un homme banal. Nous le tenons au contraire comme pittoresque et sympathique. Nous avons nourri des préjugés à son endroit, avant d'entrer au Parlement, mais, nous en sommes généralement revenus: nous l'avouons sans aucune honte. Il est intelligent, renseigné, laborieux et surtout, il a de l'audace, qualité peu commune chez les Canadiens français. Son rôle en Chambre est fort ingrat et il s'en tire avec avantage. (9 février)

En définitive, c'est avec un petit groupe de parlementaires – Cléophas Bastien et Léon Casgrain en tête – que les libéraux surveillent et critiquent les actions du gouvernement. Cette opposition est forte et homogène : « Car en dehors de la Chambre les libéraux ont des cadres réguliers et puissants, une organisation bien faite, ils ont de plus la cohésion et la discipline propres aux vieux partis politiques. Ils ont aussi l'appui du ministère King à Ottawa²⁵. »

Le Parti national : la dernière session

Philippe Hamel, député de Québec-Centre, Oscar Drouin, député de Québec-Est, Adolphe Marcoux, député de Québec, René Chaloult, député de Kamouraska, et Ernest Grégoire, député de Montmagny, sont les cinq représentants du Parti national à siéger à l'Assemblée législative. Contrairement à la session précédente, ceux-ci participent activement aux débats parlementaires.

En dehors de la Chambre par contre, ce parti se trouve toujours sans organisation; ses membres, en plus, sont courtisés par les libéraux. L'historien Jean-Guy Genest rapporte d'ailleurs que les députés du Parti national « vinrent bien près de participer au congrès libéral. Ils s'en abstinent, par stratégie, pour ne pas décevoir le public, étant donné qu'ils avaient mené une lutte vigoureuse contre Godbout en 1936²⁶ ».

À l'Assemblée législative pourtant, la bonne entente règne entre le Parti libéral et le Parti national. Bouchard témoigne de ce climat à la séance du 18 avril, disant que lorsque viendront les élections, il sera au côté de son chef « dans l'armée libérale avec les anciens chefs du Parti national qui ont fait élire l'Union nationale et qui n'ont pas craint de traverser la Chambre parce

qu'ils voulaient faire leur devoir ». Bouchard sait manœuvrer habilement avec les dissidents de l'Union nationale. Alexis Gagnon, du *Devoir*, écrit : « Non seulement il les a encouragés, soutenus, défendus, mais il leur a tendu inlassablement la branche d'olivier²⁷. »

L'attitude de Duplessis à l'égard du Parti national est tout autre. Lorsqu'il parle de ce parti, il le nomme le « parti de la déception », « la queue du Parti libéral », ou encore, il parle de Hamel comme étant « le chef de je ne sais quoi ». Bien plus, le premier ministre ne reconnaît pas le Parti national comme parti, puisqu'en « vertu des règlements parlementaires, dit-il, il n'y a qu'une seule opposition, l'opposition officielle, la seule que je reconnaisse ». (21 mars) Paul Sauvé, l'Orateur de l'Assemblée législative, n'est pas de cet avis.

Tout bien considéré, même pour Adélard Godbout, le multipartisme n'a pas sa place dans le système parlementaire. Au congrès libéral, il tient des propos qui rejoignent l'opinion publique : « Je ne suis pas, moi non plus, pour les troisième et quatrième partis; je ne le suis pas parce que je voudrais rester pratique en tout ce que je fais. Ces partis ne mènent jamais nulle part et ils sont toujours une cause de troubles dans les sociétés où ils naissent. Ce sont ordinairement les partis de la surenchère et des méthodes louches en temps de campagne électorale²⁸. » Indirectement, le chef du Parti libéral fait référence à l'Action libérale nationale qui promet de présenter des candidats aux prochaines élections, mais peut-être fait-il aussi écho à la réputation d'extrémistes et d'anglophobes que traînent les membres du Parti national²⁹.

Durant les débats de l'Assemblée législative, les députés du Parti national tentent de redorer cette image d'extrémistes qui leur colle à la peau malgré eux. Chaloult est sans équivoque : « Si c'est de l'extrémisme de rappeler nos promesses, si c'est de l'extrémisme que de nous prononcer contre des exemptions de taxes aux compagnies puissantes, alors nous en sommes, nous sommes fiers d'être des extrémistes. » (23 février) Il rajoute : « Je ne suis pas un extrémiste comme l'affirment mes adversaires et j'avais simplement hâte que la population francophone obtienne sa part dans l'exploitation des richesses naturelles de la province. » (14 mars) Qu'importe, les membres de l'Union nationale entretiennent les préjugés : pour eux, les députés du Parti national « sont des gens qui n'ont jamais fait autre chose que de chercher à soulever le peuple ». (15 mars)

Les idées et les valeurs soutenues par le Parti national s'inspirent toujours, à la base, du programme électoral de l'Action libérale nationale de 1936. Sans se lasser, Hamel et Chaloult font le procès du libéralisme économique, du capitalisme abusif et vicié, de la dictature de l'argent³⁰. L'objectif ultime demeure de libérer le Québec de l'emprise des monopoles de l'électricité, du charbon, de la gazoline, etc. S'ils reprochent à Duplessis d'avoir renié ses promesses électorales à cet égard, ils le complimentent en revanche pour ne jamais avoir transigé avec l'autonomie provinciale. En 1939 enfin, le Parti national ajoute à son discours l'importance de protéger les familles nombreuses par l'instauration d'allocations familiales. (7 mars)

Le discours du trône

Il s'agit du dernier discours du trône prononcé par le lieutenant-gouverneur Ésiöff-Léon Patenaude. Son mandat devait se terminer plus tôt, mais le premier ministre canadien, William Lyon Mackenzie King, avait convenu de le prolonger de quelques mois pour lui permettre de recevoir le roi George VI et son épouse, la reine Elizabeth, lors leur visite au pays en mai 1939³¹.

Comme par les années passées, le lieutenant-gouverneur insiste sur l'importance de l'agriculture et de la colonisation. Il félicite le gouvernement de sa sollicitude et de ses initiatives pour encourager la classe rurale. Après avoir parlé de l'importance de l'industrie forestière et de l'industrie minière, il critique le projet du gouvernement fédéral visant à « substituer, partout où la chose était praticable, le travail rémunéré à l'assistance-chômage si démoralisante ». Sur une note plus positive, Patenaude termine en annonçant les travaux en cours pour l'établissement d'une centrale électrique au Témiscamingue; il vante aussi les travaux effectués sur le réseau routier au Québec.

L'adresse en réponse au discours du trône occupe les parlementaires durant le tiers de la session. Alors que les ministériels font l'éloge du gouvernement, les députés des diverses oppositions font le procès de l'Union nationale. De multiples sujets sont abordés : la centrale au Témiscamingue, l'exclusion de Leduc du Cabinet, la rupture entre Gouin et Duplessis, la

dissidence de plusieurs députés de l'Union nationale, la Constitution, les 63 millions de dollars dépensés par le fédéral pour l'armement, le décès du pape, le congrès eucharistique, le crédit agricole, la confirmation de Godbout comme chef du Parti libéral, la commission royale d'enquête en cours sur les relations entre le dominion et les provinces (commission Rowell-Sirois), l'affaire Godon, la dette de la province, les bills 19 et 20, les élections partielles, l'Office des salaires raisonnables, la Régie de l'électricité, etc³². Le chef de l'opposition admettra lui-même que les discours sur l'adresse ont été particulièrement longs, mais ceux-ci, croit-il, « ont certainement rendu des services considérables aux citoyens de la province en les renseignant ».

Pour clore l'adresse, le Parti libéral et le Parti national présentent conjointement une motion de blâme contre le gouvernement. Ils ont plusieurs griefs :

Nous désirons exprimer respectueusement le regret que le gouvernement, depuis son accession au pouvoir en 1936, n'ait pas pris les mesures nécessaires pour remplir ses engagements électoraux, notamment: 1. En favorisant le népotisme et la partisanerie politique dans l'administration du département de l'Agriculture et en ne payant pas de prime sur le beurre et le fromage; 2. En n'ayant pas mis en œuvre un plan d'ensemble pour développer les centres de colonisation et soulager la misère des agriculteurs nouvellement établis sur des terres; 3. En n'abolissant pas le Conseil législatif; 4. En n'établissant pas dans la province une concurrence d'État efficace, de nature à protéger le public contre les taux élevés de l'électricité et en négligeant de promouvoir l'électrification rurale; 5. En ne réduisant pas le nombre des commissions administratives, mais en les maintenant et en créant de nouvelles sous une désignation différente; 6. En diminuant les prérogatives de la Chambre pour accroître les pouvoirs d'administration par simple ordre en conseil.

Cette motion est rejetée par la majorité ministérielle et l'adresse est adoptée le 16 février. Et, comme par les années précédentes – avant l'adoption de l'adresse –, Duplessis fait adopter le bill 2 pour « porter à \$35 millions les sommes mises à la disposition de l'Office du crédit agricole en faveur des cultivateurs de la province de Québec ».

Les finances publiques

Martin Beattie Fisher, trésorier de la province, livre son discours sur le budget le 1^{er} mars. Il parle de la crise économique. En substance, il note un ralentissement des affaires, surtout aux États-Unis. La situation précaire en Europe, poursuit-il, n'aide en rien pour redonner confiance en l'économie mondiale, « confiance essentielle à la prospérité ». Il cherche cependant à rassurer la population :

[D]ans une atmosphère de malaise comme celle qui existe actuellement, on n'est pas naturellement incliné à faire des transactions considérables ou à s'engager pour l'avenir. Les peuples ont toutefois lieu d'espérer en des jours meilleurs, et il ne doit pas se glisser de pessimisme dans cette espérance. Nous avons confiance que la province de Québec surmontera toutes les difficultés qu'elle pourra rencontrer dans son acheminement progressif vers l'avenir. Nous avons aussi confiance que les efforts, qui sont actuellement faits pour assurer la paix du monde, ne se relâcheront pas.

Le trésorier parle ensuite d'agriculture, des mines, de l'entente Bilodeau-Rogers, de la voirie, du système de comptabilité de la province et du chômage. Puis il en vient au cœur de son exposé. Malgré le recul de la situation économique, Fisher est heureux d'annoncer que les revenus du Québec ont atteint de plus hauts niveaux que prévu. Il indique un surplus de trois millions de dollars sur le revenu ordinaire pour l'année finissant le 30 juin 1938.

Les revenus ordinaires estimés pour l'année fiscale 1939-1940 sont à près de 60 millions de dollars et les dépenses, à 53 millions de dollars. L'excédent est de six millions de dollars, mais le calcul ne tient pas compte des dépenses de capitale estimées à près de 22 millions de

dollars. Le sommaire des dépenses est donc de 81 199 391 \$, alors que les revenus sont de 59 918 753 \$.

On ne peut qualifier ce budget d'exercice préélectoral, malgré le fait que des élections générales seront déclenchées en cours d'année. Les dépenses dans les divers départements sont réparties dans des proportions moindres que dans les précédents exercices financiers. Ce sont toujours le Trésor (15 % du budget), la Voirie (6,8 %), le Travail (6,3 %) et le Procureur général (5,4 %) qui se partagent les sommes les plus importantes, mais cette année il y a moins d'argent consacré pour l'Instruction publique. Les autres ministères se voient attribuer des montants variant entre un million et trois millions de dollars en moyenne.

Aux sessions précédentes, c'est Peter Bercovitch qui répondait le premier au discours du budget. Ce dernier ayant démissionné, c'est Bouchard qui fait cet exercice en 1939. Il blâme surtout le gouvernement d'avoir fait augmenter la dette consolidée du Québec. Dans ses mémoires, le chef de l'opposition écrit : « En trois ans, notre cosaque national avait réussi à augmenter la dette de cent trente-trois millions de piastres sans avoir pour cela accru notre actif. Son habile camouflage et les jongleries de ses comptables lui avaient permis d'annoncer, à l'issue de chaque année fiscale, des surplus de quelques millions. Mais les financiers ne furent pas longtemps dupes³³. »

Les membres du Parti national, quant à eux, proposent des solutions pour augmenter les revenus de l'État. Pour Chaloult :

Si l'on n'a pas assez de revenus, que l'on ait recours à l'étatisation. Le gouvernement de Québec a étatisé la Commission des liqueurs autrefois, et il ne peut plus être question maintenant de détruire ce qui a été fait dans ce sens: la Commission des liqueurs est un succès. Qu'on étatisé pour avoir des revenus. Si l'on était décidé à étatiser, ce serait défendre le point de vue canadien-français, car l'étatisation est le seul moyen de rendre aux Canadiens français l'exploitation des ressources naturelles; c'est le seul moyen de les rendre maîtres chez eux. (8 mars)

Les faits marquants de la session

Au total, 174 projets de loi sont présentés à l'Assemblée législative et un seul au Conseil législatif; sur ce nombre, 163 sont sanctionnés par le lieutenant-gouverneur. Au cours de la session, plusieurs de ces bills font l'objet de critiques non seulement pour leur portée, mais aussi parce qu'ils ne sont distribués aux députés qu'à la dernière minute.

L'ambiance dans laquelle se déroulent les travaux parlementaires est variable. Le climat de franche camaraderie est occulté parfois par d'inqualifiables attaques personnelles. Sans compter les multiples « points d'ordre », soulevés par les parlementaires, qui font souvent glisser la discussion sur des terrains bien loin du sujet à l'étude.

La Commission Rowell-Sirois, la Constitution et l'assurance-chômage

La position constitutionnelle du Québec est on ne peut plus claire dans le discours du trône :

La Commission fédérale des relations entre le dominion et les provinces a tenu séance à Québec pendant la prorogation, et le gouvernement a profité de l'occasion pour défendre les droits provinciaux et pour affirmer qu'il n'appartient ni à la majorité des provinces ni au gouvernement d'Ottawa d'apporter des changements à la Constitution canadienne. Il a, de plus, émis l'avis que, s'il y a lieu de faire des rajustements ou des réformes, ces rajustements et ces réformes pourraient aisément s'effectuer dans le cadre de la Constitution actuelle, et sans qu'il soit nécessaire de changer celle-ci. Enfin, il a déclaré une fois de plus qu'il reste disposé à collaborer à toute mesure d'intérêt général non incompatible avec les droits provinciaux, car il désire concilier le respect de ces droits avec la réalisation de tout progrès véritable.

Le principal enjeu dans le cas présent est l'établissement d'un régime d'assurance-chômage pancanadien. Au fédéral, depuis 1938, le gouvernement libéral de William Lyon Mackenzie King propose d'amender la Constitution afin de centraliser tous les pouvoirs en cette matière. Le premier ministre Duplessis refuse toutefois d'abandonner aucun des pouvoirs reçus par la province en 1867. Il s'affiche toujours comme « le champion de l'autonomie provinciale », selon les termes d'Onésime Gagnon, ministre des Mines et des Pêcheries. (15 février)

En Chambre, les opinions des trois partis politiques divergent au sujet de la Constitution. Pour Duplessis, « l'acte confédératif est un chef-d'œuvre de l'esprit humain ». Au reste, il est d'avis que le contexte présent n'est pas propice aux changements constitutionnels :

[L]es provinces ne sont pas les mandataires du fédéral. C'est d'elles qu'est sorti le pouvoir central. Lorsque la Constitution de 1867 a été signée, les conditions étaient alors plus favorables pour édifier un pacte qui présentait toutes les garanties. Si, en 1867, alors que nous étions dans une grande période de calme, de paix sociale, politique et religieuse, on n'a pas pu édifier un pacte parfait, qu'est-ce qu'on ferait aujourd'hui avec toutes les dissensions et les divergences de vues qui nous séparent? Nous n'avons plus les mêmes garanties qu'autrefois. (25 avril)

L'opposition libérale, pour sa part, est en faveur des amendements constitutionnels proposés par Ottawa pour régler la question de l'assurance-chômage. Bouchard critique la position du premier ministre :

Dans l'opinion de celui qui a rédigé le discours du trône, notre Constitution serait une arche sainte à laquelle personne ne doit toucher [...]. Que notre Constitution doive être conservée, dans le moment, dans ses dispositions essentielles, tout le monde souscrit à cette opinion, mais qu'elle soit modifiée dans ses aspects secondaires sans mettre en danger tout le tissu, par exemple dans le sens d'une plus grande indépendance de notre pays, il y a une foule de gens qui pensent comme votre humble serviteur que c'est une chose désirable. [...]

La Constitution a été faite par des patriotes, mais par des hommes qui vivaient en 1867. Elle a été bien conçue. Elle voulait faire un dominion britannique puissant et uni. Elle a atteint son objectif. Mais nous ne sommes plus en 1867 et nous pouvons maintenir notre pays uni et fort en tenant compte, dans les détails de notre organisation politique, des progrès qui se sont réalisés dans le monde, et surtout de ceux qui se sont produits ici depuis cette époque assez lointaine. (26 janvier)

Les libéraux reprochent également au gouvernement de n'avoir soumis aucun mémoire à la commission Rowell-Sirois. Le 12 avril 1938, lorsque les commissaires fédéraux vinrent à Québec, la position du Québec a été simplement exprimée par Émery Beaulieu, le conseiller juridique principal du gouvernement. Celui-ci affirma, entre autres choses, que les subsides fédéraux donnés aux provinces étaient insuffisants. En Chambre, Bastien répliqua, disant que cette commission d'enquête demeure justement un moyen privilégié pour étudier les différends qui subsistent entre les paliers provinciaux et fédéral. (16 février)

Quant au Parti national, ses membres cherchent à s'engager « plus à fond dans cette voie de l'autonomie provinciale ». Chaloult revendique plus de pouvoirs pour le Québec :

Non seulement nous n'entendons pas qu'Ottawa nous enlève un seul des droits provinciaux dont nous jouissons actuellement, mais nous voulons reprendre à Ottawa tous nos droits légitimes dont il nous a peu à peu dépouillés contre l'esprit et la lettre de la Constitution. À cette fin, nous devons tendre à une décentralisation de plus en plus grande, augmenter graduellement l'autonomie de la province, conformément au pacte de 1867, dont nous exigeons l'application intégrale.[...]

Nous acceptons la Confédération, soit, mais à la condition qu'elle redevienne une confédération; à la condition que l'on y respecte notre autonomie et que l'on nous rende nos prérogatives; à la condition d'y être partout traités en égaux et que disparaisse la réserve québécoise. Autrement, qu'on le sache, ce régime transitoire ne nous intéresse pas.

C'est affirmer que nous ne sommes pas séparatistes. Mais, si un jour, nous jugeons opportun de le devenir, parce qu'on persiste à nous traiter injustement, ou pour toute autre raison d'intérêt national, – ne serait-ce que pour nous servir de cette menace comme d'une arme défensive – ce jour-là, nous ne nous croirons certes pas obligés d'en solliciter la permission de personne. Cette forme de gouvernement, qui s'appelle confédération, n'existe pas de droit divin, pas plus que celles de 1791 ou de 1841. Il est parfaitement légitime, si on le veut, de chercher à la modifier par des moyens légaux et constitutionnels. (9 février)

Proprement dit, toutes les occasions se prêtent pour parler d'assurance-chômage en 1939. Il en est question lors de l'étude du bill 26 relatif à l'administration des recours de chômage; même chose lorsque, le 12 avril, Bouchard propose une motion de blâme, regrettant « que le gouvernement de cette province n'ait pas jugé à propos de concourir avec les autorités fédérales, relativement à l'établissement d'un système d'assurance-chômage au Canada ».

À la toute dernière semaine de la session, le débat prend une nouvelle tangente. Le 25 avril, le gouvernement dépose un nouveau projet de loi favorisant l'assurance-chômage. (bill 94) Durant l'étude des résolutions, Duplessis annonce « que le problème du chômage au Canada est un problème dont la responsabilité et les dépenses publiques incombent surtout aux autorités fédérales » et qu'il « est possible et recommandable qu'un système d'assurance-chômage soit établi en coopération par les autorités fédérales et provinciales, dans les bornes de la Constitution canadienne et en respectant l'autonomie des provinces ». Sur quoi, Bouchard accuse le premier ministre de vouloir faire marche arrière.

Au fond, malgré les divergences d'opinions, les députés de l'Assemblée législative s'accordent sur le fait que le chômage est un problème majeur. « C'est un fléau national dont il faut se débarrasser », comme le dit si bien Léon Casgrain, député de Rivière-du-Loup.

Motion contre la guerre

Le 24 mars, René Chaloult, député de Kamouraska, inscrit au *Feuilleton* une motion sur la participation du Canada à la guerre appréhendée en Europe. Cependant, chaque fois qu'il se lève pour la présenter en Chambre, Duplessis fait bon usage de la procédure pour passer à un autre article inscrit à l'ordre du jour³⁴. Le silence de Duplessis exaspère, surtout depuis que Mitchell Hepburn, le premier ministre de l'Ontario, s'est prononcé en faveur de la participation du Canada advenant un conflit en Europe.

Avant que la séance du 28 mars 1939 ne puisse commencer, plusieurs centaines d'étudiants de l'Université Laval manifestent devant le Parlement. Ils veulent que le premier ministre précise ses vues sur la conscription. Un groupe de délégués rencontrent même le premier ministre dans son bureau vers 3 heures. Au même moment, en criant et en chantant, d'autres étudiants refoulent les policiers et réussissent à entrer dans la salle et dans les galeries de l'Assemblée législative. Ils réclament Duplessis. Celui-ci refuse d'abord de se prêter au jeu des manifestants, mais, pour ne pas envenimer la situation, il entre en chambre à 3 h 30 et prie les étudiants de respecter l'ordre et de manifester de façon pacifique.

Duplessis prend la parole. Il note que le Québec a toujours été opposé à la conscription; il refuse toutefois de se prononcer personnellement sur cette question. Une fois son discours terminé, il enchaîne : « Il est quatre heures moins vingt. Nous avons été élus pour siéger. » De nouvelles protestations se font entendre. Duplessis demande encore une fois aux étudiants de les laisser siéger. Le député de Québec-Centre, Phillipe Hamel, le député de Kamouraska, René Chaloult, et le député de Saint-Hyacinthe, T.-D. Bouchard, prononcent alors des discours à tour de rôle³⁵. Ajoutons qu'une fois la séance ouverte l'Orateur doit rappeler aux étudiants dans les tribunes « qu'il n'est pas permis de fumer et que l'on doit demeurer découvert ».

À la séance du 12 avril, Chaloult tente, en vain, de présenter à nouveau sa motion. Après quoi, il donne le texte suivant aux journalistes:

Pour la troisième fois, nous avons invité le gouvernement à discuter notre motion s'opposant à toute participation à une guerre quelconque, sauf pour défendre le sol canadien. Pour la troisième fois, M. Duplessis s'y est opposé, bien que notre motion soit déjà devant la Chambre depuis plusieurs semaines. Il est allé plus loin. Il a proposé et fait voter par sa majorité parlementaire un amendement afin que notre motion soit appelée suivant le bon plaisir du gouvernement. Veut-on, par ces mesures dilatoires, empêcher nos députés, malgré la pression de l'opinion, de se prononcer sur une question si urgente? Va-t-il falloir conclure, à la suite de son refus obstiné de prendre position, que M. Duplessis est favorable à la participation aux guerres de l'Empire et, partant, à la conscription? Devant la gravité de la situation en Europe et au Canada, lorsque le sort de toute notre jeunesse est en jeu, je laisse au public le soin de juger ces méthodes.

Le communisme, le capitalisme, le fascisme

Les trois sujets sont à l'origine de nombreux discours. Le communisme est d'abord l'objet d'une motion présentée par Antonio Barrette, le 28 février. Il rappelle que « le communisme est une doctrine qui répugne à la population de la province de Québec, parce qu'il s'attaque à ses traditions les plus chères et qu'il est basé sur l'athéisme, le désordre et l'esprit de destruction ». Le député unioniste de Joliette demande ensuite au gouvernement du Canada de prendre immédiatement les mesures appropriées pour prohiber l'admission des immigrants communistes et pour interdire l'importation et la distribution de tout imprimé de propagande communiste. Il termine en faisant l'éloge de la « loi du cadenas »³⁶.

Pour Philippe Hamel, chef du Parti national, si le Québec est devenu « aujourd'hui le pire repaire du communisme [c'est] parce que c'est ici que les capitalistes abusent le plus ». Il enchaîne avec des propos qui feront la une des journaux : « Je suis contre le communisme et le capitalisme vicié. Mais entre les deux, j'aurais plus de sympathie pour le communisme que pour le capitalisme vicié. » Le débat s'enflamme aussitôt.

Plus tard au cours de la session, Louis Fitch prend la parole pour dénoncer une certaine presse qui, au Canada, aux États-Unis et en Angleterre, présente les habitants de la province de Québec comme des fascistes. « Appartenant, dit-il, à une race à laquelle les gouvernements fascistes et nazis ont déclaré la guerre, c'est mon devoir de dénoncer les accusations grossièrement exagérées qui ont été portées contre le Québec. » (27 avril) Duplessis profite de l'occasion pour s'opposer au fascisme : « Je suis heureux de constater qu'il y a, au nom de la démocratie, une opposition internationale contre Hitler et Mussolini. Notre province se joint à cette opposition. Notre province n'a rien à voir avec ces mouvements, nous sommes dans un système démocratique et nous avons l'intention d'y rester. »

Temps de parole

Lors de l'adresse, Duplessis est lassé par la longueur des discours. Certains députés ont parlé plus de cinq heures. Si le premier ministre est en faveur de la liberté d'expression, il est toutefois contre l'abus de parole, déclare-t-il. Le 9 février, il annonce qu'il fera bientôt modifier le règlement de la Chambre pour limiter les discours à une heure. Raillleur, Chaloult lui fait remarquer que les longs discours prononcés par l'opposition, en 1936, avaient justement permis de faire tomber le régime Taschereau.

Le 22 février, Duplessis propose d'insérer ce nouvel article dans le Règlement :

229.a. Nul discours ne doit durer plus d'une heure.

Toutefois, la restriction ci-dessus ne s'applique pas au discours prononcé:

- 1° Par le premier ministre, ou par le député qui occupe dans la Chambre le poste reconnu de chef de l'opposition;
- 2° Par le ministre au nom de qui l'affaire en discussion est inscrite au *Feuilleton*, ou par le député d'opposition qui lui répond immédiatement;

3° Par le député qui propose un vote de blâme, de censure ou de défiance à l'égard du gouvernement, ou par le ministre qui lui répond.

Après avoir paraphrasé le célèbre poète et écrivain français Nicolas Boileau-Despraux, « Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire viennent aisément », Duplessis rappelle que les discours sont limités à 40 minutes à Ottawa depuis 1927.

Les députés de l'opposition crient au bâillon. Maurice Pelletier, député de Lotbinière, réplique en disant que de toute façon, « l'homme de la rue [...] ne voit pas d'avantage aux longs discours qu'il ne lit jamais ». Bouchard n'est pas de cet avis : « Les Canadiens français, dit-on, sont friands de discours. C'est une nourriture qui ne fait pas de tort à personne. L'on devrait leur permettre de continuer à les lire dans les journaux. »

Hamel souhaiterait pour sa part que dans le nouveau règlement, le chef du Parti national soit sur le même pied que le chef de l'opposition officielle, ce que refuse le premier ministre³⁷.

Le 23 mars enfin, Duplessis soulève une question de procédure au sujet du nouveau règlement : l'Orateur, tout comme le premier ministre, croit que l'article 229a doit s'appliquer en comité des subsides et en comité plénier. Il demande le vote. La majorité ministérielle confirme cette décision.

Dans *La Patrie*, on peut lire à ce propos : « La salle de l'Assemblée législative est pourvue d'un chronomètre spécial. De cette façon on sera certain que les députés ne dépasseront pas la limite d'une heure fixée pour la longueur des discours sauf dans certains cas³⁸. »

Femmes et société : droits politiques et droits civils

Le bill 182 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes est présenté, en première lecture, par Pierre-Auguste Lafleur, député unioniste de Montréal-Verdun. Mais c'est Duplessis qui prend la parole. Il dit que les suffragettes ont mal présenté leur cause dans le passé. Pour leur permettre d'exposer leur revendication, il les invite au comité permanent des bills publics en général. Peine perdue. Le 30 mars, Duplessis présente le rapport du comité: il annonce que ce projet de loi a été rejeté après division. Ce sera le dernier échec des suffragettes.

René Chaloult parraine, quant à lui, le bill 181 modifiant le Code civil et le Code de procédure civile relativement aux droits civils de la femme. Le projet de loi vise à modifier les articles 176 et 177 du Code civil. En substance, le député de Kamouraska veut faire en sorte que les femmes puissent « ester en jugement » et « accepter, aliéner ou déposer entre vifs », et ce, sans qu'il y ait obligatoirement le consentement du mari ou, à défaut, celui d'un juge. Pour justifier ces changements, il explique le contexte dans lequel le Code civil a été rédigé :

Nous sommes ici soumis au code Napoléon qui est arrivé au commencement du siècle dernier. Il faut savoir quelles sont les idées de Napoléon sur les femmes pour bien comprendre l'esprit de ce code qu'il a inspiré. Le prestige de Napoléon était considérable en France. Il avait contre les femmes de nombreux préjugés. Il déclarait, en somme, que la femme appartenait corps et âme au mari. On sait comment l'Empereur se conduisit vis-à-vis son épouse créole et ensuite de la belle Polonaise Marie Walewska. Il a considéré la femme comme un être inférieur, comme une domestique. On sait ce qu'il répondit lorsqu'on lui vantait le génie intellectuel de Mme de Staël, demandant: « Sait-elle coudre? » (18 avril)

« Sachons évoluer », de renchérir Chaloult! Il termine en rendant hommage à la militante féministe Thérèse Forget-Casgrain.

Tout ce temps, les députés ministériels parlent entre eux et font des blagues. Auguste Boyer, député de Châteauguay, propose enfin que le comité se lève. Le comité se lève donc sans faire rapport, ce qui met un terme aux délibérations.

Une nouvelle carte électorale

Le 7 mars, Duplessis propose qu'un comité « soit formé et chargé de s'enquérir de la redistribution des circonscriptions électorales ». Huit députés de l'Union nationale et trois députés du Parti libéral devront faire des recommandations à la Chambre pour établir s'il y a lieu de faire des rajustements. En vain, le 21 mars, Chaloult demande que des membres du Parti national fassent partie du comité.

Le bill 83 relatif aux districts électoraux est lu une première fois le 25 avril, durant la dernière semaine de la session. Malgré la portée de cette mesure, les deuxième et troisième lectures sont adoptées le lendemain en moins d'une heure. Pour la première et seule fois dans l'histoire politique du Québec, le nombre de circonscriptions électorales allait diminuer. Depuis les élections générales de 1931, l'Assemblée législative comptait 90 sièges. Pour la 21^e Législature, ce nombre sera diminué à 86.

D'après Chaloult, cette mesure n'est pas inspirée par la justice et le souci de l'équité. Car les comtés supprimés sont surtout représentés par des députés de l'opposition. Parlant pour son comté de Kamouraska qui se verra fusionné à celui de Rimouki, Chaloult demeure vindicatif : « Si l'on veut par là me faire disparaître de la vie publique, ce n'est pas le moyen qu'il faut employer, car je resterai dans la vie publique et je resterai donc dans cette Chambre. » Le député de Kamouraska n'est pas le seul à se plaindre : *Le Devoir* affirme aussi qu'au moins huit députés de l'Union nationale sont mécontents par les redécoupages des districts électoraux³⁹.

En résumé, les comtés de Richelieu et de Verchères formeront une seule circonscription; même chose pour Soulanges et Vaudreuil de même que pour Kamouraska et Rimouski. Les trois comtés de Saint-Jean, de Châteauguay et de Laprairie sont remaniés pour en former deux : Châteauguay-Laprairie et Saint-Jean-Napierville. Puis Montréal subit un redécoupage pour égaliser la population de ses comtés, mais conserve le même nombre de sièges à l'Assemblée législative⁴⁰.

Leduc vs Duplessis

L'exclusion de François-Joseph Leduc du Cabinet provoque de nombreux discours. Et pour cause, les raisons données par le premier ministre sur cette affaire sont vagues. Duplessis se contente d'affirmer que le nouveau ministre, Anatole Carignan, « offrait au gouvernement plus de garanties d'intégrité, de loyauté et de sincérité, des garanties que je ne trouvais pas chez le député de Laval ». (31 janvier) Leduc y voit « les plus graves insinuations de la part du premier ministre », convaincu lui-même d'avoir dirigé son ministère avec la plus grande honnêteté. Des accusations viendront plus tard, lui rétorque Duplessis. Mais Leduc ne sera jamais accusé de quoi que ce soit.

Un homme et son péché

Leduc répond aux attaques du premier ministre en parlant, très indirectement, du problème d'alcool du premier ministre. Parlant du congrès eucharistique, il se dit heureux d'entendre les plus hautes autorités religieuses condamner les ravages causés par l'alcool :

L'expérience prouve que de très belles intelligences ont misérablement sombré dans l'alcoolisme, que des hommes qui promettaient de rendre à leur pays et à leur religion d'inappréciables services sont devenus des dégénérés, des abrutis, des sujets de scandale. Si l'alcoolisme exerce ses ravages dans les classes moyennes de notre société, elle cause des dégâts autrement plus graves dans les classes supérieures où l'aisance contribue au développement de cette passion. (31 janvier)

Bouchard en rajoute. À la séance du 15 mars, lorsque les parlementaires étudient le bill 36 relatif au Bureau de censure du cinéma, Duplessis fait allusion à la fortune personnelle du chef de l'opposition et au fait qu'il est propriétaire du bâtiment où loge le cinéma de Saint-Hyacinthe. Bouchard n'entend pas à rire : « Le chef de l'opposition, dit-il, a une bâtisse louée à

la compagnie France-Film. J'en retire un revenu, comme de mes autres propriétés que j'ai pu acquérir avec les économies que j'ai faites au lieu de les boire. » Cette réponse soulève l'émotion.

L'affaire Godon

Tout commence lorsque le corps d'une fillette de sept ans est découvert dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles en 1930. Après enquête criminelle, le frère Dostithée (Albert Nogaret) est accusé de meurtre. Un premier procès, en mars 1931, le condamne à mort, mais il est acquitté six mois plus tard après un second procès.

En janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé est cependant déclaré mentalement incapable de subir son procès et il est emprisonné à Bordeau. Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime.

L'affaire Godon est un thème des plus récurrents de la session. La presse suit cette histoire de près, d'autant plus qu'en 1939 le gouvernement présente le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret. Souvent, en guise d'insulte, les parlementaires s'invectiveront de « Godon ».

De choses et d'autres...

Pour le gouvernement, la construction d'une centrale électrique dans le Témiscamingue (par la Dufresne Engineering Company) constitue la réalisation d'une promesse tenue lors des élections générales de 1936. Cette centrale pourra, selon le ministre Onésime Gagnon, accélérer le développement minier du nord du Québec. Aux députés du Parti national qui accusent l'Union nationale d'avoir établi une centrale « dans le fond des bois », Gagnon répond que le gouvernement a quand même fait baisser les taux de l'électricité dans les principales villes depuis 1936. Partisan de la municipalisation de l'électricité, Bouchard aurait plutôt souhaité que cette centrale soit construite sur un territoire plus densément peuplé.

Pour l'historien Robert Rumilly, le sauvetage de l'Université de Montréal « sera la grande mesure de la session⁴¹ ». Le gouvernement, par le biais du bill 28, garantira le remboursement d'un montant de cinq millions de dollars emprunté par la Société d'administration de l'Université de Montréal.

Le gouvernement est heureux d'annoncer également que les mères nécessiteuses recevront leurs allocations en janvier 1939. L'opposition blâme le gouvernement d'avoir manqué de célérité, étant donné que cette mesure d'aide avait été adoptée à la session de 1937.

Le gouvernement rétablit aussi l'indemnité des ministres à ce qu'elle était en 1936. (bill 6) Bouchard provoque l'hilarité du côté de l'opposition lorsqu'il propose de donner comme titre à cette loi: « Loi pour corriger l'erreur que le gouvernement de l'Union nationale a faite en diminuant les salaires des ministres. » Le chef de l'opposition faisait référence aux nombreux titres des bills du gouvernement qui, depuis 1936, avaient pour but de corriger « les erreurs de l'ancienne administration ».

Notons enfin qu'un amendement des conseillers législatifs sur le bill 80, concernant les corporations et les compagnies, est considéré comme un abus de pouvoir par Bouchard. Celui-ci propose « que cette Chambre refuse de concourir dans les amendements faits au Conseil législatif [...] parce qu'ils empiètent sur les privilèges de la Chambre ». De mémoire, il cite l'article 478 du règlement: « Les bills imposant des taxes doivent originer à l'Assemblée législative ». Or justement, les conseillers législatifs suggèrent de réduire la taxe des compagnies d'assurances. Au nom des prérogatives et des libertés des représentants de l'Assemblée législative, Bouchard juge que les membres de la Chambre haute n'ont aucun droit légitime pour modifier ce bill. Les députés ministériels partagent l'avis contraire dans ce cas-ci. Par un vote de 54 contre 13, la Chambre décide de concourir avec les amendements du Conseil législatif.

Faits divers, faits cocasses...

Les longs discours, le rythme effréné des travaux législatifs

Laurent Barré, député unioniste de Rouville, appuie sans contredit le nouveau règlement qui limite les discours. « Nous sommes des trois ou quatre mois dans cette espèce de prison, à l'éclairage artificiel, et nous, les terriens, nous avons hâte de retourner à l'air libre, lorsque la session est finie. » (22 février)

Les propos tenus par Bouchard le jour même sont du même acabit :

Le député de Stanstead (M. Gérin) est nouveau. Il ne connaît pas encore cela, les bills dont le gouvernement a honte et qu'il soumet aux députés lorsque ces derniers pensent plutôt à l'heure du train qui les ramènera chez eux. Il va s'apercevoir, lorsqu'il aura deux ou trois années d'expérience parlementaire, que le gouvernement s'empresse toujours de passer ses pires législations en fin de semaine. Il prendra connaissance des bills dits du vendredi.

Les petits pages

De 1867 jusqu'à la fin des années 1970, ce sont de jeunes garçons qui sont au service des députés comme messagers. Témoins privilégiés, les pages apprennent les rouages du parlementarisme dans la salle même de l'Assemblée législative. Ils doivent être discrets, mais en toute naïveté l'un d'eux pose une question à un ministre, question qui vient aux oreilles du courriériste de la *Gazette*. Après que les députés de l'Union nationale eurent remporté deux votes consécutifs, le petit page demande : « Écoutez, est-ce que l'autre côté gagne parfois? » (28 février)

Changement de nom

De nos jours, il faut s'adresser au Directeur de l'État civil pour effectuer un changement de nom. Auparavant, il fallait présenter un bill privé pour ce faire. Les députés de l'opposition, quelle que soit leur allégeance, ont toujours critiqué ce principe. À la séance du 15 mars, Léon Casgrain lance une remarque pour faire un pied de nez à l'Union nationale : « Si ce n'est pas un bon principe pour les individus, ce n'est pas bon non plus pour les partis politiques. Les conservateurs de la province auraient dû continuer à se dire conservateurs. »

Le sens de l'humour de T.-D. Bouchard

Le chef de l'opposition sait dérider son auditoire, parfois au grand dam des ministériels. Le 22 mars, Bouchard a particulièrement le cœur à rire. D'autant plus que ce jour-là, Henri Lemaître Auger, ministre de la Colonisation, est en proie à la somnolence. Le ministre, note le courriériste du *Canada*, « est l'objet de la curiosité amusée du public des galeries ».

Pour obtenir une réponse du ministre à sa question, Bouchard élève la voix. Au même moment, il provoque l'hilarité générale en sortant de sa poche un grand rouleau de papier manille de 37 pieds de long. Il commence la lecture de cette lettre qu'il a reçue d'un colon. Hortensius Bélique, député de Chambly, fait également rire ses collègues lorsqu'il recommande au chef de l'opposition de s'acheter « un piano automatique pour accrocher, dit-il, votre rouleau après ».

Duplessis en a assez. Il veut que Bouchard cesse de lire cette lettre. Il l'accuse même d'en être l'auteur. « Si le premier ministre veut avoir le document pour voir si c'est moi qui l'ai écrit, je puis lui en passer un bout et garder l'autre », de répondre Bouchard, amusant une fois de plus ses collègues de l'opposition.

Les points d'ordre se succèdent pour faire cesser la lecture du chef de l'opposition. Grégoire se porte à la défense de Bouchard. Le président du comité, Marc Trudel, entre en scène :

Il est difficile de trouver un nom pour ce document. Je n'ai pas à me prononcer sur la qualité et sur l'authenticité du document qu'on veut lire. Ayant été tour à tour notaire et journaliste, je ne peux pas dire que cette lettre ressemble à un article de journal ni à un acte notarié. Ça me paraît tout simplement un document du temps de Louis XIV et, par conséquent, c'est assurément un document de l'ancien régime.

Les rires fusent de toutes parts. Trudel (qui sait parfois tenir tête à Duplessis) permet au chef de l'opposition de lire son document. Le premier ministre et la plupart des ministériels se retirent aussitôt dans l'antichambre de l'Assemblée législative. Imperturbable, Bouchard continue de lire pendant 35 minutes. De temps à autre, il annonce qu'il en a encore une vingtaine de pieds à lire, ensuite 15 pieds, etc. Il offre même au ministre de la Colonisation d'en lire un bout, « pendant que lui-même en lirait l'autre bout ». À la fin, trois pages s'amuseront à rouler la fameuse lettre.

Bilan de la 20^e Législature

À Ottawa et à Québec, les mesures adoptées par les gouvernements ne parviennent pas à régler la misère engendrée par la crise économique des années 1930. En sorte que la période de contestations et de revendications « à la fois idéologiques, sociales et politiques » qui en résulte mène souvent les partis à la défaite électorale⁴².

Des rumeurs d'élections circulent à la fin de la session de 1939. Duplessis affirme pourtant qu'il n'est pas encore question de faire appel au peuple, ce que confirme d'ailleurs *Le Nouvelliste* du 29 avril. Il n'empêche, à la grande surprise de nombreux députés de l'Union nationale, Duplessis annoncera dès septembre la tenue d'élections générales⁴³.

Les partis politiques sont à dresser des bilans. L'Union nationale a une fiche de route qui n'est pas sans faille. Malgré le succès de l'Office du crédit agricole, quelques écarts de conduite suscitent la réprobation; les mœurs électorales n'ont pas changé en ce début de XX^e siècle et Bouchard, dans son journal *En Avant*, est à même de dénoncer « les abus flagrants d'électorisme » dans l'administration du crédit rural⁴⁴.

Il existe plusieurs parallèles entre l'administration de Duplessis et celle de Taschereau. À ce point que Grégoire, prenant le *Petit catéchisme électoral* publié lors des élections de 1936, affirme en Chambre : « On pourrait, dit-il, changer les noms Taschereau et Godbout en celui de Duplessis, sans changer sensiblement le petit catéchisme lui-même. » (16 février) Faut-il rappeler, en effet, que ce sont généralement les mêmes monopoles qui ont financé les caisses électorales de l'Union nationale et du Parti libéral. Il ne s'en était jamais caché par ailleurs, Duplessis ne faisait jamais d'appel d'offres pour distribuer les contrats du gouvernement. Bref, en temps de crise, ce genre de favoritisme paraît d'autant plus inéquitable aux yeux des concitoyens.

Duplessis ne laisse personne indifférent. Malgré les critiques, de nombreux députés de l'Union nationale éprouvent une admiration sans bornes pour leur chef. Joseph-Damase Bégin, député de Dorchester, est l'un d'eux. Il affirme déjà que « lorsque les temps que nous vivons seront du domaine de l'histoire, les pages qui s'écritront alors renfermeront le grand nom du premier ministre actuel ». (8 février)

Chez les libéraux, Godbout parcourt le Québec pour parler de l'endettement de la province, du favoritisme et de la « farce du comité des comptes public »⁴⁵. Bouchard n'est pas tendre non plus à l'égard du gouvernement unioniste :

Promesses non tenues, patronage éhonté, danse des millions, élections malhonnêtes, achat des consciences, débauches électorales, souscriptions forcées à la caisse de l'Union nationale, pléthore de ministres, lois votées à la hâte, contrats sans soumission, emprunts favorisant des courtiers amis, influence induite auprès des journaux, pléthore de commissions, administration par arrêtés ministériels, mesures arbitraires, dédain des privilèges des députés, destitutions imméritées, dégénérescence, stupidité, corruption, trahison et trahison⁴⁶.

Dans un autre registre, les tiers partis politiques fondés durant la crise – tels que l'Action libérale nationale d'abord et le Parti national ensuite – proposeront de multiples réformes pour transformer en profondeur le système capitaliste. Rappelons qu'en 1936, l'ALN se dissout dans l'Union nationale, mais Paul Gouin fait renaître sa formation politique en 1938⁴⁷. Quant au Parti national, formé de dissidents de l'Union nationale, il demeure sans organisation véritable depuis sa fondation en 1937. L'on sait d'autant plus que son chef, Philippe Hamel, est dégoûté de la politique⁴⁸. Des propos tenus en Chambre, durant sa dernière session, laissent transparaître certains états d'âme :

La démocratie a formé le climat idéal du capitalisme qui s'est servi des Parlements pour consolider ses positions. Pourvu qu'elle ne contrecarre pas les puissants, on lui accorde tous les argents dont elle a besoin. Pour ma part, après mûre réflexion, je ne vois pas grande chance de sortir du bourbier sous le régime de la démocratie qui est la dictature de l'argent. [...] La démocratie, c'est un nom d'emprunt pour désigner le règne de l'avarice et des monopoles. (7 mars)

Courtsisé par Godbout afin qu'il se présente sous la bannière libérale en 1939, Hamel décide plutôt de se retirer de la vie politique. Son parti ne survivra pas à son départ : Chaloult et Drouin se présenteront sous la bannière libérale; Grégoire et Marcoux décideront plutôt de ne pas se représenter. Signalons que Leduc se joint aussi à l'équipe libérale lors des élections.

La suite appartient aux électeurs de la province. Après les élections générales du 25 octobre 1939, le paysage politique de l'Assemblée législative se trouvera modifié à nouveau.

Christian Blais

Critique des sources

Les membres de la Tribune de la presse en 1939⁴⁹

Après de nouvelles élections, Willie Chevalier, du *Soleil*, devient président de la Tribune de la presse. Damasse Potvin, de *La Presse* – qui entame sa 28^e session comme courriériste parlementaire –, est réélu secrétaire-trésorier pour une quatrième année consécutive. Alphonse Raymond, président du Conseil législatif, et Paul Sauvé, président de l'Assemblée législative, demeurent les « patrons honoraires de la galerie de presse⁵⁰ ».

Les autres membres de la Tribune sont : Joseph Lavergne, de *La Patrie*; Guy Jasmin, du *Canada*; Alexis Gagnon, du *Devoir*; Maurice Dubrûle, de *L'Illustration nouvelle*; Abel Vineberg, de la *Gazette*; Henri St-Pierre, du *Montreal Daily Star*; Lorenzo Paré, de *L'Événement-Journal*; Calixte Dumas, de *L'Action catholique*; Jack Dunn, du *Chronicle-Telegraph*; C.E. Parrot, de la *Tribune*; Raymond Dubé, du *Nouvelliste*; Charles-Eugène Pelletier, du *Droit*; W. Stuart, de *La Presse canadienne*; et Harry Macauley, de l'*United Press*⁵¹.

Bien que la reconnaissance officielle de la Tribune de la presse par l'Assemblée législative date de 1871, les courriéristes parlementaires font remonter leur origine à 1869. En 1939, ils célèbrent donc leur 70^e anniversaire. Dans *L'Événement-Journal*, on souligne l'importance de cette institution :

[D]epuis 70 ans, des centaines de journalistes ont tenu, je ne dirai pas seulement la province mais le Canada tout entier au courant des événements législatifs qui se sont passés dans notre Parlement local. Ah! si, à un certain moment, parvenaient tout à coup aux oreilles de nos populations les échos qui sont montés au « perchoir » des journalistes, de tous les discours, les interpellations, les altercations, les interruptions, on ne pourrait assurément pas affirmer que nos législateurs québécois ne sont ni éloquents, ni violents ni même spirituels⁵².

Le travail de ces « tâcherons de la plume » n'est pas de tout repos. Les heures sont longues, le travail ardu. Calixte Dumas en témoigne :

Quand nos législateurs sont arrivés à Québec pour l'ouverture de la session, le 18 janvier dernier, l'hiver régnait en maître dans la vieille capitale. Les députés eurent maintes fois l'occasion de s'en rendre compte. Les fournaises du parlement ne purent toujours faire monter le mercure à 70, à l'Assemblée législative. Pendant certaines tempêtes de nord-est, la Chambre verte était une véritable glacière. Les journalistes étaient obligés d'aller se dégourdir les doigts sur les ampoules électriques pour pouvoir continuer à écrire⁵³.

Les hebdomadaires et les autres documents d'archives

Tous les journaux québécois publiés en 1939 ont été scrutés au peigne fin pour y chercher des discours prononcés à l'Assemblée législative. L'exercice s'est révélé utile. Notamment, de nombreux extraits de discours prononcés par Cléophas Bastien ont pu être complétés grâce à l'*Écho de Saint-Justin*.

Les autres journaux consultés sont les suivants : *Le Saint-Laurent*, *Le Courrier de Berthierville*, *Le Guide*, *Le Courrier de Bellechasse*, *Le Bien public*, *Le Nicolétain*, *L'Avenir du Nord*, *Le Dorchester*, *L'Étoile du Nord*, *L'Écho de Frontenac*, *La Voix des Mille Îles*, *Le Progrès du Saguenay*, *La Nation*, *L'Éclaireur*, *La Parole*, *La Voix de l'Est*, *La Voix du Peuple*, *La Voix des Bois Francs*, *Le Progrès de L'Islet*, *Le Peuple*, le *Shawinigan Standard*, *La Bonne Parole*, *Le Petit Journal*, *L'Autorité*, *Le Berthelais*, *La Boussole*, *Le Journal de Waterloo*, *L'Écho du Bas-St-Laurent*, *La Chronique de Magog*, *L'Écho du St-Maurice*, *Le Canadien*, *L'Action populaire*, *La Frontière*, *La Clarté*, *Le Petit Journal*, *La Gazette de Valleyfield*, *Le Progrès de Valleyfield*, *Le Peuple*, *l'Union des Cantons de l'Est*, *Le Canada Français*, *La Gazette du Nord*, *Le Dorchester*, *Le Bien Public*, *Le Nicolétain*, *La Frontière*, le *Progrès du Golfe*, *l'Homme Libre*, *Le Bulletin des Agriculteurs*, *Le Canadien de Thetford*, *Le Canadien/Le*

Canadien libéral, Le Clairon de Saint-Hyacinthe, Le Courrier de Saint-Hyacinthe, Le Colon, Le Courrier de Laviolette, Le Courrier de Montmagny, Le Jour, Le Messenger de Verdun, Le Monde ouvrier, Le Nationaliste et le Devoir, La Terre de chez nous, La Revue de Granby, L'Écho de Lotbinière, L'Écho/L'Hebdo du Saint-Maurice, L'Étoile de l'Est, Photo-Journal, Sherbrooke Telegram, The Canadian Labor Press, The Drummondville Spokesman, The St. Maurice Valley Chronicle, The Stanstead Journal, L'Écho de Portneuf-Presse, L'Écho du Nord, Rouyn-Noranda Press, The Standard et le Sherbrooke Daily Record. La plupart de ces journaux n'offrent cependant que de brefs condensés des débats de l'Assemblée législative.

Pour finir, lors de l'adresse en réponse au discours du trône, les paroles prononcées par René Chaloult ont été reconstituées à partir des notes originales du député. Celles-ci sont conservées à Bibliothèque et Archives du Québec⁵⁴. Dans *Le Canada* du 10 février 1939, on précise effectivement que Chaloult a lu son texte, mais qu'il a également « improvisé avec une remarquable aisance ». Ces passages improvisés ont donc été reconstitués à partir des comptes rendus des quotidiens. En contrepartie, puisque le discours de Chaloult a duré plus de cinq heures, il apparaît clairement que les journalistes se sont contentés de résumer ses propos. Enfin, Chaloult écrit quelques commentaires à la main, sur le texte de son discours. Souvent illisibles, ceux-ci n'ont pas toujours pu être intégrés; mais, le cas échéant, certaines de ces notes manuscrites incomplètes se trouvent en notes de fin de document dans les débats reconstitués.

Duplessis et la presse

À l'Assemblée législative, les députés expriment parfois leur opinion sur les allégeances politiques des principaux journaux. Du côté de l'opposition, on est convaincu d'avance que le premier ministre « contrôle presque toute la presse ». (22 février)

Un fait demeure : les contrats d'impression attribués par le gouvernement constituent une source vitale de revenus pour les journaux. Et, depuis l'avènement de Duplessis au pouvoir en 1936, certains quotidiens ont vu leur part d'impression diminuer radicalement. À la séance du 21 février, le premier ministre résume la situation :

Quand nous sommes arrivés au pouvoir, l'ancien régime avait un budget de \$1,500,000 par année pour les impressions, la publicité et les annonces dans les journaux. J'ai pris l'administration de cette affaire et nous avons réduit ce budget à \$750,000⁵⁵ par année seulement. Le gouvernement a effectué une économie de trois quarts de million sur la somme attribuée aux impressions, par la centralisation au bureau que dirige M. Alfred Paul. Lorsque l'année se terminera, il nous restera encore de l'argent.

La relation entre la presse et le gouvernement en est une de proximité. Si le premier ministre se flatte de non-ingérence à l'égard du traitement journalistique, le chef de l'opposition a une tout autre opinion. Selon lui, par exemple, Duplessis n'a pas lésiné sur les moyens « pour rendre le *Chronicle Telegraph* sympathique à l'Union nationale » :

Une enquête qui nous révélerait comment *Le Devoir*, un de nos journaux purs d'entre les purs, réussit à se faire acquitter, sans déboursier un sou vaillant, une facture de \$21,000 par la Dufresne Construction Co., la compagnie ayant le plus reçu de contrats du nouveau gouvernement, nous en ferait connaître long sur les relations de nos prédécesseurs de moral avec le gouvernement qui devait faire cesser l'achat de la presse, dans notre province, par nos administrateurs publics. Le député de Bagot (Philippe Adam), en faisant son affirmation, avait oublié ce qui survint à *L'Action catholique* aux lendemains du jour où ce journal donnait de la publicité à des faits qui se passèrent dans la ville de Québec et qui étaient de nature à déplaire au nouveau gouvernement. (26 février)

Fondées ou non, les craintes des députés de l'opposition sont perceptibles dans leurs interventions. Ce sentiment d'inquiétude s'accroît lorsque le règlement limitant les discours à une heure est adopté. Cléophas Bastien, député de Berthier, est catégorique : « Le premier ministre a la presse de cette province à sa dévotion, il a la radio. On sait d'où vient son argent,

c'est lui qui le dit. L'opposition n'avait plus que la tribune de l'Assemblée législative pour exprimer son opinion, mais on veut la lui enlever. Le premier ministre veut le monopole de la parole, après s'être emparé des journaux et de la radio. » (22 février)

Le Canada se distingue. Ce journal libéral montréalais poursuit sa lutte acharnée contre le gouvernement de l'Union nationale. Ses comptes rendus sont fidèles à la réalité, mais son chroniqueur ne perd jamais l'occasion de reproduire, dans leurs moindres détails, les scènes les plus disgracieuses mettant sur la sellette les députés unionistes. Ainsi, à la séance du 14 avril, ne parvenant pas à saisir les propos du député de Bellechasse, Émile Boiteau, le journaliste écrit que celui-ci, « les doigts dans le nez, murmure des mots inintelligibles ». De pareils exemples se retrouvent dans les pages de ce journal. En retour, Duplessis n'est pas tendre à l'égard de ce « journal humoristique, dit-il, [...] un journal honnête entre tous, clérical s'il en fut jamais⁵⁶, et dont le talent des rédacteurs va avec la perspicacité des bailleurs de fonds ». (1^{er} mars)

Enfin, comme par le passé, les députés du Parti national cherchent à se rendre plus sympathiques aux yeux de la presse anglophone. Chaloult demande l'indulgence de certains membres de la Tribune de la presse :

Non, il est faux, nous le répétons en Chambre pour la troisième et la dernière fois, et nous prions les journalistes anglais de le noter, il est faux que nous nourrissons le moindre préjugé à l'égard d'aucun autre peuple. On ne trouvera pas dans un de nos discours ou de nos écrits, un mot qui justifie ce reproche. Il n'est pas question de brimer la minorité anglaise. (9 février)

Les comptes rendus des débats

Lorsqu'il y a lieu de le faire, les parlementaires se lèvent en Chambre pour donner des explications sur des faits publiés⁵⁷. Des nuances, des précisions ou des critiques sont adressées aux éditorialistes et aux chroniqueurs parlementaires. En 1939, on dénombre davantage de cas de figure qu'au cours des années précédentes.

L'Événement-Journal est la cible principale des députés du Parti libéral et du Parti national. En plus des éditoriaux jugés parfois injurieux, ce sont surtout les titres et les sous-titres donnés aux comptes rendus des débats de l'Assemblée législative qui soulèvent l'ire des députés d'opposition. Ces sous-titres « trop tendancieux » ne serviraient qu'à tromper l'opinion publique, dit-on, puisque « malheureusement, beaucoup de gens ne lisent que les en-têtes des journaux ». (8 mars) Il y a plus. Ce sont parfois les comptes rendus de ce quotidien qui contiennent des erreurs. Philippe Hamel, chef du Parti national, se croit victime d'une machination :

Les dirigeants de *L'Événement-Journal*, comme toujours, n'ont pu cacher le plaisir malin qu'ils mettent à vouloir me diminuer dans l'opinion publique et, pour arriver à leur fin, ils ne craignent pas de recourir à des faux. Depuis la limitation des discours, on redoute même notre opinion, en raccourci, puisque la presse déforme. (1^{er} mars)

Faute d'espace, il arrive effectivement que les journalistes de la Tribune de la presse se contentent de résumer la pensée des députés. Même si les parlementaires préfèrent retrouver leurs paroles « telles que dites », ils félicitent certains journalistes (celui du *Droit* en particulier) de produire des abrégés dans lesquels les idées qu'ils énoncent en Chambre sont parfaitement condensées.

Pour autant, les membres du Parti national n'accusent aucun des membres de la Tribune de faire preuve de mauvaise volonté. « Je comprends que les journalistes font leur possible », d'ajouter Oscar Drouin. Le problème est ailleurs. Étant donné que les journalistes se regroupent pour former des pools, afin de prendre en note les paroles des députés, lorsqu'une erreur se glisse dans un compte rendu, elle se trouve ensuite publiée dans la plupart des quotidiens. Hamel explique : « Quand vous trouvez une erreur de compte rendu dans un journal, vous le trouvez dans les autres journaux. Ces comptes rendus sont faits en série. De la sorte, on a rapporté mon discours avec toutes les interruptions produites pendant que je parlais, et mon discours est un vrai coq à l'âne, tel que rapporté. » (9 mars)

Pour éviter de tels ennuis, Hamel croit que l'Assemblée législative devrait se doter d'un hansom : « Il n'y a malheureusement pas de sténographes officiels ici. Si l'on veut mettre une motion à l'effet d'en avoir quelques-uns, je l'appuierai volontiers. Il arrive que nos paroles sont déformées dans les journaux. Je sais que les journalistes font de leur mieux et que ce n'est pas toujours si facile lorsqu'on est interrompu. » (9 mars)

Observations faites, la qualité des débats reconstitués est-elle affectée par les différents quiproquos qui surviennent entre les journalistes et les parlementaires? Assurément pas. S'il est vrai que des erreurs ont pu être publiées d'abord par les journalistes dans leurs comptes rendus et reproduites ensuite dans les débats reconstitués, il n'en demeure pas moins que les explications fournies par les parlementaires sur ces faits publiés permettent de faire la part des choses. Encore faut-il préciser que la grande majorité des comptes rendus publiés dans les quotidiens ne sont pas contestés par les parlementaires eux-mêmes. On peut donc conclure que les débats reconstitués de la session 1939 sont un reflet fidèle des discours qui furent prononcés en Chambre.

Christian Blais

Note de l'introduction historique et de la critique des sources

1. « Le gouvernement Duplessis rend la démocratie odieuse », *Le Soleil*, 24 janvier 1939, p. 9.
2. Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1989, tome 2, p. 17 et 139.
3. En 1939, il restait au Québec, selon Rumilly, « 25 000 hommes vivant de travaux de chômage et 28 000 vivant de secours direct ». Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec : Premier gouvernement Duplessis*, Montréal, Fides, 1968, p. 138.
4. Bilan du siècle, Université de Sherbrooke, <http://www.bilan.usherbrooke.ca>
5. « Ce qui s'est passé depuis 1936 », *Le Nationaliste et Le Devoir*, 9 février 1939, p. 3.
6. *Ibid.*
7. « La session provinciale », *Le Soleil*, 18 janvier 1939, p. 4.
8. Arthur Larouche devient fonctionnaire. Selon l'historien Robert Rumilly, Rouville Beaudry démissionne en invoquant ces motifs : dictature du premier ministre; obligation de voter des lois incomprises; et surtout privation de patronage. Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, Montréal, Fides, 1973, p. 481. Peter Bercovich, quant à lui, est élu sans opposition député libéral à la Chambre des communes dans Cartier à l'élection partielle du 7 novembre 1938.
9. « Retour de deux députés à Québec », 7 mars 1939, p. 9.
10. R. Rumilly, *Maurice Duplessis*..., p. 468.
11. Pour en savoir plus : « M. Candide Rochefort n'appartiendra à aucun groupe de l'opposition à la session », *Le Courrier de Montmagny*, 21 janvier 1939, p. 7.
12. Le député explique sa motivation dans *Le Canada* du 27 avril 1939.
13. Élisée Thériault était le beau-frère de Philippe Hamel.
14. Jean-Guy Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout*, Québec (Ph. D. histoire, Université Laval), 1977, p. 242.
15. « Lettre de Québec », *L'Avenir du Nord*, 20 janvier 1939, p. 1.
16. « M. Duplessis a décidé de consulter ses partisans », *Le Soleil*, 20 janvier 1939, p. 3.
17. À la même séance, Bouchard ajoute : Les députés ministériels ne sont jamais mis au fait de la législation que le maître fera adopter par la Chambre. Ils ne sont convoqués en caucus qu'au moment de grande crise et, comme les députés de l'opposition d'ailleurs, on ne leur donne pas le temps de lire les lois avant de les appeler à les voter. Les abus sont tellement flagrants sur cette matière que c'est une des raisons données comme cause de sa résignation par l'ex-député de Stanstead (M. Beaudry). Le premier ministre refuse de donner les informations et de produire les documents dont l'opposition a besoin pour accomplir sa tâche et on a employé le chahut pour empêcher le chef de l'opposition et ses lieutenants de parler. C'est dire que l'autocratie n'a jamais régné plus en maîtresse dans la Chambre que depuis que nous avons au pouvoir le chef de l'ordre nouveau.
18. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain*..., p. 17.
19. J.-G. Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout*..., p. 239.
20. Parti libéral, *Historique du Congrès libéral de 1938*, Québec, s.n., 1938, p. 23.
21. *Ibid.*, p. 22.
22. Télesphore-Damien Bouchard, *Mémoires de T. D. Bouchard : « Quarante ans dans la tourmente politico-religieuse »*, Montréal, Éditions Beauchemin, 1960, p. 112.
23. *Ibid.*
24. *Ibid.*
25. « Ce qui s'est passé depuis 1936 », *Le Nationaliste et Le Devoir*, 9 février 1939, p. 3.
26. J.-G. Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout*..., p. 234.
27. « Ce qui s'est passé depuis 1936 », *Le Nationaliste et Le Devoir*, 9 février 1939, p. 3.
28. *Historique du Congrès libéral*..., p. 26.
29. Après le congrès, Godbout entreprend une tournée dans la province. Dans ses discours, s'il ne se gêne pas pour attaquer l'ALN de Paul Gouin, il ménage toutefois le groupe Hamel-Drouin. J.-G. Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout*..., p. 247.
30. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 176.
31. Frédéric Lemieux, Christian Blais et Pierre Hamelin, *L'histoire du Québec à travers ses lieutenants-gouverneurs*, Québec, Les éditions du Québec, 2005, p. 109.
32. Fait à noter, Philippe Hamel fait même publier son discours : Philippe Hamel, *Discours prononcé à l'Assemblée législative de Québec les 31 janvier et 1^{er} février 1939*, Québec, Action catholique, 1939, 41 p.
33. T.-D. Bouchard, *Mémoires de T. D. Bouchard*..., p. 113.
34. Duplessis ne voulait pas exprimer son opinion par crainte de froisser l'électorat anglophone. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 192.
35. Un compte rendu complet des échanges entre les manifestants et les parlementaires est publié : « Manifestation anticonscriptionniste », *Le Canada*, 29 mars 1939, p. 1 et 7.
36. Sur le sujet Duplessis ajoute : « Quand nous avons passé la loi du cadenas - et je le dis sans aucune forfanterie - pour mieux faire connaître la situation, j'ai reçu des menaces. Mes sœurs ont reçu des menaces. Pendant trois semaines, on a menacé de m'assassiner. Ma famille a été inquiétée. Mais rien ne m'a arrêté; je ne crains pas les menaces. Quand un homme public défend ceux qui lui ont donné un mandat, c'est son devoir de braver les menaces. »
37. Oscar Drouin, député de Québec-Est, ajoute que si les députés cessaient de lire leur discours, tel que l'interdit pourtant le règlement, ceux-ci ne dureraient jamais plus d'une heure.
38. « Chronométrés », *La Patrie*, 3 mars 1939, p. 17.
39. Conrad Black, *Maurice Duplessis*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1999, p. 173.
40. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 205-206.
41. *Ibid.*, p. 204.
42. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain*..., p. 17 et 133.

-
- ⁴³ Antonio Barrette écrit : « Je ne pouvais prévoir que nous aurions des élections si tôt [...] . » Antonio Barrette, *Mémoires*, Montréal, Beauchemin, 1966, p. 49.
- ⁴⁴ R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 173.
- ⁴⁵ J.-G. Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout*..., p. 247.
- ⁴⁶ C. Black, *Maurice Duplessis*..., p. 173.
- ⁴⁷ Voir : Paul Gouin, *Pour la libération nationale par l'A.L.N. : Texte intégral du discours prononcé à la radio par M. Gouin, mercredi, le 4 octobre 1939*, Montréal, s.n., 1939, 16 p.
- ⁴⁸ René Chaloult, *Mémoires politiques*, Montréal, Éditions du Jour, 1969, p. 99.
- ⁴⁹ Voir : Jocelyn Saint-Pierre, *Histoire de la tribune de la presse à Québec, 1871-1959*, Montréal, VLB éditeur, 2007, 315 p.
- ⁵⁰ « Élections à la galerie de presse », *La Presse*, 20 janvier 1939, p. 14.
- ⁵¹ « Une élection à la galerie de la presse », *Le Soleil*, 20 janvier 1939, p. 3. Ajoutons que le pool était le suivant : 1. *Le Canada*, *L'Action catholique*, *Le Soleil*, *La Presse*, *Le Nouvelliste*; 2. *L'Événement-Journal*, *La Patrie*; 3. *Gazette*, *Herald*.
- ⁵² « 70^e anniversaire de la Galerie de la Presse », *L'Événement-Journal*, 15 février 1939, p. 4.
- ⁵³ « En marge de la session », *L'Action catholique*, 15 avril 1939, p. 3.
- ⁵⁴ Fonds Chaloult, P659, 7C 018 05-03-008B-01, 1982-11-008/2.
- ⁵⁵ « \$700,000 », selon *L'Illustration Nouvelle* du 22 février 1939, à la page 2.
- ⁵⁶ La remarque du premier ministre est manifestement ironique et fait allusion au fondateur du journal Godefroy Langlois qui était un anticlérical notoire.
- ⁵⁷ Voir les séances du 1^{er} mars, du 2 mars, du 7 mars, du 30 mars et du 18 avril.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement-Journal, L'
Gazette, The
Montreal Daily Herald, The
Montreal Daily Star, The
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action, L'
Autorité nouvelle
Avenir du Nord, L'
Berthelais, Le
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Boussole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadian Labour Press, The
Canadien/Le Canadien liberal, Le
Canadien de Thetford, Le
Chronique de Magog, La
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Clarté, La
Colon, Le
Courrier de Bellechasse, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Montmagny, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Dorchester, Le
Droit, Le
Drummondville Spokesman, The
Écho de Frontenac, L'
Écho de Lotbinière, L'
Écho de Saint-Justin, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Éclaireur, L'
Étoile de l'Est, L'
Étoile du Nord, L'
Frontière, La
Gazette de Valleyfield, La
Gazette du Nord, La
Guide, Le

Homme libre, L'
Illustration nouvelle, L'
Jour, Le
Journal de Waterloo, Le
Mégantic, Le
Messenger de Verdun, Le
Monde ouvrier, Le
Nation, La
Nationaliste et Le Devoir, Le
Nicolétain, Le
Nouvelliste, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de L'Islet, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Saguenay, Le
Régional, Le
Revue de Granby, La
Rouyn-Noranda Press, The
Saint-Laurent, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sherbrooke Telegram
Sorelois, Le
St. Maurice Valley Chronicle, The
Standard, The
Stanstead Journal, The
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Voix de l'Est, La
Voix des Bois-Francs, La
Voix des Mille-Isles, La
Voix du peuple, La

Autres sources

Fisher, Martin Beattie, Walter George. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable M. B. Fisher, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 1 mars 1938*. [s.l.]: 1938. 19 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1939, Québec 1939.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1939, Québec 1939.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1939.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LXXIV: Session 1939*, Québec, 1939, vi, 375, lxxiii p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1939, Vol. LXXIV*, Québec, 1939, vi, 375, lxxxii p.

Québec, Prov. *Statutes of the Province of Quebec*, 3 George VI, Quebec, Printer of the King, Quebec, 1939, 684 p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 3 George VI, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1939, 666 p.

Rapports des comités généraux, 4^e session, 1939.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xxiv
Bibliographie.....	xxxix
Table des matières.....	xxxv
L'Exécutif en 1939	xxxix
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xli
Par ordre de circonscription	xlili
Débats	
1 Séance du mercredi 18 janvier 1939	1
2 Séance du jeudi 19 janvier 1939	7
3 Séance du jeudi 26 janvier 1939	21
4 Séance du mardi 31 janvier 1939	55
5 Séance du mercredi 1 ^{er} février 1939.....	85
6 Séance du jeudi 2 février 1939.....	117
7 Séance du mardi 7 février 1939.....	135
8 Séance du mercredi 8 février 1939.....	159
9 Séance du jeudi 9 février 1939.....	191
10 Séance du mardi 14 février 1939.....	225
11 Séance du mercredi 15 février 1939.....	257
12 Séance du jeudi 16 février 1939.....	279
13 Séance du mardi 21 février 1939.....	307
14 Séance du mercredi 22 février 1939.....	329
15 Séance du jeudi 23 février 1939.....	361
16 Séance du mardi 28 février 1939.....	391
17 Séance du mercredi 1 ^{er} mars 1939	431

18	Séance du jeudi 2 mars 1939.....	465
19	Séance du mardi 7 mars 1939	481
20	Séance du mercredi 8 mars 1939.....	511
21	Séance du jeudi 9 mars 1939.....	537
22	Séance du mardi 14 mars 1939	567
23	Séance du mercredi 15 mars 1939.....	583
24	Séance du jeudi 16 mars 1939.....	613
25	Séance du mardi 21 mars 1939	625
26	Séance du mercredi 22 mars 1939.....	651
27	Séance du jeudi 23 mars 1939.....	677
28	Séance du vendredi 24 mars 1939.....	705
29	Séance du mardi 28 mars 1939	709
30	Séance du mercredi 29 mars 1939.....	729
31	Séance du jeudi 30 mars 1939.....	755
32	Séance du mardi 11 avril 1939.....	779
33	Séance du mercredi 12 avril 1939.....	807
34	Séance du jeudi 13 avril 1939	823
35	Séance du vendredi 14 avril 1939	833
36	Séance du mardi 18 avril 1939.....	849
37	Séance du mercredi 19 avril 1939.....	877
38	Séance du jeudi 20 avril 1939	895
39	Séance du mardi 25 avril 1939.....	903
40	Séance du mercredi 26 avril 1939.....	939
41	Séance du jeudi 27 avril 1939	991
42	Séance du vendredi 28 avril 1939	1021

Index des participants	1033
Index des sujets	1083
Index des bills publics et privés	1117

L'HONORABLE ÉSIOFF-LÉON PATENAUDE

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

**Membres du Conseil exécutif
1939**

L'honorable Maurice Le Noblet Duplessis, premier ministre, procureur général

L'honorable Joseph Bilodeau, ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Bona Dussault, ministre de l'Agriculture

L'honorable Henri Lemaître Auger, ministre de la Colonisation

L'honorable Onésime Gagnon, ministre des Mines et des Pêcheries

L'honorable Joseph-Henri-Albiny Paquette, ministre de la Santé et secrétaire de la province

L'honorable William Tremblay, ministre du Travail

L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Terres et Forêts et ministre des Travaux publics

L'honorable Martin Beattie Fisher, trésorier de la province

L'honorable Anatole Carignan, ministre de la Voirie

L'honorable Antonio Élie, ministre sans portefeuille

L'honorable Gilbert Layton, ministre sans portefeuille

L'honorable Thomas Joseph Coonan, ministre sans portefeuille

L'honorable Thomas Chapais, ministre sans portefeuille

Orateur

L'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
ADAM, Philippe	UN	Bagot
AUGER, Georges-Adélar	UN	Gatineau
AUGER, Henry Lemaître	UN	Montréal-Saint-Jacques
BARRÉ, Laurent	UN	Rouville
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BARRETTE, Herman	UN	Terrebonne
BASTIEN, Cléophas	L	Berthier
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BÉIQUE, Hortensius	UN	Chambly
BÉLANGER, Joseph-Grégoire	UN	Montréal-Dorion
BELLEMARE, Dionel	UN	Vaudreuil
BERTRAND, Charles-Auguste	L	Montréal-Laurier
BERTRAND, Pierre	UN	Saint-Sauveur
BILODEAU, Joseph	UN	L'Islet
BOITEAU, Émile	UN	Bellechasse
BOUCHARD, Téléphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean
BOYER, Auguste	UN	Châteauguay
BULLOCH, William Ross	UN	Westmount
CARIGNAN, Anatole	UN	Jacques-Cartier
CARON, Joseph-Napoléon	UN	Maskinongé
CASGRAIN, Léon	L	Rivière-du-Loup
CASTONGUAY, Antoine	UN	Roberval
CHALOULT, René	UN	Kamouraska
CHOQUETTE, Hector	UN	Shefford
CONNORS, Francis Lawrence	L	Montréal-Sainte-Anne
COONAN, Thomas Joseph	UN	Montréal-Saint-Laurent
DANSEREAU, Georges-Étienne	L	Argenteuil
DELAGRAVE, Charles	L	Québec-Ouest
DROUIN, Oscar	UN	Québec-Est
DUBÉ, Alfred	UN	Rimouski
DUBÉ, Louis-Félix	UN	Témiscouata
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
DUGUAY, Joseph-Léonard	UN	Lac-Saint-Jean
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
DUSSAULT, Bona	UN	Portneuf
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FISHER, Martin Beattie	UN	Huntingdon
FITCH, Louis	UN	Montréal-Saint-Louis
FLEURY, Émery	UN	Nicolet
GAGNÉ, Joseph-David	UN	Arthabaska
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GÉRIN, Henri	UN	Stanstead
GOUDREAU, Albert	UN	Richmond
GRÉGOIRE, Joseph-Ernest	UN	Montmagny
HAMEL, Philippe	UN	Québec-Centre
JOLICOEUR, Henri	UN	Bonaventure
LABBÉ, Tancred	UN	Mégantic
LABELLE, René	UN	Montréal-Saint-Henri

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

xlii

Député	Allégeance politique	Circonscription
LAFLEUR, Pierre-Auguste	UN	Montréal-Verdun
LAMOUREUX, Lucien	L	Iberville
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LARIVIÈRE, Nil-Élie	UN	Témiscamingue
LAROCHELLE, Joseph-Théophile	UN	Lévis
LAWN, Edward Charles	L	Pontiac
LAYTON, Gilbert	UN	Montréal-Saint-Georges
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix-Saguenay
LEDUC, Édouard	UN	Soulanges
LEDUC, François-Joseph	UN	Laval
LESAGE, Émile	UN	Abitibi
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MARCOUX, Adolphe	UN	Québec
MARIER, Joseph	UN	Drummond
MESSIER, Félix	L	Verchères
MONETTE, Philippe	UN	Napierville-Laprairie
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PARADIS, Ferdinand	UN	Matapédia
PELLETIER, Joseph-Alphonse	UN	Gaspé-Nord
PELLETIER, Maurice	UN	Lotbinière
PERRON, Joseph-Émile	UN	Beauce
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
POULIOT, François-A.	UN	Missisquoi
RAYNAULT, Adhémar	UN	L'Assomption
ROBINSON, Jonathan	UN	Brome
ROCHEFORT, Candide	UN	Montréal-Sainte-Marie
ROUSSEAU, Ulphée-Wilbrod	UN	Champlain
ROY, Joseph-Félix	UN	Montmorency
SAUVÉ, Delpha	UN	Beauharnois
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
SHERMAN, Payson Alton	UN	Compton
TACHÉ, Alexandre	UN	Hull
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi
TARDIF, Patrice	UN	Frontenac
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THIBEAULT, Gérard	UN	Montréal-Mercier
TREMBLAY, William	UN	Maisonneuve
TRUDEL, Marc	UN	Saint-Maurice
TURCOTTE, Joseph-Célestin-Avila	L	Richelieu
VACHON, Henri	UN	Wolfe

Allégeance politique :

L - Libéral
UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI	UN	Lesage, Émile
ARGENTEUIL	L	Dansereau, Georges-Étienne
ARTHABASKA	UN	Gagné, Joseph-David
BAGOT	UN	Adam, Philippe
BEAUCE	UN	Perron, Joseph-Émile
BEAUHARNOIS	UN	Sauvé, Delpha
BELLECHASSE	UN	Boiteau, Émile
BERTHIER	L	Bastien, Cléophas
BONAVENTURE	UN	Jolicoeur, Henri
BROME	UN	Robinson, Jonathan
CHAMBLY	UN	Béique, Hortensius
CHAMPLAIN	UN	Rousseau, Ulphée-Wilbrod
CHARLEVOIX-SAGUENAY	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	UN	Boyer, Auguste
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
COMPTON	UN	Sherman, Payson Alton
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	UN	Marier, Joseph
FRONTENAC	UN	Tardif, Patrice
GASPÉ-NORD	UN	Pelletier, Joseph-Alphonse
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	UN	Auger, Georges-Adélard
HULL	UN	Taché, Alexandre
HUNTINGDON	UN	Fisher, Martin Beattie
IBERVILLE	L	Lamoureux, Lucien
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	UN	Carignan, Anatole
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
KAMOURASKA	UN	Chaloult, René
L'ASSOMPTION	UN	Raynault, Adhémar
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	UN	Duguay, Joseph-Léonard
LAVAL	UN	Leduc, François-Joseph
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	UN	Larochelle, Joseph-Théophile
L'ISLET	UN	Bilodeau, Joseph
LOTBINIÈRE	UN	Pelletier, Maurice
MAISONNEUVE	UN	Tremblay, William
MASKINONGÉ	UN	Caron, Joseph-Napoléon
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MATAPÉDIA	UN	Paradis, Ferdinand
MÉGANTIC	UN	Labbé, Tancrede
MISSISQUOI	UN	Pouliot, François-A.
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	UN	Grégoire, Joseph-Ernest
MONTMORENCY	UN	Roy, Joseph-Félix
MONTRÉAL-DORION	UN	Bélanger, Joseph-Grégoire
MONTRÉAL-LAURIER	L	Bertrand, Charles-Auguste
MONTRÉAL-MERCIER	UN	Thibeault, Gérard

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTRÉAL-SAINTE-ANNE	L	Connors, Francis Lawrence
MONTRÉAL-SAINTE-MARIE	UN	Rochefort, Candide
MONTRÉAL-SAINT-GEORGES	UN	Layton, Gilbert
MONTRÉAL-SAINT-HENRI	UN	Labelle, René
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	UN	Auger, Henry Lemaître
MONTRÉAL-SAINT-LAURENT	UN	Coonan, Thomas Joseph
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	UN	Fitch, Louis
MONTRÉAL-VERDUN	UN	Lafleur, Pierre-Auguste
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Monette, Philippe
NICOLET	UN	Fleury, Émery
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	L	Lawn, Edward Charles
PORTNEUF	UN	Dussault, Bona
QUÉBEC	UN	Marcoux, Adolphe
QUÉBEC-CENTRE	UN	Hamel, Philippe
QUÉBEC-EST	UN	Drouin, Oscar
QUÉBEC-OUEST	L	Delagrave, Charles
RICHELIEU	L	Turcotte, Joseph-Célestin-Avila
RICHMOND	UN	Goudreau, Albert
RIMOUSKI	UN	Dubé, Alfred
RIVIÈRE-DU-LOUP	L	Casgrain, Léon
ROBERVAL	UN	Castonguay, Antoine
ROUVILLE	UN	Barré, Laurent
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Télesphore-Damien
SAINT-JEAN	L	Bouthillier, Alexis
SAINT-MAURICE	UN	Trudel, Marc
SAINT-SAUVEUR	UN	Bertrand, Pierre
SHEFFORD	UN	Choquette, Hector
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
SOULANGES	UN	Leduc, Édouard
STANSTEAD	UN	Gérin, Henri
TÉMISCAMINGUE	UN	Larivière, Nil-Élie
TÉMISCOUATA	UN	Dubé, Louis-Félix
TERREBONNE	UN	Barrette, Hermann
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL	UN	Bellemare, Dionel
VERCHÈRES	L	Messier, Félix
WESTMOUNT	UN	Bulloch, William Ross
WOLFE	UN	Vachon, Henri
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

Allégeance politique :

- L - Libéral
- UN - Union nationale

Séance du mercredi 18 janvier 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

(Signé) Arthur Larouche,
Aviculteur, Chicoutimi

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Et j'ai rédigé et signé cette lettre en présence des deux témoins dont les signatures apparaissent ci-contre.

(Signé) J.-Léonard Duguay, c.d.,
Député Lac-Saint-Jean,
(Signé) Dr Arthur Leclerc, m.a.l.,
Baie-Saint-Paul

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

Messieurs, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, le greffier et les députés se rendent auprès de Son Honneur dans la salle des séances du Conseil.

Et, les députés étant de retour.

**District électoral
de Stanstead**

Magog, le 2 août 1938

À l'honorable Paul Sauvé,
Président de l'Assemblée législative,
Hôtel du Gouvernement, Québec, P.Q.

Monsieur le Président,

Je vous donne, par la présente lettre, ma démission comme membre de l'Assemblée législative, pour la division électorale de Stanstead.

(Signé) Rouville Beaudry

Et j'ai rédigé et signé cette lettre en présence des deux témoins dont les signatures apparaissent ci-contre.

(Signé) Ernest Pouliot, commis,
(Signé) Léo-A. Doucet, commis

Brefs d'élection:

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que, à la réception des notifications suivantes, j'ai adressé au secrétaire de la chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Chicoutimi, de Montréal-Saint-Louis et de Stanstead.

Vacances dans les districts électoraux:

**District électoral
de Chicoutimi**

Chicoutimi, le 13 avril 1938

À l'honorable Jean-Paul Sauvé,
Président de l'Assemblée législative,
Hôtel du Gouvernement, Québec

Monsieur le Président,

Je vous donne, par la présente lettre, ma démission comme membre de l'Assemblée législative pour la division électorale de Chicoutimi.

**District électoral
de Montréal-Saint-Louis**

Montréal, le 4 octobre 1938

À l'honorable M. Paul Sauvé,
Orateur de l'Assemblée législative,
Québec, Qué.

Monsieur l'Orateur,

Je déclare, par la présente, donner ma démission de député du collège électoral de Montréal-Saint-Louis à l'Assemblée législative de Québec.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur l'Orateur, votre obéissant serviteur.

(Signé) Peter Bercovitch

Nous déclarons par la présente que la démission ci-dessus a été signée en notre présence.

(Signé) Adolph Stark,
Agent d'assurances,
4405, Avenue Esplanade, Montréal

(Signé) John-Jacob Spector, avocat,
130, Boulevard Saint-Joseph-Ouest,
Montréal

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le sept octobre mil neuf cent trente-huit et adressé à M. Aaron-D. Paltiel, courtier en immeubles et président d'élection résidant à Montréal, M. Louis Fitch, C.R., avocat à Westmount, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Montréal-Saint-Louis à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Peter Bercovitch, démissionnaire.

Le secrétaire de la Chancellerie,
L.-P. Geoffrion

Certificats d'élection:

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du secrétaire de la chancellerie les certificats d'élection suivants:

District électoral de Chicoutimi

BUREAU DU SECRÉTAIRE
DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 18 janvier 1939

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-sept avril mil neuf cent trente-huit et adressé à M. Philippe Harvey, notaire et président d'élection résidant à Chicoutimi, M. Antonio Talbot, avocat à Chicoutimi, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Chicoutimi à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Arthur Larouche, démissionnaire.

Le secrétaire de la chancellerie,
L.-P. Geoffrion

District électoral de Montréal-Saint-Louis

BUREAU DU SECRÉTAIRE
DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 18 janvier 1939

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec,

District électoral de Stanstead

BUREAU DU SECRÉTAIRE
DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 18 janvier 1939

Bureau du secrétaire de la chancellerie
À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le sept octobre mil neuf cent trente-huit et adressé à M. Pierre-Edmond Durocher, notaire et président d'élection résidant à Coaticook, M. Henri Gérin, avocat à Coaticook, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Stanstead à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Rouville Beaudry, démissionnaire.

Le secrétaire de la chancellerie,
L.-P. Geoffrion

Présentation de nouveaux députés:

**M. Antonio Talbot,
Chicoutimi**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
et **l'honorable M. Coonan (Montréal-Saint-Laurent)**
présentent à la Chambre le nouveau député de Chicoutimi (M. Talbot). Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur l'invite à prendre séance.

M. Talbot (Chicoutimi) prend son siège en Chambre.

(Applaudissements)

**M. Henri Gérin,
Stanstead**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **l'honorable M. Coonan (Montréal-Saint-Laurent)** présentent à la Chambre le nouveau député de Stanstead (M. Gérin). Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur l'invite à prendre séance.

M. Gérin (Stanstead) prend son siège en Chambre.

(Applaudissements)

**M. Louis Fitch,
Montréal-Saint-Louis**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **l'honorable M. Coonan (Montréal-Saint-Laurent)** présentent à la Chambre le nouveau député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch). Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur l'invite à prendre séance.

M. Fitch (Montréal-Saint-Louis) prend son siège en Chambre.

(Applaudissements)

Des députés ministériels: L'opposition ne va pas chercher les siens...

Prestation des serments d'office

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui

auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dans la salle du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre¹.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je suis heureux de vous voir réunis pour reprendre vos travaux parlementaires, en particulier pour étudier plusieurs mesures d'intérêt public que le gouvernement désire vous soumettre.

Les manifestations religieuses qui ont eu lieu à Québec, à l'occasion du premier congrès eucharistique national au Canada, ont laissé un souvenir ineffaçable chez ceux qui y ont pris part ou qui en ont été témoins. Le succès de ces fêtes a prouvé une fois de plus que notre province est la terre par excellence de la foi et qu'elle reste toujours fidèle à ses meilleures traditions.

Vous l'avez appris avec un vif plaisir, Leurs Majestés le roi George VI et la reine Elizabeth débarqueront à Québec vers le milieu de mai, pour commencer une tournée officielle à travers les provinces du Canada. La visite de Leurs Majestés, la première dont des souverains britanniques auront honoré leurs sujets de l'Amérique du Nord, marquera dans les annales canadiennes. Je traduirai sans doute le sentiment unanime du Québec en affirmant que, nulle part, nos gracieux Souverains ne recevront un accueil plus cordial, plus respectueusement affectueux, que dans notre province, où tous se plaisent à considérer la couronne comme le symbole des institutions démocratiques et des libertés constitutionnelles dont nous jouissons.

La Commission fédérale des relations entre le dominion et les provinces a tenu séance à Québec pendant la prorogation, et le gouvernement a profité de l'occasion pour défendre les droits provinciaux et pour affirmer qu'il n'appartient ni à la majorité des provinces ni au gouvernement d'Ottawa d'apporter des changements à la Constitution canadienne. Il a, de plus, émis l'avis que, s'il y a lieu de faire des rajustements ou des réformes, ces rajustements et ces réformes pourraient aisément s'effectuer dans le cadre de la Constitution actuelle, et sans qu'il soit nécessaire de changer celle-ci. Enfin, il a déclaré une fois de plus qu'il reste disposé à collaborer à toute mesure d'intérêt général non incompatible avec les droits provinciaux, car il désire concilier le respect de ces droits avec la réalisation de tout progrès véritable.

Les lois que vous avez votées dans les sessions précédentes paraissent produire d'excellents résultats.

Dans notre province, comme d'ailleurs dans tout pays où l'économie nationale est bien ordonnée, l'agriculture doit tenir la première place dans la sollicitude des législateurs et des administrateurs. Le crédit que vous avez institué en faveur des agriculteurs, non seulement a permis à des milliers de rester sur leurs terres et d'établir leur fils, mais a inspiré à tous une plus grande confiance en leur succès comme en leur noble profession. Fidèle à sa politique d'encouragement à toutes les initiatives propres à donner de l'essor à l'agriculture, le gouvernement vous demandera de mettre des sommes additionnelles à la disposition de l'Office du crédit agricole. Il vous proposera aussi d'autres projets concernant l'agriculture, particulièrement en vue d'y favoriser l'enseignement et la coopération, d'encourager la fertilisation des sols et le drainage de certains terrains, de réorganiser la distribution des produits laitiers, de façon à les rendre plus rémunérateurs pour les cultivateurs.

Une manière efficace de bien servir l'agriculture est d'assurer les progrès de la colonisation. Selon le programme qu'il s'est tracé, le ministère de la Colonisation s'emploie à consolider les paroisses organisées et à diriger les défricheurs de façon que toute nouvelle colonie soit le prolongement naturel d'une ancienne. Cette politique donne déjà de bons résultats, et le gouvernement entend la poursuivre vigoureusement, en fournissant aux défricheurs des terres entièrement libres, sans nuire aux droits légitimes de l'importante industrie forestière.

Celle-ci, à la faveur des dispositions que le gouvernement a prises pour en régler la production, se trouve aujourd'hui, au dire de connaisseurs, dans une situation plus favorable. Certes, elle a dû restreindre son activité en présence de la diminution de la consommation. Mais les stocks que les consommateurs avaient accumulés en prévision d'une hausse des prix s'épuisent, et tout indique que la demande des produits forestiers ira maintenant en augmentant. Vous serez appelés à étudier un projet destiné à simplifier les lois qui régissent le domaine et à les mieux adapter aux besoins de l'heure, afin d'assurer à l'industrie forestière tous les éléments de sécurité et de stabilité qui lui sont indispensables.

Grâce aux mesures qui ont été adoptées et, particulièrement, à l'inventaire qui se poursuit depuis deux ans, les richesses minières de notre province sont mieux connues, et le développement en est

poussé avec plus de vigueur. Un chemin de fer d'une centaine de milles, reliant les différentes mines du Nord-Ouest québécois à Senneterre et à Noranda, a été inauguré dernièrement. Dans quelques mois, une grande route carrossable mettra l'Abitibi en communication directe avec Montréal.

Suivant l'autorisation que vous leur avez donnée, l'Université Laval a ouvert des cours de génie minier à Québec, et le gouvernement a aménagé une mine-école, pour y mieux préparer ceux qui désirent se faire une carrière dans la recherche et l'exploitation des mines. Ces initiatives, ces progrès sont de bon augure; car l'industrie minière est étroitement liée aux autres industries et, en se développant, elle ne peut manquer de contribuer largement à la prospérité de notre province en général, et notamment de fournir du travail à notre jeunesse, dont le gouvernement tient à assurer l'avenir.

Le gouvernement vous demandera d'étudier les moyens de rendre plus intenses et plus rapides les progrès que nos pêcheries ont fait récemment.

Vous serez saisis de propositions tendant à mieux assurer l'hygiène ainsi que la santé publique.

Soucieux de l'avenir des jeunes, vous avez autorisé l'établissement de plusieurs écoles spéciales propres à mettre en valeur les aptitudes de chacun. À la présente session, le gouvernement vous proposera d'apporter une solution définitive au problème de l'enseignement universitaire. Il continuera à s'occuper de l'initiation professionnelle de notre jeunesse, de façon à lui rendre plus facile l'accès dans les diverses branches de l'activité commerciale et industrielle. Il collaborera de plus avec les autorités compétentes, pour donner toute l'aide convenable à l'enseignement tant primaire que secondaire.

Les lois sociales que vous avez votées, à la suggestion du gouvernement, ont eu pour effet de remédier à de nombreux abus et de protéger plusieurs centaines de mille de travailleurs. Le gouvernement ne négligera aucun des moyens à sa disposition pour sauvegarder, dans l'ordre et la justice, les droits respectifs des ouvriers et des employeurs.

À la faveur des mesures appliquées par le gouvernement actuel, les vieillards et les aveugles du Québec bénéficient mensuellement d'une somme d'environ un million de dollars. L'assistance aux mères nécessiteuses marque, elle aussi, un progrès nouveau, une réforme nouvelle. Le gouvernement continuera à réaliser toutes les améliorations raisonnables en matière de législation sociale.

Bien qu'il n'ait pas reçu toute l'aide à laquelle, à son avis, il avait droit, le gouvernement a fait des efforts considérables pour substituer, partout où la chose était praticable, le travail rémunéré à l'assistance-chômage si démoralisante.

Le Syndicat national de l'électricité a commencé l'établissement d'une centrale dans le Témiscamingue, et les travaux seront poussés avec célérité. Le gouvernement est d'opinion que les ressources naturelles de la province doivent servir et non asservir la population; sans porter préjudice aux droits légitimement acquis, il continuera d'appliquer la politique qui, pendant les deux dernières années, a produit de féconds résultats.

Le gouvernement actuel a entrepris des travaux considérables en vue d'améliorer notre réseau routier. C'est son intention de remédier, le plus économiquement possible, à une situation qu'il n'a pas créée, et de diriger ses activités en ce domaine de telle façon que toute la province en profite.

Le comité chargé d'étudier notre fiscalité a fait des recommandations, et vous serez appelés à amender quelques-unes de nos lois d'impôt.

Vous aurez en outre à légiférer sur diverses matières, entre autres sur la petite propriété, les ventes à tempérament, le partage des attributions administratives entre les différents ministères, ainsi que la surveillance à exercer sur les sports.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* de la dernière année financière vous seront distribués, et je vous prierai de voter le budget des dépenses pour le prochain exercice.

Le comité des comptes publics sera invité à poursuivre le travail qu'il a commencé.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vos délibérations s'inspireront, je n'en doute pas, du désir de réaliser le bien commun. Je demande à Dieu de les bénir, afin qu'elles assurent mieux le progrès de notre chère province et le bonheur de toute sa population.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance.

Adopté.

Formation des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et, que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

Composition d'un comité spécial

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation, et je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que les honorables MM. Duplessis (Trois-Rivières), Auger, Fisher, Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier) et Drouin, MM. Béique, Boiteau, Pouliot (Missisquoi), Lafleur et Tardif forment ledit comité spécial.

Je comprends que le chef de l'opposition constatera qu'il a été consulté pour le choix des membres du comité des onze?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Bien. On m'a montré la liste en me demandant si ça ferait. On m'a dit que c'étaient les mêmes que l'an dernier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Et qu'en pense le chef de l'opposition? Est-ce qu'il est satisfait?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça va faire comme ça!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Comme ça, l'opposition a été consultée?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'opposition a fait son devoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demande cela pour montrer que nous avons le respect des minorités, pour qu'on ne nous fasse pas le reproche que les minorités ne sont pas représentées et que le gouvernement ignore leurs droits.

Je tiens à faire remarquer que nous avons dans ce comité un représentant de ces minorités. Nous avons tenu à le nommer. De l'autre côté, dans l'opposition représentée en Chambre, il y a des représentants des minorités. Je crois que le chef de l'opposition nous approuvera.

Je comprends que le chef de l'opposition, à qui la liste a été soumise, n'a pas tenu à en nommer un. Le chef de l'opposition parlementaire ne tient pas à ce que les minorités soient représentées au comité des onze, si l'on en juge par les noms soumis par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). La majorité de cette Chambre a fait ce qu'elle devait faire: donner justice aux minorités.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Dans mon parti, il n'y a pas de minorités. Elles ne se plaignent pas.

(Rires)²

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai aucune objection. Je ne sais pas ce que le premier ministre veut dire avec ses minorités.

J'ai d'ailleurs toujours eu moi-même le respect des minorités. Si le premier ministre se vante de les protéger, je pense que ceux qui ont suivi les lois du gouvernement et les délibérations de cette Chambre, au cours des dernières sessions, savent parfaitement à quoi s'en tenir et ne partagent pas l'opinion du premier ministre sur son respect des minorités. Je me demande s'ils sont de son idée sur cette question.

La motion est adoptée.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la séance soit ajournée à 3 heures, demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 19 janvier 1939, à la page 3, précise que l'Orateur a été dispensé de refaire la lecture intégrale du discours du trône que les députés venaient d'entendre au Conseil législatif. Le texte est reproduit ici au moment de sa distribution en Chambre.

2. *La Patrie* du 19 janvier 1939, à la page 17, note que les députés rient parce que les minorités dans le parti de M. Rochefort ne peuvent pas se plaindre, puisqu'il siège comme indépendant (dissident de l'Union nationale) et qu'il est l'unique membre du "parti Rochefort", comme il se plaît à le dire.

Séance du jeudi 19 janvier 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de dame Germaine Bazin, épouse de Édouard Valiquette, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Alphonse Valiquette (M. Boyer);
- de Paul-Herbert Silver, et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille de Paul-Herbert Silver *et al.* en celui de Rowe (M. Bulloch);
- de la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. limitée, conférant certains pouvoirs à la corporation de ladite paroisse (M. Duguay);
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lafleur);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-Est, ratifiant une résolution desdits commissaires d'écoles (M. Leclerc);
- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec, incorporée, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation (M. Monette);
- des sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Monette);
- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, et des commissaires d'écoles pour ladite municipalité, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions de ladite cité et desdits commissaires d'écoles, et certains contrats passés entre eux et la International Foils Limited (M. Rousseau);
- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'écoles pour ladite municipalité, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier certains pouvoirs passés respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine, et les commissaires d'écoles de

ladite municipalité dans le comté de Champlain et la Compagnie Laurentian Silk Mills, Limited (M. Rousseau);

- de la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans ledit comté, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un acte de conventions passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Cie de Pulpe de Jonquière d'autre part, et Price Brothers & Company Limited, et la Commission municipale de Québec, intervenant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de conventions (M. Talbot);

- de Georges-Albert Roy, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat (M. Tellier);

- de Hugues Lemoyne de Martigny et autres, et le Sun Trust limitée, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Ovila Stanislas Perrault (M. Tellier);

- de l'Association mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, l'Assurance des fabriques de Québec, et l'Assurance des fabriques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi abrogeant la loi 3 Édouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'Assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal, et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations (M. Boiteau);

- de Marie Guillemette, de Saint-Romuald d'Etchemin, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Marie Gabrielle Jeannette Lafontaine (M. Larochelle).

Rapports du comité spécial:

**Composition
des comités permanents**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai l'honneur de présenter le premier rapport du comité spécial chargé de préparer et de soumettre la

liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a choisi comme devant faire partie des divers comités permanents de la Chambre, les membres dont les noms suivent:

Comité permanent des règlements: Les honorables MM. Coonan, Gagnon, Layton; MM. Béique, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Casgrain, Langlais, Larochelle, Marcoux, Marier, Roy, Talbot et Turcotte.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: Les honorables MM. Duplessis, Bourque, Carignan, Dussault, Paquette; MM. Auger (Gatineau), Barrette (Joliette), Bastien, Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bouthillier, Bulloch, Casgrain Castonguay, Choquette, Connors, Dansereau, Delagrave, Ducharme, Duguay, Fleury, Gagné, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Larivière, Larochelle, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Messier, Paradis, Pouliot (Missisquoi), Rochefort, Rousseau, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Talbot, Tardif, Thibeault, Turcotte.

Comité permanent des privilèges et des élections: Les honorables MM. Carignan, Coonan, Gagnon; MM. Adam, Barré, Barrette (Terrebonne), Bertrand (Montréal-Laurier), Bertrand (Saint-Sauveur), Bouchard, Casgrain, Dansereau, Drouin, Ducharme, Duguay, Grégoire, Jolicoeur, Lesage, Marier, Monette, Pouliot (Gaspé-Sud), Robinson, Tellier, Trudel.

Comité permanent des bills privés en général: Les honorables MM. Duplessis, Auger, Bilodeau, Bourque, Carignan, Coonan, Dussault, Élie, Fisher, Gagnon, Layton, Paquette, Tremblay; MM. Adam, Auger (Gatineau), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Montréal-Laurier), Bertrand (Saint-Sauveur), Boiteau, Bouchard, Bouthillier, Boyer, Bulloch, Caron, Casgrain, Castonguay, Chaloult, Choquette, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Fitch, Fleury, Gagné, Gérin, Goudreau, Grégoire, Hamel, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Lawn, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Marier, Messier, Monette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rochefort, Rousseau, Roy, Sauvé

(Beauharnois), Sherman, Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Turcotte, Vachon.

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Bilodeau, Carignan, Dussault, Élie, Fisher; MM. Adam, Auger (Gatineau), Barré, Bastien, Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Boiteau, Bouchard, Bouthillier, Caron, Casgrain, Castonguay, Choquette, Delagrave, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Fleury, Gagné, Gérin, Goudreau, Grégoire, Labbé, Lamoureux, Larivière, Lawn, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Marier, Messier, Paradis, Perron, Raynault, Sherman, Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Turcotte, Vachon.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Duplessis, Auger, Bourque, Dussault, Élie, Fisher, Paquette; MM. Adam, Auger (Gatineau), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Bégin, Bellemare, Boiteau, Bouchard, Bouthillier, Boyer, Caron, Casgrain, Castonguay, Chaloult, Choquette, Dansereau, Delagrave, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Fleury, Gérin, Goudreau, Grégoire, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Messier, Monette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Raynault, Robinson, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tardif, Talbot, Tellier, Trudel, Turcotte, Vachon.

Comité permanent des comptes publics: Les honorables MM. Duplessis, Bourque, Fisher, Paquette; MM. Bastien, Béique, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Boyer, Casgrain, Drouin, Duguay, Labbé, Leduc (Laval), Lorrain, Marier, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Taché, Tardif, Tellier.

Comité permanent des bills publics en général: Les honorables MM. Duplessis, Bilodeau, Carignan, Coonan, Fisher, Gagnon, Paquette; MM. Adam, Barrette (Terrebonne), Bastien, Béique, Bélanger, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Boyer, Bulloch, Casgrain, Chaloult, Delagrave, Drouin, Ducharme, Duguay, Jolicoeur, Lafleur, Langlais, Leclerc, Marier, Monette, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Roy, Taché, Talbot, Tellier, Trudel.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Auger, Bilodeau, Coonan, Élie, Layton, Tremblay; MM. Adam, Barrette (Joliette),

Barrette (Terrebonne), Bastien, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bouchard, Bulloch, Castonguay, Connors, Dansereau, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Fitch, Gagné, Gérin, Grégoire, Labbé, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Lawn, Lorrain, Messier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Rochefort, Rousseau, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Thibeault, Turcotte.

Le rapport est adopté.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

M. Adam (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch), que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province du Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

(Applaudissements du côté ministériel)

M. l'Orateur, après trois sessions, le discours du trône qui a été adressé hier est l'un des messages les plus substantiels que l'on ait vu.

À l'ouverture d'une nouvelle session, ce qui importe, ce n'est pas tant l'énumération des lois qui seront présentées, mais plutôt l'énoncé des principes que le gouvernement entend suivre, l'exposé de sa doctrine et l'orientation générale qu'il veut donner à la province. Or, ce qui nous frappe surtout dans ce document, c'est la volonté, que manifeste le cabinet, de compléter l'œuvre entreprise, de la développer, de la perfectionner, en suivant la ligne de conduite que s'est tracée le premier ministre dès le début de son administration et qu'on peut résumer par ce mot d'ordre qu'il nous donnait il y a un an: "Nous voulons la lutte du bien contre le mal."

(Faisant une revue du travail accompli ainsi qu'une synthèse des œuvres du gouvernement). On verra ainsi, dit-il, la prévoyance du gouvernement et sa compréhension des problèmes qu'il avait à régler;

on verra aussi qu'il est animé d'un patriotisme sincère et qu'il est inspiré par un amour véritable du peuple, surtout des classes qui ont le plus besoin d'aide et d'encouragement.

À la session d'urgence du mois d'octobre, 1936, les Chambres ont adopté les mesures urgentes qui s'imposaient immédiatement à la suite des grands changements opérés dans notre province.

Dès la session suivante, qui était la première session régulière du nouveau Parlement, le gouvernement Duplessis a présenté ses grandes mesures législatives, qui demeurent les bases, les assises de l'ordre nouveau dans notre province. Pour la première fois, des lois sociales étaient inscrites dans nos Statuts. Des mesures étaient prises pour protéger l'épargne, les finances publiques, assainir l'administration des compagnies, pour interdire aux ministres de la couronne d'être directeurs de compagnies; des lois étaient adoptées pour protéger le peuple contre les trusts de l'électricité, en créant la concurrence d'État et en permettant la municipalisation; en même temps le gouvernement prenait les moyens de développer nos ressources naturelles, minières et forestières, hydrauliques et de faciliter l'accès des jeunes aux nouvelles carrières; puis c'était la réforme des commissions publiques, celle des liqueurs, celle des accidents de travail, celle des travaux publics; d'autres lois qu'il serait trop long d'énumérer avaient pour but de favoriser les petits propriétaires, de rétablir sur des bases plus justes notre système de taxation, d'aider les municipalités à rencontrer leurs obligations.

Dès le premier jour, le gouvernement, dirigé par l'honorable Maurice Duplessis, s'est appliqué à prévenir les conflits entre le capital et le travail, à rétablir l'équilibre entre les populations des villes et celles des campagnes. À cette fin, il élaborait un vaste plan de retour à la terre et d'aide aux cultivateurs, puis il apportait au problème ouvrier cette solution nécessaire, qui est l'Office des salaires raisonnables. Ces législations ont été complétées, perfectionnées, à la dernière session, comme elles le seront encore dans l'avenir, à mesure que les finances de la province le permettront et qu'il faudra adapter les lois aux conditions nouvelles et sans cesse changeantes.

Bien que le gouvernement actuel, contrairement à l'ancien régime, ne dépense pas les deniers publics pour faire chanter ses louanges dans les journaux, et qu'il préfère les actes aux paroles, la population est au courant de ce qu'il se fait pour le bien de la province. Le gouvernement a eu le courage de mettre à la disposition du cultivateur le montant initial qu'il

fallait pour accélérer l'action de l'argent, libérer des millions de l'épargne engagés, et finalement entraîner une baisse sensible des taux de l'intérêt, la reprise des affaires et la confiance publique.

Aujourd'hui, grâce au gouvernement, la crise est passée, la panique est enrayée; s'il reste encore des cultivateurs qui attendent leurs prêts, ils attendent avec calme et confiance, puisqu'ils ont la parole du chef du gouvernement, et qu'ils y croient. Nos adversaires, les libéraux, qui ont toujours été opposés à un système de prêt rural, ont prétendu que le crédit agricole serait la ruine de notre province. M. Adélar Godbout l'a répété à plusieurs reprises. Les faits, ou plutôt les cultivateurs eux-mêmes, ont apporté à cette prédiction pessimiste et outrageante le plus éloquent démenti. Jusqu'ici, contrairement aux prédictions des adversaires du gouvernement, tous les cultivateurs qui ont emprunté ont rempli leurs obligations avec une honnêteté et une diligence qui font honneur à notre population rurale.

En rétablissant les finances des cultivateurs, le gouvernement leur a redonné la confiance et l'estime de leur profession, estime qu'ils n'étaient pas loin d'avoir perdue. Sans vouloir faire de distinction de classes, mais puisqu'il était admis et reconnu que la classe agricole est la base fondamentale de notre structure économique et sociale et qu'elle doit le rester, le gouvernement s'est d'abord attaqué au problème rural. La structure économique de notre province était profondément lésardée, il a fallu consolider et, le plus souvent, rebâtir. Il fallait aller rapidement, il fallait un programme d'envergure capable de dégeler le crédit rural paralysé depuis des années.

Grâce à la loi généreuse du crédit agricole, le premier ministre a réussi ce tour de force, en moins de deux ans, d'arrêter l'exode des cultivateurs vers les villes, d'enrayer la panique collective qui s'était emparée des artisans de la terre, et même d'augmenter de 75,000 personnes la population rurale.

C'était là la première mesure pour parer au problème aigu de l'agriculture. Il en fallait d'autres, compléments nécessaires à la première: développement de l'enseignement agricole et organisation professionnelle. Pour supporter la concurrence, il faut savoir, et c'est ce savoir que le gouvernement s'est donné la tâche de propager chez nos ruraux.

(Faisant une revue de ce qui s'est fait au point de vue enseignement agricole) La science agricole, explique-t-il, est appelée à jouer un très grand rôle et elle est devenue indispensable.

Aussi, à la suite du congrès général de l'enseignement agricole, le gouvernement a pris une foule de mesures pour favoriser l'instruction agricole: Réunions des inspecteurs d'écoles d'Oka, de Sainte-Anne-de-la-Pocatière pour leur permettre d'étudier les nouvelles méthodes théoriques et pratiques d'agriculture en vue de préparer le personnel enseignant; organisation de semaines agricoles dans plusieurs diocèses pour permettre aux instituteurs de bien comprendre le nouveau programme agricole primaire; fondation de quatre nouvelles écoles d'agriculture à Nicolet, Chicoutimi, Ville-Marie et Gaspé; formation d'un comité de professeurs d'agriculture pour parfaire le programme d'enseignement des institutions agricoles; augmentation du nombre de boursiers qui suivent des cours agricoles dans la province; contribution du gouvernement à l'organisation des cours post-scolaires pour les cultivateurs, etc., etc.

Une troisième solution du problème agricole à laquelle le gouvernement a apporté toute son attention, c'est l'organisation professionnelle, telle que recommandée par les autorités religieuses de notre province. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) a accordé toute sa sympathie à l'Union catholique des cultivateurs¹ et on sait que, depuis un an, l'U.C.C. et la Coopérative fédérée ont conclu une entente afin de faire disparaître l'individualisme qui a si longtemps retardé les progrès de la classe agricole.

Depuis un an également, la chambre agricole provinciale, composée des meilleurs techniciens de notre province et de cultivateurs expérimentés, est entrée en fonction et elle a élaboré un vaste programme destiné à orienter toute notre agriculture. Ces différentes mesures ont déjà produit des résultats encourageants qui nous permettent d'envisager l'avenir avec plus de confiance que jamais.

L'attention particulière apportée à l'agriculture devait aussi s'étendre à sa fille aînée, la colonisation. Le gouvernement a compris que tout en ouvrant des domaines nouveaux à la culture, il fallait compléter les vieilles paroisses et remettre en opération toutes les terres abandonnées. Il y a chez nous, comme ailleurs, des centaines de terres très fertiles là où l'on veut établir les jeunes, afin qu'ils puissent continuer la tradition de leurs pères sans s'éloigner du vieux clocher natal.

Je souligne, dit-il, le développement minier qu'a su inspirer le gouvernement Duplessis et les mesures qu'il a prises pour que cette exploitation de nos richesses profite à la province, ouvre des carrières à nos jeunes et fournisse un placement sûr à

l'épargne. Au sujet du développement des centres miniers de l'Abitibi et du Témiscamingue, il cite un mot du frère Marie-Victorin: "Si nous avions frappé à temps l'or de l'Abitibi, nous n'aurions pas eu la saignée mortelle de l'émigration aux États-Unis, nous serions un peuple de 5,000,000, nous aurions l'armée du nombre, notre vie nationale serait tout autre."

Il (M. Adam) évoque les œuvres du ministre des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon). Si nous avons ignoré si longtemps les richesses de notre sol, dit-il, c'est que l'ancien gouvernement a laissé l'industrie minière se développer au gré du hasard. L'ancien régime n'a pas compris que le problème minier était avant tout un problème géographique. Le gouvernement Duplessis a immédiatement compris l'importance de ce problème et qu'il fallait diriger cette industrie. Le gouvernement actuel a orienté notre commerce de façon à nous faire profiter des richesses de notre sous-sol et a voulu former, par des écoles et des bourses, l'élite scientifique dont nous avons besoin pour reconquérir cette industrie.

Le chef du gouvernement a fait comprendre à la province que les richesses naturelles n'appartiennent pas exclusivement à la génération présente, que nous les avons reçues en fidéicommis et que nous devons les transmettre intactes à nos descendants, après en avoir bénéficié nous-mêmes. C'est pourquoi, sachant que les professions libérales sont encombrées, que la population des villes est trop dense, il a voulu donner aux jeunes les moyens nécessaires de gagner honnêtement leur vie. Tout en fondant de nouvelles écoles d'agriculture, en augmentant les octrois aux écoles techniques et aux institutions d'enseignement commercial, tout en favorisant l'établissement des jeunes sur la terre ou les lots de colonisation, il a développé l'enseignement forestier, pendant qu'il prenait le moyen d'assurer aux bûcherons des salaires et des conditions de travail convenables.

L'aide aux jeunes, le gouvernement actuel la pratique de dix, de quinze façons différentes. Jamais gouvernement n'a manifesté de façon aussi pratique l'intérêt qu'il porte à l'éducation et à l'instruction à tous ses degrés, et dans toutes les branches de l'activité intellectuelle. Il s'est occupé à la fois des écoles, des universités et de toutes les autres institutions. Le chef du gouvernement sait faire appel aux hommes d'expérience, mais il compte aussi sur les jeunes et il leur accorde la place qui leur revient.

Quand nos adversaires disent que nous endettons la province, ils oublient ou plutôt ils

feignent de ne pas voir que nous payons leurs dettes, que nous réparons leurs erreurs; et nous leur répondons ceci: ce n'est pas endetter la province que de faire appel à toutes ses ressources et à toutes ses énergies, pour la sortir enfin du marasme dans lequel l'avaient conduite tant d'années d'insouciance, de petite politique et de gaspillage éhonté.

La tâche la plus difficile du gouvernement était d'adopter pour notre province une législation sociale, car dans ce domaine, l'ancien régime n'avait à peu près rien fait. Pensions aux aveugles, aux vieillards, aux mères nécessiteuses, réglementation du travail des enfants, choix du médecin par l'accidenté, voilà les premières réformes accomplies par le nouveau gouvernement, dès son avènement.

Depuis l'avènement du gouvernement actuel, les Chambres ont adopté des mesures très importantes pour protéger le droit d'association, la liberté du travail, celle de l'ouvrier comme celle de l'employeur.

Cette législation nouvelle, tout le monde n'était pas préparé à la comprendre. De plus, en ce domaine, chacun croit avoir des opinions sérieuses et on voit tous les jours des gens, qui ne pourraient diriger la plus petite entreprise, vouloir faire la loi à tout le monde. En matière de législation sociale, le gouvernement a pris ses responsabilités, parce que c'est lui, et non des individus, quelles que soient leurs fonctions, qui est responsable de l'ordre public.

Parce qu'il doit s'occuper de toute la collectivité, de toutes les classes de la société, de toutes les catégories de travailleurs, contrairement aux associations qui se préoccupent uniquement des intérêts de leurs membres, le gouvernement a voulu protéger les ouvriers non organisés.

Aux ouvriers qui, pour une raison ou une autre, ne sont pas organisés, ou qui ne peuvent l'être - et c'est le plus grand nombre, admettons-le - le gouvernement a donné la loi des salaires raisonnables, qui protège plus de 500,000 employés, lesquels dépendaient jusque-là du bon vouloir des patrons.

J'admire ceux qui travaillent à la construction de la société future, qui prétendent que nous entrons dans un autre âge et qu'il faut réviser toutes les valeurs, mais je leur demande de ne pas oublier les travailleurs qu'il faut protéger, non pas avec des théories, mais avec des actes. En ce domaine, les initiatives du gouvernement ont été courageuses. Aux ouvriers comme aux patrons, il demande de réclamer leurs droits, mais aussi de remplir leurs devoirs. De tous, il exige l'obéissance aux lois établies et le respect de l'ordre.

Et pour assurer davantage le triomphe de l'ordre sur le désordre, du bien sur le mal, nous avons adopté la loi dite du cadenas², contre la propagande communiste. Je sais qu'il s'est trouvé des politiciens pour prétendre qu'il n'y avait pas de péril communiste dans notre province. Ces aveugles n'ont qu'à suivre les procès qui ont été plaidés, à lire certains documents publiés dans les journaux, pour se rendre compte qu'ils sont mal renseignés.

Cette loi dite du cadenas, nous avons été heureux d'entendre le premier ministre la défendre en plusieurs circonstances dans la province d'Ontario, et d'ailleurs, comme il a défendu les droits de notre province, et comme il a réclamé à plusieurs reprises la sauvegarde de l'autonomie provinciale, qui est encore la plus sûre garantie de l'unité canadienne.

Pour expliquer leurs défaites aux récentes élections partielles, nos adversaires ont dit - et ils diront sans doute encore - que le gouvernement gagne fatalement ses élections partielles. Ce n'est pourtant pas ce que prétendait M. Alexandre Taschereau, ni ce que prétend actuellement M. Mackenzie King. C'est sans doute parce que le gouvernement gagne toujours ses élections partielles que le régime Taschereau n'en tenait jamais, laissant des comtés jusqu'à deux ans sans représentant.

Bagot et Montréal-Saint-Louis sont plus que des élections partielles gagnées; ce sont d'éclatantes victoires remportées par l'Union nationale, ce sont d'humiliantes défaites pour un parti qui fut grand et qui n'est plus que l'ombre de lui-même. Nos adversaires ont beau faire des discours, ils ne réussiront pas à entamer la confiance du peuple dans l'homme intègre qu'il s'est choisi.

À titre de médecin, dit-il, je remercie le gouvernement d'avoir créé un ministère de la Santé publique, qui vient d'entreprendre une lutte intensive contre la tuberculose et qui poursuit, à travers la province, une campagne d'hygiène.

Je remercie, dit-il, le gouvernement d'établir un Parc national au Mont Orford. Je regrette, poursuit-il, de ne pas avoir énuméré toutes les œuvres de l'Union nationale qui a reçu l'appui non équivoque de la population de la Beauce, Bagot, Chicoutimi, Stanstead et Montréal-Saint-Louis, lors des élections partielles qui s'y sont tenues.

Le gouvernement de l'Union nationale est au pouvoir pour un grand nombre d'années, parce que le peuple le maintiendra au pouvoir. Le gouvernement Duplessis est digne de cette confiance, il est digne du rôle historique qu'il remplit avec tant de courage.

J'ai la certitude d'exprimer en ce moment les sentiments de tous les députés, qui, comme moi et la

population, ont confiance en son gouvernement et son chef. Nous sommes heureux de servir sous ce chef que nous suivons et que nous aimons, pour l'idéal élevé qu'il s'est fait de sa province, qu'il a rêvé de faire la plus belle et la plus grande. Son rêve, nous le partageons, et nous prions la Providence de le réaliser dans toute sa splendeur.

J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le député de Montréal-Saint-Louis (l'honorable M. Fitch), que la Chambre adopte l'adresse en réponse au discours du trône.

(Applaudissements)

M. Fitch (Montréal-Saint-Louis)³: M. l'Orateur, si je me permets de débiter par quelques paroles en français, tout spécialement adressées à mes collègues canadiens-français ici assemblés, c'est surtout pour deux raisons bien motivées⁴:

(Applaudissements)

En premier lieu, je me fais honneur, en employant la langue de Racine, Molière, Pascal et Descartes, dont le trésor inépuisable de poésie et de philosophie a légué un modèle de langage que mes concitoyens dans la province de Québec ont si fidèlement, sinon jalousement conservé.

En deuxième lieu, comme membre ainsi qu'en qualité de représentant d'une minorité de race dans cette province où nous connaissons la joie de vivre en liberté et en paix, je suis d'autant plus heureux - personnellement aussi bien qu'au nom des juifs établis dans cette province - de pouvoir laisser entrevoir à mes collègues canadiens-français les sentiments d'amitié et de cordialité qu'ont toujours abrités les membres de ma race vis-à-vis les Canadiens français.

De maints côtés, les ambitions, les vœux et les idéaux les plus chéris de la race juive touchent au rêve immortel de la race canadienne-française. Comme vous, nous avons derrière nous une histoire dont les pages débordent de dévouement, de luttes et de sacrifices évoqués par l'amour indestructible de notre tradition, de notre culture, de notre foi.

Je saisis donc l'occasion d'exprimer le vœu le plus sincère pour que ces mêmes relations de bonne entente et d'amitié qui ont toujours existé entre nos deux races se continuent en perpétuité et que cette belle terre sur les rives du Saint-Laurent reste ce qu'elle a toujours été - la demeure de la justice et de la liberté⁵.

Le comté de Montréal-Saint-Louis, que j'ai l'honneur de représenter dans cette Chambre, bien que de surface plutôt petite, est le cœur de la métropole du Canada. Il y réside des membres de 22 races, parlant 22 langues différentes. Ces races

représentent des citoyens occupés dans tous les domaines de la vie et constituent un véritable microcosme d'une ville cosmopolite. Les résidants de ce comté, qui m'ont élu pour les représenter dans cette Chambre, vivent côte à côte, dans l'harmonie et la paix, jouissant des mêmes droits et possédant les mêmes obligations, en tant que citoyens égaux. Chacun a pour son voisin le respect de ses traditions, de la langue qu'il parle, de la valeur raciale particulière qui constitue sa civilisation ethnique et des caractéristiques particulières qui composent ensemble l'entité de chaque groupe.

Nous avons appris dans ce quartier à nous comprendre mutuellement - à être tolérants pour les points de vue de chacun - et, par-dessus tout, nous avons appris que les grandes choses qui nous unissent sont de beaucoup plus importantes que les petites choses qui nous séparent. Il n'y a pas un État ou une province qui soit constitué d'une masse absolument homogène de gens de même race et de même religion et, comme la diversité fait la beauté, dans le domaine de l'art, nous avons appris que l'unité parmi la variété nous a donné cette paix et cette liberté qui sont le sang vital d'un État satisfait.

Le juste respect des minorités est un principe qui émane d'un désir intuitif de la part des hommes de conscience, motivé par le respect des droits humains et une compréhension de l'universalité de l'esprit humain. Il n'y a aucun pays qui, par ses lois et par la conduite de ses concitoyens, dirigé par un principe humanitaire, ne souffre aucune intervention dans ses pouvoirs souverains au nom d'un principe plus élevé. Il n'y a pas un pays qui soit devenu plus pauvre dans sa conception des activités gouvernementales en approchant de cette conception élevée une législation concrète.

Depuis le temps où la France d'avant la Révolution, au XVI^e siècle, assumait la protection des minorités catholiques dans le Proche-Orient, jusqu'à aujourd'hui, alors que les démocraties civilisées d'Europe et d'Amérique ont entrepris d'aider les minorités catholiques et juives persécutées dans les États dictatoriaux, la meilleure politique a été dirigée par une base philosophique de respect des droits des minorités, et c'est une vérité, un truisme de dire que la conscience d'un gouvernement peut être mesurée par le traitement de ses minorités.

La race à laquelle j'appartiens a, durant 20 siècles, constitué une minorité dans chaque pays. Le "Juif errant" n'est pas un mot ou une phrase - c'est une réalité historique. Nous sommes les minorités permanentes de la civilisation et nous sommes devenus des autorités, comme résultat d'une plus

grande expérience en rapport avec la conscience des hommes et des gouvernements en s'occupant de ce sujet. C'est une vérité égale de déclarer que la conscience d'un gouvernement peut être mesurée de façon très sûre par le traitement qu'il donne à sa minorité juive.

Chacun peut être charmant pour les riches, ami avec les puissants et allié de ceux qui détiennent l'autorité. Mais il faut de la conscience et parfois du courage pour être sympathique au pauvre et savoir comprendre les humbles. Si l'on s'en tient à ces principes, l'histoire de la majorité canadienne-française catholique de la province de Québec est très brillante et, comme membre d'une petite minorité, je la cite en exemple aux autres majorités puissantes.

En 1807, on comptait dans la province de Québec à peine une vingtaine de Juifs, tous descendants des hommes qui avaient combattu sur les Plaines d'Abraham. L'un d'eux, du nom d'Ézéchiel Hart, vivait dans la petite ville de Trois-Rivières, qui était alors exclusivement canadienne-française et catholique.

Cent trente et un ans avant que les Canadiens français ne se joignent à leurs citoyens juifs pour élire dans la division de Montréal-Saint-Louis, le 2 novembre dernier, le Juif qui vous parle actuellement, les gens de Trois-Rivières - Canadiens français et catholiques romains - avaient choisi pour leur représentant à la Législature de Québec le seul Juif de leur localité, Ézéchiel Hart. L'Orateur de la Chambre refusa de lui laisser prêter le serment d'usage et Hart dut retourner dans son comté. Les citoyens de Trois-Rivières, appelés à décider s'ils pouvaient être représentés à la Chambre par quelqu'un qui ne pouvait prêter un serment liant la conscience de la grande majorité, renvoyèrent Ézéchiel Hart à la Législature.

Une deuxième fois, on refusa à Hart le droit de prêter serment et, une troisième fois, ses concitoyens, par une expression de leur volonté qui ne pouvait être mise de côté plus longtemps, le renvoyèrent à la Législature, où il fut finalement admis comme un membre honorable et distingué. Il fallut ensuite attendre 50 ans avant qu'un juif ou un catholique puisse obtenir le droit de siéger à la Chambre des communes anglaise, la mère de tous les Parlements.

C'est pour moi un devoir impérieux, que je suis heureux de remplir, de déclarer sur le parquet de cette Chambre que le Canada français fut la première partie de tout l'Empire britannique à accorder à ceux de ma race des droits égaux et la représentation

politique. Ce précédent, que toutes les démocraties ont imité depuis, fut réalisé par la population du Canada français et surtout par les habitants de la ville qui a donné à la Chambre et à la province son distingué premier ministre.

Imbu de ces principes historiques, héritier de cette tradition de tolérance et de démocratie ancrée dans l'esprit de ses ancêtres, lorsque le siège de Montréal-Saint-Louis fut devenu vacant à la suite de la démission de son ancien député (M. Bercovitch), M. Maurice Duplessis n'a pas hésité un instant à appeler à lui succéder un membre de la même minorité juive.

Au premier ministre s'adressent la gratitude de ceux de ma race et la reconnaissance par les membres de toutes les nationalités de son respect des droits des minorités. Le respect adéquat des minorités est un principe issu du désir intuitif des hommes de conscience, motivé par le respect des droits humains et d'une compréhension de l'universalité de l'esprit humain. Aucun État guidé par ce principe n'a subi d'interférence dans son pouvoir souverain.

Aucun État ne s'est appauvri dans sa conception d'activités gouvernementales en abordant toute législation concrète avec cette conception de base. N'importe qui peut être gentil avec les riches, amical avec les puissants et avec ceux qui occupent des postes d'autorité. Il faut avoir une conscience et parfois du courage pour être gentil avec les opprimés, pour avoir de la sympathie envers les pauvres et pour exprimer de la compréhension envers les personnes modestes.

Il est bon de savoir et je suis heureux de pouvoir déclarer qu'au moment où, en Europe, les gens de ma race, pour un grand nombre, subissent un traitement qui n'a pas de parallèle dans l'histoire du monde, ici, au Canada, et particulièrement dans la province de Québec, non seulement les juifs obtiennent l'égalité dans les relations avec l'État, mais le chef de l'État, par des actes concrets, leur exprime son respect de ce principe.

Il est réconfortant de mettre en contraste cet état d'esprit et cette bienveillance avec le nouveau type d'idolâtrie créé dans le monde par le nationalisme fasciste ou naziste. Dans une allocution prononcée dernièrement devant une délégation du clergé français, Sa Sainteté le Pape Pie XI parlant du nationalisme outré disait:

"L'Église désire informer les fidèles d'un nouveau type d'idolâtrie qui menace d'amener l'Europe aux extrêmes limites de l'apostasie et de la barbarie. Pour un chrétien, un homme n'a pas de valeur parce qu'il est blond, fort et bien tourné. C'est

la noblesse de son âme qui compte. La nouvelle religion ne pourra que semer la haine, la guerre et la persécution. La malédiction qu'est le nationalisme exagéré produit une stérilité n'ayant absolument rien d'apostolique. Elle élève des barrières entre les peuples, ce qui est contraire non seulement à la loi de Dieu, mais à la foi elle-même et à ce credo que l'on chante dans toutes les cathédrales du monde."

C'est une grande source de gratification qu'une personne qui fait ses dévotions dans une synagogue puisse, avec tout son cœur et toute son âme, adopter la langue du plus distingué et vénéré chef de la grande Église catholique romaine.

Une société bien organisée n'a pas de cadres déterminés. Il n'existe aucun moule dans lequel la vie humaine puisse être fondue. La législation sociale du gouvernement est d'une extrême importance. La pension de vieillesse n'est pas une gratuité, c'est la reconnaissance d'une obligation contractuelle entre l'État et ses membres qui, dans une civilisation industrielle, n'ont pas l'assurance permettant de pourvoir aux besoins d'un homme et d'une femme qui ne peuvent plus rivaliser sur ce qu'il est convenu d'appeler le marché du travail, victimes qu'ils sont des conditions économiques.

La pension aux mères nécessiteuses n'est pas une charité. C'est la reconnaissance que la vie de famille est le plus beau produit de la civilisation. C'est permettre aux enfants qui n'ont plus de père de profiter des bénéfices de la vie de famille et de l'éducation familiale qui feront d'eux de bons et utiles citoyens. La pension aux aveugles est l'admission par un État progressif que les malheureux ne sont pas ignorés parce qu'ils sont peu nombreux.

La loi relative aux salaires des ouvriers et la loi des salaires raisonnables ont permis d'augmenter l'échelle des salaires dans la province et ont diminué le nombre de différends ouvriers. Ces lois sont regardées comme des modèles dans les autres provinces et aux États-Unis, où on les a imitées ou adoptées. La reconnaissance du droit des ouvriers de s'organiser et de transiger collectivement a, non seulement eu pour résultat de diminuer le nombre de conflits, mais d'atténuer l'aigreur de ceux qui se sont déclarés.

Employeurs et employés en sont venus à admettre qu'un homme a non seulement le droit de travailler, mais qu'il a aussi le droit de recevoir un salaire adéquat à son travail. Ils en sont venus à admettre aussi, qu'en retour du travail qu'il accomplit, un homme doit être capable d'assurer un pouvoir d'achat, sans lequel toute activité créatrice

est impossible. L'État est intéressé à ajuster les salaires à un niveau raisonnable. Il est intéressé à créer la garantie d'une civilisation stable et cette garantie est que les hommes doivent recevoir, au moins, ce minimum sans lequel ils cessent d'être des hommes.

Pour compléter notre législation sociale, il faudra tôt ou tard, et d'une manière ou d'une autre, adopter des remèdes contre le chômage. C'est inévitable. Nous sommes fiers, et à juste titre, de notre machinerie visant à inclure les minorités dans la convention collective et à protéger les travailleurs non syndiqués par le biais d'une loi des salaires raisonnables. Cependant, nous n'avons pas la prétention d'être parfaits, et nos lois sociales et du travail ne sont pas retenues par un esprit de cristallisation ni par la mainmorte de l'irrévocabilité. Il est intolérable moralement et socialement que des personnes sans aucune faute de leur part soient abandonnées à la charité publique. C'est humiliant pour eux et dangereux.

Il ne faut pas oublier non plus que l'infortune d'un groupe a sa réaction directe et réelle sur la sûreté de toute la société. Lorsque le malheur devient généralisé à cause du chômage dans le commerce de gros, dans le tissu tissé serré de la vie moderne, le malheur d'un groupe a alors un impact réel et direct sur le bien-être de l'ensemble de la société. L'assurance sociale est un moyen indispensable à la justice sociale et il ne faut la considérer d'aucune façon comme une méthode supérieure de secours public. L'aide aux pauvres, peu importe qu'elle soit bien organisée ou qu'elle soit à grande échelle, ne fait que perpétuer les injustices actuelles. L'assurance sociale cherche à établir un niveau de vie national minimum et une saine stabilité sociale chez les citoyens. L'insécurité est une sorte de peste chez l'homme.

La sécurité sociale est plus qu'une tendance dans le domaine économique. C'est quelque chose d'essentiel à la démocratie, car la démocratie signifie autre chose que le suffrage universel. C'est une philosophie de la vie et elle comporte dans la vie de chaque jour l'opportunité de s'améliorer, le loisir de s'entraîner à être de bons citoyens et la jouissance des plaisirs légitimes de la vie.

Au point de vue agricole, il est agréable de constater que le prêt agricole a donné de bons résultats, \$25,000,000 ayant été distribués à environ 13,000 cultivateurs qui ont ainsi emprunté à des taux favorables l'argent dont ils avaient besoin pour rendre leur ferme prospère en la libérant d'hypothèques, et les libérer de la menace d'être

dépouillés de leurs biens pour aller grossir le nombre des chômeurs des villes de la province.

Il est réconfortant d'apprendre que de nouvelles sommes seront demandées pour assurer le maintien de cette politique. Pour aider les cultivateurs, le gouvernement a établi quatre autres écoles d'agriculture, formé un conseil d'agriculture et travaillé à assurer l'électrification des districts ruraux.

Le gouvernement a aussi travaillé à améliorer la situation de l'industrie forestière. Les usines ont été rouvertes. Les salaires des bûcherons ont été augmentés et le département des Mines et des Forêts a été réorganisé afin d'assurer de plus larges bénéfices à ceux qui vivent de l'exploitation de nos ressources naturelles. L'inventaire de nos ressources naturelles donne des renseignements inestimables qui aideront à promouvoir l'établissement de nouvelles industries et le développement de celles déjà établies. L'industrie minière et le développement de nos ressources minérales sont en progrès constants.

Nous attendons avec hâte le rapport de la commission Montpetit au sujet duquel beaucoup d'espoir est entretenu pour la révision de notre système de taxation. Le département de la Colonisation a construit des milliers de maisons et a réhabilité plusieurs milliers de personnes, leur redonnant l'indépendance et la fierté.

Il est particulièrement agréable de noter que des progrès ont été faits dans l'administration de notre système d'éducation. Il est souhaitable que, par d'autres augmentations de salaire et par l'amélioration des conditions de l'enseignement en général, l'éducation dans les écoles primaires s'améliore le plus rapidement possible.

Il a été indiqué qu'une législation est prévue pour cette session et son but sera d'aider les quatre universités de notre province. Le gouvernement s'est aussi occupé du problème éducationnel et les instituteurs ruraux ont maintenant un salaire plus élevé et connaissent de meilleures conditions de vie. Il est question d'étudier au cours de cette session les moyens de venir en aide à nos quatre universités, et sur cette question il ne pourrait, je crois, exister la moindre controverse ni même la moindre divergence d'opinion; une législation peut être prévue au cours de cette session.

Ce que nos universités ont pu accomplir jusqu'ici, malgré leur manque de moyens, est dû à la direction éclairée de leurs directeurs, mais aussi à l'indépendance dont elles jouissent, une indépendance que le gouvernement devra leur conserver en dépit de l'aide financière qu'il pourra

leur accorder. Je rends hommage, dit-il, au travail accompli par ces institutions. Les travailleurs, l'industrie, l'agriculture et le gouvernement doivent s'unir dans un effort sympathique et réaliste pour résoudre les problèmes auxquels ils font face. La démocratie n'est pas une machine insensible du gouvernement, mais une chose vivante, et son âme est l'âme des gens qui grandissent et se développent pour répondre aux besoins des citoyens.

La politique du gouvernement de l'Union nationale d'après sa législation, est un programme basé non seulement sur les besoins de l'heure mais sur la reconnaissance des droits des citoyens de cette province. L'État ne crée pas de droits. Il reconnaît les droits et chaque État est jugé d'après les droits qu'il maintient.

La législation du gouvernement est basée sur la raison. L'expérience des deux dernières années nous a montré jusqu'ici que la part jouée par la raison est plus petite que nous pouvions la supposer. La politique est trop souvent liée à la structure sociale des époques. Notre tâche est de donner à la raison la meilleure place possible dans la conduite de nos affaires.

Les membres du présent gouvernement basent leur conduite sur l'expérience du passé et la compréhension des problèmes d'aujourd'hui et l'exécution selon leur conception de l'avenir. Gouverner la population de la province ne doit pas être une action unilatérale. La population doit se rendre compte des problèmes et coopérer avec le gouvernement pour les solutionner. Afin d'aider le gouvernement à réussir dans ses efforts vers un meilleur standard de vie et vers la sécurité économique et sociale, il doit exister une coopération productive entre la population et le gouvernement.

Ouvriers, industriels, agriculteurs et législateurs doivent se donner la main dans un effort sympathique et réaliste pour la solution des problèmes qu'ils ont à étudier. Nous devons montrer et prouver à la population que la démocratie n'est pas une pure forme de gouvernement, mais un être vivant, dont l'âme est celle de tous, et qu'elle croît et se développe pour rencontrer les besoins et les désirs de tous.

Parce que le gouvernement s'est laissé guider dans le passé par ces principes, j'ai confiance qu'il continuera à se laisser guider par eux à l'avenir. Pour cette raison, je m'associe immédiatement et sans réserve aux paroles du député de Bagot (M. Adam) et je seconde la motion demandant l'adoption du discours du trône⁶.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ajournement à quand? À demain?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): À la semaine prochaine. C'est un jour maigre, demain.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents:

Rapport du ministre de la Colonisation

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport général des activités du ministère de la Colonisation de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1938. (Document de la session no 3)

Rapport du ministre des Mines et des Pêcheries

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport général du ministre des Mines et des Pêcheries de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1938. (Document de la session no 4)

Rapport de l'Office du crédit agricole

L'honorable M. Dussault (Portneuf) dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport de l'Office du crédit agricole du Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1938. (Document de la session no 5)

Rapport du ministre des Travaux publics

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport général du ministre des Travaux publics de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1938. (Document de la session no 6)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les rapports que nous venons de déposer sont vrais

et intéressants. C'est tout le contraire d'autrefois, alors qu'ils étaient illisibles et incompréhensibles. Ceux-ci sont bien faits et surtout véridiques.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous allons les examiner et nous allons voir si ce que dit le premier ministre est vrai. On ne sait jamais ce qu'on y trouvera ou ce qu'on n'y trouvera pas. J'espère qu'il y en aura des copies de prêtes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, il y a des copies de prêtes, du moins quelques-unes; et ce n'est pas comme sous l'ancien régime, alors qu'elles n'étaient ni lisibles, ni intéressantes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends que c'est la première fois que les rapports sont lisibles et intéressants. Qu'est-ce donc que vous avez fait les autres années? Le premier ministre veut-il dire que, depuis deux ans, les rapports qu'il a fournis ne sont pas vrais? Je voudrais en avoir une copie pour voir si ce que dit le premier ministre est bien vrai. Est-ce que je pourrais en avoir des copies?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, oui. Avec plaisir!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si c'est vrai, on va voir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis content que le chef de l'opposition dise qu'il essaiera de voir.

(Rires)

Il y a entre autres un très intéressant rapport du prêt agricole. Le chef de l'opposition pourra le lire et cela va l'intéresser.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Avec plaisir. Il doit être, celui-là, intéressant surtout par ce qui ne s'y trouve point.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le chef de l'opposition veut-il voir les rapports s'il s'intéresse seulement à ce qu'ils ne contiennent pas?

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est que je m'intéresse à tout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition pourra étudier jusqu'à mercredi.

M. Hamel (Québec-Centre): Moi aussi, je voudrais une copie de ce rapport et des autres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un rapport très volumineux et il n'y en a pas beaucoup de copies. Je ne sais pas si l'on pourra lui en donner une copie bientôt. Nul doute qu'il est intéressant, mais le chef de l'opposition et le député de Québec-Centre, le chef de je ne sais quoi⁷, vont sans doute s'entendre pour le lire ensemble, puisque c'est pour en venir aux mêmes conclusions.

M. Hamel (Québec-Centre): J'ai compris qu'il y en avait plusieurs copies de prêtes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je constate que le député de Québec-Centre se rapproche du chef de l'opposition parlementaire et il est évident que les gens de l'opposition s'entendent pour ne pas comprendre. Le député de Québec-Centre veut maintenant des copies quand nous avons dit que nous n'en avions pas de prêtes immédiatement pour ce rapport du prêt agricole. Je n'ai pas dit qu'il y en avait plusieurs copies.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre a bien dit qu'il y en avait quelques copies. Le député de Québec-Centre a bien compris. Ne peut-il en disposer?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le rapport est prêt. Il y en aura plusieurs copies un peu plus tard. Il est très intéressant. Encore une fois, je demande aux oppositions de s'entendre au moins. Elles pourront lire le rapport ensemble, mais celui qui doit faire le premier son discours, il me semble, pourra en prendre connaissance le premier.

M. Hamel (Québec-Centre): Quand les rapports sont intéressants, on aime à les lire et à les relire, et c'est pour cela que nous insistons pour avoir des copies.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je pensais que le député de Québec-Centre était au courant de tout ce qui se passe. On l'a dit. Je suis heureux de voir qu'il veut apprendre quelque chose. Que le député de Québec-Centre soit tranquille. S'il aime lire et relire les rapports, il en aura deux copies, quand elles seront prêtes.

M. Hamel (Québec-Centre): Je prends note de cette promesse. J'espère que j'aurai ces copies avant la fin de la session⁸.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Paquette (Labelle), secrétaire de la province, transmet à M. l'Orateur deux messages suivants de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

**Nominations
au service civil**

M. l'Orateur lit le premier message comme suit:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative, copie des rapports de l'honorable Conseil Exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du Gouvernement
Québec, ce 18 janvier 1939.
(Document de la session no 7)

**Rapport
de l'Imprimeur du Roi**

M. l'Orateur lit le second message comme suit:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement
Québec, ce 18 janvier 1939
(Document de la session no 8)

Ajournement

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai compris que la Chambre était ajournée à mardi. Ajourmons donc jusqu'à jeudi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pourquoi?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si nous ne pouvons ajourner à mardi, il faudra que ce soit mercredi. Saint-Hyacinthe a une grande fête musicale mercredi soir, et, comme maire de cette ville, je ne saurais me dérober à ces exceptionnelles manifestations d'art. Alors, y aurait-il moyen d'ajourner à jeudi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je n'ai pas d'objection, mais on pourrait ajourner à lundi. L'opposition aura le temps de lire.

M. Hamel (Québec-Centre): J'aurai le temps de lire deux fois votre rapport.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que cette Chambre s'ajourne à jeudi prochain.

La motion est adoptée.

La séance est levée.

NOTES

1. Créée en 1924, l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) était à la fois un groupe de pression et un syndicat agricole. L'U.C.C. devint l'Union des producteurs agricoles (UPA.) en 1972.
2. La loi du cadenas est déposée le 17 mars 1937 par le gouvernement de Duplessis, cette dernière autorisant la fermeture de tout local soupçonné de propagande communiste. Ce qui distingue le gouvernement Duplessis de l'ancien gouvernement, c'est sa lutte acharnée contre le communisme et contre les syndicats qu'il soupçonne d'être affiliés aux communistes.
3. Une tradition parlementaire veut que le proposeur ou le secondeur de l'adresse soit issu d'une minorité linguistique ou culturelle. M. Fitch a été désigné pour ce rôle en tant que représentant de la

communauté juive. Les secondeurs de l'adresse des trois sessions précédentes étaient des députés de langue anglaise, soit M. Bulloch (Westmount), le 25 février 1937, M. Robinson (Brome), le 8 octobre 1936 et M. Sherman (Compton), le 27 janvier 1938.

4. *Le Petit Journal* du 22 janvier 1939, à la page 4, note que le français de M. Fitch est impeccable et rappelle que celui-ci est un ancien élève de la Sorbonne à Paris.

5. *Le Devoir* du 20 janvier 1939, à la page 2, note que la suite du discours du député a été prononcée en anglais.

6. Les discours de M. Adam et M. Fitch furent fréquemment interrompus par de chaleureux applaudissements, selon *L'Événement-Journal* du 20 janvier 1939, à la page 11.

7. M. Duplessis fait ici référence au fait que le Dr Hamel soit le chef du Parti national. Fondé en juin 1937, le Parti national a été formé par les députés dissidents de l'Union nationale, d'où la remarque de M. Duplessis.

8. À ce moment de la discussion, M. Duplessis quitte son siège en même temps que M. Bouchard quitte le sien, et tous deux viennent parler en aparté au-dessus du greffier, M^e L.-P. Geoffrion, qui est assis. Les deux chefs reviennent ensuite à leur siège.

Séance du jeudi 26 janvier 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- du révérend Benjamin James Noot et autres, demandant l'adoption d'une loi reconnaissant "The Apostolic Church of the British Isles in Quebec" comme une corporation ecclésiastique dans la province de Québec (M. Bulloch);

- du Trust Général du Canada et Lucien Letellier, exécuteurs testamentaires de la succession de Jean-Baptiste-Eugène Letellier, demandant l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs à ladite succession (M. Boiteau);

- de Marie Angélique Duchesnay et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la division de la succession de feu l'honorable Charles Wilson (M. Bulloch);

- de la Compagnie Equitable d'assurance contre le feu (capital mutuel), demandant l'adoption d'une loi amendant ses pouvoirs ainsi que les lois et règlements la régissant (M. Barrette);

- de The Protestant Infants' Home of Montreal, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de "Protestant Foster Home Centre" (M. Bulloch);

- de Beaudry Leman et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Victor Beaudry (M. Boyer);

- de la ville de Plage Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boyer);

- du révérend John Morozoff et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Saint-Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal (M. Fitch);

- de Vahan Matheossian, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de l'art dentaire après examen (M. Fitch);

- de la communauté des sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal, communément appelées "Sœurs Grises", demandant l'adoption d'une

loi concernant l'Île Saint-Bernard et modifiant la charte de la ville Châteauguay (M. Jolicoeur);

- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs (M. Lafleur);

- de Thomas-Philippe Gagnon, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession de pharmacien, sans examen (M. Labbé);

- de la corporation de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Monette);

- de l'hôpital Notre-Dame, à Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Raynault);

- de la cité de Salaberry de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (l'honorable M. Sauvé);

- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Trudel);

- de l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant son nom corporatif en celui de l'Association des taverniers de l'Île de Montréal, ou Tavern Keepers' Association of the Island of Montreal (M. Monette);

- de la ville de Farnham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot);

- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagné);

- de Louis Pockrass et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Dominion Hebrew Sick Benefit Association" (M. Fitch).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de dame Germaine Bazin, épouse de Édouard Valiquette, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Alphonse Valiquette (M. Boyer);

- de Paul-Herbert Silver, et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille de Paul-Herbert Silver *et al.* en celui de Rowe (M. Bulloch);

- de la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. limitée, conférant certains pouvoirs à la corporation de ladite paroisse (M. Duguay);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lafleur);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-Est, ratifiant une résolution desdits commissaires d'écoles (M. Leclerc);

- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec, incorporée, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation (M. Monette);

- des sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Monette);

- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, et des commissaires d'écoles pour ladite municipalité, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions de ladite cité et desdits commissaires d'écoles, et certains contrats passés entre eux et la International Foils Limited (M. Rousseau);

- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'écoles pour ladite municipalité, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier certains pouvoirs passés respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine, et les commissaires d'écoles de ladite municipalité dans le comté de Champlain et la Compagnie Laurentian Silk Mills, Limited (M. Rousseau);

- de la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans ledit comté, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un acte de conventions passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Cie de Pulpe de Jonquière d'autre part, et Price Brothers & Company Limited, et la Commission municipale de Québec, intervenants, et d'une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de conventions (M. Talbot);

- de Georges-Albert Roy, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat (M. Tellier);

- de Hugues Lemoine de Martigny et autres, et le Sun Trust limitée, demandant l'adoption d'une

loi concernant la succession de Ovila Stanislas Perrault (M. Tellier);

- de l'Association mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, l'Assurance des fabriques de Québec, et l'Assurance des fabriques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi abrogeant la loi 3 Édouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'Assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal, et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations (M. Boiteau);

- de Marie Guillemette, de Saint-Romuald d'Etchemin, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Marie Gabrielle Jeannette Lafontaine (M. Larochelle).

Association pharmaceutique de la province de Québec

M. Labbé (Mégantic) propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Tardif), que l'article 496 du Règlement soit suspendu, et que le bill de Thomas-Philippe Gagnon, demandant d'autoriser l'Association pharmaceutique de la province de Québec à l'admettre dans ses rangs, soit reçu, imprimé et puisse être présenté, et que la pétition introductive de ce bill puisse être examinée par le comité permanent des règlements.

Adopté.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 19 janvier courant, sur la motion proposée le même jour, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, il m'est bien agréable, au début des quelques remarques que je me propose de faire sur l'adresse en réponse au discours du trône, de féliciter en mon nom personnel et au nom de mes collègues de l'opposition le proposeur et le secondeur de cette adresse du talent dont ils ont fait preuve dans les discours qu'ils ont faits pour présenter leur motion à cette honorable Chambre. Ils se sont bien acquittés de leur tâche qui était de défendre la politique du gouvernement.

Notre nouveau collègue, le député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch), a insisté dans la majeure partie de son discours sur l'esprit de bonne entente qui existe dans cette province entre la majorité canadienne-française et catholique et ceux de la religion à laquelle il appartient. Et il n'a pas manqué de signaler le sentiment du chef de la chrétienté catholique contre le nationalisme outrancier. Tous les véritables amis du bon ordre approuvent cette attitude de la plus haute autorité catholique et font des vœux pour que les principes qu'il défend sur la question de race continuent à nous donner cette paix religieuse qui a permis dans notre pays le grandiose déploiement de foi du récent congrès eucharistique dont il est fait mention dans le début du discours du trône.

Il est éminemment désirable que ce même esprit finisse par imprégner l'âme de certains chefs de nations européennes de manière à ce que l'on puisse jouir, sur le vieux continent, des bienfaits de la paix dont nous jouissons ici et qui permettent aux peuples d'accomplir leur destinée sans avoir à s'entre-déchirer les uns les autres pour des différences d'opinion religieuse ou politique comme on le constate aujourd'hui en plusieurs endroits de la vieille Europe.

Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch) a fait preuve de mesure en étant très sobre de remarques sur l'œuvre du gouvernement de la majorité actuelle. Il s'est rendu compte qu'il était un homme nouveau et, probablement aussi, qu'il n'y avait pas lieu pour un homme à l'esprit pondéré de nous débiter les éloges ampoulés et les grandes phrases déclamatoires que nous sommes habitués à entendre dans cette Chambre chez les thuriféraires du parti au pouvoir. Il devait certes au groupe politique qui lui a permis d'être un des successeurs raciques du premier député de Trois-Rivières, M. Hart, de dire quelques bons mots sur ce que le gouvernement considère comme ses œuvres capitales, à l'exception naturellement de la loi du cadenas¹ dont il n'a soufflé mot, tout comme si le député de Bagot (M. Adam) eût pris un droit d'auteur exclusif sur l'éloge qu'il en a fait.

Cet honorable député, dont j'ai l'honneur d'être le voisin de comté, nous dit que le discours du trône de cette année est un des messages des plus substantiels que nous ayons eus depuis longtemps. Cette affirmation prouve qu'il n'a pas l'esprit de mesure de son collègue de Montréal-Saint-Louis, car le discours que le gouvernement a mis dans la bouche de notre distingué lieutenant-gouverneur, s'il contient presque autant de mots que les discours précédents du présent gouvernement, ne nous apporte guère d'heureuses nouvelles dans notre vie économique et nous annonce bien peu de réformes de nature à améliorer les conditions de nos classes moyennes et de nos classes pauvres.

Le proposeur de l'adresse a d'ailleurs été impressionné lui-même par le peu de mesures législatives importantes annoncées par le discours du trône, car il a senti le besoin de donner des explications à ce sujet. En effet, il a dit, pour expliquer le manque de substance, immédiatement après avoir déclaré que c'était un message des plus substantiels: "À l'ouverture d'une nouvelle session, ce qui importe, ce n'est pas tant l'énumération des lois qui seront présentées, mais plutôt l'énoncé des principes que le gouvernement entend suivre, l'exposé de sa doctrine et l'orientation générale qu'il veut donner à la province. Or, continue l'honorable député, ce qui nous frappe dans ce document, c'est la volonté que manifeste le cabinet, de compléter l'œuvre entreprise, de la développer, de la perfectionner."

C'est évidemment en cela que le proposeur a vu de la substance. Si c'est là de la substance, c'est de la substance vaporeuse, éthérée. C'est une substance idéale pour ceux, dont le nombre heureusement diminue toujours de jour en jour, qui continuent à se nourrir de promesses non remplies, de périodes déclamatoires, de mots sonores mais vides. Ce sont là les manifestations pratiques de la lutte du bien contre le mal dont le nouveau gouvernement se serait fait le champion irréductible et dont nous a parlé notre collègue comme étant la fin ultime de l'organisation politique à laquelle il appartient.

Ce but est un but bien noble, mais ceux qui l'ont poursuivi le plus efficacement, et dans l'ordre privé et dans l'ordre public, sont loin d'être ceux qui en ont parlé le plus ouvertement et qui s'en sont servis comme d'une bannière pour tromper l'électorat sur leurs véritables sentiments et sur leurs véritables intentions. La parabole du pharisien et du publicain est peut-être plus de mise en notre siècle et dans notre province qu'elle ne l'était en Judée, il y a quelque 2,000 ans.

Ainsi, l'honorable député de Bagot (M. Adam) voudrait nous faire croire que c'est le gouvernement dont il est un des fidèles partisans qui nous a donné dans la province de Québec nos premières lois sociales. Avant l'avènement de l'Union nationale, en l'an de grâce 1936, aucune loi concernant le sort des classes populaires n'aurait existé dans cette province. C'est là ce que disent les véridiques historiens dont la double devise était, au cours des dernières élections provinciales, le bien contre le mal, la vérité contre l'erreur.

La lutte du bien contre le mal, dont parle le discours du trône, c'est un but bien noble, mais qui a été poursuivi par les prédécesseurs du gouvernement actuel bien plus que par le gouvernement. C'est le gouvernement libéral qui a pris l'initiative des lois sociales en notre province!

Bien avant l'avènement du parti ministériel, on s'est occupé en notre province à faire triompher le bien sur le mal, la vérité sur l'erreur, et à aider les classes les moins favorisées. Le député de Bagot a évidemment oublié que, dès 1909, le gouvernement de la province de Québec adoptait une première loi de compensation des accidents du travail pour aider les accidentés et la famille des accidentés de la classe ouvrière et, qu'en adoptant cette loi sociale, le gouvernement du temps se faisait le pionnier de cette législation puisqu'il était le premier sur le continent à s'aviser de cette nécessité et à mettre dans ses Statuts une loi de cette nature.

Le député de Bagot, qui est un excellent médecin, a dû pourtant entendre parler de la loi de l'assistance publique qu'un gouvernement libéral a placée dans nos Statuts pour venir en aide à nos malades indigents et aux hôpitaux de notre province, qui devaient, anciennement, les recevoir gratuitement, et dont le progrès était paralysé par les sacrifices qu'ils devaient faire pour recevoir et soigner les malades des classes pauvres. C'est cette loi sociale qui a fait contribuer les municipalités au maintien de leurs pauvres et de leurs malades indigents. C'est cette loi sociale qui a forcé celui qui a les moyens de s'amuser ou de se payer des repas au-dessus d'un certain prix de prendre une partie de l'argent qu'il dépense à ces fins pour l'appliquer à soulager la misère et la maladie des pauvres.

L'honorable député de Bagot a aussi oublié qu'il y a déjà près d'un quart de siècle, le Parti libéral, dans le but de combattre le fléau de l'alcoolisme dans les classes populaires, supprimait la vente privée des boissons alcooliques, pour lui substituer la vente par l'État, et destinait \$1,000,000 des profits réalisés de cette vente par les pouvoirs publics au maintien de nos hôpitaux et de nos hospices.

Et cette loi de pension aux vieillards et aux aveugles, dont il attribue la paternité au gouvernement actuel, est une loi qui a été mise dans nos Statuts par le gouvernement précédent, et le mécanisme qui a permis aux vieillards de recevoir leur pension quelques mois après l'adoption de la loi a été organisé par un gouvernement libéral.

Je cite ces quelques lois parmi un très grand nombre de lois sociales qui ont été adoptées par des anciens gouvernements pour bien faire comprendre que le député de Bagot est fort loin de la vérité quand il veut affirmer que les premières lois sociales que nous avons eues dans la province nous ont été données par le gouvernement actuel.

Un domaine sur lequel le député de Bagot ne paraît pas être sur un terrain bien connu, c'est celui des relations de la presse avec le gouvernement. Aussi, c'est avec un sourire discret, mais très prononcé des deux côtés de la Chambre, qu'a été accueillie sa déclaration à l'effet que le gouvernement ne dépensait pas les deniers publics pour se rendre les journaux favorables. Ses propos sur la non-ingérence du gouvernement auprès des journaux ont fait sourire tous ceux qui sont au courant de la réalité. Une enquête sur les moyens qu'ont employés les amis du gouvernement pour rendre le *Chronicle Telegraph* sympathique à l'Union nationale révélerait des dessous très intéressants de la politique provinciale depuis que nous avons une nouvelle administration qui, comme la femme de César, devait être à l'abri de tout soupçon.

Une enquête qui nous révélerait comment *Le Devoir*, un de nos journaux purs d'entre les purs, réussit à se faire acquitter, sans déboursier un sou vaillant, une facture de \$21,000 par la Dufresne Construction Co., la compagnie ayant le plus reçu de contrats du nouveau gouvernement, nous en ferait connaître long sur les relations de nos prédicants de morale avec le gouvernement qui devait faire cesser l'achat de la presse, dans notre province, par nos administrateurs publics. Le député de Bagot, en faisant son affirmation, avait oublié ce qui survint à *L'Action catholique* aux lendemains du jour où ce journal donnait de la publicité à des faits qui se passèrent dans la ville de Québec et qui étaient de nature à déplaire au nouveau gouvernement.

Celui qui a invité le député de Bagot à proposer l'adresse ne l'a pas évidemment mis complètement au courant des secrets de la machine utilisée pour rendre la presse sympathique à l'administration actuelle; il a oublié de lui faire voir certains ressorts qui font rebondir des leviers qui tapent avec violence sur la nuque des propriétaires

des journaux se permettant d'écrire des vérités désagréables aux puissants du jour.

Il n'y a rien d'étonnant que cette affirmation de mon honorable collègue ait au moins laissé sceptiques tous ceux qui, moins avertis, ne l'ont pas accueillie avec un sourire sur les lèvres.

Le proposeur de la motion devant la Chambre nous a parlé des grands bienfaits que le nouveau gouvernement a rendus à l'agriculture. Les cultivateurs qui souffrent de la mévente de leurs produits seront les premiers à s'étonner de cette déclaration et il serait fort difficile de prouver mathématiquement l'affirmation que la politique du nouveau gouvernement a accru la population rurale de 75,000 personnes comme l'affirme le discours de mon honorable collègue. Les dispositions sévères que prennent les villes pour empêcher les gens de la campagne d'envahir leurs limites, pour grossir démesurément leur budget d'assistance publique, en dit long sur la vérité de cette affirmation et est une preuve que tout n'est pas encore rose à la campagne, où l'on attend encore la prime de trois cents sur la livre de beurre.

L'orateur qui m'a précédé, parlant de l'accroissement de notre dette, veut essayer de faire croire que le nouveau gouvernement a emprunté exclusivement pour payer les dettes qui auraient été créées par des gouvernements précédents. Il eût mieux valu pour lui de citer des chiffres que de faire une simple affirmation en l'air. Personne ne croira que notre dette ait augmenté d'environ \$100,000,000, sinon plus, tout simplement pour payer les quelques millions de bons du Trésor et de comptes payables qui étaient dus lorsque le nouveau gouvernement a pris le pouvoir et si l'honorable député de Bagot nous eût fait connaître les sommes actuelles dues par le gouvernement sur comptes soutirés, sur bons du Trésor, sur comptes payables aux entrepreneurs et aux fournisseurs, il se serait aperçu que les revenus augmentaient rapidement d'année en année et que le montant dû actuellement de ces diverses sources, et non déclaré par le gouvernement, est deux ou trois fois plus considérable que celui qui existait au 16 août 1936, lorsque le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) a accédé au pouvoir.

Le proposeur de l'adresse a terminé son discours en se gaudissant des victoires que le gouvernement a remportées aux élections complémentaires qui ont eu lieu pendant la vacance parlementaire. Ces élections nous ont permis de faire l'épreuve de la fameuse loi que le gouvernement de l'Union nationale nous a donnée pour assurer à la province des élections pures et honnêtes.

Aux élections partielles qui ont eu lieu depuis 1936, le gouvernement a seulement compté sur ses promesses. Jamais a-t-on vu une telle débauche de promesses gouvernementales et de corruption pour empêcher les électeurs de donner un verdict libre et désintéressé. Dans les comtés ruraux, on a assuré publiquement la confection de routes permanentes si on élisait un représentant sympathique au gouvernement et on a clairement laissé entendre que, dans le cas contraire, ces travaux ne seraient jamais entrepris ou qu'ils ne seraient pas terminés si le candidat du gouvernement était défait. On s'est servi de la loi des pensions de vieillesse, de celle du prêt agricole, pour inspirer aux voteurs la conviction qu'il était dangereux pour eux de voter contre l'administration actuelle ou de voter librement.

À Montréal, dans la métropole, les méthodes mexicaines ont été en usage, et la chronique des tribunaux correctionnels nous a rapporté des incidents dignes des plus captivants romans policiers.

Voilà ce que nous a valu la nouvelle loi assurant des élections honnêtes. Le ressentiment des populations ouvrières, malgré tous ces excès, s'est fait sentir dans la petite ville industrielle de Magog, dans Stanstead, où le candidat a été mis dans une minorité considérable, mais où il a reçu l'appui de la section rurale et, dans Montréal-Saint-Louis, où le candidat du gouvernement n'a été élu que par quelque 65 voix. Quand l'heure des élections générales aura sonné, ces excès qui peuvent se produire dans une élection partielle deviendront impossibles en raison de l'ampleur du champ où se fera la lutte et le peuple pourra manifester librement sa volonté. Les élections municipales de la métropole dans lesquelles presque tous les candidats amis du gouvernement ou supportés par le gouvernement ont mordu la poussière en sont un témoignage éclatant. Voilà une élection générale dans un centre de plus d'un million de population, qui est loin d'assurer les gens de l'Union nationale que le gouvernement actuel durera presque aussi longtemps que vécut Mathusalem, prophétie dont le député de Bagot décore la péroration de son discours.

Après ces quelques remarques sur les allocutions des deux honorables députés qui m'ont précédé, j'en viens aux grandes lignes du discours du trône auxquelles je n'ai pas fait allusion jusqu'ici.

Son Honneur le lieutenant-gouverneur nous signale le vif plaisir avec lequel notre population a appris la nouvelle de la visite prochaine de notre aimable Souverain et de notre gracieuse Souveraine. La loyale opposition de Sa Majesté se joint au gouvernement pour assurer le roi et la reine que c'est

avec la plus grande joie qu'ils seront accueillis dans notre province, recevant pour la première fois dans l'histoire du pays la visite de ses souverains. Tous, nous faisons des vœux des plus ardents pour que la situation politique européenne, plus ou moins embrouillée dans le moment, ne vienne pas à s'empirer pour déranger les plans de cette visite si impatiemment attendue; que le Dieu de paix veuille qu'elle s'accomplisse et elle s'accomplira dans un ordre parfait qui sera un exemple éclatant du bonheur qu'il y a pour les humbles et les grands de vivre dans un pays où le citoyen n'a pas encore perdu ses droits de se gouverner lui-même suivant les principes d'une saine démocratie.

Le discours du trône signale que la couronne est considérée ici comme le symbole des institutions démocratiques et des libertés constitutionnelles dont nous jouissons. Il est bien beau pour le gouvernement de parler d'institutions démocratiques et de libertés constitutionnelles, mais il serait bien plus beau et surtout plus réconfortant, pour les amis sincères de notre régime politique, d'apprendre que le gouvernement a décidé de régler à l'avenir sa conduite de manière à faire cesser les abus qui nous font croire que nous vivons sous un gouvernement de dictature plutôt que sous un régime de représentation populaire. Le Québec se dirige rapidement vers une dictature. L'Assemblée législative est dépouillée de ses pouvoirs, et, si le peuple québécois continue à accepter l'état actuel des choses, elle ne vaudra pas plus que la Chambre des députés en Italie.

Au lieu de belles phrases sur le sujet, c'eût été le temps de nous faire savoir que le gouvernement en avait fini de faire arrêter des chefs ouvriers sans mandats comme on l'a fait à de si fréquentes reprises en ces dernières années. Ces coups de force où le petit, à la merci de ceux qui exercent abusivement le pouvoir, se voit emprisonner sans savoir pourquoi, sont loin d'être le fait de nos institutions démocratiques ni la conséquence de nos libertés constitutionnelles. C'eût été le temps de dénoncer le sac nocturne des bureaux de la Commission de chômage de Montréal sans ordre d'aucun juge, la mise à pied, sans aucun avis et sans donner aucune raison, de centaines d'employés nommés par le conseil municipal de la métropole. Les procédés du gouvernement ressemblent plus souvent aux méthodes du guépéou soviétique qu'ils ne fleurissent les procédés de l'institution démocratique.

Le fait que le gouvernement a dû abandonner les procédures qu'il avait instituées pour faire condamner par des tribunaux régulièrement constitués ceux qu'il avait fait ainsi arrêter sans mandats, comme si ces respectables citoyens eussent

été de vulgaires criminels pris en flagrant délit, et l'impossibilité dans laquelle s'est trouvé le ministère de montrer juste cause contre ceux qu'il avait aussi cavalièrement destitués démontrent clairement que le gouvernement n'a attaché d'importance à nos institutions démocratiques qu'au cours des élections, et qu'il n'en parle dans le discours du trône que pour faire oublier le mépris dont il a fait preuve des garanties offertes par nos institutions au citoyen pour la protection de sa liberté individuelle et de nos libertés individuelles.

S'il est une institution démocratique de première importance, c'est bien celle de la représentation populaire, c'est bien celle de notre Chambre de députés. Elle est le plus beau fruit de nos libertés constitutionnelles. C'est dire que les vrais partisans de la démocratie doivent avoir le plus profond respect des lois et des règlements qui ont été établis pour en assurer le fonctionnement normal et libre; jamais les principes n'en ont été violés avec autant de cynisme que par le gouvernement actuel.

Si jamais on a violé dans cette Chambre les usages, les règlements et les lois édictés pour garantir la liberté de la représentation populaire, c'est bien depuis que nous avons un nouveau gouvernement dont les partisans se sont emparés cependant du pouvoir pour faire disparaître des délibérations de la Chambre une autocratie et un despotisme qui n'existaient alors que dans leurs grandiloquentes déclamations. Les usages, les règlements et les lois sont ignorés et le désordre encouragé par toutes sortes de moyens. Le régime de la représentation populaire et du gouvernement responsable a été saboté par le gouvernement Duplessis. L'autocratie du premier ministre est en train de faire s'éloigner de lui ses meilleurs amis et de dégoûter ses députés, lesquels n'ont assurément plus le même enthousiasme des débuts de son administration.

Ce n'est que depuis que nous avons un gouvernement qui devait rétablir l'ordre partout que nous avons assisté à des scènes où les partisans du parti au pouvoir, pour empêcher les députés de l'opposition de se faire entendre, ont fait des vacarmes qui ont converti le parquet de l'Assemblée législative en un vulgaire plancher de taverne; ce n'est que depuis que nous avons ce nouveau gouvernement qu'on a vu des députés privés de leur droit de parole par des manœuvres condamnées par tous les règlements et les coutumes des assemblées délibérantes; ce n'est que depuis que nous avons une nouvelle administration que l'on a vu un député se déchausser et utiliser sa savate comme un battoir de lavandière pour accroître l'intensité du tapage

destiné à couvrir la voix d'un représentant du peuple exprimant sa désapprobation des actes du gouvernement. Qui prétendra que ces scènes disgracieuses, qui ont soulevé le dégoût même de la presse amie du parti au pouvoir, indiquent chez ceux qui les ont provoquées le respect pour nos institutions démocratiques et nos libertés constitutionnelles?

Je suis prêt à admettre qu'il y a eu amélioration sous ce rapport depuis que le député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle) a perdu un certain procès qu'il avait intenté à un journal, procès aussi retentissant que le choc de sa savate, et depuis que la presse de toutes les couleurs a manifesté bien clairement sa désapprobation d'une conduite aussi injustifiable que celle-là. J'en parle parce que le discours du trône paraît attacher beaucoup de prix à nos institutions démocratiques et à nos libertés constitutionnelles; si ce ne sont pas là de vains mots comme ont été vaines un si grand nombre de promesses d'élections, nous pouvons espérer que le gouvernement laissera l'opposition faire librement son devoir, sa critique des actes législatifs et administratifs sous la sauvegarde des usages et des règlements reconnus par tous les Parlements britanniques. Nous demanderons que le gouvernement nous fasse tenir à l'avance, comme le décrètent les règlements de la Chambre, les projets de loi importants.

Même si le gouvernement est décidé à l'avance à ne pas modifier en quoi que ce soit la législation qu'il nous présentera, il est d'intérêt public que l'opposition ait le temps d'étudier les lois nouvelles pour faire connaître son point de vue et au gouvernement et aux citoyens de cette province, qui ont le droit d'entendre ceux qui ne partagent pas les vues du groupe au pouvoir. Il ne peut que résulter du bien d'une libre discussion. Peut-être que dans certains cas nous rendrons au gouvernement le service de le voir revenir moins souvent, aux sessions subséquentes, demander aux députés d'abolir des lois qu'ils avaient inconsidérément établies l'année précédente ou d'en rétablir qu'ils avaient trop hâtivement votées antérieurement.

Espérons aussi que les projets de loi nous arriveront avant les dernières heures de la session et qu'on aura donné à l'encre d'imprimerie le temps de sécher avant de les remettre aux députés. L'honorable premier ministre, alors qu'il était chef d'opposition, a tonné contre la distribution en retard des bills du gouvernement, et tout le monde sait que, dans le temps, ces retards se produisaient beaucoup moins fréquemment qu'à l'époque actuelle. À cette

époque, ils étaient l'exception; aujourd'hui, c'est la règle générale. Il les condamnait comme des abus inqualifiables; qu'il conforme sa conduite avec ses discours de jadis et il fera preuve d'une conséquence qui sera utile à tous.

Le discours du trône exalte nos institutions démocratiques et nos libertés constitutionnelles et il a grandement raison. Le gouvernement se le rappellera-t-il quand l'adresse sera votée? Il y a lieu de le souhaiter. C'est à ces institutions démocratiques et à ces libertés constitutionnelles que nous devons notre gouvernement responsable; anciennement le gouvernement n'avait aucun compte à rendre aux représentants de la nation et il n'était responsable qu'au roi. C'était le régime légal de l'arbitraire comme il en existe maintenant dans certains pays de l'Europe où le peuple a perdu le contrôle des affaires publiques, pour avoir négligé de défendre ses droits en temps utile.

Il ne peut pas y avoir de gouvernement responsable si ceux qui composent l'administration ne rendent pas compte de leurs actes. Et, pour rendre compte de ses actes, il ne suffit pas d'indiquer que tel denier a été dépensé contre tel reçu plus ou moins vaguement libellé. Rendre compte, c'est mettre à la disposition du représentant du peuple tous les documents, tous les actes délibératifs, toutes les pièces d'écritures qui sont venus, fût-ce un seul moment, en la possession d'un ministre de la couronne, de tout officier, de tout fonctionnaire et de tout employé public en leur qualité officielle. C'est le privilège indiscutable du député, dans tout gouvernement responsable, de prendre connaissance de tout ce qui peut avoir trait à l'administration publique pour qu'il puisse se former une opinion appuyée sur des faits sur toute matière relevant de l'administration publique, opinion qui le guidera dans son approbation ou sa désapprobation de ceux qui dirigent les affaires de la nation.

Si le gouvernement actuel est réellement en faveur de nos institutions démocratiques, il se souviendra que ses ministres sont responsables aux représentants du peuple et il nous fournira en temps utile les documents et les informations dont nous avons besoin pour le juger et le faire juger, et il fournira à tous les députés tous les moyens nécessaires de se renseigner et de scruter ses actes.

Il ne fera pas comme aux sessions précédentes au cours desquelles, neuf fois sur dix, il a répondu par des farces aussi vulgaires que déplacées à des questions qui lui étaient posées par des membres de l'opposition. Il ne s'arrangera pas comme il l'a fait jusqu'ici pour ne produire des

documents ou ne donner des informations qu'au moment où ils ne pouvaient plus être d'aucune utilité lorsqu'il consentait à les communiquer. C'est un "sabotement" de la représentation populaire.

Le peuple désire et a le droit d'être informé de la façon dont sont administrées ses affaires; il a le droit de savoir exactement ce qu'on fait des deniers que le gouvernement prélève sur lui sous forme de taxes et de connaître l'emploi des sommes qui rentrent d'une manière ou d'une autre dans la caisse publique. C'est le rôle de l'opposition de compléter les comptes rendus des administrateurs qui peuvent être restés un peu trop vagues; c'est le devoir de l'opposition de faire connaître certains renseignements que le gouvernement peut avoir omis de communiquer aux administrés et c'est le devoir du gouvernement de lui faciliter la tâche. Comment veut-on que l'opposition remplisse son rôle si le ministère, n'admirant le gouvernement responsable qu'en paroles pour garder le pouvoir, se contente de le louer dans le discours du trône et s'organise pour le détruire en privant les députés des privilèges essentiels qu'il leur garantit et qui en constituent le fonctionnement normal?

Souhaitons donc que la session de l'Assemblée législative qui précédera immédiatement la venue de nos Souverains n'ait pas, sous ce rapport, le caractère de celles que nous avons eues jusqu'ici depuis l'avènement du nouveau gouvernement, mais qu'elle soit une session digne d'une Assemblée siégeant suivant les règlements et les traditions du plus parfait parlementarisme.

Le discours du trône contient un assez long paragraphe sur les relations du gouvernement provincial avec le gouvernement fédéral. Comme il fallait s'y attendre, il est question de la sauvegarde des droits provinciaux et de l'intangibilité de notre Constitution canadienne?

Dans l'opinion de celui qui a rédigé le discours du trône, notre Constitution serait une arche sainte à laquelle personne ne doit toucher et elle serait aussi le but des attaques de tous ceux qui ne sont pas inféodés au gouvernement de l'Union nationale. Que notre Constitution doive être conservée, dans le moment, dans ses dispositions essentielles, tout le monde souscrit à cette opinion, mais qu'elle soit modifiée dans ses aspects secondaires sans mettre en danger tout le tissu, par exemple dans le sens d'une plus grande indépendance de notre pays, il y a une foule de gens qui pensent comme votre humble serviteur que c'est une chose désirable. Il ne faut pas prendre pour des mauvais patriotes, pour des citoyens mal avisés, ceux qui croient, comme le député de Saint-Hyacinthe

exprimant sa simple opinion personnelle, qu'il serait recommandable de conserver un Canada uni suivant l'esprit de notre Constitution, mais composé d'États autonomes, suivant le plan américain, plutôt que de simples provinces, d'après le vieux plan européen.

La Constitution a été faite par des patriotes, mais par des hommes qui vivaient en 1867. Elle a été bien conçue. Elle voulait faire un dominion britannique puissant et uni. Elle a atteint son objectif. Mais nous ne sommes plus en 1867 et nous pouvons maintenir notre pays uni et fort en tenant compte, dans les détails de notre organisation politique, des progrès qui se sont réalisés dans le monde, et surtout de ceux qui se sont produits ici depuis cette époque assez lointaine.

Ce n'est pas aller à l'encontre de notre autonomie politique que d'accepter certaines modifications au *modus vivendi* du gouvernement central avec le nôtre pour réaliser une amélioration de nos conditions d'existence. Il y a d'ailleurs des sphères d'activités gouvernementales qui sont devenues, avec le temps, passablement communes aux deux gouvernements, et nos meilleurs juristes admettent que la délimitation des pouvoirs entre le fédéral et le provincial est une des questions légales les plus difficiles à résoudre, sinon la plus difficile.

Le gouvernement nous dit dans le discours du trône qu'il reste disposé à collaborer avec le gouvernement fédéral à toute mesure d'intérêt général non incompatible avec les droits provinciaux. C'est probablement la raison pour laquelle le ministère d'aujourd'hui prend à son crédit 1,000 % des bienfaits de lois et de mesures administratives qui sont subventionnées pour la majeure partie par le gouvernement fédéral. C'est ce qui fait que, lorsque dans le discours du trône, il parle du progrès des moyens de transport et de l'amélioration des routes carrossables dans les districts miniers; lorsqu'il cite les dépenses faites pour l'encouragement des jeunes, les sommes dépensées pour aider les chômeurs, les pensions aux aveugles et aux vieillards, il ne mentionne même pas le gouvernement fédéral. Voilà une singulière manière de collaborer: "je prends tout et te laisse le reste", telle est l'attitude du gouvernement provincial à l'endroit du pouvoir fédéral.

Ceux qui ont observé les choses de la politique en ces dernières années savent que le chef actuel du gouvernement collabore beaucoup plus avec M. Hepburn, on ne sait au juste dans quel but, qu'avec le gouvernement fédéral. Mais au fait, le but de cette collaboration étrange, de récents événements dans la province sœur nous l'ont révélé, c'est de renverser le chef libéral actuel, M. King, pour le

remplacer par un autre qui serait du goût du premier ministre d'Ontario. Le premier ministre de notre province se soucie comme de l'an quarante de la personnalité de celui qui deviendrait chef du Parti libéral, mais il voit dans la querelle faite par M. Hepburn à M. King une belle pomme de discorde et il veut en faire profiter ses alliés d'Ottawa.

C'est pour cela qu'on voit flirter nos deux premiers ministres provinciaux et les gens d'Ontario ne détestent pas trop ce jeu car, pendant que MM. Duplessis et Hepburn collaborent ainsi, c'est nous, les gens de la province de Québec, qui sommes les dindons de la farce.

Pendant que le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) sourit béatement au premier ministre d'Ontario, nos industries périssent et les manufactures de la province sœur augmentent en nombre et en importance alors que les nôtres périssent et sont, pour plusieurs, forcées d'aller s'établir ailleurs.

J'ai donné l'an dernier des chiffres sur la différence défavorable existante entre notre province et celle d'Ontario sur l'accroissement des industries, et la situation ne paraît pas s'être améliorée en 1938.

Sur la question de la lutte contre le chômage, le gouvernement actuel désirerait que le pouvoir fédéral se chargeât de 100 % de ce qu'il en coûte aux pouvoirs publics pour loger, nourrir et vêtir les chômeurs indigents mais, d'un autre côté, il se retranche derrière les droits provinciaux pour refuser au pouvoir central le droit de mettre fin au secours direct par une assurance contre le chômage, ce qui revient à dire qu'on veut imposer au fédéral une très lourde charge et qu'en même temps on veut l'empêcher de prendre les moyens de la supporter.

Il (M. Bouchard) cite des statistiques pour démontrer que le gouvernement d'Ottawa a fourni, depuis trois ans, plus de \$21,000,000 pour soulager le chômage.

Tout ce que, pour collaborer comme le dit si souvent le premier ministre, on veut laisser au pouvoir central, c'est de tout payer sans lui permettre de dire un mot au sujet du mode suivant lequel seront appelés à contribuer dans la dépense ceux qui en profiteront directement. Pour collaborer avec le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial veut seulement lui faire tout payer, sans lui permettre de dire un mot au sujet du mode suivant lequel sera dépensé son argent.

Le gouvernement provincial, le régime Duplessis, sent bien lui aussi qu'il y a lieu de trouver un moyen d'abolir le secours direct, mais il voudrait l'abolir à sa manière. Il n'a pas confiance dans

l'assurance-chômage proposée par le fédéral et il refuse de collaborer sur ce point avec Ottawa. Non seulement il refuse de collaborer avec Ottawa dans cette tentative d'abolir le secours direct, mais il se plaint de ne pas recevoir toute l'aide à laquelle il aurait droit. Il ne paraît pas bien sûr de son affirmation et il doute que ce soit bien là la croyance de tout le monde puisque, dans une incidente prudence et exprimant une idée certainement vraie, il écrit: "à son avis." Dans le discours du trône, le gouvernement fait bien de dire "à notre avis" en parlant de ses relations avec Ottawa, car son avis est seulement celui des aveugles volontaires et des partisans de mauvaise foi.

Le gouvernement a eu raison de dire qu'il n'exprimait là que son opinion propre, car il n'y aura que ses ministres et ses partisans qui seront d'avis qu'Ottawa n'a pas fait son devoir en ces dernières années pour donner au gouvernement de la province de Québec toute l'aide que ce dernier était en droit d'attendre.

Des voix à droite: Ottawa ne pense qu'aux canons!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Voici ce que les statistiques nous indiquent comme contribution à la province de Québec depuis le 1^{er} janvier 1936 à venir au 31 octobre 1938, c'est-à-dire pendant la période au cours de laquelle le gouvernement actuel a eu l'administration presque à lui seul:

Octrois mensuels d'assistance	\$17,210,625.00
Secours directs antérieurs à ces	
octrois.....	24,976.78
Travaux publics	4,873,831.32
Placement agricole des	
chômeurs.....	162,871.32
Aide à la jeunesse	86,227.47
Autres entreprises provinciales.....	108,485.86
	<hr/>
	\$21,667,017.80

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): L'honorable chef de l'opposition me permettra-t-il de lui poser une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Avec plaisir.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Le chef de l'opposition peut-il nous dire combien le gouvernement fédéral a donné aux cultivateurs de l'Ouest, en primes sur le blé?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis député de la province de Québec et je m'occupe de nos cultivateurs, ceux de la province de Québec. Quand j'aurai quelque chose à dire à ceux de l'Ouest, j'irai le leur dire.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Mais la province de Québec a payé pour ces primes aux gens de l'Ouest, alors que ses cultivateurs ne recevaient rien en retour. Savez-vous combien le cultivateur de la province paie pour celui de l'Ouest? Vous devez savoir que les cultivateurs de Québec paient pour ceux de l'Ouest.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'Ontario et l'Ouest et les autres provinces ont aussi contribué et payé pour les citoyens de la province de Québec.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Comparez ce qu'Ottawa nous donne avec ce que les autres provinces reçoivent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tout près de \$22,000,000 ont donc été versés par le gouvernement fédéral à la province de Québec dans la lutte contre le chômage en moins de trois ans. Qu'est-ce que cela aurait donc été si ce montant eût été égal à celui qui, de l'avis du gouvernement actuel, aurait été suffisant?

Le pouvoir central a aussi contribué puissamment pour aider à la construction de chemins miniers, et naturellement, toujours pour manifester la collaboration qu'il veut donner à Ottawa, le discours du trône oublie de faire mention de ces octrois lorsqu'il est question des progrès réalisés dans le territoire des mines. Il est aussi question de la construction de chemin de fer dans ce district et, à s'en tenir au discours du trône, ce chemin de fer, qui a contribué au développement minier de l'ouest de la province, aurait été bâti avec les argents de la province alors qu'en réalité c'est avec des octrois du gouvernement fédéral qui se sont élevés en 1937 à la jolie somme de \$3,194,743 pour la construction du chemin Senneterre-Rouyn, les subsides totaux accordés au C.N.R. se chiffrant à \$5,940,000.

Le gouvernement fédéral a donc fait quelque chose pour remédier aux misères créées par le chômage et pour aider notre développement minier.

À lire le discours du trône, un étranger serait porté à croire que la pension des vieillards et des aveugles est complètement payée par notre gouvernement, et que ce service coûterait au Trésor provincial environ \$1,000,000 par mois. Cet étranger

resterait aussi convaincu que la pension des vieillards et des aveugles a été instituée sous le régime de l'Union nationale. La loi fédérale des pensions de vieillesse a été votée à Ottawa par un gouvernement libéral, et celle pour la mettre en vigueur dans la province de Québec a aussi été votée par un gouvernement libéral. Elle a été non seulement votée par un gouvernement libéral, mais elle a été mise en vigueur par le gouvernement qui a précédé celui qui est actuellement au pouvoir. Quant à la pension aux aveugles, c'est aussi le gouvernement libéral qui a précédé l'administration actuelle qui a inscrit dans la loi la clause permettant aux aveugles d'en bénéficier dès que le gouvernement fédéral aurait adopté une mesure autorisant la province à la payer, et c'est ce même gouvernement libéral qui a entamé avec Ottawa les négociations pour donner ce secours aux malheureux qui sont privés de la vue.

Immédiatement après la publication du discours du trône, un député fédéral, M. Vincent Dupuis, s'est hâté de faire contredire officiellement les affirmations tendancieuses du gouvernement provincial à ce sujet. Dès le lendemain de l'ouverture de la session provinciale, au début de la séance du jeudi 19 janvier, il s'est levé pour demander au ministre des Finances, l'honorable Charles Dunning, de faire une déclaration relativement à la partie du discours du trône ayant trait aux pensions de vieillesse et aux aveugles. Il a cru que cette déclaration était nécessaire parce que le passage du discours du trône prononcé à l'Assemblée législative était de nature à mettre le public sous l'impression que toutes ces sommes étaient payées par le gouvernement de Québec et que le gouvernement fédéral n'avait rien à y voir.

L'honorable ministre des Finances (M. Dunning) a alors déclaré qu'au cours des trois derniers mois le coût moyen mensuel des pensions aux vieillards avait été de \$885,000 et que celui des pensions aux aveugles, de \$29,000. M. Dunning a aussi déclaré que l'entente avec le gouvernement fédéral au sujet des pensions de vieillesse avait été signée par le gouvernement Taschereau et non par le gouvernement actuel de notre province, alors que le discours du trône laisse croire le contraire. Il a rappelé que le Trésor fédéral payait 75 % de ces pensions et que la contribution de la province de Québec n'était que de la balance, soit de \$228,500 par mois. Voilà encore un exemple du genre typique de collaboration que le gouvernement fédéral reçoit du gouvernement provincial.

Sur la question de la lutte contre le chômage par la substitution du travail au secours en argent, le gouvernement paraît se plaindre de la nouvelle

attitude du gouvernement fédéral qui a décidé de subventionner lui-même directement ces travaux alors qu'anciennement il les faisait presque tous en confiant la direction à la province.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Oui, à la veille des élections!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Des millions et des millions ont été ainsi mis à la disposition du gouvernement provincial et on sait à quels criants abus dans le patronage ces travaux ont donné lieu. Les libéraux avaient toutes les peines du monde à se procurer de l'ouvrage sur les chantiers subventionnés et le favoritisme manifesté par ceux qui avaient la haute main sur le choix des travailleurs devint tellement audacieux que des plaintes incessantes, venues de toutes parts de la province, ont induit le gouvernement fédéral à se charger lui-même de la direction de ces travaux pour que tout le monde puisse travailler sur les chantiers du gouvernement sans avoir à souffrir de ses croyances politiques.

Le gouvernement fédéral va dépenser encore des millions et des millions dans notre province pour aider les chômeurs nécessiteux en leur procurant du travail, et il continue quand même à payer des allocations mensuelles pour aider la province à payer des secours directs ou à subventionner des travaux publics.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Oui, de l'argent pour des canons, mais pas pour les sans-travail!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est ainsi que, dans ma ville, il a mis à la disposition de la municipalité une somme de \$161,000 pour construire trois passages souterrains sous la voie ferrée pour améliorer les conditions de la circulation des voitures et des piétons et pour faire disparaître les accidents à nos trois traverses à niveau. Les travaux commenceront bientôt et, cette fois, la ville recevra les argents qu'on lui aura promis pour combattre le chômage par le travail. Ce ne sera pas comme dans le cas de l'octroi de \$50,000 que le présent gouvernement provincial nous avait promis par la voix de son ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) pour nous aider à construire un aréna de \$100,000; nos amateurs de sport ont commencé à se livrer à leurs amusements favoris dans ce stade qui sera un des plus beaux de la province de Québec, mais la ville de Saint-Hyacinthe qui en a payé le coût attend encore les fameux \$50,000 qui nous avaient été promis avant le commencement des travaux.

Je crois bien que, si le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) était laissé à lui-même, il trouverait bien le moyen de nous payer ce qu'il nous a promis sous sa signature. Dans tous les cas, nous ne perdons pas espérance; la ville de Saint-Hyacinthe, qui a des chômeurs comme toutes les autres villes de la province, a coûté si peu cher pour le service de ses nécessiteux au gouvernement provincial depuis qu'il est au pouvoir, rien ou à peu près rien depuis deux ans, que le premier ministre se décidera, un jour de bonne humeur, comme il s'en trouve quelquefois pour les politiciens au pouvoir, à nous régler cette petite réclamation si justifiée. Il fera comme pour mon fauteuil d'Orateur qu'on m'a promis et qui est encore ici; les deux finiront bien par venir.

Le député de Saint-Hyacinthe sait attendre, et lui et le premier ministre savent que les choses qui se font le plus longtemps attendre sont la plupart du temps celles qui sont les plus appréciées. On fera une belle fête à Meska quand le fauteuil et le chèque de \$50,000 arriveront tous les deux, et nous y inviterons le premier ministre, et le maire recevra le premier ministre en sa qualité officielle. Et quand je parle de qualité officielle, je parle du maire et du premier ministre. Mais laissons là les choses d'un caractère plutôt local pour revenir à notre discours du trône.

L'aide à la jeunesse fait l'objet d'un paragraphe important de ce discours et il convient de louer tous les efforts qui se font pour aider les jeunes à se préparer une carrière et à se trouver du travail. Là encore le gouvernement fédéral a fourni un montant égal à celui versé par la province pour établir des organismes de nature à faciliter aux jeunes l'accès à des positions dans lesquelles ils pourront gagner honorablement leur vie. C'est dans ce paragraphe qu'on nous annonce que le gouvernement nous proposera une solution définitive au problème universitaire. Nous n'avons aucune idée de cette solution qu'on nous proposera, mais nous pouvons assurer l'Université de Montréal, qui est la principale intéressée, puisque c'est elle qui depuis plusieurs années croupit, au point de vue financier, dans le marasme, que l'opposition collaborera avec le gouvernement dans toute mesure juste et rationnelle, qui aura pour effet de donner à la jeunesse de Montréal comme de partout ailleurs dans la province un enseignement universitaire digne des Canadiens français de notre époque, même si cette mesure impose un lourd sacrifice financier.

Tout ce que nous voudrions ne pas avoir à regretter, c'est que le gouvernement et le premier ministre veuillent profiter de cette question nationale pour servir les intérêts d'une vulgaire coterie

politique. La politique de parti, pour être utile à tel monsieur dans la finance ou à tel autre monsieur dans le commerce ou dans l'industrie, ne doit pas avoir sa place dans le règlement de cette affaire qui dépasse de cent coudées les choses de simple intérêt matériel.

Le discours du trône nous parle du prêt agricole provincial, et il nous annonce que le gouvernement demandera d'être autorisé à faire un nouvel emprunt pour satisfaire aux nombreuses demandes reçues à l'Office du prêt agricole. L'an dernier, j'ai signalé que les banquiers ont commencé à réfléchir sérieusement quand ils ont appris que le gouvernement voulait dépasser la borne de \$25,000,000 que les gens les plus optimistes avaient placée comme limite des sommes à prêter aux cultivateurs dans le besoin. Ce montant leur paraissait bien suffisant comme total que la province pouvait risquer dans cette aventure, et l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) nous avait même promis que quand les emprunteurs auraient épuisé ce montant, ils devraient s'adresser aux prêteurs privés pour satisfaire à leurs besoins. Mais la borne de \$25,000,000 a été franchie et, comme le disait Épictète il y a tout près de 2,000 ans: "Hors des bornes, il n'y a plus de bornes."

On nous demandera cette année de nouvelles sommes à prêter, mais nous ignorons quel en sera le montant total. Tout ce que nous savons c'est, d'après le volumineux rapport du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) qu'on a déposé sur le bureau de la Chambre, qu'au 31 décembre, 31,000 demandes de prêt avaient été faites au gouvernement. Sur ce nombre, il y en a eu 11,847 seulement d'approuvées et 2,240 de rejetées. Il reste donc 16,945 requêtes à étudier et à satisfaire, soit plus de 115 % de celles qui ont pu être considérées jusqu'ici.

La province d'Ontario, qui est une province plus populeuse et plus riche que la nôtre sous plusieurs rapports, a arrêté les opérations de son prêt agricole provincial au trente-septième million parce que ce prêt provincial devenait ruineux pour le Trésor public. Notre gouvernement sera-t-il assez habile pour éviter les écueils qui ont fait échouer le prêt de la province sœur? C'est fort à souhaiter, mais les sages en doutent fort, surtout depuis que l'opposition a fait connaître le favoritisme dont on a fait preuve, en prêtant des sommes considérables aux parents, aux amis et aux débiteurs de certains députés partisans du gouvernement et même du sous-ministre du département duquel relève l'administration du prêt agricole provincial. Il est douteux que la province de Québec fasse mieux que l'Ontario.

Les activités de ce prêt, au cours des élections partielles qui ont eu lieu dans la partie rurale de la province, ont démontré qu'on s'en servait comme d'un engin principal de patronage politique et ont été loin de rassurer ceux qui s'intéressent au bon crédit de la province sur l'avenir des argentés que nous avons consentis à mettre à la disposition de l'Office du prêt agricole.

Les demandes totales de prêt se sont élevées à \$70,533,881. Quand le gouvernement s'arrêtera-t-il? Car il doit sûrement y avoir une ligne de danger. Cette ligne de danger, on l'avait d'abord établie à \$25,000,000; mais la borne a été dépassée et hors des bornes, il n'y a plus de bornes, répète-t-il.

Lorsque le gouvernement nous aura proposé le montant de son nouvel emprunt, nous entendrons et écouterons ses explications et nous jugerons si nous devons voter en faveur de le mettre à la disposition du bureau chargé de l'administration du prêt agricole.

Sur le chapitre des allocations aux mères nécessiteuses, le discours du trône est passablement réticent. Et cette mesure est pourtant une de celles dont le gouvernement peut à bon droit réclamer la paternité. Tout ce qui en est dit dans le discours du trône c'est ceci: "L'assistance aux mères nécessiteuses marque, elle aussi, un progrès nouveau, une réforme nouvelle." Un point, c'est tout.

Quelle différence avec les grandes phrases que prononçait le premier ministre lorsque, il y aura bientôt deux ans déjà, il accusait l'ancien gouvernement de ne pas avoir songé aux mères nécessiteuses dont les enfants crevaient de faim et réclamaient en désespérées l'adoption immédiate de cette loi qui, d'après lui, dans le temps, aurait dû être inscrite dans les Statuts depuis de nombreuses années? Il fallait adopter cette loi sans délai. Il fallait même la faire sanctionner immédiatement pour que les mères nécessiteuses reçoivent, dès le prochain mois, les allocations qui devaient chasser la hideuse misère de leurs foyers. Et, de fait, le gouvernement faisait voter à la vapeur et sanctionner avant la fin de la session, à une visite spéciale du lieutenant-gouverneur, le 14 avril 1937, la loi des allocations aux mères nécessiteuses.

On s'explique la joie qui entra dans les foyers miséreux où se trouvaient des orphelins et des mères nécessiteuses. Le froid et la faim allaient donc être chassés incessamment du domicile des pauvres. Les secourables attendirent une semaine, deux semaines, trois semaines, un mois, les secours ne venaient pas. Le froid et la faim restaient au foyer. Le premier ministre oubliait ses belles phrases et ses belles

promesses d'élection. La joie dans les familles, causée par les belles phrases du premier ministre, fut de bien courte durée.

Un mois, deux mois se passèrent, rien ne venait; la loi votée à toute vapeur pour aider les mères nécessiteuses n'était pas encore en vigueur. Les mères nécessiteuses se mirent à écrire au premier ministre; il ne répondait pas. Elles écrivirent à leurs députés et plusieurs se hasardèrent même à écrire au chef de l'opposition. Celui-ci ne pouvait que déplorer le sort des malheureuses veuves, des malheureux orphelins et l'inertie inexplicable du premier ministre. Trois mois, quatre mois s'écoulèrent et une longue année finit par passer, et toujours les pauvres, restaient dans la souffrance; les mères nécessiteuses n'avaient pourtant pas encore leurs allocations et toujours le premier ministre demeurait sourd aux appels désespérés qui lui venaient d'un peu partout dans la province.

Le chef de l'opposition réclama en Chambre au nom des miséreux qui, depuis douze mois, avaient droit à des secours qui avaient été décidés par la Chambre. Au cours de la présentation du dernier budget, je signalai qu'on avait omis de voter des fonds pour payer les allocations aux mères nécessiteuses, ce qui indiquait que le gouvernement n'était pas sincère quand il blâmait les administrations qui l'avaient précédé d'avoir retardé à voter une loi pour venir en aide aux mères nécessiteuses. Je demandai qu'on inscrive un montant pour faire honneur au vote unanime que nous avions donné sur cette loi sociale. On me répondit par le silence.

Treize mois, quatorze mois, quinze mois s'écoulèrent, et les mères nécessiteuses ne voyaient encore rien venir. Au nom des milliers d'intéressées, je protestai dans des assemblées publiques et dans la presse. Tout ce qui est venu, à la veille des dernières élections complémentaires, c'est une promesse du premier ministre que les pensions seraient payées prochainement, et le ministre intéressé, celui du Travail (l'honorable M. Tremblay), de qui relève l'administration de la loi, fixa d'abord le 15 novembre 1938 comme la date de l'émission des premiers chèques de secours aux mères nécessiteuses. Le premier ministre corrigea en reportant au 15 décembre le jour de cette première émission. Le 15 décembre est passé et les chèques ne sont pas encore émis que je sache. On console les mères nécessiteuses en leur disant que leurs secours, s'ils retardent, leur seront payés, plus tard, mais à partir du 15 décembre. Les mères nécessiteuses n'ont encore rien, bien que la loi ait été votée à l'unanimité.

Quelle est la morale de tout ceci? C'est que, dans l'esprit du chef du gouvernement, le paiement de ces pensions ne pressait pas tant qu'il feignait de le croire dans les grandiloquents discours qu'il prononçait au cours des dernières élections et en Chambre, au début de 1937, pour blâmer les gouvernements libéraux d'avoir retardé à faire adopter une loi de cette nature; c'est aussi que le député de Rouville (M. Barré) et le député de Hull (M. Taché) avaient raison quand, il y a trois ou quatre ans, ils accusaient le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), notre premier ministre actuel, d'être opposé aux pensions de vieillesse et aux allocations aux mères nécessiteuses.

Les pensions de vieillesse ont été payées rapidement, mais elles l'ont été parce que la loi a été votée et mise en vigueur, à l'origine, par un gouvernement libéral qui avait à cœur sa mise en force. Les allocations aux mères nécessiteuses ont retardé et retardent encore parce que c'était pour faire du camouflage que le premier ministre a fait voter cette loi à la hâte, tout comme si le feu était pris à la maison. La morale de tout cela, c'est que le gouvernement s'est moqué de tout le monde, et que si les pensions finissent par être payées, ce sera grâce aux revendications et protestations des libéraux.

Quelle presse y avait-il de faire voter ainsi cette loi en avril 1937, si on ne devait pas la mettre en vigueur avant 1939? Quelle hâte y avait-il de mettre si tôt cette loi dans nos Statuts si le gouvernement, faisant preuve d'un manque de sincérité inqualifiable, ne votait pas dans les deux budgets subséquents les fonds nécessaires au paiement de ces allocations? N'est-ce pas vouloir se payer un plaisir sadique pour voir souffrir les autres que de faire croire à des malheureux, minés par le froid et la faim, qu'on va venir enfin à leur rescousse en adoptant une loi qui va leur mettre de la flamme dans leurs foyers éteints et du pain sur leurs tables rasées, et en la laissant inopérante pour renouveler pendant deux longues années un supplice de Tantale dont on cherchera en vain un exemple dans notre histoire. Les pauvres et leurs amis sincères se le rappelleront au grand jour où le gouvernement devra rendre ses comptes au peuple.

Si la Chambre croit que j'exagère, qu'elle me laisse citer un extrait d'un article paru dans *L'Attaque* et qui a évidemment été écrit par un homme qui savait ce qu'il disait².

Sous le titre "M. Duplessis et l'histoire politique dans la province", à la page 5 du numéro daté du jeudi 19 janvier, je lis ce qui suit: "N'y a-t-il pas à l'heure actuelle, dans le cabinet de

M. Duplessis, plus d'un ministre, pour ne pas dire tous, qui ne comprennent pas, en face de la conduite du premier ministre, que leur utilité a cessé? Est-il un seul ministre dans le cabinet Duplessis qui puisse nier que le premier ministre veuille gouverner seul? N'est-il pas exact que toutes les séances du cabinet sont convoquées sans avis légal, à la diable, sur un simple coup de téléphone, et que, dans nombre de cas, plusieurs ministres sont dans l'impossibilité d'assister?

"Dans toutes les élections complémentaires, lorsqu'il s'est agi de choisir le candidat du parti, le premier ministre a-t-il une seule fois consulté ses collègues? N'est-il pas vrai que lorsque le premier ministre a choisi récemment un nouveau ministre, il n'a pas pris la peine de pressentir ses collègues et que ceux-ci ont appris par les journaux cette nomination? Le premier ministre niera-t-il qu'il n'ait retardé intentionnellement, simplement par esprit de contradiction, l'application de la loi des mères nécessiteuses depuis longtemps adoptée par l'Assemblée législative?"

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
C'est faux!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Aucune somme n'a été prévue pour le paiement de ces pensions. Avec quel argent le gouvernement paiera-t-il les pensions aux mères nécessiteuses, s'il les paie avant le vote du nouveau budget?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
Avec l'argent des valises³!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne suis donc pas le seul à blâmer le premier ministre, puisque c'est lui qui est le seul responsable, d'avoir privé pendant tout près de deux ans des milliers de mères nécessiteuses de l'argent dont elles avaient besoin et qui leur revenait de droit pour mettre un morceau de pain dans la bouche affamée de leurs enfants. A-t-on jamais vu pareil mépris de la misère humaine et, tout cela, dit *L'Attaque* "tout simplement parce que notre premier ministre se laisse dominer par l'esprit de contradiction."

Le premier ministre a fini par annoncer que les pensions aux mères nécessiteuses seraient payées. Aurait-il fait la même déclaration si l'opposition, pour être conséquente avec ses idées et son vote de 1937, n'avait cessé de réclamer l'application immédiate de cette loi? À même quels fonds paiera-t-il ces allocations, s'il les paie avant le vote

du nouveau budget? Aucune somme n'a été mise à la disposition du trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) dans le budget en cours pour effectuer ce paiement. Le gouvernement empruntera-t-il à long terme pour payer une dépense d'un caractère aussi ordinaire que celle-là qui devra se renouveler tous les ans? Attendons et nous verrons.

Je désire cependant faire observer, avant de laisser ce sujet, que les mères nécessiteuses de la province se demandent pourquoi le premier ministre, qui leur paraissait tant dévoué au cours des dernières élections et lorsqu'il fit adopter la loi qui devait venir à leur secours, leur a fait perdre \$250,000 par mois, soit \$5,250,000 depuis avril 1937, par sa persistance à ne pas vouloir leur payer les allocations qu'il avait promises et décrétées comme justes et nécessaires par sa loi les autorisant? Cinq millions deux cent cinquante mille dollars, voilà un montant qui aurait soulagé bien des misères chez les pauvres de la province au cours des deux dernières années.

Si le premier ministre ne paie les allocations qu'à partir du 15 décembre 1938, il se trouvera à n'acquitter que \$250,000 de cette dette due aux pauvres, puisque, d'après le premier ministre lui-même, leur misère leur donnait des titres certains à ces allocations dès le mois d'avril 1937, mois de la sanction de la loi. Le gouvernement s'enrichira donc de \$5,000,000 aux dépens de la misère des mères nécessiteuses et de leurs orphelins de la province. Voilà une confiscation qui ne profitera pas au gouvernement scrupuleusement honnête que devait nous donner l'Union nationale.

Le discours du trône, comme il fallait s'y attendre, nous parle de la colonisation. Il note que les progrès de la colonisation signifient des progrès en agriculture, ce qui est une vérité de La Palice, puisque les terres ont toujours été colonisées pour en faire des établissements agricoles dans notre province. Ce n'est que par exception et que par une très rare exception que l'on a vu des colonies s'établir en pleine forêt pour des fins autres que celles de la préparation du sol pour l'agriculture.

Le sort des colons de bonne foi est-il meilleur qu'il ne l'était dans le passé? Le discours du trône ne nous en parle pas, et il se contente de nous aviser que le nouveau gouvernement s'emploie à consolider, mot bien vague, les vieilles paroisses organisées et à diriger les défricheurs de façon que toute nouvelle colonie soit le prolongement naturel d'une ancienne, c'est-à-dire qu'on cherche à grouper les colonies le plus près possible les unes des autres. Cette politique n'est pas nouvelle; on l'a mise en pratique dans le passé autant que faire s'est pu; ce n'est que la

continuation de l'ancienne politique de colonisation, ce qui indique qu'il n'y a rien de bien nouveau sous le soleil dans le domaine de la colonisation. Quoi qu'il en soit, formulons des vœux pour que nos colons réussissent à acquérir ce minimum de bien-être qui permet aux familles de nos plus rudes travailleurs de vivre heureux et contents de leur sort.

Le discours du trône nous annonce en termes fort discrets le ralentissement de notre industrie forestière. Voilà un domaine dans lequel nos nouvelles lois qui devaient tout régénérer ne paraissent pas avoir eu cet effet magique qu'on en attendait. Le ralentissement dans l'industrie forestière signifie moins de travail pour les bûcherons et moins de salaires pour faire vivre leurs familles.

Le discours du trône attribue à l'accumulation des stocks et à la diminution de la consommation les causes de cette crise. Il laisse cependant sous-entendre qu'il y a d'autres causes puisqu'il annonce: un projet destiné à simplifier les lois qui régissent le domaine et à les mieux adapter aux besoins de l'heure, afin d'assurer à l'industrie forestière tous les éléments de sécurité et de stabilité qui lui sont indispensables.

Il faut donc réaliser que les réformes du nouveau gouvernement n'ont pas réussi, dans cette sphère de nos activités économiques, pas plus que dans d'autres, à rétablir l'âge d'or ou à stabiliser l'industrie. Nous attendrons le projet du gouvernement pour lui donner toute l'attention que mérite une mesure destinée à améliorer les conditions d'existence d'une industrie de laquelle vivent un nombre si considérable de nos familles et qui fournit au Trésor public une bonne partie de ses revenus.

À la dernière session, le gouvernement a fait adopter par la majorité de la Chambre des lois ouvrières qui ont soulevé non seulement les protestations, mais même l'indignation des ouvriers organisés. Cette classe importante de notre société, qui s'occupe activement de la protection des travailleurs de toutes catégories, a ressenti vivement l'ingérence que le gouvernement a voulu s'attribuer par les bills 19 et 20 dans le règlement des difficultés que les ouvriers peuvent avoir avec leurs employeurs. Ils se sont aussi plaints amèrement que le gouvernement avait décidé de se soustraire à la loi des salaires raisonnables et à l'effet des contrats collectifs de travail, pour en arriver à protéger les entrepreneurs en les déclarant eux-mêmes non sujets au paiement de gages établis légalement comme raisonnables dans les régions dans lesquelles ils exécutent des travaux pour la province. On a vu là, et

avec raison, un favoritisme inexplicable autrement que par le désir de protéger des amis politiques au détriment de la masse. C'est cette attitude si justifiable des travailleurs qui explique la défaveur qui a accueilli les candidats du gouvernement dans les élections qui ont eu lieu récemment dans certains centres ouvriers.

Le discours du trône fait allusion aux heureux effets qu'auraient eus les décisions de l'Office des salaires raisonnables. Ce bureau a une tâche très lourde sur les épaules et il est un peu tôt pour le juger définitivement. Il est certain que plusieurs travailleurs ont bénéficié des ordonnances qu'il a rendues, mais il n'en n'est pas moins vrai qu'un grand nombre d'humbles travailleurs se sont trouvés sans ouvrage par suite de ses décisions et qu'un grand nombre d'autres ont vu leurs salaires diminués parce que, obligés de changer d'employeurs, ceux qui ont consenti à les prendre à leur service se sont déclarés incapables de leur payer plus que le salaire minima fixé par la loi et qui, en plusieurs cas, était inférieur à celui qu'ils recevaient antérieurement. Souhaitons que les commissaires réussissent à trouver un juste milieu qui permettra de vivre et à l'employeur et à l'employé.

Le discours du trône nous annonce qu'enfin on a commencé dans les forêts du nord l'établissement de la fameuse centrale nationale d'électricité. Nous savions par la voie des journaux qu'une compagnie connue sous le nom de Dufresne Engineering Company avait été formée spécialement pour s'accaparer du plantureux contrat que le gouvernement provincial devait octroyer pour sa construction.

Nous en avons été informés à la suite de graves difficultés survenues entre les divers intéressés d'une compagnie connue sous le nom presque identique de Dufresne Construction Company; le partage du riche butin constitué par les profits réalisés avec le gouvernement et d'autres corps publics similaires ou qui en dépendent a été la cause de ces difficultés. On ne s'est pas entendu sur la division des grasses dépouilles, et un des forts commanditaires s'est même avisé qu'en créant une nouvelle compagnie sous un nom semblable, on voulait tout simplement le frustrer de certains profits éventuels auxquels il avait droit et qui pouvaient se chiffrer dans des centaines de mille dollars. Quoi qu'il en soit, il a pris une grosse action en Cour supérieure contre trois de ses associés, MM. Marius et Candide Dufresne et J.-Édouard Bertrand.

Il a naturellement fait une déclaration et, dans cette déclaration, il a mentionné des faits qui sont

révélateurs de l'amélioration de nos mœurs politiques depuis que nous avons à la tête de l'administration provinciale un gouvernement qui devait gérer les affaires publiques suivant les principes de la plus rigide pureté, qui ne devait plus avoir d'accointances secrètes avec les entrepreneurs de travaux publics, qui ne devait plus accorder de contrat sans demander des soumissions publiques par la voie des journaux, et qui devait forcer les souscripteurs à la caisse électorale à publier le montant et le détail de leurs souscriptions.

Or, il appert de la déclaration du demandeur qu'une somme de \$650,000 environ, excusez du peu, est allée dans la caisse personnelle des trois associés poursuivis et que le procureur de ces messieurs a déclaré que ces argents avaient été utilisés secrètement pour promouvoir les intérêts de la compagnie et qu'il n'y avait pas lieu d'en rendre d'autres comptes. Tout le monde a compris que ces argents avaient été appliqués à remplacer les prières dans diverses élections dans lesquelles le présent gouvernement était directement ou indirectement intéressé à satisfaire les appétits personnels de certaines grosses légumes qui profitent dans le jardin de l'Union nationale.

En effet, la Dufresne Construction est une de ces grosses compagnies amies du gouvernement, qui a reçu de plantureux contrats dont le total se chiffre dans les millions, sans soumissions et très souvent le risque était nul, puisque les travaux étaient donnés avec une commission sur leur coût définitif. C'est elle qui a construit le pont dispendieux du boulevard Pie-IX, sans soumissions, qui a obtenu aussi sans soumissions les ponts de Charlemagne, et c'est la Dufresne Engineering qui a obtenu de la même façon le contrat pour la construction de l'usine électrique de l'extrême nord et qui coûtera, dit-on, dans les \$5,000,000. Il n'est pas étonnant que le gouvernement soit obligé de lésiner sur les crayons de mine qu'il donne aux députés pour se parer d'une apparence d'administrateurs scrupuleux. En lésinant sur les sous, il croit bien innocemment faire oublier à la province les gouffres dans lesquels il laisse couler nos millions pour enrichir les favoris du pouvoir et remplir sa caisse électorale.

Et, dans les sorties d'argent qui sont reprochées aux défenseurs, on voit une liste de chèques qui ont été tirés sur la banque aux époques où les organisateurs du gouvernement avaient besoin de fonds pour diverses élections alors en cours ou sur le point d'être déclarées. Il y a eu pour \$60,000 de chèques de cette nature qui ont été payés, par exemple, du 16 septembre au 8 octobre 1935⁴, dans

les deux mois qui ont précédé les élections provinciales. Dans les six semaines antérieures à l'élection du 17 août, \$45,000 furent sortis de la banque de la même façon. Pendant les élections municipales qui eurent lieu en novembre et décembre de l'année dernière à Montréal, dans l'espace de quatre jours qui suivirent le 6 novembre, \$38,000 sortirent de nouveau et de la même façon de la caisse de la Dufresne Construction.

Et, pour le comble de la confusion des naïfs qui ont cru assainir la politique dans ses relations avec les journaux, *Le Devoir*, oui, *Le Devoir*, est mêlé, et singulièrement mêlé, à ce malodurant scandale.

L'action allègue spécialement que le 13 décembre dernier, un treize, quelle date fatidique, le bureau de la Dufresne Construction Company, par la majorité des trois défenseurs, Marius et Candide Dufresne ainsi que Édouard Bertrand, a illégalement annulé et abandonné sans aucune considération une créance qu'avait cette compagnie de construction au montant de \$20,443.24 contre l'Imprimerie Populaire, limitée, compagnie qui édite *Le Devoir*, une unité de notre bonne presse de la province de Québec. "Seigneur", dira-t-on dans le camp de l'Union nationale chez ceux qui n'avaient pas encore été désabusés parmi les partisans sincères, "Seigneur", à qui nous fier maintenant!

Voilà une affaire qui fera l'objet d'une intéressante enquête des comptes publics si le gouvernement veut nous permettre de faire entendre des témoins et de produire des documents. Mais, comme par le passé, on nous refusera le droit que nous avons d'assigner des gens de la haute finance et de la haute gomme pour continuer d'essayer de salir la réputation de petits employés ou d'humbles fournisseurs auxquels on ne donna même pas le privilège de se défendre.

On a donc commencé la construction de la centrale du Témiscamingue. Le contrat aurait été accordé à la Dufresne Engineering Company dans laquelle se retrouvent les principaux intéressés de la Dufresne Construction. Ceux qui s'occupent de la question d'électricité et qui, comme moi, sont partisans de la municipalisation, avaient demandé d'établir une centrale nationale sur un point stratégique de notre territoire peuplé, pour régler le prix de l'énergie à un taux convenable en en mettant à la disposition des municipalités.

Le chef de l'Union nationale, qui s'est fait élire avec le concours de certains ardents partisans de la nationalisation, a promis d'établir cette centrale en expropriant la Beauharnois dans les 24 heures de son élection.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je n'ai jamais dit cela.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Des témoins l'ont affirmé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai laissé jusqu'à maintenant le chef de l'opposition lancer toutes sortes d'insinuations. J'ai enduré le chef de l'opposition, je n'ai pas protesté quand, contrairement aux règlements, il discutait ce qui s'est passé dans cette Chambre et quand il a fait des attaques personnelles, mais je n'endurerai pas qu'il mette dans ma bouche des paroles que je n'ai pas prononcées.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'accepte sans réticences la déclaration du premier ministre.

Un député ministériel: Parlez d'autre chose.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La Beauharnois n'a pas été expropriée et le premier ministre, comme pour se rire de ceux qui l'ont élu, leur donne une centrale publique, mais dans les fins fonds de la province, dans un endroit où l'exploitation est sans aucune chance de succès et de nature à discréditer à tout jamais l'exploitation des pouvoirs d'eau par les corps publics. Comment veut-on qu'une exploitation électrique réussisse là où il n'y a pas une population suffisamment dense?

Et non seulement le premier ministre essaiera de tuer la nationalisation, mais il profitera de cette construction irrationnelle pour remplir les coffres de la Dufresne Engineering et lui permettre de les ouvrir pour gaver ses amis comme elle l'a fait jusqu'ici. Et tout est bien arrangé pour cela; le contrat a été donné sans demande de soumissions publiques et, probablement, comme nous le verrons lorsque nous demanderons la production de documents, avec tout simplement une commission sur le coût de l'entreprise. Tous les risques pour le gouvernement et par conséquent aucun pour les entrepreneurs.

Le chef du gouvernement... (les ministériels en profitèrent pour applaudir le premier ministre).

Le discours du trône dit que les ressources naturelles de la province doivent servir et non asservir. Dans le cas actuel, il est certain que la centrale du Témiscamingue servira à gage les intérêts de messieurs Dufresne et de la kyrielle des prétendus saints hommes qui les entourent.

Un sujet du discours du trône sur lequel celui qui l'a rédigé ne s'est pas fatigué les méninges, c'est

celui de la voirie. La bonne voirie est cependant un des problèmes qui doit le plus attirer l'attention de nos législateurs. Le progrès de la province, dans laquelle le tourisme est une des principales industries et où les longues distances à franchir entre les centres peuplés demandent des routes carrossables de première valeur, est intimement lié à nos bons chemins.

L'an dernier, le gouvernement, s'autorisant de ces faits, a demandé de voter à la Chambre \$50,000,000 pour entreprendre ce qu'il appelait, dans le temps, un plan rationnel de voirie. Nous avions alors, au dire du premier ministre, à la tête de ce département le plus grand ministre de Voirie que nous ayons eu depuis la Confédération; il n'avait qu'une faiblesse: celle de ne pas se faire taquiner assez souvent par le député de Saint-Hyacinthe, dans l'opinion du premier ministre. C'était là une carence qui était loin d'être assez grave pour faire pendre son homme. Et cependant le premier ministre a lâché son meilleur ministre de Voirie depuis la Confédération et il ne nous a pas encore fait savoir réellement pourquoi.

On rapporte qu'il y avait jadis un puissant sultan en Turquie qui, tous les matins, se promenait dans son jardin fleuri et parfumé et que, chaque fois qu'il voyait une tête de pavot qui dépassait les autres, la coupait rapidement avec le tranchant toujours bien aiguisé de son cimeterre recourbé. À quelqu'un qui lui demandait les raisons de cette pratique étrange, il répondit qu'il en agissait ainsi pour toujours se rappeler qu'il devait supprimer, pour sa propre protection personnelle, tous les musulmans dont la valeur dépassait la moyenne des hommes.

Est-ce parce que le député de Laval (M. Leduc) était aussi grand que le prétendait dans le temps le premier ministre qu'il l'a décapité? Nous ne le savons pas encore; peut-être le saurons-nous dans quelques heures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce n'est pas juste. Le chef de l'opposition ne devrait pas comparer la tête du député de Laval (M. Leduc) à un pavot et devrait attendre d'être renseigné avant de parler ainsi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il commence à faire chaud. Ça chauffe?

Toujours est-il que le guillotinage ne s'est pas fait, sans résistance. Comme les anciens Romains qui offraient aux condamnés à mort l'alternative de boire la ciguë pour s'expédier eux-mêmes dans le pays des ombres, notre premier ministre a offert à

l'ex-ministre la faculté de se suicider en donnant sa démission. Le député de Laval (M. Leduc), qui n'admire évidemment pas toutes les mœurs du Japon, n'a pas voulu se faire le hara-kiri; il n'a pas consenti à s'ouvrir le ventre devant son seigneur et maître.

C'est ce qui fait que c'est le premier ministre lui-même qui, pour se défaire du député de Laval, a dû résigner pour entraîner par là, par une fiction de nos coutumes parlementaires, la démission de tous les membres de son cabinet.

Et voilà comment pendant quelques courts moments, quelques heures, la province a été privée entièrement de ministres. Heureusement personne n'en a souffert; personne ne s'en est même aperçu, si l'on excepte Son Honneur le lieutenant-gouverneur et les membres démissionnaires eux-mêmes. Si l'ex-ministre de la Voirie (M. Leduc) n'a pas encore réussi à renverser le ministère, il peut toujours se vanter de l'avoir forcé à démissionner en bloc.

À la suite de cette destitution, il y a eu une espèce de polémique dans les journaux entre le premier ministre et le député de Laval. Le premier ministre a laissé entendre qu'il y avait de graves abus dans le ministère de la Voirie et que c'était à cause de ces abus qu'il avait sévi. Le député de Laval a rétorqué qu'il ne craignait rien et que le premier ministre ne faisait, suivant ses habitudes, que des insinuations dont il ne pourrait jamais établir le bien-fondé. Qui a raison? Qui a tort? Nous le saurons sans doute bientôt, car nous sommes arrivés au moment critique.

Le premier ministre a même convoqué le ban et l'arrière-ban de son parti en caucus pour délibérer sur cette affaire. Le premier ministre n'est pas fort sur les caucus; l'avis de ses députés ne paraît guère l'intéresser car depuis deux ans, c'est-à-dire depuis la date où on sortait du caucus de l'Union nationale, *manu militari*, un député dissident (M. Drouin)⁵ tombé en disgrâce auprès du premier ministre, il n'y a pas eu de grand caucus. Une nouvelle crise s'est annoncée; les esprits sont inquiets chez les ministériels; ils veulent savoir et le premier ministre a consenti à convoquer le caucus. Nous ne savons pas naturellement ce qui s'est passé, car les caucus sont des réunions secrètes dans lesquelles les affidés seuls peuvent pénétrer. Mais la tenue de ce caucus...

(Rires du côté ministériel)

... nous indique qu'on a senti qu'il y avait péril en la demeure et qu'il y avait lieu de se garer contre des hasards que seul, peut-être, connaissait le chef du gouvernement.

Comme le discours du trône ne nous donne aucune raison du changement dans le ministère de la

Voirie, avant de le juger nous devons entendre les deux parties en cause. Le premier ministre en profitera aussi pour nous expliquer pourquoi, apparemment, on n'a pas encore entamé les \$50,000,000 d'emprunt que l'on a fait voter l'an dernier et dont on pressait, à son dire, énormément pour exécuter des travaux qu'on ne pouvait pas retarder et qui, chose singulière, ne sont pas encore commencés. Le discours du trône fait encore là-dessus le silence le plus complet; attendons donc pour avoir des renseignements sur cette matière.

Le discours nous parle de la question fiscale mais en termes fort brefs. "Le comité chargé d'étudier notre fiscalité", nous apprend le lieutenant-gouverneur, "a fait des recommandations et nous serons appelés à amender quelques-unes de nos lois d'impôt". *In cauda venenum*. "Dans la queue se trouve le venin"; c'est bien le cas de le dire.

À cause du vague et du vaporeux que renferme le discours du trône et des allusions à l'enquête sur la fiscalité. J'appréhende de nouvelles et lourdes taxes. La danse des millions s'est poursuivie jusqu'ici d'une manière frénétique; il va falloir en payer la musique plus vite qu'on ne le pensait. La caisse est plus qu'épuisée; elle est fortement soutirée. On ne pourra pas toujours la combler par des emprunts, car le service des intérêts de ceux contractés depuis deux ans et demi et celui des sommes folles inscrites au budget, au chapitre des dépenses courantes, absorbent beaucoup plus que le revenu, et la dette publique monte d'une façon vertigineuse. Les déficits annuels des dépenses totales sur le revenu de toute nature se sont accumulés au point que notre dette publique sera bientôt augmentée de \$100,000,000, si l'augmentation toutefois ne dépasse pas déjà ce montant.

Il va falloir trouver des revenus additionnels pour faire face à la situation. La province ne peut pas espérer conserver le bon crédit que le gouvernement précédent lui avait laissé si la nouvelle administration continue à accumuler des déficits comme ceux qu'elle a réalisés jusqu'ici.

Les prêteurs commencent à serrer les cordons de la bourse; c'est dire que le gouvernement devra faire délier ceux des contribuables pour tirer de leurs salaires, de leurs revenus, d'autres sources ou de leur capital les sommes dont il aura besoin pour payer les dépenses extravagantes qu'il a faites jusqu'ici et qu'il continue à faire car, s'étant engagé sur la pente dangereuse du gaspillage des deniers publics, il ne peut plus songer à s'arrêter.

Quels seront ceux qui seront les victimes? Tous ne seront pas frappés directement, car on

s'efforcera de ne s'attaquer qu'au petit nombre. Mais les taxes sont comme l'épidémie de la fable des animaux malades de la peste. Tous n'en mourront pas, mais tous en seront atteints. Le petit nombre des imposés se rattrapera d'une façon ou d'une autre sur la masse du peuple car, en définitive, c'est toujours celui qui produit, le travailleur des villes ou le travailleur des champs, qui paie indirectement les dépenses publiques, soit sous forme d'augmentation du coût de la vie, soit sous forme de réduction de revenus et qui paie définitivement les taxes.

M. l'Orateur, nous ouvrons la quatrième session du gouvernement que la province s'était donné pour voir à l'œuvre ceux qui devaient régénérer notre vie publique, dans un moment d'affolement créé par une campagne de diffamation, injustifiable et injustifiée depuis malgré les deux ans et demi d'occupation du pouvoir par la présente administration. Le gouvernement, ayant au début de son existence une force numérique comme on en voit peu souvent dans les assemblées législatives, a tenté, en violant même les lois les plus élémentaires qui régissent les activités de la Chambre, de prouver les avancés que son chef et ses partisans faisaient contre les anciens ministres et les anciens députés au cours des élections et il a lamentablement failli à la tâche.

Ceux qui croient que la règle suprême de l'éthique en matière politique, c'est d'abord de gagner les élections et de ne laisser venir la justice qu'ensuite, auraient pu pardonner au présent gouvernement les écarts de langage de ses membres si, au moins, n'ayant pu prouver leurs calomnies, ils s'étaient conduits d'une autre façon que celle qu'ils reprochaient si brutalement à ceux qui les avaient précédés. Mais, ceux qui croient en cette théorie si condamnable, parce qu'elle ne tient aucun compte que tout citoyen a droit de conserver sa réputation intacte s'il ne s'est rendu coupable d'aucun acte dérogatoire à la morale et que la vérité doit avoir partout ses libres entrées, n'ont pas même eu la consolation de voir leurs chefs conformer leurs actes aux principes dont ils se réclamaient des partisans farouches et irréductibles au cours des élections de 1935 et 1936.

On a demandé au peuple de renverser le gouvernement parce que, prétendait-on, la Chambre était sous la domination d'un premier ministre autocrate qui ne laissait aucune liberté, ni à ses ministres, ni à ses députés. J'ai cité tout à l'heure l'opinion d'un homme qui s'y connaît sur les relations du premier ministre actuel avec ses ministres. Jamais nous n'avons eu dans la province le gouvernement d'un seul homme plus que nous

l'avons depuis 1936. Chaque fois qu'il y a une mesure importante dans un département, c'est le premier ministre qui se charge de la faire adopter par la Chambre.

Les députés ministériels ne sont jamais mis au fait de la législation que le maître fera adopter par la Chambre. Ils ne sont convoqués en caucus qu'au moment de grande crise et, comme les députés de l'opposition d'ailleurs, on ne leur donne pas le temps de lire les lois avant de les appeler à les voter. Les abus sont tellement flagrants sur cette matière que c'est une des raisons données comme cause de sa résignation par l'ex-député de Stanstead (M. Beaudry).

Le premier ministre refuse de donner les informations et de produire les documents dont l'opposition a besoin pour accomplir sa tâche et on a employé le chahut pour empêcher le chef de l'opposition et ses lieutenants de parler. C'est dire que l'autocratie n'a jamais régné plus en maîtresse dans la Chambre que depuis que nous avons au pouvoir le chef de l'ordre nouveau.

On devait nous donner des élections honnêtes et protéger le peuple contre l'achat des consciences. Jamais nous n'avons vu pires débauches électorales que celles que nous avons eues aux élections complémentaires des deux dernières années. L'argent a coulé à flot et *L'Attaque*, ce journal d'un groupe de l'Union nationale, cite les montants de \$55,000 qu'aurait coûté aux partisans du gouvernement l'élection de Chicoutimi, \$32,000 celle de Bagot, \$45,000, celles de Stanstead et Montréal-Saint-Louis, et la chronique judiciaire nous a rapporté d'édifiantes informations sur l'organisation des partisans du candidat du gouvernement pour voler l'élection de ce dernier comté par des télégraphes protégés par les officiers des "polls". Ce sont là les élections honnêtes qui ont été tenues sous l'empire de la loi assurant des élections pures.

On avait aussi promis de forcer les souscripteurs de la caisse électorale à publier leurs noms, leurs adresses et le montant de leurs souscriptions pour que le peuple sache la provenance des argents qui servent à élire les candidats de l'un ou de l'autre parti. Le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) n'avait peut-être pas assez réfléchi dans le temps sur les inconvénients qu'il pouvait y avoir, plus tard, de publier les noms des messieurs Dufresne et des compagnies qui lui ont fourni suffisamment d'argent en 1935 et 1936 pour permettre à son groupe de tromper l'électorat.

Cela aurait très mal paru si l'opposition avait mis en regard de ces noms les millions que le gouvernement a payés aux intérêts Dufresne et les

reniements de promesses qui protègent les grandes compagnies. Le premier ministre a encore désappointé ses partisans sur ce point parce que, mis en demeure de le faire par l'opposition, il a refusé d'inscrire dans sa loi des élections honnêtes cette clause qu'il avait promise à ses électeurs.

M. Boiteau (Bellechasse): L'honorable chef de l'opposition me permettra-t-il une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non. Ce n'est pas la place des assemblées contradictoires. Je refuse. Je ne suis pas ici pour tenir une assemblée contradictoire. Si ce député veut en tenir une, très bien, n'importe où et n'importe quand dans la province. Mais il ne m'empêchera pas de prononcer ici mon discours.

M. Boiteau (Bellechasse): Je voulais savoir si le député de Saint-Hyacinthe sait que son chef vient de partir et je voulais tout simplement vous demander pourquoi votre chef est parti avant la fin de votre discours.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On avait promis de diminuer le nombre de ministres et celui des députés pour économiser. Au lieu de remplir cette promesse, le premier ministre a augmenté le nombre des ministres et il a fait adopter une loi pour permettre de payer des salaires additionnels aux députés. Il devait faire cesser les voyages des ministres. On se rappelle les multiples excursions *A mari usque ad mare*⁶, sur le continent et en dehors du continent, que firent les ministres la première année qui suivit les élections. Non seulement les ministres ont voyagé et voyagé aux frais de la province, mais le premier ministre a étendu ce privilège jusqu'aux députés, dont plusieurs firent des voyages en Europe aux frais du Trésor public pour des prétextes tout au plus ridicules.

On devait aussi, dans le but d'accroître l'influence française dans la finance, remplacer le trésorier provincial par un député de langue française et encourager plus nos banques canadiennes-françaises. On a fait exactement le contraire de ce qu'on avait promis sur ce chapitre. On a maintenu un Anglais des Cantons-de-l'Est au Trésor; on a augmenté le nombre de ministres de langue anglaise; on a enlevé des comptes à la Banque Canadienne Nationale pour en donner à la Banque Royale, et la première opération financière de grande importance, celle de la vente de \$51,000,000 d'obligations, a été

confiée à la maison anglaise W. C. Pitfield. Et, en ne demandant pas de soumissions publiques pour cette transaction, on a fait perdre des centaines de mille dollars à la province. Voilà ce qu'on a donné à ceux qu'on avait soulevés contre l'ancien gouvernement en faisant hypocritement appel aux sentiments de la race et de la religion.

On s'était engagé à faire adopter une loi pour forcer le gouvernement à demander des soumissions publiques dans les journaux chaque fois qu'il vendrait des débetures de la province et qu'il accorderait un contrat de quelque importance. Je viens de mentionner en passant la vente scandaleuse des \$51,000,000 d'obligations à la maison Pitfield, sans soumissions; elle n'a été que la première d'une série de transactions qui ont été faites sans aucune demande de soumissions publiques. Elle a coûté fort cher à la province, mais les quelque \$100,000 qu'elle nous a coûté ne sont rien à comparer avec les pertes que nous avons faites dans l'octroi, sans soumissions, des contrats d'entreprises publiques.

Au cours de mes remarques, j'ai cité quelques cas typiques de la maison Dufresne, mais il y en a une infinité d'autres. Et ceux qui s'attendaient à ce que le nouveau gouvernement protégerait la caisse publique contre le péculat et le favoritisme politique et familial, en demandant des soumissions publiques pour les diverses entreprises et transactions gouvernementales, ont été profondément déçus, car jamais les partisans et les amis des gens au pouvoir n'ont-ils eu un plus facile accès à la crèche publique. C'est ce qui explique qu'il y en a tant de si bien nourris et que l'on voit s'élever sur les boulevards "fashionables" de la ville de Québec, de la ville de Montréal et un peu partout dans la province, de somptueuses demeures qui abritent dans leur luxe éclatant des partisans de l'Union nationale qui se promenaient, il y a trois ans, sur nos chemins avec des redingotes râpées et des culottes percées. C'est là un des bienfaits de l'administration de nos hommes à grands principes.

Dans le but de restaurer les pouvoirs de la Chambre des députés, on devait abolir toutes les commissions et faire cesser l'administration par ordre en conseil. Il y a aujourd'hui deux fois plus de commissions que nous n'en avons jamais eues. On a voulu camoufler leur existence en changeant leur désignation. Les commissions sont devenues des offices, des régies, des bureaux dans lesquels leurs amis de l'Union nationale grugent les savoureux fromages qui coûtent des centaines et des centaines de mille dollars de plus que ne coûtaient les anciennes commissions. Pour de la réforme, en voilà

une réforme utile aux anciens estomacs creux des émaciés qui avaient juste assez de force pour balbutier dans les assemblées publiques les questions et les réponses du petit catéchisme électoral de l'Union nationale. C'est le public qui paie pour cette farce.

Non seulement le gouvernement n'a pas diminué l'administration par ordres en conseil, mais il a fait passer des lois pour soustraire à la Chambre plusieurs de ses pouvoirs d'administration. Plus que jamais le gouvernement a pratiqué la politique d'administration par les ordres en conseil.

La loi forçant les départements à faire rapport à la Chambre a été abolie et c'est le lieutenant-gouverneur en conseil, c'est-à-dire le premier ministre, qui peut décider quels sont les rapports qui seront déposés sur le bureau de la Chambre. Un grand nombre d'autres lois ont été amendées pour laisser au lieutenant-gouverneur en conseil des pouvoirs qui auraient dû être laissés aux députés ou aux corps intéressés.

Ainsi, c'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe actuellement le taux des licences alors qu'anciennement c'était à la Chambre de les fixer. C'est en raison de cette loi arbitraire, par exemple, qu'on a établi sur les clubs sociaux de bonne foi des petites villes une licence de \$400, en les assimilant à des gargotes tenues par des amis politiques pour fins de profits personnels. C'est une licence absurde qui n'aurait pas été imposée par la Chambre à moins que le premier ministre n'ait voulu forcer ses partisans à la décréter.

Jamais la majorité de la Chambre n'a autant diminué ses pouvoirs qu'en ces dernières années; nous nous acheminons rapidement vers la dictature et bientôt, si le peuple laisse plus longtemps continuer cet état de choses, notre assemblée législative n'aura pas plus de pouvoirs que la Chambre des députés d'Italie qui n'existe que de nom et qui n'a aucun pouvoir.

C'est encore au lieutenant-gouverneur en conseil que le premier ministre a attribué, par les bills 19 et 20 de l'an dernier, le pouvoir de briser toute convention que les ouvriers peuvent avoir conclue librement avec leurs patrons. Il a même refusé aux ouvriers le droit d'être avisés des mesures que le lieutenant-gouverneur en conseil veut adopter par les modifications qu'il désire faire aux conventions collectives ou aux décisions de l'Office des salaires raisonnables. C'est là le gouvernement populaire que devaient nous donner les plus grands amis de la classe ouvrière, si on voulait en croire les déclarations faites en temps d'élection.

Lorsque le gouvernement Duplessis a modifié les lois libérales, ce fut pour les rendre moins efficaces. La loi des salaires raisonnables était destinée à amoindrir l'effet bienfaisant de la loi des conventions collectives. Je rappelle les protestations qui se sont élevées avec une telle véhémence, déclare-t-il, que le gouvernement a dû à certains moments retarder l'application de ses ordonnances et de ses vœux.

Le gouvernement a aussi prouvé son manque de considération pour la classe des humbles travailleurs quand, après avoir promis de ne destituer chez les employés publics que les voleurs et les incompetents, il a mis sur le pavé, sans enquête aucune, même sans avis préalable dans la plupart des cas, des milliers de serviteurs publics qui n'avaient qu'un tort, celui d'être restés fidèles au parti politique auquel ils appartenaient. Voilà encore une grande promesse qui a été fort utile au cours des élections, mais que le premier ministre a mise au rancart comme toutes les autres.

Et l'abolition de la taxe de vente à Montréal, celle des taux de péage dans la province, celle du Conseil législatif, celle des pétitions de droit qui empêchent de poursuivre le gouvernement quand il ne veut pas, celle des arrestations sans mandat; autant de belles réformes que le chef du gouvernement et ses amis ont fait miroiter aux électeurs pour les leurrer sur leurs véritables sentiments politiques et s'introduire dans l'administration de la province pour nous donner l'administration scandaleuse, réactionnaire et ruineuse que nous avons.

Il n'est donc pas étonnant, M. l'Orateur, en face d'une situation comme celle-là, que l'opposition ne puisse pas approuver l'œuvre du gouvernement et qu'elle doive au contraire la condamner et la dénoncer à tous ceux qui, dans notre province, mettent l'intérêt de leur pays avant celui du parti. Il n'est pas étonnant non plus qu'en face de cette situation, des hommes importants, qui appartenaient anciennement au groupe du pouvoir, aient cru devoir s'en séparer pour rester fidèles à leur mandat et à ceux qui les ont élus pour les représenter.

Le nombre de ceux qui refusent leur allégeance au parti au pouvoir est augmenté dans cette Chambre et, dans le peuple, il y a eu un changement encore plus considérable d'opinion. Les gens de la province de Québec, pour la très grande majorité, en ont assez de ces prétendus rénovateurs qui nous ont donné la pire administration que nous avons eue depuis la Confédération, qui acheminent nos finances vers une ruine rapide et qui nous donnent un régime de dictature, alors qu'on avait

promis de faire disparaître jusqu'à la moindre trace d'autocratie dans cette Chambre.

On s'appuiera sur le résultat des dernières élections partielles pour essayer de démontrer que le peuple continue sa confiance au gouvernement au pouvoir. On sait à quel prix le gouvernement a réussi à gagner ces élections et quelles manœuvres étranges il a dû employer pour s'assurer un verdict favorable.

L'attitude des classes ouvrières dans la ville de Magog et dans la métropole, où la majorité du député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch) a été bien petite, démontre, surtout si l'on tient en ligne de compte les dernières élections municipales de Montréal, que, dans une élection générale, les organisateurs du parti au pouvoir ne trouveront pas assez de fonds ni assez de trucs électoraux pour empêcher les électeurs de balayer ce gouvernement qui a été la contradiction formelle de celui qu'on leur avait promis.

Il n'est pas étonnant que la majorité des citoyens qui sont à la fois honnêtes et renseignés veuille des élections pour chasser du pouvoir l'Union nationale le plus tôt possible. Le peuple en a plus que suffisamment de ces purs qui devaient administrer nos affaires comme des anges, mais qui ont tout simplement démontré la vérité du dicton: "Qui veut faire l'ange, fait la bête."

Il manifestera sa confiance à ceux qui ne se disent que des hommes de bonne volonté, mais qui réussiront sûrement à corriger les erreurs de l'administration actuelle, à réparer les brèches faites à notre système représentatif, à rétablir les classes ouvrières dans leurs droits et à rendre justice à tout le monde pour le plus grand bonheur de la province⁷.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
(Applaudissements à droite)⁸

M. l'Orateur, au nom de ce côté-ci de la Chambre, je veux offrir au début mes meilleurs vœux à mon collègue le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), à l'occasion du 25^e anniversaire de son mariage.

(Applaudissements)

Le chef de l'opposition a parlé durant deux heures et quart au sujet d'un discours du trône qui, à son dire, ne disait rien du tout. Si le discours du trône eût dit quelque chose, il faut penser qu'on aurait été ici trois semaines à l'entendre.

(Rires)

Le chef de l'opposition a fait nombre de remarques, il a gonflé son discours d'allusions bibliques. Il a voyagé un peu partout: il est allé jusqu'en Turquie, en Judée, en Asie pour montrer

qu'il s'en tenait à la question. Mais il a oublié des choses importantes, M. l'Orateur, un oubli pour le moins étrange: c'est ce que contenait le discours du trône.

Lui qui est le chef parlementaire d'un parti qui fut grand, dans la catholique Législature de la province de Québec, le chef de l'opposition a parlé longtemps sur le discours du trône. Il parlait dans une Législature catholique, et il a oublié de faire mention, au moins une allusion, de ce qui figure au commencement du discours du trône sur le congrès eucharistique, le grand événement de l'été dernier où tout un peuple a manifesté sa foi. C'est bien lui.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, je proteste. Le premier ministre dit que je n'ai pas parlé du congrès eucharistique dans mon discours. J'y ai fait allusion au début même, et je ne veux pas laisser passer cette malice sans protester. J'ai dit dès la première page de mon discours: "Tous les véritables amis du bon ordre approuvent cette attitude de la plus haute autorité catholique et font des vœux pour que les principes qu'elle défend sur la question de race continuent à nous donner cette paix religieuse qui a permis, dans notre pays, le grandiose déploiement de foi du récent congrès eucharistique dont il est fait mention dans le discours du trône." Voilà ce que j'ai dit au début.

Des députés ministériels: Vous ne l'avez pas dit.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Voulez-vous que je relise mes notes?

M. Boyer (Châteauguay): Vous avez passé par-dessus.
(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'affirmation que j'ai faite au sujet de l'omission du chef de l'opposition, je la maintiens. Nous avons eu, pour la première fois dans l'histoire de notre pays, M. l'Orateur, le grand honneur de compter parmi nous un Légat papal canadien-français, et le chef de l'opposition n'en a pas fait mention. Il aurait dû mentionner cet honneur fait aux Canadiens français lorsque le pape a choisi le cardinal Villeneuve comme légat *ad latere* pour le congrès. C'était digne du grand témoignage de notre foi. Je suis certain d'exprimer l'opinion de cette Chambre en rendant l'hommage qui est dû au prélat de l'Église canadienne.

M. Hamel (Québec-Centre): Est-ce que le discours du trône faisait mention du légat papal? Ça ne se trouve pas dans le discours du trône!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'endurerais pas, de la part de l'opposition, qu'elle fasse des balivernes lorsqu'il est question d'un personnage aussi auguste que Son Éminence. Nous avons assez de toucher à tout avec la politique sans l'introduire dans la religion. Je regrette profondément qu'après l'oubli du chef de l'opposition, le chef de je ne sais quoi se permette de faire des quolibets avec cette question, alors qu'il devrait y avoir unanimité lorsqu'il s'agit d'une question qui est et qui doit demeurer au-dessus de la politique.

M. Boyer (Châteauguay): Il a une centrale électrique à la place du cerveau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le discours du trône fait aussi mention de la visite que nous feront bientôt, pour la première fois dans l'histoire du pays, nos gracieux Souverains Leurs Majestés qui recevront, j'en suis sûr, de la part de notre population loyale, un accueil sympathique.

Nous avons eu deux discours intéressants du promoteur et du secondaire de l'adresse en réponse au discours du trône. Tous deux, distingués députés, ont fait entendre, dans le désert de l'opposition, des voix qui n'avaient d'autre but que de faire les éloges de l'ancien régime. Ces deux députés nouveaux ont été élus dans des comtés anciennement détenus par nos amis d'en face. Ce sont ces gens-là qui viennent nous parler d'élections générales et qui aujourd'hui en demandent; et ils ne sont pas capables de gagner les élections complémentaires dans les comtés qui leur étaient restés fidèles après la débâcle de 1936. L'opposition, entrée ici en 1936 avec 14 députés, après le grand désastre, en est réduite à 11, aujourd'hui. Quelle pénurie!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pardon, on est 19.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons fait des élections complémentaires dans les villes, comme dans les campagnes, chez les ouvriers comme chez les cultivateurs. Il y a eu cinq élections partielles et nous avons remporté cinq victoires dans des comtés libéraux autrefois, et dont deux étaient détenus après les dernières élections par

nos amis. Nous avons gagné à nous cinq nouveaux députés dans la Beauce, Bagot, Chicoutimi, Stanstead et Montréal-Saint-Louis. Pour la première fois depuis la Confédération, Montréal-Saint-Louis a dérogé à sa foi libérale. Cinq députés, M. l'Orateur, cela représente la moitié de l'opposition. La moitié en quantité, mais bien supérieur, la moitié en qualité.

(Rires et applaudissements)

Le chef de l'opposition a critiqué la loi électorale du Québec en prétendant que l'opposition aurait plus de chances aux élections générales qu'aux élections partielles à cause de la loi électorale.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je nie avoir dit une telle chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition est seulement d'une humeur belliqueuse. À cinq occasions différentes au cours des deux dernières années, elle a eu la chance de confronter le gouvernement et de montrer ses réactions contre les lois. Elle a refusé à deux occasions. Aux trois autres, malgré les candidats de l'opposition, le gouvernement a gagné des sièges qui appartenaient habituellement aux libéraux. Les libéraux parlent et parlent des élections générales, ils vont peut-être les avoir avant qu'ils ne les souhaitent. Mais, il est maintenant temps de faire la paix et de vivre dans la concorde, car il y a tant de choses à faire.

Depuis la dernière session, il s'est passé à Québec un événement politique assez singulier. L'opposition réunie en congrès s'est choisi un chef et un programme. Ce congrès s'est tenu pour nos amis à la date du 11 juin 1938, qui correspond jour pour jour à la date de la chute du régime Taschereau, croulé sous le mépris public en 1936.

Je ne sais pas si nos amis ont voulu provoquer l'opinion en choisissant cette date. Le chef choisi - oh! le choix était limité, car il ne pouvait y avoir d'autres candidats que le député de Beauce (M. Perron), le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) et le chef de l'ancien gouvernement, mais qui n'était plus député, et cela est bien maigre - le chef a été choisi, dis-je, et le parti, dans un grand mouvement d'inspiration, a décidé qu'un chef qui n'était pas député, ça valait mieux que celui qui était le chef parlementaire.

(Rires)

Il a donc choisi M. Godbout au lieu de M. Bouchard. C'était provoquer l'opinion publique que de choisir à la même date, le même chef qui avait été désigné par M. Taschereau et qui fut par la suite écrasé par le peuple.

Et le parti qui se réunissait en l'anniversaire du 11 juin, en souvenir de la débâcle du gouvernement Taschereau, après avoir choisi un chef, avait la tâche de se choisir un programme. On a élaboré un programme, et quel programme! Il y figurait, entre autres choses, l'abolition du Conseil législatif. Ce sont les descendants du parti qui, en 1897, réclamait et promettait farouchement l'abolition dudit Conseil législatif, mais qui, pendant les 40 années subséquentes où il fut au pouvoir, n'y repensa plus jamais. Quelle confiance peut-on avoir en ces gens? Nous, nous ne sommes pas parfaits, loin de là, mais nous avons des œuvres à mettre à côté des promesses et des provocations de ces messieurs.

À côté des défaites de l'opposition, à côté des programmes oppositionnistes qui rééditent après 40 ans les promesses qu'ils avaient faites et qu'on a oublié de remplir, l'Union nationale a des réalisations; elle a des actes positifs à son crédit; elle n'a pas une politique de rancœurs, de haines et d'insinuations, mais une politique de bien public. Nous avons posé des actes, en pratiquant une politique à base de charité et d'administration honnête. Nous avons d'abord commencé par l'essentiel; nous avons dirigé nos efforts vers la classe agricole, de qui dépend la prospérité de cette province. La province ne sera grande et prospère qu'en autant que la classe agricole sera prospère et protégée, et si elle reçoit des gouvernements la part de justice et la place qui lui appartient: la première.

Nous avons dit à l'électorat: "Nous voulons faire en sorte que notre province vienne occuper dans la Confédération la place à laquelle elle a droit, c'est-à-dire la première."

Nous avons dit aux cultivateurs: "Vous avez besoin de prêt agricole et de crédit. Nous allons vous donner le crédit agricole". Dans le temps que l'ancien régime était au pouvoir, en 1936, les successeurs de M. Taschereau, ceux mêmes qu'ils avaient nommés, le reniaient. Ils disaient: "Nous ne connaissons pas cet homme." C'était à qui l'aurait le plus renié et trahi. Défaits aux élections, les mêmes gens sont aujourd'hui revenus partisans de l'ancien régime. Ces gens disaient que le cultivateur ne payait pas ses dettes et disaient aussi: "Le crédit agricole n'est pas pratique du point de vue provincial." J'ai moi-même entendu M. Godbout, le chef libéral, déclarer en Chambre que le mal dont souffrent les cultivateurs, ce n'est pas le manque de crédit mais trop de crédit.

Eh bien! Nous, nous leur faisons crédit. Nous n'avons fait que commencer. Nous leur avons d'abord voté \$10,000,000 pour le prêt agricole. Et

nous avons agi en dehors de toute partisanerie: car il y a eu des députés, des chefs libéraux qui ont bénéficié du prêt agricole. Nous avons augmenté le prêt à \$15,000,000, puis à \$25,000,000. Ce furent ensuite, au cours des deux dernières années, \$27,000,000. Et à cette session, nous allons porter ce crédit à \$35,000,000⁹.

(Applaudissements du côté ministériel)

Les libéraux nous disent: "\$10,000,000 pour le prêt agricole, c'est assez; \$25,000,000, c'est trop. L'ancien régime a trouvé \$15,000,000 pour sauver la Banque Nationale, dans laquelle des proches, les frères et les amis, du premier ministre étaient directement intéressés; et nous allons, nous, trouver \$35,000,000 pour sauver une autre banque, la banque agricole, dans laquelle nous n'aurons pas peur de déposer. Emprunter pour garder à la province son caractère agricole, c'est faire un bon placement. Nous, nous disons que, pour sauver la banque véritablement nationale qu'est l'agriculture, la banque où se trouvent nos plus belles traditions, l'avenir de notre jeunesse, ce n'est pas trop, et que ce n'est pas une dépense, ou un emprunt, mais un placement le plus producteur qui soit. C'est le meilleur investissement que la province peut faire à ses fils et non pas aux amis du gouvernement, comme c'était le cas sous les anciens régimes.

Il y a au moins 100,000 jeunes gens, qui grâce au prêt agricole, ont pu s'établir sur des terres. Il y a des milliers de cultivateurs qui sont restés sur la terre au lieu d'aller vers les villes, grossir le nombre de chômeurs. Nous avons ainsi enrayer l'exode vers les villes, et rétabli dans une bonne mesure l'équilibre démographique. Dans les foyers ruraux, la misère que l'on voyait autrefois a disparu et fait place au bonheur; nous y avons rétabli la confiance, fait la lumière là où régnait la sombre angoisse.

Nous avons sauvé la classe agricole et c'est notre plus beau titre de gloire. Nous avons véritablement sauvé la province de Québec. Quand ce serait le seul résultat acquis, n'eussions-nous fait que cela, je serais heureux de mourir en paix, convaincu d'avoir fait quelque chose pour les miens, pour ma race, pour ma province.

(Applaudissements)

On a prétendu que les cultivateurs étaient malhonnêtes. L'opposition a dit que les cultivateurs ne paieraient pas leurs dettes. Savez-vous que 8,637 prêts, représentant un montant de \$20,639,539, ont été payés? Et savez-vous combien de personnes étaient en retard? Il n'y en a que 17¹⁰, à date qui sont en retard de 30 jours.

Un autre montant de \$10,000,000 sera voté afin d'empêcher l'exode des ruraux vers les villes, afin de protéger les chômeurs.

(Applaudissements)

En deux ans, sur cette somme de plus de \$20,000,000, savez-vous combien la province et l'Office ont perdu? La somme ridicule de \$94.31. Et l'on dira maintenant que le cultivateur est malhonnête, qu'il ne paie pas ses dettes! Non seulement le cultivateur paie, mais au point de vue économique, ces sommes représentent des placements garantis par l'honnêteté native de nos cultivateurs et par leurs biens.

Il y a même bon nombre de cultivateurs qui ont payé leurs dus par anticipation et des réductions ont été consenties par des prêteurs ordinaires. Tel a été l'effet bienfaisant du prêt agricole, que plus de 1,000 cultivateurs ont réglé leurs problèmes financiers avec leurs créanciers, en se désistant de leurs demandes auprès de l'Office; ces personnes n'ont pas même eu besoin de recourir au prêt agricole, sans compter les milliers d'autres qui ont bénéficié du prêt agricole par la baisse des taux d'intérêts que la politique de l'Office et du gouvernement a entraînée. Il y a eu des millions de dollars mis en circulation, grâce auxquels on a payé plus de \$15,000,000 de créances hypothécaires, autrement dit aux petits prêteurs; \$163,000 de taxes municipales; \$158,000 de taxes scolaires et \$4,500,000 de dettes ordinaires. Les prêteurs ordinaires ont repris confiance dans le cultivateur, grâce au prêt agricole, et ils ont renouvelé leurs prêts à des milliers de cultivateurs grâce au système rétabli par le gouvernement!

C'est un placement de tout repos que nous faisons. Nous avons sauvé le crédit rural municipal et les commissions scolaires en favorisant le paiement des taxes municipales et scolaires, sommes remboursées en vertu du crédit rural. Et le Parti libéral, l'opposition, critique cela! Il se prononce contre nos mesures salvatrices. Qu'il prenne ses responsabilités. Quant à nous, nous allons continuer cette politique, nous allons continuer notre œuvre.

(Applaudissements)

Je n'ai mentionné qu'une partie seulement de ce que nous avons fait pour la classe agricole. Nous avons construit des écoles moyennes d'agriculture. Nous avons favorisé de toutes manières l'enseignement agricole. À Chicoutimi, à Ville-Marie, à Nicolet et en Gaspésie, nous avons aidé les coopératives agricoles, nous avons formé une Chambre agricole; nous avons donné notre appui à la politique de drainage des terres et des chemins, et nous allons prendre des mesures pour faire baisser les prix des engrais chimiques.

Nous avons dit que ce n'était pas tout de garder les cultivateurs sur la terre, mais qu'il fallait aider à l'ouverture de nouvelles terres.

(Faisant l'éloge du ministre de l'Agriculture, l'honorable M. Dussault, et du ministre de la Colonisation, l'honorable M. Auger).

Le ministère de la Colonisation, dit-il, a grandement aidé les pêcheurs et les colons de Charlevoix-Saguenay par l'ouverture des routes ainsi qu'au Saguenay. Il complimente ses collègues pour leur travail, parle de l'ouverture de régions comme Gaspé et le Nord-Ouest du Québec, ainsi que du mauvais état des routes.

Avec l'appui d'un ministre possédant une belle âme, un ministre qui est un vrai patriote et qui a fait plus en deux ans que ses prédécesseurs en plusieurs années, nous avons donné de l'essor à la colonisation. Nous avons assuré, en faveur des colons, des échanges de lots appartenant jadis aux compagnies, nous avons ouvert des chemins un peu partout, et tout particulièrement en Gaspésie, nous avons fait disparaître de nos Statuts des lois qui donnaient des droits égaux aux colons et aux marchands de bois, notamment celles qui accordaient aux concessionnaires forestiers un délai de 16 mois pour continuer l'exploitation du lot concédé au colon. Nous avons donné des terres libres aux colons libres. Et ce n'est qu'une partie de ce que nous avons fait.

Le chef de l'opposition a parlé tout à l'heure de la Dufresne Construction et de la Dufresne Engineering. Il a procédé par insinuations. Qu'il ait donc le courage de se lever comme un homme et de porter des accusations précises. Je l'en défie. Voici des gens nés à Yamachiche, fils de cultivateurs, qui sont allés s'établir à Montréal sans argent, sans influence. Et malgré cela, à force de travail et de compétences, ils ont réussi à créer une industrie importante et à faire prospérer une grande entreprise qui fait honneur aux Canadiens français.

La famille Dufresne, de par son courage et son esprit entreprenant, est un exemple pour notre race, et on a tort de diminuer au point de vue national des gens de notre race. Parce que ce sont des Canadiens français, des "self made men", voudrait-on nous voir leur jeter l'insulte? Et moi je dis que nous allons les encourager à continuer leur œuvre. Voilà les faits. Si le chef de l'opposition veut une enquête, je suis prêt à la lui accorder tout de suite, mais je lui dirai que nous allons commencer au début. Et le premier témoin sera le sénateur Donat Raymond qui est allé chez M. Dufresne pour avoir des fonds électoraux pour les libéraux...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est une enquête devant le comité des comptes publics que l'opposition réclame, avec le droit de faire assigner les témoins dont elle aurait besoin. Si le premier ministre pense que nous allons nous taire et nous cacher parce qu'il faut protéger des libéraux et se faire leur paravent, il se trompe. Quand même vous parleriez des libéraux, vous ne me ferez pas changer d'idée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le chef de l'opposition veut une enquête, je suis prêt en tout temps, en tout lieu, et je lui répète que nous commencerons par le commencement, et que nous n'avons pas peur de la vérité. Cela fatigue le chef de l'opposition, mais je vais continuer de parler de cette affaire. La Dufresne Construction a construit le pont du Boulevard Pie-IX. Et elle a exécuté le contrat de façon si remarquable que nous n'avons pas hésité à lui donner la construction du pont du Bout-de-l'Île, le pont Charlemagne, ce pont qui est plus large, plus long que celui de Caughnawaga et qui va coûter cependant \$700,000 de moins. Ce pont a été construit à raison d'un pourcentage de 5 %.

L'opposition nous le reproche alors que, sous l'ancien régime, elle accordait la construction du palais de justice à 12½ %. Et les constructeurs du palais de justice volaient les ouvriers, en leur payant 35 cents et en chargeant 40 cents à la province. Et ils réclamaient leur commission de 12½ % non seulement sur les 30 cents, mais sur les 15 sous qu'ils volaient à la province et aux ouvriers. La construction du pont Jacques-Cartier, rappelle-t-il, a coûté \$24,000,000 au gouvernement fédéral. Voilà la différence. Les travaux qui ont été faits sont bien faits, et il y a encore là une différence avec l'ancien régime.

Les travaux au pont du boulevard Pie-IX ont été si bien faits que c'est moi qui ai donné le contrat pour le pont du Bout-de-l'île, et non le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay). J'ai été personnellement responsable de l'octroi du contrat des ponts du boulevard Pie-IX et de Charlemagne à la compagnie Dufresne.

Ainsi que je l'ai dit, ce pont, plus grand et plus large que le pont du lac Saint-Louis, a coûté \$700,000 de moins. C'est que nous avons exigé que les plans nous soient fournis pour rien. Sous l'ancien régime, les architectes exigeaient 5 % sur le coût des plans. Ainsi, nous avons sauvé non seulement \$100,000 sur le coût des plans, mais \$5,000 de commission en plus. En outre, la Compagnie Dufresne a agi comme l'agent de la province¹¹. Et, à

ce titre, nous avons économisé 8 % comme taxe de vente sur le matériel employé dans la construction. Comme ce matériel représente 50 % du coût total, ça veut dire que nous avons économisé 4 % sur le tout. C'est \$8,000 sur \$100,000 et \$4,000 sur \$50,000. Ainsi donc, grâce à ce système, la véritable commission payée se réduit à 1 %.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est pour ça que la Dufresne a pu lâcher \$650,000 depuis deux ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le chef de l'opposition veut porter des accusations comme un homme, j'en suis. Nous allons lui donner toutes les facilités d'enquête. Seulement, il procède par insinuations. C'est comme si je disais, par exemple, qu'un homme qui n'a pas de moyens connus d'existence a fait \$200,000, \$250,000 ou \$300,000; comment a-t-il pu les acquérir?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Voulez-vous le savoir? Je vais vous le dire, comment il a fait cet argent-là! Je ne suis pas un hypocrite, moi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Est-ce que le chef de l'opposition s'est senti visé? Je n'ai nommé personne. Le chef de l'opposition s'est-il reconnu?

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne suis pas un hypocrite, moi. Quand je pense quelque chose, je me lève et je le dis. Je n'ai pas peur de dire où j'ai pris mon argent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas juste. J'ai simplement dit comme comparaison qu'un homme qui n'a pas de moyens de vivre connus pourrait avoir fait de \$200,000 à \$300,000. Et le chef de l'opposition se croit visé. Ce n'est pas juste pour lui et je proteste en son nom. Le chef de l'opposition n'aurait pas dû se sentir visé. J'ai parlé d'un homme qui n'a pas de moyens de vivre connus.

L'opposition prétend que nous n'avons pas aboli les ponts de péage. Nous avons construit le pont du boulevard Pie-IX, le pont de Charlemagne. Ce sont des ponts libres de péage. Tous les ponts que nous avons bâtis sont des ponts libres. Nous avons réduit les taux de péage sur le pont de Gaspé, sur le pont de l'Île-Perrot et aboli le péage à Saint-Eustache.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre me permettra-t-il une question?

Un député ministériel: Si c'est une question intelligente.
(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne peut pas demander l'impossible.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre aura-t-il le courage de me dire aux dépens de qui et au bénéfice de qui les taux de péage ont été réduits ou supprimés sur le pont de Saint-Eustache?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Au bénéfice de la province et aux dépens de ceux qui retireraient trop d'argent, de ceux que l'ancien régime protégeait, ce que ne fait pas le gouvernement actuel. Au bénéfice de la population et des cultivateurs que l'ancienne administration n'avait pas voulu protéger.

M. Bastien (Berthier): Je puis le dire, moi. C'est aux dépens d'une compagnie privée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je parlais tantôt de la centrale électrique du Témiscamingue. Le chef de l'opposition a dit que c'était une tentative vouée à un échec. Il devrait voyager. Il a pourtant tout ce qu'il faut pour voyager. Le gouvernement a aussi fait la promotion de la construction de nouvelles routes et de chemins de fer pour relier les régions de l'Abitibi et du Témiscamingue aux villes de Québec et de Montréal, pour ainsi permettre à Montréal d'avoir une part du marché, tout en offrant aux compagnies en exploitation dans ces régions de meilleurs services de transport. Le chef de l'opposition devrait donc se rendre sur les lieux, et il constaterait qu'il n'y a pas de partie de la province où les perspectives d'avenir sont aussi brillantes que le Témiscamingue et l'Abitibi. C'est là que nous avons le meilleur champ de développement de notre industrie minière.

Jusqu'ici ce développement était paralysé par les taux trop élevés de l'électricité. La compagnie Noranda, qui exploite une mine, avait aussi un pouvoir d'eau ou électrique et elle vendait son électricité à un prix élevé. La Noranda, par crainte de la concurrence, était naturellement tentée de l'empêcher. Nous avons eu le courage de forcer la compagnie à céder au gouvernement ce pouvoir d'eau, d'acheter le pouvoir et les plants à des prix extrêmement avantageux. Nous sommes prêts à

commencer le travail. Il y a une possibilité de développement de 25,000 chevaux-vapeur. Et 24,000 chevaux-vapeur qui seront produits immédiatement sont déjà vendus: 15,000 à la Noranda, et le reste à la Siscoe et à la Adamac.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): À combien le cheval-vapeur?

M. Hamel (Québec-Centre): À quel prix?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À \$25 ou \$26. Sous l'ancien régime, le prix chargé était d'environ \$50. Depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons fait baisser les taux de l'électricité de plusieurs millions de dollars au profit des consommateurs dans la province. Depuis que nous avons commencé la construction de la centrale électrique du Témiscamingue et depuis que nous sommes au pouvoir, les taux ont été réduits de \$50 à \$40 dans ce district. Après que la construction du barrage aura été terminée, les taux baisseront encore. On dit que le site est mal choisi, mais c'était le devoir du gouvernement de créer sa centrale électrique à l'endroit le plus avantageux et où il y avait le moins de risques. La politique d'élémentaire bon sens était d'établir la centrale à l'endroit où elle offrait le plus de chances de succès. C'est ce que nous avons fait.

Ce n'est pas tout ce que nous avons fait. Nous avons fait payer à la Montreal Light, Heat & Power pour \$750,000 en surtaxe à la ville de Montréal. Nous l'avons forcée à consentir des réductions pour \$400,000 en faveur de l'industrie et de l'artisanat. À la ville de Montréal, en surtaxe, nous avons fait payer \$150,000 à Bell Telephone, et \$1,750,000 à la Montreal Tramways. Voilà des résultats pratiques et décisifs.

Nous sommes pour la restauration et non pour la destruction, car dans la province de Québec, grâce à nos traditions qui font notre force, nous avons le respect de la propriété et des droits des autres. La province de Québec n'est pas révolutionnaire. Elle est pour l'évolution dans la paix et la justice. Nous ne croyons pas à la révolution, mais au progrès par l'évolution et par l'ordre. Nous ne voulons pas de sabotage. Qu'on soit tranquille: les droits vont être respectés.

Ceux qui ont usurpé des droits, par contre, vont les perdre. Nous n'avons pas peur de les reprendre. Nous avons d'ailleurs commencé à le faire. Ce gouvernement qui est l'instrument des trusts, à entendre dire certains de ses adversaires,

c'est lui qui a repris un pouvoir d'eau, de plus de 3,000 chevaux-vapeur à Sault-au-Cochon, que l'ancien gouvernement avait vendu aux Price.

M. Hamel (Québec-Centre): À quelles conditions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour rien. Nous l'avons repris tout simplement.

M. Hamel (Québec-Centre): C'est ça que vous appelez le respect des droits dont vous parliez tantôt?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, c'est ça. Il y a deux sortes de droits: les "droits droits" et les "droits croches".

M. Hamel (Québec-Centre): Oui, deux sortes de droits. Les "droits droits", ce sont les gros, les riches, et ceux qui sont croches, ce sont ceux des pauvres, des petits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un homme qui représente le peuple, et surtout une région intéressante comme celle de Québec, ne devrait pas insulter les petits. Pourquoi parler des petits comme s'ils n'étaient pas honnêtes? Ils sont honnêtes et je proteste contre les insinuations du député de Québec-Centre.

(Rires)

Nous avons repris cette chute d'eau. Mais ce n'est pas tout ce que nous avons fait. Ce n'est pas tout. Nous avons aussi repris un autre pouvoir que la Gatineau Power, une compagnie subsidiaire de l'International Paper, avait acquis sous l'ancien régime, avant et après le reniement des hommes nouveaux.

Cette chute, qui peut développer 60,000 chevaux-vapeur, avait été louée par bail pour 75 ans. Le gouvernement avait demandé un dépôt de \$25,000. Nous avons pris le pouvoir et nous avons confisqué le dépôt. Voilà des œuvres, voilà des réalisations!

Mais ce n'est pas tout. Nous avons aussi acquis un autre pouvoir sur la rivière Mikisgan pouvant développer 32,000 chevaux-vapeur. Ce pouvoir avait appartenu au sénateur Tobin et avait été vendu à l'International Paper. Nous avons averti la compagnie que nous prenions le pouvoir. La Canada Paper avait un pouvoir pouvant développer 4,000 chevaux-vapeur. Nous avons dit que le gouvernement le reprenait et nous l'avons repris.

Ce n'est pas tout ce que nous avons fait. Pour en revenir à la Montreal Light, Heat & Power, nous faisons faire une enquête sur sa situation par la régie provinciale de l'électricité. La Montreal Light, Heat & Power, non seulement nous l'avons forcée à faire une réduction de \$400,000, mais aussi à consentir une réduction pour Montréal d'environ \$260,000. C'est en tout \$660,000 que nous avons fait remettre à Montréal par les grosses compagnies.

Et le développement minier! Dans le domaine minier, l'ancien gouvernement n'a rien fait, tout s'en allait en Ontario. Nous avons construit un chemin de Senneterre à Montréal. Et à cause des démarches que nous avons faites, à cause de l'essor que nous avons donné aux routes et grâce aussi aux efforts du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), le C.N.R. a consenti à construire un embranchement de Val-d'Or à Rouyn. La production minière, qui était d'à peine \$40,000,000 en 1936, est passée à plus de \$67,000,000, ce qui est une augmentation de 35 % à 40 %, ouvrant ainsi des carrières merveilleuses aux ingénieurs et aux ouvriers. Voilà des œuvres dont le chef de l'opposition ne parle pas. Les mines sont une richesse incalculable. Elles fournissent des carrières merveilleuses aux techniciens et aux travailleurs manuels.

Nous avons fait faire des progrès et des recherches. Nous avons aussi favorisé le développement des sous-produits. Dans le Témiscamingue, il y a maintenant une compagnie qui fabrique des sous-produits, dont l'un est le soufre. Nos réalisations sont nombreuses et nous avons passé une loi en vertu de laquelle ceux qui explorent nos ressources naturelles sont obligés d'obtenir une charte dans la province de Québec. Des explorations se poursuivent présentement en Gaspésie; des routes sont construites et des prospecteurs travaillent pour voir s'il n'y aurait pas moyen d'y extraire de l'huile et s'il serait possible de créer une industrie pétrolière dans la province. Et ces explorations ne coûtent pas un sou à la province. Nous avons obtenu qu'une compagnie y engage un montant de \$100,000. Le développement minier est comme un rayon de soleil dans notre vie économique en crise.

Mais, ce n'est pas tout. Nous avons aidé l'Université Laval à créer une École des mines par un octroi de \$100,000. L'ancien régime n'a jamais fait ça. Ce sont des réalisations qui comptent. Ça vaut autre chose que de se faire injurier.

Au nord de la province, à Val-d'Or, nous avons établi aussi une mine-école. Pendant ce temps, nous avons passé une loi pour défendre aux ministres

d'être directeurs de compagnie. Nous avons défendu aux compagnies d'émettre des débentures pour plus de la valeur réelle des immeubles qu'elles possèdent. Nous avons mis fin aux émissions de débentures qui ne reposaient sur rien. Autrefois, des débentures reposaient sur la lune.

C'est ainsi qu'une compagnie, qui a fait perdre des milliers de dollars aux électeurs de Bellechasse, avait émis pour des millions sur des valeurs fictives. Les petits investisseurs du Québec ont épargné des millions de dollars lorsque les compagnies ont été obligées d'émettre seulement des obligations entièrement garanties par leurs biens et leurs actifs réels. Voilà des réalisations: parce que l'ancien gouvernement ne faisait rien en ce sens, des millions de l'épargne populaire ont été engloutis.

Nous avons passé une loi électorale dès la première session. Nous avons fixé un délai pour la tenue des élections complémentaires. Autrefois, des sièges restaient vacants pendant des mois et des mois, même pendant deux ans sans représentants. Ce n'est plus la même chose. Il n'y a pas de siège vacant en cette Chambre. Nous avons fait preuve d'impartialité dans cette loi. Le chef de l'opposition dit que la loi est bonne pour les élections générales, mais qu'elle ne l'est pas pour les élections complémentaires. Nous avons donné un secrétaire à l'opposition et, dans les "polls", des représentants payés par la province. C'est une bonne chose que cette partie de la loi, et je me demande comment le chef de l'opposition peut trouver que ce qui est bon dans une élection générale ne l'est pas dans une élection partielle.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas ce que j'ai dit. Je n'ai jamais vanté votre loi. Vous n'avez pas le droit de me mettre des paroles dans la bouche.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais rien voulu mettre dans la bouche ni dans la tête du chef de l'opposition.

(Rires)

Le chef de l'opposition dit que ce n'est pas nous qui avons passé la loi des pensions aux vieillards et aux aveugles. Nous avons donné des pensions de vieillesse et des pensions aux mères nécessiteuses. Il est vrai que, sur son lit de mort, dans un dernier rôle d'agonisant, l'ancien régime avait mis une loi dans les Statuts qui ne leur permettait pas de vivre. Nous, nous payons la pension. Quant aux pensions aux mères nécessiteuses, elles l'auront. Nous aimons mieux prendre le temps nécessaire pour

bien faire ce que nous faisons que de ne rien faire. Les pensions qui leur ont permis de vivre, c'est nous qui les avons données.

Le chef de l'opposition s'apitoie sur la misère des mères nécessiteuses parce que, pendant 18 mois, elles n'ont pas eu leurs pensions. Quelle a donc dû être leur misère pendant les 40 années de l'ancien régime?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'y avait pas de loi qui nous permettait de payer les pensions aux mères nécessiteuses, dans ce temps-là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous admettez donc que la loi est bonne?

Nous avons voté une loi pour l'Office des salaires raisonnables. C'est une initiative féconde. Autrefois, il y avait un salaire minimum pour les femmes seulement. L'ancien régime ne pensait pas à autre chose. Nous, nous pensons à tous les travailleurs, les hommes comme les femmes. Et je défie tout contradicteur honnête de dire que cette loi n'a pas augmenté les salaires dans la province de \$2,000,000 à \$3,000,000 au bas mot. Certes, la loi n'est pas parfaite. Il a fallu agir vite pour réparer les négligences de l'ancien régime, et quand on fait vite, on ne fait rien de parfait. Mais nous remédierons à tout, nous donnerons justice à tous. Nous voulons rendre justice aux employeurs et aux employés. L'employeur doit vivre autant que l'employé, l'employé a droit de vivre autant que l'employeur. Nous aiderons tout le monde.

Nous avons voulu donner aux ouvriers la représentation à laquelle ils ont droit. Ainsi, sous l'ancien régime, la Commission des accidents du travail était composée de trois avocats. Elle a été réorganisée et on a nommé un représentant du Travail organisé en la personne de M. Labrèche. De même, sur l'Office des salaires raisonnables, on a nommé deux représentants ouvriers, M. Crompt et M. Aubry. Le gouvernement a donné aux ouvriers le choix du médecin et a fait droit à d'autres revendications légitimes. De façon générale, la législation ouvrière est plus juste et donne aux ouvriers une plus large représentation. Voilà des réalisations dont ne parle pas le chef de l'opposition.

Mais ce n'est pas tout. Le chef de l'opposition dit que nous collaborons avec M. Hepburn et que je suis plus ami de M. Hepburn que de M. King. Oui, et j'en suis fier. Si le chef de l'opposition voyageait avec valises - et je répète qu'il a tout ce qu'il faut pour voyager - il s'apercevrait vite de la différence entre M. Hepburn à Toronto et

M. King, à Ottawa. Mais il n'a pas le droit, lorsque deux provinces veulent collaborer dans leur intérêt mutuel, de venir dire que la province de Québec joue le rôle de dindon.

Quand le chef de l'opposition dit que nous sommes les dindons de la farce, il fait une injure à la province de Québec. C'est indigne et ce n'est pas exact et ce n'est pas juste. J'ai collaboré et je collaborerai encore avec la province d'Ontario comme par le passé sur des bases équitables. La coopération est seulement possible selon une base équitable et juste. Le jour où Québec serait traitée injustement par des régimes rouges ou bleus ou cailles, je serai sur leur chemin pour la défense de Québec. Et lorsque deux provinces donnent le spectacle d'une collaboration dans leur intérêt réciproque, c'est le devoir du chef de l'opposition de tendre la main et de collaborer. C'est seulement logique et prévisible, à moins d'être dirigé contre les intérêts d'un tiers. Cette collaboration des deux grandes et plus vieilles provinces du dominion profite au pays tout entier.

(Applaudissements)

Le chef de l'opposition a voulu prétendre que je voulais remplacer M. King par un autre chef. Quand est-ce que je me suis intéressé à trouver un chef pour le Parti libéral? Ce n'est pas de mon affaire, c'est ridicule. Jamais je m'en suis occupé, pas plus que je me suis occupé du choix de M. Godbout. Malgré que, dans l'intérêt de l'Union nationale, si j'avais eu à choisir quelqu'un, c'est M. Godbout que j'aurais choisi.

Tout ce que je dis, c'est que l'an dernier le gouvernement d'Ottawa a refusé à Québec sa part de justice. Ottawa donnait \$400,000 par mois pour les secours directs, ce qui ne suffisait même pas pour la défense des villes de Québec et de Montréal. Il a donné seulement \$115,000 pour les travaux, somme si minime qu'il n'y avait même pas moyen de la répartir; dans la province, les travaux publics ont coûté des millions de dollars.

J'ai un mandat provincial et j'entends faire de la politique provinciale. Mais lorsqu'il s'agit des droits de la province, parce que j'aime ma province, je me tiendrai debout devant n'importe quel gouvernement, bleu ou rouge, d'Ottawa. Ottawa n'a pas fait son devoir à l'égard de la province de Québec. À cause du refus d'Ottawa de rendre justice à Québec, nous avons dû dépenser \$32,000,000¹² à sa place pour le chômage. Ottawa a donné des millions à d'autres provinces pour la route Trans-Canada et a donné des bonus sur le blé. Il a gorgé certaines provinces. On a secouru les fermiers de l'Ouest.

On donne toutes sortes de faveurs aux autres provinces, quand c'est nous qui payons les déficits des chemins de fer. Je suis en faveur de la paix au pays et en faveur de l'union, mais non pas pour l'injustice. Je dis que le Québec a été traité avec injustice. Si on trouve de l'argent pour les armements au montant de \$63,000,000, on devrait en trouver pour faire manger les gens et pour remédier à la misère dans la province de Québec.

(Applaudissements du côté ministériel)

Je me demande si la position prise par le fédéral envers Québec, de façon à faire retomber sur nous le fardeau du chômage, n'est pas une conséquence d'un plan prémédité. Pendant quelque temps, on a vu MM. Bennet et King parcourir les provinces en réclamant l'unité du pays. On a vu un certain député de l'Ontario réclamer un gouvernement unique pour le Canada. Il y a même un journaliste de Toronto, M. McCullaugh, qui se donnait de l'importance parce que personne n'aurait jamais songé à lui en donner, qui a réclamé la disparition des provinces.

L'attitude du gouvernement d'Ottawa refusant à Québec sa juste part me laisse penser qu'on veut affamer la province de Québec pour essayer de l'assimiler. Mais Québec ne se laisse pas assimiler et ne permettra pas que personne touche à son autonomie provinciale. Lorsque ce journaliste de Toronto veut faire à Ottawa un gouvernement unique par but d'économie, il me fait penser à un père de famille de 14 enfants qui en tuerait 13 pour nourrir le quatorzième, parce que ça coûterait moins cher. Ce projet ne fonctionnera pas.

Et, est-ce que le gouvernement d'Ottawa administre si bien la chose publique pour avoir droit de réclamer un gouvernement unique? Est-ce qu'il n'a pas ses déficits et des déficits considérables, tant pour les chemins de fer que pour le reste? Nous sommes capables de nous administrer et nous n'endurerons pas qu'on vienne mener la province de Québec, qu'on vienne faire obstacle au progrès dans la province de Québec.

L'ignorance d'Ottawa du Québec et son attitude refusant à Québec sa part équitable des argents du chômage donnent à penser qu'on veut assommer la province de Québec dans le but de l'assimiler. Québec ne se laissera pas assimiler. Tant que j'aurai un souffle de vie, personne ne portera atteinte à l'autonomie de la province. Si on leur donne tout, il ne va rien nous rester. Qu'on ne vienne pas mener la province de Québec, qu'on ne vienne pas faire obstacle au progrès dans la province de Québec.

(Applaudissements à droite)

De plus, nous avons des raisons particulières pour exiger le respect de notre autonomie: raisons basées sur nos traditions et notre religion. Nous avons une foi, une mentalité, des traditions qui nous sont particulières et auxquelles nous tenons. Et, sur ce terrain, nous sommes les seuls qui pourront décider de ce qui nous convient. Avec un seul gouvernement à Ottawa, un gouvernement unique au pays comme certains le veulent, est-ce que nous aurions pu passer la loi du cadenas¹³? S'il y avait eu un seul gouvernement, il n'y aurait pas eu de loi du cadenas! Nous ne nous occupons pas des affaires des autres, mais de nos propres affaires. Le gouvernement n'aurait pas eu le courage à Ottawa d'adopter la loi du cadenas, comme l'opposition n'a pas le courage d'en demander le rappel.

Au contraire, son candidat dans Montréal-Saint-Louis, qui était l'ami des communistes et faisait leur ouvrage, a dénoncé cette loi. On sait qu'il y avait des écoles où l'on enseignait le communisme et tout ce qui s'ensuit aux enfants. Ottawa, loin d'être préparé à édicter une première loi, recevait des délégations communistes sur un pied d'égalité, pendant que le Québec leur faisait la guerre et passait une loi pour les empêcher d'agir. La loi du cadenas protège ce à quoi nous tenons le plus chez nous. Voilà la différence.

Le gouvernement a établi une école supérieure de commerce à Québec et donné un octroi de \$200,000 aux Frères des écoles chrétiennes; il a fait augmenter les salaires des institutrices de \$300,000 à \$400,000 par année, et cela, sans obérer le budget des commissions scolaires; il a augmenté les subventions aux collèges classiques et il a encouragé l'éducation primaire et secondaire.

L'ancien gouvernement a laissé l'Université de Montréal dans la misère et n'a pas voulu résoudre son problème. Nous allons sauver l'Université de Montréal et nous allons rendre justice aux universités Laval et McGill. L'Université Bishop's à Lennoxville avait aussi besoin d'aide. Il faudra de \$3,000,000 à \$4,000,000 pour remettre l'Université de Montréal sur pied et plusieurs centaines de milliers de dollars, \$500,000 à \$600,000, par année pour lui permettre de s'administrer.

J'ai récemment rencontré les autorités de l'Université McGill, Sir Edward Beatty, chancelier, et Lewis W. Douglas, doyen et recteur, et je leur ai expliqué la situation de l'Université de Montréal. Je leur ai fait comprendre qu'elles sont en meilleure posture financière, à McGill, parce qu'il y a plus de gens riches pour leur aider, et les autorités de McGill ont parfaitement compris la situation.

Nous leur avons dit que les Anglais payaient une large part des taxes, mais que McGill avait des gens riches qui lui venaient en aide. Ces messieurs ont été larges et généreux. Ils ont tous les deux accepté que la première obligation du gouvernement est de sauver l'Université de Montréal. Nous leur avons dit qu'ils auraient \$150,000 et ils vont le recevoir avec plaisir. Leur geste de coopération a été magnifique et nous ne l'oublierons pas. Nous considérons que ce qu'ils ont fait à l'égard de l'Université de Montréal, en se contentant de ce montant, constitue un geste de magnanimité dont la province va se souvenir.

Il y a eu des améliorations au point de vue hygiène, de construction et reconstruction des ponts, de voirie. Nous avons remplacé quantité de ponts partout. Nous avons organisé la politique de la voirie sur une base qui va révolutionner la province. Le chef de l'opposition avait tout à l'heure dans les mains le journal *L'Attaque*. Mon Dieu, on s'inspire comme on peut. Le chef de l'opposition s'inspire d'un journal où l'on répète des cancans et des commérages. Il demande pourquoi nous avons nommé un nouveau ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan). Et pourquoi j'ai expulsé l'ancien ministre, le député de Laval (M. Leduc). C'est parce que je considère que le député de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan) est mieux que le député de Laval (M. Leduc), et qu'il donne des garanties que le gouvernement n'avait pas avant. C'est tout. Je n'ai pas d'autre raison que cela¹⁴.

Le chef de l'opposition m'a demandé pourquoi nous avions démissionné en bloc. C'est bien simple. Si le cabinet a été obligé de démissionner, c'est parce que l'ancien ministre de la Voirie, ayant reçu l'ordre de partir, ne voulait pas s'en aller. Voilà tout.

Nous avons nommé un nouveau ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan); je ne crains pas de dire que cette nomination a été bien accueillie et que la voirie va connaître un essor considérable. Il est seulement raisonnable que le public en sache un peu concernant notre politique relative aux routes. En matière de voirie, il y a plusieurs théories pour la construction et la réfection, qui ne sont pas partagées par tout le monde. L'ancien ministre était en faveur de chemins larges, droits, qui passaient en arrière des maisons, des villages. Or, ce n'est pas notre théorie à nous.

Nous sommes en faveur de chemins larges et de supprimer les courbes autant que possible, mais nous voulons que la voirie soit pour la province de Québec et non pas seulement pour le tourisme. Nous

voulons relier des centres et des régions agricoles aux grands centres. Nous voulons une voirie provinciale pour les besoins provinciaux, pour la classe agricole. Nous croyons que c'est une erreur de faire passer les chemins derrière les villages. C'est une théorie qui veut des routes droites, larges, faites pour la vitesse, mais qui a le malheur d'ignorer les besoins des régions que ces routes traversent.

On a prétendu que c'est ce que le touriste voulait. Le touriste ne vient pas dans notre province pour faire de la vitesse ni pour regarder uniquement le firmament et les arbres, mais pour visiter les villages et prendre contact avec ses traditions. Et, pour cela, il faut passer par les villages. S'il y a des améliorations à faire, j'en suis. S'il y a des courbes dangereuses et qu'on veuille les faire disparaître, j'en suis, mais je veux qu'on passe dans les villages, car je prétends que les cultivateurs, que les marchands ont droit de bénéficier du tourisme. L'objectif principal du gouvernement est d'assurer une meilleure communication entre tous les groupes de la population. De cette façon, nous allons aider le tourisme.

Nous ne voulons pas d'une voirie qui ne soit rien que pour les villes, et rien que pour aller d'une ville à l'autre.

(Applaudissements)

Si nous n'avions que cela, nous aurions moins de touristes, car les touristes ne viennent pas voir uniquement nos villes. Nous allons verser la somme de \$50,000,000 pour réaliser ce projet. Des routes droites et larges seront bâties sans détruire les intérêts locaux, les puits et les biens. Toutefois, nous allons construire des routes selon les besoins de la population. Nous étudions un projet de plan d'ensemble pour la voirie; nous voulons développer une voirie pratique, où les chemins sont classés en trois catégories: utiles, nécessaires et indispensables.

Nous ferons d'abord les deux dernières, et nous ferons aussi des chemins utiles si nous avons des fonds. Et nous affecterons à cette voirie des revenus appropriés et "earnaked". Nous voulons procéder selon nos moyens, mais s'il le faut, nous créerons des revenus pour constituer un fonds spécial pour aider à l'amortissement et, finalement, à l'extinction de la dette de la voirie.

Nous avons jusqu'ici réussi à éliminer nombre de passages à niveau, opération qui donne plus de sécurité. Les traverses à niveau sont donc disparues dans la province. L'ancien régime s'était refusé à faire cela. Nous avons mis \$300,000 pour l'abolition de ces passages à niveau. À cet égard, le gouvernement d'autrefois avait donné une aide

statutaire. Nous avons fait disparaître les traverses à niveau, particulièrement sur la route entre Montréal et Québec. Nous ferons plus, nos œuvres seront meilleures encore, aussitôt que possible.

En présence de l'œuvre immense que nous avons à accomplir, il me semble que c'est le devoir de tous, y compris de l'opposition, de collaborer et de coopérer avec le gouvernement. Dans l'intérêt de la province, qui est assez belle, assez grande et assez noble, nous ne devons pas nous laisser aller à de la rancœur et à des messages de haine. Nous n'avons pas peur des critiques, des attaques d'où qu'elles viennent; mais, il me semble qu'on ne devrait pas entraver le progrès de la province et le travail du gouvernement par des rancœurs, des rancunes et des considérations personnelles.

L'opposition devrait plutôt tendre la main au gouvernement, oubliant qu'elle est l'opposition, comme deux bons Canadiens qui s'unissent pour leur pays. Tendons-nous la main et collaborons, sinon comme partisans, du moins comme citoyens d'une même province. Le temps de la bataille, il viendra même trop vite pour l'opposition. Ce sera alors l'époque pour guerroyer, se battre, lutter. Pas maintenant. Ce n'est pas la période de la rancœur, c'est le temps de la paix et de la coopération. À la place de la rancœur, des insinuations personnelles perfides, substituons le devoir de travailler dans la paix et la concorde. C'est un cri d'amour pour la province qu'il nous faut lancer, afin de collaborer dans la paix, dans la justice et dans l'ordre¹⁵.

(Applaudissements)

M. Leduc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nous siégeons donc ce soir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce soir?
Pourquoi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
D'abord nous avons à trouver des présidents, et le quorum nécessaire pour que les comités siègent la semaine prochaine.

Je propose, appuyé par le représentant de Gatineau (M. Auger), que lorsque la Chambre

s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. La loi du cadenas est déposée le 17 mars 1937 par le gouvernement de Duplessis, cette dernière autorisant la fermeture de tout local soupçonné de propagande communiste. Ce qui distingue le gouvernement Duplessis de l'ancien gouvernement, c'est sa lutte acharnée contre le communisme et contre les syndicats qu'il soupçonne d'être affiliés aux communistes.

2. *Le Soleil* du 27 janvier 1939, à la page 3, indique qu'il y a eu des remous du côté droit de la Chambre à chaque fois que M. Bouchard citait le journal *L'Attaque*. Il faut savoir que le journal *L'Attaque* appartenait à François Leduc, qui fut ministre de la Voirie du 26 août 1936 au 7 juillet 1938. Pour des raisons nébuleuses, Duplessis contraignit Leduc à démissionner. À la suite du refus de démissionner de ce dernier, le 7 juillet 1938, Duplessis présente la démission de son cabinet au lieutenant-gouverneur et le fait asseoir de nouveau, à l'exception du ministre Leduc. Leduc, siégeant du côté des libéraux, donnera sa version du limogeage à la séance suivante, soit celle du 31 janvier 1939. Pour ces raisons, on peut comprendre la réaction des ministériels et la remarque de T.-D. Bouchard sur l'auteur de l'article. (A. Beaulieu Ltd., *La presse québécoise des origines à nos jours. T. VII, 1935-1944*. Sainte-Foy, PUL, 1985. p. 130)

3. Lors des débats à l'Assemblée législative, plusieurs députés associent ironiquement le député de Saint-Hyacinthe (M. Télesphore-Damien Bouchard) à une histoire de valise. En fait, selon les dires de M. Maurice Duplessis, il y avait à Saint-Hyacinthe une imprimerie dans laquelle était intéressée la fille de M. Bouchard. Le député de Saint-Hyacinthe l'a ensuite achetée et mise au nom de celle-ci. Puis, il a fait acheter des valises par cette imprimerie et lui, alors qu'il était Orateur de la Chambre, a acheté les valises de cette imprimerie au nom de sa fille avec

un profit de 30 % aux dépens de la province. M. Duplessis raconte cette histoire en détail à la séance du 5 avril 1938.

4. "2 octobre", selon *Le Droit* du 27 janvier 1939, à la page 8.

5. Suite à l'élection du 26 août 1936, Oscar Drouin, organisateur de l'Union nationale, est élu député du comté de Québec-Est et nommé ministre des Terres et Forêts. Il démissionna du cabinet Duplessis le 22 février 1937, le premier ministre Duplessis ayant refusé de mettre en place une Hydro provinciale, tel que promis lors de la campagne électorale. Il devient député dissident et membre du Parti national dès le 26 janvier 1938, ce qui explique ici l'attitude de Duplessis à l'endroit de ce dernier.

6. Devise du Canada: "D'un océan à l'autre".

7. *Le Droit* du 27 janvier 1939, à la page 8, précise que le chef de l'opposition a parlé pendant plus de deux heures.

8. *Le Soleil* du 27 janvier 1939, à la page 3, précise que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) applaudissait des deux mains sur son bureau.

9. "\$37,000,000", selon *The Montreal Daily Star* du 27 janvier 1939, à la page 4.

10. "sept", selon *L'Illustration Nouvelle* du 27 janvier 1939, à la page 3.

11. *L'Événement-Journal* du 27 janvier 1939, à la page 4, dit plutôt: "En donnant ainsi le contrat à 5 %, l'entrepreneur n'est pas un agent".

12. "\$31,000,000", selon *The Gazette* du 27 janvier 1939, à la page 9.

13. Voir note 1.

14. *Le Nouvelliste* du 27 janvier 1939, à la page 9, indique ici que la Chambre est alors en émoi.

15. *Le Droit* du 27 janvier 1939, à la page 8, rapporte que le premier ministre a parlé pendant environ une heure et quart.

Séance du mardi 31 janvier 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- des Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Robinson).

Charte de Lachine

M. Béïque (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), que l'article 510 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Lachine demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté.

Présentation de pétitions:

En conséquence, la pétition de la cité de Lachine demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Lachine est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

**Lots de Saint-Germain
et de Notre-Dame du Sacré-Cœur,
Rimouski**

M. Dubé (Rimouski) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Perron), que les articles 497, 498, 503, 510, 511 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Aubert Pinault et autres, demandant l'adoption d'une loi éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur de Rimouski, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Aubert Pinault et autres, demandant l'adoption d'une loi éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur de Rimouski est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- du révérend Benjamin James Noot et autres, demandant l'adoption d'une loi reconnaissant The Apostolic Church of the British Isles in Quebec comme une corporation ecclésiastique dans la province de Québec (M. Bulloch);

- du Trust général du Canada et Lucien Letellier, exécuteurs testamentaires de la succession de Jean-Baptiste-Eugène Letellier, demandant l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs à ladite succession (M. Boiteau);

- de Marie Angélique Duchesnay et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la division de la succession de feu l'honorable Charles Wilson (M. Bulloch);

- de la Compagnie Equitable d'Assurance contre le feu (capital mutuel), demandant l'adoption d'une loi amendant ses pouvoirs ainsi que les lois et règlements la régissant (M. Barrette);

- de The Protestant Infants' Home of Montreal, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Protestant Foster Home Centre (M. Bulloch);

- de Beaudry Leman et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Victor Beaudry (M. Boyer);

- de la ville de Plage Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boyer);

- du révérend John Morozoff et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Saint-Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal (M. Fitch);

- de Vahan Matheossian, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de l'art dentaire après examen (M. Fitch);

- de la communauté des sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal communément

appelées "Sœurs Grises", demandant l'adoption d'une loi concernant l'Île Saint-Bernard et modifiant la charte de la ville Châteauguay (M. Jolicoeur);

- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs (M. Lafleur);

- de Thomas-Philippe Gagnon, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession de pharmacien, sans examen (M. Labbé);

- de la corporation de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Monette);

- de l'hôpital Notre-Dame, à Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Raynault);

- de la cité de Salaberry de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Sauvé);

- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Trudel);

- de l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant son nom corporatif en celui de l'Association des taverniers de l'Île de Montréal, ou Tavern Keepers' Association of the Island of Montreal (M. Monette);

- de la ville de Farnham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot);

- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagné);

- de Louis Pockrass et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Dominion Hebrew Sick Benefit Association (M. Fitch).

Rapports de comités:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter le premier rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport.

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis, pour son président, et M. Boyer, pour son vice-président et recommande de réduire le quorum à dix membres.

Le rapport est adopté.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport.

Votre comité a choisi M. Duguay pour son président et recommande de réduire le quorum à dix membres.

Le rapport est adopté.

M. Tardif (Frontenac): J'ai l'honneur de présenter le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport.

Votre comité a choisi M. Tardif pour son président et recommande de réduire le quorum à dix membres.

Le rapport est adopté.

M. Taché (Hull): J'ai l'honneur de présenter le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport.

Votre comité a choisi M. Taché pour son président et recommande de réduire le quorum à dix membres.

Le rapport est adopté.

M. Pouliot (Missisquoi): J'ai l'honneur de présenter le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport.

Votre comité a choisi M. Pouliot (Missisquoi) pour son président et recommande de réduire le quorum à dix membres.

Le rapport est adopté.

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter le premier rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport.

Votre comité a choisi M. Bégin pour son président et recommande de réduire le quorum à dix membres.

Le rapport est adopté.

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport.

Votre comité a choisi M. Marier pour son président et recommande de réduire le quorum à cinq membres.

Le rapport est adopté.

M. Gagné (Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport.

Votre comité a choisi M. Gagné pour son président et recommande de réduire le quorum à dix membres.

Le rapport est adopté.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): J'ai l'honneur de présenter le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport.

Votre comité a choisi M. Lafleur pour son président et recommande de réduire le quorum à dix membres.

Le rapport est adopté.

Loi des architectes

M. Tellier (Montcalm) demande, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Roy), la permission de présenter le bill 175 modifiant la loi des architectes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je soulève un point d'ordre. Il ne peut être question d'adopter des bills en première lecture ou autrement, tant et aussi longtemps que l'adresse en réponse au discours du trône n'est pas adoptée. En vertu de l'article 636 du Règlement de la Chambre, si l'adresse n'est pas encore adoptée, on ne saurait passer à autre chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris que l'opposition ne veuille pas travailler. Il s'agit purement et simplement, dit-il, d'adopter ce bill en première lecture pour l'envoyer à l'étude en comité.

M. l'Orateur: Pour présenter une mesure avant la fin du débat sur l'adresse, il faut invoquer l'urgence. Comme celle-ci n'a pas été invoquée, je maintiens le point d'ordre du chef de l'opposition.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 19 janvier 1939

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité composé des honorables MM. Baribeau, Chapais, Choquette, Daniel, Kelly, Nicol, Raymond et Simard pour aider l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement en tant que les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour agir au nom de ce Conseil comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer ladite Bibliothèque.

Il est ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative, qu'elle lui soit

transmise par le greffier du Conseil législatif, et que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Comité permanent mixte de la Bibliothèque de la Législature

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que les honorables MM. Gagnon, Paquette, Élie, Coonan et Bertrand (Montréal-Laurier), MM. Barré, Bélanger, Boyer, Casgrain, Marcoux, Monette, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Roy, Taché et Talbot soient nommés membres du comité de la Bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

Il est ordonné qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message lui communiquant la résolution ci-dessus et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Comité permanent mixte des impressions législatives

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger) qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Auger, Fisher et Bastien, MM. Auger (Gatineau), Bertrand (Saint-Sauveur), Bulloch, Delagrave, Labelle, Lafleur et Vachon représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Dépôt de documents:

État des mandats spéciaux

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province. (Voir le tableau à la page suivante)

	<i>Service et rapports du Conseil</i>	<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
16.	Département de la Colonisation : Pour venir en aide aux sinistrés du canton Cherbourg, comté de Matane, qui ont subi des pertes par suite d'un incendie, 12 juin 1938..... (O.C. no 1028, du 30 juin 1938)	\$ 15,000.00	\$ 15,000.00
17.	Divers services : <i>Affaires municipales, Industrie et Commerce :</i> Radiodiffusion dans la province <i>Secrétaire de la province :</i> Corporation des écoles techniques ou professionnelles : École technique, Montréal Écoles des arts et métiers <i>Travail :</i> Établissements industriels et commerciaux Loi concernant l'extension des conventions collectives de travail (O.C. no 1029, du 30 juin 1938)	6,000.00 4,000.00 1,300.00	3,917.69 4,000.00 1,300.00	\$ 2.082.31 11.35
18.	Département de la Colonisation : Pour venir en aide aux sinistrés des cantons de Hope, comté de Bonaventure, et de Pellegrin, comté de Gaspé-Sud, dont les bâtiments ont été récemment détruits au cours d'un incendie (O.C. no 1027, du 30 juin 1938)	5,000.00	5,000.00
19.	Département du Trésor : <i>Dette publique:</i> Autres dépenses..... (O.C. no 1903, du 20 septembre 1938)	57,149.51	57,149.51

État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
1.	Département des Mines et Pêcheries : Pour venir en aide aux sinistrés du village de Saint-Luc, comté de Matane, dont les bâtiments ont été récemment détruits au cours d'une conflagration..... (O.C. no 1288, du 22 juillet 1938)	\$ 8,000.00	\$ 8,000.00
2.	Département de la Colonisation : Loi assurant des facilités de communication au bénéfice de la population du nord-est de la province : Cie de Navigation Charlevoix-Saguenay ltée, premier de dix subsides annuels égaux..... (O.C. no 1377, du 9 août 1938)	18,000.00	18,000.00
3.	Département des Travaux publics : Construction de ponts-routes (O.C. no 1376, du 9 août 1938)	670,603.44	345,054.15	\$ 325,549.29
4.	Département de la Colonisation : Octrois pour venir en aide aux familles résidant aux endroits ci-après énumérés, qui ont subi des dommages considérables à la suite d'une violente tempête, le 3 août 1939 : Sainte-Thècle, comté Laviolette 6,000.00 Cantons Albanels et Parent, comté de Roberval <u>700.00</u> (O.C. no 1696, du 2 septembre 1938)	6,700.00	6,699.95	0.05
5.	Département des Terres et Forêts : Protection des forêts..... Comptes recevables à être chargés aux dépenses..... (O.C. no 2178, du 22 octobre 1938)	90,000.00 123,053.71	90,000.00 123,053.71
6.	Département des Travaux publics : Palais de justice et prisons : entretien (O.C. no 2181, du 22 octobre 1938)	8,533.33	8,533.33

État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
7.	Département de la santé : Institut de microbiologie et d'hygiène de Montréal : Octroi spécial (O.C. no 2179, du 22 octobre 1938)	\$ 75,000.00	\$ 35,000.00	\$ 40,000.00
8.	Service civil : <i>Dépenses d'administration des départements :</i> Département des Travaux publics..... (O.C. no 2180, du 22 octobre 1938)	9,000.00	6,120.29	2,879.71
9.	Département des Travaux publics Ponts de péage : entretien et réparations (O.C. no 2439, du 30 novembre 1938)	35,500.00	23,050.87	12,449.13
10.	Département des Travaux publics : Réparation ou reconstruction de divers ponts à travers la province, qui ont été endommagés à la suite de l'inondation du 31 août et du 1 ^{er} septembre 1938..... (O.C. no 2440, du 30 novembre 1938)	90,000.00	56,788.36	33,211.64
11.	Secrétaire de la province : Université de Montréal : octroi spécial..... (O.C. no 2660, du 22 décembre 1938)	60,000.00	60,000.00
		\$ 1,294,239.99	\$ 878,056.51	\$ 416,183.48

L'auditeur de la province,

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

Québec, le 20 janvier 1939

Edgar Vézina
(Document de la session no 8)

Explications sur des faits publiés:**Café du Parlement**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je me lève, dit-il, sur une question de privilège. Je lis dans un journal de Montréal un article à l'effet que je suis prochainement invité au Club de la Renaissance à expliquer les motifs de la grande défaveur de la cuisine du Café du Parlement où, à ce que dit cet article, il y aurait un énorme déficit. Je suis surpris d'apprendre qu'on ose prétendre que le Café du Parlement n'est pas ce qu'il était sous les administrations précédentes et que l'achalandage des députés de l'Union nationale au Club Renaissance est responsable du peu de clientèle, et donc de son déficit.

Je tiens à dire que j'ai ici le rapport final de la session de 1938, et que le déficit du Café n'est que de \$5,354.20. Nous avons payé \$442 en salaires, ce qui fait \$12 par semaine pour les employés. Sous l'ancienne administration, le déficit de la session de 1935 fut de \$12,512¹; on n'avait payé en salaires que \$264, à raison de \$6 par semaine pour les employés. Nous avons réduit le déficit de \$7,258. J'ai tenu à citer ces chiffres pour rétablir les faits.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): L'ancien régime n'a jamais payé son monde.

Questions et réponses:**Bail passé avec L. Marquis**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement a-t-il passé un bail avec M. Louis Marquis, propriétaire de l'immeuble où l'unité sanitaire a actuellement son bureau, dans la cité de Rivière-du-Loup?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Quel prix le gouvernement paie-t-il annuellement?

b. Quelle est la durée du bail?

c. Les parties pourront-elles y mettre fin chaque année?

d. Si oui, à quelles conditions?

L'honorable M. Paquette (Labelle): 1. Oui.

2. a. \$1,080;

b. Trois ans;

c. Oui;

d. Sur avis de trois mois.

Dr Antoine Raymond

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le docteur Antoine Raymond, de Saint-Louis-du-Ha! Ha!, est-il à l'emploi du gouvernement, ou reçoit-il un salaire ou une rémunération quelconque pour donner des soins médicaux aux colons pauvres de Saint-Elzéar, dans le comté de Témiscouata?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Quel salaire ou rémunération reçoit-il?

b. Peut-il, à part le montant qu'il reçoit du gouvernement, se faire payer par les colons ses services professionnels?

L'honorable M. Paquette (Labelle): 1. Oui.

2. a. \$50 par mois;

b. Oui, par ceux qui peuvent payer.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement sent-il venir quelque chose, cette année, comme il commence vite à répondre aux questions?

**Loi de
l'Office du crédit agricole**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Dussault (Portneuf)**, propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 2 pour porter à trente-cinq millions les sommes mises à la disposition de l'Office du crédit agricole en faveur des cultivateurs de la province de Québec².

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pour les mêmes raisons que tantôt, lorsqu'il s'est agi de la loi des architectes, en vertu de l'article 636 du Règlement, je proteste contre le fait qu'on passe à autre chose avant l'adoption de l'adresse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je constate que l'opposition est conséquente et constante dans sa lutte contre les cultivateurs. Que le chef de l'opposition pense aux conséquences de sa lutte contre les cultivateurs! Dans notre discours, la semaine dernière, nous avons expliqué l'urgence qu'il y avait de sauver la classe agricole. Il s'agit ici de sommes absolument indispensables et nécessaires, le tout en conformité du discours au trône. Il me semble, M. l'Orateur, que ce n'est pas juste pour le Parti libéral, qui fut grand autrefois, d'avoir un chef qui proteste chaque fois que le gouvernement veut

soulager les misères de l'agriculture. En signalant le rapport qui a été présenté sur le crédit agricole, nous avons indiqué l'urgence de cette mesure. Il s'agit dans les circonstances d'une simple procédure, puisque l'on donne avis que les résolutions du bill seront étudiées à la prochaine séance. Nous insistons pour la première lecture.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mon savant ami fait comme à l'ordinaire, il déplace toujours la question. L'opposition n'est pas contre l'agriculture, nous ne sommes pas opposés aux cultivateurs, mais elle tient plus que jamais à ce que les règlements soient respectés en cette Chambre; ils sont sa seule sauvegarde. L'avis n'a même pas été donné.

Un député ministériel: Article 390!
(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Voici l'article 636!

M. Tardif (Frontenac): Les cultivateurs ne connaissent pas cela, ces histoires de présentation d'avis et de motions. L'an dernier, l'opposition s'opposait au crédit agricole parce qu'il y allait avoir une élection dans Bagot. Cette année, comme il n'y a pas d'élection dans Bagot, elle parle d'avis. Il n'y a pas d'élection nulle part, mais l'opposition trouve le moyen de retarder les progrès de l'agriculture en disant qu'il faut des avis d'avis sur avis. Je crois que l'Orateur devrait rendre justice aux cultivateurs en renvoyant le point d'ordre du chef de l'opposition.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): L'avis de présentation du bill a été présenté le 27 janvier, et nous sommes au 31 janvier. Lorsqu'il s'agit d'aider les cultivateurs, l'opposition parle toujours d'avis et tergiverse. Elle n'a pas parlé d'avis lorsque ses représentants étaient au pouvoir et qu'il s'agissait d'hypothéquer un domaine sur nos forêts de \$380,000,000, au profit des marchands de bois.

M. l'Orateur: Je rejette le point d'ordre du chef de l'opposition, parce que, dans ce cas, l'on a invoqué l'urgence de la mesure.

Il (l'honorable M. Sauvé) donne une explication détaillée de sa décision.

L'Orateur, ajoute-t-il, peut difficilement oublier ce qu'il sait comme député de Deux-Montagnes, en rendant cette décision.

La motion est adoptée.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 26 janvier, sur la motion proposée jeudi le 19 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Leduc (Laval)³: (Applaudissements à gauche) M. l'Orateur, je suis des plus heureux d'avoir enfin l'avantage de vous présenter mes meilleurs vœux à l'occasion de votre nomination au poste d'Orateur de cette Chambre. J'admets que je suis en retard. En effet, la quatrième session de ce Parlement vient de s'ouvrir et je ne m'étais pas encore acquitté de cette courtoisie à votre égard. Je m'en excuse et je m'explique. Si je n'ai pas parlé plus tôt, c'est que l'implacable, l'inexorable discipline de parti m'en a empêché. Mes collègues de l'Union nationale en savent quelque chose.

Si je ne craignais pas de devenir trop personnel, je vous rappellerais, M. l'Orateur, qu'à la dernière session, parce que je m'étais permis incidemment d'exposer le point de vue de mes électeurs sur la question du communisme qu'on discutait devant cette Chambre, le premier ministre avait failli attraper un coup de sang. Il était sorti pour ne pas m'entendre.

J'aurais donc été heureux de vous féliciter dès après votre nomination, si je n'avais eu le souci de la tranquillité du chef. N'ayant plus maintenant cette raison, je me permets donc de vous offrir mes sincères félicitations. Sans envier votre poste, l'un des plus importants dans cette Chambre, je me réjouis que ce soit vous qui l'occupiez, parce que j'ai l'assurance que vous veillerez mieux que quiconque à la stricte observance des règles parlementaires. Je réclame toute votre indulgence, et je puis vous assurer que je ferai tout en mon possible pour rendre plus facile votre tâche.

Je ne puis m'empêcher, de souligner la permanence de votre poste et le contraste qu'il offre, lorsqu'on le compare à celui de ministre. Depuis que vous présidez à nos débats, deux membres du cabinet sont redevenus simples députés. D'aucuns se demandent avec anxiété s'il n'y aura pas prochainement de nouveaux remaniements. Le discours du trône, que le premier ministre a jugé si substantiel, ne dit rien là-dessus.

N'empêche que je me réjouis avec tous vos amis de vous voir en quelque sorte à l'abri des hausses et des baisses de la température politique, à l'abri des coups de vent qui secouent violemment la barque de l'Union, à l'abri des écueils que la malignité de certaines gens place sur la route des hommes publics, dès qu'ils se refusent à favoriser leurs tristes combines.

J'ai tremblé de vous perdre, M. l'Orateur, lorsqu'on a mentionné votre nom comme candidat probable à l'un des nombreux ministères vacants, à un moment donné. J'ai craint que vous ne vous laissiez leurrer par le prestige apparent découlant d'un fauteuil au Conseil des ministres. J'ai frémi à la pensée de vous voir abandonner votre poste actuel, pour gravir les dangereux échelons hiérarchiques du parti.

Plus on monte haut, M. l'Orateur, plus on s'expose, et le premier ministre, qui est rendu à l'apogée de sa puissance, pourrait vous en dire quelque chose. Si nous n'avions de graves devoirs à remplir vis-à-vis nos commettants, comme il serait préférable d'appliquer le vieux principe qui dit: "pour vivre heureux, vivons cachés".

J'avais, M. l'Orateur, une autre raison pour vous féliciter plus particulièrement. C'est que nous sommes co-paroissiens, étant nés dans le même village de Saint-Benoît, tout près de Saint-Eustache où nos aïeux, patriotes dans l'âme, se sont fièrement dressés contre l'oppresseur. Se sont-ils inquiétés de savoir si l'ennemi était plus puissant? Se sont-ils demandé si leur courageuse intervention nuirait à leur carrière? Ont-ils calculé toutes les conséquences de leur héroïque conduite?

Non, M. l'Orateur, devant le danger que couraient les principes sacrés de la démocratie, ils sont partis de l'avant courageusement. Ils ont sacrifié joyeusement leurs biens matériels, ils ont risqué leur vie pour que leurs enfants puissent respirer librement sur cette terre du Québec. Vous ne serez donc pas surpris, M. l'Orateur, qu'un fils de Saint-Benoît se soit dressé fièrement et qu'il ait réagi avec vigueur, lorsqu'on a voulu le soumettre à des méthodes abusives et opprimantes.

Représentant du plus grand comté de la province, j'avais contracté vis-à-vis de mes électeurs des obligations auxquelles il ne m'était pas permis de me soustraire. Ils m'avaient élu avec une formidable majorité, parce que je leur avais promis des garanties d'honnêteté et de droiture dont je n'ai jamais consenti à m'écarter. Vous me permettrez de remercier tout particulièrement mes électeurs du comté de Laval qui m'ont donné tant de preuves d'attachement et de dévouement. Ils se rappellent qu'aux dernières élections je leur ai demandé de donner à la province un bel exemple, en évitant les excès auxquels trop souvent les électeurs s'exposent, le jour de la votation.

Membre de l'Union nationale, j'ai prêché des élections honnêtes pour une cause que je croyais noble. Je répétais à ces électeurs, à chacune de mes assemblées, que l'Union nationale était plus qu'un parti politique, que c'était tout un programme d'action nationale dont la réalisation devait ramener dans les foyers les plus modestes la prospérité qui les avait désertés. J'ai réclamé d'eux des sacrifices. Je les ai priés de sacrifier les faveurs que des adversaires leur avaient faites, de briser, s'il le fallait, certaines amitiés. Ils y ont consenti puisqu'ils m'ont élu avec la plus grosse majorité que n'ait jamais obtenue un député au provincial.

En se conduisant ainsi, mes électeurs ont posé en principe qu'aucun sacrifice n'est trop grand, lorsqu'il s'agit de remplir son devoir de patriote. En me marquant ainsi leur confiance, ils m'ont tracé une ligne de conduite que j'ai suivie, lorsqu'est arrivé mon tour d'avoir à choisir entre mon devoir et les faveurs qu'on m'offrait. Je n'ai pas hésité un seul moment. Ne connaissant pas autre chose, j'ai choisi mon devoir. Je suis heureux, aujourd'hui, alors qu'il m'est enfin permis de m'expliquer devant cette Chambre, de pouvoir dire à mes électeurs que j'ai gardé scrupuleusement la parole que je leur avais donnée et qu'ils peuvent être fiers de leur représentant à Québec.

Je sais d'ailleurs que, lorsque les échos de ce débat leur parviendront, ils approuveront la conduite de leur député, parce qu'elle fut en tout point en conformité avec les principes d'honnêteté, de justice et de droiture qu'ils ont eux-mêmes mis en pratique, au cours des dernières élections.

Dès le début de son discours, l'honorable premier ministre a adressé des reproches au chef de l'opposition parlementaire. Il lui a reproché de n'avoir pas parlé du congrès eucharistique national tenu à Québec, au mois de juin dernier, congrès d'importance capitale pour tout bon Canadien

français et catholique. Pour ne pas m'exposer au même reproche, vous me permettrez donc, M. l'Orateur, comme député de Laval et comme père d'une nombreuse famille, de signaler le mandement de Leurs Excellences les archevêques et évêques de la province de Québec sur "l'alcoolisme, plaie nationale".

S'il était important, M. l'Orateur, de souligner le congrès eucharistique de Québec comme une belle manifestation de foi à laquelle tous les catholiques se sont associés de tout cœur, j'ai jugé qu'il ne l'était pas moins de parler de l'alcoolisme qui est une plaie contre laquelle nous pouvons réagir, avec la coopération du premier ministre.

Nous avons été infiniment heureux d'entendre les plus hautes autorités religieuses du pays condamner cet alcoolisme qui durcit le cœur, obscurcit l'intelligence et, comme dit le petit catéchisme, "rend l'homme semblable à la bête". L'excitation passagère que l'alcoolisme procure ne saurait compenser les conséquences néfastes de cette méprisable passion. Il serait infiniment souhaitable que les autorités gouvernementales s'unissent aux autorités religieuses afin de combattre, tant par l'exemple que par la parole, ce mal déplorable.

L'expérience prouve que de très belles intelligences ont misérablement sombré dans l'alcoolisme, que des hommes qui promettaient de rendre à leur pays et à leur religion d'inappréciables services sont devenus des dégénérés, des abrutis, des sujets de scandale. Si l'alcoolisme exerce ses ravages dans les classes moyennes de notre société, elle cause des dégâts autrement plus graves dans les classes supérieures où l'aisance contribue au développement de cette passion.

Nous avons l'assurance, M. l'Orateur, que le gouvernement actuel, si intéressé qu'il soit au commerce des spiritueux, fera tout en son possible pour enrayer les abus. Le premier ministre, respectueux comme nous des recommandations jugées opportunes par les autorités religieuses, se fera un devoir de combattre cette plaie nationale et de prouver ainsi son grand désir de collaborer efficacement avec Nos Seigneurs les archevêques et évêques. Le gouvernement peut compter sur mon appui dans toutes les mesures qu'il voudra bien proposer dans ce sens.

Je prends la liberté de féliciter le proposeur à l'adresse en réponse au discours du trône, qui s'est fort bien acquitté de sa tâche. Il me permettra sans aucun doute de dire qu'il est un de mes bons amis, puisque je n'ai pas été étranger au succès qu'il a remporté dans le comté de Bagot.

Je me rappelle avec beaucoup de plaisir son enthousiasme lorsqu'il nous félicitait, avec ses organisateurs, de l'aide que nous lui avions apportée, grâce à cette politique de voirie en vigueur dans son comté. Il est vrai que je n'avais pas pris une part active à la lutte, mais les actes de bonne administration que le ministère que je dirigeais à ce moment avait posés furent sans doute plus éloquents que les discours. Le résultat final l'a prouvé.

Le député de Bagot (M. Adam) est placé dans une situation privilégiée, puisque la population de son comté se compose d'ouvriers et d'agriculteurs. Il pourra donc se livrer sur place à l'étude de la relation étroite qui existe entre l'agriculture et l'industrie. Je le félicite donc de la haute tenue de son discours et de la façon avec laquelle il a traité des principales œuvres du gouvernement. Quant au seconneur de l'adresse, (M. Fitch, Montréal-Saint-Louis), il mérite une mention spéciale. Il s'est tiré élégamment d'une situation délicate. Il fera sans doute honneur à l'Union nationale telle qu'elle est actuellement.

Je n'ai pas pu m'empêcher d'approuver entièrement le premier ministre, lorsqu'il a imploré cette Chambre de ne pas mêler la religion à la politique, surtout à la politique telle qu'on la pratique en certains milieux. Pourtant, la religion a son mot à dire en politique qu'elle a pour mission de transformer et de bonifier. J'ai été à même d'apprécier la force que procure la religion à ceux qui savent la pratiquer dans la sincérité de leur cœur. J'admire la religion qui permet à une mère de famille, injustement frappée dans les êtres qui lui sont chers, de puiser à cette source merveilleuse le réconfort dont elle a besoin pour subir chrétiennement son épreuve. J'admire la religion qui permet à une vieille mère au bord de la tombe, accablée par l'injustice des hommes, d'implorer le pardon divin en faveur de ceux qui sont responsables de son malheur. J'admire la religion qui procure au jeune homme, ou à la jeune fille, abandonnés par ceux sur lesquels il aurait pu compter, l'espoir de jours meilleurs.

Je ne crois pas cependant dans cette religion de parade; je ne crois pas dans cette religion d'apparat qui n'est jamais en conformité avec les actes. Je ne crois pas au pharisaïsme qui ne peut conduire qu'à la perte de ceux qui le pratiquent. Je crois en Dieu, au Dieu de Bethléem né dans une crèche. Je crois en ce Dieu ami des pauvres, consolateur des affligés, miséricordieux envers les pécheurs. Je crois en son Église. Je prie ce Dieu des pauvres d'avoir pitié des orgueilleux qui s'en vont à l'avant du temple faire la parade des vertus qu'ils n'ont pas: je le prie de pardonner à ces superbes

l'injure qu'ils lui font, en tentant d'exploiter leur humilité feinte.

Je n'endurerai pas que, dans notre province, pour parler comme le premier ministre, l'hypocrisie se cache derrière la religion, au grand scandale de la population. Je ne manquerai jamais une occasion, j'en donne un avertissement solennel, de dénoncer les faux dévots. J'espère qu'on m'aura compris.

J'ai écouté attentivement, M. l'Orateur, le discours du premier ministre, chef-d'œuvre d'acrobatie sophistique. À un moment donné, mis en mauvaise posture par le chef de l'opposition, il s'est écrié: "le chef de l'opposition a fait des insinuations. Qu'il ait donc le courage de se lever et de porter des accusations".

J'ai compris que le premier ministre condamnait lui-même le traitement injuste qu'il a infligé à l'ancien ministre de la Voirie (M. Leduc, moi-même), lorsqu'il l'a expulsé de son cabinet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai déjà déclaré et je déclare encore que l'ancien ministre de la Voirie ne voulait pas s'en aller et que je voulais le changer pour un ministre qui offrirait toutes les garanties nécessaires de loyauté, d'intégrité et d'honnêteté.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): C'est nouveau!

M. Leduc (Laval): C'est là, de la part du premier ministre, une insinuation perfide à mon endroit. Je savais que la vérité le ferait bondir. Mais rien ni personne au monde ne m'empêchera de faire tout mon discours, de dire froidement ce qui est écrit ici.

M. Hamel (Québec-Centre) encourage le député de Laval (M. Leduc) d'un mot.

M. Leduc (Laval): Il y a six mois que j'attends mon heure, et je vais dire ce que j'ai à dire à la face de la population de la province.

En effet, le premier ministre a déclaré ce qui suit, peu après la démission de son cabinet et la reconstitution du cabinet actuel: "Conformément au programme que j'ai énoncé avant et au cours des élections de 1936 et que j'ai toujours respecté et appliqué, je n'ai pas enduré et je n'endurerai aucun abus, que ce soit par des bleus, par des rouges ou par des membres de l'Union nationale. C'est une preuve de plus que le gouvernement de l'Union nationale a l'énergie voulue pour faire son devoir, même si son accomplissement peut blesser certaines amitiés."

N'y avait-il pas là, M. l'Orateur, les plus graves insinuations de la part du premier ministre? Ne laissait-il pas planer sur le compte de l'ancien ministre de la Voirie les pires accusations? C'est alors que je me suis dressé, moi aussi, et que j'ai sommé le premier ministre d'avoir le courage de se lever comme un homme et de porter des accusations, convaincu que je n'avais rien à me reprocher. Qu'est-ce qu'il a fait? Il s'est tu. Pendant six mois, il a laissé planer sur mon honnêteté toutes sortes de doutes. Pendant six mois, il a laissé colporter sur mon compte toutes sortes de faussetés. Pendant six mois, il a fait la conspiration du silence.

Vous l'avez entendu, M. l'Orateur, en réponse au chef de l'opposition, qui lui demandait la raison de mon départ, venir déclarer devant cette Chambre: "qu'il n'avait pas d'autre raison qu'une divergence d'opinion sur la politique générale de la voirie". Il a ajouté: "Je n'ai pas d'autre raison. C'est tout."

Pourquoi, alors, avoir laissé planer tous ces doutes? Pourquoi, alors avoir jeté la honte sur une honnête famille? Pourquoi avoir différé si longtemps une mise au point qui aurait évité tous ces malheurs? Je lui sais gré de l'acte de justice qu'il a posé, de la réparation partielle qu'il apporte tardivement. Eût-il été père de famille qu'il aurait procédé avec plus de prudence, qu'il aurait reculé sans doute devant l'insinuation perfide, qu'il aurait examiné la question de plus près, avant de prendre une décision.

N'aurait-il pas mieux valu, je vous le demande, M. l'Orateur, que le premier ministre écoute mes collègues du cabinet qui l'imploreraient de bien examiner la situation avant de poser un geste irrévocable?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre, et ce n'est pas que j'aime à interrompre l'honorable député, mais il me semble que j'ai été clair. J'ai dit, dans mon discours de l'autre jour, que les raisons pour lesquelles je l'avais expulsé, c'était que le député de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan) offrait des meilleures garanties d'honnêteté, de loyauté et sincérité que le député de Laval (M. Leduc).

L'honorable M. Leduc (Laval): Pendant deux ans que j'ai été dans l'Union nationale, j'ai appris à connaître les méthodes du premier ministre. J'ai bien compris ce qu'il a voulu dire quand il a parlé des garanties, mais la vérité va sortir: je vais dire ce que j'ai à dire. Si ce n'est pas de l'insinuation de parler comme il l'a fait tout à l'heure,

d'honnêteté, de loyauté et de sincérité, je me demande ce que c'est que l'insinuation. Depuis six mois, j'attends mon heure. Tout a été bien mûri. Nous allons faire un peu d'histoire. Ce que j'ai à dire, ce sera froidement dit parce que cela a été froidement pensé, répète-t-il.

Pendant deux ans, depuis l'avènement de l'Union nationale, j'ai suivi les débats de cette Chambre. Je sais comment certains s'y prennent pour dérouter les gens qu'ils n'aiment pas entendre. Le premier ministre a en effet dit que le député de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan) offrait plus de garanties, mais il n'a pas ajouté d'honnêteté, de loyauté et, une autre affaire, la sincérité, je pense. Il n'avait pas dit cela, et je commence à penser que la vérité va sortir, parce que j'ai décidé froidement de dire ce que j'ai à dire. Quand je l'aurai dit, je me demande qui des deux, le ministre actuel ou celui qui est parti, offrira le plus de garanties⁴.

J'en profite pour remercier mes anciens collègues de leur loyauté dans les circonstances et je sais qu'ils ne sont en aucune façon responsables de ce qui s'est passé. Ils n'ont pas agi: ils ont tout subi. Tout au plus, puis-je déplorer leur faiblesse, eux qui n'ont pas eu la fermeté requise pour exiger que je comparaisse devant eux, afin de savoir ce dont on m'accusait et m'en défendre avec succès. Le premier ministre ne l'a pas voulu. Ce fut une situation si cocasse qu'un journal de Toronto est allé jusqu'à dire qu'elle avait pris la tournure d'un opéra-comique.

Bien que le premier ministre m'ait exonéré de tout blâme, bien qu'il n'ait eu rien à dire sur mon passé, comme administrateur de la voirie, je dois à la vérité de rétablir les faits tels qu'ils se sont passés, afin que la leçon qui s'en dégage puisse servir, demain, à ceux qui pourront se trouver dans les circonstances identiques. Je sais gré au premier ministre de m'avoir partiellement rendu justice, de m'avoir exonéré.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député de Laval (M. Leduc) n'a pas le droit de me prêter des déclarations. Ces faits ne sont pas exacts. Je déclare que je l'ai expulsé de force pour améliorer mon cabinet, parce que je voulais avoir comme collègues autour de moi des gens plus soucieux de leurs responsabilités. Je n'ai jamais exonéré le député de Laval (M. Leduc). Je l'ai expulsé de force du ministère pour avoir dans le cabinet des gens soucieux de l'intérêt national, pour avoir un meilleur ministre. J'ai dit que j'avais pris les moyens à ma

disposition pour assurer l'exécution du programme de l'Union nationale.

M. Leduc (Laval): Les points d'ordre avaient coutume d'être plus forts que cela.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela dépend contre qui ils sont soulevés; ça dépend contre qui on se bat.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Ouche!

M. Leduc (Laval): Je faisais partie du premier cabinet Duplessis, le temps qu'il a duré. Le premier cabinet a pris fin l'été dernier parce que je n'ai pas démissionné. J'ai été exclu du deuxième cabinet. Je n'ai pas voulu démissionner, non pas parce que mes théories sur les routes ne s'accordaient pas avec celles du premier ministre, mais bien pour protester ouvertement contre les procédés que je vais vous décrire dans leur brutale simplicité, et attendez, je ne fais que commencer.

Le mercredi, 29 juin, vers cinq heures de l'après-midi, mon secrétaire M. Samuel Gascon, m'informait que le premier ministre voulait me voir immédiatement à sa chambre du Château. Je m'y rendis. Aux éclats de voix qui empêchèrent le premier ministre de m'entendre frapper une première fois, je compris qu'il y avait de l'orage dans l'air. Il me vint à l'idée de différer ma visite, tellement je comprenais qu'on n'était pas en état de discuter raisonnablement quoi que ce fût. Si j'avais eu le nez plus long - sans allusion malicieuse - peut-être que la surface de la voirie n'aurait pas été changée.

On finit par m'entendre frapper et on m'ouvrit. Je trouvai dans ce boudoir l'honorable ministre de la Voirie actuel, le député de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan), et le secrétaire du premier ministre, M. Georges Léveillé. Après les salutations d'usage, le premier ministre me dit à brûle-pourpoint: "Ça me fait ben de la peine, mais tu vas être obligé de donner ta démission. C'est dommage pour toi et pour ta famille, mais j'en ai comme ça contre toi." Le premier ministre fit alors le geste d'indiquer qu'il avait une pile de huit à dix pouces de documents contre moi.

Dans de telles circonstances, M. l'Orateur, qu'aurait fait un homme d'honneur n'ayant rien à se reprocher? Les nombreux députés auxquels j'ai posé la même question m'ont répondu: "Nous aurions dit: Eh bien, Monsieur, expliquez-vous. Dites-moi ce que vous avez à me reprocher." C'est ce que j'ai fait. Le

premier ministre n'a rien voulu m'expliquer. Il m'a dit que sa décision était irrévocable et qu'il voulait ma démission pour le lendemain. Il m'a même indiqué un moyen assez élégant pour m'en sortir. Il m'a conseillé de prétexter l'accident que j'avais subi au cours de l'été, alors que j'étais au service du gouvernement; une fatigue ou une maladie provenant d'un surcroît de travail, en un mot, toute une série d'excuses diplomatiques que l'on trouve dans ces circonstances.

Et il ajouta, sans cependant le promettre parce qu'il y avait deux témoins, que je pouvais espérer être nommé à la présidence de la Commission électrique, en récompense de ma loyauté au fameux caucus de Sherbrooke. J'ai refusé. Je n'avais pas honte de mon administration. Je la savais capable de subir toutes les enquêtes possibles.

L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier): Point d'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Cela commence à chauffer.
(Rires)

L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier): Je soulève un point d'ordre. Je comprends que je suis dans une position délicate. Le député de Laval a voulu dire que je fus témoin. Je dois déclarer que je n'ai jamais été témoin. Je nie sur mon honneur avoir entendu quoi que ce soit en rapport avec cette affaire. Les avancés du député de Laval sont faux!

M. Leduc (Laval): J'ai réclamé à diverses reprises justice dans les journaux. Ce n'est qu'à la dernière séance de cette Chambre que le premier ministre a enfin daigné déclarer qu'il n'avait rien à me reprocher. Ai-je besoin de dire qu'à cette entrevue j'y étais moi aussi? Le ministre ne saurait nier qu'il y était.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au député de suivre les règlements. Il me prête des paroles que je n'ai pas prononcées, par exemple, quand il dit que je lui ai offert la présidence de la Commission d'électricité. Je l'ai dit tout à l'heure, il y a quelques instants. Il n'est pas dans mes habitudes d'exploiter quelqu'un ou de renvoyer un homme sans raison. Si je l'ai fait, c'est parce que son remplaçant, le député de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan) offrait au gouvernement plus de garanties d'intégrité, de loyauté et de sincérité, des garanties que je ne trouvais pas chez le député de Laval.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Belles explications!

M. Leduc (Laval): J'avais rempli fidèlement les engagements contractés vis-à-vis mes collègues de la Chambre et mes électeurs. J'avais donné à la voirie une saine administration, une administration que les députés pourraient citer au besoin comme un modèle d'honnêteté. Je n'avais pas le droit, devant ma conscience, de partir sous le coup d'accusations aussi malveillantes qu'imprécises. Je me suis refusé à m'immoler aux pieds du chef.

C'est alors que le premier ministre m'a laissé entendre que j'aurais une guerre sale, comme il se vanta de savoir la faire.

L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier): Puisque l'honorable député de Laval prétend que j'étais témoin de cette entrevue, je nie catégoriquement que le premier ministre ait tenu pareil langage.

(Applaudissements du côté ministériel)

M. Leduc (Laval): Je ne fais que transcrire ici les notes que j'ai prises immédiatement après l'entrevue. L'entrevue se termina alors que le premier ministre me dit qu'il savait que je le haïssais. Il me fut interdit, je me demande encore de quel droit, d'assister à la réunion suivante du cabinet. J'avais rencontré, avant cette réunion, plusieurs de mes collègues qui s'étaient montrés surpris et peiné de ce traitement du premier ministre à mon égard. Je m'interdis de rapporter ici tout ce qu'ils m'ont dit, mais un jour viendra où j'aurai l'avantage de faire connaître à la population le jugement que portèrent alors ces ministres sur la conduite de leur chef.

Voilà, dans sa brièveté, l'événement tel qu'il s'est passé. J'ai réclamé justice à plusieurs reprises dans les journaux. Ce n'est qu'à la dernière séance de cette Chambre que le premier ministre a enfin daigné déclarer qu'il n'avait rien à me reprocher, que ma réputation comme administrateur était intacte. Je suis prêt à admettre que le premier ministre était sincère lorsqu'il déclarait qu'il avait un gros dossier contre moi. Je savais que son entourage, depuis 18 mois, accumulait calomnie par-dessus calomnie, de façon à me perdre.

Ce n'était d'ailleurs pas une première fois que j'avais à me défendre contre des accusations, puisque, à peine six mois après ma nomination, j'avais le plaisir de comparaître devant mes collègues de l'Assemblée législative pour me justifier de certaines accusations formulées contre mon administration. On

se rappelle qu'en quelques minutes j'ai confondu mes calomniateurs de telle façon que le premier ministre m'a dit: "Si j'ai soulevé la question, c'était pour faire éclater et ta compétence et ton droit."

Que la position du premier ministre ait été un moment intenable, je le comprends, tellement les intérêts en jeu étaient considérables et tellement les pressions étaient fortes pour détruire l'œuvre que l'on édifiait à la voirie, conformément au programme que l'on avait énoncé publiquement. C'est que le budget de la voirie est, depuis quelques années, très considérable, qu'il touche à tous les comtés de la province et qu'il vient en conflit avec de nombreux intérêts.

Mais avant de m'engager trop avant dans cette question du programme, permettez-moi de souligner ici le jugement qu'ont porté certains députés de l'Union nationale sur la conduite que j'ai tenue dans les circonstances que je viens de relater. Si je me permets cette digression, M. l'Orateur, c'est pour bien marquer jusqu'à quelle profondeur a pénétré l'esprit de parti dans l'Union qui prétendait s'en être affranchie. Certains députés m'ont soutenu que le premier ministre s'était montré "magnanime" à mon égard en m'offrant une situation de tout repos, grassement rémunérée, en laissant entrevoir la présidence de la Commission de l'électricité, en reconnaissance de services rendus au caucus de Sherbrooke.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai jamais directement ou indirectement, sur mon honneur, offert autre chose au député de Laval que la porte du cabinet à la date qu'il a mentionnée.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Tiens, tiens, il n'y a pas d'applaudissements? Ils se font rares.

M. Leduc (Laval): Ces députés ne comprenaient pas que j'aie pu refuser de me courber, lorsque la discipline de parti l'exigeait. Ils avançaient même qu'il y avait entre le premier ministre et moi-même une telle différence de formation et de caractère que toute entente future devenait impossible.

Même les procédés injustes, soutenaient-ils, employés à l'égard d'un particulier, perdent leur malice lorsqu'ils favorisent un parti. L'homme public, ont-ils ajouté, a le droit de recourir à tous les moyens pour rouler un adversaire, s'il ne veut pas être roulé lui-même. Vous avouerez avec moi, M. l'Orateur, que c'est là une singulière mentalité qui s'infiltrait dans un parti où l'on fait la part si large

à la vertu. Je ne suis peut-être pas un grand politicien, mais j'ai toujours compris que le mensonge est méprisable, qu'il vienne d'un grand chef ou d'un petit fonctionnaire. J'ai toujours compris que les procédés malhonnêtes sont condamnables, quelle que soit la personnalité de celui qui les emploie.

J'irai plus loin, M. l'Orateur, et je dirai que tous ces procédés qui s'écartent du droit chemin sont d'autant plus répréhensibles que celui qui les emploie est plus puissant. Ce qu'on est prêt à pardonner à l'ignorant ou au faible ne saurait trouver valable excuse chez les grandes vedettes de la politique. N'est-ce pas à nous, M. l'Orateur, de donner à la population l'exemple de la franchise, de la droiture, du respect de la parole donnée? Si les représentants du peuple s'oubliaient au point de faire table rase de tous ces principes élémentaires, sur quoi se baseraient-ils pour exiger qu'on les respecte? Mes collègues de l'Assemblée législative m'ont rappelé également, à la suite des incidents que j'ai rapportés, que le premier ministre, au Club Renaissance, le 24 février 1938, m'avait signifié d'une façon non équivoque qu'il entendait conserver leur physionomie aux villages de la province et que si je n'étais pas content, je n'avais qu'à m'en aller.

J'avais alors répondu au premier ministre qu'il m'était tout à fait impossible de jouer ma réputation d'ingénieur, fût-ce pour faire plaisir à un avocat, même distingué. J'avais ajouté que la meilleure garantie que possédait alors le ministre de la Voirie, c'était justement cette formation d'ingénieur qui lui permettait de résoudre, dans le meilleur intérêt du public, les problèmes qui se posaient au ministère⁵. Il paraît que le premier ministre a trouvé chez le député de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan) de meilleures garanties. Nous n'avons pas eu l'avantage encore de le voir à l'œuvre. Nous sommes bien obligés d'accepter comme seule garantie la parole du premier ministre. Attendons.

Le député de Jacques-Cartier verra sa tâche singulièrement simplifiée, s'il suit la politique de routes croches qu'on lui a imposée. Il admettra avec moi qu'il est infiniment plus facile de suivre les chemins existants, fussent-ils parsemés d'ornières, que d'en tracer de nouveaux.

Son entraînement professionnel lui rendra cet exercice facile, agréable même. Je n'ai jamais admis et je n'admettrai pas que la discipline de parti puisse, à un moment donné, obliger un homme à sacrifier sa réputation, son honneur même, au succès d'un groupe politique. Je suis fier d'être un homme libre dans un pays libre, et je m'opposerai toujours à

l'introduction dans notre catholique province des exactions à l'ordre du jour dans les pays totalitaires.

J'ai l'assurance, en m'exprimant ainsi, d'avoir au moins l'entière approbation du nouveau député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch). Il sera le premier à admettre que, si le chef a droit à l'obéissance de ses sujets, il contracte envers eux l'obligation de les respecter dans leurs biens, dans leur réputation et dans leur honneur.

Je n'ai pas été deux ans au ministère de la Voirie sans rencontrer des ennemis, sans que je me rende compte que j'avais affaire à des adversaires puissants qui voulaient ma perte et que la partie serait dure. On a même été jusqu'à tenter de me faire chanter, tant on voulait maintenir à la politique de voirie une orientation qui profitait à certaines gens.

Dans mon comté seulement, pour ne citer qu'un cas, j'étais à peine ministre depuis quelques mois qu'on a essayé de me passer par-dessus la tête une expropriation si scandaleuse que jamais le député de Laval n'aurait pu se présenter devant ses électeurs.

Comme pour me mettre dans une plus mauvaise posture encore, on avait choisi un pont qui était dans mon propre comté. On voulait déjà m'empêcher de faire face à mes électeurs et de rendre compte de mon mandat.

On a failli réussir. Tout était prêt. Le contrat était préparé et tous les autres papiers étaient prêts, il ne restait qu'à le signer. Seulement, par habitude, je lis le contrat. Je m'aperçus qu'on voulait faire payer à la province \$30,000 pour une propriété que le commun des mortels évalue à \$10,000 et pour laquelle nous offrons environ \$9,000. La transaction allait se bâcler pour un prix de \$30,000, quand je refusai la signature qui aurait tout consommé.

Avec l'autorisation du premier ministre, le ministère a laissé aux tribunaux le soin de décider. Nous avons envoyé ce cas en Cour et elle a fixé le prix de l'expropriation à \$21,000. Le jugement du tribunal fut de \$21,000, parce que l'affaire avait été tellement bien préparée que les officiers de mon ministère s'étaient déjà compromis sur le chiffre de \$30,000.

M. Béïque (Chambly): Écoutez!

M. Leduc (Laval): Eh bien! Le grand responsable de cette transaction qu'encore une fois je n'hésite pas à qualifier de scandaleuse, tant elle avait été bien cuisinée, qui a fait les pressions les plus fortes, un pur d'entre les purs, c'est M. S.-A. Beaulne.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tiens, le président de la Régie de l'électricité.

M. Leduc (Laval): C'est le même homme qui, depuis des mois, s'employait à distiller le poison dans l'esprit du premier ministre et ne craignait pas de semer des doutes à mon sujet.

Cet homme voulait faire disparaître le ministre de la Voirie. C'est lui qui, à l'été de 1937, dans une petite réunion chez les messieurs Dufresne, disait: "Maurice, mets-le dehors, s'il n'est pas trop tard, car il ne veut que prendre ta place. Leduc est un traître." Ce sont les amis, ceux qui ne sont jamais de l'avant lorsqu'il s'agit de recevoir les coups. N'ai-je pas raison de vous dire qu'il y avait contre moi des ennemis tout-puissants?

Je veux bien croire que la mémoire du chef est fidèle, mais je me rappelle fort bien qu'il a été question, le 29 juin, d'une position que je pourrais avoir. Le premier ministre dit alors: "Sans rien te promettre, il y aurait peut-être moyen d'avoir une présidence de commission électrique."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, l'honorable député de Laval (M. Leduc) ne peut enfreindre les règlements de la Chambre, de cette façon. Je rappelle le député de Laval encore une fois, et je ne voudrais pas être obligé d'y revenir. J'affirme sur mon honneur que ni de près ni de loin je n'ai offert au ministre de la Voirie rien autre chose que la porte du cabinet⁶. Je l'ai gardée ouverte pour l'ancien ministre, dans le but de l'exclure.

M. Leduc (Laval): J'affirme que je rapporte cela d'après des notes prises immédiatement après cette entrevue.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): C'est ça un démenti?

M. Leduc (Laval): Je disais qu'il y avait des ennemis puissants qui essayaient de ruiner le ministre de la Voirie dans l'esprit du chef et de ses partisans. Nous avons des cas assez frappants. Nous avons dit que tout l'argent que nous recevions servirait à donner du travail aux ouvriers.

Certes, un parti doit être discipliné. Mais j'ai voulu aussi qu'il y en ait de la discipline dans mon département, j'ai voulu surtout qu'il y en ait dans les garages, même au garage de la voirie à Québec. À Québec, nous avions un problème terrible, celui du garage de la voirie. Parce que nous y avons exigé de

la discipline, à la suite d'une enquête faite par un officier du département du procureur général, une bagarre s'est produite: deux hommes ont attaqué leur contremaître.

C'est à ma demande que le fonctionnaire en charge de notre service des outillages, de qui relèvent les garages, a porté plainte. Les deux assaillants ont comparu devant les tribunaux, et l'un d'eux a fait de la prison. La récompense qu'il a eue fut la porte, parce qu'il avait fait son devoir. Le premier ministre est intervenu et a fait congédier, profitant de mon absence, M. Pépin, le fonctionnaire coupable d'avoir signé la plainte. Des ministres du Québec, qui connaissaient le caractère du fonctionnaire congédié, sont intervenus auprès du premier ministre en sa faveur. Ce fut en vain, on devait se courber quand le premier ministre avait parlé.

Une vraie compréhension entre le premier ministre et moi-même n'aurait pas été possible en raison de notre différente conception des problèmes de l'administration et notre caractère respectif. Dès 1937, le premier ministre m'a dit que je devrais changer mon programme routier ou partir. J'ai alors refusé de partir. J'ai également refusé de transformer le ministère de la Voirie en siège social pour le patronage. L'invasion des organisateurs politiques de l'Union nationale s'est montrée tellement forte qu'un moment est arrivé où ils ont insisté pour que les propriétaires de camions engagés sur les routes soient obligés de contribuer à la caisse électorale du parti.

Il fallait de la discipline, parce que nous étions aux prises avec une nuée d'organismes politiques qui voulaient se servir de la voirie pour faire leurs fins personnelles.

Dans le comté de Berthier, il y a eu un cas tout spécial: nous avons été en butte aux menées d'organismes de comtés, des organisateurs de l'Union nationale, qui prenaient un prélèvement sur le coût du charroriage. Ces gens payaient 90 cents aux cultivateurs, alors que l'entrepreneur versait \$1.25. Un autre organisateur payait 25 cents la livre du matériel et le vendait au gouvernement \$1.25.

Un député de l'opposition: Un autre pur!

M. Leduc (Laval): Pour rétablir la discipline, nous avons dû lutter contre tout le monde dans certains milieux.

Je vous ai cité tantôt un cas d'expropriation. On nous a fait des reproches et on nous a reproché notre politique de voirie. Il y a le cas de Sainte-Thérèse où il était impossible de faire passer la route

dans le village. Combien de réunions, combien de visites pour voir enfin celui qui faisait le plus d'opposition à l'entente nous demander d'exproprier un bloc dans lequel il était intéressé.

Je veux vous en parler de nouveau. Pour la reconstruction de la route Sainte-Rose à Saint-Jérôme, nous avons décidé de passer en arrière du Séminaire, au lieu de nous perdre dans les méandres de la route qui nous conduit dans les parties les plus encombrées de cette municipalité.

Le supérieur du collège, une fois que la chose fut décidée, m'a lui-même félicité de ce changement, me faisant observer très justement que, le dimanche, la circulation était tellement intense que tout service religieux était rendu impossible. L'opposition fut très tenace, mais nous avons tenu bon. Pendant les pourparlers, l'un des tenants des routes au milieu des villages me dit: "Si, au moins, vous achetiez ma maison."

Le premier ministre lui-même m'a fait venir un jour dans son bureau, où se trouvaient déjà M. Marius Dufresne et son cosociétaire, M. Bertrand; l'on voulait que la voirie expropriât la maison d'un M. Dussault à Yamachiche. Je m'y opposai. À mon retour au ministère, je vérifiai sur les plans. On n'avait pas besoin de faire cette expropriation et je donnai ordre à mes subalternes de ne pas bouger. C'était une cause de divergence de vue entre le premier ministre et moi⁷.

Dans cette histoire d'expropriation, nous avons dû opérer notre travail dans des conditions difficiles avec un instrument des plus dispendieux. Autrefois, il y avait la loi d'expropriation devant la Commission des services publics. Cette loi a été changée de façon à permettre de citer ces cas devant la Cour supérieure. Le résultat a été que, pour la route de Saint-Jérôme, cette loi d'expropriation a coûté plus de \$100,000 à la province.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): C'est comme les bills 19 et 20.

M. Leduc (Laval): À notre arrivée au pouvoir, les causes d'expropriations de la voirie étaient soumises à la Commission des services publics, qui s'était spécialisée dans ces litiges et y avait établi une jurisprudence et des précédents. Le premier ministre, dans son désir de chambarder le plus possible la législation de l'ancien gouvernement, a fait adopter par la Chambre une nouvelle loi d'expropriation, qui a été cause que nous avons essuyé toutes sortes de retards dans l'exécution de nos travaux, sans compter que certaines dispositions de la loi rendaient très

coûteux pour le ministère ces procès en expropriation. Je ne crains pas d'affirmer que, sur une route en particulier, la grande route que nous avons construite pour conduire à Saint-Jérôme, la nouvelle loi d'expropriation a été cause que la voirie a dû payer \$100,000 de plus que si l'ancienne loi avait été en vigueur.

L'expropriation dirigée par mon ministère a été entravée par des interventions extérieures et par le fait que la Commission de la fonction publique a été dépouillée de ses pouvoirs lui permettant d'entendre de tels cas, qui ont été remis aux mains de la Cour supérieure. Je fais référence, dit-il, aux expropriations relatives à l'élargissement de la route à Cartierville.

Le premier ministre a parlé dans son discours de la semaine dernière de la Dufresne Construction. Il ne me déplait pas de vous en parler, parce que je vois un parallèle entre ma sortie du cabinet et l'exécution de M. Bernard Brault. Il y a aussi le cas de la Dufresne Construction et de la Dufresne Engineering. On a cessé les opérations de la Dufresne Construction pour les reprendre sous le nom de Dufresne Engineering, mais à l'exclusion de M. Bernard Brault. On recommence en neuf sans lui.

Dans mon cas, le cabinet a dû démissionner, tandis que, pour se débarrasser de M. Bernard Brault, on a formé une nouvelle compagnie, afin d'arriver à le frustrer d'un profit légitime et qui s'annonçait rondet. La Dufresne Construction, dont faisait partie M. Brault, a été laissée à l'ancre et on a formé la Dufresne Engineering qui, elle, marchait à plein rendement. Êtes-vous surpris que M. Brault, lésé dans ses droits, poursuive la Dufresne Engineering, puisqu'il a aidé à l'édification de la Dufresne Construction? Il a étalé au grand jour des secrets de famille qu'il aurait peut-être fallu tenir dans l'ombre.

Parlant de cette affaire, cela me rappelle l'argument du premier ministre; un calcul habile qu'il a fait l'autre jour. Il a dit dans son discours la semaine dernière: nous avons payé 5 % pour sauver la taxe de vente. Le premier ministre, pour justifier l'octroi sans soumission d'un contrat à la Dufresne Construction, a fait, à propos de la rémunération de 5 %, un calcul que je lui conseille de ne pas enseigner dans une université. Pour ce faire, il a fait intervenir la taxe de vente. Je lui rappelle que, depuis le 17 juin 1938, le fédéral a supprimé la taxe de vente sur les matériaux de construction pour les compagnies agents du gouvernement dans les travaux de chômage. C'est une forme de collaboration de la part d'Ottawa que le premier ministre s'est gardé d'apprécier.

La Dufresne Construction a eu pour premier contrat la construction du pont du boulevard Pie-IX. Au moment de la construction du pont Pie-IX, les premiers plans comportaient une construction comme le pont d'Ahuntsic. Ils étaient complets et plus simples. Cela devait se faire en béton ordinaire. Mais, tout à coup, il y eut des pressions de faites, à la demande du député de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan), pour que l'on changeât le procédé. On ne voulait plus construire que selon le Kane System. J'ai protesté dans le temps; j'en ai parlé dans un caucus.

J'avais fait l'étude de tous les procédés et ce n'était pas le procédé Kane que je recommandais. Malgré les protestations que j'ai fait entendre dans le temps, on a adopté un mode de construction plus coûteux, sur lequel il y avait des brevets. Il résulte de tout ceci que le pont du boulevard Pie-IX a coûté \$200,000 de plus avec le Kane System que d'après les procédés de construction ordinaires, parce qu'on n'aurait pas été forcé de payer tribut au trust de l'acier.

Pour les mêmes raisons, le pont de Charlemagne va coûter \$500,000 de plus qu'il n'était nécessaire avec les procédés ordinaires. Et que dire maintenant des compagnies qui ont eu à fournir l'acier pour les constructions? Et par-dessus le marché, cet acier, on l'a acheté en grande partie en dehors de la province de Québec, en grande partie de l'Ontario.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Ça fait combien de chaussures de moins pour les chômeurs?

M. Leduc (Laval): À Sainte-Thérèse, pour la construction du tunnel de notre route qui mène à Saint-Jérôme, nous avons dû mater l'opposition du Pacifique Canadien, qui ne voulait pas accepter d'autre entrepreneur que la Dominion Bridge. Nous avons tenu bon et nous avons obtenu que ce travail fût confié à un Canadien français, un jeune, et indépendant du trust de l'acier. Et les travaux furent si bien exécutés que nous avons eu des félicitations, même du Pacifique Canadien. Nous avons insisté devant les grosses compagnies présentes. Nous faisons cela en conformité de notre programme de l'Action libérale nationale.

L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier): L'honorable député veut-il insinuer que j'ai eu quelque chose à faire avec Sainte-Thérèse, que je suis intervenu d'une façon ou d'une autre?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup)⁸: Qui s'excuse s'accuse!

(Rires du côté de l'opposition)

M. Leduc (Laval): Je n'insinue rien. Je n'ai pas mentionné de nom. Je n'ai pas dit que le ministre était intervenu dans ce cas-là.

Lorsque nous avons fait notre campagne de 1935 et de 1936, nous avons dit tout particulièrement: "Il y a dans la province de Québec une jeunesse instruite qui n'a pas de débouchés pour ses talents et son activité. Ce sont toujours les mêmes qui ont les contrats: toujours les mêmes grosses compagnies. Cela va changer, car il n'y a rien pour cette jeunesse." Voilà ce que nous disions alors au peuple qui nous a élus pour ce programme, en bonne partie.

Je vais dire maintenant au ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) que le gouvernement transige trop avec la Truscon Steel Company, une filiale de la Republic Steel, le trust de l'acier. Par l'effet d'avoir acheté de l'acier de la Republic Steel et de ses subsidiaires aux États-Unis, il y a des contrats qui ont coûté \$100,000 de plus au ministère du Travail.

Je m'offre à en faire, dit-il la preuve mathématique et technique. On paie un tribut inutile de \$100,000 au trust de l'acier.

L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier): L'honorable député de Laval admettra que je ne suis pas intervenu en faveur du trust de l'acier.

M. Leduc (Laval): Oh! Non, non, non. Je rends justice à l'honorable ministre.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Quels travaux, quels contrats?

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Pour le barbier Jean-Baptiste Bellemare⁹.
(Rires)

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Je soutiendrai le contraire jusqu'au jour où l'honorable député me produira un contrat du genre de celui dont il parle. Que le député de Laval (M. Leduc) me soumette un seul contrat avant de porter des accusations!

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Des contrats à produire? Vous les avez faits sans soumissions.

M. Leduc (Laval): Le ministre a toutes les facilités possibles pour soumettre tous les contrats, avec tous les détails, et alors il me sera facile de faire ma preuve, s'il veut mettre tous les documents devant nous. Qu'il nous donne donc des précisions sur certaines compagnies d'acier!

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): L'honorable député a demandé des précisions. Il peut lancer des accusations comme un homme et toutes les accusations qu'il voudra, mais des insinuations, je n'en tolérerai pas. Il prétend que j'ai toutes les qualités requises pour donner des explications sur les contrats. J'en ai assez pour lui dire que ses avancés, en ce moment, sont faux. Et s'il n'est pas capable d'apporter des preuves de ce qu'il avance, il n'est pas justifiable de parler comme il vient de le faire.

M. Leduc (Laval): J'ai été assez explicite. Que le ministre nous soumette tous les contrats et tous les documents, et on verra qui a raison. On devrait demander des soumissions pour tous les travaux et accepter les soumissions honnêtes.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): L'honorable député de Laval ne devrait pas procéder par insinuations. Qu'il porte une accusation s'il a une preuve d'irrégularité, et je le rencontrerai tout de suite.

M. l'Orateur: Jusqu'à présent, je ne suis pas intervenu parce que personne n'a soulevé de point d'ordre. J'ai toléré que des allusions soient faites à des conversations qui auraient pu être injurieuses pour les membres de cette Chambre. Maintenant que l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) a soulevé un point d'ordre, je demande que le député de Laval (M. Leduc) observe les règlements. Qu'il réponde aux affirmations qui ont été faites par l'orateur qui l'a précédé, très bien. Mais, s'il a des accusations à porter, qu'il précise ces accusations. Il serait injuste pour les membres de cette Chambre de faire des affirmations trop générales auxquelles il serait impossible de répondre, faute de précisions.

M. Leduc (Laval): Je dis que, si des soumissions avaient été demandées pour ces travaux, de grandes économies auraient pu être réalisées, des économies de l'ordre de centaines de milliers de dollars. Nous aurons le temps, au cours de cette session, de parler des cas particuliers. Pour rendre justice au ministre, je crois qu'il admettra que, s'il y

avait eu des soumissions pour tous les travaux, les grandes économies seraient plus grandes.

Au début de notre administration, il fallait déterminer quel système employer pour faire exécuter les travaux de voirie. Les grands travaux publics peuvent être exécutés selon quatre modes. Au début, à la voirie, nous avons donné des contrats au prix de revient, plus une rémunération pour l'entrepreneur.

Mais ce mode entraîne tant de difficultés et d'abus que nous n'avons pas tardé à l'abandonner. On peut aussi faire exécuter les travaux à prix fixe, en régie, et après demande de soumission. Je crois que ce dernier est le meilleur de tous, sauf certains cas particuliers; c'est le mode qui donne le plus de justice à l'entrepreneur et favorise le plus l'intérêt public. Il faut à l'occasion connaître quelque chose en la matière, pour pouvoir tenir bon en face de l'entrepreneur qui peut faire jouer bien des influences.

Au printemps de 1937, nous avons dû refuser les premières soumissions pour la route de Berthier à la Pointe-du-Lac. Nous les avons trouvées trop élevées, et nous avions raison, puisque le rejet des premières soumissions nous a permis de sauver au Trésor de la province la jolie somme de \$206,000. C'était au mois d'avril 1937. Quelques mois plus tard, nous n'avions pas nos coudées aussi franches. Nous avons commencé à avoir des ennuis. Chose curieuse, ce fut pour des entreprises du district de Montréal qu'il y eut des tiraillements. À Québec, à Sherbrooke, à Trois-Rivières, tout se passa dans l'ordre. Mais, dans le district de Montréal, trois contrats furent donnés sur lesquels je veux m'arrêter un peu.

Au début de l'été 1937, ce fut d'abord le contrat Lachute-Grenville. L'entrepreneur soumissionnaire au plus bas prix fut mis de côté, à la demande même du premier ministre, qui en imposa un autre plus en cours à ce moment-là. C'était l'un des plus hauts soumissionnaires, mais le contrat lui fut accordé aux prix du plus bas soumissionnaire.

Pour la reconstruction de la route Saint-Eustache-Oka, le contrat fut finalement octroyé au plus bas soumissionnaire, après que l'entrepreneur favorisé de l'appui du premier ministre eut refusé de l'accepter aux prix du plus bas soumissionnaire, parce qu'il les trouvait trop bas. Le contrat fut exécuté tel que prévu, et tout se passa bien, grâce à l'esprit de bonne entente des électeurs de Deux-Montagnes.

En même temps que ce contrat de Saint-Eustache-Oka, je dus donner le contrat pour Sainte-Agathe-Saint-Jovite. C'était au mois de septembre

1937, au moment de mon départ pour le Congrès des bonnes routes au Nouveau-Brunswick. Je crois bien que si je n'avais pas été victime d'un accident d'automobile en Nouvelle-Écosse, je n'aurais plus été ministre à mon retour. Sur ordre du premier ministre, le contrat ne fut pas octroyé au plus bas soumissionnaire.

Le premier ministre favorisait la Highway Paving, dont le président est M. Franceschini. Sa soumission était de plus de \$200,000 plus élevée que l'autre. Avant mon départ pour les Provinces maritimes, je posai un acte qui empêchait que le contrat fût octroyé à un prix autre que celui du plus bas soumissionnaire. Il fut accordé à la compagnie de M. Franceschini au prix du plus bas soumissionnaire. Mais les choses ne devaient pas en rester là. Dès le mois de janvier 1938, première tentative infructueuse pour m'arracher une révision à la hausse des prix du contrat Sainte-Agathe-Saint-Jovite.

À la mi-juin, une dizaine de jours avant mon départ, nouvelle pression pour obtenir une révision des prix. On mit sur pied la grosse "batterie" du parti. On changea d'avocat. Je résistai, mais je dus sortir du cabinet. Et actuellement, on travaille au ministère de la Voirie à la révision des prix de ce contrat dans le sens désiré par l'entrepreneur. Cela se chiffre par un \$300,000 de majoration.

Je conçois que, pour des quantités supplémentaires non prévues à un contrat, il puisse y avoir dans certains cas une révision de prix. Mais, dans ce cas-ci, seulement pour les quantités prévues au contrat, la révision de prix unitaires sur laquelle on travaille actuellement à la voirie se traduit par une majoration de \$176,000; la province se trouvera à faire un cadeau. Je mets l'actuel ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan) en garde contre ces manœuvres, s'il veut conserver les garanties qu'il offre présentement au premier ministre.

L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):
Vous avez dit "si" le contrat est changé.

M. Leduc (Laval): Je dis que l'on prépare des estimés à cette fin et que, si un nouveau contrat est passé d'après ces données, ce sera une différence de \$175,000¹⁰ au désavantage de la province.

À notre arrivée au pouvoir, nous avons mis fin à l'exploitation du régime des pavages brevetés. Ce sont les fournisseurs de ces pavages brevetés qu'on vendait à la province à deux fois le prix d'un pavage ordinaire aussi bon, qui, de l'avis de l'ingénieur en chef de la voirie, harcelaient les fonctionnaires du département pour les forcer à

autoriser la pose de ces pavages coûteux sur des routes pas préparées à les recevoir. Que le nouveau ministre soit ferme, s'il ne veut pas qu'on revienne à ces pavages!

Je suis heureux de dire dans cette Chambre que nous avons obtenu à la voirie la collaboration des autorités fédérales. En 18 mois, nous avons obtenu de la Commission des chemins de fer \$750,000 pour l'élimination des passages à niveau. Je donne ici crédit au gouvernement fédéral pour sa coopération. Nous avons poursuivi cette politique avec succès. Notre collaboration a été très active.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Quelle a été la somme fournie par la Commission des chemins de fer, en quelles circonstances et pour quels travaux?

M. Leduc (Laval): (Ironique) Je n'ai pas bien saisi la question de l'honorable député.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je vous parle de la Commission des chemins de fer, de laquelle vous dites que vous avez reçu de la collaboration.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Vous feriez peut-être mieux d'aller interroger là-dessus votre ami le très honorable M. R. B. Bennett qui, par esprit de collaboration, s'en va demeurer en Angleterre pour ne pas se laisser consulter.

(Rires)

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je prierais l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort), s'il a quelque chose à dire, de se lever ou de ne pas interrompre.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je dis que vous feriez mieux d'aller interroger là-dessus votre ami M. R. B. Bennett qui, par esprit de collaboration, s'en va rester à demeure en Angleterre.

(Rires dans les galeries)

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Leduc (Laval): Pendant les campagnes électorales de 1935 et 1936, les orateurs de l'Union nationale ont promis avec chaleur d'encourager les jeunes et de prendre toutes sortes d'initiatives pour favoriser la révélation de leurs talents cachés.

Dès les premières semaines de notre administration, nous n'avons pas craint de faire un programme de cinq ans et nous avons fait appel à des concours extérieurs. Pour ma part, j'avais toujours

déploré l'anonymat qui cachait la conception de grands travaux de génie. Nous avons mis fin à cette injustice, nous avons sollicité la collaboration de maints bureaux d'ingénieurs et fait appel à plusieurs jeunes talents, dont plusieurs étaient jusque-là peu connus, pour la préparation des plans et tracés de routes. Au mois de septembre 1936, il n'y avait pas de plans préparés à l'avance; il fallait faire des plans et des plans judicieux.

À mon départ, quand j'ai laissé la voirie, les plans étaient faits pour des milliers de chemins; nous avions une organisation prévoyant la construction de 10,000 milles de routes. C'était là faire preuve d'initiative et de prévoyance. L'on a travaillé même tout l'été sur des projets qui avaient été mis en œuvre de mon temps.

Un autre point sur lequel je veux insister. Nous avons versé à ces ingénieurs de l'extérieur les honoraires autorisés par le tarif de la Corporation des ingénieurs et sanctionnés par arrêté ministériel. Au début, il s'en est trouvé pour juger ces taux insuffisants, mais on s'est vite rendu compte que nous avions agi avec sagesse. Certains de ces jeunes ingénieurs, que nous avons sortis de l'ombre pour leur donner l'occasion de s'affirmer et que nous avons ainsi appelés à collaborer à notre œuvre, se sont acquis une renommée qui dépasse les bornes de notre province.

Avant la construction de nos grands travaux de génie, nous avons fait procéder à des sondages élaborés. Cette politique a largement prouvé son efficacité. On a pu constater les bons résultats de ces précautions, lors des inondations de septembre dernier à Portneuf. Le pont de la voirie sur notre nouvelle route a résisté à la furie des éléments, alors que d'autres ponts ont été emportés.

Nous avons préparé, pendant les premiers mois de mon passage à la voirie, un programme de travaux échelonnés sur une période de cinq ans, programme que nous avons énoncé à travers la province. Maintenant, c'est changé en un programme de quatre ans, et il y a déjà une année écoulée depuis la naissance de ce programme de quatre ans. Notre programme ne comportait pas des épithètes qui nous forcent à nous creuser la tête pour saisir les nuances des termes. Nous avons lancé de grands travaux dans tous les coins de la province, des œuvres qui sont à l'honneur de mon administration et de tous ceux qui y ont contribué. De la sorte, la voirie a pris un essor nouveau, qu'on ne connaissait pas auparavant.

Le programme de cinq ans visait à la construction de grandes routes, de routes moyennes et de chemins de raccordements. Nous voulions que

toute la province pût en bénéficier. Étant partis des grands centres, nous nous sommes dirigés vers les campagnes. Un essor nouveau a été donné à la voirie. Ce fut un essor dans le bon sens qui a donné d'excellents résultats.

Il (M. Leduc) passe en revue les principaux tracés qu'il avait choisis, entre Sainte-Rose et Saint-Jérôme, dans la banlieue de Québec, de Sorel à Longueuil, de Sainte-Agathe à Saint-Jovite, etc, montre les plans de quelques-uns des tracés de routes qui ont évité les villages, et parle de questions techniques. La solution adoptée, soutient-il, était logique et il parle du cas de Sainte-Thérèse. Maintenant, dit-il, les villageois se réjouissent d'avoir été débarrassés de la nuisance de la grande route en bordure de leurs maisons. Je publierai, dit-il, un pamphlet au sujet des travaux exécutés sous ma direction. J'ai, dit-il, favorisé les routes droites, de préférence aux routes croches.

Jamais, auparavant, continue-t-il, on n'avait entrepris une lutte aussi radicale à ce fléau de la poussière. Dans certains cas, la valeur des terres en bordure de nos routes poussiéreuses est dépréciée de ce fait, à raison de \$500 du mille.

J'ai pu différer d'opinion avec le premier ministre, mais je crois qu'on admettra aujourd'hui que nous avons eu la meilleure solution. Une bonne voirie est nécessaire au progrès de notre province. On parle beaucoup du tourisme, mais on perd de vue que le tourisme le plus important n'est pas le tourisme étranger, mais le tourisme de la grande ville. C'est celui-là qu'il faut développer. C'est ce touriste, ou vulgaire automobiliste de notre province, qui crie pour avoir des routes larges et droites, avec visibilité parfaite, des routes qui ne soient pas des casse-tête, qui tiennent le conducteur d'un véhicule dans un état de nervosité épuisante.

On s'est indigné, en certains milieux, de ce que les bills 19 et 20 n'aient pas eu d'autorité sur les travaux de voirie. Cependant, dans les contrats que nous avons accordés après l'adoption de ces deux bills, nous avons introduit une clause décrétant des salaires raisonnables.

Nous avons tout mis en œuvre pour mettre de l'avant de nouveaux venus dans la construction de routes. Nous avons élargi le cercle des entrepreneurs de voirie. Nous avons brisé ce monopole, et plus d'une trentaine d'entrepreneurs ont été encouragés par nous. Pendant que j'étais ministre, j'ai eu l'occasion d'exposer que l'agriculture, un élément vital de notre cycle économique, devait être développée en harmonie avec toutes nos autres ressources.

On ne peut pas revenir à la conception pastorale de l'agriculture. En Abitibi et au Témiscamingue, enlevez les mines et l'industrie du bois, et l'agriculture périlitera. Que les industries des Cantons-de-l'Est disparaissent et l'agriculture s'anémiera.

Dans mon comté de Laval, il y a eu la saison dernière mévente de produits agricoles, faute de débouchés. Pendant que j'étais ministre, nous avons voulu collaborer avec la colonisation. Nous avons tenté d'encourager l'industrie du charbon de bois, nous avons voulu étudier la possibilité d'en faire un carburant et encourager l'emploi de gazogènes sur nos outillages de voirie. Au moment de mon départ, nous avions un camion actionné par un gazogène; un autre gazogène fournissait le pouvoir à un compresseur. Les perspectives étaient très belles. Le ministère était sur le point de prendre livraison d'un gros appareil de 150 forces.

Mais, parce que je m'intéressais à cette industrie qui aurait eu un beau développement, aurait donné du travail, aurait ouvert des horizons nouveaux, on a tout arrêté. On s'est hâté de tout saboter. Je soutiens que le gazogène offre une solution intéressante au problème de notre électrification rurale. À Saint-Hyacinthe, il y en a un en fonctionnement, depuis trois ans. Il y aurait moyen, avec la vulgarisation de ces gazogènes, de donner du travail à des centaines de mécaniciens. Et l'on pourrait de la sorte entreprendre la lutte contre le trust de la gazoline. À Montréal, une voiture montée d'un gazogène circule et les demandes de renseignements affluent.

Si le gouvernement comprenait mieux les devoirs qui lui incombent dans sa lutte contre le chômage, il s'appliquerait à créer de nouveaux besoins pour trouver des débouchés nouveaux à notre industrie. Combien de fois ai-je entendu des fonctionnaires supérieurs du ministère de l'Agriculture déplorer que personne ne les écoutât, ne comprît leurs ambitions? Je me demande s'il n'y a pas là une certaine conspiration. Nous aurions eu de nouveaux débouchés pour ceux qui cherchent de l'emploi. Le chômage ne se règle pas seulement en donnant du travail, mais en créant des ouvertures pour l'activité humaine.

Qu'on me permette de relater ici les expériences tentées en Argentine. Devant une surabondance de maïs, au lieu de le jeter au feu, on l'a converti en alcool, et l'on oblige les producteurs d'essence à y introduire 10 % d'alcool de maïs. Il y a maintes initiatives qui s'apparentent à celle-ci, heureusement entreprise par le député de Joliette

(M. Barrette), que je suis heureux de féliciter ici. Il a pris une initiative hardie dans son comté, et il a surtout réussi à intéresser les gens des villes dans la culture du tabac. Le gouvernement devrait s'atteler à la tâche de créer un marché pour la tourbe, comme il devrait encourager la vulgarisation des gazogènes dans la province, quand bien même ce ne serait que pour faire la lutte au trust de la gazoline.

Pendant mon passage au ministère, je n'ai pas perdu, dit-il, une occasion de collaborer à l'œuvre de rénovation que les députés ont à cœur d'édifier dans leur comté. Je suis dans les mêmes dispositions, et je presse le gouvernement de soutenir l'ardeur des députés qui se vouent au bien-être de leur comté.

Jusqu'ici, nous avons collaboré à l'œuvre commencée; maintenant que nous sommes relevés de nos charges, nous avons le courage de parler non seulement pour remplir les promesses faites à l'électorat, mais aussi pour nous conformer aux principes du programme de l'Union nationale en vertu desquels nous avons été élus¹¹.

Des députés ministériels: Adopté!

M. Hamel (Québec-Centre)¹²: Le discours du trône débute par une évocation des fêtes grandioses faites à Québec, au Maître de l'univers. Ces paroles, dans la bouche de notre gouverneur éminemment respectable et digne, plaisent. Il n'en est pas de même à la pensée que cette remémoration apparaît dans le discours du trône, à l'inspiration du gouvernement.

Si la province de Québec reste la terre par excellence de la foi, le gouvernement tenait de multiples occasions de le démontrer en promulguant une législation pour la protection de la famille en favorisant le corporatisme social; en légiférant contre la centralisation de la richesse; en devenant le défenseur des faibles contre les puissants; en surveillant étroitement l'observance du repos dominical; en n'ignorant pas, dans une pièce aussi importante, la campagne en faveur de la tempérance entreprise par l'épiscopat dans toute la province.

Notre législation reste païenne par trop de côtés, et le seul gouvernement à majorité catholique sur ce continent d'Amérique ne se montre-t-il pas d'une extrême lenteur à suivre les directives papales que nos frères séparés étudient, citent et appliquent mieux que nous?

Notre foi, ne devrions-nous pas en parler moins et la montrer plus agissante, pour que notre société ne se penche pas du côté de la révolution et de la ruine, comme nous en averti le cardinal

Villeneuve à la Semaine sociale de Sherbrooke, en septembre dernier? Est-ce notre foi bien comprise qui conduit ainsi notre province à la catastrophe?

Est-ce dans une terre de foi qu'un évêque se voit obligé de parler ainsi du haut de la chaire? Si le peuple se plaint, si l'agriculteur, si l'ouvrier, si les patrons se plaignent, si le petit industriel qui ne fait pas partie du trust, du cartel, s'en va à la ruine, c'est que la situation économique est viciée, est mauvaise.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Ah! Ah!

M. Hamel (Québec-Centre): Est-ce l'image d'une terre où la foi est vivante? Cependant, ces paroles étaient prononcées par Son Excellence Mgr Desranleau, ces jours derniers, à la messe d'ouverture de la Semaine patronale à Sherbrooke. Si nous avons la foi, aidons le syndicalisme ouvrier et patronal au lieu de les combattre insidieusement avec les bills 19 et 20, source de mécontentement pour l'ouvrier et pour tous les catholiques soucieux de voir un ordre nouveau succéder au désordre actuel.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Le cardinal n'a pas dit ça!

M. Hamel (Québec-Centre): N'assumons pas de besognes qui usent les gouvernants sans jamais donner d'autres résultats que des fiascos, telle une commission pour la fixation de tous les salaires. Le juste salaire sans l'allocation familiale, le sait-on, reste une chimère irréalisable. Les conventions collectives, résultat d'un acheminement vers le corporatisme, demeurent le moyen de débarrasser le gouvernement d'une tâche accablante que d'autres, hormis certaines exceptions, accompliront mieux que lui. On semble l'ignorer.

Le gouvernement emprunte des idées aux encycliques, pour ensuite bâtir des lois absolument contraires aux directives romaines. Si le premier ministre ne veut pas de la politique à base de religiosité hypocrite, mais une véritable politique chrétienne, pourquoi n'a-t-il pas annoncé dans le discours du trône qu'il allait modifier les bills 19 et 20?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette d'être obligé d'intervenir. Depuis le début de la session, les députés de l'opposition lisent leurs discours. Le chef de l'opposition a lu son discours, le député de Laval (M. Leduc) a lu son discours, et le député de Québec-Centre (M. Hamel) fait de même. Je rappellerai à la Chambre que les députés n'ont pas

le droit de lire leurs discours. C'est contraire aux règlements. De plus, les règlements disent qu'on ne peut pas s'attaquer à une loi déjà votée, à moins de présenter une motion pour en demander le rappel, l'abrogation ou une législation pour l'amender.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ces règles ne s'appliquent pas aux discours que l'on prononce au cours du débat sur l'adresse. (Citant un article du Règlement pour défendre le député de Québec-Centre (M. Hamel).) Il serait étrange, ajoute-t-il, que l'on ne puisse pas discuter les mesures annoncées dans le discours du trône. Si le discours du trône annonce des nouvelles lois, c'est que les lois existantes vont être modifiées. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) a tout autant que le premier ministre le droit de commenter la législation.

M. Bastien (Berthier): J'appuie, dit-il, les remarques du chef de l'opposition et je cite le discours du trône, dans lequel vous vous vantez: "Les lois sociales que vous avez votées, à la suggestion du gouvernement, ont eu pour effet de remédier à de nombreux abus et de protéger plusieurs centaines de mille travailleurs. Le gouvernement ne négligera aucun moyen à sa disposition pour sauvegarder, dans l'ordre et la justice, les droits respectifs des ouvriers et des employeurs." Le député de Québec-Centre vous vante donc. Vous auriez mauvaise grâce à le lui reprocher.

M. Tremblay (Maisonnette): Vous avez tellement de grâce!

M. Hamel (Québec-Centre): Le proposeur et le second de l'adresse ont vanté les bills 19 et 20. Je dois avoir le droit de les critiquer. De plus, ils ont lu leurs discours. Il me semble que les règlements doivent être faits pour tout le monde et non pas pour un seul côté de la Chambre. Ils doivent être pour tous les députés, sans quoi le régime parlementaire ne fonctionne plus.

M. l'Orateur suppléant (M. Trudel): Il y a un règlement qui dit qu'il est interdit aux députés de lire leurs discours. Depuis que je suis en cette Chambre, on a toujours toléré que les députés lisent leurs discours. Pour être juste, je crois qu'il vaut mieux suivre la coutume et continuer d'admettre que les membres de cette Chambre lisent leurs discours, à moins que cette Chambre ne se prononce autrement. Mais, par contre, ils ne peuvent critiquer une loi placée dans les Statuts¹³.

M. Hamel (Québec-Centre): Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas assuré l'épiscopat qu'il coopérerait dans la campagne de tempérance, dussent même les revenus de la province en souffrir temporairement? Voilà qui eût montré à la population que le premier ministre, pour sauver un peuple de la décadence, ne craignait pas de renoncer à certains revenus de la Commission des liqueurs, pour être en accord avec les évêques, et attirer ainsi les bénédictions célestes sur l'administration de la chose publique, infirme, malade, menacée de mort violente.

Que l'on ne me réponde pas que la Commission des liqueurs a haussé le prix des alcools forts et baissé celui des vins, pour aider à la campagne de tempérance. Le gouvernement sait les orgies qui se commettent dans plusieurs régions de la province. On n'épargne plus. On dépense pour se divertir et de quelle façon: la boisson et le libertinage! Des signes de décadence, nous en affichons partout. Sur une terre de foi, on prendrait les grands moyens pour protéger le peuple contre sa faiblesse et mettre un frein au déchaînement de ses passions.

J'aimerais le premier ministre moins empressé à présenter des cadeaux personnels à l'épiscopat et plus dispos à mettre sa législation en accord avec les directives des chefs spirituels et conforme aux enseignements du pape. Le premier moyen est la politique courtisane; le second respire la foi, la conviction profonde. Et des deux moyens, je reste fermement convaincu que l'épiscopat préfère le dernier.

Il faut à tout prix mettre fin au présent régime économique; il conduit à la ruine. Récemment, dans une chaire de l'Université Laval, n'a-t-on pas déclaré que le régime capitaliste vicié dont nous souffrons est aussi condamné, aussi condamnable que le communisme? Comment pourrait-il en être autrement? Le communisme n'est que le fruit du capitalisme vicié.

Terre du Québec, terre de foi, je le voudrais croire, mais pour quelle raison continuons-nous de nous donner des lois imbues de matérialisme et de libéralisme économique, comme si nous méconnaissions la force du spirituel et de la foi pour l'évolution d'un peuple vers une prospérité saine et durable, vers la véritable grandeur, orgueil de l'histoire?

Terre du Québec, terre du miracle où survit encore un peuple sans cesse bafoué depuis de longs siècles par une classe de privilégiés, détenteurs de toute la richesse de la province et protégés par une

législation individualiste, injuste qui les autorise à tout exploiter à leur profit, contre le peuple.

Terre du Québec, terre où la foi va mourir, parce que le régime économique ne permet plus à trop de chrétiens d'y fonder un foyer et d'obéir aux lois divines de la multiplication des berceaux.

Terre du Québec, terre où l'idéal chrétien s'étiole, parce que l'usure, chancre de la société moderne, tient le prolétariat dans l'oisiveté et suffoque la classe moyenne.

Terre du Québec, terre de héros militaires et religieux, deviendras-tu, pour t'être donné trop longtemps des législateurs aveugles, un brasier de haine et de destruction? Nous nous unissons très volontiers au gouvernement pour accueillir avec tout le respect dû à l'autorité, Leurs Majestés le roi George VI et la reine Elizabeth, lors de leur visite au Canada.

Le gouvernement continuera donc, d'après le discours du trône, sa course ininterrompue vers la grande prospérité qui, hélas, lui échappe toujours, au grand malheur de ses administrés. Le gouvernement nage dans les emprunts, dépense au compte des générations futures pour le soulagement de nos misères contemporaines. Il se croit aux années d'abondance et ne voit pas le paupérisme envahisseur, résultat inéluctable d'une administration en faveur des puissants.

Plus les programmes se chargent de promesses étincelantes, plus la dette grossit, plus grande est la détresse du peuple. La prospérité, cette grande disparue regrettée de tous, croit-on la faire revivre en nous montrant son image cadavérique dans le discours du trône?

L'agriculteur continuera de tenir la première place dans la politique parlée et trompeuse, mais restera le dernier à progresser et sera traité en parent pauvre. On bâtera des stades pour les sports, mais on laissera le cultivateur exposé, sur nos marchés, aux intempéries de nos plus rudes saisons.

Du confort pour les "amusards", et de la misère, de la souffrance pour l'homme de nos champs qui vient, pour nous fournir notre nourriture à un prix dérisoire, passer de longs jours soit sous la pluie glaciale, soit sous la rafale de la tempête de neige, soit aux rayons torrides d'un soleil aveuglant.

Cultivateur, la fatigue épuisante de ton corps, la misère de ta famille, le dépouillement de tes biens resteront ton partage, parce que nous ne voulons pas nous rendre compte de la gravité de la situation dans nos campagnes. Pourtant, la lettre collective des évêques sur l'agriculture était loin de peindre ta situation en rose.

Le crédit agricole rendra certes des services. Il prolongera, pour le moins, l'agonie de plusieurs fermes. Dans d'autres cas, s'il incite le cultivateur à s'endetter pour l'achat d'objets de luxe, il aura pour effet de le pousser plus rapidement à la faillite. Le crédit agricole rendra service dans la mesure que le gouvernement ne l'utilisera pas comme moyen électoral.

Le crédit agricole, en dégageant le terrien d'un loyer trop élevé pour l'argent, n'améliore pas les débouchés pour ses produits, ne lui apporte pas les commodités modernes pour l'amélioration de sa condition de vie.

Le crédit agricole, c'est le stimulant cardiaque donné au mourant. Pour la guérison du malade, il faut s'attaquer à la source même du mal. Le crédit agricole est devenu une nécessité à cause du loyer trop élevé de l'argent. L'État, ici, cherche, par un moyen indirect, à contraindre les banquiers et les autres prêteurs à baisser le taux de l'intérêt. Le moyen serait excellent, si le gouvernement ne prêtait pas à 2½ % l'argent qui lui coûte présentement près de 4 %.

La différence devra être comblée par des taxes qui finiront par atteindre le cultivateur. Toute taxe, qu'elle soit versée par le riche ou par le pauvre, provient toujours, si vous remontez à l'origine, du travail et surtout du travail de l'ouvrier.

Le cultivateur vend ses produits à trop bon marché pour être en mesure d'acheter les fertilisants et les machines aratoires. Le gouvernement devrait intervenir fréquemment auprès des autorités fédérales, afin d'obtenir l'entrée en franchise de toute la machinerie agricole. Une forte campagne devrait être menée en ce sens.

L'on compte quelque 700,000 cultivateurs dans le dominion. Avant de songer à la protection de deux ou trois industries, il importe de se préoccuper d'abord des 700,000 agriculteurs, eux qui tiennent toujours la première place dans les discours politiques. Moins de paroles mielleuses pour l'homme de la terre, et plus de soulagement effectif!

Qu'une machine coûte \$15 à la sortie de l'usine et se vende par la suite \$112 aux cultivateurs, voilà un problème que le gouvernement provincial devrait s'efforcer de résoudre, en parlant énergiquement aux autorités fédérales. Ici, je ne mets la responsabilité sur aucun gouvernement fédéral en particulier. Tous les gouvernements ont protégé l'industrie urbaine au détriment de l'agriculture.

Un député ministériel: Adressez-vous à Ottawa.

M. Hamel (Québec-Centre): Le gouvernement fédéral marchera sous la pression publique et y verra, si les provinces le lui demandent. Le gouvernement provincial est d'autant plus intéressé à libérer le cultivateur de cette protection douanière, cause importante de ces prix exorbitants, que l'écart entre le prix de revient et le prix de vente, c'est lui, la plupart du temps, qui doit l'avancer au cultivateur, sous forme de crédit agricole ou d'octrois quelconques.

Pour l'agriculteur, occuper la première place dans les discours, s'il reçoit la dernière dans la réalité, devient une moquerie. Pour quelle raison demeure-t-il privé des progrès de l'hygiène, de l'eau courante, d'une salle de bain, des distractions musicales, instructives et égayantes de la radio? Pour quelle raison l'habitant et son épouse accomplissent-ils encore à force de bras ce que leurs concurrents dans la province voisine obtiennent sans effort et beaucoup plus rapidement, par l'usage de la houille blanche?

Pourquoi le cultivateur s'épuise-t-il sur sa terre, sans pouvoir acquitter ses comptes d'engrais chimiques et de moulées de toutes sortes? Il reste à la merci de multiples combines bien organisées pour lui vendre tout au prix fort et lui acheter ses produits au rabais. Son protecteur, le gouvernement, pactise avec les monopoles, ses adversaires. Je ne serai pas injuste et ne dirai pas que le gouvernement n'a rien accompli pour l'agriculture. Tout gouvernement fait du bien, même celui que nous avons bousculé hors du pouvoir ensemble, tenant à son crédit d'excellentes réformes.

M. Bastien (Berthier): Écoutez! Écoutez!

M. Hamel (Québec-Centre): Avec un budget de quelque \$80,000,000, ne faire que du mal devient une impossibilité. D'ailleurs, il se compte des consciences droites dans le ministère, et même le ministre le plus déformé contient en son cœur assez de droiture pour ne pas être injuste à 100 %. Les efforts louables pour le relèvement de l'enseignement agricole méritent un encouragement généreux. Cependant, instruire n'est pas tout. Il faut aussi permettre au cultivateur d'être en mesure de mettre en pratique de façon lucrative les leçons apprises.

Dans un petit livre écrit en 1837 par Williams Eavans, *Agricultural Improvements*¹⁴, on peut lire à la page 8: "*I am firmly persuaded that no material improvement will ever be effected in the culture of the Canadas, until farmers do become usefully and generally educated.*"

On comprenait donc, il y a plus d'un siècle, l'importance de l'enseignement agricole; l'idée que l'agriculture était une véritable science de longues études ne prit pas naissance de nos jours. Remarquez aussi que M. Eavans requiert des connaissances susceptibles d'être mises en pratique.

Dans le même livre, page 14, il condamne comme des exemples peu profitables ces riches fermes exploitées à perte. M. Eavans regrettait déjà, en 1837, que si peu d'élèves de nos collègues et de nos séminaires se destinassent à l'agriculture.

Depuis un siècle, les mêmes plaintes persistent. Les améliorations apparaissent plus vite dans les programmes que dans la réalité. On veut restaurer dans l'ordre et ne rien bousculer. Attendons encore un siècle et vivons toujours d'espoir. Trop de gens instruits ont regardé la culture du sol comme un métier d'ignorants. Quelle méconnaissance des secrets de cette science! Fait étrange, la terre attire cependant à elle bien des grands hommes au déclin de leur vie. À mesure que le vieillard perçoit la venue de l'"Appel suprême", il se rapproche, comme instinctivement, des beautés de la vie terrestre, de la nature et de ses mystères.

L'agriculture, efforçons-nous de la faire aimer par notre jeunesse, dès l'école. Préparons des savants, des érudits passionnés pour pénétrer les secrets innombrables de la culture et de l'élevage scientifique. Poussons à fond l'enseignement supérieur en agriculture. Ne nous contentons pas de demi-mesure sur ce terrain.

Emparons-nous de notre houille blanche et offrons-la en abondance. Mettons-la à la portée du modeste budget du travailleur de la terre. Répandons rapidement l'électricité dans le plus grand nombre possible de foyers ruraux, pour l'amélioration des conditions de vie et la disparition de l'isolement mélancolique. Cessons d'imposer à l'agriculteur des droits exorbitants pour l'usage d'un camion ou d'une automobile. Voyons à ce qu'il ne paie plus de licence d'auto pour 12 mois, quand il ne peut l'utiliser que six mois durant.

Le premier ministre d'aujourd'hui ne déclarait-il pas, le 2 avril 1935, alors qu'il était chef de l'opposition, que "les taux de péage établis par le gouvernement Taschereau étaient exorbitants"? Ne les considérait-il pas alors comme moyen indirect d'imposer des taxes tracassières et dommageables?

Pour quelle raison le premier ministre d'aujourd'hui déclarait-il alors que cette politique du gouvernement en matière de "ponts de péage" était contraire aux meilleurs intérêts de la province et constituait une entrave au commerce, à l'industrie, à

l'agriculture et à la circulation libre sur les voies publiques?

M. l'Orateur, le raisonnement dans l'opposition me paraît différent de celui que l'on tient une fois au pouvoir. Il n'y a rien de modifié en tarification des ponts de péage, sauf dans un cas où les droits acquis n'ont pas paru troubler le gouvernement, comme lorsqu'il s'agit de redevenir maîtres chez nous contre nos exploiters. Oh! Alors les droits acquis deviennent sacrés!

Je comprends qu'il faille des revenus à l'État. Tout de même, pourquoi laisse-t-on entrevoir au public, quand on est dans l'opposition, qu'un allègement d'impôts est possible, alors qu'il est manifeste que les revenus ne peuvent suffire aux dépenses? Sans diminuer les taxes, ne pourrait-on pas d'abord les rendre plus justes, c'est-à-dire les faire payer par les propriétaires de la richesse en cette province? Ne pourrait-on pas les répartir pour que la propriété immobilière ne porte pas plus que sa juste part?

Ne devrait-on pas alléger le fardeau des cultivateurs? N'exiger même que 10 sous à un fermier pour un pont de péage, c'est lui demander le profit d'une vache pour un demi-jour, c'est lui enlever les bénéfices réalisés sur la vente de deux ou peut-être trois douzaines d'œufs. N'est-ce pas déraisonnable de traiter ainsi le cultivateur sur lequel on s'apitoie tant dans les harangues préélectorales?

Dans l'opposition, on préconise ainsi des mesures susceptibles d'attirer les sympathies de l'électorat, telle la prime sur le fromage et le beurre. Une fois au pouvoir, on les oublie et on rabâche les mêmes vieilles rengaines, pour calmer le peuple toujours berné par toutes ces promesses aussi alléchantes que fausses.

Alors qu'il était dans l'opposition, le premier ministre d'aujourd'hui savait pourtant que le régime au pouvoir accumulait des déficits et qu'avant de réduire les impositions, le gouvernement doit d'abord vivre selon ses moyens. Comme en "démocratie", il importe en premier lieu de s'attirer les sympathies de l'électorat, il s'est cru justifiable de proposer toute une série de mesures de nature à orienter le vote de son côté. Une fois en place, une fois maître des deniers publics, il a dépensé plus que jamais, et les promesses ont disparu dans les oubliettes.

S'il comprenait mieux le bien de la société, le gouvernement se hâterait de mettre fin au mouillage des capitaux. C'est une des raisons des salaires insuffisants pour la classe ouvrière et aussi une cause du prix élevé des produits ouvrés devenus

inabordables, pour le pouvoir d'achat extrêmement réduit des cultivateurs. Le 17 janvier 1935, le chef du gouvernement d'aujourd'hui appuyait un amendement au discours du trône dans lequel se manifestaient des regrets "qu'il n'y eût pas de mesure pour mettre fin au mouillage du capital-actions des compagnies constituées en vertu des lois de la province".

Voilà quatre ans que le chef du présent gouvernement exprimait ainsi ses regrets de ne pas trouver de tels correctifs dans le discours du trône. Cependant, le mouillage du capital, le vol légalisé persiste aujourd'hui comme en ce temps-là. Souffler le capital, c'est frustrer l'épargne par l'émission de titres sans valeur; c'est frustrer le consommateur en augmentant injustement le prix des marchandises, pour payer un rendement sur du capital artificiel; c'est frustrer l'ouvrier en abaissant son salaire en dessous des limites normales, afin de répondre aux demandes nécessairement excessives de ces capitaux gonflés outre mesure.

De grâce, que l'on ne vienne pas, pour réfuter ce reproche, nous dire que, dès la deuxième session de ce Parlement, une loi a été promulguée pour la protection de l'épargne populaire contre la surcapitalisation. Cette loi, il ne faut pas se lasser de le répéter, n'est qu'un simulacre de protection contre les abus exécrables du mouillage des capitaux. Des ministres de bonne foi, d'autres de sincérité plus douteuse, ont vanté copieusement cette loi qui donne des résultats tout opposés à ceux pour lesquels le législateur prétend l'avoir créée. Si on était sincère en promulguant une telle loi, on a fait montre d'une ignorance complète de la finance moderne. Le plus tôt elle sera biffée des Statuts, le mieux ce sera pour le renom de ses auteurs et de la province.

Si on a sanctionné une pareille loi pour jeter de la poudre aux yeux de l'électorat, je vous laisse qualifier pareille manière de légiférer. Il devient de plus en plus manifeste que, dans cette Chambre, sans vouloir malicieusement travailler contre le bien commun, on recherche trop l'effet électoral d'une loi, avant de se soucier de ses conséquences économiques et sociales, et l'on confond le bien commun avec celui d'une ploutocratie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre, pour deux raisons. Il n'y a pas de monopole de l'honnêteté et je n'endurerai pas les allusions malveillantes que l'on prête au gouvernement. De plus, il est défendu de critiquer une loi, sans présenter une motion pour en demander le rappel, ou une législation pour la modifier.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est toujours la coutume dans les Parlements britanniques que, dans les débats sur l'adresse, on critique les mesures passées par le gouvernement. Sans cela, quelle serait l'utilité du débat sur l'adresse?

M. Hamel (Québec-Centre): Dans son discours, le premier ministre a fait l'éloge de la loi dont j'ai parlé. Son discours a été répandu par les journaux dans toute la province. Est-ce qu'on peut se servir des règlements seulement pour empoisonner l'opinion publique? Si les règlements permettent de vanter une loi, est-ce que les mêmes règlements ne permettent pas de la critiquer?

M. l'Orateur: Les règlements sont formels à ce sujet. La coutume et la tradition font loi quand il n'y a pas de texte. Il n'est pas défendu de louer une loi du gouvernement, mais un texte formel défend de la critiquer sans une motion pour en demander le rappel. Je maintiens le point d'ordre soulevé par le premier ministre.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): C'est le bâillon!

M. l'Orateur: Je demande au député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) d'être respectueux des règlements et pour les décisions de l'Orateur de la Chambre, et de respecter, sinon la personne de l'Orateur, du moins l'autorité qu'il représente.

Un député ministériel: Vociférez ailleurs!

M. Hamel (Québec-Centre): Empêcher le mouillage des capitaux, c'est mettre fin à une grave injustice. C'est ainsi que le 9 décembre 1931, l'opposition regrettait, avec une grande émotion dans l'âme, "que le gouvernement eût toujours négligé d'adopter les mesures appropriées pour assurer le développement méthodique de nos forces hydrauliques au bénéfice de la province et de sa population, de façon à assurer aux campagnes et aux villes l'usage de l'électricité à des taux raisonnables, sans préjudice aux droits légitimement acquis et sans paralyser l'initiative privée".

L'opposition avait encore là une délicate pensée pour l'électrification rurale, mais pouvait-elle préparer une formule plus habile pour paraître réclamer une meilleure protection pour le peuple, tout en garantissant au monopole actuel toutes ses libertés pour la continuité de ses exactions? Formule préélectorale où le faible reçoit vainement l'espoir d'un allègement de

misère, et le puissant, des garanties pour la durée de ses méthodes usurières et essentiellement provocantes pour la misère du peuple.

Les regrets formulés dans l'opposition, et oubliés une fois au pouvoir, sont si abondants que tout observateur non aveuglé par l'esprit de parti ou "fromagophile - pour me servir de l'expression de mon honorable ami le député de Québec-Comté (M. Marcoux) - finit par éprouver un certain dégoût en présence de ces attitudes si contradictoires de nos politiciens, selon qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition. Encore, le 17 janvier 1935, le chef de l'opposition d'alors, le chef du gouvernement d'aujourd'hui, regrettait amèrement de ne pas lire dans le discours du trône un projet pour instituer sans plus de retard un conseil consultatif, impartial, représentant toutes les classes de la société, et chargé d'orienter la politique provinciale vers la restauration économique de notre province.

Quelqu'un voit-il poindre ce conseil consultatif, même au télescope? À juger par l'empressement mis à remplacer les disparus au Conseil législatif par des préférés du régime, sans tenir compte des compétences, d'aucuns pourraient se douter que le gouvernement entend maintenir la Chambre haute dans son état actuel.

Au panier, l'idée d'un conseil consultatif, impartial, représentant toutes les classes de la société. C'était de la littérature électorale, et vous avez cru, électeurs de la province, y voir la recherche du bien commun. Comme nous, vous avez été trop crédules.

Dans l'opposition, on pestait contre les ministres directeurs de compagnie; aujourd'hui, ça ne se voit plus. Mais plusieurs demeurent soucieux quand ils constatent *subito presto* la présence d'amis de ministres sur les conseils d'administration des grosses entreprises. Avoir des *alter ego* siégeant sur un conseil d'administration paraît mieux aux yeux du peuple, d'après les ministres, que d'y siéger eux-mêmes. Ils sauvent les apparences, n'est-ce pas le principal en politique? Dans l'opposition, on a rêvé de sauver la société. Une fois au pouvoir, on continue de la perdre.

Le discours du trône déclare pompeusement "que le gouvernement est d'opinion que les ressources naturelles de la province doivent servir et non asservir la population". C'est indigeste à avaler, quand nous savons que notre rupture avec le chef du gouvernement, notre refus des ministères, des présidences de commissions, etc. avaient pour cause précisément notre certitude que le chef ne libérerait pas la province de l'emprise des trusts et persisterait dans la politique de l'asservissement du peuple par

les monopoles, et plus particulièrement par celui de l'électricité.

L'honorable M. Ouellet n'est pas membre du cabinet pour cela. Le député de Québec-Est (M. Drouin) n'est plus membre du cabinet pour cela. Le député de Montmagny (M. Grégoire) n'est pas membre du cabinet pour cela. Le député de Kamouraska (M. Chaloult) et le député de Québec-Comté (M. Marcoux) sont avec nous à gauche de cette Chambre, pour cela. Et si je n'occupe pas le siège présidentiel de cette Chambre ou la présidence du Conseil économique, ou la présidence de la Commission de l'électricité, si je ne suis pas ministre sans portefeuille dans le cabinet, c'est aussi pour cela, uniquement pour cela.

Des députés: C'est pour cela que... C'est pour cela que...

M. Tardif (Frontenac): C'est parce que vous aimez mieux critiquer.

M. Béique (Chambly): Vous en auriez fait un beau ministre.

M. Hamel (Québec-Centre): Pour compléter cet irritant paragraphe, le discours du trône continue: "Sans porter préjudice aux droits légitimement acquis, le gouvernement continuera d'appliquer la politique qui, pendant les deux dernières années, a produit de féconds résultats."

Avant les droits légitimement acquis dans une société respectueuse de l'ordre et de la justice, il existe les droits naturels que le droit positif doit confirmer et non détruire. Toute Législature qui cède à des particuliers des privilèges perpétuels supérieurs ou même égaux à ceux d'une collectivité, comme une ville ou une province, commet un acte immoral qui devient non pas un droit légitimement acquis, mais une usurpation de droit. Ces prétendus droits acquis soulèveront la colère du peuple, si l'on persiste à défendre une législation aussi contraire à la justice la plus élémentaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme il est 6 heures, le député de Québec-Centre (M. Hamel) préfère-t-il continuer son discours dans la soirée ou attendre à demain?

M. Hamel (Québec-Centre): Ça m'est égal. Je suis toujours à la disposition du gouvernement pour l'aider.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) rappelle au premier ministre qu'il doit dîner chez le lieutenant-gouverneur.

M. Hamel (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), que le débat soit ajourné.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. \$12,612, selon *L'Événement-Journal* du 1^{er} février 1939, à la page 3.

2. *La Patrie* du 1^{er} février 1939, à la page 7, précise que cette résolution devait être présentée par le ministre de l'Agriculture, M. Bona Dussault, mais, en l'absence de ce dernier, c'est M. Duplessis qui l'a soumise à la Chambre.

3. *Le Soleil* du 1^{er} février 1939, à la page 3, rapporte que lorsque M. Leduc se leva, le premier ministre s'absenta un moment pour aller causer avec M. Édouard Asselin, assistant-procureur général, mais il reprit vite son siège. *Le Canada* du même jour, à la page 3, donne une description détaillée du mouvement de la Chambre, au moment où le député de Laval (M. Leduc) se lève: "Lorsque l'ancien ministre de la Voirie commence à parler, à la première rangée de gauche, aux côtés de M. Cléophas Bastien, il se fait un mouvement d'attention chez les ministériels. Tous se carrent dans leur fauteuil. M. Jonathan Robinson traverse de la gauche ministérielle pour venir occuper le fauteuil vacant de l'honorable Gilbert Layton, en face même de Leduc. Des députés qui promenaient leur ennui dans les corridors entrent précipitamment. M. Duplessis fait des signes d'intelligence à son nouveau ministre de la Voirie, M. Carignan. Les galeries sont pleines à craquer et il y a de la foule dans le passage, des gens qui ne sont pas arrivés à temps pour obtenir des cartes d'entrées dans l'une ou l'autre des galeries."

4. Le député de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan), à ces mots, bondit de son siège mais ne parle pas, selon *Le Canada* du 1^{er} février 1939, à la page 6.

5. À partir de ce moment M. Leduc cesse de lire son discours et se réfère seulement à ses notes, rapporte *L'Événement-Journal* du 1^{er} février 1939, à la page 3.

6. Aucun député n'applaudit alors M. Duplessis. Selon *Le Soleil* du 1^{er} février 1939, à la page 7, c'est la première fois, depuis 1936, que les propos de M. Duplessis ne sont pas applaudis par la majorité ministérielle.

7. L'ensemble des journaux souligne le fait que M. Duplessis et M. Leduc ne sont pas du même avis dans l'affaire Sainte-Thérèse. Pourtant, *L'Événement-Journal* du 1^{er} février 1939, à la page 3, avance de son côté que le premier ministre a donné raison à M. Leduc dans ce cas.

8. Contrairement à *L'Action catholique* du 1^{er} février 1939, à la page 12, et à *La Presse* du même jour, à la page 8, *Le Soleil* du 1^{er} février 1939, à la page 8, attribue cette réplique à Cléophas Bastien.

9. Jean-Baptiste Bellemare. Barbier de profession. Président du Club ouvrier de Maisonneuve et organisateur du député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay). Il fut défait aux élections municipales de Montréal, le 11 décembre 1938.

10. \$176,000, selon *Le Devoir* du 1^{er} février 1939, à la page 7.

11. *Le Soleil* du 1^{er} février 1939, à la page 3, rapporte que, pendant le discours de M. Leduc, le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) prenait des notes en abondance en vue d'une éventuelle réplique.

12. Il est alors 5 h 30, selon *La Patrie* du 1^{er} février 1939, à la page 21. Notons, par ailleurs, que le discours de M. Hamel a été reconstitué en partie grâce au *Discours prononcé à l'Assemblée Législative de Québec les 31 janvier et 1^{er} février 1939 par le docteur Philippe Hamel, député de Québec-Centre*, Québec, Des Ateliers de l'Action catholique, 1939, 41 pages.

13. Selon *Le Soleil* du 1^{er} février 1939, à la page 8, M. Trudel a, sur ce point, réservé sa décision à plus tard.

14. Eavans Williams. *Agricultural improvement by the education of those who are engaged in its as a profession; baddressed very respectfully to the farmers of Canada*. Montréal, Courier office, 1837. 105 pages.

Séance du mercredi 1^{er} février 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Malartic

M. Lesage (Abitibi) propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Dubé), que les articles 498 et 510 du Règlement soient suspendus; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Arthur M. Jacques et autres demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité un certain territoire, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Arthur M. Jacques et autres demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité un certain territoire est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- des Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Robinson);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bélique).

Rapports des comités:

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Germaine Bazin, épouse de Édouard Valiquette, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Alphonse Valiquette;

- de Paul Herbert Silver et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille de Paul-Herbert *et al.* en celui de Rowe;

- de la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. limitée, conférant certains pouvoirs à la corporation de ladite paroisse;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-Est, ratifiant une résolution desdits commissaires d'écoles;

- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec, incorporée, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation;

- des sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, et des commissaires d'écoles pour ladite municipalité, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions de ladite cité et desdits commissaires d'écoles, et certains contrats passés entre eux et la International Foils Limited;

- de Beaudry Leman et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Victor Beaudry;

- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'écoles pour ladite municipalité, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier certains pouvoirs passés respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine, et les commissaires d'écoles de ladite municipalité dans le comté de Champlain et la compagnie Laurentian Silk Mills, Limited;

- de la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans ledit comté, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un acte de convention passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Cie de pulpe de Jonquière, d'autre part, et Price Brothers & Company Limited, et la Commission municipale de Québec, intervenants, et d'une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de conventions;

- de Georges-Albert Roy, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat;

- de l'Association mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, l'Assurance des fabriques de Québec, et l'Assurance des fabriques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi abrogeant la loi 3 Édouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal, et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations;

- de Marie Guillemette de Saint-Romuald d'Etchemin, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Marie-Gabrielle-Jeanette Lafontaine;

- de Hugues Lemoyne de Martigny et autres, et le Sun Trust limitée, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Ovila-Stanislas Perrault.

Adoption de M.-G.-J. Lafontaine

M. Larochelle (Lévis) demande la permission de présenter le bill 106 concernant l'adoption de Marie-Gabrielle-Jeanette Lafontaine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi 3 Édouard VII, chapitre 94

M. Boiteau (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 138 abrogeant la loi 3 Édouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Contrat entre Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. Itée

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) demande la permission de présenter le bill 107 ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la

corporation de la paroisse de Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. limitée, et conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession Ovila-Stanislas Perrault

M. Tellier (Montcalm) demande la permission de présenter le bill 131 concernant la succession Ovila-Stanislas Perrault.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Taxes scolaires de Manoir Richelieu Company Ltd.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 114 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-Est.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe

M. Monette (Napierville-Laprairie) demande la permission de présenter le bill 110 modifiant la charte des sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Association des chiropraticiens

M. Monette (Napierville-Laprairie) demande la permission de présenter le bill 109 constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Contrats entre le Cap-de-la-Madeleine et la Laurentian Silk Mills Ltd.

M. Rousseau (Champlain) demande la permission de présenter le bill 101 ratifiant certains contrats passés respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Contrats entre le Cap de la Madeleine
et l'International Foils Ltd.**

M. Rousseau (Champlain) demande la permission de présenter le bill 102 ratifiant certaines résolutions de la cité du Cap de la Madeleine et des commissaires d'écoles de la municipalité du Cap de la Madeleine, dans le comté de Champlain, et certains contrats passés entre ladite cité et lesdits commissaires d'écoles respectivement, et l'International Foils Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paul Herbert
Silver**

M. Bulloch (Westmount) demande la permission de présenter le bill 104 changeant le nom de Paul Herbert Silver *et al.* en celui de Rowe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Conventions entre Jonquière,
la Price Brothers Company et la
Commission municipale de Québec**

M. Talbot (Chicoutimi) demande la permission de présenter le bill 123 ratifiant et confirmant un acte de conventions passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Compagnie de pulpe de Jonquière, d'autre part, et Price Brothers Company Limited et la Commission municipale de Québec, intervenants, et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de conventions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Alphonse Valiquette**

M. Boyer (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 133 concernant la succession de feu Alphonse Valiquette.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Victor Beaudry**

M. Boyer (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 121 concernant la succession de feu Victor Beaudry.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Georges-Albert Roy

M. Boyer (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 116 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Georges-Albert Roy à la pratique de la profession d'avocat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Statistiques des
compagnies de chemins de fer**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose, sur le bureau de la Chambre, les états, rapports et statistiques des compagnies de chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1937, conformément aux dispositions de l'article 187, chapitre 230 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925. (Document de la session no 10)

**Rapport des
compagnies de chemins de fer**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport des compagnies de chemins de fer recevant des subventions de la province, pour l'année expirant le 31 décembre 1937, conformément aux dispositions de l'article 4, chapitre 31 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925. (Document de la session no 11)

**Bibliothèque du
Parlement**

M. Drouin (Québec-Est): Je désire attirer l'attention de la Chambre sur certains nouveaux règlements qui auraient cours, d'après mes informations, à la Bibliothèque du Parlement. Depuis que je suis député, je sais qu'on empêche toute circulation de livres à l'extérieur, dans le public, pendant la durée des sessions, afin de permettre aux députés de pouvoir consulter ces livres. Mais il semble que maintenant, le public n'aurait plus même le droit de venir consulter ces livres sur place avec les députés. Dans le passé, il n'était pas défendu de venir à la Bibliothèque pour consulter certains volumes ou faire des recherches. Mes informations sont à l'effet que l'accès de la Bibliothèque est maintenant interdit au public.

Cette mesure a sans doute été prise dans l'intérêt général, et il est fort possible que tout ce soit

dans l'intérêt de la législation, je ne sais trop. Mais il ne faut pas oublier qu'un bon nombre de nos concitoyens viennent chaque jour à la Bibliothèque pour faire des recherches et se renseigner sur diverses matières; c'est priver nombre de citoyens qui ont à faire ou à poursuivre des études littéraires et scientifiques! Comme les sessions durent souvent trois mois et davantage, si la session dure trois mois, ils se trouveront dans un grand embarras. N'y aurait-il pas moyen de modifier légèrement les règlements pour permettre à d'autres qu'aux représentants du peuple de venir à la Bibliothèque à certaines heures du jour ou pendant que les députés ne siègent pas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il existe un comité de Bibliothèque et des règlements qui ont été faits dans l'intérêt général. L'administration de la Bibliothèque relève pendant la session du comité parlementaire de la Bibliothèque de la Législature. On pourra lui référer cette situation. Dans le passé, il y a eu des abus. Des livres ont été prêtés et on a oublié de les rapporter. Je sais que, pendant la session, les députés ont besoin de s'instruire et se rendent souvent dans ce lieu, et en profitent pour se documenter et agrandir le champ de leurs connaissances. Nous ne voulons pas priver le public d'une source de renseignements très précieuse et nous sommes des mieux disposés à lui donner accès à la Bibliothèque, mais en laissant la préférence aux députés. L'intention du gouvernement, en faisant des règlements régissant la Bibliothèque, fut, je crois, de donner préséance aux députés sur le public, pendant la durée de la session.

Questions de privilège:

**Déclaration du premier ministre
concernant le député de Laval, M. Leduc**

M. Leduc (Laval): Je désire attirer l'attention de la Chambre, en me levant sur une question de privilège. Je lis dans un journal du matin une déclaration de l'honorable premier ministre. Voici la déclaration du premier ministre telle qu'on peut la lire: "Je n'ai jamais exonéré le député de Laval. J'ai déclaré et je déclare de nouveau que je l'ai expulsé de force du cabinet pour le remplacer par un ministre qui, comme le ministre actuel, offrait de meilleures garanties d'honnêteté, de loyauté et de sincérité que je ne trouvais pas chez le député de Laval." J'aimerais bien savoir ce que le premier ministre entend par "meilleures garanties d'honnêteté". Je

déclare de mon siège que j'ai administré honnêtement mon département, et si le premier ministre veut porter des accusations précises, je suis à sa disposition. Je n'ai rien à craindre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Hier, le député de Laval a parlé longuement; il a donné de longues explications. Je l'ai laissé faire. Le député de Laval a eu l'opportunité de lire son discours, bien que cela ne soit pas permis; cela est même contraire aux règlements de la Chambre. Il a dit plusieurs choses que les règlements ne permettaient pas. Nous l'avons laissé faire, nous n'avons rien dit. Il a eu l'occasion de faire ce qu'il avait à faire, et il lui était loisible de parler s'il en avait le désir.

J'ai moi-même parlé sur l'adresse, et j'ai dit ce que j'avais à dire. D'ailleurs, lorsque le temps sera venu, en temps et lieu, et lorsque les circonstances seront plus appropriées, nous parlerons de l'ancien ministre de la Voirie (M. Leduc), nous prendrons les mesures nécessaires, et je dirai ce que j'ai à dire. Le député de Laval ne perd rien pour attendre. Je le répète: le nouveau ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan) offre des meilleures garanties d'honnêteté, de sincérité et de loyauté.

M. Leduc (Laval): Je dois déclarer que je suis à l'entière disposition du premier ministre et je suis même prêt à me défaire de mes prérogatives de député, à renoncer à mes prérogatives d'immunité parlementaire, si cela peut l'aider dans quelque enquête que ce soit. J'ajoute cependant que tant qu'il n'aura pas justifié ses insinuations, tant qu'il n'aura pas porté d'accusations, je me réserve le droit et je lui dirai que c'est "un voleur de réputation".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. Le député de Laval (M. Leduc) essaie de parler deux fois sur le même sujet. Je regrette pour lui les paroles du député de Laval (M. Leduc), ainsi que l'attitude qu'il prend actuellement. Il emploie le mot "voleur": chacun a les souvenirs qu'il peut avoir lorsque l'on parle de voleur, l'on connaît cela, mais je demande qu'il retire ses paroles. Je soumets que le terme "voleur de réputation" n'est pas parlementaire et je demande à l'Orateur de cette Chambre de lui faire retirer ses paroles.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Parlant sur le même point d'ordre, je soumets qu'en vertu de l'article 245, en vertu du même paragraphe dont

s'autorise le premier ministre, le chef du gouvernement n'a pas le droit de prêter des motifs indignes à un député et de lui imputer des intentions malhonnêtes. C'est ce qu'il a fait. Le premier ministre, comme les autres, est tenu de se soumettre aux règlements. Je soumets donc que le premier ministre n'a pas le droit d'impliquer que l'ancien ministre de la Voirie est un malhonnête homme. C'est pourquoi je lui demande de se rétracter.

Il faut qu'on cesse cette politique d'insinuations contre les anciens ministres, même d'anciens collègues, et cette tactique de laisser entendre que les anciens ministres sont directement ou indirectement des voleurs. Si le premier ministre a quelque reproche à faire au député de Laval, qu'il mette son siège en jeu et qu'il porte des accusations directes. Si le député de Laval n'est pas un honnête homme, le premier ministre n'a qu'une conduite à suivre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'appuie l'attitude du chef de l'opposition et je dis que le premier ministre est coupable d'utiliser des méthodes d'insinuation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui se ressemble s'assemble! Je suis heureux de constater que le chef de l'opposition prétend aussi qu'un député n'a pas le droit d'employer le mot "voleur". Cela confirme mon point d'ordre. Je suis heureux de constater, comme sans doute la population le sera aussi, quel accord soudain se produit et quelle entente existe entre le chef de l'opposition et le député de Laval, l'ancien ministre de la Voirie. Cela ne me surprend pas, mais je maintiens mon point d'ordre et je demande une décision. Quant au deuxième point d'ordre, celui du chef de l'opposition, il confirme l'autre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je trouve habituelle la conduite du premier ministre. L'opposition n'a conclu d'entente avec personne en Chambre, comme le laisse entendre le premier ministre, mais elle ne tolérera pas qu'on passe par-dessus les règlements. Elle croit de son devoir de protester lorsqu'un député prétend qu'on laisse planer des doutes sur sa réputation et qu'on ne porte pas d'accusations directes. Les méthodes d'insinuations employées par le premier ministre commencent à être trop connues dans la province, et ce sont là des choses qu'il regrettera. L'opposition ne veut pas s'identifier avec personne. Mais elle veut la justice. Elle a encore le sens de la justice.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Vous n'avez pas toujours été ainsi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je demande à l'Orateur de se prononcer sur nos points d'ordre respectifs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande aussi à l'Orateur de se prononcer sur nos points d'ordre respectifs.

M. l'Orateur: J'ai devant moi deux points d'ordre, celui du premier ministre et celui du chef de l'opposition. Je me permets tout d'abord de faire un appel à tous les membres de cette Chambre, tant d'un côté que de l'autre, pour qu'ils se souviennent qu'il y a des règles inflexibles que tous doivent suivre. Je rappelle que les règlements ne sont pas seulement pour l'Orateur, mais pour tous les députés. Depuis le début de la session et de la discussion sur l'adresse, on s'en est éloigné, des deux côtés de la Chambre, on a commis des abus. Ceci explique pourquoi certaines décisions de l'Orateur sont si mal reçues à l'occasion. Je demande aux membres de faire plus attention à l'avenir à ce sujet. L'on devra revenir aux règlements de la Chambre. Parfois l'Orateur n'est pas intervenu, a toléré les abus, parce qu'aucun point d'ordre n'était soulevé.

Au sujet du point d'ordre, je suis d'opinion que lorsqu'on a parlé du député de Laval (M. Leduc), on s'est placé en dehors des cadres du débat sur l'adresse. Cela a entraîné de nombreuses digressions. Tout ce qui a été dit au sujet des différences entre le gouvernement et l'ancien ministre de la Voirie était contraire aux règles de la Chambre. Quand le chef de l'opposition a commencé et qu'il a insisté en demandant des explications sur l'expulsion du député de Laval (M. Leduc), ce n'était ni le lieu ni le cadre pour étudier la conduite d'un député. Alors, le premier ministre a répondu, lors de son discours et à la fin de ce dernier, que le député de Laval (M. Leduc) a parlé en sa propre défense. De telles choses n'ont pas à être discutées à ce stade-ci de la session ni pendant le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône.

Je maintiens donc le point d'ordre du premier ministre et celui du chef de l'opposition qui le confirme. La meilleure façon de ne pas être rappelé à l'ordre est de limiter ses remarques aux sujets abordés en Chambre et le sujet actuel traité devant la Chambre est le débat sur le discours du trône.

M. Leduc (Laval): Si l'honorable premier ministre retire ses paroles, je retire volontiers le mot

qu'on me défend de prononcer, le mot "voleur de réputation". Mais je demande au premier ministre d'en faire autant¹.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Procédons! Procédons!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Qu'est-ce que cela veut dire?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): *Procedamus in pace.*

(Rires)

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 31 janvier, sur la motion proposée jeudi le 19 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Hamel (Québec-Centre): On lit dans le discours du trône: "Sans porter préjudice aux droits légitimement acquis, le gouvernement continuera d'appliquer la politique qui, pendant les deux dernières années, a produit de féconds résultats."

L'administration de la province est sous tutelle des trusts. On cède à des particuliers des droits perpétuels. Mais, avant les droits légitimement acquis dans une société respectueuse de l'ordre et de la justice, il existe des droits naturels que le droit positif doit confirmer et non détruire. Toute Législature qui cède à des particuliers des privilèges perpétuels supérieurs, ou même égaux, à ceux d'une collectivité, comme une ville ou une province, commet un acte immoral qui devient non pas un droit légitimement acquis, mais une usurpation de droits. Ces prétendus droits acquis soulèveront la colère du

peuple, si l'on persiste à défendre une législation aussi contraire à la justice la plus élémentaire.

Quelles hérésies juridiques le libéralisme économique a infusées dans les esprits, pour qu'on défende avec emphase les droits accordés injustement à un monopole de s'établir à perpétuité dans une ville et qu'on lui permette de donner une valeur marchande à cette usurpation de droit. Le raisonnement des communistes n'est pas plus erroné.

Le gouvernement a certainement fait son devoir en reprenant, en faisant rentrer dans le domaine de la couronne trois chutes d'eau concédées à des compagnies par d'anciens gouvernements.

(Applaudissements du côté ministériel)

Toute rose a son épine.

Le premier ministre, dans son discours, a cru nous confondre en mentionnant que le gouvernement avait repris possession de ces trois chutes d'eau. Dans les trois cas, les conditions du contrat n'avaient pas été respectées. Il aurait pu nous le dire, mais c'eût mis l'histoire moins belle, moins héroïque. Le Sault-au-Cochon était concédé depuis 27 ans et n'était pas encore aménagé. La rivière des Quinze était concédée depuis 29 ans et n'était pas encore aménagée.

Une partie du lit de la rivière Mégiscane était concédée depuis 15 ans, et l'autre, depuis six ans, sans qu'on n'ait rien harnaché de l'énergie disponible. Le gouvernement a simplement accompli son devoir en reprenant ces chutes. Mais le premier ministre oublie-t-il qu'il s'était engagé par écrit à reprendre, pour la province, toutes les chutes d'eau concédées et non exploitées? Mais, pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas promulgué une loi pour reprendre toutes les chutes qui ont été concédées et qui ne sont pas exploitées? L'on constate que le gouvernement n'est pas disposé à faire la lutte aux trusts.

Il y a nombre de chutes concédées, depuis plus de 30 ans, qui ne sont pas encore aménagées. Pourquoi le premier ministre si zélé à reprendre possession de trois chutes d'eau, après bientôt trois ans de pouvoir, n'a-t-il pas respecté sa signature et promulgué une loi faisant réintégrer dans le domaine de la couronne toutes les sources d'énergie concédées mais non exploitées?

Le premier ministre désirerait-il que je lui cite la longue liste de ces chutes d'eau? En veut-il de 10,000 chevaux-vapeur, de 30,000 chevaux-vapeur, de 75,000 chevaux-vapeur, de 125,000 chevaux-vapeur, ou de 150,000 chevaux-vapeur? Je puis lui en nommer de toutes sortes que le gouvernement pourrait reprendre aussi facilement que les trois chutes qu'il a citées.

Et pourquoi tenter de prouver que le gouvernement est déterminé à faire la guerre aux trusts, en signalant le retour de ces trois chutes d'eau à la province? Les membres de l'Union nationale étaient tous d'accord pour admettre la sympathie du gouvernement Taschereau envers les trusts, et cependant, Taschereau aurait pu vous prouver que le 16 juillet 1926, il avait repris possession de la chute sur la rivière Manicouagan, chute d'une capacité de 50,000 chevaux-vapeur. M. Taschereau avait aussi confisqué le dépôt.

M. Taschereau aurait pu démontrer que le 22 juillet 1926, il avait résilié un contrat concédant à MM. Henry Miles et Louis Gosselin, le rapide Carillon d'une puissance de 26,000 chevaux-vapeur. Le 13 novembre 1926, le gouvernement Taschereau résiliait un bail emphytéotique concédant la chute aux Saumons sur la rivière Chamouchouane d'une puissance de 8,000 chevaux-vapeur. Le 8 avril 1926, le gouvernement Taschereau a résilié le bail concédant les chutes McLeod, du Diable et du Bonhomme, sur la rivière Grande Péribonka, d'une puissance de 50,400 chevaux-vapeur. Et le dépôt de \$5,000, a été confisqué.

Si M. Taschereau vous avait cité ces exemples, l'auriez-vous pour cela cru l'ennemi des trusts? Votre conviction serait restée la même, inébranlable, et vous auriez eu raison. Ce dernier n'en restait pas moins l'ami des trusts. Un gouvernement ne saurait administrer cette province en s'affichant ouvertement favorable aux trusts. Le gouvernement Taschereau le comprenait tout aussi bien que le gouvernement actuel. Aussi, s'était-il donné une façade durant 15 ans, pour laisser croire qu'il gouvernait pour le peuple. Habile, la manœuvre a réussi jusqu'au jour où le peuple a compris.

Le présent gouvernement utilise absolument les mêmes tactiques. Nous en avons plus que la certitude, nous en tenons les preuves. Plusieurs, qui nous reprochaient de nous être séparés prématurément du gouvernement, commencent à mieux saisir la répétition des vieux trucs et l'opportunité de notre séparation. Combien de députés pensent comme nous, mais n'osent affronter tous les ennuis d'une séparation avec cette importante branche de la politique: le patronage?

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Ce sont les purs.

M. Hamel (Québec-Centre): Puisque M. Taschereau n'aurait pu modifier vos vues en vous démontrant la résiliation de contrats et le retour

d'importantes chutes d'eau à la province, pour quelle raison des arguments semblables utilisés par le premier ministre actuel vous donneraient-ils l'assurance qu'il combat les trusts?

La centrale de 160,000 chevaux-vapeur que la Shawinigan doit construire sur le Saint-Maurice, et dont on parle et reparle à certains intervalles comme d'une affaire nouvelle, pour laisser croire que la prospérité renaît, savez-vous que c'est au pied d'une chute d'eau concédée depuis 1905 qu'elle s'établira? Voilà 34 ans que cette chute ne donne aucun revenu à la province. On l'a gardée inactive pour empêcher la concurrence, afin de mieux tondre le public. Il avait là une magnifique occasion d'agir en homme d'État et donner un véritable coup de fouet d'angora à la Shawinigan. Non! Les droits de cette compagnie sont des droits toujours justes et droits. Cette compagnie Shawinigan fait partie des petits que le premier ministre défend toujours avec tant de charitable émotion.

Pourtant, dans ma conférence à l'école du Plateau en janvier 1937, j'ai prouvé bien des orgies financières commises au détriment du peuple par cette compagnie. C'eût été une circonstance spéciale pour le premier ministre de montrer son esprit de justice et son discernement pour les droits "droits" et les droits "croches".

Le gouvernement actuel se défend, comme l'ancien, de protéger les trusts, et par les mêmes moyens, il tente de se donner une façade antitrustarde dans un effort pour dissimuler ses sympathies inquiétantes envers une organisation de brigandage. Voulez-vous comprendre comment le premier ministre d'aujourd'hui veut que nos ressources naturelles nous servent au lieu de nous asservir? Voulez-vous comprendre comment les contradictions du premier ministre ressemblent à celles de son prédécesseur, M. Taschereau? Voulez-vous une comédie en deux actes sur la question des ressources hydrauliques en rapport avec la canalisation du Saint-Laurent?

Mes amis de l'Union nationale saisissaient parfaitement bien les contradictions du régime Taschereau. Si je leur démontre des contradictions similaires sous le régime actuel, ils devraient, ce me semble, se rendre à l'évidence. Le 13 janvier 1932, M. Taschereau, premier ministre, disait: "Les États-Unis ont un besoin pressant d'énergie électrique." Croyez-vous que nous puissions obtenir un développement industriel dans la province de Québec et au Canada, en accordant aux États-Unis ce dont ils ont besoin maintenant pour l'expansion de leurs propres industries? J'ai rencontré plusieurs

chefs d'industries, ils me parlent tous dans le même sens: "Gardez votre énergie chez vous et le capital américain viendra dans votre province pour le développement de vos industries, ce qui permettra à votre province de progresser et de réaliser des profits." Tel était le langage de M. Taschereau en 1932.

L'année suivante, à l'étonnement de plusieurs, il présentait une législation pour autoriser l'exportation de l'électricité aux États-Unis. C'était vouloir dans nos Statuts tout le contraire de ce qui avait été exprimé par le chef du gouvernement, l'année précédente.

Le chef de l'opposition d'alors, le premier ministre d'aujourd'hui, votait en ce temps-là contre la loi autorisant l'exportation de l'électricité aux États-Unis. Il bouillait d'amour pour le peuple. C'était aux jours ensoleillés où l'on commençait à faire entrevoir des temps meilleurs. Les paroles patriotiques et prometteuses raisonnaient à tous les échos: élisez-nous et les trusts seront mis à la raison. Les sentiments du chef étaient à "base de justice, de fraternité". Il voulait que sa province se dirigeât pacifiquement vers ses hautes et fécondes destinées. Il désirait allumer le flambeau de l'espérance au cœur de la jeunesse, les flambeaux de Chandler, de Chicoutimi, ou encore ceux qui devaient éclairer, dès 1937, l'ère de prospérité inouïe dans nos papeteries. Ces "flambeaux" hélas, ont trempé dans les promesses électorales et se sont éteints.

Écoutez les vibrantes paroles du premier ministre d'aujourd'hui contre la mesure du gouvernement Taschereau; on ne pourrait la citer trop souvent, car elle campe admirablement son auteur sur la présente scène:

"En pleine crise du chômage, alors que notre population de Québec est obligée de payer des taux élevés pour un service de première nécessité, alors que nos campagnes ne peuvent bénéficier de l'électrification rurale à un taux raisonnable, le gouvernement met de côté une loi nationale et bien québécoise pour fournir aux Américains, chez eux, un important facteur de progrès provenant de nos ressources québécoises, au détriment de la population de Québec.

"L'électricité, disait le premier ministre d'aujourd'hui, s'en irait aux États-Unis pour donner de l'ouvrage aux Américains, quand nous payons ici des taux exorbitants. Si le gouvernement provincial croit que l'opposition va coopérer dans une telle politique, jamais. Ce serait de la complicité, et nous opposons à cette politique une lutte énergique, une lutte sans merci."

C'était catégorique, n'est-ce pas? Pouvait-on imaginer que le même homme pourrait venir en cette Chambre soulever toute une tempête en faveur de l'exportation de l'électricité? Le premier ministre Taschereau, lui, était contre l'exportation de l'électricité aux États-Unis, en 1932, pour s'opposer à la canalisation du Saint-Laurent. Cela ne l'avait pas empêché d'accorder dès 1928, à la Beauharnois Light, Heat & Power Co., le droit provincial de procéder à la canalisation partielle du Saint-Laurent. Cette canalisation faite par le trust de l'électricité n'offrait aucun danger, et personne du côté de la droite n'élevait la voix, à ce moment, pour défendre les intérêts de Montréal. On a dépensé \$14,000,000, uniquement pour le canal de la Beauharnois. Aurait-on permis cette dépense, sachant que jamais ce canal ne servirait à la navigation? Impossible.

N'est-ce pas étrange que, dès que le gouvernement veut canaliser une partie du Saint-Laurent comme entreprise d'État, toute la meute des trustards crie à s'égosiller? On invoque le national, la patrie, l'avenir de la métropole, la menace pour nos chemins de fer. Le trust canalise-t-il le Saint-Laurent que tout reste dans le silence. La Beauharnois fait la même chose et on ne dit rien. La patrie est sauvée. Pour être juste, j'admettrai que dans l'opposition, le premier ministre actuel vota contre le bill de la Beauharnois.

En 1933, M. Taschereau change d'idée. La canalisation partielle du Saint-Laurent terminée, la Beauharnois voudrait exporter de l'énergie aux États-Unis pour grossir les revenus du trust de l'électricité. M. Taschereau promulgue une loi pour l'exportation. Le chef de l'opposition s'oppose à cette mesure. Aujourd'hui, ce dernier, devenu premier ministre, enregistre de nouveau sa détermination de s'opposer à la canalisation du Saint-Laurent, mais défie le gouvernement fédéral d'empêcher nos compagnies hydroélectriques d'exporter de l'énergie outre-frontière, aux États-Unis.

Vous retrouvez là une idée dominante, toujours la même: favoriser les intérêts de nos trustards, des asservisseurs de toute la vie économique de cette province. Les deux chefs sont, à tour de rôle, pour et contre l'exportation de l'électricité. Le dernier, élève du premier, a su défendre les deux points de vue avec des accents patriotiques dans la voix.

Le 17 avril 1937, en pleine session provinciale, le chef du gouvernement d'aujourd'hui, le chef de la sainte opposition de 1933, passe un arrêté ministériel, sans en souffler un mot à la

Chambre, et autorise la Cedars Rapids Mfg. Co., filiale de la Montreal Power, à exporter 40,000 chevaux-vapeur aux États-Unis pour l'usage et au profit exclusif de l'Aluminium Co. of America, compagnie contrôlée par les intérêts Mellon. Le premier ministre avait oublié son vibrant discours contre l'exportation. Il jouit d'un patriotisme à bascule.

Le septième rapport annuel de la Commission d'énergie électrique de l'État de New York, 1937, démontre abondamment que les intérêts Mellon voulaient la canalisation du Saint-Laurent pour leur profit, en coopération avec la Montreal Power et la Shawinigan. Ils s'y objectent maintenant; parce que l'État de New York a décidé que cette richesse servirait au profit du peuple et non à des intérêts particuliers et qu'elle serait entreprise d'État, l'on a mis, comme condition à la diminution dérisoire des taux à Montréal, cette exportation d'électricité. Dans la canalisation du Saint-Laurent, l'on retrouve tout simplement une manœuvre du trust de l'électricité. C'est le triomphe du trust!

Le fameux scandale de la Beauharnois a été ratifié par les gouvernements bleus et rouges. La Montreal Light, Heat & Power Consolidated, propriétaire de la Beauharnois, a demandé d'exporter de l'électricité aux États-Unis. Elle voulait vendre 40,000 chevaux-vapeur à l'étranger, prétextant un surplus d'énergie. Elle offrait de verser aux consommateurs montréalais les profits provenant de cette vente d'énergie aux Américains, soit environ \$350,000, à \$400,000. Quelle réduction ridicule offerte par une entreprise que l'on accuse d'extorquer injustement \$12,000,000 par année aux Montréalais! Les contribuables de la métropole sont supposés bénéficier de cette réduction dès le 1^{er} février prochain, bien que l'on mit comme condition, l'an dernier, pour que les consommateurs obtinssent cette dérisoire réduction de taux, que la Montreal Power ou la Cedars Rapids puisse exporter de l'énergie électrique aux États-Unis. Aujourd'hui, la Montreal Power invoque, pour expliquer la réduction offerte, le fait que la Beauharnois lui vend de l'énergie à \$12.50 le cheval-vapeur, au lieu de \$15. Une tromperie de plus ou de moins, peu importe.

Le trust prétend avoir un surplus d'électricité. C'est le motif invoqué pour l'obtention d'un permis d'exportation aux États-Unis. Pour quelle raison la Shawinigan aménage-t-elle, cette année, 160,000 chevaux-vapeur sur le Saint-Maurice, quand sa sœur siamoise, la Montreal Power, se plaint d'avoir un surplus d'énergie? Le trust a de ces raisonnements étranges nullement en accord avec les faits. Cela

démontre combien le trust se moque du projet de la centrale dans le Témiscamingue. Le gouvernement aménage 25,000 chevaux-vapeur pour concurrencer le trust, et celui-ci répond par la construction d'une centrale de 160,000 chevaux-vapeur. Le gouvernement répond: Bravo.

Quand le gouvernement nous annoncera-t-il la construction d'un moulin à vent sur la Côte-Nord pour concurrencer le trust de la farine?

M. Béique (Chambly): Pas besoin de moulin à vent sur la Côte, on en a un en Chambre.

M. Hamel (Québec-Centre): Comme le gouvernement fédéral ne voulait pas ratifier le permis d'exportation accordé par la province de Québec, la Montreal Power retire sa demande d'exportation. Puis la province voisine entre en cause. L'Ontario fait requête pour l'exportation de 120,000 chevaux-vapeur, trois fois plus que ne demandait la Montreal Power. Par cette manigance, la province de Québec aurait fourni l'énergie à l'Ontario, qui l'aurait revendue aux États-Unis moyennant profit. L'Ontario serait devenue agent américain pour le trust de l'électricité de la province de Québec. Notre gouvernement, le meilleur depuis la Confédération, était consentant à de pareils marchés si peu conformes à nos intérêts.

Le public finira-t-il, un jour, par voir clair dans toutes ces transactions savamment préparées à son détriment? Souhaitons-le ardemment. Dans cette question de la canalisation du Saint-Laurent, vous trouverez uniquement une manœuvre du monopole de l'électricité. En 1926, l'État de New York décide que l'aménagement du Saint-Laurent du côté américain se ferait par l'État pour fournir de l'électricité, aux cités comme à la campagne, à des taux raisonnables. Pour le trust de l'électricité, c'était du bolchévisme, du socialisme, et il décréta qu'il sauverait le continent d'une tendance aussi dangereuse pour la société.

À ce sujet, il devient intéressant de mieux connaître l'opinion des représentants de la province de Québec sur le comité consultatif canadien national chargé de l'étude du projet de la canalisation du Saint-Laurent. Voici l'opinion donnée par M. Beaudry Leman et ratifiée par feu Adélard Turgeon, le 18 janvier 1927: "Ce projet est d'une importance nationale pour l'ensemble du Canada en ce qui a trait à la navigation, tout en intéressant plus particulièrement les provinces de Québec et d'Ontario, relativement à la production et à la vente de l'énergie. Il semblerait tout à fait désirable que

l'énergie électrique développée en territoire canadien et que la part de l'énergie qui revient au Canada dans le développement de la section internationale ne soit pas exportée, en permanence ou temporairement.

Aujourd'hui, M. Beaudry Leman, directeur de la Shawinigan, est-il scandalisé quand il entend la Montreal Power demander le droit d'exporter de l'énergie aux États-Unis? Que pense-t-il du gouvernement de sa province qui consent à sacrifier ainsi les intérêts de ses administrés, en autorisant la vente outre-frontière de notre houille blanche?

M. Beaudry Leman continue: "L'énergie ainsi produite devrait être conservée en permanence au Canada comme étant un des facteurs importants de son développement. Si l'on consentait à exporter temporairement de grandes quantités d'énergie électrique, on prévoit que cela pourrait devenir une cause de friction avec les États-Unis lorsqu'on aurait besoin de cette énergie au Canada."

Que se passe-t-il donc chez nos dirigeants pour qu'ils insistent tant aujourd'hui à exporter cette richesse par delà la frontière, sans même consulter cette Chambre? Est-ce pour nous libérer ou nous asservir? Que se passe-t-il donc pour que nos gouvernants s'opposent à la canalisation du Saint-Laurent comme entreprise d'État? Tous les experts étaient pourtant en faveur de ces grands travaux rentables, alors que le trust de l'électricité paraissait devoir en être le grand bénéficiaire.

Écoutez encore l'opinion de M. Beaudry Leman et de feu Adélard Turgeon, toujours le 18 janvier 1927: "Il n'est pas difficile de se faire une idée de l'immense valeur qu'offre pour le Canada le fait de rester maître et de disposer d'une aussi considérable quantité d'énergie hydroélectrique admirablement située et qui peut être avantageusement développée. Lorsqu'il s'agit d'une entreprise aussi vaste pouvant être une source de prospérité pour plusieurs générations de citoyens canadiens, le droit permanent de propriété de grand héritage canadien ne devrait pas être concédé à des entreprises privées, mais l'exploitation de la force motrice mise en valeur par l'exécution de ce projet pourrait être louée ou donnée à bail à des conditions qu'il faudra étudier et arrêter."

Étrange n'est-ce pas d'entendre ainsi parler un directeur du trust de l'électricité, propriétaire à perpétuité, ou pour 75 ou 99 ans du grand héritage canadien de cette province. M. Beaudry Leman a tenu à présenter un rapport rédigé en des termes différents de celui du président du comité consultatif canadien national, M. Foster. Celui-ci était appuyé dans ses vues par le fameux Wilfrid L. McDougall,

le sénateur démissionnaire, après le scandale de la Beauharnois. Ce M. McDougall était un des membres du comité national pour aviser le gouvernement sur la canalisation du Saint-Laurent. Cela ne l'a pas empêché d'être en même temps un des promoteurs de cette compagnie de nuisance appelée la Sterling Industrial Corporation qu'il avait formée en collaboration avec M. C. C. Henry, aujourd'hui ingénieur de la Beauharnois, ce même M. Henry qui donne des conférences à droite et à gauche en faveur de l'exploitation de nos ressources hydrauliques par l'entreprise privée dans cette province.

Ce M. Henry, après les révélations sur son compte à l'enquête de la Beauharnois, devrait avoir la décence de se taire et de ne pas venir donner des conférences, sous prétexte d'instruire les gens. L'enquête de la Beauharnois nous a donné sa mesure. Il avait organisé la compagnie Sterling Industrial Corporation avec, comme bailleur de fonds, le sénateur McDougall. Le but de cette compagnie était simplement de posséder certains droits sur le Saint-Laurent pour empêcher l'aménagement de centrales électriques.

Il s'était ainsi assuré un moyen de nuire aux autres et de les forcer à acheter ses intérêts ainsi que ceux du fameux sénateur McDougall. Pendant que M. Henry était aussi intéressé dans un projet de canalisation du Saint-Laurent, il a accepté le poste de sous-ministre des Chemins de fer et Canaux à Ottawa.

Pouvait-il, dans ces conditions, prendre les intérêts du pays et protéger ses petits intérêts mesquins? Tout en étant associé à une entreprise concernant la canalisation du Saint-Laurent et tout en étant sous-ministre des Chemins de fer et Canaux, M. Henry restait quand même au service des chemins de fer nationaux et en retirait un salaire. En dépit du cumul de toutes ces positions lucratives, M. Henry, à titre de sous-ministre des canaux, surveillait des travaux à la canalisation.

En octobre 1928, il vendait à la Beauharnois ses intérêts dans sa compagnie Sterling, pour une somme en argent liquide de \$150,000, plus 40,000 actions classe A de la Beauharnois Power Corporation Limited, actions qui valurent à un moment sur le marché \$680,000.

Bien qu'il eût touché de pareilles sommes de la Beauharnois, M. Henry surveillait la construction du canal de la Beauharnois pour la protection des intérêts du Canada. Tout allait bien, nous assistions à la canalisation du Saint-Laurent pour le profit de la Beauharnois, aujourd'hui propriété de la Montreal

Power. Tout le monde était de bonne humeur, le trust triomphait. Dans un pays où l'opinion publique ne serait pas chloroformée, un M. Henry ne serait plus toléré à donner des conférences publiques, et même à diriger une entreprise d'utilité publique. Chez nous, les hommes de ce calibre, on les place à l'honneur. Ce sont les meilleurs serviteurs des trusts.

Ce M. Henry s'est fourvoyé tellement durant l'enquête de la Beauharnois que le président a dû le prévenir que sa manière de s'exprimer lui était très préjudiciable. Dans ces enquêtes, on s'aide un peu entre amis. Par la suite, M. Henry devint vice-président et gérant général de la Beauharnois. Il a dû obtenir cette position en récompense des services rendus à son pays, lors de la canalisation du Saint-Laurent pour le compte du trust.

Revenons au rapport de M. Beaudry Leman. En janvier 1927, M. Beaudry Leman admettait, secondé par feu Adélard Turgeon, que le projet était réalisable et praticable. Il confessait que l'État ne pouvait concéder de tels droits. En cela, il ne voulait pas contrecarrer la politique adoptée en cette province de ne plus vendre nos chutes d'eau, mais de les louer pour 75 ou 99 ans. Puis, pour compléter sa pensée et peut-être aussi ses désirs, il ajoutait que l'exploitation de la force motrice pourrait être louée ou donnée à bail à des conditions qu'il faudrait décider et arrêter.

Comme je l'ai dit précédemment, l'opinion de M. Beaudry, représentant de la province de Québec, était contenue dans un rapport différent de celui du président de cette commission consultative. Voici maintenant le fond de la pensée du président Foster parlant en son nom du sénateur McDougall et autres. Ils ne veulent pas la canalisation comme entreprise d'État, mais désirent que l'on cède le tout au trust de l'électricité. "Nous croyons que si l'on accorde un délai raisonnable à l'absorption économique de l'énergie acquise, le développement de la partie nationale du fleuve pourrait être entrepris par des organismes privés capables et désireux de financer l'entreprise de bout en bout, y compris la canalisation nécessaire, contre le droit d'exploiter l'énergie électrique."

Vous avez là, M. l'Orateur, l'expression précise du désir du trust de l'électricité de canaliser le Saint-Laurent à son profit. M. Beaudry développe presque la même idée en y mettant plus de précautions oratoires. Le problème de la canalisation du Saint-Laurent a été le jouet de cette infâme organisation, le trust de l'électricité. Aujourd'hui, il possède la Beauharnois. Il ne veut pas que l'on poursuive davantage l'idée de la canalisation du

Saint-Laurent, parce qu'il sent que l'opinion publique réclame la nationalisation de cette nouvelle source d'énergie.

M. Hepburn³ faisait des élections générales en 1937. La question du renouvellement des contrats de l'Hydro avec les compagnies hydroélectriques de cette province, semblait être le principal cheval de bataille. M. Hepburn déclare qu'il ne permettra pas que le peuple d'Ontario devienne encore dépendant des barons de l'énergie électrique de la province de Québec. Il ajoute aussi qu'il était le seul obstacle à la canalisation du Saint-Laurent.

Le trust comprend. Immédiatement après les élections, les barons de la houille blanche renouvellent leurs contrats avec la province de l'Ontario. M. Hepburn n'a plus aucun intérêt dans la canalisation du Saint-Laurent. Je ne rapporte pas ces choses pour critiquer l'attitude de l'Ontario; les représentants de cette Chambre n'ont pas le droit de s'immiscer dans les affaires de la province sœur. Seulement, je vous signale les manœuvres du trust de l'électricité, les manœuvres de nos barons de l'énergie électrique, comme les appelle, avec raison, M. Hepburn.

Les politiciens qui reprochent au gouvernement fédéral d'être l'agent des Américains feraient mieux de s'assurer qu'ils ne jouent pas eux-mêmes le rôle reproché aux autres. J'ai mis certains faits aujourd'hui devant cette Chambre, afin d'éclairer mes collègues capables d'étudier une question sans y mettre de la petite politique de carrefour. La vérité, le peuple finira toujours par la connaître. Elle percera tous ces mensonges amoncelés pour les fins d'un groupe d'accapareurs, maîtres des merveilleuses ressources naturelles dont nous a gratifiés la Providence.

Si on avait voulu consentir à accorder la canalisation du Saint-Laurent à des entreprises privées, le creusage du chenal à 27 pieds serait un fait accompli. Dès que l'entreprise privée a constaté la ferme détermination de l'État de New York et de Roosevelt de nationaliser cette énergie électrique, immédiatement la campagne de dénigrement a commencé des deux côtés de la frontière. Puis on s'est empressé d'obtenir pour le trust de l'électricité la canalisation du Saint-Laurent du côté canadien, le fameux scandale de la Beauharnois ratifié par tous les gouvernements rouges ou bleus.

La Beauharnois n'est rien autre chose que la canalisation partielle du Saint-Laurent faite par l'entreprise privée, inspirée et soutenue par les intérêts Mellon. Les Américains sont venus de notre côté développer nos pouvoirs d'eau, avec l'espoir

d'obtenir l'exportation de cette énergie aux États-Unis. Aujourd'hui, nous empêchons les gouvernements américain et canadien d'aménager des centrales nationales sur le Saint-Laurent, mais nous avons permis au capital américain de s'emparer de nos plus belles sources d'énergie électrique, de surcapitaliser ces entreprises et de les mener à la faillite avant même qu'elles ne soient en opération, comme ce fut le cas honteux de la Beauharnois. Tout cela, parce que les magnats du trust de l'électricité l'ont voulu ainsi.

Comme je l'ai expliqué, au fond de ces manœuvres sornioises, cherchez nos barons de l'électricité, les intérêts Mellon et ceux du monopole de l'Aluminium Co. of America, contrôlé par les Mellon.

Au début, afin que l'Ontario n'ait plus d'intérêt dans la canalisation du Saint-Laurent, le trust de l'électricité a obtenu la signature par l'Hydro de contrats assez importants d'énergie électrique pour permettre de financer l'aménagement de la centrale de la Beauharnois. De ces "contrats", il en a été signé en telle abondance que l'Hydro ontarienne, un moment donné, a dû les répudier à cause de leur formule usuraire et des lourdes charges qu'ils auraient imposées injustement aux consommateurs ontariens.

En 1937, l'Hydro, par des tractations que M. Roebuck⁴ a dénoncées à la Législature de l'Ontario, en mars 1938, a renouvelé les contrats qu'elle avait répudiés avec tant d'éclat deux ans auparavant. Depuis le renouvellement de ces contrats, l'Ontario voudrait servir d'intermédiaire pour l'exportation de notre houille blanche aux Américains et encaisser ainsi des profits, à notre détriment.

Le Dr Hogg, aujourd'hui président de la Commission hydroélectrique, touchait des honoraires payés d'avance, un "retainer", par la Beauharnois pendant qu'il était à l'emploi de l'Hydro. C'est là une déclaration de M. Roebuck, aussi procureur général dans le gouvernement Hepburn. Elle apparaît dans son discours prononcé à la Législature ontarienne en mars 1938.

En 1935, l'Hydro, en répudiant ces contrats iniques, a profité dans une seule année d'une économie de \$6,685,583. C'est un peu mieux que les \$400,000 de réduction promis ces jours-ci aux Montréalais par la Montreal Power. Cette offre de \$400,000 de réduction, de la part de cette compagnie abusant du peuple depuis 30 ans, rappelle un individu qui, pour vous remettre de bonne humeur, vous dirait: Je t'ai volé cent piastres, voici un centin en acompte.

Par la répudiation de ces contrats, l'Hydro privait en 1937 notre cher trust de l'électricité de \$7,372,000. Quelle cruauté de la part des Ontariens. Deux ans après le rejet de ses ententes avec les barons de l'électricité, l'Hydro avait donc épargné plus de \$14,000,000, aux ontariens. Voilà ce que j'appelle servir et non asservir le peuple. Chez nous, sous le couvert de la sainteté des contrats, notre plus grand gouvernement, depuis la Confédération, bienveillant pour tout ce qui touche aux puissants, favorable aux "droits droits" et opposé aux "droits croches", aurait obligé les contribuables de cette province à payer ces \$14,000,000 aux trustards. Le peuple de cette province est ainsi asservi et le trust servi.

Le monopole nourrit une ambition vilaine, ai-je besoin de vous le dire, c'est la destruction de cette Hydro. Il essaie de l'étouffer entre le réseau de la Niagara Hudson et ceux de la Gatineau, de la Shawinigan et de la Montreal Power. Et l'Hydro, par les tractations que M. Roebuck a dénoncées à la Législature de l'Ontario, en mars 1938, a renouvelé les contrats qu'elle avait répudiés avec tant d'éclat deux ans auparavant.

M. Roebuck, ancien procureur général de M. Hepburn, déclare que la province d'Ontario, en renouvelant ses contrats avec nos compagnies hydroélectriques, s'est soumise à la rapacité des chefs de cette industrie. L'Ontario, explique-t-il, leur a fait ainsi un cadeau de plusieurs millions de dollars. La responsabilité retombe sur les gouvernants qui n'ont pas eu le courage de démontrer au trust de l'électricité que les Ontariens devaient rester maîtres chez eux. Depuis cette volte-face dans la politique de l'Hydro, avez-vous remarqué l'amitié qui unit les deux chefs des deux provinces?

Je vous résume l'opinion de M. Roebuck, afin de vous démontrer que ce monopole, non satisfait de dominer dans notre province, s'efforce de commander aussi dans la province voisine. C'est là une sérieuse menace pour l'Hydro. Il y a longtemps que le monopole de l'électricité dénigre cette merveilleuse entreprise ontarienne, achète des professeurs pour les faire mentir sur son compte, et cherche à l'amener à la faillite en lui faisant signer des contrats onéreux, hors de proportion avec l'augmentation prévisible de la demande d'énergie électrique. Selon M. Roebuck, la responsabilité de ces événements ontariens se partage également entre les deux partis politiques. Vous avez là une démonstration nouvelle de la puissance masquée sous le trust de l'électricité.

Le mal dont on souffre dans la province de Québec est en train de pénétrer dans la province d'Ontario. De là le rapprochement entre les honorables M. Duplessis et M. Hepburn. Je ne souhaite pas aux Ontariens notre malheur à nous. Notre richesse crée chez nous notre misère et notre pauvreté, pendant que nos voisins ont l'intelligence d'utiliser notre propre richesse pour accroître leur prospérité et nous concurrencer.

Toute citadelle où une mule chargée d'or peut monter cesse d'être imprenable, disait, je crois, Philippe II, roi de Macédoine. Le trust de l'électricité possède la mule chargée d'or. Il ne compte plus les belles citadelles qu'il a vu tomber entre ses mains. Qui nous dira ce que la mule a laissé dans les mains de celui qui a répudié sa signature?

On m'accuse d'avoir une marotte. Cette marotte constitue les accusations que je porte à la face de mon pays. Le gouvernement de Québec songe avant tout à sa caisse électorale. Il est bien bon de parler de marotte, d'essayer de se payer la tête des gens intéressés aux questions sociales, de les accuser d'idées fixes, mais ce ne sont pas là des réponses aux accusations que je porte contre cette menace pour tout l'édifice social. La classe instruite ne peut se désintéresser indéfiniment d'une question aussi grave de conséquences économiques, sociales et même morales. Plusieurs écrivent des livres sur l'économique, sur le moyen de reprendre nos positions perdues, mais combien tracent des directives en affichant une méconnaissance complète de ce qu'est la dictature économique sur ce continent?

Combien se sont donné la peine de consulter la documentation sur ce sujet? Pourrait-on les en blâmer, quand cette documentation reste introuvable dans les grandes bibliothèques de cette province? D'après mes informations, même la bibliothèque du gouvernement fédéral ne la possède pas. Cependant, c'est une preuve considérable de quelque 70 volumes, préparée à grands frais par le gouvernement de Washington. Ne devrions-nous pas pouvoir la consulter dans toutes nos grandes bibliothèques, pour le moins? Vous trouverez bien dans la bibliothèque du gouvernement provincial quelques volumes épars de la Commission fédérale du commerce sur les utilités publiques, mêlés à travers d'autres livres de catégories différentes. Avec des renseignements ainsi classifiés et aussi incomplets, est-il possible à nos érudits d'accomplir du travail à point?

Comprendra-t-on un jour l'importance de connaître la perfidie inouïe de cette organisation plus dangereuse pour une société que le "gangstérisme"?

Cette organisation fausse l'enseignement sur ce continent en matière d'économie politique, je le répète, je le crie avec l'espoir d'être enfin un jour entendu et compris.

En quatre années, tous les manuels, à de rares exceptions près, ont été révisés. L'opinion, à 98 % contre le trust de l'électricité dans les manuels, a subi une complète modification en quatre ans. Les grands éditeurs, ceux par exemple, qui publient 12,000,000 de manuels par année, ont consenti à ne rien éditer sans l'avoir soumis au préalable à la révision des hommes choisis par le trust. Des turpitudes de ce genre, je pourrais vous en citer de nouvelles pendant deux heures par jour à toutes les séances de cette Chambre. Et je n'affirmerais rien sans preuve authentique. Le gouvernement peut s'en moquer, s'il songe avant tout à sa caisse électorale, mais non pas s'il réfléchit sur les conséquences désastreuses pour un État de garder en son sein de pareils déformateurs de l'intelligence des générations présentes et futures.

Si le gouvernement reste impassible, comme je l'apprehende, quel corps responsable daignera élever la voix pour protéger l'enseignement contre cette école maudite de déformation? Je n'ai pas à répartir les responsabilités, mais j'ai confiance que ceux sur qui retombe ce devoir ne se déroberont pas à cette tâche, si le gouvernement s'en désintéresse comme par le passé.

Depuis 25 ans, nommez donc les ingénieurs, les techniciens, les comptables, les sociologues qui, sortis de nos écoles, ont soutenu publiquement un point de vue contraire à celui du trust de l'électricité. Même s'ils le voulaient, ils ne pourraient accomplir un tel geste sans risquer leur avenir professionnel.

À l'enquête devant la commission Lapointe, Frigon, McDonald, un des membres de la commission, M. Frigon, directeur de l'École polytechnique, a pris la défense de la National Electric Light Association. Il a soutenu que c'était un centre de culture, alors que c'est le milieu d'où part tout le poison en économie politique sur ce continent.

Quand je me suis permis de lui dire qu'il n'avait pas le droit de mettre du poison entre les mains de ses élèves, il a prétendu que les étudiants étaient assez intelligents pour différencier entre l'erreur et la vérité. C'était une hérésie pédagogique sortant de la bouche même du chef d'une des écoles pour lesquelles le trust de l'électricité affiche de la prédilection partout sur ce continent.

Un professeur d'université me passe un jour une thèse préparée de sa main en faveur de la nationalisation de nos ressources hydrauliques et en particulier de la Beauharnois, comme moyen d'éviter

une catastrophe économique à la province de Québec. Mais, lui dis-je, il faut publier cet important travail pour l'éducation du public. N'en faites rien, me répondit-il, je perdrais ma position et j'ai une famille sur les bras. Mes obligations présentes ne me permettraient pas de chômer même quelques mois sans que je ne sois réduit à la faillite.

Qui oserait affirmer que cette influence du trust ne pénètre pas chez nous aussi bien que dans les plus puissantes universités américaines? Je ne vous rappellerai pas comment on a acheté le professeur émérite d'économie politique de l'Université de Toronto. Le fait est notoirement connu aujourd'hui.

Je ne citerai pas les noms de certains professeurs d'universités canadiennes apparaissant sur les comités de la National Electric Light Association. Je ne veux pas être désagréable inutilement. Dans les écoles techniques de cette province, des diplômes ont été distribués portant la signature des représentants de la Shawinigan et des ministres de la couronne. Quelle relation décourageante!

Dans les écoles techniques que le trust surveille étroitement ici comme aux États-Unis, les élèves se plaignent qu'on ne leur enseigne pas des points importants en électricité. Questionné à ce sujet, un professeur m'a répondu, après m'avoir fait promettre de ne jamais divulguer son nom: "Nous avons reçu instruction de nous taire sur tel et tel point."

Tout cela n'est encore qu'un échantillon de ce que vous révélera une étude de documents sortant des filières des coupables. Je vous offre une preuve non préparée par des adversaires, mais la leur, écrite de leurs mains. Toute l'élite et tous nos corps publics resteront-ils imperturbables devant les accusations que je porte à la face de ma province et de mon pays, contre le trust de l'électricité? Une université ne se vend pas, c'est admis.

Je conserve le plus grand respect pour nos maisons d'enseignement, et je m'incline avec révérence devant le dévouement, la dignité et l'honorabilité de leurs corps professoraux. Tout de même, que des personnes autorisées viennent donc voir comment on s'y prend pour essayer de contrôler une université, comme l'Université Harvard, en lui faisant placer \$21,000,000 de ses capitaux dans les utilités publiques. Que l'on apprenne donc comment on essaie de faire taire un professeur de l'Université de Pennsylvanie en menaçant de faire rater une souscription publique dont l'objectif se chiffrait à \$45,000,000.

Pour quelle raison aller si loin chercher du poison? J'ai devant moi une thèse préparée en 1938

par un M. Laurent Laforest, élève des Hautes études commerciales de Montréal. Voici un jeune homme à la recherche de la vérité scientifique. Je ne saurais dire qui lui a passé ces renseignements, mais il est inconcevable qu'après tout ce qui a été révélé par l'enquête de Washington, un élève se documente encore de la littérature provenant de l'Edison Electric Institute.

Cet étudiant cite dans sa bibliographie le livre contenant la preuve que j'ai présentée devant la commission Lapointe. Or, s'il l'a lue, cette preuve, il a dû trouver à la page 87 ce qui suit: la National Electric Light Association a cru sage de changer son nom en celui de "The Edison Electric Institute". L'enquête de la Commission fédérale du commerce avait ruiné la réputation de la National Electric Association et le trust pense avoir fait peau neuve en se parant d'une nouvelle enseigne.

Bien que ce jeune étudiant eût ce renseignement et les références pour le vérifier, il admet s'être servi, pour la préparation de sa thèse, des ouvrages suivants: *Electric Light & Power Industry in 1935*, *Edison Electric Institute. The Fallacy of Government Ownership* (*Edison Electric Institute*). *The Case for Private Ownership of Electric Utilities*, (*Edison Electric Institute*). *Government Ownership of Public Utilities*, (*Edison Electric Institute*). *Government and Business by Riggs, Corey, Onken*. M. Onken est président du comité des récompenses de la National Electric Light Association, et son dossier dans l'enquête de Washington est formidable. C'est un vendu classique au trust de l'électricité. Il a été payé pour écrire contre la nationalisation, et sa littérature a été répandue aux quatre coins du continent aux frais de la National Electric Light Association.

En plus de cette documentation fausse, ce jeune homme s'appuie pour sa thèse contre la nationalisation de l'électricité, sur le rapport Murray & Flood, une canaillerie de premier ordre. Ce volume a été dénoncé dans un rapport préparé par la ville de Québec en 1930. On y démontre le faux esprit dans lequel le rapport Murray & Flood avait été rédigé, et on y mentionne la réfutation de ces mensonges par Sir Adam Beck. Ce rapport déclare que la National Electric Light Association avait payé pour la préparation et la distribution de ce travail infecte. À quoi bon renseigner nos concitoyens sur les moyens malhonnêtes utilisés pour fausser l'opinion, si les élèves, huit ans après, se servent encore de ces auteurs sans scrupules pour se déformer, puis, plus tard, répandre ces erreurs avec l'autorité que confèrent des diplômes universitaires?

Le rapport Murray & Flood a été traduit en français pour sa distribution dans toutes nos bibliothèques. Dénoncé il y a huit ans dans cette province, ce rapport l'a été de nouveau il y a quatre ans, avec force détails, par l'enquête de Washington.

J'ai beaucoup de respect pour l'École des hautes études, mais je ne puis m'empêcher d'exprimer ici le regret que l'on n'ait pas attaché assez d'importance à la menace contre l'enseignement chez nous: le trust de l'électricité. M. Esdras Minville, le nouveau directeur, saura, je n'en doute pas, remédier à ce déplorable état de choses. Tout ce qui sort de l'Edison Electric Institute n'est pas mensonge, mais doit être libellé: poison, et ne se trouver que dans l'enfer d'une bibliothèque vraiment scientifique.

Les élèves de nos écoles techniques et polytechniques, de nos écoles commerciales, de nos facultés de sciences sociales, devraient être mis en garde contre ces moyens de déformation. Ainsi, nous n'aurions pas le douloureux spectacle de voir notre élite de demain s'empoisonner l'esprit pour écrire des thèses ridiculement fausses comme celle de M. Laurent Laforest. L'élève a préparé un excellent travail avec la matière à sa disposition. Il n'a pas su, comme le prétend M. Frigon, distinguer entre le vrai et le faux. Il ne mérite peut-être que des félicitations, dans les circonstances. Une cuisinière ne prépare pas un gâteau de noces avec de la strychnine et de la farine.

Le trust de l'électricité a assumé la tâche de surveiller la formation des 20,000,000 de jeunes gens fréquentant les maisons d'éducation sur ce continent. Allons-nous lui laisser le champ libre pour ce qui nous concerne?

Lors de la récente élection municipale à Montréal, les trois candidats, à la mairie ont dénoncé le monopole de l'électricité. Personne, cependant, n'est venu à la défense du trust coupable. N'est-ce pas significatif? M. Houde⁵ a eu même le courage d'être très absolu: "Le communisme viendra à Montréal, dit-il, si on continue de se faire dominer dans la politique provinciale ou municipale, par des compagnies comme la Montreal Light, Heat & Power.

"Je vous dis que notre politique provinciale et municipale, depuis au moins 20 ans, est dominée par la Montreal Light, Heat & Power, par ses souscriptions. Il faut qu'on sorte des mains de cette compagnie. Si toute une race est dominée par cette compagnie au point que vous ne puissiez pas choisir vos représentants vous-mêmes, là il y a danger de communisme."

M. Houde a même avoué crânement que la Montreal Power avait acheté tous les partis politiques, le sien comme les autres, au temps où il était chef de l'opposition. Il ne sert à rien de bâtir un ordre nouveau, si on laisse appauvrir le peuple. Verrons-nous enfin des chefs se dresser résolument contre cette domination? Il est temps, car la situation présente conduit fatalement aux violentes réactions de la société.

Mgr Desranleau parlait dans ce sens à Sherbrooke, dimanche, le 22 janvier 1939, et nous demandait de suivre les conseils de Rome, si ne nous voulions pas périr: "Le mal dans la société augmentera aussi longtemps, disait-il, qu'un petit groupe d'hommes pourra établir une concurrence effrénée par des moyens drastiques, aussi longtemps que ce petit groupe de riches contrôlera tous les journaux, la radio, les gouvernements, etc. Aussi longtemps que le monde sera sous la pression économique de cette puissance d'hommes qui attirent à eux 80 % des richesses, le reste des hommes sera pauvre."

Qu'il fait bon entendre nos chefs spirituels parler avec tant d'énergie et de clairvoyance du haut de la chaire de vérité. C'est un immense rayon d'espoir pour notre peuple déjà fortement engagé dans la voie conduisant aux bouleversements sociaux.

M. l'Orateur, il ne sert à rien d'essayer de bâtir un ordre nouveau, si nous laissons intacte une puissance de déformation intellectuelle et d'appauvrissement matériel comme la dictature économique dont le centre demeure incontestablement le trust de l'électricité. La paix et l'ordre, serait-ce dans notre province la domination tranquille des asservisseurs d'une société, des déformateurs de la science, des corrupteurs de la presse et des hommes publics?

Cette paix et cet ordre nous conduiront à l'anarchie, en dépit de tous les petits cadenas appliqués sur des mesures de réactionnaires aigris, révoltés par un régime que tous les honnêtes gens réprouvent eux-mêmes et que des encycliques stigmatisent avec une vigueur incomparable.

Le 18 août 1938, le président Roosevelt assistait à l'inauguration du pont international entre l'Ontario et l'État de New York (Ivy-Lea à Collins-Landing).

Cet homme d'État profitait de cette circonstance pour nous faire une déclaration sensationnelle demeurée sans écho dans la presse, pour la bonne raison que le trust veillait, comme toujours, pour étouffer la vérité.

Le président Roosevelt lui-même a admis qu'il allait faire une déclaration extraordinaire, puis il a ajouté: "S'il vous était donné de fouiller certains dossiers de mon gouvernement, vous découvririez que presque toutes les entreprises d'énergie électrique, à l'exception de l'Hydro d'Ontario, sont alliées ou tributaires d'un seul groupe des États-Unis qui s'entoure comme il convient de toute une pénombre d'alliés, d'affiliés, de satellites. Aux premiers stades du développement des ressources naturelles de ce continent, la chose était normale. Depuis quelques années cependant, nous nous sommes rendu compte de ce que représente pour le public, pour chaque homme et chaque femme, pour les industriels, gros ou petits, et pour le gouvernement lui-même, la possession par un groupe du droit de disposer de la richesse qui nous avait été départie collectivement par la nature."

Voilà la confirmation de tout ce que je vous répète sans me lasser depuis nombre d'années. Admettez que la confirmation vient de haut et qu'elle compense tout le persiflage, toutes les injures dont j'ai été l'objet. "Pour parler sans ménagement, continue M. Roosevelt, la situation se résume à ceci: des intérêts des États-Unis sont en train de créer une situation telle qu'ils pourront, si nous n'y prenons garde, un jour, contrôler la vie économique d'une vaste région au Canada et aux États-Unis. C'est devenu un axiome en matière de relations canado-américaines que chacun de nous respecte scrupuleusement le droit de l'autre à conduire ses affaires comme il l'entend. C'est pourquoi, sachant que les activités de forces économiques des États-Unis qui échappent à tout contrôle, s'exercent par-delà la frontière, sachant que ces activités finiront par conférer à ces groupements des États-Unis une grande influence sur la vie économique du Canada, je considère qu'il est de mon devoir de vous exposer franchement la situation. Le moins que je puisse faire, c'est d'attirer votre attention sur la situation telle que je la comprends."

Ces avertissements sont excessivement graves de conséquences; ils nous préviennent qu'un groupe de citoyens américains dominant déjà une partie de notre vie économique et s'approprient à étendre davantage cet empire. Comme cette mise en garde était lancée directement contre le puissant monopole de l'électricité, on a fait en sorte que, dans la presse, elle passât quasi inaperçue.

S'il vous était donné, dit Roosevelt, de fouiller certains dossiers bien connus de mon gouvernement. Cette documentation, puisque le gouvernement de ma province ne la possède pas, s'il

veut nommer une commission d'hommes cultivés et impartiaux pour enquêter, je la lui passerai volontiers.

Les 30 premiers volumes de cette enquête sont naturellement épuisés. Le trust a dû voir à faire disparaître une aussi écrasante preuve. Le gouvernement provincial aurait, je le crains, beaucoup plus de difficultés à se les procurer. Je l'aiderai, s'il veut aider le peuple, en lui passant ma documentation; elle est complète.

Resterons-nous inactifs devant les avertissements du président des États-Unis? Nous contenterons-nous de dire que lui aussi souffre d'une marotte... moyen facile et peu chevaleresque de se dérober à ses obligations? Le gouvernement prétend qu'il ne veut pas l'asservissement du peuple par les monopoles. Que fera-t-il devant le terrible renseignement que nous a donné Roosevelt, homme au caractère noble et droit?

Le gouvernement continuera-t-il sous la direction de son chef actuel, d'asservir le peuple à ce monopole jusqu'à l'éclatement de la colère du peuple? Avant les élections, le premier ministre avait pris des engagements solennels d'accorder aux municipalités les droits les plus étendus pour la municipalisation et, à trois reprises différentes, ce gouvernement a refusé à la ville de Québec les privilèges que toute ville a le droit de posséder, afin que personne ne puisse être plus maître chez elle que l'autorité représentant la collectivité des citoyens.

Le gouvernement a même refusé aussi les demandes légitimes que faisaient les représentants de la métropole, l'an dernier, pour se libérer de l'asservissement de la Montreal Power. Le gouvernement a promulgué trois lois sur l'électricité qui sont manifestement pires que les trois lois en vigueur sous le régime Taschereau. Si l'on me donnait le choix entre les trois anciennes lois provinciales sur l'électricité et les trois nouvelles lois adoptées par l'Union nationale, je préférerais les trois anciennes lois libérales.

Des députés ministériels protestent.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Ayez le sens de la justice.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Alors parlons de Godon⁶!

M. Hamel (Québec-Centre): Le gouvernement a légalisé la capitalisation de l'achalandage dans l'évaluation de l'actif des utilités publiques. C'était

légaliser le vol, autoriser des profits scandaleux. Le gouvernement a même sanctionné une loi injuste d'expropriation obligeant l'expropriateur à payer la somme fixée par le tribunal d'arbitrage, même s'il désire se désister de son droit d'expropriation en raison du prix excessif alloué au vendeur par les juges. C'est absolument contraire à tout esprit de justice, c'est de la législation pour les puissants.

Pas un seul gouvernement conscient de ses responsabilités et comprenant l'équité ne consentirait à inclure une pareille loi dans nos Statuts. Elle reste un monument d'iniquités contre le peuple. Municipaliser le service de l'électricité en cette province est devenu une impossibilité. Le gouvernement et le trust s'unissent pour créer des obstacles à la libération du peuple.

Tenues sous la férule de ces lois iniques, les villes restent la proie des appétits rapaces de cette dictature. Le premier ministre se dit cependant jaloux de l'autonomie de nos villes, il en est jaloux comme la prunelle de ses yeux. Qui donc a reçu l'argent de la Montreal Power en 1937, pour permettre au gouvernement de faire élire l'homme de son choix à la mairie de Montréal? À ce sujet, l'élection municipale de Montréal a permis la divulgation de détails intéressants pour le public et fort embarrassants pour le gouvernement.

Qui ne se rappelle la déclaration du premier ministre au banquet du député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) à Montréal, le soir de l'élection du maire de Montréal en 1937? Il venait à peine de dire avec quelle sollicitude il protégeait l'autonomie des villes et son désintéressement des élections municipales, que le maire élu entraînait pour annoncer sa victoire comme un triomphe pour l'Union nationale. Les belles paroles du premier ministre, pouvait-on les massacrer plus cruellement? C'était un boulet droit dans la prunelle de ses yeux. Le gouvernement n'a-t-il pas tout mis en branle avec les trusts pour obtenir la défaite du maire de Québec, l'an dernier? L'autonomie des villes, le premier ministre y tient à sa façon.

Le gouvernement combat partout les ennemis de la dictature. Il trouve cela plus sain pour la santé de la caisse électorale. Tout de même, il annonce au peuple que les ressources naturelles doivent servir et non asservir la population. Ces pauvres ressources naturelles ne nous font aucun mal par elles-mêmes. Elles demeurent toujours disposées à nous servir abondamment à la seule condition que le gouvernement change ses maîtres. Il ne peut se résigner à une telle opération, car ce serait assécher irrémédiablement la source alimentant la caisse électorale.

Le 12 novembre 1936, le gouvernement abolissait avec éclat la Commission des services publics et prenait soin immédiatement de donner une grasse pension au président responsable de toutes les iniquités commises contre le peuple par la Commission des services publics. Il fallait, à ce moment, impressionner l'opinion publique et lui donner l'illusion d'une guerre déclarée au trust.

Cette loi abolissant la Commission des services publics devait entrer en vigueur le 15 avril 1937, et le 14 avril 1937, le gouvernement présentait une nouvelle loi laissant la Commission des services publics en place pour une autre année et modifiant simplement sa juridiction en matière d'expropriation. Le 12 avril 1938, le gouvernement présentait une troisième loi étendant les pouvoirs de la Commission des services publics jusqu'en 1939. Ce n'est qu'à ce moment que la Commission des services publics perdit certains de ses pouvoirs concernant la distribution, la production et la vente de l'électricité.

Cette année, nous aurons probablement une quatrième loi pour étendre encore la durée de cette Commission des services publics. Le public l'a crue morte, cette Commission, sous les coups de fouet d'angora du premier ministre; il va bientôt s'apercevoir qu'il la nourrit à la bouteille, cette chère petite.

Tout cela n'est que conséquence d'une législation préparée à la hâte pour jeter de la poudre aux yeux du peuple et non pour remédier à certains maux. Fait à noter, entre parenthèses, tous ceux qui ont trahi le peuple pour avantager le trust de l'électricité, soit sur des commissions, soit à des postes gouvernementaux, ou comme ministres, ont été récompensés. Le déshonneur, l'humiliation, la ruine, le gouvernement les a réservés surtout pour châtier d'honnêtes gens, coupables d'avoir été trop partisans. Oui, M. l'Orateur, l'esprit qui anime actuellement le chef du gouvernement nous assure de la domination d'une ploutocratie, et pas une loi ne viendra soustraire le peuple des griffes de ces puissances.

Les villes continueront d'aller à la ruine, comme c'est le cas de Montréal et de Québec. Les monopoles y sont plus maîtres que les citoyens eux-mêmes. Les pouvoirs retirés à la Commission des services publics, la Régie provinciale s'en est emparée et tout continue dans le même esprit, comme sous le régime précédent. On poursuit des enquêtes sur la capitalisation de ces entreprises pour gagner du temps. À quoi bon étudier la capitalisation, quand l'achalandage doit faire partie de l'actif? Des enquêtes, voilà 10 ans que l'on en fait de toutes sortes pour amuser le public. N'est-il pas temps que ce ridicule prenne fin?

Nous avons été massacrés par l'ancien régime. Nous le sommes encore par le nouveau. L'important pour le gouvernement actuel, c'est de remplir sa caisse électorale. Tous ceux qui ont trahi le peuple ont été récompensés. Il y a deux ans, je m'étais engagé à demander pardon à genoux au premier ministre si jamais Montréal bénéficiait des taux comparables à ceux d'Ottawa. D'aucuns ont cru, à ce moment, que j'avais risqué une promesse dangereuse. Je connais assez la question pour être certain que la Montreal Power contrôle son homme⁷ et que la ville de Montréal continuera d'être pressurée honteusement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. J'ai laissé faire le député jusqu'ici dans toutes ses allusions personnelles. Il est allé pas mal loin et il a fait pas mal d'insinuations.

M. Hamel (Québec-Centre): Ce ne sont pas des insinuations, mais bien des affirmations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis absolument indépendant de la compagnie. Si le député de Québec-Centre (M. Hamel) voulait tenir compte des réductions consenties par la Montreal Power, grâce au courage qu'a eu un gouvernement qui se tient debout, qu'il soit logique et qu'il ne dise donc pas que la compagnie tient son homme, qu'il ne fasse donc pas d'accusations qu'il ne pourrait pas répéter en dehors de la Chambre.

M. Hamel (Québec-Centre): Mais je le répéterai, si vous le voulez. Qu'est-ce donc que je ne saurais répéter en dehors de la Chambre, que vous avez reçu de l'argent de la Montreal Power? Je l'ai dit et je le répéterai à la porte, en sortant de cette Chambre. La réduction à Montréal est dérisoire. La réduction, qu'est-ce que c'est?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Québec-Centre (M. Hamel) dit que la Montreal Light, Heat & Power tient son homme. Je lui demande d'avoir le courage de répéter cela en dehors de la Chambre. Quant aux souscriptions électorales auxquelles il vient de faire allusion, la compagnie en a fait sous l'ancien régime, et peut-être de notre temps, mais je peux dire que des argents de cette compagnie, le député de Québec-Centre (M. Hamel) en a profité plus que n'importe quel député. À propos de caisse électorale, j'ai un aveu à faire. Aux élections de 1935, je l'ai su après coup, la Montreal Power a souscrit \$10,000, et ensuite des

sommes plus énormes, à l'Action libérale nationale. Une partie en est allée à M. Paul Gouin, et la grande majorité de la balance est allée au député de Québec-Centre (M. Hamel) et au député de Montmagny (M. Grégoire) qui, d'après eux, avaient besoin de beaucoup d'argent pour se faire élire dans leur comté respectif.

M. Hamel (Québec-Centre): Je déclare sur mon honneur...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1935, nous n'avions pas un sou pour les élections. Il y avait eu des élections fédérales dispendieuses. Le premier ministre du temps, quand on en vint aux élections provinciales, avait fait promettre de ne pas souscrire aux autres et que son parti accepterait la moitié des souscriptions ordinaires. Nous avons tenu une réunion à l'édifice de La Sauvegarde. Nous n'avions pas un sou. Je n'ai rien à cacher. J'ai offert de signer un billet de \$75,000, pour 90 comtés, je n'étais pas riche, et M. Gouin m'a dit que ce n'était pas assez.

M. Hamel (Québec-Centre): Le premier ministre n'a pas le droit...

Des députés: Ça chauffe, j'cré ben!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que \$200 pour le dépôt, et \$500, ce devrait être suffisant. M. Gouin m'a dit que ce n'était pas suffisant, qu'il en voulait davantage. Il m'a dit: "Nous avons deux apôtres qui coûtent cher" et il a nommé les noms des députés de Québec-Centre (M. Hamel) et de Montmagny (M. Grégoire).

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): C'est là un aveu du premier ministre. Il confirme ce que j'ai dit. Le trust a versé de l'argent au premier ministre; il m'en a fait l'aveu lui-même en 1935 après les élections. Pour être juste, j'ajouterai qu'il a dit que c'était à son insu. M. Paul Gouin pourra donner lui-même sa version sur les faits que lui impute le premier ministre. Comme je le tiens pour un homme franc, je suis sûr que sa déclaration sera une dénégation complète de ce que vient de déclarer le premier ministre.

De plus, je déclare sur mon honneur qu'en 1935, je n'ai pas reçu un sou ni du premier ministre actuel ni de M. Paul Gouin. Mes fonds électoraux, je les ai reçus de souscripteurs indépendants, d'amis personnels, d'amis de la cause. Bien plus, j'ai donné de l'argent de ma bien modeste caisse à plusieurs

candidats dans le grand besoin. J'ai même aidé des ministres dans le cabinet du premier ministre. J'ai dépouillé ma caisse pour assurer la victoire des autres et ranimer des énergies défaillantes. J'en ai fourni de cet argent à plusieurs membres de cette Chambre, pour leur élection⁸. Il y a des membres de cette Chambre qui peuvent le dire. L'argent que j'ai eu, je ne savais pas d'où il venait. On a eu soin de ne pas me dire qu'il venait de la Montreal Power.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah! Ah!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ah! Ah!

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Est-ce qu'on est encore sur le point d'ordre?

M. l'Orateur: Non. Il n'y a pas eu de point d'ordre.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Alors, j'en soulève un. Puisqu'il a été question de souscriptions électorales qui auraient été faites à M. Gouin et que le premier ministre a avancé certaines affirmations au sujet des élections de l'Action libérale nationale qui ont été réprochées par le député de Québec-Centre, je voudrais à mon tour savoir quel montant a été souscrit à la caisse électorale pour les élections de l'Union nationale, en 1936. Je voudrais savoir où le premier ministre a pris ses fonds électoraux pour la campagne de 1936?

M. l'Orateur: À qui adressez-vous cette question?

M. Bélanger (Montréal-Dorion): À qui? Mais au premier ministre!

M. l'Orateur: Le député de Montréal-Dorion n'a pas le droit de poser de question au premier ministre, puisque c'est le député de Québec-Centre qui a la parole. Le député de Montréal-Dorion n'est pas dans l'ordre. Il doit demander la permission de l'orateur qui a la parole pour poser une question.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je demande donc au député de Québec-Centre de poser la question.

M. Hamel (Québec-Centre): Oui, avec plaisir.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je pose la question au premier ministre.

M. l'Orateur: Je refuse au député de Montréal-Dorion de poser sa question pour les raisons que j'ai tenté de lui expliquer clairement tantôt. Je rejette le point d'ordre du député de Montréal-Dorion.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): C'est l'apprentissage de l'opposition qui commence.

M. Grégoire (Montmagny):⁹ J'ai entendu les déclarations du député de Québec-Centre et je les corrobore entièrement. Je déclare également sur mon honneur qu'en 1935 nous n'avons pas touché un centin venant du premier ministre ou de M. Paul Gouin. Une somme de \$400 a été envoyée à Montmagny à un de mes organisateurs, un petit \$400, et encore, il est allé à des amis du premier ministre. J'ignore d'où venait cet argent et ce qu'on en a fait. Le public, j'en ai la conviction, nous croira plutôt que d'ajouter foi aux déclarations extraordinaires du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De qui le \$400?

M. Grégoire (Montmagny): Je ne sais pas de qui. D'un de vos amis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lequel?

M. Grégoire (Montmagny): L'argent a été envoyé par un de vos amis à un autre de vos amis. Je ne sais pas lequel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je sais mieux que cela, moi.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Pas d'insinuations, s'il-vous-plaît.

M. Hamel (Québec-Centre): Montréal, quoi qu'on dise, restera sous la botte du trust de l'électricité; c'est une ville en décadence, comme Québec, d'ailleurs.

Un rapport d'experts montréalais, publié en anglais et en français en juillet 1938, n'est pas encore rendu public, parce qu'il prouve que la Montreal Power extorque annuellement \$600,000 de trop, pour l'éclairage des rues et le fonctionnement de certains services municipaux. En 10 ans, ceci constitue la jolie somme de \$6,000,000. La réduction offerte à tous les citoyens de Montréal représente seulement

les deux tiers de ce que la Montreal Power exige injustement aux seules fins municipales. Le peuple se laissera-t-il prendre à ce piège à grenouilles? Avec la nouvelle réduction annoncée à Montréal juste avant le discours du trône, on fera encore payer au petit industriel \$9.69 pour ce que le consommateur domiciliaire à Ottawa ne paie que \$3.48.

L'industrie est sensée obtenir l'électricité à meilleur compte que le service résidentiel. On continuera d'appauvrir notre peuple, et l'on fera tout pour dissimuler le chloroforme qu'on lui sert à forte dose. C'est la défense des "droits droits". C'est la manière du premier ministre de protéger les petits, avec des trémolos dans la voix.

Le gouvernement s'est vanté d'avoir obtenu pour la ville de Québec ce que nous appelons les taux de la Commission des ingénieurs. Or, ces taux exigent une modification de tarif en 1938. Rien n'a été fait. Provocation perpétuelle. Insulte au bon sens. Si ces compagnies réduisent leurs tarifs, par des moyens malhonnêtes, usuraires, elles font en sorte que la plupart des gens paient plus cher qu'avant la réduction.

Québec est devenue une ville de tourisme, où l'électricité coûte plus cher qu'autrefois. Bien des pauvres gens ont trouvé le moyen de gagner leur vie par la location de chambres. Or, dès que vous louez une chambre, la Quebec Power vous impose le tarif commercial, le tarif le plus élevé. Combien de pauvres gens, hommes et femmes, sont venus à mon bureau se plaindre de leurs comptes, me dire qu'ils ne comprenaient rien ni dans leurs comptes ni dans les nouveaux compteurs installés à leur domicile, et que les sommes exigées accusaient une forte augmentation. Je n'avais qu'une réponse à donner à ces plaignants: vous traitez avec des voleurs protégés par le gouvernement. Plaiguez-vous pour la forme à la fameuse Régie provinciale, mais n'espérez pas justice. Voilà 10 ans que les divers gouvernements se moquent des accusations formidables que je porte contre cet odieux commerce.

M. l'Orateur, ces compagnies font de l'usure ouvertement. Elles pratiquent une concurrence déloyale, comme à Saint-Hyacinthe. Elles volent directement le consommateur soit en lui faisant signer des contrats léonins, soit en profitant de son manque de connaissance pour fixer une demande minimum excessive, soit en multipliant la lecture d'un compteur par 100 alors qu'elle ne devrait être multipliée que par 50. C'est du banditisme, M. l'Orateur, du gangstérisme opéré sous la protection du gouvernement.

Pauvre jeunesse que je te plains! L'avenir que l'on te prépare est terrible. Tu en as, d'ailleurs, un

pénible avant-goût. Cependant, le premier ministre déclare que la province s'en va pacifiquement vers ses hautes et fécondes destinées. Pour lui, le communisme est mort. Il voit l'avenir en rose, un rose fécond, à base de coopération et de charité. Il ne s'aperçoit pas du rouge de la colère qui monte au front du peuple.

Le communisme est mort, oui peut-être, s'il ne s'agit que de la monstruosité russe que l'on voudrait transplanter au Canada. Mais il est plus vivant que jamais, s'il s'agit de la révolte et de l'indignation qui bouillent dans les cœurs meurtris, dépouillés de leurs biens, privés de la juste rémunération du travail, accablés d'impôts hors de proportion avec les revenus provenant des biens imposables, gangrenés dans l'oisiveté. Le premier ministre voit l'avenir en rose. Je vous dis que le communisme est plus vivant que jamais dans la province de Québec, si l'on considère la révolte qui gronde. Le communisme est dans l'air.

"Chez nous, le communisme n'existe plus, il porte le cadenas", dit Bayard, dans *Le Droit* d'Ottawa. "Je ne puis croire que les prêtres, qui lisent dans le cœur humain, l'affirmeraient avec cette légèreté de cœur. Le communisme, pourraient-ils répondre, existe ailleurs que sur certains petits papiers: il est dans l'air. Oui, dans l'air. Communisme, tout sentiment de révolte contre l'autorité quelle qu'elle soit. Communisme chez le magnat qui prétend n'avoir à rendre compte à personne; communisme chez son serviteur qui le vole, par jalousie et par haine. Communisme dans l'État qui spéculer sur les prétendues faiblesses des hommes d'Église en voulant les asservir; communisme dans les gouvernements qui maintiennent la domination des trusts ou surexcitent l'envie des pauvres. Communisme dans le cœur des individus qui ont faim et qu'on essaie de consoler avec des promesses; communisme dans le cœur des pauvres êtres qui ont presque raison de ne plus croire à la justice des hommes. On ne met pas de cadenas sur des âmes."

La province de Québec s'en va pacifiquement vers ses hautes et fécondes destinées. Néanmoins, sur cette voie pacifique bordée de promesses électorales, de lois trompeuses et injustes, vous rencontrez la fureur de l'ouvrier, à Montréal, à Valleyfield, à Magog, à Montmorency, à Montmagny, à Sorel et à Donnacona. Ici, gronde le bûcheron soumis à un salaire insuffisant ou volé par son patron; là, gémit le colon mourant de privations et de misère au fond de la forêt. Partout, la jeunesse impatiente promène en vain ses pas; elle ne voit que promesses et oisiveté pour calmer ses aspirations sans cesse déçues.

Terre du Québec, terre de martyrs, terre des gestes sublimes, terre imprégnée d'un glorieux passé, ne désespère pas dans ton effroyable angoisse; ressaisis-toi, reconnais enfin ceux qui veulent te sauver avec toute la sincérité que peut loger un cœur humain; fustige les traîtres, couvre leurs actes d'un souverain mépris, paralyse leurs misérables intrigues; maudis le patronage et détourne-t-en avec fierté; romps avec ta servitude envers l'esprit de parti; exige de la justice pour toi, sans en priver les autres. Canadien français, mon frère, apprends à t'aimer toi-même et les tiens, sans pour cela haïr les autres. Donne-toi des chefs dignes de l'épopée dont tu as reçu l'héritage et que tu ne dois pas transmettre souillée à la génération montante.

M. Tardif (Frontenac): La Chambre vient d'être frappée par l'orage électrique. Je constate avec plaisir que personne n'a été blessé. L'Assemblée législative est comme un vaste miroir où se reflète toute la province, avec ses gloires, ses succès, ses problèmes à résoudre.

Je félicite le proposeur et le secondeur de l'adresse, dit-il, et je rappelle que le discours du trône annonce des mesures importantes. Plusieurs orateurs se sont déjà succédé. Le premier, du côté de l'opposition, a été le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Lorsqu'il a posé devant le miroir, nous n'avons pu voir un homme autre que lui. Il est arrivé avec une pleine valise de critiques. Il fallait s'y attendre. Il nous a donné sa mesure. Nous n'avons pas à nous en scandaliser. Dans les lois passées par le gouvernement de l'Union nationale, il y a sûrement des lacunes, mais elles seront corrigées.

Je voudrais parler en ma qualité simple de cultivateur du comté de Frontenac, si ce n'est en partisan de mon comté et de ma province, de trois ou quatre départements qui se rattachent à l'agriculture. Parlant plus particulièrement au nom des cultivateurs, il (M. Tardif) fait l'éloge du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault); son programme, déclare-t-il, se résume à trois points: instruction, organisation et coopération. Il (M. Tardif) passe en revue tout ce qui a été fait dans le domaine de l'instruction agricole. L'on ne s'arrêtera pas dans cette voie, ajoute-t-il.

Des efforts louables ont été faits par le gouvernement pour améliorer l'enseignement agricole par des cours post-scolaires et particulièrement par la ruralisation de l'enseignement primaire. Je me permets, dit-il, de faire une suggestion au gouvernement. Je veux que l'on intensifie l'instruction agricole pratique. Un excellent moyen

serait, dit-il, de favoriser l'établissement des techniciens sur la terre, chaque fois que la chose serait possible. Il importe d'orienter nos techniciens vers la pratique et non vers le fonctionnarisme.

Le cas du Danemark pourrait être imité avec succès dans notre province, où la profession agronomique est en honneur et les techniciens agricoles sont employés sur des terres, à leur compte pour faire la culture pratique, sans octrois, au plus grand avantage de la classe agricole. Tous les agronomes sont, non au service de l'État, mais au service de l'association professionnelle. C'est par ce moyen qu'ils peuvent enseigner efficacement les méthodes de diminuer le coût de la production et d'organiser la coopération. Je m'oppose, dit-il, au contrôle des organisations agricoles par l'État. J'ai converti un technicien à ma cause, poursuit-il. Il s'est établi dans ma paroisse et j'attends de cette initiative les plus beaux résultats.

Le député de Berthier (M. Bastien) a dit au Club de Réforme que le député de Frontenac avait fait un voyage au Danemark pour apprendre à planter des choux. Non. Je n'avais pas besoin d'aller si loin pour cela car, dans deux élections, le peuple vous en avait planté des choux dans toutes les assemblées publiques.

(Rires et applaudissements à droite)

Les Danois prêchent et pratiquent la coopération. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent des cultivateurs danois sont des coopérateurs. Je demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) d'encourager la coopération de façon à ne pas l'étouffer, comme l'ancien régime essayait de l'étouffer.

Je veux, dit-il, qu'on cesse d'attaquer le gouvernement de façon mesquine et je dis mon admiration pour le premier ministre. Nous ne sommes pas conduits à coups de fourche de ce côté-ci de la Chambre, dit-il. Je ne puis pas être préjudicié¹⁰ par le premier ministre, puisque je ne suis pas un bleu. J'ai longtemps combattu le premier ministre, et c'est probablement pour cela qu'il n'est pas arrivé plus vite au pouvoir.

(Rires)

Pour être sérieux, je dis que j'ai fait en l'appuyant un loyal essai et que je ne l'ai pas regretté. Quand on lui parle des cultivateurs et des ouvriers, il nous écoute avec sympathie, il nous comprend, et ce qui est mieux, il traduit en législation ce qu'il comprend.

M. l'Orateur fait une remarque au député de Frontenac (M. Tardif).

M. Tardif (Frontenac): C'est facile de parler à la troisième personne, devant un Orateur qui a un visage si sympathique.

(Rires)

Le premier ministre ne fait pas de miracle. Mais j'ai été émerveillé de voir avec combien de sincérité il s'applique à aider toutes les classes de la population. Quand nous lui parlons des cultivateurs et des ouvriers, il comprend. Je me suis dit: nous avons tant de misère à nous faire comprendre autrefois, que ça doit être un bon homme puisqu'il comprend.

Je passe, dit-il, au second point de mon discours: l'organisation agricole. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) doit être félicité pour ce qu'il a fait pour orienter les cultivateurs vers l'organisation professionnelle. Je mentionne le travail effectif de la chambre agricole qui, entre autres pouvoirs, a celui d'unifier les groupements agricoles, et conseiller le gouvernement.

(Parlant des employés destitués) Il y a, dit-il, des guillotines nécessaires pour ceux qui parlent contre le gouvernement actuel. Le ministre de l'Agriculture, poursuit-il, a le droit de compter sur la loyauté de ceux qui sont payés à même les deniers de la province pour coopérer avec lui. M. l'Orateur, voudriez-vous dire cela aux gens d'en face. Certains fonctionnaires qui voudront jouer dans le dos du premier ministre, du ministre actuel de l'Agriculture et de la population agricole, ceux-là rencontreront un habitant pour leur faire face. Le gouvernement a droit de compter sur la loyauté de ses employés.

Le gouvernement a entrepris une campagne pour faire baisser le prix de l'engrais chimique. Je demande au gouvernement de faciliter aux cultivateurs l'achat des engrais chimiques, soit en les fabriquant lui-même, soit en important les matières nécessaires à sa fabrication. Cela, dit-il, est plus important que l'électricité pour le cultivateur.

Il (M. Tardif) traite des l'égouttement des terres et est heureux, dit-il, de voir que le discours du trône prévoit des mesures dans ce sens.

Ça me fait de la peine d'entendre tout à l'heure le député de Québec-Centre (M. Hamel) dire qu'il aimait mieux les lois de M. Taschereau que celles du gouvernement sur l'électricité. Avec les lois de M. Taschereau, rien n'a été fait. Avec les lois de l'électrification rurale de M. Duplessis, trois paroisses ont eu l'électricité et l'ont obtenue depuis le nouveau gouvernement!

M. Hamel (Québec-Centre): Le député de Frontenac voudrait-il nommer ces municipalités?

M. Tardif (Frontenac): Il y a Saint-Gédéon...

M. Hamel (Québec-Centre): Est-ce la municipalisation qu'il y a à Saint-Gédéon?

M. Tardif (Frontenac): Non, écoutez, on va se comprendre; j'ai dit que ces municipalités avaient l'électricité, je n'ai pas parlé de municipalisation. D'ailleurs, le député de Québec-Centre pourrait me parler de cette question pendant longtemps avant que je comprenne, comme je peux lui parler d'agriculture sans qu'il comprenne.

M. Hamel (Québec-Centre): Pourtant, j'ai compris le député quand il a parlé d'engrais chimiques, et ce qu'il a dit avait bien du bon sens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le député se sentait visé?

M. Tardif (Frontenac) parle d'engrais chimique et demande au gouvernement d'aider à stabiliser les prix des marchés.

M. Hamel (Québec-Centre) ajoute quelques mots au nom de l'Action libérale nationale.

Un député: Le chef Rochefort n'a rien à dire?

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Moi, je ne crie pas mes sentiments.

Le débat est suspendu.

Motions des députés:

Hommage à l'évêque Farthing

L'honorable M. Layton (Montréal-Saint-Georges): Je voudrais attirer l'attention des membres de cette Chambre sur le fait que l'évêque Farthing prend sa retraite après 30 ans de service à la tête de l'Église anglicane du diocèse de Montréal. Comme membre de l'Église de ce pasteur et en tant que confirmé par ce saint homme, je me fais un devoir de payer à cet apôtre de la foi anglicane le tribut d'hommages qu'il mérite. Je désire rendre hommage aux années de diligence, de loyaux services qui lui valent toute notre estime, ainsi que celle des gens de l'Église anglicane, mais aussi des gens de toute allégeance et croyance.

Durant sa longue carrière, la ville de Montréal et la province de Québec ont connu des changements

rapides et diverses conditions. Toujours alerte en tant que leader, l'évêque était toujours là pour aider et guider les gens, l'opinion publique et privée, d'une manière incontestable et en toute sécurité. Par ses actes, ses paroles et sa bonne volonté, l'évêque de l'Église anglicane a consacré les plus belles années de sa vie à faire de la religion une réalité.

Toujours, l'évêque Farthing a été de l'avant dans les différents événements auxquels il a eu à se mêler. Il était un chef. Ses prédications étaient inspirées par la plus sincère conviction et il était remarquable par sa profonde connaissance de la Bible. Il connaissait à fond les besoins de notre Église. L'évêque Farthing a joué de plus un grand rôle dans les questions d'éducation et il nous a montré le chemin en avançant et en appuyant grandement la cause des missions dans les régions isolées de la province, du Canada et dans le monde. Son départ va créer un grand vide non seulement dans notre Église, mais dans toutes les classes de la société canadienne et dans les autres dénominations religieuses. Il peut partir en emportant les témoignages de gratitude et de respect de tous ceux qui l'on bien connu.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon): Je suis certain que l'évêque a donné le meilleur de lui-même, et ce, dans tous les mouvements, dans le but d'améliorer les conditions de la province, et je suis heureux de pouvoir me joindre au député de Montréal-Saint-Georges (l'honorable M. Layton) pour rendre hommage à ses longues années de service.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a aucun doute que l'évêque Farthing a joué un rôle considérable dans notre province et qu'il a rendu d'éminents services. Il est certain que les catholiques se joindront aux protestants pour lui souhaiter une longue vie, la santé et le bonheur dans le repos¹¹.

Dans la province, il y a une entente parfaite entre races et religions différentes. La province, de ce côté, donne un grand exemple au monde. D'ailleurs, il ne peut y avoir de majorité réelle si les droits de la minorité dans un pays ne sont pas respectés. L'évêque Farthing aura joué un grand rôle dans la vie civile et religieuse de notre pays. Nous sommes un gouvernement catholique, mais nous désirons coopérer avec sincérité avec nos amis des autres races et autres religions. Je remercie mon collègue d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur cet événement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis heureux, au nom de l'opposition, de me joindre au premier ministre et à ses collègues dans le tribut

qu'ils viennent de payer à l'évêque anglican en raison de la brillante carrière de ce dernier. Ce saint homme a atteint un âge qui l'invite à prendre un repos bien mérité. Je félicite l'évêque en retraite pour sa belle carrière, suivi de près par toute la population de la province.

M. l'Orateur: Il est 6 heures.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 30

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée jeudi le 19 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Tardif (Frontenac) résume ce qu'il a dit au sujet des engrais chimiques et parle de la lettre pastorale des évêques. Le gouvernement, ajoute-t-il, devrait s'intéresser à stabiliser les marchés agricoles. Je suis d'avis que, pour stabiliser les prix de revient des produits agricoles ainsi que les prix du marché, le gouvernement devrait intervenir.

(Parlant du crédit agricole) Les libéraux, dit-il, ont méprisé la classe agricole au point d'avoir dit que les cultivateurs ne rembourseraient pas les sommes empruntées en vertu de la loi sur le crédit agricole.

Il (M. Tardif) taquine le chef de l'opposition et salue ironiquement l'entrée de M. Adéland Godbout, chef du Parti libéral, qui prend place à l'un des fauteuils sous la tribune des journalistes à l'arrière de la salle.

Il (M. Tardif) rappelle le congrès libéral de juin dernier. On choisit, alors, comme chef, dit-il, M. Adélar Godbout, celui-là même que le peuple avait renvoyé chez lui, au mois d'août 1936. Ceci a constitué une véritable provocation à la population. Tout est mêlé dans l'opposition. L'opposition comprend deux chefs; l'un se présente; l'autre ne se présente pas. Il y a le chef de l'opposition officielle, et l'autre est chef en dehors de la Chambre, ce qui s'appelle un cercle vicieux. On pourrait dire le chef no 1 et le chef no 2, mais il n'y a pas de numéro là-dedans. En fait, le chef en dedans et le chef en dehors sont actuellement tous les deux en dedans.

Je veux parler, en ouvrant une parenthèse, dit-il, de la convention libérale. Je ne sais si ces événements-là peuvent vous intéresser, M. l'Orateur. Il (M. Tardif) évoque avec humour les ennuis du Parti libéral parlant de la désinvolture des jeunes à l'égard de la "vieille gang", des démissions données par les membres des clubs libéraux... Je trouve cela étrange.

À l'adresse de M. Godbout, je rappelle qu'en 1933, je suis venu rencontrer le ministre de l'Agriculture. Le but de cette visite était de demander un crédit agricole provincial. M. Godbout nous dit alors, à nous qui étions une délégation de 44 maires de municipalités du comté de Frontenac, que les cultivateurs se mouraient d'avoir trop de crédit, qu'ils étaient en mauvaise posture parce qu'ils avaient eu trop de facilité à emprunter. Je lui ai dit que les cultivateurs ne lui pardonneraient pas ce manque de confiance en leur honnêteté.

(Louant l'établissement du crédit agricole par le gouvernement actuel) L'ancien gouvernement, poursuit-il, avait tort de ne pas avoir confiance dans les cultivateurs. La preuve: sur 11,487 cultivateurs qui ont obtenu des prêts, il y en a seulement 17 en retard au 31 décembre. Or, sur les 17 cultivateurs, m'écrit le comptable de l'Office, 12 ont fait depuis leur paiement, et il n'en reste que cinq qui n'ont pas fait leur règlement. Sur la quinzaine de membres de l'opposition, il y en a bien plus que cinq qui n'ont pas réglé leur compte avec l'électorat et qui ont laissé leurs bagages en gage. Je ne veux pas faire de poésie. Un des derniers paiements a été fait, souligne-t-il, pour acquitter une créance du chef de l'opposition.

M. l'Orateur, je suis un peu embarrassé ce soir de m'adresser au chef de l'opposition, car j'en vois deux!

Il (M. Tardif) commente le rapport de l'Office du crédit agricole et souligne que le crédit agricole a permis l'arrangement entre créanciers et

débiteurs pour un montant de \$1,291,601. Ainsi, plus de 4,000 demandes de prêts de l'Office ont été retirées.

Le crédit agricole est nécessaire, mais il ne règle pas toute la situation agricole de façon définitive. Maintenant, il faudra aider les cultivateurs à avoir des revenus, des revenus suffisants qui leur permettront de rencontrer leurs versements. Les cultivateurs auront des redevances pour de nombreuses années à venir. On y arrivera par la stabilisation des marchés et en leur facilitant la vente de leurs produits, et c'est au gouvernement de les aider à stabiliser les marchés.

Il (M. Tardif) parle des rentes seigneuriales.

Il faudrait, dit-il, pousser plus loin la production harmonisée suivant les possibilités locales des diverses régions de la province. Je rends hommage, dit-il, et je donne crédit à M. Godbout, l'ancien ministre de l'Agriculture, d'avoir sous sa direction fait un premier pas dans cette voie en divisant la province en 21 districts agronomiques. Franchement, dit-il, il faut lui donner le crédit de ses bonnes œuvres. Ses bonnes œuvres sont si rares qu'il ne faut pas oublier de lui rendre justice.

(Abordant la question de la surproduction du beurre) Je m'élève, dit-il, contre l'importation du beurre de la Nouvelle-Zélande. En mars, 1,999,207 livres de beurre furent importées, alors que nous avons une surproduction canadienne de 16,000,000 de livres par année. Ottawa a ainsi importé de la Nouvelle-Zélande 2,871,373 livres de beurre, représentant un montant de \$798,117! Non seulement Ottawa ne devrait pas importer de beurre, mais il pourrait permettre l'exportation de nos 16,000,000 de livres que la province a de trop. Ce serait le moyen de stabiliser le marché sur un point. Puisque Ottawa trouve le moyen de payer une prime sur le blé de l'Ouest, il devrait au moins cesser l'importation du beurre. Je suggère qu'on prohibe ou qu'on mette un embargo sur le beurre étranger.

(Parlant des programmes des partis) Je soutiens qu'on ne doit ni ne peut les réaliser du jour au lendemain. Il faut, explique-t-il, viser à venir à accomplir le programme. (Parlant des "éternels critiques") Même le député de Québec-Centre, dit-il, a admis que le gouvernement actuel a fait du bien.

M. Hamel (Québec-Centre): Si j'ai dit ça, est-ce que je suis un éternel critiqueux?

M. Tardif (Frontenac): Je ne suis pas fier, ajoute-t-il, d'avoir déjà appartenu au Parti libéral.

Les gouvernements fédéral et provincial devraient se tendre une franche poignée de main.

(Applaudissements)¹²

Je me prononce, dit-il, contre le cri de race et la guerre entre les provinces. Je crois, dit-il, en un Canada uni.

Je, (M. Tardif), propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Pouliot), que le débat soit de nouveau ajourné pour qu'on étudie les résolutions de la loi portant à \$35,000,000 les crédits de l'Office du prêt agricole¹³.

Adopté. Le débat est ajourné.

Office du crédit agricole

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 2 pour porter à trente-cinq millions de dollars les sommes mises à la disposition de l'Office du crédit agricole en faveur des cultivateurs de la province de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose: Attendu que le crédit agricole provincial institué par la présente Législature a fortement contribué à sauver l'agriculture en cette province,

a. en lui assurant, à des conditions exceptionnellement avantageuses, des capitaux considérables dont elle avait un pressant besoin;

b. en amenant une réduction générale des taux d'intérêt sur les prêts agricoles;

c. en dégageant l'économie rurale de l'étreinte ruineuse qu'elle subissait par suite de l'insuffisance et des conditions trop onéreuses des prêts alors consentis aux cultivateurs;

d. en provoquant une multitude de compromis et de règlements à l'amiable entre créanciers et débiteurs;

e. en permettant à des milliers de cultivateurs de sauver leur patrimoine et d'établir leurs enfants sur des terres;

f. en donnant à l'industrie agricole un puissant essor et aux agriculteurs un regain de confiance en leur succès et en leur noble profession;

Attendu que les corporations municipales et scolaires et les fabriques ont aussi largement bénéficié de ce relèvement de l'agriculture par l'amélioration de leurs finances et de leur crédit;

Attendu que les villes ont également profité des résultats obtenus par cette mesure, leur prospérité étant étroitement liée à celle des campagnes;

Attendu qu'il importe que l'agriculture reste l'industrie fondamentale de la province et qu'il y a lieu de lui continuer l'aide accordée par le présent gouvernement, en augmentant les sommes mises à la disposition de l'Office du crédit agricole du Québec pour fins de prêts aux cultivateurs;

Que le montant que l'Office du crédit agricole du Québec est autorisé à prêter aux cultivateurs en vertu des lois 1 Édouard VIII (2^e session), chapitre 3, 1 George VI, chapitre 32 et 2 George VI, chapitres 2 et 3, soit porté à trente-cinq millions de dollars et que lesdites lois ainsi que le pouvoir d'emprunt de l'Office du crédit agricole du Québec soient modifiés en conséquence.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a-t-il quelque remarque à faire au sujet du préambule?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'opposition votera pour la loi avec plaisir, mais elle proteste contre le préambule qui est un discours politique. Le gouvernement fait de la littérature électorale et le préambule du bill est plutôt un pamphlet électoral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'attitude de l'opposition est singulière. L'an dernier, lorsque nous avons voulu augmenter le prêt agricole, on a crié aux élections. On a dit que c'était pour favoriser l'élection dans la Beauce. Subséquemment, il y eut une élection dans Bagot. On a encore lancé le même cri.

Cette année, il n'y a pas d'élection; nous présentons une motion pour introduire notre bill et le chef de l'opposition s'objecte encore, disant que la classe agricole ne l'intéresse pas, mais que ce sont les règles de la Chambre qui l'intéressent.

Il prétend que nous n'avons pas donné les avis requis. Le programme de l'opposition, c'est un avis de motion, tandis que le programme du gouvernement, c'est la vie du cultivateur. Aujourd'hui, l'opposition veut donner le spectacle d'une approbation tardive à une mesure de salut national. C'est comme celui qui a toujours refusé le prêtre et le demande quand il est à l'article de la mort.

M. le président, \$35,000,000, c'est bien bon marché pour garder à la province son cachet, pour sauver le cultivateur, pour combler l'abîme creusé par les administrations précédentes. Nous avons un crédit agricole qui prête. Des milliers de cultivateurs s'en sont prévalus depuis son établissement. C'est un crédit agricole qui fait contraste avec le crédit agricole fédéral qui, lui, ne prête pas. Il appert que, grâce à ce crédit agricole qui prêtait, on a réussi à enrayer l'exode des campagnes vers les villes, protégeant ainsi l'ouvrier des villes qui n'a déjà pas trop d'emploi pour lui.

On parlera sans doute encore des ponts de péage. Le prêt agricole a été le grand pont de péage, construit par une administration honnête sur le gouffre qu'il fallait franchir. Le grand pont libre de péage, c'est le crédit agricole.

Devant un projet aussi important et dont l'application a donné de si bons résultats, le chef de l'opposition parlementaire prétend maintenant, en présence du chef extra-parlementaire, qu'il n'a pas d'objection à la loi elle-même ou au montant, mais qu'il n'en veut qu'au préambule. Eh! bien, je dois lui dire que le préambule reflète la situation et qu'il va passer tel que rédigé. Le préambule est le reflet de la vérité et de son efficacité. La loi sera votée avec le préambule et va passer dans l'intérêt des cultivateurs.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre a fait un gros effort pour démontrer que l'objection que j'ai faite au préambule de la loi n'était pas fondée. Pour parler comme le chef du gouvernement, le meilleur trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) que nous ayons eu en cette Chambre depuis la Confédération a dit qu'il ne fallait pas dépasser \$25,000,000, si nous ne voulions pas affecter le crédit de la province. Au-delà de ce montant, les emprunteurs devraient s'adresser aux prêteurs privés.

Je prierais le premier ministre de se rappeler que les remboursements se sont effectués, mais nous n'en sommes qu'à la première année. Le gouvernement veut faire voter \$8,000,000; nous allons les voter, puisque c'est le gouvernement qui administre la province et non pas nous.

Ceux qui empruntent ont généralement assez d'argent pour payer les intérêts. Dans quelques années, il n'en sera plus de même. On nous demande de voter huit nouveaux millions. Nous allons le faire. Mais nous avons le droit de nous prononcer contre le préambule, qui est un véritable pamphlet électoral. Nous nous opposons à ce que le gouvernement se félicite lui-même dans les préambules de ses bills.

Le premier ministre a la coutume de ces préambules. Quand il était chef de l'opposition, il se plaignait constamment qu'on violait les règlements de la Chambre. Aujourd'hui, il n'est pas aussi scrupuleux. Si le chef du gouvernement croit pouvoir se vanter d'avoir les meilleurs ministres, pourquoi ne suit-il pas les avis de son trésorier (l'honorable M. Fisher)? Le premier ministre a l'air de mauvaise humeur parce que nous sommes prêts à voter la loi. Il a voulu nous tendre un petit piège. Nous sommes accoutumés à cela. Il s'est dit: nous allons présenter la loi à l'encontre des règlements et nous avons des chances de voir l'opposition s'y objecter ou s'y opposer.

Dites-moi, M. le président, quelle urgence y a-t-il de voter la loi quand nos pères conscrits, que le premier ministre devait faire disparaître, ne siègent pas actuellement en la Chambre rouge? Dans le rapport qu'on m'a présenté, il appert qu'il reste encore quelque chose comme \$7,000,000 dans les coffres. Pourquoi tant de hâte? Sur les 30,000 demandes qui ont été faites, 16,000 ont été considérées et acceptées. Dans les campagnes, notre prêt agricole est en train de se faire la réputation d'un prêt qui ne prête pas. C'est ce qu'on a commencé à dire. S'il reste \$7,000,000, il doit bien y avoir encore quelques écus vaillants à reprendre dans la province, dans les coffres de l'Office.

Je sais que le premier ministre n'en aura pas assez. Le premier ministre devra se hâter de faire des élections, car l'Office va devenir embarrassant pour lui. Ce n'est pas avec \$35,000,000 que le gouvernement va pouvoir satisfaire les cultivateurs de la province.

Le trésorier était un très bon trésorier quand il donnait au gouvernement son avis sur les limitations du crédit agricole à \$25,000,000. Nous allons voter au gouvernement son \$8,000,000, mais nous protestons contre le préambule, car nous différons toujours d'opinion sur le préambule. Quant au premier ministre, il dit que le préambule va passer. Nous devons marcher à la file; nous passerons donc le préambule malgré nous, attendant à plus tard lorsque, revenus au pouvoir, nous enlèverons le préambule dans les Statuts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je me souviens qu'au collège, dans ma grammaire latine, il y avait une expression, - je ne me souviens pas de tout mon latin, sentant l'âge - mais cela se disait comme ceci: *Naturem* - Je prononce le latin comme on faisait autrefois - *Naturem*¹⁴, etc... "Chassez le naturel, il revient au galop". Ah! J'avais raison de

dire que l'opposition était contre le prêt agricole, mais que sentant la force de l'opinion, elle se ralliait malgré elle.

D'abord, le chef de l'opposition a consenti à voter les \$8,000,000, mais il a senti le besoin d'injurier les cultivateurs. L'ancien ministre de l'Agriculture (M. Godbout), qui n'a pas réussi à se faire élire député nulle part, allant jusqu'à refuser l'offre que des députés libéraux lui faisaient de leurs comtés, disait aussi que le crédit agricole n'était pas nécessaire. C'est un chef auquel on ne peut pas donner de siège; mais s'il en avait un, il dirait que les cultivateurs ne paient pas leurs dettes.

Le chef parlementaire de l'opposition l'a dit pour lui ce soir. Et tous deux répètent ce que l'ancien premier ministre, M. Taschereau, disait aussi, d'après des renseignements obtenus du prêt fédéral, qui était dirigé par M. MacLean, ancien premier ministre de la Colombie-Britannique. On disait alors que les gens qui payaient le plus mal, c'étaient les cultivateurs de la province de Québec.

Le chef de l'opposition proteste, mais il a dit tout à l'heure: vous allez voir, dans deux ou trois ans; les cultivateurs ne paieront pas leurs dettes. Je comprends que le chef de l'opposition fait de son mieux, mais je lui recommanderais de faire un caucus de tous les libéraux en dedans et en dehors de la Chambre pour qu'ils se consultent et qu'ils se demandent s'il est permis de faire de la politique sur une pareille question. Il n'est pas permis, assurément pas, d'injurier les cultivateurs de notre province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Évidemment, la chaleur de la discussion a emporté le premier ministre dans les nuées. Il s'est envolé tout à coup, il a fait de la politique avec une question où il a dit qu'on ne devrait pas en faire. Je lui recommande de ne pas oublier qu'il est tout à fait comme nous et qu'il a les deux pieds sur le parquet du "salon de la race".

(Rires)

Nous n'avons jamais dit que les cultivateurs ne payaient pas, mais que la situation ne serait pas telle qu'elle est aujourd'hui dans deux ou trois ans.

Le premier ministre tente de faire croire que le chef intérieur ou extérieur de l'exposition...

(Rires)

...de l'opposition s'oppose au crédit rural. Je n'ai pas dit cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne répondrai pas à la première partie du discours du chef de l'opposition qui prétend que je suis dans un nuage, tout en ayant les pieds sur le parquet de la

Chambre. Cette comparaison voudrait dire que je suis un géant dont la tête atteindrait les voûtes célestes et dont les pieds seraient au niveau de l'opposition. J'accepte la rétractation qu'il vient de faire, mais il est allé plus loin que cela. Mais je souligne qu'il a dit que 70,000 cultivateurs avaient besoin du prêt agricole. Dans quel état son régime a-t-il donc laissé l'agriculture...

(Rires)

... et la classe agricole? Il a dit, qu'il n'y avait pas d'urgence pour adopter cette loi, alors qu'il prétend que 70,000 cultivateurs ont besoin du crédit et que le gouvernement a besoin d'argent pour en prêter à des sous-ministres ou à des députés. Il ne peut plus dire qu'il n'y a pas urgence.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Alors, au lieu de \$8,000,000, demandez tout de suite \$80,000,000, et non pas \$35,000,000 dans ce cas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quelle conséquence chez le chef de l'opposition! Il dit tout à l'heure que \$25,000,000 c'est trop, et maintenant, il veut leur donner \$80,000,000.

(Rires)

Il a dit aussi: "Le gouvernement veut probablement se servir de cet argent pour prêter aux sous-ministres et aux députés. Je demanderais au chef de l'opposition de faire comme nous et de s'abstenir de toute politique sur ce sujet. Il devrait, avant de tenir de tels discours, demander à son chef ce que ce dernier en pense. La situation est déjà assez pénible pour ce dernier. Il ne peut pas se faire élire et il doit venir en Chambre écouter un homme qui n'a pas sa valeur. D'autant plus que, dans Bagot, le député de Saint-Hyacinthe l'a empêché de se présenter. Je demanderais au chef de l'opposition parlementaire de consulter son chef et de ne pas discréditer son parti.

Le député de Saint-Hyacinthe a parlé de crédit agricole pour aider les députés du gouvernement. Le prêt agricole est pour tout le monde, pour les députés aussi. Nous ne tenons pas à faire de politique. Mais je dirai que le gouvernement de l'Union nationale ne fait pas de politique avec le crédit agricole. C'est tellement vrai que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a bénéficié personnellement du prêt agricole, car grâce à un prêt consenti par l'Office à un cultivateur, il a été remboursé d'un prêt fait à ce cultivateur. Nous n'avons pas empêché le député de Saint-Hyacinthe de profiter du prêt agricole.

Le député libéral de Pontiac (M. Lawn) en a aussi bénéficié; il était en société avec un frère ou un cousin ou un parent quelconque, et ils ont été

remboursés d'un prêt consenti à un cultivateur. Il y a eu le député de Saint-Jean (M. Bouthillier) qui a offert son siège au chef de l'opposition, le vrai chef, celui qui est en dehors, mais qui n'a pas jugé à propos d'accepter et a refusé cette offre en déclinant l'honneur de se présenter, on sait peut-être pourquoi. Faut être capable de se faire élire. Eh bien! Le député de Saint-Jean (M. Bouthillier) a bénéficié du prêt agricole. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) lui-même a bénéficié du prêt agricole, par son fils. Nous ne le leur reprochons pas, loin de là. Mais cela prouve que, dans l'administration du prêt agricole, nous ne faisons pas de politique et aucune différence au point de vue des partis politiques.

Et la plus belle preuve, c'est que le chef de l'opposition, le chef du dehors, qui était intéressé à un prêt, en a bénéficié en empochant du prêt agricole une somme de \$200. Ainsi, le chef du dedans et le chef du dehors en ont également bénéficié. Il y a même le député libéral de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) qui en profité non comme emprunteur, mais comme receveur de frais d'avocat. Je pourrais continuer la nomenclature afin de prouver qu'il n'y a pas eu de mesquine politicaillerie.

Tout cela, M. le président, pour montrer que l'opposition est toujours si prête de faire de la politique avec tout. Je demande donc à M. Godbout de conseiller à son chef parlementaire de ne pas parler de corde dans la maison d'un pendu. Je suis heureux de voir qu'il admet aujourd'hui ses erreurs de l'an dernier, de l'année d'avant et de l'année où pour la première fois nous avons présenté le crédit agricole, mais je regrette qu'il ait accompagné ses commentaires de remarques injurieuses pour les cultivateurs.

M. Hamel (Québec-Centre): Il n'en reste pas moins vrai qu'il reste dans la caisse de l'Office \$7,000,000 qui n'ont pas été dépensés. Je m'attendais à ce que le premier ministre nous donne des explications sur les \$7,000,000 qui restent en caisse; mais il a passé par-dessus.

On nous parle d'urgence, mais c'est la troisième session qu'on répète la même chose, alors qu'en réalité le bill n'est étudié au Conseil législatif que plus tard. Nous en sommes pour le crédit agricole, mais nous demandons qu'on y aille franchement et qu'on nous fasse grâce de ces fausses prétentions d'urgence, pour une affaire de sept ou huit jours. S'il reste \$7,000,000 en caisse, l'Office peut bien attendre huit jours. J'aimerais qu'on procède franchement et ne pas prétexter d'urgence quand il n'y en a pas.

Ce préambule est un peu excessif. Admettons donc qu'il sent l'électoratisme, qu'il est d'une rédaction électorale et rappelons-nous donc que le Conseil législatif a déjà biffé un pareil préambule qu'il jugeait inconvenable. Nous préférierions le voir rédigé en autre style, mais passons.

J'ajoute que si le gouvernement continue à suivre sa politique, après avoir dépensé \$35,000,000 en crédit agricole, il pourra accuser tout le monde d'avoir touché un peu de cet argent et d'en avoir bénéficié d'une façon ou d'une autre. J'en ai bénéficié et j'ai établi mon garçon sur une terre avec le prêt agricole. J'ai fait comme les autres qui ont emprunté du prêt agricole. Mon fils y avait droit.

Des députés: C'est vrai!

M. Hamel (Québec-Centre): Le premier ministre a dit que j'avais bénéficié du crédit agricole. Oui, mon fils a emprunté de l'Office pour s'établir sur une terre. Mon garçon cultive la terre, mais j'ai fait plus pour lui que ne l'a fait le gouvernement. Je ne voulais pas que mon fils aille grossir l'armée des chômeurs et j'ai pour cela fait des sacrifices. J'en ai fait un cultivateur et non un chômeur, et j'en avais parfaitement le droit. Il est prêt à affronter les difficultés du métier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors le crédit agricole est une bonne affaire, c'est une bonne chose.

M. Hamel (Québec-Centre): Oui, c'est une bonne affaire.

(Applaudissements)

C'est une bonne chose, c'est une excellente chose que le prêt agricole. Mais, à la dernière session, on a fait sur le prêt que mon fils a contracté toutes sortes d'insinuations sur mon propre compte, mais j'ai les mains nettes et quand je voudrai faire un mauvais coup, je puis assurer le premier ministre que ce ne sera pas dans les mains du gouvernement que j'irai le commettre. L'augmentation du crédit de \$8,000,000 est une bonne affaire, nous admettons le bien-fondé de la loi mais, encore une fois, je ne crois pas à cet argument d'urgence de voter la somme, puisqu'il reste \$7,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Votre aveu me réjouit et nous réjouit. Évidemment, la vérité est quelquefois plus forte que les préjugés. Le député dit qu'il se cacherait s'il avait un mauvais coup à faire, car le député de Québec-Centre réalise

que le gouvernement n'endurera pas qu'on vienne commettre de mauvais coups. Je n'ai pas critiqué le député de Québec-Centre et je ne lui ai fait aucun reproche pour son fils, loin de là, mais j'ai constaté des faits. Son fils avait droit au crédit agricole, c'était son droit et, de plus, ce prêt a servi à rembourser le père d'un emprunt. Il a prêté à son fils pour s'établir sur une terre. Le fils a payé sa dette au père, dont le père a empoché le crédit agricole.

M. Hamel (Québec-Centre): Pardon, ce n'est pas vrai! C'est la banque! Ce prêt a servi à rembourser la banque.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En retirant l'argent de la banque, c'était se libérer d'une obligation.

M. Hamel (Québec-Centre): Oui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Par ce remboursement à la banque, le prêt agricole libérait le député de Québec-Centre d'une dette. Être libéré d'une obligation, cela ne constitue-t-il pas un enrichissement? Il y a deux façons de bénéficier d'une chose: retirer de l'argent ou se délivrer d'une obligation. Dans l'un ou l'autre cas, c'est un enrichissement. Il a cité des chiffres. Pourquoi porter tout de suite à \$35,000,000 les montants du prêt agricole lorsqu'il reste \$7,000,000? S'il reste \$7,000,000 non encore payés, cet argent est entièrement engagé dans des prêts consentis.

Dès le début de la session, j'ai fait déposer des documents sur le prêt agricole. Lors de l'ouverture de la session, l'opposition a demandé non pas l'ajournement à mardi, mais à jeudi. Nous avons consenti à un ajournement d'une semaine entière, contrairement à la coutume, pour donner à l'opposition, au chef de l'opposition et au député de Québec-Centre toute l'opportunité voulue pour étudier et lire attentivement le rapport de l'Office. Nous en avons même donné deux copies au député de Québec-Centre (M. Hamel) qui nous les demandait. Il en voulait une autre pour le relire. Nous avons consenti à cela quoiqu'il ne m'en restait même pas une pour moi.

Or, que lit-on dans ce rapport, à la page 2? Pas aux autres pages, à la page 2, dis-je. Imaginez si on n'a pas lu la page 2, de quelle façon on a dû lire les autres pages.

(Rires)

Nous disons, à la page 2, que les 11,487 prêts consentis comportent une dépense capitale qui absorbe tout le montant disponible et qu'il y a déjà

\$26,688,000 dépensés pour le prêt agricole. Comme il est connu que nous ne disposions que de \$27,000,000, il restait donc un écart de \$300,000 pour répondre aux 61,000 cultivateurs qui, selon le chef de l'opposition, attendent après le crédit agricole. Les \$27,000,000 de l'Office sont engagés, moins une somme de \$300,000, alors qu'il y a un total de 32,000 demandes. D'où l'urgence de voter de nouvelles sommes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas ce que j'ai dit. Ce n'est pas non plus ce que dit le rapport. D'après la lecture que j'en ai faite, il n'y a eu que \$20,000,000 de prêts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a pour \$26,688,000 de prêts consentis et acceptés.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais pas encore payés.

Des députés: Voyons, l'argent est quand même engagé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que la Chambre remarque jusqu'à quel point l'opposition s'entend pour soulever toutes sortes d'objections, pour retarder partout le crédit agricole dont elle ne veut pas au fond?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) tente de protester.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le chef de l'opposition ne se choque pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne me choque jamais.
(Rires)

M. Barré (Rouville): La discussion sur ces résolutions dure depuis trois quarts d'heure. Tout le monde est heureux du crédit agricole. Tout le monde dit que c'est à propos, que c'est bon. Et cependant, on continue de critiquer et de chiquer je ne sais quoi. Le préambule, après tout, ce n'est qu'un accessoire. Et c'est vrai, ce qui est dit dans le préambule. Le gouvernement propose de mettre \$35,000,000 à la disposition des cultivateurs et l'on rouspète, on dit que c'est terrible.

Le chef de l'opposition pourrait-il me dire combien de millions ont été dépensés depuis deux ans pour les secours directs, sans que la province ne

puisse jamais en retirer quoi que ce soit? Et il ne resterait plus rien pour les cultivateurs? L'opposition n'est pas satisfaite, nous allons nous mettre ensemble. Moi non plus, je ne suis pas satisfait. Que l'opposition propose d'augmenter le montant de \$2,000,000, de le porter à \$37,000,000, et je vais voter avec l'opposition. Le chef de l'opposition a raison de dire que le prêt prend du temps à venir parfois. Mais ceux qui devraient être les derniers à critiquer sont ceux qui l'ont refusé pendant 40 ans. Huit millions de dollars ne sont pas suffisants et le gouvernement devrait augmenter le montant.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Bien oui, c'est tout simple, ajoutons simplement un zéro, ça fera \$80,000,000. Mais le député de Rouville n'a tout de même pas prouvé l'urgence qu'il y a de voter ces résolutions. Que l'Office commence donc par distribuer les \$7,000,000 de prêts promis et acceptés. Dans une semaine, nous pourrions voter la loi, et elle sera sanctionnée aussitôt que si nous l'avions ou la votions ce soir.

M. Hamel (Québec-Centre): Le premier ministre dit que j'ai demandé deux copies du rapport. C'est lui qui m'en a offert deux copies.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'avez-vous eue?

M. Hamel (Québec-Centre): Oui, j'en ai eu une copie. Ça me fait penser, ce rapport, au bottin de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, je vais en donner une autre copie au député de Québec-Centre. Il dit que ça le fait penser.

M. Bélanger (Montréal-Dorion) se lève.

Des députés: Adopté!

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution laquelle est lue deux fois et adoptée¹⁵.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill lui-même, basé sur les résolutions, soit immédiatement adopté en première,

deuxième et troisième lectures. Il faut avoir le temps nécessaire de faire imprimer le bill pour le Conseil législatif.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Votre ami, M. Quart, va vous imprimer ça en cinq minutes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On pourrait peut-être mettre ça dans une valise¹⁶ et envoyer ça à l'imprimerie d'Yamaska.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 2 pour porter à trente-cinq millions de dollars les sommes mises à la disposition de l'Office du crédit agricole en faveur des cultivateurs de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée.

NOTES

1. À ces paroles, selon *La Patrie* du 2 février 1939, à la page 8, "le premier ministre ne bouge pas de son siège".

2. Notons que le discours de M. Hamel a été reconstitué en partie grâce au *Discours prononcé à l'Assemblée législative de Québec les 31 janvier et 1^{er} février 1939 par le docteur Philippe Hamel député de Québec-Centre*, Québec, Des Ateliers de l'Action catholique, 1939, 41 pages.

3. Mitchell Frederick Hepburn (1896-1953), premier ministre libéral de l'Ontario de 1934 à 1942.

4. Arthur Wentworth Roebuck fut député libéral de la circonscription de Bellwoods à l'Assemblée

législative de l'Ontario, du 19 juin 1934 au 30 août 1943. Il fut procureur général du 10 juillet 1934 au 14 avril 1937.

5. Camillien Houde (1889-1958), chef du Parti conservateur de 1929 et 1932. Il entreprit des procédures judiciaires pour contester la validité de l'élection dans 63 comtés du Québec pour cause d'"irrégularités" commises par les candidats libéraux. Le gouvernement Taschereau fit voter la "loi Dillon" le 17 décembre 1931, laquelle avait pour but de valider l'élection de ces 63 députés, au lieu de laisser aux tribunaux le soin de statuer dans cette cause. Il fut aussi maire de Montréal de 1928 à 1932, de 1934 à 1936, de 1938 à 1940 et de 1944 à 1954. Arrêté le 5 août 1940 en raison de son opposition à la conscription, il fut interné dans un camp en Ontario jusqu'à sa libération, le 16 août 1944.

6. L'affaire Godon. Le 18 septembre 1930, on découvre le corps de Simone Caron, une fillette de sept ans dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles. Après enquête criminelle, le frère Dostithée (Albert Nogaret) est accusé de meurtre. Après un premier procès, en mars 1931, il est condamné à mort mais, à la suite d'un second procès en septembre 1931, le religieux est acquitté. En janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé sera cependant déclaré mentalement incapable de subir son procès et sera emprisonné à la prison de Bordeaux, Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime. La presse suivra avec attention ces nombreux procès d'autant plus qu'en 1939, le gouvernement présentera le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui. Fait notoire, souvent au cours de la session de 1939, les parlementaires s'invectiveront de "Godon" en guise d'insulte.

7. Selon *Le Canada* du 2 février 1939, à la page 1, au moment où il prononce ces paroles qui visent directement le premier ministre, M. Hamel "fait le geste de tirer des ficelles de marionnettes imaginaires".

8. La Chambre manifesta alors son émoi, selon *Le Canada* du 2 février 1939, à la page 6.

9. *Le Soleil* du 2 février 1939, à la page 12, rappelle que le député de Montmagny (M. Grégoire) est l'ancien maire de Québec.

10. Dans plusieurs journaux comme *Le Soleil* et *Le Devoir*, on retrouve l'expression "préjugé pour" plutôt que "préjudicié par". Nous avons retenu la dernière version qui semble plus logique.

11. Selon *La Presse* du 2 février 1939, à la page 24, le premier ministre a commencé son propos en français, et il continue ici en anglais.

12. Ce sont MM. Hamel, Drouin, Grégoire qui applaudissent.

13. *Le Nouvelliste* du 2 février 1939, à la page 1, rapporte que le député de Frontenac (M. Tardif) parla pendant près de 2 heures. *Le Droit* du même jour, à la page 4, précise, quant à lui, qu'il est alors 10 h 30.

14. La phrase est la suivante: "*Naturam expelles furca, tamen usque recurret.*"

15. La discussion sur le bill 2 dure environ 45 minutes, selon *Le Droit* du 2 février 1939, à la page 4.

16. Lors des débats à l'Assemblée législative, plusieurs députés associent ironiquement le député de Saint-Hyacinthe (M. Télesphore-Damien Bouchard) à une histoire de valise. En fait, selon les dires de M. Maurice Duplessis, il y avait à Saint-Hyacinthe une imprimerie dans laquelle était intéressée la fille de M. Bouchard. Le député de Saint-Hyacinthe l'a ensuite achetée et mise au nom de celle-ci. Puis, il a fait acheter des valises par cette imprimerie et lui, alors qu'il était Orateur de la Chambre, a acheté les valises de cette imprimerie au nom de sa fille avec un profit de 30 % aux dépens de la province. M. Duplessis raconte cette histoire en détail à la séance du 5 avril 1938.

Séance du jeudi 2 février 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 1^{er} mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés. Votre comité recommande aussi de prolonger au 8 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- du révérend Benjamin James Noot et autres, demandant l'adoption d'une loi reconnaissant "The Apostolic Church of the British Isles in Quebec" comme une corporation ecclésiastique dans la province de Québec;

- de la Compagnie Equitable d'assurance contre le feu (capital mutuel) demandant l'adoption d'une loi amendant ses pouvoirs ainsi que les lois et règlements la régissant;

- de The Protestant Infants' Home of Montreal, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de "Protestant Foster Home Centre";

- de la ville de Plage Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- du révérend John Morozoff et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Saint-Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal;

- de Vahan Matheossian, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de l'art dentaire après examen;

- de la corporation de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte;

- de l'hôpital Notre-Dame, à Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant son nom corporatif en celui de l'Association des Taverniers de l'Île de Montréal ou Tavern Keepers' Association of the Island of Montreal;

- de Louis Pockrass et autres demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Dominion Hebrew Sick Benefit Association".

Votre comité recommande de prolonger au 1^{er} mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés. Votre comité recommande aussi de prolonger au 8 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

Hôpital Notre-Dame de Montréal

M. Raynault (L'Assomption) demande la permission de présenter le bill 124 modifiant la charte de l'hôpital Notre-Dame de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie Équitable d'assurance
contre le feu**

M. Barrette (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 112 concernant la Compagnie Équitable d'assurance contre le feu (capital mutuel).

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Protestant Foster Home Centre

M. Bulloch (Westmount) demande la permission de présenter le bill 129 changeant le nom de The

Protestant Infants' Home of Montreal en celui de Protestant Foster Home Centre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Apostolic Church
of the British Isles in Quebec**

M. Bulloch (Westmount) demande la permission de présenter le bill 113 constituant en corporation The Apostolic Church of the British Isles in Quebec comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Saint-Nicholas Russian
Orthodox Church of Montreal**

M. Fitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 111 constituant en corporation The Saint-Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Vahan Matheossian

M. Fitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 140 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Vahan Matheossian à la pratique de l'art dentaire après avoir subi ses examens.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dominion Hebrew
Cemetery Association**

M. Fitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 108 constituant en corporation Dominion Hebrew Sick Benefit Association.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Plage Laval

M. Boyer (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 118 modifiant la charte de la ville de Plage Laval.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc

M. Monette (Napierville-Laprairie) demande la permission de présenter le bill 119 refondant la charte de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Association des commerçants de vins
et de liqueurs de Montréal**

M. Monette (Napierville-Laprairie) demande la permission de présenter le bill 132 modifiant le nom corporatif de l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des architectes**

M. Tellier (Montcalm) demande, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Roy), la permission de présenter le bill 175 modifiant la loi des architectes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois devoir m'opposer à la présentation immédiate de cette loi, pour les raisons que j'ai données dans les séances précédentes, en vertu de l'article 636 du Règlement, qui interdit de procéder à aucune affaire importante, même en première lecture, avant l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit que de la première lecture d'une loi. Ce n'est qu'une simple formalité. De plus, j'ai consulté les auteurs, notamment Bourinot¹, qui dit que la première lecture d'un bill public n'est pas une affaire importante. C'est une question de routine.

M. l'Orateur: J'ai rendu, dans une séance antérieure, une décision conforme au point d'ordre soulevé par le chef de l'opposition. Cette décision m'a valu plusieurs représentations, et depuis, j'ai consulté les auteurs. J'ai étudié avec attention cette question et je suis de l'opinion du premier ministre, en me basant sur les autorités en la matière qui s'accordent sans distinction sur ce fait. J'ai trouvé dans Bourinot toute la doctrine à ce sujet. Il dit que la première lecture d'une loi ne peut être considérée comme une affaire importante, mais que c'est simplement une question de routine.

De plus, j'ai consulté des procès verbaux du passé et ils consacrent, eux aussi, ce principe. Il semble admis, dans les Parlements britanniques, que la première lecture d'une loi n'est qu'une affaire de routine. On procède de même aux Communes anglaises et à Ottawa. Pour ces raisons, je renvoie le point d'ordre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des compagnies

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 3 modifiant la loi des compagnies de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Acquisitions et
aliénations d'immeubles**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 4 modifiant la loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépense
des deniers publics**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 5 modifiant la loi du département du Trésor relativement à la dépense des deniers publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Mise en conserves
des produits de la mer**

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 11 modifiant la loi concernant la mise en conserves du poisson et d'autres produits de la mer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la chasse

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 12 modifiant la loi de la chasse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des mines,
article 54b**

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon

(l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 13 modifiant l'article 54b de la loi des mines de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Parc de la
Montagne Tremblante**

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 15 modifiant la loi du Parc de la Montagne Tremblante.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Taxes municipales
et scolaires**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 16 prolongeant le délai de consolidation des arrérages de taxes municipales et scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi 1 Édouard VIII,
chapitre 10**

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 6 abrogeant l'article 1 de la loi 1 Édouard VIII (2^e session), chapitre 10.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je m'objecte de nouveau à cette façon de procéder, car je ne crois pas qu'il y ait urgence. On ne peut procéder à des matières importantes avant la fin du débat sur l'adresse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit encore ici de simples questions de routine. C'est encore plus de la routine que la première lecture d'un bill, puisqu'il ne s'agit ici que d'un avis.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On ne peut pas donner un avis pour une chose qui ne peut pas être faite.

M. l'Orateur: Il s'agit bien d'une question de routine et donc permise dans la période actuelle

de la session. Suivant la doctrine de Bourinot qui était beaucoup plus savant que moi et en vertu des décisions des Orateurs qui m'ont précédé, devant lesquels je m'incline, je renvoie de nouveau le point d'ordre.

La motion est adoptée.

École d'agriculture de Nicolet

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 7 relatif à l'école d'agriculture de Nicolet.

Adopté.

École d'agriculture de Ville-Marie

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 8 modifiant la loi 2 George VI, chapitre 13, relative à l'école d'agriculture de Ville-Marie.

Adopté.

École d'agriculture de Chicoutimi

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 9 relatif à l'école d'agriculture de Chicoutimi.

Adopté.

École d'agriculture de la Gaspésie

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de

résolutions relatives au bill 10 relatif à l'école d'agriculture de la Gaspésie.

Adopté.

Parc national du Mont-Orford

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 14 modifiant la loi du Parc national du Mont-Orford.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je tiens à dire au chef de l'opposition qu'il s'agit seulement d'avertir que la Chambre, à une séance subséquente, prendra en considération ces résolutions. Je puis dire au chef de l'opposition que nous ne les étudierons pas avant que le débat sur l'adresse n'ait pris fin.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ferai remarquer au premier ministre qu'il ne s'agit pas seulement d'avis, mais que ces motions constituent, par essence, des ordres de la Chambre d'étudier et de voter des lois. Il s'agit donc de questions importantes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il est quelque chose qui importe, c'est de hâter le travail de la Chambre et de chercher à ne pas donner trop d'argent aux imprimeurs. Nous sauvons de l'argent à la province et je ne vois pas pourquoi l'opposition s'y oppose. L'adoption des résolutions est plutôt une affaire de routine. En ce faisant, l'on épargne beaucoup de frais d'impressions. La province en profite d'autant. À entendre le chef de l'opposition, l'on serait porté à croire qu'il veut favoriser les imprimeurs.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si l'on n'avait pas violé les règlements, ces bills ne seraient pas imprimés sur le *Feuilleton*, et ce serait autant d'épargné. Il aurait beaucoup mieux valu attendre la semaine prochaine. L'argument du premier ministre ne vaut absolument rien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est du moins à la hauteur du chef de l'opposition. Maintenant, si l'opposition y consent pour nous

éviter de siéger demain, nous pourrions voter en deuxième lecture divers bills privés. Il n'y a pas de principe en jeu, et il s'agit ici encore d'une simple question de routine. Les comités auront du travail de préparé lorsqu'ils pourront se réunir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne puis pas ne pas m'opposer à cette demande, si je veux être conséquent avec moi-même. Je considère que la deuxième lecture d'un bill est une affaire importante. Si le premier ministre veut passer ces bills en deuxième lecture, il peut bien le faire, mais je suis libre de mes opinions. Mais comme on peut éviter ainsi de siéger le vendredi, je laisserai faire.

Adoption de M.-G.-J. Lafontaine

M. Larochelle (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 concernant l'adoption de Marie-Gabrielle-Jeannette Lafontaine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi 3 Édouard VII, chapitre 94

M. Boiteau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 abrogeant la loi 3 Édouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Contrat entre Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. Itée

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. limitée, et conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Ovila-Stanislas Perrault

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 concernant la succession Ovila-Stanislas Perrault soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Taxes scolaires de Manoir Richelieu Company Ltd.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-Est, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe

M. Monette (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 modifiant la charte des sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Association des chiropraticiens

M. Monette (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Contrats entre le Cap-de-la-Madeleine et la Laurentian Silk Mills Ltd.

M. Rousseau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 ratifiant certains contrats passés respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et la compagnie Laurentian

Silk Mills Limited, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Contrats entre le Cap-de-la-Madeleine et l'International Foils Ltd.

M. Rousseau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 ratifiant certaines résolutions de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'écoles de la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et certains contrats passés entre ladite cité et lesdits commissaires d'écoles respectivement, et l'International Foils Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Paul Herbert Silver

M. Bulloch (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 changeant le nom de Paul Herbert Silver *et al.* en celui de Rowe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Conventions entre Jonquière, la Price Brothers Company et la Commission municipale de Québec

M. Talbot (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 ratifiant et confirmant un acte de conventions passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Compagnie de pulpe de Jonquière, d'autre part, et Price Brothers Company Limited et la Commission municipale de Québec, intervenants, et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de conventions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Alphonse Valiquette

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 concernant la

succession de feu Alphonse Valiquette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Victor Beaudry

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 concernant la succession de feu Victor Beaudry soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Georges-Albert Roy

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Georges-Albert Roy à la pratique de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 1^{er} février courant, sur la motion proposée jeudi 19 janvier dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Paquette (Labelle)²:

M. l'Orateur, permettez-moi, au début, de dire que je tiens à souligner que, depuis que vous siégez, la Chambre tout entière, et l'opposition n'en disconviendra pas, se loue de votre équité. Je vous félicite au nom de la bonne tenue qu'on observe dans

cette Chambre depuis que vous occupez ce fauteuil. Vous y donnez l'exemple pour les futurs Orateurs.

Non seulement vous avez présidé avec équité, mais je dois dire que le gouvernement aussi a voulu marcher dans la voie de l'équité et de la justice. Lorsque nous avons été élus, en août 1936, nous avons juré d'être fidèles à notre devoir et de le remplir. Nous avons de la sorte promis de faire notre devoir. Et l'Union nationale n'a pas manqué à ses engagements.

(Applaudissements)

Il faut s'attendre, évidemment, à ce que tous ne soient pas unanimes là-dessus. L'opposition libérale a vécu pendant deux générations sous un régime répréhensible. Le gouvernement de l'Union nationale pouvait s'attendre à l'opposition systématique et irréductible de l'opposition libérale. Il pouvait s'attendre à ce que l'opposition ne reconnaisse pas ses œuvres, puisqu'elle représente un régime qui s'est sauvé sous la honte, qui s'est enfui sous l'opprobre public³. Qu'on nous combatte, et que nous ayons été critiqués de ce côté-là, c'est normal. On savait à l'avance que l'opposition ne pouvait accepter les nouvelles méthodes de la nouvelle administration, qu'elle ne pouvait connaître la valeur d'un ordre nouveau.

Mais il est plus surprenant de voir des amis qui, avec nous, étaient remplis d'effervescence en 1936 et qui, comme nous, ont combattu avec dévouement pour cet ordre nouveau, pour faire triompher la cause de l'Union nationale et contre un régime qui était la honte de la province, se ranger du côté de ces gens après s'être séparés de nous sans raison apparente, et s'attaquer au gouvernement sans raison plausible. Voilà ce qu'on s'explique moins.

Je souligne le cas du groupe du député de Québec-Centre (M. Hamel). Faisons un peu d'histoire. Rappelons qu'à la veille de l'assermentation du cabinet, pour le député de Québec-Centre et pour les partisans du Parti national, le premier ministre actuel était encore un grand homme et l'Union nationale leur donnait toutes les garanties nécessaires d'une bonne administration pour notre province. Le matin même de l'assermentation du cabinet, l'Union nationale était encore excellente. Chose étrange, et c'est une énigme, au lendemain de l'assermentation, le midi, alors que le cabinet ne comprenait pas le député de Québec-Centre (M. Hamel) et d'autres, l'Union nationale et son chef ne méritaient plus l'admiration des gens; toujours selon le député de Québec-Centre (M. Hamel), le premier ministre avait cessé d'être un grand homme.

M. Hamel (Québec-Centre): Si mon honorable ami me le permet, je dois lui dire qu'il déforme les faits. C'est 24 heures après l'élection.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Pas vrai.

Des députés: À l'ordre! À l'ordre!

M. Hamel (Québec-Centre): Vingt-quatre heures après l'élection, j'avais déjà compris que nous étions roulés. C'est 24 heures après les élections que nous avons changé notre admiration, soit après avoir vu, à Trois-Rivières, en compagnie du député de Québec-Est (M. Drouin), le premier ministre.

M. Labbé (Mégantic): C'est rien que pas vrai.

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Pardon, j'ai des témoins. Et, en me rendant à Trois-Rivières, après l'élection, je me suis confié à ce sujet au député de Québec-Est (M. Drouin). Un peu plus tard, à des funérailles...

M. Labbé (Mégantic): Est-ce une question?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je veux bien permettre des questions, mais pas des discours intercalés dans le mien. Jamais, au grand jamais, je n'ai interrompu d'autres orateurs ou l'opposition quand elle parlait, moi. On ne saurait pas me faire ce reproche-là. Que le député de Québec-Centre me laisse parler sans m'interrompre! Mon discours ne sera pas comme le sien d'une durée de deux heures. Mon discours n'est pas écrit, moi.

(Rires à gauche)

Je ne lirai pas de texte et je serai bref.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le député de Québec-Centre (M. Hamel) a soulevé un point d'ordre, et l'on ne le laisse pas s'expliquer. On doit lui permettre de s'expliquer, de mettre les choses au point quand le ministre le met en cause.

Des députés: À l'ordre! À l'ordre.

Des députés font du vacarme.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Permettez-moi de donner tous les faits avant de les contredire. Vous m'interrompez...

(Rires à gauche)

... et je n'ai pas encore terminé l'exposition des faits que le député proteste. Il me semble que le député de Québec-Centre pourrait attendre que j'aie parlé avant de me répondre. Puis-je au moins continuer ce que je disais?

M. Hamel (Québec-Centre): J'aimerais beaucoup corriger certains avancés.

Des députés: À l'ordre!

Des députés font du vacarme.

M. l'Orateur: Je dois faire remarquer à la Chambre que si cela continue, je ne saurais entendre ce que peut avoir à dire le député de Québec-Centre. À l'ordre, messieurs!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Permettez-moi de préciser des faits. Je crois devoir dire...

M. Hamel (Québec-Centre): Je veux intervenir afin de déclarer que l'honorable ministre est mal informé et je suis prêt à lui donner tous les renseignements, si seulement il désire s'informer selon la vérité.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je disais donc qu'avant l'assermentation, le premier ministre était un grand homme pour ces messieurs de Québec-Centre et de Montmagny (M. Grégoire), et que l'Union nationale présentait toutes les garanties de sécurité d'une excellente administration avant le jour de l'assermentation, pour ces deux députés comme pour les autres. Mais, chose étonnante, le soir de l'assermentation, il n'y avait plus, pour eux, de mots assez violents pour nous qualifier et pour déclarer que l'Union nationale et que le chef du gouvernement n'offraient plus la même sécurité que celle du matin.

Que s'était-il donc passé? Avions-nous décidé de quelque point administratif que ce soit? Pas du tout: nous commençons. Avions-nous passé un arrêté ministériel favorisant les trusts? Pas du tout. Rien cependant n'autorisait une pareille attitude. Nous n'avions encore posé aucun acte législatif.

Néanmoins, de blancs que nous étions la veille, le lendemain, nous étions devenus plus noirs que l'encre. Quels motifs dirigeaient ce groupe vers l'opposition? Nous devons souligner à l'opinion

publique qu'il est évident que les raisons de ces messieurs étaient dictées par des motifs pour le moins futiles et très secondaires et l'on a trouvé des raisons inventées par le dépit. Si nous pratiquions dans le cerveau de notre ami le député de Québec-Centre, nous verrions peut-être que le dépit y siège à l'état permanent.

(Applaudissements à droite)

C'est pour établir les motifs qui dirigent ce groupe que j'ai rappelé ces faits, pour montrer qu'ils ne sont pas animés par les raisons qu'ils invoquent, mais par le dépit à l'état permanent.

Moi aussi, je puis, comme le député de Laval (M. Leduc), faire une profession de foi et me réclamer de l'Union nationale, la vraie.

(Rires à gauche)

Le député de Québec-Centre (M. Hamel) est l'homme qui se promène par toute la province, prêchant contre l'Union nationale; et ce que je n'admets pas, c'est qu'à chaque fois qu'il se lève en Chambre, il ait comme arme une encyclique d'une main et une turbine de l'autre.

(Rires et applaudissements à droite)

On ne doit pas toujours avoir à la bouche les encycliques en cette Chambre, surtout quand on ne peut pas mieux les appliquer et qu'on ne sait pas plus le latin que le député de Québec-Centre. Il convient de rester dans les réalités, il est beau de rêver et d'être nébuleux, mais il faut aussi avoir recours au bon sens.

Je me plais quelquefois à me représenter ce groupe de diverses façons et à me représenter le député de Québec-Centre en train de rêver. Il rêve tantôt à un trust, tantôt à un monopole. Tout à coup, au beau milieu de son rêve, il tombe dans une turbine, il s'agrippe à un texte de loi, il gesticule désespérément, et se réveille avec une encéphalite aiguë. Qu'il cesse de rêver lorsque la population attend des actes.

(Rires et applaudissements à droite)

M. Hamel (Québec-Centre): Je demanderais à l'honorable ministre de ne pas insinuer de pareilles histoires sur le compte d'un député. Je suis aussi sain d'esprit que lui et, s'il lui plaisait de passer un examen mental avec moi, on serait peut-être étonné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Québec-Centre n'a pas le droit de se comparer au Saint-Esprit⁴.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je n'ai jamais dit que le député de Québec-Centre n'était pas

sain d'esprit. Ni par mes paroles ni dans mon esprit, il en est question! S'il se juge malade de ce côté, c'est son affaire, ce n'est pas ma faute. Je ne m'attarderai pas à l'examiner; je ne suis pas spécialiste en cette matière, je ne voudrais pas m'aventurer à établir un diagnostic⁵.

M. Hamel (Québec-Centre): Tiens, tiens, vous lisez, vous aussi, votre discours.

(Rires à gauche)

L'honorable M. Paquette (Labelle): Mon discours n'est point comme celui du député de Québec-Centre, de la littérature qu'on se prépare à publier en brochure. Pas moi, car moi, je fais un discours qui aura la seule publication qu'on en voudra faire dans les journaux. Je me souviens, l'an dernier, l'ancien maire de Québec et député de Montmagny (M. Grégoire) ne s'adressait plus au député de Québec-Centre (M. Hamel) comme "mon cher futur premier ministre". Quelles vaines espérances!

(Rires à gauche)

Malheureusement, ceci ne deviendra jamais une réalité. Tous deux ont rêvé.

Quant au député de Laval (M. Leduc), je veux bien lui dire quelques mots. Personnellement, à venir jusqu'à cette semaine, j'avais de l'admiration pour lui. C'est un vieux camarade d'université et de collège. J'ai regretté que le discours du député de Laval soit entaché de certaines paroles que je trouve ni exactes ni admissibles pour les membres du gouvernement.

Je ne crois pas qu'il ait été exact lorsqu'il a dit qu'il y avait eu intimidation des ministres pour leur faire accepter leur démission, ou d'intimidation de la part du premier ministre auprès des ministres pour faire accepter son point de vue relativement au départ de l'ancien ministre de la Voirie. Lorsque le moment fut venu de démissionner pour l'expulsion du député de Laval, je tiens à déclarer, et je crois que mes collègues m'autorisent à parler en leur nom, qu'il n'y a pas eu la moindre "dissonance", qu'il n'y a pas eu la moindre dissidence, ni la moindre pensée ou menace de schisme à ce sujet.

Les sympathies et les réactions des ministres pouvaient différer de l'un à l'autre, mais nous savions que nos actes seraient inspirés par le plus pur patriotisme.

(Applaudissements)

Les ministres sont unanimes dans leurs sentiments envers leur chef qu'ils admirent, qu'ils respectent et qu'ils savent animé par un patriotisme

auquel ils rendent hommage. Le cabinet a confiance dans son chef. Pour ma part et pour celle des autres ministres, nous avons tous respecté la décision de notre chef, qui sait poser des actes de grand patriotisme, à l'occasion.

M. Leduc (Laval): L'honorable ministre me permettra-t-il une question?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Certainement, avec plaisir.

M. Leduc (Laval): Est-ce que l'arrêté ministériel qui a été passé et sanctionné par le lieutenant-gouverneur...

Des députés font du vacarme.

M. Leduc (Laval): Est-ce que le procédé employé pour faire sortir le ministre a été le même qui a été décidé au conseil? A-t-il été semblable aux procédés ordinaires? Est-ce que l'ordre en conseil, me mettant hors du cabinet, a été signé par le lieutenant-gouverneur?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Laval a eu toute la latitude pour faire son discours. Je demande donc à ce que l'opposition respecte le droit qu'a ce côté-ci de la Chambre à parler. Nous avons été très larges; le chef de l'opposition a lu son discours très long; le député de Laval a lu son discours; le député de Québec-Centre aussi lu un très long discours, et nous les avons laissés faire malgré les règlements de la Chambre, et on a même toléré qu'ils s'écartent des règlements. Si l'arrêté ministériel a été signé, il n'a qu'à en demander la production, sinon il n'en existe pas.

Nous ne lisons pas de discours, de ce côté-ci de la Chambre. Le député de Laval pose une question qui concerne les affaires ministérielles. Il demande s'il existe un arrêté ministériel. L'ordre en conseil dont il est question, s'il a été passé, qu'on en demande la production, et s'il n'a pas été passé, qu'on n'en demande pas la production. On ne demande pas de produire ce qui n'existe pas.

M. Leduc (Laval): M. l'Orateur, j'ai posé ma question à l'honorable ministre qui a raconté certains faits, et je crois que l'honorable ministre doit avoir le droit et qu'il doit être capable de me répondre.

L'honorable M. Paquette (Labelle): S'il y a eu un arrêté ministériel que le lieutenant-gouverneur

a sanctionné, il est facile pour mon honorable ami de s'adresser au bureau du lieutenant-gouverneur et de s'enquérir de cela. Je ne saurais le faire moi-même. Cela ne relève pas de ma compétence.

Le gouvernement de l'Union nationale s'est fait un devoir de créer un ministère de la Santé. Ce ministère était attendu depuis près de 40 ans. Cette création a donné un essor considérable aux affaires relevant du département. Si je ne me trompe, c'était la première fois qu'un médecin était appelé à siéger au conseil des ministres⁶. Nous avons mis sur pied des organismes qui ont rendu de grands services. Nous avons tout spécialement organisé un laboratoire de recherche pour les maladies industrielles.

Au cours de l'année 1936-1937, deux nouvelles divisions ont été créées, celle de la nutrition et celle de l'hygiène industrielle. La première vise à enseigner à la population de la province la manière de consommer les aliments, et la deuxième vise à prévenir les maladies dans les établissements industriels. L'hôpital des fous, qui était sous la direction du secrétaire provincial, est maintenant sous la direction du ministère de la Santé.

L'on a créé un service d'hygiène industriel en collaboration avec le ministère provincial du Travail. Déjà nous recevons de nombreuses félicitations pour les services dont nous lui sommes redevables. Nous avons tenu des enquêtes sur les différentes industries, avec la collaboration du ministère du Travail. Nous avons également développé les unités sanitaires. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, il y en avait 30. Nous en avons aujourd'hui 41.

Il (l'honorable M. Paquette) donne la lecture d'un article paru dans un journal oppositionniste de Montréal, dans lequel il est écrit que le ministre de la Santé, dans les derniers six mois, a dépensé plus de \$1,000,000 tout simplement pour faire tourner les poudres de ses employés dans les unités sanitaires.

Tout cela est mal, poursuit-il, car ce n'est pas vrai. Le budget des unités sanitaires est de \$600,000 par année, y compris toutes les dépenses. Comment aurais-je pu dépenser \$1,000,000? Cela est ridicule. Jamais un ordre n'a été donné à une unité sanitaire pour faire cesser ses activités.

Depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons donné 654 conférences d'hygiène devant plus de 100,000 personnes, 546 cours à 23,695 jeunes filles, 241 à 9,138 jeunes gens; nous avons distribué 775,000 documents pour mettre en garde contre la maladie, nos visiteuses sont entrées dans 296,000 foyers, afin de donner des conseils utiles et non pour concurrencer le travail des médecins. Des

conférences ont été données par des curés, des maires et d'autres fonctionnaires, pour assurer leur coopération dans la campagne pour lutter contre les maladies.

J'insiste sur ce point. Les gens des unités sanitaires sont des collaborateurs qui vont surveiller l'état de santé des enfants, dépister les maladies à répétition, mettre en garde contre les dangers qui menacent nos foyers. Ils ont rendu de grands services à notre population. Ils travaillent en collaboration avec les médecins pour prévenir des désastres.

Il (l'honorable M. Paquette) parle du contrôle des maladies contagieuses. D'une manière plus directe, dit-il, les organismes de santé jouent un grand rôle dans la prévention des maladies infectieuses. Au cours de la même période, dans nos unités sanitaires, on nous a déclaré 9,381 cas de maladies contagieuses et notre personnel a dépisté 20,514 cas additionnels. On a visité 22,484 maisons pour effectuer le contrôle et 1,778 maisons ont été affichées. Au cours de ce travail, 90,165 cas suspects ont été examinés. On a exclu 15,255 enfants des écoles. Enfin, on a tenu 7,762 enquêtes épidémiologiques.

La tuberculose est une des maladies qui font le plus de ravages chez nous. Notre ministère y porte toujours une attention immédiate. Cette maladie tue annuellement 5,500 personnes et coûte des milliers de dollars. Pour l'État, ce sera là une dépense très considérable, mais qui s'imposait. Nous avons décidé de faire admettre dans les hôpitaux, les sanatoriums, tous les cas de tuberculeux contagieux, tous les cracheurs de microbes, pour la protection du public.

En plus des dispensaires établis dans les villes pour dépister les nouveaux cas, nous avons cinq cliniciens ambulants faisant la visite des parties rurales de la province. Ce nombre a été doublé et, aujourd'hui, 10 cliniciens se partagent ce travail, 2,012 cliniques ont été tenues auxquelles 247,119 personnes ont été examinées. Sur ce nombre, nous avons décelé 1,658 nouveaux cas de tuberculose. Nous avons revu 3,731 cas anciens. Nous avons suivi les tuberculeux à domicile par 20,624 visites.

Le ministère a distribué, pendant la même période, aux médecins de la province 45,705,220 unités de sérum antidiphtérique, 2,648,602 unités de sérum antitétanique, 3,451,687 centimètres cubes de sérum antiscarlatineux. De plus, nous avons fourni 28,062 boîtes de vaccin antivariolique, 16,386 centimètres cubes de vaccin antityphoïdique, et 13,048 ampoules de nitrate d'argent pour la prévention de la cécité chez les nouveau-nés ont été distribuées.

Au cours de la même période, 46,682 enfants ont été vaccinés contre la variole, 8,990 contre la typhoïde et 52,333 enfants ont été immunisés contre la diphtérie. Trois cent soixante conférences d'hygiène maternelle ont été données, 9,282 démonstrations privées ont été données aux jeunes mamans de la province. Nos infirmières ont fait 35,191 visites à des mères avant la venue du bébé et sont retournées voir les mamans au cours de 39,364 visites après la naissance de l'enfant. Il est inutile de souligner l'importance de ce travail, et la baisse de la mortalité infantile prouve amplement l'utilité de notre effort.

Le problème de la préservation de l'enfance n'est pas ignoré. Neuf mille six cent soixante-deux cliniques de puériculture ont été tenues dans la province, auxquelles on a examiné 146,862 bébés. On a également vu et examiné 70,728 enfants préscolaires aux mêmes cliniques. On a visité 233,978 bébés à domicile, ainsi que 235,442 enfants préscolaires à la résidence de leurs parents. Onze mille cinq cent quarante et une conférences ont été données à 323,024 enfants d'école. De ce nombre, 281,990 ont été examinés et les parents ont reçu avis des constatations faites par notre personnel. Huit cent deux cours de nutrition ont été donnés dans les unités sanitaires, devant une assistance de 22,602 personnes.

Pendant la même période, nos inspecteurs sanitaires ont visité, dans les unités sanitaires, 3,835 logements pour cause de nuisance, 4,099 établissements de coiffures, 5,492 écoles, 10,622 établissements où l'on manipule le lait, 7,022 vacheries, 5,304 abattoirs. De plus, ils ont fait 5,605 visites à des marchés publics. On a fait 36,112 inspections dans d'autres établissements de denrées alimentaires, 1,476 inspections d'aqueducs, 3,730 inspections de puits, 28,543 autres inspections diverses. Ceci donne un total de 111,624 inspections faites au cours de ces visites. On a confisqué 58,857 livres d'aliments. Nos laboratoires ont examiné 11,374 échantillons d'eau et 10,293 échantillons de lait⁷, 6,084 spécimens ont été soumis dans des cas de diphtérie. Nous avons fait 2,000 prélèvements pour la typhoïde et 8,808 prélèvements pour la tuberculose. Tout cela est aride et sec, mais montre que nous avons des œuvres à notre crédit et il est regrettable que certains journaux mentent aussi effrontément sur notre compte.

Nous avons créé un Institut de biologie à Montréal, ce qui nous permettra de produire dans notre province les sérums que nous devons obtenir à l'étranger. Un laboratoire de microbiologie a été créé

à Montréal et il a eu des collaborateurs de première valeur. Des économies considérables ont été réalisées dans l'administration de certains sanatoriums. Seulement au sanatorium du Lac-Édouard, dont nous avons critiqué l'administration sous l'ancien régime, nous avons économisé \$63,961 en une seule année. Nous n'avons pas fait de miracle. Les malades ont été aussi bien soignés et aussi bien traités qu'auparavant. Nous avons simplement soumis l'administration du sanatorium à des principes rationnels et économiques. Grâce à la coopération des religieuses, nous avons fait en deux ans une économie de \$121,000⁸.

Le gouvernement de l'Union nationale est peut-être le premier, depuis un demi-siècle, qui ait pensé aux humbles et aux petits. Pour créer un meilleur niveau de savoir, il a trouvé le tour d'ajouter plusieurs items au budget de l'instruction publique. L'an dernier, le total de l'argent dépensé pour l'instruction publique a été de près de \$7,000,000, comparativement à environ \$4,500,000 en 1932. C'est un saut formidable.

Nous avons accordé de l'intérêt à tous les domaines de l'instruction. Nous avons augmenté le nombre des maisons d'enseignement secondaire qui reçoivent des subsides du gouvernement. Nous avons construit, depuis deux ans, 300 écoles, entièrement aux frais de la province, surtout dans les régions de colonisation. À certains endroits, nous avons payé totalement les salaires des institutrices. Nous avons dépensé près de \$500,000 en ce domaine.

Nous avons fait cesser un état de choses absolument scandaleux, à savoir que plus de 7,000 institutrices en cette province étaient payées à un salaire inférieur à \$250, 700, moins que \$125, et une centaine, \$90. C'était une honte pour l'ancien régime de ne pas attacher plus d'importance au traitement de ces femmes qui donnent leur dévouement à l'instruction des futurs citoyens de cette province. Le gouvernement a dépensé, l'an dernier, près de \$1,000,000 pour remédier à cette situation, en donnant des octrois aux corporations scolaires qui voulaient payer \$300 ou plus, et cette somme sera augmentée cette année.

Il y a 18,000 institutrices en notre province. Plus de 17,000 ont reçu le salaire minimum de \$300 par an. Nous avons obtenu ce résultat en employant la méthode convaincante. Nous n'userons de la coercition que lorsqu'il ne restera plus que quelques récalcitrants et quand les retardataires seront moins nombreux. Nous n'y aurons recours que dans l'extrême nécessité. Selon le rapport du gouvernement, 93.7 % des institutrices ont le salaire minimum de \$300, ce

qui est un résultat merveilleux pour deux ans. En certains cas, nous avons opposé, aux tactiques de certaines corporations, des sanctions exemplaires.

Si les conditions économiques continuent de s'améliorer, j'espère que d'ici deux ans ou trois ans, il sera possible d'augmenter encore ce minimum, afin de pouvoir exiger des institutrices encore plus de compétence et de dévouement.

Il (l'honorable M. Paquette) critique un article de journal et cite des statistiques à l'appui de ses négations. Nos médecins ont servi, dit-il, 1,325 communiqués aux journaux.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous avez dit combien d'institutrices reçoivent \$300. Vous n'avez pas dit combien ne reçoivent pas \$300. Quel est le nombre des institutrices qui ne reçoivent pas le minimum de \$300?

L'honorable M. Paquette (Labelle): J'ai dit qu'il y a environ 18,000 institutrices en notre province et que plus de 17,000 reçoivent \$300 et plus.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Alors, il en reste 1,000 qui ne reçoivent pas le salaire de \$300.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il en reste pas loin de 1,000. Pendant 40 ans, sous l'ancien régime, du temps des libéraux, il en restait près de 10,000.

Nous avons donné un octroi de \$200,000 à l'Académie commerciale pour une École supérieure de commerce de Québec, affiliée à l'Université Laval, afin de racheter une promesse faite, il y a 17 ans par M. Tashereau. Toujours afin d'aider l'éducation, nous avons donné un octroi de \$50,000 à la Commission scolaire de Québec pour la construction de l'école Léonard, école irlandaise de Québec. Le caractère de l'instruction dans les écoles primaires a été rendu plus profondément rural; nous avons adapté notre enseignement primaire aux besoins des enfants des campagnes. Près de \$1,000,000 ont été employés pour cette réalisation de l'enseignement primaire.

Le budget des écoles de formation professionnelle a été considérablement augmenté, lui qui était maintenu dans un état embryonnaire. Depuis deux ans, nous avons ouvert 10 nouvelles écoles d'arts et métiers. Le budget, en ce qui concerne l'enseignement des arts et métiers, a été porté à \$400,000, de \$125,000 qu'il était la dernière année du régime libéral. Le gouvernement a créé une

section de reliure, une section de typographie et une école de linotypie à l'École technique de Montréal. Il a institué à Montréal des cours d'aviation qui sont présentement suivis par 324 élèves, et l'on espère fonder l'an prochain une véritable école d'aviation, afin de former des techniciens de l'aviation et des fabricants de moteurs et de préparer des techniciens canadiens-français en cet important domaine du transport. Aux États-Unis, il y a une soixantaine d'écoles d'aviation.

Permettez-moi de parler maintenant des écoles techniques. Nous en avons créé plusieurs nouvelles dans la province. Il y en avait à Montréal, Québec, Trois-Rivières et Hull. À Trois-Rivières, il y avait même une École de papeterie qui, après 19 ans, était encore à l'état embryonnaire. Nous allons faire en sorte de la rendre plus effective, afin que nos jeunes gens puissent profiter des belles carrières que leur ouvre encore l'industrie du papier. À Sherbrooke, on demandait une école technique depuis des années. Le gouvernement a décidé d'en créer une adjointe à l'École technique de Sherbrooke et même d'y ajouter une importante section textile, afin de préparer les nôtres aux carrières que leur ouvre cette industrie. Je ne parlerai pas des écoles de mines, ni de la mine-école, ni des autres écoles spéciales dont le gouvernement a augmenté les budgets.

En terminant, je m'excuse d'avoir été un peu long, mais il était nécessaire de souligner ce que nous avons fait dans mon département afin d'instruire la population, et aussi ce qui ne s'y fait plus. Depuis le nouveau gouvernement, il n'y a plus de ce favoritisme éhonté: c'est un régime de liberté où chacun a le droit de s'exprimer librement. Nous avons gardé dans les divers ministères, plus de 80 % à 85 % de l'ancien personnel. Nous leur avons fait confiance, espérant qu'il servirait loyalement la province et non l'Union nationale.

En certains cas, nous avons été trompés et nous avons dû faire des amputations. Il est temps que le personnel se rappelle que nous avons droit à sa coopération et à sa loyauté. Il n'en tiendra qu'à chacun de garder sa position en nous servant avec loyauté. Je crois pouvoir rendre hommage aux anciens et aux nouveaux employés dans mon département qui se sont montrés loyaux. Je veux bien leur en rendre le témoignage et je leur souhaite de garder la confiance du gouvernement.

(Applaudissements)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) se lève.

M. Bastien (Berthier) se lève.

(Applaudissements)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) s'adresse à M. l'Orateur.

M. Bastien (Berthier) veut s'adresser à M. l'Orateur.

Des députés: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur: Je ferai remarquer au député de Berthier que j'ai vu le député de Sherbrooke, le ministre des Travaux publics se lever le premier: j'avais la tête tournée de ce côté, vers l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) que j'écoutais. Si j'avais eu la tête tournée vers la gauche, il est possible que j'aie d'abord vu le député de Berthier, mais ayant vu d'abord le député de Sherbrooke, je dois lui céder la parole, je suis obligé.

M. Bastien (Berthier): Voilà une manière de procéder un peu singulière employée par les membres de la droite.

M. l'Orateur: J'ai donné la parole à celui qui, d'après moi, s'est levé le premier. Il n'y a rien dans les règlements qui dise que les députés des divers partis doivent alterner. Il arrive que j'ai vu le député de Sherbrooke se lever le premier, et je lui ai donné la parole.

M. Bastien (Berthier) parle de nouveau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) se lève et tente de parler⁹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est évident que c'est une tactique de l'opposition pour faire de l'obstruction. Quand je parle de l'opposition, il n'est pas étonnant qu'on soulève le rire: son attitude est tellement ridicule! Deux députés de la gauche ont parlé successivement, et nous n'avons pas tenté de les en empêcher. En vertu du Règlement, celui qui s'adresse le premier à M. l'Orateur doit avoir la parole. Je demande donc qu'on respecte le Règlement et qu'on ne fasse pas d'obstruction.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre accuse l'opposition de faire de l'obstruction.

Pourtant le député de Frontenac (M. Tardif) a parlé une partie de l'après-midi d'hier et toute la soirée. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) a parlé une partie de l'après-midi. C'est un autre ministre qui veut parler, et le premier ministre vient prétendre que l'opposition veut faire de l'obstruction. Soyons sérieux. Que le premier ministre admette donc tout simplement qu'il en a assez de ce que l'opposition a dit jusqu'ici. Il veut maintenant que la presse chante les louanges du gouvernement en fin de semaine.

Des députés: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur: À ceux qui se plaignent des règlements, je dirai de commencer par les respecter eux-mêmes. S'il a des raisons à présenter sur le point d'ordre, bien que ma décision soit rendue, je suis prêt à entendre le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

M. Bastien (Berthier): On nous accuse de faire obstruction et l'on nous dépouille de nos droits. Est-il quelqu'un qui puisse m'expliquer en vertu de quel règlement le député de Frontenac a passé la parole au secrétaire de la province? C'est lui qui avait ajourné le débat, hier. Il devait donc reprendre le débat aujourd'hui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député de Berthier ne discute pas le point d'ordre: il fait tout simplement de la petite politique.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Parlant sur le nouveau point d'ordre, je demande qui fait de la petite politique? C'est faire de la grande politique que d'empêcher ses adversaires de parler. C'est peut-être une tactique habile, mais quelle obstruction pouvons-nous faire, puisque nous ne pouvons même plus parler...

M. Tardif (Frontenac): Vous ne parlez pas? Ça fait 10 minutes que vous parlez et nous ne savons pas encore ce que vous voulez dire!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre est habile. Ça sent l'avocat retors, mais comme ça dénote peu de largeur d'esprit!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je me demande pourquoi le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) empêche le député de Berthier (M. Bastien) de parler.
(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je vais laisser parler le député de Berthier. Son discours est prêt. Il en a bien pour trois quarts d'heure. Mais, pour en revenir au point d'ordre, je félicite le premier ministre de sa largeur de vues. Est-ce qu'il commencerait à en avoir peur, de cette petite opposition? J'espère que les journaux ne manqueront pas de dire...

(Applaudissements à droite)

Des députés ministériels font des interruptions.

M. l'Orateur: À l'ordre.

M. Bastien (Berthier) se lève pour parler.

M. l'Orateur: Je ferai remarquer qu'aucun membre de la Chambre n'a le droit de rendre les délibérations ridicules. J'ai dit et je répète que j'ai vu le député de Sherbrooke se lever le premier. J'ai rendu ma décision et je ne changerai pas d'opinion. C'est pourquoi je renvoie tous ces prétendus points d'ordre. La parole est au député de Sherbrooke, le ministre des Travaux publics.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je dois d'abord, M. l'Orateur, vous féliciter pour la manière dont vous conduisez les débats en cette Chambre. Mais si vous me le permettez, sans plus de préambule, je prends immédiatement le vif de mes remarques. On me permettra tout d'abord de parler du député de Québec-Centre (M. Hamel).

(Rires à droite)

Le député de Québec-Centre, si ma mémoire est bonne, le lendemain des élections générales du mois d'août 1936, le jour où nous avons été élus et où nous étions déjà au pouvoir, je l'avais appelé à Québec pour le féliciter. On m'a dit qu'il était déjà à Trois-Rivières. Il avait cru bon d'aller rencontrer le premier ministre. Je présume que ça l'intéressait de se rendre à Trois-Rivières, avec le député de Montmagny (M. Grégoire) et un autre.

M. Hamel (Québec-Centre): Deux autres. J'y suis allé à la demande du premier ministre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Peut-être. Qu'est-ce qu'il y avait donc à Trois-Rivières, après que le parti eut obtenu le pouvoir? Il devait y avoir quelque chose qui attirait là le député de Québec-Centre, quelque chose qui lui souriait, qu'il trouvait de bon à Trois-Rivières.

(Rires à droite)

M. Hamel (Québec-Centre): Si vous me le permettez...

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Pardon, j'ai rien dit encore. Moi, je me suis informé du voyage du député à Trois-Rivières, et l'on m'a dit que le député de Québec-Centre n'était pas administrable¹⁰, que lui et les ministres n'étaient pas faits du même bois.

Des députés: Ministrable!

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Quelques jours après, au Château Frontenac, j'appris qu'un ministère avait été offert au député de Montmagny, un autre qui voulait entrer dans le cabinet, mais à la condition qu'il démissionne comme maire de Québec, ce qu'il avait refusé de faire à cause du gros salaire rattaché à ce poste, et cela se comprend chez lui.

(Rires à droite)

M. Grégoire (Montmagny): Je déclare que les avancés que vient de faire l'honorable ministre sont faux. Lorsque l'honorable premier ministre m'a offert un poste de ministre dans son cabinet, il était prêt à me prendre sans condition, pourvu que j'abandonne le député de Québec-Centre (M. Hamel).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Montmagny ne devrait pas, lui qui a été maire de Québec et qui se vante de savoir ce que c'est que la politesse, il ne devrait pas employer l'expression "faux"; ce n'est pas parlementaire de dire que ce qu'un orateur dit est faux. Ce n'est pas cela du tout. Je lui ai offert un portefeuille, mais à la condition qu'il abandonne la mairie de Québec. Le député de Montmagny (M. Grégoire) m'a dit: "Je suis prêt à être ministre, pourvu que vous ne réduisiez pas le salaire des ministres et pourvu que je sois encore maire.

(Rires à droite)

Des députés ministériels font du vacarme.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Pour le maire de Lachine, qui est ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan), ça marche bien, par exemple¹¹.
(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça marche mieux que celui qui s'est présenté à la mairie de Montréal et qui a perdu son dépôt.

(Applaudissements à droite)

M. Grégoire (Montmagny): À la chambre où nous nous sommes réunis, au Château Frontenac, l'honorable premier ministre voulait que je fusse ministre, sans condition. Je lui ai demandé: "Qu'est-ce que vous faites du Dr Hamel?" C'est alors que l'honorable premier ministre a répondu par des faux-fuyants. Je lui déclarai que je ne saurais accepter le portefeuille sans qu'il soit question du Dr Hamel.

M. Labbé (Mégantic): Tant d'humilité!
(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): Lorsque je constatai que l'honorable premier ministre semblait décidé à ne pas prendre avec nous le député de Québec-Centre (M. Hamel), je lui dis: "Il n'est pas nécessaire pour moi d'être ministre. J'ai déjà mon poste de maire à l'hôtel de ville." Mais l'honorable premier ministre a insisté tout l'avant-midi. Il voulait me donner un portefeuille sans condition. Il m'a rappelé le midi pour insister encore, puis le soir même, pour me supplier d'être ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est-y effrayant de parler comme ça!

M. Grégoire (Montmagny): Et jamais, au cours de ces entrevues répétées, il ne fut question de salaire de maire et de ministre. Le public est déjà assez au courant des moyens qu'emploie le premier ministre pour lancer des insinuations qu'on sait parfaitement à quoi s'en tenir, dans la province, sur ses procédés et sur ses déclarations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
(Riant) Oui, oui!

L'honorable M. Gagnon (Matane): Parlant sur le point d'ordre, M. l'Orateur, je dois dire que j'étais présent à ces entrevues au Château Frontenac, le jour de l'assermentation du cabinet, et j'affirme, sur mon honneur, que la condition essentielle qu'a mise le premier ministre pour accepter l'honorable député de Montmagny dans son cabinet, ce fut qu'il renoncât à la mairie de Québec et au salaire de maire.

Et j'affirme encore qu'au cours de la même circonstance, lorsque le premier ministre a offert le poste d'Orateur de la Chambre au député de Québec-Centre (M. Hamel), le député de Montmagny (M. Grégoire) encouragea le député de Québec-Centre à accepter ce poste, dans l'espérance de pouvoir garder ses deux mandats de maire de Québec et de ministre.

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Parlant sur le même point d'ordre, j'affirme sur mon honneur que ce que vient de dire l'honorable député de Montmagny, en rapport avec ces incidents, est tout à fait exact. Pour bien montrer le peu de sérieux de nos amis de la droite, et l'inanité de leurs objections au double mandat, il y a des ministres qui sont maires et il y a même des triples mandats qui existent dans le cabinet.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Si on m'avait laissé parler tout ce temps-là, je crois que j'aurais fini mon discours, et que le député de Berthier aurait pu commencer à lire le sien.
(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): Parlant encore sur le point d'ordre... Est-ce que j'ai la parole?

Des députés: À l'ordre!

M. l'Orateur: Le député n'a pas le droit de parler deux fois sur le même point d'ordre.

M. Grégoire (Montmagny): C'est pour, M. l'Orateur...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Faites-le donc asseoir!

M. l'Orateur: Je demande au député de Montmagny de s'asseoir. Il ne peut ni parler, ni demeurer debout lorsque l'Orateur de la Chambre est debout. Qu'il prenne son siège¹²! Il n'y a pas deux points d'ordre.

M. Grégoire (Montmagny): Si j'insiste pour parler, c'est qu'après nous, le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) s'est levé pour affirmer des choses contraires aux faits.

M. l'Orateur: Je ne saurais rendre une décision équitable, si toute la Chambre ne veut pas m'y aider. Il y a des points d'ordre tout l'après-midi, deux ou trois de ce côté-ci de la Chambre (designant la gauche), trois ou quatre de ce côté-là (designant la droite). J'ai suivi attentivement le débat, mais je ne puis me prononcer. Il ne m'appartient pas de décider qui a raison. Dans toute l'affaire, on a fait nombre d'affirmations. Il y a évidemment quelqu'un qui ne dit pas la vérité, mais je ne vois aucune façon de régler le différend.

(Rires)

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Parlant sur le point d'ordre...

M. l'Orateur: À l'ordre! La discussion est finie.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je...

M. Grégoire (Montmagny): Je soulève un point d'ordre...

M. l'Orateur: Non, monsieur.
(Rires)

Je donne donc la parole au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bourque).

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): J'avais conservé une bonne opinion du député de Laval (M. Leduc) jusqu'à ce que j'eus entendu, dit-il, son discours de mardi. Il a débité des faussetés sur les membres du cabinet. L'honorable député de Laval, en disant en cette Chambre que, lorsqu'il a été destitué, le chef n'avait pas toute l'approbation du cabinet, ce n'est pas exact. Tout le cabinet a applaudi la décision du chef, lors de l'expulsion du député de Laval.

M. Leduc (Laval): Je soulève un point d'ordre. On parle de destitution et d'expulsion. On ne peut se servir du mot expulsion. D'abord, il n'y a pas eu d'expulsion. On a bien tenté de m'expulser, mais on n'a pas réussi. J'ai fait partie du premier cabinet de l'Union nationale jusqu'à la fin de ce cabinet, comme ministre de la Voirie. Que le ministre de la Voirie n'ait pas été du deuxième cabinet de l'Union nationale, c'est une autre affaire, mais il n'y a pas eu d'expulsion, et l'on n'a pas le droit de dire qu'il y eut expulsion parce qu'on s'est buté à une objection constitutionnelle. L'opération par laquelle je ne fais pas partie du deuxième cabinet de l'Union nationale est semblable à ce qui fit sortir M. Bernard Brault de la Dufresne, quand la Dufresne Construction a fait place à la Dufresne Engineering.

(Applaudissements et rires à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous connaissons les accointances de certains contracteurs avec l'honorable député de Laval, et il en sera question en temps et lieu.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Pas d'insinuations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais le député n'a pas le droit de dire qu'il n'a pas été expulsé. Nous lui avons demandé sa démission, et il nous l'a refusée. Nous ne voulions plus de lui au cabinet. Nous désirions qu'il ne se montrât plus dans nos réunions; nous ne voulions plus le voir. Je lui ai dit, en lui demandant sa démission: "Que cela se fasse dans les 24 heures."

Il m'a demandé de réfléchir à ce que je faisais. Je lui ai répondu: "C'est tout réfléchi d'avance; il faut que tu partes." C'est alors qu'il m'a demandé 48 heures.

Nous avons consenti, et, voyant qu'il ne voulait pas s'en aller après ce temps, nous l'avons flanqué à la porte, par le seul moyen constitutionnel dont nous disposions. Nous avons fait comme quand on veut se débarrasser des intrus qui ne sont pas les bienvenus dans une demeure...

M. Leduc (Laval): Je me permets...¹³

M. l'Orateur: Je ne veux pas empêcher le député de Laval de parler; je ne veux pas qu'il croie que je veux l'empêcher de parler, mais il n'est pas dans l'ordre en parlant une deuxième fois.

M. Leduc (Laval): Les règlements disent pourtant qu'un député qui a été rappelé à l'ordre a le droit de s'expliquer à l'Orateur et de savoir pourquoi il a été rappelé à l'ordre.

M. l'Orateur: Je n'ai pas rappelé le député à l'ordre. Je ne lui ai pas permis de parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Riant) Il faudrait peut-être trouver les moyens de le faire expulser de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est du consentement de tout le cabinet, si le député n'a pas fait partie du deuxième cabinet de l'Union nationale. Combien j'ai été touché, à la suite de ces événements, d'avoir le ministère des Terres et Forêts, où il m'a été un réel plaisir de m'appliquer au programme de conservation de nos ressources forestières qui sont une grande source de revenus pour notre province, pourvu qu'on en surveille l'administration...

M. Grégoire (Montmagny): Je soulève un point d'ordre. Je demande au premier ministre de se retourner, il verra que l'honorable ministre est à lire son discours; et si je le signale à la Chambre, c'est

qu'on a passé l'après-midi à reprocher au député de Québec-Centre (M. Hamel) d'avoir fait de même. Je n'ai aucune objection à ce qu'un député lise son discours, mais si on veut nous appliquer des règlements pour nous empêcher de le faire, qu'on les applique de même aux autres.

M. l'Orateur: Je n'ai pas d'objection à dire à la Chambre qu'on soulève trop de points d'ordre pour dénoncer les députés qui lisent leurs discours et que j'ai permis la lecture des discours pour ce débat. Nous allons laisser finir le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône. Mais j'avertis la Chambre qu'après l'adoption de l'adresse, les règlements sur ce sujet seront rigoureusement suivis. J'estime qu'il serait trop arbitraire d'appliquer ce règlement tout de suite. Aucun discours ne pourra être lu à partir de ce moment. Que l'on se le tienne pour dit.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien, ça va tous nous empêcher de parler.
(Rires)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): L'exploitation forestière, qui a connu une activité-record pendant la saison 1937-1938, a accumulé, dans les cours, une quantité de bois suffisante pour une longue période.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il était entendu, entre le premier ministre et l'opposition, que nous ajournerions la séance à 5 h 30. Il est 5 h 40. Je comprends que je m'étais entendu avec le premier ministre pour que nous puissions prendre le train de 6 heures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection, si le ministre veut demander l'ajournement du débat; mais l'opposition remarquera combien nous avions raison de ne pas donner la parole au député de Berthier. Nous aurions été forcés de l'interrompre.

(Rires)

Vous voyez comme l'opposition n'est ni sérieuse, ni sincère pour le député de Berthier. Elle veut l'empêcher de parler.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi après-midi, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 45.

NOTES

1. John George Bourinot (1836-1902), journaliste, courriériste parlementaire et fonctionnaire du Sénat et de la Chambre des communes du Canada. Greffier de cette Chambre de 1880 à sa mort, il a écrit de nombreux ouvrages sur une foule de sujets dont le traité intitulé *Parliamentary Procedure and Practice*, ainsi que le recueil de règles de procédures, qui porte maintenant le titre de *Bourinot's Rules of Order* (en français *Règles de procédure*).

2. *Le Canada* du 3 février 1939, à la page 6, rappelle que le député de Frontenac (M. Tardif) avait parlé le dernier à la séance précédente et qu'il devait prendre la parole. Il appert toutefois que n'ayant plus rien à dire, il céda sa place à Albiny Paquette (Labelle).

3. Le texte de *L'Événement-Journal* du 3 février 1939, à la page 3, parle "d'approche publique".

4. Selon *Le Canada* du 3 février 1939, à la page 6, la boutade de M. Duplessis provoque "rires, vacarmes et trépignements jusque dans les galeries".

5. *Le Canada* du 3 février 1939, à la page 6, note que le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) reprend son discours et se saisit de nombreux feuillets sur lesquels il commence à lire.

6. Selon *La Patrie*, du 3 février 1939, à la page 8, "depuis 40 ans, il n'a n'avait jamais été donné à un médecin de faire partie du cabinet provincial". *La Patrie* est le seul journal qui avance cette idée. À vrai dire, le député se trompe carrément. Déjà, en 1867, Charles-Eugène Boucher de Boucherville, qui fut

diplômé en médecine et pratiqua dans la région de Montréal, faisait partie du cabinet de Pierre-Joseph-Olivier Chauveau à titre d'Orateur du Conseil législatif.

7. *La Patrie*, du 3 février 1939, à la page 8, qui n'a manifestement pas les mêmes sources que les autres journaux, mentionne que "22,000 échantillons de lait" auraient été examinés par le gouvernement.

8. "\$31,000", selon *L'Action catholique* du 3 février 1939, à la page 13.

9. MM. Duplessis et Bastien sont aussi debout, selon *Le Canada* du 3 février 1939, à la page 6.

10. Dans *La Presse* du 3 février 1939, à la page 2, au lieu du mot "administrable", on retrouve le terme "admirable". Dans *Le Devoir* du même jour, à la page 6, on écrit plutôt le terme "ministrable".

11. Le député de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan) fut maire de Lachine de 1933 à 1939 et de 1944 à 1952.

12. *Le Canada* du 3 février 1939, à la page 7, et *La Patrie* du même jour, à la page 8, rapportent que M. Grégoire insiste à deux ou trois reprises.

13. Selon *The Gazette* du 6 février 1939, à la page 25, le député de Laval (M. Leduc) s'est levé au moins une demi-douzaine de fois pour se défendre et affirmer que sa politique au ministère de la Voirie avait été honnête et solide.

Séance du mardi 7 février 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions de condoléances:

**Décès du père
du député de Berthier, M. Bastien**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) signale à la Chambre le deuil cruel éprouvé par le député de Berthier (M. Bastien), par la mort de son père, en fin de semaine. Je me fais, dit-il, l'interprète du groupe libéral et de toute la Chambre pour assurer le député de Berthier de leurs sentiments de sympathie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) ajoute quelques mots à ceux du député de Saint-Hyacinthe et assure le député de Berthier de la sympathie du gouvernement et du groupe ministériel.

M. Hamel (Québec-Centre) a un mot de sympathies pour le député de Berthier (M. Bastien).

Questions de privilège:

**Action libérale nationale,
fonds électoraux**

M. Hamel (Québec-Centre): Je demande la permission de parler sur une question de privilège. Lors d'un récent débat, au cours de la dernière séance de la Chambre, le premier ministre a dit que nous, de l'Action libérale nationale, avons reçu en 1935 des fonds électoraux des trusts et de la Montreal Power.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je salue un point d'ordre. L'opposition semble prendre l'habitude de faire et de refaire ses longs et trop longs discours qu'elle lit. Si l'on n'est pas capable de se justifier et de s'en tenir aux interruptions qui sont faites pendant les discours, eh bien tant pis! Et si elle n'est pas capable de dire ce qu'elle a à dire dans les longs discours qu'elle fait, ce n'est pas notre faute et nous n'y pouvons rien.

Mais l'opposition a pris la tactique contrairement aux règlements, de soulever des points d'ordre, pour tenter de refaire les mêmes discours et redire les mêmes choses. Il ne s'agit pas ici d'une question de privilège, surtout lorsque celui qui se plaint de mes paroles avait la parole et pouvait me répondre immédiatement, parlant après moi. Je soulève ce point d'ordre parce qu'il est temps qu'on respecte le décorum et les règlements de cette Chambre.

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Il me semble que quand on attaque un député, il est d'élémentaire justice de lui laisser la chance de se défendre. On n'a pas le droit et il faut que l'on cesse de mettre des paroles fausses dans la bouche des autres. Le premier ministre a prêté des déclarations à M. Gouin, et M. Gouin déclare qu'il n'a jamais dit ce qu'on lui prête. Il ne devrait pas être permis de prononcer de telles accusations fausses dans le "salon de la race". Il faut respecter les réputations dans le "salon de la race" comme ailleurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce parler sur le point d'ordre?

M. Hamel (Québec-Centre): Je veux simplement nier les paroles mises dans la bouche de M. Gouin par le premier ministre. M. Gouin les a d'ailleurs niées dans les journaux.

M. l'Orateur: L'on peut soulever une question de privilège lorsqu'un député veut défendre son honneur qui est attaqué, ou pour rétablir une assertion fausse qu'on lui prête, auquel cas il doit déclarer qu'il n'a pas dit telle chose. Dans les circonstances, on n'a pas le droit de défendre sur une question de privilège quelqu'un qui n'est pas membre de la Chambre. De plus, quand un député veut rétablir une assertion faite en sa présence par un autre député, il doit le faire immédiatement. On ne peut pas venir, à une séance subséquente, contredire une affirmation faite au cours d'une séance précédente. Il ne peut être question ici d'une question de privilège, et c'est pourquoi je maintiendrai le point d'ordre.

Séminaire Saint-Sulpice

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. Tellier)

que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des Ecclésiastiques du Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant le Séminaire Saint-Sulpice, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition des ecclésiastiques du Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal demandant l'adoption d'une loi concernant le Séminaire Saint-Sulpice est présentée, lue et reçue.

Questions et réponses:

Bureau de placement à Lévis

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. La province possède-t-elle, dans les limites de la cité de Lévis, un bureau de placement, aux fins d'embaucher les chômeurs?

2. Dans l'affirmative:
 - a. À quel endroit est ce bureau?
 - b. De qui le gouvernement a-t-il loué et combien paie-t-il par mois pour cette location?
 - c. Quelle est la personne en charge de ce bureau de placement?
 - d. Combien a-t-elle reçu, en 1937, pour salaire et pour dépenses?
3. Quels sont les autres employés faisant partie de ce bureau de placement?
4. Quel salaire reçoivent-ils par jour?
5. Par qui étaient-ils recommandés?

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):

1. Oui.

2. a. 75, rue Commerciale, Lévis;
- b. A. Dumont, \$20 par mois;
- c. E. Guérin;
- d. Salaire, \$1,200; Dépenses, \$252.83.
3. C.-A. Bélanger.
4. \$4.
5. J.-T. Larochelle, M.P.P.

Bureau de placement à Lévis en vertu de l'entente Rogers-Tremblay

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement a-t-il ouvert un bureau, dans les

limites de la cité de Lévis en vertu de l'entente Rogers-Tremblay?

2. Dans l'affirmative:
 - a. Où est situé ce bureau?
 - b. Quel est le montant payé, par mois, pour la location de ce bureau?
 - c. Quelle est la personne en charge dudit bureau?
 - d. Par qui a-t-elle été recommandée?
 - e. Quel est son salaire?
 - f. Quel est le montant de dépenses payé à cette personne pour l'année 1937?
3. Y a-t-il d'autres employés qui font partie de ce bureau?
 4. Dans l'affirmative:
 - a. Par qui ont-elles été recommandées?
 - b. Quel est leur salaire?
 - c. Quel est le montant de dépenses payé à ces personnes, pour l'année 1937?
 5. Quel est le nombre d'ouvriers embauchés par l'entremise de ce bureau, au cours de 1937?
 6. Quel est le montant payé à ces ouvriers pour l'année 1937?
 7. Quelles sont la quantité et la valeur des matériaux employés pour l'exécution des travaux de chômage, dans le comté de Lévis, au cours de l'année 1937?
 8. De quelles personnes, sociétés ou corporations ces matériaux ont-ils été achetés?
 9. Qui a recommandé lesdites personnes, sociétés ou corporations?

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):

1. Non.

Seigneurie Thomas, Témiscouata

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Le gouvernement a-t-il acquis...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que cette question du député de Rivière-du-Loup soit convertie en motion pour production de documents parce que la réponse serait trop longue.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) accepte.

Demandes de documents:

Seigneurie Thomas, Témiscouata

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état montrant et concernant la question suivante:

1. Le gouvernement a-t-il acquis de gré à gré la totalité ou certaines parties de la seigneurie du lac Témiscouata ou seigneurie Thomas, dans le district électoral de Témiscouata?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Quand et à quelles conditions?

b. Quelle est la description des terres ou partie de terres ainsi acquises?

c. Quand l'acte de vente a-t-il été passé entre le gouvernement et les propriétaires de ladite seigneurie?

d. Cet acte de vente est-il enregistré?

e. S'il ne l'est pas, quand le sera-t-il?

3. Si le gouvernement n'a pas acquis de gré à gré ladite seigneurie ou une partie d'icelle, quand se propose-t-il de l'acheter et pourquoi la transaction n'est-elle pas encore faite?

4. Le gouvernement a-t-il nommé un arbitre pour fixer la valeur des terres dont il veut devenir acquéreur dans la seigneurie du lac Témiscouata?

5. Si la réponse est affirmative: quels sont les noms, prénoms, profession et lieu de résidence de cet arbitre?

6. Les propriétaires de ladite seigneurie ont-ils aussi choisi un arbitre?

7. Si oui, quels sont les noms, prénoms, profession et lieu de résidence de cet arbitre?

8. Ces deux arbitres en ont-ils choisi un troisième?

9. Si la réponse est affirmative: quels sont les nom, prénoms, profession et lieu de résidence de ce troisième arbitre?

10. Ces arbitres ont-ils rendu leur sentence et si oui, quelle est-elle?

11. En vertu de quelle loi ces arbitres ont-ils été nommés?

12. Y a-t-il, à l'heure actuelle, des colons établis sur les terres ou parties de terres que le gouvernement a acquises ou veut acquérir dans les limites de la seigneurie du lac Témiscouata?

13. Si la réponse est affirmative:

a. Combien de colons sont ainsi établis?

b. Depuis quand le sont-ils?

c. Quels sont leurs noms et prénoms?

d. Quel était le lieu de leur résidence avant leur établissement sur les terres de ladite seigneurie?

e. À quels endroits ces colons sont-ils établis dans ladite seigneurie?

Adopté.

Parc de la Montagne Tremblante

M. Gagné (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de

Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 15 modifiant la loi du Parc de la Montagne Tremblante.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Même objection que celle des séances précédentes contre l'étude des projets de loi avant l'adoption de l'adresse.

M. l'Orateur: Même décision.

La motion est adoptée.

Hôpital Notre-Dame de Montréal

M. Raynault (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 modifiant la charte de l'hôpital Notre-Dame de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Compagnie Équitable d'assurance contre le feu

M. Barrette (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 concernant la Compagnie Équitable d'assurance contre le feu (capital mutuel) soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Protestant Foster Home Centre

M. Bulloch (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 changeant le nom de The Protestant Infants' Home of Montreal en celui de Protestant Foster Home Centre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

The Apostolic Church of the British Isles in Quebec

M. Bulloch (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 constituant en corporation The Apostolic Church of the British Isles in Quebec comme corporation ecclésiastique dans la

province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**The Saint-Nicholas Russian
Orthodox Church of Montreal**

M. Fitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 constituant en corporation The Saint-Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Vahan Matheossian

M. Fitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Vahan Matheossian à la pratique de l'art dentaire après avoir subi ses examens soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Dominion Hebrew
Cemetery Association**

M. Fitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 constituant en corporation Dominion Hebrew Sick Benefit Association soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Plage Laval

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 modifiant la charte de la ville de Plage Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Hôpital
Sainte-Jeanne-d'Arc**

M. Monette (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 refondant la charte de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Association des commerçants de vins
et de liqueurs de Montréal**

M. Monette (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 modifiant le nom corporatif de l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 2 février courant, sur la motion proposée jeudi le 19 janvier dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. l'Orateur donne la parole au représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque).

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) expose les mesures du gouvernement en matière d'exploitation forestière et hydraulique. Retenons, dit-il, que l'exploitation forestière qui, au cours de l'hiver 1937-1938, prenait de telles proportions qu'on peut d'ores et déjà la considérer comme une exploitation record, a amené jusqu'aux fabriques de pulpe et de papier un approvisionnement de bois qui encombrera les cours et dont il sera impossible avant quelque temps de tirer profit, malgré que le prix du papier ait été porté de \$42.50 à \$50 la tonne, après entente avec tous les fabricants pour demeurer définitivement à ce pallier, de façon à rémunérer convenablement le travail et le capital. Je souligne, dit-il, l'ouverture de l'usine à papier de Baie-Comeau en juin dernier, qui assure du travail à un grand nombre d'ouvriers.

Citons l'arrêté ministériel, passé à cet effet par le gouvernement de l'Union nationale avec l'Ontario

Paper, pour réparer les erreurs commises par l'ancien régime à la veille de l'élection de 1935, lequel était à l'effet de libérer une compagnie forestière de l'endroit des droits de coupe pour un montant de quelque \$375,000, et qui se lit comme suit:

Attendu que l'ancien gouvernement a adopté un ordre en conseil en date du 30 octobre 1935, qui paraît porter le no 3026, et qui est devenu en force peu de temps avant les élections générales du mois de novembre 1935;

Attendu qu'en vertu de cet ordre en conseil, ladite compagnie a été libérée par l'ancien gouvernement de l'obligation de payer une surprime de \$3.35 du mille pieds;

Attendu que, depuis l'avènement du gouvernement actuel, ladite compagnie a exécuté des travaux pour plusieurs millions de dollars et bâti une industrie qui fournit de l'emploi à de nombreux Canadiens de la province de Québec;

Attendu que c'est la politique du gouvernement actuel de réparer, dans la mesure du possible, les erreurs et les abus de l'ancien gouvernement, mais toujours en procédant avec justice et modération et avec toute la rapidité possible;

Attendu que le ministre actuel des Terres et Forêts a averti cette compagnie que le gouvernement actuel ne pouvait pas sanctionner cette faveur extraordinaire accordée par l'ancien régime à la veille des élections générales du mois de novembre 1935;

Attendu que le gouvernement actuel, dans le but d'en arriver à une entente définitive et raisonnable a exigé:

a. Que ladite compagnie cède et transporte tous ses biens, droits, obligations à une compagnie qui devra incessamment être incorporée en vertu des lois de la province;

b. Que, de plus, ladite compagnie devra payer, avant le 1^{er} juillet 1938, une prime de transfert de \$50 du mille carré, tel qu'édicte par l'ordre en conseil adopté par le gouvernement actuel dans le but de protéger nos forêts et les droits de la province;

c. Qu'après le 1^{er} juillet 1938, la compagnie devra payer au Trésor de la province une somme d'environ \$80,000, mais qui devra, dans tous les cas, représenter la différence entre le total des primes de transfert de concessions forestières ci-dessus prévues et un montant global d'un quart de million de dollars;

d. Que la compagnie devra payer des salaires raisonnables et justes;

e. Que, sur toutes les "freehold" appartenant aujourd'hui, qui appartiendront plus tard à ladite compagnie ou à ses successeurs, aucune exportation de bois, "timber", ne pourra être faite et aucune

quantité, même la plus minime de bois ne pourra être expédiée, en dehors de la province de Québec, sans l'autorisation préalable et indispensable du ministre des Terres et Forêts;

f. Que la compagnie et ses successeurs et ayants droit doivent renoncer et renoncent à toute diminution de droits de coupe ou de rentes foncières qui peuvent être autorisées par les lois actuelles ou qui pourraient être autorisées à l'avenir. La compagnie renonçant d'avance et pour toujours, et pour ses successeurs et ayants droit, à toute diminution dans les droits de coupe ou relativement à la rente foncière établie généralement pour les opérations forestières par le département des Terres et Forêts de cette province.

Voilà ce que nous avons fait pour corriger une erreur de l'ancien régime, pour faire entrer dans le Trésor des revenus proportionnés à la richesse forestière affermée et pour assurer à la population l'utilisation de ces richesses. Pour un gouvernement trustard, comme certains se plaisent à le qualifier, il a fait ce que l'ancien régime n'avait jamais pu faire.

L'Ontario Paper, suivant l'engagement pris dans l'arrêté ministériel est devenue, depuis, la North Shore Paper Company; le gouvernement lui a imposé l'obligation de payer une prime de transfert de \$50, soit de \$30 de plus que l'ancienne prime, et de payer \$80,000 pour équivaloir à une somme d'un quart de million en comptant les primes susdites, etc...

L'ouverture du moulin de Baie-Comeau a coïncidé avec la reprise des activités du moulin de Joliette qui, fermé depuis plusieurs années, avait laissé la population sans travail à côté de richesses inexploitées. Nos bois de sciage ont eu à subir une dure concurrence des bois de la Colombie-Canadienne, par suite du conflit chino-japonais, et cette concurrence s'est fait sentir même sur le marché québécois. J'en appelle aux consommateurs québécois pour qu'ils encouragent la consommation de nos essences forestières québécoises.

Le gouvernement a apporté des améliorations pour régler le problème forestier. L'enquête sur la richesse forestière de la province est conduite par mon ministère, dit-il, de concert avec le ministère du Commerce, de façon à faire connaître toutes les possibilités de nos forêts. Cet inventaire ne s'est pas borné aux seules concessions forestières, mais il s'est employé également à établir la valeur des forêts détenues en pleine propriété par des particuliers, sous forme de seigneuries, lots patentés, et même de forêts sous billets de location. Les forêts privées participent largement à l'activité industrielle et commerciale.

Il (l'honorable M. Bourque) cite des chiffres pour démontrer que les forêts privées contribuent largement à l'activité industrielle et commerciale. En 1937-1938, dit-il, il y eut au-delà de 8,000 chantiers. Sur les lots patentés et sur les lots sous billet de location, l'on a coupé 179,256,584 de mille pieds de bois de sciage, 1,125,829 traverses, 852,132 cordes de bois à pulpe, 63,961 cordes de bois de chauffage, 28,785 cordes de bois à fuseau.

Si l'on ajoute au volume des produits forestiers provenant des terrains privés les quelque \$425,000,000 de pieds cubes de bois exploités à l'extérieur des concessions forestières et les quelque 7,000,000 de pieds cubes coupés dans les réserves cantonales et dans les forêts vacantes de la couronne, on peut apprécier à sa juste valeur le rôle que la forêt est capable de jouer dans l'économie du pays, et se convaincre de la nécessité d'avoir, pour surveiller de telles exploitations, un personnel nombreux.

Le personnel affecté à cette tâche utile comprenait 682 fonctionnaires de toutes catégories, depuis les ingénieurs forestiers jusqu'aux gardes. On a pu faire exécuter plus de six visites dans chacun des 2,818 chantiers ouverts en 1937-1938, ce qui donne plus de 19,204 visites qui ont permis de faire respecter les lois forestières et les lois assurant une protection aux ouvriers.

Parlant des salaires, au mois d'août 1936, les bûcherons recevaient \$37 par mois, et au mois d'octobre de la même année, après l'arrivée au pouvoir du gouvernement, ils en recevaient \$40. En 1937, le salaire des flotteurs de bois fut fixé à \$2.75 par jour. Au cours de la saison 1937-1938, le salaire minimum mensuel pour l'ouvrier forestier était de \$45, pension et logement compris. Depuis, ce salaire a été maintenu au même palier, en dépit de la dépression générale et malgré la situation forestière défavorable.

Au Nouveau-Brunswick, le salaire mensuel minimum a été réduit cette année à \$30, alors que le salaire moyen était fixé à \$34. En Ontario, il n'y a de minimum prévu que pour la région de Port-Arthur et le salaire est de \$42.50 par mois. C'est dire que le salaire maximum des ouvriers forestiers de cette province s'établissait à \$38. Ceux-ci recevront donc \$7 de moins par mois que les ouvriers travaillant dans nos forêts.

L'on a établi, ajoute-t-il, une semaine de 60 heures et une journée de 10 heures, et le temps supplémentaire est maintenant payé à ceux qui doivent travailler plus longtemps que l'horaire établi. Les conditions sont meilleures qu'en Ontario et, de toute façon, le sort de l'ouvrier en forêt de Québec

est plus avantageux que celui des provinces voisines. Le salaire moyen payé par jour d'ouvrage est passé de \$1.54 en 1935-1936 à \$2.66 en 1937-1938 pour les bûcherons, et de \$2.31 à \$3.24 pour les flotteurs. Le département a établi un contrôle rigoureux sur la vente de diverses marchandises aux ouvriers de la forêt, dans les camps forestiers, et sur les conditions de travail humaines. Les travailleurs forestiers vivent maintenant dans des conditions plus saines, mangent mieux et profitent de plus de temps libre.

La pension et logement ont été limités à 60 sous par jour et les contrats d'embauchage ont été spécifiés dans des contrats soumis à l'approbation préalable du ministère. De plus, rien ne devait être retenu à l'ouvrier pour frais d'assistance médicale, d'hospitalisation, postes de secours, couvertures, transport en forêt, et nous avons aboli le "bunching". Des inspecteurs spéciaux voient à l'observance des contrats et surtout à veiller à ce que les injustices commises éventuellement ne se renouvellent plus et soient immédiatement corrigées. Les salaires y sont tellement meilleurs que, dans l'Ontario et le Nouveau-Brunswick, les ouvriers forestiers de ces deux provinces ont cherché à venir travailler chez nous. L'inspecteur général des bûcherons a fait un rapport disant que, grâce aux ordonnances du gouvernement et à une inspection sévère, les plaintes des travailleurs avaient diminué de 54 %.

Le gouvernement, grâce à des arrêtés spéciaux, a amené les exploitants à acheter autant que possible leur équipement, outillage, provisions des marchands de la région voisine, ce qui activait le commerce local.

Les concessionnaires ont été obligés, grâce à des ordonnances appropriées, de réduire au minimum les déchets de coupe, éliminant ainsi des dangers d'incendie, de contagion pour les arbres. Le ministère a aussi organisé la lutte contre les insectes qui détruisent les arbres, par la création d'un service spécial d'entomologie qui a mené une lutte efficace contre la mouche à scie, particulièrement destructrice dans la Gaspésie. Le laboratoire a utilisé le principe de bactériophagie contre la mouche à scie avec d'excellents résultats.

Ce service d'entomologie se double d'un service de pathologie forestière, et des laboratoires de recherche ont été montés à Duchesnay où se trouvent également l'École des gardes et la Station de recherche. L'École des gardes passe avec raison pour un modèle du genre en Amérique. La station de Duchesnay a servi au développement du plan Bilodeau-Rogers¹ pour l'orientation et l'établissement des jeunes. Elle compte 170 jeunes gens.

L'octroi annuel de l'École d'arpentage devra être augmenté pour améliorer l'outillage, les laboratoires et l'enseignement par l'engagement de professeurs de carrière. Cette école a formé la plupart des techniciens forestiers de notre province, et ce, au bénéfice des particuliers. Dans le domaine de la colonisation, et pour y aider, le ministère des Terres et Forêts a échangé des forêts de la Brown Corporation, dans la Grande-Vallée, d'une superficie de 105,000 acres, pour une égale superficie de forêt. Les terrains de la Brown serviront à établir des colonies nouvelles.

Les arrêtés en conseil adoptés par les anciens régimes libéraux en vue de donner toutes sortes de faveurs aux compagnies amies, particulièrement avant les élections, ont été résiliés et annulés. Il (l'honorable M. Bourque) invoque des faits et des chiffres détaillés pour démontrer comment les décrets adoptés par l'administration actuelle pour remplacer ces anciens décrets ont mis les compagnies au second plan.

(Parlant de l'industrie hydroélectrique et du projet d'Ulverton) La ville de Sherbrooke, dit-il, est probablement la pionnière dans la municipalisation de l'électricité. Mais, malgré les avantages qu'elle en a retirés, elle hésite à consacrer \$1,000,000 à l'aménagement d'un nouveau pouvoir d'eau, et elle ne veut procéder qu'avec prudence pour savoir, d'après des ingénieurs compétents, les avantages qu'elle pourra en retirer. Ceci est un exemple pour ceux qui voudraient que la province s'engage inconsidérément dans des entreprises coûtant des centaines de millions. Ce fut l'une des premières mesures du gouvernement de forcer les compagnies à baisser leurs taux, de confisquer les chutes non aménagées dans les territoires où la province et les municipalités peuvent les mettre en œuvre, de commencer la construction des centrales électriques d'État, enfin d'établir un système pratique qui produira des résultats sans avoir recours au sabotage.

Nos forces hydrauliques sont évaluées à 13,000,000 de chevaux-vapeur, dont un quart seulement sont harnachées. Ces forces hydrauliques constituent donc l'une des plus importantes ressources naturelles de notre province. Il ne faut pas oublier cependant que le problème de l'électrification dans bien des parties rurales de la province est plutôt un problème de distribution qu'un problème d'aménagement et de production d'énergie électrique. En pleine crise économique, nous allons vers la réalisation des quatre principaux buts suivants qui constituent en partie la politique de l'Union nationale en matière d'électricité: obtenir des taux

sensiblement plus bas pour les consommateurs d'électricité; empêcher la surcapitalisation dans l'industrie hydroélectrique; aider à l'électrification à bon marché dans les centres urbains et ruraux; limiter aux besoins présents ou non éloignés de l'industrie et des consommateurs l'aménagement, la détention et la concession de nos forces hydrauliques.

Aussi, le gouvernement a-t-il créé des organismes propres à combattre les maux engendrés par les abus du passé. Grâce à la Régie provinciale de l'électricité, plusieurs municipalités rurales ont pu obtenir d'être desservies et les tarifs d'électricité ont pu être révisés dans plusieurs municipalités urbaines et rurales. La Législature a adopté une loi autorisant toutes les corporations municipales à acquérir ou à établir des services de génération et de distribution d'électricité. Et le Syndicat national d'électricité a commencé la construction d'une centrale électrique de près de 30,000 chevaux-vapeur pour desservir la région minière du Témiscamingue et de l'Abitibi où les taux étaient d'environ \$50 le cheval-vapeur par année. Depuis l'organisation du Syndicat, les taux ont été réduits à \$40. Et l'on vient justement d'annoncer qu'une nouvelle réduction a été accordée à \$36 le cheval-vapeur.

Depuis son avènement au pouvoir, le gouvernement n'a accordé qu'une seule concession de forces hydrauliques, 1,400 chevaux-vapeur, à la Belleterre Québec Mines, pour l'exploitation d'une mine que cette compagnie possède dans le canton Quillet. Comme conséquence de cette même loi adoptée en 1938, nous avons annulé un bail détenu par la Price Brothers sur la chute de Sault-au-Cochon, 3,000 chevaux-vapeur. Nous avons considéré également la prise de possession des chutes de la rivière Mégiscane et nous considérons actuellement la concession à la ville de Sherbrooke, qui a besoin de 15,000 chevaux-vapeur additionnels, d'une chute qui était autrefois sous bail à la Canada Paper Co. On veut augmenter la production de l'usine, mais on fait d'abord faire une étude approfondie par des ingénieurs pour ne pas s'aventurer trop loin. Il explique en détail ce qui a été fait dans les Cantons-de-l'Est à cet égard.

Parlant de l'établissement d'une centrale de 243,000 chevaux-vapeur à La Tuque, par la Shawinigan Power, le député de Québec-Centre (M. Hamel) est, dit-il, mal avisé de le critiquer. Le député de Québec-Centre ne croit pas à notre centrale du Témiscamingue; il se moque de cette centrale et la compare à un moulin à vent. Il voudrait que nous en construisions une de 60,000 chevaux-

vapeur à La Tuque, au prix de \$15,000,000, pour faire de l'électrification rurale dans cette région. Il n'oublie qu'une chose: c'est qu'il n'y a pas là-bas de cultivateurs à desservir. Dans cette région, nous ne pourrions vendre 1 % de la production tandis qu'au Témiscamingue - le premier ministre l'a dit - nous avons déjà vendu toute la production destinée aux mines.

M. Hamel (Québec-Centre): Vous avez une centrale qui peut développer...

Des députés: À l'ordre! À l'ordre!

M. Hamel (Québec-Centre): L'honorable ministre me permettra-t-il de poser une question?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): J'achève, vous pourrez répondre après.

Dans cette question de l'électricité, le gouvernement va doucement et prudemment; et au fur et à mesure que le besoin se fera sentir, là où l'initiative privée contrôlée ne donnera pas de résultats satisfaisants, le gouvernement verra à organiser la concurrence d'État. Enfin, nous avons décrété qu'aucun bail de forces hydrauliques, d'une puissance moyenne de plus de 300 chevaux-vapeur, ne pourra être accordé et qu'aucune extension au délai d'aménagement ne pourra être consentie sans une loi de la Législature. Il (l'honorable M. Bourque) parle des pouvoirs hydrauliques repris par le gouvernement parce que les conditions du bail n'avaient pas été remplies par les compagnies en question.

Il termine en lisant un passage faisant référence à son ministère des Travaux publics et il explique qu'en raison du temps de la Chambre qu'il a déjà pris, il discutera des activités de son ministère seulement lors du débat sur le budget, plus tard dans la session.

Nous avons rempli, en peu de temps, une bonne partie des engagements pris envers les citoyens de la province, en procédant par une évolution dans la paix et la justice, tout en respectant les droits acquis et la propriété, au lieu de nous aventurer dans une révolution qui pourrait compromettre toute l'économie de notre province.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) se lève. (Applaudissements à gauche)²

Il (M. Casgrain) présente ses sympathies au représentant de Berthier (M. Bastien) à l'occasion de la mort de son père.

Je parlerai sans texte, dit-il, pour me conformer à un règlement de l'Assemblée législative, mais j'ai peur que Sa Majesté la langue française n'en souffre. Il (M. Casgrain) fait l'éloge de l'Orateur et signale sa dignité et son impartialité, et affirme que les députés libéraux, pour leur part, veulent s'amender en s'efforçant d'observer de mieux en mieux les règlements.

Il se déclare heureux et surpris de voir l'Orateur occuper de nouveau le même fauteuil. Heureux, dit-il, parce que vous êtes aussi impartial que le premier ministre vous permet de l'être.

Aussi, poursuit-il, je suis surpris, dit-il, de revoir le député de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé) au poste d'Orateur, parce que la rumeur et ses nombreuses qualités le désignaient à un portefeuille de ministre. Malgré son jeune âge, ses états de service et le nom qu'il porte le désignaient sûrement à un poste plus éminent encore; vous avez déjà à votre crédit de nombreux états de service, mais le chef n'a pas voulu.

Quant au député de Chambly (M. Béique), je sais qu'il a refusé un portefeuille. Il a préféré, comme organisateur de son parti, donner à la province l'exemple de ce que peut faire une loi des élections, en s'occupant de mettre en pratique "la magnifique loi des élections honnêtes de l'Union nationale".

(Applaudissements à droite)

Je félicite le second de l'adresse, le député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch), pour la largeur d'esprit qu'il a nous a montrée relativement aux Canadiens français. Il a ainsi, probablement voulu nous faire oublier les graves irrégularités qui se sont glissées dans son élection.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député sait très bien qu'il n'a pas le droit de parler d'une question qui fait actuellement l'objet d'un procès.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'en avais peu à dire sur ce sujet; je m'arrête là, dit-il, pour me conformer au Règlement. Je suis d'accord avec le premier ministre.

Il me faudra bien, cependant, pour ne pas être taxé d'anticléricalisme par le premier ministre, parler du congrès eucharistique. J'y ai pris part comme un modeste fidèle, et j'ai admiré moi aussi le beau témoignage de foi que notre peuple a donné à cette occasion. Je dois déclarer qu'il fut tout à l'honneur de la province de Québec. Cependant, je dirai que l'on ne doit pas se servir des encycliques seulement lorsque cela fait notre affaire.

Le premier ministre et des députés de la gauche étaient bien scandalisés quand M. Taschereau avait dit, dans une élection, que le gouvernement offrait du pain aux électeurs, tandis qu'un candidat leur offrait des encycliques. Il est étonnant que les mêmes personnes ne se soient pas scandalisées, jeudi dernier, d'entendre le secrétaire de la province, le député de Labelle (l'honorable M. Paquette) se moquer du député de Québec-Centre (M. Hamel) en disant qu'il se promenait avec une turbine d'une main et une encyclique de l'autre.

Loin de se scandaliser, le premier ministre n'a pas protesté contre son collègue, il applaudissait avec joie, et un de ses ministres en avait à peine assez, pour cela, de ses deux mains. Il ne faut pas être religieux, le matin, et être dans la débauche, le soir. Mais laissons la religion de côté, comme disait le premier ministre, elle est trop grande et trop haute pour être mêlée à nos débats et à nos querelles politiques.

En matière de législation sociale, c'est le gouvernement libéral qui a été le pionnier. À entendre le premier ministre et ses collègues, ils auraient pris la province dans l'état où l'avait laissée Samuel de Champlain. Pourtant, ils aiment parler des unités sanitaires. Qui a créé ce système sinon le gouvernement libéral? Et qui l'a critiqué sinon l'ancienne opposition, le gouvernement d'aujourd'hui? Qui a organisé les écoles forestières, sinon l'ancien gouvernement? Et le congrès de colonisation de 1934 auquel le premier ministre d'aujourd'hui a eu la largeur d'esprit de ne pas assister? Le discours du trône dit qu'il n'y a eu jamais de colonisation avant le présent gouvernement.

Quand on parle ainsi de colonisation, on contredit l'*Annuaire statistique* publié par le gouvernement et présenté au Parlement par le ministre des Affaires municipales et de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) et préparé par M. Albert Plouffe, l'ancien chef de cabinet du premier ministre. L'*Annuaire statistique* offre un démenti formel au premier ministre. On y lit des chiffres suivant lesquels la colonisation remonte à 1910. Elle était loin d'être inexistante avant l'avènement du régime actuel.

L'*Annuaire statistique* révèle, à l'aide des statistiques publiées sous les soins du gouvernement actuel, tout ce qui a été fait pour la colonisation sous l'ancien gouvernement. Du 1^{er} novembre 1934 au 30 juin 1937, 4,108 colons ont été établis sur des terres nouvelles.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): À quelle page trouve-t-on cela?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Aux pages 178 et 179. D'ailleurs, j'envoie le volume au ministre. Il me le renverra par exemple, parce que c'est très intéressant.

En décembre dernier, le premier ministre a reçu une délégation de la Fédération des sociétés de colonisation. D'après *Le Devoir* du 14 décembre 1938, les délégués ont dit au premier ministre que la colonisation de la province de Québec n'était pas conforme aux besoins de l'heure; la Fédération des sociétés diocésaines de colonisation n'est guère satisfaite de ce que fait le gouvernement actuel.

La Fédération des sociétés de colonisation a-t-elle à eu tort de dire que les plans de colonisation en usage depuis deux ans ne répondent plus aux besoins de l'heure pour mettre fin aux problèmes de chômage?

Il (M. Casgrain) cite les statistiques publiées dans le mémoire que la Fédération a présenté au mois de décembre. Est-ce parce que la colonisation va si bien que la Fédération des œuvres de colonisation est venue se plaindre au gouvernement, le 14 décembre dernier?

M. Lesage (Abitibi): Le député peut-il nous dire combien de colons, sur les 4,108 qui ont été établis par le plan Vautrin, sont restés sur la terre et quel en est le pourcentage? Combien d'entre eux ont abandonné leurs lots?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): La question vient un peu tard. (Il reçoit en même temps le volume qu'il avait passé au ministre de la Colonisation, l'honorable M. Auger).

La page a été perdue.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): C'est mieux que de perdre la carte.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je vais le dire.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Dites jusqu'en 1936.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) consulte l'*Annuaire statistique*.

(Applaudissements à droite)

Il (M. Casgrain) passe l'*Annuaire* au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) en le priant de chercher la réponse.

M. l'Orateur: À l'ordre, messieurs.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pour en revenir à ce que je disais, on se plaint du grand nombre de chômeurs dans les régions de colonisation. Il y a eu une délégation de la Fédération des sociétés diocésaines de colonisation chez le premier ministre. On est venu vanter chez lui quelques bonnes choses de l'ancien régime. Le premier ministre l'a reçue assez froidement, voire rudement, parce qu'on lui a suggéré de mettre en pratique le plan Perron, suivant l'ancien ministre de la Voirie, M. J.-L. Perron. Et Mgr Courchesne a même vanté le programme agricole de feu M. Perron, disant que le programme de colonisation que présentait la Fédération s'y apparente.

Cela a choqué sans doute le premier ministre, car il a fait savoir aux délégués que le gouvernement ne peut continuer à vivre au-delà de ses moyens. Les sociétés de colonisation ont été reçues de façon très cavalière, si bien que la plupart des délégués sont partis mécontents. Sans doute, le premier ministre n'a pas prisé leurs allusions bienveillantes au programme agricole de l'honorable député de Beauce (M. Perron). Il n'a pas prisé qu'on lui dise qu'il y avait de bonnes choses sous l'ancien régime.

Le premier ministre a répondu aux délégués: "Il y a deux sortes de voleurs: ceux qui prennent le butin d'autrui et ceux qui vivent au-delà de leurs moyens. Nos revenus ont augmenté, il est vrai, mais ils ont aussi une limite. Nous n'avons pas les moyens de continuer à faire autant pour les colons et les fils de cultivateurs. Mon gouvernement ne peut faire davantage." Voilà ce que disait le premier ministre aux délégués. Ah! Ce n'est plus la même chose qu'en 1936 alors qu'il promettait tout. Et quand on lui demandait où il prendrait l'argent, il répondait tout simplement: "Rien qu'en économisant sur l'administration et en administrant honnêtement, nous pourrions aider tout le monde."

Un autre son de cloche bien différent, c'est aussi celui du secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) qui a trouvé, lui, un remède très approprié au chômage. Il a dit récemment: "Il n'y a qu'un moyen de régler le chômage, et c'est de passer une loi pour dire que cela n'existe plus."

(Continuant à parler des colons) Ils ne se sont jamais plaints autant qu'aujourd'hui, dit-il. Dès septembre dernier, le budget de colonisation était épuisé, mais, dans ce même temps, il y avait moyen encore, pour le gouvernement, de faire des dépenses extraordinaires et d'une douteuse utilité.

Je réponds, dit-il, à la question posée tout à l'heure par le député d'Abitibi (M. Lesage): d'après l'*Annuaire statistique*, du 1^{er} novembre 1934 au

30 juin 1937, 4,108 colons furent établis, formant un total de 12,000 personnes. Sur ce nombre, 1,408 ont abandonné leur lot.

L'honorable M. Gagnon (Matane): 1936.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Ce sont ceux que vous aviez placés de 1934 à 1936. Vous les aviez mal établis.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous n'aviez pas eu le temps d'en établir un seul, mais ceux que vous avez établis depuis se plaignent de leur sort. On n'entendra pas ces plaintes au Club Renaissance, ou dans les milieux ministériels, mais chez les colons eux-mêmes.

Des députés: Pas au Club de Réforme.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ni au Club de Réforme.

Un colon de Rimouski, raconte-t-il, disait à son député (M. Dubé): "Le gouvernement Taschereau a tout fait pour les colons, sauf de leur mettre une couronne d'épines sur la tête. Dès que l'Union nationale a pris le pouvoir, cette couronne d'épines, on nous l'a mise. Citons aussi des cas de bûcherons qui ne jouissent pas du salaire minimum décrété par le ministère des Terres et Forêts. L'an dernier, le premier ministre a dit que le salaire minimum de \$45 s'appliquait aussi aux sous-entrepreneurs. Mais trois jugements ont démontré le contraire et un arrêté ministériel récent les en exempte. On travaille 33 jours, pour \$36.49; 29 jours pour \$20.89, etc., etc."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quatre cas sur 25,000, quel bel argument.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Les autres ne se plaignent pas parce que vous avez aboli la Commission des opérations forestières. Les bûcherons n'ont pas le moyen d'aller voir les avocats pour faire valoir leurs plaintes. Et, dans de nombreux cas, l'on aime mieux pas se plaindre. Mais ils disent partout qu'ils n'ont jamais été aussi maltraités que cette année. Je vais vous en donner un exemple.

Voici ce que dit *La Terre de chez nous* qui n'est pas que je sache un organe ennemi du gouvernement. Il (M. Casgrain) cite le passage d'un article sur le peu de cas que l'on fait dans les chantiers du salaire minimum fixé par le gouvernement. Et cela est signé par un nom très

intéressant pour le gouvernement parce que c'est nul autre que le Dr Raoul Poulin³, qui signe cette plainte. Il cite d'autres extraits de *La Terre de chez nous* sur la condition des bûcherons: "Ouvriers forestiers, le trust vient de vous montrer sa force", etc. Il y a, dit-il, un camp de bûcherons qui est tenu par un M. Deschênes, de Trois-Pistoles, où il y a deux fois plus de gens que le camp n'en peut tenir. On force donc la moitié des bûcherons à coucher par terre. Ce sont là ces conditions améliorées dont se vante le nouveau régime.

Il y a des favoris du régime, dans Kamouraska, principalement. Là, dans le canton Chapais, il y a un monsieur - je ne dis pas individu, parce qu'il se fâcherait de se faire appeler comme cela - qui est un ami du ministre du Commerce et de l'Industrie, le député de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), et qui lui organise ses élections. Il jouit du privilège d'une route de 15 à 18 milles qu'on lui a construite spécialement pour livrer son bois au chemin de fer, un chemin à même les fonds du ministère de la Colonisation. Il n'y a pas de colon à cet endroit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui? Qui?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Dois-je le nommer? Mon honorable ami devrait pourtant bien le connaître. C'est M. Napoléon Gagnon, un organisateur bien connu, qui a des bureaux aujourd'hui sur la rue Saint-Pierre, à Québec, et qui fait des opérations forestières...

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Dans quel comté?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Dans Kamouraska, canton Chapais, où il n'y a aucun colon. Le gouvernement a construit à ses frais un chemin de 15 à 18 milles pour permettre à ce monsieur de transporter son bois au chemin de fer.

Mon honorable ami a parlé de la réduction des taux de l'électricité dans la ville de Montréal; une réduction de \$400,000, qui n'est pas pour le petit consommateur, mais pour la classe commerciale seulement, et cela, à la demande du premier ministre d'après le rapport de la compagnie. Le premier ministre se rappelle-t-il le bien qu'il souhaitait pour Montréal alors qu'il était dans l'opposition? Se rappelle-t-il qu'il promettait de remettre à Montréal toutes les taxes injustes payées à la province? Quand le fera-t-il?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce une question? Je demande la permission de poser une question au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Oui, si le premier ministre ne veut pas répondre par un discours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, non, mais il faut quand même me laisser le temps de répondre à la question.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pourvu que ce ne soit pas un discours. Comme je crains que le premier ministre parle longtemps, je vais me reposer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis content de voir que le député se repose: cela reposera aussi la Chambre.

(Rires)

Nous avons donné des millions à la ville de Montréal. Nous avons payé d'avance les comptes de chômage à Montréal, quand l'ancien régime retardait des mois avant de le faire, forçant la ville à dépenser des sommes considérables en intérêt. Nous avons fait des travaux de chômage pour plusieurs millions à Montréal sans qu'il n'en coûte un seul sou à la ville. Voilà ce que nous avons fait pour la métropole et voilà une remise qui doit compter, il me semble.

(Applaudissements à droite)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je laisse aux partisans du premier ministre le soin d'applaudir. Ce n'est pas très fort!

L'honorable M. Paquette (Labelle): C'est parce que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) nous a endormis.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Cela ne répond pas à ma question. Est-ce que l'ancien régime n'en fit pas des travaux lui aussi dans la ville de Montréal? On dit que les argents du chômage sont payés. Ce n'est pas ce que prétendait M. Savignac, à la radio, au mois de décembre; lorsqu'il disait que le gouvernement devait \$4,000,000 en arrérages à la ville de Montréal et que Québec était en retard dans les argents dus aux hôpitaux.

Quand allez-vous payer ces arrérages qui coûtent à la ville \$100,000 par année? Tout cela, c'est du camouflé, comme toujours; mais le peuple commence à voir clair.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a, sur le *Feuilleton*, une question du chef de l'opposition à l'effet de savoir si Québec doit quelque chose à la ville de Montréal. J'ai devant moi la réponse que je déposerai à la fin de la séance sur la table du greffier. Il y est dit que nous ne devons absolument rien à la ville de Montréal. Mais, bien au contraire, elle nous doit des millions.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Qu'en pense l'ancien maire⁴?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'ai hâte de voir le beau pamphlet politique que sera cette réponse.

Mais il est une autre question dont je veux parler, une question qui intéresse le procureur général (l'honorable M. Duplessis) tout particulièrement. Lorsqu'il siégeait dans l'opposition, il dénonçait avec une vigueur inouïe les abus commis dans l'administration de la justice; il se scandalisait autrefois et il protestait parce que, disait-il, le département du procureur général employait des "stool-pigeons", des repris de justice pour faire des causes. Mais nous avons eu, sous le gouvernement actuel, un exemple qui surpasse tout ce qu'on peut imaginer et tout ce qui s'est passé depuis bien des années.

Lorsqu'on voulait exercer des vengeances politiques, avant la Révolution française et au Moyen Âge⁵, on soumettait les prétendus criminels à la question ordinaire et extraordinaire. On a maintenant trouvé mieux. On fait preuve d'une grande sollicitude pour ceux qu'on veut faire parler. On les soumet aussi à des questions. Cependant, Godon⁶ a été soumis à la question au "third degree" par des individus à la solde du département du procureur général.

En avril dernier, le département du procureur général chargea deux avocats éminents, Mes Lucien Gendron et Antoine Rivard, de rouvrir l'affaire Nogaret⁷ ou, si l'on aime mieux, l'affaire Godon. On a requis les services d'un enquêteur M. Valade et de l'enquêteur en chef du département du procureur général, M. Paul Gagnon.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est que, de votre temps, vous cachiez alors les bandits.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est ainsi que Valade alla avec Duquette louer un "flat" sur la rue Ontario à Montréal et retraça Godon qu'on

réussit à y entraîner. M. Paul Gagnon allait à ce "flat" et il s'appelait M. Paul Latour, se disant marchand de marchandises de seconde main et de vieux fer. Il embaucha Godon pour aller travailler dans le Parc national des Laurentides. On loua une auto, un "drive yourself", car il ne fallait rien négliger pour cette affaire quand les coffres du ministère de la Colonisation étaient à sec. On descendit à Québec et on enivra le pauvre diable. Sur ce point, l'on n'est pas capable de me contredire. Entre la ville de Québec et le point de destination, on l'a fait boire, et Godon se plaignit de malaise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ceci ne fait que commencer et lorsque la procédure légale sera terminée, on verra jusqu'à quel point l'ancien régime libéral et l'ancien procureur général se firent les persécuteurs d'un pauvre religieux innocent en se servant, pour l'accuser, de celui qui avait commis le crime et qu'on voulait sauver. Je répète que, sous l'ancien régime, le département du procureur général persécuta un religieux qui était innocent. Le frère Dostithée fut victime d'une persécution et il mourut de peine en France, en janvier, peu avant le procès de Godon.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est la réponse que j'attendais du premier ministre. Il cache la turpitude de son gouvernement sous la robe de la religion. Ce n'est pas le frère Dostithée, ce n'est pas la communauté que j'attaque, mais le procédé du gouvernement, et ce n'est pas la recherche de la justice que je veux attaquer, mais les procédés du premier ministre. Le premier ministre essaie d'atteindre les hommes de l'ancien régime, et la religion n'a rien à voir là-dedans.

Cinq jours avant l'ouverture du procès, le département du procureur général savait que l'ancien laveur de vaisselle de l'Académie était fou. Et quoi que vous disiez, vous ne pourrez pas me dire que les enquêteurs dans cette cause, qui furent en contact avec Godon à partir d'août à novembre, ne savaient pas alors qu'il était faible d'esprit.

Après avoir reçu l'ordre de rouvrir la cause, répète-t-il, trois représentants du procureur général firent la connaissance de Godon à Montréal à la fin de l'été dernier. Ils le conduisirent dans le Parc des Laurentides, près de Québec.

Entre Québec et le Parc, on a enivré Godon. En cours de route, Godon se plaignit d'un malaise, il s'est plaint que ça chauffait. On arrêta l'auto et on prit pour le rafraîchir un boyau. On l'arrosa copieusement, sans doute pour défendre la religion

ou probablement dans un but religieux. On le conduisit à 32 milles de Québec. Il resta là huit jours. On ne lui a rien refusé pour le faire parler. On l'a habillé, on l'a nourri, on l'a fait boire, on lui a fourni toutes les sortes de boissons qu'il pouvait désirer, dans l'espoir de le faire parler. Mais on était encore trop près de la civilisation; on l'a séquestré de plus en plus loin et l'on poussa plus loin dans le Parc des Laurentides, jusqu'au grand lac Jacques-Cartier, sur la route de la transmission, comme on dit par ici, où l'on demeura 15 jours.

On était encore sur la route publique et l'on décida de s'isoler à l'intérieur loin de toute civilisation dans un endroit où on l'a gardé. On l'a fait boire constamment, on lui a fait toutes les promesses et toutes les suggestions. Valade l'encourageait à parler en disant qu'il était lui-même un repris de justice, qu'il avait fait du pénitencier, mais que le grand boss Paul Latour était tout puissant. Il y a eu libations sur libations, ça a été comme ça du 15 août au mois de novembre.

Le 9 novembre, on décida de ramener Godon à Québec. On l'a fait boire encore et, sous l'influence de la boisson, on l'a fait comparaître devant le juge Thomas Tremblay, puis il a été conduit et incarcéré à la prison de Québec. Durant tout ce temps-là, aucun des repris de justice n'a dit à Godon qu'il avait une mission spéciale à accomplir auprès de lui. On a dit que Latour était un contrebandier. On a dit qu'il était un millionnaire, que tout le parc était à lui. Comme pour le rendre encore plus fou, on ajoute que Latour allait essayer de vendre son parc et qu'il s'approprierait un tiers des bénéfices en laissant un tiers à Valade et l'autre tiers à Godon.

Voilà comment l'on tente de retracer des criminels et de les punir sous le régime des purs. Bien plus, tant qu'on le tint enfermé dans le Parc des Laurentides, on remit un rasoir à Godon. On lui permettait de se faire la barbe, mais lorsqu'il revint à Québec, on le ne lui permit plus pour la photographie, afin de lui donner l'air d'un criminel et de préjuger le public contre lui, bref afin qu'il apparaisse dans les journaux comme un véritable "Barbe Bleue". Le premier ministre l'a dit tout à l'heure, ce n'était pas pour atteindre les fins de la justice, mais pour atteindre quelqu'un de l'ancien régime...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député n'a pas le droit de me prêter des paroles que je n'ai pas dites. Je vais répéter ce que j'ai dit. J'ai fait rouvrir l'enquête moi-même, et je suis fier de l'avoir fait parce que l'ancien régime a trop

persévéré à accuser d'un crime un religieux innocent en se servant contre lui, comme principal témoin, de la personne qui avait commis le crime.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): À Québec, on l'a fait photographe, afin que la population soit déjà prévenue contre lui et que le premier ministre puisse dire plus tard qu'il était satisfait du travail fait par ses employés. J'ai encore trop confiance dans le premier ministre pour que je croie qu'il est satisfait de ce que ses employés ont fait. En tout cas après son enquête préliminaire, le 23 décembre, on a traduit Godon devant le juge Amédée Monet et il a été condamné à subir son procès aux Assises. Dès le 20 décembre, de procédure spéciale en procédure tout à fait spéciale, on s'est arrangé, et un "indictment" était signé ordonnant que Godon subisse son procès en janvier. Il fallut donc préparer un nouveau tableau de jurés, qui a été spécial. Ça pressait, car la religion était en danger. Le procès commença le 16 janvier, on accumula preuve sur preuve, on entendit des experts spéciaux contre Godon; mais, au bout de 15 jours, la couronne, qui voulait venger la religion, demanda de faire déclarer Godon fou.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): C'est faux. C'est le juge lui-même qui a demandé un examen de l'accusé, qui a arrêté le procès et qui a fait déclarer Godon fou en assermentant de nouveau le jury pour faire la preuve d'aliénation mentale.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Ce sont les faits exacts.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement avait des motifs qui sortent de l'ordinaire. Voici la motion de la défense contre la présumée folie et cette motion a été renvoyée par le juge. Elle avait été présentée par les anciens substituts du procureur général, au temps de l'ancien régime...

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): La motion fut présentée après la décision du juge.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous ne m'entraînez pas à parler de la magistrature.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela ne l'intéresse pas. Ce qui l'intéresse, c'est un nouvel article du programme libéral: "Godon".

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah! Non. Pas Godon, mais Gordon.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) lit la motion présentée par la défense au procès Godon.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Cette motion est un pamphlet politique.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Évidemment, du côté de la droite, il n'y a jamais de pamphlet politique. Tout est pur et religieux. Tout est destiné à protéger la religion. C'est comme le communisme que l'on combattait dans l'élection de Montréal-Saint-Louis, mais une fois l'élection finie, le premier ministre disait que le communisme était disparu depuis longtemps grâce à lui.

Il (M. Casgrain) parle de nouveau du procès Godon. La demande d'enquête, ajoute-t-il, n'était pas fondée.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Je soulève un point d'ordre. Il n'est pas juste pour la magistrature de dire que la demande d'enquête sur le cas de Godon n'était pas fondée. Cette motion a été renvoyée comme non fondée par le juge, et c'est le juge lui-même, et lui seul, qui a arrêté le procès, en faisant subir un examen mental à l'accusé. Et malgré le juge, les avocats de la défense ont voulu faire continuer le procès pour faire condamner Godon. Le gouvernement n'est pas intervenu. Il dit aussi que c'est le jury qui a décidé que Godon était fou.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est le même jury qui fut assermenté de nouveau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup devrait savoir que, lorsqu'une motion est faite au milieu d'un procès au sujet du même accusé, le jury est assermenté de nouveau.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est ce que je disais. Les grands vengeurs des communautés, les grands défenseurs de la religion et de la justice ont fait déclarer Godon fou, parce qu'ils savaient qu'il serait acquitté. Bref, vos avocats ont constaté qu'il serait acquitté et ils ont pris ce moyen de vous tirer d'embarras.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup n'a pas le droit de jeter ainsi un doute sur la conscience professionnelle des avocats du gouvernement et de dire que les procureurs de la couronne ont voulu faire déclarer Godon fou. Les deux procès contre le frère Nogaret

ont entraîné la mort de ce dernier. C'est là une conduite indigne. Je suis surpris que le député de Rivière-du-Loup veuille ainsi dénigrer une communauté en parlant contre des avocats qui le valent.

Je soulève un point d'ordre. Je déclare sur mon honneur que Godon a été arrêté parce qu'on a fait un procès indigne à un religieux. Je suis surpris qu'on fasse de l'affaire Godon un autre article du programme libéral, et que l'on parle contre des avocats qui veulent laver l'honneur d'une communauté.

Comme procureur général, je déclare que l'ancien régime a accusé un religieux pour atteindre cette honorable communauté quand on savait que le coupable était Godon. Le Parti libéral - qui fut grand - a ajouté un article à son programme: la défense de Godon. C'est un drôle d'article à ajouter à son programme. Quelle déchéance!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'intention du procureur général était bonne. Présentement, il déplace la question. Ce que je flétris, ce sont les moyens qu'on a employés pour arriver à ses fins. Ce que je méprise, ce n'est pas le but que pouvait poursuivre consciencieusement le gouvernement, mais les procédés dont il s'est servi, les moyens dont il a usé, et que l'on ne doit pas employer contre le pire des criminels dans aucun pays britannique, dans aucun pays civilisé.

Au sujet de la folie et de l'écriture de Godon, il y a, dit-il, des affidavits. Il lit la déclaration d'un expert en écriture, disant que, d'après lui, le prévenu n'avait pas écrit la lettre anonyme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment se nomme-t-il?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J.-A. Field.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député sait-il que c'est un repris de justice?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre sait-il que Valade et les autres étaient des repris de justice?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De qui est l'autre affidavit?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): De M. Roland Allan. Est-ce un autre repris de justice?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas à ma connaissance.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Chose étrange, ce n'est pas la défense qui a prouvé que Godon était fou, mais la couronne.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Je vous ai démontré que non.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si Godon était fou, pourquoi l'ancien gouvernement s'en est-il servi pour faire condamner un religieux, un pauvre frère - dont on a causé la mort - d'un crime odieux qu'il n'avait pas commis?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Comme on le voit, ce n'est pas la religion qui inquiète le premier ministre; mais, ce qui le fait agir, c'est le désir de déprécier l'ancien régime. Les mêmes témoins qui ont cherché à accabler Godon, les Paul Gagnon, les Lévi Duquette, les Boulanger et les Valade, ont ensuite dit qu'il était fou. Me suis-je bien fait comprendre?

Ou Godon était sain d'esprit et criminel? Alors il méritait la potence. Ou Godon était fou, et il ne méritait plus que d'être interné. S'il était sain d'esprit, pourquoi avoir arrêté le procès? S'il était fou, pourquoi lui avoir fait subir un pareil procès? Vous avez les témoignages du Dr Plouffe et du Dr Desrochers, suivant qui Godon était en état de subir son procès.

Je me refuse à croire que d'avril à novembre, on ne se soit pas aperçu que Godon était un *minus habens*. Ceux qui l'ont eu sous leur surveillance, évidemment, n'avaient pas pour but de servir les fins de la justice et de la religion, mais le procureur général voulait exercer une vengeance politique et il a manqué son coup. C'est la vengeance politique qui fut le mobile de la réouverture de la cause.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Je demande au député de Rivière-du-Loup de retirer l'expression qu'il a employée, à savoir que le procureur général n'a pas cherché à servir les fins de la justice.

M. l'Orateur: Le point d'ordre du premier ministre est bien fondé. On n'a pas le droit de lancer des insinuations sur des intentions malveillantes.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai pas voulu prêter des intentions mauvaises au procureur général, mais je dis que cette cause n'a pas servi les fins de la justice. Quand le sort d'une communauté, d'un religieux ou de n'importe quoi est en jeu...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) n'a pas le droit de parler comme il le fait. Je dois lui rappeler le sens des proportions. C'est une gradation qui ne convient pas. Que le député retire ses paroles!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne sais pas au juste ce que le premier ministre veut que je retire.

Des députés: Tout!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre aimerait peut-être que le dossier Godon soit retiré?

M. l'Orateur: Le député de Rivière-du-Loup doit retirer tout ce qu'il a dit de malveillant contre le but et les intentions du procureur général agissant comme tel.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je retire tout ce qu'il veut que je retire, mais je dis et répète que l'on n'a pas servi les fins de la justice. Qu'il s'agisse d'une communauté, d'un frère ou de n'importe quoi et de n'importe qui, il faut raisonner.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup ne devrait pas parler comme cela.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ça prend beaucoup moins depuis quelque temps, ces mots d'esprit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit pas de mots d'esprit, mais du sens des proportions. Les communautés, un frère, n'importe quoi, ce n'est pas une manière de s'exprimer.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne veux pas me laisser distraire par les mots d'esprit du premier ministre. Pour lui faire plaisir, je parle sans texte. Et quand on improvise, on emploie parfois des expressions qui ne sont pas justes. Je retire ce que j'ai dit d'incorrect. Je n'aime pas à faire des professions de foi à tout propos; je me garderai de faire parade de catholicisme, mais je puis dire que je suis catholique pratiquant, aussi catholique que n'importe qui, aussi catholique que le premier ministre. Je suis désolé d'entendre le premier ministre dire qu'il est fier de cette enquête et qu'il est

prêt à recommencer. Et pourtant, le premier ministre nous dit qu'il va recommencer...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah non! Il ne recommencera pas.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'aimerais que le premier ministre dise qu'il est allé trop loin, qu'il reconnaisse son erreur.

J'ai parlé de l'affaire Godon, parce que j'ai cru que c'était le devoir de l'opposition de soulever cette question. Le premier ministre essaiera encore de placer cela sur le terrain de la religion, mais la religion n'a rien à faire là-dedans. Si Godon est coupable qu'il aille à l'échafaud sans tarder. Je le répète, si Godon est sain d'esprit et assassin de la petite Simone Caron, nous n'avons aucune sympathie pour lui. Ce que nous voulons, c'est qu'on emploie des moyens légaux de faire une preuve et non des moyens comme ceux qu'on a employés dans l'affaire Godon, des moyens qui n'ont été utilisés sous aucun régime. On a gardé le prévenu pendant des mois en pleine forêt, on l'a fait boire et on lui a fait commettre des actes défendus par le Code criminel pour lui arracher des aveux. On l'a même abreuvé. Que dis-je? vous l'avez presque noyé et le gouvernement s'est noyé avec lui.

M. l'Orateur, je termine. Le premier ministre a dit: "l'opposition critique tout le temps. Nous avons fait telle ou telle chose et l'opposition n'en a même pas parlé". Évidemment, un gouvernement ne peut faire que du mal. Il fait aussi du bien, mais à entendre parler les partisans du gouvernement actuel, l'ancien régime n'aurait fait que du mal. Mais je suis surpris d'entendre cette plainte dans la bouche du premier ministre. Quand avons-nous entendu un bon mot de l'ancien régime par le chef du gouvernement actuel? Et pendant 34 ans, l'ancien régime a dû faire quelque chose de bon! Le premier ministre s' imagine qu'il a tout fait et qu'il a tout créé, que son gouvernement remonte à Champlain.

Je suis un adversaire politique du premier ministre, mais je ne suis pas son ennemi. En 1937 ou 1938, je lui disais: "On ne se grandit pas en rapetissant tout le monde." Je lui dis également: "On se salit en voulant salir tout le monde." S'il continue, ça lui arrivera. Il y a autour de lui une alliance de haines. Parmi ceux qui l'applaudissent, il y en a qui le détestent, il y en a beaucoup qui le subissent, bien peu qui l'aiment. Le sentiment n'est pas le même. Il y a un mouvement qui se dessine dans le peuple et une coalition de haine contre lui...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) peut

s'en convaincre. S'il y a un mouvement qui se dessine, je vais faire une offre au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain). Qu'il démissionne, qu'il fasse présenter son chef, M. Adélard Godbout, dans son comté et nous allons le battre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Combien cela va-t-il coûter?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup devrait protester. Le chef de l'opposition prétend que ses électeurs se vendent.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le chef de l'opposition ne prétend rien de cela, mais il rappelle que le gouvernement essaie d'acheter les électeurs par des promesses et des avantages. Le premier ministre, qui aime critiquer le gouvernement fédéral, devrait prendre une leçon d'Ottawa plutôt que d'attaquer Ottawa comme il le fait souvent. Il pourrait s'inspirer de la largeur de vues de M. King, qui fut le premier à féliciter M. Manion et à faciliter son élection, ce que le premier ministre n'a pas fait à l'égard de M. Godbout parce qu'il en a peur. Jamais il n'a dit un bon mot pour M. Godbout.

M. Labbé (Mégantic): Il n'est pas juste pour le député de Rivière-du-Loup de dire que le premier ministre...

Des députés: À l'ordre! À l'ordre!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il fait mieux de prendre sa suce. Laisse-lui reprendre sa suce.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je proteste au nom du décorum. D'abord, le chef de l'opposition ne devrait pas tourner le dos à l'Orateur. Ensuite, il ne devrait pas chercher à crier à tue-tête. Ce n'est pas à lui de maintenir l'ordre ici. Ce serait plutôt à lui de donner l'exemple du décorum. Il a parlé de suce. Ce n'est pas convenable pour un chef de l'opposition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parce que ce n'est pas convenable.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quoi? Qu'est-ce qu'il y a? La suce, c'est l'instrument qui maintient le genre⁸ humain.

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Le premier ministre a été le premier à crier à l'ordre en bien d'autres circonstances.

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition sait que son expression n'est pas de nature à relever les débats. Je demande aux députés des deux côtés de la Chambre d'observer le décorum.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas d'objection, dit-il, à retirer mes paroles, si la droite veut aussi observer l'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) continue et parle des balbutiements du député de L'Islet.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): C'est tout ce qu'il faut à un étudiant en droit comme vous.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si l'on accuse un gouvernement, ce n'est pas tout de se lever et de dire: "Je déclare sur mon honneur que telle chose est arrivée". Prenons le cas de M. Drew: quand il a prétendu que des scandales s'étaient produits dans l'affaire de la mitrailleuse Bren⁹. Le colonel Drew ne s'est pas contenté de demander une enquête devant les comptes publics. Il a demandé une enquête judiciaire et M. King s'est empressé de faire enquêter par un juge conservateur les accusations portées par le colonel Drew.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je pense bien. M. Drew n'était pas député, il ne pouvait pas demander une enquête devant les comptes publics.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il savait probablement ce qui s'est passé ici, à la Chambre des tortures, lorsque le comité des comptes publics a refusé d'entendre...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Il y a un règlement qui dit que l'on ne doit pas discuter des délibérations d'un comité qui n'a pas encore fait rapport.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je m'insurge contre la haute science du premier ministre. Le comité des comptes publics n'existe pas, dit-il, car il n'a pas commencé à siéger. Un règlement veut que chaque comité cesse son existence avec chaque session, et qu'il fasse rapport, mais ce n'est pas du comité des comptes publics de la présente session dont parle le

député. D'ailleurs, inutile d'attendre le rapport de ce comité, nous n'en aurons jamais, de rapport.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On le mettra dans des valises.

M. l'Orateur cite l'article 245 du Règlement. Il est en effet interdit de faire allusion aux délibérations d'un comité avant qu'il n'ait fait rapport. Je suis ici depuis 1936 et je n'ai pas eu connaissance que le comité des comptes publics ait fait rapport. Je maintiens le point d'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je m'incline devant cette décision que je crois conforme au Règlement. Quand le colonel Drew a porté ses accusations, M. King, lui, n'a pas dit qu'on ne touchera pas à un cheveu de sa tête. Il a accordé une enquête devant un juge avec le résultat que l'on sait. Quand des accusations sont portées contre lui, le premier ministre devrait faire la même chose. Et Dieu sait s'il y en a eu, des accusations, depuis deux ans. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) a accusé le premier ministre d'avoir reçu de l'argent des trusts. M. Wilfrid Lacroix en a fait autant. Le député de Laval (M. Leduc) a accusé le gouvernement d'avoir accordé des contrats sans soumission. Il a parlé de la Dufresne Construction.

Et maintenant, c'est le chef de mon honorable ami, M. Manion¹⁰, qui s'oppose à une autre enquête devant le comité des comptes publics. Le premier ministre devrait prendre exemple sur Ottawa et ordonner une enquête impartiale devant un ou trois juges, afin qu'on sache qui dit la vérité en cette Chambre, car il y a certainement quelqu'un qui ne dit pas la vérité. Sûrement, quand il est question de la Dufresne Construction et de la Dufresne Engineering, sûrement, suivant l'expression de l'Orateur de la Chambre, il y a quelqu'un qui ment. Il serait important de savoir où sont les menteurs, s'il y en a en cette Chambre. Mais le peuple commence à comprendre et à réaliser qu'en définitive, ceux qui ne l'ont pas trompé, ce sont les libéraux.

Le gouvernement devrait instituer une enquête sur les nombreuses accusations dont le premier ministre est l'objet de la part de ses ennemis. Qui dit la vérité en cette Chambre? S'il y a des menteurs quelque part, il me semble qu'il est important de savoir de quel côté ils sont. Le président lui-même suppose qu'il doit s'en trouver d'un côté ou de l'autre. Que le premier ministre s'inspire donc de la politique de M. King et qu'il institue une enquête. Il a contre lui une alliance de haine.

Voix à droite: Ça c'est vrai.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il a contre lui cette alliance parmi ses propres partisans. Le peuple murmure contre lui et le premier ministre sera bientôt à même de constater que ceux qui ne l'ont pas trompé, ce sont encore les libéraux.

(Rires et applaudissements à gauche)

M. Boiteau (Bellechasse): J'hésite à prendre la parole après le député de Rivière-du-Loup. Je voudrais voir s'écouler quelques instants pour purifier la Chambre de l'atmosphère du discours qu'il a prononcé.

(Applaudissements à droite)

Car il a fait l'éloge d'un bandit en cette Chambre, il l'a défendu. Il n'a pas craint de faire cela et l'on se serait dit du temps où M. Charles Lanctôt¹¹ était tout puissant dans la province. Il n'est pas surprenant que, sous le régime Taschereau, les bandits aient été les maîtres dans cette province.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai ni de près ni de loin fait l'éloge d'un bandit. J'ai parlé de Godon, non pas pour l'inculper ou le défendre. J'ai même demandé qu'on le pendre s'il était coupable, et j'ai dit que les procédés du département du procureur général étaient injustifiables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup a tenté, tout le temps de son discours, de se faire le défenseur de Godon. Il a proclamé la valeur de Godon. Il l'a vanté. Il a pris sur lui de dire...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai jamais vanté la valeur de Godon. Je n'ai pas dit de pareilles choses. On n'a pas le droit de me mettre dans la bouche des paroles que je n'ai pas prononcées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dis que le député a été le protagoniste de Godon. Il a dit de Godon qu'il avait été, de la part du gouvernement, en butte à toutes les persécutions imaginables. Il a dit que Godon n'était pas coupable. Il a représenté Godon comme une victime; il s'est apitoyé sur son sort. Il s'est constitué le défenseur de Godon. Il a même employé, pour le défendre, des mots chaleureux, des expressions que j'ai été obligé de lui faire retirer. Il a même attaqué l'administration de la justice, pour l'amour de Godon. C'est de valeur

pour le député de Rivière-du-Loup, mais il a fait son lit et il s'y couche. Le député de Bellechasse a parfaitement raison de rétablir les faits et de dire que le député de Rivière-du-Loup défendait un bandit.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre a déplacé la question. Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) n'a pas fait l'éloge de Godon; il ne s'est pas constitué son défenseur, et le député de Bellechasse (M. Boiteau) pas plus que le premier ministre n'ont le droit de dire qu'il a fait l'éloge d'un bandit. Ces paroles doivent être retirées.

M. Hamel (Québec-Centre): Nous sommes, nous du Parti national, en bonne posture pour juger de la question. Je n'ai pas à faire l'éloge de la justice sous l'ancien régime, et l'on me croira quand je dirai que je suis parfaitement à l'aise pour parler de cela. Je remarque que, dans cette affaire, le gouvernement s'est fait alternativement le défenseur et l'accusateur de Godon et que personne ne s'est aperçu que Godon était fou, sauf le juge. C'est le gouvernement qui a plaidé folie et...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député me permettra...

M. Hamel (Québec-Centre): Vous n'avez pas le droit de parler deux fois sur le même point d'ordre. Le gouvernement a bel et bien défendu Godon et j'ignore quels motifs le poussent...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un autre point d'ordre...

M. Hamel (Québec-Centre) continue de parler dans le bruit qui domine en Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! Point d'ordre!

M. l'Orateur demande au député de Québec-Centre de s'en tenir au point d'ordre soulevé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député de Québec-Centre savait ce que c'est que l'affaire Godon, il ne devrait pas parler comme il le fait. Et s'il ne sait pas, qu'il n'en parle donc pas. On ne parle pas de ce qu'on ne sait pas. Ce n'est pas la poursuite, ce n'est pas la défense qui ont décidé que Godon devait subir un examen pour folie, c'est le juge lui-même qui a décidé de faire subir son

procès de folie à Godon. Le gouvernement n'est pas intervenu. Il a laissé le juge libre. Me Valmore Bienvenue, un chef libéral reconnu de Québec, envoyé par les chefs de l'ancien régime pour défendre Godon, n'a pas fait le plaidoyer de folie. Il ne s'est pas aperçu de la folie de l'accusé et il l'a dit explicitement dans les journaux. Il a voulu continuer le procès après qu'on eut décidé de faire examiner l'accusé. Le procès a été terminé à la demande du juge et par l'intervention du juge.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Jugement sur le point d'ordre.

M. l'Orateur: Il est évident, d'après les règlements, qu'on n'a pas le droit de dire qu'un député a fait en Chambre l'éloge d'un bandit; on ne doit pas prêter des motifs injurieux à d'autres députés et, au surplus, lorsqu'un député fait une déclaration personnelle, celle-ci doit être acceptée par les autres députés. Le député de Bellechasse (M. Boiteau) devrait accepter de faire cette rectification.

M. Boiteau (Bellechasse): J'accepte, M. l'Orateur, de retirer mes paroles. On aurait pu croire que l'inspiration de ce débat aurait pu venir de celui qui fut autrefois dans cette Chambre le député de L'Islet. L'ancien ministre de l'Agriculture avait coutume de suivre les débats de la galerie, mais il est absent cet après-midi¹². Il faut croire que l'inspiration est venue au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).
(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je déclare que je n'ai jamais demandé au député de parler de l'affaire Godon. Et ce n'est pas être dans l'ordre que d'imputer de pareils motifs au chef de l'opposition. J'ajoute qu'un député a le droit de demander qu'un de ses collègues parle de choses d'intérêt public¹³. Si je l'avais fait, je n'hésiterais pas à le dire. Je déclare de mon siège que je n'ai jamais demandé au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) d'en parler.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): C'est ça, faites-en votre Charley McCarthy¹⁴.
(Rires)

M. Boiteau (Bellechasse): Lors de la première session, j'avais l'honneur d'être en cette Chambre le proposeur de l'adresse en réponse au discours du trône. Il (M. Boiteau) fait l'éloge de M. Duplessis en

qui il salue un des plus grands hommes d'État qui ont honoré la race canadienne-française. J'avais exprimé, dit-il, toute ma confiance dans le chef du gouvernement, qui avait si bien su traduire les sentiments de la population et formuler les réformes qui s'imposaient. Ma confiance, comme celle de la majorité en cette Chambre et de la majorité du peuple, n'a pas été déçue.

Le gouvernement a accompli une œuvre immense. Sans doute, le gouvernement n'est pas parfait, puisque rien ne l'est en ce monde, mais le travail énorme accompli, l'excellence et l'efficacité des mesures sont sa défense et ses meilleurs titres à la reconnaissance de la population. Je ne suis pas de ceux qui prétendent que, pour féliciter un gouvernement, il faut qu'il soit parfait. Je crois avec Charles Benoît "que le meilleur gouvernement, c'est le moins mauvais". Le meilleur gouvernement, c'est celui que continue de présider, malgré les faux prophètes, le populaire député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), l'émule des grands hommes d'État.

Quant au gouvernement de l'avenir, je suis tout à fait incapable d'y songer, car plus je regarde les chefs de l'opposition officielle dont les membres se clarifient à chaque élection partielle et qui refusent obstinément d'adapter leur doctrine aux temps nouveaux, moins je crois en la résurrection du Parti libéral basé sur les ruines de l'ancien.

Laissez-moi vous avouer, M. l'Orateur, que j'ai plus de sympathie pour les dissidents de l'Union nationale qui siègent à la gauche, reconnaissant en eux d'anciens compagnons de lutte qui ont partagé nos opinions, et qui auraient pu volontiers avec plus de perspicacité, de jugement, collaborer à nos travaux et faire œuvre utile, au lieu de tenter la fortune aléatoire et illusoire dans des tiers partis dont la province ne veut pas, car elle n'est pas favorable à ce genre d'action politique.

Je doute fort que le Parti national, auquel préside l'honorable député de Québec-Centre (M. Hamel), puisse jamais entraîner en sa faveur l'opinion publique de cette province et fonder sur elle un gouvernement fort et stable. L'électorat de cette province en majorité supporte volontiers, dans l'intérêt public, une union d'hommes de nos deux grands partis pour chasser du pouvoir les administrateurs qui ne méritent plus sa confiance, mais l'adhésion du peuple aux Parti libéral et conservateur sera très longtemps encore trop profonde pour croire au succès d'un tiers parti.

À quoi bon s'illusionner et se croire des politiques transcendants quand on peut, tout au plus,

apporter à l'œuvre générale ses faibles lumières et sa quote-part de collaboration. Je suis persuadé, M. l'Orateur, que pour faire au pouvoir œuvre politique, il faut demeurer dans les cadres, collaborer avec ses chefs, en toute loyauté et sincérité. Quand une idée est claire, juste et d'application pratique, elle finit toujours par triompher, après discussion libre entre gens intelligents.

Ce que les circonstances ne permettent pas souvent à une génération d'hommes d'appliquer, la suivante peut y réussir. Si un homme politique d'il y a 50 ans avait présenté en cette Chambre une loi de pension aux mères nécessiteuses, il n'aurait pas trouvé peut-être 10 collègues pour l'appuyer. La loi Duplessis a été adoptée par une forte majorité.

M. l'Orateur, je sais que certains hommes ne peuvent être, dans toute leur carrière politique, que des hommes d'opposition. Ils sont nés oppositionnistes, ne peuvent être utiles que dans l'opposition, tels Bourassa, Lavergne et d'autres¹⁵. À chacun son rôle, M. l'Orateur et bonne chance à ceux de nos amis qui semblent préférer cette attitude. Vu l'incapacité apparente de l'opposition officielle, que nos amis les dissidents se distinguent et leur viennent en aide par une critique constructive, sans personnalité et sans amertume.

La politique se bonifiera dans cette province, M. l'Orateur, quand cessera la polémique autour des hommes. Qu'on discute les idées, qu'on essaie de solutionner les problèmes et qu'on cesse de vilipender ceux qui apportent à l'étude et à la solution des problèmes de l'heure le meilleur de leur volonté, de leur cœur, de leur talent et de leur santé.

J'aime beaucoup l'expression typique de l'honorable premier ministre, son appel répété au désintéressement et à la collaboration. C'est dans cet esprit, M. l'Orateur, que je peux continuer de remplir mon mandat de député au sein de l'Union nationale appelée à tout rénover dans l'ordre de cette province.

Je regrette M. l'Orateur que mes anciens compagnons de l'Action libérale nationale n'aient pas, dans leur meilleur intérêt et celui de la province, partagé mon point de vue. Mais il ne s'agit pas de formuler des programmes, il s'agit de les réaliser. Les libéraux nationaux qui siègent en cette Chambre l'ont compris et leur adhésion à l'Union nationale est plus ferme que jamais. Les prophètes de malheur, M. l'Orateur, qui au mois d'octobre 1936 ne donnaient pas au gouvernement six mois de vie, sont au comble du désappointement.

La province, pour sortir de l'impasse où l'administration Taschereau-Godbout l'avait conduite, a besoin d'un gouvernement fort, de l'avis des gens

les mieux renseignés. Elle a besoin de réalisateurs, et non pas de gens qui se complaisent éternellement et quasi uniquement dans des programmes irréalisables. L'Union nationale entre dans sa quatrième session après une série de victoires aux élections partielles. L'honorable premier ministre et les membres distingués de son cabinet sont en excellente santé physique et politique et, la députation de l'Union nationale, si j'en juge par les résultats du caucus que j'ai eu l'honneur de présider, sont plus unis et plus enthousiastes que jamais, pour poursuivre l'œuvre commencée, et la défendre victorieusement devant l'électorat de la province.

Pour ma part, M. l'Orateur, quelles qu'aient été mes sympathies politiques antérieures, je crois fermement que la population de cette province, pour sortir victorieusement de la crise économique qui l'a si rudement affectée, a besoin pour présider à son travail de reconstruction d'un gouvernement fort et stable. C'est d'ailleurs l'avis de tous les gens sérieux de cette province que la partisannerie politique n'aveugle pas.

Et je sais des libéraux authentiques, M. l'Orateur, qui ne nous ont pas fait confiance au mois d'août 1936, qui sont aujourd'hui de tout leur esprit et de tout leur cœur d'ardents supporteurs de l'Union nationale. J'ai l'honneur d'être dans cette Chambre le représentant de la division électorale de Bellechasse, un des comtés les plus rouges de cette province, et je ne crains pas d'affirmer que, si une élection avait lieu dans quelques semaines dans mon comté, j'y serais élu avec une majorité augmentée, et le porte-drapeau de ce pauvre M. Godbout et de son procureur en cette Chambre, l'humble député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), y subirait de nouveau la défaite.

Je dis aux jeunes de ma province, dont certains agitateurs politiques essaient de capter l'adhésion et le concours: ne vous laissez pas embrigader trop vite dans certains partis politiques dont les théories peuvent être séduisantes à première vue. Faites appel à l'expérience des plus âgés pour juger de la praticabilité de certains programmes et suivez les positifs et les réalisateurs. À chacun son temps, à chacun son œuvre. Une bonne politique doit avoir égard à la tradition. Préparez-vous à nous succéder, à compléter notre œuvre. Méfiez-vous de ceux qui veulent tout détruire et paraissent incapables de reconstruire.

M. l'Orateur, je profite de l'occasion pour protester contre certaines paroles prononcées, ces jours-ci, à un club de Winnipeg, par un ancien membre de l'Action libérale nationale, le gendre du

très honorable M. Lapointe, Me Roger Ouimet. Celui-ci a prétendu que notre loi du cadenas¹⁶ contre la propagande communiste n'était approuvée dans cette province que par des ignorants, selon une nouvelle parue dans *La Patrie* en date d'hier. Peut-on insulter plus audacieusement l'opinion publique, la plus saine et la plus éclairée de cette province? M. Ouimet pourrait consulter avec profit et discrétion des députés fédéraux qui ont dénoncé les menées communistes et réclamé des mesures.

Je conseille à M. Ouimet de parler de la loi du cadenas avec M. Wilfrid Lacroix, député fédéral de Montmorency, et M. J.-A. Bradette, député de Cochrane aux Communes, qui ont dénoncé les menées communistes et réclamé des mesures, notamment M. Lacroix qui demande de sévir contre la propagande communiste faite au moyen de la poste, et qui ont dénoncé à Ottawa les membres communistes des organisations ouvrières. Je l'avertis de plus de se défier de certaines influences anticléricales qui rôdent autour de lui. J'espère que le chef de l'Action libérale nationale répudiera ces paroles.

Il (M. Boiteau) fait l'éloge de l'Orateur. Le nom de Sauvé, dit-il, a déjà brillé dans l'opposition, alors que votre honorable père en était le chef. Il trouve en son fils un digne successeur et l'axiome retrouve une nouvelle confirmation: "Tel père, tel fils." Il félicite les proposeur et secondateur de l'adresse, mais regrette, dit-il, de n'en pouvoir faire autant pour le discours du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), si faible d'argumentation que M. Godbout lui-même, qui était venu pour l'entendre, a dû s'en aller avant la fin, découragé et craignant de s'endormir.

Il (M. Boiteau) parle de crédit agricole et cite les paroles de M. Adélard Godbout sur le crédit agricole provincial. En 1935, à Donnacona, M. Godbout a dit: "Le cultivateur de cette province n'a aucunement besoin de crédit agricole; même si l'on voulait en certains milieux, augmenter les crédits du ministère de l'Agriculture, je m'y opposerais." Le 9 novembre 1933, au congrès de l'Union catholique des cultivateurs, M. Godbout déclarait: "Je ne suis pas favorable à l'établissement d'un crédit agricole d'État. Les cultivateurs peuvent trouver chez eux l'argent dont ils ont besoin par l'intermédiaire des caisses populaires... Nous mourons d'un excès de crédit. Pensez-vous qu'un crédit, ajouté à tous les autres qui nous ont rendus malades, nous guérira? Je crois que le plus mauvais service que l'on puisse rendre à la province, c'est de demander un crédit agricole par le gouvernement provincial."

Et voilà donc la politique du successeur de M. Taschereau. Ce gouvernement avait laissé voler l'épargne populaire des campagnes mais s'opposait à aider les cultivateurs. Chose amusante, ceux qui sont les premiers à réclamer le crédit agricole, ce sont les organisateurs rouges. Les cultivateurs ont le choix entre le prêt agricole fédéral et le prêt provincial, et cependant, ils choisissent à peu près tous le prêt provincial. Pourquoi, sinon parce qu'il est plus avantageux et plus utile et plus conforme aux besoins de notre classe agricole. En fait, le prêt agricole fédéral a prêté, dans tout le pays, moins que le prêt provincial à lui seul.

Il (M. Boiteau) défend la réputation d'intégrité et d'honnêteté des cultivateurs québécois, qui en donnent une magnifique preuve non seulement pour le prêt agricole provincial, mais aussi pour le prêt fédéral, lorsqu'il s'agit de payer les versements. Les Duplessis et les Boiteau ont mis les puissances d'argent au service de l'agriculture, alors que, sous l'ancien régime, l'agriculture était au service des puissances d'argent.

Il (M. Boiteau) dit un mot de la convention libérale du 11 juin dernier et s'étonne de voir les libéraux, après avoir si longtemps refusé le crédit agricole provincial, se prononcer subitement en faveur du système. Il (M. Boiteau) parle du crédit, de l'honnêteté, de la bonne renommée des cultivateurs de chez nous.

Je propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Pouliot), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Questions et réponses:

Emprunts du gouvernement

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Depuis le dernier discours sur le budget, le gouvernement a-t-il emprunté de l'argent?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les sommes totales empruntées?

3. Quels titres de créance a-t-on donnés au prêteur?

4. Quel montant de ces sommes totales empruntées a été employé?

5. Des soumissions ont-elles été demandées avant qu'aucun de ces emprunts ne fût effectué par le gouvernement?

6. Par l'entremise de quelle personne, société ou corporation ces emprunts ont-ils été négociés?

7. Quel montant net en argent le gouvernement a-t-il reçu de chaque emprunt?

L'honorable M. Fisher (Huntingdon): 1. Pendant la période de temps mentionnée, la province a contracté deux emprunts par obligations, dont l'un pour un montant de \$20,000,000, et l'autre, pour \$30,000,000.

2. De cette somme totale, \$8,557,000 était pour rembourser des obligations échues contractées par l'ancien régime et un montant de \$12,000,000 d'obligations échues qui avaient été émises le premier octobre 1936, pour consolider une partie de la dette flottante laissée en souffrance par l'ancienne administration.

3. La balance était pour payer des dettes contractées par l'ancien régime ainsi que pour rencontrer des dépenses se rattachant à la loi de l'aide aux chômeurs et aux législations sociales mises en application par le gouvernement actuel. Des soumissions ont été demandées à diverses institutions. Le premier emprunt a été négocié par l'intermédiaire d'un syndicat financier dont faisaient partie la Banque Royale du Canada et la Banque Provinciale du Canada ainsi que plusieurs maisons d'affaires canadiennes-françaises et anglaises.

4. Le deuxième emprunt a été négocié par l'entremise d'un syndicat financier représenté par la maison L.-G. Beaubien, limitée, ainsi que par plusieurs maisons d'affaires canadiennes-françaises et anglaises.

5. Pour ce qui est de l'emprunt de \$20,000,000, sur le premier \$10,000,000, la province a reçu 98.93 par \$100. Sur le deuxième \$10,000,000, la province a reçu 98.28 par \$100.

6. Quant à l'emprunt de \$30,000,000, sur une première somme de \$5,000,000 la province a reçu 98.85 par \$100 et, sur une deuxième somme de \$5,000,000, elle a reçu 98.75 par \$100. Sur la balance, \$20,000,000, elle a reçu 96.81 par \$100.

7. Relativement à ces deux emprunts, les frais légaux, les frais d'impression de débetures ainsi que de publicité n'ont pas coûté un sou à la province, contrairement à ce qui se faisait sous l'ancienne administration.

Dettes du gouvernement envers Montréal

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Combien le gouvernement de la province de Québec devait-il à la cité de Montréal:

a. Au 30 juin 1938?

b. Au 31 décembre 1938?

2. Combien doit-il actuellement?

L'honorable M. Fisher (Huntingdon): 1. et 2. Les vérifications en cours autorisent à répondre qu'aux dates mentionnées le gouvernement de la province ne devait rien à la cité de Montréal.

Dettes consolidées de la province

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quel était le montant de la dette consolidée de la province au 31 décembre 1938?

L'honorable M. Fisher (Huntingdon): \$255,576,099.37.

La séance est levée peu après 6 heures.

NOTES

1. En 1937, le Québec et le gouvernement fédéral passent un nouvel accord sur la formation professionnelle: l'entente Bilodeau-Rodgers. Conclue durant la grande dépression économique, elle implique le versement de subventions fédérales pour certaines expériences de formation professionnelle. L'entente visait à lutter contre le chômage qui sévissait durant cette période. Dans le cadre de cette entente, le gouvernement du Québec crée un Service de l'aide à la jeunesse sous la tutelle du ministère de l'Industrie et du Commerce. Il s'agit du premier organisme consacré à la formation de jeunes adultes sans travail, qui voit le jour dans la province. En outre, plusieurs écoles de métiers seront créées, en fonction des dispositions de l'entente Bilodeau-Rodgers; par exemple, une école d'avionnerie à Montréal qui formera plusieurs milliers de travailleurs qualifiés entre 1937 et 1944.

2. *La Patrie* du 8 février 1939, à la page 8, précise que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) est applaudi par tous les libéraux et les membres du groupe Hamel.

3. Le Dr Raoul Poulin est l'ancien député de Beauce, qui démissionna le 12 novembre 1936.

4. Le député de L'Assomption (M. Raynault) hausse les épaules, selon *Le Canada* du 8 février 1939, à la page 6.

5. S'il faut en croire le résumé du discours de M. Casgrain, de Joseph Lavergne, correspondant de *La Patrie* en date du 8 février 1939, à la page 8, c'est au temps des Romains (et non au Moyen Âge comme l'écrivent les autres journaux) que l'on questionnait et torturait les prisonniers.

6. L'affaire Godon. Le 18 septembre 1930, on découvre le corps de Simone Caron, une fillette de sept ans dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles. Après enquête criminelle, le frère Dostithée (Albert Nogaret) est accusé de meurtre. Après un premier procès, en mars 1931, il est condamné à mort mais, à la suite d'un second procès en septembre 1931, le religieux est acquitté. En janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé sera cependant déclaré mentalement incapable de subir son procès et sera emprisonné à la prison de Bordeaux. Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime. La presse suivra avec attention ces nombreux procès d'autant plus qu'en 1939, le gouvernement présentera le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui. Fait notoire, souvent au cours de la session de 1939, les parlementaires s'invectiveront de "Godon" en guise d'insulte.

7. Voir note 6.

8. "le génie humain", selon *L'Illustration Nouvelle* du 8 février 1939, à la page 5.

9. Avant que n'éclate la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement britannique veut s'assurer des sources nouvelles et sûres pour la fabrication d'armes. Le gouvernement canadien hésite d'abord à collaborer, craignant une réaction isolationniste, notamment au Québec. En 1938, cependant, le ministre de la Défense nationale au Parlement d'Ottawa ainsi que son sous-ministre recommandent les services de John Inglis, manufacturier d'appareils électroménagers, et les gouvernements britannique et canadien lui octroient un contrat de fabrication de mitrailleuses légères Bren.

Soupçonné d'irrégularité, le gouvernement nomme une commission royale d'enquête. Même si

elle ne trouve aucune preuve de corruption, elle recommande qu'à l'avenir, on sollicite l'avis du milieu civil des affaires. Le rapport a contribué à l'introduction du contrôle civil de la production de guerre pendant la Deuxième Guerre mondiale. La production des mitrailleuses Bren connaît un vif succès; on en fabrique 200,000 au Canada.

10. Pendant la Première Guerre mondiale, il est d'abord chirurgien militaire attaché aux forces françaises. Il se joint ensuite au 21^e bataillon canadien et sera plus tard décoré pour son héroïsme lors de la Bataille de la Crête de Vimy. Il est élu député fédéral dans Fort William en 1917 sous la bannière libérale-unioniste, puis réélu conservateur à chaque élection générale jusqu'en 1935, lorsqu'il perd son siège. Le portefeuille qu'il conserve le plus longtemps est celui des Chemins de fer et des Canaux (1930-1935) dans le cabinet du premier ministre R. B. Bennett. En juillet 1938, il est élu chef du parti conservateur, à Ottawa, dans l'espoir que son appartenance catholique et son mariage avec une Canadienne française attirent les votes du Québec. Manion gagne l'élection partielle dans London, plus tard la même année, et s'oppose à la conscription après le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. Outre la défaite du premier ministre provincial Duplessis en octobre 1939, qui prive Manion d'une entrée solide au Québec, l'hostilité des Conservateurs de Toronto, partisans de la ligne dure à l'égard de sa politique anti-conscription, contribue aux piètres résultats du parti aux élections fédérales de mars 1940. Il perd son siège et démissionne comme chef de parti en mai de la même année.

11. Charles Lanctôt (1864-1947), avocat et juriste. Haut fonctionnaire, il occupa de nombreuses fonctions dans l'appareil gouvernemental du Québec à partir de 1890. Il fut l'adjoint au procureur général de 1905 à 1936. Durant sa longue carrière, il plaida de nombreuses causes importantes à Londres et fut l'une des principales cibles des attaques de l'opposition menées par Duplessis. Bras droit de Louis-Alexandre Taschereau et responsable de la police provinciale, il comparut devant le comité des comptes publics, au printemps 1936. Durant cette enquête, Duplessis mit à jour une série de scandales qui paralysent le gouvernement libéral. Entre autres, il y fut démontré que l'ancien ministre Irénée Vautrin a subtilisé des fonds à son ministère pour des dépenses personnelles, que Charles Lanctôt a reçu du gouvernement \$140,000 de frais de voyage depuis 1928, alors que Antoine Taschereau, le frère du

premier ministre, a déposé \$75,000 du Trésor provincial à la Banque Canadienne Nationale de Saint-Pacôme, pour encourager son fils qui y est gérant. Ce dernier a également versé \$10,000 d'intérêts dus à la province dans son compte personnel, ce qui, disait-il, était la coutume sous ses prédécesseurs.

12. M. Adélard Godbout avait en outre assisté aux débats à la séance du 1^{er} février 1939.

13. Le premier ministre souffle quelque chose au député de Bellechasse (M. Boiteau), selon *Le Canada* du 8 février 1939, à la page 7.

14. Edgar Bergen (1903-1978), comédien américain; le plus populaire ventriloquiste dans l'histoire des arts et spectacles; sa marionnette la plus connue est certainement Charlie McCarthy. Ils ont participé à une émission de radio très populaire de 1937-1957 et ont également participé à plusieurs films. Pour en savoir plus sur Bergen et McCarthy, voir: Bergen, Edgar, dans *Current Biography, Who's News and Why*, New York, The H. W. Wilson Company, 1945, p. 42 à 45.

15. L'opposition libérale manifeste ici encore de l'étonnement, selon *Le Canada* du 8 février 1939, à la page 7.

16. La loi du cadenas est déposée le 17 mars 1937 par le gouvernement de Duplessis, cette dernière autorisant la fermeture de tout local soupçonné de propagande communiste. Ce qui distingue le gouvernement Duplessis de l'ancien gouvernement, c'est sa lutte acharnée contre le communisme et contre les syndicats qu'il soupçonne d'être affiliés aux communistes.

Séance du mercredi 8 février 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la communauté des sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal communément appelées "Sœurs Grises", demandant l'adoption d'une loi concernant l'île Saint-Bernard et modifiant la charte de la ville de Châteauguay;
- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs;
- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Farnham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Aubert Pinault et autres, demandant l'adoption d'une loi éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur de Rimouski;
- du Trust Général du Canada et de Lucien Letellier, exécuteurs testamentaires de la succession de Jean-Baptiste Eugène Letellier, demandant l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs à ladite succession;
- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Sauvé (Beauharnois) demande la permission de présenter le bill 125 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Trois-Rivières

M. Trudel (Saint-Maurice) demande la permission de présenter le bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Farnham

M. Pouliot (Missisquoi) demande la permission de présenter le bill 103 modifiant la charte de la ville de Farnham.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession J.-B.-E. Letellier

M. Boiteau (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 134 concernant la succession de Jean-Baptiste-Eugène Letellier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Châteauguay

M. Jolicoeur (Bonaventure) demande la permission de présenter le bill 135 concernant l'île Saint-Bernard et modifiant la charte de la ville de Châteauguay.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Lots de Saint-Germain et de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, Rimouski

M. Dubé (Rimouski) demande la permission de présenter le bill 142 éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur de Rimouski.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pères Bénédictins
de Saint-Benoît-du-Lac**

M. Robinson (Brome) demande la permission de présenter le bill 136 modifiant la charte des Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, et détachant leurs immeubles de la municipalité d'Austin pour en former une municipalité distincte sous le nom de "Saint-Benoît-du-Lac".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Lachine**

M. Béïque (Chambly) demande la permission de présenter le bill 105 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Victoriaville**

M. Gagné (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 137 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Verdun**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) demande la permission de présenter le bill 128 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques
de Verdun**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) demande la permission de présenter le bill 127 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions de privilège:

**Diffusion du journal *La Clarté*
par la poste fédérale**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On attire mon attention sur un fait important, qui semble refléter une pratique malheureuse de certaines autorités. Dans la province de Québec, nous

avons passé une loi pour enrayer le communisme², considérant que le communisme est un ennemi de notre race, de notre religion, de nos principes, de la patrie et de nos traditions, et considérant que le communisme est une théorie odieuse et intolérable. Nous avons passé une loi pour la combattre, et cette loi a été appliquée. Dans le même temps, les communistes ont pris des moyens détournés pour arriver à leurs fins. Se voyant combattus dans la province, les communistes se servent du service des postes pour répandre *La Clarté* et d'autres feuilles communistes. Aujourd'hui, j'ai devant moi une feuille communiste qui a été transmise jusque dans cette Chambre par les postes de Sa Majesté.

Je ne vois pas pourquoi de pareils faits peuvent se produire. Je ne comprends pas pourquoi Ottawa ne veut pas reconnaître la volonté de la population de la province de Québec, ni se conformer à ses désirs. La poste relève du gouvernement fédéral. Si le communisme fait l'affaire d'Ottawa et des autres provinces, ce n'est pas notre affaire, mais nous n'endurerons pas que, dans la province de Québec, on ne respecte pas les *desiderata* de la population; il me semble que c'est le devoir du gouvernement fédéral de respecter les désirs non équivoques de la population de notre province. Quant à nous, nous avons reçu un mandat et nous ne tolérerons pas que le communisme vienne s'implanter chez nous. On m'apprend que même jusqu'à Gaspé, on se sert du chemin de fer de l'État et des postes pour faire de la propagande communiste, et cette littérature communiste est répandue par les postes sur la Côte-Nord, et partout.

Il y a deux sortes de communistes: ceux qui se proclament communistes et ceux qui s'en font les complices. Je dois dire que les communistes ont des complices dans les gens d'Ottawa. Sont leurs complices ceux qui, comme le gouvernement d'Ottawa, se servent des chemins de fer, des postes, pour répandre leurs idées perverses dans le pays. Ils sont complices avant et après le fait. Je crois exprimer le désir de la majorité de cette Chambre et de la quasi-totalité de la population en demandant à Ottawa de faire cesser cette distribution par la poste. Dans les circonstances, j'ai cru que c'était le devoir de la Législature de Québec de faire entendre une protestation.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois également de mon devoir de répondre à la charge formidable du premier ministre. Je m'étonne, dit-il, des déclarations du premier ministre, attendu qu'il aurait déclaré récemment que, grâce à sa "loi du

cadenas" il n'y avait plus de communisme en notre province. Maintenant, le premier ministre admet qu'il y en a et ajoute qu'on en trouverait chez les gens qui appuient le gouvernement fédéral?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais prétendu qu'il n'y avait plus de communistes dans la province; j'ai dit que la législation que nous avons adoptée contribue à empêcher l'éclosion et la diffusion du communisme et qu'elle avait eu pour effet de mettre un frein aux activités communistes. La loi du cadenas a mis fin à ce nous savons de leurs activités. Le communisme est combattu ici avec acharnement. J'ai dit également qu'Ottawa devrait contribuer à cette œuvre qui rencontre les vœux de notre population. C'est le devoir d'Ottawa de protéger les gens.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous avez au moins dit que le communisme diminue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, ça diminue. C'est comme l'opposition qui diminue non seulement en quantité mais en qualité. J'ai dit et je le répète que lorsque le gouvernement d'Ottawa facilite la diffusion d'une doctrine comme le communisme, il se rend complice avant et après le fait. En droit criminel est complice celui qui aide à la commission d'une offense. Ottawa est complice, lorsqu'après l'offense, il aide à sa diffusion.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ferais remarquer au premier ministre que c'est lui le procureur général et que, comme tel, il est chargé de faire respecter le Code criminel qu'il a à sa disposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ce que je fais.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le procureur général (l'honorable M. Duplessis) a le Code criminel à sa disposition. Si le gouvernement fédéral est complice et enfreint le Code criminel, il n'a qu'une chose à faire: qu'il fasse emprisonner le gouvernement fédéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si vos amis d'Ottawa raisonnent de cette façon, on ne peut même pas les faire arrêter parce qu'il manque un élément essentiel: le sens de la responsabilité.

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Je croyais le communisme mort dans notre province après avoir entendu et lu le premier ministre. On en parle encore. On a porté diverses accusations contre le gouvernement et nous n'avons plus entendu parler de rien. Pourquoi est-ce qu'on ne répond pas aux accusations? Si le gouvernement est tellement contre le communisme, pourquoi ne procède-t-il pas?

Il y a eu des arrestations simulées, a-t-on dit. On a arrêté des gens qui sont censés être communistes, et on les a remis en liberté. Tim Buck³ par exemple a été arrêté et on l'a relâché quelques heures plus tard. Des distributeurs de *La Clarté* ont été arrêtés et relâchés. Il y a deux sortes de communistes: il y a aussi ceux qui favorisent les abus d'en haut. Mais les communistes avoués ne sont peut-être pas les plus dangereux pour la société. Car le communisme est une réaction contre les abus d'en haut.

Des députés ministériels sifflent le député de Québec-Centre (M. Hamel).

M. Hamel (Québec-Centre): Pour enrayer le communisme, il faut aller à sa cause et sévir contre les puissants qui préparent son développement.

Questions et réponses:

Bail passé par la Commission des liqueurs

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. La Commission des liqueurs a-t-elle passé un bail avec M. Louis Marquis, propriétaire de l'immeuble où elle a actuellement son magasin dans la cité de Rivière-du-Loup?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Quel prix la Commission paie-t-elle annuellement?

b. Quelle est la durée du bail?

c. Les parties pourront-elles y mettre fin chaque année?

d. Si oui, à quelles conditions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Oui.

2. À raison de \$125 par mois; le locateur devant payer les frais de chauffage et ayant été obligé de faire, à ses frais, des travaux considérables appropriés au magasin qui est plus convenable et plus grand que l'ancien. Le bail peut être terminé tous les ans après avis de trois mois.

Compagnie de Transport de Matane Itée

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Combien la Compagnie de Transport de Matane limitée a-t-elle reçu de subventions ou d'encouragements de quelque nature que ce soit, du gouvernement de la province de Québec, depuis le 26 août 1936?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Rien⁴.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 7 février courant, sur la motion proposée jeudi le 19 janvier dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Boiteau (Bellechasse): Je tiens à féliciter le gouvernement de l'aide généreuse apportée dans tous les ministères à la jeunesse étudiante. Au lieu de favoriser, comme sous l'ancien régime, quelques fils d'étudiants...⁵, de ministres, de députés ou d'organiseurs rouges, des salaires mensuels atteignant jusqu'à \$50 pour, non plus défrayer leurs dépenses universitaires mais souvent se livrer à certains sports favoris, le gouvernement Duplessis a distribué ses faveurs à un plus grand nombre d'étudiants et cherche à aider particulièrement des fils de familles nombreuses, des fils d'ouvriers.

En 1936, dernière année de l'ancien régime, on a incorporé 575 syndicats ouvriers et, en 1937, première année de l'Union nationale, on en a incorporé 708. Pendant tout le règne de l'ancien régime, on a signé 75 conventions collectives du travail et, en 27 mois d'Union nationale, on en a signé 87. La loi des salaires raisonnables a protégé 450,000 ouvriers non syndiqués. Et l'opposition a le toupet de

dire que le gouvernement n'est pas favorable au syndicalisme ouvrier et aux conventions collectives.

Le gouvernement se félicite des lois sociales que nous avons votées aux sessions précédentes, et le discours du trône déclare qu'elles ont eu pour effet de remédier à de nombreux abus et de protéger plusieurs centaines de mille travailleurs. Bien que favorable au syndicalisme patronal et ouvrier, partisan des conventions collectives de travail et de la loi des salaires raisonnables, je ne puis m'empêcher de demander au gouvernement d'étudier sérieusement l'opportunité de l'application de ses mesures de salaire raisonnable dans nos centres ruraux. J'ai observé l'effet de l'application de ces lois et de ces conventions et je crois que l'on est en train de bouleverser notre économie et la petite industrie rurale. Je prie l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) de ne plus considérer le comté de Bellechasse comme sujet à des conventions.

Quant aux pensions de vieillesse; les libéraux de l'opposition, comme leurs amis fédéraux, dit-il, crient au favoritisme politique. Je défie l'honorable chef de l'opposition pour ma part de me citer le nom d'un seul vieillard, dans mon comté, qui bénéficie de la pension de vieillesse par favoritisme politique.

Discutant de l'application de cette loi et de supposés abus électoraux, de la part des partisans de l'Union nationale, l'honorable ministre de la justice à Ottawa, le très honorable M. Ernest Lapointe menaçait de faire prendre à la charge d'Ottawa l'entière administration de cette loi. Je demande de nouveau au très honorable M. Lapointe et au chef de l'opposition pourquoi le gouvernement libéral, voyant l'incurie du gouvernement Taschereau au sujet de l'application de cette loi, n'en a-t-il pas pris le contrôle dès 1927? Pourquoi les gouvernements provinciaux de 1927, qui étaient rouges à Québec et rouges à Ottawa, n'ont-ils pas demandé au pouvoir fédéral de payer toutes les pensions en 1927, puisqu'ils ne voulaient pas en payer eux-mêmes 25 %, par mesquinerie et entêtement, privant nos vieillards de millions de revenus?

J'ai, poursuit-il, rencontré un vieillard dans mon comté qui touche sa pension depuis l'avènement de l'Union nationale. "Vous avez l'air mieux, plus jeune, depuis que vous recevez votre pension de vieillesse et vous grandissez le père, dit-il au vieillard. "Oh non, je ne rajeunis pas," répondit le vieil homme courtois, "mais maintenant je me redresse". "Avant le régime m'écrasait." Sous l'ancien régime, disait-il, il devait courber la tête.

(Rires)

Mots sonores et vides de sens, pour l'honorable chef de l'opposition et ses amis, que la construction d'une centrale dans le Témiscamingue. Je crois au contraire qu'après les réductions substantielles des taux de l'électricité obtenues par le gouvernement en faveur des contribuables, et les sommes considérables que le premier ministre a fait verser aux Trésors publics provinciaux et municipaux, cette initiative est la preuve évidente que le gouvernement va mater le trust de l'électricité.

Je félicite le gouvernement, dit-il, d'avoir fait restituer par certaines puissances d'argent les chutes d'eau inexploitées qui pourront servir à l'établissement d'initiative électrique sous le contrôle du Syndicat national. Je veux l'électrification dans toutes les paroisses de mon comté. M. l'Orateur, poursuit-il, en continuant le débat sur l'adresse, notre collègue, le député de Laval (M. Leduc), a fait allusion à la lettre collective des événements contre l'alcoolisme en cette province, et il a prétendu que le gouvernement de l'Union nationale était resté sourd à cet appel.

M. Leduc (Laval): Le député n'a pas le droit de donner un tel sens à mes paroles. Non seulement je n'ai pas blâmé le gouvernement, mais je lui ai offert ma faible coopération dans cette œuvre tracée par nos évêques. Si le député n'a pas entendu mon discours, il aurait dû au moins le lire et il ne ferait pas de telles déclarations.

M. Boiteau (Bellechasse): Si le discours du trône n'en fait pas mention, les archives de la police en ont certainement tenu compte, car nous constatons que la police réorganisée des liqueurs fait un travail splendide d'épuration des vendeurs clandestins dans nos campagnes. Le gouvernement collabore avec le clergé pour combattre l'intempérance. Dans mon comté, dit-il, je lutte avec les curés des paroisses contre les vendeurs et les distillateurs clandestins d'alcool. Je tiens à dire cependant qu'une certaine influence libérale a montré une grande sympathie envers les contempteurs de la loi des liqueurs et qu'on a tenté d'amoindrir les effets de notre campagne antialcoolique.

Je remercie le gouvernement de sa sollicitude en amendant le Code du notariat. Je termine en lançant une invitation aux perpétuels pessimistes qui ne voient jamais rien de bien et en disant au député de Québec-Centre (M. Hamel): Au lieu de critiquer sans cesse, essayez de formuler une loi conforme à vos idées sociales avec le concours des légistes distingués que sont nos collègues de Québec-Est

(M. Drouin) et Kamouraska (M. Chaloult), essayez donc pour une fois de poser un acte. Faites œuvre de législateur. Nous étudierons votre projet de loi pourvu qu'il s'accorde avec le pouvoir qu'ont en cette Chambre les députés de promouvoir des projets de loi. La Chambre considérera avec attention, je n'en doute pas, le fruit de vos cerveaux et nous verrons ce que vous êtes capables de construire en fait de législation, lorsque vous quittez les régions déprimantes de la critique. Enfin, je fais appel à la loyauté des fonctionnaires.

M. Bélanger (Montréal-Dorion) se lève.

M. Perron (Beauce) se lève, notes à la main.

M. l'Orateur donne la parole au député de Montréal-Dorion (M. Bélanger).

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je proteste, dit-il, contre la tactique des ministériels qui veulent violer la liberté de parole des oppositionnistes et les empêcher de parler.

Le fait d'être dissident, dit-il, ne m'empêchera pas d'exprimer avec courtoisie mes souhaits de succès et d'impartialité à l'Orateur, à l'égard duquel je formule le vœu que les discussions se fassent dans le plus parfait décorum, et que cette enceinte puisse longtemps porter le qualificatif que lui a décerné le député actuel de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), le "salon de la race". Je n'ai aucun doute que l'Orateur saura faire respecter les règlements tant par les ministériels haut placés que par les plus humbles et les plus modestes députés de l'opposition officielle et de l'opposition dissidente.

Je formule également des vœux pour que le prestige et l'impartialité de notre Orateur passent à la postérité, pour qu'on dise de lui qu'il a été le plus grand Orateur de l'Assemblée législative depuis la Confédération. En même temps que mes vœux de santé physique et morale, j'adresse ironiquement aussi au premier ministre des remerciements pour le siège très confortable qu'il a bien voulu me décerner, de ce côté-ci de la Chambre. Je formule d'autres vœux pour les électeurs de mon comté: pour les déshérités, les malheureux, les chômeurs, le plus de soleil possible, et aux malades, la guérison. Il serait nécessaire, ajoute-t-il, de demander au premier ministre de traiter les électeurs de Dorion avec la même mesure de justice et de grande bienveillance que l'ont été, le sont et le seront sans doute encore ceux de Maisonneuve. Mais j'ai peur que ce dernier vœu soit inutile et vain.

Je siège dans l'opposition sans la moindre amertume, mais je voudrais connaître les raisons pour lesquelles le chef du gouvernement a cru devoir me rejeter officiellement dans les rangs de l'opposition dissidente. Le premier ministre sourit. Il doit être satisfait. Moi aussi. Je désire qu'il le dise publiquement. S'il ne me considère plus comme l'un des siens, est-ce parce que je suis demeuré fidèle à tous les points du programme qui nous a fait élire, lui et moi? Est-ce parce que j'ai dénoncé publiquement les abus qui se commettent, aujourd'hui, demeurant fidèle, en parlant comme je l'ai fait, aux grands principes qui ont amené l'Union nationale au pouvoir?

Du temps que nous étions dans l'opposition, les conservateurs étaient des plus heureux de m'entendre condamner les excès et les abus de toutes sortes. Pourtant, aujourd'hui, les bleus sont au pouvoir, sous le couvert de l'Union nationale.

Or, qu'y a-t-il de changé? Ce point devrait être précisé clairement, sans ambiguïté, par le premier ministre. J'ai, raconte-t-il, prononcé devant mes électeurs et à la radio une conférence pour préconiser dans la province une bonne entente entre gouvernants et gouvernés, entre tous les partis politiques. Je voulais l'établissement d'un règne de justice, de charité et d'équité devant être pratiquées dans tous ses actes par notre gouvernement. Je voulais que l'on cesse de s'épier et de se quereller, de se lancer de vaines et inutiles épithètes. J'avais promis à mes électeurs de revenir devant eux après chaque session pour leur rendre compte de mon mandat.

J'ai scrupuleusement tenu promesse, et la dernière assemblée que je tins ainsi, qui me valut les foudres du chef actuel de l'Union nationale, n'avait lieu que pour me permettre de renseigner complètement l'électorat de Montréal-Dorion. Ce que j'ai à dire de ma vie politique et publique n'est pas uniquement personnel, étant donné que mes désillusions, mon désenchantement, mon dégoût d'une certaine politique doivent exister aussi chez un grand nombre de députés ministériels qui, plus prudents que moi, s'ils ne les cachent pas dans l'intimité, se gardent bien cependant de les faire connaître au grand jour.

J'ai, dit-il, fait partie de bonne foi de l'Union nationale; je fus l'un de ceux qui n'ont pas accepté d'emblée la convention de Sherbrooke M. Duplessis comme chef, à l'exclusion de M. Gouin, et mes ennuis, dit-il, datent de cette époque. Le programme de l'Action libérale nationale devrait être appliqué, et il y a bien des domaines où rien n'a été fait.

Reconstituant les campagnes de l'Action libérale nationale et de l'Union nationale en 1935 et en 1936, j'avais confiance, dit-il, dans le nouveau chef du gouvernement. Dois-je vous déclarer, M. le premier ministre, dit-il, que j'ai été déçu? Le chef de l'Union nationale, devant la tâche formidable qu'il avait à accomplir, a peut-être trop compté sur ses propres forces, disais-je à mes électeurs. À mon sens, il ne recherche pas assez l'appui et la collaboration raisonnée des députés. Il ordonne et commande, comme s'il oubliait qu'un gouvernement démocratique exige une coopération de tous les instants entre le chef et ceux qui l'ont accepté comme tel.

En somme, sa politique, c'est la même politique que celle mise en pratique au temps de l'ancien régime: crois ou meurs. Je me suis vite aperçu qu'il valait mieux ne pas discuter une attitude quelconque ou une décision à prendre avec le premier ministre. Que devais-je faire? Perdre la faveur du patronage nécessaire à aider ceux qui en avaient besoin? Passer aux yeux des électeurs pour un député sans valeur et sans prestige? Ou accepter la discipline d'un chef peut-être bien disposé à donner justice à tout le monde, mais croyant pouvoir administrer tout seul, sans l'appui de ses ministres et députés. Depuis deux ans, j'ai suivi sans contester le chef de l'Union nationale.

Le gouvernement a accompli certaines réformes et je l'en félicite. J'ai voté avec confiance les bills 19 et 20 comme d'ailleurs les autres députés ministériels. Je n'avais pas à demander d'explications, dit-il, parce que je devais faire confiance au gouvernement. D'ailleurs, je crois en toute sincérité qu'aucun député n'a été consulté lors de l'étude des bills 19 et 20. Et pourtant, il y avait parmi nous des représentants de régions ouvrières qui étaient documentés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'honorable député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) prétend que les bills ne sont pas soumis à la députation. Qu'il me permette de lui rappeler qu'en vertu des règlements de cette Chambre, nous devons donner un avis d'une séance ou d'une journée. Vient ensuite la première lecture. Ensuite encore, la deuxième lecture. Puis, le bill est étudié en comité plénier. Il revient enfin devant la Chambre pour subir sa troisième lecture. Même en procédant rapidement, il faut trois jours, normalement, pour passer un bill. Je me permets de lui rappeler ces jours, afin de lui donner le souci de l'exactitude, pour la suite de son discours.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La théorie du premier ministre est parfaitement correcte. Mais, au cours de la dernière session, il ne s'est pas passé une seule journée sans que nous n'ayons été dans l'obligation de protester contre la hâte du gouvernement à passer ses bills. Il est arrivé que des bills sont arrivés en Chambre alors que l'encre n'était pas encore sèche et qu'ils ont été adoptés au cours de la même séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un autre point d'ordre. Les remarques du chef de l'opposition sont une insulte à l'Orateur de cette Chambre, qui a charge de faire observer les règlements. Mon honorable ami prétend que les règlements ne sont pas observés. Je le répète, un bill a sept étapes à franchir avant de devenir loi et nous lui faisons toujours franchir toutes ses étapes.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je parle sur le point d'ordre.

M. l'Orateur: Lequel, le premier ou le second?

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Enfin, celui qui convient, ça ne fait rien. Disons que je vais parler sur le deuxième. L'an dernier, il s'est passé des bills importants sur les questions ouvrières. Il y en a qui ont été passés en vitesse. Nous n'avons pas eu le temps de nous renseigner, de consulter les intéressés. Ces bills ont subi toutes leurs étapes en moins de 24 heures. Ils ont été adoptés en première et deuxième lecture dans la même journée, puis en troisième lecture le lendemain. Les députés ont été pris par surprise. Nous n'avons pas eu le temps de consulter les organisations intéressées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis prêt à admettre que des bills sont passés alors que l'honorable député n'en avait pas connaissance.
(Rires)

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je suis accoutumé aux farces du premier ministre. Elles ne changent pas la situation.
(Rires)

M. l'Orateur: Je m'occuperai tout d'abord du deuxième point d'ordre. C'est moi qui suis chargé de l'application des règlements de la Chambre. Je n'ai pas d'examen de conscience à me faire sur ce point-là. Je me suis toujours efforcé de les faire

appliquer le mieux possible. Quant à la passation des bills, il y a des règles qui gouvernent la procédure à suivre et qui régissent les délibérations. Si des bills ont subi trois lectures au cours de la même séance, il fallait le consentement unanime de la Chambre. Quand les députés n'ont pas enregistré leur dissidence, on ne peut tenir l'Orateur responsable de ce qui s'est passé. Quant au premier point d'ordre, les remarques que je viens de faire sur le deuxième point d'ordre règlent le cas.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je regrette que telle soit malheureusement la règle sur ce point. On suivait là, dit-il, la politique de l'ancien régime, et point n'était besoin de dénoncer l'électoralisme, le népotisme, le favoritisme de l'ancien régime pour les pratiquer soi-même. Pourquoi faire voter les députés sans leur donner au préalable, dans un caucus franc, les explications qui s'imposent ou sans leur remettre les projets de loi quelques jours à l'avance? C'est encore bien peu demander.

Quelle est donc l'utilité des représentants du peuple? Ne sont-ils là que pour remplir le rôle de messagers, si ce n'est de garçons d'ascenseur, de lèche-bottines, de thuriféraires des ministres? Serait-ce vraiment que l'intérêt général de la province se limite, pour les députés, aux frontières de leur comté?

Est-ce que nous n'aurions condamné ce genre d'administration qui s'appelle l'électoralisme, le népotisme, le favoritisme que pour le pratiquer nous-mêmes? Nous serions mal venus alors de poser à la vertu, de jouer les vierges offensées...

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) pourrait-il nous dire quelle est cette loi qu'il aurait aimé à étudier avant de la voter? L'honorable député peut-il nommer une seule loi qu'il n'ait pas comprise avant de la voter?

M. Bélanger (Montréal-Dorion): J'avais fait confiance au chef du gouvernement. Cela veut dire que ce qu'il nous demandait, on le faisait. Les lois que j'ai votées, je les ai votées sur la confiance que j'avais mise en mon chef. Je n'ai pas de ressentiment pour personne. Je prétends seulement que si nous voulons que notre démocratie reste ce qu'elle doit être, les représentants du peuple ont le droit de coopérer et de collaborer avec le chef du gouvernement. Jamais au temps où j'étais un ministériel, à aucun caucus, un projet de loi fut soumis aux députés.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je croyais que mon honorable ami avait parlé des bills 19 et 20.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Il est entendu que je fais allusion aux bills 19 et 20 et autres projets de loi. J'ai parlé des lois sociales qui ont été soumises et qui avaient, vous l'admettrez, de l'importance. Mais si je ne parle pas du bien qu'ont fait les lois sociales, c'est parce que je ne voudrais pas passer pour quelqu'un qui veut mettre de l'eau dans son vin, pour un pécheur repentant, je ne suis pas du tout repentant.

J'étais convaincu, disais-je toujours à mes électeurs, que le chef de l'Union nationale demanderait un jour l'appui et la collaboration de ses députés. Je dis davantage: je continue à croire que si le chef de l'Union nationale savait s'entourer de gens sérieux et désintéressés, s'il laissait un peu de latitude à certains de ses ministres et députés, le gouvernement ne donnerait pas l'impression d'une dictature mais d'une démocratie. Voilà deux ans que les députés de l'Union nationale votent sans avoir été consultés et sans savoir ce dont il s'agit, comme on le faisait sous l'ancien régime.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député n'a pas le droit de dire que les députés de l'Union nationale votent sans comprendre. Ceux qui comprennent sont à droite. Peu m'importe que le député de Montréal-Dorion fasse toutes les attaques imaginables contre moi. Le député peut m'injurier personnellement, j'endurerai patiemment et je ne soulèverai même pas ce point d'ordre, mais je ne souffrirai pas qu'il insulte les députés de l'Union nationale et les députés de la Chambre.

Pourquoi dire des choses pareilles? Un bill doit passer par sept stades d'étude avant d'être adopté. Il doit être précédé d'un avis, ensuite c'est la première lecture, puis la seconde lecture à une autre séance, ensuite l'étude en comité plénier et la troisième lecture. Il faut au moins trois jours avant que le bill ne soit adopté. Je dis cela au député de Montréal-Dorion pour que son discours ait au moins la valeur de l'exactitude. Il me semble qu'il doit y avoir moyen de discuter sans lancer l'insulte.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je n'ai jamais insulté le premier ministre, ni les députés de l'Union nationale. L'insulte n'est pas mon genre. Je n'ai jamais eu besoin de lancer l'insulte et l'insinuation pour défendre mes idées. Je n'ai pas l'intention d'attaquer le premier ministre, ni personne... Je suis

surpris, cependant, que le premier ministre soulève un point d'ordre au nom de l'Union nationale. Les députés de l'Union nationale doivent être capables de se défendre eux-mêmes.

M. l'Orateur: L'honorable député de Montréal-Dorion n'a pas le droit de dire que les députés votent sans connaître ce qu'ils votent, car il laisse entendre qu'ils votaient sans comprendre la législation qui leur était soumise.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je suis prêt à me conformer aux ordres de l'autorité. Je croyais cependant avoir le droit de rapporter des paroles que j'ai prononcées dans un discours en dehors de cette Chambre.

M. l'Orateur: Pour la gouverne personnelle de l'honorable député de Montréal-Dorion, je dois lui dire qu'il n'a pas le droit de faire allusion à un discours pour rapporter indirectement ce qu'il ne peut dire directement.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je déclare que je n'ai pas été élu pour subir aveuglément les exigences d'un parti. Les électeurs, car il faut tout même se souvenir d'eux, se sont donné un gouvernement qui doit compter avec leurs représentants élus. Nous avons le droit d'être consultés, nous avons le devoir de l'exiger, en vertu de notre mandat. Il faudrait compter davantage avec toutes les classes et groupements. Il faut aussi coopérer avec la jeunesse dans ce sens, pour l'intéresser à la chose publique. Donnons une justice nouvelle à la démocratie en plaçant à la base de notre administration les meilleurs principes du corporatisme.

Bien que les grandes institutions financières et d'utilités publiques pratiquent une véritable dictature, notre gouvernement ne semble pas s'inquiéter beaucoup du mal qu'elles font dans notre société. Les fonds électoraux, contrats plantureux, faveurs en temps d'élection jouent un rôle important dans ce que nous appelons, avec une douce ironie, le gouvernement du peuple par le peuple. Si l'on ne prend pas les mesures énergiques nécessaires, le peuple se fera justice lui-même.

Je vois que ça fait sourire le premier ministre. Est-ce que par hasard le premier ministre s'inquiéterait au sujet de la provenance de certains fonds électoraux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député en sait peut-être quelque chose?

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Oui, j'en sais quelque chose. Mais je veux être loyal. Je ne Présidence chose à dire, je le dirai brutalement, franchement. Je ne poserai pas à la vertu et je ne tenterai pas de faire croire que je suis inattaquable. Je ne ferai pas traîner et salir dans l'opinion publique la réputation d'hommes sincères et honnêtes. Je dirai loyalement, honnêtement, sincèrement, consciencieusement, franchement ce qu'il en est.

Quant à la question du patronage, les anciens fonctionnaires, dans de nombreux cas, sont remerciés de leurs services sans avis, sans explications et sans permission de pouvoir exposer leur manière de voir. Le gouvernement et les ministres manquent ainsi à la justice et à l'esprit chrétien.

Nous avons formé un comité de patronage composé des députés de l'île de Montréal. Tous les députés en faisaient partie, moins les ministres. Ces derniers n'avaient pas besoin de faire partie de ce comité. Ils prenaient tout le patronage pour eux; la tentative échoua en face d'une force d'inertie imbattable. Quel est le prestige du député d'Union nationale dans son propre comté? Nomination et renvois de fonctionnaires y sont faits journellement sans qu'il me soit même consulté. À ce propos, je réclame une commission du service civil qui aura pour but de reconnaître les compétences.

Je réclame aussi une réduction du nombre des députés à 65, car pourquoi 90 députés qui ne soient en Chambre que pour encenser le chef du gouvernement, même lorsqu'il commet des sottises et les plus injustes bêtises? Je réclame la représentation proportionnelle, pour qu'on donne à la métropole du Canada une part infiniment plus équitable de ses revenus injustement accaparés pour le pouvoir provincial. Je réclame l'abolition immédiate du Conseil législatif et de Spencer Wood. Je veux qu'un plan d'orientation des jeunes soit immédiatement étudié.

Je réclame plus d'action du ministère du Commerce et de l'Industrie, car qu'a donc fait ce département qui devait être le cœur même de la vie économique de la province? Est-ce pour avoir ainsi traduit toute ma pensée que le premier ministre m'a définitivement exclu des rangs de l'Union nationale? Je me le demande. Pour moi, je m'en tiens aux principes exposés en 1935 et en 1936 selon lesquels le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) lui-même a été élu. Je n'entends pas mentir à mes électeurs. Mon plus grand défaut a toujours été la franchise. Notre forme de gouvernement est démocratique, et tant qu'elle le sera, je n'admettrai jamais le pouvoir dictatorial d'un seul homme ou

d'une camarilla étroitement liée à ses intérêts personnels. Je suis un représentant du peuple et non un thuriféraire du gouvernement au pouvoir.

Je félicite le proposeur et le secondeur de l'adresse, le député de Bagot (M. Adam) et le député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch). Incidemment, la loi électorale doit être refondue, estimant, dit-il, que les élections complémentaires sont une honte, depuis l'avènement de l'Union nationale. Le gouvernement n'a pas à se glorifier de la victoire dans Montréal-Saint-Louis. Le premier ministre s'est lourdement trompé, lui l'avocat brillant et retors, en parlant du droit des minorités alors qu'il s'agissait d'une bataille en faveur de l'élément israélite. Il n'y a qu'une minorité de reconnue: la minorité anglaise, dans cette province.

Mais, par la voix de son chef, le gouvernement admet les Israélites comme une minorité, étant donné que les députés ministériels semblent satisfaits et heureux de partager leurs droits d'ainesse avec ceux qui n'ont ni leurs traditions, ni leur langue, ni leur foi. Ils devront accorder des droits semblables aux Roumains, aux Polonais, aux Chinois, aux Japonais et aux Italiens. Ce n'est pas là jeter le cri de race et de religion, mais la reconnaissance d'une situation de fait.

Nous assurerons la paix et l'harmonie dans notre pays et nous ferons figure de véritables patriotes en recouvrant des plis du drapeau d'une véritable Union nationale tous ceux qui composent notre collectivité, y compris les émigrés. Je serais curieux de connaître au sujet des déclarations faites par le député de Trois-Rivières dans Montréal-Saint-Louis, l'opinion des farouches nationaux qui siègent en cette Chambre.

Parlant de la minorité, il en existe une: celle des employés civils. C'est une véritable honte de faire travailler au Québec des pères de famille à \$800 et \$1,000 par année, des hommes qui, en raison de leur situation, sont obligés de tenir dans la société un rang qui les oblige à contracter des obligations beaucoup trop onéreuses. Il y a là un vaste champ d'action pour le ministère du Travail. Le gouvernement devrait bien s'y exercer plutôt que de faire du tapage avec ses lois sociales.

Des cas de misères, il y en a tout particulièrement à la Commission des liqueurs ou Régie des alcools. Oh! Je ne parle pas de ceux qui, notaire ou non, bénéficient de riches prébendes, valant de \$6,000 à \$10,000 par année, mais bien plutôt des pauvres petits salariés, taillables et corvéables à merci, que l'on fait travailler de longues heures supplémentaires sans aucune rémunération.

Il y a du mécontentement dans la classe ouvrière contre certaines législations du gouvernement. Les ouvriers de Magog ne se sont pas gênés pour le manifester, lors de la récente élection complémentaire dans Stanstead, ainsi que ceux de Montréal-Saint-Henri et ceux de Maisonneuve, en battant honteusement le député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle) et l'ineffable lieutenant du ministre du Travail, le député de Vaudreuil (M. Bellemare). D'autres ouvriers de Montréal ont aussi battu un échevin, M. Layton, victime de l'impopularité de son frère, ministre. Enfin, tout Montréal l'a proclamé à grand fracas en choisissant comme maire aux récentes élections municipales celui qui s'était fait le champion de la lutte contre le gouvernement du premier ministre!

Je me réjouis, dit-il, d'avoir trouvé, dans le discours du trône, une promesse relative au règlement de la question de l'Université de Montréal. J'attendrai pour voir ce que sera cette promesse, avant d'en parler plus longuement. Que fait-on sur nombre d'autres problèmes urgents? Par exemple, le tourisme, industrie principale, qui est négligé, particulièrement dans le domaine de l'hôtellerie, où l'on signale de flagrantes injustices? Nous n'avons rien fait, non plus, pour le commerce de détail.

Une autre question à régler, c'est celle du salaire des institutrices et de la pension de celles d'entre elles qui ont atteint la limite d'âge. Je réclame, dit-il, le réajustement du fonds de pension des institutrices. Il traite ensuite de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Il semble qu'il y a actuellement une mauvaise administration que je ne veux pas, poursuit-il, attribuer entièrement au gouvernement. On avait promis une enquête contre ceux qui administraient ladite Commission. Mais lorsque l'on voit que le budget de la Commission est en déficit de \$8,000,000, il me semble que le premier ministre devrait être anxieux d'examiner l'administration des purs qu'il a placés à la Commission. Au service de la santé, une réorganisation est nécessaire dans les services de la plupart de nos hôpitaux. Les médecins vivent dans l'insécurité.

Je préconise l'institution, dit-il, de la carte d'identité obligatoire pour toute la province.

Nous avons condamné les multiples commissions du gouvernement Taschereau, mais n'en avons-nous pas créé nous-mêmes un nombre respectable? Quels sont les résultats de leurs travaux? N'avons-nous pas mené, avec grand fracas et un étonnant luxe de publicité, une gigantesque enquête des comptes publics? Ne pourrions-nous savoir ce qu'elle a révélé, s'il y a des voleurs et qui

ils sont? Le premier ministre ne devait-il pas garantir aux petits épiciers la vente du vin? Les grands magasins à rayons ne devaient-ils pas être taxés par départements pour empêcher les petits détaillants de mourir?

Revenant sur la question du népotisme, je signale, dit-il le discours que prononçait, du temps de l'opposition conservatrice, un fils de candidat que les circonstances ont fait ministre depuis. Du temps de l'ancien régime, dit-il, ce jeune homme, dans un élan de patriotisme, cinglait avec une singulière violence les quelques familles au pouvoir détenant un nombre exagéré de positions. L'on se plaignait que M. Taschereau avait trop de parents dans l'administration. Ce jeune homme a vieilli, tout comme moi, est devenu à son tour employé du gouvernement. Mais voici que, sous le présent régime, il y a même des fils de ministres, de ministres montréalais, qui occupent des fonctions très importantes dans l'administration. Je connais la famille d'un certain ministre qui émerge au budget de la province pour un montant annuel atteignant pour au-delà de \$23,000. Il y a là un indéniable exemple de flagrante hypocrisie et de trahison véritable de la confiance populaire.

On a tout gardé pour les purs. Mais que dis-je, M. l'Orateur? Moi aussi j'ai fait partie du parti des purs. J'ai été pur, moi aussi, M. l'Orateur. Regardez-vous intérieurement et demandez-vous si je suis aussi déloyal que cela? J'ai différé d'opinion, c'est vrai. Mais c'est notre droit et souvent même notre devoir de différer d'opinion. Mais, que les purs se regardent et voient dans leurs familles tous ceux qu'ils ont placés au service de l'État. Probablement qu'à la prochaine élection vous aurez comme député de Montréal-Dorion un nouveau pur, un pur tel que vous, M. l'Orateur. Mais, tout de même, ce n'est pas aussi sûr que cela.

J'aurai, dit-il, l'occasion de revenir sur la question du chômage. Je ne doute pas qu'aujourd'hui, nous n'aurons qu'à féliciter le gouvernement sur les grandes mesures d'économie qui seront sans nul doute à la base de son programme administratif de 1939-1940. Jamais, poursuit-il, le gouvernement ne consentirait à grever les générations futures. C'est un principe reconnu par le régime actuel qu'il faut de l'économie partout. Le discours du trône parle des ventes à tempérament. Le gouvernement aura sans doute consulté tout le monde intéressé, l'Association des marchands détaillants, les manufacturiers, les maisons de finance, et c'est sur ces principes à base d'intelligence et de justice pour tous que j'attends les projets de loi.

Le même discours parle aussi de la petite propriété; j'espère que le gouvernement pourra aider grandement propriétaires et prêteurs à sortir de l'impasse dans laquelle ils se débattent. J'espère que, dans ces remaniements de la fiscalité qu'on nous annonce aussi, des mesures seront comprises qui bénéficieront à la ville de Montréal, dont l'autonomie, au dire du premier ministre actuel, il y a quelques années, lui était aussi chère que la prune de ses yeux. Une partie des taxes perçues dans la métropole, sur les licences d'autos, sur les amusements, la gazoline, devrait équitablement lui rester. C'est là ce qu'attend Montréal et tout Montréalais.

Pourquoi, lors de l'étude du bill de Montréal en comité des bills privés, est-il question de donner une extrême importance à ce qu'en peuvent dire des députés de campagnes reculées qui se prononcent *ex cathedra* sur toutes nos revendications? On prétend laisser son autonomie à Montréal, et nous ne sommes pas capables de faire un geste sans que la Commission municipale provinciale prétende intervenir. La Commission métropolitaine coûte trop cher à la cité de Montréal.

Il est très bien d'annoncer qu'on va s'occuper de sports, mais avant de s'occuper de cela, n'y aurait-il pas moyen de réglementer l'hygiène dans la province? Je regrette que le discours du trône ne contienne pas plus de projets constructifs dont le besoin se fait si impérieusement sentir. Personne ne pourra m'empêcher de réclamer ce que je crois juste, chaque fois que j'en aurai le désir, ainsi que de protester contre ce qui est injuste.

Lorsqu'il s'agira de refaire la carte électorale provinciale, M. l'Orateur, il ne sera pas besoin d'avoir pour toute l'île de Montréal plusieurs circonscriptions électorales. On pourra faire qu'un seul comté, celui de Maisonneuve. D'abord, je sais bien que l'on va faire disparaître le comté de Montréal-Dorion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas le comté que l'on va faire disparaître, mais le député.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): C'est le comté de Maisonneuve qui a bénéficié de tout le patronage et les autres comtés de Montréal n'ont rien eu. Malgré cela, le barbier de Maisonneuve, un apôtre, M. J.-B. Bellemare⁶, a été battu aux dernières élections municipales, en attendant que le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) soit battu comme lui.

(Rires)

Je ne veux pas porter d'accusations, mais je veux simplement affirmer, et le ministre du Travail sera le premier à l'admettre, qu'il a été un peu trop généreux pour les électeurs de son comté. Quand on est ministre du Travail, il n'y a pas que le comté de Maisonneuve qui compte, mais aussi toute la province.

Le 17 octobre dernier, il a tenu une assemblée à l'école La Mennais, raconte-t-il. Une nuée de chérubins ont été envoyés à cette occasion dans son comté par le grand sociologue qu'est Jean-Baptiste Bellemare, le barbier de Maisonneuve, ajoute-t-il; Bellemare était l'organisateur du ministre du Travail. Les hommes venaient à ma maison avant la réunion. J'ai appris qu'ils travaillaient au Jardin botanique et ils m'ont dit: "Nous avons été mis à même de troubler votre assemblée ou de perdre nos jobs. J'en avais été informé dès 7 heures par mes électeurs qui travaillaient au Jardin botanique."

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Ce sont des menteurs payés par vous qui ont dit cela.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je ne suis pas ministre, moi, je ne paye personne. J'ai de l'argent seulement pour vivre modestement. Peut-être que si j'avais reçu un billet de \$100 dans une boîte de cigares, je l'aurais utilisé. Ce que je viens de dire, je suis prêt à le répéter en dehors de la Chambre. Ayez donc le courage de répéter ces paroles en dehors de la Chambre. Quatre cents à 500 ouvriers étaient venus de Maisonneuve. Je ne blâme pas ces braves ouvriers. Malgré les 400 à 500 personnes venues du paradis des purs d'entre les purs, j'ai réussi à faire huer le premier ministre et le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) à cette assemblée.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Ça vous a coûté assez cher.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Puisqu'on est si chatouilleux sur le décorum, je demanderais, M. l'Orateur, qu'on se donne la peine de se lever pour parler. Ce n'est pas décorum que de rester écrasé sur une chaise et marmonner des mots inintelligibles.

J'ai voté une loi électorale qui devait nous garantir des élections honnêtes. Cela devait mettre fin au whisky, à la supposition de personnes. Mais nous avons eu des élections complémentaires dans la Beauce, dans Bagot, dans Chicoutimi, dans Stanstead, et dans Montréal-Saint-Louis. Si le premier ministre avait été mis au courant des manœuvres

électorales qui ont été employées dans ces divers comtés, je crois bien qu'il serait tombé d'une syncope. Dans Montréal-Saint-Louis, par exemple, mais dois-je parler de Montréal-Saint-Louis? Je ferais peut-être mieux de m'abstenir parce que le procureur général (l'honorable M. Duplessis) est capable de se lever et de me plaquer un point d'ordre.

(Rires)

Néanmoins, ces manœuvres scandaleuses, qui font que les élections de l'Union nationale ressemblaient et paraissent être pires que celles de l'ancien régime... comme dans Montréal-Saint-Louis.

M. Béïque (Chambly): Vous devriez en nommer quelques-unes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de parler d'une cause qui est devant les tribunaux. D'ailleurs, il parle de tout sauf du discours du trône. Il n'est pas sérieux. Il veut impressionner les députés de cette Chambre par sa façon de parler. Il ne parle pas de politique. En toute justice pour les membres de cette Chambre et pour lui également, je lui demanderais de se conformer aux règlements et d'être plus sérieux, et surtout de ne pas donner aux débats de cette Chambre un caractère bouffon. Nous n'avons pas de temps à perdre dans de pareils propos. Nous avons considérablement d'ouvrage sérieux à entreprendre, et tout cela est prêt. Qu'on se hâte donc et qu'on ne parle plus de cette façon. Le député de Montréal-Dorion est indiscutablement hors d'ordre.

M. Leduc (Laval): Parlant sur le point d'ordre soulevé par le premier ministre, je dis que ce point d'ordre devrait être décidé par l'Orateur et non par le premier ministre. Pourquoi? Parce qu'il est basé sur des suppositions. L'honorable premier ministre ne sait pas encore quelles manœuvres électorales vont être discutées par le député de Montréal-Dorion. Le député n'a pas précisé de quelle élection il est question puisqu'il a mentionné plusieurs comtés où il y a eu des élections complémentaires...

Des députés ministériels: Il a dit Saint-Louis.

M. Leduc (Laval): Il n'a pas parlé de Montréal-Saint-Louis en particulier.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Sur le point d'ordre, j'estime qu'un député a le droit de parler de tout sujet d'intérêt public, et je dirai même que le premier ministre...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les députés de Laval et de Rivière-du-Loup n'ont pas compris mon point d'ordre qui était pourtant bien clair. Le député n'a pas le droit de parler d'une cause pendante devant les tribunaux. Il a dit et spécifié au sujet de l'élection de Montréal-Saint-Louis que le gouvernement avait employé des manœuvres répugnantes, révoltantes et comparables à celles de l'ancien régime.

Mon point d'ordre à ce sujet est d'une importance capitale, parce que dire cela du gouvernement, c'est une provocation du député de Montréal-Dorion à l'adresse du gouvernement et des électeurs, et nous n'endurerons pas cela. C'est de notre devoir d'y voir. Hier, le député de Rivière-du-Loup a voulu faire de même et nous l'avons averti.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre est une source de science. Aussi nous dira-t-il sur quel article il se base pour dire qu'un député n'a pas le droit de parler en Chambre d'une cause pendante devant les tribunaux?

Des députés: L'article 390⁷.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): (Riant)
L'article 390 est un bon article.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
L'article 245.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quel paragraphe?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député devrait savoir le paragraphe et il peut le trouver. Le député doit savoir lire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Où?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Dans Bourinot.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Bourinot, ce n'est pas les règlements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Non?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, Il faut que ce soit dans le livre des règlements de l'Assemblée législative. Bourinot, c'est un auteur de droit parlementaire.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): En tout cas, l'Orateur pourrait bien rendre sa décision sans que le premier ministre lui fasse signe de quoi faire à chaque fois.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette de déranger mon ami de Montréal-Dorion. Ce n'est pas de ma faute s'il ne connaît pas les règlements.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Vous, je ne vous reconnais pas le droit...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre et je demande au député de s'asseoir.

M. Leduc (Laval): C'est le troisième point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça prend au moins ça pour faire comprendre le député de Laval (M. Leduc).

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Vous n'avez pas droit de parler deux fois sur le même point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Élevant la voix) Je demande au député de s'asseoir.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): C'est pas à vous à me faire asseoir. Le premier ministre n'a pas le droit d'être là à parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député doit s'asseoir lorsqu'un point d'ordre est soulevé.

M. l'Orateur ordonne au député de Montréal-Dorion de reprendre son siège.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député a déclaré que l'Orateur agit seulement sur un signe du premier ministre. C'est une insulte qu'il a faite à la Chambre et à la personnalité de son Orateur. Il devra retirer ses paroles. Qu'il m'insulte personnellement, peu me chaut, mais au moins qu'il n'insulte pas la Chambre. Nous voulons le respect des règlements. Et je dirai au député: "Tâchez donc d'être juste." Et je lui demande de retirer ses paroles, sans que l'Orateur n'intervienne; qu'il les retire comme un gentilhomme.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Sur le deuxième ou le troisième point d'ordre, je ne sais plus. Je n'ai jamais dit que je ne voulais pas accepter la décision de l'Orateur. J'ai dit, au contraire: j'ai confiance en lui.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Ça c'est bien beau.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Oui, c'est beau, c'est vrai que je ne suis qu'un pauvre petit député de l'opposition, sans prestige, peut-être, mais il n'appartient pas au premier ministre de me mettre dans la bouche des expressions que je n'ai pas prononcées. Il n'en a pas le droit et il se doit comme tous les autres membres de cette Chambre de respecter l'ordre et surtout de donner l'exemple.

(Rires à gauche)

M. l'Orateur: Sur le point d'ordre qui vient d'être soulevé au sujet des paroles qu'a dites le député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) concernant l'Orateur, je dois dire que le député n'a pas le droit de parler comme il l'a fait. Je répète que je m'emploierai à faire respecter les règlements. En ce qui regarde les allusions faites en Chambre sur les causes pendantes devant les tribunaux, je suspend ma décision.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 30

Décisions de l'Orateur:

Déclarations de député sur des causes soumises aux tribunaux

M. l'Orateur: L'honorable premier ministre a soulevé un point d'ordre à l'effet que les tribunaux judiciaires étaient saisis d'une demande en contestation d'élection à la suite de la même élection et qu'il était irrégulier de référer à une cause pendante devant les tribunaux. Je trouve cette prétention conforme à la pratique suivie en cette Chambre, depuis que j'y siège, et j'en trouve la confirmation dans plusieurs auteurs: Beauséne, dans ses *Parliamentary Rules and Forms*, 2^e édition, no 293, paragraphe C, nous dit: "*A member, while speaking, must not refer to any matter on which a judicial decision is pending.*" May, dans son *Parliamentary Partice*, 11^e édition,

page 332, paragraphe 6, déclare: "*Matters awaiting the adjudication of a court of law should not be brought forward in debate.*" Peel, à la page 265 du recueil de ses *Décisions*, dit: "Il est irrégulier de discuter une affaire pendante devant un tribunal."

Nous trouvons dans le *Hansard's Debates*, 4^e série, vol. 64, p. 867, une décision de Gully, qui est citée par plusieurs auteurs et qui va beaucoup plus loin: Il est irrégulier, dit-il, de discuter ou de passer jugement, c'est une traduction littérale de l'anglais, sur une question dont est saisi un tribunal d'élections. De même, il est irrégulier de discuter s'il y a eu corruption dans une élection qui peut encore être contestée.

D'ailleurs, toutes ces décisions sont basées sur le grand principe fondamental de la séparation des pouvoirs. En vertu de ce principe, il n'est jamais permis aux tribunaux de juger les délibérations de l'Assemblée législative, et il s'ensuit que l'Assemblée législative ne doit pas plus juger ou discuter les affaires qui sont soumises aux tribunaux, ou les décisions qu'ils rendent.

En conséquence, je maintiens le point d'ordre et je demande au député de se dispenser, au cours de ses remarques, de discuter cette affaire.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée jeudi le 19 janvier dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Bélanger (Montréal-Dorion) parle des affaires de la Commission scolaire de Montréal et porte certaines accusations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Quelle audace... quelle audace!

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Le premier ministre peut peut-être me trouver audacieux, mais lorsqu'il aura pris lui-même connaissance des chiffres.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):
Qui pilotait le bill de la Commission des écoles catholiques de Montréal l'an dernier?

M. Bélanger (Montréal-Dorion): J'ai été demandé pour agir comme parrain du bill. On devait me fournir les renseignements et me mettre au courant des demandes. On l'a fait. J'ai voté le bill comme vous d'ailleurs. J'ai fait confiance à la Commission. J'ai voté le bill parce que les membres sont venus rencontrer le premier ministre, lui ont exposé leur point de vue et il leur a dit que tout était correct.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je soulève un point d'ordre. Je le ferai tant que le député s'appliquera à présenter des faits de façon aussi inexacte. Le bill a été amendé au comité des bills privés, et lorsqu'il fut adopté, il était loin de ressembler à celui qui avait été présenté.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): J'ai dit que j'avais été le parrain du bill. Le premier ministre a voulu rectifier des déclarations que j'avais faites. Que le bill ait subi des changements, je ne le discute pas. Je dis que les dépenses administratives ont été augmentées de 25 % à 42 %. Je trouve inadmissible qu'un monsieur prépare le bill et qu'on vienne ensuite demander \$5,000. À propos de fonds électoraux, je suis prêt à dire d'où ils viennent, si le premier ministre veut dire d'où sont venus ceux de l'Union nationale. Je suis prêt à jouer cartes sur table.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est beau jouer cartes sur table, mais il ne faut pas perdre la carte.

(Rires)

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je devrais m'élever contre ces paroles du premier ministre. Je suis un député, je représente un comité et on n'a pas le droit de faire de telles allusions. Je demande qu'il retire ses paroles.

M. l'Orateur: Je suis assez embarrassé pour donner une décision. Je ne sais pas si cette remarque du premier ministre s'adressait à un député et je ne sais pas de quelle carte il s'agissait. Je ne sais pas si

elle s'adressait au député de Montréal-Dorion. Je n'ai pas eu connaissance que personne non plus ait perdu de carte en ma présence. Je renvoie donc le point d'ordre.

(Rires)

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Que le premier ministre garde ses cartes et je sais garder les miennes.

(Rires)

Plusieurs fonctionnaires haut placés ont commis de graves irrégularités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels sont ceux qui font ça?

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je préfère taire leurs noms pour le moment. Je vous le dirai à vous.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Après avoir accusé tout le monde. Dites-le donc! Allez-y!

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Ayez le courage de les nommer.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): (S'adressant au ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay)) Vous sentez-vous visé?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il me semble qu'un député qui cherche à faire la leçon à tout le monde devrait commencer par respecter les règlements de la Chambre. Le député devrait savoir qu'on ne doit parler qu'à la troisième personne.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) devrait lui aussi respecter le même Règlement. Il me semble qu'il ne doit y avoir qu'une mesure pour tout le monde. Nous arrivons maintenant à un moment tragique. Je sais qu'on va me jeter l'anathème. Mais certaines choses doivent être dites. Je ne craindrai pas de les dire en cette Chambre, à la face de toute la province. Je demanderai d'abord au premier ministre de me dire pour quelle raison j'ai été expédié dans les froides régions de l'opposition.

(Rires)

Après ce qui s'est passé, même si le chef du gouvernement voulait me tendre le rameau d'olivier, je déclare que jamais je n'accepterai de servir sous un drapeau porté par le premier ministre actuel.

Des députés ministériels: C'est ce qu'on veut, très bien, très bien. Tout le monde est content. Restez de votre bord!

(Rires)

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Moi aussi. Tant mieux alors.

J'ai entendu les appels à la coopération du premier ministre. Je ne sache pas que les dissidents aient jamais refusé de coopérer. Le premier ministre recherche-t-il la collaboration lorsqu'il se sert de son immunité parlementaire pour lancer des accusations et des insinuations, sans se soucier du tort qu'elles vont faire? Le premier ministre recherche-t-il la collaboration lorsqu'il se sert de son prestige et de sa force numérique pour interpréter les règlements de la Chambre à sa manière et multiplier les points d'ordre, ce qui lui permet de lancer des mots d'esprit, parfois assez risqués? Le premier ministre recherche-t-il la collaboration lorsqu'il rejette les demandes des citoyens de l'île de Montréal? Le gouvernement ne fait rien pour la ville de Montréal, contrairement aux promesses de 1936!

Le premier ministre recherche-t-il la collaboration lorsqu'il prépare la législation sans la soumettre au préalable dans des réunions ou des caucus, pour permettre à la députation d'en prendre connaissance? Le premier ministre recherche-t-il la collaboration lorsqu'il place la députation sur un pied d'infériorité en lui faisant jouer un rôle qui ne lui convient pas? Le premier ministre recherche-t-il la collaboration lorsqu'il néglige de renseigner les représentants du peuple? Le premier ministre recherche-t-il la collaboration lorsqu'il ne tient jamais compte des griefs qui lui sont exposés? Le premier ministre recherche-t-il la collaboration lorsqu'il bouscule, injurie, salit la réputation des représentants du peuple, sans porter des accusations directes?

M. l'Orateur, combien ont eu à souffrir des procédés du premier ministre? Et je ne parle pas ici de tous ceux qui ont été envoyés *ad patres*, dans les diverses branches de l'administration. Mais la province veut savoir exactement pourquoi le ministre de la Voirie a été expulsé. Le premier ministre se drape dans le manteau de l'immunité parlementaire pour lancer des injures. Tant qu'il n'aura pas eu le courage d'aller répéter en dehors de la Chambre les insinuations qu'il a faites, jamais la province ne sera satisfaite des décisions prises par un chef qui veut tout bousculer.

Les insinuations, les doutes, croyez-vous qu'ils n'ont pas durement atteint les familles de ceux qui en ont été victimes? La réputation de ceux qui

ont été attaqués n'est-elle pas plus chère aux membres de leurs familles que celle du premier ministre? En est-on rendu au point où, dans cette province, on ne peut plus parler sans s'exposer à recevoir une tuile ou à être en butte aux insinuations de toutes sortes?

Il est temps, et je le dis avec toute la sincérité qui me caractérise, que cela cesse. On peut différer d'opinion en politique, mais ne descendons pas dans la vie privée des individus, et lorsqu'on est assez petit pour chercher à ternir, à ridiculiser, à bafouer ceux qui ne pensent pas comme soi, je dis, et M. l'Orateur, vous me permettrez de me servir d'un terme qui n'est probablement pas parlementaire, je dis que ceux qui se permettent d'attenter ainsi à la réputation sont des lâches.

M. Chaloult (Kamouraska) se lève.

M. Bégin (Dorchester) se lève.
(Applaudissements à droite)

M. Chaloult (Kamouraska): M. l'Orateur, je demande la parole.

M. l'Orateur: J'ai vu le député de Dorchester (M. Bégin) se lever avant vous.

M. Chaloult (Kamouraska): Il se peut certes que vous ayez vu avant moi le député de Dorchester (M. Bégin), car, de ce côté de la Chambre où l'on nous a mis, nous sommes plus ou moins privilégiés. L'Orateur nous voit moins souvent. J'ajoute qu'il peut difficilement nous voir. Je n'ai pas d'objection que le député commence avant moi, mais j'ai l'intention de prendre la parole dans ce débat sur le discours du trône, et je suis sûr que mon honorable ami n'aimerait pas donner l'impression qu'on veut nous imposer le silence. Je peux parler un autre jour, mais, à tout événement, j'avertis que je prendrai la parole après lui. Il m'obligerait beaucoup de passer avant moi.

M. Bégin (Dorchester)⁸: M. l'Orateur, l'honorable député de Laval (M. Leduc) s'excusait, l'autre jour, d'être en retard pour vous présenter ses félicitations et ses meilleurs vœux, et il mettait la faute sur le compte de la discipline de parti.

M. l'Orateur, je suis dans le même cas que l'honorable député; toutefois, ce n'est pas pour la même raison que je me suis abstenu de commenter les actes législatifs du présent gouvernement. J'écoutais tantôt mon honorable ami de Montréal-

Dorion, et j'en profite au début de mes remarques pour dire que, depuis deux ans et demi que je suis dans l'Union nationale, j'ai été à même d'observer le gouvernement. Je tiens à préciser ici que je ne me suis jamais aperçu et je n'ai jamais entendu parler de cette inexorable discipline de parti dont il se plaint.

Si je ne me suis pas encore levé pour prendre la parole depuis que vous occupez avec tant de dignité le fauteuil présidentiel, c'est que je voulais observer le gouvernement, le voir pendant quelque temps orienter notre politique et constater la sincérité des membres du cabinet avant de faire des commentaires.

M. l'Orateur, depuis la première session de 1936, au cours de laquelle j'avais l'honneur de prendre la parole, un grand chambardement s'est produit en cette province. Malgré tous les moyens employés par les gouvernements du temps pour se cramponner au pouvoir, malgré la distribution d'octroi et les promesses, malgré tout, la population de cette province a répondu fièrement à notre loyal appel et je ne puis m'empêcher, M. l'Orateur, en regardant le tableau qui domine votre fauteuil et orne cette enceinte, tableau représentant une réunion de notre première Chambre d'Assemblée, je ne puis m'empêcher, dis-je, de me souvenir du premier député de mon comté, Louis de Salaberry, père du héros de Châteauguay, et de rappeler à cette Chambre les paroles fières qu'il prononçait devant Craig: "Monsieur, disait-il, vous pouvez prendre mon pain et celui de ma famille mais, mon honneur, jamais!"

M. l'Orateur, les électeurs de mon comté et ceux de toute la province, lors des dernières élections, se sont souvenus de ces paroles fières du premier député de mon comté et ils ont répondu ce qui convenait: c'est pourquoi nous sommes passés à ce côté de la Chambre et avons le plaisir de vous voir présider dignement à nos délibérations. Je vous prie donc d'accepter mes meilleurs vœux et mes plus sincères félicitations.

M. l'Orateur, suivant l'usage consacré dans nos Parlements britanniques, et j'ajoute très agréable, j'adresse mes plus sincères félicitations aux proposeur et seconneur de l'adresse, l'honorable député de Bagot (M. Adam) et l'honorable député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch). L'entrée de ces deux nouveaux membres dans le bercail de l'Union nationale est une preuve de l'intelligence des électeurs de ces deux comtés. Ils ont su se choisir des représentants dont la valeur et les connaissances seront d'un précieux concours aux autres membres de la Législature et à la province tout entière. Je félicite le gouvernement pour ses législations progressistes.

Mais, pendant que l'Union nationale voit le nombre de ses adeptes augmenter de session en session, pour ne pas dire de jour en jour, si l'on regarde de l'autre côté de la Chambre, il est facile de constater que le vide, les disparitions se font de plus en plus sentir et, mathématiquement parlant, l'opposition diminue: elle tend vers zéro.

M. Béïque (Chambly): Eh! Eh!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est bien poli, cela!

M. Bégin (Dorchester): Pour parodier deux vers célèbres, disons: "L'opposition de critique se nourrit, voyez aussi comme elle maigrit!"

Comment voulez-vous qu'il en fût autrement, ayant à sa tête un chef errant, dont la destinée semble être celle d'errer, redressant les torts, partout prêchant et n'étant jamais écouté; le grand maître du Parti libéral rappelle un peu ce héros classique qui s'appelait Don Quichotte. Cependant, comme toutes les bonnes comparaisons, celle-ci cloche, en effet: Don Quichotte avait au moins un but dans ses batailles: il avait le mérite de se battre, de lutter contre des moulins à vent, et le Parti libéral, lui, n'a même pas ce mérite: c'est contre des fantômes qu'il se débat.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Des fantômes?

M. Bégin (Dorchester): M. l'Orateur, qu'est-ce que nos amis d'en face reprochent au gouvernement? Le thème de leurs arguments, le refrain de leur chanson est le suivant: l'Union nationale endette la province, l'Union nationale n'a pas rempli son programme et le chef de cette Union nationale est un dictateur. Le Parti libéral dénonce le gouvernement trustard et les puissances d'argent qui oppriment le peuple. Oui, voilà le squelette qu'il brandit et avec lequel on veut ressusciter l'ancien Parti libéral. Il est facile de prouver que, dans tout cela, il n'y a que du néant.

Il se promène partout pour dire que nous endettons la province, et ces messieurs voient venir la faillite, à force d'emprunter, comme si la faillite de la province était indubitablement liée à la faillite du parti. Nous endettons la province, mais avec quoi? Nous avons mis des fonds considérables à l'usage de l'agriculture. Prêter \$35,000,000⁹ aux cultivateurs sous forme de prêt agricole, ce n'est pas que je sache nous acheminer vers la faillite ou endetter la province.

De tels arguments seraient de nature à placer nos amis d'en face dans une situation fort embarrassante si quelque chose pouvait les embarrasser. En effet, si nous nous tournons du côté d'Ottawa, cette autre colline parlementaire, là où règnent les amis politiques de nos honorables amis en cette Chambre, nous constatons que ces anges purs ont, cette année, un budget de \$63,000,000 pour les armements. De plus, Ottawa a ajouté que ces \$63,000,000 nécessiteraient, en 1940, une dépense de plus de \$20,000,000 pour terminer certains travaux commencés cette année. Cela fait bien, en tout, \$80,000,000 et plus.

Et pourquoi cet argent? Ce n'est pas pour un crédit agricole, ce n'est pas pour donner du pain aux chômeurs, mais pour armer le Canada contre des ennemis qui nous feront bientôt la charité de naître avant que nos canons et nos mitrailleuses ne se rouillent. Et dire qu'il se trouve des députés canadiens-français pour oser dire que l'opinion de la province de Québec est favorable à une politique d'armement! Il ne faut pas une grosse dose de psychologie pour sentir que toute la jeunesse, toutes les mères, tous les pères canadiens ne veulent pas quoi que ce soit qui ressemble à la guerre.

Donc, \$83,000,000 en 1939; conséquence néfaste d'une politique néfaste! Logiquement, ces millions ne peuvent qu'augmenter d'année en année et peut-être que, dans cinq ans, je crains qu'au train où vont les choses, chaque Canadien devra sans doute porter avec lui un masque à gaz dans sa poche et un revolver pour se brûler la cervelle avant de crever de faim. On arme pour aider les autres!

Je voudrais faire comprendre à nos adversaires ce que c'est qu'endetter la province. Endetter une province ou un pays, c'est voter des centaines de millions alors que la pauvreté ne permet pas d'être si libéral, des millions dis-je, qui ne serviront qu'à défendre la patrie des autres et qui ne rapporteront jamais rien. Par conséquent, endetter un pays, ce n'est pas prêter \$25,000,000 ou \$30,000,000 à des cultivateurs pour leur permettre de sortir du bourbier où 40 années de mauvaise administration les avaient engloutis. Des canons et du pain, la mort et la vie, des dettes et du crédit, antithèses qui marquent bien deux régimes dont l'un fait de la vraie politique et l'autre des mitrailleuses Bren¹⁰.

Nous endettons la province? Il le faut bien, puisque Ottawa ne nous aide pas. Nous endettons la province. Oui, mais il a fallu emprunter \$60,000,000 pour payer des dettes de l'ancien régime. Mais si nous consultons les statistiques, nous voyons que, de 1931 à 1936, la dette a augmenté de \$98,600,000. De

\$60,400,000 qu'elle était en 1931, la dette était en 1936 de \$157,000,000. Et pourtant, en ces bienheureux temps, il n'y avait pas de crédit agricole, pas de pension aux vieillards, pas d'allocation aux mères nécessiteuses, mais il y avait des valises, et l'ancien gouvernement avait plus de frais de voyage pour ministres, plus de boulevard Taschereau et un tas d'autres choses dont le total formait des millions. Nous endettions la province, mais il ne faut pas oublier que nous avons été obligés d'emprunter pour payer tout près de \$75,000,000 de vieilles dettes, ce qui prouve que le gouvernement précédé savait augmenter la dette.

Mais, ce qu'il y a de remarquable au milieu de tous ces millions, c'est l'honnêteté scrupuleuse du premier ministre: elle est absolument sans tache, et personne ne peut lui reprocher quoi que ce soit sur ce rapport. "Bon sang ne peut mentir", et il semble que, dans l'histoire canadienne, le nom de Duplessis devait s'incarner à celui d'honnêteté. Depuis 1650 que le nom Duplessis est mêlé à la chose publique et, même dans les circonstances les plus difficiles, tout le monde est d'accord pour dire que ce nom est sans tache.

Un journaliste disait dernièrement: "Dans cette famille, on s'est toujours occupé de la chose publique sans que personne ne s'y soit jamais sali." Lorsque les citoyens du comté de Dorchester relisent l'histoire de leur comté, il se trouve un nom: George Regnars, sieur Duplessis, sixième seigneur de Lauzon, et c'est avec orgueil qu'ils lisent sur cet ascendant du premier ministre actuel le beau témoignage que le gouverneur Vaudreuil lui rendait, lorsqu'il disait: "Le Sieur Duplessis, trésorier, m'a prié de vous rendre compte de sa conduite. Je puis vous dire qu'il remplit ici ses devoirs d'une manière à contenter tout le monde."

M. Duplessis aurait pu, comme tant d'autres, spéculer avec les fonds du roi et s'enrichir, mais il aime mieux garder une réputation d'honnête homme laborieusement acquise. Comme agent de la compagnie et de la colonie, il eut souvent maille à partir avec les receveurs de cette institution, marchands âpres au gain, soupçonneux et querelleurs, qui ne pouvaient comprendre qu'un comptable pût être fidèle, au milieu de tant de transactions compliquées, presque toujours liquidées à long terme par des lettres de change ou du papier monnaie émis suivant le caprice d'un intendant pas toujours scrupuleux.

Et l'historien de mon comté ajoute: "M. Duplessis dut en appeler souvent aux tribunaux de la colonie pour se protéger contre les exigences de ces marchands avides. Après avoir obtenu gain de

cause, il n'était pas encore satisfait. La justice pouvait lui avoir donné raison au point de vue strict des affaires, mais ce qu'il voulait, c'était la justification la plus complète auprès de ceux qui avaient mis en lui leur confiance. Fallait-il aller jusqu'au conseil du roi pour éclaircir un démêlé obscur, il n'hésitait pas."

Un tel témoignage en dit long, et il peut s'appliquer intégralement au Duplessis du XX^e siècle.

M. l'Orateur, "l'Union nationale n'a pas rempli ses promesses", c'est le second argument de nos adversaires, qui a à peu près la même valeur que le premier. Nos amis sont tellement habitués de s'entendre dire depuis toujours qu'il n'ont pas rempli leurs promesses qu'ils s'imaginent de bonne foi, les pauvres, qu'il est impossible à un gouvernement d'établir une équation entre un programme et des réalisations; c'est pourquoi ils s'en vont répétant: "Vous n'avez pas rempli vos promesses", comme les mères, de nos jours, pour endormir leurs enfants, répètent encore la mélodie uniforme des dodos antiques.

Il serait trop long de reprendre le programme de l'Union nationale de 1936 et de prouver, article par article, que nos amis commettent une erreur monumentale et qui serait impardonnable si ce n'était eux. Quand je relis après deux années de pouvoir, - et croyez-moi, je relis sans éprouver aucune espèce de gêne ou de remords, - donc quand je relis ce programme, j'y vois, comme premier article: "Crédit agricole à 4 % au maximum, à 3 % si la situation actuelle se prolonge, pour rétablir la situation du cultivateur et l'établissement de ses fils." Voyant dans l'agriculture malade une première guérison à opérer, dès la première session de 1936, nous votions une loi établissant le crédit agricole provincial; en 1937, nous l'augmentions à \$15,000,000 et, en 1938, ces \$15,000,000 étaient portés à \$27,000,000.

Le discours du trône nous apprend que ce crédit agricole sera encore augmenté et cette loi est maintenant votée. Bien plus que cela, nous avons promis un crédit agricole à 4 % ou à 3 %, et nous l'avons donné à 2 % et à 0.5 %¹¹. Les chiffres nous prouvent le besoin urgent de cette loi. En effet, l'on constate que les demandes enregistrées à l'Office du crédit agricole se chiffrent à plus de 32,000, représentant une somme de \$70,000,000. La bonne et sage administration de cette loi fait qu'elle n'a rien de ruineux pour la province. Le remboursement de prêts s'effectue d'une façon qui prouve l'efficacité du système puisque, lors du dernier rapport, sur 9,343 échéances, seulement 17 étaient en retard de

30 jours. Un total de \$509,655 fut remboursé à date à l'Office du crédit agricole et ce chiffre comprend pour \$52,381 de remboursements anticipés. Ce résultat est plus que satisfaisant et je suis convaincu que nos amis de l'opposition n'en désiraient pas tant.

Mais il ne faut pas oublier les conséquences, que j'appellerai morales, du crédit agricole. En effet, nous assistons au relèvement de l'agriculture dans la province. Les cultivateurs sont moins inquiets; ils ne vivent plus avec la hantise des créanciers, hantise qui les tenait dans une atmosphère d'incertitude tout à fait déprimante. Quand on n'est pas sûr si demain on ne sera pas chassé de chez soi, si on pourra récolter ce qu'on sème, on a beau pousser la charrue du matin au soir, travailler dur depuis le jour qui naît jusqu'à la nuit qui tombe, on sent la terre ingrate, on s'en détache, et alors, c'est à la ville qu'on tente d'aller chercher le repos.

Par le crédit agricole, nous avons réglé une partie au moins du problème de l'établissement des fils de cultivateurs. C'est un problème qu'il fallait résoudre promptement, si on ne voulait pas voir se continuer la désertion des campagnes. Ayant l'honneur de représenter dans cette Chambre un comté essentiellement agricole, je sais quelle proportion prend cette question à l'heure actuelle. Je prends, par exemple, la paroisse de Saint-Prosper de Dorchester, où il y a 263 cultivateurs. Dans 55 familles visitées, il y avait 276 garçons. Or, sur ces 276 fils de cultivateurs, 57 sont établis sur des terres, une centaine d'autres seront établis par les parents, mais les autres, que feraient-ils si l'État ne leur venait en aide? C'est l'exemple d'un état de choses qui existe dans toutes les paroisses de mon comté et partout dans la province.

Qu'avons-nous promis et qu'avons-nous fait pour la colonisation depuis deux ans? Pour la colonisation depuis deux ans, nous avons promis la classification des lots, la séparation du domaine forestier et des terres colonisables et la suppression des obstacles à la colonisation suscités par le trust du bois. Depuis 1936, plusieurs équipes d'arpenteurs se sont occupés chaque été de la classification. Pour le colon, nous avons abrogé la loi permettant aux compagnies de couper du bois sur un lot 16 mois¹² après qu'il lui eut été concédé, loi qui, pendant des années, avait pour ainsi dire tenu le colon prisonnier du trust du bois.

Voilà, M. l'Orateur, très brièvement, en résumé, c'est ce que nous avons fait pour l'agriculture depuis deux ans, et le discours du trône mentionne que le gouvernement va continuer la même politique en encourageant la fertilisation et le

drainage des terres, et une foule d'autres mesures destinées à redonner à l'agriculture la place qui lui revient, c'est-à-dire la première. Quelle différence avec le régime d'antan où, en agriculture, on n'avait fait que cultiver "les grosses légumes"!

Nous entendons parfois nos amis faire reproche au gouvernement de trop s'occuper de l'agriculture; je n'ai pas à démontrer à cette Chambre la suprême importance de l'agriculture, mais permettez-moi de citer un article d'une revue, le *World Agriculture*, qui disait: "La suprême importance de l'agriculture comme productrice des nécessités de la vie n'est pas à démontrer, mais il est nécessaire de mettre en évidence que la plus grande majorité de l'humanité est encore employée au travail du sol, qu'il ne peut y avoir de prospérité générale quand les agriculteurs sont réduits à l'extrême détresse, car la prospérité de ceux qui cultivent le sol est le fondement de la prospérité nationale."

Cette suprême importance de l'agriculture est démontrée par le nombre de personnes engagées dans cette industrie, par le capital placé dans les entreprises agricoles, et par la richesse produite par cette même industrie agricole.

M. l'Orateur, l'agriculture est l'industrie de base de la province de Québec; la grande industrie lui est redevable d'une part de sa prospérité. Cette prospérité du peuple ne réside pas dans l'industrialisation intense, mais dans une agriculture stable. Il fallait donc à l'agriculture l'aide que le gouvernement a bien voulu lui donner. Concluons, je le répète, qu'il ne peut y avoir de prospérité quand les cultivateurs sont réduits à l'extrême détresse.

Cependant, favoriser l'agriculture comme elle a besoin d'être favorisée n'implique pas nécessairement des négligences vis-à-vis les autres classes de la société, ainsi que semblent l'insinuer nos adversaires. Les ouvriers de cette province ont été traités, par le gouvernement Duplessis, avec toute la sollicitude que réclame leur condition. Nous avons modifié la loi des accidents du travail et, maintenant, l'accidenté a le libre choix de son médecin. Nous avons institué un tribunal d'appel médical qui permettra à l'accidenté qui se croit lésé d'aller, devant ce tribunal composé de deux ou trois médecins, faire réviser son cas. De plus, dès 1936, nous avons voté une loi rétablissant en faveur de l'accidenté un recours de droit commun.

La loi du salaire minimum pour les ouvriers est une autre œuvre du gouvernement actuel. Cette loi affecte plus de \$25,000,000 par année les salaires. Et les bûcherons, si négligés autrefois, profitent eux

aussi d'un salaire minimum qui leur accorde une rétribution plus équitable en regard du travail qu'ils exécutent. C'est ainsi que nous pouvons affirmer que le gouvernement a vu dans les ouvriers autre chose que des mercenaires destinés à enrichir les chercheurs d'or; mais il vu dans ces ouvriers et ces bûcherons des hommes dont les droits méritaient d'être protégés à l'égal des droits de n'importe qui et de n'importe quelle compagnie.

Réformes agricoles, réformes ouvrières, l'Union nationale ne s'est pas arrêtée là; il y avait tellement de choses à réformer! Les ministères ont été réorganisés, tel que promis, et des hommes compétents tel que Laforce, Bruchési, Rioux, Asselin, Bédard, Coderre, Lafrance, Minville et nombre d'autres ont été nommés; et si nous n'avons pas encore de Conseil économique, avec de telles valeurs, nous pouvons affirmer que nous sommes sur la bonne voie. Nous avions promis une répartition plus équitable des taxes, après une étude d'ensemble faite par des experts. La commission Monpetit est à faire cette étude; elle vient même de remettre une tranche de son rapport et, bientôt, nous entrerons dans le domaine des réalisations.

L'éducation a aussi profité des largesses du gouvernement. Aucune branche de l'éducation n'a été négligée. Les institutrices ont maintenant un salaire convenable, ce qui exige le sacrifice de \$1,000,000 par année. École d'agriculture, école de commerce, école de pêcheries, école des mines et mines-écoles ont surgi depuis deux ans comme par enchantement. Ce que veut le gouvernement, c'est la formation de compétences, compétences qui nous ont manqué dans le passé, ce qui a fait que le Canada français n'appartient plus aux Canadiens français. Ce que veut le gouvernement, ce que veulent les députés de l'Union nationale, c'est que la jeunesse reprenne la place qui lui appartient, afin que dans 25 ans si quelqu'un à l'exemple de Victor Barbeau veut mesurer notre taille, il nous trouve grands.

M. l'Orateur, notre question universitaire sera réglée pendant la présente session. Cette question aurait dû être réglée depuis de longues années. Le gouvernement antérieur en voyait la nécessité, mais là s'arrêtait son bon vouloir. Et si, dans quelques années, il existe à Montréal une université digne de ce nom, ce sera encore une œuvre digne du gouvernement Duplessis.

Lors de l'élection de 1936, nous avons prêché les élections honnêtes. Aussitôt notre arrivée au pouvoir, nous avons établi le bulletin avec talon et exécuté la refonte des lois électoraux. Nous n'avons rien eu de plus pressé que d'abolir le bill Dillon¹³,

afin de faire disparaître de nos Statuts peut-être le plus grand monument de honte qu'ils contenaient. Maintenant, il semble bien que l'ère des élections volées est terminée.

Je vais maintenant aborder une question à l'ordre du jour et dans laquelle nos vis-à-vis semblent trouver les arguments les plus électrisants pour la foule. C'est la question de l'électricité. La mise à la raison du trust de l'électricité et l'électrification rurale des campagnes constituent deux articles de notre programme. Aussi, dès 1937, le gouvernement faisait voter par cette Législature trois lois: la première, permettant aux municipalités de municipaliser l'électricité dans leurs limites, en vertu d'un règlement, approuvé par la majorité des électeurs-propriétaires, et sans demander la permission au gouvernement provincial.

Une deuxième loi créa une Régie de l'électricité, régie destinée à contrôler les taux de l'électricité, à évaluer l'actif des compagnies, afin d'établir ces taux sur une base plus juste et de forcer, lorsque la chose est raisonnable, les compagnies à faire de l'électrification rurale. Dans Dorchester, grâce à l'intervention de la Régie de l'électricité, au moins une quinzaine de projets de lignes, destinées à desservir des cultivateurs, ont été exécutés. De plus, des villages ont été reliés au réseau de la compagnie.

Une troisième loi créa un Syndicat national de l'électricité. Ce syndicat a été établi pour permettre la construction et l'opération d'usines électriques à travers la province. Grâce à cette troisième loi, on vient de commencer l'installation d'une centrale au Témiscamingue qui développera bientôt 25,000 chevaux-vapeur. Nos amis nous reprochent de prendre du temps: songent-ils que l'Hydro d'Ontario, créée en 1906, ne commença à opérer qu'en 1912, tandis que le Syndicat national de l'électricité, créé par une loi en 1936, commence pour de bon ses opérations en 1939 en installant une centrale dans le Témiscamingue, c'est-à-dire deux fois plus vite, deux ans plus tôt. Songent-ils que l'Hydro d'Ontario au bout de sept ans n'avait que 31,000 chevaux-vapeur de développés, tandis que le Syndicat de l'électricité, au bout de deux ans, aura déjà développé 25,000 chevaux-vapeur?

S'ajoutant à cela, et pour démontrer que les membres de l'Union nationale et leur chef étaient sincères lorsqu'ils ont prôché la mise à la raison du trust de l'électricité, le gouvernement a repris de plusieurs compagnies des chutes qui avaient été concédées par l'ancien régime à des prix ridicules. De plus, grâce à l'intervention du premier ministre, à son attitude énergique, des réductions considérables ont été obtenues à Montréal et à Québec, réductions

se chiffant à tout près de \$1,000,000 par année, et il ne faut pas oublier le \$1,000,000 que la Montreal Light, Heat & Power était obligé de remettre à la ville de Montréal, il y a deux ans, à la demande du premier ministre actuel.

Tout cela pour démontrer que le premier ministre n'est pas le trustard que nos adversaires essaient de représenter, et nous pourrions ajouter que l'an dernier, le premier ministre faisait remettre par la compagnie Atkinson, à la municipalité de Sainte-Germaine du lac Etchemin, comté de Dorchester, tous les droits riverains que cette compagnie possédait sur le lac Etchemin, afin d'aider la municipalité à réaliser la municipalisation, si c'était son désir.

Également, à la demande du député, le premier ministre faisait faire, l'été dernier, une enquête sur tous les pouvoirs d'eau du comté de Dorchester, afin de s'assurer s'il n'y aurait pas moyen de développer un de ces pouvoirs et construire une usine pour desservir la région. Une étude a été faite sur une chute en particulier. À la suite de cette étude, un rapport a été soumis par l'ingénieur Tremblay, de la Commission des eaux courantes, recommandant l'aménagement de la chute Brokey mais suggérant, avant de faire un tel développement, d'étudier le problème de la distribution, afin de s'assurer une clientèle satisfaisante pour payer les frais d'entretien.

Le député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay) prétend dans ce rapport qu'il serait possible d'aménager cette chute et de vendre l'énergie \$15 le cheval-vapeur, si toute la production était vendue. Aussitôt que ce rapport a été remis entre les mains du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque), ce dernier m'a fait appeler, et nous avons discuté la question avec le premier ministre qui, suivant le rapport Tremblay, a immédiatement autorisé l'étude de la distribution. Il est évident qu'il faut trouver une clientèle raisonnable avant de se lancer dans une telle entreprise; il y a peu d'industries dans Dorchester, mais j'invite les industriels à venir s'établir dans mon comté car, dans quelques années, nous serons, je l'espère bien, en mesure de leur fournir l'électricité à bon marché. Il y aura bientôt dans Dorchester un beau développement susceptible d'alimenter cinq ou six comtés, et cela, à la porte du Parlement, au milieu des trusts.

Il est bon de noter, dans tout ce projet, la coopération du premier ministre. Chaque fois que je lui ai demandé quelque chose ayant rapport à la question de l'électricité, il s'est empressé de

satisfaire mes désirs, dans la mesure du possible et de la raison, et je dis, en toute sincérité, que ce n'est pas sans éprouver quelques regrets que je vois d'anciens membres de notre parti rendus de l'autre côté de la Chambre, alors qu'il était relativement facile de s'entendre et de coopérer ensemble sur une question aussi importante pour la province. Il me semble qu'ils auraient fait plus par une entente de bon aloi que par une division qui ne peut servir en rien aux intérêts de l'État.

Et c'est ainsi, M. l'Orateur, que l'Union nationale remplit ses promesses; aussi, c'est avec un orgueil bien légitime que nous relisons notre programme de 1936. Ce programme fut, il y a deux ans, jugé et accepté par toute la province; c'est pourquoi, aujourd'hui, alors qu'il est presque entièrement réalisé, la province juge et accepte l'Union nationale comme étant le meilleur parti. Cependant, il ne s'agit pas de s'endormir sur les lauriers acquis. Nous comprenons qu'il reste beaucoup à faire; d'ailleurs, le discours du trône renferme plusieurs suggestions qui s'appelleront bientôt des réalisations. Me permettriez-vous, toutefois, d'ajouter quelques remarques?

Je demande, par exemple, à l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) s'il n'y aurait pas moyen de réglementer les coupes de bois dans la province afin d'éviter la surproduction. Cette économie dirigée permettrait aux bûcherons d'avoir du travail chaque hiver. Il ne faudrait pas recommencer une seconde fois le spectacle que nous avons présentement. La classe de bûcherons est devenue une classe de chômeurs, parce que l'hiver dernier les compagnies ont coupé deux fois plus de bois qu'il en fallait pour le commerce régulier. Ce serait agir avec sagesse, je crois, que d'empêcher cette surproduction.

Je sais de plus que le gouvernement a déjà beaucoup fait pour les bûcherons en établissant un salaire minimum de \$45 par mois, mais il me semble qu'il ne serait pas superflu de demander le rétablissement du prix forfaitaire de \$2 la corde, tel qu'il existait l'an dernier. Je demeure convaincu que le nouveau ministre des Terres et Forêts se montrera aussi généreux que son prédécesseur.

À mon ami, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault), je demande de tenter un effort pour réduire le nombre des agronomes, d'offrir à ceux-ci l'aide du gouvernement, tout l'argent, si nécessaire, pour l'achat d'une terre, et je ne doute pas que la grande majorité accepterait cette proposition, car je suppose que tous nos techniciens agricoles doivent avoir confiance dans la profession qu'ils ont

embrassée. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, je lis dans un rapport qui nous a été distribué qu'un seul technicien agricole s'est établi sur un lot de colonisation; cet agronome-colon est M. Édouard Taschereau, originaire de Sainte-Marie de Beauce, mais maintenant établi à Manneville, Abitibi. Évidemment, il est moins intéressant de recevoir une concession d'une centaine d'arpents qu'un domaine de trois lieues de front par deux de profondeur, comme au temps des seigneurs, mais le mérite est bien plus grand, et répéter le geste des ancêtres, même en petit, montre que nous n'avons pas dégénéré.

Le secrétaire provincial et ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) me permettra bien de me plaindre de la façon dont sont traitées les municipalités pauvres, par la loi de l'assistance publique, adoptée il y a quelques années. Je crois sincèrement que des modifications devraient être apportées, de façon à soulager ces petites municipalités. N'y aurait-il pas moyen de répartir ces charges de l'assistance publique sur l'évaluation totale de la province et de réclamer de chaque conseil de comté, au *pro rata* de son évaluation? Le Conseil de comté pourrait ensuite réclamer des différentes municipalités le montant dû, suivant l'évaluation de ces municipalités. Il arrive fréquemment que le plus grand nombre de nécessiteux se trouve évidemment dans les plus petites paroisses, et ce sont précisément celles-ci qui sont incapables de payer. Avec le système actuel, les municipalités, se renvoient les nécessiteux, car une clause de la loi dit que, après six mois de résidence dans une municipalité, elles sont tenues à payer l'hospitalisation.

De plus, ayant constaté que le grand sceau de la province était en anglais, j'allais demander à l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) de faire des démarches pour le rendre en français ou pour le moins bilingue. J'ai été heureux d'apprendre que, dès l'an dernier, l'honorable secrétaire de la province s'est adressé à Londres pour demander la permission de faire ledit changement, et je me fais un plaisir de le féliciter et de lui souhaiter plein succès dans ses démarches.

À l'occasion de la grande campagne de tempérance qui s'annonce dans la province, et pour coopérer avec l'autorité religieuse, le gouvernement devrait prohiber toutes les annonces de liqueurs alcooliques et faire observer encore plus sévèrement les lois concernant la vente de ces liqueurs. Mes honorables amis savent aussi bien que moi que ce n'est pas le nombre des lois que nous mettrons dans les Statuts qui comptera, mais la qualité de ces lois et

leur respect. Quant à la première des qualités mentionnées, je suis satisfait des lois qui ont été passées depuis que l'Union nationale a pris le pouvoir, mais je ne pourrais peut-être pas en dire autant du respect dû à nos lois.

En ce qui concerne la loi des liqueurs alcooliques, je crois que trop d'interventions sont faites par les députés, demandant la libération des coupables. Je suggère à mes honorables amis d'adopter la méthode que j'ai employée depuis que j'ai l'honneur de siéger en cette Chambre, et de ne recommander la libération d'un vendeur de boisson que sur recommandation préalable du curé de la paroisse ou du ministre du culte, s'il s'agit d'un citoyen appartenant à une autre croyance religieuse.

Je lisais dernièrement, dans une revue anglaise, qu'en Angleterre on est très satisfait du ministère de la Coordination qui existe dans le pays. Pourquoi n'aurions-nous pas, dans la province de Québec, un bureau de coordination pour étudier les différentes questions souvent communes à plusieurs ministères et qui, faute d'entente entre ces ministres, ne sont pas toujours réglées pour le plus grand bien de la province? Je trouve un exemple frappant de ce manque de coordination dans mon comté: en 1917, la Commission des eaux courantes faisait faire une étude sur la rivière Famine, dans le haut du comté de Dorchester, afin de voir s'il n'y avait pas moyen de régulariser le débit de cette rivière et d'empêcher les inondations dans la Beauce.

À la suite de cette étude, la construction d'un barrage fut suggérée, au coût d'environ \$130,000. Vers le même temps, la construction d'un pont, sur la même rivière, sur le même site, fut exécutée au prix d'environ \$100,000. Si un tel bureau de coordination eût existé entre le ministère des Travaux publics et le ministère des Terres et Forêts, de qui relève la Commission des eaux courantes, on aurait pu économiser la construction d'un barrage qui, en même temps eût servi de pont et, du même coup, une économie d'une centaine de mille piastres était faite. Le même exemple peut s'appliquer à des travaux qui sont exécutés par le ministère de la Voirie et celui des Travaux publics.

Comme je l'ai dit au début de ces remarques, une tranche importante du rapport de la Commission Montpetit a été soumise au ministère, et j'espère que, dans le cours de la présente session, une nouvelle répartition des taxes sera faite. Je veux simplement suggérer au secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) un mode de taxation pour les licences d'automobiles. N'y aurait-il pas moyen d'établir un système par lequel les licences seraient vendues à

partir du 1^{er} janvier de chaque année avec comme date d'expiration, le 31 décembre de la même année? Les automobilistes qui utilisent leur voiture le 1^{er} janvier ou dans le cours du mois de janvier seraient requis de s'enregistrer pour une période de 12 mois; s'ils n'utilisent leur voiture que dans le mois de février; ils n'auraient que 11 mois à payer. Par conséquent, les automobilistes de la campagne, qui ne peuvent utiliser leur voiture pendant les mois d'hiver, achèteraient leur licence, disons le 1^{er} mai, et paieraient pour huit mois. De cette façon, les taux pourraient demeurer les mêmes et il y aurait, je crois meilleure répartition de la taxe.

L'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) me permettra peut-être de lui suggérer un petit voyage, où il tâcherait de rencontrer le ministre de la Défense nationale, pour l'induire à sacrifier la construction de quelques canons et quelques obus pour permettre à son gouvernement d'aider la province à établir des allocations familiales.

M. l'Orateur, je suis arrivé, peut-être, au point le plus brûlant de mes remarques. En plus de voir des vrais dictateurs en Allemagne, en Italie et en Espagne, nos adversaires en ont trouvé un à Québec; la vieille et chaste cité de Champlain est en train de se mettre à la mode! Pour avoir, en un geste qui l'honore et qui restera peut-être dans l'histoire le plus beau geste des Duplessis, pour avoir, dis-je, voulu refouler la marée montante du communisme dans cette province, l'honorable premier ministre est, au dire de nos adversaires, un violateur de la liberté humaine et un profanateur des principes démocratiques: voilà la fin de la fin.

La loi du cadenas¹⁴ a fait passer au rang des dictateurs notre premier ministre. Je suis convaincu que lui-même ne s'attendait pas de recueillir un tel titre! M. l'Orateur, je ne m'attarderai pas à donner à nos amis d'en face une idée juste de ce qu'est la liberté, je leur conseillerai de lire plutôt la conférence de Son Éminence le cardinal Villeneuve intitulée "Liberté et libertés", qui a infiniment plus d'autorité que moi sur la matière. Pour parler franchement et carrément, la loi du cadenas est excellente et dans son principe et dans les résultats qu'elle a produits. Je demeure convaincu que si nos adversaires libéraux avaient cette loi à leur actif, elle serait quelque chose de sacré pour eux.

D'ailleurs, plusieurs hommes d'une couleur politique autre que la nôtre avouent que cette loi du cadenas est nécessaire. Je cite les paroles de quelques députés libéraux fédéraux sur ce sujet, paroles prononcées à Ottawa au cours de la session 1938. C'est M. Lacombe qui disait: "Si on désavoue la loi

du cadenas de Québec, il invitera à l'avenir au gouvernement fédéral de réprimander lui-même la propagande communiste." Un autre, M. Victor Mallette, député de Jacques-Cartier: "Il se peut", disait-il, "que cette loi ait été passée hâtivement et puisse être amendée avec avantage, mais elle n'en représente pas moins l'opinion de la province de Québec, dont la population ne veut pas du communisme."

De plus, cette loi a reçu l'appui et le soutien de l'autorité religieuse de cette province. Dans un sermon prononcé à la cathédrale Saint-Jacques, le 15 mars 1938, Son Excellence Mgr Georges Gauthier disait: "Dieu soit béni! Nous avons été bien lents à nous protéger, mais enfin les autorités publiques de notre province et de notre ville ont eu le courage de prendre des mesures d'une pressante nécessité, et nous aurions mauvaise grâce de cacher notre satisfaction. Je veux ajouter qu'il serait extrêmement regrettable que des considérations secondaires de personnes ou de parti nous amènent à diminuer dans l'esprit de notre peuple l'importance du service qui nous est ainsi rendu. La critique a des droits: n'est-il pas à propos que le souci du bien public et de la vérité lui impose également des limites? La propagande communiste est de telle nature, le but qu'elle poursuit est si néfaste que nous serions sans excuse de ne pas prendre conscience du très grave danger qu'elle comporte."

Plus tard, le 20 novembre 1938, à la cathédrale Saint-Jacques encore, Son Excellence Mgr Hildebrando Antoniutti, délégué apostolique au Canada et Terre-Neuve, disait: "Dans la province de Québec, la lutte contre le communisme a été soutenue par la Législature. Réalisant les dangers non seulement religieux mais civils du communisme, votre gouvernement a adopté de sages mesures pour venir à bout de cet ennemi commun." Non, M. l'Orateur, je ne vois rien dans tout cela qui puisse s'appeler dictature: protéger le bien contre le mal, défendre la vérité, faire brûler le mauvais grain, de tout temps, n'a jamais rien renfermé de dictatorial.

M. l'Orateur, il y a tout près d'un siècle aux États-Unis, un homme s'est levé qui avait mis à la tête de son programme des mesures susceptibles de donner à son peuple plus de liberté. Cet homme, Abraham Lincoln, l'émancipateur des esclaves noirs du Sud des États-Unis disait un jour: "*This nation, under God, shall have a new birth of freedom, and that Government of the people by the people and for the people shall not perish by the earth.*" Et le peuple américain vénère aujourd'hui ce nom, synonyme de grandeur et de noblesse d'âme.

M. l'Orateur, lorsque les temps que nous vivons seront du domaine de l'histoire, les pages qui s'éciront alors renfermeront le grand nom du premier ministre actuel. Je suis sûr que l'histoire impartiale dira de Duplessis, à l'instar de Lincoln, le libérateur des nègres américains, qu'il fut le libérateur des esclaves blancs de la province: les cultivateurs, les colons, les ouvriers, les vieux et les veuves du Québec.

M. Chaloult (Kamouraska)¹⁵: M. l'Orateur, nous voilà au début de notre quatrième session: c'est dire que ce Parlement n'est déjà plus jeune. L'heure approche où, tous, nous devons rendre compte de notre mandat. Avant cette échéance, ne serait-il pas opportun de nous rappeler les engagements que nous avons contractés? C'est bien le peuple de la province de Québec que nous représentons dans cette Chambre et c'est pour travailler dans son intérêt uniquement qu'il nous y a délégués.

Membre de la majorité à l'origine de ce Parlement, je me propose d'examiner les réformes capitales que nous avons promises il y a trois ans. C'est pour les effectuer que nous fûmes élus. Je précise dès le début que j'entends m'exprimer avec sérénité, mais aussi avec fermeté. Je parlerai franchement, aussi objectivement que possible, quelles que soient mes précautions oratoires. Dédaignant toute critique stérile, je tâcherai de nuancer mes idées. Je m'efforcerai de réveiller... de suggérer au besoin, afin de servir dans la mesure de mes modestes moyens.

Ce qui importe, après tout, M. l'Orateur, n'est-ce pas la réalisation du bien commun? Que cette réalisation soit obtenue par la gauche ou par la droite, cela n'a aucune espèce d'importance.

Je n'hésiterai pas, le cas échéant, même au risque du scandale des faibles, à louer certaines attitudes du gouvernement, sur la question de l'autonomie provinciale, par exemple. Affirmer que tout va mal ou soutenir que tout va bien dans une administration est quelque peu simpliste, vous en conviendrez. Laissons aux foules cette méthode primaire. La vérité est plus complexe. Sans aucune prétention à juger les autres, je me refuse à suivre cette vieille coutume parlementaire qui consiste à blâmer ou à louer systématiquement une mesure selon qu'elle origine de tel ou tel parti.

Si l'on trouve oiseux ou cuisant mon dessein d'exhumer, pardon, de rappeler, dans des grandes lignes, notre programme de réformes, je vous prierai de remarquer que je siège ici comme mandataire de quelques milliers d'électeurs auxquels j'ai formellement promis d'élever la voix en Chambre et

de favoriser de toutes mes forces l'établissement d'un ordre nouveau. D'ailleurs, même si je vous parais un peu loquace pendant cette session, vous me concéderez, je l'espère, que j'ai du temps à reprendre. Je définirai donc en bref les doctrines qui m'ont graduellement acheminé vers la politique, et pour le triomphe desquelles je resterai dans la politique. C'est la première fois que j'ai l'occasion d'en exposer la synthèse.

Nous étudierons d'abord les problèmes économiques. Ils dominent chez nous tous les autres: de leur solution dépend l'existence même de notre peuple. Puis, nous passerons aux problèmes sociaux et nationaux. Nous discuterons ensuite la prétendue brûlante question de l'éducation, qu'il n'est plus permis d'ignorer. Nous nous demanderons, en terminant, quelle contribution les différents partis peuvent apporter à la mise en œuvre de notre programme. Peut-être nous attarderons-nous alors avec une complaisance marquée à nous entretenir du Parti libéral et de ses chefs, M. Godbout et le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

On admet volontiers que l'éloignement, le contact avec les étrangers, la réflexion prolongée modifient l'angle de vision et permettent d'apercevoir les choses avec plus de précision, de netteté. C'est ainsi que M. Eden, débarquant en Amérique, déclarait, il y a quelques semaines, qu'il y venait pour s'instruire, pour apprendre à juger les problèmes de son pays. N'avait-il pas raison?... M. l'Orateur, s'il nous arrivait, par hasard, d'émettre une idée non conformiste, non standardisée selon l'usage national, mais légèrement évoluée parce que mieux adaptée, croyons-nous, il ne faudrait pas s'en étonner, ni nous en vouloir. Nous consentons d'ailleurs à en porter seuls l'entière responsabilité.

La dictature: il y a trois ans, une clameur a retenti et s'est répercutée dans toute la province. Notre peuple, jusque-là à demi-conscient, en a été secoué, et a paru réaliser un instant l'état tragique de son destin. Il a même esquissé le geste sauveur de vouloir réagir, mais, sous l'influence de l'opium des partis, de nouveau, il s'est peu à peu assoupi. Il paraît maintenant plongé dans un état complet d'euphorie. On a semblé entrevoir dans le temps que nous subissons des conditions économiques qui menaçaient la vie même de notre peuple. Et on se rappelle avec quelle ardeur vengeresse, avec quelle éloquence, les hommes qui nous gouvernent aujourd'hui s'élevaient contre les dictateurs économiques. Il n'est pas exagéré de dire qu'un immense espoir soulevait le pays. L'heure de la libération allait sonner. Hélas! Les joies humaines sont éphémères!

Si l'on examine aujourd'hui la situation de notre province, que voyons-nous? D'une part, un pays très riche en ressources naturelles: terres, forêts, pouvoirs d'eau, mines, etc, etc; d'autre part, un peuple de prolétaires, d'ouvriers mal payés, sous-alimentés, ou de paysans incapables de vivre du produit de leur ferme. Entre les biens et le peuple s'interpose une toute puissante oligarchie financière qui distribue arbitrairement les miettes de la richesse nationale aux malheureux ouvriers. Si nous poussons plus loin l'analyse, nous constatons encore que cette masse de prolétaires est composée surtout de Canadiens français, héritiers naturels du sol, tandis que cette poignée de dictateurs économiques se recrute surtout parmi des étrangers au pays, à la langue et aux aspirations des nationaux.

Ils gouvernent tout, même la politique. Ils possèdent la plus grande partie de nos forêts qu'ils ruinent ou exploitent contre nous, ils se sont rendus maîtres incontestés de nos chutes et nous fournissent le pouvoir électrique à des prix usuraires, ils appauvrissent nos mines en nous appauvrissant nous-mêmes; demain, si nous n'y prenons garde, ils s'empareront de nos terres déjà lourdement hypothéquées. Bref, dans cette province que nous persistons naïvement à croire nôtre, on nous prendrait pour des mercenaires étrangers.

Nous n'exagérons rien. Cette thèse est depuis longtemps prouvée, étayée sur des faits indiscutables. Qu'il nous suffise de référer les sceptiques à l'enquête Stevens et aux œuvres de Victor Barbeau.

Quelle est donc la cause première d'un si grand mal? Il n'est pas nécessaire de la chercher longtemps. Elle consiste principalement en ce que nos gouvernants, imbus de libéralisme, souvent sans le savoir, même quand ils se disent conservateurs, n'ont pas compris leurs devoirs envers la société qu'ils étaient chargés de défendre. Au lieu d'ordonner les forces économiques, au besoin de les diriger, l'État les a regardées se concurrencer, se combattre, puis, peu à peu, se détruire. Comme c'était fatal, la libre concurrence que l'on prétendait favoriser, s'est elle-même supprimée, et seuls les plus forts sont restés maîtres des richesses de la nation. D'où une dictature économique, et souvent, étrangère dominant notre démocratie politique assimilée.

Notre pauvre peuple, lui, ne pouvait évidemment pas soutenir une lutte si inégale. Il a succombé par la faute et souvent même à cause de la complicité de ses propres chefs. Car, ce qui est beaucoup plus grave, il est arrivé que nos

gouvernants souvent ne se sont pas contentés de laisser faire et de laisser passer, mais ils ont aidé les étrangers à s'emparer de notre bien, en le leur donnant souvent pour un plat de lentilles. Un peuple affligé d'une telle classe dirigeante - c'est beaucoup dire, car elle ne dirige pas grand-chose - est assurément bien menacé. L'étonnant, c'est qu'il survive. Il lui fallait son extraordinaire vitalité.

Nous pouvons nous abuser, mais à y réfléchir davantage, notre conviction s'affirme nette et profonde que le libéralisme économique ou manchestérien - je ne vise évidemment pas notre bon vieux parti rouge - est à l'origine de toutes nos misères économique-sociales. La plupart de nos chefs politiques canadiens-français, à Ottawa et à Québec, ont adoré ses faux dogmes. Et je doute fort que nos politiciens de l'heure aient beaucoup évolué. On est libéral chez nous comme on est catholique, sans le moindre souci d'en chercher le pourquoi. La formation juridique et sociale donnée dans nos universités - de mon temps du moins - a très souvent engagé nos étudiants dans cette voie. Or, dans le Québec, ce sont les avocats qui font la politique... malheureusement.

On nous objectera sans doute que les Canadiens français, si religieux et si ultramontains, croit-on à l'étranger, ont dû réprover le libéralisme économique depuis que l'Église, précisant sa doctrine sociale, a condamné formellement cette erreur. C'est mal connaître nos compatriotes que de le prétendre. Si l'on est chrétien par tradition, on se moque pas mal en pratique, surtout dans les milieux politiques et bourgeois, des directives sociales de l'Église. On ne se doute pas un instant qu'elles obligent en conscience; et puis, comme on est même partisan du libéralisme catholique ou politique, souvent encore sans le savoir, on se demande de quoi l'Église pourrait bien se mêler.

Certes, le pouvoir civil s'est toujours montré très déférent envers l'autorité ecclésiastique. Il l'a complimentée publiquement, la menace discrètement, dans les coulisses ou par intermédiaires, lui accorde de généreux octrois, à l'occasion, lui offre même des cadeaux. Pourquoi pas? Et ainsi vont les choses.

Tout cela n'engage à rien du tout; tout cela, au contraire, dégage et comment! Mais, introduire dans ses activités publiques les principes que comporte son titre, traduire dans la législation les idées sociales et économiques qui découlent de sa foi, en un mot vivre politiquement ses convictions, allons donc, ne demandez pas cela au Canadien français moyen. Aller à la messe le dimanche et de rester bien avec son curé, voilà généralement toute sa mystique.

Qu'on me permette ici, par parenthèse, une mise au point un peu personnelle et dont je m'excuse d'ailleurs. Je ne désire ni cacher, ni étaler mes convictions religieuses. Je hais le pharisaïsme autant que le respect humain. J'estime tous ceux qui sont sincères et ne pensent pas comme moi. Je ne prise guère les manifestations intempestives et sentimentales de ces dévots dont parle Molière; au surplus, je ne l'ignore pas: la fin immédiate que nous poursuivons - le bien matériel de la Cité - est distincte de celle de l'Église. Mais, elle y est aussi subordonnée, et c'est pour cela que nous devons suivre ses directives. Ne serais-je pas catholique, je me rallierais quand même aux encycliques, pour leurs principes, manifestement, à mon avis, les meilleurs, les plus rationnels, à égale distance du collectivisme et de l'individualisme.

On rencontre par exemple au Palais Bourbon et au Congrès américain, des hommes d'État qui n'ont rien de commun avec l'Église, et qui, cependant, se déclarent publiquement partisans de sa doctrine sociale et économique. Ils ne se gênent pas à l'occasion pour citer les encycliques à la tribune. N'y aurait-il que dans notre janséniste province de Québec qu'on trouverait singulier pour un laïc d'invoquer les enseignements pressants des Pontifes romains? Voilà un de ces paradoxes assez fréquents chez les peuples dévots.

Quels sont les devoirs des gouvernants en face de la dictature économique, enfant naturel du libéralisme?

Léon XIII déclarait déjà en 1891 "qu'ils doivent faire en sorte que, de l'organisation même et du gouvernement de la société, découle spontanément et sans efforts la prospérité tant publique que privée".

Pie XI, en 1931, développait ainsi la pensée de Léon XIII: "Il faut que la libre concurrence contenue dans de raisonnables et justes limites et, plus encore, la puissance économique soient effectivement soumises à l'autorité publique, en tout ce qui relève de celle-ci".

Dans un autre passage de *Quadragesimo Anno*, Pie XI affirme qu'il est absolument nécessaire de replacer la vie économique sous la loi d'un principe directeur juste et efficace".

"Que l'autorité publique abandonne donc aux groupements de rang inférieur le soin des affaires de moindre importance où se disperserait à l'excès son effort; elle pourra dès lors assurer plus librement, plus puissamment, plus efficacement les fonctions qui n'appartiennent qu'à elle, parce qu'elle seule peut les remplir; diriger, surveiller, stimuler, contenir

selon que le comportent les circonstances ou l'exige la nécessité."

Le sénateur Rutten, dominicain, éminent sociologue belge, commente ainsi l'encyclique: "L'autorité publique, parce qu'elle représente et doit défendre l'intérêt général, a l'indéclinable devoir de rappeler aux puissances financières et industrielles qu'elles lui sont subordonnées."

Il faut déduire de ces textes que c'est une obligation impérative de l'État, et donc du gouvernement de Québec, de diriger efficacement toute l'économie afin que les richesses soient plus équitablement distribuées et que prenne fin ce pitoyable spectacle de tout un peuple d'indigents qui vitote sous la domination arbitraire d'une clique de capitalistes arrogants et véreux. Dans ce but, notre gouvernement ne doit pas reculer devant aucune mesure énergique et même draconienne. Il doit exproprier, il doit nationaliser les ressources naturelles du pays, chaque fois que le bien commun l'exige. N'est-ce pas le cas dans le Québec? Qui oserait le nier?

Pour rendre les Canadiens français maîtres chez eux, l'État doit respecter le droit de propriété privée, c'est indiscutable, à condition toutefois qu'on l'exerce dans l'ordre, c'est à dire, conformément à l'intérêt public, social et national. Dans l'hypothèse contraire, il incombe au gouvernement d'en réprimer les abus. Les détenteurs de nos richesses nationales n'ont pas le droit d'en user et d'en abuser à leur caprice. Les exigences de leur condition sociale satisfaites, ils doivent les utiliser entièrement pour la collectivité. S'ils s'y refusent, au préjudice du bien commun, il appartient à l'État d'intervenir. Car, d'après saint Thomas, "la propriété de ces biens n'est point un droit absolu et inconditionné, mais un pouvoir d'administration et de distribution".

Que l'expression "économie dirigée" ou "économie ordonnée" ne nous effraie pas, le système seul importe. Presque tous les pays civilisés, sauf le Québec naturellement, tentent de l'appliquer de nos jours. N'avons-nous pas entendu, en octobre dernier, au congrès de Marseille, l'actuel ministre des Finances dans le cabinet Daladier nous entretenir longuement d'"économie orientée"? Il n'osait employer le mot "dirigée", mais, d'après sa description, les deux systèmes se ressemblent comme des jumeaux. Et n'est-ce pas de "l'économie dirigée" que, depuis six ans, le grand président Roosevelt organise avec son *New Deal* qu'il définit: "Une conception nouvelle des devoirs et de la responsabilité du gouvernement sur le terrain économique?"

Ne trouvez-vous pas une ressemblance frappante entre certaines pages de *Quadragesimo Anno* et le passage suivant de Roosevelt, pour ne citer que celui-là: "Je crois que l'individu doit avoir pleine liberté de s'élever le plus possible; mais, je ne crois pas que, au nom sacré de l'individualisme, il faille permettre à quelques particuliers puissants de traiter comme une matière première pour les besoins de leur industrie les vies de la moitié de la population des États-Unis, et d'en faire une chair à canons industrielle."

Oui, reconnaissons-le, le régime de la liberté économique a vécu dans le monde, et malgré Québec, son dernier refuge, il croulera fatalement sous le poids de ses propres abus. En attendant l'établissement du corporatisme social, remède le mieux approprié, c'est le rôle du gouvernement de diriger avec prudence, mais sans faiblesse, toutes les forces économiques. C'est pour lui non seulement un droit, mais un devoir impérieux auquel il ne saurait plus longtemps se soustraire.

À la lumière de ces principes et après l'exposé de nos conditions économiques, examinons les réformes apportées par notre gouvernement, dit national, depuis son ascension au pouvoir. C'est aborder un terrain bien glissant. Ici, les risques d'erreur sont plus à craindre, nous le concéderons volontiers. Nous désirons sincèrement nous maintenir dans l'objectivité.

Reconnaissons-le sur-le-champ, et tous les esprits impartiaux en conviendront avec nous, depuis près de deux ans et demi, il ne s'est rien accompli de fondamental; que dis-je, on n'a pratiquement rien tenté pour rétablir l'équilibre économique de la province, pour favoriser une plus équitable répartition des richesses, bref, pour démembrer les trusts. Nous ne saurions trop insister, cet objectif figurait comme l'article principal, unique en quelque sorte, de tout notre programme de restauration. Et pourtant, nous languissons toujours en plein libéralisme économique.

Le monopole de l'électricité, incontestablement, avec les banques, le point d'appui de toute la dictature économique - le député de Québec-Centre (M. Hamel) l'a surabondamment prouvé - qui refusera d'admettre qu'il est plus florissant, plus puissant, plus arrogant, plus despotique que jamais? Voilà en substance ce qu'affirme à maintes reprises, depuis un an, M. Eugène L'Heureux¹⁶, de *L'Action catholique*, dont on ne suspectera certainement pas la scrupuleuse exactitude. S'il n'était l'apôtre incorruptible reconnu de tous, les motifs humains ne lui eussent pas manqué, comme à tant d'autres, pour

devenir le thuriféraire inlassable du gouvernement. Le 21 juillet dernier, M. L'Heureux observait en passant: "Évidemment depuis un certain temps, les trusts consolident leurs positions chez nous".

Or, je le sais, on nous objectera peut-être certaines centrales perdues quelque part là-bas, dans l'Abitibi, le Lac-Saint-Jean, à Saint-André-de-l'Épouvante, ou mieux, à Sainte-Émilie-de-l'Énergie. Entendu. Tout de même, j'estime trop mes auditeurs pour m'attarder un instant à soupçonner chez eux le moindre intérêt concernant ces fameuses centrales qui, n'en doutons pas, passeront à la légende. En attendant, l'électoratisme y trouve généreusement son compte.

Tous ces "cartels" alors, qu'à nous entendre, il y a trois ans, nous devions pourfendre sans délai, comment se portent-ils? Et tous ces monopoles, pieuvre insatiable, qui nous enserrant de leurs tentacules dans un réseau de plus en plus étroit, pour mieux absorber le sang économique de la nation déjà si appauvrie: le trust du bois, du charbon, de l'essence, des engrais chimiques, comment se portent-ils? Ces nombreuses coalitions de denrées alimentaires qui ferment à nos cultivateurs les marchés de nos villes, au détriment de l'agriculture qui périclite de jour en jour, les a-t-on désorganisées?

Si, par une clause législative radicale ou par un décret administratif énergique, on a essayé loyalement de les abattre, nous serions fort aise de l'apprendre. Il y a deux ans, on réclamait du temps, et, à certains égards, peut-être avait-on raison. Mais, ce prétexte n'est plus de saison. Nous approchons d'un nouvel appel au peuple, et, comme sœur Anne, nous ne voyons rien venir. Reste la présente session. Nous souhaitons que le gouvernement s'amende. Nous le féliciterons alors chaleureusement, trop heureux enfin de coopérer avec lui, comme nous l'eussions désiré dès l'origine de son mandat.

(Applaudissements à gauche)

Il m'est agréable de signaler au passage, puisque nous en sommes au chapitre de l'économie, le fructueux travail déjà accompli par le Service de recherches économiques, dans le but d'organiser l'inventaire de nos ressources naturelles. C'est au gouvernement que revient le mérite de cette initiative et nous tenons à le dire. Nous proposerions même que le budget de cet organisme soit accru de manière à hâter et à intensifier les recherches.

On alléguera peut-être, à la décharge du gouvernement, comme de bonnes âmes nous l'ont déjà suggéré, qu'on n'a pas pu engager la lutte contre les monopoles, trop absorbés à terrasser le communisme. La belle affaire! Cette loi du cadenas!

Si j'ai bonne souvenance, j'ai voté comme tous les autres la retentissante panacée; je ne le regrette pas, sans éprouver le goût de m'en vanter. En soi, elle n'est pas mauvaise, même si l'on peut à bon droit solliciter son amélioration: qu'elle nous fournisse, par exemple, une définition précise de ce qu'elle entend par communisme, car, dans sa phraséologie actuelle, elle prête à des abus.

Mais enfin, combien elles me paraissent vaines et illogiques ces lois destinées à combattre un mal et qui en laissent subsister toutes les causes! À quoi bon, je vous le demande, M. l'Orateur, vouloir pulvériser ces malheureux communistes lorsque, délibérément, selon toute apparence, on entretient dans la société tous les germes de dissolution, lorsqu'on persiste à maintenir un système économique faux, souverainement injuste et qui, nécessairement, nous conduit à la révolution? Loin de le diminuer, le communisme, par ces mesures unilatérales, j'affirme qu'on l'augmente. Comment ne pas voir que les méthodes même destinées à l'enrayer provoquent son accroissement? Peut-on pousser l'aveuglement à ce point?

Prétend-on, à la vérité, contraindre les Canadiens français à devenir des héros ou des saints? Prétend-on sans plaisanterie leur imposer une dictature capitaliste qui en fait un peuple de gueux au profit de quelques vampires étrangers, et cela, contre les préceptes de leur religion, contre les règles de la raison, contre leur dignité nationale elle-même? Prétend-on qu'ils subiront indéfiniment, et sans réaction, un pareil régime?

Non, mais tout de même, on les croit plus bêtes qu'ils ne le sont, ces Canadiens français. Pas besoin d'être prophète pour prédire à messieurs les capitalistes intéressés, agents provocateurs du communisme, que leur exploitation dure depuis trop longtemps, qu'elle ne saurait sévir davantage, et que, s'ils ne veulent renoncer de bon gré à leur petit commerce, à défaut des gouvernants, le peuple lui-même se chargera de les ramener à la décence. C'est fatal. Là contre, toute loi est inefficace, même celle du cadenas. La nature humaine connaît de brusques réveils. On ne méprise pas toujours en vain ses droits.

Pour nous, nous proposons une excellente recette capable d'effacer jusqu'aux traces du communisme sans le concours de ladite loi du cadenas. Qu'on nous libère d'abord des dictateurs économiques canadiens ou étrangers, une poignée en somme, comme nous l'avons d'ailleurs promis aux électeurs il y a trois ans; que l'État répartisse leurs richesses plus équitablement; qu'on procure ainsi à chacun le moyen de gagner honorablement sa vie, et

nous vous garantissons l'évanouissement, à brève échéance, du communisme canadien-français. Mais, de grâce, qu'on commence par le commencement. Trêve de palliatifs, nous voulons des remèdes guérisseurs. Trêve de cataplasme, trêve d'emplâtres sur des jambes de bois, clamait-on au peuple, en termes pittoresques, lors des dernières élections.

Nous avouons en toute candeur ne rien comprendre à l'attitude de nos gouvernements. Non seulement, ils supportent le régime, mais ils chercheraient à le consolider qu'ils n'agiraient pas autrement. Loin de diriger les dictateurs, ils se laissent diriger par eux; et cela, en dépit de leurs engagements les plus solennels, en dépit du bien public, en dépit de leur intérêt électoral lui-même. Que voulez-vous, il y a dans la vie de ces mystères... Combien M. Bourassa raisonnait juste lorsqu'il affirmait dans *Le Devoir* du 30 juillet dernier: "Les adversaires du communisme, catholiques, libéraux ou conservateurs, dénoncent à l'envie les agissements de Moscou, mais ils ne font rien ou presque rien pour abattre le capitalisme; ce qui ne veut pas dire la suppression du capital, mais sa subordination au bien commun. En quoi, ces prétendus défenseurs de la société se font les plus efficaces fourriers du bolchévisme". Que la lecture de ce passage nous a donc réconfortés!

Quelques jours plus tôt, soit le 16 juillet 1938, M. Bourassa avait écrit encore dans *Le Devoir*: "Des directives pontificales, les chefs de l'Église de France n'ont pas pris les seules condamnations portées contre le communisme, mais aussi celles qui frappent le capitalisme." Le primat de l'Église canadienne s'est élevé, lui aussi, dans quelques circonstances, contre les abus du capitalisme. Nous nous en réjouissons.

Ils ne sont pas rares toutefois, au pays du Québec, même en dehors ou au-dessus de la politique, ceux qui fulminent contre le communisme, mais veulent ignorer totalement ou effleurent à peine les abus du capitalisme. Ce sont des gens qu'il est convenu d'appeler bien pensants, qui, parfois, jouissent aux yeux du monde d'une auréole de sagesse et de pondération. Ce sont des modérés. Pour eux, toute la doctrine de l'Église, en pratique du moins, n'a pas une égale valeur. Serait-ce qu'en ces secteurs pacifistes se perpétueraient des attaches secrètes au libéralisme? Serait-ce un souci excessif de rester au mieux avec des gouvernements favorables à la dictature et dont on ne dédaigne pas, à l'occasion, les libéralités? Serait-ce ailleurs une antipathie mal dissimulée du bourgeois pour le prolétaire? Je ne le sais pas ou je n'ose le savoir...

Ces messieurs, au demeurant fort distingués, Nous permettront-ils de leur suggérer, bien modestement, que ce sont des attitudes, des silences, des réticences comme les leurs qui préparent le plus sûrement les voies au communisme et à la révolution, révolution qu'ils pourraient encore prévenir, et dont ils seront, je le crains, mais l'histoire se répète, les premières victimes? Veulent-ils donc, ces catholiques de nom, stigmatisés par Pie XI, que par leurs abstentions, leurs complicités, s'accrédite ce préjugé déjà trop répandu que l'Église est liée à la dictature économique, qu'elle prend toujours le parti des riches contre les pauvres, des puissants contre les faibles? Quel haut personnage ecclésiastique nous rappelait que notre situation ressemble étrangement à celle de l'Espagne et du Mexique d'avant la révolution? Nous estimons qu'on pourrait s'aviser d'y réfléchir. Certaines attitudes nous déroutent et nous confondent... Nous trouverons un de ces jours l'occasion de nous expliquer à ce sujet.

Concluons, pour le moment, par cet avertissement publié dans la *Chronique sociale de France*: "Le régime capitaliste sera réformé par les hommes d'ordre, ou il sera détruit par les autres."

Avant de clore le chapitre de l'économie, nous devrions logiquement discuter les réformes financières, concernant en particulier la monnaie, la loi des compagnies, etc. Nous comptons nous reprendre lors du discours sur le budget où ces problèmes si importants trouveront leur cadre naturel. Étudions maintenant quelques aspects de la question sociale.

M. Edras Minville¹⁷, dans une étude pénétrante du problème social publiée dans *L'Actualité Économique* du mois de novembre dernier, affirme courageusement au début de son article: "Il n'est personne d'honnête et de réfléchi qui n'admette l'urgente nécessité de sérieuses réformes économiques et sociales. La situation présente est un paradoxe, un scandale." Il se demande ensuite si c'est bien par une "législation dite sociale" qu'on rétablira l'ordre. Il pense, au contraire, qu'il y a lieu de ne pas augmenter les avantages des ouvriers qui "bénéficient déjà d'une protection généreuse", parce que principalement, cette politique engagerait nos cultivateurs à délaisser la campagne pour les villes.

M. Minville s'exprime en ces termes: "Il est trop évident en effet qu'une législation qui vise à améliorer le sort de l'ouvrier urbain, à relever son niveau de vie, à accroître sans cesse ses loisirs, à le protéger contre tous les revers: chômage, maladie, accidents, etc - fin encore une fois éminemment

louable en soi - ne peut qu'inciter l'agriculteur, le campagnard à délaisser ses champs où la journée est longue et pénible, son atelier rural où le progrès est lent, son village où les divertissements sont rares et où il vit en quelque sorte en marge de la grande et prestigieuse activité organisée, pour joindre la masse des travailleurs d'usines, à qui un réseau de plus en plus dense de lois assure une vie de plus en plus facile."

Cette thèse de M. Minville nous a d'abord laissés perplexes. Mais, après réflexion, et malgré notre vive estime pour cet économiste distingué, nous ne pouvons l'accepter entièrement.

Quels que soient les avantages dont on favorise l'ouvrier, son sort ne pourra jamais, aux yeux du paysan bien équilibré, devenir comparable au sien, lui qui est maître sur sa terre, et qu'une exploitation prudente protège contre tous les aléas de la vie. Si le gouvernement surtout, suivant les judicieux conseils de M. Minville, s'avisait d'adopter une généreuse politique agricole, nous ne voyons pas bien comment nos agriculteurs pourraient préférer la situation des misérables citadins. Et puis, c'est un fait inévitable que le nombre de nos ouvriers s'est accru dans des proportions extraordinaires, et l'on ne saurait prétendre, d'après les chiffres mêmes de M. Minville, qu'on leur paye des salaires raisonnables.

Si ce n'est par une législation appropriée, "centrée sur le salaire", comment corriger cette injustice sociale? C'est une chimère que de vouloir transformer la majorité d'entre eux en agriculteurs progressifs ou en petits industriels prospères. Comme ils forment une des principales classes du peuple Canadien français, et que, pour le moment, on n'y peut rien changer, tâchons donc de relever leur standard de vie, ce qui, au reste, ne nous empêche pas de nous intéresser principalement à l'agriculture. Bien d'autres considérations assaillent notre esprit, mais elles nous entraîneraient trop loin.

Ce discours était préparé lorsque j'ai lu les bouleversantes déclarations de M. Minville, à l'Agora du dimanche, le 6 février 1939.

"Ce qui est certain, dit-il, c'est que notre domaine agricole proprement dit ne dépasse pas beaucoup 5 % de la superficie de la province, proportion très faible qui ne permet guère d'affirmer la vocation agricole de la province."

Plus tard, il soutient: "La province de Québec est-elle une province agricole, appelée à un avenir surtout agricole? Nous ne le pensons pas. Nous pensons, au contraire, que son avenir est surtout industriel."

Ces prétentions nouvelles sont contraires aux enseignements de la *Semaine sociale* de Rimouski, ainsi qu'à la lettre collective des évêques sur l'agriculture. Bien plus, elles contredisent M. Minville lui-même qui écrivait, il y a à peine quatre mois, dans *L'Actualité Économique* du mois d'octobre 1938, à la page 421: "Or, nous l'avons dit, notre peuple est terrien par vocation..." Ailleurs, il parle de "l'inclination profonde de son tempérament terrien".

Décidément, je ne sais plus si, d'après M. Minville, la vocation de notre peuple est agricole ou non. S'il s'en tient à sa dernière déclaration, celle de l'Agora, j'incline à croire qu'il n'est pas loin de la vérité. Mais, une telle déclaration était-elle opportune? Ne servira-t-elle pas de prétexte à notre gouvernement pour continuer à négliger l'agriculture?

Si j'oppose M. Minville, de l'Agora, à M. Minville, de *L'Actualité Économique*, ce n'est pas pour lui être désagréable, qu'on veuille bien m'en croire, - tout au plus, veux-je le taquiner un peu - mais parce que je le considère comme un de nos guides les plus sûrs et que je désire connaître maintenant sa véritable pensée.

Lorsqu'on aura abattu les monopoles, qui dictent souvent à la province sa législation sociale, il deviendra plus facile de légiférer de manière à améliorer progressivement le sort de nos ouvriers. Loin de vouloir nous contenter de nos lois ouvrières existantes, même perfectionnées, nous rêvons, au contraire, d'améliorations presque indéfinies.

Il importe d'organiser toute la vie économique pour permettre aux ouvriers, non seulement de subsister avec leur famille, mais aussi d'amasser un pécule, afin de s'acheter une petite propriété, d'assurer leurs vieux jours et l'avenir de leurs enfants. Le salaire généralement ne suffit pas à atteindre cet objectif. Il appartient alors à l'État d'engager les patrons, de diverses manières, à admettre leurs ouvriers dans le partage des bénéfices. Cette initiative se pratique déjà avec succès en France et aux États-Unis. Le mode de participation peut différer suivant les pays et les conditions de l'industrie.

Dans un avenir rapproché, sommes-nous convaincus, on trouvera inadmissible que le travail, sans lequel tout capital demeure stérile, ne touche pas une part quelconque des profits qui résultent de l'alliance de l'un et de l'autre. Lorsque l'effort personnel du patron est rétribué suivant sa valeur, lorsque le capital versé est rémunéré équitablement, pourquoi tout le surplus des bénéfices ne serait-il pas distribué entre le capital et le travail, en attribuant la

plus généreuse partie à l'élément spirituel: le travail?

Quelque hardies que puissent paraître ces suggestions, elles sont conformes à l'équité et nullement contraires aux enseignements de l'Église. Les doctrines sociales, comme la société elle-même, sont en perpétuelle évolution, ou adaptation, si l'on préfère: elles tentent à rétablir un équilibre plus juste entre les diverses classes de la société. Au lieu de nous attarder aux préjugés et de boudier le progrès, pourquoi ne pas devancer résolument notre temps, et, dès aujourd'hui, sourire aux idées de demain? Oh! ces "vieillards nés d'hier"!

Je propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Marcoux), que le débat soit de nouveau ajourné¹⁸.

Adopté. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Au début de la séance, plus de la moitié des députés sont absents, selon *Le Soleil* du 9 février 1939, à la page 8.

2. La loi du cadenas est déposée le 17 mars 1937 par le gouvernement de Duplessis, cette dernière autorisant la fermeture de tout local soupçonné de propagande communiste. Ce qui distingue le gouvernement Duplessis de l'ancien gouvernement, c'est sa lutte acharnée contre le communisme et contre les syndicats qu'il soupçonne d'être affiliés aux communistes.

3. Le très honorable R. B. Bennett, premier ministre du Canada du 7 août 1930 au 23 octobre 1935, réagissant aux craintes de subversion communiste, utilisa la controversée section 98 du Code criminel canadien. Cette section permettait l'incarcération de toute personne membre d'une organisation qui visait officiellement à renverser le gouvernement par la violence, même si la personne en question n'avait jamais commis d'action violente ou même ne prônait pas personnellement de telles actions. Grâce à cette loi, les dirigeants du Parti communiste du Canada,

dont Tim Buck, furent arrêtés et mis en prison pour cause de sédition. Toutefois, cette stratégie se révéla fort embarrassante pour le gouvernement lorsque Buck fut victime d'une tentative apparente d'assassinat lorsque, durant une émeute dans la prison, on lui tira dessus même s'il ne participait d'aucune façon à l'émeute. Le gouvernement Bennett fut forcé d'avouer qu'il avait ordonné les tirs, soi-disant dans le but de faire peur à Buck. Bennett perdit toute crédibilité face à Buck et sa stratégie se retourna contre lui. Buck fut bientôt relâché et accueilli en héros par la population qui voyait en lui un défenseur des libertés civiles.

4. *L'Événement-Journal* du 9 février 1939, à la page 8, dit de l'intervention du député de Matane (l'honorable M. Gagnon), qu'elle est "la plus brève réponse à une interpellation que nous ayons entendue depuis longtemps".

5. *Le Dorchester* du 15 février 1939, à la page 1, explique ici que le député de Bellechasse (M. Boiteau) fait un lapsus et dit "fils d'étudiant" au lieu de "fils de ministre".

6. Jean-Baptiste Bellemare. Barbier de profession. Président du Club ouvrier de Maisonneuve et organisateur du député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay). Il fut défait aux élections municipales de Montréal du 11 décembre 1938.

7. Il s'agit, selon *La Presse* du 9 février 1939, à la page 12, d'une allusion à l'enquête des comptes publics.

8. *L'Événement-Journal* des 11, 13, 14 et 15 février 1939 fera paraître le texte du discours du député de Dorchester (M. Bégin).

9. \$25,000,000, selon *L'Événement-Journal* du 11 février 1939, à la page 15.

10. Avant que n'éclate la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement britannique veut s'assurer des sources nouvelles et sûres pour la fabrication d'armes. Le gouvernement canadien hésite d'abord à collaborer, craignant une réaction isolationniste, notamment au Québec. En 1938, cependant, le ministre de la Défense nationale au Parlement d'Ottawa ainsi que son sous-ministre recommandent les services de John Inglis, manufacturier d'appareils électroménagers, et les gouvernements britannique et canadien lui octroient un contrat de fabrication de mitrailleuses légères Bren.

Soupçonné d'irrégularité, le gouvernement nomme une commission royale d'enquête. Même si elle ne trouve aucune preuve de corruption, elle recommande qu'à l'avenir, on sollicite l'avis du milieu civil des affaires. Le rapport a contribué à l'introduction du contrôle civil de la production de guerre pendant la Deuxième Guerre mondiale. La production des mitrailleuses Bren connaît un vif succès; on en fabrique 200,000 au Canada.

11. "Nous l'avons donné à 2½ %", selon *L'Événement-Journal* du 13 février 1939, à la page 14.

12. "13 mois", selon *L'Événement-Journal* du 13 février 1939, à la page 8.

13. La "loi Dillon" a été votée au lendemain des élections provinciales du 24 août 1931. Camillien Houde, le chef du Parti conservateur, entreprenait alors des procédures judiciaires pour contester la validité de l'élection dans 63 comtés du Québec pour cause d'"irrégularités" commises par les candidats libéraux. Il devait déposer pour ce faire un cautionnement de \$63,000. Le gouvernement Taschereau répliqua lorsque Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille, fit adopter une loi rendant plus difficile, voire impossible, la contestation massive d'élections. Cette loi, appelée communément "loi Dillon", obligeait le pétitionnaire à prélever sur ses propres deniers le cautionnement de \$1,000 pour chacune des élections contestées. De plus, cette mesure s'appliquait rétroactivement aux contestations déjà en cours. Sanctionnée le 17 décembre 1931, cette loi fut l'une des premières à être abrogées par le gouvernement Duplessis le 14 octobre 1936.

14. Voir note 2.

15. La majeure partie de ce discours a été reconstituée à partir des notes originales utilisées par le représentant de Kamouraska (M. Chaloult). Archives nationales du Québec, Fonds Chaloult, P659, 7C 018 05-03-008B-01, 1982-11-008/2.

16. Eugène l'Heureux (1893-1975), avocat et journaliste. Il fut directeur du *Progrès du Saguenay* durant 6 ans; il fut ensuite secrétaire de la rédaction pendant 7 ans, puis rédacteur en chef pendant 5 ans de *L'Action catholique*. L'Heureux fonde *L'Opinion libre* en 1944. Il publia, entre autres, les ouvrages *Opinion libre* et *Ma Province et mon Pays*. Comme journaliste, il collabora à plusieurs journaux quotidiens et hebdomadaires du Québec et fut

commentateur régulier à la radio. En 1960, il accède au poste de bibliothécaire adjoint de la Législature de Québec.

17. Esdras Minville (1896-1975), professeur et économiste. Professeur (1924-1938), puis directeur (1938-1962) à l'École des hautes études commerciales (HEC). Conseiller technique au ministère des Affaires municipales et Industrie et Commerce (1936-1939). Il sera notamment membre de la Commission des semaines sociales du Canada, membre de la Commission Tremblay (1953-1956) sur les problèmes constitutionnels, et doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal (1950-1957). Durant sa carrière, il collabora à de nombreuses revues et rédigea plusieurs ouvrages dans lesquels il développa une pensée économique et sociale axée sur le nationalisme qui faisait la promotion de la libération économique des Canadiens français.

18. *La Patrie* du 10 février 1939, à la page 8, rapporte que le député de Kamouraska (M. Chaloult) parla pendant une heure.

Séance du jeudi 9 février 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Demandes de documents:

**Location d'immeubles
par le gouvernement**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. Le gouvernement a-t-il loué des immeubles, parties d'immeubles ou locaux, dans les cités de Montréal et de Québec, depuis le 26 août 1936?

2. Dans l'affirmative:

a. De quelles personnes, sociétés ou corporations le gouvernement a-t-il loué ces immeubles, parties d'immeubles ou locaux?

b. À quelles adresses sont situés ces immeubles dans lesdites cités?

3. Le gouvernement a-t-il fait des baux avec ces personnes, sociétés ou corporations?

4. Dans l'affirmative:

a. Quelle est la durée des baux?

b. Les parties peuvent-elles y mettre fin chaque année?

c. Si oui, à quelles conditions?

5. Quel loyer le gouvernement paie-t-il annuellement ou mensuellement pour chacun de ces immeubles, parties d'immeubles ou locaux?

Adopté.

Explications sur des faits publiés:

**Réaction au discours
de M. Camillien Houde**

M. Bulloch (Westmount): Mardi dernier, à Montréal, le maire Camillien Houde a fait une déclaration au sujet des relations entre les Canadiens anglais et les Canadiens français. Je ne serais pas juste pour moi-même, pour ma race et pour cette Chambre, si je ne relevais pas ces paroles. Je tiens à déclarer que ce qu'il a dit au sujet des deux races,

dans la province, est absolument faux. J'ai été élu député de cette Chambre pour la première fois en 1936 et, lorsque je suis venu siéger ici, j'étais absolument étranger. Pourtant, j'ai été traité avec la plus grande courtoisie, j'ai reçu l'accueil le plus amical et tous les membres de cette Chambre ont travaillé à me rendre la tâche facile. Ce qui a rendu mon séjour à la Législature si agréable, c'est le commerce avec les Canadiens français!

Le gouvernement de cette province donne d'ailleurs la meilleure preuve de l'accord qui règne entre les deux races. Le premier ministre a répété à maintes reprises son intention de renforcer les liens qui unissent les deux races et de voir régner la plus grande harmonie et la collaboration la plus profonde. Il a prouvé d'ailleurs sa bonne volonté en faisant très grande la part à la race anglaise dans la formation de son cabinet où l'élément anglais est largement représenté.

Messieurs, je tiens à rendre hommage, non seulement à la Chambre, mais à la population canadienne-française tout entière. Par mon observation personnelle, j'ai pu constater que les Canadiens français loyaux à leurs idéaux, confiants dans l'avenir de leur province, ne font rien pour détruire l'harmonie entre les deux groupes. J'espère que les deux grandes races vont continuer à marcher unies comme par le passé, en dépit de ce qu'on ait pu dire à propos du contraire. Le gouffre dont a parlé le maire de Montréal n'existe que dans son imagination.

(Applaudissements)

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 8 février courant, sur la motion proposée jeudi le 19 janvier dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de

faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Chaloult (Kamouraska)¹: Je tiens à souligner le changement d'atmosphère de la Chambre où, dit-il, il y a plus de dignité et de tenue qu'autrefois. Je me réjouis, poursuit-il, de ce changement dont tous les députés doivent, eux aussi, se réjouir.

(Parlant des bills 19 et 20 concernant les syndicats d'ouvriers) Cette même loi d'évolution, dit-il, devrait nous enjoindre non seulement d'admettre, mais d'encourager, de stimuler nos syndicats ouvriers. L'association pour l'ouvrier est un droit naturel, et l'État devrait éviter d'en entraver l'exercice. C'est pourtant, il faut l'admettre, l'effet des actes du gouvernement si âprement discutés l'an dernier.

Les ouvriers syndiqués ont un droit incontestable à l'atelier fermé, et ils peuvent obliger le patron, s'ils sont assez puissants, à n'employer que des membres de leur corporation. Ce droit découle du droit naturel d'association. Car, dans bien des cas, pour ne pas dire presque toujours, sans atelier fermé, toute organisation syndicale est vouée à l'insuccès. Celui qui a droit à une fin peut user de tous les moyens légitimes qui y conduisent et sans lesquels ils ne peuvent l'atteindre. Nous tirons cet argument décisif, à notre avis, d'une étude théologique publiée dans *L'Action catholique*.

On y cite Mgr Ryan, de l'Université de Washington: "La raison générale, dit-il, qu'on apporte pour légitimer la politique de l'atelier fermé, c'est qu'il est indispensable à l'organisation efficace des travailleurs"... Les principes du gouvernement concernant la question ouvrière sont donc radicalement mauvais parce que d'inspiration nettement libérale, parce qu'ils menacent la vie de nos associations ouvrières, parce qu'ils impliquent une régression de notre législation sociale, enfin, parce qu'ils constituent un actif ferme de communisme.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Une décision a été rendue par l'Orateur, depuis le début de la session, disant qu'un député ne peut critiquer une loi sans une motion pour en demander le rappel. Le député devrait se conformer à cette décision.

M. Chaloult (Kamouraska): Je comprends que le ministre a raison, mais je sais aussi qu'avec la tolérance de la Chambre, il est permis de le faire. Je compte sur cette tolérance; mais si l'on ne me le permet pas, je passerai à autre chose.

M. Drouin (Québec-Est): Est-ce que le ministre tient à son point d'ordre?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Oui!

M. Chaloult (Kamouraska): Le Conseil du travail. Nous regrettons infiniment que la solution de ces problèmes complexes soit laissée à l'initiative de ministres et de députés, qui, le plus souvent, les connaissent très peu et n'ont aucun loisir pour les étudier. Pourquoi ne pas confier toute notre législation ouvrière, si importante pour la paix sociale, à un Conseil du travail, composé d'ouvriers et de patrons compétents, assistés de sociologues et de juristes? Tous ensemble, ils pourraient nous rédiger un excellent code du travail dont le besoin devient de plus en plus urgent. Le gouvernement a-t-il pensé à la publicité mirobolante que lui vaudrait une telle institution auprès des classes ouvrières, où son prestige, il l'admettra, est rendu à zéro? En recherchant l'intérêt du peuple, c'est le sien propre qu'il trouverait.

Lorsque nous aurons obtenu que le contrat de travail soit tempéré par des "éléments empruntés au contrat de société", et que soient protégés efficacement les syndicats ouvriers par la reconnaissance de l'atelier fermé, il faudra encore pourvoir aux besoins des familles nombreuses par des allocations familiales.

Toute notre politique doit être orientée en vue de la famille. Il est d'usage de vanter nos "belles familles canadiennes". Mais, quels secours leur procurons-nous? Avons-nous remarqué qu'à cause même de nos familles nombreuses, notre race manifeste des signes de fléchissement? N'est-il pas incontestable que notre type humain français tend à dégénérer? Nous en doutons? Consultons André Siegfried, pourtant sympathique à notre peuple. Ces inquiétantes réalités ne doivent-elles pas nous incliner à réfléchir? Cependant, il nous faut à tout prix maintenir le taux de la natalité, ne serait-ce que pour lutter efficacement contre l'immigration étrangère, souvent organisée en vue de nous absorber. Oui, il importe d'accorder sans retard de généreux subsides aux familles nombreuses. Cette mesure est plus pressante, à notre avis, que les pensions de vieillesse, même si, au point de vue électoral, elle ne comporte qu'un intérêt médiocre.

J'entends l'objection: il est facile de suggérer des dépenses, mais, où prendre l'argent? Où prendre l'argent? Mais, où il se trouve, dans la bourse des dictateurs économiques. Ils ne rendront jamais au peuple la millième partie de ce qu'ils lui ont dérobé. Qu'on taxe les riches, les capitalistes, les étrangers!

Ce n'est pas tout. Nous sollicitons d'autres avantages pour nos ouvriers. Nous voulons des congés payés. Le travailleur manuel est un être humain, nous l'oublions trop souvent. Il n'est pas un moyen, mais une fin dans l'organisation économique. De même qu'on lui reconnaît le droit de se reposer une journée par semaine, ne devrait-on pas lui concéder un congé payé d'une couple de semaines, afin de réparer plus complètement ses forces et de jouir un peu de la vie au milieu de sa famille? Il est bon qu'une fois l'an, l'ouvrier puisse quitter la ville pour aller se délasser à la campagne, y renouveler ses provisions d'air pur en parcourant nos montagnes et nos bois, en sillonnant nos rivières et nos lacs. C'est ainsi qu'il apprendra à connaître la nature, à aimer son pays, à s'estimer lui-même. Qui sait? Ces congés payés contribueront peut-être plus efficacement au règlement de la question sociale que bien des discours contre le bolchévisme, utiles tout au plus à la formation oratoire de leur auteur. Et cela, M. l'Orateur, c'est au nom de la dignité de l'homme que nous le réclamons. L'ouvrier, comme les autres, a non seulement le droit d'exister, mais de vivre.

Ces réformes ne sauraient certes nous faire oublier que la question sociale ne se limite pas à la question ouvrière, et que le problème le plus pressant demeure le relèvement de notre agriculture. Député rural moi-même, nous avons le devoir de nous intéresser particulièrement aux cultivateurs.

Il y a 68 ans, soit en 1871, nos campagnes contenaient 80.5 % de la population totale de la province. Au recensement de 1911, la population rurale était baissée à 51.8 %. En 1931, à 36.9 %. Quelle en deviendra la proportion en 1941? Nous appréhendons une diminution notable. Inutile de le dissimuler, ces chiffres sont alarmants, car la campagne fut et restera le milieu le plus favorable au développement de notre peuple. Nous ne nous attarderons pas à rechercher les causes de cette désertion en masse, elles sont multiples; mais, comme de tous nos maux, les politiciens en sont largement responsables. Il convient plutôt de suggérer les remèdes. Auparavant, nous tenons à souligner le rare mérite de nos agronomes que nous avons observés à l'œuvre et dont nous avons admiré le zèle et le fructueux labeur.

Nous apprécions vivement les idées exposées par M. Paul Gouin dans son remarquable programme de Sorel, concernant les machines agricoles, les engrais chimiques et les travaux de drainage. Des spécialistes qui méritent notre confiance nous affirment qu'il a entièrement raison.

La réforme toutefois, qui, à notre avis, s'impose davantage, c'est l'ouverture des marchés. Nous ne

sommes, nous le confessons, que des profanes en agriculture, mais il ne nous est pas défendu d'écouter, ni d'observer. Pendant trois mois, au cours de l'été dernier, nous avons parcouru un comté essentiellement agricole: Kamouraska. Nous avons visité chez eux des centaines de cultivateurs pour nous rendre compte de leurs besoins. Presque tous se sont plaints de ne pouvoir écouler leurs produits. Ils nous disaient par exemple: "À quoi bon cultiver de la salade, des tomates, des carottes, comme vous nous le suggérez: nous ne pouvons pas les vendre. Nous ne sommes pas protégés et ce sont les provinces étrangères ou les trusts qui alimentent les marchés de nos villes."

L'un d'eux ajoutait, en termes réalistes: "Moi, je jette mes patates aux cochons, tandis que les Québécois mangent des patates du Nouveau-Brunswick." Les embarras de nos cultivateurs sont assurément graves, et j'invite le gouvernement à s'y intéresser, non seulement au nom de mes mandataires de Kamouraska, qui m'en ont spécialement chargé, mais, au nom de tous les agriculteurs de la province, qui ont tout de même le droit de nous approvisionner avant les étrangers. Nous n'ignorons pas, là encore, qu'il faudrait atteindre les monopoles, mais qu'on les frappe, qu'on les frappe sans pitié, puisqu'il s'agit pour nous d'une question capitale.

Au reste, le gouvernement nous permettra-t-il de lui glisser à l'oreille, lui qui compte sur les campagnes pour s'assurer une majorité électorale, qu'il lui importe de rendre bientôt justice à nos cultivateurs. Plusieurs, il peut nous en croire, sont fort contrariés. Que d'ailleurs il ne s'illusionne pas sur la portée réelle de quelques victoires électorales. Ce vote, il le sait mieux que nous, n'a aucune signification. Chez nos pauvres Canadiens, les choses sont ainsi faites: aux élections partielles, ils sont plus près de leurs intérêts que de leurs principes. Aux élections générales, que nous attendons avec impatience, ce sera différent.

Il y aurait lieu encore, ainsi que le propose M. Minville, "d'organiser l'exploitation de la forêt en fonction de l'agriculture, au lieu de l'organiser contre elle". Jusqu'ici, on s'est préoccupé de favoriser les exploitants étrangers qui ruinent notre bien, au détriment des cultivateurs et des bûcherons eux-mêmes, tel que l'a démontré à l'évidence, lors du dernier congrès des bûcherons, M. Louis-Philippe Côté, leur organisateur général.

Il faudrait arracher une grande partie du domaine national, notre principale richesse, aux capitalistes, pour qu'en puissent profiter nos agriculteurs, d'après une réglementation établie par le gouvernement.

Quant au reste, on devrait assurer à nos bûcherons des conditions humaines de vie et des salaires proportionnés aux revenus de la forêt: jamais ils ne devraient être inférieurs à \$75 par mois. Qu'on force nos dictateurs à payer des salaires humains! Qu'ils cessent de multiplier leurs millions à nos dépens!

Il resterait enfin à organiser l'établissement et à stimuler le développement de la petite industrie.

Pour atteindre ces objectifs, il faut peu compter sur nos gouvernements, toujours plus soucieux d'obtenir un renouvellement de mandat que de rechercher le bien de la société. C'est pourquoi nos ouvriers, nos cultivateurs, nos bûcherons doivent s'organiser puissamment en syndicats. Ils seront considérés et écoutés lorsqu'ils deviendront forts et menaçants au point de vue électoral. La multiplication de ces groupements professionnels nous achemine peu à peu vers la formation d'un Conseil économique, puis du corporatisme, but ultime et nécessaire de toute notre évolution sociale.

Quelques députés se rappellent peut-être que sous le titre "Réformes politiques et administratives" de notre programme d'Union nationale, nous lisions, au paragraphe 4: "Transformation du Conseil législatif en Conseil économique". Naturellement, cette promesse, comme la plupart des autres, n'a pas été rachetée. Le gouvernement n'a pas aboli le Conseil législatif, pour en faire un Conseil économique, contrairement à la promesse faite à la population lors des élections de 1936.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais, au grand jamais, je ne me suis engagé à abolir le Conseil législatif.

M. Chaloult (Kamouraska): Voici le programme de l'Action libérale nationale et c'est pourtant bien mentionné.

Le premier ministre me permettra-t-il de lui poser une question? Le manifeste de l'Action libérale nationale n'était-il pas le programme de l'Union nationale, lors des dernières élections?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas la même chose. Si le député veut se donner la peine de consulter les *Procès verbaux* de la Chambre, il verra que, dans le passé, nous avons présenté en Chambre une motion pour demander la réforme du Conseil législatif, sur la base d'un Conseil économique.

M. Hamel (Québec-Centre): C'était dans le programme...

M. l'Orateur: Il n'est pas permis au député de Québec-Centre d'entrer ainsi dans le débat. Le député de Kamouraska a posé une question au premier ministre qui lui a répondu.

M. Chaloult (Kamouraska): Le premier ministre n'a pas répondu à ma question. Il a répondu à côté. C'est un habile procédé d'avocat, employé au palais et aussi dans cette Chambre. Je veux savoir s'il reconnaît que le programme de l'Action libérale nationale était notre programme aux élections générales de 1936?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La plus grande partie de ce programme n'a pas été la base de la campagne de 1936. Notre programme est venu au monde bien longtemps avant celui de l'Action libérale nationale et les procès verbaux des sessions datant de bien longtemps avant l'existence de l'Action libérale nationale le prouvent. De plus, le programme de l'Action libérale nationale comportait plusieurs assertions que je n'ai jamais acceptées ni approuvées, et je défie n'importe qui de prouver le contraire.

M. Chaloult (Kamouraska): Je suis surpris de cette déclaration du premier ministre, mais je dois accepter sa parole. Et pourtant, nous avons fait la campagne en faisant nôtre le programme de l'Action libérale nationale. C'est la première fois que j'entends mettre en doute que le programme de l'Action libérale nationale n'était pas le nôtre aux dernières élections. Cependant, d'après une entente signée par M. Paul Gouin et M. Duplessis, il était entendu que le programme de l'Action libérale nationale serait celui de l'Union nationale. Ce programme, je le considère comme le nôtre. Autrement, nous n'avions pas de programme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ferai remarquer que l'Action libérale nationale était enfant cadette quand l'opposition et l'Union nationale étaient majeures depuis très longtemps.

M. Chaloult (Kamouraska): Mais on conviendra que l'enfant majeure n'eût jamais été élue sans l'enfant cadette.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le majeur est arrivé au pouvoir sans l'enfant cadet et en dépit des trahisons de l'enfant cadet, et il restera longtemps au pouvoir en dépit de cela.

(Applaudissements à droite)

M. Chaloult (Kamouraska): Ces subtilités ne nous satisfont point. Je crois que l'on conviendra que, sans l'enfant cadet, le parti n'aurait pas pris le pouvoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le succès de la dernière élection n'a pas été celui du Parti conservateur, ni celui du Parti libéral, mais il a été le succès de l'Union nationale qu'il ne faut pas confondre avec l'Action libérale nationale et le Parti national.

M. Chaloult (Kamouraska): Le temps des calembours et des mots d'esprit est passé. Vous n'avez pas tenu une seule de vos promesses. Lorsque l'alliance a été faite, il n'a pas été question de l'Union nationale. Nous avons combattu parce que nous rêvions d'un parti national. Il y avait le Parti conservateur et l'Action libérale nationale. Le Parti conservateur a accepté le programme de l'Action libérale nationale. Quand j'étais dans l'organisation, nous avons fait publier le programme dans les journaux et nous nous sommes battus pour ce programme.

Grâce au mouvement de fond créé dans la province, à l'éloquence du chef du parti, et à toutes les circonstances favorables, nous avons triomphé, mais nous ne l'aurions pas fait sans l'Action libérale nationale, sans la mystique qu'elle avait créée dans la population. On ne saurait attribuer tout le succès à un seul individu.

En 1936, j'ai combattu avec le premier ministre pour faire disparaître de cette province l'esprit de parti. J'admets que nous avons réussi à déloger le Parti libéral grâce à des conservateurs valeureux, grâce à des libéraux non moins valeureux et grâce à la grande éloquence du premier ministre. Je dois l'admettre.

On m'assure que le Conseil Législatif existe toujours, et que ces honorables messieurs, sauf quelques nobles exceptions, sont plus inutiles que jamais. Le croirez-vous? On en a même, nous affirme-t-on, choisi de nouveaux. Faut-il s'en scandaliser? Mais non. Serait-on encore assez naïf au Canada français pour s'imaginer que les politiciens doivent tenir leurs engagements, même écrits?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux que rappeler au député que je n'ai rien signé. Les conseillers législatifs que j'ai nommés ont approuvé les réformes du gouvernement; ils se sont engagés à supporter les réformes que nous voulons faire subir au Conseil législatif. Ce sont des honnêtes gens dont la parole vaut de l'or.

M. Hamel (Québec-Centre): On connaît ça! (Rires à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une confession. Que le député de Québec-Centre prenne note du fait qu'une confession s'accompagne toujours de repentir. Nous avons présenté la réforme du Conseil législatif sur la base d'un Conseil économique, et nous tendons toujours vers cela. Nous sommes en faveur des deux Chambres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah! Ah!

M. Chaloult (Kamouraska): C'est que je croyais avoir déjà entendu le premier ministre dire et répéter souvent que le Conseil économique, nous l'avions déjà par la nomination de M. Minville et de tel autre technicien et tel autre expert à certaines fonctions dans le gouvernement. Il a souvent dit: "Voilà notre Conseil économique." Or, ce n'est pas cela que nous entendions par Conseil économique. Nous voulions lui donner la place au Conseil législatif.

Le Parti libéral, vers 1900, avait promis d'abolir ce Conseil. Au pouvoir, il n'y a plus pensé. Le Parti conservateur, alias national, lui aussi, l'a oublié. Le Parti libéral vient une deuxième fois d'inscrire ce même article à son programme. Souhaitons-lui une mémoire fidèle, mais n'y comptons pas trop.

Que voulez-vous? C'est cela la politique au pays de Maria Chapdelaine. Que l'on ne s'étonne pas si on entend parfois répéter que la démocratie est une mauvaise plaisanterie. Ce sont les farouches adversaires de la dictature eux-mêmes qui fournissent les meilleurs arguments en faveur du régime totalitaire.

Nous persistons, de ce côté de la barricade, comme il y a trois ans, à préconiser la transformation du Conseil législatif en Conseil économique. On le sait, ce nouveau Conseil serait composé de représentants des diverses associations professionnelles, des sociétés nationales, commerciales, industrielles, des universités, etc, etc. On y adjoindrait des spécialistes, des techniciens chargés d'étudier divers sujets particuliers. Ce Conseil, ainsi constitué, aviserait le gouvernement sur la législation économique et sociale. Il remplirait un rôle utile, tandis que l'organisme actuel n'est qu'un ornement coûteux et pompeux.

Je comprends que je suis un peu long et qu'on en a un peu soupé des discours, des deux côtés

de la Chambre. On me le pardonnera peut-être. J'ai un peu de temps à prendre dans cette Chambre où je n'ai envoyé personne l'an dernier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À ce compte-là, ceux qui n'ont pas été députés pendant 10 ans parleront pendant 10 ans.

M. Chaloult (Kamouraska): Je n'ai pas l'intention de parler pendant 10 ans.

On parle beaucoup depuis deux ans de démocratie et de dictature. Les uns ne trouvent à la démocratie que des vices, les autres, que des vertus. Ceux-ci adorent la dictature, ceux-là l'exècrent. Que ces jugements sont donc canadiens-français, c'est-à-dire peu nuancés, peu mesurés, tel notre climat. Comme si tout le bien ou tout le mal pouvait coexister dans une même institution humaine. Nous suggérons avec modestie que la valeur d'un gouvernement dépend moins de sa forme que des hommes qui le dirigent.

Une dictature peut être excellente, si le dictateur, comme au Portugal, est un administrateur sage et prudent. Une démocratie peut l'être autant si, comme aux États-Unis, ses chefs sont conscients de leurs devoirs, de leurs responsabilités et s'acharment à réprimer les abus. Que notre démocratie, dans le Québec, soit devenue justement discréditée, nous l'admettons, et pour les motifs que nous avons exposés plus haut.

Elle ne se respecte pas, elle se vautre dans l'électoratisme, elle se moque de ses promesses les plus sacrées. Pourquoi la respecterait-on? Pourquoi? Pour se maintenir, elle a besoin d'une abondante transfusion. Nous proposons le corporatisme social.

Cette formule est déjà vieille, mais elle nous paraît plus nécessaire que jamais. C'est elle qui nous permettra de "sortir du trou", selon la devise du comité de défense économique. C'est elle qui fournira à notre peuple une orientation sociale et nationale dont il ne saurait plus longtemps se passer. Nous avons foi dans le corporatisme. Nous sommes sincèrement persuadés que c'est grâce à lui que notre peuple pourra survivre, s'il n'est pas déjà trop tard.

Les cadres nécessaires pour l'imposer se forment progressivement et il appartient à tous les patriotes et les catholiques sociaux de les fortifier. Il n'entre pas dans nos desseins d'expliquer ici le fonctionnement du corporatisme: nous référons ceux que cela intéresse à l'étude présentée par M. Minville à la *Semaine sociale* de Trois-Rivières, le 24 juillet 1936, et à celle du député de Québec-Centre (M. Hamel).

Une dernière réforme s'impose. Nous y attachons un prix singulier. Elle concerne notre législation matrimoniale. Un mot seulement pour aujourd'hui.

On sait que toutes nos lois sur le mariage sont d'inspiration libérale. Il convient de les réviser de fond en comble. Les évêques de Québec et de Trois-Rivières ont déjà prié le gouvernement de s'intéresser à cette question. Je le lui rappelle pour la troisième fois. Qu'il nomme donc un comité de juristes, - orthodoxes évidemment, - et qu'il le charge de refondre toutes ces lois pour les conformer au droit canonique. Il pourra alors réclamer auprès du clergé tout le mérite de cette réforme que, sans raison, aucun autre gouvernement n'a osé entreprendre.

C'est beaucoup! Qu'il y pense! Ma suggestion devrait l'intéresser. Quant à notre modeste contribution, qu'il soit sans inquiétude, on l'aura totalement oubliée. C'est toujours au général qu'on attribue la victoire, jamais au soldat qui se fait trouer la peau... D'ailleurs, nous ne commettrions pas l'indiscrétion de rappeler que cette idée nous fut chère. Si l'on ne bouge pas, nous reviendrons sur le sujet, sans chercher d'ailleurs à le passionner. Il plane au-dessus de nos querelles.

Le gouvernement doit s'inspirer d'une politique canadienne-française pour la majorité de la population: l'intérêt général prime l'intérêt particulier². Au Québec, une politique canadienne-française signifie que 80 % des ressources nationales devraient être remises aux personnes qui constituent 80 % de la population. Ces personnes devraient également recevoir 80 % des postes de l'industrie. Les Canadiens français ne demandent pas ce à quoi ils n'ont pas droit, mais bien ce qui leur appartient.

C'est le devoir formel de l'État dont le rôle consiste à rechercher le bien général, de venir en aide à cette majorité, les quatre cinquièmes de la population, pour la libérer de son esclavage et lui permettre d'évoluer dans des conditions économiques normales. Le gouvernement doit user de son autorité, suivant les circonstances, pour rendre la majorité canadienne-française maîtresse de ses destinées, par conséquent de son économie, support matériel de sa culture. Si, pour cela, il faut nationaliser, qu'il nationalise! Aux grands maux les grands remèdes! Seuls les pusillanimes craignent les moyens énergiques. Cette ferme attitude, qui sollicite notre gouvernement, n'exclut d'ailleurs pas la prudence.

En vertu du pacte confédératif, on avait reconnu officiellement l'existence d'un État français dans le Québec, tout en sauvegardant les droits des

minorités et on avait établi un État anglais dans l'Ontario. Les provinces contractantes, ainsi que la métropole, ont consenti à l'instauration dans le Québec d'une politique nationale française et dans l'Ontario, d'une politique nationale anglaise, toujours, de part et d'autre, avec la réserve des droits acquis. Le pacte fédéral a toujours été interprété de cette façon dans l'Ontario.

Il n'en fut pas de même au Québec. Non seulement on a scrupuleusement reconnu les droits de la minorité, ce que j'approuve entièrement, mais on a bâti toute notre politique à l'avantage exclusif de cette minorité; en un mot, on a sacrifié la majorité à la minorité. On appelle cela de la générosité. C'est de la bêtise. C'est formidable, c'est invraisemblable et c'est vrai. Et tous savent que c'est vrai.

J'insiste, dit-il, sur l'urgence d'une politique nationale française dans l'État québécois, et je rappelle les paroles de M. l'abbé Lionel Groulx, de M. Esdras Minville, de M. Paul Gouin, de M. Oscar Drouin, etc.

Nous accusera-t-on de fanatisme? Avouez que la comparaison est agréable. Depuis longtemps, d'ailleurs, nous connaissons cette chanson. On nous a déjà représentés comme des anglophobes. Nos adversaires, les trusts et leurs amis, sont naturellement hostiles à toute politique nationale française. Ils disposent, on le sait, de ressources financières colossales, presque illimitées. Pour conserver leur emprise sur la province, à tout prix doivent disparaître les patriotes combattifs. Je demande, dit-il, à être entendu avec compréhension. Moi et mes partisans nationalistes n'avons pas de préjugés envers aucun autre peuple; nous voulons seulement recevoir la reconnaissance des droits des personnes que nous représentons.

Non, il est faux, nous le répétons en Chambre pour la troisième et la dernière fois, et nous prions les journalistes anglais de le noter, il est faux que nous nourrissons le moindre préjugé à l'égard d'aucun autre peuple. On ne trouvera pas, dans un de nos discours ou de nos écrits, un mot qui justifie ce reproche. Il n'est pas question de brimer la minorité anglaise. Nous admirons bien au contraire le sens pratique de MM. les Anglais, l'esprit d'économie des Écossais, l'ambition des Irlandais, le goût du travail des Juifs. Trop heureux serions-nous, si notre peuple possédait de si conquérantes qualités.

Je souhaite, dit-il, de la prospérité et du bonheur à toutes les minorités, mais j'espère que les Canadiens français ne s'éterniseront pas au service des races. Car enfin, dit-il, je soupçonne qu'ils pourraient avoir quelques droits, eux aussi, dans ce

pays qu'ils ont colonisé. Serait-il irrévocablement décrété que leur vocation est celle de domestiques? Serait-il jugé sans appel que le défaut d'intelligence est chez eux un vice congénital? Nous réclamons pour ces pitoyables Canadiens français le droit de respirer avec les autres du bienfait du soleil, du grand air et du sol, le droit de ne pas toujours être logé dans des taudis. C'est tout. Nous ne rêvons ni de conquérir l'Empire britannique ni les États-Unis.

Cette politique pro-canadienne-française ne produira ses fruits que si l'on élargit notre autonomie provinciale. Voilà un autre sujet connexe aussi important que délicat.

Ici, nous tenons à complimenter chaleureusement notre gouvernement provincial sur son attitude courageuse à cet égard. Suivant la tradition établie par M. Alexandre Taschereau qui, rendons-lui justice, n'a jamais transigé avec notre autonomie provinciale, le premier ministre actuel, lui aussi, s'est proclamé le défenseur résolu de nos droits. À maintes reprises, il a signifié formellement à Ottawa sa volonté de ne pas en céder une parcelle. Nous applaudissons, et de grand cœur. Cette détermination est conforme au meilleur esprit de notre programme et à tradition nationaliste canadienne-française. Nous ne rechercherons pas plus les motifs que nous ne discuterons la manière. Pour une fois, le gouvernement nous procure le rare plaisir de louer l'un de ses gestes: nous ne nous attarderons pas à de mesquines considérations.

On voudra bien nous permettre cependant de nous engager plus à fond dans cette voie de l'autonomie provinciale que notre gouvernement lui-même; notre doctrine nationale nous y autorise et nous y invite.

Non seulement nous n'entendons pas qu'Ottawa nous enlève un seul des droits provinciaux dont nous jouissons actuellement, mais nous voulons reprendre à Ottawa tous nos droits légitimes dont il nous a peu à peu dépouillés contre l'esprit et la lettre de la Constitution. À cette fin, nous devons tendre à une décentralisation de plus en plus grande, augmenter graduellement l'autonomie de la province, conformément au pacte de 1867, dont nous exigeons l'application intégrale. Le gouvernement central, quelle que soit son étiquette politique, doit se rappeler que nous vivons en confédération et que tout son pouvoir lui a été expressément délégué par des provinces autonomes. Il lui importe surtout de ne pas oublier que cette Confédération résulte d'un contrat entre deux races, dont l'égalité stricte est la disposition essentielle, avec toutes les conséquences qui en résultent.

Que M. Bennett, de sinistre mémoire, réprouve cette définition, c'est bien naturel après ce qu'il a fait³... Il ne veut pas de "neuf souverainetés, mais seulement d'un grand dominion". Assimiler notre minorité française deviendrait alors un jeu; nous lancer dans de folles aventures impériales, un luxe de mégalomane. Comme, Dieu merci, ce bonhomme au front fatal, dirait Asselin, nous quitte pour des cieux plus impériaux, qu'il emporte avec lui tous ses partisans antinationaux.

Sur l'attitude des députés de Québec aux Communes, reconnaissons-le, nous avons eu avec M. Wilfrid Lacroix, député libéral de Montmorency aux Communes, un homme de véritable esprit national à Ottawa, qui a su se lever pour la sauvegarde de nos droits. Il convient aussi de féliciter M. Georges Héon, le conservateur M. Héon, pour le courage qu'il a aussi manifesté dans son discours, en représentant bien la mentalité des nôtres. Ils sont contre l'armement et la participation du Canada à une guerre impériale.

Le Canada est un pays de l'Amérique du Nord et il est temps que nous le réalisons. Nous ne sommes pas en Europe, mais en Amérique. Nos intérêts ne sont pas en Angleterre ou en France, mais au Canada. Les Canadiens ont raison de prêter allégeance à la couronne britannique, mais en même temps, ils n'ont pas d'affaire à s'impliquer dans les affaires européennes.

Nous acceptons la Confédération, soit, mais à la condition qu'elle redevienne une confédération; à la condition que l'on y respecte notre autonomie et que l'on nous rende nos prérogatives; à la condition d'y être partout traités en égaux et que disparaisse la réserve québécoise. Autrement, qu'on le sache, ce régime transitoire ne nous intéresse pas.

C'est affirmer que nous ne sommes pas séparatistes. Mais, si un jour, nous jugeons opportun de le devenir, parce qu'on persiste à nous traiter injustement, ou pour toute autre raison d'intérêt national, - ne serait-ce que pour nous servir de cette menace comme d'une arme défensive - ce jour-là, nous ne nous croirons certes pas obligés d'en solliciter la permission de personne. Cette forme de gouvernement, qui s'appelle Confédération, n'existe pas de droit divin, pas plus que celle de 1791 ou de 1841. Il est parfaitement légitime, si on le veut, de chercher à la modifier par des moyens légaux et constitutionnels.

Pour le moment, nous réclamons l'exécution de toutes les clauses du pacte fédéral de 1867. Nous serait-il permis de nous avancer un peu plus loin? Si l'on considère l'esprit du traité fédéral, n'est-on pas

justifiable de soutenir que les pouvoirs provinciaux ont le droit de surveiller le pouvoir central dans l'exercice de son mandat? À titre de mandant, le gouvernement de Québec est autorisé, semble-t-il, à rappeler à Ottawa ses obligations. Qu'il nous permette de le lui proposer.

Pourquoi ne pas insister, par exemple, puisque là-bas on ne paraît pas toujours s'embarrasser de logique, pour qu'on efface sans retard tous ces vestiges de vie coloniale, indignes d'un peuple fier et contraires au Statut de Westminster? Le Canada, étant un pays souverain, au même titre que l'Angleterre, à quoi riment ces recours au comité judiciaire du Conseil privé qui rend des décisions beaucoup plus politiques que juridiques, quand elles ne nous sont pas simplement arbitraires? Qu'on abolisse au plus tôt ces appels, qui, comme le reconnaît avec raison le ministre de la Justice lui-même, M. Ernest Lapointe, constituent une marque de servilisme et une source de dépenses inutiles!

Qu'on donne aussi au Canada un gouverneur canadien! Qu'avons-nous besoin, je vous le demande, d'aller le chercher en Angleterre? Pourquoi pas en Australie ou en Afrique du Sud alors? Va-t-on prétendre que des hommes d'État comme MM. Dandurand et Cahan ne figureraient pas aussi bien que cet excellent M. Buchan? Au reste, entre nous, ce rôle n'exige pas une grande dépense de matière grise...

Puis, Québec ne pourrait-il pas prier Ottawa de la gratifier enfin d'un drapeau? Rencontre-t-on, dans le monde entier, une seule nation civilisée privée de son emblème national? Il n'est pas surprenant, dans nos fêtes publiques, de voir s'étaler toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, si bien que l'on se croirait dans un pays international, sous la régie de la Société des Nations.

Faut-il s'étonner alors que la majorité des Canadiens soient dépourvus de tout sens national et que plusieurs d'entre eux se demandent où l'on pourrait bien, sur le globe terrestre, localiser leur patrie? Se trouverait-elle en France, en Angleterre, aux États-Unis ou en Chine... par hasard?

Québec devrait aussi s'opposer, avec la dernière intransigeance, à toute immigration, de quelque nationalité qu'elle soit. Ceux qu'on cherche à diriger vers notre pays constituent généralement la racaille internationale. Que l'Angleterre garde sa pègre, la nôtre nous suffit. Le Canada n'est pas le dépotoir de l'Europe. D'ailleurs, les provinces seules devraient avoir juridiction en une matière d'immigration.

N'appartenait-il pas encore à notre gouvernement provincial de proposer que le Canada participe à la Conférence panaméricaine de Lima? Toutes les grandes nations de l'Amérique y étaient représentées, pourquoi étions-nous absents? N'avons-nous pas appris que le Canada est devenu pays d'Amérique?

Nous pourrions multiplier presque indéfiniment ces suggestions, mais la liste trop longue. Il importe au plus haut point, toutefois, que notre attitude envers le gouvernement d'Ottawa révèle des sentiments de bienveillante collaboration. Surtout, il serait infiniment déplorable que nous nous laissions entraîner à le combattre systématiquement parce que, là-bas, le parti au pouvoir n'est pas le nôtre. Ce serait d'une étroitesse d'esprit bien digne de politiciens canadiens-français. Et, pour ce qu'il y a de différence entre nos partis!

Politique canadienne-française dans le Québec, canadienne-anglaise dans l'Ontario, autonomie provinciale, droits égaux pour les deux races partout au Canada conformément au pacte de 1867, voilà notre formule de coopération à l'unité canadienne que nous acceptons volontiers, si on la croit possible. Pour bien convaincre notre peuple qu'il ne saurait exiger moins, sans renoncer à sa dignité et sans compromettre son existence, il reste une dernière réforme, fondamentale celle-là, qui concerne l'éducation et dont nous dirons maintenant quelques mots.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne veux pas interrompre le député, mais à 5 heures nous aurons une sanction, par le lieutenant-gouverneur, de la loi du crédit agricole. Son Honneur le lieutenant-gouverneur m'a demandé d'être prêt à 5 heures, nous pourrions peut-être suspendre la séance tout de suite. Nous allons aller dans la salle du Conseil législatif et nous reviendrons entendre le député de Kamouraska (M. Chalout).

M. Chalout (Kamouraska) propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Marcoux), que le débat soit suspendu et se poursuive au cours de la présente séance.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 9 février 1939

Il est ordonné qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Baribeau, Giroux, Grothé, Marchand, Martin, Mercier, Moreau, Nicol, Ouellet, Raymond, Roy et Scott, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

Il est ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative et que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 2 pour porter à trente-cinq millions de dollars les sommes mises à la disposition de l'Office du crédit agricole en faveur des cultivateurs de la province de Québec.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill suivant:

- bill 2 pour porter à trente-cinq millions de dollars les sommes mises à la disposition de l'Office du crédit agricole en faveur des cultivateurs de la province de Québec.

La sanction royale est prononcée sur ce bill par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ce bill."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée jeudi le 19 janvier dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Chaloult (Kamouraska): Décidément, je ne suis pas chanceux. J'allais tout à l'heure parler de l'instruction publique et le ministre s'y trouvait. Maintenant, le ministre et député de Labelle (l'honorable M. Paquette) n'est pas revenu.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Ça va abrégé votre discours.

M. Chaloult (Kamouraska): Problème d'éducation. Il est d'usage, au Canada français, lorsqu'on aborde ce problème, de commencer par s'en excuser, puis de louer sans mesure nos éducateurs, et enfin, d'insinuer sa pensée avec mille détours et réticences, comme si on allait commettre une bien vilaine action. Mon Dieu, pourquoi se donner tant de mal? Il devrait être si facile, entre compatriotes animés des mêmes sentiments et poursuivant un idéal commun, de se parler avec courtoisie, mais franchement. Aurions-nous perdu cette largeur de vues, cette sérénité d'âme de nos ancêtres qui leur permettait d'entendre une critique bienveillante et sincère? Pourquoi tout ce tragique? Cela n'est guère français. Il faut rire un peu dans cette austère province, de nous-mêmes, au besoin... bien que le sujet ne soit pas toujours rigolo... Ou donc es-tu Cyrano?

Que nos éducateurs veillent bien nous épargner les formules protocolaires. Comme eux, qu'ils en soient assurés: nous recherchons le seul bien des Canadiens français. À notre avis, ce bien est conditionné, dans une très large mesure, par l'éducation. Notre responsabilité de père de famille nous autorise, nous oblige même à nous occuper de ce problème capital.

Immédiatement, nous nous empressons d'admettre les progrès constants et marqués de l'instruction et de l'éducation.

Au prétoire, avons-nous particulièrement observé, d'une année à l'autre, les progrès sont sensibles. Les bouches molles s'affermissent. Souvent nos jeunes avocats s'expriment devant nos cours de justice dans une langue convenable. Plus soucieux que leurs aînés de la précision des termes et de la correction des phrases, leurs discours rencontrent parfois l'élégance. Leur pensée s'affine peu à peu en même temps que la forme dont ils la revêtent. Elles sont mieux ordonnées, plus limpides, bref, plus françaises. L'enseignement des "Lettres", trop longtemps médiocre, s'est donc amélioré. On continue d'en élever le niveau.

L'éducation nationale commence à préoccuper nos éducateurs. Aujourd'hui, on apprend à nos petits Canadiens français, à l'école primaire, du moins, on nous l'assure, que le Canada est leur patrie, la cause qu'ils doivent servir. Ne désespérons pas: demain on leur enseignera sans doute que, depuis le traité de Westminster, le Canada a cessé d'être une colonie pour devenir un pays souverain, au même rang que l'Angleterre, la France, les États-Unis. Dans les cours d'histoire du Canada, on renoncera aux appellations malsonnantes qui ne correspondent plus à la réalité: domination anglaise.

Nous l'admettons avec satisfaction: partout, l'on s'efforce de progresser.

Que d'insuffisances persistent cependant! Elles s'expliquent: la conquête, l'absence de ressources, le milieu familial, le climat, si l'on y tient. Elles n'en existent pas moins. Il importe de les combler. Pour notre peuple, c'est devenir une question d'être ou de ne pas être.

Par cette éducation nationale, vague, hésitante, invertébrée, trop souvent le lot de nos enfants à l'école primaire - quand toutefois elle existe - on ne pourra jamais former que des être émasculés, des types de Français anémiés, rabougris, indignes de vivre comme le sont trop de nos compatriotes.

Quand affirmera-t-on résolument à nos petits Canadiens qu'ils sont Français et doivent le rester; que le seul moyen pour eux de le rester, c'est de le devenir davantage, cent pour cent; que leur qualité de Français, loin d'être un obstacle à leur avancement

économique, les favorise au contraire; qu'ils peuvent, à bon droit, se vanter de leurs origines françaises et que leur titre de premiers occupants leur procure le privilège de se proclamer partout chez eux, au Canada, autant que tous et plus que bien d'autres? Quand s'aviserait-on de convaincre le jeune Canadien rural que sa vocation naturelle, c'est la terre; que la Providence l'a fait naître à la campagne pour y vivre et prospérer; qu'au surplus, cette terre, elle est riche et féconde, accueillante et généreuse pour ceux dont elle se sent aimée; qu'elle est belle enfin, d'une beauté presque divine, puisqu'elle reflète l'image du Créateur? Quand va-t-on "ruraliser" pour vrai, notre enseignement?

Pourquoi toutes ces vigoureuses "jeunesses" rêvent-elles de fréquenter une maison commerciale afin de devenir garçon de magasin, quand ce n'est pas cireur de bottes dans une grande ville? N'est-ce pas notre éducation reçue dans la famille ou à l'école, qui nous incline à penser spontanément que nous sommes destinés aux emplois subalternes? Voilà toute notre mystique française? On nous a forgé une âme de serviteurs. Former nos jeunes gens à l'obéissance, c'est bien; mais, les entraîner au commandement, c'est beaucoup mieux.

Qu'il importe d'obéir pour apprendre à commander, c'est une de ces naïvetés dont on nous a trop longtemps saturé l'esprit, et qui explique peut-être que nous obéissons toujours dans ce pays, sans jamais commander. On déplore le servilisme de nos députés - pas les vôtres, M. l'Orateur! - mais quelle en est donc la cause? L'élevage du mouton, la plus florissante de nos industries nationales, ne nous donnera jamais les lions qu'il nous faut. Que des réformes sérieuses, radicales, s'imposent, qui le niera? L'abbé Lionel Groulx, le cardinal Villeneuve, Mgr Camille Roy le reconnaissent eux-mêmes volontiers, et publiquement.

Est-ce que l'une des plus pressantes réformes ne serait pas, par hasard, celle de notre Conseil de l'instruction publique? Cette institution respectable et "intouchable", nous l'avons ingénuement, nous a toujours paru inefficace.

Nous nous expliquons. Nous admettons volontiers le principe de sa composition, moitié par des clercs, moitié par des laïcs. L'Église possède un droit inaliénable à l'enseignement: "Allez, enseignez toutes les nations..." Mais, serait-il impertinent de nous demander si tous les évêques sont, par définition, des éducateurs, des Mgr Courchesne pour ne nommer que celui-là? Sont-ils tous également versés en pédagogie? Accaparés par leurs nombreuses charges pastorales, peuvent-ils tous et toujours se tenir à la page? Poser la question, c'est y

répondre. Au lieu de rester membres *ex officio* du Conseil, pourquoi ne tolérerait-on pas, en pratique, que nos évêques y délèguent un mandataire, lorsqu'ils le jugent opportun? C'est un droit, il nous semble, dont l'État devrait leur faciliter l'exercice.

Quant aux membres laïcs, rien ne justifie le gouvernement de les nommer. Il est tout à fait incompétent en cette matière, il l'a surabondamment prouvé. Pour d'excellentes nominations comme celle de MM. Antonio Perreault et Édouard Montpetit, que de politiciens usés, ignares ou discrédités avec lesquels on a forcé nos évêques à se commettre... dans un lointain passé, évidemment. Nous suggérons humblement qu'ils devraient être désignés, avec beaucoup plus de logique et de profit pour tous, par nos universités, nos écoles normales, nos collèges classiques, nos associations de pères de famille, qui ont bien quelques droits, j'imagine, dans l'éducation de leurs enfants.

Il serait sage aussi de restreindre le nombre de nos représentants. Comme le disait avec infiniment de raison feu l'abbé Auguste LaPalme, à un déjeuner-causerie de "La Province", "un petit nombre de membres raccourcirait les délibérations du Conseil et permettrait de les terminer autrement que par des compromis ou des renvois à six mois".

Si l'on acceptait ces réformes, ou d'autres de même nature, enfin nous verrions siéger au Conseil de l'instruction publique le premier éducateur canadien-français, l'historien Groulx⁴, le plus grand sociologue du Québec, le père Levesque, et ce modeste savant qui s'appelle le frère Marie-Victorin⁵. Car, je doute fort que, pour des raisons faciles à deviner, ils ne revêtent jamais la pourpre épiscopale. Nous trouverions aussi, dans cet auguste aréopage, des laïcs distingués, instruits et progressifs comme Esdras Minville⁶, Adrien Pouliot⁷, Cyrias Ouellet⁸, etc.

D'économistes, d'hommes de science, de réalistes en un mot, notre petit peuple éprouve un singulier besoin aux postes de commande, entouré qu'il est par 150,000,000 d'anglophones de formation pragmatique. Comment rivaliser avec ces concurrents si notre culture est devenue surtout théorique? On nous prêche: Emparez-vous de l'économie si vous voulez devenir maîtres chez vous. Fort bien; encore faudrait-il nous en fournir les moyens. Une formation appropriée est requise. Nous la donne-t-on toujours? Rappelons quelques observations.

Les Canadiens français, grâce à leurs études, forment d'excellents plaideurs. Non seulement ceux-ci rivalisent avec leurs compatriotes d'autres

origines, mais ils les surpassent facilement. Ce sont les meilleurs avocats du pays, souvent les plus courus, en dépit même de leur nationalité; preuve que la valeur réelle finit toujours par s'imposer. Nous pourrions citer de nombreux exemples. Que cela ne rapporte pas grand-chose au peuple, ni à la collectivité française, nous en convenons volontiers; car, les services de ces avocats de haute classe sont généralement retenus par les capitalistes étrangers. Glorifie tout de même dont s'accommode volontiers notre amour-propre. Nous sommes si peu exigeants!

Au Parlement d'Ottawa, lorsqu'il s'agit de développer des idées générales, d'exposer, de synthétiser une doctrine, nos Canadiens français s'en tirent pas mal. Ils sont même écoutés. Leur formation dialectique, philosophique, en général, dépasse celle de leurs rivaux. Mais, que, par malheur, la discussion s'amorce sur des questions financières et économiques, voyez-les se défilier, se précipiter vers les corridors ou fonder dans la presse, petite et grosse. Pour la grande majorité d'entre eux, cela ne les intéresse pas plus que l'histoire comparée de l'Indochine et du Mozambique. Par contre, les députés anglais se concentrent, réfléchissent, notent. Combien des nôtres participent au débat sur le discours du budget? Combien écoutent, ou lisent même ce discours? Cependant, c'est le plus important de la session.

Parcourons nos gazettes françaises: étrange contraste avec les journaux anglais. Presque jamais ils ne traitent des problèmes économiques. Pourquoi? Parce que ces sujets abrutissent le lecteur, non seulement ouvrier, mais professionnel. Et voilà! Nous sommes surpris de ne pouvoir concurrencer nos rivaux sur le terrain économique? Quand nous devrions leur être supérieurs à cause de notre position désavantageuse, nous leur sommes nettement inférieurs.

Comment expliquer cette insouciance si dommageable? Notre sang français? Allons donc, il y a encore en Europe 42,000,000 de Français qui, en dépit de leurs tristes gouvernements, brillent à la tête des nations civilisées et administrent avec succès le plus grand empire colonial au monde. Cela suppose tout de même des qualités pratiques. Notre effort pour demeurer catholique et français aurait-il absorbé toutes nos énergies? Pour la plupart, ce souci n'en est plus un. Trouvons ailleurs la cause. Le milieu familial? L'ambiance? Explication insuffisante. Si nous le recherchions un peu dans notre enseignement, dans notre éducation...

Il ne nous appartient pas ici de suggérer des réformes susceptibles d'améliorer, de redresser. Des

pédagogues compétents, nous affirme-t-on, étudient ces problèmes. Puissent-ils ne pas trouver trop tard les remèdes appropriés! La santé de notre peuple est si gravement compromise: il n'y a pas de temps à perdre si l'on veut garantir sa survie.

Notre gouvernement provincial, n'en doutons pas, ne saurait se désintéresser de ces problèmes: guide naturel du peuple, il doit assurer son bien-être temporel, immédiat. C'est à lui de veiller à ce que son éducation lui permette non seulement de conserver, mais d'enrichir son patrimoine, pour son plus grand avantage et celui de ses enfants.

L'autorité civile, dans tous les cas, doit travailler en bonne intelligence avec l'autorité religieuse pour que soient reconnus tous les principes du droit public de l'Église. Ceux-ci devraient régir une province chrétienne comme la nôtre. L'État est maître exclusif dans son domaine, certes, mais, dans quelques questions mixtes, il doit céder le pas à l'autorité religieuse.

Pour illustrer notre pensée par un cas concret, ajoutons que c'est un devoir impérieux de l'État, en conséquence, de notre gouvernement provincial, responsable du bien commun des Canadiens français, de ne pas laisser vivoter notre Université de Montréal. Quelle humiliation nationale que ce spectacle de la deuxième ville française du monde impuissante à soutenir son université! Et cela, en pays d'Amérique! Le gouvernement annonce, dans le discours d'ouverture, son intention de lui venir en aide. À la bonne heure. Nous étudierons son projet de loi avant de le juger. En attendant, et puisque dans cette province il est d'usage de complimenter l'État lorsqu'il manifeste des velléités de remplir simplement son devoir - c'est si rare - nous félicitons, et de bon gré, notre gouvernement pour cette initiative.

Il (M. Chaloult) parle de quelques réformes dans l'instruction; j'en parlerai encore tout à l'heure, dit-il.

M. Barrette (Joliette): (Baillant) Ça, c'est encourageant pour nous autres.

M. Chaloult (Kamouraska): Voyons maintenant, et nous terminons par là, dans quelle mesure nos différents partis politiques peuvent contribuer à l'application des doctrines que nous avons exposées.

Que sont devenus nos deux partis politiques que l'on persiste à qualifier de "grands"? Des groupements d'intérêt. Comme le remarque M. André Siegfried⁹ dans le *Canada, puissance*

internationale, si notre mémoire est fidèle, rien, absolument rien ne distingue plus maintenant le Parti libéral du Parti conservateur, dit national, dans le Québec. Et, je défie n'importe quel partisan, si aveugle soit-il, de me signaler une seule différence appréciable. Tous les deux, ils sont chrétiens en théorie, souvent cléricaux en pratique; libéraux en économie, conservateurs en sociologie; également hostiles d'instinct à toute forme de patriotisme agissant; en somme, canadiens-français moyens.

On trouve de véritables libéraux parmi les conservateurs comme on rencontre des conservateurs authentiques dans le Parti libéral. En France, en Angleterre, des idées multiples et nuancées classent les différents groupes politiques. Aux États-Unis, par contre, les partis démocratique et républicain ne représentent aucune synthèse de pensée. Ce n'est pas la même chose au Canada: libéral, conservateur, même déguisé sous le nom de national, ne sont que des mots, des étiquettes, qui ne correspondent à aucune réalité.

Tout cela, du reste, est bien compréhensible en démocratie. Mais, ce qui est plus grave, c'est que notre peuple paraît s'être d'autant plus attaché à ces vieux partis qu'ils sont devenus plus vides de tous principes distincts. Nous comprenons qu'en France, un royaliste ne soit pas enclin à pactiser avec un communiste. Nous admettons que, pour un vrai catholique, il n'existe pas de compromis possible avec les anticléricaux, de droite ou de gauche.

Mais, chez nous, d'où provient cette opposition, cette sourde antipathie entre libéraux et conservateurs canadiens-français qui, depuis un demi-siècle, appliquent à tour de rôle exactement la même politique? Mystère, si nous n'étudions un peu notre histoire. Depuis la Confédération, presque tous nos chefs laïcs, les plus intelligents parfois, ont gaspillé des millions de dollars et de tonnes de salive pour faire croire au Canadien français que la conservation de sa langue, de sa religion, de ses lois, dépendait du rouge ou du bleu. Et, que voulez-vous? Baptiste l'a cru.

Ah! Si l'on avait dépensé seulement la moitié de cet argent, le quart de ces énergies à former des hommes, à façonner de véritables Français! Voilà qui explique ce fanatisme, cette rage meurtrière qui s'est emparée de notre peuple et l'a complètement égaré. Sa passion bleue ou rouge a remplacé sa mystique française, son ardeur partisane s'est substituée à son zèle apostolique. Vous me direz qu'il se libère peu à peu du virus de l'esprit de parti. J'en conviens. Mais le mal est irréparable, et puis, est-il complètement guéri?

Permettez-moi de citer un cas vécu: je visitais le comté dont je suis mandataire, comme il arrive à tout bon député de le faire, lorsque j'entrai chez un chef de paroisse, pas sot du tout, mais "rouge teint", comme disent nos électeurs. Il m'accueillit avec empressement: nos cultivateurs sont polis et hospitaliers. Il manifesta même de la chaleur: "Enfin! me dit-il, vous voilà revenu au bon vieux Parti libéral. Vous allez être bien reçu, je vous l'assure. Asseyez-vous, vous êtes des nôtres." Un peu surpris, je répondis: "Mais, mon ami, je n'ai pas changé, je ne suis pas plus libéral que lors des dernières élections".... "Comment, répliqua-t-il, vous n'êtes pas libéral, mais, n'avez-vous pas combattu Duplessis (Je m'excuse pour lui: il a oublié le "monsieur" d'usage) comme l'ont rapporté les journaux?"... "C'est vrai, dupliquai-je."- "Alors, si vous êtes contre Duplessis, vous êtes pour Godbout?" Pas nécessairement, ajoutai-je, il me suffit d'être Canadien français, bleu et rouge tout à la fois pour vous plaire". - "Alors, je ne comprends plus rien, conclut ce brave homme, mais, ce que je peux vous assurer, c'est que jamais je ne voterai pour vous, même si M. Godbout en personne venait m'en supplier, car, voyez-vous, au loin, il y a trois générations de... disons Lévesque, qui sont enterrés là, et pas un seul d'entre eux n'a jamais manqué de voter rouge. Je ne les trahirai pas, prenez-en ma parole".

Et voilà, M. l'Orateur, ce qu'on a fait de nos Canadiens français. Ils étaient pourtant intelligents. Tous ne sont pas malades à ce point, mais beaucoup sont contaminés, à des degrés divers, même parmi ceux qu'il est convenu d'appeler l'élite intellectuelle. Je dois ajouter, en toute franchise, qu'il n'y a pas que des rouges dans Kamouraska; il subsiste des bleus, mais oui, des "bleus teints", fidèles chevaliers de la gratte.

Quoique leur nombre diminue, je vous assure qu'il en reste encore. Le croirez-vous? On y trouve même des patriotes libérés, des nationalistes dont le chiffre augmente sans cesse. Il en est ainsi dans toute la province, surtout dans la jeunesse. C'est notre unique raison d'espérer.

À fanatiser les autres par tactique, on finit par se fanatiser soi-même. La contagion a gagné nos politiciens. Nous ne parlons pas d'aujourd'hui; c'est une vieille histoire que nous racontons. Trop souvent, au lieu de travailler ensemble au bien de la patrie, ils s'appliquent à s'entre-déchirer. C'est leur suprême ambition. Le mépris, la rancœur, s'adresser à l'adversaire officiel, sans doute, mais surtout aux misérables qui osent rompre avec les partis.

Rappelons-nous Lavergne, Bourassa. Ceux-là, ce sont les "pelés", "les galeux", sans oublier d'autres épithètes mignonnes. On les hait d'autant plus qu'ils sont d'ordinaire d'anciens amis, des alliés d'hier. Entre rouges et bleus, l'on peut encore s'entendre, mais, avec ces maudits indépendants... Dieu, que notre politique canadienne-française est belle et noble!

L'Angleterre nous fournit pourtant un autre exemple. En septembre dernier, l'on se rappelle que M. Chamberlain¹⁰ était aux prises avec un problème assez délicat, dont la solution était de conséquence. Au lieu de s'isoler, en patriote qu'il est sans doute, à son point de vue, et quoi qu'on puisse penser de ses méthodes, il a invité à conférer avec lui les chefs des partis travailliste et libéral.

Le sort de la patrie en jeu, il oubliait ses querelles pour ne plus songer qu'à l'intérêt public dont il était chargé. Tous les hommes d'État anglais, c'est à leur honneur, eussent agi de la même manière dans de telles circonstances. Cet esprit explique l'unité et la continuité de la politique anglaise ainsi que sa puissante efficacité.

Au Canada, quel contraste! C'est dans les moments les plus critiques que l'on se chamaille davantage. La patrie, l'intérêt national, le bien commun, après l'assouvissement de ses rancœurs personnelles. À Québec, depuis 10 ans, depuis 15 ans, quand avons-nous vu un premier ministre inviter les chefs des partis d'opposition à discuter amicalement avec lui l'élaboration d'une grande politique? Se figure-t-on un premier ministre québécois prendre conseil des membres de l'opposition, ou les traiter simplement en gentilshommes, suivant l'esprit du régime parlementaire?

Cependant, ce sont des Canadiens français, des chrétiens, présumés soucieux des intérêts publics. Notre situation n'est pas moins critique qu'en Angleterre, puisque, nous le répétons, la survivance de notre peuple est en cause. La générosité, la largeur d'idées, la magnanimité, l'esprit chevaleresque, allez donc entretenir de cela nos pauvres Canadiens français. Si nos politiciens pourtant en connaissaient tout le prix, même en monnaie électorale, ils s'en soucieraient davantage.

Malgré tout, nous prenons confiance. Il y a dans cette Chambre des personnalités qui sont loin de s'être affirmées. À dessein, on les maintient dans l'ombre. Nous connaissons des députés, à droite de l'Orateur, dans le ministère même, que nous croyons animés de sentiments patriotiques sincères. Ceux-là ne sauraient après tout renier leur jeunesse tout illuminée de foi nationaliste. Pendant leurs années de

collège, que nous avons vécu ensemble, souvent dans l'A.C.J.C.¹¹, ils se tenaient aux avant-postes et défendaient avec crânerie leurs principes nationaux: qu'ils se rappellent les bustes de Dollard, les œuvres de l'abbé Groulx qui leur ont valu parfois des brimades. Comme Polyeucte, remplis du zèle de néophytes, ils rêvaient de renverser les idoles.

Ils n'ont pas pu oublier ce passé qui est trop présent pour eux. Car, il n'y a pas trois années, ils renouvelaient les mêmes serments. Il y avait parmi ces gens le député de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), le député de Bellechasse (M. Boiteau), le député de Bonaventure (M. Jolicoeur), qui restent pour moi des amis. Ce sont eux qui étaient des oppositionnistes systématiques, qui voulaient garder envers et contre tous leur indépendance. Ce sont des gens dans lesquels je n'ai pas perdu encore toute confiance, malgré le rôle qu'on leur fait jouer aujourd'hui.

Nous entendons encore des sceptiques, des blasés, qui insinuaient en hochant la tête: "Laissez-les subir l'épreuve de l'intérêt, vous connaîtrez leur sincérité". Nous avons refusé de les croire et nous persistons dans nos refus. Nous ne voulons pas admettre, avec l'écrivain anglais, Hilaire Belloc, que "le Parlement est une clique de politiciens poursuivant chacun son propre intérêt". Oui, ils vont se ressaisir et demeurer fidèles à eux-mêmes.

Peut-être espérons-nous contre toute espérance, nous espérons quand même. Ils ne permettront pas qu'on les tienne plus longtemps prisonniers de l'esprit de parti rétrograde bleu, eux qui, comme nous, l'ont dénoncé avec tant de véhémence.

Ils ne permettront pas qu'on leur impose la responsabilité de certains actes, de certaines abstentions surtout, eux qui se sont engagés d'une manière si radicale dans le passé. Ils vont céder bientôt à leur conscience de patriotes, à la voix de l'opinion publique, à celle de plus en plus pressante de leurs véritables amis. Alors, nous célébrerons ensemble leur retour vers la lumière, dont ils éprouvent, nous le devinons, l'angoissante nostalgie.

M. Boiteau (Bellechasse): Le député de Kamouraska (M. Chaloult) a parlé de ses rêves de jeunesse. C'est en plein cela: des rêves. Les rêves de jeunesse sont finis quant à moi. Je vis et je réalise maintenant.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, vous réalisez.

(Rires)

M. Chaloult (Kamouraska): C'est là un aveu que je trouve réellement triste. Si encore le député avait dit qu'il réalise ses rêves de jeunesse, ce serait plus dans l'idéal qu'il s'était proposé. Mais que fait-il? Le député de Bellechasse (M. Boiteau) a abandonné ses doctrines nationalistes.

M. Boiteau (Bellechasse): Si l'honorable député de Kamouraska (M. Chaloult) veut venir tenir une assemblée avec moi dans le comté de Bellechasse, il verra ce que les électeurs vont lui répondre.

M. Chaloult (Kamouraska): Nous y sommes déjà allés ensemble tenir des assemblées dans Bellechasse et nous y retournerons avec plaisir. J'espère que la prochaine fois nous nous entendrons avec le député et que nous revendiquerons les mêmes principes que nous prêchions ensemble, avec le même esprit d'indépendance, cette belle indépendance d'autrefois. Nous ne demanderons pas aux électeurs d'être fanatiquement rouges ou fanatiquement bleus. Il me semble qu'on devrait en avoir fini une fois pour toutes de l'esprit de parti.

Que l'on dise donc, en Chambre, même quand on est du côté du gouvernement, en quoi l'on diffère du gouvernement sur certains points. Il y en a sûrement, mais on n'ose pas le dire. Il me semble que lorsqu'on a quelque indépendance, qu'on a fait des serments ensemble, et qu'on a quelque courage, il me semble qu'il est impossible de rentrer dans le moule et de tout adopter aveuglement les mesures que nous propose un gouvernement.

Parlons encore de nationalisme. Pas de nationalisme outrancier, mais de celui qui nous définissait, celui de Son Éminence le cardinal Verdier, le sain nationalisme synonyme de patriotisme, en conformité avec la doctrine de Sa Sainteté.

D'autre part, nous avons confiance dans certains libéraux. On trouve dans leurs rangs d'excellents Canadiens français. Qu'ils nous permettent de les inviter à renouer la meilleure tradition de leur parti, à rétablir la lignée des patriotes. Qu'ils n'oublient donc pas que pendant de longues années, après 1840, le libéralisme se confondait avec le patriotisme ou le nationalisme, si l'on préfère, ces deux vocables ne représentant qu'une seule et même conception. Il y eut aussi Mercier le Grand, toujours animé de sa passion française, Mercier, la plus noble figure de notre histoire, au siècle dernier, après Papineau et La Fontaine. Quel prestigieux modèle pour ceux qui veulent à tout prix se dire libéraux! Mais, qu'on se rappelle que Mercier préféra toujours les intérêts de son peuple à ceux de son parti.

On rencontre assurément dans le Parti libéral des hommes fort respectables, je n'hésite pas à le reconnaître, M. Adélard Godbout est de ceux-là. Je répéterai ici ce que j'ai dit de lui à la Chambre lors de la dernière session et plus, et je poserai la même question à laquelle il nous a fait l'honneur de répondre.

C'est un honnête homme, un brillant spécialiste des questions agricoles, un orateur disert et distingué, un brave Canadien français dont je ne suspecte pas les sentiments patriotiques. Mais, que n'énonce-t-il pas ses doctrines d'une manière précise? Que veut-il dire par une politique canadienne-française, dont je l'ai entendu moi-même s'affirmer le partisan, lors d'un meeting politique à Rivière-du-Loup? Voudrait-il nous révéler par quelles méthodes détaillées et concrètes il entend combattre efficacement les monopoles de l'électricité, du charbon, de la gazoline, etc.¹²? Quelle est son attitude à l'égard du corporatisme? Je comprends qu'il n'est guère sympathique à la dictature de Herr Hitler, et je n'éprouve pas le goût de le contredire après avoir observé personnellement sur les lieux l'œuvre de ce barbare moderne; mais, n'admet-il pas que notre démocratie a besoin d'être réformée? Quels sont ses projets pour perfectionner l'enseignement et favoriser l'éducation nationale? Quelle position prend-il au sujet de l'autonomie provinciale?

M. Godbout nous référera-t-il aux résolutions du dernier congrès, ou à ses discours politiques? Nous croyons les avoir tous lus avec attention, sans préjugés, souvent même avec sympathie, et, nous devons l'avouer, notre inquiétude n'est guère dissipée. Nous sommes indiscrets, voire insolents de poser de telles questions? Qu'on sache au moins que le peuple se les pose beaucoup plus que nous.

Nous sommes de bonne foi et désirons servir. Nous n'aimons pas le langage mièvre. Notre peuple, à la suite des autres, se raffine; on ne le mènera plus aux urnes avec de vagues promesses. Que le Parti libéral ne compte pas reprendre le pouvoir, malgré l'extrême faiblesse du gouvernement actuel, avant d'avoir précisé sa doctrine politique et de s'être adjoint plus d'hommes qui inspirent confiance aux électeurs. Cette confiance est difficile à conquérir après les cruelles déceptions dont le peuple a été victime.

Plutôt que de remplacer le gouvernement actuel par un autre dont il douterait, je me demande s'il ne préférerait pas, en dépit de tout, garder celui qui détient apparemment le pouvoir. Nous avons souvent entendu formuler cette idée dans nos campagnes. C'est illogique, me direz-vous; pas tant que ça, si on y regarde de près.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), suivant le prétentieux jargon parlementaire, n'est pas un homme banal. Nous le tenons au contraire comme pittoresque et sympathique. Nous avons nourri des préjugés à son endroit, avant d'entrer au Parlement, mais, nous en sommes généralement revenus: nous l'avouons sans aucune honte. Il est intelligent, renseigné, laborieux et surtout, il a de l'audace, qualité peu commune chez les Canadiens français.

(Applaudissements à gauche)

Son rôle en Chambre est fort ingrat et il s'en tire avec avantage. Un jour, nous avons vivement espéré en lui, lorsque, dans un geste noble, nous l'avons vu quitter son fauteuil présidentiel, enlever ses gants et descendre résolument dans la mêlée pour y revendiquer avec une admirable crânerie le droit du Canadien français contre le trust oppresseur. Ce jour-là, nous nous sommes sérieusement demandé si M. l'Orateur d'alors ne deviendrait pas, avec le député de Québec-Centre (M. Hamel) un de nos libérateurs. Une éclipse... Nous n'en voulons pas connaître la cause. Ces phénomènes sont naturels... et trop fréquents, chez les meilleurs, pour nous étonner. Nous ne sommes pas de ceux qui croient qu'un oubli d'un moment doit ternir une carrière.

Le député de Saint-Hyacinthe est toujours là, vigilant, documenté, plein d'esprit combatif. Nous ne renonçons pas à le voir de nouveau se ruer à l'assaut des monopoles. L'an dernier, l'on s'en souvient, il réclamait son fauteuil présidentiel, avec un accent qui ne laissait pas d'émouvoir: "Je serais si heureux que mes arrière-petits-enfants, en regardant ce fauteuil, puissent se rappeler leur ancêtre et s'écrier avec fierté: "il fut Orateur de l'Assemblée législative!" Justement touchés, on va lui rendre son fauteuil et on le lui a peut-être déjà rendu, je ne sais pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il est rendu!
(Rires)

M. Chaloult (Kamouraska): Mais combien ne serait-il pas plus heureux, M. l'Orateur, si, avec ses petits-fils, tous les descendants de ce peuple, qu'il aime après tout, puisqu'il est le sien, pouvaient s'écrier en contemplant son portrait: "C'est lui qui nous a affranchis de la dictature économique!" Il est encore jeune, le chef de l'opposition libérale, il paraît plein de santé, pourquoi cette œuvre salutaire ne le tenterait-il plus? S'il voulait la continuer, nous l'aiderions dans toute la mesure de nos forces. S'il voulait se joindre au député de Québec-Centre (M. Hamel) dans sa lutte contre le trust de l'électricité...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Faites ce que j'ai fait à Saint-Hyacinthe et vous en serez libérés de votre trust. L'électricité a été freinée là-bas.

M. Grégoire (Montmagny): Si c'était bon à Saint-Hyacinthe, pourquoi pas dans le reste de la province?

M. Chaloult (Kamouraska): J'admire ce que le député de Saint-Hyacinthe a fait à Saint-Hyacinthe. C'est une grande œuvre, un beau commencement. Mais il devrait continuer à combattre. S'il voulait reprendre sa campagne avec le député de Québec-Centre, nous accepterions de le suivre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pas d'objections. Je suis prêt à le faire.
(Rires)

M. Chaloult (Kamouraska): Car, nous ne le cachons pas, pour notre part, nous sommes toujours disposés à nous entendre avec tous les hommes de bonne volonté. Convaincus que leur union devient de plus en plus nécessaire, nous désirons la favoriser avec le concours de n'importe quel parti, de n'importe quel député, quelle que soit leur allégeance politique, au risque même d'inquiéter les timides, pourvu évidemment qu'on nous fournisse des garanties raisonnables que, cette fois, notre programme sera progressivement, mais intégralement appliqué. Ignorer en effet qu'avant quelques années il sera assez difficile, parce qu'on a abâtardi notre peuple, de réaliser nos principales réformes, sans le concours des vieux partis, serait une naïveté impardonnable.

Pourquoi nous illusionner? Nous aimons vivre dans un monde réel, les deux pieds rivés au sol. Par ailleurs, on le soupçonne, nous ne désirons nullement renouveler notre expérience de 1936: une comme cela suffit dans une carrière politique. Et puis, nos idées progressent assez rapidement dans les masses populaires pour nous permettre de tenir en échec ceux qui voudraient s'opposer obstinément à leur évolution. Nous ne manquerons pas d'utiliser ce facteur.

Reconnaissons aussi que la politique est un art. Pour le pratiquer avec succès, il importe d'être réaliste. Tout en s'attachant inflexiblement aux principes, il y a la manière d'y amener les gens et c'est toute une stratégie que de les traduire en actes. Il y a une psychologie des foules et des individus qu'il serait désastreux de méconnaître. Tous les mouvements nationalistes qui se sont succédé au

Canada français, en ont-ils toujours tenu compte? Soyons-en convaincus: les hommes sont des hommes, c'est-à-dire souvent égoïstes, intéressés et mesquins, et, aussi longtemps qu'ils resteront tels, on devra les traiter en conséquence. Jugerait-on ces considérations superflues? Il n'était peut-être pas inutile de les rappeler.

Il est 6 heures. Je demande l'ajournement du débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'avertis charitablement la Chambre, sans faire allusion à personne en particulier, que le gouvernement ne peut pas supporter des longueurs interminables dans les discours. Ça n'a pas de sens commun. Le chef de l'opposition a parlé deux heures, le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), deux heures; le député de Québec-Centre (M. Hamel), quatre heures; le député de Laval (M. Leduc) a parlé trois heures; le député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) aussi et le député de Kamouraska (M. Chaloult) est en train de se rendre à cinq heures de discours.

C'est trop. Cela n'est pas convenable et nous n'avons pas été élus pour cela. C'est honteux de dépenser l'argent des gens et notre temps de cette manière, même si je suis en faveur de la liberté d'expression. Je suis contre l'abus de parole, qui est une chose tout à fait différente.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai parlé qu'une heure et un quart.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne fais allusion à personne en particulier; je ne veux être blessant pour personne, mais ce n'est ni convenable ni raisonnable. C'est un Parlement d'action ici; il y a, sur l'ordre du jour, des projets de loi intéressants et fort importants. Plus la session dure, plus cela coûte cher au peuple, et nous avons tellement besoin d'argent pour la colonisation, l'agriculture, l'hygiène, l'instruction publique et pour les lois sociales, que nous n'avons pas les moyens de perdre de l'argent à entendre des discours qui n'aboutissent à rien. Ce débat sur l'adresse s'est éternisé en longueur. Nous ne devons pas éterniser les débats aux dépens du peuple. Nous allons siéger ce soir, demain avant-midi, après-midi et demain soir, et s'il le faut...

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):

Samedi, siégeons-nous aussi? Continuons de lundi prochain jusqu'à samedi!

Un député ministériel: Ça te fait rien, toé, t'es toujours parti.

M. Tardif (Frontenac): Que vous y soyez ou non, cela ne changera pas grand'chose.

M. l'Orateur: À l'ordre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demande à la Chambre de se limiter dans ses discours. Nous allons modifier le Règlement pour limiter les discours à une heure.

Un député de l'opposition: Et la session de 1936?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À Ottawa, les discours sont limités à 40 minutes, et quoique je ne dise pas que nos discours doivent être nécessairement limités à 40 minutes, j'affirme qu'un bon nombre de nos discours sont bien trop longs et qu'ils sont une perte de temps. Je demande à tous les membres de la Chambre de faire preuve de bon sens.

Je crois que le temps est arrivé de limiter les discours en cette Chambre à une heure. Ceux qui prennent plus qu'une heure pour s'expliquer n'ont pas des affaires bien claires. Je crois et maintiens qu'un homme intelligent peut tout dire ce qu'il a à dire dans une heure. Si un député n'est pas assez intelligent pour dire ce qu'il a à dire dans une heure, il n'est pas apte à siéger en cette Chambre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre parle toujours bien plus d'une heure dans sa réplique au chef de l'opposition.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quoi? Quoi?

M. Chaloult (Kamouraska): Parlant sur ce que je suppose un point d'ordre, je ferai remarquer au premier ministre qu'en 1936, il y a eu une session dans cette Chambre où le gouvernement d'aujourd'hui, qui était l'opposition, ne s'est pas fait scrupule, non seulement de parler longtemps, mais d'étirer les discours à plaisir, au point que ceux-là ne voulaient plus absolument rien dire.

M. l'Orateur: Il n'y a point de point d'ordre.

Le premier ministre s'est levé sur une question de privilège, il a fait ses remarques. Je ne sais sur quel règlement le député de Kamouraska pourrait

s'appuyer pour continuer de parler, mais moi je sais bien qu'il en existe un qui me dit qu'à 6 heures, je dois partir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'aimerais savoir du premier ministre à quelle heure nous allons revenir en Chambre ce soir. Il y a un dîner ce soir chez le lieutenant-gouverneur à Spencer Wood...¹³

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'avons pas été élus pour dîner, mais pour travailler.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): À quelle heure devrions-nous revenir? Je comprends que la coutume veut que nous ne revenions qu'à 8 h 30, mais les règlements disent autre chose, et le premier ministre pourrait bien s'aviser de...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dîner ou pas, les règlements veulent que nous revenions à 7 h 30, et la coutume à 8 h 30. Nous reviendrons à 8 heures ce soir, et c'est ainsi.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 heures¹⁴

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée jeudi le 19 janvier dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Chaloult (Kamouraska): Je m'excuse d'avoir déjà parlé longtemps. Ayant été absent pendant tout le cours de la dernière session, dit-il, j'ai cru devoir m'exprimer un peu plus longuement aujourd'hui. Je serai bref. Je veux simplement répondre à quelques discours qui ont été prononcés sur l'adresse et tout particulièrement à celui du ministre de l'Instruction publique.

L'opposition a pu parler un peu longtemps, mais il y a des précédents. À la session de 1936, quand le présent gouvernement était dans l'opposition, il y eut, si je ne me trompe, 42 discours sur l'adresse. Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), pour sa part...

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Je disais quelque chose.

(Rires)

M. Chaloult (Kamouraska): Nous disons aussi quelque chose.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Ça ne paraît pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1936, l'opposition avait une minorité de quatre députés et le gouvernement n'avait pas de mandat. Celui qu'il possédait avait été usurpé et c'était le devoir de l'opposition de réclamer des élections générales.

M. Chaloult (Kamouraska): Je n'ai certainement pas parlé aussi longtemps que le premier ministre, s'il tient compte de tous les discours faits par le chef du gouvernement pendant les discours des députés.

M. Tardif (Frontenac): Quand vous serez dans le gouvernement, vous en ferez autant¹⁵.

M. Chaloult (Kamouraska): Certainement non. Il y a des règlements pour le premier ministre comme pour les autres députés. Si nous faisons un calcul, nous trouvons que l'opposition n'a pas parlé plus longtemps que la droite. D'ailleurs, la critique est plus longue à faire que l'éloge.

Relevons un passage du discours dans lequel le député de Bellechasse (M. Boiteau) suggérait aux dissidents de présenter un projet de loi et de montrer ce dont leurs cerveaux étaient capables: "Au lieu de critiquer sans cesse, disait-il, essayez de formuler une loi conforme à vos idées sociales avec le

concours des légistes distingués que sont nos collègues de Québec-Est et Kamouraska, essayez donc pour une fois de poser un acte. Faites œuvre de législateur. Nous étudierons votre projet de loi pourvu qu'il s'accorde avec le pouvoir qu'ont en cette Chambre les députés de promouvoir des projets de loi. La Chambre considérera avec attention, je n'en doute pas, le fruit de vos cerveaux et nous verrons ce que vous êtes capables de construire en fait de législation, lorsque vous quittez les régions déprimantes de la critique¹⁶.

Nous acceptons la suggestion, mais je ferai remarquer que l'expérience a déjà été tentée. Nous sommes prêts à recommencer. Nous notons qu'il y a du changement dans cette Chambre, et nous en sommes heureux. Je ne sais pas si on s'en souvient, mais j'ai déjà suggéré la formation d'un organisme de re francisation. Le projet est resté sur la table. Mon honorable ami de Valleyfield, le député de Beauharnois (M. Sauvé) a donné son nom à un parc. Je ne lui en veux pas pour cela, je suis même très content pour lui. Mais j'avais déjà suggéré qu'on donne des noms historiques à nos parcs ou places publiques. On n'a pas donné suite à nos idées.

Je suis tout de même prêt à collaborer. Je m'engage à ne pas créer d'embarras au premier ministre. M. l'Orateur, il me semble qu'il y a lieu de collaborer quand des idées de survivance sont en cause. Il ne s'agit pas alors de nous disputer sur des questions de mots. Je regrette le peu d'entente, le peu d'amitié, le peu d'harmonie qui existe dans cette Chambre.

Je regrette d'être obligé de parler de moi, le moi est haïssable, je le sais, mais j'en parle à la demande de certains de mes amis. On a répandu une rumeur folichonne pendant mon absence. On a dit que je n'avais pas siégé l'an dernier parce que j'avais eu peur du gouvernement. Peur de quoi? Je l'ignore.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous savons tous que le député de Kamouraska (M. Chaloult) n'a pas siégé l'an dernier parce qu'il était malade. Je n'ai entendu personne lui imputer d'autres motifs d'absence. Plus que cela. Le gouvernement a compris que mon honorable ami était malade et il a donné des ordres pour que son indemnité parlementaire lui soit payée quand même.

M. Chaloult (Kamouraska): On me permettrait de faire une rectification. Il y a une loi qui prévoit le paiement de l'indemnité en cas de maladie. Le gouvernement n'avait pas besoin de donner d'ordres à ce sujet. Ce n'est pas une charité qu'on m'a faite. Ce qu'a dit le premier ministre n'est pas exact.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pour payer l'indemnité dans un cas comme celui-ci, il faut le consentement de la Chambre. Encore une fois, je ne veux pas faire de peine à mon honorable ami. Je veux qu'il sache que nous ne lui avons jamais imposé d'autres motifs que la maladie.

M. Chaloult (Kamouraska): J'ai examiné les Statuts. Ceux-ci sont formels. Quand un député est malade, il doit être payé quand même. Il n'est pas besoin du consentement de la Chambre. Je ne veux pas laisser l'impression que j'ai reçu une charité.

Je n'ai peur de personne, dit-il. Reprenant un mot de Racine, j'ajoute: "Je crains Dieu, cher Abner, et n'ai pas d'autre crainte." Je regrette, poursuit-il, que le ministre de l'Instruction publique ne soit pas à son siège, car j'avais des choses à lui dire. Je veux être chic.

M. Tardif (Frontenac): Je ferai remarquer qu'il n'y a pas de ministre de l'Instruction publique.

M. Chaloult (Kamouraska): Il y en a un qui remplit ce rôle. Je l'appelle comme cela, car je n'aime pas le mot: secrétaire provincial. Je puis aussi l'appeler ministre de la Santé, si l'on préfère. Le ministre est député de Labelle (l'honorable M. Paquette). C'est un lourd héritage. Il y a un homme qui a été député de ce comté à Ottawa pendant de nombreuses années et qui a fait honneur à sa race. Ce fut un grand Canadien¹⁷.

(Adressant des éloges au député de Labelle (l'honorable M. Paquette)) Son discours sur l'adresse, m'a désappointé. J'ai compris, dit-il, qu'il avait cédé à certaines exigences et qu'il avait peut-être été forcé de se soumettre par suite de la solidarité politique. Il est possible aussi qu'il ait dépassé sa pensée. Le député de Labelle a dit que le député de Québec-Centre (M. Hamel) avait quitté les rangs de l'Union nationale sans aucune raison plausible. Je vais essayer de démontrer que nous avons quitté l'Union nationale pour des raisons plausibles. Et les circonstances viennent aujourd'hui confirmer nos raisons.

Nous nous sommes présentés devant l'électorat avec un programme. Le premier ministre a laissé entendre que le programme de l'Action libérale nationale n'était pas le sien. Ce programme a été publié sous le chef de l'Union nationale. Il (M. Chaloult) lit un article du *Devoir*, en août 1936, donnant le compte rendu d'un discours de M. Duplessis à Mont-Joli. Il y était dit que le député de Trois-Rivières avait déclaré vouloir transformer le Conseil législatif en Conseil économique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Une motion a été présentée demandant l'abolition du Conseil législatif. J'ai suggéré une transformation du Conseil législatif sur la base d'un Conseil économique, mais je reste en faveur des deux Chambres. Abolition et transformation ne sont pas la même chose.

M. Chaloult (Kamouraska): Pour démontrer que j'avais eu des raisons plausibles de quitter l'Union nationale, voici une énumération des articles du programme qui, d'après moi, n'ont pas été réalisés: conquête des marchés locaux et étrangers, dit-il, il n'y a rien eu de fait dans ce sens; électrification des campagnes, on m'objectera qu'on a électrifié quelques campagnes. Tout le monde sait que ce n'est pas là l'esprit de notre programme. Industrie moyenne et complémentaire, encore rien de fait dans ce domaine. Code du travail...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Un code du travail? C'est fait.

M. Chaloult (Kamouraska): C'est la première nouvelle que j'en ai.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est fait.

M. Chaloult (Kamouraska): Tant mieux. J'attends la législation qu'on nous présentera à cet effet...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La codification, c'est la réunion des lois. Nous avons commencé par passer des lois, puis nous avons nommé une commission pour les codifier.

M. Chaloult (Kamouraska): Ce n'est pas satisfaisant. Le premier ministre sait que ce n'est pas cela que nous entendons par code du travail; il faut un Conseil du travail formé d'ouvriers et de patrons. C'est condenser et coordonner la législation ouvrière. Combattre le trust de l'électricité, je m'attends tout de suite à l'objection des centrales. Ce n'est pas cela que nous entrevoyons. Le gouvernement n'a rien fait pour briser le trust du papier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quand nous sommes arrivés au pouvoir, il y avait une crise dans l'industrie du papier qui dépendait surtout du mouillage des stocks. Nous avons commencé par passer une loi pour assainir les

finances. Il y avait aussi une tendance à la centralisation. Nous avons divisé la production.

M. Chaloult (Kamouraska): Tout cela, c'est subtil, mais ça ne rencontre pas l'article de notre programme. Le premier ministre sait que le trust existe encore, que les bûcherons sont mal traités, qu'il y a encore de l'exploitation.

Le gouvernement n'a pas rempli l'article du programme qui a trait aux trusts du charbon et de la gazoline. Le sénateur Webster¹⁸ n'a pas été arrêté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En ce qui regarde le trust du charbon, nous avons soumis le cas à des avocats éminents. Nous avons voulu savoir s'il nous serait possible de faire arrêter le sénateur Webster.

On nous a répondu après avoir mûrement étudié la question qu'il n'y avait pas de procédures pratiques à prendre contre le sénateur Webster au sujet du trust du charbon en particulier.

De plus, pour combattre le trust du charbon, nous avons voulu tenter l'exploitation de nos tourbières. Nous avons fait des démarches dans ce sens en Angleterre. Mais l'on a réclamé pour cette industrie des octrois trop considérables.

Quant à la gazoline, je dois dire que nous avons fait payer \$35,000 à l'Imperial Oil en taxes, alors que l'ancien gouvernement lui faisait payer \$5,000, et nous avons fait baisser les prix de la gazoline.

M. Chaloult (Kamouraska): Je regrette de le dire, mais la réponse du premier ministre ne me satisfait pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Mon honorable ami sait-il que l'affaire du charbon relève d'Ottawa?

M. Chaloult (Kamouraska): Pourquoi alors le chef de l'opposition a-t-il mis cela dans son programme?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous sommes les représentants de la province de Québec et nous voulons faire entendre à Ottawa la voix du peuple de Québec.

M. Chaloult (Kamouraska): Quand le gouvernement de Québec a-t-il exercé son influence contre les trusts? Cependant, quand le premier ministre était dans l'opposition, il voulait faire arrêter le sénateur Webster.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Québec-Centre (M. Hamel) était pour cela, et moi aussi. Mais il faut avoir le droit de le faire. Nous avons consulté des avocats éminents, M. Louis Saint-Laurent, M. Aimé Geoffrion, et ils nous ont dit que nous ne pouvions prendre de procédure pratique.

M. Chaloult (Kamouraska): La Législature était à votre disposition et on peut faire beaucoup de choses avec la Législature. Le premier ministre, avocat avisé comme il l'est, aurait certainement pu trouver le moyen de faire arrêter le sénateur Webster.

Nous avons l'exemple du président Roosevelt qui se bat depuis sept ans contre la dictature économique. Il a subi des échecs retentissants, il est vrai, mais il a aussi obtenu de grandes et glorieuses victoires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je fais une offre au député. Si le député veut prendre des procédures contre le sénateur Webster, qu'il en prenne, s'il pense qu'il en a le droit. Je m'engage à faire payer les frais par la province.

M. Chaloult (Kamouraska): Ah! Je ne suis pas procureur général. Ce n'est pas à moi à prendre ces procédures. D'ailleurs, je m'exposerais à des poursuites en dommages au civil, si j'échoue. Le procureur général (l'honorable M. Duplessis), lui, pourrait prendre des procédures sans s'exposer à des poursuites. Il (M. Chaloult) cite quelques autres articles du programme de l'Action libérale nationale: vote obligatoire, réglementation des souscriptions électorales par les compagnies à responsabilité limitée, etc. Autant de promesses, dit-il, qui n'ont pas été remplies. Tout cela pour dire que nous avons des motifs pour nous séparer de l'Union nationale.

Mais pourquoi vous vous êtes séparés si vite, avant même d'avoir vu le gouvernement à l'œuvre nous dit-on? Les circonstances ont prouvé que nous avons raison. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) avait prévu que les choses se passeraient comme elles se sont passées. La veille même de l'assermentation, disait dans son discours le ministre de l'Instruction publique, le député de Québec-Centre considérait encore le premier ministre comme un grand homme. Ceci n'est pas exact. Car la veille, j'ai rencontré le député de Québec-Centre qui m'a dit, la mort dans l'âme, qu'il appréhendait beaucoup que notre programme ne serait jamais réalisé.

On nous dit encore: "Vous vous êtes séparés parce que vous n'avez pas eu de ministère."

M. l'Orateur, nous avons vécu ces événements. Je sais bien, pour ma part, car j'étais là, qu'on a offert un ministère au député de Québec-Centre, qui a refusé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demande au député de bien se rappeler ce qui est arrivé. Les ministres avaient été choisis quand le député de Québec-Centre est venu me trouver à Trois-Rivières. Jusque-là, il était de bonne humeur et tout allait bien. Sa mauvaise humeur a commencé le jour où il a su qu'il ne serait pas ministre. Des députés sont venus me trouver et ils m'ont demandé d'admettre le député de Québec-Centre dans le ministère.

Je regrette, M. l'Orateur, d'avoir à dire tout cela, mais on m'y force. J'ai répondu aux députés que je ne voulais pas du député de Québec-Centre comme ministre parce qu'il n'avait pas assez de jugement. Les députés ont insisté. Je leur ai dit alors que j'étais prêt à donner au député de Québec-Centre le titre de ministre sans portefeuille.

M. Chaloult (Kamouraska): C'est ce que j'ai dit, qu'on était prêt à lui donner un ministère et qu'il a refusé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas un ministère, ça, sans portefeuille.

M. Chaloult (Kamouraska):

Le premier ministre dit que le député de Québec-Centre n'avait pas assez de jugement pour être ministre, mais il trouvait donc qu'il en avait assez pour être Orateur de la Chambre, puisqu'il lui a offert le fauteuil de l'Orateur. Ce n'est pas très flatteur pour l'Orateur actuel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Étant donné que dans ce groupe-là ils voulaient tous avoir des jobs, j'ai offert à chacun d'eux la position qui semblait lui convenir le mieux dans les circonstances. L'Orateur actuel de la Chambre était choisi, à ce moment-là. C'était le député de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé). Nous l'avions choisi pour sa compétence, son autorité et son impartialité. Mais des députés savent que l'Orateur, de par ses fonctions, ne parle pas; et je suis convaincu que le député de Québec-Centre aurait été à sa place.

(Rires)

M. Chaloult (Kamouraska): Le député de Québec-Centre n'avait pas assez de jugement pour être ministre, mais on lui a offert la présidence de la Commission de l'électricité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais! J'ai offert au député de Québec-Centre de le nommer sur la Commission des eaux courantes. Il m'a dit: "Est-ce que je vais être président?" J'ai dit: "Non, parce que M. Mercier, un adversaire, est un honnête homme et il restera président."

M. Hamel (Québec-Centre): Le premier ministre m'a offert la présidence de la Commission de l'électricité. J'ai dit: quels pouvoirs me donnerez-vous? Il m'a répondu que l'on verrait ça plus tard. Le matin même de l'assermentation, on m'a offert un ministère sans portefeuille. J'ai refusé parce qu'on ne voulait pas prendre le député de Montmagny (M. Grégoire).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si je comprends bien, ils voulaient tous être ministres.

M. Grégoire (Montmagny): La veille de l'assermentation du cabinet, le premier ministre m'a offert un ministère. J'ai répondu que c'est d'abord au député de Québec-Centre que cette offre devait être faite. Comme le premier ministre insistait, j'ai dit que j'avais la mairie de Québec et que ça me suffisait, que ça prenait tout mon temps¹⁹. Le premier ministre sait que c'est vrai et la population me croira de préférence au premier ministre.

M. l'Orateur: C'est la seconde fois au cours du même débat que cette question est soulevée en Chambre. D'un côté, on dit blanc; et de l'autre, on dit noir. Comme je l'ai déjà expliqué, je suis absolument incapable de trancher le débat. Je ne peux pas me prononcer, puisque je n'ai pas assisté au marchandage. J'ai été élu Orateur à l'unanimité de mes collègues. Je ne l'ai pas demandé, j'ai accepté, tout simplement. Je demande qu'on s'en tienne au cadre du débat sur l'adresse. On évitera ainsi des incidents désagréables.

M. Grégoire (Montmagny): Puis-je ajouter un mot?

M. l'Orateur: Ça fait déjà plusieurs fois que cette affaire est discutée en Chambre.

M. Tardif (Frontenac): (S'adressant à M. Grégoire) Prenez donc votre pilule.

M. Chaloult (Kamouraska): Le premier ministre semble toujours disposé à me faire la leçon.

Cela est de nature à prolonger le débat. S'il était silencieux, cela irait plus vite. Le député de Québec-Centre n'a pas agi par dépit. Les députés de Québec-Centre et de Montmagny n'étaient pas tellement gens à vouloir des portefeuilles, puisqu'ils les refusaient tous. Ils n'en voulaient pas, à moins qu'on leur donne au préalable l'assurance formelle de procéder à la réalisation de leur programme. Ce sont là des faits aujourd'hui historiques, et il importe qu'ils ne soient pas déformés.

L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) s'est diminué. Oh! Que je regrette qu'il ne soit pas là ce soir! Il a dit du député de Québec-Centre qu'il se promenait une encyclique dans une main et une turbine dans l'autre. Lui dire cela, lui l'héritier du comté de Labelle!

Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) parlait l'autre jour de la façon dont avait été accueilli par le premier ministre, alors chef de l'opposition, le mot de M. Taschereau, disant: "Nos adversaires vous offrent des encycliques; nous, nous vous offrons du pain." Faudra-t-il suivre l'ancien régime jusque dans ses détails et l'imiter même dans ses calembours?

Un ministre de l'Instruction publique, dire des choses pareilles sur les encycliques, faire de l'esprit de cette sorte, lui un lettré, - car je veux supposer qu'il l'est.

(Rires)

Ce ne sont pas là des arguments. Ce que nous voulons ici, c'est de la législation sérieuse.

Des députés: Assisez-vous (sic), on va en faire!

M. Chaloult (Kamouraska): Qu'on se livre à d'aussi piètres, d'aussi plats calembours, dans le "salon de la race"! Sans doute, le ministre de l'Instruction publique a dépassé sa pensée. Je me retiens d'en dire davantage parce qu'il est absent. Pourquoi ne pas s'être plutôt attaqué au discours du député de Québec-Centre? C'était un discours bien documenté. Cela aurait été mieux d'essayer de le démolir par des arguments. Mais personne de la droite ne s'est attaqué au discours lui-même. On ne fait que des mots d'esprit, et quel esprit! Ce n'est pas là une période digne des représentants du peuple.

M. Béique (Chambly): Oui, oui.

M. Chaloult (Kamouraska): Que l'on discute, mais que l'on discute avec des arguments. On aura beau faire contre le député de Québec-Centre, c'est un homme qui monte dans l'estime de

la population. Je suis fier de mon chef, c'est une âme noble, je ne doute pas de sa sincérité et je crois que pas un député n'en doute. Je suis convaincu que le premier ministre lui-même n'en doute pas...

Il a travaillé avec la plupart des députés. Ils connaissent tous sa grandeur d'âme, son désintéressement, son dévouement...

Il me reste à parler d'une autre affaire qui a déjà fait l'objet de bien des déclarations. D'abord M. Édouard Lacroix, député libéral de Beauce aux Communes, a parlé de ces fonds électoraux en accusant le premier ministre d'avoir reçu \$150,000 du trust de l'électricité pour ma campagne. Le député de Québec-Centre a aussi parlé de ces fonds électoraux. Le premier ministre a fait aussi déclaration. Il en a fait une récemment, et je me suis demandé s'il reconnaissait avoir reçu de l'argent ou s'il ne le reconnaissait pas. Il y a d'abord une déclaration du premier ministre en date du 9 mars 1937 disant qu'il y a eu \$10,000 de la Montreal Tramways, une autre en date du 2 mars 1937 où il nie avoir reçu \$150,000 ou \$9,000 ou même \$1,500.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette d'avoir à rétablir les faits si souvent. Il n'y a pas de contradictions dans ce que j'ai dit. En 1935, dans les conditions mentionnées antérieurement, il y a eu souscription; je l'ai appris, cela, beaucoup plus tard, après les élections, il y a eu une souscription de \$10,000 de faite à l'Action libérale nationale. J'ai dit et je répète que cet argent provenant de la Montreal Light, Heat & Power est allé en partie à Paul Gouin pour qu'il se fasse élire dans L'Assomption, au député de Québec-Centre pour son élection, et au député de Montmagny pour son élection. Je l'ai dit clairement. Je répète la même chose.

M. Hamel (Québec-Centre): Je n'ai pas reçu un seul centin en 1935, ni de M. Gouin ni du premier ministre, ni d'aucun organisateur, et je défie qui que ce soit d'affirmer le contraire. Mais j'ai donné de l'argent, par exemple, à vos ministres, à vos députés pour les aider dans leurs élections. J'ai vidé ma caisse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'où cela venait, cet argent?

M. Hamel (Québec-Centre): De ma petite caisse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Caisse personnelle?

M. Hamel (Québec-Centre): Non. Caisse de souscripteurs qui étaient de mes amis. J'ajoute que le premier ministre m'a dit à moi, à l'époque, qu'il avait reçu \$12,000 de la Montreal Power, mais pour être juste, je dis aussi qu'il m'a confié ne pas savoir que l'argent venait du trust.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais dit cela. Ce que j'ai dit, et je le répète, c'est qu'il y a eu \$10,000 qui ont été souscrits par la Montreal Light, Heat & Power, et j'affirme et je répète, sachant bien ce que je dis, que cette somme est allée dans l'Assomption pour l'élection de M. Gouin, dans Montmagny pour l'élection du député actuel, et dans Québec-Centre.

M. Grégoire (Montmagny): Cette déclaration est tout à fait contraire aux faits. En 1935, c'était la pauvreté partout dans l'Action libérale nationale. Nous n'avions pas un traître sou. Je le sais bien par expérience. J'ai conduit moi-même ma voiture, des orateurs et des organisateurs, payant leur compte à l'hôtel. Dans Montmagny même, c'était la pauvreté complète. Plus tard, cependant, j'ai su qu'une somme de \$400 avait été envoyée à quelqu'un, je ne sais pas qui. Je sais que certains journaux ont dit à l'époque le contraire. Mais j'affirme, ce soir, que tels ont été les faits dans Montmagny, et je sais qu'en les rétablissant, après ce que vient de dire le premier ministre, je serai cru.

M. l'Orateur interrompt le débat.

M. Chaloult (Kamouraska): Puisque c'est notre intention de collaborer, je suggère au gouvernement de voter une loi pour réglementer les souscriptions aux fonds électoraux. Je sais bien qu'en 1936, nous étions dans l'opposition, mais tout de même, on était assez large. Je me suis dit qu'une partie de l'argent avait bien pu nous être donnée par les trusts, mais je me suis dit aussi qu'on s'en servirait pour faire la lutte aux monopoles.

Avant de terminer, il est une autre chose que je voudrais demander au premier ministre. Je l'ai entendu faire l'éloge de M. Hepburn²⁰, le premier ministre de l'Ontario. Je n'ai pas objection à l'amitié des deux premiers ministres. Mais M. Hepburn a fait des déclarations importantes dernièrement. Avant de partir pour Sydney, il a dit qu'il était impérialiste. Tout dernièrement, en Australie, il a dit que le Canada serait disposé à fournir encore une armée d'un demi-million d'hommes si l'Angleterre était prise dans un conflit. Je constate que les deux

premiers ministres sont bons amis, qu'ils paraissent s'entendre sur plusieurs points. Il peut y avoir de l'incertitude de causée par la déclaration de M. Hepburn. Si le premier ministre ne dit rien, ne craint-il pas que cela soit mal interprété et qu'on prétende qu'il est du même avis que M. Hepburn?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce une question?

M. Chaloult (Kamouraska): Oui, c'est la dernière.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien. Je comprends que ce n'est pas l'intention du député de me poser des questions embarrassantes, et qu'il n'est guidé que par son souci de me rendre service. Il sait aussi que je n'ai pas l'habitude de me soustraire à mes obligations. Je n'ai jamais eu peur de prendre mes responsabilités. D'abord, je n'ai pas fait le voyage en Australie avec le premier ministre, l'honorable M. Hepburn; je n'étais pas avec lui! Je ne sais pas non plus s'il a fait, à Sydney, les déclarations publiées dans les journaux²¹ relativement à notre participation dans les guerres extra territoriales. Je ne sais pas ce qu'il a dit! Cependant, si les déclarations qu'on lui prête sont exactes, je n'ai aucune hésitation à dire que ce n'est pas l'opinion du premier ministre de la province et du député de Trois-Rivières. Et il me fait plaisir de le déclarer devant cette Chambre. J'ai beaucoup d'admiration pour M. Hepburn, je connais ses capacités, son talent d'administrateur.

Bien plus, je citerai le député de Kamouraska. Il a dit tantôt que le député de Québec-Centre (M. Hamel) était pour lui une idole, qu'il l'aimait, qu'il l'admirait.

M. Chaloult (Kamouraska): Je veux bien laisser parler le premier ministre, mais il n'a pas répondu à ma question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'on me laisse répondre.

M. l'Orateur: Je ne puis interrompre le premier ministre. Il est à donner son opinion, comme le lui a demandé de le faire le député de Kamouraska.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dis que le député de Kamouraska a fait l'éloge du député de Québec-Centre. Il a même dit que, malgré toute son admiration pour lui, il lui arrive de différer

d'opinion avec lui. J'ai une grande admiration pour le premier ministre d'Ontario, dont je connais la loyauté et la sincérité. Si les déclarations qu'on lui prête ont été faites, je n'hésite pas à dire qu'elles ne correspondent pas avec mes vues.

(Applaudissements à droite)

M. Chaloult (Kamouraska): En terminant, je voudrais dire un mot du député de Laval (M. Leduc). On a dit qu'il avait commis des abus, que le ministre actuel offrait plus de garanties d'honnêteté. Ce sont des insinuations. Ces déclarations, je les ai trouvées pénibles. Quand on songe que le député de Laval a de grands enfants, on s'imagine mal qu'on ait pu laisser ainsi pendant six mois planer des doutes sur lui, sans même lui offrir la chance de se défendre.

M. Leduc (Laval): On vient de me mettre en cause.

M. l'Orateur: Est-ce un point d'ordre.

M. Leduc (Laval): Non, mais l'on vient de faire allusion à moi.

M. l'Orateur: Si le député me dit immédiatement que ce n'est pas un point d'ordre, je ne peux lui permettre de se lever.

M. Chaloult (Kamouraska): On a quelque chose à reprocher au député de Laval ou l'on a rien à lui reprocher. Si on a quelque chose à lui reprocher qu'on le dise immédiatement et il pourra se défendre. Si l'on n'a rien à lui reprocher, je trouve le procédé inqualifiable.

J'offre, dit-il, ma plus entière collaboration et je demande qu'on s'élève au-dessus des considérations purement partisans.

Combattre le communisme d'une manière logique et efficace, c'est-à-dire, d'abord dans sa cause, en désarticulant la dictature économique, en luttant sans merci contre le capitalisme et les monopoles; développer notre législation sociale de manière, notamment, à favoriser la croissance de nos diverses associations destinées à redresser notre démocratie par l'établissement du corporatisme: imprimer à l'agriculture et à la colonisation une impulsion irrésistible en subordonnant, par exemple, la forêt aux besoins de la terre et en créant des débouchés commerciaux; appliquer avec hardiesse une politique canadienne-française afin de réaliser, dans la Confédération, un véritable État français, tel que le prévoit et le permet le pacte de 1867; accroître

l'autonomie provinciale par une plus grande décentralisation selon l'esprit toujours de la Confédération; enfin, réformer le Conseil de l'instruction publique en vue surtout de stimuler l'éducation nationale et favoriser de toutes façons les progrès de l'enseignement: voilà, croyons-nous, les grandes lignes d'un véritable programme national.

Est-ce vraiment trop demander aux Canadiens français que de les inviter à s'unir pour sa réalisation? Il ne comporte pourtant rien d'excessif, puisqu'il ne vise en somme qu'à la conservation et au développement naturel de leur nationalité. Son exécution en est relativement facile, puisqu'elle n'exige que de la détermination de la part de ce Parlement. Notre sort, nous le tenons entre nos mains: nous pouvons devenir tout ce que nous voulons être, mais rien de plus. Préférerons-nous toujours nous battre pour des étiquettes, pour des mots? Faudra-t-il continuer à nous étioiler dans des querelles aussi mesquines que stériles? La souffrance des autres restera-t-elle notre suprême jouissance? L'écrasement des faibles, la raison de notre grandissement? Avons-nous mérité un pareil destin?

Tous, cependant, quelle que soit notre tare politique originelle, nous avons rêvé un jour d'un Québec puissant et glorieux, d'une patrie bien à nous. Soulevés jadis d'enthousiasme, nous avons formé de généreux projets et nous avons juré de travailler à la libération de notre province. Au collège, quand nous avons appris notre histoire du Canada, plus tard lorsque nous avons constaté notre déchéance économique, peut-être est-ce avec peine que nous avons refoulé des sentiments d'amertume et un impérieux besoin de revanche.

Eh bien! Tous ces projets de grandeur, tous ces desseins qui nous enivraient hier, il ne tient plus qu'à nous de les réaliser aujourd'hui. C'est l'heure du redressement. Nous détenons à cette fin tous les leviers de commande nécessaires. Nous nous sommes engagés envers l'électorat qui nous a confié un mandat exprès. Reculerons-nous devant la tâche? Nous laisserons-nous séduire ou impressionner par les puissants, les riches, le patronage?

Le temps presse, le Parlement passe. Demain, il sera trop tard. Et nous devons rendre des comptes sévères, à nos électeurs sans doute, mais aussi et surtout à nos enfants, à nos petits-enfants, auxquels, peut-être, nous n'aurons pas su préparer un sort meilleur que le nôtre. Prenons garde qu'ils nous jugent sévèrement, plus sévèrement que nous jugeons nous-mêmes ceux qui nous ont précédés. Il y a lieu de le présumer et de l'espérer en effet: ceux-là, au moins, auront du cran et de l'épine dorsale.

Craignons les réactions d'un peuple trop longtemps opprimé.

Car, si l'on a pu parler de "la génération des morts", il ne faut pas, M. l'Orateur, que l'on doive un jour dénoncer la génération des traîtres.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)²²: Je félicite le proposeur, le second de l'adresse en réponse au discours du trône et l'Orateur de la Chambre.

(Adressant quelques considérations au chef de l'opposition) Je vous invite à faire une critique constructive, que le gouvernement ne craint pas, dit-il, car il est toujours anxieux de travailler dans l'intérêt du peuple.

Quant aux attaques du député de Laval (M. Leduc), l'ancien ministre de la Voirie, contre le premier ministre, dit-il, elles ne me semblent pas celles d'un gentilhomme. Pour ma part, je n'hésite pas à dire que je n'ai pas confiance dans le député de Laval.

Des députés: Point d'ordre! Point d'ordre²³!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je soulève un point d'ordre. Un membre de la Chambre n'a pas le droit d'employer de telles paroles à l'égard d'un collègue.

M. Leduc (Laval): Ces paroles du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) sont pour le moins une appréciation que ne doivent pas permettre les règlements de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dis que le ministre de la Colonisation est absolument dans l'ordre lorsqu'il emploie de telles paroles. Il dit qu'il n'a pas confiance dans le député de Laval (M. Leduc), et il l'a prouvé d'ailleurs dans le temps. Ces paroles ne sont pas injurieuses au sens des règlements de la Chambre. On a le droit de dire que l'on n'a pas confiance dans un député, puisqu'il est permis de présenter une motion de non-confiance dans tout le gouvernement ou même dans un ministre. C'est absolument conforme à la formule du parlementarisme. Le ministre dit qu'il n'a pas confiance au député de Laval. Si d'autres ont confiance en lui, c'est leur affaire. Et pour ma part, je déclare, en mon nom personnel, que je n'ai pas confiance au député de Laval.

M. Drouin (Québec-Est) parle sur le point d'ordre.

M. Bertrand (Montréal-Laurier) parle sur le point d'ordre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) parle sur le point d'ordre.

M. Chaloult (Kamouraska) parle sur le point d'ordre.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) parle sur le point d'ordre²⁴.

M. l'Orateur: Au cours de la discussion sur le point d'ordre, l'on a prétendu que cette phrase pouvait s'interpréter de deux façons, l'une inoffensive et l'autre injurieuse. Si je prends cette distinction, je dois dire que le ministre de la Colonisation est dans l'ordre, puisque je ne puis lui prêter l'intention de blesser le député de Laval.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) reprend son discours et démontre l'œuvre accomplie par le gouvernement.

Lorsque l'honorable chef de l'opposition (M. Bouchard) déclare qu'une certaine loi que nous appliquons a été édictée par son parti. Je me dis: à quoi bon passer des lois si elles ne sont pas appliquées? C'est un billet provisoire toujours en renouvellement et qui ne se solde jamais. C'est le cas d'un débiteur qui ne solde pas ses vieilles dettes et qui laisse vieillir les neuves. D'ailleurs, les mauvaises lois du régime Taschereau, nous les avons abolies et les lois boiteuses, nous cherchons à les corriger; quant à celles que nous appliquons et que l'honorable chef de l'opposition revendique pour son parti, il devrait avouer que l'opposition d'alors avait, par sa critique constructive, considérablement contribué à la hâter et à la rendre meilleure.

Il (l'honorable M. Auger) établit de nombreuses comparaisons entre l'administration actuelle et l'ancienne administration. Le premier geste du nouveau gouvernement, dit-il, fut de mettre le crucifix à la place d'honneur dans les deux Chambres ainsi que dans les principaux bureaux du parlement.

Le gouvernement a rétabli le bulletin de vote avec talon, afin d'empêcher la substitution de personnes dans les élections. Le gouvernement a empêché de truquer les listes électorales en créant un bureau de révision de trois membres: un nommé par le gouvernement, l'autre par l'opposition et un troisième par les deux précédents. C'est le nouveau gouvernement qui a fait disparaître la loi Dillon²⁵.

Autrefois, les sièges électoraux vacants restaient libres durant des mois. Depuis que nous sommes au pouvoir, les élections se sont faites en dedans d'un mois. Autrefois, l'on n'avait aucun sentiment de pitié pour les vieillards, les mères nécessiteuses et les aveugles. Aujourd'hui ils reçoivent leurs pensions. Les jeunes étaient abandonnés et nous leur sommes venus en aide. Les bûcherons étaient laissés sans défense aux mains d'exploiteurs.

Nous avons fait augmenter leurs salaires et nous leur avons procuré de meilleures conditions de travail. L'accidenté a maintenant la liberté de choisir son médecin.

Grâce au crédit agricole, le cultivateur est assuré de son patrimoine. Les communistes étaient libres autrefois. Aujourd'hui, grâce à la loi du cadenas, nous avons mis un frein à leur propagande désastreuse. Aujourd'hui aussi, le colon est maître du bois qui se trouve sur son lot.

Le département a tenu à établir dans la mesure du possible des colons dans les régions où le voisinage des régions organisées; il a construit écoles et chapelles pour les besoins des colons. Sous le régime Taschereau, il restait des milliers de milles de chemins à faire pour relier les établissements des colons aux grandes artères de la province. Depuis deux ans, 5,200 milles ont été construits. Sous l'ancien régime on bâtissait des ponts sans chemins pour y arriver, et des chemins interrompus faute de ponts. Un pont dans la région de Rimouski, dit-il, servait non aux colons mais pour les messieurs qui allaient chasser et pêcher.

Signalons la disparition des arrestations sans mandat dans certaines offenses contre la loi des liqueurs, et la nouvelle loi qui interdit aux ministres de détenir des directorats de compagnie pendant qu'ils sont ministres.

Signalons le développement de diverses industries nouvelles grâce à la politique du département, telles la fabrication de bois de placage par l'utilisation des billes de souche, le développement de l'industrie du charbon de bois, et l'extraction d'une teinture vermillon à très bon marché dans la fabrication du charbon de bois.

Des essais, dit-il, ont été encouragés et stimulés par le département pour l'emploi de gazogènes, ou moteurs qui fonctionnent au charbon de bois, moteurs qui permettront l'éclairage, le chauffage, et surtout la traction motrice à très bon compte. C'est mon ministère, et non celui de l'ancien ministre de la Voirie, qui a encouragé le nouveau système dans la province.

Je cite aussi les essais de M. H.-J. Alain, de l'École technique de Trois-Rivières dans ce domaine, grâce aux encouragements donnés par le département.

M. Leduc (Laval): Ça n'a pas été un grand succès.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): M. Alain a fait venir des gazogènes de plusieurs pays d'Europe et il est à perfectionner un appareil conditionné aux nécessités de notre pays. Deux tracteurs et des camions équipés aux gazogènes fonctionnent très bien. Comment se fait-il que le député de Laval ait formé une compagnie pour exploiter les gazogènes?

M. Leduc (Laval): Lorsque j'étais ministre de la Voirie, nous avons voulu coopérer avec le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) pour développer l'emploi de gazogènes. Avant mon départ, nous avons fait venir des gazogènes qui ont été installés sur des camions pour les fins de la voirie, et qui ont permis une économie de 60 % à 70 % dans le coût du combustible. De plus, un gazogène a été installé sur un compresseur et a donné des résultats satisfaisants et remarquables. Et finalement, nous avons ordonné la construction d'un gazogène de 150 chevaux-vapeur qui marche à merveille. Mais je suis parti du ministère et on n'a pas voulu payer celui qui avait encouru les frais et fait les installations; et on lui a fait perdre \$4,000 et on l'a ruiné; on a mis les vendeurs dans le chemin!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle compagnie?

M. Leduc (Laval): Ce n'est pas une compagnie qui a fait cela, mais une personne privée qui a voulu utiliser cette invention vieille de deux siècles et qui a travaillé pour réaliser quelque chose de grand pour l'intérêt des cultivateurs et des colons. On vient de ruiner son œuvre. Je crois que le gouvernement voulait ainsi favoriser le trust de la gazoline.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Le député de Laval a travaillé dans mon dos, dit-il, pour s'approprier le mérite de l'emploi des gazogènes; il s'est même servi des employés de la colonisation dans ce but, sans avertir le ministre.

M. Alain travaille à cette affaire, et le département veut procéder, étape par étape, afin que le public ne soit pas déçu. Si, comme le prétend le

député de Laval, les gazogènes existent depuis des siècles, pourquoi a-t-il attendu pour commencer après le ministère de la Colonisation?

M. Leduc (Laval) veut répondre.

M. l'Orateur suppléant²⁶: Il n'y a pas de question posée, et le député de Laval doit s'asseoir.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Ce qui fait la force du professeur Alain, c'est qu'il connaît parfaitement les résultats obtenus dans les autres pays, qu'il a accumulé une documentation importante, qu'il a lui-même fabriqué trois genres différents de gazogènes avec des résultats remarquables. L'invention, une fois à point, sera de nature à rendre de grands services à peu de frais, puisqu'on peut s'en servir sur les fermes pour le hersage, le labourage, la force motrice, etc...

(Parlant des ponts de son département et de l'utilisation de nouvelles poutres pour les ponts) Depuis le nouveau gouvernement, dit-il, les ponts construits par le ministère de la Colonisation sont plus économiques, plus pratiques et plus attrayants. Jusqu'ici nous devons importer en grande partie du bois de la Colombie pour fabriquer les poutres nécessaires.

Or, des expériences récentes faites à l'École technique de Montréal, sous la direction de M. Victor Riendeau, ont démontré que l'on peut utiliser le bois de chez nous très avantageusement. Cette découverte représentera une économie de près de \$500 pour un pont de 100 pieds de longueur.

Je demande, dit-il, aux compagnies industrielles de recourir davantage aux services des diplômés de nos écoles techniques et polytechniques. Il parle de la colonisation industrielle, en particulier de la culture du tabac à cigarette dans le comté de Joliette. Il rend hommage au député de Joliette (M. Barrette) pour le travail accompli dans ce domaine, disant combien le gouvernement s'intéresse à cette entreprise. La production de tabac à cigarette en 1935, mentionne-t-il, se chiffrait à \$2,000 alors qu'en 1938, il a été récolté en notre province 2,000,000 de livres de tabac à cigarette pour une valeur de \$500,000. Jusqu'ici, cette région avait été comme inculte.

À Sherrington, Saint-Amable, Sainte-Clotilde, Saint-Charles de Bellechasse, Bagotville et dans l'Abitibi, des travaux de drainage ont été faits par mon ministère, dans le but de convertir certains marais et certaines savanes en des régions propres à la culture maraîchère.

Le ministère de la Colonisation coopère avec celui de l'Agriculture. Il encourage la culture des atocas dans le comté de Nicolet.

La politique du ministère de la Colonisation comprend la conservation de nos forêts, la stabilisation de nos opérations forestières, la formation d'une nouvelle classe d'agriculteurs dont "les conditions de vie économique seront assurément meilleures que celles de nos bûcherons".

Le ministère de la Colonisation encourage le développement de l'industrie de la chèvrerie. L'industrie de la chèvrerie convient à notre province; il n'y a pas de plus bel endroit pour faire l'élevage des chèvres que les Laurentides; le lait de chèvre sert à fabriquer les meilleurs fromages.

De juin 1937 à décembre 1938, 2,137 familles ont été placées d'après le plan Rogers-Auger²⁷. Il en coûte environ \$2,500 à \$2,600 pour établir une famille de colon sur un lot de colonisation, et le gouvernement fédéral ne paie sur ce montant que \$333.33.

M. Barré (Rouville) pose une question.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):

Ce montant de \$2,500 comprend les différents octrois accordés aux colons, l'ouverture des chemins, la construction des écoles et chapelles, etc.

De septembre 1936 à décembre 1938, 3,966 fils de cultivateurs, la plupart mariés, ont été établis sur des terres. Sous l'ancien régime, les octrois donnés à cette fin étaient distribués par l'entremise des députés ou des organisateurs qui en faisaient souvent une question de patronage. Depuis septembre 1936, tous les chèques sont envoyés directement aux pères qui établissent leurs fils sur des terres. Le nombre des établissements de fils de cultivateurs a de beaucoup augmenté. Il y en a eu 1,386 pour l'année 1936-1937, 1,566 pour l'année 1937-1938, et plus de 1,000 pour les six premiers mois de 1938-1939. Les 12,313 familles et fils de cultivateurs établis de septembre 1936 à décembre 1938 représentent une population de 60,000 âmes.

Les primes de labour étaient souvent distribuées frauduleusement sous l'ancien régime. Il y a des lacs pour lesquels on a donné des primes de défrichement.

Le ministère de la Colonisation a aidé à la construction de 5,000 maisons de colons; 540 granges-étables; 330 poulaillers; 39 fours à pain; 330 caves à légumes; 11 salles paroissiales; 36 presbytères; 63 chapelles, etc. De plus, de 1923 à 1936, l'ancien régime payait \$3,624,854 en primes de

défrichement; sous le nouveau régime, \$2,504,365 furent payés en trois ans.

(Parlant de l'amélioration du système de paie, des travaux par contrat et de voirie) Nous avons, dit-il, construit des chemins qui constituent aujourd'hui des raccourcis. Nous en avons un qui évite 40 milles dans le Témiscouata, le chemin de ceinture du lac Témiscouata. Nous en avons un autre de Sainte-Anne-des-Monts à Cascapédia qui raccourcit le trajet de 300 milles. Dans Charlevoix-Saguenay, région négligée par l'ancien régime, nous avons fait faire un chemin depuis Portneuf-en-Bas jusqu'à Baie-Comeau. Les communications fluviales ont aussi été négligées, de sorte qu'autrefois le foin, qui était de \$8 la tonne dans Maskinongé, se vendait \$58 la tonne sur la Côte-Nord.

M. Drouin (Québec-Est): L'honorable ministre peut-il nous dire quand le chemin de la Côte-Nord vers Baie-Comeau sera terminé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dites, dans le plus court délai possible.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):

Dans le plus court délai possible.

(Rires et applaudissements)

Alors que notre ministère devait distribuer jusqu'à \$250,000 par mois, nous avons fait en sorte d'obtenir du travail de nos secours en retour des allocations qui leur étaient distribuées. C'est ainsi que du 1^{er} janvier 1937 au 1^{er} juillet 1937, date à laquelle nous avons substitué des travaux aux secours, nous avons obtenu 317 milles de chemins ouverts et améliorés; 95 milles de fossés; 54 ponts; 177 ponceaux; 5,333 pieds de mur de soutènement; 96,361 morceaux de bois de construction; 58,468 cordes de bois de chauffage; 180,391 billots; 434,282 perches et piquets; 108 maisons construites ainsi que 142 granges et 11,645 acres de défrichement.

Mais, au-dessus de tout cela, de toute cette énumération de législation sociale, économique et de bienfaits administratifs qui forment un beau capital politique, il y a quelque chose de mieux que tout cela, c'est l'honnêteté, l'intégrité de notre premier ministre et de son gouvernement. Il est réconfortant pour les partisans loyaux de reconnaître que le plus beau titre de notre premier ministre est sa réputation de compétence, d'intégrité, de sérieux, de loyauté et d'esprit public. C'est bien là le titre que tous nos compatriotes désintéressés et à l'esprit public s'honorent de lui donner avec joie. C'est réconfortant d'être loyal à un tel premier ministre. Cette belle

réputation compense bien les dards empoisonnés que des adversaires déloyaux lancent sans résultat dans le dos des hommes qui ne leur ressemblent pas.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Dansereau) que le débat soit de nouveau ajourné. Adopté. Le débat est ajourné.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Sauvé (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Trois-Rivières

M. Trudel (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Farnham

M. Pouliot (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 modifiant la charte de la ville de Farnham soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession J.-B.-E. Letellier

M. Boiteau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 concernant la succession de Jean-Baptiste-Eugène Letellier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Châteauguay

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 concernant l'île Saint-Bernard et modifiant la charte de la ville de Châteauguay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Lots de Saint-Germain et de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, Rimouski

M. Dubé (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur de Rimouski soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 modifiant la charte des Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, et détachant leurs immeubles de la municipalité d'Austin pour en former une municipalité distincte sous le nom de "Saint-Benoît-du-Lac" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lachine

M. Béique (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Victoriaville

M. Gagné (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 modifiant la charte de la ville de Victoriaville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission des écoles catholiques
de Verdun**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a certains députés qui ne s'attendaient pas à siéger demain après-midi, et qui seraient dérangés dans leurs affaires personnelles.

Il a été convenu, au cours de la séance, entre nous et le chef de l'opposition, que l'adresse sera votée mardi. Il y aura deux députés qui parleront du côté de l'opposition, et qui prendront de deux heures à deux heures et quart.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Évidemment, à part celui qui voudra parler sur l'amendement que l'opposition veut présenter à la motion demandant qu'on vote l'adresse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Eh bien! Alors, s'il doit y avoir d'autres orateurs que ceux dont nous avons convenu au cours de la séance, nous allons siéger demain. Il y a longtemps que le débat dure, et pourquoi? Pour remercier le lieutenant-gouverneur d'avoir lu le discours du trône. Cela n'a pas de sens. On m'a déclaré personnellement tout à l'heure que les deux députés de l'opposition qui doivent parler sont les députés de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) et de Berthier (M. Bastien). Il faut savoir à quoi s'en tenir, autrement nous siégerons demain. Donc, vous n'en avez que deux.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Deux plus celui qui présentera l'amendement. Je ne peux m'engager.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux le savoir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): En vertu de quel règlement le premier ministre veut-il savoir ce qui doit se passer de ce côté-ci, mardi prochain? En vertu de quel règlement veut-il empêcher les députés de parler?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Alors ajournement à demain 11 heures.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a un règlement qui dit qu'on ne peut considérer tout de suite une motion à l'effet de siéger demain à 11 heures. Jusqu'ici nous avons tenu une séance par jour.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nous avons beaucoup d'ouvrage. Ce n'est pas par goût que nous retenons la députation, mais nous voulons en finir des discours de quatre et cinq heures et qui n'ont pas de bon sens. On me demande en vertu de quel règlement je m'informe de la longueur des discours? En vertu du mandat que nous avons reçu du peuple de mener et de ne pas nous laisser mener.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Voilà une tempête dans un verre d'eau. Pourquoi retarder tous les députés de la Chambre pour cela?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je veux être raisonnable. Si l'opposition veut parler mardi après-midi, nous nous réserverons le mardi soir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) veut argumenter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
L'opposition insiste tellement. Son chef a un sourire extraordinaire. Je comprends qu'il veuille rentrer à Saint-Hyacinthe. Nous lui avons envoyé un beau fauteuil et c'est légitime qu'il désire s'asseoir dessus une première fois, chez lui. Mais je veux que ce soit bien compris que nous adopterons l'adresse mardi, sinon...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Moqueur)
Ne faites donc pas de menaces, ça va bien comme cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. La majeure partie de ce discours a été reconstituée à partir des notes originales utilisées par le représentant de Kamouraska (M. Chaloult) (Archives nationales du Québec, Fonds Chaloult, P659, 7C 018 05-03-008B-01, 1982-11-008/2). Toutefois, *Le Canada* du 10 février 1939, à la page 1, ajoute que Chaloult a lu son texte, mais qu'il a, de plus, "improvisé avec un remarquable aisance".

2. Il est à noter que les notes originales utilisées par le représentant de Kamouraska (M. Chaloult) et déposée aux Archives nationales du Québec ne sont pas complètes. Les pages 33 à 38 concernant les problèmes nationaux, c'est-à-dire la "politique canadienne-française", les "minorités" et "l'autonomie provinciale" sont manquantes. Ces passages ont été reconstitués à partir des grands quotidiens; cependant, il est clair que les journalistes se sont alors contentés de résumer les propos du représentant de Kamouraska (M. Chaloult).

3. Selon *Le Canada* du 10 février 1939, à la page 6, ces propos font sursauter quelques membres de la droite, bons conservateurs.

4. Lionel Groulx (1878-1967), professeur et historien. Ordonné prêtre le 28 janvier 1903, il est professeur au séminaire de Valleyfield (1903-1906) avant de poursuivre ses études en Europe. Il enseigne à Valleyfield (1909-1915) puis est nommé professeur titulaire de la première chaire d'histoire du Canada (1915-1950). Il est l'un des principaux porte-parole nationalistes du Québec et l'initiateur de nombreux mouvements patriotiques. Il épousa la théorie selon laquelle le seul espoir de survie pour le Québec était d'encourager un Québec français et catholique comme rempart contre la puissance anglo-protestante. Il critiqua également la Confédération canadienne de 1867, insistant sur la faillite de ses promesses de reconnaissance des droits des provinces et des minorités, tel que démontré par la longue succession d'interdiction des écoles françaises en Ontario, en 1915.

Il fut président-fondateur de l'Institut d'histoire de l'Amérique française (1946) et directeur de la Revue d'histoire de l'Amérique française (1947-1967). Ses nombreux écrits, romans et ouvrages historiques lui valurent plusieurs prix et marquèrent profondément la vie intellectuelle et sociale de son époque.

5. Homme de science, religieux et nationaliste, le frère Marie-Victorin (1886-1944) a joué un rôle de premier plan dans le mouvement scientifique du Québec des années 1920. Toute sa vie, il s'est consacré à la formation d'une élite scientifique québécoise et à la diffusion de la science auprès de la population. En 1920, la nouvelle Faculté des sciences de l'Université de Montréal le nomme directeur du Département de botanique. Fondateur et directeur de l'Institut botanique de Montréal en 1922, il entreprend alors de dresser l'inventaire de la flore québécoise. Il est également le fondateur du Jardin botanique de Montréal en 1936. Son génie tient à sa vision d'avant-garde et à son intelligence des composantes de la plante.

6. Esdras Minville (1896-1975), professeur et économiste. Professeur (1924-1938), puis directeur (1938-1962) à l'École des hautes études commerciales (HEC). Conseiller technique au ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (1936-1939). Membre de la Commission des semaines sociales du Canada, membre de la Commission Tremblay (1953-1956) sur les problèmes constitutionnels. Doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal (1950-1957). Durant sa carrière, il collabora à de nombreuses revues et rédigea plusieurs ouvrages dans lesquels il développa une pensée économique et sociale axée sur le nationalisme qui faisait la promotion de la libération économique des Canadiens français.

7. Adrien Pouliot (1896-1980). Ingénieur et mathématicien. Professeur de chimie et de mathématiques appliquées à l'Université Laval.

8. Cyrias Ouellet fut professeur de chimie à l'Université Laval.

9. André Siegfried (1875-1959). Sociologue français. Il est célèbre à cause de nombreuses études réalisées sur les pays anglo-saxons, sur la France et sur la sociologie électorale.

10. Arthur Neville Chamberlain (1869-1940) fut premier ministre du Royaume-Uni du 28 mai 1937 au 10 mai 1940. En 1937, il succéda à Stanley Baldwin comme premier ministre et comme leader des conservateurs. Il contestait cependant le terme *conservateur*, préférant employer celui de *syndicaliste*. Cependant, son nom reste attaché à la politique d'apaisement qu'il mène en tant que premier ministre, à partir de 1937, avec l'Allemagne.

Il cède ainsi à toutes les exigences de Hitler sur les Sudètes lors de la conférence qui a abouti aux accords de Munich en septembre 1938. L'annexion de la Tchécoslovaquie en mars 1939 lui ouvre les yeux et, le 31 mars 1939, le Royaume-Uni garantit officiellement l'indépendance de la Pologne. Ses partisans affirment que le délai obtenu a donné au Royaume-Uni le temps de préparer la guerre. Le 3 septembre, le Royaume-Uni entre en guerre contre l'Allemagne. En mai 1940, suite à des problèmes de santé, il démissionne de son poste de premier ministre au profit de Winston Churchill.

11. A.C.J.C.: Il s'agit de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, fondée le 13 mars 1904 sous l'influence de Mgr Bruchési et de Joseph Versaille. Cette association croyait que les Canadiens français avaient une mission spéciale à remplir en Amérique et devaient, à cette fin, conserver leur caractère distinct. Sa devise était: "Piété, étude, action".

12. Sur le texte de son discours, Chaloult écrit quelques commentaires à la main, souvent illisibles. Ici, il écrit: "Pourquoi ne dénoncerait-il pas le trust et les trustards nommément comme..." (mots illisibles).

13. "Il y a un dîner ce soir chez l'Orateur", selon *L'Événement-Journal* du 10 février 1939, à la page 13.

14. Selon *Le Devoir* du 10 février 1939, à la page 3, la séance est suspendue jusqu'à neuf heures et demie.

15. "Quand vous serez dans l'opposition, vous en ferez autant", selon *Le Nouvelliste* du 10 février 1939, à la page 8.

16. Le représentant de Bellechasse (M. Boiteau) a prononcé ces paroles à la séance du 8 février 1939.

17. Joseph-Henri-Napoléon Bourassa (1868-1952) fut député de Labelle à la Chambre des communes de 1896 à 1935.

18. Nommé sénateur conservateur en 1920, Lorne de Holt Renfrew and Co. et directeur de Quebec Power Co., Sun Life Insurance Co., Dominion Steel and Coal Co., Québec Steamship Union, Canadian Car and Foundry Co. Ltd. M. Duplessis lui reprochait de diriger le trust du charbon.

19. Le premier ministre rit bruyamment, selon *Le Canada* du 10 février 1939, à la page 6.

20. Mitchell Frederick Hepburn (1896-1953), premier ministre libéral de l'Ontario de 1934 à 1942.

21. *L'Événement-Journal* du 10 février 1939, à la page 1, rapporte que M. Hepburn avait déclaré que le Canada enverrait des milliers d'hommes si l'Angleterre était attaquée.

22. Dans une conférence, le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger) reprendra certains propos exposés ici en Chambre. Il est à noter que certains chiffres diffèrent entre le discours en Chambre et celui de la conférence. Une partie du texte du discours lu au cours de ladite conférence sera d'ailleurs publiée dans *Le Nationaliste et Le Devoir* du 26 janvier 1939, à la page 3.

23. *L'Événement-Journal* du 10 février 1939, à la page 1, indique qu'une tempête de point d'ordre se soulève.

24. Les députés qui parlent sur le point d'ordre, selon *Le Canada* du 10 février 1939, à la page 7, signalent que cette phrase peut s'interpréter dans les deux sens, l'un inoffensif, et l'autre injurieux pour le député de Laval (M. Leduc).

25. Conséquemment aux élections provinciales du 24 août 1931, Camillien Houde, le chef du Parti conservateur, entreprend des procédures judiciaires pour contester la validité de l'élection dans 63 comtés du Québec pour cause d'"irrégularités" commises par les candidats libéraux. Il doit déposer pour ce faire un cautionnement de \$63,000. Le gouvernement Taschereau réplique par l'entremise de Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille, qui fait adopter une loi rendant plus difficile la contestation massive d'élections. Cette loi, appelée communément "loi Dillon", oblige le pétitionnaire à prélever sur ses propres deniers le cautionnement de \$1,000. La mesure s'applique rétroactivement aux contestations déjà en cours.

26. M. Trudel (Saint-Maurice) est au fauteuil.

27. À la suite de la crise économique de 1929 sont mis sur pied divers programmes de colonisation. Ils permettent de diriger des chômeurs urbains et des fils d'agriculteurs vers les terres inhabitées du Témiscamingue et de l'Abitibi. Le plan Gordon (1932-1934), initiative conjointe des gouvernements du Canada et du Québec, au succès mitigé, est aboli en 1934. Norman Rogers, ministre fédéral du

Travail, met sur pied un nouveau plan pour remplacer le plan Gordon. Suite à une entente entre les gouvernements d'Ottawa et de Québec, le 9 décembre 1936, le plan Rogers-Auger (1937-1939), du nom de Henry-Lemaître Auger, ministre provincial de la Colonisation, doit permettre la consolidation des nouvelles paroisses de colonisation. Les conditions difficiles telles que le manque d'encadrement, d'équipement et de soutien financier entraînent la diminution de moitié du nombre de colons.

Séance du mardi 14 février 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Boyer (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Barrette), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il leur soit permis de présenter la pétition de la Commission des écoles catholiques de Montréal demandant l'adoption d'une loi concernant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la Commission des écoles catholiques de Montréal demandant l'adoption d'une loi concernant sa charte est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Charte de Baie-Comeau

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Perron), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition, de la ville de Baie-Comeau demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième

rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 124 modifiant la charte de l'hôpital Notre-Dame de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 107 ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. limitée, et conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon;

- bill 131 concernant la succession Ovila-Stanislas Perrault;

- bill 123 ratifiant et confirmant un acte de conventions passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Compagnie de pulpe de Jonquière, d'autre part, et Price Brothers Company Limited et la Commission municipale de Québec, intervenants, et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de conventions.

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Marie-Angélique Duchesnay et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la division de la succession de feu l'honorable Charles Wilson;

- des ecclésiastiques du Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant le Séminaire Saint-Sulpice.

Succession Charles Wilson

M. Bulloch (Westmount) demande la permission de présenter le bill 141 concernant la succession de l'honorable Charles Wilson.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Séminaire Saint-Sulpice

M. Thibeault (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 143 concernant le Séminaire Saint-Sulpice.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code municipal

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 18 modifiant le Code municipal.

M. Drouin (Québec-Est): Explications?

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Il s'agit de modifier le Code municipal.

M. Drouin (Québec-Est): En quoi ça consiste?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À changer le Code.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): À améliorer la loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 19 modifiant la loi des cités et villes.

M. Drouin (Québec-Est): Explications plus claires¹.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Motions de condoléances:

Décès du Pape Pie XI

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À la fin de la semaine dernière, après l'ajournement de la Chambre, dans toutes les parties du monde - car l'Église est universelle - comme dans toutes les sociétés religieuses quelle que soit leur dénomination, s'est élevé un sentiment de profonde

sympathie et de profonde émotion à la nouvelle du décès de Sa Sainteté le pape Pie XI. Ici, dans la province de Québec où nous avons l'avantage d'avoir le seul gouvernement, la seule Législature catholique de l'Amérique du Nord, personne n'a été plus affecté que nous de la mort du Saint Père. Le pape Pie XI a joué un rôle considérable non seulement au point de vue religieux, mais son action a aussi influencé les affaires au point de vue international. Pie XI a été surnommé le "Pape de la Paix"; on l'a dit à juste titre. Ses activités ont été fécondes et nombreuses.

Pie XI s'est montré digne de l'enseignement de son Maître divin. Parce qu'il représente avec une émouvante dignité le Roi des rois sur la terre, sa voix a proclamé admirablement des enseignements qui constituent le meilleur rempart contre la désunion et la guerre et contre les dangers de toutes sortes. Toujours, il a prêché les grands principes de paix, de charité et d'amour du prochain qui sont à la base de la religion catholique. Pie XI laissera un grand nom dans l'histoire universelle. Ses œuvres sont celles de l'un des plus grands papes de la catholicité. Il a eu une carrière des plus fécondes. Il a joué un rôle important dans le monde tout au long de sa vie et particulièrement durant son pontificat.

Nous, du Canada français, avons des raisons particulières de déplorer sa mort et de nous souvenir de lui avec regret. Il a été le premier pape qui ait manifesté des signes non équivoques de son estime, de son admiration et de son amour pour la race canadienne-française en nous donnant l'été dernier, à l'occasion du congrès eucharistique, le premier légat papal canadien-français, le très distingué archevêque de Québec, Son Éminence le cardinal Villeneuve.

Dans tous les cercles religieux, catholiques comme protestants, l'on a été unanime à s'unir aux catholiques et à proclamer le grand rôle joué par le pape défunt, et je veux souligner particulièrement les paroles du Lord Bishop de Québec, le Très Révérend Philip Carrington. Je le remercie au nom du gouvernement et de la province. Nous sommes, dans la province de Québec, tous unanimes à nous unir pour déplorer la mort de notre pape. Nous avons des raisons particulières de déplorer cette perte. La mort du pape fait ressortir mieux que tout le principe que tout le monde est sur le même pied d'égalité devant le Créateur. Elle illustre le grand principe de l'inconstance de la vie et de l'incertitude du moment de la mort.

Si les hommes s'en vont, même les plus grands comme le pape Pie XI après une longue carrière fructueuse, il n'en reste pas moins vrai que l'institution, dont il était le chef auguste et infiniment respectable, a reçu des gages de stabilité et

d'immortalité que n'a reçus aucune autre institution. L'incertitude de la vie humaine fait ressortir davantage la pérennité de l'Église catholique et de ses enseignements. Au nom de la Chambre, du gouvernement et de la population de la province de Québec, j'offre à l'Église, à la Cité vaticane et à ses pasteurs, l'expression de nos regrets et de notre plus profonde sympathie.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je me joins au chef du gouvernement pour rendre hommage au Saint Père qui vient de mourir. Le concert d'éloges de l'univers entier, de tous les journaux, de tous les grands hommes, à l'exception peut-être de ceux qui ne croient pas que la paix soit le bien souverain, est un témoignage que celui qui vient de disparaître était l'un de ceux en qui le monde mettait ses plus grandes espérances. Le pape Pie XI a eu une carrière fructueuse qui laissera, comme l'a si bien dit le premier ministre, son nom dans l'histoire au nombre des plus grands chefs qui se sont succédé sur le trône de saint Pierre, comme représentant de Notre Seigneur.

Il me fait plaisir de féliciter et de m'associer au chef du gouvernement pour les belles paroles qu'il a exprimées. Elles reflètent bien notre sentiment et celui de tous les catholiques de la province de Québec. Elles reflètent aussi les sentiments de ceux qui ne partagent pas notre foi. Je me joins au premier ministre pour exprimer les sentiments de profonde sympathie de la province de Québec.

M. Hamel (Québec-Centre): Je m'associe, dit-il, aux deux orateurs précédents dans leur hommage au pape défunt. Aux marques de vénération déposées par le chef du gouvernement et le chef de l'opposition sur la tombe de Sa Sainteté le pape Pie XI, permettez-moi d'ajouter mon modeste témoignage. Nous avons aimé et admiré ce héros de la pensée chrétienne. Le pape qui vient de mourir était le chef de la grande armée de la paix. Nous avons aimé ce grand apôtre de la pensée chrétienne au point de nous attirer parfois des moqueries de certains. Il a gouverné l'Église dans des temps bien difficiles. Pie XI a été une démonstration de la vertu de force devant les problèmes auxquels le monde fait face aujourd'hui.

Il a condamné l'erreur; il n'a pas craint de fustiger les grands, de braver les puissants et de dénoncer leurs abus pour défendre les faibles et les pauvres. Il a fait la promotion de toutes les mesures permettant d'améliorer la vie spirituelle et matérielle du peuple.

Il est mort en expiation des outrages de la civilisation moderne contre la loi divine. Que sa

grande âme continue à régner sur le monde et qu'elle intercède auprès du Maître pour nous éviter les malheurs que seule la miséricorde divine peut éloigner de nous! Le pape de la foi divine n'est plus. Vive son successeur! Vive le pasteur angélique!

L'honorable M. Fisher (Huntingdon):

Qu'il me soit permis de me joindre aux orateurs précédents pour exprimer, au nom des citoyens de confession protestante de la province, notre admiration à l'égard de Sa Sainteté Pie XI. Je désire exprimer mes sincères condoléances en cette triste occasion du décès d'un homme qui était non seulement un des chefs spirituels de l'humanité, mais aussi une personne qui avait gagné l'admiration du monde chrétien en entier. Il est effectivement approprié de se recueillir suite au décès du chef de l'Église catholique romaine, dont les membres sont nos associés et nos amis.

Le pape Pie XI était un homme d'un esprit très cultivé et d'une très grande force de caractère. Il a gagné l'admiration de tous les chrétiens et de tout l'univers par son attitude contre les persécutions racistes et religieuses. Durant toute sa carrière, il ne cessa de promouvoir une meilleure entente entre toutes les nations. Ses derniers mots, a-t-on rapporté, furent "Paix, paix..." C'est un exemple pour toute l'humanité.

L'honorable M. Coonan (Montréal-Saint-Laurent):

Je désire ajouter ma voix de représentant de la minorité anglaise à celles qui viennent de se faire entendre sur les douloureux événements de Rome. Je veux dire en cette Chambre la douleur de mes compatriotes à la nouvelle de la catastrophe qui s'est produite dans le monde à la mort du pape. Un pareil deuil ne peut passer inaperçu: c'est le vicaire du Christ sur la terre qui disparaît. Au cours de son pontificat, des révolutions se sont produites, de grandes perturbations politiques internationales ont eu lieu, au cours desquelles il a eu toujours soin de faire entendre des paroles apaisantes. Le pape indiquait non seulement les maux mais aussi les remèdes. Il s'est montré égal à tous et le supérieur de plusieurs dans les efforts qu'il a déployés pour la paix et le bien-être du monde.

Il nous faut distinguer entre la fonction et l'homme dans la personnalité de ce Souverain Pontife. Comme homme, il est certain qu'il sera proclamé le plus grand homme du siècle. Et, en plus d'être le pape de la paix, il aura été le pape de l'action. Le défunt pontife passera dans l'histoire comme le plus grand homme du siècle et fut entièrement admirable dans l'exercice de son sacerdoce divin.

Sa Sainteté le pape Pie XI a montré par ses encycliques le remède aux maux qui affligent l'univers. En plus de contribuer à l'univers occupé de spirituel par ses grandes encycliques sur les questions sociales, ce fut lui qui invita les peuples de la Terre à participer à son ardent apostolat. Nous nous endeuillons donc à la nouvelle qu'il vient de trépasser.

"Blessed they who mourned, for they shall be comforted."

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 9 février courant, sur la motion proposée jeudi le 19 janvier dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Permettez, M. l'Orateur. Comme modeste ouvrier catholique, je désire joindre ma voix à toutes celles qui se sont faites entendre sur le deuil qui frappe l'univers catholique. On a dit de Sa Sainteté que ce fut le pape de la paix, le pape de la jeunesse. Ce fut aussi le pape des travailleurs, l'homme qui leur donna ce document lumineux, son encyclique *Quadragesimo Anno*; nous nous souviendrons de lui et du testament qu'il nous a laissé.

Il n'a pas craint de s'élever avec courage contre les erreurs de la civilisation moderne; il s'est élevé contre ceux qui tentent d'imposer par la force, à la personnalité humaine, des restrictions non conformes à l'esprit de justice et à la charité. Les ouvriers pleurent la mort de l'un des grands papes de l'histoire; le pape qui a su s'élever contre les multiples erreurs de notre époque et de la chrétienté. On doit vénérer le pape comme le défenseur du travailleur et de la personnalité humaine!

Je veux, au début de mes remarques, féliciter le proposeur et le secondeur de l'adresse, MM. Philippe Adam, de Bagot, et Louis Fitch, de Montréal-Saint-Louis, pour les intéressantes lectures de textes qu'ils ont faites. Je ne m'attarderai pas trop en éloges à leur endroit. Il faut être bref. Le premier ministre l'a dit: "Il faut précipiter le débat pour arriver à pouvoir voter l'adresse mardi soir." Mais ici, je me demande comment il se fait que le premier ministre puisse exprimer, de façon aussi cavalière, sa manière de voir et de penser. Nous vivons dans un pays démocratique, et les députés ont le droit d'exposer leur pensée et leur point de vue sur les problèmes du jour.

Pourquoi mettre un frein à la liberté de parole? Le premier ministre a prétexté l'économie de temps et d'argent, mais économie y a-t-il réellement? Quand on compte la durée des discours de ceux qui ont porté la parole, des deux côtés de la Chambre - les députés, y compris le premier ministre et ses partisans - on arrive à 30 heures de temps. Cela fait à peine sept heures par jour et quatre jours par semaine. Ce n'est pas un travail énorme. Ce sont là des heures de travail que les ouvriers accepteraient avec plaisir.

A-t-on jamais vu, dans une Législature canadienne, et même à Ottawa, un premier ministre se lever pour dire qu'on doit à tel jour et à telle heure voter telle et telle chose? Je n'ai jamais vu, dit-il, des procédés aussi autocratiques que ceux du premier ministre! Que le premier ministre fasse attention. Il finira par se mériter pleinement ce mot de dictateur et d'autocrate qu'on prononce un peu partout à son endroit dans la province.

Faire ce qu'il fait, ce sont là des symptômes de dictature. Ce n'est pas une façon d'exposer à tout le monde sa volonté et sa manière de voir. Ce n'est pas démocratique. Pour agir de la sorte, le premier ministre s'est aliéné bien des gens.

Pour imposer des lois arbitraires aux ouvriers, il a perdu la confiance des ouvriers. Le premier ministre ne pourra pas toujours mener le monde à sa guise.

(Rires à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel malheur!

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Vos petits rires ne les intéressent plus. C'est le sérieux que vous pourriez apporter dans vos législations qui intéresserait désormais les ouvriers.

(Applaudissements à gauche)

Il (M. Rochefort) commente l'arrestation simulée des deux chefs ouvriers, en 1937, lors de la grève de l'industrie de la robe². Les ouvriers, dit-il, ont perdu confiance en lui dès le lendemain des élections générales de 1936, quand il a voulu faire arrêter des chefs ouvriers. Et pourtant, ce n'étaient pas des révolutionnaires ni des communistes, comme le premier ministre se plaît à appeler tous ceux qui ne pensent pas comme lui. L'intransigeance du premier ministre ne s'est pas arrêtée là; elle est telle qu'on ne sait jamais jusqu'où elle peut aller.

Il y a eu l'affaire de la Dominion Cotton Mills. Les ouvriers ont voulu faire la grève pour avoir des salaires raisonnables dans l'industrie du textile. Le premier ministre a dit qu'on devait accepter le contrat collectif ou, si cela n'allait pas marcher, il interviendrait en se servant de son joujou préféré: le premier ministre devait arranger tout cela au moyen d'ordonnances. Après une courte conférence à Québec, le premier ministre a imposé une convention collective aux travailleurs, avec la menace que si elle n'était pas transformée en un contrat régulier à la fin de trois mois, le textile allait être sous l'autorité de l'Office des salaires raisonnables. Sa menace, il l'a mise à exécution. Il est intervenu, mais depuis ce temps-là, c'est M. Blair Gordon, le patron qui est satisfait et ce sont les ouvriers qui le sont moins.

C'est qu'il a la manie de changer tous les contrats collectifs par ses chères ordonnances. Il faut changer. Il faut que l'État se mette le nez partout où il n'a pas affaire. Il est pour l'entente entre le capital et le travail, mais pourvu que l'État, c'est-à-dire lui-même, y soit. Le premier ministre a une façon dictatoriale de s'ingérer dans les affaires des ouvriers!

L'autre jour, on entendait le député de Bellechasse (M. Boiteau) dire que, sous le gouvernement Duplessis, les syndicats s'étaient multipliés et leurs adhérents de même. Eh bien! Si le nombre des syndicats augmente, c'est que les ouvriers se sont enrôlés de rage pour protester contre les pouvoirs dictatoriaux du premier ministre. Ils ont passé le plus grand nombre de conventions collectives, afin de protester contre l'Office des salaires raisonnables. Les ouvriers se sont enrôlés sous leur bannière afin de protester contre le gouvernement, afin de ne pas tomber sous le coup des ordonnances, pour profiter de la loi des syndicats professionnels qui leur permet de conclure des contrats collectifs. Voilà pourquoi un chef ouvrier a exprimé l'avis, à Montréal, par dérision: "Le premier ministre est le meilleur organisateur ouvrier que nous n'ayons jamais eu. À cause de son attitude, nous sommes plus solidaires que jamais."

Le premier ministre est bien étrange. Il n'a pas l'air de se douter que d'autres ont des droits et des privilèges. Il y a des groupes responsables dans la province. Voilà à quoi nous acheminent les allures du premier ministre et ses phrases à l'emporte-pièce: "C'est moi qui va vous mener, c'est moi qui régenté tout." Le moi unique! Le seul maître de tout dans la province!

Il y a pourtant des gens en dehors de la Chambre qui entendent bien exprimer leurs opinions et qui seraient dignes d'être consultés. Ils peuvent penser sans le premier ministre. Ce n'est pas le premier ministre seulement qui peut tout mener. S'il avait consulté ses collègues et les intéressés, des gens sérieux, il n'aurait pas passé sa loi des salaires raisonnables telle qu'elle est aujourd'hui.

Quand rien n'a été fait pour obtenir une convention collective régulière, le gouvernement permet que les ordonnances de l'Office des salaires raisonnables soient édictées sans que l'on tienne compte du commerce et de l'industrie et des ouvriers. Ce que les ouvriers veulent, c'est qu'on prenne les moyens nécessaires pour leur donner plus de latitude pour obtenir eux-mêmes leurs conventions collectives.

Ah! Sous l'ancien régime, nous sommes venus protester avec des ouvriers contre les lois du temps. Ils ont protesté notamment contre le bill Dillon³, contre le bill David et contre d'autres mesures. Mais il est une chose qui se produisait alors. On ne réussissait pas toujours, mais au moins, nous étions entendus et on obtenait quelque chose. On nous considérait. On nous recevait poliment. On obtenait peu, des fois, mais c'était toujours mieux qu'aujourd'hui. Le premier ministre actuel, lui, a tout chambardé cela. Il ne consulte plus personne et ses députés sont devenus une usine à faire des lois. On n'y comprend plus rien. On ne sait plus où on est rendu.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): (Ricanant) Ah! Ah!

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) trouve cela drôle, mais il était pourtant avec les ouvriers, il y a longtemps de cela, c'est vrai; néanmoins, il savait faire entendre sa voix. Il a déjà été président du Parti ouvrier. Depuis, il est devenu ministre. Et il est arrivé qu'il n'ait plus rien à dire. S'il avait quelque chose à dire aujourd'hui, lorsque le premier ministre impose ses volontés au cabinet, le ministre du Travail, bouillant comme nous le connaissons,

pourrait faire entendre ses protestations... s'il le voulait. Il n'y a pas de doute. Des fois, il prendrait sa grosse voix, il se lèverait et il crierait.

(M. Rochefort imite ici certaines expressions du ministre du Travail et il amuse la Chambre) Mais les temps sont changés. Autres temps, autres mœurs.

(Rires)

Il y a un chef ouvrier bien connu à Montréal, un ancien ami du premier ministre - c'est drôle comme il ne les garde pas longtemps - qui a dit du premier ministre et de ses collègues: "Le cabinet actuel? Eh bien! Les ministres ne sont que les porte-poussière du cabinet. C'est le premier ministre qui fait tout, tout seul."

(Rires)

Il me semble les apercevoir, balayant dans quelque coin... des porte-poussière. Pour qu'on puisse dire cela...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

S'il est vrai qu'un chef ouvrier a été polisson, ce n'est pas une raison pour que le député de Montréal-Sainte-Marie se permette de répéter ces polissonneries en Chambre.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Les paroles d'un chef ouvrier fatiguent le premier ministre. Où en est-on rendu?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ces paroles ne me fatiguent pas. Mais les polissonneries n'ont pas leur place en Chambre. Il faut y respecter le décorum.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): C'est comme ça que le premier ministre parle des ouvriers?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je dis que le député n'a pas le droit de répéter en Chambre des polissonneries de l'extérieur et je lui demande de retirer ses paroles.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Parlant sur le point d'ordre, je ne croyais pas que le premier ministre se fâcherait si vite. Je n'ai pas le droit de répéter les paroles d'un chef ouvrier.

Est-ce parlementaire de dire polisson? Je sais que le premier ministre ne les aime pas beaucoup, les ouvriers. Il les traite de polissons. Mais il n'est pas permis à un premier ministre de se servir à leur endroit d'une expression comme celle qu'il vient d'employer.

M. l'Orateur: Je maintiens le point d'ordre du premier ministre. Un député n'a pas le droit de dire indirectement ce qu'il ne peut dire directement. Je demande au député de Montréal-Sainte-Marie de retirer ses paroles.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai pas, dit-il, d'objection, mais je me souviens avec quel plaisir le premier ministre déforme les paroles de ses adversaires.

Est-ce parlementaire pour le premier ministre de se servir, en parlant d'un chef ouvrier, de l'expression "polisson" qui n'est pas parlementaire en parlant d'un chef ouvrier?

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Parlez-nous donc de la mairie de Montréal et de la grande estime que les ouvriers vous ont témoignée...

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Avec plaisir. C'est plus que vous n'avez jamais fait. Le premier ministre sait bien que ce n'est pas moi qui ai été battu à la mairie en décembre dernier. C'est lui qui s'est fait battre à la dernière élection municipale de Montréal.

(Rires)

La première fois, il y a deux ans, j'ai fait élire son candidat en enlevant des voix à M. Houde et cette année, pour la deuxième fois, j'ai fait battre le candidat du gouvernement. Et puis, dans mon comté, il y a 9,000 personnes qui ont voté contre le premier ministre.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Et aussi contre vous...

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Vous comprenez, moi, je ne pouvais pas être élu parce que je n'avais pas l'argent de l'Union nationale pour acheter des votes. Ces argents provenaient des trusts.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Est-ce que les gens se vendent à Montréal?

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): (S'esclaffant) Ah! Regardez-moi donc ça, ces questions angéliques!

(Rires)

Ça fait longtemps qu'il la conte, cette farce-là, le premier ministre. Elle est usée dans la bouche du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bourque). Je ne peux pas croire que le ministre la ramasse.

Ce sont ces mêmes 9,000 personnes qui m'ont dit: "Rochefort, va en Chambre et proteste." Ce sont elles qui m'ont mis à gauche. Ce sont des ouvriers, en majeure partie, et je vais protester en leur nom. Ah! Cela vous fait rire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) est secoué de grands éclats de rire... forcé.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Regardez-le rire. Le premier ministre rit des ouvriers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rit.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Regardez-le bien, car bientôt c'est de lui qu'on va rire. Il va s'apercevoir que des ouvriers, il y en a plus qu'on ne le pense. Faites-en donc des élections. Les gens en réclament! Faites-en donc des élections!

Mais le problème ouvrier s'étend maintenant, et de plus en plus, à toute la province. De plus en plus, la province devient industrielle. Dès bientôt, si le premier ministre veut se faire réélire, il faudra avoir un crédit urbain pour tenter d'acheter les ouvriers des villes comme vous avez acheté les cultivateurs des campagnes, avec le crédit agricole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Au nom du respect dû à l'Orateur, au nom du respect dû à la province, au nom du décorum, je demande au député de Montréal-Sainte-Marie de retirer ses paroles.

Il est indigne pour un député de parler ainsi. C'est injuste pour l'ouvrier et c'est injuste pour le cultivateur. Il laisse entendre qu'ils se vendent. Je lui demande de retirer ses paroles complètement et sans insinuation.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce un point d'ordre?

M. Tardif (Frontenac) parle⁴.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Toi, va vendre des cierges!

Je n'ai pas dit que l'agriculteur s'achetait ou se laissait acheter, mais qu'on tentait de les acheter. Je ne puis pas retirer des paroles que je n'ai pas prononcées.

Un député ministériel: Il ne sait pas ce qu'il dit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au député de Montréal-Sainte-Marie de retirer ses paroles complètement, sans condition.

M. l'Orateur: Le député de Montréal-Sainte-Marie a déclaré qu'il faudrait bientôt avoir un crédit urbain pour tenter d'acheter les gens des villes comme on achète ceux des campagnes.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): J'ai dit tenter d'acheter, je n'ai pas dit que vous réussiriez.

M. l'Orateur: Même s'il n'a pas dit ce qu'a compris le premier ministre, il fait une injure pour le gouvernement, sinon pour les électeurs. Dans l'un ou l'autre cas, l'expression ne peut être admise et je demande au député de Montréal-Sainte-Marie de la retirer.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je retire mes paroles, dit-il, pour me conformer à la décision de l'Orateur. Je ne voulais pas être désagréable.

Des voix: Saute une page!

M. Tardif (Frontenac) parle.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie) proteste. Je sais qu'il n'y a pas deux poids deux mesures...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je demande que vous fassiez retirer ces paroles. Le député n'a pas le droit de parler ainsi, d'insulter l'Orateur de la Chambre. Je demande au député de Montréal-Sainte-Marie de retirer sans condition "deux poids et deux mesures".

M. Leduc (Laval): Parlant sur le point d'ordre, nous avons tous compris que le député de Montréal-Sainte-Marie a dit qu'il n'y avait pas deux poids et deux mesures. On a mal interprété les paroles du député de Montréal-Sainte-Marie. C'est une affirmation qui est un hommage qu'il voulait rendre à la Chambre et on ne lui a pas laissé le temps de terminer. C'est un éloge de la manière dont les délibérations sont conduites ici, et je me demande si on peut exiger que soient retirées des paroles qui sont un témoignage en faveur de l'Orateur de la Chambre.

M. l'Orateur: Évidemment, si c'est un éloge que voulait me faire le député de Montréal-Sainte-Marie, je n'ai rien à dire; mais si c'est un reproche, s'il a voulu dire qu'il y a ici deux poids et deux

mesures, ce qui serait d'ailleurs contraire aux faits, je lui demanderai de retirer ses paroles.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):

M. l'Orateur, je vais vous le dire bien franchement, jamais je n'ai voulu dire quelque chose contre vous.

Mais je ne suis pas pour aller à l'école du premier ministre pour apprendre à parler comme lui. Je n'ai jamais voulu insulter personne. Je ne veux pas prendre le genre du premier ministre. Je me contente de ma façon de parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est le secret du bonheur, se contenter du peu qu'on a!

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): J'aime autant mon petit bonheur que le malheur qui l'attend aux prochaines élections.

(Parlant du droit d'organisation) Sous le prétexte du faux principe de la liberté absolue du travail, dit-il, le gouvernement ne veut pas permettre aux ouvriers de s'organiser comme ils devraient l'être. On nous objectera qu'on a donné aux ouvriers le droit de se joindre à l'union ou au syndicat de leur choix. Mais en réalité, on les prive de leur droit. Quand ils veulent passer un contrat collectif, la compagnie qui est assez puissante se charge d'organiser un syndicat à sa manière dans son atelier, pour empêcher le travail efficace des vraies unions et des vrais syndicats. Loin de consacrer le droit d'association, le premier ministre l'a aboli.

Prenez le cas de la Dominion Textile⁵. Elle a formé des syndicats qui ont empêché les ouvriers d'avoir une organisation qui leur convienne. Voilà! Les contrats collectifs n'ont pas aujourd'hui l'ampleur qu'ils avaient autrefois; on les entrave de toutes les façons. Un mot maintenant des ordonnances. Qu'a-t-on fait à la Dominion Textile? En procédant par ordonnances dans l'industrie des filatures, avec le salaire-heure, on est arrivé à ce résultat que loin de gagner des salaires raisonnables, les employés de M. Gordon ont moins qu'autrefois; on paie un salaire qui n'est même pas un salaire convenable.

M. Gordon continue de pressurer ses ouvriers et ouvrières. Il perfectionne sa machinerie pour que l'ouvrier ne puisse travailler assez longtemps pour gagner un salaire raisonnable. Y a-t-il une compagnie qui a plus contribué à l'asservissement des Canadiens français que la Dominion Textile, dont il est gérant?

Les ouvriers qui sont "encagés" dans ses usines sont en majorité des Canadiens français, ici

comme en Ontario. Il y a 19,000⁶ des nôtres, environ, sur 25,000. La compagnie de textile, dans la province de Québec, impose des conditions de travail criminelles.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): C'est-y la faute du gouvernement?

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Pas loin, je vais vous le dire tout à l'heure.

M. Bertrand (Saint-Sauveur) parle⁷.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je voudrais que le premier ministre demande à ce député de se lever au moins pour parler comme il l'a demandé à des députés de l'opposition.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): M. l'Orateur, j'ai rien demandé de mauvais. J'ai demandé si c'est la faute du gouvernement.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je vais répondre avec plaisir. Si la compagnie a tant de Canadiens français dans ses ateliers, c'est qu'il lui était plus facile de les exploiter que les autres. Le gouvernement a fait les conditions telles qu'il est possible d'asservir les ouvriers. La compagnie en a profité.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Ah!

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) rit.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je sais ce que je dis, et le ministre me comprend bien plus que ceux qui balbutient.

Quand les ouvriers voulaient s'organiser, la compagnie voyait à ce qu'ils ne puissent le faire. On n'a pas laissé les ouvriers s'organiser comme il faudrait qu'ils le soient, et ils n'ont pu obtenir les salaires auxquels ils ont droit. Ce n'est pas moi seulement qui le dis. Prenez le rapport de l'enquête Turgeon. Le juge a dit en toutes lettres que l'ouvrier avait droit à un contrat collectif. Encore, si la situation n'avait pas permis à la compagnie un meilleur traitement de ses ouvriers. Mais c'est elle qui a accumulé le plus facilement les dividendes aux dépens du peuple.

J'ai ici un rapport sur ce qui s'est passé dans l'affaire du textile. On y dit que c'est une affaire honteuse, une pressuration sans précédent, des conditions de travail inhumaines. Et pour régler la

situation, le gouvernement ne trouve pas autre chose qu'une ordonnance qui ne tient pas compte des droits et des privilèges des ouvriers. Si le premier ministre avait véritablement défendu la cause des travailleurs, il aurait forcé Blair Gordon à accepter un contrat collectif et il lui aurait dit aussi qu'une fois le contrat accepté, le gouvernement verrait à le faire observer.

Et cette industrie du textile n'est pas la seule.

Il (M. Rochefort) parle de l'atelier fermé. Le premier ministre a déclaré: "Pas d'atelier fermé dans Québec." Il a parlé, il n'y a plus rien à faire. L'atelier fermé est nécessaire. Je parle de l'atelier fermé syndicaliste, le seul moyen capable de faire respecter un contrat de travail. Sans ça, il ne faut pas beaucoup de temps à un Blair Gordon pour organiser des unions de boutique.

On me dira: "Mais que faites-vous de la liberté du travail?" Certes, c'est un beau principe. Je suis pour la liberté de travail, mais une liberté bien comprise. Mais, est-ce qu'en vertu de ce principe on a le droit de permettre que deux ou trois individus soient responsables d'un état de choses déplorable pour 15,000 ouvriers d'une industrie?

Et puis, l'atelier fermé, il y en avait toujours eu, avant le premier ministre actuel, et on n'avait jamais entendu parler de menace de révolution à cause de cela, comme on l'a dit. Les choses marchaient bien. Il faut être juste; c'est le premier ministre et non l'Union nationale en bloc qui est contre l'atelier fermé. Bien des députés qui ont des industries dans leur comté et, par conséquent des ouvriers, ont réalisé que c'est vital pour le respect des contrats, et par conséquent pour l'ordre.

Le premier ministre est toujours désireux de suivre les enseignements de notre distingué clergé pour certaines choses, mais sur ce point-là, il ne semble pas aussi empressé. C'est bien de parler de la liberté des travailleurs, mais cela ne devrait pas être confondu avec les activités de certains individus qui souhaitent nuire à l'administration d'une convention collective dans leur atelier respectif. S'il avait le temps de lire, il aurait pu lire l'encyclique "*Quadragesimo Anno*", il aurait pu lire le rapport des semaines sociales, les discours de Son Éminence le cardinal, du R. P. Papin-Archambeault, de Mgr Lebon. La doctrine de l'Église reconnaît que l'atelier fermé est un principe de droit.

Les représentants du clergé prêchent le corporatisme dans notre province. On ne saurait concevoir le corporatisme social sans l'atelier fermé. Le corporatisme est inconcevable sans cela. On semble ne pas comprendre cela. Mais il y a longtemps qu'on essaie en vain de trouver une

formule économique bien définie dans les idées du premier ministre. Plus on cherche, moins on trouve. Le problème au sujet du premier ministre, c'est qu'il ne sait pas où il s'en va; il va d'un côté puis de l'autre, sans essayer de comprendre les résultats possibles d'un tel manque de vision.

Les unions n'ont jamais commis de crime quand on leur laissait l'atelier fermé. Je soutiens que l'atelier fermé est nécessaire au droit collectif et nécessaire au droit d'organisation. C'est un principe essentiel à l'organisation ouvrière.

Les ouvriers ont décidé de s'organiser. Ils le feront encore de plus en plus parce qu'ils veulent, eux aussi, travailler à la restauration économique de la province. Les ouvriers ne veulent pas le trouble, ni la discorde; ils ne le font pas pour détruire l'ordre établi. Les premiers, ils font la guerre aux mauvais éléments qui tenteraient de se glisser dans leurs unions.

Ils ont jusqu'ici combattu toutes les menées communistes, toutes les méthodes dictatoriales et les autres éléments subversifs dans la province. Il y a des députés dans cette Chambre, comme le député de Missisquoi (M. Pouliot), qui ont fait partie d'une union et qui peuvent corroborer cela.

Les ouvriers ne veulent pas cependant des méthodes dictatoriales. Ils croient dans les ententes collectives. Les syndicats favorisent l'entente entre les travailleurs et les employeurs en utilisant tous les moyens légitimes. Nous sommes contre la force comme principe d'État et contre la conscription du travail. Pour cette raison, nous espérons que le premier ministre modifiera toute sa législation ouvrière, en particulier, les bills 19 et 20, pour stabiliser l'industrie et pour permettre aux ouvriers de continuer à passer des contrats collectifs avec leurs employeurs.

Par les conventions collectives, nous avons le droit de passer des contrats de prix entre les employeurs et les clients. Un jugement du juge Gibson a retranché ce droit. Il a déclaré *ultra vires* cette convention. Une vingtaine de conventions collectives sont concernées. Quelles sont les intentions du premier ministre à ce sujet? Je voudrais savoir du premier ministre s'il a eu le temps d'étudier cette cause et s'il a décidé de porter la cause en appel.

(M. Rochefort fait une pause en attendant une réponse)

Le premier ministre ne répond pas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis après lire quelque chose d'intéressant.

(Rires)

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Encore une de ses farces plates! Il faut en conclure que tout ce qui concerne l'ouvrier n'intéresse pas le premier ministre. J'en ferai part aux ouvriers. Les patrons prennent des moyens légitimes pour se protéger, mais il peut y avoir des conflits d'intérêts. Le premier ministre ne trouve pas ça intéressant.

S'il y a des questions qui intéressent l'ouvrier, il y en a aussi d'autres qui intéressent la ville de Montréal. Le premier ministre avait promis en 1936 de faire disparaître les taudis à Montréal. Mais il n'en a rien fait. Il dit que cela relève d'Ottawa. C'est la réponse qu'il donne à chaque fois qu'on lui parle d'une de ses promesses qu'il n'a pas tenue. Le gouvernement devrait prendre les moyens d'aider les ouvriers à se loger dans les maisons salubres. Ce qui regarde Montréal, comme tout ce qui regarde l'ouvrier, ne semble pas intéresser le premier ministre, sauf en temps d'élection. Il cite des statistiques à ce propos.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) s'absente pour quelques minutes.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre, répète-t-il, ne s'intéresse pas aux questions importantes. Le gouvernement a été trop occupé à porter des accusations contre le gouvernement fédéral pour appliquer des mesures constructives.

Il y a une autre question dont je veux parler: celle du tourisme qui se développe de façon considérable. On ne prend aucun moyen pour en faire profiter les nôtres. On devrait créer un sous-ministère de qui relèverait tout ce qui regarde le tourisme. Tout ce que le gouvernement sait faire est de dépenser les deniers publics.

Le secours direct persiste à Montréal. Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) disait, à son assermentation, que le secours direct n'existerait plus à Montréal après 18 mois. Si on avait eu les mêmes égards pour la ville de Montréal que pour les autres villes, si on avait été aussi généreux qu'on l'a été ailleurs, cela serait peut-être arrivé. Si on lui avait donné de l'argent au *prorata* de ce que l'on a donné aux autres, elle serait dans une meilleure situation. Mais il n'est pas facile pour l'État d'employer à ses frais 27,000⁸ chefs de famille actuellement en chômage à Montréal. Le ministre du Travail doit s'en apercevoir.

S'il est impossible à l'État de faire disparaître le secours direct, il devrait prendre les moyens nécessaires pour assurer le développement de

l'industrie. Le gouvernement se doit d'aider la ville de Montréal à assurer la vie des chômeurs. La ville, à l'heure actuelle, doit payer \$125,000 par mois les chômeurs dont le gouvernement ne veut pas assurer la subsistance. Que les secours directs leur soient continués tant que les ouvriers seront dans le besoin et aussi longtemps qu'un autre moyen de leur venir en aide sera possible.

(Parlant du patronage) Les gens de mon comté, dit-il, ont eux aussi le droit d'être employés aux travaux de l'État. Que le ministre du Travail ne m'aime pas, c'est son droit; mais ce n'est pas une raison pour priver des gens de Montréal-Sainte-Marie de l'ouvrage auquel ils ont droit. Le gouvernement accorde des contrats donnés sans soumission. Il (M. Rochefort) cite les chiffres du député de Laval (M. Leduc) à l'effet que le procédé employé pour la construction des ponts du boulevard Pie-IX et de Charlemagne ont coûté à la province \$700,000 de plus que le procédé ordinaire. On aurait pu venir en aide à bien des gens avec cet argent. Si on avait donné ces travaux par contrat, on aurait eu une clause forçant les entrepreneurs à donner les salaires fixés par les conventions collectives.

L'ouvrier ne veut pas de révolution ou le désordre. Je demande pour la classe ouvrière le droit d'organisation, le droit à l'atelier fermé, le droit au contrat collectif, le droit à la coopération. Je me suis battu, moi aussi, rappelle-t-il, dans la province; sous les couleurs de l'Action libérale nationale. Je me suis battu avec les ouvriers. Nous nous sommes battus, et aujourd'hui nous, ses anciens alliés, sommes mis de côté comme des mauvais patriotes. Le premier ministre a tort. Nous sommes d'aussi bons patriotes que le premier ministre peut l'être.

Un député: Boom!

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Nous nous sommes battus non seulement pour un parti, mais pour un programme, pour une formule économique. Si nous avons suivi M. Paul Gouin avant le pacte, c'est parce que nous n'avions pas confiance dans le chef du Parti conservateur, dans ses vieilles idéologies économiques. Sans Paul Gouin et sans les membres dissidents de l'Union nationale, le premier ministre ne serait jamais arrivé au pouvoir. Ce sont M. Paul Gouin et ceux qui ont combattu avec lui qui ont entraîné l'opinion publique à la suite du premier ministre. Quand le peuple vous a élu, ce n'est pas vous qu'il a élu, mais ceux que vous avez relégués dans l'ombre, de ce bord-ci de la Chambre. Le peuple ne nous a pas reniés, mais il a

renié ceux qui nous ont reniés. La jeunesse ne vous croit plus et ne nous croira plus.

(Applaudissements à gauche)

M. Lamoureux (Iberville): Il y a trois groupes oppositionnistes en cette Chambre qui ont fait une critique exagérée de l'administration du gouvernement actuel. Il y a d'abord l'opposition officielle, le Parti libéral. Ce dernier groupe a fait une critique exagérée de l'administration actuelle et il ne faut pas s'en étonner. D'après le chef de l'opposition, il se trouve qu'il n'y a rien de bon dans le gouvernement.

Mais il n'a pas parlé des bonnes mesures du gouvernement: pensions de vieillesse, allocations aux mères nécessiteuses, pensions aux aveugles, salaire de \$300 pour les institutrices, etc. Il n'a pas parlé non plus du crédit agricole parce qu'à ce sujet il est en mauvaise posture. Il n'a pas voulu dire s'il est pour ou contre le crédit agricole, et ses lieutenants ne peuvent combattre cette excellente création du gouvernement de l'Union nationale. Le chef du Parti libéral est contre le crédit agricole, et je le prouverai tantôt. Je profite de l'occasion pour le dire puisqu'il est en Chambre.

Le chef de l'opposition se croit obligé de critiquer bien fort parce, en plus de \$2,000 comme député, il gagne \$5,000 par année pour critiquer. Mais il pourrait gagner ses \$5,000 sans faire une critique aussi exagérée.

Il y a une autre opposition qui comprend cinq députés. L'un de ses membres, le député de Kamouraska (M. Chaloult), a parlé pendant cinq heures la semaine dernière. Il a parlé de son parti qui est composé des députés de Québec-Centre (M. Hamel), Québec-Est (M. Drouin), Québec-Comté (M. Marcoux) et Montmagny (M. Grégoire). Il a dit qu'il y avait de grands hommes dans son parti, des hommes qui ont une renommée et une influence extraordinaires dans toute la province. Tout ce qu'il a trouvé de grand, dans cette Chambre, c'est son chef, le député de Québec-Centre (M. Hamel). Je veux demander au député de Kamouraska s'il se base, pour dire cela, sur le résultat de l'élection de Beauce.

(Rires)

M. Chaloult (Kamouraska): Je constate que si l'on additionne les votes oppositionnistes, le candidat du gouvernement a eu la minorité des votes dans la Beauce.

M. Lamoureux (Iberville): Le candidat du parti du député de Kamouraska a perdu son dépôt.

(Rires)

M. Chaloult (Kamouraska): Combien en aurait-il eu s'il n'y avait pas eu de corruption électorale?

M. Lamoureux (Iberville): La corruption électorale, vous avez l'air à connaître ça beaucoup! Moi, je suis un simple cultivateur. La corruption électorale, je ne connais pas ça, mais tout le monde sait que des élections, ça ne se fait pas avec des prières. Je demanderai aussi au député de Kamouraska comment il se fait que le député de Montmagny (M. Grégoire) a été battu à la mairie de Québec. C'est à cause de sa grande influence dans la province? Des gens qui sont si capables!

M. Chaloult (Kamouraska): Le député de Montmagny (M. Casgrain) comme celui de Québec-Centre (M. Hamel) a une popularité toujours grandissante.

M. Lamoureux (Iberville): Ils ont dit pourquoi ils avaient laissé le gouvernement. Ils ont dit qu'ils avaient eu peur que le gouvernement ne remplisse pas ses promesses.

M. Chaloult (Kamouraska): Le député d'Iberville me permettra-t-il une question?

M. Lamoureux (Iberville): Il a assez parlé longtemps, lui. Qu'il donne une chance aux autres! On voit un peu ce qui s'est passé quand ils se sont séparés du parti. La deuxième opposition se compose de cinq députés qui sont mécontents parce qu'ils voulaient tous être ministres à l'avènement de l'honorable M. Duplessis au pouvoir. Pour moi, c'est la seule raison pour quoi ils ont abandonné. C'est ce que je comprends d'après le ton de leurs discours. Mais le chef du gouvernement ne pouvait tout de même pas prendre tous ses ministres à Québec. Et c'est parce qu'ils n'ont pas été choisis qu'ils ont quitté les rangs de l'Union nationale.

Je ne sais pas si cette Chambre me permettra une petite comparaison. Ils me font penser à des gens comme il y en a dans nos paroisses. Dans nos comtés, il y a toujours de ces hommes qui se croient supérieurs aux autres. Ils voudraient être ministres, conseillers. Mais ils ne réussissent rien. Chez nous, en canayen, des ambitieux comme cela, on dit qu'ils ont la grattelle. Il est vrai que ça ne fait pas mourir, mais ça dérange gros! Ils vont en souffrir longtemps.

(Rires)

Enfin, il y a un autre groupe qui a critiqué le gouvernement. Le député de Montréal-Dorion

(M. Bélanger) a peint lui-même la troisième opposition. Elle est composée du député de Laval (M. Leduc), du député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) et du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort). Le député de Montréal-Dorion a fait un discours de quatre heures qui se résume à ceci: quand il était avec le gouvernement en 1936, 1937 et 1938, il ne s'est pas aperçu de ce qu'il a voté. Depuis, deux ans, il a voté des lois sans savoir ce qu'il y avait dedans. Ce n'est pas une belle annonce pour un comté; un comté doit être flatté d'avoir un député semblable. (Applaudissements et rires)

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je soulève un point d'ordre. Pour me servir d'une expression chère au premier ministre, je n'endurerai pas que l'on me prête des paroles que je n'ai dites. J'ai dit et je répète que, quand j'étais de l'autre côté, je devais faire confiance au gouvernement et que l'une des raisons pour lesquelles je me suis détaché du gouvernement, c'est que j'ai voté une législation sans en connaître suffisamment la portée.

M. Lamoureux (Iberville): Il n'y avait pas besoin de point d'ordre! C'est exactement ce que j'ai dit; le député de Montréal-Dorion confirme mes paroles. De plus, il semble qu'il est fâché parce qu'il n'a pas eu de patronage. Il devrait faire comme le député d'Iberville: lui, il ne s'occupe pas de patronage. Quant au député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort), c'est pas mal la même chose. Il prétend défendre les ouvriers et blâme le gouvernement. Mais, dans le temps qu'il était du gouvernement, jamais il ne s'est levé pour protester. Il est un de ces grands hommes qui veulent arriver. Il s'est présenté deux fois à la mairie de Montréal et, la dernière fois, il a perdu son dépôt.

(Rires et applaudissements)

Il y a un quatrième groupe en Chambre. Ils sont au-delà de 70 et les trois autres prétendent que ce sont tous des camoufleurs.

Je ne regrette pas, dit-il, d'avoir appuyé le gouvernement de l'Union nationale dès la première session du présent gouvernement. La grosse raison pour laquelle je suis avec le gouvernement, c'est que celui-ci a fait voter la loi du crédit agricole. Tant que le gouvernement remplira son devoir envers les ouvriers et la classe agricole, il pourra compter sur le député d'Iberville.

Le chef de l'opposition est contre le crédit agricole parce que le chef du Parti libéral est également contre. M. Adélard Godbout, chef du Parti libéral, a déclaré au Club de Réforme de Montréal que la loi du crédit agricole provincial est une loi

néfaste. Au cours de l'été dernier, on a eu l'idée de faire présenter M. Godbout dans Saint-Jean. Mais, avant de se lancer, on a voulu voir ce que les gens pensaient et on a tenu une assemblée à Saint-Jean. M. Godbout aurait bien aimé passer de l'autre côté de la barrière. Là, à Saint-Jean, il a fait un grand discours, où il a exposé le programme du parti qui avait été fait au mois de juin.

Ça été d'abord le droit de vote des femmes. Mais ce qui me surprend, c'est que quand il était ministre, M. Godbout a toujours voté contre ça. Puis, M. Adélard Godbout a vanté le crédit fédéral et déclaré que le gouvernement provincial actuel n'avait rien fait pour la classe agricole, que le député d'Iberville était un traître à son parti et que mes électeurs s'en souviendraient. J'aurai 75 ans dans quelques semaines⁹ et je puis dire à M. Godbout que je n'ai jamais été un traître à qui que ce soit. Je suis connu chez nous dans mon comté. En 1923, quand j'ai été élu comme candidat indépendant contre le candidat du gouvernement libéral, j'ai dit que je ne serais l'esclave d'aucun parti.

En conséquence, les libéraux ne m'aimaient pas. Ils ne m'ont jamais pardonné ces paroles. Ça été une élection bien dure: la plus difficile qui soit. Le Parti libéral a déjà dépensé des sommes énormes dans mon comté pour me faire battre. Le député de Rouville (M. Barré) sait ce que c'est quand ils nous faisaient une élection difficile.

M. Barré (Rouville): Oui, ils m'ont battu...

M. Lamoureux (Iberville): Il sait combien ça leur a coûté pour le battre, lui. Ça leur a coûté au moins \$25,000 et croyez-moi, mes amis, je l'ai su pas mal d'aplomb!

Moi, j'ai été élu. Ça ma coûté cher à moi aussi, car je ne voulais pas me laisser battre par ces gens-là. Les libéraux m'ont offert par après de me rembourser pour que je me retire, mais j'ai dit: "Merci mes vieux! Je reste."

En Chambre, à la session suivante, quand le gouvernement a passé une taxe sur les paratonnerres, j'ai voté contre le gouvernement. Le premier ministre est venu me trouver pour me dire: "Pourquoi vous avez voté contre ça?" Je lui ai répondu: "C'est pas de vos affaires!"

Quand le chef du Parti libéral m'accuse d'être déloyal envers mes électeurs, il ne sait pas ce qu'il dit. Si Dieu me donne la santé, M. Godbout s'en apercevra aux prochaines élections. Je dis à M. Godbout que j'ai été loyal à mes électeurs et je l'invite à venir me faire la lutte dans Iberville aux

prochaines élections. Quant à moi, j'irai la lui faire. J'irai le battre dans un autre comté s'il ne se présente pas contre moi.

Les libéraux passent leur temps à dire que le crédit de la province est ruiné. Le chef de l'opposition a dit que l'on mettait la province en banqueroute et que l'on dépensait à propos de tout et à propos de rien. Les circonstances nous y obligent. Le gouvernement a dû faire face à de grandes obligations pour des dépenses nécessaires. Ça coûte cher, le chômage, l'aide aux ouvriers et aux cultivateurs, les pensions. Mais je dis que j'aime mieux appuyer un gouvernement qui, comme celui de Québec, dépense de l'argent en travaux pour faire vivre les pauvres ouvriers qu'un gouvernement comme le fédéral qui dépense des millions pour acheter des canons pour faire tuer du monde.

(Applaudissements)

Ils veulent se défendre! Mais contre qui? Qu'il arme le gouvernement d'Ottawa! Il ne le sait pas et il serait bien en peine de le savoir. Les armements, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) n'en parle pas de ça; il trouve ça beau parce que c'est le gouvernement libéral qui les fait. Ce sont des gens qui veulent envoyer nos enfants à la guerre. Il est plus important de garder le fermier sur sa ferme en lui accordant un crédit.

Un mot maintenant de la prime sur le beurre et le fromage. Cette prime fut promise par les libéraux. Mais les conditions sont bien changées. Le fédéral a garanti le prix du blé à 80 sous le minot, ce qui va coûter environ \$300,000,000. L'Ontario n'a pas aimé cela et moi non plus. Quant à payer des primes dans une partie du pays, qu'on en paie dans toutes les autres parties. Ainsi, nous, de la province de Québec, nous allons payer des primes pour les autres, nous allons payer pour envoyer nos enfants à la guerre! Qu'on ne s'attende pas à Ottawa à ce qu'on vote toujours rouge!

L'ancien ministre de la Voirie (M. Leduc) n'est pas de bonne humeur. Il publie à Montréal un petit journal *L'Attaque*. Il a accusé le premier ministre d'être pour les chemins croches. Dans mon comté, il y a une route qui devait être faite de Farnham à Iberville. On a fait le chemin droit de Farnham à Knowlton. Dans mon comté, on voulait faire la même chose. Je m'y suis opposé. Je voulais qu'on passe par les villages. Les municipalités ont passé des résolutions en ce sens. Quand le premier ministre a pris la voirie, je suis allé le voir et il m'a dit: "Les routes vont passer par les villages." J'espère que le nouveau ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan) suivra les principes du premier ministre.

Je crois avoir démontré à cette Chambre que les députés soucieux de leur devoir à l'égard de leurs électeurs ont les meilleures raisons du monde de voter en faveur de l'adresse en réponse au discours du trône.

L'honorable M. Gagnon (Matane):
(Applaudissements) Tous les chefs de parti ont, de leurs voix autorisées, ainsi que les représentants de la minorité anglaise protestante et catholique rendu un hommage ému à Sa Sainteté. Un grand journaliste de Montréal bien connu et qui s'appelle Omer Héroux écrivait le lendemain de la mort du grand pontife: "Une puissante et incomparable lumière vient de s'éteindre." Permettez-moi de souligner quelques-uns des grands principes qu'il a énoncés sa vie durant et qui ont une portée singulière pour la province de Québec. On a dit de lui que ce fut le pape de la paix, le pape de la conciliation, le pape de la jeunesse, le pape de la science. Quant à nous, Canadiens français de langue française qui sommes restés les fils soumis et obéissants de l'Église, inclinons-nous sur cette tombe, rappelons-nous à cette occasion de laisser l'Église elle-même interpréter les encycliques comme elles doivent l'être.

Si Sa Sainteté Pie XI a cru devoir revendiquer les droits d'un patriotisme éclairé, il a dénoncé le nationalisme outré, et tout le monde a été heureux de le voir dénoncer l'antisémitisme, le nationalisme outré et le séparatisme.

Je présente mes hommages à l'Orateur de la Chambre. J'ai été surpris d'entendre un ancien ministre de la Voirie (M. Leduc), siégeant aujourd'hui à gauche de cette Chambre, dire que la discipline de parti ne lui avait pas permis de faire des félicitations à l'Orateur de cette Chambre. Cet homme, qui voulait passer pour un homme sérieux, pouvait-il dire cela? Il me semble qu'il a fait erreur. La discipline de parti n'a rien à voir avec les compliments qu'on voudrait faire, M. l'Orateur, à vos qualités d'impartialité. C'est peut-être la discipline de son esprit qui lui avait fait, lorsqu'il était membre du cabinet, oublier ses devoirs élémentaires de courtoisie.

Je félicite le proposeur et le second de l'adresse. Le Dr Philippe Adam s'est acquis l'admiration de la Chambre après avoir acquis en mars 1938 l'admiration des électeurs de son comté de Bagot. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch), représentant ici la minorité juive par sa culture et sa science du droit, est appelé à jouer parmi nous un rôle fécond. Les électeurs de Montréal-Saint-Louis ont eu la main heureuse en l'envoyant ici les représenter. La province a toujours

accordé son respect aux minorités. S'il a entendu parfois des paroles plus ou moins vives contre les Juifs, j'espère qu'il aura été réjoui du témoignage merveilleux qu'a fait le grand pontife qui vient de mourir, lorsqu'il dénonçait l'antisémitisme. C'est ce grand pape qui disait du peuple juif: "Le peuple juif a été le père de la spiritualité sur la terre"¹⁰.

Deux grands philosophes et catholiques, Jacques Maritain et Étienne Gilson, ont aussi dénoncé l'antisémitisme. "Pour un Français, l'antisémitisme est un crime," a dit Gilson. Le député de Montréal-Saint-Louis a rappelé que l'électorat avait auparavant élu des Juifs. Il a souligné le cas d'Ézéchiel Hart de Trois-Rivières. C'était la première fois qu'une minorité ou une majorité se groupait pour déléguer non seulement dans un Parlement canadien, mais la première fois dans aucun Parlement du monde, un Juif. Et c'est la petite ville qu'était alors Trois-Rivières, la cité de Laviolette, qui a fait cela.

C'est aussi elle qui a donné de grands hommes au Canada: La Vérendrye, découvreur des rivages du Pacifique par les Montagnes rocheuses, et que le Canada honorait l'automne dernier en dévoilant à son honneur un grand monument dans le parc municipal de Saint-Boniface, cérémonie à laquelle j'avais l'honneur d'assister comme représentant de mon gouvernement. De Trois-Rivières venaient aussi Radisson et Des Groseilliers, ces pères de la grande compagnie de la Baie d'Hudson, maison dont les Anglais sont si justement fiers.

Trois-Rivières peut aussi s'enorgueillir à bon droit d'avoir donné à l'Union nationale un grand chef à la province et un chef intrépide, un premier ministre courageux pour lequel tous les membres du gouvernement éprouvent un sentiment inaltérable d'indéfectible loyauté.

(Applaudissements)

Je félicite le député d'Iberville (M. Lamoureux) pour les paroles qu'il vient de prononcer. Il a toujours manifesté dans cette Chambre une grande indépendance d'esprit et de caractère qui font honneur à sa réputation d'intégrité. Aussi, nous l'admirons à droite de la Chambre, et ce n'est pas de ce côté-ci qu'on verra les dénigreur de ce vénérable représentant de la classe agricole, âgé de 75 ans. Je m'étonne qu'il puisse se trouver de l'autre côté de cette Chambre des gens de ce parti auquel il a appartenu pour salir la réputation d'un si honnête homme.

Je veux aussi parler quelque peu des palinodies politiques, des soubresauts politiques de nos amis les députés de Montréal-Dorion

(M. Bélanger) et Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort). Je m'étonne d'avoir entendu l'honorable représentant de Montréal-Dorion dire en cette Chambre qu'il ait été obligé, lorsqu'il faisait partie du gouvernement, de voter des lois sans les comprendre, sans même avoir le temps de les étudier. Le premier ministre a fait justice l'autre jour de cette calomnie. Il a expliqué tous les stages que faisaient les projets de loi au Parlement provincial: la première lecture, la deuxième lecture, la troisième lecture, les autres stages d'étude en comité et d'examen, enfin les jours et les jours qu'il faut à la Chambre haute. Tous les bills passent par des semaines d'examen approfondi, et je suis surpris qu'un homme sérieux se lève ici et dise qu'il a été incapable de les étudier.

Quand le gouvernement a l'intention de présenter un bill, le titre de ce bill figure d'abord sur l'ordre du jour, comme pour attirer l'attention du député qui veut l'étudier. Il est ensuite imprimé et distribué pour donner à tout législateur, d'intelligence moyenne soucieux de comprendre, le temps de voir ce qu'il y a dedans. Qui donc empêche les membres de cette Chambre de demander des conseils, de consulter les ministres sur ces législations? Qui donc a jamais empêché les députés de Montréal-Dorion (M. Bélanger) et de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) de rechercher les avis de l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay)?

Pour ce qui a trait aux bills 19 et 20 par exemple, je me rappelle avoir été présent chez le premier ministre lorsqu'on en discutait avant leur adoption en Chambre. Je me souviens avoir vu au bureau du premier ministre les honorables députés de Missisquoi (M. Pouliot) et de Drummond (M. Marier), avec plusieurs autres, discuter cette législation avec leur chef avant leur présentation en Chambre.

Ces deux lois avaient précisément pour but de garantir le droit des ouvriers à la liberté d'association, lequel principe n'a jamais été reconnu par aucun gouvernement. Et qui pensez-vous était aussi présent à cette discussion? L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie lui-même (M. Rochefort).

Il est donc malvenu de venir soutenir devant cette Chambre que le premier ministre ne l'a pas mis au courant de la législation ouvrière. Oh! Il ne parlait pas de la façon tonitruante avec laquelle il a prononcé son discours cet après-midi. Non, il avait une voix douce, il était bien soumis.

(Rires)

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):
L'honorable ministre me permet-il une question?

Vient-il de dire que j'étais à la chambre du premier ministre lorsqu'on y a passé les bills 19 et 20?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je suis surpris de voir qu'un député pense que les bills 19 et 20 auraient pu être passés à la chambre du premier ministre. Il ne m'a pas bien saisi et je suis sûr de n'avoir pas dit une pareille absurdité. J'ai dit que l'on était au bureau du premier ministre lorsqu'on discuta des bills 19 et 20 et qu'il employait une voix douceuse...

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je regrette que le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) ait fait des avancés contraires aux faits. J'ai discuté des bills 19 et 20 incidemment avec le premier ministre lorsque, une semaine auparavant, me trouvant chez lui avec M. Léonce Girard, au sujet d'un *quo warranto* dans l'industrie de la chaussure, je lui demandai: "Et ces deux bills?" Il m'a répondu: "Ne t'en fais pas, tout va bien s'arranger. Inquiète-toi pas. Nous allons avancer au-dessus des espérances des ouvriers."

Et, lorsque je m'enquis de ce que signifiaient ces mots, le premier ministre m'a simplement répondu: "Tout ira pour le mieux, tu verras." Plus tard, je fus malade. Il fallait me faire traiter et rester à Montréal. Et c'est en mon absence qu'on a voté ici les bills 19 et 20.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Ce n'est pas là un point d'ordre, c'est un subterfuge employé par nos amis de l'opposition qui ont pourtant abusé des discours pour faire d'autres discours intercalés dans les nôtres. J'affirme que le député était présent chez le premier ministre lorsqu'on discuta des bills 19 et 20. J'en appelle au député de Drummond (M. Marier).

M. Marier (Drummond): Je confirme les paroles de l'honorable ministre des Mines et Pêcheries.

(Applaudissements)

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je remercie le député de Drummond (M. Marier). Les bills 19 et 20 avaient pour but de sanctionner et de reconnaître le grand et noble principe de la liberté du travail.

(Applaudissements)

M. Chaloult (Kamouraska): Je soulève un point d'ordre. L'autre jour, lorsque j'ai voulu

moi-même parler de ces bills 19 et 20, l'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) fut le premier à m'interrompre en soulevant un point d'ordre.

Il (M. Chaloult) s'avance un peu pour mieux se faire entendre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! Le député doit parler de son siège.
(Rires)

M. Chaloult (Kamouraska): Je suis à mon fauteuil. Lorsque j'ai mentionné les bills 19 et 20, le ministre des Mines et Pêcheries a invoqué les règlements pour m'empêcher d'en parler. Il disait que je devais mettre sur la table du greffier une motion demandant l'abrogation desdits bills. Je ne crois pas qu'il puisse aujourd'hui en parler plus que moi.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je suis parfaitement à l'aise pour parler de cet incident. J'ai dit alors qu'un député n'avait pas le droit de dénoncer la législation du gouvernement sans faire au préalable une motion pour leur rappel. Dans le cas qui me concerne, je ne dénonce pas les bills 19 et 20, je fais l'éloge de ceux qui les ont présentés en Chambre. Je dis de ces bills que ce sont des mesures salvatrices destinées à reconnaître la liberté du travail, et qu'un gouvernement qu'on a décrit injustement comme l'ami des trusts n'avait pas eu peur de consacrer le grand principe de la liberté des ouvriers.

(Applaudissements à droite)

M. Drouin (Québec-Est): Le ministre me permettra-t-il de lui poser une question en parlant sur ce point d'ordre?

M. Labbé (Mégantic): Il n'y en a pas.

M. Labbé (Mégantic): Si, il y a le point d'ordre du député de Kamouraska (M. Chaloult). Le député de Kamouraska a parlé des bills 19 et 20 l'autre jour, et l'honorable ministre des Mines et Pêcheries a invoqué les règlements pour lui imposer le silence.

L'honorable ministre qui parle de ces bills aujourd'hui vient de prétendre qu'il a le droit de le faire parce qu'il ne les dénonce ni ne les critique. Je rappelle à la Chambre que le député de Kamouraska n'avait pas encore critiqué les bills 19 et 20. Il ne faisait que commencer à en parler et, cependant, on lui a appliqué tout de suite les règlements, sans savoir ce qu'il dirait.

M. l'Orateur: Je rappelle au député de Québec-Est qu'il n'a pas le droit de parler d'un point d'ordre d'il y a un mois ou 15 jours et qu'il doit s'en tenir au point d'ordre actuel.

(Rires)

Des députés ministériels: Toujours en retard, cet Oscar-là.

(Rires)

M. Drouin (Québec-Est): Dès que le ministre a fait son objection, le député de Kamouraska n'a plus dit un mot des bills 19 et 20. Je prétends que l'objection du député de Kamouraska aujourd'hui est parfaitement fondée.

M. l'Orateur: L'article 145¹¹, paragraphe 8 du Règlement, dit qu'on n'a pas le droit de critiquer une loi sans en demander le rappel.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Connaissant la largeur de vue du premier ministre, je sais ce qu'il pensera de ce point d'ordre. Le premier ministre n'a jamais refusé l'opportunité ni l'occasion à quiconque de discuter d'une loi dans un débat comme celui-ci.

Cette fois-là, lorsque je me suis levé pour rappeler le député de Kamouraska à l'ordre, le premier ministre était absent et j'ai pris sur moi de conduire le débat avec decorum.

J'ai soulevé un point d'ordre et je me rappelle que le député de Kamouraska n'a même pas discuté de point d'ordre.

Je suis surpris de voir le déplaisir évident avec lequel certains membres de l'opposition ont souligné les paroles que prononça le premier ministre au sujet du congrès eucharistique. Des personnes ont dit que s'il avait parlé de ce grand événement, c'est qu'il faisait parade de ses sentiments religieux. C'est pourtant bien naturel, c'est la coutume qu'un chef de gouvernement fasse allusion à d'aussi imposantes cérémonies qui se sont déroulées dans sa province. Voici ce qu'il en a dit.

Il (l'honorable M. Gagnon) cite quelques paroles du premier ministre sur le congrès eucharistique.

Quoi de plus naturel que de rappeler ces grandes assises religieuses!

Je me rappelle moi-même certains soirs du Congrès, par exemple la messe de minuit aux flambeaux. Puis, dit-il, je suis allé récemment au vieux couvent des Ursulines; j'ai visité l'Hôtel-Dieu. Chez les Ursulines, j'ai vu la lumière de Mlle de Repentigny, lumière qui ne s'éteint jamais depuis

qu'elle a été allumée et qui est le symbole de nos fidélités françaises.

Il (l'honorable M. Gagnon) demande la suspension du débat.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8h15

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée jeudi le 19 janvier dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Gagnon (Matane): La grande manifestation de foi à laquelle j'ai fait allusion dans l'après-midi, dit-il, se déroula sur les Champs de bataille où les deux races, il y a 200 ans, se disputèrent la suprématie au Canada. Il est intéressant de voir les représentants des deux grandes races s'unir. Parmi les autres symboles du congrès eucharistique, je place la démonstration qui s'est déroulée lorsque les autorités civiles s'unirent pour la circonstance pour présenter leurs hommages au cardinal Villeneuve qui avait été nommé légat papal.

La province se rappelle, dit-il, comment le premier ministre, dans une improvisation émue, avait formulé ses souhaits au légat papal. La province a aussi admiré le geste symbolique qu'il fit en donnant une bague au cardinal-légat. Cette bague est un symbole de l'union qui a toujours uni et unira toujours les représentants des autorités religieuses et civiles dans notre province.

(Applaudissements)

Il (l'honorable M. Gagnon) offre ensuite ses sympathies au député de Berthier (M. Bastien) dans le grand deuil qui le frappe dernièrement. Il a perdu son père.

Je suis étonné que pas un seul député libéral, au cours du débat, n'ait trouvé moyen de faire allusion à la convention libérale du 11 juin dernier, date fatidique qui est venue exactement deux ans après la fuite de l'ancienne administration.

Il y avait à cette convention plusieurs candidats: l'ancien représentant de L'Islet¹², le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), l'honorable M. Lacroix dont je ne dirai pas les avatars dans la politique. Le soir même, à la radio après le choix de M. Godbout, je me rappelle avoir entendu M. Lapointe, le leader libéral à Ottawa, dire: "Nous avons choisi un monsieur comme chef." Est-ce qu'il voulait dire que les autres candidats libéraux n'étaient pas des messieurs? Pourquoi n'a-t-on pas parlé ici du chef du Parti libéral? Le Parti libéral aux dires de M. Lapointe n'a trouvé qu'un monsieur comme chef provincial.

(Rires)

Nous, nous sommes heureux de notre programme, de notre chef! Nous sommes surpris qu'aucun oppositionniste n'ait souligné la convention du 11 juin, répète-t-il, et le choix du chef. Je pensais que le chef parlementaire, au moins, aurait eu un mot d'éloge pour l'ancien député de L'Islet. Est-ce parce que M. Godbout est de petite taille, qu'il est maigre comme M. Taschereau? Est-ce parce qu'il avait assermenté son cabinet à minuit, l'heure du crime, lorsqu'il avait pris l'administration des mains de M. Taschereau que l'on a renié? Est-ce parce qu'il avait dénoncé le prêt agricole, qu'on l'oublie, qu'on serait même tenté de le renier? Ou a-t-on peur ou honte d'en parler? Est-ce parce M. Godbout n'a pas eu le courage de venir nous offrir la réplique dans des assemblées contradictoires, lors des élections partielles qui ont été tenues? Un seul a eu ce courage, et c'est le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'était pas bien dangereux.

L'honorable M. Gagnon (Matane): J'allais oublier le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain). M. Godbout l'avait pourtant oublié lors de la composition de son cabinet. Je me suis demandé pourquoi il n'a pas parlé des gloires libérales. Peut-être qu'il ne voulait pas faire de peine à son ami, le député de Montmagny (M. Grégoire), qui s'est chargé, en 1936, de dire à toute la province que, dans

Québec, le nom de "Gouin" voulait dire "poignard, couteau"? Est-ce parce qu'il ne voulait pas faire de peine à son ami de Kamouraska (M. Chaloult) qui, lui aussi, a eu des discours très violents à l'adresse de M. Paul Gouin?

On a beaucoup parlé de l'Action libérale nationale (A.L.N.) Mais, en parlant de M. Paul Gouin, on n'a pas dit que 15 jours après l'élection de 1935, le 10 décembre 1935, alors que l'opposition venait presque de prendre le pouvoir, M. Paul Gouin avait été mandé à Ottawa par les honorables M. Ernest Lapointe et M. King¹³, afin d'entreprendre des tractations dans l'ombre. M. Gouin ne se vante pas qu'après la grande bataille qui avait failli assurer le triomphe du parti, il allait essayer de livrer cette belle phalange oppositionniste de l'Union nationale au Parti libéral fédéral. L'histoire rétablira bien des événements qui se déroulèrent en 1935 et 1936.

J'entendais durant son discours le député de Kamouraska (M. Chaloult) faire l'éloge de M. Paul Gouin. Je suis heureux de voir que ceux qui ont été le plus dur à l'égard de M. Gouin, ce ne sont pas des anciens conservateurs, mais des chefs de l'Action libérale nationale comme les députés de Kamouraska et de Montmagny (M. Grégoire).

M. Chaloult (Kamouraska): En effet, j'ai prononcé des paroles très sévères à l'adresse de M. Paul Gouin. Depuis ce temps, je me suis rétracté. Il n'y a pas de mal à ça. Je reconnais m'être trompé et j'ai toute la considération possible pour M. Gouin.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je ne sais ce que M. Gouin dira de la rétractation après les paroles infamantes prononcées autrefois par le député de Kamouraska. Je le laisse régler ses affaires avec ses amis qui savent si bien l'apprécier! Je ne sais pas si M. Gouin aura le courage d'oublier les injures de ceux qui le jugent si bien.

Je ne voudrais pas oublier le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain). Il n'a pas parlé de M. Godbout, mais il a découvert une nouvelle gloire, un nouveau symbole, un nouvel article dorénavant inséré au programme du Parti libéral: "Antonio Godon"¹⁴! Lorsqu'il fera les armes nouvelles du Parti libéral, on pourra mettre, sur champ de gueule, la figure si intéressante, si sympathique d'Antonio Godon. Le député de Rivière-du-Loup aurait pu s'éviter de parler de cette affaire. Lorsqu'il en parlait, il avait tout l'air de quelqu'un qui parle de corde dans la maison d'un pendu.

S'il est vrai que Godon est un fou, puisqu'il a été jugé tel par un jury composé de 12 de ses pairs et

par des experts qui l'ont examiné, la province ne pourra oublier que le procureur général de l'ancienne administration s'est servi de ce pauvre fou démoniaque pour accuser d'un crime infamant un honnête homme, pour essayer de traîner à l'échafaud un pauvre religieux innocent. Godon, frère de l'Instruction chrétienne a été le témoin principal contre le frère Dostithée qui a été accusé du meurtre en 1930. Des médecins ont dit que Godon avait l'intelligence d'un enfant de huit ans, qu'il avait toujours été comme ça.

Pourquoi s'en est-on servi pour tenter d'échafauder une preuve contre un religieux? Comment se fait-il donc que les aviseurs de l'ancien procureur général ne se sont-ils pas aperçus que Godon était un fou? L'avenir montrera ce qu'il faut penser de cette affaire. Le peuple sera appelé à juger en mettant, là-dessus, la conduite de l'ancienne administration et de l'Union nationale en comparaison.

Le député de Rivière-du-Loup a aussi accusé dans son discours l'honorable député de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), d'avoir fait construire un chemin de 18 milles pour un de ses organisateurs, un M. Napoléon Gagnon.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai pas accusé le ministre mais le gouvernement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Le député de Rivière-du-Loup a dit que la province, par le ministère de la Colonisation, avait fait construire une route pour M. Napoléon Gagnon. C'est absolument faux.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Puisque le compte est réglé entre le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) et le député de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau)...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Nous verrons.

L'honorable M. Gagnon (Matane): En tout cas, toute cette histoire est niée par le député de L'Islet.

Il me tarde maintenant de faire allusion à certaines défections dans les rangs de l'Union nationale. Les députés de Laval (l'honorable M. Leduc), de Montréal-Dorion (M. Bélanger) et de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) ont l'air heureux de siéger de l'autre côté de la Chambre.

M. Leduc (Laval) fait signe que oui.

M. Bélanger (Montréal-Dorion) fait signe que oui.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie) fait signe que oui.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Quant à nous, nous le sommes davantage parce que cela nous permet de les regarder en face et de les voir venir de très près. Le député de Laval avait annoncé qu'il devait venir en Chambre et faire une descente terrible. Il avait annoncé des révélations qui devaient faire trembler tout le monde. Il est venu et il a dit de façon bien paisible des explications. Dans son for intérieur, il ne doit pas être satisfait lui-même de l'histoire qu'il a racontée. Il a été mal inspiré quand il a dit qu'il avait dû quitter le cabinet à cause du despotisme du premier ministre, quand il avait par contre toute la sympathie de ses collègues du cabinet.

S'il est vrai qu'il a dû quitter le cabinet à cause du despotisme du premier ministre et que ses collègues éprouvaient de la sympathie pour lui, comment se fait-il que, depuis deux mois, dans une sale feuille, il attaque tous ses anciens collègues pour qui il semble avoir de l'estime? Ils ont été salis, injuriés et vilipendés. Il dirige et appuie les articles calomnieux contre le gouvernement. Je ne suis pas le chef de l'Union nationale...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce n'est pas votre faute.

(Rires)

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je ne suis pas le chef de l'Union nationale. Il ne m'appartient pas de donner des explications. Est-ce qu'il est sérieux quand il tente de faire croire que le premier ministre l'a fait mander à son bureau et qu'il a été congédié sans que celui-ci ne lui donne de raisons?

M. Leduc (Laval): Je l'ai déclaré. C'est justement là l'odieux de toute cette affaire. En parlant tel que vous parlez, vous condamnez vous-même votre chef, car les faits se sont bien passés tel que je l'ai dit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Laval sait et il sait très bien que je lui ai donné les raisons de son renvoi du ministère.

M. Leduc (Laval): Non, monsieur! Jamais! Vous ne m'avez donné aucune raison de mon départ. S'il y a une raison, j'en vois une seule: ce serait parce

que j'ai refusé un contrat à M. James Y. Murdock. Et aussi, paraît-il, que j'aurais insulté un vague député de l'Union nationale, M. Talbot, je ne sais trop.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Laval sait que je lui ai donné des raisons. Puisqu'on me force à le dire, je vais parler. J'ai déclaré alors au député de Laval que mon père et ma mère m'avaient légué un nom respectable. J'avais promis à mon père de conserver ce nom intact à tout prix. Et le seul moyen de garder mon nom, tandis qu'il en était encore temps, c'était de le flanquer à la porte, en dehors du cabinet.

M. Leduc (Laval): Je soulève un point d'ordre. Les règlements de l'Assemblée législative sont formels là-dessus. On n'a pas le droit d'insulter de cette façon les députés siégeant ici.

(Élevant la voix avec un ton passionné) Il est temps plus que jamais de demander de la justice dans cette Chambre. Il est temps de demander à tous mes anciens compagnons d'armes, aux pères de famille comme moi qui siègent ici, qu'il y ait au moins une once de justice pour ceux qui siègent dans cette Chambre, pour ceux qui ont été leurs collègues, qui se sont battus avec eux contre les mêmes adversaires. Si l'on veut porter des accusations, je n'ai pas peur! Portez des accusations comme des hommes et je vais toutes les confondre! Je n'aurai pas honte de me défendre.

Si vous avez un seul reproche à me faire, faites-le tout de suite. Je suis prêt. J'avais dit à mes collègues de l'Union nationale que, six mois après, je serais prêt à faire face à n'importe quelle accusation. Je suis prêt à renoncer à toutes les prérogatives de député et à prouver que j'ai donné une administration honnête. Je suis prêt. Je vais faire face, s'il le faut, à tous les membres actuels de l'Union nationale.

(M. Leduc élève encore la voix, parle très clairement, en scandant ses paroles avec beaucoup de gestes et ponctue ses remarques de coups de poing sur son bureau. On l'écoute avec une singulière attention). Je n'ai pas honte de mon titre, de mon administration. Quand j'ai été assermenté, j'ai promis qu'aucune transaction de ma part ne serait entachée de honte! J'en avais d'ailleurs pris l'engagement devant l'électorat en 1936.

Je n'ai pas peur! Je ne crains pas qu'on fouille mon administration et je suis prêt à faire face à toutes les accusations! On n'a pas le droit de me refuser ainsi l'exercice de toutes les prérogatives des membres de cette Chambre! Ce que j'ai fait, je l'ai fait en disant que je me refusais de répéter les

erreurs, les mêmes expériences des gouvernements précédents. Vous n'avez pas le droit d'insinuer tout le temps sans rien préciser. Si vous êtes un homme, si vous êtes des hommes, vous, mes anciens compagnons de lutte, cessez d'insinuer et précisez. Précisez pour l'honneur de cette Législature. Précisez vos accusations et je n'aurai pas peur d'y faire face.

(Applaudissements à gauche)

Des députés de l'opposition: Très bien.

Des députés de l'opposition: Bravo.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pour répondre au ministre, je suis obligé de dire ce que j'avais déclaré au député de Laval. Il sait que ce que j'ai dit, c'est vrai. Et, je porterai des accusations en temps et lieu, M. l'Orateur, en temps et lieu.

Des députés de l'opposition: (MM. Bouchard, Casgrain, Hamel, Drouin et autres) En temps et lieu. Toujours en temps et lieu. Dites donc ce que vous avez à dire tout de suite. C'est le moment. Tout de suite, tout de suite.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Précisez comme un homme. Une fois n'est pas coutume.

Les députés font du vacarme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(Calme) Cela me fait plaisir de montrer en partant, à la Chambre, l'union des trois oppositions pour faire un concert d'éloges au député de Laval. Je lui ai dit, le jour où nous l'avons expulsé du cabinet, que ce n'était pas là un devoir agréable, cela me faisait de la peine, lui ai-je dit, d'avoir à faire ce que j'avais à faire. Je lui ai dit: "Nous avons combattu ensemble. Je vous ai choisi comme ministre; j'ai fait une erreur. Je l'ai réparée: vous n'êtes plus ministre. Peu importe la peine que ce soit pour moi, je dois le faire." Je n'ai pas reculé et je ne reculerai jamais devant mon devoir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre parle du député de Laval. Il fait encore des insinuations. Puis il nous parle de son devoir. Le premier ministre est député comme les autres et, comme tel, il n'a pas le droit de faire des insinuations contre un collègue. On ne doit pas lancer d'accusations de cette sorte sans une motion régulière déposée sur la table du greffier de la Chambre. Si le premier ministre veut porter des

accusations et s'il a quelque courage, qu'il porte des accusations directes. Mais il doit observer les règlements de la Chambre. De plus, le devoir du premier ministre, c'est de mettre son siège en jeu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition parle de mettre mon siège en jeu quand, lui, M. l'Orateur, n'a pas eu le courage de donner le sien à son chef. C'est fort intéressant de l'entendre.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Des farces, encore.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai dit au peuple de la province, au cours de la campagne électorale de 1936, que l'Union nationale ne tolérerait pas d'abus, ni des anciens conservateurs ni des libéraux, et que nous ferions notre devoir sans reculer devant rien. Au lieu de faire comme l'ancien régime en attaquant les petits et en laissant faire les grands, j'ai dit que chaque fois qu'il y aurait des abus, nous nous en prendrions aux grands et que nous irions à la source même du mal, et je suis allé à la source du mal. J'ai flanqué à la porte l'ancien ministre de la Voirie (M. Leduc).

M. Leduc (Laval): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre; je suis dans l'obligation de faire appel à vos devoirs. Il y a dans cette Chambre un règlement qui protège les députés. Il y a un règlement qui les protège dans leur vie, dans leur cœur et dans leur honneur! Comme moi, M. l'Orateur, comme le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), il y en a dans cette Chambre qui sont pères de famille. Ils comprennent pourquoi j'insiste dans mes revendications.

M. l'Orateur, je crois que vous êtes dans l'obligation de demander au premier ministre de retirer ses paroles ou de porter des accusations. Je regrette de ne pouvoir avoir justice de ceux qui étaient jadis avec moi. C'est pour moi une situation très grave et j'insiste pour que vous vous prononciez.

M. Hamel (Québec-Centre): Le premier ministre a déclaré qu'il était surpris du concert d'éloges des membres de toutes les oppositions. Ce n'est pas un concert d'éloges. Nous n'avons pas à défendre la conduite de l'ancien ministre de la Voirie (M. Leduc). Mais il y a dans cette Chambre un Règlement qui défend d'attaquer directement ou indirectement un député comme on le fait, à moins

de faire une motion à cet effet. Nous prétendons que c'est le temps de porter des accusations, et nous ne pouvons nous empêcher d'avoir de la sympathie pour le député de Laval dans la situation où il se trouve actuellement.

Des députés: À l'ordre!

M. l'Orateur: Tous les membres de la Chambre réaliseront que ma position est particulièrement difficile. Un point d'ordre a été soulevé par le chef de l'opposition à l'effet qu'un député ne peut porter des accusations sans faire une motion et mettre son siège en jeu. Il y a aussi un règlement de la Chambre qui dit qu'on ne peut faire une telle procédure pendant le débat sur l'adresse. J'ai déjà eu l'occasion de dire que tout ce débat relatif à l'ancien ministre de la Voirie était en dehors des cadres de l'adresse et, par conséquent, hors d'ordre. Si l'on m'avait écouté dans ce temps-là, on aurait évité toute cette discussion, puis, un autre point d'ordre du premier ministre.

Le député de Laval a aussi soulevé un point d'ordre. Après avoir demandé au premier ministre de retirer ses paroles, il lui a demandé de préciser ses accusations. Le chef de l'opposition, de son côté, a déclaré que les règlements voulaient qu'une motion soit inscrite pour discuter la conduite d'un député; il exige que le premier ministre fasse une motion ou qu'il ne dise rien. De son côté, le député de Québec-Centre veut qu'on parle et que l'on précise les accusations.

Rien de cela ne doit être fait. De part et d'autre, il y a eu des déclarations contradictoires: en rapport avec une certaine entrevue, le premier ministre a affirmé, le député de Laval a nié. On a rapporté des faits qui se sont passés en dehors de ma connaissance. Comment voulez-vous que je me prononce sur un débat quand je n'étais même pas présent? D'ailleurs, toute cette discussion depuis le début est hors d'ordre. En effet, depuis que l'on revient sur cette affaire de la destitution du député de Laval (M. Leduc), l'on est continuellement en dehors des cadres du débat sur l'adresse. Je demanderais aux deux côtés de la Chambre d'éviter cette question et de s'en tenir au débat.

M. Leduc (Laval): J'ai soulevé un point d'ordre exclusivement sur les insinuations dont je suis victime.

M. l'Orateur: Deux membres de cette Chambre ont fait des déclarations diamétralement opposées et je ne puis rendre une décision en pareil cas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai aussi soulevé un point d'ordre. Je demande une décision sur le point d'ordre.

M. l'Orateur: Oui. Le chef de l'opposition a dit qu'en vertu des règlements de la Chambre, le premier ministre ne pouvait porter des accusations sans faire une motion. Cela est couvert par les remarques que j'ai faites tout à l'heure. Si l'on veut discuter de cette affaire, qu'on fasse une motion pour un débat en règle.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quelle est votre décision? Dois-je comprendre que vous rejetez le point d'ordre?

M. l'Orateur: Oui, c'est exact. Je renvoie le point d'ordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'en appelle de votre décision.

M. l'Orateur: Faites l'appel nominal des membres.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Bégin, Béique, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Bourque, Carignan, Choquette, Dubé (Rimouski), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Gérin, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larouche, Layton, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tardif, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 46.

Contre: MM. Bastien, Bélanger, Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 18.

M. l'Orateur: La décision de l'Orateur est, en conséquence, maintenue. La parole est au ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon).

L'honorable M. Gagnon (Matane): Si je me suis permis de dire que le député de Laval avait manqué une belle occasion de se taire, lorsqu'il a dit que ses anciens collègues n'approuvaient pas son

exclusion du ministère, il a lui-même ouvert la porte à des attaques...

M. Leduc (Laval): Je soulève un point d'ordre. Une décision a été rendue à l'effet qu'il ne faut pas parler au cours du présent débat de certaines circonstances mentionnées par l'Orateur.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Parlant sur le point d'ordre, il me semble que le député doit savoir où je veux en venir. Je veux signaler le fait que sa déclaration à l'effet que ses anciens collègues n'approuvaient pas...

Des députés de l'opposition protestent.

M. Leduc (Laval): Je demande une décision sur mon point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est singulier de constater comment certaines personnes se montrent braves parfois et comment elles deviennent subitement peu braves. Il n'en est pas moins vrai que le député de Laval (M. Leduc), le député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) et le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) ont parlé de l'événement qui a été suivi par l'expulsion du député de Laval. Le député de Montréal-Sainte-Marie a dit que, si le député de Laval a été expulsé, c'est...

Des députés de l'opposition protestent.

M. Chaloult (Kamouraska): Je soulève un point d'ordre.

Les députés font du vacarme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je parle sur le point d'ordre.

M. Chaloult (Kamouraska): Alors, je soulève un autre point d'ordre. Au lieu de discuter le point d'ordre, le premier ministre continue à discuter de la sortie du député de Laval du ministère.

Les députés font du vacarme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlant sur le second point d'ordre, je dis que le député de Laval a voulu faire croire que ce qui s'est produit à son sujet lors de son expulsion, c'est que ses collègues étaient pour lui. On a déclaré que les ministres se sont déclarés contre le premier ministre.

M. Hamel (Québec-Centre): Le premier ministre continue de parler sur le sujet après la décision de l'Orateur.

(La Chambre est en effervescence)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Nous demandons une décision.

M. l'Orateur: Il y a eu un second point d'ordre de soulevé par le député de Kamouraska (M. Chaloult). Le premier ministre était en train de donner des arguments qui justifiaient le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) de référer à l'incident. Je dirai que, s'il veut référer lui-même à l'incident, je maintiendrai le point d'ordre. Mais, s'il veut seulement donner des arguments qui justifiaient le ministre des Mines et Pêcheries de traiter certains sujets, je ne puis jusqu'à présent l'en empêcher.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certains députés ont prétendu que tous les ministres étaient en faveur du député de Laval et contre la décision que j'avais prise. Est-ce qu'un ministre attaqué dans sa loyauté n'a pas le droit de dire que ces déclarations ne sont pas conformes aux faits et qu'il approuve la décision prise par le premier ministre d'expulser le député de Laval du cabinet?

M. Leduc (Laval): Le premier ministre me permettra-t-il une question?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement.

M. Leduc (Laval): Est-ce qu'il veut que je dise à cette Chambre ce qu'un ministre a dit à ce sujet devant témoin? Pour être loyal cependant, je demanderai d'abord la permission au ministre lui-même.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si c'est une question, j'y répondrai avec plaisir. Il ne m'est jamais venu à l'esprit, et ceci explique pourquoi le député de Laval et moi, nous ne nous entendons pas, il ne m'est jamais venu à l'esprit de vouloir trahir un serment d'office.

M. Leduc (Laval): Je soulève un point d'ordre. Jamais il n'a été question du serment d'office dans ma question. J'ai demandé au premier ministre s'il veut que je dise à la Chambre ce qu'un ministre a dit de lui devant témoin. Et j'ai ajouté que

j'en demanderai d'abord la permission au ministre lui-même, pour être loyal.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est une chose qui a été dite en dehors d'une séance de cabinet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai toujours compris qu'un gentilhomme est gentilhomme aux séances comme en dehors des séances.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Un gentilhomme et un serment, ce n'est pas la même chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne me surprend pas que M. Godbout ait cherché longtemps pour trouver un siège.
(Rires)

M. l'Orateur: Le premier ministre, en argumentant sur le point d'ordre, a prétendu qu'il doit être permis au ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) de répondre aux allégués du député de Laval. Si le ministre a l'intention de s'en tenir à cette question en particulier, je n'ai pas d'objection. Mais j'ai déjà entendu le ministre réfuter cette affirmation, et je crois qu'on devrait s'abstenir, des deux côtés de cette Chambre, de faire allusion aux incidents relatifs à la destitution du député de Laval.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il ne m'est jamais venu à l'idée de m'insurger contre votre décision. Je voulais simplement signaler la conduite du député de Laval qui continue d'injurier les membres du cabinet dans le journal *L'Attaque*.

Des députés de l'opposition protestent.

M. Chaloult (Kamouraska): Point d'ordre. Il me semble que ce devait être réglé, cette affaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlant sur le point d'ordre, tant est vrai l'adage qui dit: "Délivrez-moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge", le député de Kamouraska prétend que le seul fait de prononcer le nom du député de Laval, c'est une injure.

M. l'Orateur: Le ministre des Mines et Pêcheries s'est plaint de *L'Attaque*, journal auquel le député de Laval serait relié plus ou moins

directement. J'ai dit et répète qu'il ne doit pas être question de la destitution du député de Laval (M. Leduc). Mais les règlements ne défendent pas de faire allusion au député de Laval. On a le droit de parler du député de Laval, mais on n'a pas le droit de parler de sa destitution.

L'honorable M. Gagnon (Matane): S'il est vrai que certains membres du cabinet sont encore sympathiques au député de Laval, comment se fait-il que ce journal publié sous sa direction continue d'injurier à jets continus, de calomnier, de vilipender les membres du cabinet? On se rappelle en quels termes violents le député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) a parlé de l'expulsion du député de Laval. Il a dit en terminant son discours qu'il y avait des lâches de ce côté-ci de la Chambre. Les lâches, M. l'Orateur, sont ceux qui se retranchent derrière des feuilles sales pour injurier le premier ministre et ses collègues. J'ai en main le dernier numéro de ce journal; il y est dit que le premier ministre a un "répertoire de poubelles", on y parle d'"essence de canaille". On dit que le premier ministre est un "putois".

Il (l'honorable M. Gagnon) cite les pages.

Les lâches, M. l'Orateur, sont ceux qui se retranchent derrière des feuilles comme celles-ci, sous le couvert de l'anonymat, pour jeter l'injure. Et que ceux qui veulent nous coiffer du bonnet de l'âne s'en coiffent eux-mêmes et l'enfoncent, ce bonnet, jusqu'au menton pour ne pas voir le rouge qui leur couvre le front.

(Applaudissements à droite)

Dans ce journal et dans le discours du député de Montréal-Dorion, on a insinué les choses les plus graves à l'égard du député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay). Dans *L'Attaque*, on insinuait les choses les plus malhonnêtes sur le compte du député de Maisonneuve en rapport avec son administration des argents du chômage. Bien des ministres et bien des députés voudraient avoir l'orgueil d'avoir à leur actif les grandes œuvres accomplies par le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) à Montréal.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Certaines œuvres à leur actif, je pense bien.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) est modeste. Il n'a pas usé ses culottes sur les bancs des collèges. C'est un humble qui s'est fait lui-même. Et, en deux ans d'administration, il a su faire ce qu'aucune administration libérale n'aurait même pas pensé de

faire, il a doté la métropole du Canada du grand Jardin botanique, l'orgueil de la province, l'orgueil du Canada, l'orgueil de l'Amérique du Nord. Et que dire de ce reliquaire historique qu'est l'île Sainte-Hélène, si fameuse dans nos annales, et où l'on a restauré les anciennes bâtisses? On pense ce que sera cette île lorsqu'en 1942 Montréal célébrera son troisième centenaire de fondation. Ce sont des actifs dont peuvent être fiers, non seulement les citoyens de Montréal, mais ceux de la province et du pays tout entier.

Montréal n'a jamais connu de meilleurs députés que ceux de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay) et de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger).

L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) a insinué que l'honorable député de Maisonneuve n'était pas juste dans la distribution des emplois de chômage.

M. Grégoire (Montmagny): Oui et puis, c'est vrai aussi.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Mais qui donc est chef du bureau de placement à Montréal, si ce n'est...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Bellemare, Jean-Baptiste Bellemare¹⁵.
(Rires)

L'honorable M. Gagnon (Matane): Est-ce que ce n'est pas un ancien chef libéral, M. Ainey? C'est blâmer M. Ainey que d'insinuer qu'il n'est pas juste. Nous ne faisons pas de distinction de parti dans l'Union nationale. Nous plaçons tous les nécessiteux. Nous ne faisons pas plus de différence de politique, si l'individu est rouge, communiste et même séparatiste! Tous les chômeurs ont droit au travail. On le reconnaît généralement même chez nos amis de la droite.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Je soulève un point d'ordre. Chez nous, dans Québec-Ouest...

Des députés ministériels: Ôte ton casque!

M. Delagrave (Québec-Ouest): (Enlevant une visière) Les choses dans Québec-Ouest ne se sont jamais passées ainsi. On nous refuse de faire travailler les gens parce qu'ils sont représentés par un député libéral. Il faut une carte d'un club de l'Union nationale.

Des députés ministériels: C'est parce que tu ne te remues pas.

(Rires)

M. Delagrave (Québec-Ouest): On nous a refusé de l'emploi sur le chemin de la Canardière, au parc Victoria, sur l'avenue Marie-de-l'Incarnation. Pour travailler, il faut au chômeur une carte des clubs nationaux, répète-t-il.

M. Drouin (Québec-Est): Je corrobore entièrement ce que dit le député de Québec-Ouest. Dans mon comté de Québec-Est, c'est absolument la même chose.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Et dans Montréal-Dorion aussi. D'ailleurs, si l'honorable député de Matane dont l'exposé est fort éloquent croit à tout ce qu'il dit, je l'inviterais à venir dans n'importe quelle partie de l'île de Montréal dire les choses qu'il ose dire en Chambre. Qu'il se renseigne donc aussi auprès des députés de l'île de Montréal non dissidents. Qu'il fasse son enquête avec l'impartialité et il verra, il verra.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je souligne les remarques pleines d'émotion et de reconnaissance que les députés de Québec-Est et de Québec-Ouest viennent de faire à l'égard de leurs propres partisans qui sont ceux qui contrôlent dans Québec les travaux de chômage.

Si le député de Québec-Ouest a des accusations à lancer contre M. Alfred Crowe, qu'il les lance comme un homme, qu'il porte des accusations contre les fonctionnaires des bureaux de placement qui sont des leurs.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Non. Cela ne dépend pas d'eux. Je ne porterai pas d'accusations contre un homme contre lequel on a tout fait, auquel on a tendu tous les pièges et qui est d'ailleurs innocent. Il y a assez de fonctionnaires qui sont congédiés sans accusation!

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je demande au député de Québec-Ouest de ne pas poser en grand homme dans ces questions de chômage. Il m'écrivit à moi-même pour me demander de recommander des électeurs dans l'industrie minière du nord de la province et je l'ai fait. Tant il est vrai que nous, de l'Union nationale, nous nous élevons au-dessus des considérations partisans, contrairement à ces messieurs de l'ancien régime.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Ce n'est pas tout à fait cela dont je parlais...

Des voix: À l'ordre! À l'ordre!

M. Delagrave (Québec-Ouest): Des citoyens de mon comté, dit-il, ont été placés par le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), à ma demande.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Tardif (Frontenac) parle.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Justice!

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Justice!

M. l'Orateur: Le député de Québec-Ouest nie les paroles de l'honorable ministre des Mines et Pêcheries.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Je ne peux pas nier qu'il m'ait recommandé des hommes pour travailler à Noranda.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Gagnon (Matane): Continuant à démontrer combien le gouvernement s'élève au-dessus des considérations partisans, je veux révéler à la Chambre que le propre père du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) avait encore sa place de chef d'équipe¹⁶ sur les travaux de chômage à l'île Saint-Hélène tandis que son fils, qui n'a pas de reconnaissance, injurie le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay). Cela montre que l'on ne fait pas de politique.

Des députés crient.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Point d'ordre. C'est vrai que mon père...

(Applaudissements à droite)

Oui! C'est absolument vrai...

(Applaudissements à droite)

Et j'en suis fier.

(Applaudissements)

Mais c'est parce que mon père, on est venu le chercher à la maison à cause de sa compétence et de son travail et qu'il n'a point honte de gagner son pain quotidien. Quant au chantage du gouvernement...

M. l'Orateur: À l'ordre.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): C'est un travailleur et l'on ne pourrait en dire...

M. l'Orateur demande au député de Montréal-Sainte-Marie de reprendre son siège.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie) parle fort.

M. l'Orateur lui demande de se taire.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie) parle.

M. l'Orateur lui demande de se taire.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie) parle.

M. l'Orateur: M. Rochefort, je vous nomme.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Quoi, quoi? Qu'est-ce que cela veut dire? Je suis à parler de mon père.

M. l'Orateur: M. Rochefort, je vous ai nommé.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je suis nommé, je suis nommé. En voilà une histoire!

Des députés font signe au député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) de s'asseoir.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Nous venons de dire que le propre père du député de Montréal-Sainte-Marie travaillait dans des travaux du gouvernement. Qu'y a-t-il de mal là-dedans? Je trouve cela tellement triste, tous ces détails qui sont sortis au cours de ce débat. Je n'insisterai pas. Il faut admirer les vertus de patience de l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) qui, attaqué, n'a pas bougé de son siège. Le ministre du Travail est l'un des membres les plus diligents de ce cabinet; son travail pour les colons est la meilleure preuve de son patriotisme et de son bon travail.

(Affirmant sa loyauté à son chef, et faisant l'éloge du ministre de la Voirie, l'honorable M. Carignan). Dans *L'Attaque*, qui fait des portraits de ministres, on disait de l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) qu'il dormait tout le temps et qu'il ne comprenait rien. Et c'est le député de Laval qui approuve tout cela...

M. Leduc (Laval): L'honorable ministre me met dans la bouche des paroles que je n'ai point

prononcées, des écrits que je n'ai pas tous approuvés. Si j'ai un compte à régler avec le ministre de la Colonisation, ce dernier le sait parfaitement bien d'ailleurs, cela se fera, comme par le passé, alors que lui-même et moi, nous étions collègues au conseil de ville de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Laval veut essayer de réprover ce que dit cette sale feuille de *L'Attaque*. Lui-même, sous sa signature, dans une lettre publiée dans ce journal, il se déclare le soutien du journal. Il l'encourage.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Cependant, vous avez signé un article dans lequel vous déclarez être vous-même le protecteur du journal.

M. Leduc (Laval): J'ai dit dans cette lettre que j'approuverais le journal *L'Attaque* tant et aussi longtemps que ce journal revendiquerait le véritable programme de l'Union nationale. C'est uniquement une question de doctrine. Et c'est pour une autre question de doctrine que j'écirai encore une autre lettre à *L'Attaque* sous ma signature, encore une fois. Mais, je ne peux pas être tenu responsable de tout ce qu'il y est publié.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Si le député de Laval approuve cet article faux et diffamatoire, c'est une honte. Dire que le ministre de la Colonisation passe son temps à dormir, quelle calomnie! Je l'ai vu à l'œuvre, ce vaillant ministre. Il est partout pour travailler dans l'intérêt de la colonisation. Trois ou quatre soirs par semaine, on peut voir briller fort tard dans son bureau une petite lumière qui nous indique la présence laborieuse du ministre.

(Rires à gauche)

N'en déplaise au député de Laval et ses nouveaux disciples et satellites, le ministre de la Colonisation et le ministre du Travail sont deux grands représentants en cette Chambre de la métropole du Canada et des représentants, comme jamais la ville de Montréal n'en a eus. Ni d'aussi dévoués.

(Applaudissements à droite)

Pour enfin parler de moi "the last but not the least", dans ce journal *L'Attaque*, on m'a représenté dans une caricature comme un traître qui, le poignard à la main, attend son heure, prêt à poignarder ses collègues et le premier ministre. On disait toutes sortes de choses auparavant, particulièrement lorsque le premier ministre a quitté cette province pour un

voyage de repos en Europe. Il y en a dans cette Chambre qui sont allés jusqu'à dire que le premier ministre était dans un sanatorium. Un bon libéral est venu me trouver pour me dire: "Le premier ministre est à Mastaï. Je sais, il est le voisin de Chubby Power."

Pendant qu'on faisait, qu'on répandait la rumeur qu'il était à Mastaï, on me prêtait des intentions de renverser ce gouvernement. J'ai donné des preuves de ma loyauté envers mon chef; il me semblait que je devais être à l'abri de ces insinuations perfides. Je suis obligé de déclarer à la Chambre que je n'ai jamais donné quoi que ce soit pour justifier ces calomnies. Mais les journaux adversaires, les gens aussi, répandaient grand nombre de rumeurs. Un éminent prélat me disait même un jour que le premier ministre était en Europe. Je sais que la Banque du Canada et les gros intérêts financiers de la province ourdissent une conspiration pour refuser de souscrire aux prochains emprunts du gouvernement de la province.

Il est vrai qu'en ce temps-là, l'honorable député de Laval m'a téléphoné pour m'inviter à le rencontrer. Je lui ai répondu: "Mon cher ancien collègue, vous n'avez pas le droit de me redemander d'aller vous rencontrer. Pensez à ce qu'on dirait si on nous voyait ensemble. Les journaux sont pleins de rumeurs. On ferait toutes sortes d'accusations. On en profiterait pour m'accuser de déloyauté."

Pour en revenir à *L'Attaque*, je dirai au député de Laval qu'il y a 13 de ses collègues d'hier qui sont vilipendés dans ce journal-là avec des qualificatifs de "putois" et autres à l'avenant. Il commence à attaquer l'ancien ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan) en le présentant comme un vieil homme qui ne fait que dormir, puis il a insinué que le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) avait posé des actions malhonnêtes. Ces hommes-là ont aussi une femme et des enfants et, quand ils n'ont ni femme ni enfants, comme le premier ministre par exemple, ils ont des parents, des sœurs, des frères, des neveux et le nom que leur ont légué leur père et leur mère. C'est indigne de la Chambre ces attaques malpropres.

Un autre ancien collègue du cabinet de l'honorable premier ministre, le député de Québec-Est (M. Drouin), et il s'en rappelle, est parti. Il a quitté l'Union nationale et, dans le débat qui suivit son geste, au début de la session de 1937, nous discussions de façon digne. Mais quel est celui qui s'est levé avec un petit télégramme pour dire que l'ancien ministre des Terres et Forêts était compromis dans une histoire de "pit" de sable

exploité par son frère, chose bien mesquine à faire dans un débat? Cette mesquinerie...

M. Drouin (Québec-Est): Est-ce que question?

L'honorable M. Gagnon (Matane) veut continuer.

M. Drouin (Québec-Est): J'insiste. Celui qui a lu ce télégramme, et je m'en rappelle encore comme si cela était d'hier, car cela m'a fait de la peine, la chose était tellement mesquine, tellement petite, étant donné le rôle que j'ai pu jouer dans le triomphe de l'Union nationale, celui qui a lu ce télégramme, c'était le député de Missisquoi (M. Pouliot).

(Émoi)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À qui le télégramme était-il adressé?

M. Drouin (Québec-Est): Au ministre de la Voirie.

Des députés ministériels: Vous savez bien que c'est le ministre qui le lui a donné.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je n'insisterai pas sur cette histoire...

Des députés de l'opposition: Ce ne serait pas à votre honneur non plus.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Mais je ne peux m'empêcher de m'étonner comment il se fait que le député de Québec-Est manifeste tant d'amitié et de confiance à celui qui s'est servi de ce télégramme.

M. Drouin (Québec-Est): Je crois comprendre qu'on ne veut pas ici parler du député de Missisquoi (M. Pouliot) mais du ministre de la Voirie à qui ce télégramme fut adressé. Ma position est bien claire à ce sujet: tant qu'on n'aura pas prouvé les accusations et les insinuations qu'on porte contre l'ancien ministre de la Voirie, j'ai le droit, comme n'importe quel autre député dans cette Chambre, de lui témoigner mon amitié.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Bien. Je serai désormais bref, car je suis en faveur de la limitation des discours à une heure. À Ottawa, la limite est de 40 minutes pour les députés. Il n'y aura pas de scandale, je pense, à les limiter, ici, à une heure, excepté pour les chefs de parti.

Un député remarque qu'il parle depuis près de deux heures déjà.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il est vrai que j'ai parlé assez longtemps moi-même, mais seuls les multiples interruptions et points d'ordre sont la cause du retard de mon argumentation. Je ferai remarquer que, si l'opposition, par ses subterfuges, n'avait pas réussi à introduire 40 discours dans le mien, j'aurais probablement fini.

Je terminerai en parlant du discours du député de Québec-Centre (M. Hamel) en ce qui concerne la lutte aux monopoles, particulièrement en matière d'électricité. Je ne ferai pas un discours de quatre heures comme mon adversaire, mais je m'en tiendrai aux principaux points. Personne ne peut trouver à discuter quoi que ce soit sur la question de l'électricité et à répondre au discours du député de Québec-Centre, disait l'autre jour le député de Kamouraska (M. Chaloult) avec un trémolo dans la voix. Mais le député de Québec-Centre s'est-il montré digne d'un chef de parti lorsqu'il a parlé des machines aratoires, du trust de la gazoline et du charbon, du trust du lait? Tout le monde sait que ces questions relèvent du gouvernement d'Ottawa parce que le gouvernement de l'Union nationale n'a rien à voir avec les machines aratoires, le lait, le pétrole. Le provincial n'a pas juridiction en matière commerciale.

M. Hamel (Québec-Centre): Au cours de mon discours sur ces questions-là, j'ai bien précisé, il me semble, qu'elles étaient du domaine fédéral. Je n'ai fait que demander au gouvernement de faire des représentations auprès du fédéral.

M. Labbé (Mégantic): J'ai tellement honte.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je prends la parole du député de Québec-Centre.

S'il est vrai qu'il rend indemne le gouvernement de l'Union nationale de toutes ces tractations avec les trusts, je lui demanderais de faire entendre sa voix à son collègue de Kamouraska qui a reproché au gouvernement de ne pas agir et à M. Paul Gouin, qui a passé sa soirée de dimanche dernier à insulter le premier ministre de la province qu'il a décrit comme un "supporter" des trusts dans un discours d'une demi-heure.

Parlant du trust du charbon, le gouvernement provincial n'a pas les pouvoirs nécessaires pour mettre le trust à la raison. Le provincial n'a pas d'autres recours contre certains cartels que la

taxation et il en abuse abondamment. Le député de Québec-Centre le sait et soulève une discussion malhonnête en continuant à parler comme il le fait.

M. Hamel (Québec-Centre): Je soulève un point d'ordre.

M. Drouin (Québec-Est): Le mot "malhonnête" n'est pas parlementaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre des Mines et Pêcheries a dit qu'il était malhonnête de présenter les faits comme cela. Il n'a attaqué personne. Des discussions de cette sorte se font en dehors de la Chambre et dans les journaux. Si les députés se croient visés, c'est autre chose.

M. Chaloult (Kamouraska): Ceux qui tiennent ces discussions malhonnêtes doivent être eux-mêmes malhonnêtes. Et je crois que le ministre des Mines et Pêcheries n'a pas le droit de se servir d'une telle expression.

L'honorable M. Gagnon (Matane): J'offre, dit-il, de retirer le mot "malhonnête" et de parler des centrales électriques. Je veux, dit-il, démontrer que le député de Québec-Centre n'est pas l'expert qu'il se prétend puisqu'il a fait de graves erreurs, ou bien il a voulu ne pas tenir compte des faits exacts.

Le seul remède est la fiscalité. Sous l'ancien régime, l'Imperial Oil ne payait que \$5,000 au gouvernement; sous le nouveau, cette compagnie doit contribuer \$35,000.

Le député de Québec-Centre (M. Hamel) se moque de la centrale de l'Abitibi. Il a dit que le gouvernement construisait dans les forêts un modeste barrage, alors qu'il savait, ou il devait savoir, que le gouvernement a pris le contrôle des pouvoirs de la rivière Ottawa sur une distance de 66 milles, qu'il construirait une centrale développant 25,000 chevaux-vapeur, mais que cette centrale serait alimentée par un pouvoir d'eau seulement.

Le développement des autres pouvoirs dans le rayon de 66 milles pourrait assurer le développement de 130,000¹⁷ chevaux-vapeur dès que le besoin s'en fera sentir. Grâce à la création de cette centrale, le développement minier n'est plus entravé. Une seule chute sera harnachée pour le moment, mais tout le district de l'Abitibi peut produire 150,000 chevaux-vapeur¹⁸.

M. Hamel (Québec-Centre): À quelles conditions?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Aux conditions les plus avantageuses, puisque le pouvoir sera fourni à raison de \$21 le cheval-vapeur. On exigeait \$45 jusqu'ici pour l'électricité.

Parlant de la chute de La Tuque, je rappelle au député de Québec-Centre qu'il avait dit qu'on l'avait gardée inactive pour empêcher la concurrence et mieux tondre le public.

M. Hamel (Québec-Centre): Oui, j'ai dit cela.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Ceci est faux! Le député de Québec-Centre (M. Hamel) dit des choses inexactes.

M. Hamel (Québec-Centre) parle¹⁹.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je rappelle que le pouvoir de La Tuque a été acheté en 1902 par le notaire Cyrille Tessier, puis qu'il a été vendu à la St. Maurice Paper, et la Brown Corporation a exploité ce site. Elle a vendu son usine avec le site à la St. Maurice Power. Celle-ci a élargi le développement. Les anciens actes sont valides. Donc, ce site n'entre pas dans la catégorie des pouvoirs concédés et non exploités. Cette chute était légalement concédée. Nous ne pouvions nous en emparer sans violer des droits acquis. On ne peut s'emparer d'une chose qui ne nous appartient pas.

Le député de Québec-Centre qui parle toujours avec les lumières du Saint-Esprit, qui dit toujours la vérité...

M. Chaloult (Kamouraska): Je soulève un point d'ordre. Les règlements de la Chambre défendent à un député d'employer des expressions offensantes pour un autre député ou de tenter de le ridiculiser.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Kamouraska prétend que le ministre des Mines et Pêcheries emploie une expression offensante quand il dit que le député de Québec-Centre est éclairé.

M. l'Orateur: Le ministre des Mines et Pêcheries a fait une malice au député de Québec-Centre, mais ce genre de malice a toujours été toléré. Il n'y a pas lieu de maintenir le point d'ordre du député de Kamouraska.

L'honorable M. Gagnon (Matane) parle des procédés admirables employés par le député de Québec-Centre.

M. l'Orateur: Point d'ordre. Je dois faire remarquer que des centaines de points d'ordre sont soulevés chaque semaine à propos de tout et de rien. L'Assemblée législative tient le record de tous les Parlements du Canada en fait de points d'ordre. Je ne me plains pas du travail qu'on me donne, mais c'est une situation que l'on ne rencontre pas dans les autres Parlements.

L'article du Règlement relatif aux paroles qu'un député ne peut employer couvre plusieurs pages. Je demanderais à tous les députés de le lire aux fins de savoir ce qu'ils peuvent dire et ce qu'ils ne peuvent pas dire, et je leur demande de n'interrompre que pour des motifs sérieux.

M. Hamel (Québec-Centre): On a prétendu que je prenais de petits moyens.

M. l'Orateur: Le ministre des Mines et Pêcheries a dit que le député de Québec-Centre se servait de procédés admirables.

L'honorable M. Gagnon (Matane) (Abordant la question des taux d'électricité et s'excusant de se servir de notes techniques) En faveur des contribuables, le gouvernement a fait dégorger plus de \$2,000,000 de la Montreal Power et de la Quebec Power, et ce, en deux ans, alors que les amis du député de Québec-Centre (M. Hamel) n'ont pas obtenu un sou de réduction pour la ville de Québec pendant leurs quatre années d'administration. Nous avons obtenu des réductions nombreuses; récemment encore, une réduction de \$400,000 en frais d'électricité à Montréal.

(Faisant l'éloge des membres de la Régie de l'électricité) Personne, dit-il, n'avait encore songé à mettre en doute leur intégrité. Le député de Québec-Centre a dit à ceux qui se plaignaient de leurs taux: "Faites tout de même votre plainte, mais vous n'aurez pas justice." Le député de Québec-Centre dit textuellement: "Avec la nouvelle réduction, on fera encore payer au petit industriel \$9.69 pour ce que le consommateur domiciliaire à Ottawa ne paie que \$3.48."

Il faut remarquer le procédé tortueux qui consiste à comparer les taux payés par l'industriel au taux payé par le client domestique. Pourquoi deux termes de comparaison non identiques? Parce que le lecteur distrait ne fera pas la distinction et restera sous l'impression voulue par l'orateur.

Les prix moyens payés dans les deux provinces étaient moins élevés au Québec que dans l'Ontario. M'appuyant sur de récentes statistiques, je

soutiens que le petit consommateur est plus favorisé chez nous que chez nos voisins. Les comparaisons faites par le député de Québec-Centre (M. Hamel) entre les taux de Québec et de l'Ontario ne donnent pas une idée exacte de la situation.

D'après les statistiques fédérales publiées en 1938, les innombrables consommateurs de moins de moins de 15 kilowatts-heure, à Montréal paient \$0.60 et à Ottawa²⁰ \$0.75. Et les prix de Québec, maintenant, Québec paie \$0.60 et Ottawa \$0.75. Les petits consommateurs de Québec et de Montréal ont des taux moins élevés qu'à Toronto.

(Applaudissements)

Eh bien! Vous vous rappelez les paroles de l'honorable député de Québec-Centre qui disait au premier ministre qu'il se mettrait à genoux devant lui, s'il nous donnait des taux comme à Ottawa.

Des députés ministériels: À genoux! À genoux!

(Rires et applaudissements)

L'honorable M. Gagnon (Matane): Nous avons obtenu des réductions nombreuses, récemment encore une réduction d'un quart de million pour Montréal. Le gouvernement ne s'arrêtera pas là! Nous avons pleine confiance dans la Régie de l'électricité qui continue son travail, et nous allons poursuivre notre politique de réduction de taux. Nous procédons progressivement sans rien détruire, sans nous proclamer des demi-dieux et sans brandir des encycliques.

Le député de Québec-Centre a prétendu que quand on loue une chambre aux touristes, à Québec, la Quebec Power impose le tarif commercial, qui est le plus élevé. Je suis obligé de dire que c'est un mensonge éhonté et des plus inqualifiables.

M. Hamel (Québec-Centre): Je soulève un point d'ordre. Puisque le ministre prétend que c'est un mensonge éhonté, je lui demanderais de dire où il a pris les informations. Est-ce la Quebec Power qui vous a renseigné?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je suis un homme bien indigne, mais je dois dire au député de Québec-Centre que je n'ai pas consulté la Quebec Power, mais des experts de la Régie de l'électricité, contre lesquels on ne peut arracher un cheveu et l'Hôtel de Ville de Québec. La dictature a maintenant cessé à l'Hôtel de Ville. J'ai pu là aussi prendre des renseignements. J'ai consulté mon voisin M. Chouinard et je lui ai demandé s'il était vrai que

celui qui louait une chambre devait payer le taux le plus élevé. J'ai appris qu'en vertu du contrat, une personne qui loue une chambre paie le tarif domiciliaire. Il faut louer au moins trois chambres pour payer le tarif commercial.

Le député de Québec-Centre s'est apitoyé sur le sort de ces pauvres petits propriétaires. Pourtant, si des gens louent des chambres selon un tarif commercial, il n'est que juste qu'ils paient l'électricité sur un tarif commercial. À ceux qui allaient se plaindre à lui, le député de Québec-Centre répondait: "Vous traitez avec des voleurs protégés par le gouvernement". Si le gouvernement protège des voleurs, il se fait leur complice pendant et après le fait. Ce gouvernement pourtant qui s'agenouille devant les trusts est le premier qui ait donné aux municipalités le pouvoir de municipaliser sans entrave.

On reproche au gouvernement de mettre dans la loi d'expropriation une clause qui force à tenir compte de l'achalandage. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) loue cependant la politique du président Roosevelt. C'est pourtant le président Roosevelt qui vient de reconnaître la logique de ce principe en achetant pour \$80,000,000 ce qu'il ne voulait auparavant payer que \$55,000,000.

Il semble maintenant exister une grande amitié entre le député de Québec-Centre et le député de Saint-Hyacinthe. Je voudrais savoir s'ils s'accordent aussi bien que cela. Je vais poser une question. Le chef de l'opposition me répondra quand il voudra.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vais vous répondre tout de suite.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je demanderai si oui ou non le chef de l'opposition est en faveur de l'expropriation de la Beauharnois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, non, je suis contre. Je suis favorable à 1,000,000 de chevaux-vapeur. Il en reste encore 2,000,000. Je suis en faveur de l'installation d'une centrale qui pourra fournir de l'électricité à bon marché aux villes qui en ont besoin. J'ai dit qu'il y a 1,000,000 de chevaux-vapeur qui sont exploités et qu'il en reste 2,000,000 qui ne peuvent être vendus à bon marché parce que les trusts sont protégés par le gouvernement.

On est dans l'obligation d'acheter la houille à l'étranger pour produire de l'électricité, quand on pourrait en produire pour rien avec les chevaux-vapeur qui ne sont pas exploités.

L'honorable M. Gagnon (Matane) parle des conférences prononcées par le député de Saint-Hyacinthe aux États-Unis. Dans ce temps-là, dit-il, le chef de l'opposition devait combattre le trust du charbon.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai jamais annoncé ça de ma vie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai moi-même entendu le chef de l'opposition se vanter de mâter le trust du charbon et qu'il était pour entrer en pourparlers avec ses amis, les Soviats de Russie, pour acheter du charbon.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) parle avec le député de Québec-Centre.

M. Hamel (Québec-Centre) répond au député de L'Islet²¹.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Si je suis ministre, ce n'est pas grâce au député de Québec-Centre, car il a toujours été opposé à ma candidature. Il ne voulait pas que je me présente dans L'Islet pour faire réélire l'ancien député.

L'honorable M. Gagnon (Matane): J'ai posé une question très nette au chef de l'opposition qui ne m'a pas répondu. Je lui ai demandé s'il était pour ou contre l'expropriation de la Beauharnois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est ça que vous voulez savoir. Je ne suis pas en faveur parce qu'il reste 2,000,000 de chevaux-vapeur qui peuvent être développés et que l'on peut vendre à bon marché.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le chef de l'opposition est une fine mouche. Il devait savoir que j'ai ici son discours prononcé en janvier 1937 à Montréal, alors qu'il se disait opposé à l'expropriation de la Beauharnois qui, disait-il, est une absurdité. Il a biaisé parce que la Beauharnois est l'œuvre de l'ancien régime, mais il a fini par répondre. Eh bien! Que les deux oppositions s'accordent donc avant de dénoncer le gouvernement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça prouve que je ne change pas souvent d'idée.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le député de Québec-Centre disait autrefois que l'on devait reprendre les pouvoirs concédés non exploités.

Vous n'avez, disait-il, rien payé aux compagnies dont vous avez repris les chutes d'eau. Aujourd'hui, quand le premier ministre annonce que trois chutes ont été reprises, il demande combien nous avons payé. Et parce que le premier ministre a pu faire rétrocéder ces pouvoirs à la province sans payer un seul sou, il dit que nous avons des "droits croches". Si le premier ministre avait payé quelque chose, on le dénoncerait comme un ami des trusts. Quelle admirable argumentation!

Le député de Dorchester (M. Bégin) félicitait la semaine dernière le gouvernement d'avoir réussi à se faire céder tous les pouvoirs du lac Etchemin, dont la chute Breakey, qui est capable de fournir à elle seule l'électricité à trois comtés. Le député de Québec-Centre nous reproche d'aller bâtir des centrales en plein cœur des bois, parce que nous établissons une centrale dans notre splendide région de l'Abitibi qui sera bientôt érigée en diocèse, grâce à une des dernières décisions du Parlement.

L'Abitibi et le Témiscamingue sont des régions les plus prometteuses. On oublie que l'Abitibi est la région la plus minière dans la province et qu'avec le Témiscamingue, ce comté est peuplé par 75,000²² personnes. Il y a 30 mines d'or en production et l'on y paie des salaires pour \$12,000,000 par année. En plein bois! En 1938 seulement, la production de l'or a augmenté de \$6,000,000. C'est une injure pour cette partie de notre province.

Je propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher) que le débat soit de nouveau ajourné²³.

Adopté. Le débat est ajourné.

Ajournement en signe de deuil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher) que l'Assemblée législative, désireuse de s'associer au deuil universel causé par la mort de Sa Sainteté le Pape Pie XI, s'ajourne maintenant par respect pour la mémoire du Souverain Pontife qui a été la gloire de l'Église catholique en même temps que l'honneur de l'humanité entière.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 45.

NOTES

1. Personne ne répond, souligne *Le Soleil* du 15 février 1939, à la page 3.
2. Le 15 avril 1937 est déclenchée la grève du textile. Plus de 5,000 ouvrières de l'industrie du vêtement se mobilisent et déclenchent une grève qui durera 25 jours, malgré les menaces d'arrestation des chefs syndicaux MM. Trépanier et Shane. Les deux instigatrices du mouvement, Léa Roback et Rose Pesotta, ont réussi à convaincre les ouvrières de l'importance du syndicat dans l'amélioration des conditions de travail des femmes. Les "ouvrières de la robe" comme on les appelle, seront les premières à défier la loi du cadenas qu'a fait adopter le gouvernement Duplessis. Elles obtiennent la reconnaissance syndicale et un premier contrat de travail qui prévoit une semaine de 44 heures et un salaire hebdomadaire moyen de \$16. La "grève de la guenille" permettra à la population de constater le sérieux de Duplessis dans ses menaces d'arrestations contre toute personne soupçonnée de propager le communisme.
3. La "loi Dillon" a été votée suite aux élections provinciales du 24 août 1931. Camillien Houde, le chef du Parti conservateur, entreprenait alors des procédures judiciaires pour contester la validité de l'élection dans 63 comtés du Québec pour cause d'"irrégularités" commises par les candidats libéraux. Il devait déposer pour ce faire un cautionnement de \$63,000. Le gouvernement Taschereau répliqua lorsque Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille, fit adopter une loi rendant plus difficile, voire impossible, la contestation massive d'élections. Cette loi, appelée communément "loi Dillon", obligeait le pétitionnaire à prélever sur ses propres deniers le cautionnement de \$1,000. De plus, cette mesure s'appliquait rétroactivement aux contestations déjà en cours. Sanctionnée le 17 décembre 1931, cette loi fut l'une des premières à être abrogées par le gouvernement Duplessis le 14 octobre 1936.
4. *Le Soleil* du 15 février 1939, à la page 8, indique que l'on n'entend pas les paroles du député de Frontenac (M. Tardif) dans la galerie de la presse.
5. "Dominion Cotton", selon *Le Soleil* du 15 février 1939, à la page 8.
6. "16,000", selon *La Patrie* du 15 février 1939, à la page 8.
7. *Le Soleil* du 15 février 1939, à la page 8, indique que l'on n'entend pas les paroles du député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) dans la galerie de la presse.
8. "20,000", selon *Le Canada* du 15 avril 1939, à la page 6.
9. "Dans deux jours", selon *Le Devoir* du 15 février 1939, à la page 9. Précisons que le député d'Iberville (M. Lamoureux) est né à Saint-Valentin, le 22 février 1864.
10. "Le peuple juif a une mission de spiritualité sur la terre", selon *Le Canada*, du 15 février 1939, à la page 7.
11. L'article 245, selon *Le Soleil* du 15 février 1939, à la page 8.
12. Il s'agit de Joseph-Adélard Godbout.
13. William Lyon Mackenzie King (1874-1950). Premier ministre du Canada (Parti libéral) du 29 décembre 1921 au 6 août 1930 et du 23 octobre 1935 au 14 novembre 1948. Il renforça l'autonomie du Canada vis-à-vis de Londres. En 1917, King avait conquis le cœur des Québécois en s'opposant à la conscription, même si cela devait lui aliéner le reste du Canada. Ne parlant pas français, il se fiait donc toujours à ses lieutenants québécois: Lomer Gouin, l'ancien premier ministre du Québec qu'il nomma ministre de la Justice le 29 novembre 1921. Puis sur Ernest Lapointe, de 1924 jusqu'à sa mort en 1941, alors qu'il fut remplacé par Louis Saint-Laurent, lequel lui succéda comme premier ministre. Père du nationaliste et de l'État-providence canadiens, premier ministre fédéral pendant plus de 20 ans, il créa en 1940 un programme d'assurance-chômage, ajouté au Régime des pensions de vieillesse qui datait de 1927. En 1944, il créa un programme d'allocations familiales en vertu duquel les mères reçoivent chaque mois un chèque pour subvenir aux besoins de leurs enfants.
14. L'affaire Godon. Le 18 septembre 1930, on découvre le corps de Simone Caron, une fillette de sept ans dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles. Après enquête criminelle, le frère Dostithée (Albert Nogaret) est accusé de meurtre. Après un premier procès, en mars 1931, il est condamné à mort mais, à la suite d'un second procès en septembre 1931, le religieux est acquitté. En janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en

France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé sera cependant déclaré mentalement incapable de subir son procès et sera emprisonné à la prison de Bordeaux. Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime. La presse suivra avec attention ces nombreux procès d'autant plus qu'en 1939, le gouvernement présentera le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui. Fait notoire, souvent au cours de la session de 1939, les parlementaires s'invectiveront de "Godon" en guise d'insulte.

15. Jean-Baptiste Bellemare. Barbier de profession. Président du Club ouvrier de Maisonneuve et organisateur du député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay). Il fut défait aux élections municipales de Montréal du 11 décembre 1938.

16. "comme contremaître", selon *L'Illustration nouvelle* du 15 février 1939, à la page 5.

17. "120,000 chevaux-vapeur", selon *L'Événement-Journal* du 15 février 1939, à la page 11.

18. "160,000 chevaux-vapeur", selon *L'Illustration nouvelle* du 15 février 1939, à la page 5.

19. *Le Canada* du 15 février 1939, à la page 10, écrit qu'un nouveau débat s'engage et, quand le calme se rétablit, M. Gagnon fait alors l'historique du pouvoir de La Tuque.

20. "Toronto", selon *L'Événement-Journal* du 15 février 1939, à la page 3.

21. *Le Canada* du 15 février 1939, à la page 10, rapporte ainsi ce passage: "Bilodeau et M. Hamel ont une courte prise de bec. Dans le bruit, il est impossible de saisir les premières remarques."

22. "71,000 personnes", selon *L'Événement-Journal* du 15 février 1939, à la page 13.

23. *Le Soleil* du 15 février 1939, à la page 3, indique que le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) a parlé environ trois heures.

Séance du mercredi 15 février 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 106 concernant l'adoption de Marie-Gabrielle-Jeannette Lafontaine;

- bill 129 changeant le nom de The Protestant Infants' Home of Montreal en celui de Protestant Foster Home Centre.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 110 modifiant la charte des sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 104 changeant le nom de famille de Paul Herbert Silver *et al.* en celui de Rowe n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

M. Boiteau (Bellechasse): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 119 refondant la charte de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 138 abrogeant la loi 3 Édouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations.

Les causes pendantes

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dernièrement, l'Orateur de la Chambre a rendu une

décision très importante relativement aux causes pendantes devant les tribunaux. Cette décision est conforme au Règlement de la Chambre. À cause de son importance, je crois qu'elle devrait être publiée dans les procès-verbaux de la Chambre. Je donne l'ordre au greffier, dit-il, de la faire publier.

Questions et réponses:

Protection des forêts, nombre d'employés

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Combien de personnes étaient employées par le gouvernement de la province, à la protection des forêts, le 26 août 1936, en qualité de:

- a. Inspecteurs?
- b. Garde-feu?
- c. Sous garde-feu?
- d. Inspecteurs auxiliaires?
- e. Garde-feu auxiliaires?

2. Quel était le salaire annuel global de ces personnes?

3. Combien le gouvernement avait-il d'employés de la même catégorie, le 26 août 1938 et quel était leur salaire annuel global?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. 1936: a. 84; b. 501; c. 1,438; d. 106; e. 202. - Salaire annuel global: \$243,131.10.

2. 1938: a. 97; b. 598; c. 1,449; d. 43; e 38. - Salaire annuel global: \$281,585.81.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 14 février courant, sur la motion proposée jeudi le 19 janvier dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur

de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Gagnon (Matane): À l'ajournement, je parlais du développement minier merveilleux du Témiscamingue et de l'Abitibi, et je faisais allusion aux paroles des députés du Parti national qui nous accusent d'aller établir des centrales électriques dans le fond des bois parce que nous commençons la construction d'une centrale dans ce district. Le gouvernement a établi une centrale pour accélérer le développement minier du Nord-Ouest de Québec. Un pouvoir d'eau capable de fournir l'électricité à trois comtés a été récupéré à Dorchester. On reproche au gouvernement d'établir la concurrence au fond des bois, alors qu'il prend des mesures pour entrer en possession de chutes situées aux portes de Québec, afin d'aider à la municipalisation.

Il faut se méfier des opinions absolues, nettes et catégoriques dans le domaine économique. Il faut tenir compte des contingences et nuancer ses jugements. Il faut surtout procéder avec prudence. C'est ce que ne fait pas le député de Québec-Centre. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) ne voit que deux remèdes: l'achat de la Beauharnois et l'établissement d'un système hydroélectrique semblable à celui qui existe en Ontario. Il n'est pas toujours bon de suivre l'Ontario. Nous avons le droit de demander au député de Québec-Centre de quelle façon il entend procéder. Favorise-t-il l'établissement d'un système à 25 cycles ou à 60 cycles?

Il y a deux sortes de courant: le courant direct et le courant alternatif. En Ontario, l'on soutient que le courant alternatif est mauvais pour les yeux et à ce point que les gens doivent porter des verres. Il est à noter que, dans la province voisine, le courant électrique est produit sur une alternance de 25 cycles tandis qu'au Québec il est produit sur 60 cycles, ce qui constitue un avantage considérable. Ces dominations signifient 25 ou 60 alternances du courant par seconde.

Lorsqu'on commença à établir le système actuel dans l'Ontario, c'était en 1905, on établit un système à 25 cycles. Ce système donne une lumière spasmodique et oscillatoire. Dans le Québec, on a partout le système à 60 cycles, sauf dans l'Abitibi et le Témiscamingue où la Northern Quebec Power dessert plusieurs villes. Après de longues études, le gouvernement a décidé de commencer par établir au

Témiscamingue le système à 25 cycles pour se conformer aux installations actuelles de ceux qui emploieront le courant. En Abitibi, parce que la Quebec Northern Power a un système de 25 cycles, la province devra établir, elle aussi, un système de 25 cycles pour éviter que tous les usagers d'électricité soient obligés de changer tout leur équipement. Nous voulons avoir un courant uniforme. Plus tard, l'on aura le système à 60 cycles.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'aimerais savoir qui a recommandé le système de 25 cycles dans la province de Québec. Vous n'en trouverez pas un seul.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il faut procéder graduellement. J'ai dit que, dans la région de l'Abitibi, ce serait ridicule de changer du jour au lendemain. En Angleterre où l'on avait plusieurs systèmes, on a voté une loi spéciale pour uniformiser tout le système; cela a coûté environ \$500,000,000.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qui a recommandé le système à 60 cycles?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je n'ai jamais dit que le système à 25 cycles était préférable; mais, après étude des conditions actuelles dans les régions desservies, cette installation est celle qui convient le mieux.

Au Témiscamingue et en Abitibi, il existe déjà une compagnie d'électricité, la Northern Quebec Power qui, à l'arrivée de l'Union nationale au pouvoir en 1936, vendait le pouvoir \$50, \$55 et \$60 le cheval-vapeur aux compagnies minières. Le gouvernement a défendu à la compagnie de lier les compagnies minières pour la durée de leur exploitation. Les taux ont été réduits. Aujourd'hui, à la nouvelle de l'établissement d'une centrale dans l'ouest de la province, on le vend \$40, et la Quebec Northern Power songe à réduire son prix à \$36, l'an prochain. La province, lorsque son système sera en marche, pourra vendre l'électricité \$25 le cheval-vapeur, ce qui aidera à accentuer davantage le développement minier de cette région.

Le gouvernement a choisi de procéder doucement et avec prudence, en ce qui concerne l'électricité, afin de ne pas risquer une aventure semblable à celle que connaît l'Ontario. Il se fait actuellement un fort mouvement d'opinion pour changer le système actuel pour un système de 60 cycles, ce qui coûtera à l'Ontario au-delà de \$350,000,000, selon M. Gaby, un expert en génie

électrique. Pour éviter pareilles dépenses, il faut étudier profondément le problème. Si nos adversaires ne le savent pas, qu'ils commencent donc par aller à l'école.

J'en reviens à la question de l'achat de la Beauharnois. Quand il a été question entre le premier ministre et le député de Québec-Centre de l'entrée de celui-ci dans le cabinet ou d'une position dans l'administration, le 25 août 1937, le député de Québec-Centre mit le couteau sur la gorge du premier ministre, disant qu'il ne voulait rien autre chose que l'achat immédiat de la Beauharnois. La Beauharnois, sait-on ce que cela représentait? Il en avait coûté \$410,000,000 pour l'organiser.

M. Hamel (Québec-Centre): Je n'ai jamais dit cela.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je veux être juste. Mais pourquoi le député de Québec-Centre ne nous dit-il pas le montant des sommes qui ont été engagées? Je relisais hier le discours du député de Kamouraska (M. Chaloult) et j'y trouvais les éloges qu'il a faits du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Le député de Kamouraska souhaitait qu'il fût le grand champion de notre libération économique.

M. Chaloult (Kamouraska): Je soulève un point d'ordre. Le ministre me fait dire des paroles qui ne sont pas exactement les miennes. J'ai fait des éloges du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), mais je n'ai pas prononcé les paroles qu'il me fait dire. Il y avait des réserves.

L'honorable M. Gagnon (Matane) cite le texte du discours de M. Chaloult publié dans les journaux: "Un jour, nous avons vivement espéré en lui, lorsque, dans un geste noble, nous l'avons vu quitter son fauteuil présidentiel, enlever ses gants et descendre résolument dans la mêlée pour y revendiquer avec une admirable crânerie le droit du Canadien français contre le trust oppresseur. Ce jour-là, nous nous sommes sérieusement demandé si M. l'Orateur d'alors ne deviendrait pas, avec le député de Québec-Centre (M. Hamel) un de nos libérateurs. Une éclipse... Nous n'en voulons pas connaître la cause. Ces phénomènes sont naturels... et trop fréquents, chez les meilleurs, pour nous étonner. Nous ne sommes pas de ceux qui croient qu'un oubli d'un moment doive ternir une carrière. Mais combien ne serait-il pas plus heureux, M. l'Orateur, si, avec ses petits fils, tous les

descendants de ce peuple, qu'il aime après tout, puisqu'il est le sien, pouvaient s'écrier en contemplant son portrait: "C'est lui qui nous a affranchi de la dictature économique!" Il est encore jeune, le chef de l'opposition libérale, il paraît plein de santé, pourquoi cette œuvre salutaire ne le tenterait-elle plus? S'il voulait la continuer, nous l'aiderions dans toute la mesure de nos forces."

Le député de Kamouraska est le disciple le plus fidèle du député de Québec-Centre (M. Hamel), celui qui est chargé de rapprocher les groupements épars de l'opposition, particulièrement les libéraux.

Il est important que le peuple sache que les nouveaux pontifes de l'électricité ne s'accordent pas au sujet de la Beauharnois. Citons, en entier, un long article publié par M. Bouchard dans *En avant*. L'article s'intitule "*Ne soyons pas des dupes*." "*L'expropriation de la Beauharnois, un piège*", a écrit M. Bouchard en sous-titre:

"Quand le docteur Hamel a parlé de l'expropriation de la Beauharnois Power Corporation, il n'a sans doute pas eu en vue de servir les intérêts du trust de l'électricité. Ceux qui lui ont suggéré cette mesure ne sont certainement pas de la même mentalité du député de Québec-Centre.

"La rumeur veut qu'un des plus actifs partisans de cette expropriation soit un des principaux intéressés à la valorisation du capital de cette grande organisation hydroélectrique; ce monsieur, en apparence un des pires ennemis du trust de l'électricité, mais en réalité, un spéculateur voulant se tirer d'un mauvais pas, serait le détenteur de valeurs se chiffrant dans les sept ou huit cent mille dollars qu'il aurait transportées aux banques en garantie collatérale. Il est clair que, si le gouvernement décrétait l'expropriation forcée de la compagnie géante, les valeurs de la Beauharnois monteraient considérablement de prix. Jamais, en effet, le prix courant consenti par les arbitres pour les exploitations expropriées par un gouvernement quelconque n'a été favorable aux intérêts privés. Dans notre province, comme un peu partout ailleurs, l'expropriation pour cause d'utilité publique par nos administrations gouvernementales ou municipales est toujours une bénédiction pour les expropriés.

"On sait le prix formidable qui a été attribué aux biens de la Montréal Tramways, lorsque cette évaluation a été confiée aux soins d'arbitres experts. On sait aussi ce qu'ont coûté les grandes expropriations de la ville de Montréal, expropriations qui ont fait la fortune des individus au grand dam des finances de la métropole.

"Qu'est-ce que vaut actuellement la grande entreprise de la Beauharnois? On pourra se faire une idée du délabrement de ses finances en parcourant le rapport annuel de cette corporation qui sera livré à la publicité dans quatre ou cinq jours.

"La grande presse pour préparer les esprits des intéressés, qui croyaient avoir trouvé un nouveau pactole quand ils ont placé une partie de leurs fonds dans cette centrale géante alors qu'ils n'ont investi leurs fonds que dans une entreprise extra hasardeuse ayant mal tourné, a publié ces jours-ci un résumé du document qui sera servi aux actionnaires prochainement.

"En 1935, après n'avoir payé au fonds de dépréciation la somme de \$545,795 alors disponible pour cette fin, la compagnie a réalisé un revenu net de \$2,303,507. En 1936, ce revenu net sera diminué à \$1,100,000, mais sans tenir compte de la dépréciation de l'amortissement. La compagnie ne paiera sur les débentures-revenu portant première hypothèque que 3½ % alors que l'intérêt régulier est de 5½ %. Le paiement de cet intérêt-dividende occasionnera un déficit de quelque \$25,000, et rien ne pourra être attribué aux comptes de dépréciation ni d'amortissement.

"L'effet de l'annulation des contrats avec la Commission hydroélectrique d'Ontario a été de couper en deux le revenu net de la compagnie.

"Il n'est pas étonnant que les spéculateurs qui sont intéressés à renflouer les valeurs qu'ils détiennent tâchent d'induire le gouvernement à exproprier les usines pour sauver leurs placements aventureux. Mais, pour en arriver là, il ne faut pas suivre des chemins droits; il faut passer par des sentiers détournés.

"On connaît le sentiment du peuple contre les trusts; pour faire réussir le coup, il faut mettre le public sous l'impression que l'expropriation de la Beauharnois serait un moyen de punir cette grande corporation pour les méfaits commis par ceux qui l'ont organisée.

"Exproprier la Beauharnois, ce serait en réalité aider ceux qui sont porteurs de ses valeurs à se tirer du mauvais pas dans lequel ils se sont placés eux-mêmes par leur propre cupidité, quand ils sont des promoteurs originaires, et par leur propre erreur de jugement s'ils sont des placeurs de fonds qui ont été étrangers à l'organisation de cette corporation.

"La situation actuelle de la compagnie est désespérante pour le moins. L'avenir qui lui est réservé ne paraît guère plus encourageant.

"Que diable le gouvernement irait-il faire dans cette galère?

"Je ne suis pas le seul à penser que la Beauharnois Corporation ne pourra pas joindre les deux bouts de ses finances avant de nombreuses années, et je me permettrai de mentionner l'opinion de celui qui a préparé le résumé préliminaire du rapport de 1936 pour la grande presse financière. Voilà un témoignage qu'on ne dira pas dicté par le préjugé."

Je cite la traduction du texte paru dans la *Gazette* de Montréal:

"En ce qui concerne le succès de la compagnie dans son procès contre la Commission hydroélectrique d'Ontario, on peut difficilement dire que le résultat pratique peut être en quoi que ce soit profitable à la Beauharnois, parce que M. Hepburn, le premier ministre, a déclaré que toute autre transaction serait mise de côté pour permettre de soumettre et de faire adopter des mesures qui rendront nul tout jugement du Conseil privé qui pourrait être favorable aux compagnies. En outre, un officier de l'exécutif de la Beauharnois déclare qu'il n'espère même guère qu'on puisse en arriver à une entente qui signifierait une restauration partielle des anciens contrats. Il fait remarquer que les officiers de la Commission hydroélectrique ont déclaré, et que M. Hepburn a confirmé, qu'Ontario a maintenant tout le pouvoir dont elle a besoin. Quand le premier ministre a publié une déclaration il y a quelques semaines à l'effet qu'il était disposé à renouveler ses négociations avec les compagnies d'utilité publique, le représentant des compagnies en question a cherché immédiatement à organiser une conférence préliminaire, mais il n'a pas réussi à le faire et il n'a plus entendu parler de rien depuis."

Le résumé continue pour expliquer que la Beauharnois pourra compter sur un revenu accru de \$365,000 qui lui proviendra d'un nouveau contrat avec la Montreal Power, mais il conclut en disant:

"Cela sera loin de permettre à la compagnie de rencontrer ses intérêts sur ses débentures de première hypothèque, même sans faire aucune provision pour pourvoir à la dépréciation.

"Comme on le voit, la situation de la Beauharnois est loin d'être rose et il est étrange que l'on ait suggéré dans de pareilles conditions d'en faire l'expropriation par le gouvernement provincial.

"Ceux qui ne se rendent pas compte qu'il y a anguille sous roche manquent évidemment de flair.

"Si le gouvernement décide d'exproprier la Beauharnois, il devra nommer des arbitres. Quand les arbitres auront décidé du prix, le peuple devra le payer quel qu'il soit.

"Baptiste Canayen, attention à ton gousset!

"Que ceux qui sont pris dans la Beauharnois pour des centaines de mille dollars se débattent comme ils l'entendront: la province ne doit pas se ruiner pour les sauver.

"On veut de l'énergie électrique pour faire concurrence: nous en sommes, mais qu'on la produise en utilisant les chutes et le pouvoir qui appartient au domaine public. Le cheval-vapeur ne nous coûtera alors que ce qu'il vaut, et nous pourrions vendre le courant à des prix qui rétabliront l'électricité à bon marché que tout le monde réclame avec tant d'insistance pour faire cesser l'exploitation dont nous avons été jusqu'ici l'objet, particulièrement de la part de ceux qui se sont pris au piège de la Beauharnois qu'ils avaient tendu contre les autres.

"Damien Bouchard"²

Cet article est une formidable décapitation du système préconisé par le député de Québec-Centre (M. Hamel). Alors que le député de Québec-Centre faisait de l'expropriation de la Beauharnois une condition de sa fidélité à l'Union nationale, le chef de l'opposition a écrit que l'expropriation servirait surtout les directeurs de cette entreprise qui voudraient voir revaloriser leur valeur! Le député de Saint-Hyacinthe met le gouvernement en garde contre l'achat de la Beauharnois. Il écrit que l'expropriation constituerait une folie! Je le remercie du conseil qu'il donnait au gouvernement.

Le député de Saint-Hyacinthe a eu du flair. Il n'a pas voulu lancer de nouveau son parti dans la vallée de l'humiliation. Au lieu de donner des conseils au gouvernement, le député de Saint-Hyacinthe serait mieux de tenter de convertir son nouvel allié, le député de Québec-Centre à son idée.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'y a rien à retrancher dans cet article.

L'honorable M. Gagnon (Matane): C'est dû à la Beauharnois si le parti du chef de l'opposition est tombé dans la vallée de l'humiliation. Le député de Québec-Centre, lui, veut acheter la Beauharnois.

M. Hamel (Québec-Centre): Est-ce que le député de Matane se souvient des paroles de son chef, M. Bennett, lors de l'enquête de la Beauharnois? Bennett n'avait-il pas déjà préconisé l'expropriation³ de la Beauharnois à la Chambre des communes?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je suis bien à l'aise pour dire qu'il y a belle lurette que M. Bennett n'est plus mon chef. Je me suis séparé de lui à trois reprises et, une fois, entre autres, je l'ai même dénoncé aux Communes sur la question du bilinguisme, ce qui m'a valu dans le temps les éloges du député de Québec-Centre. Mon chef et mon seul chef, c'est le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), le chef de l'Union nationale, le premier ministre de la province de Québec.

(Applaudissements)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand le coq eut chanté pour la troisième fois...

(Rires)

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je suggérerais au député de Québec-Centre (M. Hamel), au député de Saint-Hyacinthe et aux gens de l'opposition de n'avoir eux aussi qu'un seul chef; cela serait peut-être mieux dans l'opposition.

(Prenant la défense des membres de la Régie provinciale de l'électricité) Je trouve pénible, dit-il, de voir que nos techniciens soient toujours en butte aux insinuations. On parle de former des compétences canadiennes-françaises, et lorsqu'elles sont engagées, on les traite de voleurs.

J'ai, poursuit-il, traité longuement cette question de l'électricité pour répondre à ceux qui prétendent que le gouvernement est l'esclave des trusts.

Le député de Kamouraska (M. Chaloult) a prétendu l'autre jour que le peuple canadien-français était asservi et que rien de fondamental n'avait été fait depuis deux ans sous le gouvernement Duplessis pour le libérer. Il ne faut pas s'étonner de cette déclaration due à l'enthousiasme de la jeunesse chez un orateur d'inexpérience.

(Faisant un sombre tableau de la situation de la province lorsque l'Union nationale prit le pouvoir) Lorsque le gouvernement actuel a pris le pouvoir, la province était endettée pour plus de \$32,000,000⁴ aux petits commerçants et aux petits industriels, l'agriculture était dans le marasme, des milliers de chômeurs ne pouvaient trouver de l'emploi. Le nouveau gouvernement a travaillé ferme à donner une nouvelle impulsion à la barque, afin de conduire notre province à bon port.

Au nom de la province et de mon chef qui se dépense sans compter pour sa province, je relève le défi. Je dis qu'il s'est fait quelque chose de fondamental depuis deux ans et demi et je vais le prouver. Le gouvernement a relevé l'agriculture

grâce au prêt agricole. Cette loi s'adresse à la classe principale de la nation. Le gouvernement a rétabli l'équilibre entre les villes et les campagnes et aidé, de toute façon, l'agriculteur.

Dans deux ans, dans cinq ans et même 10 ans, nous ne prétendons pas pouvoir changer radicalement notre système économique actuel, mais nous travaillons à son redressement; comme le peuple le veut, nous donnons à tous les domaines de l'activité une orientation vers un nouvel ordre économique.

De par le crédit rural, l'agriculture fut assurée d'un meilleur équilibre et de plus de stabilité. À ceux qui prétendent que le peuple Canadien français est asservi, je répondrai qu'il y a au moins 20,000⁵ cultivateurs qui sont libres sur leurs terres, que nous les avons dégagés de leurs dettes et qu'ils peuvent vivre en paix. Ces cultivateurs furent rendus libres de respirer l'air dans les champs, leur permettant de laisser à leur fils la terre ancestrale. L'Union nationale restitue toute sa dignité à l'agriculteur.

C'est une œuvre fondamentale qu'a accomplie la politique de colonisation du gouvernement. Il rappelle le discours prononcé par l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger). En deux ans, le gouvernement a sorti 12,000 familles, comprenant plus de 60,000 personnes, de l'atmosphère enfiévrée des villes pour les établir dans nos belles campagnes et continuer la vocation paysanne de notre race.

Je félicite en passant M. Laurent Barré, député de Rouville, un homme indépendant, dit-il, qui a voté contre tous les gouvernements, un homme qui n'a pas une indépendance à base de déception, mais à base de sincérité. Le député de Rouville a rendu hommage au gouvernement pour sa politique d'améliorer l'enseignement agricole.

Une floraison de maisons d'enseignement a été créée pour aider les jeunes à se trouver des carrières. L'enseignement agricole, à cause de l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault), l'enseignement minier et l'enseignement de la technique de la pêche ont reçu de la part du gouvernement une orientation pratique et scientifique qui produira bientôt ses résultats. Je rappelle, dit-il, la création de 20 écoles d'agriculture et l'augmentation des octrois à l'École forestière pour créer des compétences dans ce domaine. Des centaines de jeunes hommes ont été en mesure de se qualifier dans le secteur du bois.

(Parlant du merveilleux développement de l'industrie minière et de l'application d'une politique rationnelle pour assurer cet essor) Dans l'industrie

minière, il y a eu beaucoup d'améliorations grâce à la coopération d'Ottawa, dont la construction des routes. Une aide efficace a été apportée à l'enseignement à ces divers degrés à l'initiative de l'administration provinciale. L'ancien régime pratiquait une politique de laisser-faire, la nouvelle administration pratique l'action. Dès notre arrivée au pouvoir, nous avons créé 30 bourses d'études et ce nombre vient d'être porté à 60. Nous avons accordé \$100,000 par année pour permettre à l'Université Laval de fonder une École des mines; cette école sera ouverte au cours de la présente année. Nous avons acheté une mine-école dans le Témiscamingue où se trouvent actuellement 65 jeunes gens qui suivent des cours d'entraînement.

Le gouvernement favorise particulièrement la formation minière pour permettre aux nôtres de prendre leur part dans l'exploitation des mines. De \$39,141,734 qu'elle était en 1936, elle s'élève en 1938 à \$65,080,194⁶, et actuellement à près de \$70,000,000, après deux ans seulement d'administration. L'agriculture, l'industrie principale de la province, a connu en 1938 une production évaluée à seulement \$81,000,000, ce qui signifie que l'industrie minière a rapidement rejoint l'industrie agricole et qu'elle pourrait prendre sa place dans un avenir rapproché.

Quinze élèves de la mine-école ont été placés à date dans les entreprises minières. Quand nous parlons aux propriétaires de mines, nous ne mettons pas de gants blancs. À la demande du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), nous avons obtenu d'eux l'assurance que tous nos élèves seraient placés par l'industrie. N'est-ce pas là une œuvre fondamentale? Le gouvernement a été accusé de faire des extravagances en regard de ces nouveaux développements, mais tout cet argent a servi à aider les classes de la société négligées par l'ancien régime.

Une École d'art et de métiers, grâce à l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette), a été fondée à Rouyn pour former des techniciens de l'industrie minière. (Faisant une brève revue des œuvres du gouvernement en matière d'éducation) Le gouvernement, dit-il, par l'entremise du premier ministre, présentera à cette session une loi salvatrice pour mettre sur pied l'Université de Montréal. Des millions seront accordés à cette fin. En leur disant: "Voici l'argent dont vous avez besoin", c'est ainsi que le gouvernement assurera l'avenir de l'Université de Montréal. En aidant financièrement les universités, le premier ministre prouve une fois de plus que le gouvernement est présent et qu'il respecte ses obligations envers chacun.

De nouvelles sommes seront votées pour la création de quatre nouvelles écoles d'agriculture et de l'École supérieure des pêcheries de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. L'École des pêcheries a été établie sur des bases scientifiques et expérimentales par le gouvernement au cours de la dernière année. Nous allons faire de nouveaux sacrifices pour améliorer encore cette École. Il parle des bons résultats de l'École des pêcheries et lit une lettre provenant d'un expert danois félicitant le gouvernement au sujet des améliorations apportées aux pêcheries de la Gaspésie. C'est un encouragement, dit-il, mais tout est à refaire dans le domaine des pêcheries. Il s'agit là comme ailleurs de moderniser les méthodes et d'orienter la pêche sur une base rationnelle et expérimentale.

Il rappelle les initiatives prises par le département des Pêcheries. Les marsouins, raconte-t-il, devaient toute la morue. Il eût été impossible d'employer les électeurs de Saint-Hyacinthe pour faire la chasse aux marsouins⁷. Heureusement que les techniciens du département ont découvert que les pêcheurs n'avaient qu'à pêcher plus au large du fleuve. Depuis ce temps, la morue est plus abondante que jamais. Et surtout, heureusement pour les électeurs de Saint-Hyacinthe.

Il lance une attaque cinglante contre les tactiques de l'opposition, qui sont de nature à semer la discorde et la haine au Québec. C'est mal servir sa race que d'inspirer de la haine à la jeunesse, en lui montrant les richesses naturelles du pays pour lui dire que tout est à elle. Mais un gouvernement fait quelque chose de fondamental quand il a le courage de dire aux maisons d'éducation de réformer leurs méthodes d'enseignement, de se moderniser. C'est une œuvre fondamentale de réformer l'enseignement, non en critiquant ceux qui le dirigent et qui se sont dévoués depuis tant d'années, mais en les aidant.

Y a-t-il un gouvernement qui a montré plus de sollicitude pour la jeunesse ou un gouvernement qui a mieux compris que son devoir est de préparer l'avenir?

(Applaudissements)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce que le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) est toujours pour les discours de 40 minutes comme hier soir?

(Rires)

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je ne croyais pas que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) pouvait être dérangé de son sommeil à

ce point. Si on ne m'avait pas interrompu si souvent, il y a longtemps que j'aurais fini.

La province de Québec sera invitée bientôt à la conférence interprovinciale où seront discutées les conclusions de la commission Rowell⁸ Sirois sur les droits et pouvoirs des gouvernements provinciaux et fédéral. Parlant du projet de conférence fédérale-provinciale, le premier ministre s'est toujours fait le champion de l'autonomie provinciale. Je suis heureux de dire que le premier ministre Duplessis a fort probablement exprimé l'opinion de la province, sans égard à l'appartenance politique, mais certainement l'opinion de l'Union nationale, lorsqu'il a abordé le problème. Nous appuyons tous le premier ministre dans cette cause. Nous sommes en faveur d'un rajustement favorable du pouvoir des autorités fédérales et provinciales.

Quand nous discuterons les rajustements de pouvoir, les gens d'Ottawa trouveront des hommes bien disposés à s'entendre, mais décidés également à sauvegarder l'autonomie de notre province et les droits des leurs. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire à certains politiciens fédéraux, la fleur de l'unité canadienne, vous ne la ferez pas fleurir sur le tombeau de notre particularisme et de notre tradition française. Cette unité canadienne se fera avec Québec, mais non sans Québec.

On a parlé tout à l'heure de mes attaches politiques et j'ai répondu. Ceux qui voudront nous barrer le chemin nous trouveront sur leur passage. Je peux ajouter: aux bleus comme aux rouges d'Ottawa, qui tenteront de vous mettre en travers de l'autonomie du Québec, vous ne passerez pas. Vous ne passerez pas, même s'il fallait se servir de vos fameuses mitrailleuses Bren⁹ nées dans le scandale¹⁰.

(Applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): C'est un grand effort, un effort digne d'une meilleure cause.

M. Barré (Rouville) se lève.

M. Bastien (Berthier) se lève.

Des députés ministériels: Barré! Barré!

Des députés de l'opposition: Bastien! Bastien!

M. l'Orateur: La parole est au député de Berthier (M. Bastien).

M. Barré (Rouville): Il était entendu que je parlerais d'abord.

M. Bastien (Berthier): Pardon. Avec qui était-ce entendu? Je ne suis pas au courant de cet arrangement.

M. Barré (Rouville): Je regrette que le chef de l'opposition ne soit pas là. Avant la séance, je lui ai demandé s'il y aurait un amendement à l'adresse; il m'a répondu affirmativement. J'ai alors dit au chef de l'opposition: "Je suppose que l'amendement sera proposé par le député de Berthier (M. Bastien). J'ai quelque chose à dire, ce ne sera pas long. Si vous voulez bien me laisser parler avant que l'amendement soit proposé." Le chef de l'opposition m'a dit qu'il en parlerait au député de Berthier (M. Bastien)...

(Condescendant) Je vais tout de même laisser parler le député de Berthier (M. Bastien). Je veux qu'il soit bien compris que j'aurai l'avantage de parler sur son amendement, si c'est l'intention de la gauche d'en proposer un immédiatement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu un tel arrangement. La semaine dernière, il avait été compris que le débat sur l'adresse devait se terminer hier. Je comprends que le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) avait des choses très intéressantes à dire à la Chambre. J'ai dit au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) que le député de Rouville (M. Barré) devait parler et que je ne voudrais pas qu'on l'oblige à se borner à parler de l'amendement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le ministre des Mines et Pêcheries parle depuis cinq heures, hier après-midi.

M. Tardif (Frontenac): Il dit quelque chose, lui.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Bastien (Berthier): M. l'Orateur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas d'applaudissements pour le député de Berthier?

(Rires et applaudissements à gauche)

M. Bastien (Berthier): C'est la première fois depuis trois ans que le premier ministre est aimable pour moi et je l'en remercie.

J'ai eu l'avantage d'écouter le discours de l'honorable secrétaire de la province (M. Paquette).

Une grande partie de ce discours a été consacrée aux louanges d'une œuvre libérale: "Les unités sanitaires." Il a dû mécontenter quelques-uns des députés de l'Union nationale qui ont d'abord été franchement hostiles, jadis, à cette œuvre humanitaire.

Quant aux salaires des institutrices rurales, le ministre a été injuste à l'égard des commissions scolaires. Ce n'est que durant la crise que ces commissions ont baissé le salaire de leurs employés. Avant l'année 1932, la très grande majorité de nos municipalités de campagne payait leurs institutrices au moins \$300 par année.

Le secrétaire de la province n'a pas dit un mot du problème de l'Université de Montréal. Aurait-il été avisé par le premier ministre de ne rien dire? Ou craignait-il qu'on lui rappelle sa fameuse déclaration dans laquelle il disait que la construction de l'Université de Montréal était un monument à la sottise et à la bêtise humaine? Je suis plutôt porté à croire que le premier ministre veut garder pour lui-même tout le crédit de ce qu'il se propose de faire pour l'université de la métropole.

Le long discours du ministre des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Casgrain) n'est qu'une incroyable série de contradictions, de démentis et de désaveux, en son nom et au nom du gouvernement dont il fait partie. L'écart entre sa description et le programme de l'Union nationale de 1935 et de 1936 est particulièrement déplorable.

Il a énuméré une longue liste d'incidents et de déclarations visant à prouver que le ministre et le premier ministre ont tous deux fait face à de nombreux changements d'idées aux répercussions considérables au cours des deux ans et demi pendant lesquels leur parti a été au pouvoir.

Je relève en particulier, dit-il, l'affirmation du ministre des Mines et des Pêcheries à l'effet que certains taux sont plus élevés en Ontario et j'observe que c'est une curieuse façon de combattre les trusts que de prendre leur défense.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le député de Berthier prétend que j'ai dit que les trusts donnent satisfaction au peuple. Je proteste...

M. Bastien (Berthier): Le ministre des Mines et Pêcheries a dit que les taux de l'électricité sont moins élevés à Montréal qu'à Ottawa.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je n'ai jamais dit ça. J'ai dit que, pour le service domiciliaire, pour ceux qui utilisent moins de 15 kilowatts-heure, les taux sont moins élevés à

Québec et à Montréal qu'ils ne le sont à Toronto. Je n'ai pas voulu par là prendre la défense des compagnies privées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il me semble qu'il est permis de différer d'opinion sur une question avec quelqu'un sans dire que son adversaire est l'ami des trusts. Je dois déclarer que nous sommes contre tous les monopoles. S'il y a un monopole qui n'existe pas, c'est bien le monopole de l'électricité chez l'opposition. C'est indigne de l'opposition de faire des insinuations de la sorte. À entendre nos amis de la gauche, on serait porté à croire qu'ils ont le monopole de l'honnêteté.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre n'a pas le droit de parler de monopole de l'honnêteté.

M. l'Orateur (M. Trudel): Je rejette le point d'ordre du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre a-t-il peur que l'on rappelle sa lettre signée au député de Québec-Centre (M. Hamel) en 1935?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons établi une centrale à l'endroit le plus stratégique de la province. J'ai bien du respect pour Montréal et pour Québec. Mais ces deux grandes villes ne constituent pas toute la province de Québec. Dans cette question d'électricité, nous procédons avec prudence.

M. Bastien (Berthier): Le chef du gouvernement est injuste pour les membres du Parti national. Le premier ministre a déclaré la semaine dernière que le député de Québec-Centre (M. Hamel) n'avait pas assez de jugement pour faire partie du ministère. Le premier ministre n'a pas toujours ainsi répudié ces gens-là, par exemple, lors des campagnes de 1935 et de 1936.

Lors de leurs discours, les membres du Parti national ont donné les raisons pour lesquelles ils ont retiré leur confiance au ministère. D'autre part, le premier ministre a riposté en disant: "J'ai considéré que le député de Québec-Centre n'avait pas le jugement nécessaire pour faire partie de mon cabinet." En présence de ces déclarations, l'Orateur de la Chambre s'est montré fort embarrassé et a exprimé sa surprise en disant: "Quelqu'un ne dit pas la vérité."

Afin d'aider ceux qui recherchent la vérité dans cette affaire, et ils sont nombreux dans la

province, je rappellerai d'abord ce que disait le premier ministre du député de Québec-Centre en novembre 1935 dans une assemblée tenue au Manège militaire de Québec. Je cite *L'Action catholique* rapportant les paroles du chef de l'opposition du temps: "Je salue le Dr Hamel, un chevalier sans peur et sans reproches qui saura rallier la majorité des suffrages des électeurs de Québec-Centre. Je salue aussi le maire distingué de Québec, M. Grégoire qui est appelé à jouer un rôle considérable sur la scène provinciale."

Voici ce que rapporte le *Devoir* lors d'une réception faite en l'honneur du premier ministre chez Kerrulu, au mois d'avril 1936. "M. Duplessis fait l'éloge du Dr Hamel, du maire Grégoire et de M. Bertrand." Un mois plus tard, dans une assemblée de protestation à la gare du palais, le chef de l'opposition du temps s'est écrié d'après *Le Devoir*: "Nous avons avec nous le sentiment populaire personnifié par les Drouin, les Hamel, les Grégoire et les Bertrand."

L'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) est allé lui aussi de son petit compliment lors de cette réunion. D'après *Le Devoir*, il aurait dit: "M. Lacroix se méprend dans cette affirmation parce que MM. Hamel, Grégoire et Drouin ne sont pas des hommes à se cacher pour agir."

Celui qui passera à l'histoire comme un modèle de sincérité et de logique, c'est le député de Bellechasse (M. Boiteau). Tout le monde se rappelle facilement ce qu'il a dit de Bourassa et de Lavergne dans cette Chambre, la semaine dernière. Voici ce qu'il disait au mois d'août 1936 parlant aux électeurs de Montmagny, en faveur de M. Grégoire. Je cite *Le Devoir*: "Les gens de ce comté se doivent de le réélire." Il évoqua la mémoire du valeureux lutteur, le grand Armand Lavergne et dit que M. Grégoire est digne de ce grand champion de la race canadienne-française.

M. Boiteau (Bellechasse): Le député me permettra-t-il une question, une observation?

M. Bastien (Berthier): C'est inutile. Ce que je dis là, ce ne sont pas des paroles en l'air. Je lis vos déclarations telles que rapportées par *Le Devoir* et je les compare à celles que vous avez faites la semaine dernière. Ça fait trois fois que j'essaie de prononcer mon discours, j'espère au moins qu'on va me laisser parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Bellechasse a le droit de faire une

rectification si on lui prête des paroles qu'il n'a pas prononcées.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'a pas demandé à faire une rectification, il a demandé de poser une question.

M. Boiteau (Bellechasse): J'ai demandé à faire une rectification.

M. Bastien (Berthier): Il ne peut y avoir de rectifications sauf si vous voulez contredire les comptes rendus du *Devoir*.

M. Boiteau (Bellechasse): J'aurai l'occasion de revenir là-dessus.

M. Bastien (Berthier): (Narquois) Vous réalisez maintenant? Le député de Bellechasse (M. Boiteau) n'est plus ce qu'il était autrefois. Il réalise. Autrefois, il faisait de beaux rêves. Les paroles s'envolent mais les écrits restent.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les paroles s'envolent et l'ancien régime volait.

M. Bastien (Berthier): Tous les journaux au service du chef de l'opposition du temps faisaient les plus grands éloges à cette époque des députés du Parti national. L'illustration disait du député de Montmagny (M. Grégoire): "que des patriotes l'avaient tiré malgré lui de ses fonctions de professeur pour le faire coopérer au salut de sa race et de sa province".

Voici ce que *Le Journal* de Québec disait du député de Québec-Centre le 1^{er} août 1936: "Aujourd'hui, M. Hamel est accueilli partout comme un libérateur. Le peuple lui tient compte de la tâche gigantesque qu'il a accomplie et rend hommage à sa clairvoyance et à son patriotisme. Les déclarations du chef de l'Union nationale et de ses journaux prouvent qu'il a d'abord pensé à gagner les élections en se servant de ses alliés et qu'ensuite il les relègue dans l'ombre, afin de ne pas être obligé de mettre à exécution le programme que l'Union nationale avait d'abord tracé.

Le premier ministre disait que l'opinion publique était derrière MM. Hamel, Drouin et Grégoire. Tous les journaux au service du chef de l'opposition étaient unanimes à faire les plus grands éloges de ces députés. On s'est tout simplement servi d'eux pour gagner les élections. Aujourd'hui, on les dédaigne. On veut les ruiner dans l'opinion publique.

Le proposeur et le second de l'adresse ont rempli une tâche ingrate: ils avaient à commenter une pièce de rhétorique et, comme ils sont tous deux d'excellents rhétoriciens, ils s'en sont tirés convenablement et il convient de les féliciter.

Le premier ministre n'a pas été aussi heureux dans son discours. Son devoir était de répondre au chef de l'opposition et de justifier la conduite de son gouvernement qui avait été attaqué par le chef de l'opposition avec des preuves irréfutables. Le premier ministre, en raison des événements survenus dans son propre parti, n'est pas en mesure de préparer quelque chose de nouveau. Le premier ministre, se sentant incapable de défendre les nombreuses bévues commises par son administration et incapable de se défendre contre les attaques du chef de l'opposition, a pris une tangente: il nous a réédité son discours de l'an dernier. Cette réédition n'a pas été heureuse; le premier ministre était nerveux. Il entrevoit le jour pénible où il sera obligé de rendre compte au peuple de son administration néfaste.

Comme il fallait s'y attendre, il nous a parlé des élections partielles qu'il a remportées. Le chef du gouvernement a la mémoire bien courte; il devrait se rappeler qu'en temps de crise, il est pratiquement impossible de remporter des élections partielles provinciales. Je ne voudrais pas lui faire de peine, mais il me permettra de lui rappeler que, quelques mois après son élection comme chef de l'opposition, en 1933, à la fameuse convention de Sherbrooke, nous l'avons battu dans Wolfe, et il n'a pas osé nous rencontrer dans les comtés de Nicolet et Jacques-Cartier où nos candidats furent élus par acclamation.

Le premier ministre n'a pas parlé des répercussions de l'élection de Camillien Houde comme maire de Montréal. Le premier ministre se vante de ses succès dans les élections partielles, mais il a été muet au sujet de l'élection à la mairie de Montréal où le candidat de l'Union nationale, qui avait toute la machine électorale du gouvernement pour l'aider, a été écrasé. Quelques autres amis de l'Union nationale, qui étaient appuyés par des membres du gouvernement, ont été aussi balayés dans cette lutte; tels que le député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle), Alderman George Layton, le frère de l'honorable député de Montréal-Saint-Georges (l'honorable M. Layton) ainsi que l'ami de cœur et bras droit du ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), M. Bellemare¹¹, dans Maisonneuve.

Le chef du gouvernement a assez d'expérience dans la politique pour savoir que, dans les comtés de Bagot et de Stanstead, ce n'est pas sa politique qui a prévalu, mais plutôt les promesses

qu'il a faites lui-même ainsi que ses ministres. De plus, le premier ministre n'a pas manqué de dire que son gouvernement était encore au pouvoir pour trois ans. Dans la division de Montréal-Saint-Louis à Montréal, la victoire minime du député actuel commence à être expliquée devant les tribunaux, et ce n'est que le début.

Le député de Bellechasse est le meilleur dans l'art de la contradiction.

M. Bastien (Berthier): Qu'on nous donne le temps. Nous allons prouver que le régime actuel n'est pas le pur régime qu'on veut représenter au peuple. Le premier ministre n'a pas un succès avec son administration. Il s'est passé certaines choses: il se commet des abus sous son régime. L'occasion viendra de montrer que c'est difficile de gouverner. L'opposition pourra faire des accusations, le temps venu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi pas tout de suite? Lorsqu'un député constate que l'intérêt de la province a été lésé, c'est à lui de le signaler s'il ne veut pas devenir complice des voleurs. Si le député de Berthier et le chef de l'opposition parlementaire ont des choses à révéler, qu'ils le fassent comme leur devoir le leur commande, et s'il y a des coupables je m'engage à les punir. Que l'on me donne des noms.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): (Moqueur)
En temps et lieu, en temps et lieu!

M. Hamel (Québec-Centre): (Moqueur) En temps et lieu, en temps et lieu!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'on veut ici faire allusion à l'enquête des comptes publics, elle aura lieu en temps et lieu, en effet, et l'on sera surpris de certaines révélations.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Comment se fait-il que le premier ministre nous a toujours refusé d'assigner des personnes de notre choix au comité des comptes publics? Nous voulons y aller devant ce comité, nous avons des preuves à faire, à démontrer. On ira peut-être ailleurs aussi, le premier ministre sera surpris.

Des députés ministériels: Avec quelle valise¹²⁷

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On sait bien où il va aller, lui, le chef de l'opposition. Je constate avec plaisir, M. l'Orateur, que le chef de

l'opposition dit qu'il veut l'enquête des comptes publics et s'empresse d'ajouter qu'il ira ailleurs. Ce sont des gens qui sont toujours prêts à partir.

(Rires)

Il y a une enquête des comptes publics et nous allons la continuer. C'est ici que se fera le procès de l'administration à laquelle le chef de l'opposition a appartenu et nous allons faire la lumière partout. On voudrait faire entendre des témoins à l'enquête des comptes publics, aux fins de détourner l'objet de cette enquête qui est le procès de l'ancien régime.

Lorsque nous aurons terminé ce procès, et nous en sommes encore loin tellement il y a matière à procès, nous ferons peut-être le procès dans d'autres domaines. Le député demande une enquête; mais, quand on la fait, il nous dit: "Parlez pas de ça! parlez d'autre chose!" On fait le jugement de l'ancien régime et nous allons terminer ce procès avant d'en commencer un autre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous n'en aurez pas le temps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes encore au pouvoir pour au moins 20 ans, surtout avec un chef de l'opposition comme le député de Saint-Hyacinthe.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ceci est contraire aux faits. Je n'ai pas besoin de conseils, particulièrement à ce sujet. Nous voulons que l'enquête se poursuive, nous l'avons demandé. En tout cas, on va avoir du plaisir avec la Dufresne Engineering et les contrats qu'ils ont reçus du gouvernement. Votre enquête, on va la faire avant les prochaines élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition dit qu'il va avoir du plaisir avec la Dufresne. Eh bien! Moi aussi, et grandement. Je vais lui dire tout de suite que je vais avoir encore plus de plaisir que lui. Mais j'avertis le chef de l'opposition en toute amitié, je l'avertis qu'il ne rira plus après quelque temps, lorsque l'on commencera l'enquête. Quant au député de Berthier qui nous parle de personnes coupables, d'abus, qu'il nous les nomme, nous allons les poursuivre.

M. Bastien (Berthier): C'est juste si nous sommes capables de parler en cette Chambre. Mon parti n'a jamais eu la chance de parler depuis 1936, ni au comité ni en Chambre. Depuis les dernières

élections, c'est la première année que l'Assemblée législative a un peu d'ordre. On nous interrompt à tout bout de champ. Il y a trois fois que je me lève pour parler sur l'adresse; ce n'est qu'aujourd'hui que j'ai pu obtenir la parole. On devrait au moins me laisser une chance aujourd'hui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond vivement que c'était exactement la même chose sous les libéraux, quand les membres de l'opposition étaient assaillis d'un seul bloc au moment de présenter leurs points de vue. Je dirai au député de Berthier que, l'autre jour, c'est le député de Saint-Hyacinthe qui a demandé d'ajourner aujourd'hui à 5 h 30 pour lui permettre de prendre son train. Ce n'est pas de notre faute si le député de Saint-Hyacinthe n'aime pas le député de Berthier. Il n'a pas voulu l'entendre (M. Bastien).

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est encore du burlesque cela, ce n'est pas un argument.

M. Bastien (Berthier): Des farces.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas faire des farces que de parler du député de Berthier.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre devrait craindre les personnes qui l'encensent, comme le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) l'a fait hier.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça arrive sur le nez, parfois, l'encensoir.

M. Bastien (Berthier): L'honorable ministre des Mines et Pêcheries a pris tout le temps qui aurait dû m'être alloué. Il s'est perdu d'ailleurs en considérations fort oiseuses. En parlant du premier ministre, il a dit des choses qu'il n'aurait pas dû dire. Il a déclaré, hier soir: "Regardez donc ce qu'ils disent de mon chef." Qu'avait-il besoin de parler des rumeurs voulant que son chef fût à Mastai? Il s'est délecté de lire dans les journaux¹³ toutes les qualifications et toutes les appréciations que l'on fait sur le gouvernement de l'Union nationale, avec une absence si remarquable de charité que l'on s'est demandé s'il ne faisait pas cela délibérément. Il a dit du premier ministre: "Quand il est parti pour l'Europe, les gens disaient ne pas savoir s'il allait revenir."

(Rires à gauche)

Il a même parlé d'un éminent prélat qui lui aurait annoncé une conspiration d'intérêts financiers contre le crédit de la province.

Savait-on dans cette Chambre, M. l'Orateur, que l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) pouvait peut-être dormir toute la journée pendant les séances? Non, personne ne le savait. Cependant, c'est l'honorable ministre des Mines et Pêcheries (M. Gagnon), qui a introduit le doute chez tous les députés qui ont tout à coup regardé le ministre de la Colonisation pour savoir si cela était vrai. Qu'avait-il besoin de nous révéler cela et de prendre le temps de la Chambre et l'argent de la province pour soumettre cette question aux députés: "Le ministre de la Colonisation dort-il ou ne dort-il pas?"

(Rires)

Des députés ministériels: Qui donc fait du burlesque?

M. Bastien (Berthier): Ah! Ces messieurs de la droite commencent à se rendre compte qu'ils perdent le sentiment de la faveur populaire.

Des députés ministériels protestent.

M. Bastien (Berthier): Pour ceux qui connaissent le caractère du premier ministre, son caractère d'irritabilité, car c'est un nerveux, le premier ministre...

(Rires)

...il n'est pas surprenant que l'honorable ministre des Mines et Pêcheries (M. Gagnon), lui ait décoché des flèches. L'honorable ministre des Mines et Pêcheries a faussement parlé des dettes de l'ancien régime et il a mentionné une somme de \$42,000,000. Ce n'est pourtant pas ce que dit son chef. Si l'honorable ministre lisait moins souvent *L'Attaque* et s'il lisait plutôt des discours de son chef, peut-être ne contredirait-il pas si souvent le premier ministre. Peut-être aussi serait-il procureur général, lorsque le premier ministre s'absente!

(Rires)

C'est \$26,000,000 que le premier ministre a dit que l'ancien régime devait aux banques; je m'en rapporte, précise-t-il, au rapport de l'auditeur de la province.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): À part des dettes non payées.

M. Bastien (Berthier): Toutefois, il y a des gens qui affirment qu'une grande partie de l'argent

emprunté a servi à payer les dettes de l'ancien régime. Parlez donc de vos dettes, de vos salaires en retard. Le montant total que le gouvernement Taschereau devait en 1936 s'élevait à \$26,000,000, et non \$42,000,000. C'est ce que l'honorable ministre des Mines et Pêcheries aurait dû dire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En plus des comptes de banque, il y avait, en 1936, aussi d'autres comptes dans d'autres banques.

M. Bastien (Berthier): Je suis prêt à additionner tous ces comptes et cela ne fera jamais le montant des dettes de votre gouvernement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Vous n'avez rien fait, vous autres. Vous ne payez pas vos dettes.

M. Bastien (Berthier): Non¹⁴, mais nous avons été assez fins dans le temps pour vous garder avec nous autres. L'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) était libéral dans ce temps-là.

(Rires)

Il y a toujours eu des rivalités entre le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) et l'honorable premier ministre. On se rappelle la grande convention conservatrice de Sherbrooke.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dirai au député de Berthier que la seule personne à qui j'ai jamais promis un portefeuille dans le cabinet d'Union nationale pour la première fois, c'est, et je l'ai dit à Matane, c'est à l'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon). Et une fois au pouvoir, c'est avec plaisir et confiance que je lui ai donné ce portefeuille.

M. Hamel (Québec-Centre): À ma suggestion, car j'en ai parlé avant vous.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Québec-Centre (M. Hamel) parle de suggestion. Le député de Québec-Centre m'avait suggéré qu'il voulait être ministre et je lui ai dit que je n'avais jamais pensé de le nommer.

Des députés de l'opposition: Ah! Ah! Ah!

M. Bastien (Berthier): Je vais laisser le ministre des Mines et Pêcheries pour m'occuper du premier ministre. Il en vaut la peine.

Je ne voudrais pas lui faire de peine, mais il me permettra de lui rappeler que quelques mois après son élection comme chef de l'opposition, à la fameuse convention de Sherbrooke, nous l'avons battu dans Wolfe, et il n'a même pas osé nous rencontrer dans les comtés de Nicolet et de Jacques-Cartier où nos candidats furent élus par acclamation. Nous avons élu nos hommes.

Des députés ministériels: Vous, on vous battrait.

M. Bastien (Berthier): Moi, je n'ai jamais eu la chance de me faire battre.

(Rires)

Je ne suis pas comme le premier ministre qui a été battu dans son comté de Trois-Rivières en 1923. Le premier ministre a passé proche de me battre en 1936, mais cela ne recommencera plus. Mon comté est plus libéral que jamais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, que le député démissionne et qu'il donne son comté à M. Godbout, nous allons le battre dans Berthier.

M. Bastien (Berthier): C'est un comté très sûr.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'il le donne à M. Godbout.

(Rires)

M. Bastien (Berthier): En élection complémentaire, le premier ministre prend toutes sortes de moyens.

De plus, le premier ministre n'a pas manqué de dire que son gouvernement était encore au pouvoir pour trois ans. Dans la division Montréal-Saint-Louis, à Montréal, la victoire minime du député actuel commença à être expliquée devant les tribunaux et ce n'est qu'un début.

La partialité et l'intérêt ont rendu tout à fait injuste le premier ministre à l'égard de l'adversaire du député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch). Dans Montréal-Saint-Louis, il a accusé le candidat libéral, M. Trépanier, un honnête homme qui appartient aux internationales. Le premier ministre a profité du fait que ce monsieur s'occupe d'organisation internationale pour le qualifier de communiste. D'après le raisonnement du chef du gouvernement, que faut-il penser de son adversaire, le député actuel de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch) lui-même, qui

est un des avocats des unions internationales? Encore tout dernièrement, il est venu discuter les intérêts de l'une de ces unions dans le bureau du premier ministre. Le nouveau député est aussi l'avocat de l'Amalgamated Clothing Workers of America.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): (Reprenant M. Bastien pour sa prononciation du mot "clothing") On dit "closing".

M. Bastien (Berthier): Je remarque que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bourque) ne parle pas le français, mais qu'il parle un excellent anglais.

(Rires)

C'est peut-être dans cette union que l'on trouve les éléments les plus avancés dans toutes les unions internationales de la province. Je pose la question à tous les gens désintéressés: est-il plus grave d'organiser des unions que de se faire payer pour les représenter ou les défendre?

En tout lieu et en toutes circonstances, le premier ministre essaie de faire croire qu'il possède le monopole de la catholicité, mais là où il excelle et essaie de paraître plus catholique que le pape, c'est en temps d'élection. Au cours de l'automne dernier, il y a eu un grand congrès eucharistique à la Nouvelle-Orléans; à cette occasion, les évêques américains ont donné des conseils aux ouvriers. Ils ne leur ont pas conseillé d'abandonner les unions internationales, loin de là; ils leur ont demandé de s'entendre afin de ne pas affaiblir leurs unions. Ces dignitaires de l'Église ajoutèrent que ces unions étaient la meilleure garantie pour la sécurité industrielle et pour la paix en général aux États-Unis.

Au chapitre de l'agriculture, le premier ministre a été bref dans son discours; il a bien fait d'agir ainsi, car il aurait été obligé d'avouer que l'honorable député de Portneuf (l'honorable M. Dussault), ministre comptable, et le député de Yamaska (l'honorable M. Élie), ministre sans portefeuille, les "nouveaux ministres de l'Agriculture", ont désorganisé ce département; ils ont supprimé certains des services les plus importants du ministère. La grande partie du budget voté à nos cultivateurs est dépensée en salaires.

D'excellentes activités que nous avions inaugurées ont été abolies; je citerai comme exemple le drainage des cours d'eau, petits et moyens, qui a été discontinué. Au cours de l'automne, ce département a annoncé que les octrois sur les engrais chimiques ne seraient plus payés. Le premier ministre nous a dit que son gouvernement

s'emploierait à faire baisser le prix sur ces engrais. C'est une tâche facile: le gouvernement n'en aura pas le mérite, car le gouvernement fédéral a baissé les droits fédéraux sur les fertilisants de la terre.

Un mot d'une œuvre agricole qui intéresse le comté que je représente. L'on se rappelle ce que le gouvernement actuel a fait à propos de la culture du tabac jaune. Excellente initiative commencée par les libéraux. Je crois de mon devoir de faire certaines représentations au gouvernement et au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) à ce sujet. Le gouvernement a poussé l'organisation d'une coopérative en forçant à en faire partie les cultivateurs qui désiraient avoir un octroi pour la construction de leurs séchoirs et de leurs serres. Le gouvernement a garanti un emprunt de \$100,000, me dit-on, fait pour construire un entrepôt et y installer certaines machineries. L'on m'informe que cet entrepôt et ces machineries installées ont été loués à l'Imperial Tobacco, le trust que la coopérative était destinée à combattre.

Cet automne, les membres de la coopérative apportèrent leur tabac à l'entrepôt et reçurent de quatre à cinq cents la livre meilleur marché que les producteurs indépendants.

Lors de la récolte, les représentants des compagnies intéressées à l'achat du tabac ont visité les champs et ont fait des prix assez élevés. Quand est venu le temps de la vente, seulement deux compagnies, l'Imperial Tobacco et la Rock City, ont fait quelques achats. Les autres compagnies semblent avoir été éloignées en vertu d'une entente existant entre les acheteurs. L'Imperial Tobacco a donc pu agir à sa fantaisie et payer ce qu'elle a voulu. La coopérative destinée à protéger les planteurs de tabac ne leur a donc été d'aucune utilité.

Je demanderais au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) d'éviter la publicité tapageuse qu'il fait faire pour chacune des prétendues innovations qu'il essaie d'accomplir. Au cours de l'été, les journaux nous ont annoncé que le ministère de l'Agriculture avait trouvé à Londres des débouchés pour les produits avicoles, en particulier celui des œufs. Toute cette belle publicité s'est bouclée par une dépense de 12 sous la douzaine que le ministère de l'Agriculture a été obligé de payer pour couvrir la différence entre les prix obtenus à Londres et ceux qu'on aurait réalisés sur les marchés locaux.

Le département de l'Agriculture ferait mieux de ne pas essayer d'épater les gens, mais de payer ses dettes. Plusieurs milliers de cultivateurs attendent encore les octrois sur les engrais chimiques achetés au printemps de 1938.

Afin d'atténuer cette désorganisation de l'agriculture, comme d'habitude, le chef du gouvernement a parlé longuement du prêt agricole. Il a exalté la satisfaction des 8,637 cultivateurs qui ont actuellement obtenu des emprunts de cet Office. Les montants cités par le ministre des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), au sujet des prêts agricoles, sont absolument erronés et grossièrement exagérés. Il a oublié de dire à la Chambre qu'actuellement il y a encore au-delà de 20,000 cultivateurs qui ont fait leur demande et qui attendent après la générosité du gouvernement à ce sujet.

Le premier ministre s'efforce tellement de faire croire à la population que le crédit agricole a sauvé la situation dans le Québec qu'il a été jusqu'à dire que les quelques milliers de prêts qui ont été accordés ont favorisé le placement de 100,000 jeunes gens sur des terres. Cette déclaration n'est pas sérieuse, elle est même ridicule, puisque le nombre total des cultivateurs de la province est d'environ 150,000.

Le premier ministre a fait quelques affirmations gratuites à l'égard du Parti libéral à ce sujet. Il a prétendu que l'opposition avait déclaré que \$27,000,000 pour le prêt agricole était trop d'argent pour les cultivateurs. Une fois de plus, il s'est trompé; ce ne sont pas les députés libéraux qui ont dit que cette somme était suffisante, c'est son trésorier (l'honorable M. Fisher) qui, l'an dernier, dans son discours du budget, a dit que la somme de \$25,000,000 devait être suffisante.

L'opposition libérale a voté en faveur du principe de la loi du crédit agricole; nous avons voté à l'unanimité tous les montants que la Chambre a demandés pour l'Office du prêt agricole. Lors de notre congrès, nous avons déclaré dans une résolution qui a été adoptée à l'unanimité que nous maintiendrions le crédit agricole provincial. De plus, le Parti libéral affirmait dans cette résolution qu'il rendrait encore plus accessible le prêt fédéral à notre classe agricole, dans le but d'aider les cultivateurs à obtenir des prêts et ensuite d'alléger le crédit de la province.

Le premier ministre essaie d'induire la Chambre et la population dans l'erreur quand il dit que nous avons condamné le crédit agricole. Ce que nous avons réprouvé, ce sont les abus qui ont été commis pour favoriser des amis politiques. Nous avons condamné le fait de distribuer \$400,000 dans l'un des plus petits comtés de la province, le comté de Bagot. Le député de ce comté ne le niera pas parce que, pendant la lutte, il a fait distribuer sous sa signature, une circulaire corroborant ce que j'avance.

Nous avons condamné la vente des lots à bois du député¹⁵ de Compton (M. Sherman) qui, par la suite, obtenait des prêts agricoles pour les nouveaux acquéreurs. Nous avons critiqué le prêt consenti à la famille Rioux mais, d'après les procès-verbaux, il est facile de prouver que nous avons toujours facilité le crédit à la classe agricole.

À de nombreuses occasions, dit-il, le premier ministre a refusé de répondre aux accusations faites par le chef de l'opposition et le ministre des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), par ses longues citations provenant de critiques publiées par plusieurs de ses collègues, les ridiculise en agissant ainsi.

À l'item de l'électricité, le premier ministre nous a louangé les futurs bienfaits de la centrale qu'il est à faire construire dans le Témiscamingue. Le premier ministre a fait tellement de promesses qu'il laisse de côté toutes celles qu'il a faites au cours des luttes de 1935 et 1936 pour accomplir des réalisations coûteuses qui ne lui ont jamais été demandées. Je ne me rappelle pas avoir entendu dire ou lu quelque part que les compagnies minières demandaient une semblable usine. Le gouvernement aurait fait une œuvre bien plus utile s'il avait accompli ses promesses des dernières luttes électorales à ce sujet.

Il avait promis l'électrification des campagnes dans toutes les parties de la province, en s'exprimant en ces termes: "Il y aura des octrois pour encourager l'électrification rurale. Il faut rendre la campagne attrayante. Il faut assurer aux cultivateurs un minimum dans le coût de production. Il faut aussi faciliter les moyens de production."

Depuis trois ans, rien n'a été fait pour réaliser ces promesses. Cependant, le gouvernement dépense des millions pour favoriser des compagnies minières au Témiscamingue, mais il a oublié la classe agricole.

Cette centrale est construite dans le seul but d'essayer d'amadouer la population, qui est contre le trust de l'électricité, spécialement ceux qui ont cru que le premier ministre respecterait l'engagement qu'il a signé au député de Québec-Centre (M. Hamel), engagement qui se lisait comme suit: "Qu'une concurrence d'État immédiate sera faite, en donnant à la Commission d'électricité le pouvoir et le droit d'acheter, de produire, de transmettre et de distribuer l'électricité." La population a compris à l'époque que le gouvernement ferait compétition aux trusts de l'électricité dans les grands centres.

Cette centrale électrique a été accueillie comme une farce. La réduction du taux d'électricité du gouvernement n'est pas justifiée, il y a de

nombreuses irrégularités dans les paiements censés être versés aux fermiers et aux colons et il y a encore beaucoup de gaspillage et d'extravagances, pour ne pas en dire plus, suite aux contrats importants que le gouvernement octroie sans faire d'appel d'offres. Ce qui a beaucoup plus alerté la population, c'est le contrat donné sans soumissions à la Dufresne Construction, ces pauvres gens de Yamachiche qui ont débuté si humblement, comme dirait le premier ministre, mais qui font de belles affaires depuis que le gouvernement de l'Union nationale est au pouvoir. Depuis l'action juridique qui leur a été intentée par un de leurs associés, nous savons maintenant qu'ils sont généreux, les jeunes gens de Yamachiche; ils paient bien... et souvent!

À propos d'industrie minière, le gouvernement se réclame de l'augmentation de la production de l'or et de l'augmentation des produits miniers en général. Ceux qui sont intéressés dans les mines prétendent, avec raison, que le gouvernement a nui au développement minier au lieu de l'aider. Ils nous informent que les prospecteurs désertent de plus en plus les régions minières, parce que les capitalistes investissent beaucoup moins de capitaux dans nos mines que par le passé, parce qu'ils craignent le bill no 5¹⁶ de la session de 1937, celui qui oblige les compagnies à s'incorporer dans la province de Québec.

Cette nouvelle loi est un véritable embargo sur le capital; nous sommes la seule province du dominion à avoir une loi semblable. De plus, cette loi viole une entente que nous avons avec la province l'Ontario. Cela, dit-il, nuit énormément à l'industrie minière. Le premier ministre a promis de l'amender et il n'a pas tenu sa promesse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le député est contre ce bill?

M. Bastien (Berthier): Oui, je suis contre, comme tous les gens de bon sens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et vous êtes en faveur de son rappel?

M. Bastien (Berthier): Oui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Alors, à la lumière de tout ceci, est-ce que mon honorable ami pourrait me dire si je ne dis pas la vérité lorsque j'affirme aujourd'hui qu'il a voté en faveur de cette loi lorsqu'elle a été acceptée en cette Chambre. Alors, pourquoi le député a-t-il voté pour?

M. Bastien (Berthier): Bien, oui, je l'ai fait, mais j'ai changé d'idée. Vote pour ou vote contre, est-ce que cela tient à quelque chose, dans cette Chambre où l'on procède de la manière la plus irrégulière qui soit, en dehors de tout règlement? On se sert de savates et de couverts de bureaux pour applaudir. On fait le chahut. Le premier ministre mène le bal comme il l'entend et nous oblige à passer les lois à la vapeur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais, au grand jamais, nous ne pourrions atteindre ici le même niveau que les sessions précédentes, sous l'ancien régime. On a vu, M. l'Orateur, dans ce temps-là, des députés ministériels menacer de frapper les autres, qui étaient dans l'opposition, à coups de poings. M. Taschereau refusait de s'asseoir, quand ce n'était plus son tour de parler. Il faut avoir assisté aux sessions de l'ancien régime, particulièrement de 1920 à 1935, pour avoir l'idée de ce chahut, et spécialement à la session de 1936.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est faux, ces choses-là.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre parle de la dignité de la Chambre. Je me demande en vertu de quel règlement il parle en ce moment. Il est entièrement hors d'ordre. Il n'a pas à parler de l'ancien régime. Du temps qu'il occupait sa place ici, dans l'opposition, il parlait à tort et à travers, mais nous le laissons parler. Nous l'avons traité en gentilhomme, et nous ne le regrettons pas, car nous sommes encore des gentilshommes.

Si la production de l'or a augmenté, cette amélioration revient plutôt aux compagnies qui avaient commencé à opérer sous le régime libéral. Le premier ministre a aussi parlé que son gouvernement a aménagé une mine-école, mais il a oublié de dire que cette nouvelle création a été réalisée avec la coopération du gouvernement fédéral.

L'école minière de Val-d'Or a été fondée et elle est administrée conjointement par les deux gouvernements.

Le premier ministre nous a parlé des quelques réalisations accomplies par son gouvernement, réalisations que le temps n'a pas encore éprouvées mais qui peuvent frapper l'imagination populaire. Il ne nous a pas parlé des nombreuses promesses qu'il a faites pour atteindre le pouvoir. Le premier ministre n'a plus sa sérénité d'âme du début; il voudrait avoir accompli au moins quelques-unes des promesses.

Parlant des ponts à péage dans son discours, il s'est écrié: "Il n'y aura pas de péage sur le pont de Charlemagne." Quelle innovation! Le public n'a jamais payé à cet endroit. Poussant l'audace au-delà de la limite, il s'est écrié sur ce sujet: "Nous avons aboli les péages sur le pont de Saint-Eustache." Ce n'est pas là une promesse payée par le gouvernement, mais bien une spoliation faite dans un but politique et aux dépens d'une compagnie canadienne-française, la compagnie De Bellefeuille limitée. Quel beau geste pour le chef du gouvernement des purs, que celui de dépouiller un adversaire politique, afin d'essayer de favoriser la réélection d'une couple d'amis.

Le premier ministre bâtit une centrale électrique qui coûtera des millions, mais que fait-il de la petite industrie qu'il avait promis d'aider, au cours des luttes de 1936? Le 3 août de la même année, il disait au Lac Mégantic: "Nous allons favoriser les industries connexes à l'agriculture."

Le fait de donner des contrats sans soumission à la Dufresne Construction lui a-t-il fait oublier qu'il avait promis de donner trois sous par livre sur la vente du beurre? Les petites industries n'ont pas reçu l'aide qui leur avait été promise et, malheureusement, elles ont été misérablement négligées.

Le premier ministre a fait beaucoup d'autres promesses qui devaient soulager le peuple. Se rappelle-t-il d'avoir promis de réviser les tarifs judiciaires de façon à assurer à tous les contribuables un recours moins coûteux? Le premier ministre se rappelle-t-il d'avoir dit à la Baie-du-Febvre, le 13 juillet: "Nous allons économiser, nous allons faire disparaître les commissions; seulement de ce chef, nous pouvons économiser \$400,000 par année."

Cependant, depuis qu'il est au pouvoir, il a créé au moins neuf nouvelles commissions que je me permettrai de lui énumérer: la refonte de lois de la province, la création du Syndicat national de l'électricité, la Régie de l'électricité, l'Office du prêt agricole, la Commission de révision du système de fiscalité de la province. Les règlements du Bureau de censure des vues animées ont été changés afin de pouvoir nommer plus de membres. L'administration, dit-il, a changé et édicté des lois pour augmenter les salaires actuels ou pour verser un salaire aux commissaires qui n'en ont jamais reçu auparavant.

Quant à la Commission de la révision des Statuts...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas une commission.

M. Bastien (Berthier): Je comprends qu'on a fouillé tout le Larousse pour dire d'une commission que c'est un office, une régie, un syndicat, mais c'est la même chose. Il y a la Commission des rentes seigneuriales. Les commissaires nommés pour les rentes seigneuriales ont maintenant droit à un salaire. La Commission pour protéger la petite propriété, pauvre petite propriété. Et la dernière des commissions et non la moindre, d'après ce que nous a dit le premier ministre: Commission pour dresser le bilan des exemptions de taxes municipales.

Le gouvernement a même présenté une loi pour violer l'indépendance de la Législature, afin de nommer un député président de cette Commission. À cette époque, le premier ministre ne prévoyait pas encore qu'il destituerait le plus grand ministre de la Voirie (M. Leduc) depuis la Confédération pour le remplacer par le député de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan), car cette Commission semblait avoir été instituée spécialement pour ce dernier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les commissaires de l'ancienne Commission étaient aussi grassement payés. Le député de Saint-Hyacinthe en sait quelque chose. Il en a retiré de l'argent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, mes voyages.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Le chef de l'opposition recevait \$10 par séance.

M. Tardif (Frontenac): En plus de sa valise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rouville (M. Barré), le président, va le dire.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre se souvient-il d'avoir dit à la Baie-du-Febvre: "Nous pouvons, en administrant honnêtement, rien qu'en demandant des soumissions publiques, économiser \$2,000,000 par année." Lorsqu'il a parlé des contrats du pont du boulevard Pie-IX et du pont de Charlemagne, il a commencé par dire qu'il avait donné lui-même ces contrats à 5 % de commission et, tout à coup, pensant à ses promesses des soumissions publiques, il s'est lancé dans des calculs chimériques et il a ramené cette commission à 1 %. C'est peine inutile, M. le premier ministre, le public ne croira pas en vos calculs fantaisistes. Il pense à cette promesse que vous lui avez faite de faire

économiser \$2,000,000 par année seulement en demandant des soumissions publiques.

Dans son discours prononcé ces jours derniers, le premier ministre, qui se défend d'être un dictateur, s'est trahi en plusieurs occasions lorsqu'il parlait de son ministère; il disait tantôt "je", tantôt "nous". Nous savions qu'il occupe le poste de premier ministre, celui de procureur général, celui de ministre des Terres et Forêts et des Travaux publics. Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bourque) nous a appris au cours de l'été qu'il ne faisait rien dans ses départements sans consulter le chef de l'administration.

Nous ignorions cependant que c'était le premier ministre qui donnait les contrats dans le département du chômage; il nous l'a appris l'autre jour. Le premier ministre a été aussi ministre de la Voirie: a-t-il déjà demandé des soumissions publiques dans ces ministères? Loin de là, l'ancien ministre de la Voirie¹⁷ nous a appris hier que, non seulement il n'y avait pas de soumissions, mais que le premier ministre subissait l'intervention de certains de ses députés et acceptait les méthodes et les plans les plus dispendieux. Seulement dans la construction des ponts du boulevard Pie-IX et de Charlemagne, la province paiera \$700,000 de plus qu'elle n'aurait dû payer.

Le député de Bagot (M. Adam) et d'autres, aussi bien que certains ministres, nous diront que, si la dette a augmenté d'au moins \$100,000,000 depuis que nous avons laissé le pouvoir, tout cet argent a servi à payer les dettes de l'ancien régime. Le public de la province ne croit pas cela; il se rend compte qu'il a été trompé, que les belles promesses de 1935-1936 sont foulées aux pieds par les champions de l'honnêteté et de la vertu.

Lorsque nous, libéraux, avons quitté le pouvoir en 1936, la dette totale était de \$170,000,000; ce montant comprenait nos billets promissaires aux banques, qui se chiffraient à \$26,000,000. En octobre 1936, le premier ministre a emprunté \$51,000,000; cinq autres emprunts ont été contractés: juin 1937, \$31,000,000; octobre et décembre de la même année, deux autres emprunts. Après l'élection de Bagot, nouvel emprunt, et après le voyage du premier ministre en Angleterre, encore un emprunt. On dit que le gouvernement serait obligé d'emprunter de nouveau à brève échéance. On prétend que la province doit au-delà de \$30,000,000 aux banques. Peut-on croire qu'il y ait des députés qui ont encore l'audace d'aller dire au public que tout cet argent a été emprunté pour payer les dettes de l'ancien régime? En novembre 1938, la dette

s'était élevée à \$240,000,000. En juillet 1939, elle sera de \$300,000,000.

Le gouvernement libéral était obligé de supporter 400,000 personnes en secours directs. Le revenu annuel du gouvernement, favorisé par une hausse provenant des droits sur les successions, a été de \$50,000,000.

La crise est moins intense et il n'y avait plus que 161,000 personnes secourues par la province en 1937. Cependant, le gouvernement s'endette au rythme de \$1,000,000 par semaine.

Dans la plupart des départements, le personnel a été doublé et presque triplé. Le procureur général (l'honorable M. Duplessis) a donné l'exemple: il ne s'est pas contenté d'une police, il s'est créé une armée.

Le ministère de l'Agriculture a acheté, en 1937, 180 autos. Au lieu d'avoir quatre chefs de service dans ce département, il y en a 13 et leurs salaires ont été presque doublés. S'il m'est impossible de donner des chiffres précis, c'est que nous n'avons jamais de réponse aux questions que nous posons sur le *Feuilleton*. Les crédits des différents ministères sont votés à la vapeur; lorsque certains ministres voudraient répondre, le premier ministre les en empêche.

Il serait intéressant de savoir comment l'on procède exactement dans les travaux de chômage; la population de Montréal le sait; M. Bellemare en a eu la preuve dans Maisonneuve et il serait plus intéressant de l'apprendre à la Chambre.

Le discours du trône vante les institutions démocratiques; mais depuis que le gouvernement est au pouvoir, il s'est appliqué à les détruire. Les membres de l'opposition, qui représente 43 % de l'électorat, se voient refuser les prérogatives des simples conseillers des campagnes. Le discours du trône nous apprend que nos lois d'impôt seront remaniées. Le public craint et y voit une manière d'introduire de nouvelles taxes, mais c'est plus facile de dépenser que de taxer. Le gouvernement a essayé d'imposer une taxe nouvelle, en faisant payer un demi de 1 % sur tous les salaires de la province, et devant les protestations, il a dû en retarder l'application.

"Combien de temps le Québec pourra-t-il endurer les surplus de M. Duplessis?" demandait le *Star* en s'alarmant de notre situation financière.

Pour justifier une administration aussi désastreuse, le premier ministre pourrait nous offrir des excuses et nous dire, par exemple, que les hommes compétents sont si rares dans son entourage qu'à un moment donné, il a dû diriger quatre

ministères et que c'est pendant ce temps-là que le gaspillage des fonds de la province s'est fait. Son passage au ministère de la Voirie nous a coûté bien cher, tant en argent qu'en réputations. L'honorable député de Montréal-Saint-Georges (l'honorable M. Layton), étant l'invité d'honneur de la Montreal Automobiles Trade Association, a subi à ce moment un échec humiliant, car les marchands d'autos de Montréal l'ont hué lorsqu'il a voulu vanter notre réseau routier. Le premier ministre lui-même ne voyageait plus qu'en avion et en bateau. On se rappelle qu'il s'est plu, en Ontario, en compagnie de multimillionnaires, et qu'en Angleterre, il fit une profession de foi impérialiste au vicomte Castleross.

Le premier ministre, qui offrait le dernier souffle de sa vie pour la conservation de nos ressources naturelles, a vendu 1,223 acres de terre à raison de \$20 l'acre dans le territoire destiné au parc du Mont-Tremblant. C'est là que se trouvent les lacs les plus poissonneux de cette région, et tout cela a été vendu pour \$24,460.

Il n'y a qu'une occasion, et c'est toujours la même, où le premier ministre du Québec ne craint pas Ottawa, c'est lorsque le fédéral lui adresse de l'argent. Le 3 novembre 1936, le provincial soumettait une liste de 87 entreprises de travaux publics. Le fédéral s'engagea à y coopérer dans la proportion de 50 %. Le 11 septembre 1937, une deuxième liste de 30 entreprises de chômage fut soumise à Ottawa qui s'engagea à y contribuer dans la même proportion de 50 %. Les améliorations faites à Montréal et aux environs ont été payées dans une proportion de 50 % par Ottawa jusqu'en avril 1938. Depuis cette date, la province reçoit d'Ottawa un octroi mensuel de \$400,000. Ces sommes n'ont pas rendu le premier ministre plus conciliant.

Ces travaux étaient tellement mal conduits qu'ils ont donné lieu à la formation d'un comité de patronage des députés de l'Union nationale de Montréal. Depuis, deux députés ministériels, ceux de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) et de Montréal-Dorion (M. Bélanger), ont protesté contre le fait que le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) gardait tout le patronage pour les électeurs de son comté. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch) a même rapporté un mot du premier ministre: "C'est-y vrai que William prend tout et ne vous laisse rien?"

Le premier ministre pourrait faire, comme le lui indique M. le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette), qui, selon *L'Action catholique*, déclarait: "Il n'y a qu'un moyen de régler le chômage: passer une loi disant qu'il n'y en a plus. De cette façon, les gens de la campagne ne

viendraient plus en ville pour les secours et ceux qui sont débardeurs vont économiser au lieu de boire."

Pour faire la guerre à Ottawa, le premier ministre prend comme prétexte qu'il veut sauver l'autonomie de la province, qui n'a jamais été menacée. La commission Rowell¹⁸ ne peut lier d'aucune façon la province, mais le gouvernement a refusé de lui soumettre un mémoire. Le premier ministre a préféré imiter son ami Hepburn, mais comment régler l'une de ces nombreuses questions qui surgissent entre les provinces et le dominion, s'il n'y a pas au préalable une étude sérieuse de ces questions à régler entre ces gouvernements? La commission Rowell est un préparatif sérieux à une conférence interprovinciale. Le chef du gouvernement prétendait que les libéraux ont trahi et abandonné l'ancien premier ministre. Que pense-t-il de sa situation à l'égard de ses amis? Peut-il compter aujourd'hui sur ceux qui ont contribué à le faire et qui le méprisent aujourd'hui?

Jamais, dans l'histoire de la province, nous avons vu un gouvernement s'effriter aussi rapidement et aussi sûrement. Deux ministres siègent maintenant à gauche de l'Orateur, ainsi que six députés qui comprennent des chefs qui ont contribué largement à faire élire le gouvernement actuel. Il y a eu la résignation de M. Drouin et de M. Leduc, deux anciens ministres du groupe national du Dr Hamel. MM. Grégoire, Bélanger et le candide M. Rochefort, député de Montréal-Sainte-Marie, qui siègent maintenant à l'opposition.

D'autres suivront éventuellement, déclare-t-il.

Je compare l'administration Duplessis à celle d'Aberhardt¹⁹, en Alberta. Quant au reniement des promesses faites par les deux gouvernements, le public se demande lequel a le record, dit-il. Je termine mon discours en rappelant les principales phases de l'événement politique que fut le congrès libéral de juin dernier et en faisant l'éloge de M. Adélar Godbout, mon chef.

Un député ministériel: Il est 6 heures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les courriéristes parlementaires donnent ce soir leur banquet. Le député de Berthier peut-il terminer son discours avant 6 h 30?

M. Bastien (Berthier): Non.

Je propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. Turcotte), que le débat soit de nouveau ajourné.

La motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *En Avant* (1937-1939) est le titre du journal fondé par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Cet hebdomadaire faisait la lutte à l'Union nationale et défendait les principaux idéaux du Parti libéral.

2. Source: Damien Bouchard, "Ne soyons pas dupes; l'expropriation de la Beauharnois, un piège", *En avant*, 22 janvier 1937, aux pages 1 et 2.

3. "la nationalisation", selon *L'Illustration nouvelle* du 16 février 1939, à la page 2.

4. \$42,000,000, selon *The Chronicle Telegraph* du 16 février 1939, à la page 3.

5. "21,000", selon *L'Événement-Journal* du 16 février 1939, à la page 3, et "29,000" selon *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 4.

6. \$81,000,000, selon *La Patrie* du 16 février 1939, à la page 9 et \$65,414,734, selon *L'Illustration nouvelle* du même jour, à la page 2.

7. "M. Bouchard n'a pas aimé l'allusion maligne de M. Gagnon", selon *Le Dorchester* du 22 février 1939, à la page 6.

8. Formée par le gouvernement fédéral en 1937, la Commission royale Rowell-Sirois, du nom de ses présidents, Newton Rowell et Joseph Sirois, enquête sur les relations entre le gouvernement et les provinces. Elle s'attarde particulièrement à examiner la distribution des pouvoirs législatifs entre les paliers de gouvernement à la lumière de l'évolution de la situation économique depuis la Confédération. Son rapport sera déposé en 1940, lequel proposera une définition des rôles qui favorise l'extension des charges et pouvoirs de l'État fédéral.

9. Avant que n'éclate la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement britannique veut s'assurer des sources nouvelles et sûres pour la fabrication

d'armes. Le gouvernement canadien hésite d'abord à collaborer, craignant une réaction isolationniste, notamment au Québec. En 1938, cependant, le ministre de la Défense nationale au Parlement d'Ottawa ainsi que son sous-ministre recommandent les services de John Inglis, manufacturier d'appareils électroménagers, et les gouvernements britannique et canadien lui octroient un contrat de fabrication de mitrailleuses légères Bren. Soupçonné d'irrégularité, le gouvernement nomme une commission royale d'enquête. Même si elle ne trouve aucune preuve de corruption, elle recommande qu'à l'avenir, on sollicite l'avis du milieu civil des affaires. Le rapport a contribué à l'introduction du contrôle civil de la production de guerre pendant la Deuxième Guerre mondiale. La production des mitrailleuses Bren connaît un vif succès; on en fabrique 200,000 au Canada.

10. Il est 4 h 30 lorsque le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) reprend son siège, selon *L'Action catholique* du 16 février 1939, à la page 20.

11. Jean-Baptiste Bellemare. Barbier de profession. Président du Club ouvrier de Maisonneuve et organisateur du député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay). Il fut défait aux élections municipales de Montréal du 11 décembre 1938.

12. Lors des débats à l'Assemblée législative, plusieurs députés associent ironiquement le député de Saint-Hyacinthe (M. Télesphore-Damien Bouchard) à une histoire de valise. En fait, selon les dires de M. Maurice Duplessis, il y avait à Saint-Hyacinthe une imprimerie dans laquelle était intéressée la fille de M. Bouchard. Le député de Saint-Hyacinthe l'a ensuite achetée et mise au nom de celle-ci. Puis, il a fait acheter des valises par cette imprimerie et lui, alors qu'il était Orateur de la Chambre, a acheté les valises 30 % aux dépens de la province. M. Duplessis raconte cette histoire en détail à la séance du 5 avril 1938.

13. Selon *La Patrie* du 16 février 1939, à la page 9, le député de Berthier (M. Bastien) fait alors allusion au journal *L'Attaque*.

14. "Oui", selon *L'Événement-Journal* du 16 février 1939, à la page 13.

15. "Comté de Compton", selon *Le Canada* du 16 février 1939, à la page 9.

16. Il s'agit de la loi 1 George VI, chapitre 28, relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la faune, sanctionnée le 14 avril 1937.

17. Il s'agit du député de Laval (M. Leduc)

18. Voir note 8.

19. William Aberhart, surnommé "Bible Bill", évangéliste à la radio, premier ministre de l'Alberta de 1935 à 1943. Personnage influent du sectarisme dans l'Ouest canadien. Il dirige, en 1935, le premier gouvernement du Crédit social au monde. Suite à la crise des années 1930, il s'intéresse aux doctrines de réforme monétaire du major Douglas, qui croit que le capitalisme classique s'effondrera éventuellement, car le contrôle privé du crédit mènera à une insuffisance chronique du pouvoir d'achat de la masse. La solution, selon lui, demeure la surveillance étatique du crédit et la distribution de rabais aux consommateurs, pour établir un équilibre entre la consommation et la pleine production. Aberhart modifie et vulgarise cette doctrine en une proposition selon laquelle chaque citoyen reçoit un "dividende de base" de \$25 par mois pour acheter les articles de base. En 1935, le Crédit social remporte 56 des 63 sièges à l'Assemblée législative albertaine. Une fois premier ministre, Aberhart se rend compte qu'il ne peut tenir ses promesses électorales. En 1937, à la suite d'une crise importante au sein de son caucus, il se voit obligé d'accepter l'aide des émissaires du major Douglas, venus d'Angleterre. La loi monétaire qu'ils présentent est rapidement désavouée par le gouvernement fédéral et précipite la création de la Commission Rowell-Sirois sur les relations entre le dominion et les provinces. Il meurt en 1943, alors qu'il est au pouvoir.

Séance du jeudi 16 février 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 136 modifiant la charte des Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, et détachant leurs immeubles de la municipalité d'Austin pour en former une municipalité distincte sous le nom de "Saint-Benoît-du-Lac".

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la ville de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Charte
de Baie-Comeau**

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 144 modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Motions de condoléances:

**Décès de la mère
du député de Laval, M. Leduc**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Avant de passer aux affaires du jour, je veux signaler à cette Chambre la mort de la mère de notre collègue, M. Leduc. Je lui offre nos sympathies.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je me fais l'interprète des membres de la droite pour témoigner notre sympathie au député de Laval (M. Leduc). J'ai toujours eu beaucoup d'admiration pour la mère du député de Laval et j'ai eu l'occasion, à plusieurs reprises, de lui donner des témoignages de mon estime. Toute la Chambre sera unanime, je crois, à offrir ses sympathies à la famille Leduc.

M. Hamel (Québec-Centre): Je regrette, comme tous les membres de cette Chambre, la mort de Mme Leduc. J'offre mes sympathies à notre collègue. J'aurais voulu que Mme Leduc vive encore quelque temps pour mourir dans la joie au lieu de mourir dans la peine.

(Émoi)

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 15 février courant, sur la motion proposée jeudi le 19 janvier dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Bastien (Berthier)¹: Dans son discours prononcé ces jours derniers, le premier ministre, qui se défend d'être un dictateur, s'est trahi en plusieurs occasions: lorsqu'il parlait de son ministère, il disait tantôt "je" tantôt "nous". Le premier ministre assume l'administration de plusieurs ministères à la fois. Nous savions qu'il occupe le poste de premier ministre, celui de procureur général, celui de ministre des Terres et Forêts et des Travaux publics. Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bourque) nous ayant appris, au cours de l'été, qu'il ne ferait jamais rien dans ses départements, sans consulter le chef de l'administration...

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je n'ai jamais prononcé ces paroles. Je suis entièrement libre d'administrer mon ministère comme je le veux. J'ai tout simplement dit que lorsqu'il se souleverait une question importante au ministère des Terres et Forêts, je consulterais mon chef. Je n'ai pas parlé du ministère des Travaux publics. Quant au ministère des Terres et Forêts, il est, je crois, administré au goût de tout le monde.

(Applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): Nous ignorions cependant que c'était le premier ministre qui donnait les contrats, dans le département du chômage; il nous l'a appris l'autre jour!

Le premier ministre a été aussi ministre de la Voirie: a-t-il déjà demandé des soumissions publiques dans chacun de ces ministères? Loin de là, l'ancien ministre de la Voirie² (M. Leduc) nous a appris hier que, malgré tout ce qui avait été promis avant les élections, non seulement il n'y avait pas de demande de soumissions, mais que le premier ministre subissait l'intervention de certains de ses députés et acceptait les méthodes et les plans les plus dispendieux. Le gouvernement a continué d'octroyer des contrats sans faire d'appels d'offres, particulièrement à ses amis de la Dufresne Construction Company, devenant par conséquent responsable de la perte de plusieurs milliers de dollars essuyée par la province. Seulement dans la construction des ponts du Boulevard Pie-IX et de Charlemagne, la province paiera \$700,000 de plus qu'elle n'aurait dû payer.

Le député de Bagot (M. Adam) et d'autres, aussi bien que certains ministres, nous diront que, si la dette a augmenté d'au moins \$100,000,000 depuis que nous avons laissé le pouvoir, tout cet argent a servi à payer les dettes de l'ancien régime. Le public de la province ne croit pas cela, il se rend compte qu'il a été trompé, que de belles promesses de 1935-1936 sont foulées aux pieds par les champions de l'honnêteté et de la vertu.

La vérité à propos de la situation financière de la province, c'est que, lorsque les libéraux ont quitté le pouvoir, la dette totale était de \$170,000,000; ce montant comprenait nos billets promissaires aux banques, qui se chiffraient à \$26,000,000. Ma déclaration est corroborée par l'auditeur de la province, dans les *Comptes publics*. Au mois d'octobre 1936, le premier ministre a emprunté \$51,000,000. Il a déclaré que cet emprunt était pour rembourser une échéance et pour payer les dettes que nous lui avions laissées. Cette déclaration

est aussi corroborée par l'auditeur de la province dans les *Comptes publics* depuis 1937.

Depuis cet emprunt de \$51,000,000, cinq autres ont été contractés: en juin 1937, \$31,000,000 étaient empruntés; aux mois d'octobre et décembre de la même année, deux nouveaux emprunts étaient faits. Après les élections de Bagot, les coffres de la province étaient défoncés et, pour cause, un nouvel emprunt eut lieu. Le premier ministre a voyagé tellement que les gens de la province se demandaient toujours ce qu'il devenait, où il était, ou s'il allait revenir. Au cours de l'été, après les pérégrinations du premier ministre en Angleterre et à New York, époque où nous le pensions perdu à tout jamais, le gouvernement faisait encore appel aux banques pour un emprunt qui eut lieu le 1^{er} novembre 1938.

D'après les rumeurs qui circulent dans les milieux financiers, on dit que le gouvernement serait obligé d'emprunter de nouveau à brève échéance. Les gens bien renseignés vont jusqu'à prétendre que la province doit actuellement au-delà de \$30,000,000 aux banques. Après tous ces emprunts faits dans un si court laps de temps, peut-on croire qu'il y a des membres de l'Union nationale qui ont encore l'audace d'aller dire au public que tout cet argent a été emprunté pour payer les dettes de l'ancien régime? C'est peine inutile, messieurs; personne ne vous croit plus sur ce sujet comme sur bien d'autres. Je le répète, lorsque nous avons laissé le pouvoir, la dette totale était de \$170,000,000. Au mois de novembre 1938, la dette s'était élevée à \$240,000,000. Au mois de juillet de cette année, elle sera de \$300,000,000.

Les cinq dernières années du régime libéral furent celles où la crise fut la plus aiguë. Le revenu annuel moyen que nous avons eu pour administrer fut d'environ \$30,000,000. Le gouvernement libéral d'alors était obligé de supporter 500,000 personnes qui vivaient des secours directs. Le gouvernement actuel a été favorisé par une hausse des revenus provenant principalement des droits sur les successions.

Or, le revenu annuel moyen du gouvernement actuel a été d'environ \$50,000,000. La crise est beaucoup moins intense qu'elle ne l'était à l'époque où nous avions le pouvoir; d'après les statistiques, en 1937, il n'y avait plus 161,000³ personnes secourues par la province. Cependant, le nouveau gouvernement nous endette à un rythme d'au-delà de \$1,000,000 par semaine. Je laisse au public le soin de juger quels sont ceux qui ont administré avec le plus de sagesse et d'économie. Si le gouvernement actuel reste encore un an en fonction, il aura accumulé

autant de dettes que toutes les administrations précédentes depuis la Confédération. Le gouvernement de l'Union nationale a employé ces sommes fabuleuses pour désorganiser la province et servir ses amis les plus proches.

Le premier ministre avait promis d'abolir le fonctionnarisme. Dans la plupart des départements, le personnel a été doublé et presque triplé. Le procureur général (l'honorable M. Duplessis) a été le premier à donner le mauvais exemple; il ne s'est pas contenté d'une police, il s'est créé une armée. Les journaux nous ont appris, le printemps dernier, que les différents services de police forment maintenant un effectif de 800 hommes. Ceci me porte à croire qu'il prévoyait l'élection du nouveau maire de Montréal et qu'il a l'intention de lui déclarer la guerre.

Toutes les catégories d'amis de l'Union nationale ont été favorisées; le seul département de l'Agriculture a acheté, en 1937, 180 automobiles. Dans ce département, au lieu d'avoir quatre chefs de service, il y en a maintenant 13⁴ qui ont sous leurs ordres une quarantaine de chefs de section. Les salaires des chefs de département ont été presque doublés. S'il m'est impossible de donner des chiffres précis sur une quantité de dépenses faites par le gouvernement, c'est que nous n'avons jamais de réponse aux questions que nous posons sur le *Feuilleton*.

Les crédits des différents ministères sont votés à la vapeur; lorsque certains ministres voudraient répondre, le premier ministre les en empêche. Quelquefois, ce sont les députés qui se servent du couvercle de leur bureau pour faire du bruit et nous empêcher d'être compris. Il serait cependant bien intéressant de savoir le nombre d'automobiles ainsi que celui des machines à écrire et à additionner achetées par chacun des départements.

Le public serait intéressé aussi de savoir comment sont administrés les deniers de la colonisation. Les contrats sont aussi donnés dans ce département sans soumissions publiques et il appert que de beaux extras sont accordés.

Il serait intéressant de savoir aussi comment l'on procède exactement dans les travaux de chômage; la population de Montréal le sait; M. Bellemare⁵ en a eu la preuve dans Maisonnette; il serait plus intéressant de l'apprendre à la Chambre, de source officielle.

Le gouvernement, dans le discours du trône, vante les institutions démocratiques: ce paragraphe aurait dû être retranché de ce discours, car depuis que le gouvernement de l'Union nationale est au

pouvoir, il s'est appliqué à les détruire. Les membres de l'opposition, qui représentent 43 % de l'électorat de la province, se voient refuser les prérogatives des simples conseillers municipaux des campagnes. Le maire d'une municipalité rurale, qui refuserait de donner une copie des délibérations à un contribuable, serait répudié; dans la seule Chambre française du pays, il nous est impossible de bénéficier d'un privilège qui est accordé à tout autre citoyen britannique de notre province. Voilà quelques-uns des moyens que prend le gouvernement pour cacher la vérité au public et, pendant ce temps-là, accumuler des déficits énormes. Bientôt, l'on saura que la dette aura été augmentée de \$100,000,000, ce qui veut dire que nous devrons prendre \$5,000,000 de plus par année sur nos revenus pour payer l'intérêt et l'amortissement. Si le gouvernement avait administré sainement, nous aurions cette somme pour aider au relèvement des jeunes et des classes populaires. Le gouvernement a grandement tort de gaspiller ainsi: le moment du châtiement approche de jour en jour.

Le discours du trône nous apprend que certaines lois d'impôts seront remaniées. Le public craint et y voit une manière d'introduire de nouvelles taxes. C'est plus facile de dépenser que de taxer: au cours de l'automne, le gouvernement a essayé d'imposer une taxe nouvelle, en faisant payer un demi de 1 % sur tous les salaires de la province et, devant les protestations des employeurs, il a dû en retarder l'application. Il sera obligé de diminuer cette taxe, si jamais il se résout à taxer les salaires, sous prétexte de couvrir les dépenses de l'Office des salaires raisonnables. Lorsqu'il s'agit de dépenser, le premier ministre est sans pitié, même à l'égard de ses meilleurs amis.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Soyez donc sérieux.

M. Bastien (Berthier): Il devrait prendre les conseils de la bonne vieille *Gazette* qui voudrait rester en bons termes avec le gouvernement, mais qui voudrait aussi le voir administrer avec prudence et sagesse. Il en est de même de cet autre organe tory, le *Star*, qui, commentant le dernier exercice financier de la province, a intitulé un article qui se lit comme suit: "Combien de temps le Québec pourra-t-il endurer les surplus de Monsieur Duplessis"? et, comme le disait la *Gazette* dans un autre article: "Les droits sur les successions gonfleront-ils chaque année les revenus de l'administration"? Le premier ministre devrait se rappeler que nous n'avons même pas traversé complètement la crise financière actuelle.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Soyez donc sérieux.

M. Bastien (Berthier): Laissez-moi parler!

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je vous demande d'être sérieux.

M. Bastien (Berthier): Le député devrait au moins se lever. Il sait qu'on n'a pas le droit de parler assis.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): (Se levant) Eh! bien...

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Bastien (Berthier): Le député va-t-il renier son chef M. Bennett⁶?

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Est-ce que M. Bennett vous a demandé son passage pour aller de l'autre côté?

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Vous n'êtes pas comme le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon); vous ne reniez pas votre chef.

Pour justifier une administration aussi désastreuse, le premier ministre pourrait nous offrir des excuses et nous dire par exemple, que les hommes compétents sont si rares dans son entourage, qu'à un moment donné, il a dû, au cours de l'été dernier, diriger quatre ministères et que c'est pendant ce temps-là que le gaspillage des fonds de la province s'est fait. Il y a une chose certaine, c'est que son passage au ministère de la Voirie nous a coûté bien cher, tant en argent qu'au point de vue de la réputation de la province, sans compter les ressorts d'automobiles qui ont été brisés durant cette période. Nos routes sont devenues dans un état tellement déplorable que les journaux des provinces voisines ont été obligés de le signaler, comme l'ont fait le *Graphic* de Campbellton et le *Ottawa Journal*.

L'honorable député de Montréal-Saint-Georges (M. Layton), étant l'invité d'honneur de la Montreal Automobiles Trade Association, se laissant emporter par son zèle partisan, a voulu vanter notre réseau routier, au moment où le chef du gouvernement était ministre de la Voirie, mais il a subi un échec humiliant car les marchands d'automobiles de Montréal l'ont hué et, à sa courte honte, le ministre a dû reprendre son siège.

À un moment donné, le premier ministre paraissait découragé lui-même de l'état de nos routes: il ne voyageait plus qu'en avion et en bateau. Afin de retrouver son énergie, le premier ministre est allé visiter son ami Hepburn au moyen de l'avion, et les journaux nous rapportèrent qu'il avait festoyé avec de grands financiers de l'Ontario et des États-Unis. Comment le chef du gouvernement peut-il se plaire en compagnie de multimillionnaires, lui qui dénonçait si farouchement les trusts autrefois? Voguant ensuite sur les flots immenses, il est allé rencontrer les nobles de l'Angleterre, entre autres, le vicomte de Castleross, à qui il fit une profession de foi impérialiste.

Je me demande si, au cours de tous ces voyages, le patriotisme que possédait le premier ministre avant 1936 ne s'est pas un peu émoussé. Quand on se rencontre entre nobles, quand on a affaire à un vicomte, qu'est-ce qu'on ne dit pas... (reprenant le thème de la chanson bien connue) "Quand un vicomte rencontre un autre vicomte..."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. l'Orateur, je ne veux pas interrompre le député de Berthier (M. Bastien), mais je dirai ceci: je suis allé en Angleterre en vacances, à mes propres frais et dépenses. Je n'ai rencontré aucun homme public, et aucun noble; j'ai refusé toute invitation, je n'ai donné aucune entrevue, et j'ajoute que les propos que rapporte le député de Berthier (M. Bastien) sont absolument controuvés et absolument faux.

M. Bastien (Berthier): Pourtant, c'est le *Daily Express* de Londres qui nous dit cela, et, par-dessus le marché, sous la signature d'un vicomte anglais. Il y a là...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. Le député doit accepter ma déclaration. J'ai fait une déclaration catégorique: Jamais, ni de près ni de loin, je n'ai fait de déclaration publique en Angleterre; mais si j'avais eu à en faire une, cela aurait été pour dénoncer la politique d'armement du gouvernement King.

(Applaudissements à droite)

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Les canons, les canons.

M. Bastien (Berthier): Je dois tenir compte...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit au député...

M. l'Orateur: Le premier ministre a soulevé un point d'ordre pour dire qu'il n'a pas donné l'entrevue que cite le député de Berthier. Le député de Berthier doit prendre la parole du premier ministre. Il a demandé au député de Berthier d'oublier les sujets étrangers au débat sur l'adresse.

M. Bastien (Berthier): Je suis obligé de faire de la peine au vicomte Castleross et de dire que sa nouvelle dans le *Daily Express* n'est pas vraie. Mais le premier ministre a souvent fait des déclarations patriotardes.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Patriotardes! Oh! Oh!

M. Boiteau (Bellechasse): Patriotiques, parlez donc français!

M. Bastien (Berthier): L'on se rappelle les batailles théoriques et les déclarations du premier ministre sur nos ressources naturelles. Il jurait sur la tête de ses pères et offrait le dernier souffle de sa vie pour la conservation de nos ressources naturelles. Mais, au cours de l'automne, malgré tout ce qui a été promis avant les élections de 1936, les journaux nous ont appris qu'il avait vendu une partie du territoire destiné au Parc du Mont-Tremblant à ses amis, au lieu de louer ces terrains, comme sous l'ancien régime. Il a vendu 1,223 acres de terre à raison de \$20⁷ l'acre dans le territoire destiné au parc du Mont-Tremblant, au nord de Sainte-Agathe. C'est là que se trouvent les lacs les plus poissonneux de cette région, et tout cela a été vendu pour une somme ridicule de \$24,460. Vingt-quatre mille quatre cent soixante dollars, pour les lacs les plus poissonneux de cette région.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Nous avons vendu ces terres pour \$24,000. Dans le passé, l'ancien régime vendait les mêmes terres pour \$3 l'acre. Le même terrain se serait vendu pour \$3,900. Nous avons augmenté cela jusqu'à \$20 l'acre.

M. Bastien (Berthier): C'est une déclaration qui n'existe que dans l'imagination de l'honorable ministre. Nous avons été accusés d'avoir loué des terres, mais non pas de les vendre. J'ai demandé à maintes reprises, en cette Chambre, d'ériger un parc national au Mont Tremblant.

Voilà ce que fait l'homme qui nous reprochait de louer nos ressources naturelles. Après deux ans de pouvoir, il vend une partie d'un territoire qui était destiné à la création d'un parc national

devant servir la région de Montréal et réclamé par toutes les associations de touristes. Cette conduite étrange d'un patriote d'hier a même été critiquée par le *Star*. Je me rappelle avoir suggéré au gouvernement de s'entendre avec le fédéral pour créer un parc comme on en voit en Colombie-Britannique. Mais le premier ministre ne veut pas entendre parler du fédéral.

Le gouvernement du Québec a été le meilleur exemple en termes de manque de coopération. Il crie aussitôt à l'autonomie. Il est malade de l'autonomie. Au nom de l'autonomie sacrée, il m'a répondu dans un geste tragique: "Jamais." Il a préféré vendre ce territoire à un millionnaire américain de Philadelphie. Dans ce développement des parcs, comme dans bien d'autres, le premier ministre feint de craindre l'ingérence fédérale pour l'établissement d'un parc au Mont Tremblant, mais on n'a pas hésité à livrer nos biens, quelques milliers d'acres de terre vers la Montagne Tremblante, au richissime M. Ryan de Philadelphie, un étranger, et pour seulement \$24,000.

Il n'y a qu'une occasion, et c'est toujours la même, où le premier ministre du Québec ne craint pas Ottawa, c'est lorsque le gouvernement fédéral lui adresse de l'argent. Prendre l'argent d'Ottawa ne le scandalise pas. Le 3 novembre 1936, le gouvernement provincial soumettait une liste de 87 entreprises de travaux publics à être exécutés dans toute la province au coût total de \$5,500,000. Cette liste fut approuvée par le ministère fédéral du Travail qui s'engagea à y coopérer dans la proportion de 50 %. Ottawa paya pour l'exécution de ces travaux de chômage, \$2,042,944⁸.

Le 11 septembre 1937, une seconde liste de 30 entreprises de chômage fut dressée par la province et approuvée par le gouvernement d'Ottawa qui s'engagea à y contribuer dans la même proportion de 50 %. La somme de \$1,668,240 fut payée par Ottawa.

Les améliorations faites à Montréal au Jardin botanique, à l'île Sainte-Hélène et aux environs par le gouvernement provincial ont été payées dans une proportion de 50 % par le gouvernement d'Ottawa, un octroi mensuel jusqu'au 1^{er} avril 1938. Depuis cette date, la province reçoit un octroi mensuel de \$400,000. Ces sommes considérables versées par Ottawa n'ont pas rendu le premier ministre plus conciliant. Loin de là, il refuse de coopérer avec le pouvoir central pour le bien-être des citoyens de la province de Québec.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): La déclaration du député de Berthier est contraire

aux faits, et il le sait. Jamais le fédéral, pour les dates qu'il mentionne, n'a contribué pour 50 % aux travaux de chômage.

M. Bastien (Berthier): Nous croyons que l'honorable ministre était muet depuis qu'il ne dispose plus de certains contrats; mais je constate qu'il peut encore parler. Qu'est-il donc arrivé?

(Rires)

Je tiens les chiffres que je lui cite du *Hansard*. C'est officiel. Ces chiffres ont été fournis en réponse à une question posée par le député de Chambly-Rouville⁹ aux Communes. Ces chiffres officiels, le ministre veut les contester ici.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): On vous connaît.

M. Bastien (Berthier): Tout ce qui s'est fait à Montréal en 1938 s'est accompli sur une base de 50 %.

Des députés ministériels: Non, non.

M. Bastien (Berthier): Jusqu'en avril 1938, ce fut 50 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Jamais.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Ils achètent des canons, des canons, des canons.

M. Bastien (Berthier): Ces travaux de chômage ont été mal administrés. Qu'on en parle aux députés ministériels de l'Île de Montréal! Ils n'ont pas réussi à placer un seul homme à l'ouvrage dans ces travaux de chômage.

Le gouvernement de l'Union nationale ne perd jamais une occasion de critiquer sévèrement le gouvernement central d'avoir discontinué de faire des travaux conjointement avec le provincial, pour soulager le chômage. Le gouvernement n'est pas sérieux lorsqu'il fait ces avancés; ces travaux étaient tellement mal conduits qu'ils ont donné lieu à la formation d'un comité de patronage des députés de l'Union nationale de Montréal.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): C'est faux.

M. Bastien (Berthier): Ce comité n'a pas donné satisfaction, puisqu'au cours de l'été, deux

députés ministériels, ceux de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) et de Montréal-Dorion (M. Bélanger), ont protesté contre le fait que le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) gardait tout le patronage pour les électeurs de son comté.

Le député de Montréal-Sainte-Marie, ancien ministériel qui siège maintenant à gauche avec nous, l'a dit à Montréal dans un grand discours inoubliable. Et il a même cité le premier ministre lui-même. Ayant consulté le premier ministre sur les travaux de chômage et sur les moyens de placer des gens de Montréal-Sainte-Marie, il s'est attiré cette réponse inoubliable: "C'est-y vrai que William Tremblay prend tout et ne vous laisse rien?", a dit le premier ministre à ce député.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est évident que le député de Berthier s'ingénie à répéter des commérages.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre doit observer les règlements. Il n'a pas le droit de m'insulter en disant que je débite des commérages. Je proteste, M. l'Orateur, au nom du décorum de la Chambre. Nous sommes polis, nous, à l'égard du premier ministre; qu'il se conduise de même à notre égard!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il fallait, M. l'Orateur, se lever à chaque fois que les membres de l'opposition ne disent pas la vérité...

M. Bastien (Berthier): Je proteste, M. l'Orateur, le premier ministre n'a pas le droit de dire que je ne dis pas la vérité. J'en appelle à vos récents jugements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'affirme que le député de Berthier ne dit pas la vérité. Je ne dis pas qu'il est de mauvaise foi, parce que ne pas dire la vérité, chez lui, est une sorte d'habitude.

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Je demande au premier ministre de retirer ses paroles.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Assis-toi, pour ne pas dire dissimulez-vous (sic).

(Rires)

M. Bastien (Berthier): M. l'Orateur, je vous demande de faire respecter l'ordre. Comment voulez-vous que je termine mon discours?

Les députés chahutent.

M. Thibault (Montréal-Mercier): Canons, canons...

M. l'Orateur: Qu'est-ce que le député de Berthier veut que je fasse retirer au premier ministre? L'expression "il ne dit pas la vérité" ou l'expression "il n'est pas de mauvaise foi"?

(Rires)

M. Bastien (Berthier): L'expression "il ne dit pas la vérité".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je retire donc l'expression "Le député ne dit pas la vérité et il n'est pas de mauvaise foi".

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Je dis donc qu'un député a déclaré que le premier ministre lui avait dit: "C'est-y vrai que William (M. Tremblay) prend tout et ne vous laisse rien?" Ces paroles ont paru dans les journaux. Le premier ministre ne les a pas niées, ni le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au député de Berthier de retirer ses paroles.

M. Bastien (Berthier): Mais ce ne sont pas mes paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il sait qu'elles sont fausses et il les répète. J'exige qu'il les retire.

M. Bastien (Berthier): Mais je n'ai rien à retirer. Je dis ce qu'a déclaré un député, qui pourra probablement corroborer.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai rien à retirer de ce que j'ai dit. C'est moi qui ai entendu le premier ministre dire: "C'est-y vrai que William prend tout et ne vous laisse rien?"

(Rires)

M. Labbé (Mégantic): Et cela a eu un beau résultat!

M. Bastien (Berthier): Si les chômeurs des autres comtés de l'Île de Montréal ne recevaient rien, que faut-il penser de ce qui était donné aux chômeurs

libéraux? Voilà une des principales raisons pour laquelle le gouvernement fédéral n'a pas voulu continuer à faire des travaux, conjointement avec le gouvernement de cette province. Il y a d'autres raisons majeures que nous donnerons en temps et lieu.

Le premier ministre a tort de faire autant de bruit autour de cette question. Si son ministre du Travail n'a pas réussi à donner satisfaction à personne dans cette question du chômage, pourquoi le premier ministre ne se sert-il pas de la panacée indiquée par l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette), contre le chômage?

Voici la recette de cet économiste nouveau genre; il l'a énoncée le 14 décembre, devant la Fédération des sociétés de colonisation qui sont venues rencontrer le cabinet; je cite *L'Action catholique*: "Pour l'honorable Paquette, il n'y a qu'un moyen de régler le chômage: passer une loi disant qu'il n'y en a plus. De cette façon, dit-il, les gens de la campagne ne viendraient plus en ville pour les secours et ceux qui sont employés comme débardeurs vont économiser au lieu de boire. Les chômeurs, ajoute-t-il, font vivre les théâtres. Tant que nous aurons des allocations de chômage, nous aurons des chômeurs."

Le gouvernement de la province devrait donner crédit au fédéral de ce qu'il fait pour aider la province. Au cours de l'été, le gouvernement central a entrepris des travaux publics à travers toute la province pour aider notre population. D'autres contrats importants viennent d'être donnés par le fédéral et ce n'est que le début. Il parle des travaux de la gare centrale à Montréal. Ce sont là des grands travaux où l'on peut être sûr qu'il n'y aura aucun patronage d'exercé.

Des députés: Dans combien d'années est-ce que ce sera ce sera fini?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Parlez-nous donc des mitrailleuses!

M. Bastien (Berthier): On terminera cette gare, une entreprise gigantesque. On fera aussi le tunnel de la côte Saint-Paul.

M. Thibault (Montréal-Mercier): À cause des élections.

M. Bastien (Berthier): Le fédéral contribue énormément à la construction et aux améliorations dans le Québec.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Et les échafaudages du Manège militaire à Montréal?

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Bastien (Berthier): Malgré tout ce que le premier ministre peut dire, la province est bien protégée à Ottawa, tel qu'énoncé par l'honorable Ernest Lapointe. On le commémorera à Québec samedi prochain, lors d'un banquet. S'il a été dans la politique pendant 35 ans, ce n'est pas parce qu'il a trahi la province.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Absolument.

M. Bastien (Berthier): Au lieu de toujours les réprouver, le premier ministre devrait coopérer avec eux.

C'est bien beau de parler d'armement et d'attaquer le gouvernement de King parce qu'il se prépare à défendre le pays dans l'éventualité d'une guerre, mais il ne faut pas oublier que le monde est troublé par l'existence de dictatures. D'un jour à l'autre, le pays peut être la cible d'une attaque et le gouvernement fédéral a l'obligation de se préparer à une telle éventualité.

Le député d'Iberville (M. Lamoureux) a quêté une place pour parler à une assemblée libérale de Saint-Jean. Je réprimande, dit-il, le député d'Iberville (M. Lamoureux) pour son attitude à l'égard de l'administration actuelle. Jusqu'aux dernières minutes de l'administration libérale, il était ami avec les chefs du parti, mais lorsque l'Union nationale a gagné en 1936, il a tourné le dos aux libéraux pour se tourner amicalement vers la nouvelle administration.

M. Lamoureux (Iberville) fait une mise au point¹⁰.

M. Bastien (Berthier) veut continuer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier, qui est un jeune homme, ne devrait pas avoir un langage semblable à l'adresse du député d'Iberville. Il devrait en respecter l'âge et la condition.

C'est un vieillard respectable, et on n'a pas le droit de dire qu'il a quêté une place. Le député d'Iberville est resté fidèle à ses électeurs, qui l'ont élu pour qu'il défende les intérêts de l'industrie agricole à Québec. Il l'a fait et il devrait en être félicité.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre, pour faire la guerre à Ottawa, prend comme prétexte qu'il veut sauver l'autonomie de la province qui n'a jamais été menacée. Il n'y a pas de meilleur exemple pour prouver mon avancé que son refus de soumettre un mémoire à la commission Rowell, commission qui n'a aucun pouvoir judiciaire ou législatif.

Cette Commission est un préparatif sérieux à une conférence interprovinciale. Elle recueille les informations qu'on veut bien lui soumettre. La commission Rowell ne peut lier d'aucune façon la province. Le premier ministre est le seul dans la province de Québec qui a eu peur de cette Commission.

Le Board of Trade, la Chambre de commerce lui ont soumis des mémoires. Le premier ministre a préféré imiter son ami Hepburn¹¹ et jouer à l'autonomiste, mais en relisant attentivement le discours prononcé par Me Emery Beaulieu qui représentait la province devant cette Commission, le premier ministre s'est trahi et il n'a pu s'empêcher d'en reconnaître le bien-fondé puisque M. Beaulieu, parlant au nom du premier ministre, dit que les subsides fédéraux donnés aux provinces sont insuffisants. Comment régler l'une de ces nombreuses questions entre les provinces et le dominion, s'il n'y a pas au préalable une étude sérieuse des questions à régler entre les provinces et le pouvoir central?

Le gouvernement, sentant la faiblesse de son administration, se prépare à faire la lutte électorale sur des questions comme celles de l'autonomie de la province, des armements et du communisme, plutôt que d'expliquer les nombreuses bévues commises depuis que la nouvelle administration est en fonction. Le chef du gouvernement, dans son discours, dit que les libéraux ont trahi et abandonné l'ancien premier ministre. Que pense-t-il de sa situation à l'égard de ses amis? Peut-il compter aujourd'hui sur tous ceux qui l'ont aidé lors de la fameuse convention de Sherbrooke? Qu'il y pense un instant et il verra que de ses fidèles amis, qui ont contribué à le faire ce qu'il est, le méprisent aujourd'hui. Voudrait-il nous donner les raisons pour lesquelles plusieurs députés élus en 1936 ont démissionné?

L'autre jour, le député de Bagot (M. Adam) disait, dans son discours, que la province est dirigée par un gouvernement solide. Jamais, dans l'histoire de la province, nous avons vu un gouvernement s'effriter aussi rapidement et aussi sûrement. Deux ministres de l'Union nationale siègent maintenant à la gauche de l'Orateur et six députés qui comprennent des chefs qui ont contribué largement à

faire élire le gouvernement actuel. Je le répète, il n'y a pas de précédent dans la province ni dans celle du pays, pour trouver semblable division, il faut comparer avec celui de M. Aberhart¹², de l'Alberta. D'ailleurs, il y a plusieurs similitudes entre ces deux gouvernements. Pour la division dans leurs rangs et le gaspillage des fonds publics, ces deux administrations semblent rivaliser. Il en a été de même pour la destitution des fonctionnaires. Quant au reniement des promesses faites par les deux gouvernements, le public se demande lequel a le record.

M. l'Orateur, au cours de l'été dernier, en juin, près de 1,000 délégués libéraux représentant l'élément libéral des 90 comtés de la province, se sont réunis dans la Vieille Capitale et ont choisi à l'unanimité, comme chef, l'honorable M. Adélar Godbout.

Les journaux de toutes nuances politiques, dans la province de Québec, reflétant l'opinion publique, ont été unanimes pour reconnaître que ces délégués avaient fait un excellent choix. En effet, notre chef est un homme de talent et de principes. Durant les années qu'il a dirigé le ministère de l'Agriculture, le nouveau chef du Parti libéral a accompli un travail fructueux qui l'a fait apprécier à sa juste valeur par notre population rurale. M. Godbout est un fervent de la terre québécoise; toute sa carrière le prouve. Bon sang ne peut mentir. Après des études classiques sérieuses, il a prouvé son goût pour l'agriculture en étudiant pour devenir agronome. Il est devenu, par la suite, professeur au collège de Sainte-Anne et ensuite agronome d'un comté.

Devenu député et, deux ans plus tard, ministre de l'Agriculture, il aurait pu se trouver heureux de son sort. Voulant donner l'exemple aux cultivateurs, il s'est porté acquéreur d'une ferme qu'il exploite. Depuis son adolescence, il a prouvé qu'il aimait la terre et la classe agricole et qu'il croyait en son avenir. Au moyen de sa connaissance de l'agronomie et des besoins des cultivateurs de la province de Québec, il est l'homme tout indiqué pour ramener l'équilibre entre les populations rurales et urbaines. Lorsque cet équilibre sera atteint, ce sera la prospérité normale dans Québec. La prospérité, nous l'avons connue dans le Québec et dans le pays lorsque nous avions des gouvernements libéraux à la tête de ces administrations.

L'honorable M. Godbout est le chef accompli pour conduire le parti libéral à la victoire. Ce moment n'est pas loin; ce sera lors des prochaines élections générales. Nous invitons le premier

ministre à les faire le plus tôt possible. Toutes les classes de la société attendent avec impatience l'heure de la délivrance.

Les hommes d'affaires, les cultivateurs et les colons veulent la disparition du gouvernement actuel qu'ils estiment comme une administration incompétente. C'est à ce moment que le Parti libéral et son chef seront vengés des attaques mensongères et injustifiées qu'on a dirigées contre eux.

M. Barré (Rouville): Enfin... Ce débat tire à sa fin... après cinq semaines. Cinq semaines pourquoi? On disserte sur la manière de dire merci au lieutenant-gouverneur.

Je me prononce, dit-il, en faveur de la limitation des discours. Plusieurs orateurs qui m'ont précédé ont parlé de beaucoup de sujets qui n'intéressent pas la Législature provinciale. Beaucoup de temps précieux a été perdu au cours du débat actuel à discuter des questions relatives au fédéral, de l'ancienne administration et d'autres sujets non nécessaires, temps qui aurait pu être utilisé d'une manière plus profitable pour servir les intérêts de la province. Il y a suffisamment de questions provinciales, sans s'attarder plus qu'il ne le faut sur les questions fédérales! Il faut faire des discours plus pratiques pour ainsi perdre le moins de temps possible en Chambre. Je me propose d'être bref.

À la convention libérale, dit-il, l'on a donné la confirmation à ce chef mis au monde par la vieille administration et que le grand pontife avait consacré après le reniement des biens.

Je reproche, dit-il, au député de Berthier (M. Bastien) d'avoir critiqué le voyage en Angleterre du premier ministre. J'ajoute qu'il s'est ennuyé plus que moi, dit-il. La province ne s'est pas plainte par suite de ce voyage. La grande majorité des citoyens ont droit de se reposer.

J'entreprends, poursuit-il, de répondre à une question du député de Kamouraska (M. Chaloult): "Pourquoi l'agriculture a-t-elle été délaissée?" (Disant brièvement ce qu'il a fait) Toute ma vie, dit-il, a été consacrée à cultiver la terre. Les jeunes gens ne veulent pas rester sur la terre parce qu'ils sentent le mépris général pour les remueurs de terre.

Le Québec d'aujourd'hui est confronté à un problème urbain, car il n'a pas réglé le problème rural en premier. Nombre de personnes résidant à la campagne ne demanderaient pas mieux que de devenir des fermiers et de rester sur leurs terres comme leurs pères. Tout ce dont ils ont besoin, c'est d'un peu d'encouragement concret, afin qu'ils sachent qu'ils mènent une vie heureuse, paisible et

vraiment utile sur leur ferme. Je suis heureux, dit-il, que mes trois fils soient des cultivateurs.

Qu'avons-nous fait pour l'agriculture depuis 50 ans? On a laissé se vider les campagnes d'une grande partie de son capital humain et de son capital-argent. L'argent que les cultivateurs mettent aux banques et dans l'assurance, l'argent donné pour l'achat de débentures industrielles, tout cet argent est drainé vers les villes pour en assurer la prospérité. Et quand nous avons réclamé le crédit agricole, on nous a traités de socialistes et communistes. Si j'ai encouragé le gouvernement actuel, c'est en raison du système de crédit agricole de la province. Je remercie le gouvernement d'avoir donné enfin cette aide aux cultivateurs. Ceci a sauvé l'industrie agricole de la faillite.

Je n'entends pas, dit-il, faire des éloges exagérés. Le crédit agricole est l'œuvre maîtresse du gouvernement actuel. On crie que ça coûte cher. Il est vrai qu'il coûtera de l'argent, mais cet argent sera remboursé. Jusqu'ici, un total de 11,487 prêts a été consenti par l'Office, représentant une somme de \$26,688,114. Sur ce nombre, 8,637 prêts ont été payés pour une somme de \$20,639,539. Depuis un mois et demi, il y a eu un ralentissement dans les prêts parce que l'Office a épuisé ses crédits. Et, pour ma part, j'aurais été en faveur de mettre à la disposition de l'Office un plus gros montant pour être sûr qu'on n'en manque pas. L'Office devrait avoir à sa disposition plus de \$35,000,000.

La province est-elle plus pauvre? Quelqu'un est-il plus pauvre parce que la province a prêté \$20,000,000¹³ aux cultivateurs? Il s'agit de créances parfaitement garanties. Cet Office a le seul tort d'être en retard de cinq ans. Aucun fermier n'aurait quitté ses terres si, dès les premiers jours de la dépression, des mesures avaient été prises pour aider l'industrie agricole. Les cultivateurs, eux, sont infiniment plus riches. Sans le crédit agricole, ils auraient été obligés de s'en aller, de laisser leurs terres.

Et ils seraient allés où? Dans la colonisation? Dans les villes pour augmenter le nombre de chômeurs? Il n'y a pas d'assurance que cette famille demeurera sur son lopin de terre. Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) affirmait qu'il en coûtera de \$2,500 à \$2,600 pour établir une famille sur un lot de colonisation. Le crédit agricole ne coûte pas plus cher que le secours direct aux chômeurs, qui ne laisse rien.

À Montréal, par exemple, pour une famille moyenne composée de six enfants et des parents, il en coûte \$13.78 par semaine. Et, pour une famille de 11 enfants, le secours direct donne \$19.56 par

semaine, soit plus de \$900 par année, soit près de \$3,000 pour trois ans de chômage. Et que reste-t-il au gouvernement en retour de cet argent? Rien. Pas de créance, pas d'hypothèque, rien, sauf le découragement et le manque d'autorité des parents. Tout est digéré. Rien au point de vue matériel, rien au point de vue moral. Un désastre!

Or, la moyenne des 11,487 prêts faits aux cultivateurs a été jusqu'ici de \$2,323.41 par famille. Et ce n'est pas une dette, ce n'est pas une dépense, ce n'est même pas un risque, puisque la créance est garantie par une hypothèque. On sauve ainsi une famille qui se cramponne au sol. Cela veut dire que cette somme a servi une famille, tout en payant au gouvernement des annuités! Personne ne se plaint lorsque l'argent est utilisé pour aider les chômeurs; cependant, beaucoup d'entre nous n'avons pas réalisé que les prêts consentis aux fermiers sont moins dispendieux et constituent un excellent investissement. Il n'y a ni perte ni gaspillage.

À ceux qui disent que le prêt ne se fait pas assez vite à leur gré, je réponds que le gouvernement n'a pas aboli le crédit agricole fédéral, qu'il y contribue. Ceux-là trop impatients n'ont qu'une chose à faire: qu'ils s'adressent là, s'ils ne sont pas satisfaits, mais qu'ils laissent à leurs voisins le choix d'avoir recours au système provincial. Et certains disent que le prêt fédéral est suffisant.

Il est impossible d'évaluer la valeur réelle du prêt rural. Il (M. Barré) parle de valeur inestimable du crédit agricole et blâme ceux qui, pendant 25 ans, à ma connaissance, dit-il, n'ont pas compris l'âme rurale, les besoins des cultivateurs et les ont laissés marcher dans l'abîme. Sans ce crédit, poursuit-il, de nombreuses familles de cultivateurs auraient été lancées sur le pavé des villes. De plus, il permet l'établissement de nombreux fils de cultivateurs.

Je félicite, dit-il, le gouvernement de l'instruction agricole pour tout le bien que les cultivateurs retirent des cours post-scolaires établis par le gouvernement. Je voudrais, poursuit-il, que ces cours soient organisés sur une base permanente et stable. Je voudrais que partout, au fédéral et ailleurs, l'on mette de côté le fanatisme politique et religieux, pour ajouter à ces cours post-scolaires des cours de grammaire, de catéchisme et de calcul.

Nous avons beaucoup d'écoles d'agriculture. Elles nous ont donné quoi? Une élite. J'en suis pour l'élite, mais j'en suis encore plus pour ceux qui portent l'élite. C'est beau, la coupole d'un édifice; mais encore faut-il que la coupole n'écrase pas les fondations. S'il faut faire des fonctionnaires de tous ceux qui sortent de nos écoles d'agriculture, dans

10 ans, ils vont manger le budget et la province. Nous ne pouvons pas continuer avec le système actuel. Nos écoles d'agriculture, d'une façon générale, ne sont que des manufactures à faire des agronomes. Il faudra les avertir que le gouvernement ne peut plus en absorber. Le présent gouvernement ne doit plus engager les diplômés en agronomie à son service, mais leur accorder des conditions faciles de prêts. Il est temps de voir où nous allons avec l'enseignement agricole!

Je propose un plan, dit-il, pour que les diplômés des écoles d'agriculture puissent s'établir sur des terres avec une aide raisonnable du gouvernement. Présentement, dit-il, l'Office du crédit agricole prête jusqu'à concurrence de 75 % de la valeur de la terre et des bâtisses. Au porteur d'un diplôme d'une école d'agriculture qui a mis ce qu'il avait de capital sur son instruction agricole, que l'Office prête jusqu'à concurrence de 90 % et même 95 % de la valeur de la terre. Ainsi, pas un seul diplômé n'aura l'excuse de ne pouvoir s'établir sur une terre. S'il ne veut pas s'établir avec ce système, il s'établira comme il pourra.

Le gouvernement d'Ottawa accorde un boni aux producteurs de blé de l'Ouest, mais néglige les fabricants de produits laitiers dans l'Est. Le gouvernement fédéral a laissé entrer au pays, par millions de livres, du beurre de la Nouvelle-Zélande. Il est impossible à un cultivateur de produire du lait en bas de \$1.20 le cent livres, et le beurre meilleur marché que \$0.25 la livre. Or, au prix où se vendait le beurre en septembre et octobre, son lait lui rapportait à peine \$0.70 à \$0.80 le cent livres.

C'est criminel, pour un gouvernement, d'acculer les cultivateurs de notre province à une situation semblable. Nous ne voulons pas la rupture du pacte confédératif, mais si on prend toujours de l'argent dans notre poche pour les autres, je dis que c'est un vol. Nous ne voulons pas la rupture du pacte confédératif sur une question de beurre, mais je crois qu'il est à propos de dire que nous ne voulons pas toujours être traités comme des cousins pauvres qui se laissent plumer. S'il y a de l'argent là-bas pour garantir le prix du blé, il doit y en avoir aussi pour garantir que chez nous le beurre ne se vende pas en bas de \$0.25 la livre. Des millions de livres de beurre sont importées de l'étranger alors qu'il existe des surplus de lait. Que le fédéral débarrasse le marché local de l'excédent de beurre, qu'il en fasse ce qu'il voudra, qu'il l'expédie à l'étranger, peu importe.

Je réclame une politique agricole canadienne. Une telle politique, dit-il, favoriserait un rapprochement entre les diverses provinces. L'Ouest

produit le blé, mais il n'a pas d'eau ni de pâturages. Le gouvernement fédéral, qui a garanti le prix du blé dans les provinces de l'Ouest, devrait aider l'industrie du beurre et du fromage au Québec, en faisant plus que de prendre des moyens pour éloigner des marchés locaux les produits similaires provenant des autres pays. J'avais, dit-il, promis aux cultivateurs de demander au gouvernement une prime sur le beurre et le fromage, sans cependant m'engager à la donner. Je leur ai dit que s'il y avait bataille, je ferais la bataille, mais que dans toute chose, il fallait choisir. Une prime sur le beurre, c'est important, mais il y a des choses plus importantes qu'un gouvernement doit régler. Je refuserais de voter en faveur d'une motion réclamant la prime sur le beurre et le fromage, si, dit-il, cette motion était, en même temps, une motion de non-confiance dans le gouvernement qui a déjà rendu tant de services. Je suis en faveur du maintien de la connexion avec le fédéral, conclut-il, mais j'espère que les provinces recevront une assistance financière équitable.

M. Grégoire (Montmagny)¹⁴: Je me proposais de ne pas de faire de discours sur l'adresse, mais après avoir entendu certains orateurs de la droite, je me suis cru obligé de relever quelques-unes de leurs déclarations. Le ministre des Mines (l'honorable M. Gagnon), ajoute-t-il, a fait un long discours, après s'être prononcé en faveur de la limite à 40 minutes.

Je ne suis pas favorable à la limitation des discours. C'est le droit d'un député d'exprimer son opinion. Je dirai au premier ministre que, s'il avait écouté les discours prononcés de ce côté-ci de la Chambre, ils ne les jugeraient pas comme il l'a fait. Si ces discours étaient parfois longs, ils furent toujours intéressants et pleins de substance. Les ministériels auraient dû les écouter attentivement; le premier ministre aurait pu en faire son profit.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Et votre discours M. Moignon?

(Emoi¹⁵. Tout le monde regarde M. Grégoire, qui est manchot).

M. Grégoire (Montmagny): Nous connaissons le talent du premier ministre...

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Vote! Vote! Assez de balivernes!

M. Grégoire (Montmagny): L'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable

M. Gagnon) a parlé quatre heures et quart. C'était son droit et nous ne lui en faisons pas de reproches.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Ouais! Ouais!¹⁶!

M. Grégoire (Montmagny): L'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) a été très éloquent. Nous connaissons son talent; mais il est méconnu délibérément de son comté. Lors du banquet de Trois-Rivières, on sait que le premier ministre l'a forcé à mettre son texte dans sa poche et à ne pas parler à ce banquet qui était en l'honneur du député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis). Il y avait rivalité.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Ouais! Ouais! Ouf! Ouf!

Un député ministériel: Il fait chaud.
(Rires)

L'honorable M. Gagnon (Matane): Au banquet de Trois-Rivières, toute la députation de l'Union nationale était présente pour rendre hommage à son chef, sauf nos trois amis du Parti national qui siègent maintenant à gauche. Les ministres aussi étaient présents. Tout le monde a parlé et le ministre des Mines et Pêcheries a fait sa faible part, et il est injuste et contraire aux faits de dire qu'il n'a point parlé. J'ai adressé la parole et vous n'avez pas le droit de dire que j'ai mis mon discours dans ma poche.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Rétracte-toé.

M. Grégoire (Montmagny): Je n'ai pas voulu dire que le ministre des Mines et Pêcheries n'avait pas parlé. L'honorable ministre des Mines et Pêcheries a parlé à minuit, après tout le monde, et il a été très bref à cause de l'heure. Le texte qu'il avait préparé, il a été forcé de mettre la plus grande partie dans sa poche.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): C'est ça qui donne à manger aux chômeurs!

M. Grégoire (Montmagny): L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette), qui a aussi fait un discours sur l'adresse...

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Ce n'est pas respectueux de lire un journal, M. Bastien.

Un député ministériel: Non, mais il fait vraiment chaud!

M. Grégoire (Montmagny): Le mot d'ordre, depuis l'ouverture du débat sur l'adresse, semblait de frapper du côté du Dr Hamel. Le secrétaire de la province n'a pas été heureux, en s'acquittant de sa tâche, car il ne connaissait rien des questions soulevées par le député de Québec-Centre. Il a perdu une belle occasion de se taire.

Lorsqu'on a soulevé la question de la distribution des portefeuilles, M. l'Orateur nous l'a dit: "Je n'étais pas présent à ces marchandages."

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): C'est parce que vous vouliez, en plus d'être ministre, rester maire et chauffeur.

Les députés font du bruit.

M. Grégoire (Montmagny): Le premier ministre et ses ministres ont trompé la confiance des électeurs en 1936. L'honorable ministre des Mines et Pêcheries (M. Gagnon) a fait un discours de quatre heures et quart pour ridiculiser le député de Québec-Centre, en parlant de façon tout à fait favorable aux trusts de l'électricité.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Terrible!

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le député de Montmagny n'a pas le droit de dire que j'ai parlé pendant quatre heures et quart. C'est inexact. Je n'ai fait, dit-il, qu'exposer mon opinion. Il est également inexact de dire que j'ai ridiculisé le député de Québec-Centre. J'ai voulu simplement démontrer qu'il n'avait pas le monopole de la vérité, et prouver au député de Kamouraska (M. Chaloult) que les prétentions du député de Québec-Centre n'étaient pas inattaquables. Le député de Kamouraska nous disait que nous n'avions pas répondu au discours du député de Québec-Centre, qu'il était possible de lui répondre.

M. Grégoire (Montmagny): Le ministre des Mines et Pêcheries a insinué...

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Est-ce l'ancien maire, le chauffeur ou le député qui parle?
(Rires)

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Grégoire (Montmagny): Si vous n'avez pas autre chose que des arguments de cette nature de votre côté, taisez-vous, sinon amenez-nous des orateurs comme nous en avons de ce côté-ci.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): On n'a pas besoin de vous.

Un député ministériel: Il est donc fatigant!

M. Grégoire (Montmagny): Dites ce que vous voudrez mais le premier, vous le député de Lac-Saint-Jean, vous nous avez sollicités, en 1936, pour venir parler pour vous parce que vous admettiez que vous ne passeriez pas sans nous dans votre comté.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Jamais!

(La Chambre est de plus en plus houleuse.)

M. Barré (Rouville) soulève un point d'ordre. Toutes les allusions aux campagnes politiques dans le présent débat n'ont pas leur raison d'être. En vertu des règlements, une adresse ne comporte pas des algarades entre les députés. Ces algarades se produisent trop souvent. De tels propos jettent du discrédit sur les députés et sur la province; c'est un malheur pour le peuple; c'est un facteur de désordre. M. l'Orateur, j'estime que ces algarades ont assez duré, et je vous demanderais d'appliquer les règlements avec plus de sévérité.

M. Chalout (Kamouraska): Je suis heureux d'appuyer la remarque de mon collègue de Rouville. Depuis que le député de Montmagny a commencé à parler, on entend de tous les côtés de la Chambre des réflexions de plusieurs députés ministériels. En vertu des règlements de la Chambre, aucun député n'a le droit de parler, sans en demander la permission à l'Orateur. J'ai remarqué, au début, que cette année il me semblait y avoir plus de décorum qu'auparavant, ici, et je souhaite qu'on maintienne ce décorum.

M. Tardif (Frontenac): Sur le même point d'ordre, j'appuie moi aussi les remarques du député de Rouville. Je dis que les cultivateurs comme moi, qui formons la population bien pensante dans cette province, avec les autres, nous avons assez de ces longueurs de discours, longueurs qui sont dues aux interrupteurs. Si je prends pour acquis que ça coûte \$5,000 par jour pour siéger en cette Chambre, je dis qu'il y a eu des discours qui ont coûté \$7,500¹⁷ à la province.

M. Hamel (Québec-Centre): Vous, vous avez aussi parlé plusieurs heures dans ce débat, et vous faites une interruption qui prolonge le discours du député de Montmagny.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Il parle de discours, il ne parle pas d'insanités.

M. l'Orateur: On a fait appel à l'Orateur de la Chambre. Je n'ai, dit-il, aucune hésitation à maintenir le point d'ordre. Je demande aux députés de respecter le Règlement de la Chambre qui veut qu'un député demande la parole avant de pouvoir parler. L'Orateur sera sévère et j'espère qu'on voudra l'aider. Je cède la parole au député de Montmagny, en priant la Chambre de ne pas l'interrompre et en priant le député de rester dans les bornes du débat.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): On va dormir.

(Rires à droite)

M. Grégoire (Montmagny): J'étais en Chambre lorsque le ministre des Mines et Pêcheries (M. Gagnon) a parlé, et s'il avait fait un discours semblable aux élections de 1936, il n'aurait jamais pu se faire élire. Il n'avait jamais parlé dans ce sens jusqu'à aujourd'hui.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je soulève un point d'ordre. J'ai toujours été opposé à l'achat de la Beauharnois, et cela, à la connaissance du député de Québec-Centre (M. Hamel). On n'a pas le droit de m'imputer ainsi un changement d'opinion. Le député de Montmagny le sait et il devrait respecter les règlements.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Oui, et parler sensément.

(Rires et applaudissements)

M. Grégoire (Montmagny): Le ministre des Mines et Pêcheries n'a pas parlé que de la Beauharnois. Il a parlé de toute la question de l'électricité et, pendant trois heures, il a cherché à ridiculiser le député de Québec-Centre.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Parlez-nous donc du Crédit social.

(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): Je me demande pourquoi nous avons combattu en 1935 et en 1936? Pour nous débarrasser du régime libéral parce que nous prétendions qu'il y avait des exploités. C'est pour cela que nous sommes battus et c'est pour les mêmes principes que nous battons encore aujourd'hui avec les mêmes mots, mais pourquoi sommes-nous de ce côté-ci de la Chambre? Les

ministériels n'en font pas autant! J'ai repris aujourd'hui le petit catéchisme que nous avons durant la campagne électorale. Ce que j'en ai trainé dans ma machine de ces petits catéchismes!

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Vive la France!

M. l'Orateur: Je demanderais au député de Lac-Saint-Jean d'écouter en silence. S'il ne veut pas écouter, il n'est pas obligé de rester en Chambre. (Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je soulève un point d'ordre. Le petit catéchisme, je ne l'ai jamais lu avant les élections.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Un autre reniement.

Un député ministériel: À l'ordre, Godon¹⁸!

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je ne l'ai pas lu. Il est vrai que j'étais très loin de Québec. J'étais loin, sur les ordres du député de Québec-Est, qui m'avait conseillé d'aller loin parce que je dérangeais moins certaines ambitions de Québec.

M. Drouin (Québec-Est): De Québec ou de Trois-Rivières?

L'honorable M. Gagnon (Matane): De Québec.

M. Grégoire (Montmagny): Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), il a dû en entendre parler partout de ce petit catéchisme. Il a dû en entendre lire des pages à la radio. Je suis resté fidèle à ce petit catéchisme, moi. Le discours du ministre des Mines et Pêcheries m'a profondément intéressé. Il nous a permis de le voir sous son vrai jour, comme le secrétaire de la province. Nous les connaissons mieux maintenant. Sur cette question des trusts, si je prends le petit catéchisme, j'y trouve une question: "Un trust est-il dangereux?" La réponse est affirmative et l'on ajoute que c'est parce qu'un trust vise à l'intérêt particulier et non à l'intérêt public. J'ai expliqué ça à plusieurs reprises durant la dernière campagne électorale, et j'ai aussi dit que la législation que nous passerions ne devrait pas être pour des particuliers, mais pour la masse du peuple.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Le chauffeur et le maire.
(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen d'être respecté dans cette Chambre? Pourquoi s'ingénie-t-on à traiter le député de Montmagny de chauffeur? N'est-il pas avocat? N'a-t-il pas été le premier magistrat de cette ville?

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Est-ce que le député peut nier que le maire de Québec était chauffeur en même temps que maire, et que le chauffeur du maire de Québec n'était autre que le maire et le député de Montmagny?

M. Grégoire (Montmagny): Vous pouvez continuer vos injures. Je ne m'en soucie pas, mais je connais les gens du Lac-Saint-Jean et ils auraient honte de leur député, s'ils étaient ici. On pourrait penser que le député qui vient du dernier comté de la province ait quelques manières¹⁹.
(Rires à gauche)

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Que le député de Montmagny me déteste, c'est son droit, et qu'il dise ce qu'il veut contre moi, je ne m'en occupe pas. Mais il n'a pas le droit de m'attaquer comme député de Lac-Saint-Jean et je le lui défends. Je crois que la représentation de mon comté doit être reconnue comme telle.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Grégoire (Montmagny) parle puis propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Marcoux), que le débat soit ajourné.
Adopté. Le débat est ajourné.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 heures

Succession Charles Wilson

M. Bulloch (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 concernant la succession de l'honorable Charles Wilson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Séminaire Saint-Sulpice

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 concernant le

Séminaire Saint-Sulpice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion proposée jeudi le 19 janvier dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Grégoire (Montmagny) critique le discours du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon). On a tort, dit-il, de reprocher au député de Québec-Centre (M. Hamel) de s'inspirer de la lumière des encycliques, qui contiennent la doctrine sociale de l'Église. On devrait pourtant chercher à comprendre les encycliques, à les mettre en pratique, et les gens du gouvernement devraient s'inspirer plus souvent des encycliques, surtout lorsqu'il s'agit de la dictature économique qui est représentée dans la province par le trust de l'électricité. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) et le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) ont voulu ridiculiser à ce sujet le député de Québec-Centre.

Les bills 19 et 20 sont un moyen pour permettre au gouvernement de ne pas payer des salaires raisonnables aux ouvriers. Leur résultat a été de faire réduire les salaires des ouvriers.

Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) a déclaré que la lutte contre le trust du charbon et de la gazoline dépendait du gouvernement fédéral; et pourtant, sous les autres administrations, le procureur général (l'honorable M. Duplessis) a pris des procédures contre ce trust et lui a fait payer \$35,000. Il est vrai cependant que tout ce qui a trait au commerce dépend du fédéral, mais l'application de la loi dépend du pouvoir provincial.

Le ministre des Mines et Pêcheries a cité des statistiques pour montrer que le trust de l'électricité n'était pas si pire qu'on le disait.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Cela montre la bonne foi du groupe dissident. Je n'ai jamais pris la défense d'aucune compagnie. J'ai tout simplement répondu aux accusations de ceux qui disaient que nous n'avions rien fait. J'ai démontré que nous avons fait quelque chose. Pour ne prendre qu'une catégorie de personnes, j'ai dit que pour le petit consommateur - et il y en a 21,000 d'après les statistiques du député de Québec-Centre - celle qui dépense moins de 15 kilowatts-heure par mois, j'ai prouvé qu'elles payaient 60 sous à Québec, quand elles paieraient 75 sous à Ottawa.

M. Grégoire (Montmagny): L'impression qui est restée chez ceux qui ont entendu le discours du ministre des Mines et Pêcheries fut qu'il tenta de démontrer que les taux de Québec ne sont pas plus élevés que les autres provinces, et particulièrement la province d'Ontario. Ce seul cas ne peut établir la situation.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Quelle honnêteté! Quelle bonne foi! Quelle admirable bonne foi!

M. Grégoire (Montmagny): Pour appuyer sa thèse, le ministre des Mines et Pêcheries a cité le cas de ceux qui dépensaient le moins d'électricité. S'il descendait dans ces pauvres familles de Québec, il verrait qu'elles ne dépensent pas plus parce qu'elles n'en ont pas le moyen. La moyenne de la consommation à Ottawa est de 300 kilowatts-heure par mois et, dans le Québec, d'environ 50. Cela démontre que le coût de la vie est plus élevé ici.

Je ne dis pas que c'est le gouvernement qui est responsable. Si le ministre avait voulu être de bon compte, il aurait basé sa comparaison sur une autre catégorie. Les statistiques du ministre ont été fournies par les compagnies d'électricité. Pourquoi le ministre est-il allé recouvrir de son corps le trust de l'électricité? Nous étions partis en guerre contre ceux qui protégeaient ces exploiters, mais j'ai l'impression que le même régime va continuer.

L'honorable M. Paquette (Labelle): (En riant) Après le jour de l'assermentation.

M. Grégoire (Montmagny): Le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) est ici. Cet

après-midi, alors qu'il n'était pas là, je lui ai dit qu'il ne connaissait rien de ce qui se passe le jour de l'assermentation. Il n'était pas là et il ne devrait pas perdre une si belle occasion de se taire. On fait beaucoup de cas de l'achalandage qu'on représente comme un bien légalement acquis et qu'il n'en est que juste de payer. Peut-on parler de l'achalandage des compagnies d'électricité dans notre province, alors que nous sommes obligés de nous soumettre aux volontés d'un monopole dont je ne tiens pas le gouvernement responsable?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Vous devenez vertueux!

M. Grégoire (Montmagny): Que le secrétaire de la province finisse sa correspondance, et tantôt je lui dirai quelque chose. L'achalandage des compagnies d'électricité, selon moi, ne devrait pas être payé un sou dans un cas d'expropriation parce que le consommateur est forcé d'acheter d'elles. Ces compagnies possèdent nos belles chutes d'eau et il ne reste rien qui vaille.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il en reste entre 7,000,000 et 8,000,000 de chevaux-vapeur.

M. Grégoire (Montmagny): Pas à proximité de Québec. Près de la Baie d'Hudson. Pas à Trois-Rivières. Pas à proximité des villes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement. Pour ne prendre que la Beauharnois, il reste 2,000,000 de chevaux-vapeur.

M. Hamel (Québec-Centre): Ne touchez pas à la Beauharnois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On pourrait peut-être en parler à M. Sweezy²⁰, l'ami du député de Québec-Centre? Ça pourrait lui déplaire. (Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): M. Sweezy n'est pas mon ami.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Québec-Centre a veillé avec M. Sweezy au Château Frontenac.

M. Grégoire (Montmagny): Le premier ministre le sait. Nous avons déjà veillé avec vous aussi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas longtemps.

M. Grégoire (Montmagny): Aussi longtemps que nous l'avons cru bon. Pour en revenir à l'achalandage, je ne vois pas pourquoi on y attache tant d'importance. Ne sommes-nous pas tous des clients forcés? On a parlé de la centrale du Témiscamingue et on a dit qu'avec les efforts du gouvernement, on viendra à faire baisser à \$25 le prix de vente du cheval-vapeur. On n'a pas dit qu'il se vendait encore \$35 du cheval-vapeur.

L'honorable M. Gagnon (Matane): C'est déjà beaucoup! C'est une réduction de \$15 en deux ans. Vous n'avez pas réduit l'électricité d'un quart de sou à Québec durant tout le temps que vous avez été là, tandis que le gouvernement a obtenu de grosses réductions, particulièrement à Montréal et dans le Témiscamingue.

M. Grégoire (Montmagny): J'ai, dit-il, fait tout ce que j'ai pu, mais la Législature m'a empêché. Le ministre des Mines et Pêcheries devrait savoir que si j'ai été sorti de l'Hôtel de Ville, c'est parce que je coûtai trop cher au trust de l'électricité qui a été assez puissant pour mobiliser les deux parties contre moi. Le ministre des Mines et Pêcheries sait que je suis venu à la Législature avec des bills qui nous fournissaient les moyens de nous débarrasser du trust de l'électricité. On m'a refusé ce que je demandais sous le régime libéral et, sous la nouvelle administration, on me l'a refusé pareillement. Cela montre que si les hommes ont changé, le régime continue, et que ceux qui mènent sont toujours les mêmes.

M. Hamel (Québec-Centre) applaudit.

M. Chaloult (Kamouraska) applaudit.

M. Drouin (Québec-Est) applaudit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (À mi-voix) Ceux qui mènent. (Rires)

M. Grégoire (Montmagny): Oui, ceux qui mènent. Vous vous rappelez, M. le premier ministre, que nous avons dit que le trust de l'électricité menait tout dans cette province, tout comme autrefois. Il est resté assez puissant pour mener presque toutes les villes, moins Sherbrooke et Saint-Hyacinthe. Saint-

Hyacinthe doit encore lutter, tandis que Sherbrooke se développe comme pas une autre ville.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): On a un bon député aussi!

M. Grégoire (Montmagny): Si la ville de Sherbrooke a un bon député, il me permettra de dire que cette municipalisation existait longtemps avant qu'il soit élu.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Ça existait depuis 31 ans.

M. Tardif (Frontenac) parle²¹.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Cierge pascal! (Rires et vacarme)

M. Grégoire (Montmagny): Le maire de Saint-Hyacinthe²² a fait tout son possible pour se débarrasser du trust.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a demandé de monter le prix de la compagnie.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il est de valeur que les gens ne puissent voir le sourire du premier ministre qui parle par ironie. Tout ce qu'on lui a demandé, c'est de forcer la Southern Canada Power à donner, dans les autres villes de même population que Saint-Hyacinthe, les taux qu'elle consent chez nous pour tenter de ruiner la municipalisation.

Les taux n'augmenteront pas chez nous. Pour la catégorie de gens qui dépensent moins de 15 kilowatts-heure, ils ne paient que pour 45 sous, contre 60 sous à Québec et 75 sous à Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition dit que la compagnie ne charge pas assez cher.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne dis pas cela. Nous voulons forcer la compagnie à consentir des taux aussi bas à tous les usagers de son réseau. Je crois que cela confirme ce que j'ai dit. La compagnie fait une concurrence déloyale à Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En quoi?

M. Grégoire (Montmagny): Pour produire de l'électricité et la distribuer, ça coûte tant...

Des députés: Combien?

M. Grégoire (Montmagny): Ça dépend des centrales, du milieu, etc. Il n'y a pas de chômage à Saint-Hyacinthe, parce que les taux de l'électricité ne sont pas élevés. Saint-Hyacinthe est aujourd'hui une des villes les plus industrialisées, grâce à la municipalisation de l'électricité. On a essayé d'étouffer la municipalisation en fixant des taux au prix coûtant. Qu'est-ce que cela fait à la Southern Canada Power? Dans les villes et villages environnants, elle charge des taux prohibitifs et continue de voler les citoyens. Le gouvernement permet à la Southern Canada Power de faire une concurrence déloyale à la centrale de Saint-Hyacinthe pour tuer la municipalisation. En d'autres termes, la Southern Canada Power fait du "dumping" à Saint-Hyacinthe.

Prenez le cas de l'hôpital Saint-Michel-Archange. Je regrette d'apprendre qu'une partie de cet hôpital est en feu, et j'offre mes sympathies aux autorités de l'institution. On leur chargeait \$6,000 seulement pour apporter les fils auprès de l'hôpital. Les religieuses, devant des conditions aussi iniques, ont fait installer des moteurs diesel au prix de \$18,000, car la Quebec Power voulait les exploiter. Le ministre des Mines et Pêcheries est satisfait de défendre les trusts.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je viens d'entendre l'insinuation faite comme toujours, très honnêtement, par le député de Montmagny...

M. Grégoire (Montmagny): Pardon, je n'insinue pas, j'affirme bien en face.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je dis que le député de Montmagny insinue des choses fausses. Il cite un fait isolé, puis il me représente comme un défenseur des trusts. Jamais je n'ai été le défenseur des trusts de l'électricité. Jamais le gouvernement ne les a défendus. Notre premier geste en arrivant au pouvoir a été de faire une loi pour les mettre en régie.

Le député de Montmagny est-il capable d'admettre que les taux de l'électricité ont baissé à Québec depuis deux ans? Est-il capable d'admettre que ce résultat a été obtenu grâce à l'énergique intervention du gouvernement? Le député n'aura pas l'honnêteté de le reconnaître. Comment peut-il insinuer faussement que les ministres sont favorables aux trusts?

M. Grégoire (Montmagny): Le ministre des Mines et Pêcheries sera-t-il capable de nous prouver qu'il n'a pas fait un discours favorable aux trusts? Le ministre lit *L'Action catholique*. Il sait que M. Eugène L'Heureux²³ est très au courant des questions électriques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pas tant que ça.

M. Grégoire (Montmagny): Plus que le premier ministre.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Il a eu un court-circuit au *Progrès du Saguenay*.

M. Grégoire (Montmagny): Il a écrit un article pour dire que c'est pire que jamais dans la province.

L'honorable M. Gagnon (Matane): C'est un article malhonnête, respirant la mauvaise foi.

Des députés: Ah! Ah!

Des députés ministériels font des murmures d'approbation.

Des députés de l'opposition font des murmures de désapprobation.

M. Grégoire (Montmagny): Je prends la parole du ministre des Mines et Pêcheries: quand les travaux seront terminés à la centrale du Témiscamingue, on vendra l'électricité à \$25 le cheval-vapeur. Mais à qui vendra-t-on cette électricité? Toute la production de la centrale est déjà vendue à la Noranda, à la Siscoe, à la Aldermac. Les petits consommateurs n'en bénéficieront pas.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Trois hourras pour les cultivateurs!

M. Grégoire (Montmagny): Les compagnies toutes-puissantes ont eu des exemptions de taxes et ce sont les petits qui en ont souffert, et on prendra encore à même les taxes sur les petits pour réduire le prix de revient de ces compagnies.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Noranda, la Siscoe, la Aldermac emploient des milliers d'hommes. Moins ces compagnies paieront pour l'électricité, plus elles augmenteront les salaires,

et plus le gouvernement retirera d'argent de la taxe sur les corporations. Qu'on soit donc honnête!

M. Grégoire (Montmagny): Le premier ministre est habile. Je lui citerai le cas de la Dominion Textile. Là aussi, les salaires devaient augmenter, si on empêchait le coton étranger d'envahir notre marché. Quel a été le résultat? Jamais les ouvriers n'ont été aussi mal traités. Et si l'on prend l'enquête Turgeon...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député oublie-t-il que les salaires payés dans les textiles sont basés sur des conventions collectives établies par les ouvriers eux-mêmes? Ignore-t-il qu'à la Wabasso à Trois-Rivières, le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) et le député du comté ont fait augmenter de \$135,000²⁴ par année le salaire des ouvriers?

M. Grégoire (Montmagny): Ce sont des salaires imposés par le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pareille assertion n'est pas exacte et elle est indigne dans la bouche du député qui me connaît mieux. Lorsque la grève a éclaté dans les textiles, j'ai agi, à la demande du cardinal lui-même, comme arbitre dans le conflit.

Nous avons passé une journée sans manger pour étudier le cas de cette grève. Et ce sont les représentants des syndicats qui ont fixé les mêmes salaires et les mêmes conditions de travail. Je ne dis pas que ce salaire est suffisant. Mais je dis que nous l'avons établi à la demande des ouvriers eux-mêmes.

M. Grégoire (Montmagny): Si les ouvriers du textile ont accepté pareilles conditions, et pareils salaires, c'est que le gouvernement les leur a imposés de force.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'affirme que les salaires n'ont pas été imposés par le gouvernement, mais à la demande expresse des syndicats représentant les ouvriers après entente avec la compagnie. Les salaires imposés par l'Office des salaires raisonnables sont basés sur le coût de production de l'industrie. Il est évident que si le coût de production des mines est moins élevé grâce à la centrale, les ouvriers seront mieux payés d'autant.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): C'est encore drôle.

M. Grégoire (Montmagny): Les ouvriers du textile ont été exploités dans la province de Québec; on leur a fait mille misères, à l'intérieur comme à l'extérieur. D'ailleurs, nous savons de quel côté était la police provinciale tout le temps du conflit. Elle était du côté des employeurs, tournée contre les employés; et ceux qui n'avaient pas besoin de protection, ce n'étaient pas les employeurs, mais les employés, les petits.

En tout cas, la Noranda va donc bénéficier d'une réduction de \$80²⁵ pour le prix d'un cheval-vapeur, grâce aux travaux entrepris par le gouvernement avec les taxes perçues chez les gagne-petit, grâce à l'exploitation du peuple. C'est avec cet argent qu'on construit des centrales pour les grandes compagnies. Le premier ministre dit que ces compagnies emploient des ouvriers en grand nombre. Il oublie toujours de dire que, si les ouvriers gagnent des salaires, c'est qu'ils donnent un rendement pour ce salaire.

M. Larivière (Témiscamingue): Le député de Montmagny (M. Grégoire) parle de la Noranda. Cela m'intéresse, c'est dans mon comté. La Northern Quebec Power fournit de l'électricité dans ce comté. J'ai déjà fait des démarches personnelles auprès de la compagnie pour obtenir des réductions de taux, mais l'on a refusé. Depuis que le gouvernement a décidé la construction d'une centrale, après de nouvelles démarches, la compagnie a consenti à baisser ses taux parce qu'elle perdait une partie de son marché.

C'est vrai que la compagnie Noranda bénéficiera d'une réduction considérable sur le cheval-vapeur. Il y a longtemps que je voulais cela, car il y a des villages entiers qui en bénéficieront également.

Des députés: Adopté! Adopté!

M. Grégoire (Montmagny): Je remercie le député pour son renseignement, mais peut-il me dire combien de citoyens du Témiscamingue bénéficieront de taux réduits à cause de cette nouvelle centrale?

Un député ministériel: Le maudit!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député devrait savoir que nous fixons les salaires des ouvriers au moyen de l'Office des salaires raisonnables, initiative heureuse et féconde du gouvernement. Or, plus le coût d'opération est élevé, moins une compagnie est capable de payer des salaires raisonnables.

Par contre, plus le gouvernement, lui, réduit le coût de son opération, plus la compagnie est en mesure de payer de meilleurs salaires. Le député, qui est professeur d'économie politique, devrait savoir cela, c'est élémentaire.

(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): Si une telle situation s'est produite dans la région du Témiscamingue, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas eu recours aux mêmes moyens pour le reste de la province? Ce serait aussi élémentaire pour le premier ministre, s'il voulait me dire qu'en fait il en est ainsi.

(Applaudissements à gauche)

C'est comme à Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas interrompre le député, mais il y a une rectification.

À Montréal, depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons fait payer \$400,000 par année, puis une deuxième réduction de \$250,000 par année; ce qui fait \$650,000 par année. De plus, nous avons forcé la compagnie Montreal Light, Heat & Power à payer à la ville, avant cela, \$350,000, et avant cela encore, \$275,000.

Ça fait \$1,000,000. Nous avons fait donner à Montréal, par la Montreal Tramways, sa subsidiaire, \$1,250,000²⁶. C'est ce que nous avons fait pour Montréal seulement.

Pendant qu'il a été à la mairie de Québec, le député de Montmagny n'a pas obtenu une réduction d'un quart de cent.

M. Grégoire (Montmagny): Parlant de cette supposée réduction qu'il aurait obtenue...

L'honorable M. Gagnon (Matane): Est-ce ça ou n'est-ce pas ça?

M. Grégoire (Montmagny): Le \$400,000?

M. Hamel (Québec-Centre): Dérisoire!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Une réduction de \$400,000, c'est dérisoire?

M. Grégoire (Montmagny): Nous sommes experts en la matière...

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Cela paraît.

(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): Avec ces réductions, que le gouvernement prétend avoir faites, cela coûte plus cher au consommateur qu'auparavant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans sa propre ville de Québec, nous avons obtenu une réduction de \$115,000 à \$125,000 par année. Le député de Montmagny n'a qu'à s'informer auprès du député de Québec-Est (M. Drouin), qui le sait bien, lui. Si les comptes montent quand même, c'est que le consommateur, au lieu d'acheter moins d'électricité, en achète plus.

M. Grégoire (Montmagny): Les supposées rectifications du premier ministre laissent entendre que mes affirmations sont fausses. Eh bien! Voici l'original d'un compte de la Quebec Power qui va vous démontrer que c'est plus cher aujourd'hui qu'avant la réduction du gouvernement. Le 22 juillet 1938, un consommateur a payé \$3.08 pour 24 kilowatts. Le 29 janvier 1939, pour 14 kilowatts, 10 kilowatts de moins, il payait \$3.12.

Un député ministériel: Tout ça pour une bagatelle!

M. Hamel (Québec-Centre): Voulez-vous le reçu? Si vous en voulez d'autres, nous en avons.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Quel est le prix du kilowatt? Est-ce à la campagne ou dans la ville?

M. Grégoire (Montmagny): Ce n'est pas dans la ville de Québec...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ah! C'est à la campagne? Voilà la sincérité et l'honnêteté de ces gens. Ce sont là ces purs qui tentent de faire croire à la population de Québec qu'elle est pressurée par le trust, en produisant des comptes qui viennent d'en dehors de la ville. Le député de Montmagny et le député de Québec-Centre les montrent pour surprendre la bonne foi de la population.

M. Hamel (Québec-Centre): Quelle différence entre un consommateur qui est tondu à Sillery et un autre qui est tondu à Québec? D'ailleurs, nous allons apporter d'autres factures.
(Vacarme)

Un député ministériel: Maudit cochon!

M. Grégoire (Montmagny): Il y a eu un éclat de voix particulier...
(Confusion)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qu'est-ce que c'est?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est à propos du député de Montmagny.
(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): L'honorable ministre des Mines et Pêcheries...

Des députés: Adopté! Adopté!

M. Grégoire (Montmagny): Le ministre des Mines et Pêcheries a commencé son discours en disant qu'il ne connaissait rien en la matière, mais qu'il avait pris ses informations à la Régie et qu'il se faisait l'interprète de la Régie. Eh bien! S'il ne connaît rien, pourquoi est-il parti en guerre contre le député de Québec-Centre qui, lui, la connaît, la question de l'électricité?

Des députés: Adopté! Adopté!

M. Grégoire (Montmagny): L'honorable ministre des Mines et Pêcheries a parlé du barrage de La Tuque. Il a dit que le député de Québec-Centre avait dit des faussetés.

L'honorable M. Gagnon (Matane): J'ai dit des paroles inexactes. Ce terme est poli; l'expression "fausseté" est grossière.

M. Grégoire (Montmagny) explique les tractations entre la Brown Corporation et la Shawinigan au sujet du barrage de La Tuque.

L'honorable M. Gagnon (Matane) reprend le représentant de Montmagny.

M. Grégoire (Montmagny) reprend le député de Matane.

L'honorable M. Gagnon (Matane) reprend le représentant de Montmagny.

M. Grégoire (Montmagny) reprend le député de Matane.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le député de Montmagny parle de façon à rendre le

gouvernement actuel entièrement responsable de tout ce qui s'est fait sous l'ancien régime.

M. Grégoire (Montmagny): Je fais, dit-il, les distinctions voulues.

Des députés ministériels: Adopté! Adopté!

M. Grégoire (Montmagny) relève certaines considérations faites par le ministre des Mines et Pêcheries au sujet des taux comparatifs du Québec et de l'Ontario. Le député de Matane avait dit que le petit consommateur domiciliaire qui dépense moins de 15 kilowatts-heure paye moins cher à Montréal et à Québec qu'il ne paie à Ottawa. Il y a des distinctions entre la consommation domiciliaire et la consommation commerciale et industrielle. Le distributeur de l'électricité, dit-il, parce qu'il a le monopole, fait des distinctions dans ses prix selon l'usage que fait le consommateur de sa marchandise.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Si le député de Montmagny (M. Grégoire) avait à établir une centrale à Québec, chargerait-il le même prix au commerçant et à l'industriel qu'au pauvre petit ouvrier?

M. Grégoire (Montmagny): Le ministre paraît être sous l'impression que l'ouvrier, le petit consommateur, paye moins cher. C'est le contraire qui est vrai. C'est le petit consommateur qui paye le plus cher.

L'honorable M. Gagnon (Matane): C'est ce que je dis. Mais le député ne répond pas à ma question.

Si le député de Montmagny (M. Grégoire) avait à établir une centrale à Québec, chargerait-il le même prix au commerçant et à l'industriel qu'au pauvre petit ouvrier? Toutes les gens des galeries ont compris la question avant le député de Montmagny.

M. Grégoire (Montmagny): Il y a évidemment certaines distinctions à faire, car il y a des consommateurs qui sont de mauvais consommateurs en ce sens qu'ils consomment très peu d'électricité. Mais là où ça devient de l'exploitation, c'est quand on charge le taux domiciliaire à des institutions comme les hôpitaux qui font une grosse consommation.

L'honorable M. Gagnon (Matane): S'il y a des abus, nous avons une Régie de l'électricité qui a la mission de les réprimer.

(Un peu plus loin le ministre des Mines pose une question à M. Grégoire.) Le député de Montmagny pourrait-il me dire, sans le demander à ses voisins, ce que c'est que la consommation domiciliaire, la consommation industrielle ou commerciale?

M. Grégoire (Montmagny): La consommation que nous faisons, vous et moi, c'est une consommation domiciliaire. Un industriel ou un commerçant, dans son usine ou son établissement de commerce, fait une consommation industrielle ou commerciale.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Vous avez parfaitement raison.

M. Hamel (Québec-Centre): Il n'a pas raison du tout.

(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): Le trust continue à exploiter la population!

Voici, dit-il, le texte d'une proposition faite par le Dr Philippe Hamel au ministre des Mines.

"Si le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) veut m'accompagner, nous irons à Montréal; nous prendrons des comptes de 10 commerçants en vue, 10 industriels et 10 comptes de service résidentiel où l'on se sert de l'électricité comme ça doit se faire normalement chez nous, c'est-à-dire où l'on cuit à l'électricité, nettoie à l'électricité, où l'on se sert de radio, de balais aspirateur, etc.

"Puis nous irons à Ottawa, chiffres en main, comparer ces comptes avec ceux d'industriels, commerçants et résidents ontariens ayant une consommation égale en kilowatts-heure. Si les comptes pour service résidentiel à Ottawa sont 100 % meilleur marché que ceux de Montréal et ceux des services commercial et industriel, au moins 30 % meilleur marché que ceux de Montréal,... je voudrais que le ministre des Mines et Pêcheries me fasse des excuses pour tout ce qu'il a dit, et qu'il paie tous les frais de voyage. Par contre, si les comptes de Montréal sont meilleur marché que ceux d'Ottawa, soit pour service commercial, industriel ou domestique, je paierai tous les frais de transport et d'hôtel, et ne parlerai plus de cette question de l'électricité.

"Soyons pratiques, examinons les comptes, c'est là où l'on abuse du public. Finissons-en avec les mensonges et les tromperies de toutes sortes.

"L'important et le pratique, c'est ce que l'on extorque du public."

"(signé) Philippe Hamel"

(M. Grégoire donne la proposition écrite à un page qui va la porter au ministre des Mines et Pêcheries, l'honorable M. Gagnon)

M. l'Orateur: J'ai permis aux députés de lire leurs discours jusqu'à la fin du débat sur l'adresse, mais je n'ai permis à personne de lire les discours des autres.

Si on se met à lire et à relire les discours de ceux qui ont déjà parlé, nous ne terminerons jamais ce débat. Que le député de Québec-Centre (M. Hamel) envoie ses lettres par la poste.

(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): J'avais justement terminé.

L'honorable M. Gagnon (Matane): On m'envoie une lettre qui porte la signature du Dr Philippe Hamel. Ce geste était puéril. Je suis prêt, dit-il, à appuyer les chiffres publiés par Ottawa par l'intermédiaire d'un gouvernement favorable au député de Québec-Centre (M. Hamel).

Si je ne réponds pas, on mettra cette lettre dans les journaux. Cette lettre, je ne l'ai pas lue et je ne la lirai pas. Ce n'est pas sérieux. J'ai ici le texte de mon discours.

J'ai dit que certains taux étaient plus bas à Montréal et que d'autres pouvaient être plus élevés. J'ai demandé au député de Québec-Centre (M. Hamel) de ne pas prendre un cas en particulier et généraliser ensuite, comme si c'était toujours la même chose.

Je n'ai pas défendu le trust de l'électricité; j'ai simplement relevé les termes de comparaisons présentés par le député de Québec-Centre qui étaient de nature à induire le public en erreur. Je veux relire ce passage de mon discours.

Des députés de l'opposition protestent.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Si on ne veut pas que je relise ce passage, je n'insisterai pas. Mais, par exemple, pas un journal n'aura le droit de dire que j'ai refusé de répondre.

M. Hamel (Québec-Centre): Ce qui compte, c'est ce que les gens paient.

M. l'Orateur: Est-ce une question?

M. Hamel (Québec-Centre): C'est une rectification.

M. Grégoire (Montmagny): Nous n'exigeons pas une réponse immédiate, mais nous voulons que la vérité sorte dans le public.

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande au député de Montmagny de se procurer un volume fédéral des statistiques qu'il a citées et où il est dit que certaines catégories de consommateurs - et il y en a 21,000 de ce genre à Québec - paient moins cher ici qu'à Ottawa.

M. Hamel (Québec-Centre): J'ai, dit-il, toute une collection.

M. Grégoire (Montmagny): Ce sont des chiffres fournis par les trusts eux-mêmes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement King est-il le gouvernement des trusts?

M. Grégoire (Montmagny) cite quelques chiffres pour démontrer que l'électricité est moins chère en Ontario.

Si les cultivateurs de la province de Québec bénéficiaient des mêmes taux d'électricité que ceux de la province d'Ontario, ils seraient mieux en mesure de concurrencer les produits agricoles de l'Ontario et de la Nouvelle-Zélande.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'après mes renseignements, dit-il, les cultivateurs de l'Ontario paient l'électricité plus cher que ceux de Québec.

M. Grégoire (Montmagny) fait à son tour des comparaisons pour une consommation de 3,000 kilowatts-heure: \$86 à Montréal, \$52 à Toronto, \$35 à Hamilton, etc...

Comment se fait-il que nous payions si cher quand nous sommes si bien pourvus au point de vue des chutes d'eau?

En réponse à une autre affirmation du discours du ministre des Mines et des Pêcheries, ces jours derniers, poursuit-il, une veuve m'a déclaré que la Quebec Power lui avait chargé le taux le plus élevé, parce qu'elle louait une seule chambre. On m'a, dit-il, offert des affidavits pour prouver qu'à divers autres endroits, on rencontre des cas analogues.

Ceux qui dépensent plus d'électricité paient plus cher. C'est comme si un boucher augmentait le prix de sa viande, parce qu'un client en consommait

davantage. Les villes qui ont sorti le trust dehors en ont retiré un gros avantage.

Il (M. Grégoire) produit l'ordonnance numéro 151 pour démontrer, dit-il, qu'on a fixé le tarif minimum à \$1.50 pour une catégorie de consommateurs, et fait une charge contre les trusts, qui vivent aux dépens du peuple et ne craignent pas de couper les fils lorsqu'un pauvre diable est incapable de payer son minimum. Je suis, poursuit-il, entré dans la politique, à la suite des instances qui m'avaient été faites, mais à la condition que le nouveau régime ne soit pas semblable à l'autre.

(Prenant le *Petit catéchisme électoral* publié lors des élections) On pourrait, dit-il, changer les noms Taschereau et Godbout en celui de Duplessis, sans changer sensiblement le petit catéchisme lui-même. Le présent gouvernement fait pire que l'ancien régime qu'il a aidé à descendre. Le gouvernement ne combat pas les trusts. Les nouvelles lois de l'électricité sont pires que les anciennes lois.

Le député de Montmagny lit quelques questions et réponses du *Petit catéchisme électoral*. Si le gouvernement m'en avait donné les pouvoirs, affirme-t-il, je l'aurais réglée, la question de l'électricité".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui, un beau régleur.
(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): Je peux comparer mon administration avec la vôtre.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Je veux, dit-il, à mon tour parler de l'administration Grégoire.

M. Grégoire (Montmagny) fait allusion à Sir Herbert Holt²⁷.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Savez-vous que Sir Herbert Holt ne reste plus au Canada?

M. Grégoire (Montmagny): Ce n'est pas parce qu'il a peur du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député de Montmagny veut prendre une action qui a du bon sens contre Sir Herbert Holt, je vais faire payer tous les frais par la province.
(Rires)

M. Grégoire (Montmagny) cite *L'Action catholique* du 18 février 1936:

"Orateur suivant M. Gagnon dit que, suivant la parole de Victor Hugo, la lutte a été ardente et noire. Mais le peuple s'est prononcé en faveur du petit lutteur qui, depuis février 1934, a connu bien des avanies. Grâce au concours du peuple, grâce surtout au concours efficace de ce merveilleux médecin qu'est le Dr Hamel, le peuple a remporté la victoire. M. Gagnon dit que ce n'est pas tant la majorité échevinale.

"L'orateur dit à M. Grégoire que son cœur de professeur dévoué à l'enseignement de la jeunesse doit être réchauffé par la présence de tant de jeunes gens au Palais Montcalm. Il demande au peuple de continuer et la victoire qui fait trembler le vieux rocher de Québec va détrôner la clique, et nous verrons luire des jours heureux. On acclame frénétiquement M. Gagnon."

Les temps sont bien changés!

J'aurais encore plusieurs points à développer, dit-il, mais je me reprendrai plus tard. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette), dit-il, a déclaré que nous avions quitté l'Union nationale sans raison plausible. J'en ai donné quelques-unes et il y en a d'autres.

M. Pouliot (Missisquoi) produit une carte portant le chiffre du cabinet du maire, en date du 26 août 1936, et sur laquelle on disait: "Chaleureuses félicitations. Vive l'Union nationale, vive Maurice Duplessis"! Les élections avaient eu lieu le 17 août et le député de Montmagny avait déclaré précédemment qu'il faisait siennes les paroles du Dr Hamel: "Vingt-quatre heures après l'élection, j'ai compris que nous étions roulés."

M. Grégoire (Montmagny): (Il fait venir le document à son bureau). Une telle carte pouvait s'expliquer par les milliers de lettres et de télégrammes auxquels on devait répondre.

(Après avoir pris connaissance du document) Ceci n'est pas de moi, il n'y a pas de signature et je ne reconnais pas l'écriture.

J'aurais, dit-il, voulu parler de la situation des colons, des agriculteurs et des bûcherons. Je ne tiens pas le gouvernement responsable de tous leurs maux. Je me réjouis pour ceux qui peuvent profiter du crédit agricole, mais ce n'est pas encore suffisant. Le colon et le cultivateur ne peuvent pas vivre. Le cultivateur ne peut pas vivre, si on ne trouve pas de débouchés pour ses produits, si on ne l'aide à se procurer des instruments aratoires ni des engrais chimiques. Le colon arrive sur une terre, absolument dénudé, sans aucune ressource. Comment peut-il

vivre? On dit qu'il en coûte \$2,600 pour établir un colon, mais je me demande si tout cet argent va au colon ou s'il ne s'agit pas d'une moyenne dans laquelle on inclut les dépenses de voyage et les achats d'automobiles. Je veux, précise-t-il, principalement savoir quelle somme touche le cultivateur sur le montant de \$2,313 que l'Office du crédit agricole prête.

J'aurais bien d'autres choses à dire, conclut-il.

M. Dansereau (Argenteuil) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

"Nous désirons exprimer respectueusement le regret que le gouvernement, depuis son accession au pouvoir en 1936, n'ait pas pris les mesures nécessaires pour remplir ses engagements électoraux, notamment:

"1. En favorisant le népotisme et la partisanerie politique dans l'administration du département de l'Agriculture et en ne payant pas de prime sur le beurre et le fromage;

"2. En n'ayant pas mis en œuvre un plan d'ensemble pour développer les centres de colonisation et soulager la misère des agriculteurs nouvellement établis sur des terres;

"3. En n'abolissant pas le Conseil législatif;

"4. En n'établissant pas dans la province une concurrence d'État efficace, de nature à protéger le public contre les taux élevés de l'électricité et en négligeant de promouvoir l'électrification rurale;

"5. En ne réduisant pas le nombre des commissions administratives, mais en les maintenant et en créant de nouvelles sous une désignation différente;

"6. En diminuant les prérogatives de la Chambre pour accroître les pouvoirs d'administration par simple ordre en conseil²⁸."

L'honorable M. Duplessis: Il paraît évident que cet amendement est hors d'ordre, car un amendement ne doit pas comporter une quantité de négations comme l'est celui qui est présenté. De plus, on n'a pas le droit de faire, dans un amendement, des assertions contraires à la vérité. Mais je n'ai pas d'objection à ce que le vote soit pris sur l'amendement.

Je ne veux plus entendre de discours sans fin et inutiles. C'est montrer notre largeur de vue et aussi notre désir de voir se clore un débat sur une formalité qui s'est déjà suffisamment prolongée et qui coûte \$5,000 par jour à la province.

C'est suffisant; il y a du travail à accomplir. Nous voulons passer immédiatement à l'étude des lois importantes qui sont prêtes, dans l'intérêt de la population. Si la discussion devait se prolonger, l'Assemblée législative devra siéger demain et lundi pour étudier plusieurs mesures gouvernementales retardées par le débat qui a duré tout un mois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande le droit de parler 10 minutes sur l'amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) s'objecte.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je consens, dit-il, à ne pas parler.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Bélanger, Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 17.

Contre: MM. Adam, Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Carignan, Caron, Castonguay, Choquette, Coonan, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Gérin, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Layton, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 52.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

L'adresse est adoptée²⁹.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que jeudi le 23 février courant, la Chambre se forme en comité des subsides pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Voies et moyens

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) que jeudi le 23 février courant, cette Chambre se forme en comité des voies et moyens pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Motions de condoléances:

Hôpital Saint-Michel-Archange, incendie

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme les membres de la Chambre en ont eu la nouvelle, il vient de se passer à Québec, une tragédie lugubre et pénible. Il y a un hôpital qui brûle non loin du parlement, ici, à Québec. L'asile Saint-Michel-Archange est une institution qui a rendu à la province des services signalés.

Les dommages matériels sont considérables, mais, par-dessus le marché, il y aura beaucoup d'ennuis à cause des malades. En plus, l'on déplore les ennuis que cet incendie apporte aux religieuses qui se dévouent à l'institution, aux malades et à leur famille.

Le gouvernement est sensible et peiné de cette tragédie, et c'est au nom de la Chambre que j'offre à la communauté éprouvée et aux victimes l'expression de nos condoléances et de nos sympathies les plus profondes et les plus sincères.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je m'empresse de me joindre au premier ministre pour lui assurer que, de ce côté-ci de la Chambre, nous déplorons de même le désastre d'aujourd'hui à Beauport. Saint-Michel-Archange abritait environ 3,000 personnes, de sorte que c'est toute la province qui est éprouvée.

Il y a à peine un an, nous avons passé par une catastrophe un peu plus grande à Saint-Hyacinthe, plus grande par le nombre de pertes de vie. À cause du nombre de malades qu'il y a dans l'hôpital en feu, les ennuis créés par l'évacuation forcée seront énormes et l'on s'en ressentira un peu partout dans la province. À la communauté éplorée, nous offrons nos sympathies.

M. Hamel (Québec-Centre) se lève aussi pour se joindre au premier ministre et au chef de

l'opposition pour offrir ses sympathies à la communauté de religieuses qui dirigent l'hôpital.

Travaux des comités:

Comité des bills publics

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que le comité permanent des bills publics en général soit autorisé à siéger demain, même si la Chambre n'y tient pas de séance.

Vu que le débat est terminé, conformément à l'entente que j'ai faite avec le chef de l'opposition, nous ne siégerons pas demain. Nous ajournerons à mardi. Mais voici une motion pour permettre aux membres du comité des bills publics de siéger demain matin. On sait que le comité ne peut siéger si la Chambre ne siège la même journée. Il y a plusieurs mesures qui attendent l'Assemblée et, pour accélérer les choses, la motion consiste à demander la permission de passer outre à ce règlement; car il y a ici des délégations qui sont venues expressément pour certains bills.

La motion est adoptée.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Ici, le député de Berthier (M. Bastien) reprend son discours qu'il avait commencé la veille. Il appert cependant qu'il répète une bonne partie de son discours.

2. Il s'agit du député de Laval (M. Leduc). Il fut ministre de la Voirie dans le cabinet Duplessis du 26 août 1936 au 7 juillet 1938.

3. 11,000 personnes, selon *La Presse* du 17 février 1939, à la page 10.

4. "12 chefs de service", selon *L'Illustration nouvelle* du 17 février 1939, à la page 5.

5. Jean-Baptiste Bellemare. Barbier de profession. Président du Club ouvrier de Maisonneuve et organisateur du député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay). Il fut défait aux élections municipales de Montréal du 11 décembre 1938.

6. *Le Canada* du 17 février 1939, à la page 6, indique que le député de Lac-Saint-Jean (M. Duguay) fut député conservateur aux Communes. Il occupa ce poste de 1930 à 1935.

7. \$24, selon *L'Événement-Journal* du 17 février 1939, à la page 4.

8. \$2,420,944, selon *Le Soleil* du 17 février 1939, à la page 9.

9. Il s'agit de Vincent Dupuis. Cet avocat fut député libéral à Ottawa dans le comté de Laprairie-Napierville de 1929 à 1935, puis député de Chambly-Rouville de 1935 à 1945. Il fut ensuite nommé au sénat pour la division Rigaud. Il meurt en fonction en 1967.

10. Il est impossible de saisir les propos du député d'Iberville (M. Lamoureux), selon *Le Canada* du 17 février 1939, à la page 6.

11. Mitchell Frederick Hepburn (1896-1953), premier ministre libéral de l'Ontario de 1934 à 1942.

12. William Aberhart (1878-1943), premier ministre de l'Alberta de 1935 à 1943. Il fut le premier à mener le Crédit social au pouvoir.

13. \$27,000,000, selon *The Gazette* du 17 février 1939, à la page 5.

14. Grégoire, Joseph-Ernest (1886-1980). Maire de la ville de Québec du 1^{er} mars 1934 au 1^{er} mars 1938. Élu député de l'Action libérale nationale dans Montmagny en 1935. Élu député de l'Union nationale en 1936. Avec un groupe de dissidents de l'Union nationale, il fonda, le 26 juin 1937, le Parti

national. Auteur de la *Commission de l'électricité de la province de Québec* (1934).

15. Dans *L'Avenir du Nord* du 24 février 1939, à la page 2, le journaliste écrit: "Les exclamations des partisans de M. Duplessis, le 16 février 1939, ne différaient pas beaucoup de certaines, lancées par les mêmes en 1937. On entendit cette année "sacré cochon" et "maudit moignon" à l'adresse du député de Montmagny, l'ex maire J.-E. Grégoire, de Québec, qui, par un accident tout à fait en dehors de sa volonté, se trouve à être manchot. Les "criss" et les "viarge" se croisaient dans l'air, tout comme il y a deux ans, mais on observa par contre l'absence "d'enfant de chienne" et l'inodorable expression "trou de c...", ce qui était déjà une notable amélioration".

16. *Le Canada* du 17 février 1939, à la page 6, indique que le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Duguay) poursuit par des "abolements inintelligibles".

17. \$5,500, selon *L'Action catholique* du 17 février 1937, à la page 18.

18. L'affaire Godon. Le 18 septembre 1930, on découvre le corps de Simone Caron, une fillette de sept ans dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles. Après enquête criminelle, le frère Dostithée (Albert Nogaret) est accusé de meurtre. Après un premier procès, en mars 1931, il est condamné à mort mais, à la suite d'un second procès en septembre 1931, le religieux est acquitté. En janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé sera cependant déclaré mentalement incapable de subir son procès et sera emprisonné à la prison de Bordeaux. Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime. La presse suivra avec attention ces nombreux procès d'autant plus qu'en 1939, le gouvernement présentera le bill 73 autorisant une enquête relative à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui. Fait notoire, souvent au cours de la session de 1939, les parlementaires s'invectiveront de "Godon" en guise d'insulte.

19. "On est habitué à ce que les députés qui viennent des derniers comtés de la province aient quelques manières", selon *Le Devoir* du 17 février 1939, à la page 6.

20. Robert Olivier Sweezy (1883-1968), directeur de la Beauharnois Light, Heat & Power Company.

21. La remarque du député de Frontenac (M. Tardif) est insaisissable, selon *Le Canada* du 17 février 1939, à la page 6.

22. Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) fut maire de Saint-Hyacinthe de 1917 à 1930 et de 1932 à 1944.

23. Eugène l'Heureux (1893-1975), avocat et journaliste. Il fut directeur du *Progrès du Saguenay* durant six ans; il fut ensuite secrétaire de la rédaction pendant sept ans, puis rédacteur en chef pendant cinq ans de *L'Action catholique*. L'Heureux fonde *L'Opinion libre* en 1944. Il publia, entre autres, les ouvrages *Opinion libre* et *Ma Province et mon Pays*. Comme journaliste, il collabora à plusieurs journaux quotidiens et hebdomadaires du Québec et fut commentateur régulier à la radio. En 1960, il accède au poste de bibliothécaire adjoint de la Législature de Québec.

24. \$137,000, selon *L'Événement-Journal* du 17 février 1939, à la page 4.

25. \$30, selon *Le Devoir* du 17 février 1939, à la page 6.

26. \$1,200,000, selon *L'Événement-Journal* du 17 février 1939, à la page 4.

27. Sir Herbert Samuel Holt (1856-1941), homme d'affaires et financier. Irlandais d'origine émigré au Canada en 1873. Il œuvre d'abord dans le domaine des chemins de fer en tant qu'ingénieur et entrepreneur. Il prend ensuite la direction de la Montreal Light, Heat & Power Company qui est responsable de la distribution d'électricité pour une grande partie du Québec. Après avoir été président de la Sovereign Bank of Canada, il devient, en 1908, directeur de la Banque Royale du Canada. Au cours de ses 26 années à ce poste, cette institution bancaire deviendra la plus importante au Canada, ce qui fait de lui une des personnalités les plus influentes de la haute finance canadienne.

28. Il est alors 10 h 30, selon *L'Événement-Journal* du 17 février 1939, à la page 4.

29. Il était près de 10 h 30, selon *Le Canada* du 17 février 1939, à la page 7.

Séance du mardi 21 février 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 114 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-Est;

- bill 101 ratifiant certains contrats passés respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited;

- bill 102 ratifiant certaines résolutions de la cité du Cap de la Madeleine et des commissaires d'écoles de la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et certains contrats passés entre ladite cité et lesdits commissaires d'écoles respectivement, et l'International Foils Limited.

Sauvegarde de la petite propriété

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 22 modifiant la loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Explications.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): La loi aura pour effet de prolonger d'une autre année le moratoire de la petite propriété.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Mise en valeur des ressources naturelles

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 17 modifiant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une législation pour améliorer celle que nous avons passée précédemment, depuis notre arrivée au pouvoir.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Tiens, tiens!

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sécurité dans les édifices publics

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 23 modifiant les lois du département des Travaux publics et du département du Travail relativement à la sécurité dans les édifices publics.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Explications s'il-vous-plaît.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de rajuster certains départements comme nous l'avons déjà dit. Suivant la politique que nous préconisons dans le discours du trône, nous voulons modifier des lois existantes pour leur ajouter des affaires importantes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Institutions d'assistance publique

L'honorable M. Paquette (Labelle) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de

présenter le bill 24 relatif aux institutions d'assistance publique.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Explications.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Cette loi est pour nous assurer de meilleures garanties de sécurité dans les institutions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Jos. Bédard

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. M. Jos. Bédard, maire du village de Charlesbourg, dans le comté de Québec, est-il à l'emploi de l'Office du crédit agricole de Québec, soit comme employé permanent, estimateur, inspecteur, commis ou quelque titre que ce soit?

2. Dans l'affirmative:

a. Depuis quand?

b. Quel est son traitement?

3. L'Office du crédit agricole a-t-il consenti un ou des prêts audit Jos. Bédard?

4. Si la réponse est affirmative:

a. À quelle date?

b. Pour quel montant?

c. Quels immeubles a-t-il donnés en garantie de remboursement?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): 1. et 2. Oui, comme estimateur, à raison de \$5 par estimation, dont la première en date du 17 mars 1938.

3. Oui.

4. *a.* En date du 18 novembre 1938.

b. et *c.* \$2,000. L'Office ayant pris toutes les précautions nécessaires et toutes les garanties suffisantes.

Questions de privilège:

Joseph-Albert Field

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre a déclaré en pleine Chambre, récemment, que M. Joseph-Albert Field était un repris de justice.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas là une question de privilège, à moins

que le député ne prétende qu'il est intéressé ou associé à M. Field.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je voudrais dire que c'est une question de justice, si ce n'est pas une question de privilège.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un point d'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Parlant sur le point d'ordre, je dis que le premier ministre n'avait pas le droit de laisser soupçonner une pareille affaire. Je pensais, dit-il, que la Chambre serait unanime pour me laisser revendiquer l'honneur de ce citoyen.

M. l'Orateur: Le député n'a pas le droit, en parlant sur le point d'ordre, d'expliquer sa question de privilège.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je veux reprendre mon explication, et j'offre de lire un affidavit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre!

Des députés ministériels: À l'ordre!

**Révérands pères
de Sainte-Croix**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 21 pour remplir les obligations inexécutées de l'ancien gouvernement envers les révérends pères de Sainte-Croix

Adopté.

**École d'agriculture
de Nicolet**

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 7 relatif à l'école d'agriculture de Nicolet.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à

soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose:

1. Que la période d'octroi du subside annuel visé par la loi 2 George VI, chapitre 12, modifiée par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pour l'établissement et le maintien d'une école d'agriculture à Nicolet, soit prolongée de cinq à dix ans et que ledit subside annuel, fixé dans ladite loi à la somme de vingt mille dollars, soit augmenté à trente mille dollars.

2. Que les dispositions de la résolution qui précède soient sensées avoir été en vigueur depuis le 22 juillet 1937.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): S'agit-il encore de corriger une erreur d'impression dans la loi de l'an dernier? On se rappelle que le terme de 20 ans avait été changé en celui de cinq années. On veut probablement corriger.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En effet. L'an dernier, le Séminaire de Nicolet recevait un demi-million¹ de dollars pour l'établissement d'une école d'agriculture. Il y avait eu non seulement une erreur d'impression, mais une erreur de chiffres. Nous voulons leur donner maintenant \$300,000, en payant ce montant sur la base de \$30,000 par année pendant 10 ans.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce que l'an prochain, il faudra encore corriger?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition me demande ce que nous allons faire l'an prochain. C'est un aveu. Il sait que nous serons encore ici. Le gouvernement présentera encore de bonnes lois!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas sûr. On va peut-être avoir des élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce sera sûr pour l'opposition. C'est la politique du gouvernement d'améliorer de jour en jour, d'année en année. Nous sommes un gouvernement d'amélioration. On améliorera la loi s'il le faut; si le montant est trouvé suffisant, il n'y aura pas d'autre demande.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 7 relatif à l'école d'agriculture de Nicolet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**École d'agriculture
de Ville-Marie**

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 8 modifiant la loi 2 George VI, chapitre 13, relative à l'école d'agriculture de Ville-Marie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose: 1. Que le subside annuel fixé par la loi 2 George VI, chapitre 13, modifiée par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pour l'établissement et le maintien d'une école d'agriculture à Ville-Marie, à la somme de quinze mille dollars soit augmenté à vingt mille dollars.

2. Que les dispositions de la résolution qui précède soient sensées avoir été en vigueur depuis le 1^{er} décembre 1937.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le terme n'est pas prolongé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'était \$75,000, ça va être \$100,000.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne m'oppose en rien à cela, dit-il. Incidemment, cela serait une bonne chose d'envoyer aussi un peu d'argent au Séminaire de Saint-Hyacinthe, qui est une excellente institution. Que le gouvernement aide le Séminaire de Saint-Hyacinthe à établir une école d'agriculture!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, ce serait en effet une bonne chose; nous sommes en faveur de donner de l'argent à Saint-Hyacinthe. La question est à l'étude. Ils sont tellement à plaindre, à Saint-Hyacinthe, avec le député qu'ils ont.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Alors?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais le Séminaire de Saint-Hyacinthe aurait eu plus d'argent et serait en meilleure posture si le maire n'avait pas taxé les communautés religieuses.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Personne n'a protesté contre cela. La ville de Saint-Hyacinthe est en meilleure posture financière que la province. Nous n'avons pas de misère, nous, à vendre nos débetures parce que Saint-Hyacinthe a respecté et a fait respecter la loi des cités et villes. On fait payer les trottoirs, les égouts, les pavages à ceux qui s'en servent, et tout le monde est content à Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sauf le Séminaire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le Séminaire ne se plaint pas tant que cela. Nous n'avons rien inventé en taxant tout le monde équitablement. Nous l'avons fait en vertu d'une loi datant de 1903.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sous l'ancien régime.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Sous l'ancien régime et sous le régime Duplessis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les communautés religieuses sont heureuses d'aider à la

ville en payant des taxes. Il n'y a pas une communauté qui a encore déménagé. Il n'y en a pas une qui n'ait pas progressé à Saint-Hyacinthe. Chez nous, on met tous l'épaule à la roue et on se ressent moins de l'effort. C'est comme ça que personne n'a de misère.

Je persiste à demander un octroi pour le Séminaire de Saint-Hyacinthe. Cela ne lui ferait pas de tort. Nous avons de grosses charges à Saint-Hyacinthe. La ville souffre de ce que toutes les villes souffrent: du chômage. Elle reçoit des gens de la campagne qui viennent augmenter le nombre de chômeurs. Si le gouvernement passait une loi comme en Italie, demandant aux gens qui ne savent rien faire dans les villes de rester dans leurs campagnes, cela coûterait meilleur marché. Si M. Mussolini...

L'honorable M. Paquette (Labelle): Parlez-vous d'armement?

Des députés ministériels: Et des canons?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les canons ont rendu service à beaucoup de monde. Les Allemands aimeraient beaucoup voir l'Angleterre privée de canons. S'il n'y avait pas d'armement en Angleterre, mon cher ami ne sourirait pas autant que ça.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): C'est ça, parlez-vous des canons d'Ottawa?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Des canons, il s'en trouve un peu partout dans le monde. Ils sont parfois nécessaires. Et s'il n'y avait pas de canons en Angleterre, Herr Hitler viendrait peut-être faire une visite au premier ministre, son ami, dans la province de Québec. Mais, les canons des États totalitaires ont fait des petits dans les pays démocratiques, car les démocraties ne veulent pas se laisser mener par des dictateurs.

Des députés ministériels font des interruptions.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a heureusement, à Ottawa et ailleurs, des gens sur terre qui voient plus loin que le deuxième rang de leur paroisse. Nos ancêtres, les patriotes de 1837, qui ont vaillamment combattu pour nos libertés constitutionnelles, faisaient usage d'un vieux canon de bois à Saint-Hyacinthe, en plus de se servir de leurs fourches.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On est loin de l'école d'agriculture de Ville-Marie.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, mais ce n'est pas moi qui m'en suis éloigné. Ce sont vos amis qui ont voulu parler de canons.

Je ne veux pas que le gouvernement oublie le Séminaire. Ils ont ici un bon député qui les aime bien, les gens de Saint-Hyacinthe. J'aime le Séminaire de Saint-Hyacinthe, parce c'est mon *Alma Mater*.

(Rires à droite)

Le premier ministre n'a pas raison d'en vouloir au Séminaire de Saint-Hyacinthe où pourtant je n'ai pas pris un seul vote là à la dernière élection. Mais cela ne nous empêche pas d'être justes, nous, libéraux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition prétend que c'est bien de taxer les séminaires et les communautés. Selon la loi de 1903, sous Sir Lomer Gouin...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pardon, c'était sous M. Parent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas parce que j'ai mauvaise mémoire: c'était pour savoir si le chef de l'opposition avait la mémoire de ses chefs.

(Rires)

La loi de 1903 a été maintenue sous Gouin, sous l'administration Taschereau.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et sous l'administration Duplessis.

(Rires à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non. Nous, nous donnons des octrois aux communautés. L'ancien régime les taxait, c'est la différence. Le chef de l'opposition vient de faire un long exposé. Il a parlé de canons. Il a voyagé un peu partout à travers le monde. Il s'est promené en Allemagne, en Italie. À tout événement, je ne vois pas le rapport entre les canons et cette loi. Le chef de l'opposition est de bonne humeur aujourd'hui. Il était heureux samedi.

Au Château Frontenac, le chef de l'opposition parlementaire était à la table d'honneur à côté de M. Taschereau²: nous avons vu la photo dans les journaux. Ça l'a choqué sur le moment d'être à côté de l'honorable Louis-Alexandre Taschereau, parce qu'il a dû se dire: "Le peuple ne me croirait pas maintenant si je venais lui redire: J'ai renié cet homme." Ceci démontre une fois de plus la

solidarité des amis qui se réunissaient autrefois les uns, les autres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'étaient deux bien beaux portraits. Et je n'ai pas renié M. Taschereau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui, deux beaux portraits qui au moins ont le mérite d'afficher franchement la vérité, à savoir l'entente qui existe et qui a toujours existé entre le chef de l'opposition et M. Taschereau, malgré les reniements. On disait alors: "Je ne connais pas cet homme". "Nous sommes les hommes nouveaux du Parti libéral."

Cet homme voulait étouffer M. Taschereau. Aujourd'hui, on s'affiche avec lui. C'est gens-là s'entendent toujours comme larrons en foire, ce qui démontre également que tous ces gens sont attachés à l'ancien régime que le peuple a rejeté. Je dirai au chef de...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Étiez-vous présent quand il est venu prendre sa place à la table d'honneur? Vous n'étiez pas présent. C'est malheureux. M. Taschereau a été applaudi et ovationné, et vous auriez été surpris de cette belle ovation lorsqu'il est entré dans la salle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne suis pas surpris que M. Taschereau ait été ovationné dans les circonstances. Voyant l'ancien premier ministre et le député de Saint-Hyacinthe côte à côte, je comprends que les libéraux ont aimé mieux applaudir l'ancien premier ministre qui, lui au moins, se tenait debout, plutôt que d'applaudir le chef de l'opposition qui l'a renié en disant qu'il était un homme nouveau.

(Rires)

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 8 modifiant la loi 2 George VI, chapitre 13, relative à l'école d'agriculture de Ville-Marie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École d'agriculture de Chicoutimi

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 9 relatif à l'école d'agriculture de Chicoutimi.
Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose: 1. Que la période d'octroi du subside annuel visé par la loi 2 George VI, chapitre 10, modifiée par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pour l'établissement et le maintien d'une école d'agriculture à Chicoutimi, soit prolongée de quatre ans à dix ans et que ledit subside annuel, fixé dans ladite loi à la somme de vingt-cinq mille dollars soit augmenté à trente mille dollars.
Adopté.

2. Que les dispositions de la résolution qui précède soient sensées avoir été en vigueur depuis le 22 juillet, 1937.
Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 9 relatif à l'école d'agriculture de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Biens vacants

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 6 abrogeant l'article 1 de la loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 10.
Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose: Que les traitements des ministres, réduits par la loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 10, soient rétablis tels qu'ils étaient avant l'adoption de ladite loi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je réclame des explications (dit-il.) Je trouve étrange que les salaires qui avaient été réduits en 1936 soient maintenant augmentés, alors que la situation financière de la province est moins bonne.

Le premier ministre avait promis de réduire le nombre des ministres, ce qui n'a pas été fait. Ceci a été fait en 1936, lors de la session extraordinaire. Le gouvernement a augmenté le nombre de ministres et a réduit les salaires pour que le changement ne paraisse pas trop.

Le premier ministre a déclaré: "Il n'y a que les députés et le chef de l'opposition qui n'ont pas été affectés par la réduction de salaires." Je disais dans le temps que c'était du camouflage que de diminuer les salaires des ministres et des députés. C'était un peu vrai.

Aujourd'hui, le premier ministre revient sur sa décision. Cependant, la dette augmente de jour en jour. À quelque 24 mois d'intervalle, je ne vois pas

de raison pour justifier l'augmentation demandée. Il est peut-être trop tôt pour revenir sur cette loi. Il vaudrait mieux, pour présenter une telle mesure, attendre après les élections.

Et je profiterai de la circonstance pour rappeler au premier ministre qu'il devait non seulement réduire les salaires des députés et des ministres, mais si l'on s'en rapporte au discours de 1936, il devait réduire de 90 à 65 le nombre des députés, tel qu'il était autrefois dans l'ancien système. Cependant, ceci a aussi été oublié: il y en a encore 90 dans cette Chambre.

(Ridiculisant le gaspillage et l'extravagance d'un régime qui a tellement fait la promotion de l'économie) De la façon dont se passent les choses, dit-il, l'administration actuelle dépense encore bien plus que l'ancien régime.

Quand les libéraux étaient au pouvoir, on trouvait que les députés coûtaient trop cher. Maintenant, on demande à la Chambre d'augmenter le salaire des ministres. Je ne crois pas que les finances de la province nous permettent de faire cela. Pourquoi changer d'idée si rapidement?

L'honorable M. Fisher (Huntingdon): D'après moi, dit-il, le chef de l'opposition ne devrait pas avoir de sérieuses objections au projet de loi. Il était justifié de couper le salaire des ministres et des députés en 1936. Lorsque les salaires furent réduits, c'était dans un but d'économie. Mais, l'an dernier, nous avons restauré l'indemnité des députés, et, en cette circonstance, le chef de l'opposition n'a soulevé aucune objection. Voici que, cette année, il s'oppose, lorsqu'il s'agit des ministres.

Il y a encore plus de raisons en faveur du rétablissement de leur ancien salaire. Le salaire du premier ministre a été réduit de \$2,000 et celui des ministres de \$1,000 par mesure d'économie lorsque l'Union nationale est arrivée au pouvoir, mais l'augmentation des revenus justifie le rétablissement des salaires. Les revenus de la province ont augmenté considérablement au cours des deux dernières années, et nous sommes en meilleure position pour rétablir le salaire du premier ministre à \$12,000 et celui des ministres à \$7,000.

On dit que la dette augmente. C'est vrai: la dette a augmenté, nous ne le nions pas. Mais, au moins, nous avons des résultats à montrer pour l'argent que nous avons dépensé. Depuis que nous avons pris le pouvoir, je puis montrer que quelque chose a été fait en retour pour chaque dollar dépensé. L'ancien régime a engagé \$25,000,000 avant les dernières élections, particulièrement au cours des

deux années précédant 1935, et nous n'avons jamais pu savoir comment cet argent avait été dépensé. Au cours des deux dernières années, des économies ont été réalisées dans bien des domaines.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai pas l'habitude de m'objecter aux augmentations de salaire. Je comprends que les salaires n'ont jamais été assez élevés et je ne suis pas non plus contre l'idée qu'un ministre compétent reçoive un salaire équitable. Dans le milieu où je me trouve, je réclame constamment des salaires raisonnables pour des gens compétents. Si le premier ministre avait demandé pour lui seul l'augmentation, je n'aurais pas eu d'objection à considérer le projet qui nous est soumis. Dans ce cas-là, il y a une explication.

C'est le premier ministre qui fait tout, qui règle tout, qui dirige tout, qui régenté tout, qui mène tout seul. Il doit travailler le dimanche comme la semaine. Il convient que son traitement soit accru. Mais, pour les autres ministres, je ne suis pas de la même opinion.

Les ministres ne consacrent pas tout leur temps à la province. Ils n'ont plus rien à faire; ils n'ont plus qu'à se croiser les bras et regarder faire le premier ministre. Ainsi, le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) a présenté des lois qu'il ne connaissait pas. Cela ne mérite pas une augmentation de traitement.

D'ailleurs, bien des fonctionnaires mériteraient aussi des augmentations de salaire: on a augmenté le nombre de fonctionnaires et on est loin de payer des salaires raisonnables. À la prison de Bordeaux, on paie des salaires de famine aux gardes de la prison. C'est la même chose pour les fonctionnaires du palais de justice de Montréal, ainsi qu'à ceux de la Cour des jeunes délinquants. Si des augmentations devaient être accordées, on devrait commencer par là.

M. Chaloult (Kamouraska): Si je comprends bien, on veut rétablir le salaire des ministres et fixer leur indemnité au montant qui était prévu précédemment. Je crois que c'est une excellente mesure. Ceci est réellement dans notre propre intérêt, étant donné qu'il s'agit d'une protection intéressante pour tous les hommes de la fonction publique. Les responsabilités des ministres sont très grandes et il convient de les rémunérer convenablement et de les mettre à l'abri de toute tentation. L'indemnité qu'on nous demande de voter n'est pas, à mon sens, exagérée. Il y a deux ans, quand on l'a réduite, c'était du zèle intempestif. Les gens sérieux, qui ne veulent

pas faire de démagogie, n'auront aucune objection à cette mesure très raisonnable.

M. Hamel (Québec-Centre): Il y a deux ans, le député de Montmagny (M. Grégoire) et ancien maire de Québec s'était objecté à la réduction du salaire des ministres. Le gouvernement revient maintenant sur sa décision. Je suis heureux de voir que le premier ministre révisé la prise de position qu'il avait adoptée.

Le premier ministre a voulu aussi réduire le salaire du maire de Québec quand le député de Montmagny (M. Grégoire) occupait cette fonction. Je regrette qu'il y ait deux poids et deux mesures. J'estime qu'il faut payer convenablement les ministres pour assurer leur indépendance. Nous devons protéger les hommes de la fonction publique de la tentation en les payant le salaire qu'ils méritent. Je regrette que le député de Montmagny (M. Grégoire) ne soit pas en Chambre présentement. S'il était ici, il aurait raison une fois de plus et il constaterait que le premier ministre, aujourd'hui, lui donne raison.

M. Bastien (Berthier): Si le premier ministre peut administrer la province avec le salaire qu'il a actuellement, je ne vois pas pourquoi nous devrions voter une augmentation. En 1936, on ne parlait que d'économie. Je comprends que le peuple voulait une plus grande économie. C'est sur cela que le premier ministre s'est fait élire. C'était une litanie d'économies. Aujourd'hui, c'est différent. Le premier ministre veut se déjuger. Il devrait plutôt faire des économies pour combler le déficit. Une fois de plus, le gouvernement dépose une loi pour corriger les erreurs d'une autre.

Il est vrai également que les revenus ont augmenté. C'est ce que l'orateur précédent a affirmé. Cependant, les dépenses ont aussi augmenté. Si les revenus étaient moindres en 1936, les déficits aussi étaient moindres.

L'an dernier, le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) a annoncé un déficit de \$35,000,000, pour ceux qui savent compter. Un gouvernement qui a besoin de \$60,000,000 pour faire face aux dépenses d'administration, cela ne s'est jamais vu. De notre temps, nous empruntons aussi, c'est vrai, mais pas de la même manière. De 1931 à 1935, nous étions au moment le plus aigu de la crise. Il s'agissait alors de secourir 500,000 personnes. Mais jamais nous n'avons dirigé la province vers un gouffre, comme le fait le régime actuel. En 1936, les finances étaient beaucoup meilleures qu'elles ne le

sont aujourd'hui en 1939. Le premier ministre a voulu se faire du capital politique avec la réduction du salaire des ministres.

Les comptes de la province sont soutirés de plusieurs millions par les banques. Les finances de la province sont plus mauvaises que jamais. Maintenant que nous traversons une situation très grave, pourquoi augmenterions-nous les salaires? Le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) vient de nous dire: "Les finances sont bonnes." Le gouvernement a en banque \$34,000,000 de bonds non rachetés et il faut au premier ministre \$60,000,000 pour faire face à son déficit administratif d'ici au 1^{er} juillet. Les prêteurs ne cessent de conseiller l'économie. La dette s'est accrue de \$80,000,000. De \$170,000,000³ en 1936, elle est passée aujourd'hui à \$255,000,000, et elle sera de \$300,000,000 l'an prochain au 1^{er} juillet. Les banquiers prévoient que le gouvernement de Québec aura besoin de \$75,000,000, mais ils espèrent qu'en lui enseignant à administrer, il pourra se contenter de \$60,000,000. Toutefois, plusieurs affirment que les finances de la province sont dans un état moins reluisant que celui décrit par le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher). Il (M. Bastien) cite des documents financiers de Toronto, de banquiers et de financiers de la province se disant troublés par les grandes dépenses du gouvernement actuel. Tous les journaux financiers trouvent qu'il s'agit là d'un mauvais exemple: ils ne cessent d'alarmer les prêteurs parce que la dette augmente toujours. Dans les circonstances présentes, la loi est scandaleuse et constitue un mauvais exemple.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne croyais jamais qu'un homme politique, pour des fins uniquement politiques, pourrait avoir recours à des moyens aussi inqualifiables. Je suis surpris de constater qu'il veut faire de la politique avec le crédit de la province. Pour lui, le crédit de la province, la réputation de la province, ça ne compte pas. Ce qu'il veut, c'est de la critique. Il cherche seulement à lui nuire. Cette critique ne ruine pas le crédit du gouvernement mais celui de la province! Ce qu'il veut, c'est de ruiner le crédit de la province, afin de pouvoir dire que l'administration actuelle a plus ruiné que l'autre.

Lorsque nous avons pris le pouvoir, en 1936, nous avons été dans l'obligation de réduire les salaires des ministres. Le gouvernement devait alors des millions.

Avant 1936, il existait un Statut fixant les salaires du premier ministre et des ministres. Sous l'ancien régime, il y avait un premier ministre qui

exerçait indirectement sa profession et touchait des milliers de dollars, grâce à un bureau d'avocats; il y avait un premier ministre qui était directeur de compagnies et touchait de ce chef des sommes considérables. Et cela, en surplus de son salaire comme premier ministre. M. Taschereau et plusieurs de ses collègues prêtaient leur nom à des bureaux d'avocats, avaient des actions dans des compagnies qui transigeaient avec le gouvernement et touchaient plusieurs revenus divers.

Aujourd'hui, il y a un premier ministre qui ne pratique pas sa profession et qui n'est pas directeur de compagnies; il a tout abandonné et il gagne au moins autant son traitement que son prédécesseur. Il n'a pas les moyens d'avoir des actions dans les compagnies. Il y a des ministres qui ne sont pas directeurs de compagnies. Les ministres actuels du gouvernement de l'Union nationale ne veulent pas vendre des actions. J'ai vraiment besoin de cet argent, tout autant que les membres de mon cabinet, et tous se dévouent au moins autant que les anciens, pour leur province.

Les ministres et leurs amis, répète-t-il, étaient directeurs de compagnies qui ont fait perdre des millions aux ouvriers et aux cultivateurs de notre province. Aujourd'hui cette situation n'existe plus. En fait de réduction, j'ai fait gagner à la province \$50,000. Pendant deux ans et demi, le salaire du premier ministre a été réduit de \$2,000 par année, ce qui représente pour la province une économie de \$5,000 que j'ai donnée à ma province. Je ne suis pas riche, mais je l'ai fait de bon cœur. Pendant deux ans et demi, le salaire des ministres a été réduit de \$1,000 par ministre. Les ministres ont consenti à laisser \$13,500 dans les coffres publics.

J'ai, dit-il, accompli plusieurs fonctions pour remplacer d'anciens collègues et je ne me suis pas fait payer pour cela. Pendant deux ans, le premier ministre a dirigé sans salaire le ministère des Terres et Forêts, une économie de \$14,000⁴. Pendant trois⁵ mois, le premier ministre a dirigé sans salaire, le ministère de la Voirie, une économie de, approximativement, \$1,800.

Avec les diminutions de traitement en cours depuis 1936, la province a, répète-t-il, épargné environ \$50,000 au Trésor provincial; et l'on vient aujourd'hui nous critiquer! L'honorable député de Berthier (M. Bastien) est contre le fait que nous rétablissions la réduction des salaires selon ce à quoi nous avons consenti, mais nous ne sommes pas obligés de le faire, puisque nos salaires étaient clairement spécifiés dans la législation lorsque nous avons pris le pouvoir.

Le député de Berthier (M. Bastien) a dit que des journaux financiers et des hommes d'affaires s'opposent aux politiques du gouvernement. Il a dit que les banques ne voudront plus transiger avec la province. Tout ce qu'il a à dire à ce sujet, c'est qu'il n'a pas peur d'eux. Je voudrais bien voir le financier ou la banque qui vont nous mener! La finance ne nous connaît pas! Aucune corporation financière ne nous a jamais menés; nous voulons collaborer, mais les finances ne nous mèneront pas. Ils ne le font pas actuellement et ils ne le feront jamais.

Il est curieux d'avoir à constater que le député de Berthier est devenu un homme d'affaires du jour au lendemain. Les banques lui ont dit ceci, les financiers lui ont dit cela. L'ancien premier ministre Taschereau l'avait nommé ministre sans portefeuille. Sous l'ancien régime, cela voulait-il dire quelque chose? Quel est celui en somme qui est le plus proche du trust? Je me le demande. Et peut-être qu'il y a assez de coopération entre les deux pour permettre au député de Berthier de devenir un financier. Le député de Berthier et les membres de l'autre côté de la Chambre sont en contact quotidien avec les grands et avec les trusts, si l'on en croit leurs propres discours. La vérité sort malgré eux. Le député a tort de s'attaquer au crédit de la province.

La tactique de l'opposition, c'est d'attaquer le crédit de la province. Pourtant, quand nous avons pris le pouvoir, les coffres de la province étaient tellement vides qu'il n'y avait que les traces des ongles de ceux qui avaient dilapidé le Trésor jusqu'au dernier sou. On nous a laissés de \$65,000,000 à \$70,000,000⁶ de dettes et, encore aujourd'hui, on reçoit des comptes impayés de l'ancien régime, qui remontent à 1929 et 1930. Nous avons payé ces comptes.

On a emprunté de l'argent, mais ce n'est pas pour gâter les amis du gouvernement, mais bien pour financer les organismes sociaux. L'ancien régime abandonnait et faisait souffrir les vieillards: il refusait de payer des pensions aux vieillards alors que la province contribuait à 27 % des revenus fédéraux. Nous avons payé une pension aux vieillards. L'ancien régime n'avait aucun souci des aveugles. Nous avons payé une pension aux aveugles. L'ancien régime ne tenait aucun compte des mères nécessiteuses. Nous avons payé une pension aux mères nécessiteuses.

Les cultivateurs étaient dans la misère et dans le marasme grâce à l'incurie du régime. Les campagnes se vidaient et les budgets des villes étaient obérés par suite de cet exode. On ne faisait rien pour la classe agricole! L'ancien régime, qui

croyait que les classes agricoles souffraient de trop de crédit, négligeait à un point tel les fermiers que les gens des campagnes ont envahi les villes; et les jeunes sans avenir, sans projet futur, sont devenus complètement indifférents et découragés. Mais, depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons changé tout cela.

Le régime n'a rien fait. Nous avons donné \$35,000,000 pour le crédit agricole qui, en plus d'assurer l'avenir de l'agriculture, a stabilisé les finances municipales et scolaires et a enrayé le chômage. Nous avons ainsi relevé le trésor des cultivateurs de la province. Nous avons arrêté l'exode des campagnes, nous avons rétabli l'équilibre entre les populations urbaines et rurales, nous avons facilité la tâche des municipalités en leur facilitant le paiement des taxes scolaires et municipales, nous avons redonné à la jeunesse, surtout la jeunesse agricole, une flamme impérissable d'espoir. L'ancien régime l'avait laissée dans le désespoir.

Et ce n'est pas tout. Dans notre province, nous avons une jeunesse pleine de talents. Mais certaines carrières regorgeaient. Nous avons ouvert de nouvelles carrières aux jeunes gens en leur donnant des bourses en génie minier. Le montant des bourses a augmenté et de nouvelles bourses ont été données lorsque c'était jugé nécessaire ou utile. Voilà des œuvres dont nous sommes fiers. Nous avons donné l'argent à pleines mains, non pour qu'il aille, comme sous l'ancien régime à des favoris, mais à des jeunes désireux de se spécialiser dans le domaine minier commercial, agricole ou des pêcheries. Nous avons créé une école des mines dans le Témiscamingue et nous avons donné \$100,000 par année pour son maintien. Nous avons créé une école supérieure du commerce à Québec. Contrairement à ce qui se passait sous l'ancien régime autrefois, nous n'avons pas fait fondre l'or dans les goussets des amis du gouvernement mais, je le dis avec orgueil, nous avons donné l'or du peuple de la province à l'ouvrier, au cultivateur, à la jeunesse.

Sous l'ancien régime, la colonisation périlait. L'ancien régime laissait les colons dans la misère. Nous avons dû voter un montant de \$8,000,000 pour payer les dettes de l'ancien gouvernement contractées en vertu du plan Vautrin. L'ancien régime faisait des chemins là où il n'y avait pas de maison. Il bâtissait des ponts là où il n'y avait pas de chemin, et des routes étaient construites où il n'y avait pas de pont. Nous avons dépensé des millions pour la colonisation. Depuis, des milliers de colons ont été établis sur la terre. Nous avons construit des routes pour desservir les centres

éloignés. Dans Charlevoix, l'ancien régime, après avoir été au pouvoir durant 40 ans, n'avait pas pensé à faire de chemins. C'était la même chose dans le comté de Saguenay, avec le résultat que les cultivateurs de Charlevoix et les pêcheurs de Saguenay, faute de communications, étaient incapables d'écouler leurs produits. Le nombre de chômeurs, dit-il, a également diminué.

Dans la Gaspésie, il n'y avait qu'une seule route. Nous avons fait un chemin qui traverse la péninsule. Sous l'ancien régime, il était nécessaire de contourner toute la Gaspésie. La nouvelle route épargnera une distance de 230 milles. Elle aidera au développement minier et à la colonisation et aux pêcheries. Après tout ce que nous avons fait, nous ne nous attendons pas aux félicitations de nos adversaires, mais nous devrions avoir au moins droit au témoignage d'homme honnête envers celui qui a fait son devoir.

Que l'opposition continue sa campagne de dénigrement, qu'elle tente encore de ruiner le crédit de la province, qu'elle cherche à amener ses amis qui possèdent contre ceux qui ne possèdent pas, c'est digne d'elle, de sa force numérique et de sa valeur qualitative. Pour nous, nous allons continuer notre travail dans l'intérêt de la province en rendant pleine et entière justice aux cultivateurs et aux ouvriers et continuer à améliorer la situation dans les domaines de l'éducation, l'agriculture, de la colonisation et de la voirie. Et nous aurons des œuvres dont nous aurons raison d'être fiers, des œuvres qui donneront à la jeunesse des raisons d'espérer et lui permettront de vivre. Nous ferons tout ce qu'il faudra faire.

La prospérité de l'agriculture, le renouveau économique, l'espoir des jeunes: ce sera notre œuvre. L'opposition peut continuer sa politique de diffamation envers la province, elle peut continuer à chercher des alliés parmi ceux qui sèment les calomnies, mais nous continuerons à faire notre travail. Un million pour les vieux et les jeunes, des millions pour secourir l'agriculture, la colonisation, les autres services essentiels, mais pas un sou ne sera donné aux exploiters du peuple. Nous allons continuer notre travail sans ménager nos forces ni notre santé, laissant à l'opposition la petite critique et la petite politique. Cela leur convient, mais ne nous convient pas.

(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre a commencé à dire que je voulais nuire au crédit de la province. Il m'a représenté comme un être bien petit et malfaisant. Mes remarques ont motivé un grand

discours de sa part. On aurait dit qu'il parlait sur l'adresse ou sur le discours sur le budget.

Mon intention n'est pas de nuire à la province. Le premier ministre a parlé de ses œuvres, de tout le bien que son gouvernement a fait à la population. Il a levé les bras au ciel. La population n'est pas de son opinion. Il s'en apercevra aux prochaines élections générales. Comme toute la population, je me demande ce que le gouvernement fait de l'argent. C'est par millions et dizaine de millions qu'on emprunte, et personne n'en voit jamais la couleur. Le premier ministre m'a méprisé sans nier un seul de mes chiffres. Il s'est contenté de dire que son gouvernement n'a trouvé dans les coffres que les traces de griffes. Lorsqu'il partira, les gens diront que le gouvernement qui suivra ne trouvera même pas les coffres. On croirait qu'il s'agit de mots croisés.

Les gens font des commentaires et des rapprochements. Le gouvernement ne peut plus obtenir des prêts que très difficilement. À la veille de l'élection de Bagot, le premier ministre disait que les comptes de banque de la province étaient soutirés pour \$26,000,000 lorsqu'il prit le pouvoir. Avec cette dette de \$26,000,000, cependant, la dette de la province se trouvait de \$170,000,000. Au 31 décembre dernier, la dette de la province était cependant de \$225,000,000, sans les bons du Trésor. Le premier ministre protestait autrefois contre les bons du Trésor, mais lui aussi doit y avoir recours, et l'on sait qu'il a terminé son année fiscale en 1937 avec \$22,000,000 de bons du Trésor. Au 31 décembre, il y avait pour \$34,000,000 de bons du Trésor.

Si le premier ministre veut empêcher les gens de parler de la situation financière de la province, il va être obligé de cadener le *Financial Post* et les journaux de Montréal. Qu'il aille sur la rue Saint-Jacques, à Montréal, et on lui dira que les prévisions sont pour un emprunt de \$75,000,000⁷ par la province d'ici la fin de l'année fiscale.

Il (M. Bastien) parle du billet de \$75,000 que M. Duplessis voulait endosser avant la campagne électorale de 1935, malgré la pauvreté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais dit cela. J'étais prêt à endosser un billet de \$75,000, espérant que la banque ferait confiance à l'honneur de la parole plutôt qu'à la valeur matérielle. Mais je sais que le député de Berthier ne pourrait jamais faire accepter cela.

M. Bastien (Berthier): Sur quoi se basait donc le premier ministre pour vouloir endosser un

billet d'un tel montant? Qu'escomptait-il? Il ne nous l'a pas dit. J'espère que quelqu'un nous le dira un jour. C'est un moment assez dur pour le premier ministre.

Le premier ministre a dit que j'ai la parole des banques. Mais ses voyages au cours de l'été à New York et en Angleterre n'avaient-ils pas pour objet d'obtenir des argents? Ses voyages lui coûtent cher. Les banquiers de New York sont venus le rencontrer à Montréal. À cause de cela, le premier ministre a perdu sa belle humeur. Il est devenu soucieux. Il a trop dépensé. Il a laissé faire du coulage dans l'administration.

Il y a trop d'inspecteurs partout qui se promènent en auto aux frais de la province et cela coûte cher. Si le premier ministre se contentait de surveiller son administration! Des travaux de voirie, de colonisation et d'agriculture, il ne s'en est jamais si peu fait dans la province. À Joliette, nous avons vu qu'il fallut un an et demi pour réparer un pont en mauvais ordre. À Berthier, nous avons deux ponts qui se sont écrasés. Autrefois, il y avait 300 policiers; maintenant, ils se chiffrent à 800.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député est sorti des cadres dans la question. Je lui demande de se borner autant que possible à discuter la résolution. Si l'on discute le réajustement des salaires des ministres, qu'on n'oublie pas qu'il en coûte \$5,000 à la province pour entendre le député de Berthier.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre devrait lui-même donner l'exemple. Il est arrivé trop jeune au pouvoir. Il n'avait pas la maturité voulue pour gouverner.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Remarquez, M. le président, comme ce n'est pas flatteur pour mes adversaires.

M. Bastien (Berthier): Ses adversaires, c'était une bonne école. Une bonne école qui va revenir devant le public. Que le premier ministre supprime les inspecteurs, qu'il diminue les dépenses et, l'an prochain, si la situation s'est améliorée, nous lui voterons son bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dirai que le député de Berthier a fait un nombre d'inexactitudes dans son discours. Elles seront mises à jour quand nous discuterons le budget. Et si mes honorables amis de l'opposition veulent avoir des

exemples concrets des économies que nous avons réalisées pour la province, je peux nommer des cas typiques démontrant la manière dont nous avons éliminé les pertes et les extravagances de l'ancien régime, pour ne pas utiliser d'autres mots. Je me contenterai de donner seulement quelques-uns des multiples exemples d'économies que nous avons promises et que nous avons faites.

Quand nous sommes arrivés au pouvoir, l'ancien régime avait un budget de \$1,500,000 par année pour les impressions, la publicité et les annonces dans les journaux. J'ai pris l'administration de cette affaire et nous avons réduit ce budget à \$750,000⁸ par année seulement. Le gouvernement a effectué une économie de trois quarts de million de dollars sur la somme attribuée aux impressions, par la centralisation au bureau que dirige M. Alfred Paul. Lorsque l'année se terminera, il nous restera encore de l'argent.

Au Bureau d'enregistrement de Montréal, \$44,000 allaient annuellement à des gens qui ne se rendaient jamais au bureau, même pas pour retirer leur salaire; la nièce et le cousin de l'ancien premier ministre, l'ami photographique du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Des amis de l'ancien régime étaient payés alors qu'ils ne travaillaient pas! Nous avons fait disparaître cette dépense annuelle et inutile de \$44,000 dès que nous l'avons découverte, et ceci est encore une fois une autre économie dont nous sommes responsables. Je pourrais multiplier les exemples. En attendant de montrer toutes les autres inexactitudes, je dirai au député de Berthier de se renseigner.

M. Bastien (Berthier): De me renseigner sur les règlements. Je suis si bien renseigné que je puis dire au premier ministre qu'il vient de parler "hors d'ordre".

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre parle d'économies dans les impressions. Le premier ministre m'avait promis, dit-il, de montrer comment il faisait imprimer des rapports à \$500 quand ils coûtaient beaucoup plus sous l'ancien régime.

Il est facile d'expliquer ces économies. Anciennement, les rapports de tous les départements étaient imprimés, et c'était une nécessité. Ça permettait aux députés de se renseigner sur l'administration des divers ministères, de constater ce qui se faisait dans tous les domaines. Aujourd'hui, qu'est-ce qu'on fait? On ne fait plus imprimer de rapports, sauf celui des *Comptes publics*. On nous

donne des feuillets écrits au dactylographe ou miméographe, et quels rapports!

Je viens d'en recevoir un qui a quatre pages. Voilà comment on réduit les dépenses des impressions! C'est bien simple: on supprime les impressions. Autrefois, les rapports contenaient tous les renseignements dont on avait besoin. Aujourd'hui, on fait écrire des feuillets par des employés des départements. Le premier ministre ne dit pas ce que coûtent en salaires ces employés qui nous servent ces guenilles. Il y a de ces rapports qui sont bien imprimés, mais il y en a d'autres qui ne sont que des guenilles.

Le premier ministre parle d'économies, je lui dirai...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
En voulez-vous des exemples?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'en veux, mais je veux des exemples qui ne soient pas fallacieux. Qu'on prenne des termes de comparaisons identiques. Savez-vous ce que le premier ministre disait à Sainte-Scholastique, le 2 juillet 1935? Je lis ceci dans *Le Devoir*, le journal ami de la Dufresne Construction, compagnie qui s'applique à diminuer les dépenses dans la province.

(Rires)

Le premier ministre disait: "Il y a trop de ministres et trop de députés. Nous nous engageons à pratiquer une saine économie, mais sans mesquinerie." Le premier ministre n'a pas rempli cette promesse, puisqu'il y a maintenant 15 ministres⁹ au lieu de 10; et ça va coûter très cher à la province. Il n'a pas même rempli la queue de sa promesse, qui était d'économiser sans mesquinerie. Il a fait de la mesquinerie quand il a réduit les salaires de ses ministres. Le premier ministre a été mesquin envers lui-même quand il a réduit son propre traitement. Il (M. Bouchard) ironise sur le dévouement des ministres.

Le premier ministre dit qu'il a donné \$5,000 à la province, la moitié de ce qu'il reçoit des trusts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
En sauvant \$5,000, ça a payé le salaire du chef de l'opposition pendant un an.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef de l'opposition gagne son salaire, lui. On dit ça, un peu partout dans la province, que je gagne bien mon salaire. Le premier ministre a augmenté les salaires des ministres sans portefeuille de 50 %.

Ajoutez à cela tous les secrétaires, les assistants-secrétaires et les sous-secrétaires à qui on paie des salaires. Par-dessus le marché, on crée des commissions. Non seulement on ne réduit pas les salaires des députés, mais on passe des lois pour permettre aux députés d'être présidents de ces commissions et de retirer comme tels de gros salaires, contrairement au principe de l'indépendance de la Législature. Le premier ministre a promis de réduire le nombre de commissions, mais il s'est contenté de changer leurs noms, et il a même trouvé le temps de soumettre des lois spéciales pour autoriser le gouvernement à nommer des membres privés comme commissaires spéciaux pour étudier les problèmes de titres seigneuriaux et de taxation des municipalités, leur accordant un salaire spécial de \$5,000.

Au sujet du Bureau d'enregistrement, je fais remarquer, dit-il, que c'était une pratique qui se fait encore que de payer des gens parce qu'il n'y a pas de pension prévue pour eux.

On devrait donner comme titre à cette loi: "Loi pour corriger l'erreur que le gouvernement de l'Union nationale a faite en diminuant les salaires des ministres."

(Rires)

Maintenant, c'est assez difficile pour nous de voter contre la loi, car autrefois les ministres recevaient ces salaires et nous considérons que c'était équitable. Mais je tenais à souligner l'inconséquence du gouvernement actuel.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) demande la permission de présenter le bill 6 abrogeant l'article 1 de la loi 1 Édouard VIII (2^e session), chapitre 10.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des compagnies

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 modifiant la loi des compagnies de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Aujourd'hui, c'est au département du secrétaire provincial que sont déposées les incorporations de compagnies par lettres patentes, les incorporations de syndicats et autres organisations semblables. Nous disons dans le bill qu'à l'avenir ce service relèvera du département du procureur général, ce qui n'apportera pas un changement considérable.

En fait, le secrétaire provincial était obligé, pour incorporer une compagnie, de consulter chaque fois le département du procureur général. Pour simplifier la procédure et l'expédition des affaires, désormais les demandes d'incorporation seront soumises uniquement au département du procureur général. C'est plus convenable de tout confier au même département. Ce sont des questions simplement et uniquement légales. Le procureur général a souvent son mot à dire lorsqu'il s'agit d'incorporation de compagnies et d'abandon de chartes. Il est absolument normal que ce département soit sous la juridiction du procureur général.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce sont des pouvoirs qu'on enlève au secrétaire général pour avantager le premier ministre. Autrement dit, ce bill, c'est ce que les anciens romains appelaient *capitis diminutio*. C'est un bill pour couper des têtes, pour enlever des pouvoirs à certaines personnes. J'aimerais bien savoir la cause du retranchement du secrétaire de la province dans cette affaire. J'aurais aimé savoir du ministre intéressé ce qu'il pense de ce bill. À Ottawa, c'est le secrétaire d'État qui s'occupe des incorporations par lettres patentes. Ce sont là des affaires de routine.

Je ne vois pas pourquoi on met l'administration de la loi des compagnies sous la juridiction du département du grand justicier qu'est le procureur général, qui est chargé de surveiller l'application des lois criminelles. L'administration de la loi des compagnies, c'est une affaire bien éloignée de l'application des lois criminelles. Ça ne va pas ensemble.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) d'aujourd'hui est un homme qui fait moins de discours que l'ancien et qui agit plus que l'ancien. C'est un médecin éminent. Nous avons augmenté ses pouvoirs dans le domaine de la santé publique, nous avons créé un ministère de la Santé et nous l'avons nommé ministre de la Santé. Ses fonctions à cet égard ont fait plus que décupler. Aussi, le secrétaire de la province m'a demandé de prendre entièrement l'administration de cette loi qui découle en majeure partie de la juridiction de département du procureur général et peu du secrétariat provincial. Comme je ne refuse rien à mes collègues...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, mais vous avez coupé des têtes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition admettra que c'est plus facile de couper des têtes de ce côté-ci, de la Chambre que de l'autre côté parce qu'il y en a.

M. Hamel (Québec-Centre) demande des renseignements supplémentaires.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁰:**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Pour répondre au député de Québec-Centre (M. Hamel), voici ce qu'il en est. Le but principal de la loi est de donner au département du procureur général seul un pouvoir qui dépend déjà de lui en très grande partie. Mais nous avons également mis une clause pour prévenir des abus. Des compagnies assez puissantes prétendaient avoir le droit d'aller au greffe de la Cour supérieure et de s'enregistrer sous un autre nom que leur nom véritable, tout comme une société, ou un nom collectif, ce qui leur permettait de faire affaire sous d'autres noms, de cacher leur identité quand ça faisait leur affaire et de commettre des abus. Car les enregistrements au greffe de la Cour supérieure se font pour une société ou groupe en nom collectif.

Cet enregistrement au greffe n'a été institué, en vertu de la loi des compagnies de Québec, que pour des personnes qui font des affaires sous un autre nom, lorsque leur intérêt leur commande de se déguiser et de se créer des alibis. Or, des compagnies d'utilité publique, des compagnies d'électricité voulaient aller là, et y enregistrer d'autres compagnies. Si la Montreal Light, Heat & Power ou la Shawinigan voulaient faire affaire sous un autre nom, sans qu'on sût que ce fût elles, elles pouvaient aller au bureau et s'enregistrer par exemple sous le nom de Jean-Charles Magnan ou autre. Cette facilité prêtait évidemment à des abus. Nous abolissons, par cet article, le droit que les compagnies à charte prétendaient avoir droit de faire affaire sous un autre nom en s'enregistrant ainsi au greffe de la Cour supérieure.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre avait promis de modifier toute la loi des compagnies pendant la campagne électorale de 1936.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement actuel a réalisé plusieurs promesses importantes sur ce point. Nous avons passé une loi pour dire que désormais les compagnies ne pourront pas émettre de débentures pour plus de la valeur réelle de leurs immeubles. Le gouvernement a ainsi mis fin à la dilution des capitaux et a sauvé des millions en épargne populaire. Voilà une loi qui protège l'épargne populaire, mais l'opposition l'a cependant combattue avec certains intérêts financiers. Le gouvernement l'a maintenue parce qu'elle protégeait le peuple. Autrefois, sous l'ancien régime, une compagnie pouvait être formée et émettre des débentures pour \$100,000, garanties sur la lune et ses profits éventuels. C'est pourquoi dans la Compagnie de chemin de fer de Chibougamau, les cultivateurs de Bellechasse et d'ailleurs ont perdu.

C'est grâce à cette loi que nous avons pu obtenir des réductions considérables dans les taux d'électricité. C'est grâce à cette loi que nous avons obtenu une réduction de taux de \$400,000 par année de la Montreal Light, Heat & Power pour le petit artisanat, le petit commerce et pour les consommateurs d'électricité de Montréal, et une réduction de \$250,000 pour la ville de Montréal.

C'est aussi grâce à cette loi que nous avons pu obtenir de la Northern Quebec Power une réduction de \$15 le cheval-vapeur. De plus, on pyramidait les compagnies et les dividendes, autrefois. Nous avons obtenu une réforme

considérable en empêchant le pyramidage des compagnies, par la même loi qui se trouve à faire disparaître les "holding companies". De plus, nous avons assuré un contrôle plus entier des compagnies qui exploitent nos ressources naturelles, en les obligeant à s'incorporer en vertu de la loi des compagnies de Québec. Voilà quelques-unes de nos réformes. Je ne veux pas toutes les mentionner, ça obligerait le député de Rivière-du-Loup à trop penser à la fois.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il y a certaines choses que le premier ministre oublie. Il y a ses promesses électorales. Le premier ministre avait promis d'amender la loi des compagnies. N'avait-il pas dit, en 1936, n'avait-il pas fait croire au peuple qu'il passerait des lois honnêtes de compagnies pour mettre fin à la surcapitalisation et au mouillage des stocks, et de faire adopter ces lois par tout le Canada?

Des députés ministériels: C'est ça, aussi! C'est ça!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je veux savoir, non pas ce que le premier ministre a fait depuis deux ans. Cela, il nous l'apprend tous les jours dans ses discours. Je veux savoir ce qu'il a tenu de ses promesses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai beaucoup d'estime pour le député de Rivière-du-Loup. Il est parti de l'affaire Godon¹¹ pour tomber sur une nouvelle trouvaille: le voilà dans l'uniformisation des lois des compagnies pour tout le Canada. Il pratique comme avocat, c'est un membre du Barreau, et il vient dire à la Chambre que c'est la nature des pouvoirs de la Législature de Québec de légiférer pour tout le Canada.

Il doit pourtant savoir cette vérité élémentaire que la province de Québec ne peut légiférer que pour la province de Québec et non pour le Canada tout entier. Je sais que pour garder sa clientèle d'avocat, puisque c'est un homme sérieux, je sais qu'il va retirer ces paroles-là. Elles sont si ridicules. La révision générale des lois sur les compagnies est un dossier du fédéral.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il va sans dire que c'est le premier ministre qui a été ridicule de dire cela en 1936, à la population.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas juste pour le député de Rivière-du-Loup

(M. Casgrain). Le chef de l'opposition va faire croire que le député ne peut pas se défendre tout seul.

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si c'est ridicule, et je le reconnais, pourquoi le premier ministre l'a-t-il dit dans son programme de 1936? Il a tort de m'injurier.

M. Hamel (Québec-Centre): Je suis surpris d'entendre le premier ministre vanter sa loi des compagnies. Nous devons empêcher, dans le nouveau gouvernement, d'émettre des obligations pour la pleine valeur d'une entreprise. Permettre cela, ce n'est pas sauvegarder l'épargne populaire. Mais c'est ce qu'il vient de promulguer. La loi n'empêche pas le mouillage de stock. C'est dans les actions ordinaires que le mouillage s'est fait. La Beauharnois a émis pour \$30,000,000 d'obligations garanties à zéro.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Cela ne se fait plus maintenant.

M. Hamel (Québec-Centre): Mais vous avez ratifié ces procédés! Votre gouvernement ratifie ces opérations financières scandaleuses. Le gouvernement aurait dû poursuivre ceux qui l'ont volé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député veut me permettre...

M. Hamel (Québec-Centre): Laissez-moi finir.

Un député ministériel: Allez donc finir à Beauport.

M. Hamel (Québec-Centre): En 1936, l'Union nationale voulait empêcher l'émission d'obligations pour la pleine valeur de l'entreprise. Le premier ministre vante cette loi de contrôle: elle est pourtant enfantine et elle n'a pas empêché ce que nous appelons le scandale de la Beauharnois et du refinancement de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated. Elle ne contrôle rien, et elle devait faire disparaître des Statuts les droits que les compagnies avaient d'émettre des obligations à 100 % de la valeur de leurs immeubles et de leurs biens. On cache là-dessous le mouillage des stocks scandaleux des entreprises hydroélectriques. La loi du gouvernement n'empêche pas le mouillage des stocks, car c'est dans les actions ordinaires que se fait le mouillage, tandis que la loi ne prévoit que la garantie des obligations, et rien pour les actions.

Le premier ministre avait protesté contre cela, sous le régime Taschereau, et cela m'avait réjoui le cœur. Aujourd'hui, il l'encourage. C'est de la législation antisociale. On parle d'une réduction de \$400,000 à Montréal; mais on ne dit pas que la Montreal Light, Heat & Power charge \$600,000 de trop pour l'éclairage des rues, quand les villes n'en peuvent plus de payer. Depuis le discours du député de Matane (l'honorable M. Gagnon), les actions de la Beauharnois ont monté.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Ah! Ah!

M. Hamel (Québec-Centre) produit des documents pour dire que les taux sont restés en vigueur, malgré les réductions annoncées par le gouvernement à Québec. Voici, dit-il aussi, un prospectus de la maison L.-G. Beaubien où il est dit en toutes lettres: "Nous croyons que les compagnies n'ont rien à craindre de la nouvelle législation provinciale." C'est vrai qu'ils n'ont rien à craindre du gouvernement, dans ce domaine. Le premier ministre s'est indigné parce que, l'autre jour, j'ai produit des comptes de la Quebec Power à Sillery plutôt qu'à Québec. En voici un de Québec même.

Des députés: À l'ordre! À l'ordre!

M. le président: Le représentant de Québec-Centre (M. Hamel) n'est pas dans l'ordre.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre nous parle de son fameux bill des mines. J'ai regardé attentivement le rapport des mines.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il va y avoir un bill sur l'ordre du jour bientôt, à ce sujet. La loi ne parle pas de cela. S'il faut discuter les lois 15 jours avant qu'elles ne soient présentées, ou deux jours avant, ou trois jours après qu'elles ont été adoptées...

M. Bastien (Berthier): Je répondais au premier ministre au sujet de son bill no 5.

Des députés: À l'ordre!

M. Bastien (Berthier): Je voulais aussi lui parler de sa manufacture de Yamaska où il est venu faire grand état de son encouragement à l'industrie laitière. On dit que cette manufacture, ça ne va pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est comme le discours du député de Berthier.

Les articles 1 à 46 sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acquisitions et aliénations d'immeubles

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant la loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte soit maintenant lu une deuxième fois.

C'est une concordance de l'autre loi. Si nous présentons cette loi, c'est pour simplifier le travail. Quand les corporations de mainmorte veulent posséder des biens au-delà de certains montants, elles doivent avoir l'autorisation des départements du secrétariat provincial et du procureur général.

Nous ne voyons pas l'utilité d'embarrasser le secrétaire de la province avec des émissions de lettres patentes, comme dans l'autre cas. Désormais la juridiction passe exclusivement au département du procureur général.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il ne sera plus très grand, le secrétaire de la province, après l'adoption de ces lois-là. On lui coupe les épaules, après lui avoir coupé la tête.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je crois que, dans les circonstances, au point de vue administratif, la présente loi est une excellente chose. C'était une source d'ennuis et de retards.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On rogne ainsi les pouvoirs du secrétaire de la province qui a pourtant charge du grand sceau de la province.

L'honorable M. Paquette (Labelle): J'ai charge de tous les sots de la province.
(Rires)

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépense des deniers publics

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 modifiant la loi du département du Trésor relativement à la dépense des deniers publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹²:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a, en vertu de la loi de la trésorerie, chapitre 20, Statuts refondus de 1925, et les articles 9 et suivants concernant le bureau de la trésorerie, des dispositions qui donnent le contrôle de ce bureau à trois membres: le trésorier de la province, le procureur général et le ministre des Terres et Forêts.

Il est arrivé ceci, à la dernière session, qu'en même temps que premier ministre, je me trouvais procureur général, ministre des Terres et Forêts et trésorier. Pour des besoins administratifs, dit-il, et conformément à la doctrine parlementaire, j'ai fait passer une loi pour porter à quatre le nombre des membres du bureau. Nous avons dit, dans une loi présentée l'an dernier, que le président du bureau de la trésorerie, ce sera dorénavant le premier ministre et, qu'en plus de lui, feront parti du bureau le trésorier provincial, le ministre des Terres et Forêts et le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce. Nous avons ajouté le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau), avec d'autant plus de plaisir

que ce ministère est occupé par un jeune homme brillant dont on a été à même de se rendre compte des rares qualités de cœur, d'esprit et de compétence, et qui représente la jeunesse dans le ministère.

Le bureau de la trésorerie a à examiner toutes les questions financières qui sont soumises au cabinet. Nous avons à y étudier les cas des pensions, les cas de certaines transactions de finance.

L'amendement qu'il s'agit d'apporter donne de nouveaux pouvoirs au bureau. L'article 12 de la loi de la trésorerie disait ceci: "Si l'auditeur refuse de certifier qu'un mandat peut-être émis, pour la raison que la somme n'est pas réellement payable ou que ce mandat excède l'autorisation donnée par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou pour toute raison autre que celle qu'il n'y a pas d'autorisation de la Législature, le bureau de la trésorerie, sur un rapport à ce sujet, préparé par l'auditeur et par l'assistant-trésorier, se prononce sur l'objection de l'auditeur et peut la maintenir ou ordonner l'émission du mandat à sa discrétion."

C'est-à-dire que l'article 12 donne le droit au bureau de la trésorerie d'obliger l'auditeur à payer, et d'ordonner l'émission d'un mandat à sa discrétion.

Cet article sera complété désormais comme suit: "Le bureau de la trésorerie peut aussi décréter la suspension, pendant le temps qu'il le juge à propos, de l'emploi et du paiement, en entier ou en partie, de toute allocation législative et de tout crédit législatif particulier. Ce décret doit être attesté et signé par le président du bureau notifié à l'auditeur".

Nous voulons, en changeant la loi, avoir le pouvoir d'arrêter la machine, puisqu'on nous donne déjà celui de la mettre en marche.

La loi actuelle donne droit au bureau de la trésorerie d'obliger l'auditeur à payer et d'ordonner l'émission d'un mandat à cette fin, même si l'auditeur refuse. Il est rationnel que le bureau ait aussi le droit de suspendre ou prohiber le paiement, car l'auditeur n'a pas discrétion pour refuser ou autoriser un paiement. Du moment que la dépense a été votée par la Législature, peu importe que dans l'application elle soit extravagante, ridicule ou autrement, le trésorier est obligé d'en autoriser le paiement. La loi prévoyait le cas d'une dépense raisonnable et non autorisée, elle prévoit maintenant le cas contraire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): De sorte que le bureau de la trésorerie, c'est maintenant le premier ministre tout seul. Je trouve étrange que les ministres laissent introduire dans les Statuts des dispositions comme celles-là. La Chambre vote les

subsidés aux différents ministères. Ce sont eux qui doivent les administrer sous les dispositions de la loi. On va pouvoir, à l'aide de cette petite loi qui paraît anodine, contrôler les crédits de tous les ministres, les affamer au besoin. Un ministère peut disposer indépendamment de l'argent qui lui est voté. Cette loi veut simplement dire qu'un beau jour, si le premier ministre n'est pas satisfait, disons de son ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), il peut maintenant convoquer le bureau de la trésorerie, et il n'a qu'à lui couper les vivres.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Il ferait plaisir à l'opposition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, parce qu'il se présente des cas où nous avons plus confiance dans les ministres que dans le premier ministre lui-même. Lorsque la Législature a décidé que certaines dépenses seront faites par un département, il n'y a aucune raison pour que la commission du Trésor prenne des pouvoirs que devrait avoir le ministre.

Cette loi aurait été commode pendant la crise de l'été dernier au ministère de la Voirie. C'est probablement à des histoires comme celle-là que pense le premier ministre en s'arrogeant ces nouveaux pouvoirs. Ceci est une autre preuve que le premier ministre n'a pas confiance en ses ministres. Si un ministre lui résiste quelque peu, il n'aura qu'à lui supprimer ses crédits au moyen du bureau de la trésorerie où il sera dorénavant tout puissant. J'estime que c'est de mon devoir de m'insurger contre le transport à un seul homme de tous les pouvoirs qui reviennent normalement à la Législature.

M. Leduc (Laval): Ayant vécu pendant un certain nombre d'années la vie administrative du gouvernement, je crois qu'il est de mon devoir de voter contre cette loi. C'est là une nouvelle manifestation extérieure du désir que possède le premier ministre de centraliser toute l'administration dans les mains d'un seul homme ou dans un seul département. C'est dangereux! Pour ma part, j'ai des raisons de croire que cela peut mener à de l'abus. Cela a commencé déjà lors de la centralisation des achats, opération dont nous aurons l'occasion de parler plus longuement une autre fois. Je crois que les ministres, pour maintenir le prestige de leur état, devraient avoir toute la latitude nécessaire pour administrer leurs départements. Je crois que c'est la seule façon d'avoir des ministres conscients de leurs responsabilités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les objections n'étaient pas sérieuses. Pour répondre au chef de l'opposition, la loi ne nous donne pas plus de pouvoirs que l'ancienne loi qui disait que le bureau de la trésorerie pouvait se prononcer sur l'objection de l'auditeur et la maintenir ou ordonner l'émission d'un mandat, à sa discrétion. Le bill ne change pas la teneur de la loi qu'il vise à amender. Le bill actuel ne fait que compléter logiquement l'ancienne loi qui autorise le bureau de la trésorerie à autoriser le paiement de comptes, malgré le refus d'autorisation de l'auditeur. Si le bureau avait le droit d'autoriser le paiement malgré l'auditeur, nous disons que le bureau aura droit de suspendre le paiement, même s'il est autorisé par l'auditeur.

On dit que le premier ministre va tout contrôler, que les pouvoirs vont dans les mains d'un seul homme. Je veux si peu contrôler, dit-il, que l'ancienne loi ne composait le bureau de la trésorerie que de trois hommes, et le gouvernement actuel en a ajouté un quatrième. Ils travailleront en coopération avec le vérificateur. S'il s'agissait d'une manière d'exercer un contrôle personnel, comme l'affirment les orateurs de l'opposition, il faut admettre que c'est une manière étrange.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre en a nommé trois dont il était certain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À l'heure actuelle, selon l'ancienne loi, nous pouvons ordonner des mandats à notre discrétion. On sait ce que cela veut dire. Nous n'avons pas de pouvoir...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'article 12 dit que si l'auditeur refuse d'effectuer certains paiements, le bureau de la trésorerie pourra le forcer. Voyons! Si nous avons le droit d'ordonner l'émission de mandats, on admettra que nous avons le droit de faire marcher la machine. Si nous avons le droit de faire marcher la machine, cela me paraît élémentaire que nous ayons aussi le droit de l'arrêter. Le pouvoir est simplement une garantie de meilleure administration et c'est conforme à la doctrine parlementaire. C'est tout ce que veut dire la loi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le bill attaque la base du principe du contrôle des fonds publics par des représentants élus. De plus, il est certain que le rôle de l'auditeur est celui d'un homme

qui doit être indépendant et qui ne relève que de la Chambre des députés¹³. Il joue le rôle d'arbitre. Il ne l'est plus avec ce bill. Maintenant, il ne devient qu'une marionnette des membres du bureau de la trésorerie.

Notre loi avait voulu donner à l'auditeur une indépendance absolue, afin que les dépenses soient faites selon la volonté de la Chambre. Désormais, même s'il autorise un paiement, on pourra passer par-dessus son autorisation. Son opinion en matière de finance est maintenant sujette à révision par le bureau de la trésorerie, en tout. Quand la dépense a été faite, pourquoi refuser de la payer? C'est donner des pouvoirs exorbitants et c'est manifester, de la part du premier ministre, un manque total de confiance en ses ministres. Si c'est un gouvernement de dictature qu'on veut dans cette province, qu'on le dise clairement. Même si nous avons le meilleur premier ministre depuis le déluge, l'administration de la province ne peut pas relever d'un seul homme.

Nous devons nous insurger contre ce pouvoir nouveau! Ce bill est l'un des plus mauvais bills que le gouvernement d'Union nationale n'ait jamais passés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Amen!

M. Chalout (Kamouraska): Ce projet de loi ne nous est parvenu qu'à la dernière minute, et l'on permettra de regretter que des projets de loi de cette importance ne nous soient pas remis un jour à l'avance pour que nous ayons le temps de les étudier. Pour ma part, avant de me prononcer, j'aurais aimé pouvoir regarder la loi du département du Trésor. Je me rappelle avoir entendu le premier ministre revendiquer, dans l'opposition, les privilèges de l'Assemblée législative pour le contrôle des crédits. C'est d'ailleurs pour obtenir le contrôle des crédits que nos ancêtres se battirent en 1837.

Le premier ministre, lorsqu'il revendiquait autrefois les privilèges de la Chambre, critiquait le gouvernement Taschereau. Il disait que l'Assemblée législative devait conserver le contrôle des crédits. Le bill actuel n'a pas pour but d'enlever à la Chambre le contrôle des crédits, mais de restreindre les pouvoirs de l'Assemblée législative. Il permet que des crédits soient contrôlés et qu'on en suspende la distribution de façon arbitraire. Il permet le paiement des dépenses au gré du premier ministre. J'espère qu'on retardera l'adoption pour nous permettre de l'étudier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai toujours été et je suis encore en faveur des

prérogatives des représentants. La preuve, c'est que nous soumettons cette loi aux représentants du peuple. Les représentants du peuple votent les crédits, mais c'est le Conseil des ministres qui les dépense et ceci ne peut pas être changé sans son consentement.

Rien ne nous force, dans la loi, à dépenser tous les argents votés, ou une partie des crédits, et c'est tellement vrai que la loi comporte une clause qui décrète que lorsqu'une somme votée n'a pas été dépensée, elle retourne au fonds consolidé du revenu. On peut voter \$700,000 et n'avoir besoin d'en dépenser que \$200,000. Le budget est ni plus ni moins que l'exposé approximatif des dépenses et des revenus. Il est raisonnable que l'on prenne des précautions pour réparer des approximations fautives faites plusieurs mois auparavant.

Le bureau de la trésorerie est là pour aider les ministres, et il existe dans tous les gouvernements, et souvent avec des pouvoirs beaucoup plus grands. C'est tout simplement un complément de la loi. En Angleterre, il y a notamment les ministres du cabinet, les ministres, et les assistants ministres et le bureau de la trésorerie. Parce qu'on prend une licence pour une automobile, on n'est pas obligé de la faire marcher tout le temps. D'ailleurs, le bureau de la trésorerie peut lui-même amender ses règlements.

M. Leduc (Laval): Je crois que le bill a une plus grande portée que ne le prétend le premier ministre.

Il peut soulever des situations compliquées. Le ministre doit avoir le pouvoir de dépenser les argents votés et, avec ce bill, on peut arrêter le paiement des sommes dues. Si le ministre n'est pas sûr d'être en mesure de dépenser les sommes votées, cela met de l'inquiétude dans le département et empêche la préparation d'un plan assez vaste. Cela donne lieu à des marchandages où le ministre en charge n'aura pas le dernier mot et perdra son prestige. Au point de vue administratif, c'est une mauvaise loi susceptible de désorganiser l'administration.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Notre loi ne va pas à un millième de celle d'Ottawa où une augmentation du salaire d'un fonctionnaire, même minime, doit être soumise au bureau de la trésorerie. En vertu de notre loi, nous n'avons pas de telles restrictions. Je ne crois pas que l'on devrait s'opposer à des restrictions qui sont de nature à enlever les risques d'abus.

Et puis, ce projet de loi ne diminue pas les prérogatives des députés, mais celles des ministres

qui y consentent. Si les ministres veulent s'imposer des restrictions dans leur droit de dépenser, qui pourra d'ailleurs les en blâmer? L'opposition n'a pas à s'en formaliser. Si on m'enlève une grande responsabilité, on m'enlève beaucoup de travail, et je ne puis qu'être content. Si les ministres veulent demander qu'on empêche de pouvoir commettre des abus, qui peut s'en plaindre? On a parlé de la centralisation des achats. Mais celle-ci m'enlève du travail et des soucis. Si on centralise les achats au moyen d'un bureau d'experts, je ne vois pas ce que je pourrais reprocher au gouvernement. Si je n'ai rien à acheter, je ne vois pas que je puisse être tenté de retirer de petites commissions par en arrière. Qui peut s'en plaindre? Un ministre honnête ne s'en scandalise pas.

(Rires)

M. Leduc (Laval): Je puis dire, par mon expérience, que la province a payé des milliers de dollars inutilement parce que les achats n'ont pas été faits en temps utile et parce qu'ils furent faits par des gens qui ne connaissaient pas le matériel. Cette centralisation a fait perdre beaucoup d'argent à la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On verra ça.

M. Leduc (Laval): Oui, on verra.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On verra sous quel régime cela se passait.

(Rires)

M. Leduc (Laval): Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) a parlé des tentations de retirer des commissions. C'est une façon assez polie de déguiser sa pensée. Mais si l'on part du principe qu'il a exprimé, on pourra en arriver à des conclusions tout à fait injustes. On pourra en arriver à la conclusion que les gens, ministres ou députés, qui recommandent un fournisseur ou un contracteur, ont des accointances avec le contracteur ou ce fournisseur, sans tenir compte des intérêts de la province.

(Silence)

M. Grégoire (Montmagny): L'administration des ministères serait paralysée par les interventions continues du bureau de la trésorerie. Je ne vois pas l'opportunité de ce changement. Est-ce qu'il y a eu des abus? Sinon, pourquoi cette loi? Il y en a déjà

une pour protéger les citoyens. Derrière cette mesure, on voit le premier ministre tout seul. Celui-ci pourra toujours contrecarrer le travail de ses ministres, s'il lui en prend la fantaisie. S'il n'y a pas d'abus, la loi n'est pas nécessaire.

Ce projet a, dit-on, pour but d'assurer un meilleur contrôle au premier ministre. Si le premier ministre est mécontent d'un ministre ou d'un contracteur, il pourra arrêter le paiement. Est-ce qu'on a perdu confiance en l'auditeur? Comment a-t-il dérogé? Est-ce que le premier ministre ne veut pas plutôt tenir ses ministres en laisse?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis très ému et très touché de pareils témoignages de sympathie à l'adresse des ministres de la part de toutes les oppositions réunies. Nous ne faisons que continuer la politique de l'Union nationale. La politique du député de Montmagny (M. Grégoire) est de faire le bien quand il y a des abus. La nôtre est de faire le bien sans attendre qu'il y ait des abus. Les montants qu'on demande de voter au bureau de la trésorerie sont des montants approximatifs, des estimations. Comme le budget est fait à l'avance, il faut prévoir les erreurs possibles. Le bill n'a aucun autre but. Les prérogatives des députés sont respectées. Comment en plomb vil l'or pur s'est-il changé?

Les ministres consentent à cette mesure. Que les oppositions se mêlent donc de leurs affaires et laissent les ministres tranquilles. Ils ont déjà assez de soucis. Le chef de l'opposition, au côté de M. Taschereau, avec qui il dînait...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): À l'ordre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Est-ce une insulte de dire que le chef de l'opposition a dîné avec M. Taschereau?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas une insulte, mais je soulève un point d'ordre. Il y a des règlements dans cette Chambre pour tout le monde. Je dis que la Chambre a tort de sacrifier ses prérogatives, de décréter que c'est le premier ministre qui va tout décider, même contre ses ministres. Ceci signifie un peu plus d'autorité non limitée dans les mains du premier ministre. Il ne faut pas donner de tels pouvoirs, ni tout remettre à la volonté d'un seul homme. Le projet de loi est l'un des pires qui aient été présentés devant l'Assemblée.

M. Hamel (Québec-Centre): Le premier ministre nous recommande de nous mêler de nos

affaires. Nous le faisons. C'est se mêler de ses affaires que de s'occuper des deniers de la province. Je ne veux pas qu'on restreigne les pouvoirs de l'auditeur. Celui-ci est une soupape de sûreté contre la malhonnêteté d'un gouvernement. Il peut envoyer promener le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de la présente¹⁴ loi, l'auditeur peut refuser de payer et le bureau de la trésorerie peut le forcer à payer.

M. Hamel (Québec-Centre): Un mal ne guérit pas l'autre.

M. Grégoire (Montmagny): Le premier ministre parle d'estimation des crédits. Moi aussi, je crois me mêler de mes affaires en faisant remarquer qu'un budget n'est pas une estimation. C'est une prévision des dépenses et des revenus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle peut être la différence à toutes fins pratiques?

M. Grégoire (Montmagny): Il y a une grosse différence, et le premier ministre devrait savoir des choses comme celle-là.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) réclame le vote.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère de remettre à demain la troisième lecture.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) insiste pour qu'on prenne le vote immédiatement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bellemare, Bilodeau, Carignan, Caron, Choquette, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fisher,

Fitch, Gagné, Gagnon, Gérin, Labbé, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Layton, Leduc (Soulanges), Lesage, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Roy, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 41.

Contre: MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. \$150,000, selon *Le Soleil* du 22 février 1939, à la page 8.

2. *Le Canada* du 22 février 1939, à la page 1, précise qu'il s'agissait d'un banquet donné en l'honneur du 35^e anniversaire de vie politique d'Ernest Lapointe. M. Lapointe (1876-1941), avocat et député fédéral de Kamouraska (1904-1919) et de Québec-Est (1919-1941) fut ministre de la Marine et des Pêcheries de 1921 à 1924, puis ministre de la Justice de 1924 à 1930 et de 1935 à 1941.

3. \$136,000,000, selon *La Patrie* du 22 février 1939, à la page 8.

4. \$13,000, selon *La Patrie* du 22 février 1939, à la page 8.

5. "deux mois", selon *L'Événement-Journal* du 22 février 1939, à la page 11.

6. "de \$60,000,000 à \$65,000,000" selon *L'Illustration nouvelle* du 22 février 1939, à la page 2.

7. \$55,000,000, selon *L'Illustration nouvelle* du 22 février 1939, à la page 2.

8. \$700,000, selon *L'Illustration nouvelle* du 22 février 1939, à la page 2.

9. "14 ministres" selon *The Montreal Daily Star* du 22 février 1939, à la page 4.

10. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

11. L'affaire Godon. Le 18 septembre 1930, on découvre le corps de Simone Caron, une fillette de sept ans dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles. Après enquête criminelle, le frère Dostithée (Albert Nogaret) est accusé de meurtre. Après un premier procès, en mars 1931, il est condamné à mort mais, à la suite d'un second procès en septembre 1931, le religieux est acquitté. En janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé sera cependant déclaré mentalement incapable de subir son procès et sera emprisonné à la prison de Bordeaux. Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime. La presse suivra avec attention ces nombreux procès d'autant plus qu'en 1939, le gouvernement présentera le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui. Fait notoire, souvent au cours de la session de 1939, les parlementaires s'invectiveront de "Godon" en guise d'insulte.

12. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

13. "C'est pour cela qu'il ne relève que des deux Chambres réunies", selon *Le Soleil* du 22 février 1939, à la page 11.

14. "ancienne loi", selon *Le Soleil* du 22 février 1939, à la page 11.

Séance du mercredi 22 février 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de Thomas-Philippe Gagnon, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession de pharmacien sans examen.

Motions des députés:**Décès du pape Pie XI**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai, dit-il, reçu des télégrammes de remerciements de Rome de Son Éminence le cardinal Pacelli, secrétaire d'État et de Son Excellence Mgr Antoniutti, délégué apostolique au Canada, pour la résolution de sympathie votée par la Chambre à la suite de la mort de Sa Sainteté le pape Pie XI, avec demande de les transmettre à la Chambre. Parmi ces télégrammes, il s'en trouvait un de Son Éminence le cardinal Villeneuve, archevêque de Québec.

Questions et réponses:**Loi des
salaires raisonnables**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Combien a coûté à date l'application de la loi des salaires raisonnables (1 George VI, chapitre 50):

- a. En salaires?
- b. En frais d'administration ou dépenses de quelque nature que ce soit?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):

a. \$189,828.42.

b. \$106,552.40.

Et cela, pour la période du 1^{er} septembre 1937 au 31 décembre 1938.

Comités paritaires

M. Bégin (Dorchester): 1. Combien de comités paritaires ont opéré du 1^{er} septembre 1937 au 31 décembre 1938?

2. Combien de comités paritaires ont reçu le droit de percevoir des cotisations durant cette même période?

3. Quel est le montant dépensé par les comités paritaires durant cette même période?

a. En salaires?

b. En administration (salaires exceptés)?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):

1. 89.

2. 54.

3. a. \$297,622.79; b. \$169,647.26. Total: \$467,270.05.

**Travaux pour remédier au chômage
dans le comté de Lévis**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Le gouvernement de la province de Québec a-t-il exécuté des travaux pour remédier au chômage, en 1937, dans le comté de Lévis, soit seul, soit avec l'aide ou la contribution du gouvernement fédéral?

2. Si la réponse est affirmative:

Le gouvernement de la province a-t-il nommé un surintendant ou un surveillant de ces travaux?

3. Si oui:

a. Quels sont les nom, prénom et adresse de ce surintendant ou surveillant?

b. Quel est son salaire mensuel?

c. Quelles ont été ses dépenses pour l'année 1937?

d. Par qui a-t-il été recommandé?

4. Le gouvernement de la province a-t-il mis une automobile à la disposition de ce surintendant ou surveillant?

5. Dans l'affirmative:

a. Qui est propriétaire de cette automobile?

6. Le surintendant ou surveillant desdits travaux a-t-il un chauffeur à sa disposition?

7. Si oui:
 - a. Quel est le nom de ce chauffeur?
 - b. Quel est son salaire?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):

1. Oui.
 2. Oui.
 3. a. L.-B. Pelletier, 43 rue Guenette, Lévis.
 - b. \$30 par semaine.
 - c. \$593.60.
 - d. Bureau de Placement.
4. Non.
5. 6 et 7. Répondu par no 4.

**Construction d'une école
dans la paroisse de Saint-Émile**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Le gouvernement de la province fait-il construire à ses frais, ou contribue-t-il à la construction d'une école dans la paroisse de Saint-Émile, dans le comté de Québec?

2. Si la réponse est affirmative:
 - a. Le gouvernement a-t-il nommé quelqu'un pour surveiller les travaux?
 - b. Si oui, quels sont les nom et adresse de ce surveillant, et quel est son salaire?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):

1. Oui.
 2. a. Oui.
 - b. J.-Alfred Bédard, Charlesbourg, à raison de \$27 par semaine.

**Travaux pour remédier au chômage
dans le comté de Lévis**

M. Sauvé (Beauharnois): 1. Le gouvernement de la province de Québec a-t-il exécuté des travaux pour remédier au chômage dans le comté de Lévis, soit seul, soit avec l'aide ou la contribution du gouvernement fédéral du 1^{er} avril 1938 au 31 décembre 1938?

2. Si la réponse est affirmative, quel est le montant contribué par le gouvernement fédéral?
3. a. Quel est le montant total dépensé en matériaux et salaires dans le comté de Lévis?
- b. Même renseignement qu'à l'item "a" pour la ville de Lévis?
- c. Même renseignement qu'à l'item "a" pour la ville de Lauzon?
- d. Même renseignement qu'à l'item "a" pour la ville de Saint-Romuald?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):

1. Oui.
 2. Aucun.
 3. a. \$165,889.70.
 - b. \$114,373.16.
 - c. \$29,000.94.
 - d. \$16,657.65.

Demande et dépôt de documents:

**Concessions
des forces hydrauliques**

M. Hamel (Québec-Centre) propose qu'il soit mis devant cette Chambre le document suivant: Copie des brochures nos 10 et 11 contenant les concessions des forces hydrauliques.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie des brochures nos 10 et 11 contenant les concessions des forces hydrauliques. (Document de la session no 12)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande d'attendre que le député de Québec-Centre (M. Hamel) soit présent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit que d'une simple production de documents et il ne peut y avoir de débat.

Travaux de la Chambre:

Modifications du Règlement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que le Règlement de cette Chambre soit modifié en y insérant, entre les articles 229 et 230, l'article qui suit:

"229a. Nul discours ne doit durer plus d'une heure.

Toutefois, la restriction ci-dessus ne s'applique pas au discours prononcé:

"1° Par le premier ministre, ou par le député qui occupe dans la Chambre le poste reconnu de chef de l'opposition;

"2° Par le ministre au nom de qui l'affaire en discussion est inscrite au *Feuilleton*, ou par le député d'opposition qui lui répond immédiatement;

"3° Par le député qui propose un vote de blâme, de censure ou de défiance à l'égard du gouvernement, ou par le ministre qui lui répond."

La motion présentement soumise à la Chambre est conçue en termes très clairs, précis et concis. Il y a deux vers de Boileau qui sont devenus célèbres: "Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire viennent aisément"¹. On l'a dit il y a longtemps. Les Anglais ont traduit la même idée par la phrase suivante: "Briefly is the soul of wit".

La Législature de Québec comprend une opposition, même deux ou trois d'après quelques-uns, et les membres du gouvernement. La Législature actuelle a reçu un mandat bien précis et fort catégorique du peuple, mandat qui a été confirmé dans toutes les élections partielles tenues depuis 1936, tant dans les centres urbains que ruraux, souvent même dans des comtés depuis longtemps fidèles au Parti libéral. La motion dit que les discours seront limités à une heure, sauf pour le premier ministre, le chef de l'opposition, un ministre qui propose une loi ou une mesure et le député qui lui répond, et pour le député qui propose un vote de blâme, de censure ou de non-confiance à l'égard du gouvernement ou le ministre qui lui répond.

Comme on le constatera, la limitation est très large et très généreuse. En Angleterre, la "mother of parliaments", le pays du parlementarisme par excellence, je ne sache pas qu'il y ait des discours de grande importance qui durent plus de 20 minutes. Je me souviens d'un grand débat provoqué par une mesure de Lloyd George³, au temps du ministère Asquith⁴, et qui avait pour but de diminuer les droits des lords et de confisquer certaines de leurs propriétés.

Il y avait 600 lords, fils des plus grandes familles d'Angleterre, et il s'agissait d'une loi qui attaquait ces lords dans leurs pouvoirs, leurs titres et leurs biens. Cependant à la Chambre, au cours du débat sur une motion si grave de conséquence pour eux, les plus longs discours prononcés alors ne dépassèrent pas 20 minutes⁵.

Je lisais ce matin la déclaration d'un chef politique canadien citant les paroles de lord Purcell à l'effet qu'il n'y avait que trois discours dignes d'être inclus dans une anthologie. Il y en avait deux de Lincoln et un de Cadbury. Et le *Discours de Gettysburg* de Lincoln⁶, particulièrement, n'avait duré que deux minutes. Ce discours portait sur le règlement des

différends entre les États du Nord et les États du Sud des États-Unis. Lincoln y jetait les bases de l'union américaine et des principes qui allaient fondre dans un ensemble politique harmonieux la puissance des États-Unis. Toutefois, ce discours est immortel.

À Ottawa, une loi a été votée sous le gouvernement King en mars 1927. Et l'adoption de cette loi qui limitait les discours à 40 minutes a été proposée par M. Ernest Lapointe⁷, que le chef de l'opposition, M. Taschereau et ses autres amis libéraux fêtaient samedi dernier. Cette loi, dont M. Lapointe a proposé l'adoption, disait notamment "qu'aucun député, sauf le premier ministre, et le chef de l'opposition, ou un ministre proposant une mesure du gouvernement, ou le député parlant immédiatement en réponse après ce ministre, ou un député présentant une motion de non-confiance contre le gouvernement et le ministre qui y répond, ne parlera plus de 40 minutes à la fois dans aucun débat." Et cette mesure a été votée à la quasi-unanimité⁸ de la Chambre.

La mesure que nous soumettons est plus généreuse que celle de M. Lapointe, puisqu'au lieu de 40 minutes, nous allouons 60 minutes, soit un tiers de plus. Notre Règlement est donc beaucoup plus large. Pourquoi limiter les discours, nous dira-t-on? L'opposition, lors de la première session de 1936, n'a-t-elle pas étiré démesurément les discours? En 1936, c'était différent. Lorsque le député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay) fit un long discours à la dernière session de l'ancien régime, nous avions à lutter contre un gouvernement d'usurpateurs qui n'avait pas la confiance du peuple: il n'avait que le mépris public. Et le devoir du député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay) était de prendre l'attitude qu'il a prise. Nous n'avions pas d'autre attitude à prendre.

Aujourd'hui, nous avons un gouvernement qui a la confiance de la population; je crois que je l'ai démontré tout à l'heure. Le devoir du gouvernement est d'adopter les mesures nécessaires pour éviter le gaspillage d'argent, car nous avons besoin de tous les subsides pour l'agriculture, la colonisation, pour nos hôpitaux, pour la voirie, pour les chômeurs, pour les pensions, etc. Alors que le gouvernement a prouvé en cinq élections complémentaires consécutives qu'il avait la confiance du peuple, devons-nous gaspiller l'argent de la province en discours interminables composés de répétitions et de redites? Ces argents rendront ainsi plus service. Puisque nous proposons un règlement pour abrégier les discours, je vais donner immédiatement l'exemple en n'en disant pas davantage, mais j'ai confiance que l'opposition, qui aime à imiter ses amis d'Ottawa, à les invoquer à

tout bout de champ, votera la loi que nous proposons, puisqu'elle est semblable mot pour mot à celle que proposa autrefois M. Lapointe.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) se lève pour répondre.

Motions des députés:

Anniversaire du député d'Iberville, M. Lamoureux

(Un page entre avec une gerbe de roses rouges qu'il va porter sur le pupitre du député d'Iberville, M. Lamoureux).

(Applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec la permission de la Chambre, je demanderais quelques instants pour souligner un événement heureux et exprimer nos meilleurs vœux à celui qui célèbre aujourd'hui son 75^e anniversaire de naissance. Le député d'Iberville (M. Lamoureux) est le doyen de la Chambre. C'est un adversaire loyal, un libéral sincère.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) rit.
(Rires à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demanderais à tous les membres de cette Chambre de s'unir avec unanimité dans la circonstance et de ne pas tenir une attitude inconvenante comme celle du chef de l'opposition, une attitude de nature à détourner l'harmonie qui doit exister. Je crois que la Chambre doit s'unir pour offrir ses félicitations et ses meilleurs vœux au député d'Iberville (M. Lamoureux), qui est le représentant d'un comté agricole. C'est le doyen de la Chambre et il a droit non seulement à l'estime et au respect de tous, mais à notre amitié.

Au nom du gouvernement, il me fait plaisir de lui transmettre nos vœux. En mon nom personnel, je lui ai envoyé une gerbe de 75 roses que j'ai payées de ma poche. Je les ai choisies rouges pour lui faire plaisir. La verdure qui les enferme montre que le député est toujours vert. C'est un symbole de sa grande vitalité et de son dévouement. Je souhaite que la Chambre puisse s'honorer encore longtemps de sa présence.

(Applaudissements)

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Il me fait plaisir de seconder le premier ministre dans ses vœux. Ayant à m'occuper d'agriculture, je suis

heureux de dire l'appui que j'ai reçu d'un adversaire. Le député d'Iberville a mis l'agriculture au-dessus de tout, et j'ai été heureux d'avoir souvent son opinion et son appui dans toute question agricole.

Il a négligé tous ses intérêts, même politiques. Dans une période où nous essayons de garder les jeunes sur la terre, il n'est pas de plus bel exemple à montrer à nos jeunes que celui qui porte allègrement ses 75 ans. Il me fait plaisir de lui souhaiter de vivre longtemps encore et de continuer à siéger parmi nous.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il me fait plaisir de seconder le premier ministre et de participer au témoignage présenté à M. Lamoureux. Nous fêtons un anniversaire et je suis heureux de voir nos bons Canadiens comme lui jouir d'une bonne santé aussi florissante. Le premier ministre lui a envoyé des roses rouges. Admettons qu'il aurait été difficile d'en trouver des bleues; il n'en pousse pas dans la province ni ailleurs. Je suis heureux de voir que le premier ministre a choisi des roses rouges: c'est un signe des temps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des fleurs rouges, c'est mieux que des fleurs jaunes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je félicite donc le député d'Iberville (M. Lamoureux) et je lui fais les meilleurs souhaits de l'opposition.

M. Barré (Rouville): J'ajoute mes souhaits à ceux des orateurs précédents et j'offre un témoignage personnel au député d'Iberville.

M. Hamel (Québec-Centre): Je souhaite au député d'Iberville de faire encore partie d'autres Parlements.

M. Lamoureux (Iberville): Vous me permettez de remercier sincèrement le premier ministre du témoignage d'estime qu'il me donne et de remercier le chef de l'opposition de ses souhaits. Je remercie toute la députation de ses vœux. On me souhaite de vivre longtemps encore. Si la Providence m'accorde encore un certain nombre d'années, j'essaierai, comme je l'ai fait jusqu'ici, de faire mon devoir, en tout et partout, pour la classe agricole. Je suis ici depuis 1923 et j'ai toujours cherché à faire mon devoir. Il semble que je n'ai pas failli.

On parle de roses rouges et de roses bleues. J'ai une révérence pour les roses rouges, mais je n'ai pas tracé ma conduite sur les couleurs des fleurs. J'en ai donné la preuve. Je considère, dit-il, le bien

de la province comme plus important que les questions de partis et, mes électeurs le savent.

(Applaudissements)

Travaux de la Chambre:

Modifications du Règlement

Le débat se poursuit sur la proposition de modification du Règlement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Revenons maintenant, non à la motion, mais au bâillon. Car c'est un bâillon que veut nous imposer le premier ministre.

Un député ministériel: C'est pour nous empêcher de bailler quand vous parlez trop longtemps.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre fait appel à toutes sortes d'arguments pour forcer l'opposition à accepter le bâillon qu'il soumet. Il est remonté très loin à l'histoire ancienne; il a cité des vers de Boileau, disant que ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement. Mais Boileau n'a pas prétendu qu'il fallait, pour être clair, être bref. Puis, le premier ministre nous a promenés en Angleterre, puis aux États-Unis; il nous a parlé de M. Lapointe et il a cité des discours de deux minutes qui en valaient de très longs.

Le premier ministre veut nous imposer le bâillon. Je ferai remarquer à mon honorable ami qu'il n'a pas été question de limitation des discours à la session de 1936, ni à celle de 1937, alors que l'opposition réduite à un petit nombre était constamment insultée et ses discours hachés d'interruptions. Il en a été question à la session de 1938. Ce n'est qu'après le débat vigoureux poursuivi par l'opposition sur l'adresse en réponse au discours du trône cette année que le premier ministre veut bâillonner ses adversaires. Il commence à craindre l'opposition.

Le premier ministre déclare avoir reçu un mandat précis de l'électorat pour justifier sa mesure. Le gouvernement n'a pas reçu le mandat de bâillonner l'opposition comme il tente de le faire. S'il avait dit sur les tribunes devant le peuple, en 1936: "Quand l'opposition m'attaquera, je la bâillonnerai", il n'aurait certainement pas été élu. Mais comme il voit que ses amis l'abandonnent, que l'opposition augmente, il veut limiter les discours. Est-ce juste, ce qu'il fait aujourd'hui? Est-ce brave pour un homme qui se prétend si courageux?

Le premier ministre nous cite l'exemple d'Ottawa et dit que c'est l'honorable M. Lapointe qui

a proposé la limitation des discours. Mon honorable ami doit savoir mieux que cela. Qui ne se rappelle la lutte légendaire livrée par Sir Wilfrid Laurier et ses partisans pour empêcher le bâillon⁹, alors qu'il y avait, comme aujourd'hui à Québec, un gouvernement Tory à Ottawa? En 1927, les règlements de la Chambre ont été amendés, mais ce n'est pas là que le bâillon a été imposé. Il (M. Casgrain) rappelle le temps où Sir Robert Borden appliqua le bâillon.

Le premier ministre a peur que l'opposition parle. Quant à moi, j'ai assez d'une heure pour faire un discours. Mais il y a des députés qui en ont besoin de plus; on admettra que, pour rappeler toutes les promesses non remplies, les engagements violés par le gouvernement actuel, il faut plus d'une heure.

Le premier ministre a dit qu'il avait parlé longuement à la première session de 1936. Il a tenté de justifier la politique d'obstruction qu'il a suivie en parlant de gouvernement usurpateur. Aujourd'hui, nous sommes en présence d'un gouvernement qui s'est attiré le mépris populaire. Le premier ministre contrôle presque toute la presse; il contrôle le Conseil législatif, il veut maintenant limiter les discours, nous empêcher de parler. Si le premier ministre enlevait les interruptions, les points d'ordre de ses partisans intercalés dans nos discours, il n'aurait pas besoin de limitation des discours.

Il nous parle d'économie de \$5,000 par jour, pour les pensions de vieillesse, l'agriculture, etc. Mais il y a bien d'autres économies à faire s'il veut en pratiquer. Il y a beaucoup de gaspillage sous son administration à faire cesser. Qu'on laisse parler l'opposition et ce sera, en définitive, une belle économie pour la province; l'opposition lui indiquera les économies les plus fructueuses à faire. Je m'objecte énergiquement à la mesure qu'on nous propose. Ce n'est pas une loi d'économie, comme le prétend le premier ministre, mais bien une loi de bâillon.

M. Marier (Drummond): Le député de Rivière-du-Loup doit faire la différence entre la motion à l'étude pour limiter les discours et le bâillon appliqué en 1917. Il oublie que lorsqu'il fut question de la conscription en 1917, de nombreux libéraux étaient alliés à Sir Robert Borden. Je n'ai pas à discuter cette loi. La limitation des discours n'a pas pour effet d'empêcher les opinions de s'exprimer, mais de poser des limites raisonnables à la discussion.

C'est l'honorable M. Lapointe, qui, le 22 mars 1927, a proposé en Chambre l'adoption des règlements qui limitaient à 40 minutes les discours des députés à la Chambre des communes, non pour les empêcher de parler, mais pour les empêcher de parler inutilement.

Le député de Rivière-du-Loup continue à fabriquer son programme. Il a parlé pendant une heure sur l'adresse et il n'a pas trouvé le moyen de souligner de promesses violées. Un seul article de votre programme a été respecté: c'est l'affaire Godon¹⁰. Il avait Godon; il a maintenant le bâillon.

M. Bastien (Berthier): Je soulève un point d'ordre. On n'a pas le droit de référer à un débat antérieur en parlant de Godon.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlant sur le point d'ordre, je rappelle que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a longuement parlé de l'affaire Godon. Il n'y a rien dans le Règlement qui interdise aux membres d'expliquer pourquoi une mesure devrait être adoptée, pour prévenir certains abus.

M. Bastien (Berthier): Je soulève un autre point d'ordre, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition s'ingénie à multiplier les points d'ordre. Les gens qui se lamentent constamment des points d'ordre sont les premiers à en soulever, sans rime ni raison. Est-ce que ces gens-là ne se mettent pas dans une position contradictoire? On cherche à l'heure actuelle à bâillonner le député de Drummond (M. Marier).

(Rires)

M. Drouin (Québec-Est) ajoute quelques mots sur le point d'ordre et soutient le député de Berthier (M. Bastien) dans son allégation.

M. l'Orateur: Je ne pouvais empêcher, dit-il, le député de Drummond (M. Marier) de citer en exemple le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain). Je l'avertis, cependant, que s'il a l'intention de parler de l'affaire Godon, je l'en empêcherai. Je renvoie, le point d'ordre comme prématuré.

M. Marier (Drummond): Les points d'ordre, explique-t-il, ont prolongé mes remarques plus que je ne l'avais prévu.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Cette mesure du gouvernement est un hommage indirect à l'efficacité des critiques de l'opposition depuis le début de la session. Les discours sur l'adresse que le premier ministre prétend trop longs étaient cependant

intéressants et ont renseigné la population de la province. Il me semble que la présente mesure est dirigée contre un groupe minoritaire. Il y a en somme une vingtaine de députés qui parlent sur un débat, et il n'y a pas lieu de limiter la durée des discours. Pour boycotter 20 députés seulement, on veut limiter les discours.

On cite l'exemple d'Ottawa: on invoque, le précédent posé par M. Lapointe. Mais, à la Chambre des communes, il y a 245 députés. À Québec il y en a 90. L'opposition est de beaucoup plus nombreuse: elle compte près de 100 membres. On conçoit alors la nécessité d'une mesure semblable, mais tel n'est pas le cas ici.

À la capitale fédérale, c'est très rare qu'il y ait moins de 30 à 40 orateurs au même débat, tandis qu'ici, avec une petite opposition, l'adoption de la clôture restreint l'opposition dans ses chances de discuter des politiques du gouvernement.

Et puis, dans la mesure qui nous est soumise, rien n'indique que la limite d'une heure ne comprendra pas les interruptions et les points d'ordre. Car, dans la discussion des points d'ordre, il y a des débats qui durent des demi-heures. Il arrive même qu'on en appelle de la décision de l'Orateur. Comment le Règlement pourrait-il s'appliquer dans les circonstances? Ceci se fait lors des parties de hockey, dit-il, lorsqu'un joueur se blesse. Je crois qu'il serait difficile d'appliquer le Règlement.

On tente présentement de faire une brèche au droit de parole qui appartient aux députés, un droit constitutionnel. C'est un moyen de sauvegarder la démocratie que de protéger ses prérogatives. Il me semble que le droit de parole est trop chèrement acheté pour le laisser perdre. Il a coûté du sang dans la province. Il a coûté du sang de nos patriotes, en 1837. Pourquoi restreindre le droit de parole?

Le droit de parole, le gouvernement en a profité lui aussi. En 1936, à la première session, pour empêcher le vote du budget de M. Taschereau, on a fait des débats interminables. Sans faire de reproche au député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), je dois lui rappeler qu'il n'a pas seulement parlé pendant des heures, mais pendant des jours. C'est à cause de ce débat sur le budget que le gouvernement Taschereau a été défait. La limite des discours eût alors été utile, nécessaire même. L'administration libérale a respecté la liberté de parole.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils ne pouvaient faire plus. Ils ne fournissaient pas à sortir par la cave.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Le gouvernement devrait se rallier à la liberté de parole et ne pas laisser croire à la province qu'il a peur de la critique.

M. Pelletier (Lotbinière): J'entendais l'honorable député de Montréal-Laurier (M. Bertrand) déclarer que la motion que nous discutons est une atteinte à la liberté de parole et aux libertés démocratiques. Ce n'est pas mon avis. J'affirme que l'obstruction à la motion est injustifiée et illogique.

Il n'est pas question de bâillon. La mesure, loin d'être un attentat à la liberté de parole, en est plutôt une sauvegarde, parce qu'elle en prévient les abus. Ce sont les abus qui ont toujours tué les libertés, liberté de la presse, liberté de parole, liberté d'association, etc.

Je tiens, comme tous les membres de cette Chambre, aux libertés démocratiques qui permettent à tous les habitants de cette province de vivre libres et heureux sur leurs terres et dans leurs foyers. Mais il convient de faire la différence entre la liberté et la licence. J'estime que l'opposition, en faisant de l'obstruction sur une mesure comme celle-ci, ne fait pas son devoir. Les démocraties parlementaires sont en danger aujourd'hui, dans plusieurs pays, précisément à cause des abus de parole qui s'y glissent. Nous voulons défendre les démocraties contre ces abus, pour empêcher qu'on nous enlève ce régime parlementaire qui nous est cher. C'est pour endiguer ces abus qu'une pareille mesure doit être adoptée. Je suis pour la démocratie et le droit de parole. Mais il devrait y avoir une distinction entre la liberté de parole et l'abus de parole.

Le pire danger au parlementarisme, c'est quand les représentants abusent de leurs privilèges en rendant par là le régime exécration au public. C'est une digue salubre que nous imposons alors que l'opposition, délibérément, veut saboter le régime parlementaire, en essayant d'en faire une usine à discours, au lieu d'une assemblée où l'on agit pour le bien commun. En bloquant cette mesure, qui est une mesure de bon sens, les membres de l'opposition ne font pas leur travail.

Les membres de l'opposition sont des hommes intelligents et ils savent pourquoi cette loi est recherchée. La tâche première d'un représentant de la population est d'agir et de ne pas parler à tout bout de champ. Il y a une très large marge entre l'art de bien dire et de bien parler et l'art d'agir. Je comprends que le premier devoir de l'homme public, ce n'est pas toujours de parler, mais d'agir, de créer de l'action. Il s'agit tout simplement d'épargner et de

réaliser des œuvres pour la province de Québec. Or, ce n'est pas avec des discours interminables, remplis d'idées triturées, que l'on peut avancer.

(Applaudissements)

Il nous faut précisément aujourd'hui sortir le peuple de l'ornière où l'a mis la turpitude du gouvernement de nos amis d'en face.

Pourquoi parler pendant des heures? Les hommes de génie, ne nous trompons pas, sont aussi rares dans cette Chambre que n'importe où ailleurs.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est le cas de le dire.

(Rires)

M. Pelletier (Lotbinière): Ces discours, que sont-ils, sinon des idées triturées, remâchées dans un océan de mots?

M. Hamel (Québec-Centre): Parlez-vous de votre discours?

M. Pelletier (Lotbinière): Si l'opposition, avec ses 19 députés, n'a pas assez de 19 heures pour dire ce qu'elle reproche au gouvernement, ce n'est pas flatteur pour sa compétence. Nous sommes 90 députés en cette Chambre. Limité chacun à une heure, cela nous assure déjà de 90 heures de discours. Or, 90 heures de discours paraissent, pour le moins, tout à fait suffisantes, pour un débat. Le gouvernement est-il assez sale, assez noir pour que 20 heures ne suffisent plus aux quelque 20 membres de l'opposition?

Il me semble que cela est trop pour dénoncer un gouvernement comme le nôtre. Il me paraît évident, d'un autre côté, que 20 heures, et même davantage, ne suffiraient pas à dire tout le bien que nous avons accompli pour la province depuis deux ans et demi.

(Applaudissements)

Quand le chef de l'opposition aura, pendant une heure, fouillé de sa hargne toute l'administration, ce sera déjà trop. Quand un magister aussi savant que lui se sera mis le nez partout, accompagné du défunt fanal que nous connaissons tous, ce sera assez.

Le char de l'État est en bonne voie, pourquoi vouloir l'arrêter par de l'obstruction? Le peuple n'attend pas des paroles, mais des actes. Nos gens le disent, dans les campagnes: "Grand parleur, petit faiseur". Les oppositionnistes veulent être de grands parleurs. Appliquons donc ce dicton de la sagesse populaire, et faisons en sorte de devenir de petits parleurs et de grands faiseurs. D'ailleurs, qu'on aille

demander à l'homme de la rue ce qu'il pense de ces interminables discours. Il vous dira qu'il ne voit pas d'avantages aux longs discours qu'il ne lit jamais. Il veut que l'on agisse.

Je soumets respectueusement qu'on doit limiter les discours. Je me prononce en faveur de cette motion.

M. Hamel (Québec-Centre): Je suis d'autant plus surpris de voir cette motion faite par le premier ministre qu'il s'est lui-même servi de cette liberté de parole qu'il veut nous enlever aujourd'hui pour renverser le gouvernement Taschereau. Le gouvernement Taschereau a voulu, dans le temps, lui imposer le bâillon. On se rappelle le tumulte qui s'ensuivit dans l'opposition du temps. Mais il y aurait eu une révolte en Chambre, s'il était servi des mêmes moyens qu'emploie aujourd'hui le premier ministre.

Ce sont pourtant ces mêmes gens, aujourd'hui, qui veulent nous imposer cela, et non pas à une opposition forte de 42 députés, mais à quelque 20 députés¹¹.

On utilise comme arguments, pour justifier cette mesure, des arguments faux. Ainsi le premier ministre a fait mettre dans les journaux que j'avais parlé quatre heures de temps alors que mon discours n'a duré que deux heures et demie. Cette mesure n'est pas présentée en vue d'une économie, mais parce que le gouvernement a peur de la poignée d'oppositionnistes, il nous craint. La liberté de parole doit être sacrée.

Un député ministériel: Ah! Ah!

M. Hamel (Québec-Centre): On proteste contre les longs discours, mais j'ai moi-même entendu parler M. Bourassa, un jour, pendant cinq heures de temps en cette Chambre. Et, je vous l'assure, loin de faire perdre le temps de la Chambre, loin de lui faire perdre de l'argent, il a sauvé des millions à la province, grâce aux idées fécondes qu'il a émises et qui se sont traduites en meilleure administration. Quand il a parlé, il a instruit.

M. Pelletier (Lotbinière): Mais c'était M. Bourassa, pas vous!

M. Hamel (Québec-Centre): Cette liberté de parole qu'on veut nous supprimer ici en Chambre, on l'a tentée l'an dernier à Saint-Pascal (Kamouraska), lorsqu'on a organisé une "gang" pour briser notre estrade.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je regrette, mais le député est hors d'ordre, et c'est encore là une raison de plus pour limiter les discours.
(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le député de Québec-Centre a parfaitement raison de parler de l'assemblée de Saint-Pascal en discutant cette motion sur la liberté de parole. Ce sont deux cas analogues.

M. Hamel (Québec-Centre): Je veux dire que c'est là une autre violation des promesses de l'Union nationale...

M. l'Orateur: Le député de Québec-Centre ne peut faire de reproche à des gens qui ne sont pas dans la Chambre et il ne peut pas parler d'un incident extérieur qui n'a pas été organisé, au su de tout le monde, par aucun membre de cette Chambre.

M. Hamel (Québec-Centre): Pourquoi la droite, si elle veut tant que cela économiser le temps de la Chambre, a-t-elle fait parler trois orateurs de suite sur l'adresse?

La prétendue économie de temps et d'argent du premier ministre, en limitant les discours, n'est encore que du camouflage tout simplement. En référant en 1936, il a dit, à l'époque où il dirigeait l'opposition: "Nous faisons de l'obstruction parce que nous avons affaire à un gouvernement d'usurpateurs."

Êtes-vous bien sûrs d'être en meilleure position aujourd'hui? Pour nous, de ce côté-ci, vous êtes un gouvernement d'usurpateurs, pire que l'ancien, qui s'est élevé au pouvoir avec l'appui de M. Paul Gouin et de l'Action libérale nationale par des garanties que vous n'avez pas tenues et des promesses que vous violez aujourd'hui. M. Paul Gouin vient de le dire, lui qui vous avait aidés à vous faire élire.

On s'est fait élire avec notre concours aussi, sur un programme qu'on s'empresse de renier. Promesses violées, programme renié et signatures non respectées, voilà l'œuvre du gouvernement une fois élu. Si nous avions su, de ce côté-ci, l'esprit qui animait le chef, nous n'aurions jamais combattu à ses côtés et nous ne l'aurions pas mis au pouvoir.

(Rires à droite)

Nous avons 20 heures de réplique, la droite en a 70. Ce n'est pas juste.

M. Tardif (Frontenac): C'est nous qui sommes au pouvoir.

M. Hamel (Québec-Centre): Et vous abusez du pouvoir. Dans le temps de l'opposition du premier ministre actuel, j'ai trouvé sa tactique d'obstruction merveilleuse contre un gouvernement que nous voulions renverser. Je ne veux pas en faire reproche au député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), mais il a parlé trois jours entiers. Sous la direction du premier ministre actuel, le député de Maisonneuve a bloqué le dernier budget du gouvernement libéral et a forcé une élection que l'Union nationale a gagnée. Je vois que le ministre du Travail sourit. Je ne crois pas qu'il devrait sourire lorsque le gouvernement est en train de nous enlever les prérogatives qui ont si bien aidé les membres de l'Union nationale lorsqu'ils étaient à l'opposition. Nous poursuivons la même lutte, et vous devriez comprendre. Le groupe de l'opposition nationale devrait être sur le même pied d'égalité que le chef de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (À l'honorable député de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau)). Avec Bouchard, ça fait deux pieds. (Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Il y a des problèmes dont on met plus d'une heure à discuter la solution. Comme chef de groupe, je ne pourrai, proteste-t-il, parler plus d'une heure. Mes discours, ce ne sont pas des chefs-d'œuvre, mais je puis les citer comme des documents que personne n'a réfutés jusqu'ici.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Ah! Ah!

M. Hamel (Québec-Centre): Le député de Matane rit. Eh bien qu'il s'attende à ce que bientôt je lui mette sur le nez une poignée de documents qu'il n'aimera pas.

(Rires)

J'estime que la motion actuelle est une mesure de bâillon contre une poignée d'oppositionnistes. C'est pourtant la sauvegarde de la droite d'avoir de la critique, mais on ne comprend pas cela. Nous protestons énergiquement contre cette motion. La meilleure façon qu'a un gouvernement de détruire la démocratie est de continuer de suivre les lignes directrices de l'administration de Duplessis. Si vous voulez saboter la démocratie, continuez. Elle est déjà assez malade. L'opposition est la sauvegarde de la droite.

M. Drouin (Québec-Est): Il me paraît que ce projet n'est pas juste. Je me place du point de vue de

ceux qui veulent protéger les libertés parlementaires. En principe, tout le monde, il est vrai, déplore les lenteurs parlementaires, les discussions trop longues et inutiles. Mais il y a un règlement qui dit que les députés ne peuvent pas lire leurs discours. Je suis en cette Chambre depuis 11 ans et, à ma connaissance, ce règlement n'a presque jamais été appliqué. Je suis d'opinion qu'il devrait être appliqué strictement. S'il était observé, la présente modification serait inutile. J'ai l'assurance que personne ne parlerait plus d'une heure; les discours seraient très brefs.

Quand on parle sur des notes, il est très difficile de faire de longs discours. Je crois que le gouvernement ne devrait pas insister. Je n'irai pas jusqu'à dire que c'est le bâillon qu'on veut nous imposer par cette mesure, mais c'est tout de même une limitation du droit de parole dans une assemblée constitutionnelle et, en ce cas-ci, elle n'est pas nécessaire.

En 1936, il y avait en cette Chambre 42 députés de l'opposition contre 48 députés ministériels. Tous les députés de l'opposition ont parlé. Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), lui, a parlé de la centralisation des ports pendant toute une semaine. La deuxième semaine, il a parlé de l'Ontario et des Provinces maritimes. Je ne le blâme pas, car nous étions contents.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Voyez-vous! Ça instruisait. (Il rit tout seul).

M. Drouin (Québec-Est): Le gouvernement est tombé avant qu'il ne soit revenu dans la province. Mais nous étions contents, nous apprécions son geste. Et quand le gouvernement d'alors a parlé du bâillon, une démonstration spontanée s'est organisée pour recevoir le premier ministre à la gare du Palais, à Québec. Sur les pancartes, on lisait: "À bas le bâillon!" Si, dans le temps, nous croyions à la liberté de parole, nous y croyons encore.

De plus, je tiens à faire remarquer que l'article 48 du Règlement parle des députés de l'opposition au pluriel. Il n'y a pas qu'une opposition en cette Chambre. Le Parti national représente une force considérable, tant par le nombre des députés qu'il groupe que par l'opinion publique qui nous appuie.

On parle de laisser la parole au chef de l'opposition. Il s'agit de savoir qui est le véritable chef de l'opposition. Avec la motion, l'on prive ainsi certains chefs de pouvoir parler à leur guise. Le chef du Parti national¹² devrait avoir le même privilège que le chef du Parti libéral, et la limite d'une heure ne devrait pas s'appliquer à lui.

M. Chaloult (Kamouraska): Je donnerais beaucoup pour voir en ce moment le chef du gouvernement dans l'opposition en face de cette mesure, pour entendre la façon dont il la dénoncerait. Je l'entends proclamer avec véhémence: "Quelle mesure à base d'injustice, d'iniquité et d'arbitrage", tout le monde sait que c'est ce qu'il dirait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Ces paroles, précise-t-il, ne sont pas parlementaires. Le député n'a pas le droit de mettre dans ma bouche des paroles hypothétiques non parlementaires que je n'ai pas prononcées et que je ne prononcerai pas non plus.

M. Chaloult (Kamouraska): Je n'ai pas dit que le premier ministre avait prononcé ces paroles. Malheureusement, c'est un rêve que je fais en supposant un moment qu'il est encore dans l'opposition, ce qui est trop beau pour être vrai. Je dis que ce sont là des paroles qu'il prononcerait.

M. l'Orateur se lève.

M. Chaloult (Kamouraska): (À l'Orateur) Vous voulez vous prononcer?

M. l'Orateur: On insiste sur le point d'ordre. En réponse au point d'ordre du premier ministre, le député de Kamouraska a dit qu'il rêvait. Je me souviens d'un auteur classique qui disait: "Il ne faut jamais s'occuper d'un songe."
(Rires)

M. Chaloult (Kamouraska): Je voudrais montrer jusqu'à quel point, on se moque des électeurs, de l'opinion publique, des libertés populaires et des principes que l'on a énoncés alors qu'on était dans l'opposition. On ne niera pas que les membres du gouvernement prennent aujourd'hui une attitude diamétralement opposée à celle qu'ils avaient prise pendant qu'ils étaient dans l'opposition. Lorsque les membres du gouvernement étaient du côté de l'opposition, ils auraient été contre une telle mesure. Maintenant, ils sont en faveur parce qu'ils sont au pouvoir. Dans une démocratie, un représentant du public peut changer carrément de point de vue parce que le hasard l'amène de la gauche vers la droite ou de la droite vers la gauche dans un Parlement. Et ce sont ces changements d'attitude et de logique qui discréditent la démocratie!

J'admets qu'il peut parfois se produire des excès dans la longueur des discours. Mais jusqu'ici,

il n'y a pas eu d'inconvénients graves à ce qu'un député parle pendant plus d'une heure. Je crois que ce projet est inopportun. On a laissé entendre que les discours de l'opposition avaient duré trois, quatre et cinq heures, ce qui n'est pas exact. On n'a pas insisté sur le fait que le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) a fait l'un des plus longs discours pendant le débat sur l'adresse.

Quant à moi, on a dit que j'avais parlé cinq heures, ce qui n'est pas exact. On a dit, entre autres choses, que j'avais parlé trois heures pendant l'après-midi. Or, j'ai commencé à parler à trois heures et demie. Il y a eu une interruption d'une demi-heure au milieu de la séance pour la sanction d'un bill. Et il y a bien eu des points d'ordre et des interruptions pendant une demi-heure. De sorte que j'ai parlé environ une heure et demie au cours de l'après-midi.

Il y a de ces exagérations qui déforment les faits. En réalité, il y a eu très peu de différence entre les discours de l'opposition et ceux de nos amis de la droite, au point de vue de la longueur. Et je dirai à l'honorable député de Lotbinière (M. Pelletier) que quoi qu'il pense, il y a toujours beaucoup plus de choses à dire contre un gouvernement que pour un gouvernement.

M. Pelletier (Lotbinière): Nous réglerons ça dans Kamouraska.

M. Chaloult (Kamouraska): L'opinion du peuple n'est pas nécessairement le critérium de la vérité. Le député ne doit pas toujours suivre ses électeurs, il doit parfois les diriger. La loi de limitation peut être défendable à Ottawa où il y a 245 députés, dont une centaine de l'opposition, mais non à Québec. Et quoi qu'on dise, les débats sont plus importants pour nous à Québec qu'à Ottawa. Les destinées du peuple canadien-français ne se jouent pas tant à Ottawa qu'à Québec. Ce qui était bon autrefois pour le député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay) devrait être bon pour nous. Je demande qu'on nous accorde une même mesure de justice.

On nous répond qu'en 1936 l'opposition avait devant elle un gouvernement d'usurpateurs. N'avons-nous pas affaire encore à un gouvernement d'usurpateurs? Nous avons en face de nous un gouvernement qui a été élu sur le programme de l'Action libérale nationale et qui aujourd'hui renie en très grande partie le programme sur lequel il a été élu.

Certains journaux ont préparé l'opinion publique sur la mesure présentée du gouvernement.

La presse d'expression anglaise a insisté sur les dépenses qu'occasionnent à la province les longs discours. Il y a des dépenses qui sont des économies. Que l'on prêche donc l'économie là où il devrait y avoir de l'économie. On n'a pas dit que le nombre des employés civils avait doublé depuis deux ans, par exemple.

M. Omer Héroux, rédacteur en chef du journal *Le Devoir*, et que j'estime beaucoup, a publié un petit article où il a fait certaines remarques intéressantes et judicieuses pour dire que les députés se rendraient service à eux-mêmes en abrégant leurs discours.

Évidemment, cet article ne visait personne. M. Héroux faisait des allusions à Ottawa mais, chose curieuse, ce petit article venait immédiatement après nos discours à nous. On touchait à Ottawa pour que cela paraisse mieux, mais évidemment, cet article ne visait personnellement. Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) n'avait pas encore parlé à ce moment.

Il y a d'excellentes dispositions dans cet article, mais il est regrettable que ce brillant et sympathique journaliste qu'est M. Héroux, n'ait pas jugé bon de dire la même chose lorsque son chef, le député de Labelle, M. Bourassa, faisait des discours de trois, quatre et cinq heures, tant à Québec qu'à Ottawa.

Je ne sache pas que ce distingué et estimable journaliste se soit prononcé contre les discours trop prolongés lorsque le député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay) a parlé en cette Chambre pendant plus d'une semaine, en 1936. Évidemment, il n'était pas obligé d'écrire ces commentaires. Mais aujourd'hui, il juge plus approprié de les faire après les discours de l'opposition. Il est inutile d'ajouter que je conserve la plus grande et la plus vive estime pour M. Héroux.

Je termine en soulignant que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) n'est pas mon chef. Je suis membre du Parti national. Je comprends que le chef du gouvernement ne se hâte pas de reconnaître le Parti national. On veut empêcher les chefs d'opposition de parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je le reconnais officieusement.

M. Chaloult (Kamouraska): Il serait temps de le reconnaître officiellement. Quant à la limitation des discours, on ne devrait pas refuser au chef du Parti national le privilège que l'on accorde au chef de l'Union nationale et au chef du Parti libéral.

Cette attitude du gouvernement est un grand signe de faiblesse. Quand on est fort, on ne craint pas la critique, quelque véhémence qu'elle soit. Et le gouvernement veut nous empêcher de parler!

Enfin, je voudrais que le premier ministre dise si l'on tiendra compte, dans le calcul de la durée des discours, du temps perdu en points d'ordre et interruptions. Si l'on n'en tient pas compte, nous ne pourrions plus permettre au premier ministre d'insérer ses discours dans les nôtres.

(Rires)

M. Leduc (Laval): Le principal argument pour l'adoption de cette mesure, c'est l'économie. On dit: "Ça coûte cher: \$5,000 par jour." C'est un argument qui peut avoir des conséquences très graves, surtout lorsque les chambres de commerce du pays se servent de l'argument monétaire pour demander de restreindre le nombre des provinces. Si on voulait sauver de l'argent, pourquoi le Parlement ne siégerait-il pas selon le Règlement? Nous aurions pu siéger hier soir. Cette mesure est la preuve de la centralisation évidente qui s'opère tous les jours dans le domaine administratif. Hier, on se donnait un nouveau pouvoir et, aujourd'hui, on veut faire encore davantage.

Il deviendra normal qu'à un certain moment on se demande si un Parlement est réellement nécessaire. On s'inspirera alors du précédent créé aujourd'hui pour aller encore un peu plus loin. La première chose que nous savons, c'est que nous allons avoir un gouvernement totalitaire à la tête de la province de Québec. Il est temps de protester, au nom de la démocratie, contre cette centralisation.

On a parlé de la longueur des discours. Il est évident que le seul fait de ne plus permettre de lire les discours aura pour résultat de les restreindre beaucoup. Mais les discours n'ont pas été aussi longs qu'on le dit. Trente heures de débats sur l'adresse en réponse au discours du trône pour une Chambre de 90 députés, c'est très raisonnable.

M. Bastien (Berthier): Il est surprenant de constater que ce soit un premier ministre, chef de l'Union nationale, qui présente une telle motion. Le premier ministre a siégé 10 ans dans l'opposition et personne n'a songé à lui limiter son droit de parole. Son père a aussi siégé dans cette Chambre avant lui et personne n'a songé à limiter ses discours. Le premier ministre a copié sur ses prédécesseurs toriens d'Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier n'a pas le droit d'avancer des

choses absolument fausses. S'il ne le sait pas, qu'il se renseigne; mais ce règlement est si peu tory, il est copié sur celui qui a été présenté à Ottawa par l'honorable Ernest Lapointe.

M. Bastien (Berthier): La loi du bâillon origine de Sir Robert Borden¹³, un des parents politiques du premier ministre. Son geste est un geste de tory. On semble oublier le long discours du député de Maisonneuve à la dernière session du gouvernement Taschereau. On semble oublier que M. Aimé Guertin, l'ancien député de Hull, a parlé tout un après-midi et toute une nuit. Le premier était alors pour la liberté de parole. Maintenant, parce que nous sommes une opposition de 19, tous de bons hommes, il est contre. Est-ce qu'il a peur parce que l'opposition compte deux de ses anciens ministres? Est-ce qu'il a peur des révélations que pourrait faire son ancien ministre de la Voirie, le député de Laval (M. Leduc)? La peur est, je crois, la raison de cette mesure aussi arbitraire.

Le premier ministre a la presse de cette province à sa dévotion, il a la radio. On sait d'où vient son argent, c'est lui qui le dit. L'opposition n'avait plus que la tribune de l'Assemblée législative pour exprimer son opinion, mais on veut la lui enlever. Le premier ministre veut le monopole de la parole, après s'être emparé des journaux et de la radio. Hier encore, il s'est fait donner de nouveaux pouvoirs arbitraires. Il voulait le contrôle absolu sur la trésorerie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de discuter les lois adoptées hier. J'admets, dit-il, qu'on peut faire allusion, discrètement, à un débat antérieur. Mais le fait que ces gens veuillent parler encore d'une loi adoptée après un vote est la meilleure preuve que ce règlement est nécessaire. Pareilles digressions est une autre preuve qu'il faut limiter la durée des discours.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre a parlé de l'adresse et de l'affaire Godon quand tout cela était véritablement hors de propos.

M. l'Orateur: Le député a référé à une loi passée à cette session. Deux articles du Règlement lui interdisent de le faire. On ne peut discuter une loi déjà votée sans en demander le rappel.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre veut le monopole de la parole. Dans un Parlement

ordinaire, une heure serait suffisante. Mais ici, il y a les points d'ordre, les discussions que le premier ministre intercale dans les discours. Ces pratiques ont été dénoncées par tous les journaux. Avec le règlement que l'on demande, les députés n'auront pas le temps de parler. Le bâillon leur aura été mis. Lorsque le député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) a parlé sur l'adresse, on a commencé à huit heures moins quart une séance qui avait été ajournée à huit heures et demie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est contraire à ce qui s'est produit. Je demande au député de retirer ses paroles.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre, chaque fois qu'il s'en va en Ontario, s'empresse de rassurer les citoyens en leur disant qu'il n'est pas un dictateur. Le premier ministre devrait nous expliquer pourquoi il a avancé l'heure de la séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai soulevé un point d'ordre. Le député dit des choses contraires à la vérité. Jamais, depuis que je suis premier ministre, une séance convoquée pour huit heures et demie n'a commencé à huit heures. Ce qui est arrivé, c'est qu'au lieu de commencer à siéger à huit heures et demie, le soir, nous commençons à huit heures.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre devrait expliquer sa conduite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): demande à l'Orateur de dire sa conduite.

M. Hamel (Québec-Centre): Nous avons été avertis qu'une manœuvre serait faite pour essayer de voter l'adresse, ce soir-là, par surprise.

M. l'Orateur: Je ne peux, dit-il, tolérer cela. Le député de Québec-Centre n'a pas le droit de dire cela. Pour qu'une manœuvre soit possible, il faudrait la complicité de l'Orateur de la Chambre, et je ne participerai jamais à aucune manœuvre.

M. Hamel (Québec-Centre): Je n'ai rien dit de mal contre l'Orateur. Vous pouviez même commencer la séance à sept heures et demie, vous en aviez le droit.

M. Bastien (Berthier): Si les règlements étaient respectés, les discours ne seraient pas longs. Mais la

droite passe son temps à interrompre et la province a été unanime à blâmer les méthodes du gouvernement. Le premier ministre a un genre de discours qui n'a pas d'autre but que d'essayer de "boucher" ses adversaires, que de faire de l'esprit. La conduite du chef du gouvernement et des membres de la droite a été flétrie par une cour de justice.

Il (M. Bastien) parle du procès du député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle) contre un quotidien de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette d'interrompre le député, mais il n'y a pas un tribunal de justice au monde, quel qu'il soit et présidé par un juge, d'où qu'il vienne, qui ait le pouvoir, à moins d'en avoir l'impudence, de juger les délibérations de la Chambre qui n'est responsable qu'au peuple.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Alors, il n'y a plus de pouvoir judiciaire dans cette province? Il y a le pouvoir administratif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. Depuis quand la Chambre peut-elle tout faire?

M. Bastien (Berthier): La majorité de cette Chambre peut faire ce qu'elle veut et même faire déchausser ses députés pour applaudir comme il a été prouvé dans la cause du député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vais répéter ce que j'ai dit. Il n'y a pas un juge, pas un tribunal qui a le pouvoir et le droit de discuter la conduite de la Chambre des représentants. C'est élémentaire. Si au cours d'un procès qu'il n'a pas à apprécier, il s'est fait de la preuve illégale, des déclarations fausses et mensongères sous serment, cela n'empêche pas que la Législature de Québec est seule maîtresse de ses délibérations et de la conduite de ses députés en Chambre. Ce n'est pas une raison pour en parler de nouveau.

M. Bastien (Berthier): Les gens n'ont pas blâmé le jeune député de Montréal-Saint-Henri, mais...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au député de s'en tenir à la motion en discussion.

M. Bastien (Berthier): Je proteste de nouveau contre le bâillon. L'Assemblée législative de Québec serait la première au Canada où un règlement

limitera ses membres dans leur liberté d'expression. Je termine en disant que l'heure de la délivrance pour le peuple est proche.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Jusqu'ici, nous avons joui théoriquement de la liberté de parole et on veut maintenant nous priver de cette liberté. On a parlé de la loi du bâillon. Cette loi dont a parlé le premier ministre fut imposée en 1913 du temps de Borden, et la première victime en fut Sir Wilfrid Laurier lui-même. On vient nous dire qu'Ottawa a appliqué un règlement de la même nature que celui qu'on nous propose. Il est vrai qu'à Ottawa les discours sont limités à 40 minutes, mais ce n'est pas la même situation qu'ici. Il y a une grande différence entre la Législature de Québec et le Parlement d'Ottawa. Il n'y a que 90 députés à Québec; il y en a 245 à Ottawa. D'ailleurs, la motion n'a pas été présentée de la même manière à Ottawa.

Et pour voter le règlement, on a respecté les lois parlementaires et les coutumes qui veulent que la mesure soit d'abord soumise à un comité spécial, composé de représentants de tous les partis et présidé par l'Orateur. Bourinot le dit expressément. Quand on a amendé le Règlement, l'honorable M. Lapointe était leader à Ottawa et c'est lui qui a simplement présenté le rapport d'un comité aux Communes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le très honorable M. Lapointe a parlé en faveur du règlement¹⁴.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'y étais pas et je ne sais pas si le premier ministre y était.

Le pire obstructionniste de l'Assemblée législative était le premier ministre lui-même, lorsqu'il était le chef de l'opposition. Quand le chef actuel du gouvernement du Québec a dirigé l'obstruction, en cette Chambre, il était dans son droit. Nous, libéraux, l'avons laissé user et abuser de la liberté de parole. Aujourd'hui, il vient nous demander de priver les membres de cette Chambre de leur liberté de parole. Il est le dernier homme à avoir le droit de présenter un règlement de cette nature.

Les discours sur l'adresse ont été assez longs, il est vrai mais, nous n'avons pas à nous plaindre de la longueur des discours prononcés depuis le début de la session. Il y en a eu de plus d'une heure, de plus de deux heures, mais on a entendu d'excellents discours et la plupart étaient instructifs. Ils ont certainement rendu des services considérables aux citoyens de la province en les renseignant.

Un député devrait avoir le droit de parler aussi longtemps qu'il le désire sur des questions d'importances. Les Canadiens français, dit-on, sont friands de discours. C'est une nourriture qui ne fait pas de tort à personne. L'on devrait leur permettre de continuer à les lire dans les journaux.

Le premier ministre dit qu'il veut réduire les dépenses. Avec cette motion, on ne sauvera pas un modeste cinq sous à la province. Il prétend que les discours coûtent \$5,000 par jour à la province. Cela est difficile à prouver mathématiquement. En 1935-1936, il a dit que, pour réduire les dépenses, il réduirait le nombre des députés à 65. Il ne parlait pas de réduire les discours. Le premier ministre aurait dû s'en tenir à sa promesse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais, ni en Chambre, ni ailleurs, préconisé la réduction du nombre des députés de 90 à 65.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): À Sainte-Scholastique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ni à Sainte-Scholastique ni ailleurs.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Que le premier ministre lise donc *Le Devoir*. J'en ai lu, dit-il, le compte rendu. L'assemblée avait lieu à Sainte-Scholastique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je le répète: jamais je n'ai préconisé la réduction du nombre des députés de 90 à 65.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et les ministres?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Au sujet des ministres, j'ai préconisé une amélioration qui s'est produite.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Évidemment, personne, aucun journaliste, pas même celui du *Devoir* n'a compris les paroles du premier ministre. Pauvres journalistes!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le chef de l'opposition est le gentilhomme que je pense, il doit retirer ses paroles. Je n'ai jamais dit que je réduirais le nombre des députés à 65, car je n'ai jamais été en faveur de cette réduction. Vous étiez à Sainte-Scholastique, M. l'Orateur.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre dit qu'il ne l'a pas dit. C'est le journaliste du *Devoir* qui a écrit cela. Ce n'est pas le député de Saint-Hyacinthe qui l'invente. Je puis vous lire l'article. "Il y a trop de ministres et de députés", avez-vous dit.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Ce n'est pas *Le Devoir* que vous avez, mais une feuille blanche.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Aujourd'hui, il y a des représentants et des députés. Dans ce temps-là, il n'y avait pas grand-chose.
(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cette loi d'exception est injuste pour le chef du Parti national.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a un moyen bien simple. Si le chef de l'opposition veut limiter les députés, qu'il donne l'exemple; que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) démissionne et lui donne son salaire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les députés libéraux m'ont élu jusqu'à la fin du présent terme...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme ça, le chef du Parti libéral ne sera donc pas en Chambre d'ici à la fin du présent Parlement?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On ne sait jamais. Le pape lui-même est mort. Il peut se produire toutes sortes d'événements. Mais j'espère que je serai député jusqu'à la fin de mon terme, Dieu aidant. Et je dis que cette loi est une mauvaise loi. Le premier ministre n'aura pas la connivence de l'opposition.

Je suis opposé à ce que, dans une simple Législature, on limite le droit de parole. Cette loi exprime bien la mentalité despotique du gouvernement et de son chef qui est un autocrate. Le premier ministre sera le premier à regretter sa règle du bâillon.

Je suis, dit-il, un fidèle lecteur des discours du premier ministre et je n'ai pas lu nulle part, pas même dans *Le Devoir*, qu'il proposerait de bâillonner l'opposition quand il serait au pouvoir. Il paraît maintenant que le salut de la province réside dans la suppression de la liberté de parole. Si le premier ministre tient absolument à abolir la liberté d'expression, il n'aura pas l'appui de l'opposition. Je

m'oppose à toute réglementation du discours des membres de l'Assemblée. Je m'oppose à toute restriction au droit de parole dans la province de Québec qui est tellement attachée à la liberté d'expression.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Réellement, je ne peux comprendre le premier ministre. Il n'est plus ce qu'il était ou ce qu'il nous paraissait être. Il a adopté, depuis qu'il est au pouvoir, une attitude tout à fait différente. Il emploie des procédés diamétralement opposés à ceux qu'il avait prêchés dans le passé. L'on ne le reconnaît plus.

Dirais-je, après l'avoir bien connu et bien observé, que c'est là une motion qui lui ressemble? Cette motion est en quelque sorte une photographie du premier ministre. Elle le met sous son vrai jour. C'est là une manifestation de son caractère, son genre, ses moyens, sa mentalité, son tour d'esprit, ses tactiques. C'est lui tout entier, cette motion; tout, jusqu'à la dernière phase.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne pensais pas que je ressemblais à M. Lapointe tant que cela.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai jamais rencontré le très honorable M. Lapointe et je ne pourrais dire si vous lui ressemblez. Mais ce n'est pas du très honorable M. Lapointe dont il est ici question. Pour le moment, c'est surtout le premier ministre qui m'intéresse.

(Rires)

Voici qu'on veut nous empêcher de parler. Ça manque de sérieux, une motion pareille.

Le premier ministre a reconnu que les discours les moins longs étaient les plus intelligents. Il m'a décerné un certificat de compétence sans le savoir, car j'ai parlé moins d'une heure sur l'adresse. Par contre, il a dû froisser son ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), qui a parlé cinq heures de temps et son député de Frontenac (M. Tardif) qui a parlé trois jours. Le chef du gouvernement ne leur a pas fait de beaux compliments.

M. Tardif (Frontenac): Aie, aie!

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre cherche à se protéger lui-même. Ça peut lui jouer des tours. Il ne veut donc plus connaître la vérité? Voyons, avons-nous bien affaire au même homme qui disait jadis: "La grand-mère de

celui qui me ferait peur n'est pas encore née." Après le cadenas, la serrure, Cette motion en est une d'exception pour protéger le premier ministre contre l'expression de la vérité.

A-t-il maintenant peur de la vérité? Aurait-il peur de la voix des ouvriers et de leurs représentants en cette Chambre? Aurait-il peur des représentants du peuple? Il s'est montré valeureux et brave auparavant. Personne ne pouvait lui enlever un cheveu de la tête. Il me fait penser à lord Derby.

(Rires à droite)

Lord Derby s'était fait élire avec des promesses. Puis, une fois rendu au pouvoir, il s'était montré différent. Il avait affirmé son caractère d'aristocrate qui avait vite percé. Trois ans plus tard, il était battu. Cela peut se renouveler pour le premier ministre actuel. Le premier ministre est à la veille de perdre le pouvoir. Il ne devrait pas passer des mesures d'exception dont il pourra se plaindre lorsqu'il sera à son tour dans l'opposition.

(Rires)

Et quand il sera revenu de ce côté-ci de la Chambre, il ne sera même plus chef de l'opposition parce qu'on l'aura renié. Il n'y a aucune raison de présenter une motion de ce genre. Ce qu'il faudrait, par exemple, ce serait de limiter le nombre des discours peu sérieux: limiter les farces. Le premier ministre en fait tellement souvent qu'on en est rendu à Montréal à compter celles qu'il fait tous les jours sur le parquet de la Chambre.

Je rencontre des gens qui me disent: "Je viens de lire les journaux. Jeudi, le premier ministre a fait huit farces; mardi, il en a fait quatre, etc..." Chaque jour, les journaux apportent à la population de la province la statistique des calembours du chef du gouvernement.

(Rires)

Il faudrait donc faire une motion pour empêcher le premier ministre de faire des discours qui manquent de sérieux.

(Applaudissements à gauche)

M. Barré (Rouville): Je commence par dire que j'appuierai la motion. Il y a certaines choses que je m'attendais qui seraient dites, mais qui n'ont pas été dites et que je veux dire. On a fait grand état de la question argent; elle a son importance, mais ce n'est pas la principale. J'observe qu'au début de la session, on se perd dans des longueurs interminables, et qu'à la fin de la session, on a une hâte fiévreuse de s'en aller. Alors que les députés sont fatigués, ils votent sans discuter des lois qui demanderaient pourtant des discours de plus d'une heure.

Les grands discours qui ne finissent plus, souvent des discours sérieux, sont faits au début de la session. Je n'en conteste pas la valeur, mais ils s'adressent à des humains. Ça fatigue ceux qui les font; ça indispose ceux qui les entendent. Pour moi, après trois quarts d'heure de discours entendus, j'en ai assez, je perds le fil, je ne peux plus rien entendre, c'est plus fort que moi, il faut que je sorte.

Nous sommes des trois ou quatre mois dans cette espèce de prison, à l'éclairage artificiel, et nous, les terriens, nous avons hâte de retourner à l'air libre, lorsque la session est finie.

Est-ce tellement un bâillon, cette motion? Je ne le crois pas. Je siège ici depuis 1931. On me rendra le témoignage que j'ai rarement parlé pour ne rien dire, pour passer le temps, pour "étirer la job" comme on dit en canayen. La motion, toutefois, ne me donne pas satisfaction. Elle n'est pas un remède. On fait des restrictions, mais on ouvre des portes qui fourniront l'occasion encore à des discours à perte de vue.

Ceux qui ont vu la motion et qui la critiquent ne l'ont certainement pas lue. Il s'y trouve une règle générale de limitation des discours, mais il y a beaucoup d'exceptions. Tout est dans les exceptions. On dit d'abord "discours limités, sauf celui du premier ministre et celui du député qui occupe la place du chef de l'opposition". Qu'on s'arrange de l'autre côté pour donner la place de chef de l'opposition à celui qui veut parler le plus longtemps. Qu'on lui donne la place et le salaire de chef de l'opposition.

(Rires)

On dit aussi, dans la motion, qu'un ministre peut faire une proposition et que le député qui le reprend peut parler indéfiniment. On fait aussi exception pour le député qui propose un vote de blâme. On ne devrait pas permettre cela. C'est ce que j'appelle non pas du bâillon, mais de l'extension du droit de parole. Nous devrions avoir non pas des "critiqueux", mais des collaborateurs. Que l'on fasse plus souvent des suggestions au gouvernement. Qu'un député dise, après avoir étudié telle ou telle loi: "Voilà une amélioration", plutôt que de dire: "Tout est de travers." La motion permet à celui qui veut dire: "Ça va mal" de parler indéfiniment; j'en conclus que la motion est incomplète.

On a voulu la rendre semblable à la motion Lapointe, et c'est encore une conséquence de notre partisanerie. La motion permet encore trop de discours. Il devrait y avoir les mêmes restrictions pour ceux qui proposent un vote de blâme que pour ceux qui parlent sur l'adresse. Je voterai pour la

motion, car elle est néanmoins un pas dans la bonne direction. La liberté de l'un doit finir où commence le droit d'un autre. Tous les députés ont droit de parole. Une heure de discours est suffisante afin de permettre à un autre député d'adresser la parole.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bellemare, Bilodeau, Caron Choquette, Dubé (Témiscouata), Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Gérin, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Layton, Leduc (Soulanges), Lesage, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 45.

Contre: MM. Bastien, Bélanger, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 17.

Ainsi, la motion est, en conséquence, adoptée.

Comité des comptes publics

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), qu'une instruction soit donnée au comité des comptes publics de continuer l'enquête que le comité des comptes publics a commencée pendant la première session de 1936 et poursuivie aux sessions subséquentes, de faire recueillir par des sténographes bilingues les dépositions des témoins entendus et les notes que le comité jugera nécessaires, et de considérer comme faisant partie de son enquête les dépositions et les pièces que le comité des comptes publics institué à chacune des quatre dernières sessions a reçues au cours de l'enquête qu'il a faite.

Adopté.

Dépôt de documents:

Rapport de l'archiviste de la province

L'honorable M. Paquette (Labelle) dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Rapport de l'archiviste de la province de Québec, pour 1937-1938. (Document de la session no 13)

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise des travaux à 8 heures

Contrat entre Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. Itée

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. limitée, et conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession Ovila-Stanislas Perrault

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 concernant la succession Ovila-Stanislas Perrault.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conventions entre Jonquière, la Price Brothers Company et la Commission municipale de Québec

M. Talbot (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 ratifiant et confirmant un acte de conventions passé entre la corporation

municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Compagnie de pulpe de Jonquière, d'autre part, et Price Brothers Company Limited et la Commission municipale de Québec, intervenants, et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de conventions.

Adopté.

En comité¹⁵:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce règlement a été approuvé par les contribuables, et le gouvernement limite à six ans la commutation que la ville de Jonquière voulait accorder pour 10 ans. En retour, des obligations ont été imposées à la compagnie: la commutation accordée à la compagnie cessera automatiquement dès que l'usine cessera de fonctionner normalement. La commutation ne durera en autant que l'usine fonctionnera à plein mouvement! On prévoit aussi le paiement par la compagnie de certains droits d'eau dus par la ville, le don de terrain à la ville, et le premier ministre a fait insérer un amendement pour assurer des salaires raisonnables aux ouvriers. La compagnie intéressée est la Jonquière Pulp, une subsidiaire de la Price Brothers.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je constate encore une fois que le premier ministre a changé d'idée depuis qu'il siège à droite. Nous l'avons entendu autrefois s'élever contre les commutations de taxes, mais jamais les projets de loi de cette nature n'ont été aussi nombreux qu'aujourd'hui. Il s'est battu contre les commutations de taxes lorsqu'il était à l'opposition et il a accusé les libéraux d'avoir favorisé les puissantes compagnies.

Les arguments qu'on invoque ne veulent pas dire grand-chose. Quand on parle de salaires raisonnables, ça ne veut rien dire. Aujourd'hui, tout en prétendant vouloir protéger les pauvres et les municipalités, il courtise la même compagnie. Si la Price Brothers a fait faillite, comment appliquer la loi sur les salaires raisonnables? Pourquoi placer une clause spéciale dans le bill de Jonquière, pour forcer la compagnie à payer des salaires raisonnables, quand ceci est sensé être l'affaire de la Commission des salaires raisonnables?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne reproche pas au député de Rivière-du-Loup

(M. Casgrain) de chercher à se renseigner: il en a besoin. Je n'ai pas changé d'idée, les commutations de taxes sous l'ancien régime constituaient un scandale. Mais il y a à Jonquière une situation à laquelle il faut faire face. L'usine donne de l'ouvrage à la population et, dans le cas présent, il s'agit d'une compagnie qui ne pourrait soutenir la concurrence si elle est placée dans des conditions défavorables. Si elle n'a pas les avantages qui sont donnés ailleurs, elle fermera ses portes et nous créerons autant de nouveaux chômeurs.

La compagnie demandait une exemption pour 10 ans; nous avons réduit la durée à six ans. Sous l'ancien régime, les commutations étaient de 20 ans, et je puis en citer un nombre considérable. Elles furent réduites à 10 ans quand je fis la lutte dans l'opposition, et alors le chef de l'opposition d'aujourd'hui, qui était ministre, me disait: "Tu as raison. Je ne puis pas le dire trop fort, mais je vais te supporter." Mais quand le temps du vote arrivait, il disparaissait. La ville de Jonquière a obtenu de considérables avantages. Elle se voit libérée d'une menace de poursuites.

Dans le bill, nous mettons une clause disant que l'usine doit opérer pleinement pour que la commutation subsiste, et nous disons qu'elle doit payer des salaires raisonnables, répète-t-il. Du moment que ces conditions ne sont pas respectées, la commutation cesse.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): À entendre le premier ministre, on se croirait sous l'ancien régime. Ce sont les mêmes arguments, présentés peut-être encore plus habilement. On dit qu'on a réduit de 10 à six ans, mais dans six ans l'on reviendra, et il faudra deux bills au lieu d'un. Pourtant, en 1935, le premier ministre dénonçait les commutations de taxes, et je cite son discours de Sainte-Scholastique. Si c'était un crime en 1935, ce doit encore en être un en 1939. Je voudrais savoir si le premier ministre est prêt à admettre qu'il se trompait autrefois ou s'il a simplement changé d'opinion depuis qu'il est sur les banquettes ministérielles. L'ancien régime ne faisait pas seulement des mauvaises actions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député se place dans une situation malheureuse. Il est de l'opposition et il dit que je fais comme l'ancien régime. Pourquoi donc est-il avec l'opposition? L'exemption dont il est question est bien différente de celles accordées par l'ancien régime, à cause des avantages et de la protection prévus pour la municipalité et ses contribuables. Autrefois, les

commutations équivalaient à une réduction totale. Il n'y avait pas de clause de fonctionnement, pas de clause pour les salaires raisonnables. Il y a toutes les différences du monde entre les deux régimes.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre change habilement la discussion. Il parlait autrefois de l'ancien régime "corrompu et corrupteur" qui accordait des commutations aux grosses compagnies. Nous pouvons lui lancer la même accusation. Pour faire oublier sa rebuffade, il parle de salaires raisonnables. De par la présente loi, la compagnie, si elle ne paie pas des salaires raisonnables, elle perdra sa commutation de taxes. C'est inscrit dans le bill!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Plus le député parle, plus sa cause est mauvaise. Un représentant d'une ville ouvrière qui s'oublie jusqu'à dire que les salaires raisonnables sont une chose insignifiante.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai pas dit cela. J'ai dit que lorsque le premier ministre parle de salaires raisonnables, c'est un trompe-l'œil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député se reprend. Pour la loi des salaires raisonnables, je vais lui dire qu'elle est bonne. Mais nous avons besoin de la coopération. Nous disons à la compagnie: "Si vous ne payez pas des salaires raisonnables, non seulement vous paierez l'amende, mais la commutation de taxes cessera."

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est de la rebuffade du premier ministre que je ne suis pas content. Les ouvriers n'en sont pas satisfaits non plus. Le gouvernement a perdu leur confiance. Le premier ministre avait promis qu'il n'y aurait plus de commutation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député dit que les ouvriers ne sont pas contents. Les élections partielles qui ont lieu depuis 1936 ont prouvé le contraire. Dans Chicoutimi, un comté ouvrier, le candidat du gouvernement, à l'élection partielle, a eu 2,500 voix de majorité. Les ouvriers de Chicoutimi, de Kénogami et de Jonquière ont voté pour le gouvernement. Il fut de même dans Bagot, à Acton Vale; la majorité du candidat du gouvernement a été de 117 voix.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): À Magog, dans Stanstead?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pour la première fois que le Parti libéral est venu faire la lutte, la majorité du candidat du gouvernement a augmenté de 150. Dans Montréal-Saint-Louis, il y avait un chef ouvrier, Léon Trépanier, ami des communistes, qui est devenu ami de l'opposition: il paraissait sous le standard libéral démocrate. Nous l'avons battu.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Oui, par quels moyens?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Rivière-du-Loup en a parlé, mais je n'en parlerai pas. Il y a eu la candidature du député de Montréal-Sainte-Marie, qui a enrichi le Trésor municipal de Montréal lors des deux dernières élections municipales, en perdant son dépôt deux fois.

(Rires)

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): La différence c'est que moi, j'ai perdu mon élection honnêtement. Vous les gagniez en les volant.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) parle du "front Fitch" qui a succédé au "front Cohen". Dans Montréal-Saint-Louis, il y a des procédures devant les tribunaux. Le premier ministre aurait été mieux de n'en pas parler. Une majorité de 65 voix seulement, en dépit de l'argent qui a été dépensé et des "télégraphes"¹⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Rivière-du-Loup parle de "télégraphes" comme un expert. Ce n'est pas étonnant, c'est un tenant de l'ancien régime qui avait trouvé les télégraphes et le vote des morts. L'élection de Montréal-Saint-Louis est contestée, mais la différence est que nous laissons les tribunaux juger. Sous l'ancien régime, on assommait le juge et on mettait l'accusé sur le banc!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est tout simplement l'enthousiasme. Dans Montréal-Saint-Louis, on a changé de bord comme on a changé d'avis pour les commutations de taxes. Je l'ai entendu, le premier ministre, s'élever contre les commutations de taxes. Il disait que l'ancien régime accordait des exemptions aux grosses compagnies pour remplir sa caisse électorale. C'est drôle de voir comme il y a de la continuité dans la politique dictatoriale du gouvernement. Hier, nous avons passé un bill qui soumet le ministère aux décisions du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition n'a pas le droit de critiquer une loi adoptée à une séance antérieure.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne critique pas. Je dis qu'un homme qui est contre les commutations de taxes à la veille d'une élection pourrait attendre cinq ans pour changer son capot. Le premier ministre n'a pas de continuité sous ce rapport. L'ancien gouvernement accordait des commutations après que les propriétaires se fussent prononcés par un vote. Le premier ministre a empêché cela. Aujourd'hui, pour être exempté de taxes, il faut venir le voir. Le premier ministre veut tenir dans sa main toute la vie économique de la province. Voilà la continuité du premier ministre!

Il a arrangé son bill pour qu'il paraisse bien. Il parle de la loi des salaires raisonnables. Dans le cas actuel, c'est une grosse obligation pour la compagnie Price que de dire dans un bill qu'elle doit se conformer à une loi de la province à laquelle elle doit déjà se soumettre! Car elle était naturellement soumise, comme toutes les autres compagnies, à l'Office des salaires raisonnables.

On a mis dans le bill que l'exemption serait de 10 ans. On a agi ainsi pour montrer qu'on était contre les compagnies et on a réduit à six ans. Je me rappelle que le premier ministre a chargé un de ses députés de faire une enquête afin de savoir combien "ces maudits libéraux" ont coûté à la province en accordant des exemptions de taxes.

Je me demande quand nous aurons le rapport de cette enquête. D'autant plus que le député de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan), qui est maire de Lachine, qui avait été chargé de conduire cette enquête, s'est vu imposer un nouveau fardeau par le premier ministre, celui de ministre de la Voirie. Il a touché un salaire en plus de son indemnité parlementaire.

Et il a été nommé commissaire enquêteur pour les exemptions de taxes. Il sera obligé de calculer ce que la ville de Jonquière perdra par cette exemption de taxes. Si l'enquête est complète, il va lui falloir compiler aussi ce que le nouveau régime a coûté en exemptions de taxes. On aurait dû nous faire connaître le résultat de cette enquête avant d'accorder de nouvelles exemptions.

Le premier ministre aurait dû attendre pour changer d'opinion. Dans la ville de Trois-Rivières, il a accordé des exemptions de taxes et l'on s'imaginerait quel vacarme il aurait fait, si cela avait été fait par des libéraux. Moi, j'ai toujours été contre ces exemptions.

Il (M. Bouchard) parle du sort de M. Adémar Raynaud, ancien maire de Montréal.

Il a aussi été question de passer un bill pour décider que les impôts municipaux seraient imposables sur la machinerie, mais on a oublié la loi, et aujourd'hui, il faut venir rencontrer le premier ministre pour savoir s'il est agréable au gouvernement d'accorder des exemptions de taxes. Je suggère une loi générale pour décréter que les machines soient considérées comme des propriétés foncières et taxées comme telles.

Je m'oppose au bill parce que ces questions doivent être laissées au vote des électeurs propriétaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition parle de continuité. Il s'est écrié: "Est-il possible qu'un homme change d'idée du jour au lendemain?" Et c'est cet homme qui, du 10 au 11 juin 1936, était devenu un homme nouveau. Il a dit, en apercevant son ancien chef: "Nous ne connaissons pas cet homme." Et récemment, dans un banquet, aux côtés de M. Taschereau, il lui a déclaré: "Vous êtes mon ami." Voilà un exemple de continuité.

(Rires)

Sous l'ancien régime, il y avait une loi générale qui accordait aux conseils municipaux le droit d'accorder une exemption de 75 % des taxes dues. C'était le gros qui était privilégié et le petit qui payait. Nous avons trouvé que cela n'était pas juste et nous avons abrogé la loi qui a permis les commutations. Aujourd'hui, lorsqu'il s'agit de l'exemption de taxes, les municipalités doivent venir devant la Législature. N'est-ce pas mieux? Maintenant, les représentants du peuple jugent chaque cas à son mérite avant d'accorder une exemption.

Quel est le cas actuel? Le chef de l'opposition dit: "Si le peuple avait été consulté"; le peuple a été consulté et il a donné son approbation. Mais cela n'est pas tout. Les contribuables se sont prononcés et ont demandé un délai de 10 ans. Nous avons dit "non" et nous avons réduit ce délai à six ans. Sous l'ancien régime, ça aurait passé comme une lettre à la poste. Le présent gouvernement aime l'ouvrier et travaille pour l'ouvrier. De plus, nous avons inséré dans la loi une clause qui oblige maintenant les compagnies à payer des salaires raisonnables. De plus, répète-t-il, nous avons dit que si l'usine ne fonctionnait pas, l'exemption est abolie.

Le chef de l'opposition a manqué de continuité lorsqu'il a abandonné ses principes pour

un fauteuil de ministre. Le chef de l'opposition est un brave. Voyant que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan) est absent, il s'est dit: "Je vais l'attaquer".

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est vous que j'attaque.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a dit: "Le député de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan) a été nommé pour faire une enquête et il n'a rien fait."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai dit qu'il n'avait pas produit de rapport sur l'étendue des commutations de taxes. L'usine en question vaut des millions et l'on fait perdre des milliers de dollars aux contribuables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Jacques-Cartier a fait un travail très élaboré. Il n'a pas reçu un sou en salaire, pas un sou en dépenses de voyage pour faire un rapport qui n'a rien coûté à la province! Ce n'est pas comme le chef de l'opposition qui s'est fait nommer président de la Commission des rentes seigneuriales et s'est fait payer.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est faux! Je n'ai reçu que des dépenses de voyage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je rappelle le chef de l'opposition à l'ordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je défie le premier ministre de dire que j'ai reçu un sou!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a retiré des jetons de présence. Il était alors Orateur ou ministre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai toujours eu de l'ouvrage.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ses dépenses de voyage étaient payées par la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous rappelez-vous qu'un jour nous avons voulu comparer nos dépenses de voyage et que vous n'avez pas voulu continuer?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le chef de l'opposition ne devrait pas se fâcher.

M. Hamel (Québec-Centre): Je soulève un point d'ordre. On ne dirait pas que le premier ministre a fait voter un règlement pour limiter les discours.
(Rires)

M. le président: Je demande aux députés des deux côtés de s'en tenir au bill.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Déclarez-vous le premier ministre "hors d'ordre"?

M. Hamel (Québec-Centre): Au bill!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Qu'on ne se fasse pas de bile.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Revenons à nos moutons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je n'ai pas parlé de l'opposition!
(Rires)

M. le président: Je demande le rappel à l'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) veut continuer la discussion sur le même ton. L'honorable député de Jacques-Cartier a démissionné de la Commission d'enquête sur les exemptions de taxes, lorsqu'il a été nommé ministre. Il n'a, répète-t-il, jamais reçu un centin en salaire.

M. Chalout (Kamouraska) soulève un point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est cela, il y a "point d'ordre".
(Rires)

M. le président: Je demande de nouveau aux députés de ne pas s'écarter de la question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Sous l'ancien régime, il y avait une loi pour taxer les lignes de distribution de l'électricité comme suit: les pylônes, \$500, les poteaux en bois, \$20, et les autres poteaux, y compris les tourelles, \$50. Les petits poteaux n'étaient pas taxés. De plus, toute municipalité pouvait accorder une exemption de

taxe. La loi fut abrogée et remplacée par une autre fixant les prix à \$1,000 pour les pylônes, et \$800, \$250 et \$75, pour toutes les autres catégories de poteaux.

La valeur réelle des lignes de transmission a été imposable. L'évaluation des poteaux, suivant leur genre, a été augmentée dans la même mesure de 150 %. Sans rien brusquer, le gouvernement rétablit la situation.

Il me semble que toutes les personnes de bonne foi devraient admettre que nous avons fait des réformes. Nous ne pouvons d'un seul coup réparer 25 ans d'injustice. Depuis que nous sommes au pouvoir, par diverses mesures, les corporations reçoivent des compagnies d'électricité de \$15,000,000 à \$20,000,000 de plus en taxes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est plus que le montant total.

M. Grégoire (Montmagny): Le premier ministre pourrait-il mettre cela sur papier et en faire la distribution à la Chambre?

M. Hamel (Québec-Centre) demande des preuves de cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je ne m'arrêterai pas à répondre à toutes ces questions. En résumé, la loi à l'étude a pour effet de faciliter le règlement du chômage à Jonquière, et elle a été approuvée par les électeurs fonciers. Je me prononce pour le bill, dit-il.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre s'imagine qu'il n'est responsable de rien dans tout ce qui s'est fait de mal sous l'ancien régime; cependant, tout ce qui s'est fait de bien, il veut se l'attribuer. Le premier ministre dit le contraire des faits en affirmant que c'est l'Union des municipalités qui a obtenu du gouvernement libéral que les poteaux et les fils électriques soient taxés. Le chef du gouvernement s'attribue plusieurs œuvres de l'ancien gouvernement. Je demande, dit-il, que les choses soient présentées telles qu'elles sont.

Anciennement, aucune municipalité ne recevait de taxes. C'est le Parti libéral qui a mis dans les Statuts de la province que des taxes seraient payables aux municipalités. Le gouvernement d'alors a forcé les grosses compagnies à payer des taxes sur leurs immeubles. On ne savait pas, dans les municipalités, comment s'y prendre pour évaluer ces immeubles. C'est nous qui avons évalué la priorité,

les pylônes, les poteaux, etc. Nous avons fait obtenir ainsi, non pas \$20,000,000, comme dit le premier ministre, car nous ne voulons rien exagérer, nous qui sommes sérieux, mais \$35,000 aux petites municipalités. Nous avons, nous aussi, fait payer des sommes à la Montreal Light, Heat & Power, à la Bell Telephone et à la Montreal Tramways. En 1935, l'Union nationale n'était pas encore née, et les trusts payaient.

(Rires)

Les compagnies ont consenti, pour venir en aide aux finances de Montréal, à payer: la Montreal Light, Heat & Power, \$225,000; la Bell Telephone, \$125,000.

Il faut être juste, même quand on a affaire aux "mauvais" libéraux. J'admets que nous n'avons pas donné à la province un gouvernement parfait, mais ce gouvernement, il était mieux que le gouvernement actuel, d'une marge, et le peuple le sait.

(Applaudissements à gauche; rires à droite)

Le premier ministre fait volte-face sur les commutations de taxes. Quand il disait: il faut faire disparaître les commutations et exemptions de taxes, il n'était pas sincère. Il renie tout cela, aujourd'hui, et je dis qu'un député avait le droit de dire, cet après-midi, que nous avons affaire à un gouvernement d'usurpateurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition vient de parler d'une action merveilleuse du gouvernement dont il fit partie. Il a dit: "En 1935, nous avons fait payer \$225,000 à la Montreal Light, Heat & Power.

Il oublie de dire que si la compagnie a payé, c'est sur les instances de la forte opposition du temps. Nous, c'est \$350,000 par année que nous lui faisons payer, et cela fait une différence énorme pour les finances de Montréal. Le chef de l'opposition oublie de dire aussi que, sous l'ancien régime, on ne stipulait pas que l'argent ainsi versé ne devait pas servir de base à une réduction de taux. Lorsque j'ai voulu introduire cela dans le règlement, le chef de l'opposition s'y est opposé.

Nous, nous avons fait donner \$600,000¹⁷ par les grosses compagnies à Montréal, et nous avons stipulé que cet argent ne servirait pas à faire réduire ni augmenter les taxes. Le chef de l'opposition a aussi parlé d'une loi sanctionnée en avril 1931 pour donner \$35,000 de plus aux municipalités. J'ai dit, à ce moment-là: "Qu'a donc fait le gouvernement pendant 35 ans¹⁸?" Les municipalités n'ont rien retiré! Actuellement, nous avons augmenté ce

montant d'au moins 150 % en deux ans. La loi de 1931, c'était à la veille des élections. Elle fut suivie d'orgies électorales.

Mon gouvernement a fait mieux que l'ancien régime. Nous avons sauvé des millions aux municipalités scolaires par l'énergie que nous avons montrée à l'endroit de ceux qui représentent ici l'ancien régime.

M. Hamel (Québec-Centre): Plus ça change, plus c'est pareil. Voici une commutation. L'an dernier et l'année précédente, nous les avons combattues: elles sont passées quand même. On est en train de les rétablir une à une. Voici maintenant Price Brothers, subsidiaire du C.P.R.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non!

M. Hamel (Québec-Centre): Ça va au même.

Le gouvernement actuel prétend faire mieux que le précédent. Nous sommes bien postés pour juger. Je ne retire rien, dit-il, de ce que j'ai dit du gouvernement Taschereau. Je puis ajouter que ce que je pensais du gouvernement Taschereau, je suis forcé de le penser du gouvernement actuel. Le gouvernement a trompé le peuple sur cette question d'exemptions de taxes et en faisant des affaires avec des trusts. En 1935, le gouvernement Taschereau a concédé à la Shawinigan des pouvoirs sur le Saint-Maurice...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On s'éloigne du bill. J'ai produit pour le député des documents qu'il a voulu avoir. Nous n'avons pas eu d'objection. Dans le temps du gouvernement Taschereau, on ne produisait rien de ce que nous demandions. Nous sommes à discuter d'une exemption d'une compagnie de pulpe à Jonquière.

M. Hamel (Québec-Centre): Récemment, le premier ministre attirait l'attention de la Chambre sur notre sincérité. J'attire l'attention de la Chambre sur sa sincérité à lui. Il m'a donné des documents cet après-midi. Je suis obligé d'aller les consulter sur la table. Je ne peux les voir autrement... Sous le régime Taschereau, quand je voulais des documents, je n'avais qu'à écrire et on me les envoyait aussitôt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est inexact. Je ne veux pas exiger l'impossible, mais je demanderais au député d'être juste. S'il veut apporter les documents chez lui, je n'ai pas

d'objection. La haine, l'animosité ne me font rien. Que le député mette moins de dépit dans ce qu'il dit, ce serait mieux pour sa cause.

M. Hamel (Québec-Centre): J'ai écrit au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) pour obtenir ces documents qu'on a livrés cet après-midi. Il y a trois semaines de cela. On a mis trois semaines à me dire que je ne pourrais les obtenir autrement qu'en mettant un avis au *Feuilleton*. Sous M. Taschereau, les mêmes documents, je les obtenais aussitôt après avoir écrit à M. Amos. Voici donc qu'il faut que je constate que, sous le gouvernement actuel, vous nous traitez moins bien que sous le régime Taschereau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le député est contre nous autres parce qu'il obtenait les documents plus vite sous M. Taschereau.

M. Hamel (Québec-Centre): Je ne suis pas uniquement contre vous autres à cause de cela. Mais si je parle de documents, c'est que lorsque j'ai étalé des scandales contre le gouvernement actuel, aux sessions précédentes, le député de Matane s'est levé pour dire que j'avais volé des documents.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Quelle mauvaise foi! Je n'ai pas blâmé le député d'avoir dénoncé des scandales. J'ai dit alors qu'il était injuste de parler en Chambre de documents en se servant des portes arrière pour les faire voler par un fonctionnaire pendant la campagne de 1935.

M. Hamel (Québec-Centre): Ces documents, on me les a apportés. C'est vrai. J'ai obtenu les documents en question des Archives du gouvernement, mais je les ai reçus, en cette Chambre, d'une tierce partie. Je les ai lus sans douter de leur origine. Je ferais encore la même chose. Mais je ne les ai pas fait voler. Que le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) retire ses paroles!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'on reste à Jonquière. J'avais raison de soulever tout à l'heure un point d'ordre. Si le député veut discuter de la production de documents, qu'il mette une motion à l'ordre du jour.

M. Leduc (Laval): Point d'ordre. Le ministre des Mines et Pêcheries n'a pas le droit de dire d'un député qu'il a volé ou qu'il a fait voler des

documents. M. le président, je demande votre décision sur les paroles du ministre des Mines et Pêcheries.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne comprends pas pourquoi le député de Laval (M. Leduc) intervient toujours lorsqu'on parle de vol. (Rires)

M. Leduc (Laval): Le premier ministre n'a pas le droit de parler deux fois sur le même point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes en comité plénier de la Chambre. On a le droit de parler en tout temps. Que le député de Laval apprenne au moins les règlements. Je lui recommande l'article 296 en particulier.

M. le président: Le député de Québec-Centre a rectifié certains faits avancés par le ministre des Mines et Pêcheries. Je ne vois pas qu'il y ait besoin de s'éterniser là-dessus.

M. Hamel (Québec-Centre): On se fait insulter, on se fait appeler voleur, et l'on veut nous couper la parole? J'ai remarqué...

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre!

Des députés chahutent.

M. Hamel (Québec-Centre): J'en appelle de votre décision.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est déjà décidé. Nous sommes ici pour faire respecter le décorum. Le député de Québec-Centre a voyagé beaucoup. Il était rendu au Saint-Maurice.

M. Hamel (Québec-Centre): C'est qu'on a traité de tous les sujets, ce soir.

M. le président: Tout le monde va dorénavant s'en tenir au bill. Si l'on est juste, on admettra qu'on s'est considérablement éloigné de l'objet du bill. (Rires)

M. Leduc (Laval): Les commutations de taxes, contre lesquelles le parti de l'Union nationale s'est prononcé dans le passé, ont mis la ville de Montréal, en particulier, en butte à un grand problème. L'échevin Schubert a même déclaré que

des industries avaient été chassées de Montréal à cause des privilèges accordés aux compagnies par les petites municipalités qui voulaient les attirer chez elles. S'il y a 15,000 chômeurs aujourd'hui à Montréal, c'est dû en très grande partie au fait que les petites municipalités ont ainsi accepté chez elles nombre d'industries en leur accordant des privilèges.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. Nous ne sommes pas ici pour perdre le temps de la Chambre. Le président a rendu tantôt une décision que le député de Laval devrait respecter. Que l'on reste à Jonquière!

M. Leduc (Laval): Je m'en tiens au bill. J'ai le droit de donner des exemples pour prouver que le bill d'exemption de taxes de Jonquière est injuste pour les contribuables et qu'il est, de plus, contraire à l'intérêt général de la province. C'est détruire le petit propriétaire, le chasser de son bien. Le bill constitue une concurrence déloyale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Qu'on s'en tienne au bill!

M. Leduc (Laval): J'y suis, sur le bill.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Personne ne peut nous empêcher de parler sur le principe des commutations de taxes parce que le bill contient une commutation de taxes. Le député de Laval a le droit de parler du mal occasionné par les exemptions de taxes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En vertu de cette thèse, on pourrait se promener en Angleterre, en Belgique et ailleurs.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi pas, si l'on parle sur le principe des exemptions de taxes? Le député de Laval a le droit de discuter du principe du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est ridicule. La théorie du chef de l'opposition est incorrecte. Nous avons ici un bill privé qui parle d'une question particulière, qui parle du cas de Jonquière.

M. Leduc (Laval): La base de ce bill, c'est une commutation de taxes. Si l'on ne peut plus parler du principe des bills, je me demande où nous allons. Je veux prouver que le principe de ce bill est faux.

M. le président: Je comprends que le député de Laval en était à donner des exemples. Il était dans l'ordre en faisant des comparaisons.

M. Leduc (Laval): Le bill accorde à une compagnie des privilèges refusés à d'autres. Par là, c'est encourager la concurrence malhonnête. Je puis encore donner l'exemple de la ville de Montréal-Est qui se débat dans un problème scolaire parce qu'il y a eu trop de commutations de taxes. Ces exemptions et ces commutations sont une grave injustice portée aux droits des contribuables. On allègue que les contribuables ont voté en faveur. On doit pourtant savoir de quelle façon les compagnies s'y prennent pour avoir le vote des contribuables dans ces villes qui dépendent entièrement d'une industrie. On chasse le petit propriétaire de sa propriété par des privilèges semblables accordés aux compagnies. Le fardeau des taxes n'est pas réparti équitablement. Actuellement, les esprits sont tellement montés contre les grandes entreprises qu'on ne devrait pas, par de tels privilèges, donner des arguments à ceux qui veulent détruire le système actuel.

M. Grégoire (Montmagny): J'étais contre les commutations de taxes avant les élections et je le suis encore. En changeant d'attitude, le gouvernement désappointe tout le monde. Si c'était mauvais sous l'ancien régime, serait-ce bon sous le régime actuel? Dans le public, on essaye de deviner les causes de ces privilèges accordés aux grosses compagnies. On parle de caisses électorales...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demande au président d'avoir la fermeté de faire retirer au député de Montmagny sa prétention qu'un bill est présenté en vue de la caisse électorale. On manque de gentilhommérie. Que le député de Montmagny retire ses paroles. Personne n'a le monopole de l'honnêteté, le député de Montmagny encore moins que les autres. Si quelqu'un aime l'argent, c'est bien le député de Montmagny. D'ailleurs, il est connu...

M. Hamel (Québec-Centre): Le premier ministre demande qu'on retire des insinuations et il en fait lui-même.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si je disais que le député de Montmagny n'aime pas l'argent, je ne dirais pas la vérité et personne ne me croirait.

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Tiens, vous voyez, M. le président?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il est défendu d'imputer directement, ou indirectement, à un député de cette Chambre des motifs indignes ou des intentions mauvaises. Le député de Montmagny a dit que, s'il y a des exemptions de taxes, c'est que le gouvernement retire des souscriptions électorales.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Allons donc! Ce n'est pas ce qu'il a dit.

M. Grégoire (Montmagny): Au ministre des Mines et Pêcheries, je dirai que celui qui veut faire observer les règlements aux autres devrait commencer par s'y conformer lui-même. Je n'ai pas insinué, j'ai dit que, dans le public, on dit une telle chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne peut pas faire indirectement ce que l'on ne peut faire directement. Il y a deux sortes de gens malhonnêtes. Il y a ceux qui disent des calomnies et ceux qui les répètent. Je ne vois pas la différence. J'exige que le député de Montmagny retire ses paroles complètement et sans condition.

M. Chaloult (Kamouraska): On vient d'injurier le député de Montmagny en disant qu'il est attaché à l'argent. On a injurié le député de Québec-Centre en disant qu'il volait des documents. Et l'on n'a rien retiré.

M. Hamel (Québec-Centre): Il y a des gens qui s'opposent à ce qu'on fasse des rectifications et qui se servent de l'immunité parlementaire pour salir des réputations.

M. le président: Le député de Montmagny a dit que, dans le public, on pensait de telle façon. Je ne crois pas que le député de Montmagny ait voulu dire qu'il avait été question d'argent fourni à la caisse électorale; je n'ai pas compris qu'il visait particulièrement le bill actuel. Si c'est bien là la pensée du député de Montmagny, je dois renvoyer le point d'ordre.

M. Grégoire (Montmagny): Il n'y a rien de plus naturel à ce que le public cherche des explications. On accorde des commutations de taxes à ces grandes compagnies qui possèdent des millions et on rejette tout le fardeau sur des gagne-petit. Que

les pauvres et les riches soient traités de la même façon! Je demande que les trusts, les entreprises de haute finance et les grandes entreprises soient taxés beaucoup plus, plus sévèrement et plus régulièrement.

Si les puissants, les forts et les riches étaient obligés de payer leur juste part de taxes, ils verraient à ce que les administrations municipales soient saines et honnêtes. Il y a déjà trop de municipalités en défaut, incapables de payer les intérêts de leurs dettes. Ce n'est pas surprenant qu'on lise dans la *Gazette officielle* des listes de centaines de cultivateurs obligés de laisser vendre leurs terres pour les taxes. Les conseils municipaux sont contrôlés par ces compagnies.

Je veux, dit-il, parler de l'amour du gouvernement pour la classe agricole.

M. le président l'en empêche.

M. Grégoire (Montmagny): Le premier ministre dit: "On voulait avoir 10 ans et nous avons dit six ans, c'est assez." Quelle farce. Aujourd'hui, la compagnie obtient une commutation de six ans. Et dans six ans, elle reviendra encore ici, et s'il y a encore un gouvernement au service des trusts et des puissants, elle obtiendra ce qu'elle veut.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au député de Montmagny de retirer ses paroles. Il a dit que le gouvernement est au service des trusts et des puissants.

M. Leduc (Laval): Je crois avoir bien compris que le député de Montmagny (M. Grégoire) a dit: "S'il y a un gouvernement au service des trusts..."

M. Grégoire (Montmagny): J'ai dit que, si dans six ans, il y a un autre gouvernement au service des trusts...

M. le président: Un autre gouvernement, cela implique certaines choses au sujet du gouvernement actuel. Je demande au député de retirer ses paroles.

M. Grégoire (Montmagny): Je les retire.
(Éclats de voix à droite)
Est-ce qu'il y en a qui ne sont pas satisfaits?

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
Adopté! Adopté!

M. le président: À l'ordre!

M. Grégoire (Montmagny): Les réductions de taux dont le premier ministre a parlé ne sont rien au prix de ce que font payer abusivement aux consommateurs les compagnies hydroélectriques. Le premier ministre aurait pu rappeler ce qu'il a déjà dit aux compagnies: Qu'il vaut mieux pour elles se faire arracher une dent par un avocat que se faire casser la gueule par un dentiste.

M. le président: Qu'on s'en tienne au bill.

M. Grégoire (Montmagny): Pour résumer, je dirai que je suis contre ce bill qui accorde...

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
Je n'aurais jamais pensé cela.
(Rires)

M. Chaloult (Kamouraska): Je n'ajouterai que quelques mots. Je me rappelle que le premier ministre, il y a quelques années, était rempli d'ardeur pour combattre le gouvernement d'alors sur le terrain des exemptions de taxes. Il disait qu'il ne fallait pas toujours protéger les grosses compagnies, mais s'intéresser au sort des petits et des pauvres. J'admirais l'énergie et l'éloquence qu'il déployait contre les puissants. Je constate aujourd'hui, avec infiniment de regret, que le premier ministre ne parle plus le même langage.

Au nom de mes mandataires, je revendique les droits du pauvre et du faible. Je m'oppose au présent bill et à tous les bills de même nature qu'on pourra nous présenter. On a dit: "Si vous voulez donner du travail aux ouvriers, soulagez le fardeau des grosses compagnies". La province de Québec est assez riche pour n'être pas à la remorque des compagnies étrangères. Si telle ou telle compagnie étrangère ne veut pas exploiter nos ressources en se soumettant à nos lois, qu'elle laisse sa place à d'autres; il s'en trouvera facilement une autre pour prendre sa place.

Je suis sûr qu'une grande partie des ministériels, même ministres, regrette l'attitude du gouvernement sur le présent bill. Qu'on respecte les droits des trusts, très bien, mais qu'on protège les pauvres. Nous exigeons des réformes, parce que c'est pour cela que nous nous sommes battus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je crois qu'il est de mon devoir de rétablir certains faits. Je ne mets pas en doute la bonne foi de qui que ce soit. Mais, depuis que je dirige la province, la position que j'occupe me fournit l'avantage d'obtenir de nombreux renseignements que nous ne pouvons

avoir autrement. Je puis dire que la province de Québec est sur le point d'un développement considérable, dont bénéficiera tout particulièrement notre belle jeunesse. Il se fait un mouvement considérable pour placer des capitaux dans Québec. Il y a du malaise en Europe, il y a du mécontentement aux États-Unis. Le capital européen, à cause de l'instabilité qui sévit dans le vieux continent, cherche refuge au Canada, terre de paix et de justice.

M. Hamel (Québec-Centre): N'y aurait-il pas moyen de revenir à Jonquière?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est mon devoir de répondre et je le fais. Au moment où nous voyons les capitaux se diriger vers la province de Québec, je dis que c'est un mauvais service à rendre au Québec, à notre population, et particulièrement à notre race que de laisser croire qu'il n'y a ici que des extrémistes et que c'est la maison des démagogues. Il n'y en a pas. Laissez-moi dire catégoriquement à tous ceux que cela peut concerner et avec toute mon énergie et ma sincérité que le Québec est une terre de paix et d'harmonie, de justice et d'équité et qu'il y a très peu d'extrémistes vivant ici, et qu'ils n'ont pas d'autorité. Les capitalistes honnêtes peuvent venir s'établir chez nous, nous n'avons aucune objection.

La province est à la veille d'un grand changement. Nous sommes dans une période où la collaboration entre le capital et le travail sur une base équitable devrait être plus grande que jamais. En dépit de tous les sacrifices que nous nous imposons, nous sommes encore insultés et traînés dans la boue. Peu importe, mais je puis dire aux capitalistes étrangers, ceux qui viennent vivre ici ou qui viennent investir leur capital: "Venez chez nous, établissez avec confiance des industries où les nôtres trouveront du travail. Vous serez traités avec justice." Je vais leur demander de ne pas accorder trop d'importance à ceux qui veulent donner une fausse impression de leur pays.

(Applaudissements)

En réponse à l'énoncé du député de Montmagny (M. Grégoire) à l'effet que le gouvernement du Québec a pour clientèle les pouvoirs financiers et qu'il fait plus attention à leurs intérêts qu'aux intérêts des pauvres, l'opposition devrait se rappeler qu'il y a encore des honnêtes gens dans la province. Et l'opposition devrait se rappeler que le gouvernement de la province s'efforce toujours de rendre justice à tous les intérêts et qu'il sauvegarde tous les intérêts.

Les membres de l'Assemblée législative devraient compter jusqu'à 10 avant de faire des déclarations qui pourraient montrer la province sous un mauvais jour. Je le répète: c'est rendre un mauvais service que de faire des insinuations. Ces procédés donnent une mauvaise impression de la mentalité de notre population et découragent les industriels qui pourraient s'établir chez nous et donner du travail. Laissez mes adversaires m'insulter, si cela leur fait plaisir. Leurs insultes ne vont pas m'empêcher de faire mon travail. Ce dont nous avons besoin dans cette province, c'est de la collaboration. Ce devrait être la devise de tous ceux qui désirent aider la province en ces jours difficiles. Quant à moi, je vais continuer à consacrer ma vie à cette province.

M. Hamel (Québec-Centre): Je soulève un point d'ordre.

M. le président: Le député de Kamouraska a parlé des petits et des faibles qui veulent être protégés et le premier ministre a le droit de lui répondre.

M. Hamel (Québec-Centre): Dans ce cas, je pourrais aussi répondre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On a parlé de compagnies riches et puissantes, du droit des pauvres foulé aux pieds. Si nous avons peur des grandes entreprises et des intérêts financiers importants, comme les orateurs de l'opposition viennent d'alléguer, comment peuvent-ils expliquer ce que nous avons fait pour la Price Brothers and Company? Nous savons tous ce qui s'est passé. La compagnie Price est pauvre. Elle était à la porte de la banqueroute; elle sort à peine d'une crise. Elle emploie des nôtres et utilise des capitaux canadiens. C'est grâce à l'énergie du gouvernement si elle n'appartient pas maintenant à des Américains; elle est restée canadienne. Plusieurs petits épargnants y ont des intérêts.

La compagnie Price devait des débentures pour un montant très considérable. On est venu me demander de faire de la Price une institution américaine. J'ai répondu non. Alors, qu'avons-nous fait, nous, du gouvernement, qui sommes supposés être effrayés des grandes entreprises? Puis-je rappeler à mes honorables amis ce que nous avons fait et aussi leur rappeler que nous avons sauvé la Price brothers and Company grâce à notre action? La compagnie Price devait, je cite des chiffres approximatifs, \$10,000,000 payables en or. La Pacona Company, filiale de L'Aluminium Company, voulait la forcer à payer les \$10,000,000, plus

\$4,000,000 représentant la différence entre l'argent en piastres et cents et l'or. Si nous n'avions pas eu le courage de passer une loi pour faire face aux trusts américains, on n'aurait pu sauver honnêtement ces \$4,000,000 à la Compagnie Price et au Canada français. De cette façon, la situation s'améliore. Aujourd'hui, la compagnie fournit du travail à la population de Jonquière et les placements ont été protégés. Je suis si fier de cette action; je suis prêt à la recommencer au besoin.

Aux membres de l'opposition, qui ont passé leur temps à dire que nous sommes sous l'emprise des grandes compagnies, je soumets ceci en guise d'exemple de ce que nous avons fait, afin de donner justice à tout le monde; et si je peux ajouter, il s'agit d'un exemple parmi tant d'autres sur la base desquels je peux confirmer mes affirmations. Si on ne m'aime pas, je n'en puis rien, mais on ne peut nier l'existence de la lumière. Que l'on n'empêche pas les capitaux de venir ici.

(Applaudissements)

M. Hamel (Québec-Centre): Sous prétexte d'inviter les capitaux à venir dans la province, on a commis toutes sortes d'abus. On a accumulé les désastres par-dessus les désastres. Du capital qui fait travailler les employés pour des salaires de famine, nous n'en avons pas besoin. Les ressources de la province ne sont pas exploitées pour le bien de la population.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Le député de Québec-Centre devrait s'en tenir au bill. S'il veut commencer un nouveau débat, je ne dis pas que je ne répondrai pas. On sait que je puis entretenir la Chambre.

M. Grégoire (Montmagny): Pourquoi le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) n'a-t-il pas jugé à propos d'intervenir au cours du discours du premier ministre, il y a un instant?

M. Hamel (Québec-Centre): La menace du député de Maisonnette me fait trembler et il est mieux de capituler. Si le premier ministre en veut tant aux trusts, est-il au courant du fait que lorsqu'il a favorisé l'exportation de l'électricité, il a favorisé...

M. le président: Hors d'ordre!

M. Hamel (Québec-Centre): J'aurais voulu parler de l'aluminium. On a parlé de salaire raisonnable. Est-ce que le premier ministre pourrait

me dire, quel est le salaire minimum pour un père de famille de 10 enfants?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député a-t-il confiance au juge Roy? C'est lui qui va déterminer le salaire que devra payer la compagnie de Jonquière.

M. Hamel (Québec-Centre): J'avais osé une question et j'étais en droit d'avoir une réponse, mais je sais que c'est difficile d'avoir une réponse du premier ministre. La réponse, il ne me la donnera pas, parce que la loi du salaire raisonnable ne peut donner un salaire pour un père de famille de 10 enfants.

Il faut absolument une allocation familiale. Je termine mes remarques en disant que je ne réclame pas d'injustice contre les compagnies.

M. Grégoire (Montmagny): Le premier ministre a dit qu'il est bien placé pour savoir ce qui s'en vient. Il a parlé de prospérité future. J'espère qu'il a dit vrai sur ce point. Il a parlé d'extrémistes, mais nous parlons absolument le même langage que lui, lorsqu'il était dans l'opposition. Il a dit que les étrangers seront traités avec justice, mais qui n'a jamais parlé de les traiter avec injustice? C'est ce que nous demandons que les puissants et les petits soient mis sur le même pied. Mais s'il faut, pour attirer les capitaux étrangers, sacrifier notre population, je n'en suis pas.

M. Leduc (Laval): On parle d'attirer des industries nouvelles, mais c'est justement ce qui inquiète les capitalistes, cette inquiétude du lendemain. Ils ne savent pas si un concurrent aura demain des avantages qu'on leur refusera. Je crois que c'est un mauvais système.

M. Gérin (Stanstead): Il y a une dispute au sujet de l'évaluation de l'usine. Le bill a été sanctionné par les propriétaires de Jonquière, et il a été défendu devant le comité par le maire et les conseillers municipaux de la municipalité. D'après les évaluateurs municipaux, elle est de \$893,000 et, d'après la compagnie, elle n'est que de \$521,000. La ville a étudié un compromis et, pour un certain nombre d'années, on a convenu de laisser l'évaluation à \$600,000, pour fins de taxation. La ville de Jonquière gagne immédiatement une somme de \$12,000 en plus d'avoir une évaluation fixée à \$600,000. Il semble que le compromis voulu par la ville est satisfaisant.

Je crois que la commutation est si minime qu'il ne valait pas la peine de faire de si grands discours. Le bill a été en comité et les membres de l'opposition n'étaient pas nombreux. Je favorise le bill et je suis d'avis que les députés de l'opposition ne parlent que pour les journaux.

(Applaudissements)¹⁹

M. Leduc (Laval): Pourquoi s'adresser à la Législature pour ces demandes de pouvoirs spéciaux lorsque cela pourrait être décidé par le simple rouage de l'administration municipale? Pour une somme insignifiante, on force la Législature à poser un acte que nous avons condamné dans le passé.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le député de Stanstead (M. Gérin) est nouveau. Il ne connaît pas encore cela, les bills dont le gouvernement a honte et qu'il soumet aux députés lorsque ces derniers pensent plutôt à l'heure du train qui les ramènera chez eux. Il va s'apercevoir, lorsqu'il aura deux ou trois années d'expérience parlementaire, que le gouvernement s'empresse toujours de passer ses pires législations en fin de semaine. Il prendra connaissance des bills dits du vendredi.

(Rires)

Car, ces bills d'exemption de taxes, on les a passés le vendredi matin, en petit comité, alors que les députés étaient à peu près tous partis la veille. L'on veut passer ces bills à la hâte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je proteste contre ces propos. Ce n'est pas raisonnable de la part du chef de l'opposition. La semaine dernière, à l'ajournement, j'ai invité tous les députés membres du comité des bills publics à assister à la séance du lendemain matin. L'ancien régime ne faisait pas cela. Il n'avertissait personne. Nous, nous avons du monde dans notre comité. Il y avait le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), un avocat distingué, et le notaire qui est député de Québec-Ouest (M. Delagrave). Tous deux se sont prononcés en faveur des bills d'exemptions de taxes.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pas du tout. Nous nous sommes prononcés contre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'affirme que le député de Québec-Ouest (M. Delagrave) a dit: "Moi, je suis en faveur des exemptions de taxes", et le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a répété: "Moi aussi." Mais il a ajouté: "Vous avez changé d'idée", en s'adressant à moi.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Notre attitude sur les exemptions de taxes est bien connue, et celle que nous avons prise vendredi dernier est aussi connue.

M. Grégoire (Montmagny): L'argumentation du député de Stanstead (M. Gérin) m'a surpris.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Surpris?

M. Grégoire (Montmagny): Oui.

(Rires)

Il a dit que la compagnie dit que la valeur de ses propriétés est de \$521,000. S'il avait lu la loi avant de parler, il verrait que la compagnie n'a pas dit cela. Elle ne prétend pas que c'est là la valeur. Elle dit qu'il serait juste qu'on l'évaluât à \$521,000. Loin d'être sa valeur, je crois que nous serions plus près de la vérité en disant que la valeur de la compagnie est de \$1,800,000²⁰.

Pourquoi essayer de tromper le public par des chiffres? C'est le maire de Jonquière lui-même qui a demandé cela. Toute la population de Québec en a vu des maires venir devant la Législature pour des opérations de ce genre...

(Rires)

...pour faire ratifier des contrats iniques.

M. le président: Le député transgresse encore.

(Rires)

M. Labbé (Mégantic): C'est sa marotte.

M. Grégoire (Montmagny): Mon argumentation tend à démontrer...

M. le président: Votre argumentation est étrangère au bill. Vous le savez. Et vous essayez de placer devant la Chambre des faits étrangers...

M. Grégoire (Montmagny): L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) a fait une remarque tout à l'heure, en disant que ce que les villes veulent faire avec les compagnies, ce sont de leurs affaires. La Législature doit se faire un devoir de protéger les électeurs contre leurs conseils de villes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! Quelle conséquence! Le député dit cela après avoir dit que c'est le conseil municipal qui doit décider et non la Législature.

M. Grégoire (Montmagny): Nous parlons ainsi pour des votes dans l'avenir. Je peux lui dire que nous nous sommes battus contre les grosses compagnies pour des principes, et que nous continuerons de même à nous battre contre les exemptions de taxes, pour le bien du peuple et non pour des votes.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec amendement. L'amendement est lu deux fois, et adopté sur division.

M. Talbot (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande le vote.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bellemare, Bilodeau, Caron, Choquette, Dubé (Témiscouata), Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Gérin, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Layton, Leduc (Soulanges), Lesage, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 45.

Contre: MM. Bastien, Bélanger, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Drouin, Grégoire, Hamel, Lawn, Leduc (Laval), Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 17.

Ainsi, la motion est adoptée²¹. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital

Notre-Dame de Montréal

M. Raynault (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 modifiant la charte de l'hôpital Notre-Dame de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Raynault (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Adoption de
M.-G.-J. Lafontaine**

M. Larochelle (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 concernant l'adoption de Marie-Gabrielle-Jeannette Lafontaine.

Adopté.

En comité²²:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'une personne âgée de 40 ans. Elle demande d'être adoptée dans la famille Dussault où elle a vécu depuis 1907 jusqu'à aujourd'hui.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi faire un bill?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parce que la loi d'adoption ne s'applique pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi?

M. Hamel (Québec-Centre): Est-ce une orpheline?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme le Parti national dont personne ne veut.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qu'est-ce qu'il y a dans la loi d'adoption qui empêche l'adoption de Mlle Lafontaine?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nos lois d'adoption sont pour les personnes mineures.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois qu'il y a là quelque chose qu'on ne veut pas expliquer. Pourquoi faire remonter une adoption jusqu'en février 1907?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La raison, c'est la continuité. Elle a commencé à rester avec cette famille en 1907: elle veut continuer.
(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Encore des farces. Nous sommes ici pour faire des lois, nous. Il peut y avoir des raisons. Je ne dis pas qu'il y en a.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas de succession.

M. Drouin (Québec-Est): Je suis prêt à accepter la déclaration du premier ministre à l'effet qu'il n'y a pas de succession. Mais on fait remonter ici l'adoption à 32 ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un sentiment bien naturel de vouloir être considérée comme une personne de la famille, quand on a vécu 32 ans dans une famille.

M. Drouin (Québec-Est): Pourquoi attendre 40 ans pour le faire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Elle avait peut-être comme avocat le député de Montmagny (M Grégoire).
(Rires)

M. Bertrand (Montréal-Laurier): La loi d'adoption n'existait pas en 1907. Comment fera-t-on pour rendre celle-ci rétroactive jusque-là?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le législateur a le droit de donner un effet rétroactif à toute loi. On peut faire compter une adoption du temps qu'on veut. Dans l'ancien régime, on faisait n'importe quoi. On changeait le nom des gens.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a un député ici qui a changé son nom et il n'est pas libéral.

M. Drouin (Québec-Est): Le parrain du bill, le député de Lévis (M. Larochelle) pourrait peut-être nous éclairer.

M. Larochelle (Lévis): Je connais les raisons, mais ce serait délicat de les donner.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Alors, nous avions raison de supposer qu'il y avait quelque chose.

M. Larochelle (Lévis): Oui, il y a quelque chose, mais c'est ordinaire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Adopté.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Larochelle (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Baie-Comeau

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. "Il est certains esprits dont les sombres pensées
"Sont d'un nuage épais toujours embarrassées
"Le jour de la raison ne le sauront percer
"Avant donc que d'écrire, apprenez à penser
"Selon que notre idée est plus ou moins obscure
"L'expression la suit ou moins nette ou plus pure
"Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement
"Et les mots pour le dire arrivent aisément."

Ce poème est l'œuvre de Nicolas Boileau-Despraux (1636-1711), écrivain français.

2. Dans *L'Événement-Journal* du 23 février 1939, à la page 8, on écrit le proverbe en français: "La brièveté est l'âme de l'intelligence."

3. Lloyd George (David), 1^{er} comte Lloyd George of Dwyfor (1863-1945). Homme politique britannique de tendance libérale. Il fut nommé chancelier de l'Échiquier en 1908 par Asquith. Il devint premier ministre en 1916 en formant un gouvernement de

coalition avec les conservateurs. Il fut contraint de démissionner en 1922.

4. Herbert Henri, Asquith, 1^{er} comte d'Oxford et Asquith (1852-1928). Homme politique britannique d'allégeance libérale. Il fut chancelier de l'Échiquier de 1905 à 1908, puis premier ministre de 1908 à 1916. Il fut anobli en 1925. Il déclara la guerre à l'Allemagne le 4 août 1914 suite à l'invasion de la Belgique.

5. "15 minutes", selon *Le Canada* du 23 février 1939, à la page 6.

6. Abraham Lincoln (1809-1865) fut le 16^e président des États-Unis d'Amérique. Il est élu pour un mandat de quatre ans en 1861 et réélu pour un second mandat à partir de 1865. Il est le premier président républicain de l'histoire du pays. Son nom est associé à la guerre de Sécession et à l'abolition de l'esclavage. Il rédige la proclamation émancipant les esclaves et signe le 13^e amendement abolissant l'esclavage. Il meurt assassiné à la suite d'un complot des confédérés au début de son second mandat. Au cours de la guerre de sécession, il prononce sur le champ de bataille de Gettysburg un discours très court (277 mots) en hommage aux soldats morts qui se termine ainsi: "Que nous décidions solennellement ici que ces morts ne sont pas morts en vain - que cette nation avec Dieu renaîtra à la liberté - et que le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple, ne disparaîtra pas de la terre."

7. Ernest Lapointe (1876-1941), avocat et député fédéral de Kamouraska (1904-1919) et de Québec-Est (1919-1941). Il fut ministre de la Marine et des Pêcheries de 1921 à 1924, puis ministre de la Justice de 1924 à 1930 et de 1935 à 1941.

8. "voté à l'unanimité", selon *Le Devoir* du 23 février 1939, à la page 6.

9. Il s'agit de la "loi de clôture", précise *Le Devoir* du 23 février 1939, à la page 6.

10. L'affaire Godon. Le 18 septembre 1930, on découvre le corps de Simone Caron, une fillette de sept ans dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles. Après enquête criminelle, le frère Dostithée (Albert Nogaret) est accusé de meurtre. Après un premier procès, en mars 1931, il est condamné à mort mais, à la suite d'un second

procès en septembre 1931, le religieux est acquitté. En janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé sera cependant déclaré mentalement incapable de subir son procès et sera emprisonné à la prison de Bordeaux. Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime. La presse suivra avec attention ces nombreux procès d'autant plus qu'en 1939, le gouvernement présentera le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui. Fait notoire, souvent au cours de la session de 1939, les parlementaires s'invectiveront de "Godon" en guise d'insulte.

11. "19 députés", selon *Le Devoir* du 23 février 1939, à la page 6.

12. Il s'agit du député de Québec-Centre (M. Hamel).

13. Robert Laird Borden (1854-1937), premier ministre conservateur du Canada de 1911 à 1920.

14. *Le Soleil* du 23 février 1939, à la page 10, attribue plutôt cette réflexion au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) lui-même.

15. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

16. Une personne qui vote sous le nom d'une autre.

17. "Nous avons fait payer par les grosses compagnies, à la ville de Montréal, des millions.", selon *La Patrie* du 23 février 1939, à la page 8.

18. "34 ans", selon *L'Action catholique* du 23 février 1939, à la page 15.

19. Les députés applaudissent, puisqu'il s'agissait du premier discours en Chambre du député de Stanstead (M. Gérin), selon *L'Événement-Journal* du 23 février 1939, à la page 9.

20. \$1,200,000, selon *L'Événement-Journal* du 23 février 1939, à la page 9.

21. La discussion sur le bill 123 a duré près de 3 heures, selon *La Patrie* du 23 février 1939, à la page 8.

22. Le Comité se réunit sous la présidence de M. Joseph-Damase Bégin (Dorchester).

Séance du jeudi 23 février 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Quebec North Shore
Paper Company**

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, appuyé le représentant de Bagot (M. Adam), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de North Shore Paper Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de la Ontario Paper Company dans la province de Québec à la Quebec North Shore Paper Company, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de North Shore Paper Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de la Ontario Paper Company dans la province de Québec à la Quebec North Shore Paper Company, est présentée lue et reçue par la Chambre.

**Charte
de Montréal**

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Matapédia (M. Paradis), que les dispositions du Règlement qui ont trait à la publication des avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à la présentation des bills privés, soient suspendues, et demande la permission de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

M. Thibault (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 103 modifiant la charte de la ville de Farnham;

- bill 137 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Thomas-Philippe Gagnon

M. Labbé (Mégantic) demande la permission de présenter le bill 126 autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à admettre Thomas-Philippe Gagnon à la pratique de la profession de pharmacien.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

**Statistiques municipales,
1937**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Statistiques municipales pour l'année civile 1937. (Document de la session no 14)

Demande et dépôt de documents:

Engrais chimiques

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose qu'il soit mis devant cette Chambre, un état montrant:

1. Y a-t-il des octrois pour l'achat d'engrais chimiques en 1938 pour lesquels des réclamations ont été faites au gouvernement et n'ont pas été payées au 31 décembre 1938?

2. Dans l'affirmative: Donnez une liste de ces réclamations en mentionnant le montant dû à chaque réclamant et la date de la réclamation.

3. Ces octrois ont-ils été payés depuis le 31 décembre à venir au 31 janvier 1939?

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie d'un état montrant:

1. Y a-t-il eu des octrois pour l'achat d'engrais chimiques en 1938 pour lesquels des réclamations ont été faites au gouvernement et n'ont pas été payées au 31 décembre 1938?

2. Dans l'affirmative: Donnez une liste de ces réclamations en mentionnant le montant dû à chaque réclamant et la date de la réclamation.

3. Ces octrois ont-ils été payés depuis le 31 décembre à venir au 31 janvier 1939? (Document de la session no 15)

Demandes de documents:

Sommes dues et réclamées à la province

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant:

1. Quel était, pour chaque ministère, le montant des sommes dues et des sommes réclamées par des entrepreneurs, des fournisseurs, des officiers et par toutes autres personnes, sociétés et compagnies ayant fait ou faisant affaire ou ayant travaillé ou travaillant pour la province:

a. Au 31 décembre 1938?

b. Au 31 janvier 1939?

Adopté.

Questions et réponses:

Aimé Pageau

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. M. Aimé Pageau, maire de L'Ancienne-Lorette, est-il à l'emploi du département des Mines, de la Chasse et des Pêcheries de la province de Québec?

2. Dans l'affirmative:

a. Depuis quelle date est-il en fonction?

b. À quel travail spécifique est-il employé?

c. Quel est son salaire par mois?

d. Quel est le montant global payé à M. Pageau depuis son engagement?

e. Le département des Mines, de la Chasse et des Pêcheries emploie-t-il d'autres fonctionnaires que M. Pageau pour remplir les mêmes charges?

L'honorable M. Gagnon (Matane): 1. Oui.

2. a. 10 juin 1937.

b. Assistant de l'inspecteur général au service des gardes-chasse.

c. \$150.

d. \$4,039.37.

e. Non.

Révérands pères de Sainte-Croix

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 21 pour remplir les obligations inexécutées de l'ancien gouvernement envers les révérends pères de Sainte-Croix.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose:

Attendu que la congrégation des révérends pères de Sainte-Croix a fondé, à Montréal, une maison d'enseignement secondaire affiliée à l'Université de Montréal et connue sous le nom d'Externat classique Sainte-Croix;

Attendu que le comité catholique du Conseil de l'instruction publique, par résolution en date du quatre février 1931, a reconnu cette institution comme collège classique et a recommandé qu'elle bénéficie de la subvention annuelle de dix mille dollars accordée aux institutions de ce genre;

Attendu que la congrégation des révérends pères de Sainte-Croix avait droit de s'attendre à recevoir ladite subvention annuelle qui lui fut d'ailleurs promise par le gouvernement d'alors;

Attendu que cette promesse a été ignorée jusqu'à 1935 et que la congrégation des révérends pères de Sainte-Croix n'a reçu aucune subvention pour les années 1931 à 1934 inclusivement;

Attendu qu'il y a lieu de réparer cette injustice;

Qu'il soit en conséquence résolu que le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, à la congrégation des révérends pères de Sainte-Croix, une somme de quarante mille dollars, dont vingt mille dollars le

quinze juillet 1939 et vingt mille dollars le quinze juillet 1940, pour tenir lieu des subventions qui auraient dû être payées pour l'Externat classique Sainte-Croix, pour les années 1931 à 1934 inclusivement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il y a assez de titres de ce genre sur les bills! Je soulève une objection relativement au titre du bill qui est un pamphlet politique. Si le gouvernement veut se préparer des pamphlets politiques en vue des prochaines élections, qu'il ne le fasse pas aux frais de la province. J'espère, dit-il, que le premier ministre admettra qu'il s'est trompé et qu'il modifiera ce titre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout le monde s'accorde à reconnaître que les lois du gouvernement doivent être claires et précises. Un titre qui dit la vérité doit être fait de façon à faire comprendre la portée de la loi. Or, il est impossible d'intituler le bill autrement si l'on s'en tient à ces principes.

Il s'agit de remplir une promesse non remplie par l'ancien gouvernement. Nous l'avons mise dans le titre. Ce n'est pas la faute du titre, c'est la faute de l'ancien gouvernement. Ce n'est pas le titre qu'il faudrait changer, mais bien plutôt le régime.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce que le premier ministre pourrait produire la correspondance suivant laquelle l'ancien gouvernement aurait fait des promesses à la communauté et dont il est question dans le préambule du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non seulement je vais la produire, mais je vais la lire à la Chambre immédiatement. Le 18 février 1931¹, le surintendant de l'instruction publique, un ancien député libéral...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, un libéral...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): ...un ancien Orateur de la Chambre, ce qui prouve qu'il n'y a rien de vrai dans les prétendues destitutions des anciens fonctionnaires.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) fait une remarque.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition admet que l'ancien

gouvernement se moquait des recommandations du Conseil de l'instruction publique...

L'ancien régime avait décidé de donner certains octrois à des collèges classiques nouveaux. Sur la liste des cinq maisons d'éducation se trouvait celle des pères de Sainte-Croix, ainsi que le démontre un document de l'honorable M. Cyrille-F. Delâge, surintendant de l'instruction publique: l'honorable M. Delâge écrivait au père Charron que le comité catholique du Conseil de l'instruction publique avait adopté une résolution mettant l'Externat Sainte-Croix sur le même pied que les collèges classiques et lui accordant un octroi annuel de \$10,000. Cela a été fait il y a huit ans et l'on ne paya qu'en 1935. Ça prenait quatre ans à l'ancien gouvernement pour réaliser le désir du Conseil de l'instruction publique.

C'est en effet le 28 mars 1935 que le secrétaire de la province² (M. Athanase David) faisait adopter un ordre en conseil pourvoyant au paiement de l'octroi. C'était à la veille des élections. Les pères de Sainte-Croix, qui avaient eu tort de croire la parole de l'ancien premier ministre, l'ami photographique du chef de l'opposition renié par lui durant les élections, durent attendre quatre ans. Dans l'intervalle, ils s'adressèrent non pas à leur député, mais à l'honorable M. Victor Marchand, qui était dans le temps député de Jacques-Cartier et président de la Melchers, un souscripteur électoral de l'ancien gouvernement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il fournit encore à la caisse du gouvernement actuel, le premier ministre le sait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vois que le chef de l'opposition porte beaucoup d'intérêt à M. Victor Marchand.

(Rires)

Des députés font du désordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je m'intéresse à toutes les gens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand j'ai déclaré que M. Marchand était un souscripteur de l'ancien gouvernement, le chef de l'opposition l'a admis en disant "comme aujourd'hui". Notez l'aveu. Je sais que le député de Saint-Hyacinthe ne savait pas ce que M. Marchand faisait.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ne mêlez donc pas le whisky³ à la religion.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le chef de l'opposition veut faire des comparaisons de cette nature, il devrait au moins attendre d'être en dehors de la Chambre. En tout cas, voici ce que M. Marchand répondait dans une lettre au père Charron: "J'ai obtenu des renseignements que je préférerais vous communiquer verbalement." L'honorable M. Marchand qui était un organisateur libéral, un souscripteur à la caisse électorale du gouvernement, le président de la Melchers qui joua un rôle considérable sous l'ancienne administration, n'avait pas le courage de mettre par écrit ce qu'on lui avait dit. Il avait honte. On est allé voir l'honorable M. Marchand qui a dit: "C'est vrai qu'on vous a promis l'octroi, mais les honorables M. Taschereau et M. David ne veulent pas parce que vous êtes des abonnés du *Devoir* et parce que vous êtes contre le régime.

Une lumière de l'ancien gouvernement, l'honorable M. Charles-Joseph Arcand, l'ancien ministre du Travail, se mit en train d'écrire à l'honorable M. Taschereau en 1932. Il comprenait plus vite que M. Taschereau. Ça lui a pris seulement un an pour comprendre. Quand je parle de M. Taschereau, j'espère que je ne fais pas de peine au chef de l'opposition.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non. L'ancien premier ministre valait bien mieux que le premier ministre actuel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette réponse montre comme un homme peut dire des choses qu'il ne pense pas lorsqu'il se fâche.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tout le monde pense comme moi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je sais que le chef de l'opposition n'aime pas M. Taschereau qui l'a fait attendre 15 ans avant de lui donner un ministère. Quand M. Taschereau est parti, il a dit: "Je vais prendre M. Godbout pour me remplacer." M. Godbout a été écrasé aux élections et le député de Saint-Hyacinthe s'est fait élire. Quand est venue la convention libérale, on s'est dit: "On est encore mieux avec Godbout en dehors qu'avec le député de Saint-Hyacinthe, on va choisir M. Godbout."

L'honorable M. Arcand écrivit une lettre à l'honorable M. Taschereau disant que les pères de Sainte-Croix attendaient encore l'octroi de \$10,000

qu'ils étaient en droit d'attendre. Cet octroi avait été payé à une autre communauté par erreur.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ils ont payé à un autre. C'est cette erreur que vous voulez réparer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demande au chef de l'opposition de se lever.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne puis pas me lever, le premier ministre ne s'assit jamais. Il est toujours debout!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition reconnaît que c'est inutile d'essayer d'asseoir le premier ministre.

(Rires)

Dans sa lettre, l'honorable M. Arcand disait au premier ministre qu'il serait dans l'ordre d'amender la loi pour mettre fin à une situation gênante pour les pères. C'était en 1932, mais on a encore pris trois ans pour payer. Il s'agit maintenant d'acquitter une dette d'honneur de l'ancien régime. Il incombe à la province d'acquitter cette dette à une communauté noble, et qui le mérite.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'aurais aimé que le premier ministre explique plus clairement à qui sont allés les \$10,000¹ qui devaient aller aux révérends pères de Sainte-Croix. On vient de lire une lettre disant que le gouvernement s'est trompé de créanciers. On n'a pas dit dans cette lettre que les libéraux refusaient de l'argent aux communautés, comme veut le faire croire le premier ministre. On explique que, pour certaines raisons, l'argent est allé à d'autres communautés. À qui?

Toute cette affaire se résume à une question d'erreur. Le premier ministre devrait également expliquer pourquoi cette erreur a été commise. J'aimerais de plus savoir si le gouvernement actuel va réparer l'erreur et si l'on va faire rembourser aux autres communautés l'argent qu'elles ont eu du gouvernement libéral et qui aurait dû aller, de l'avis du premier ministre actuel, aux révérends pères de Sainte-Croix. Si le bill est bien interprété, c'est absolument ce qu'on va faire. Mais, actuellement, nous sommes dans le vague.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ça paraît.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, dans le vague, et le premier ministre veut nous laisser

dans le vague. Toute l'affaire reste obscure. Il veut laisser croire que l'ancien gouvernement a été injuste pour les révérends pères de Sainte-Croix. Or, il nous apprend que l'arrêté ministériel n'a été adopté qu'en 1936; en 1937, son gouvernement n'a pas payé "ces obligations inexécutées", puisque cela faisait depuis 1935 qu'elles étaient, à son avis, bel et bien dues. Pourquoi le présent gouvernement a-t-il attendu à cette session-ci pour réparer l'injustice?

On se rappellera que, pendant un certain temps, le gouvernement actuel qui était dans l'opposition, a privé, par obstruction et par des discours interminables, le gouvernement d'alors des argents qui étaient nécessaires pour les besoins de la province de Québec. L'ancien régime était affamé par l'opposition! Ainsi, le gouvernement de l'Union nationale, qui aime tant les communautés, a attendu trois ans pour payer une dette contractée par le gouvernement libéral. Le montant était assez important pour que le premier ministre n'attende pas trois ans. On constatera de plus que, dans sa résolution, le Conseil de l'instruction publique mettait une condition. Cette condition, c'était d'adopter un arrêté ministériel.

De plus, le premier ministre, qui était le chef de l'opposition, n'a jamais parlé de cette affaire. Il doit y avoir des motifs à ce retard. Si la dette remonte à plusieurs années, le premier ministre aurait dû la signaler quand il était à la gauche de l'Orateur. Donc, la dette aux révérends pères Sainte-Croix ne devenait due que du jour de l'adoption de cet arrêté ministériel, et cela ne remonte qu'au 23 mars 1935. Et, par surcroît, de 1935 jusqu'à la chute du gouvernement, le gouvernement n'avait presque plus de budget à cause de l'obstruction de nos amis d'en face.

À quelle date le \$10,000 dû en 1935 a-t-il été payé par le gouvernement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Au sujet du remboursement, il n'appartient pas au collègue qui a reçu l'octroi de payer les dettes de l'ancien régime.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi avoir attendu trois ans?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est évident que le chef de l'opposition est placé dans une situation inexplicable. Le gouvernement veut payer les erreurs de l'ancien régime, et c'est une des nombreuses différences qui caractérisent notre administration et qui l'opposent à l'ancienne. Le chef de l'opposition nous demande pourquoi avoir attendu

en 1939. Il dit que cela fait trois ans que vous êtes au pouvoir et vous n'avez pas encore payé ces "obligations inexécutées". D'abord, je dois dire que cela ne fait que deux ans et demi. Comme il trouve le temps long. Je ne m'en étonne pas, M. le président, puisqu'il a attendu si longtemps après son portefeuille commercial et industriel.

(Rires)

Des députés font du désordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On ne demande à la Chambre de payer cette dette que cette année, parce que ces faits sont venus à notre connaissance entre cette session-ci et la session précédente. L'ancien régime a laissé tant de comptes que nous passons notre temps à les vérifier. Chaque jour, des faits nouveaux sont ainsi portés à notre connaissance; chaque jour, depuis que nous sommes au pouvoir, nous ne fournissons pas à recevoir des réclamations de partout, des milliers de comptes en souffrance laissés là par l'ancien régime qui ne payait jamais rien, qui faisait souffrir les pauvres communautés. Nous avons reçu des comptes de 1928, de 1930. C'est en 1931 que l'ancien régime avait promis de payer \$10,000 pendant quatre ans. Ce compte est l'un de ces milliers de comptes laissés en souffrance. Le gouvernement ne finit pas de payer les dettes de l'ancien régime!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il a payé à d'autres, par erreur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que le chef de l'opposition me fait pitié!

De plus, ce n'est pas seulement \$10,000, mais \$40,000 puisque l'octroi était dû depuis 1931. Nous allons payer \$40,000.

Je vais lui lire une lettre qui va l'édifier. Elle date du 5 octobre 1931; qu'on le remarque. C'était après les élections. L'ancien secrétaire de la province disait à ce moment qu'il n'avait jamais entendu parler de cette affaire, et le 5 octobre, M. Lionel Bergeron dit dans sa lettre: "Il s'agit de l'Externat classique des révérends pères de Sainte-Croix."

L'honorable M. David ne savait plus rien, le lendemain de l'élection, et M. Bergeron lui disait: "Voyons, on vous a déjà mis au courant le 18 février 1931 lorsque fut passée la résolution du Conseil de l'instruction publique."

Ce n'est pas étonnant qu'on n'ait pas respecté ses obligations quand un ministre comme l'honorable M. David admettait qu'il était sans connaissance.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais à qui a-t-on payé l'argent, par erreur? À quelle communauté?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement devait tenir compte dans le temps de cinq communautés. Il y avait \$40,000 à diviser en quatre plutôt qu'en cinq.

Il fut donc décidé d'en mettre une de côté, et ce fut celle des révérends pères Sainte-Croix, avec d'autant plus de plaisir, semble-t-il, que ces religieux lisaient le *Devoir*.

On verra par la lettre que M. Victor Marchand, grand président de la Melchers, ce Melchers si nécessaire aux élections, et grand souscripteur des fonds électoraux de l'ancien régime, écrivait au père Clément, et l'on verra que les ministres sans connaissance du cabinet Taschereau, l'ami photographique du chef de l'opposition...

Des députés chahutent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): ...faisaient faire des enquêtes à la porte du Collège de Saint-Laurent pour savoir le nombre des abonnés du *Devoir*. C'est pourquoi l'on a retardé de quatre ans leur octroi. Nous allons payer.

(Rires)

Des députés font du désordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): veut continuer, mais il rit trop.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas cela que j'ai demandé au premier ministre. Je lui ai demandé à quelle date il a payé les sommes dues depuis 1935?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'ancien régime a payé en 1935. Tous les octrois, depuis 1935, sont payés régulièrement. Maintenant, le gouvernement actuel va payer la somme de \$40,000 due pour 1931 à 1934 par l'ancien régime.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah! Ah! Enfin, on va savoir quelque chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et nous avons continué de payer les \$10,000 par année en 1936, en 1937.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Alors, pourquoi cette loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas en Chambre, dit-il, pour faire la classe à l'opposition! Le chef de l'opposition ne comprend pas qu'il y a pour \$40,000 de dettes non payées. L'ancien régime a payé \$10,000 en 1935, mais il a attendu quatre ans pour le faire, puisque la résolution du Conseil de l'instruction publique datait de février 1931. Pourquoi n'avoir pas payé en 1931?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'était pas dû.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je note l'aveu du chef de l'opposition. Ce n'était pas dû, dit-il. Les résolutions du Conseil de l'instruction publique, ça ne vaut rien pour le chef de l'opposition; cela ne valait rien pour le régime auquel il appartenait. Les communautés pauvres comme celle des révérends pères de Sainte-Croix, qui ont fait des sacrifices pour construire un collège et qui ont attendu vainement après l'argent du gouvernement, ce n'est pas important pour le chef du gouvernement. Eh bien! Pour le gouvernement actuel, c'est important, et nous allons nous acquitter d'une obligation d'honneur que l'ancien régime n'a pas voulu remplir.
(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Or, de tout ceci, il ressort clairement que le gouvernement a payé ce qu'il devait depuis le jour où la dette est devenue due, c'est-à-dire depuis 1935, puisque la résolution du Conseil de l'instruction publique voulait qu'un arrêté ministériel fût d'abord adopté. J'ai aussi demandé au premier ministre à qui les \$10,000 sont allés, qu'on a payés par erreur avant cette date.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'admire la candeur de ces ministres sans connaissance. Le chef de l'opposition admet qu'il n'a pas eu connaissance des faits. Comment pouvait-on avoir confiance en lui, en 1935. Mille neuf cent trente-cinq, c'était l'époque où il obtint le ministère de l'Industrie et du Commerce et pour montrer combien ses opinions étaient commerciales...

(Rires)

... et d'industrie, parce qu'il était industriel.

(Rires)

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Il parle trop, notre premier ministre. On va se remettre à compter ses farces.

(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): Il fait surtout perdre le temps de la Chambre.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Il s'amuse.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre s'amuse et il est loin du sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne m'amuse pas quand je parle de l'opposition. J'ai passé l'âge de m'amuser avec des enfants. À mon âge, je ne m'amuse pas avec rien.
(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): Mais vous faites perdre le temps de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors le député de Montmagny admet que c'est faire perdre le temps de la Chambre que d'essayer d'expliquer quelque chose à l'opposition. Il n'a pas le droit d'insinuer cela.
(Rires)

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Encore une farce. Ça doit faire au moins cinq.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je disais donc que, de 1931 à 1935, quatre paiements n'ont pas été faits aux révérends pères Sainte-Croix, et nous allons les payer.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre devrait commencer par répondre à ma question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je pense bien, cela fait la quatrième fois que je vous la pose et il n'y a pas moyen de vous sortir autre chose que des farces.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1931, d'après une loi votée à la session, il y a eu quatre subventions de payées à quatre collèges classiques. Il y en avait cinq sur la liste; le cinquième était l'Externat classique des révérends pères de Sainte-Croix. L'erreur volontaire de l'ancien régime a consisté à ne pas mettre le Collège Sainte-Croix sur la liste des collèges ayant droit à un octroi, et ce par

malice et pour les raisons déjà exposées. Les révérends pères de Sainte-Croix ont été laissés de côté parce qu'ils lisaient *Le Devoir*, répète-t-il.

Un député de l'opposition: Le voilà reparti.
(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a une lettre qui dit que cela a été fait par erreur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les quatre collèges qui ont eu des octrois, et non pas les cinq, puisque le cinquième était l'Externat classique des révérends pères de Sainte-Croix oublié par un ministre sans connaissance, étaient le Petit Séminaire de Québec, le Collège de Montréal, Saint-Charles-Garnier, de Québec, et le Collège de Saint-Victor-de-Tring. L'ancien régime a fait perdre \$40,000 aux révérends pères de Sainte-Croix en les négligeant pendant quatre ans. D'ailleurs, des lettres adressées à M. Taschereau déclarent que l'octroi accordé en 1931 n'avait pas été payé, et ce, dès la première année où c'était dû.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce Saint-Victor-de-Tring qui a bénéficié de l'erreur dont on parle dans la lettre que vous nous avez lue? Je ne connais pas bien l'affaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition dit qu'il ne connaît pas l'affaire. Comment veut-on que j'explique les erreurs de l'ancien régime? Il s'est fait battre justement parce qu'il ne pouvait les expliquer.

M. Hamel (Québec-Centre): C'est beau, hein, M. le président, des gens qui ne respectent pas leurs engagements.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre ne répond pas au député de Québec-Centre?
(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quand on lit les lettres d'un ancien ministre, on les lit au complet. La lettre en question aurait expliqué l'erreur commise par l'ancien régime. Elle aurait montré que l'on n'en voulait pas aux communautés religieuses. La preuve est que cet octroi a été payé, par erreur, à une autre communauté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pendant quatre ans?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pendant quatre ans, la même erreur?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): ...Le premier ministre aime ça parler des communautés. S'abriter derrière les communautés religieuses, ça fait du bien en temps d'élection, mais ça coûte cher à la province. Mais ça amène de l'eau au moulin.

(Rires)

Des députés font du désordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je soulève un point d'ordre et je proteste contre les paroles du chef de l'opposition. Il n'a pas le droit de parler de cette manière des communautés religieuses. Je demande qu'il retire ses paroles.

(Rires)

Des députés font du désordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai rien à retirer. Mes paroles sont vraies. Ça coûte cher. De plus, ça devrait vous faire plaisir. Les remarques comme celles que j'ai faites permettent au premier ministre d'agiter un peu sa queue de castor. Des gens qui exploitent la religion, il y en a. Mais aujourd'hui, les gens savent lire! On veut essayer de salir l'ancien gouvernement avec le présent bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est impossible à salir!

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, c'est impossible. Ceux qui veulent salir l'ancien gouvernement sortiront plus sales. On veut faire croire que l'ancien gouvernement a voulu priver une communauté d'une subvention. C'est la tactique du gouvernement de faire passer les libéraux pour des anticléricaux.

Nous ne sommes pas des anticléricaux. Et l'on n'a pas voté des argents aux communautés religieuses pour se faire élire.

J'ai ici la loi. Il s'agit d'une simple erreur. Cet argent est simplement allé à une autre œuvre aussi méritoire. L'ancien gouvernement aidait aussi les communautés.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Parce qu'il voulait se faire élire...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tiens! Ça s'achète, les communautés? Le premier ministre ne soulève pas de point d'ordre contre ce que dit son ministre?

(M. Bouchard lit un texte de loi, en argumentant en faveur de l'ancien gouvernement.)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
En quelle année?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1937.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Qui était au pouvoir? Pas nous autres?
(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah! Le premier ministre est tombé dans le piège. Ça date de 1931. En 1931, une loi a été votée pour porter à \$305,000 les octrois aux institutions classiques.

Et je ferai remarquer au premier ministre que ce n'est pas son gouvernement qui a voté la subvention de \$10,000. Nous voulions aider l'enseignement, si nécessaire. Dans le temps, les subventions s'élevaient à la jolie somme de \$265,000 par an. En 1935, on les a portées à \$315,000 pour payer les \$10,000 qui auraient, paraît-il, dû être payés au Collège Saint-Croix depuis 1931. Et voici la lettre au complet de l'ancien ministre du Travail (M. Charles-Joseph Arcand). Elle prouve que le gouvernement n'a jamais eu l'intention de priver un collège d'une subvention.

Malheureusement, dans l'arrêté ministériel, au lieu de placer le nom des pères de Sainte-Croix, on a mentionné une autre communauté. La lettre dit que les pères de Sainte-Croix n'ont pas eu les \$10,000. De 1931 à 1935, le montant qui leur était destiné a été versé au Collège des vocations tardives, de Saint-Victor-de-Tring. Ce n'est pas là que l'ancien régime voulait priver les communautés d'argent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Que le député de Saint-Hyacinthe lise donc la lettre de M. Lionel Bergeron.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je lis la lettre de l'ancien ministre du Travail (M. Arcand) et j'explique bien clairement que le montant destiné aux pères de Sainte-Croix est allé par erreur à une autre communauté. C'est une injure au bon sens et à la raison que de donner pour titre à la résolution: "Loi pour remplir les obligations inexécutées de l'ancien gouvernement envers les révérends pères de Sainte-Croix".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Taschereau, répète-t-il, a été averti par M. Arcand, ministre du travail en 1932, que le Collège n'avait pas reçu son octroi en 1931. C'était facile de réparer alors!

Le Conseil de l'instruction publique avait recommandé cinq collèges. Pourquoi en avoir mis cinq dans la loi? Or, la loi de 1931 ne vote que \$40,000. M. Bergeron écrit à M. David⁵. La lettre de M. Bergeron était claire. Après entente avec M. Taschereau et M. David, d'après M. Bergeron, il a été décidé de mettre de côté les pères de Sainte-Croix. Est-ce honnête? Est-ce respecter ses engagements? Pourquoi a-t-on agi de cette manière? L'ancien gouvernement voulait, de mauvaise foi évidente, mettre de côté les pères de Sainte-Croix parce qu'on n'aimait pas cette communauté.

On a parlé tout à l'heure de politique et religion. Quels sont ceux qui veulent se servir de la religion pour faire du capital politique? Dans les élections, on disait par exemple: "Votez pour Taschereau. C'est le neveu du cardinal." Dans Trois-Rivières, l'ancien régime exploitait tellement le sentiment religieux que mon ancien adversaire, l'honorable M. Mercier l'a même présenté, je veux bien admettre que c'était un lapsus, comme le fils du premier cardinal canadien. Nous sommes pour les principes de notre religion. Nous ne nous servons pas des principes de la religion pour mousser des candidatures, mais pour payer les dettes que l'ancien gouvernement ne voulait pas payer.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. Mercier a dit que l'ancien premier ministre était un fils spirituel du cardinal. M. Taschereau a toujours été un bon catholique. L'ancien gouvernement a donné une administration sage et a aidé le clergé. La première loi chrétienne, c'est la charité. Le premier ministre actuel l'oublie. Le titre du bill que nous étudions ne concorde pas avec la réalité et nous avons le droit de protester. Mon honorable ami prétend que nous en voulions aux pères de Sainte-Croix. Si cela était vrai, comment se fait-il qu'on a inscrit sur la liste le Collège de Sainte-Croix? Je ne me plains pas qu'on paie \$10,000 à Saint-Victor-de-Tring, mais mes remarques ont pour but de faire voir qu'il y a eu une erreur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'arrêté ministériel avait été passé pendant la session de 1931 et il aurait été facile de réparer l'erreur. À la session de 1932, M. Arcand attira l'attention du

premier ministre sur le cas des pères de Sainte-Croix. Là encore, il eût été facile de corriger l'erreur. Il est clair qu'il y avait de la mauvaise volonté.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai aucune objection au bill, je ne m'objecte qu'au titre. Les Statuts ne sont pas faits pour consigner de la littérature électorale.

M. Hamel (Québec-Centre): Moi aussi, je m'objecte au titre.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 21 pour remplir les obligations inexécutées de l'ancien gouvernement envers les révérends pères de Sainte-Croix.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxes municipales et scolaires

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 prolongeant le délai de consolidation des arrrages de taxes municipales et scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁶:

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): La loi permettait aux contribuables de consolider leurs arrérages de taxes jusqu'au 1^{er} septembre 1938. Plusieurs propriétaires m'ont demandé de prolonger le délai. Le présent bill est pour prolonger le délai jusqu'au 1^{er} décembre 1939. Lorsque les arrérages de taxes sont consolidés après le 1^{er} septembre 1938, le premier versement annuel devient exigible le 1^{er} avril 1940 et les suivants, à la même date chaque année subséquente.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

M. Barré (Rouville): Je ne voudrais pas, dit-il, que la loi soit adoptée sans amendement. J'ai reçu de la part de plusieurs conseils municipaux une demande à l'effet que la loi ne soit pas prolongée telle quelle. Avec cette loi, un contribuable peut consolider ses taxes sans en demander la permission au conseil municipal. Plusieurs municipalités rurales se plaignent de cet état de choses. Ils disent que c'est de nature à nuire à leur administration et à leur stabilité financière.

M. Tardif (Frontenac): J'endosse les remarques du député de Rouville (M. Barré). Cette loi met les conseils municipaux des campagnes dans une situation parfois embarrassante.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y aurait peut-être un moyen terme. Dans les campagnes, la situation est maintenant meilleure à cause du crédit agricole. Si le ministre des Affaires municipales n'a pas d'objection, nous allons ajouter un nouvel article 3, qui se lit comme suit:

"3. La présente loi s'applique dans tous les cas aux municipalités des cités et villes, tant au point de vue municipal qu'au point de vue scolaire. Quant aux municipalités rurales, c'est-à-dire de villages et de paroisses, en matière scolaire et en matière municipale, l'application de la présente loi sera subordonnée au consentement des conseils municipaux ou des commissions scolaires intéressées, lesquels procéderont sur simple résolution à la majorité des voix de chacune desdites corporations respectivement."

Le nouvel article 3 est adopté.

En conséquence, l'article suivant est renuméroté.

L'article 4 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁷:

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): La section 1 de ce projet de loi a pour but de mieux protéger les corporations municipales en rendant obligatoire la signature du maire, en plus de celle du secrétaire-trésorier, sur les chèques et billets promissaires consentis par ces corporations.

La section 2 a pour but de fixer l'interprétation de l'article 371, touchant la discrétion que le tribunal peut exercer relativement à l'imposition des pénalités prévues par les règlements municipaux.

La section 3 a pour effet de permettre aux conseils municipaux la fermeture des magasins à compter de six heures du soir au lieu de sept heures. Cette modification rend l'article 403 du Code municipal conforme aux dispositions de la loi de la fermeture à bonne heure (Statuts refondus, 1925, chapitre 127).

Les sections 4 et 5 ont pour effet de permettre, moyennant indemnité pour les dommages causés, l'accès aux cours d'eau municipaux pour exécution de travaux, en passant sur des terrains privés lorsque cela est nécessaire.

La section 6 a pour but de permettre au conseil de procéder à l'examen du rapport de la vérification des comptes de la corporation, en séance spéciale aussi bien qu'en séance régulière.

La section 7a pour but de fixer au deuxième mercredi du mois de mars, soit le jour de la séance trimestrielle du conseil de comté, la vente des immeubles pour défaut de paiement des taxes, et de permettre ainsi aux maires des municipalités locales intéressées de profiter de leur présence au chef-lieu du comté pour assister à cette vente.

Toutefois, en vertu de la section 8, ce changement ne s'appliquera pas aux ventes annoncées pour le premier mercredi de mars 1939.

Les articles 1 à 9 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Mise en valeur des ressources naturelles

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁸:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce bill a pour effet d'améliorer la législation que nous avons adoptée aux sessions précédentes. La loi qu'elle amende est excellente, mais le gouvernement n'hésite pas à améliorer sa propre législation quand il le croit nécessaire. Il ne prétend rien faire de parfait, mais il fait son possible.

Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons adopté une loi obligeant toutes les compagnies qui exploitaient les ressources naturelles de la province de Québec à s'incorporer dans la province de Québec. Depuis deux ans, la loi a causé une source

de revenus, d'emplois et de placements. Elle a ouvert de nombreuses carrières aux jeunes gens.

Il est juste que la province ait un droit de contrôle sur la mise en valeur de ses ressources. Au nord de la province, nous sommes à l'aube d'un développement minier considérable jamais connu avant notre arrivée au pouvoir.

Sous l'impulsion vigoureuse et patriotique du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), la production minière a pratiquement doublé. Depuis que l'Union nationale est au pouvoir, la production minière est passée de \$40,000,000 au zénith actuel de \$70,000,000⁹. De plus, 12 nouvelles mines ont été mises en opération...

L'honorable M. Gagnon (Matane): Quinze.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Vous voyez que je n'exagère jamais. Nous sommes aussi à l'aube de l'utilisation de nos matières premières.

Dans les vieux pays d'Europe, moins favorisés sous le rapport des ressources, l'on a poussé activement l'emploi des sous-produits. Dans la province de Québec, nous commençons à nous engager dans cette voie...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quel article du bill étudiez-vous?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'explique le bill. Dans le Témiscamingue, on a même produit trois choses différentes dans une même mine: avec la même matière première, l'on tire du cuivre, de l'oxyde de fer et du soufre...

M. Hamel (Québec-Centre): Le premier ministre s'éloigne du sujet. Il devrait se borner à expliquer le bill. C'est vieux, ce qu'il dit là. Ça fait longtemps que c'est connu. Mais ça ne relève pas du bill qui est à l'étude. Je lui demande d'attribuer à l'ancien régime le mérite des œuvres qu'il a accomplies.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Alors, je ne parlerai pas des œuvres du gouvernement, parce que ça fait de la peine au député de Québec-Centre. Nous allons laisser la population juger des œuvres du gouvernement, en n'oubliant pas que le député de Québec-Centre a rendu service à la province en présentant dans la Beauce un candidat qui a versé \$200 au Trésor de la province.

M. Hamel (Québec-Centre): Qu'est-ce que l'élection de Beauce peut avoir à faire avec ce bill? Le premier ministre annonce à chaque session depuis deux ans qu'on est à l'aube de développements considérables et d'une grande prospérité. Nous attendons encore cette prospérité promise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le député de Québec-Centre attend encore son portefeuille, mais je ne lui en ai jamais promis un.

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Je n'ai jamais demandé de portefeuille. Le premier ministre devrait être prudent. C'est une mauvaise chose pour la province d'avoir à sa tête un homme qui a renié sa signature, ainsi que M. Gouin l'a rappelé encore ces jours derniers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suivrai pas le député de Québec-Centre sur ce terrain. Je ne dirai même pas qu'il est hors d'ordre. Je comprends qu'il fait une confession. Je suis prêt à lui donner l'absolution.

(Rires)

Des députés tiennent des propos irrévérencieux.

M. Hamel (Québec-Centre): Prenez pas des airs de curé, ça ne vous va pas.

(Rires à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je conseillerais au député de Québec-Centre de s'informer auprès du député de Québec-Est (M. Drouin) de ce que disait M. Gouin du député de Québec-Centre en décembre 1936, au Château Frontenac, et qu'il a répété ensuite à Montréal. Le député en sera très heureux. D'ailleurs, le député de Québec-Centre riait de M. Gouin; il disait qu'il était trop jeune...

M. Chaloult (Kamouraska): Je soulève un point d'ordre. Nous sommes à étudier un bill et ce n'est pas le moment de faire un débat sur ce qui s'est dit entre le député de Québec-Centre et le député de Québec-Est.

Le premier ministre veut-il qu'on lui rappelle ce qu'il disait de M. Gouin au moment où il était allié à lui? Je me garderais bien de le faire.

Des députés chahutent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous nous éloignons considérablement du sujet. Il s'agit de ressources naturelles. Mais puisqu'on en parle, malgré mon opinion sur M. Gouin, je n'ai jamais approuvé les déclarations du député de Kamouraska (M. Chaloult) et du député de Montmagny (M. Grégoire) à la radio au sujet de M. Gouin. On sait que si un homme a injurié M. Gouin, c'est bien le député de Montmagny. Le député de Québec-Centre veut injurier le député de Montmagny en lui faisant voir qu'il avait tort.

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Nous pourrions peut-être parler de certaines conversations qui ont eu lieu au sujet du député de Matane (l'honorable M. Gagnon). Mais ça ne servirait à rien. Le premier ministre sait les efforts que nous avons faits pour empêcher la désunion entre lui et M. Gouin. J'ai, dit-il, toujours tenté de mettre la paix dans le mouvement.

M. Chaloult (Kamouraska): Je ne dirai qu'un mot...

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre!

Des députés chahutent.

M. le président: Qu'on s'en tienne au bill.

M. Chaloult (Kamouraska): Je soulève un point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne peut y avoir de point d'ordre, personne ne parlait quand le député de Kamouraska s'est levé.

M. Chaloult (Kamouraska): Je soulève une question de privilège.

M. le président: À l'ordre!

M. Chaloult (Kamouraska): Je peux bien soulever une question de privilège.

M. le président: À l'ordre!

M. Chaloult (Kamouraska): Alors, j'en appellerai de la décision du président.

M. le président: Si le député de Kamouraska veut me dire en quoi ses privilèges ont été attaqués...

M. Chaloult (Kamouraska): Parfaitement, c'est ce à quoi je veux en venir.

M. le président: En vertu de quel article du Règlement?

M. Chaloult (Kamouraska): L'article qui traite des questions de privilège.

M. le président: Le premier ministre avait la parole. Si le député de Kamouraska veut soulever un point d'ordre, qu'il attende au moins ce que le premier ministre va dire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Voici un député qui soulève une question de privilège, et on ne lui donne pas le droit de dire un mot pour dire en quoi son privilège est violé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On remarquera les tactiques de l'opposition. On veut nous empêcher d'expliquer les mesures du gouvernement. On soulève des points d'ordre quand personne ne parle.

Les députés font du tapage.

M. Chaloult (Kamouraska): Une chose à la fois, s'il vous plaît. J'en ai appelé de la décision du président.

Des députés: À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le président fasse rapport à l'Orateur.

M. Chaloult (Kamouraska): Si l'on voulait me donner deux minutes, ce serait très simple, et l'on pourrait éviter tout ça.

Rapports de comités:

M. le président: M. l'Orateur, pendant les remarques du premier ministre, le député de Québec-Centre (M. Hamel) s'est levé pour faire certaines observations; après la rectification du député de Québec-Centre (M. Hamel), le premier ministre se lève pour reprendre la parole, alors que le député de Kamouraska (M. Chaloult) soulève un point d'ordre. J'ai décidé, qu'il ne pouvait y avoir un point d'ordre puisque personne n'avait encore parlé. Le député de Kamouraska (M. Chaloult) en appelle de ma décision.

Des députés chahutent.

M. Chaloult (Kamouraska): Ce n'est pas ça, j'ai soulevé une question de privilège.

Les députés chahutent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas ça du tout.

M. l'Orateur: Appelez les membres.

La décision du président du comité est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Carignan, Castonguay, Choquette, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Élie, Fisher, Gagné, Gagnon, Gérin, Labbé, Lafleur, Langlais, Larochelle, Layton, Leduc (Soulanges), Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Rousseau, Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, 40.

Contre: MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Grégoire, Hamel, Lawn, Marcoux, Messier, Rochefort, Turcotte, 14.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 17 modifiant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province.

En comité:

Le comité poursuit l'étude article par article du projet de loi 17 modifiant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province.

M. Chaloult (Kamouraska): Je soulève une question de privilège.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'étais debout en train d'expliquer un bill qui est marqué à mon nom. Il n'y a pas de question de

privège en comité plénier et l'on n'a pas le droit d'invoquer les questions de privilège pour faire de l'obstruction.

Lors de notre arrivée au pouvoir, nous avons passé une loi pour forcer les compagnies qui exploitent nos ressources naturelles à s'incorporer en vertu des lois de la province; l'exploitation des ressources naturelles doit profiter à la province, et c'est pour s'en assurer que le bill 5 a été adopté. Or, dans certains cas, on nous a représenté que le capital était souvent fourni par des gens qui ne résident pas dans la province.

Il existe des compagnies de fidéicommiss dont la mission est d'administrer des débentures émises par des corporations en faveur de tierces personnes. Certaines personnes dans les autres provinces, et tout particulièrement en Ontario, nous ont représenté que, dans ces circonstances, cela pouvait empêcher l'entrée de capitaux dans Québec. C'est pour faire disparaître cette difficulté que le présent bill est présenté à la Chambre.

La loi reste la même qu'autrefois, mais, avec le présent amendement, la loi s'appliquera à toutes les industries, à tous les genres d'activités, sauf que l'on pourra accorder des exemptions aux compagnies fiduciaires ou de fidéicommiss. Le but de cette loi est de permettre, en autant qu'elles seront autorisées à le faire par le lieutenant-gouverneur en conseil, à des personnes ou à certaines compagnies de fidéicommiss d'être porteurs de débentures émises pour des compagnies qui ont pour objet d'exploiter nos ressources naturelles. Ils pourront continuer à faire administrer leurs débentures dans leurs provinces respectives. Le gouvernement veut laisser aux financiers la chance d'investir des capitaux.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le but est de corriger une erreur.

M. Bastien (Berthier): Ce bill corrige une erreur du nouveau régime en modifiant le bill no 5 rendant l'incorporation dans la province obligatoire. Le premier ministre vient d'admettre que, par le bill 5, une loi passée à la vapeur, à la session de 1936, il a retardé l'essor minier dans la province. Il a paralysé le capital et maintenant, avec cette loi, il rachète une promesse faite à un banquet à Montréal où étaient présents les chefs de l'industrie minière. Pendant trois ans, le gouvernement a retardé l'essor minier. S'il n'était pas gêné de le faire, il abolirait entièrement son bill no 5, qui a violé l'entente que nous avions avec l'Ontario. En vertu de cette entente, les compagnies incorporées dans la province de

Québec avaient le droit d'exploiter les ressources naturelles dans l'Ontario. Le même droit était accordé dans Québec aux compagnies de l'Ontario.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est curieux comme le député n'est pas logique. On me reprochait tantôt d'avoir montré comme l'essor minier avait pris de l'ampleur depuis que nous sommes au pouvoir. La production des mines est passée de \$40,000,000 en 1936 à \$70,000,000 en 1938, et l'on dit que l'essor minier a été paralysé. La production a augmenté. Quatorze¹⁰ nouvelles mines ont été mises en marche depuis deux ans. Nous sommes à la veille de connaître un développement minier considérable dans la Gaspésie. Le député de Berthier (M. Bastien) critique le bill no 5. Il a pourtant voté pour, comme toute l'opposition. Ce bill est bon et nous allons le maintenir. Il est juste que les compagnies qui exploitent nos ressources naturelles soient incorporées suivant les lois de Québec. Le député de Berthier (M. Bastien) a dit que j'avais fait une promesse. Ce n'est pas exact.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre n'a jamais démenti ce qui a été rapporté dans les journaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais fait de promesse. Voici ce que j'ai dit à M. Cameron et d'autres qui sont venus me voir. Je leur ai dit que nous étions prêts à améliorer toutes nos lois, même les meilleures. Qu'on nous prouve que nous avons tort et nous allons réparer et faire mieux. Et c'est ce que je fais, dit-il. Il s'agit d'écarter certains obstacles.

La loi est excellente et elle fait du bien. Le bill no 5, dans un seul cas, celui de l'Ontario Paper, a donné \$250,000 à la province. Cette compagnie était incorporée en vertu des lois fédérales. Elle s'est incorporée selon les lois du Québec et est devenue la North Shore Paper Co. Elle a gardé le nom d'Ontario Paper dans l'Ontario. Nous passons cette loi parce qu'une compagnie de fiducie voulait obtenir le droit de détenir des débentures d'une compagnie incorporée dans la province, mais on nous a représenté qu'elle n'avait pas le droit.

Nous voulons faciliter les placements de capitaux. Nous disons aux compagnies de fiducie: "Vous avez le droit de détenir des débentures pourvu que vous offriez certaines garanties." Quel mal y a-t-il à demander aux compagnies de s'incorporer sous l'empire de nos lois? Le bill no 5 va rester dans les Statuts.

M. Bastien (Berthier): Voilà deux fois que le premier ministre dit que nous avons voté en faveur du bill 5, mais tous les membres de l'opposition libérale ont voté contre la loi sur la troisième lecture, comme le prouvent les procès-verbaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sur la deuxième lecture.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre parle de la hausse de la production, mais est-ce qu'il pense que le développement de l'industrie minière n'était pas commencé avant qu'il arrivât au pouvoir? On parle de 14 mines nouvelles, mais il faut savoir quelles sortes de mines. Ce sont tous ceux qui s'intéressent aux mines qui, dans un grand banquet, lui demandèrent d'abroger le bill 5.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Contrairement à ce qu'affirme le député de Berthier, je n'ai jamais promis d'abroger le bill 5. J'ai dit qu'on nous prouve qu'on peut l'améliorer et nous l'améliorerons. Nous avons rejeté tous les amendements.

M. Bastien (Berthier): Sauf celui-ci qui abroge tout le bill. Ce bill 5 fut le plus néfaste jamais voté. Il constitue un embargo sur l'argent, sur le capital. Même M. Aberhart¹¹ n'aurait pas songé à pareille chose. Si la province a retiré \$250,000 avec l'Ontario Paper, elle a perdu des millions en empêchant les capitaux de venir dans la province.

Le bill no 5, c'est une nuisance publique. C'est le projet de loi le plus néfaste adopté par le gouvernement. Il n'y a presque plus de prospecteurs. C'est la risée de tous les financiers. Ils se moquent du gouvernement. Les compagnies ont évité le bill en s'incorporant pour des montants ridicules. Il n'y a qu'une seule compagnie importante qui ait incorporé tout son capital dans la province. Toutes les autres ont trouvé moyen de n'incorporer que \$20,000, un montant ridicule.

Je me demande ce qui a bien pu faire germer un tel bill dans le cerveau du premier ministre. Lui qui parle d'entente et d'unité, c'est un bill contre l'entente et l'unité des provinces. Il fait tort à la province. Le premier ministre sait que nous avons voté contre ce bill, et voilà deux fois qu'il affirme que nous avons voté pour.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre pourrait-il me dire en vertu de quel tarif on a fait payer \$250,000 à la Quebec Northern Paper pour

s'incorporer dans la province? Qu'arriverait-il si d'autres provinces instauraient un système de représailles? Qu'advviendrait-il d'une compagnie titulaire d'une chartre du fédéral?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne voulais pas répondre aux questions qui retardent inutilement le débat, mais je profiterai de la circonstance pour faire quelques remarques. Le principe du bill se vote en deuxième lecture; le vote sur la troisième lecture ne porte pas sur l'approbation du principe d'un bill. Si l'opposition a voté pour et contre, c'est son affaire, mais cela démontre sa logique. Le député de Berthier a dit que le bill ne vaut rien, qu'aucune compagnie ne le suit. Par contre il a dit que c'était la loi la plus néfaste. Quelle contradiction!

Avez-vous entendu tout à l'heure notre économiste fameux, notre grand financier?

M. Grégoire (Montmagny): Pourquoi le premier ministre ne répond-il pas à la question? La compagnie Quebec Northern Power, qui a succédé à l'Ontario Paper, n'a pas payé un quart de million pour son incorporation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas que le député de Montmagny croie que je l'ai visé quand j'ai parlé de grand financier.

(Rires)

Je réponds à la question du député de Saint-Hyacinthe. Sous l'ancien régime, l'Ontario Paper a obtenu des concessions et s'est engagée à construire un moulin. Dans ce temps-là, aucun inventaire n'avait été fait, on ne savait pas si elle pourrait trouver la matière première, mais peu importe. La compagnie s'est engagée à payer comme prime d'affermage \$3.35 du mille pieds. À la veille des élections, le gouvernement Taschereau lui a fait cadeau de ces \$3.35 et la province a perdu des sommes très considérables.

M. Grégoire (Montmagny): Répondez à la question!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je réponds. L'Ontario Paper avait été, à la veille des élections générales de 1935, exemptée de payer au gouvernement des centaines de milliers de dollars, et ce, au détriment de la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vais vous montrer que c'est faux. Il y a toujours un bout!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi est excellente et elle a été utile à la province. Nous avons fait venir le président de l'Ontario Paper, M. Schmon et nous lui avons dit: "Si vous avez pris des engagements, vous allez les remplir." Elle était incorporée en vertu des lois fédérales. Nous lui avons dit, de plus: "Vous allez vous incorporer en vertu des lois de Québec, en vertu du bill no 5. La compagnie est alors devenue la Quebec Northern Power¹². En s'incorporant, elle a dû payer une prime de \$50 du mille.

Nous avons forcé la compagnie à construire un moulin. Des transferts de concessions ont été obtenus et la compagnie a payé \$250,000 à la province. Si le bill no 5 n'avait pas existé, la province aurait perdu cet argent. Et ce n'est pas tout. La nouvelle loi a pour but de faciliter le placement des capitaux. Les compagnies de fiducie auront le droit de détenir des débiteures, pourvu qu'elles offrent des garanties. Nous avons dit à la compagnie: "Vous n'exporterez pas de bois en dehors de la province de Québec, même sur vos "free holds", sans notre permission." Voilà ce que nous avons fait dans un cas seulement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Seulement, tout ce que vous avez fait, ça ne dépend pas de votre loi. Vous auriez pu faire payer l'Ontario Paper sans le bill 5, et sans l'obligation de faire incorporer la compagnie dans Québec. Tout ce que vous avez obtenu avec les dispositions du bill 5, c'est la prime de l'incorporation, une toute petite somme qui est loin d'être \$250,000. Il y a sûrement trois zéros de trop. Si le gouvernement de la province avait voulu imposer des droits à l'Ontario, il aurait pu le faire autrement.

Le premier ministre dit que nous avons consenti des droits de coupe sous l'ancien régime. Que n'a-t-il pas fait lui-même, sous le régime des pures? Je lui ai demandé la production d'un arrêté ministériel de son gouvernement consentant des réductions de \$650,000. Je n'ai pas eu ce document trop compromettant pour lui, avant la fin de la session. J'y ai constaté qu'il avait multiplié par deux les crimes de l'ancien régime.

M. Hamel (Québec-Centre): (Observant M. Duplessis) Est-ce le temps de rire?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre vient nous dire: "Nous avons fait payer \$250,000 pour payer des pensions de vieillesse que l'ancien régime ne payait pas, grâce au bill no 5." Si

les gouvernements des autres provinces se décidaient à user de représailles et se refusaient à toute opération de compagnies qui ne seraient pas incorporées chez elle, quelle serait la situation du Québec? Il y a des compagnies qui disposent de chartes fédérales; cela leur donne droit, il me semble, d'opérer partout dans le dominion. Et Québec est encore dans le dominion. Pourquoi le bill no 5? Pour obtenir la prime d'incorporation variant de \$50 à \$250. Le premier ministre dit aussi que nous avons voté ce bill. Nous ne l'avons jamais voté. Et je me rappelle bien que nous avons voté contre en troisième lecture. En deuxième lecture, le premier ministre a refusé les explications. Quand surviennent les deuxième lectures, il dit toujours que cela n'a pas d'importance, et si nous insistons, il force le président du comité plénier à prendre son siège.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les *Journaux de l'Assemblée législative*, 1937, page 69, indiquent que le bill no 5 a été adopté unanimement, l'opposition avec¹³.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Des farces encore.

M. Bastien (Berthier): Des farces encore.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que l'opposition ne s'énervé pas. Le bill a été adopté unanimement. En deuxième lecture, on donne la moelle du bill; pourquoi l'opposition a-t-elle adopté le bill?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Et qu'est-ce que l'opposition a fait en troisième lecture?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je viens de le dire. Elle a adopté le bill en deuxième lecture, elle a voté contre en troisième. Quelle conséquence chez ces hommes-là.

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Lorsque vient la deuxième lecture, le premier ministre fait chambarder tous les règlements pour passer tout de suite en comité plénier, disant que c'est dans ce comité qu'il préfère donner des explications. Donc, en deuxième lecture qui, à son avis, n'est pas importante, du moins, il l'a dit récemment, nous ne pouvons pas réussir à avoir la moindre explication sur des projets de loi qui ne nous sont distribués qu'au début de la séance, comme si le gouvernement en avait honte. Si

le Parlement était dirigé normalement, cela ne surviendrait pas. Mais il faudrait se battre à coups de poing pour avoir justice ici.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'affirme que l'opposition a voté, adopté le bill.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous n'avons pas voté le bill. Il n'y a pas eu vote, en deuxième lecture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'après le principe du chef de l'opposition, un homme qui serait élu par acclamation ne serait pas élu parce qu'il n'y a pas eu vote.

(Rires)

Des députés font du désordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Grâce à l'attitude du gouvernement, conformément au bill no 5, l'Ontario Paper a payé \$250,000. Si le chef de l'opposition en doute, qu'il mette son siège en jeu.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je serais réélu par acclamation.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le chef ne se choque pas. Il va avoir un coup de sang. Il vient tout rouge. J'ai peur qu'il ait une syncope.

(Rires)

Il se choque, non pas parce que notre gouvernement a fait payer \$250,000 à ses amis de l'Ontario Pulp. Il a dit que nous avions consenti des réductions de coupe de bois. Jamais au grand jamais nous ne l'avons fait. Nous avons consenti cela aux colons seulement, aux autorités épiscopales, mais jamais à aucune compagnie, genre Ontario Paper. À la veille des élections de 1935, après que M. Taschereau eut accordé des réductions de droits de coupe pour plusieurs centaines de mille dollars à l'Ontario Paper, le chef de l'opposition est devenu ministre des Terres et des Forêts. Tiens, il y a peut-être un rapprochement. Il était habitué au commerce.

(Rires)

Il était président de la Commission des rentes seigneuriales. Il retirait des jetons de présence. Il n'a pas pensé à faire payer l'Ontario Paper?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas eu le temps.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il me semble qu'en neuf semaines de temps, il aurait eu le temps de réparer ce que le gouvernement Taschereau avait fait un mois avant les élections de 1935. Ces hommes-là étaient pour M. Taschereau et ensuite contre. Ils sont encore pour, ils seront contre aux prochaines élections. C'est comme pour le bill 5. Ils l'ont adopté, ensuite ils ont voté contre. Le chef de l'opposition a été aux Terres et Forêts pendant assez de temps pour faire payer l'Ontario Paper s'il l'avait voulu.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre, dans les nombreux discours hors d'ordre qu'il vient de faire, dit que nous étions pour ce bill. Nous avons voté contre en troisième lecture. Quant à la deuxième lecture, nous n'avons pas pu nous prononcer. C'est un fait notoire que le premier ministre s'ingénie à sauter par-dessus les règlements. Dans un Parlement normal...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je rappelle le député à l'ordre. Il insulte l'Orateur et le président du comté plénier en disant qu'ici les délibérations sont mal dirigées et que le Parlement n'est pas normal. Qu'il ait quelque décourum.

M. Bastien (Berthier): Quand je dis qu'il y a quelque chose d'anormal dans ce Parlement, je ne me trompe pourtant pas. Voici un bill qui n'intéresse que le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), pratiquement. Or, lui, l'avocat distingué, bâtonnier, gradué d'Oxford, il ne peut placer un mot. Il a essayé de parler sur un point d'ordre, et nous avons vu le premier ministre lui faire signe de s'asseoir.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Ce bill ne relève pas du tout du ministère des Mines et Pêcheries.

M. Hamel (Québec-Centre): Si je comprends bien le premier ministre, voter contre un bill en troisième lecture, c'est voter pour.

(Rires)

Comment expliquez-vous que la Quebec Power soit allée cette année au fédéral, sous un nom d'emprunt, pour solliciter des faveurs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon ami de Québec-Centre le sait. C'est parce que la Quebec Power a plus confiance d'obtenir des faveurs d'Ottawa que de Québec.

(Applaudissements)

La Quebec Power a une charte fédérale, elle a des faveurs du gouvernement fédéral. C'est une compagnie qui est venue au monde sous le régime des hommes d'en face, du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), qui est toujours vu avec le député de Québec-Centre (M. Hamel), qui couche avec lui.

M. Hamel (Québec-Centre): Je ne couche pas avec...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque le député a protesté, il tenait une petite corde. (M. Hamel avait une ficelle en main). C'est comme le fil qui le rattache au député de Rivière-du-Loup.

Que le député de Québec-Centre me manifeste de la haine, de l'inimitié, peu m'en chaut. J'ai pour lui une pitié amicale.

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Je lui demande des explications, il me couvre d'injures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai donné des explications de la Quebec Power au député de Québec-Centre. C'est avec la connivence des amis du député de Québec-Centre que la Quebec Power a pu naître et profiter. Nous, nous l'avons fait payer.

Qu'il le demande au député de Québec-Est (M. Drouin). Nous avons forcé la compagnie à réduire ses taux pour \$125,000, ce que n'admet pas le député de Québec-Centre. Nous avons obtenu d'elle qu'elle paye \$25,000 à la ville de Québec.

M. Hamel (Québec-Centre): L'opinion publique a forcé la compagnie à faire cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Notez l'aveu. Elle a eu peur du gouvernement. Elle n'avait pas peur sous l'ancien régime.

M. Hamel (Québec-Centre): Sous l'ancien régime, la Quebec Power a été gâtée; sous le régime actuel, c'est la même chose.

M. le président: Ah! Adopté, s'il-vous-plaît.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe

M. Monette (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 modifiant la charte des sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

En comité¹⁴:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi 52 Victoria, chapitre 68, est remplacé par le suivant:

"[[La corporation a les pouvoirs, les droits et les privilèges appartenant aux corporations civiles ordinaires, et notamment, elle peut:

"a. Accepter, acquérir, posséder, par tous les moyens reconnus par la loi, des droits et des biens mobiliers et immobiliers, pourvu que la valeur des immeubles appartenant à la corporation et possédés par elle, pour des fins de revenus, n'excède pas cinq millions de dollars;

"b. Administrer ces biens et en retirer des revenus, les louer, les vendre, les échanger, les céder, les aliéner, à quelque titre que ce soit, ou autrement en disposer;

"c. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la corporation, et à cette fin, souscrire toutes lettres de change, billets à ordre ou effets négociables;

"d. Émettre des obligations ou autres valeurs de la corporation, et les donner en garantie ou les vendre, pour les prix et sommes jugés convenables, lesquelles obligations ne seront pas considérées émises pour des fins industrielles et commerciales;

"e. Hypothéquer, nantir ou mettre en gage les meubles et immeubles de la corporation, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage, mentionnés dans ce sous paragraphe, par acte de

fidéicommis, conformément au chapitre 27 des Statuts refondus de Québec, 1925, et de ses modifications ou de toute autre manière;

"f. Hypothéquer, ou nantir les immeubles, ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la corporation, ou donner ces diverses espèces de garanties, pour assurer le paiement des emprunts contractés autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats ou engagements de la corporation;

"g. Acheter ou absorber, en tout ou en partie, tout autre établissement hospitalier ou autre, ou fusionner avec lui, et cet autre établissement acquiert par la présente loi, le droit nécessaire à cette fin, s'il ne le possède pas déjà."]]"

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce un bon bill?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): En comité, on l'a trouvé plein de bon sens.

Une clause décrétait que la province pourrait "accepter, acquérir, posséder, par tous les moyens reconnus par la loi les droits et biens mobiliers et immobiliers, pourvu que la valeur des immeubles appartenant à la corporation et possédés par elle, pour des fins de revenus, n'excède pas \$5,000,000".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si on met \$5,000,000, c'est parce que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) veut taxer davantage. Je suis d'avis, dit-il, de fixer la valeur à \$4,000,000. (Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cette communauté est exempte de taxes.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 2 de la loi 52 Victoria, chapitre 68, est remplacé par le suivant:

"[[La corporation a les pouvoirs, les droits et les privilèges appartenant aux corporations civiles ordinaires, et notamment, elle peut:

"a. Accepter, acquérir, posséder, par tous les moyens reconnus par la loi, des droits et des biens mobiliers et immobiliers, pourvu que la valeur des immeubles appartenant à la corporation et possédés par elle, pour des fins de revenus, n'excède pas quatre millions de dollars;

"b. Administrer ces biens et en retirer des revenus, les louer, les vendre, les échanger, les céder,

les aliéner, à quelque titre que ce soit, ou autrement en disposer;

"c. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la corporation, et à cette fin, souscrire toutes lettres de change, billets à ordre ou effets négociables;

"d. Émettre des obligations ou autres valeurs de la corporation, et les donner en garantie ou les vendre, pour les prix et sommes jugés convenables, lesquelles obligations ne seront pas considérées émises pour des fins industrielles et commerciales;

"e. Hypothéquer, nantir ou mettre en gage les meubles et immeubles de la corporation, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage, mentionnés dans ce sous paragraphe, par acte de fideicommis, conformément au chapitre 27 des Statuts refondus de Québec, 1925, et de ses modifications ou de toute autre manière;

"f. Hypothéquer, ou nantir les immeubles, ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la corporation, ou donner ces diverses espèces de garanties, pour assurer le paiement des emprunts contractés autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats ou engagements de la corporation;

"g. Acheter ou absorber, en tout ou en partie, tout autre établissement hospitalier ou autre, ou se fusionner avec lui, et cet autre établissement acquiert par la présente loi, le droit nécessaire à cette fin, s'il ne le possède pas déjà."]]"

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Monette (Napierville-Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise des travaux à 8 h 15¹⁵**Pères Bénédictins
de Saint-Benoît-du-Lac**

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 modifiant la charte des Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, et détachant leurs immeubles de la municipalité d'Austin pour en former une municipalité distincte sous le nom de "Saint-Benoît-du-Lac".

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Robinson (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Taxes scolaires
de Manoir Richelieu Company**

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-Est.

Adopté.

En comité¹⁶:

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Il s'agit en somme d'une réduction de taxes.

Un député de l'opposition s'oppose au bill, dit-il, parce qu'il est question d'une exemption de taxes.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Par leur résolution, les commissaires d'écoles de la Pointe-au-Pic fixaient à \$1,500¹⁷ par année, pendant une période de 10 ans, les taxes scolaires du Manoir Richelieu.

Au comité des bills privés, cette période fut réduite à six ans, et l'on adopta un amendement à l'effet que l'entente serait valide en autant que le Manoir Richelieu ouvrirait ses portes normalement, c'est-à-dire pendant la saison d'été, et paierait des salaires raisonnables.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai jamais demandé d'exemption de taxes pour la Canada Southern Power. Mais, par contre, il y en eut une, alors que je n'étais pas maire de Saint-Hyacinthe. Les électeurs m'avaient donné un congé de deux années, comme maire. Je n'ai jamais changé d'opinion en fait d'exemption de taxes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Canada Southern Power a toujours été la grande amie du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Je demanderais au député de Québec-Centre d'être moins "à pic", même si l'on discute du bill de la Pointe-au-Pic.

M. Hamel (Québec-Centre) Je m'oppose, dit-il, à la réduction de la taxe. Si l'on s'en tient au principe du bill, les gens qui possèdent des résidences d'été à la Pointe-au-Pic et à La Malbaie pourraient aussi être exempts de payer pour les écoles. Si nous faisons un traitement spécial pour le Manoir Richelieu, qu'est-ce qui empêchera les autres hôtels de venir demander la même chose? Tous les hôtels auraient droit à la même faveur, pour être justes. Chaque fois qu'on dégrève un gros, en temps de crise, le fardeau retombe sur les petits!

M. Bastien (Berthier): Après avoir soulagé le Manoir Richelieu de ses taxes scolaires, le gouvernement sera obligé de subventionner la commission scolaire¹⁸ pour lui permettre de donner un salaire convenable aux institutrices. La Canada Steamship Lines, propriétaire de l'hôtel, après les milliers de dollars qu'elle a fait perdre, devrait être la dernière à obtenir des faveurs. À tous les points de vue, dit-il, ce bill est condamnable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Canada Steamship est une compagnie tombant sous la juridiction du fédéral. Si le député de Berthier a des griefs, qu'il s'adresse à ses amis d'Ottawa.

L'honorable M. Duplessis fait des comparaisons entre l'ancien et le nouveau régime et déclare que lorsqu'une réduction de taxes est jugée raisonnable, le privilège accordé est toujours peu considérable, comparativement à ce qui se faisait autrefois.

Je ferai aussi remarquer, dit-il, que le délai n'est que de six ans et que nous obligeons la compagnie à payer des salaires raisonnables.

M. Barré (Rouville): Je suis opposé au bill. Je suis, dit-il, contre les exemptions de taxes. Mais

les oppositionnistes n'ont pas le droit de dire que le premier ministre a complètement changé d'attitude sur la question des exemptions de taxes. Sous l'ancien gouvernement, le premier ministre actuel, alors qu'il était chef de l'opposition, a à plusieurs reprises voté avec les libéraux, lorsqu'il croyait les exemptions justes et avantageuses. Il a voté en faveur des stabilisations ou réductions de taxes, alors que, moi, j'ai voté contre. Je dois dire que, personnellement, j'ai toujours été contre les réductions ou stabilisations de taxes.

Je pourrais vous citer plus d'un cas. Je mentionnerai celui de la Rolland Paper qui est déjà venue demander une stabilisation de ses taxes. Le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) était pour et j'étais contre. Ce soir encore, je serai contre le bill. Cette diminution de taxes, au point de vue scolaire, est en faveur du Manoir Richelieu. On dira peut-être que c'est parce que je ne joue pas au golf et que je ne suis pas un sportif, mais, par principe, je suis contre la réduction de taxes.

M. Chaloult (Kamouraska): La Chambre est de bonne humeur ce soir et je me garderai bien de changer cette atmosphère. J'approuve le député de Rouville dans son attitude, lui qui parle toujours pour dire quelque chose. Il ne faut pas être trop catégorique lorsqu'on parle d'exemptions de taxes et considérer les commutations de taxes à leur mérite, comme l'a dit le premier ministre. Mais je remarque que, au lieu de favoriser des personnes qui pourraient en avoir besoin, les exemptions de taxes ne vont jamais ailleurs qu'aux compagnies puissantes, surcapitalisées comme la Canada Steamship Lines.

D'ailleurs, le premier ministre en parlait tout à l'heure et il n'avait pas l'air bien convaincu. En tout cas, il n'a pas été convaincant, car, s'il l'avait été, je me serais rangé de son avis. Je me flatte toujours de cette indépendance d'esprit. Dans le cas présent, la réduction accordée à la compagnie du Manoir Richelieu est injuste pour les contribuables. Quel était le montant des taxes du Manoir Richelieu? De combien les a-t-on diminuées?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y avait à La Malbaie un hôtel en bois. Je n'y suis pas allé, je n'ai pas les moyens, j'y suis passé par hasard une fois en bateau. L'hôtel en bois a brûlé parce qu'il était en bois et non à l'épreuve du feu. La compagnie n'était pas obligée de reconstruire, et si elle n'avait pas reconstruit, des sources considérables de revenus municipaux et scolaires auraient été taries. Il n'y a rien dans une loi qui oblige une

compagnie à ne pas se défaire, un jour, par la destruction ou autrement, de ses immeubles.

Or, l'hôtel une fois rasé, il n'y avait plus d'hôtel et, pas d'hôtel, pas d'employés. Pas d'hôtellerie, pas de tourisme, pas d'attrait. Il ne sert à rien d'avoir des paysages enchanteurs s'il n'y a pas d'hôtel. Donc, la compagnie rebâtit plus grand, plus beau: donc, elle paya des taxes plus considérables qu'auparavant. La compagnie a donc favorisé la municipalité. La Commission scolaire de la Pointe-au-Pic a une taxe scolaire basse. Elle reçoit \$1,600 par année du Manoir Richelieu sans que cela ne lui coûte un seul sou parce que l'hôtel ne lui envoie pas d'enfants; elle n'en a pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il ne manquerait plus que cela! S'il fallait qu'un hôtel ait des enfants...

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand les hôtels auront des enfants, l'opposition aura plus de partisans.

(Rires)

Une maison comme le Manoir Richelieu, c'est de la publicité pour la province, c'est une incitation au tourisme. Nous ne faisons pas comme l'ancien régime qui consacrait le principe des exemptions de taxes en permettant aux municipalités d'exempter des taxes jusqu'à 75 %. Nous ne donnons pas des exemptions pour 20 ans quasi totales. Les exemptions de taxes de l'ancien régime, ce fut un malheur. Nous serons obligés d'enquêter sur toute l'étendue du mal. Le gouvernement va continuer à lutter contre ce mal qu'il n'a pas créé.

Incidemment, il me fait plaisir d'annoncer que celui qui aura charge de faire un rapport complet de la Commission de l'étude des exemptions et commutations de taxes municipales et scolaires dans la province sera le distingué député de L'Assomption (M. Raynault) qui a déjà été maire de Montréal, aux lieu et place de l'honorable député de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan), qui a démissionné comme tel, lorsqu'il a été assermenté comme ministre de la Voirie.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Sans salaire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme le salaire intéresse donc toujours le chef de l'opposition! J'étais, ce soir, à un banquet aux côtés de M. Godbout et je me disais: "Pauvre M. Godbout.

Il a affaire en Chambre à un chef d'opposition qui garde tout le salaire pour lui et il a des députés dont il n'en est pas un qui pourrait avoir le courage de lui donner son siège."

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est un bon chef, pourquoi critiquer M. Godbout?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis heureux pour le député de Rivière-du-Loup qu'il ait ainsi découvert le secret du bonheur. Il aime M. Godbout, il s'en contente, et le député de Rivière-du-Loup sait que c'est le secret du bonheur de se contenter de peu.

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Ah! Si avec vous la population pouvait se contenter de rien!

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Québec-Centre aurait alors une chance d'être premier ministre.

(Rires)

M. Chaloult (Kamouraska): Voilà la discussion à laquelle se livre le premier ministre. C'est lui qui nous apprend ensuite que les discours coûtent \$5,000 par jour à la province. J'ai demandé une question au premier ministre et il ne m'a pas répondu. De combien veut-on réduire les taxes du Manoir Richelieu?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les taxes étaient plus élevées de notre temps que les taxes payées autrefois. Dans le temps, je crois qu'on ne payait que \$1,100 ou \$1,200 par année. Aujourd'hui, on paye \$1,600.

M. Chaloult (Kamouraska): Je vais me contenter de cette réponse insuffisante. Le premier ministre me donne des chiffres approximatifs, une réponse vague. Mais je trouve bien pénible l'état d'esprit qui est nôtre. Les concessions profitent toujours et seulement aux étrangers. Nous manifestons là notre "inferiority complex".

Il faut donner des faveurs, il faut favoriser ces gens-là qui s'amènent ici avec du capital parce que, voyez-vous, ils font travailler les Canadiens français dont ce semble être la nature de travailler tout le temps pour les autres. Nous sommes obligés de nous aplatis devant les Américains pour lesquels j'ai d'ailleurs beaucoup d'estime. Pourquoi nous agenouiller devant eux? Les étrangers ont droit d'être

traités avec justice, mais non au détriment des Canadiens français!

On a parlé d'extrémisme. Si c'est de l'extrémisme de rappeler nos promesses, si c'est de l'extrémisme que de nous prononcer contre des exemptions de taxes aux compagnies puissantes, alors nous en sommes, nous sommes fiers d'être des extrémistes. Nous disons infiniment moins que ce que nous disions avec nos collègues de la droite en campagne électorale. Dans ce temps-là, nous n'étions pas extrémistes. Aujourd'hui, en Chambre, nous disons infiniment moins, et nous sommes devenus extrémistes. Il y a une poignée de capitalistes et d'exploiteurs qui exploitent odieusement les Canadiens français. Nos collègues de la droite parlaient de ça comme nous, alors.

M. Pelletier (Lotbinière): Je trouve surprenant que, sur un bill comme celui-ci, on vienne faire entendre des accents incendiaires et des déclarations pour le moins échevelées. L'honorable député de Berthier le soulignait: le Manoir Richelieu appartient à la Canada Steamship Lines. On sait que la province a passé par la crise financière. Nous savons que la Canada Steamship Lines portait des débetures garanties par des hypothèques sur leurs biens, débetures répandues dans toute la population du Québec. C'est ça la puissante compagnie? Il faut de l'argent pour payer les débetures des petits rentiers de campagne qui ont besoin de cet argent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tiens, tiens, un autre qui change d'idée.

(Rires)

M. Pelletier (Lotbinière): Il ne faut pas avoir toujours cette hantise du trust. Nos amis du Parti national ne devraient pas voir des trusts exploiters et pressureurs partout. Il faut agir avec circonspection dans l'octroi des exemptions de taxes. La Canada Steamship Lines n'est qu'une entreprise saisonnière et elle a des immenses capitaux investis dans la province. Je ne sais pas tout de cette compagnie. Je ne m'entends pas aux questions de finance. Je suis un pauvre homme. Mais il faut tenir compte des faits. Il faut juger les questions à leur mérite.

Dans le cas actuel, la diminution est juste car elle aidera la compagnie à améliorer sa condition financière et à rembourser les petits épargnants qui ont acheté des débetures. Je dis que je donnerai mon vote en fonction du bill, s'il y a vote. Le député de Kamouraska (M. Chaloult) a parlé de notre

"inferiority complex". Je l'ai dénoncé moi aussi. Mais il déplace la question d'en parler ici. Il n'est pas question de favoriser les touristes dans ce bill. Les touristes, qu'on les traite donc comme les Américains du sud traitent ceux qui vont sur les plages de Miami réfléchir aux discours qu'ils feront l'année suivante.

M. Hamel (Québec-Centre): À prime abord, l'argument peut être bon. Mais le député de Lotbinière a oublié une chose. Il s'agit d'une compagnie qui a gonflé son capital: on organise des compagnies importantes et, quand on a surcapitalisé, on vend des valeurs dans la population. La crise n'affecte pas seulement les grands hôtels et les grands propriétaires, mais elle affecte aussi les petits propriétaires qui ne sont pas exemptés. Les petits propriétaires se meurent à force d'attendre. À Montréal, 10,000 propriétaires ont été dépouillés de leur maison depuis cinq ans.

M. Pelletier (Lotbinière): Ils ont la loi de consolidation.

M. Hamel (Québec-Centre): Ils ne sont pas exemptés. Les taxes s'accumulent. De plus, cette exemption qu'on accorde à une compagnie, on ne l'accorde pas aux petits contribuables qui sont grevés.

Si vous faites l'étude de la Canada Steamship Lines, vous verrez des scandales. On n'était pas obligé de rebâtir Pointe-au-Pic. Si on l'a fait à un prix plus élevé, ce fut pour être à l'épreuve du feu pour payer moins d'assurances.

M. Chaloult (Kamouraska): Le discours du député de Lotbinière (M. Pelletier) m'a intéressé. Je l'invite à venir avec moi à Miami et on pourra étudier comment le président Roosevelt s'est pris pour combattre le monopole.

M. Hamel (Québec-Centre): Dans sa loi, on n'a pas parlé de salaires raisonnables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député, comme d'habitude, n'a pas lu le bill, puisqu'il en est question.

M. Chaloult (Kamouraska): Des discours incendiaires, je ne dis pas que je n'en prononcerais un jour.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Un député de l'opposition demande le vote sur la troisième lecture.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bêique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Caron, Castonguay, Choquette, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gérin, Goudreau, Labbé, Lamoureux, Larochelle, Layton, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Roy, Tardif, Tellier, Tremblay, 42.

Contre: MM. Barré, Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Hamel, Lawn, Marcoux, Turcotte, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Contrats entre le Cap-de-la-Madeleine et l'International Foils

M. Rousseau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 ratifiant certaines résolutions de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'écoles de la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et certains contrats passés entre ladite cité et lesdits commissaires d'écoles respectivement et l'International Foils Limited.

Adopté.

En comité¹⁹:

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Serait-ce par hasard une autre exemption de taxes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas par hasard, par raisonnement!

J'offre au député de Rivière-du-Loup de le laisser poursuivre le sénateur Webster²⁰. Les frais, dit-il, seront payés par la province.

M. Hamel (Québec-Centre): Je puis fournir du matériel au premier ministre et il pourra plomber des dents.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas ma coutume de mettre du plomb dans la tête.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cette loi exempte aussi des taxes scolaires. C'est une double commutation de taxes. Le premier ministre modifie son opinion au point de vue d'exemption de taxes.

La situation municipale et scolaire n'est pas rose au Cap-de-la-Madeleine. Il me semble que la ville du Cap-de-la-Madeleine a un grand besoin de revenus. C'est une ville qui a été très affectée par la crise et, si je ne me trompe pas, elle est sous la Commission municipale. On devrait voir à ce que ses revenus ne soient pas diminués. Je vois aussi que la compagnie est exemptée de la taxe d'affaires et de la taxe d'eau. C'est injuste. L'eau est pourtant une marchandise. On en a besoin pour les fins industrielles et les fins domestiques et pour la protection publique.

Pour un premier ministre qui a nommé une commission chargée d'enquêter sur les commutations de taxes, on va un peu fort. Est-ce qu'il veut donner plus d'ouvrage au député de L'Assomption (M. Raynault)? Le premier ministre doit s'apercevoir qu'il a été obligé de modifier ses vues depuis qu'il est au pouvoir. On va donner une nouvelle industrie au Cap.

Mais la grande erreur que l'on commet est de penser que ce sont les commutations de taxes qui décident les industries à aller s'établir quelque part, ce qui, après tout, représente une bagatelle pour elles. L'enquête de 1919 a démontré que des coulissiers obtenaient ces limitations de taxes de la part des conseils municipaux.

Lorsque tout le monde paie les taxes, ces dernières deviennent fort légères et ne constituent plus un fardeau. Chez nous, à Saint-Hyacinthe, c'est de même que ça se passe: il n'y a pas d'exemptions et le résultat est que l'on paie moins cher que dans les villes où les compagnies jouissent d'exemptions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition est évidemment inspirée par un sentiment de patriotisme lorsqu'elle tient certaines

attitudes! Je n'ai pas changé d'opinion au sujet des limitations de taxes et, si je l'avais fait, je n'hésiterais pas à le reconnaître franchement.

L'Union nationale recherche l'amélioration dans tous les domaines. Il y a une différence entre l'abus et l'usage. Sous l'ancien régime, l'industrialisation fut encouragée sans bornes. Des compagnies de pulpe n'ont jamais payé à la province ce qu'elles lui devaient.

Au Cap-de-la-Madeleine, lorsque l'ancien régime a voulu industrialiser trop vite, on a bâti une usine à papier, la St. Maurice Paper, qui est devenue la St. Maurice Valley Corporation et qui a fait partie de la Canada Paper, des compagnies qui ont bénéficié de \$1,000,000 d'exemption de droits qui leur a été donné par l'ancien régime. Cette usine employait au moins 600 personnes. La crise est arrivée. L'usine a fermé ses portes aux années de la surproduction et ces gens-là, qui représentaient de 5,000 à 6,000 personnes, se sont trouvés dans la détresse du jour au lendemain.

Lorsque nous avons pris le pouvoir, nous avons fait de multiples démarches pour obtenir la réouverture de l'usine. Mais il y eut la crise du papier et le moulin est resté fermé. Il s'ensuivit une crise non seulement pour les ouvriers, mais aussi pour la municipalité; avec la fermeture de l'usine, la ville du Cap a connu une crise de la propriété. À la suite de cette crise, la municipalité est tombée sous la juridiction de la Commission municipale.

On est venu me trouver chez nous et me demander de tâcher de trouver une industrie. Alors que la population réclamait du travail, des capitalistes sont venus me voir et m'ont dit qu'ils étaient prêts à établir une industrie au Cap, une industrie qui ferait lutte au trust et donnerait de l'emploi à plusieurs centaines de personnes. La compagnie a demandé en retour des considérations, des avantages, en disant: "nous allons aller ailleurs si nous ne pouvons avoir du Cap les avantages qui nous sont offerts par d'autres villes". Cette industrie fera la lutte au trust qui fabrique le papier à cigarette.

Nous allons d'abord bâtir une industrie nouvelle, qui va coûter environ \$400,000. Cela va fournir du travail à la main-d'œuvre. Lorsque les opérations commenceront, nous engagerons entre 150 et 200 personnes²¹ et, avec le temps, ce nombre sera augmenté à près de 1,000 personnes. La ville ne retirait rien et avec cette nouvelle industrie, elle retirera \$3,000 par année durant cinq ans et \$3,750 par année durant une autre période de cinq ans²². Cela fera \$33,750 durant 10 ans. La Commission scolaire qui ne retirait rien elle aussi, puisque la compagnie n'existait pas, retirera le même montant durant 10 ans.

Je ne regrette rien. Si c'était à recommencer, je ferais la même chose. Je ne pouvais laisser souffrir plus longtemps la population du Cap-de-la-Madeleine. On sait la misère qui y règne. Je n'ai pas le droit de refuser à ma province les avantages d'une industrie nouvelle. Je n'ai pas le droit de refuser à la ville du Cap l'établissement d'une industrie aussi importante et appelée à de si grands développements, le paiement d'un si fort montant en taxes à la ville, le nouvel espoir que cette industrie apporte aux citoyens et l'occasion de donner du travail à sa population. Les résolutions des corporations municipales et scolaires ont été adoptées à l'unanimité par la ville et la Commission scolaire du Cap. L'établissement de cette industrie nouvelle est une bénédiction pour le Cap-de-la-Madeleine et pour la province!

Le député de Québec-Centre voit encore des trusts partout. Il en trouvera probablement un sous peu sous son siège. Il s'oppose au projet de loi.

Il n'est pas question d'exemption de taxe d'eau. La résolution dit aussi que la compagnie fera tous les travaux d'égout. Elle dit que la compagnie pourra construire son propre système d'aqueduc, mais lorsqu'elle se servira de l'aqueduc de la ville, elle paiera l'eau à tant de mille gallons.

M. Hamel (Québec-Centre): On ne marque pas le prix.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dirai au député de Québec-Centre que nos représentants du peuple, dans nos conseils municipaux et nos commissions scolaires, sont des honnêtes gens. Il n'a pas le droit de mettre en doute leur honorabilité. S'il est honnête et je lui donne le bénéfice du doute, l'honnêteté n'est pas toutefois le privilège d'un seul homme. Qu'il fasse donc une lutte de principe. Chaque fois qu'il se lève, il me regarde. Lui, le grand génie financier, il daigne jeter un regard de compassion sur le pauvre être que je suis. Qu'il ne montre donc pas trop d'inimitié. Il se fait du tort et ça me peine de voir qu'il se nuit ainsi.

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Ne vous faites pas de peine pour moi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis charitable.

M. Hamel (Québec-Centre): Oui, charitable pour ruiner les réputations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je lui donne un conseil. Un conseil à taux réduit. Je lui donne le conseil de discuter sans animosité, froidement. Il devrait cacher ses inimitiés. Qu'il ne donne pas l'impression qu'il est le chef non pas du Parti national, mais du parti de la déception!

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Ça coûte cher, ces conseils-là que vous me donnez: \$5,000 par jour.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Mettant de côté les choses secondaires pour les choses importantes, je dis que l'établissement de cette industrie nouvelle est une bénédiction pour le Cap-de-la-Madeleine.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai, dit-il, lu le bill mieux que le premier ministre, puisque je me suis aperçu que c'est la cité qui, d'après les conventions, va conduire l'eau sur les terrains de la compagnie. C'est une chose qui ne se fait pas ailleurs.

(Au député de Maisonneuve, l'honorable M. Tremblay) C'est le temps de voter avec l'opposition si vous voulez protéger les ouvriers. L'industrie en question, ajoute-t-il, serait quand même allée s'établir au Cap-de-la-Madeleine si on ne lui avait pas accordé de commutation de taxes.

Si on n'accordait jamais de commutations de taxes, toute industrie irait s'établir dans le site idéal pour elle. Dans le présent cas, le Cap-de-la-Madeleine est le site idéal pour l'établissement de cette industrie.

L'on n'accorde pas d'exemption de taxes à Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

cite le cas des usines Angus.

M. Hamel (Québec-Centre): Je n'en veux pas, dit-il, au premier ministre. Après les conseils que vient de me donner le premier ministre, je n'ose pas le regarder, c'est gênant.

(Rires)

Le premier ministre, dit-il, oublie qu'il est le point de mire et que, s'il avait voulu, toute la députation aurait été derrière lui pour combattre les trusts. Si la chose ne s'est pas produite, je n'en rejette pas la responsabilité sur la députation, mais sur le premier ministre. Si je m'adresse à lui quand je parle, c'est parce qu'il faut que quelqu'un prenne la responsabilité. Je dis cela parce que c'est logique, et

non pas parce que j'ai de l'animosité contre lui. Je n'ai d'animosité contre personne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
rit.

M. Hamel (Québec-Centre): Je voudrais lui rendre service, au premier ministre, ça me ferait plaisir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Un service funèbre.
(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Pas un service funèbre, ça me ferait trop de peine. Tout de même, je prierais pour lui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Filles de Jérusalem, pleurez sur vous et sur vos péchés.
(Rires)

Des députés font des farces.

M. Hamel (Québec-Centre): Je prierais saint Joseph pour vous.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce sera réciproque. Saint Joseph a beaucoup de patience.

M. Hamel (Québec-Centre): Je le constate.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est là que j'ai pris la mienne.

M. Hamel (Québec-Centre): Votre patience?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Oui.
(Rires)

Des députés font du désordre.

M. Hamel (Québec-Centre): Le gouvernement cherche à protéger l'industrie de l'aluminium, alors que toute cette industrie est contrôlée par la même entreprise, l'Aluminum Company of America de Massena, État de New York. Quand le gouvernement a voulu exporter de l'énergie électrique aux États-Unis, dit-il, c'était pour protéger cette industrie de l'aluminium.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le bill parle du Cap-de-la-Madeleine et voilà que le député de Québec-Centre est rendu à Massena. Il est question d'une industrie qui fabriquera du papier à cigarette et le député parle d'aluminium.

M. Hamel (Québec-Centre): Dans la cédule annexée au bill, il est dit qu'il s'agit "d'établir dans les limites de la cité du Cap-de-la-Madeleine une nouvelle industrie pour la fabrication de feuillets d'aluminium".

Le premier ministre donne l'impression qu'il n'a pas lu le bill. Ce n'est pas juste pour lui. Lui qui est si bien doué, il a oublié de lire qu'il y a de l'aluminium là-dedans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il s'agit de papier à cigarette. On ne fait pas de papier à cigarette avec de l'aluminium.

M. Hamel (Québec-Centre): Justement, il ne s'agit pas de papier à cigarette, mais de papier pour envelopper les cigarettes une fois fabriquées. D'ailleurs, les petits papiers, je connais ça bien mieux que le premier ministre.
(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Les mauvaises intentions, c'est comme de la monnaie d'argent: pour en prêter aux autres, il faut en avoir.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Rousseau (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Contrats entre le Cap-de-la-Madeleine et la Laurentian Silk Mills

M. Rousseau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 ratifiant certains contrats passés respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Rousseau (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Il est proposé que le bill soit lu une troisième fois, mais sous le titre modifié, comme suit: "Loi ratifiant certains contrats passés respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited, et validant la résolution du conseil municipal de la cité du Cap-de-la-Madeleine, en date du 6 février 1939, relativement à un emprunt de cinquante mille quatre cents dollars.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc

M. Monette (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 refondant la charte de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Monette (Napierville-Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous aurons une séance demain, à moins que la Chambre ne consente à renvoyer deux bills au comité.

Il faut procéder vite avec le bill. Il s'agit d'un bill financier de la cité de Montréal et d'un autre bill pour admission à l'étude de la pharmacie. Le bill financier de Montréal est présenté pour faire face à une situation urgente.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça ne presse pas tant que cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a urgence. Le bill n'est pas sur l'ordre du jour. On reviendra plus tard avec les autres articles. Les journaux, cependant, en ont parlé. Je puis faire savoir que nous voulons coopérer le plus possible avec les autorités de Montréal. Elles ont délégué, ces jours derniers à celui qui vous parle l'échevin Omer Côté, de Ville-Marie, et M. Lactance Roberge, directeur des finances, qui nous ont demandé de faire passer le bill financier le plus tôt possible.

Ce bill presse! Il s'agit surtout de comptabilité. C'est ainsi, si je me souviens bien, que la ville a un montant de \$5,000,000 qui a été capitalisé et dont Montréal pourrait se servir. Si nous passions le bill de Montréal ce soir en deuxième lecture, nous pourrions l'étudier mardi matin en comité.

Nous pourrions envoyer aux bills privés le bill de la cité de Montréal et, aux bills publics, le bill d'un nommé Gagnon, pour admission à l'étude de la pharmacie. Autrement, nous allons siéger vendredi matin.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'espère que vous allez aviser le maire de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ah oui! Je ferai tout mon possible. J'espère que le maire de Montréal sera avisé parce que j'aime toujours des maires bien avisés.

Montréal est la métropole du Canada et la deuxième ville française au monde. Vous voyez comme je m'intéresse aux intérêts de la ville de Montréal. Je fais leur ouvrage. Le gouvernement et la Législature ont à cœur la prospérité de Montréal. Il n'est rien de rationnel que nous ne ferois pas pour lui venir en aide dans les limites de la justice et de l'équité. Nous voulons aider la ville de Montréal et collaborer avec elle.

Je regrette qu'une campagne ait été faite pour ruiner le crédit de la métropole.

Mes informations sont à l'effet que la situation est comparable à toutes les difficultés rencontrées en temps de crise, alors que le fardeau pèse lourdement sur le dos des contribuables. Il n'y avait aucune raison pour cette campagne entreprise par certains journaux et des politiciens municipaux au sujet de la précarité financière qui n'existe pas. C'est bien mal servir les intérêts de Montréal que de la montrer pire qu'elle n'est en réalité.

La situation financière n'est pas rose, mais ce n'est pas une situation unique: elle n'est pas pire que celle des autres grandes villes aux prises avec le

chômage. Lorsque les banquiers européens apprennent de leurs avocats qu'il y a un doute au sujet du crédit de la ville, ça ne rend pas service à la ville de chercher à ébranler son crédit.

Je crois que mon devoir est de faire cette déclaration à l'égard de Montréal. Aux premiers jours de mars, m'apprend-on, un emprunt deviendra échu pour la ville de Montréal. Cela représente plusieurs millions de dollars, je crois. Il y aurait lieu, paraît-il, de faire un nouvel emprunt tout de suite pour rencontrer les échéances. Des banquiers de Hollande auraient été approchés ou seraient disposés à prêter le montant nécessaire à la métropole. Il faut s'en réjouir. Je suis heureux de constater que Montréal aura l'argent pour faire face à ses obligations.

Les avocats européens ont été consultés et comme cela arrive, quand on consulte des avocats, il y a eu des divergences d'opinions. Il en est de même parmi les tribunaux. Des doutes se sont élevés sur la légalité de cet emprunt pour rencontrer l'emprunt échu. Généralement, lorsqu'il y a un doute, les financiers, surtout les financiers étrangers, hésitent à prêter. Nous allons donner notre collaboration entière aux autorités de Montréal en leur prêtant secours et tout en sauvegardant l'autonomie.

Eh bien! Pour bien montrer notre désir d'aider Montréal, je veux faire, ce soir, une déclaration pour dissiper tous les doutes. Que la ville fasse son emprunt. S'il s'élève des craintes sérieuses au sujet de la légalité de l'emprunt, je déclare qu'au cours de la session, nous passerons, et je parle au nom du gouvernement, une législation spéciale aux frais de la province, sans qu'il en coûte un sou à Montréal, pour préciser que la ville de Montréal a le droit de faire un emprunt pour rencontrer ses obligations du 1^{er} mars.

Nous passons cette loi, répète-t-il, pour dissiper les doutes et pour donner confiance aux prêteurs étrangers. Je crois que le gouvernement montre sa bonne volonté. J'ajouterai que la situation est claire: nous autoriserons l'emprunt, mais sans nous prononcer ni pour ni contre la valeur de l'emprunt ou ses conditions. Nous autorisons l'emprunt seulement. Nous voulons respecter l'autonomie de Montréal.

En résumé, nous leur donnerons l'autorisation légale de contracter cet emprunt. Si les conditions du marché sont excellentes, ce sera tant mieux. Mais si elles sont mauvaises, tant pis. Si elles sont bonnes, elle en prendra tout le mérite. Mais, par contre, si ce n'est pas un bon marché, elle devra en garder tout le mépris.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime de la Chambre, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Thomas-Philippe Gagnon

M. Labbé (Mégantic) propose, du consentement unanime de la chambre que le bill 126 autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à admettre Thomas-Philippe Gagnon à la pratique de la profession de pharmacien soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande aux députés de se rendre à Québec pour mardi matin, afin d'étudier en comité le bill financier de Montréal.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quand aura lieu le discours du budget?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Consultant l'honorable M. Fisher) Le discours du budget sera prononcé mercredi ou jeudi prochain. Nos estimations sont toujours bonnes.

Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. "4 février", selon *L'Action catholique* du 24 février 1939, à la page 14.

2. Athanase David (1883-1953), député de Terrebonne, fut secrétaire de la province dans les

cabinets Gouin et Taschereau du 25 août 1919 au 27 juin 1936.

3. M. Victor marchand (1882-1962), député libéral dans Jacques-Cartier à l'élection partielle du 30 novembre 1925. Réélu en 1927 et 1931. Nommé conseiller législatif de la division de Rigaud le 15 avril 1932, il fut démis de ses fonctions le 27 avril 1960 à la suite d'une absence trop prolongée. Souscripteur électoral connu du gouvernement Taschereau, il fut secrétaire de la *Melchers Gin & Spirits Distillery* de 1914 à 1928, président en 1928, puis président du conseil d'administration en 1949.

4. \$40,000, selon *Le Devoir* du 24 février 1939, à la page 8.

5. Athanase David (1882-1953), élu député libéral dans Terrebonne en 1916. Secrétaire de la province dans les cabinets Gouin et Taschereau du 25 août 1919 au 27 juin 1936. De nouveau élu en 1923, 1927, 1931, puis grâce au vote de l'officier-rapporteur (président d'élection) en 1935. Ne s'est pas représenté en 1936.

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

7. Voir note 6.

8. Voir note 6.

9. \$71,000,000, selon *La Patrie* du 24 février 1939, à la page 8.

10. "Quinze", selon *L'Illustration nouvelle* du 24 février 1939, à la page 5.

11. William Aberhart, surnommé "Bible Bill", évangéliste à la radio, premier ministre de l'Alberta de 1935 à 1943. Personnage influent du sectarisme dans l'Ouest canadien. Il dirige, en 1935, le premier gouvernement du Crédit social au monde. Suite à la crise des années 1930, il s'intéresse aux doctrines de réforme monétaire du major Douglas, qui croit que le capitalisme classique s'effondrera éventuellement, car le contrôle privé du crédit mènera à une insuffisance chronique du pouvoir d'achat de la masse. La solution, selon lui, demeure la surveillance étatique du crédit et la distribution de rabais aux consommateurs pour établir un équilibre entre la consommation et la pleine production. Aberhart modifie et vulgarise cette doctrine en une proposition selon laquelle chaque citoyen reçoit une "dividende

de base" de \$25 par mois pour acheter les articles de base. En 1935, le Crédit social remporte 56 des 63 sièges à l'Assemblée législative albertaine. Une fois premier ministre, Aberhart se rend compte qu'il ne peut tenir ses promesses électorales. En 1937, à la suite d'une crise importante au sein de son caucus, il se voit obligé d'accepter l'aide des émissaires du major Douglas venus d'Angleterre. La loi monétaire qu'ils présentent est rapidement désavouée par le gouvernement fédéral et précipite la création de la Commission Rowell-Sirois sur les relations entre le dominion et les provinces. Il meurt en 1943, alors qu'il est au pouvoir.

12. "Elle a dû devenir, dans la province de Québec, la North Shore Paper Company", selon *Le Devoir* du 24 février 1939, à la page 8.

13. Les *Journaux de l'Assemblée législative*, 1937, aux pages 70 et 71, mentionnent que la troisième lecture du bill a été soumise au vote suivant: Pour: 54 voix, Contre: 19 voix.

14. Voir note 6.

15. "8 h 30", selon *La Patrie* du 24 février 1939, à la page 8.

16. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

17. "\$1,600", selon *Le Soleil* du 24 février 1939, à la page 4.

18. "le gouvernement devra accorder un octroi à la municipalité", selon *Le Soleil* du 24 février 1939, à la page 4.

19. Voir note 16.

20. Nommé sénateur conservateur en 1920, Lorne Campbell Webster (1871-1941) fut notamment président de Holt Renfrew and Co. et directeur de Quebec Power Co., Sun Life Insurance Co., Dominion Steel and Coal Co., Québec Steamship Union, Canadian Car and Foundry Co. Ltd. M. Duplessis lui reprochait de diriger le trust du charbon.

21. "250 personnes", selon *L'Événement-Journal* du 24 février 1939, à la page 11.

22. "La compagnie devra payer pendant cinq ans \$6,000 par année à la corporation municipale et

scolaire. Pendant les cinq années suivantes, elle paiera \$7,500 par année", selon *Le Soleil* du 24 février 1939, à la page 8. Et "\$7,400", selon *L'Événement-Journal* du 24 février 1939, à la page 11.

Séance du mardi 28 février 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**The Standard Church
of America**

M. Bulloch (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Robinson), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de The Standard Church of America demandant l'adoption d'une loi pour incorporer The Standard Church of America, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de The Standard Church of America, demandant l'adoption d'une loi pour incorporer The Standard Church of America, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Cité de Rivière-du-Loup

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), que les articles 510, 511, 503 et 514 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Béique (Chambly): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

**Charte
de Montréal**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une troisième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le comité des bills privés a adopté au cours de la matinée le bill de finances présenté par la ville de Montréal. La ville de Montréal est dans une situation difficile, mais pas si sombre que d'aucuns voudraient le faire croire, car le crédit de la métropole est bon et sa population présente des garanties exceptionnelles.

Demain, le 1^{er} mars, tombe l'échéancier d'un emprunt de plus de \$6,000,000 de la ville de Montréal. La ville désire emprunter \$4,000,000 par l'entremise de financiers hollandais. Mais comme certains doutes se sont élevés dans l'esprit des prêteurs, la ville veut légaliser ce point, légaliser son droit d'emprunter. Comme nous avons l'intention d'aider Montréal dans la mesure du possible, nous allons, si la Chambre n'y fait pas objection, adopter ce bill en troisième lecture immédiatement afin que, demain matin, le Conseil législatif l'étudie et puisse l'adopter demain après-midi, s'il le désire, pour que le projet soit sanctionné demain soir par le lieutenant-gouverneur. Nous allons demander au Conseil de bien vouloir faire toute la diligence possible à cet effet.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il me semble que c'est beaucoup de bruit pour pas grand-chose! À lire certaines déclarations dans les journaux, on croirait que la Législature va sauver Montréal quand, en réalité, il s'agit simplement d'une autorisation de la Législature pour légaliser un emprunt, de déclarer, que l'emprunt est valide. Le sacrifice fait par la Législature n'est certainement pas en rapport avec ce

que disent les journaux puisqu'on adopte simplement un bill pour dire que l'emprunt de Montréal est légal. Je ne vois pas que la Législature fasse de grands sacrifices, d'autant plus qu'il ne serait pas humainement possible à la Législature de refuser cette demande à la ville de Montréal. C'est pourquoi je n'ai pas d'objection à ce qu'on adopte le bill immédiatement en troisième lecture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne veux pas continuer le débat dans lequel veut s'engager le chef de l'opposition. Il prétend que le gouvernement n'a rien fait, qu'il ne fait rien. Nous allons le laisser avec ses idées et nous allons rester avec nos œuvres.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Temiscamingue & Abitibi
Railway Company**

M. Larivière (Témiscamingue) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (M. Gagné), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Temiscamingue & Abitibi Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Temiscamingue & Abitibi Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Loi des
liqueurs alcooliques**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 25 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Ce bill apporte des amendements multiples à la loi provinciale des liqueurs alcooliques. Ainsi, nous décrétons que les restaurants ne pourront plus vendre de bière, à moins que le client ne prenne un repas de 35 sous ou plus. Autrefois, il y avait des abus considérables qui prêtaient à des désastres. De

plus, le bill contient une clause pour faciliter l'inspection des brasseries au point de vue des revenus. Il contient aussi une défense de vendre du vin dans les hôtels licenciés pendant la matinée du dimanche. Enfin, il contient une clause qui aura pour effet de faciliter la lutte contre les "blind pigs"¹. Les officiers de la paix pourront obtenir des mandats pour perquisitionner les débits illicites de liqueurs alcooliques qui seront, par cette loi, assimilés à des maisons de désordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) fait quelques commentaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Service gouvernemental
d'achats**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 20 instituant un service général d'achats pour le gouvernement

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Bureau de
reconstruction économique**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 26 relatif à l'administration des secours de chômage.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce une diminution de tête?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, parce que ça n'intéresserait pas l'opposition. (Rires)

Voici quel est l'objet du bill. L'administration de la loi du chômage était autrefois confiée au ministère des Travaux publics. Le gouvernement actuel l'a confiée au ministère du Travail.

Autrefois, le ministre du Travail n'avait pas grand-chose à faire. Il n'y avait pas de pensions aux vieillards, pas de pensions aux mères nécessiteuses, pas de pensions aux aveugles, il n'y avait pas de loi des salaires raisonnables...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'y avait pas de chômage sous l'ancien gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y avait un chômage terrible, celui des consciences!

Le département a pris une importance considérable et la besogne s'y trouve multipliée; le ministère du Travail a plus de responsabilités que jamais à cause des commissions qui n'existaient pas sous l'ancien régime. Il est injuste que le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) ait tellement de responsabilités avec l'administration des lois sociales. Il ne peut suffire.

Aussi, pour rendre justice au ministre du Travail, nous disons que tout ce qui concerne l'administration des secours de chômage relèvera désormais d'un sous-comité portant le nom de "Bureau du chômage" et constitué comme suit: le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), le ministre des Travaux publics et des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque), le ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan) et le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher). L'assistant-trésorier sera le secrétaire du comité, M. A. B. Foster².

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Title Guarantee and
Trust Corporation of Canada**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 27 autorisant une enquête sur les affaires de The Title Guarantee and Trust Corporation of Canada.

Cette compagnie qui existait à Montréal est tombée en liquidation il y a quelques années. On sait quel était son genre d'affaires. Elle s'adressait aux petits épargnants et, en retour de l'argent déposé, elle donnait des obligations. Il y a environ 1,000 à 1,500 épargnants qui sont intéressés dans cette liquidation. Le gouvernement est doublement intéressé à l'affaire, comme devant s'occuper des intérêts du public, et secondement, comme s'occupant des biens des messeurs de Saint-Sulpice qui étaient intéressés dans cette affaire.

La province elle-même y est intéressée. Et on prétend qu'un nombre de veuves et d'orphelins sont aujourd'hui dans la plus grande misère parce que leurs maris et de leurs pères avaient été administrés par cette compagnie de fiducie. Nous sommes d'opinion qu'une enquête est nécessaire.

Certains directeurs de cette compagnie sont des gens influents dans la politique et la finance. On m'a dit qu'il s'agissait de gens puissants. L'Union

nationale ne reconnaît qu'une puissance, celle de l'honnêteté. S'il y a des coupables, quelle que soit leur importance, ils auront la punition qu'ils méritent. Il est bien temps de faire le grand nettoyage dans cette affaire, de rendre justice à ceux qui le méritent et de punir les coupables.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

**Rapport de la Commission
des eaux courantes de Québec**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le vingt-septième rapport de la Commission des eaux courantes de Québec, 1938. (Document de la session no 16)

**Rapport du
ministre de l'Agriculture**

L'honorable M. Dussault (Portneuf) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1938. (Document de la session no 17)

**Service gouvernemental
d'achats**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 20 instituant un service général d'achats pour le gouvernement.

Adopté.

**The Title Guarantee and
Trust Corporation of Canada**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 27 autorisant une enquête sur les affaires de The Title Guarantee and Trust Corporation of Canada.

Adopté.

Bureau de reconstruction économique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 26 relatif à l'administration des secours de chômage.

Adopté.

École d'agriculture de la Gaspésie

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 10 relatif à l'école d'agriculture de la Gaspésie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à dépenser pour l'application de la loi relative à l'école d'agriculture de la Gaspésie, (2 George VI, chapitre 11), telle que modifiée par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, une somme de vingt mille dollars en 1938, cinquante-quatre mille cent cinquante dollars en 1939, vingt mille neuf cents dollars en 1940, vingt mille six cents dollars en 1941, vingt mille trois cents dollars en 1942 et à payer une bourse mensuelle de neuf dollars par élève fréquentant cette école, jusqu'à concurrence de soixante-quinze élèves.

2. Que les dispositions de la résolution qui précède soient censées avoir été en vigueur depuis le 8 avril 1938.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La corporation épiscopale de Gaspé s'était portée endosseur pour un montant de \$80,000 afin de venir en aide à cette école. L'intérêt était très considérable et, à la demande de Mgr l'évêque de Gaspé, le gouvernement présente cette loi de nature à lui permettre de prendre à sa charge, et dans des conditions beaucoup plus avantageuses, les

responsabilités assumées par la corporation épiscopale relativement à cette école.

L'ancien régime n'a rien fait pour la Gaspésie. Le nouveau gouvernement a réparé quelques-unes des injustices commises envers la Gaspésie. L'école d'agriculture de Gaspé avait une dette de \$80,000 sur laquelle elle payait un intérêt qui atteignait 6¼ %. Mgr Ross est venu nous rencontrer et nous a exposé qu'il était impossible de continuer à payer sur pareille base, malgré que l'école fût pourtant nécessaire. Les Clercs de Saint-Viateur ont pris charge de cette école et le gouvernement a endossé les débentures qu'il a échangées pour un billet. L'effet a été de réduire à 3 % cet intérêt, épargnant ainsi des sommes considérables et permettant de promouvoir le développement agricole de la région par une aide plus substantielle.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suis surpris d'entendre dire que l'ancien régime n'a rien fait pour la Gaspésie. Qui a construit le chemin de ceinture? Qui a relié la péninsule au reste de la province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'admets que c'est l'ancien régime, en 1929, qui a construit le chemin de ceinture. Il était au pouvoir depuis 32 ans. Beau travail, en vérité! Nous, il nous a fallu un an seulement pour faire un chemin qui traverse la Gaspésie et qui évite aux Gaspésiens de faire un détour de 400 milles.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Autant vaut reprocher à Champlain de n'avoir pas ouvert un chemin dans la Gaspésie en 1608!

(Rires)

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 10 relatif à l'école d'agriculture de la Gaspésie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Parc national du Mont-Orford

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 14 modifiant la loi du Parc national du Mont-Orford.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'en vertu des dispositions de la loi du Parc national du Mont-Orford (2 George VI, chapitre 49), telle que modifiée par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, le gouvernement de la province pourra acquérir, de gré à gré ou par voie d'expropriation, tout terrain situé dans le Parc national du Mont-Orford ou tout droit ou intérêt affectant tel terrain et qu'il pourra aussi, sur les recommandations du ministre des Mines et des Pêcheries et du ministre des Terres et Forêts, donner des biens du domaine public en échange de tel terrain, droit ou intérêt.

Adopté.

2. Qu'en vertu de ladite loi du Parc national du Mont-Orford, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir des règlements pour la location de terrains pour l'aménagement et l'exploitation de jeux de golf, de tennis, de ski, ou autres, ainsi que la location des maisons de club, des restaurants, des chalets de repos, ou autres édifices nécessaires.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande la permission de présenter le bill 14 modifiant la loi du Parc national du Mont-Orford.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Mise en conserves des produits de la mer

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant la loi concernant la mise en conserves du poisson et d'autres produits de la mer soit maintenant lu une deuxième fois.

Une loi prévoit l'obtention d'une licence pour la mise en conserves du poisson. Les modifications apportées ont pour objet de faire appliquer la loi non seulement à la mise en conserves du poisson (loi de 1931), mais aussi à la préparation du poisson et autres produits de la mer, notamment du filet de morue et du poisson séché et fumé. Nous complétons la loi!

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Institutions d'assistance publique

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 relatif aux institutions d'assistance publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité³:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La reconnaissance d'une institution d'assistance publique en vertu de la loi de l'assistance publique de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 189) ne s'étend pas à un agrandissement commencé après le 20 février 1939, à moins que le projet d'agrandissement n'ait été, préalablement à son exécution, approuvé, sur la recommandation du ministre de la Santé, par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Telle reconnaissance, quant à un agrandissement commencé ou effectué entre le 1^{er} septembre 1936 et le 20 février 1939, est subordonné à l'approbation de cet agrandissement par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de la santé."

L'honorable M. Paquette (Labelle): L'idée de ce bill est de permettre au ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) de pouvoir contrôler, en autant que possible, les agrandissements et constructions d'institutions d'assistance publique qui reçoivent des subventions du gouvernement, comme

les hospices, assistance maternelle, hôpitaux, etc. Il est actuellement de mise de faire certains travaux d'agrandissement, selon le caprice des institutions et des régions. C'est ainsi que nous voyons se construire des hôpitaux dans des régions qui sont déjà bien et suffisamment pourvues au point de vue assistance publique.

À l'avenir, les institutions qui veulent agrandir leurs maisons, à même les fonds de la province, viendront soumettre leurs plans aux autorités provinciales afin qu'on puisse les discuter. Par ce bill, nous pourrions étudier les projets avec les institutions intéressées, avant qu'on entreprenne leur réalisation, conformément aux besoins réels de la région. Au point de vue de la protection et de l'emploi judicieux des fonds d'assistance publique, ce projet de loi s'impose ainsi que pour le plus grand bien des intéressés et du public.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): En d'autres termes, si cette loi était présentée par l'ancien gouvernement, le premier ministre actuel dirait que ce contrôle que veut exercer le gouvernement, c'est la mainmise de l'État sur les institutions religieuses. Lorsque la loi de l'assistance publique a été passée, elle a soulevé des critiques acerbes des prédécesseurs. Je me souviens d'avoir entendu alors mes amis de la droite crier à la mainmise sur les institutions religieuses. Mais cette loi va autrement plus loin que l'autre qui est une excellente loi. Désormais, nous ne pourrions plus construire ni agrandir d'hôpital ou d'hospice sans la permission du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas ça du tout.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais le gouvernement à cette fois-ci montré trop ouvertement son jeu. Le ministre l'a dit: "On veut contrôler". Je crois que le gouvernement veut surtout contrôler les contrats pour les donner à des amis du régime.

L'honorable M. Paquette (Labelle): On me prête des arguments dont je ne me suis pas servi et qui ne sont pas du tout dans l'esprit du bill. Et le député est assez intelligent pour le savoir. Il veut simplement lancer dans le public l'idée que le gouvernement veut contrôler les institutions religieuses. Je suis assuré à l'avance que le député de Rivière-du-Loup ne croit pas un seul mot de ce qu'il a avancé.

Quand on veut dépenser, immédiatement ou par la suite, des centaines de milliers de dollars de l'argent du public - dont le pouvoir public devra fournir une ristourne considérable - il est incontestable que le gouvernement, qui fait sa large part pour l'assistance publique, doit être consulté dans les cas de constructions ou d'agrandissements. Or, il ne faut pas oublier qu'en vertu de la loi de l'assistance publique, le département a été dans l'obligation de payer et est encore actuellement dans l'obligation de payer \$23,000,000 de capital - pris par mon prédécesseur - plus des intérêts de \$16,000,000, soit en tout environ \$40,000,000 pour constructions, agrandissements, etc., destinés à des fins d'assistance publique.

Prétendra-t-on que nous n'avons pas le devoir d'exiger que nous soyons consultés lorsque des montants aussi considérables sont en jeu? Il est assurément du devoir du gouvernement de voir à ce que les fonds publics mis à leur disposition soient dépensés à bon escient. Je suis sûr, d'ailleurs, que mon honorable ami ne croit pas un mot de ce qu'il dit. Il y voit seulement une belle occasion de protester pour faire du capital politique, d'avoir de belles manchettes dans les journaux. "Le gouvernement contrôle les institutions de charité", cela fait bien dans le paysage et en manchettes avec des lettres de quatre pouces de haut, mais ce n'est pas le cas.

Au fond, mon honorable ami, qui est très intelligent, sait bien que nous sommes tous d'accord sur cette question, et que cette loi est excellente et s'impose. Le gouvernement n'a jamais eu et n'aura jamais le désir de contrôler les institutions religieuses. Il (l'honorable M. Paquette) rend hommage aux institutions religieuses.

Mais, je veux administrer consciencieusement les deniers publics et c'est ce que je fais. Il s'agit de ne pas autoriser la fondation d'hôpitaux inutiles et des dépenses qui ne sont pas justifiées par les besoins des régions où se trouvent les institutions intéressées. C'est une question d'administration!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Les intentions du ministre sont excellentes sans doute, mais la loi constitue un danger. Avec le ministre actuel, la loi ne présentera peut-être pas d'inconvénient sérieux, mais le ministre ne sera pas toujours là, tandis que la loi, elle, restera dans les Statuts. Avons-nous l'assurance d'avoir toujours un tel ministre? Les ministres changent souvent sous le gouvernement actuel. Le successeur du député de Labelle (l'honorable M. Paquette) pourrait bien ne pas avoir des intentions aussi pures.

On a parlé de manchettes dans les journaux. Il n'est pas question de cela. Je ne veux pas, dit-il, faire d'inutiles réclames. Je signale tout simplement la présence d'un danger. La loi de l'assistance publique n'allait pas aussi loin que cela, et pourtant en la critiquant, on a parlé d'ingérence et d'empiétements.

M. Hamel (Québec-Centre): Cette loi va mettre les hôpitaux sous la juridiction du gouvernement. Il me semble que le gouvernement en a déjà assez sur les bras sans qu'on lui en impose davantage. Chaque institution a son conseil d'administration dont la compétence ne peut être mise en doute. Je ne vois pas pourquoi le gouvernement irait s'immiscer dans un pareil milieu. Le ministre a parlé tout à l'heure du "caprice" de certaines institutions. Il n'a pas de droit de parler ainsi, et j'apprehende bien moins le "caprice" des hôpitaux que celui du gouvernement.

Je crois qu'on a surtout en vue une question de patronage, pour favoriser les architectes ou les entrepreneurs qui doivent avoir les contrats. Ça s'est fait dans le passé sous l'ancien gouvernement et ça se fera encore dans l'avenir. Je suis contre le principe que l'État s'immisce dans tout. Les hôpitaux devraient être parfaitement libres. On en est rendu à avoir dans les institutions d'assistance publique une nouvelle maladie: la "chaumite"⁴.

Des voix: Quelle maladie? Est-ce électrique, cette histoire-là?

M. Hamel (Québec-Centre): Elle se soigne avec des boulettes de pain. Ceux qui prétendent ne la pas connaître la connaissent mieux qu'on pense...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne comprends pas l'opposition qu'on fait à cette mesure, car s'il est un gouvernement qui a tenu à faire respecter l'autonomie des communautés et des institutions, c'est bien le gouvernement actuel. C'est le gouvernement actuel qui, dès son arrivée au pouvoir, a fait disparaître d'un trait de plume l'obligation imposée par l'ancien gouvernement aux collèges, hôpitaux et aux autorités religieuses de faire rapport au secrétaire de la province.

La loi dit, purement et simplement, que ceux qui veulent avoir les fonds de la province pour construire ou agrandir les hôpitaux, etc., devront s'entendre avec le gouvernement. Nous avons le devoir de surveiller la dépense des deniers publics. Le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) a mentionné tout à l'heure les montants énormes que

nous avons à payer pour l'assistance publique. Le fonds de l'assistance publique coûte cher et il est en déficit de \$2,000,000 à \$3,000,000 par année, sans compter la cotisation annuelle pour les lits. Il y a le fonds de construction et le fonds d'entretien.

Toutes les institutions qui veulent construire, sans réclamer de l'argent au gouvernement, peuvent le faire à leur gré, sans avoir à en référer au gouvernement. Mais nous disons que ceux qui veulent construire ou agrandir à même les fonds publics devront soumettre leurs plans et projets au ministère de la Santé. C'est pour les protéger contre des contracteurs rapaces et voraces. Si une communauté souhaite agrandir ses installations, c'est très bien; mais s'il faut que le gouvernement paie, c'est une autre histoire.

Sous l'ancien régime, les amis de l'ancien gouvernement ont surpris la bonne foi des communautés et ont fait construire des hôpitaux, puis on leur a fait donner des octrois, et comme l'alternative était de refuser ou de faire périliter l'institution, on payait l'octroi, pour l'avantage des contracteurs amis de l'ancien gouvernement qui y trouvaient ainsi leur profit.

Cette loi est un salutaire avertissement que nous donnons aux gens de l'ancien régime, entre autres à Dansereau et Dansereau, qui sont tombés dans l'abus et qui ont trompé la bonne foi de plusieurs communautés en les engageant à construire.

Les entrepreneurs peu scrupuleux devront cesser leurs tactiques, car ils ne pourront pas compter sur le gouvernement actuel pour les engager dans des constructions où ils trouveront leur profit. Nous ne voulons plus que la bonne foi des institutions religieuses soit surprise.

Nous disons: "Si vous voulez agrandir ou construire avec l'argent du gouvernement, les plans doivent être soumis au gouvernement." Nous protégeons tout le monde contre les contracteurs rapaces.

On sait ce qui s'est passé jadis. L'ancien gouvernement disait: "Si vous voulez donner le contrat à M. Tel ou Tel, nous allons vous accorder une subvention de tant." Autrefois, l'on s'enrichissait aux dépens d'autrui. Je pourrais, dit-il, citer plusieurs cas. Il nous faut protéger les institutions religieuses contre certains entrepreneurs voraces.

Dans l'ancien temps, on a multiplié les constructions pour avoir des commissions sur les contrats. Plus les hôpitaux s'agrandissaient, plus les goussets des amis du régime se remplissaient. Nous ne voulons pas que ces gens-là continuent de tromper la bonne foi des institutions religieuses.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quels sont les hôpitaux qui ont été construits de cette façon, et qui n'étaient pas nécessaires?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La liste serait assez longue, car il y a et les constructions et les agrandissements. Il y a une institution où l'on a construit pour 100 lits alors qu'on n'en emploie que 60. Sous l'ancien régime, on a surpris la bonne foi des gens pour faire multiplier les constructions pour avoir des commissions sur les contrats, et plus il y avait de constructions, plus certains amis de l'ancien régime s'enrichissaient. Nous voulons protéger les institutions contre ces contracteurs-là.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est justement ce que je pensais. Je répète que cette loi est une mainmise sur les institutions religieuses, et je suis contre le bill. On veut substituer aux anciens entrepreneurs ceux qui sont des amis du nouveau régime. D'habitude, le premier ministre ne laisse pas voir son jeu autant que cela.

M. Hamel (Québec-Centre): La loi empêche les constructions nouvelles, car on ne peut hospitaliser sous le régime d'assistance publique dans les ailes construites en dehors de l'approbation du gouvernement, et le gouvernement peut refuser sa contribution.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des architectes

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 modifiant la loi des architectes soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je m'objecte à la deuxième lecture du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a dans ce bill des articles que je n'approuve pas. Nous avons reçu de nombreuses protestations et beaucoup de lettres contre le bill, tel que présenté. Je soumetts cependant que nous devrions adopter le bill sur division et le renvoyer au comité.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois qu'on veut faire une corporation fermée et empêcher ceux qui ont des talents pour la construction de continuer leurs activités.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Le communisme

M. Barrette (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Matapédia (M. Paradis), que l'Assemblée législative,

Attendu que le communisme est une doctrine qui répugne à la population de la province de Québec, parce qu'il s'attaque à ses traditions les plus chères et qu'il est basé sur l'athéisme, le désordre et l'esprit de destruction;

Attendu que la Législature de Québec a adopté une législation pour enrayer, dans les limites du possible, la propagande et la propagation du communisme dans la province de Québec;

Attendu que le communisme se sert des postes et du chemin de fer de l'État pour se soustraire à la loi, pour propager et défendre ses doctrines perfides et pernicieuses;

Exprime l'avis que, pour permettre aux autorités provinciales de réprimer plus facilement et plus complètement les menées des communistes dans la province de Québec, le gouvernement du Canada devrait prendre immédiatement les mesures appropriées pour prohiber l'admission des communistes dans la province de Québec, pour surveiller davantage l'immigration, les permis de séjour et les passeports à ce sujet, pour interdire l'importation et la distribution dans la province de Québec de tout imprimé de propagande communiste.

Que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution aux très honorables premier ministre et ministre de la Justice du Canada.

M. l'Orateur, la motion que j'ai l'honneur de proposer à l'Assemblée législative est la synthèse des quelques remarques que je veux faire sur la doctrine

pernicieuse du communisme. Je présume qu'aucun de mes honorables collègues ne craint la vérité sur ce sujet; je suppose que tous mes collègues sont, comme moi, imbus des vérités fondamentales qui sont, à la base de notre civilisation chrétienne; et par conséquent, j'ai la certitude que tous les collègues de cette Chambre sont, comme moi, en faveur de tous les moyens à prendre pour enrayer la propagande communiste dans notre province.

Je voudrais M. l'Orateur, que cette Assemblée législative, en grande majorité catholique et française, affirme à la face du monde qu'elle est unanime lorsqu'il s'agit de combattre le communisme, de combattre la doctrine de Moscou. Nous voulons combattre le communisme partout où il se trouve et dans tous les endroits où il se cache, parce que le communisme représente le plus formidable assaut que notre civilisation ait eu à subir depuis la venue du Christ, parce que le communisme veut implanter le terrorisme, le règne de l'athéisme, de l'irréligion, sous la direction du sanguinaire Staline et du Komintern de la troisième Internationale.

Je forme le désir que tous les membres de cette Chambre expriment fermement leur volonté de collaborer avec tous les groupes et associations qui combattent le communisme, et demandent aussi l'appui du gouvernement central pour aider le gouvernement national de Québec dans sa lutte pour détruire cette doctrine inspirée du matérialisme de Marx, qui prône le règne de la matière, qui enseigne que des forces aveugles ont transformé la plante, l'animal et l'homme: doctrine qui s'infiltre partout et par tous les moyens, doctrine qui dépouille l'homme de sa liberté, principe spirituel de sa conduite morale, doctrine qui conduit à la dégradation de la raison, car elle enlève toute dignité, et soutient le principe de l'égalité absolue, en rejetant comme méprisable toute hiérarchie et toute autorité établie par Dieu, y compris même l'autorité des parents.

Je sais, M. l'Orateur, que tous les honorables membres de cette Chambre ont en horreur tout ce qu'enseigne le communisme. Savent-ils cependant qu'il y a au Canada 42 journaux communistes en circulation maintenus par 135,000 abonnés, chiffres donnés par la *Documentation catholique* dans son numéro du 20 juillet 1938, page 852, et que tous ces journaux préconisent la révolution armée, nient l'existence de Dieu, nient le droit à la propriété, prêchent l'union libre et que ces journaux répandent au Canada et au Québec, par la poste de Sa Majesté, les principales dispositions des objectifs de l'Internationale communiste qui ont été fixés par le Komintern de Moscou en juillet 1938? L'une de ces

dispositions d'après la *Documentation catholique*, 5 rue Bayard, Paris, 20 septembre 1938, page 1135, se lit comme suit:

"La conquête du pouvoir par le prolétariat n'est pas une conquête pacifique de la machine, mais toute perte de l'État bourgeois par une majorité parlementaire. La conquête du pouvoir de la bourgeoisie, la destruction de l'appareil de l'État capitaliste, armée, police, tribunal, parlements, etc., remplacés par les nouveaux organes du pouvoir prolétarien, sont, avant tout, des instruments de répression destinés, comme ils le disent, à briser la résistance des exploiters."

Je ne vous ferai pas, M. l'Orateur, un tableau des misères engendrées par le communisme, ou un tableau des massacres et des persécutions faites pour implanter des Sans-Dieu, vous les connaissez trop, de même que tous les députés qui siègent en cette Chambre; je veux simplement vous dire que le Parti communiste est organisé et très actif et que, partout où l'on a nié son existence, comme on semble le faire, une guerre civile a été la suite de cette indifférence ou d'une trop grande tolérance. La guerre civile de l'Espagne le prouve avec surabondance. En Espagne, on ne craignait pas les communistes; aux élections qui ont précédé la guerre, 5 % du vote seulement est allé à des candidats communistes; et pourtant, ils ont réussi quelques mois plus tard à s'emparer du pouvoir et à massacrer des dizaines de milliers de personnes.

Voyons quelle est la situation au Canada et dans Québec plus particulièrement. *Le Droit* du 19 novembre 1936 rapportait que le nombre des communistes au Canada s'était multiplié par 5 de 1930 à 1935, et il ajoutait qu'à ce rythme, en 1939 ou 1940, il y aurait au Canada 100,000 communistes bien organisés. Je suis, dit-il, porté à croire que ce nombre est encore plus considérable. À Montréal, aux dernières élections fédérales, il y avait six candidats qui se présentaient sous les auspices du front uni, et le journal *La Clarté*, que la politique énergique du premier ministre a cadennassé, commentait le résultat obtenu avec beaucoup de satisfaction, en disant que George Mooney avait obtenu 19 % et que Fred Rose⁵ avait reçu 16 % du vote donné dans la circonscription où chacun se présentait. Quelques-uns ont pris un fort pourcentage de vote, même 16 % et 17 %.

Ces chiffres doivent faire réfléchir ceux qui nient l'existence du communisme et qui prétendent comme M. Godbout, alors qu'on lui reprochait cette déclaration qui étonnait, pour tenter de se corriger, précisait: "J'ai tout simplement déclaré que je

croyais le fascisme plus dangereux que le communisme." Il a ajouté alors le mot "actuellement" à sa déclaration précédente; cette opinion de M. Godbout sur le danger du fascisme était partagée par plusieurs membres oppositionnistes de cette Chambre, jamais cependant, M. l'Orateur, on a pu réussir à faire la preuve des dangers du fascisme, et nous sommes justifiés de croire que l'attitude de certains libéraux qui condamnaient la loi du cadenas⁶ était motivée par des considérations politiques.

D'ailleurs M. Oscar Boulanger, député fédéral de Bellechasse n'a-t-il pas prétendu dans une assemblée tenue à Québec que cette loi du cadenas avait été passée pour permettre au gouvernement national, pour des fins politiques et pour nuire au Parti libéral? Voilà vraiment une déclaration intéressante, parce que le procureur général du Québec (l'honorable M. Duplessis) fait saisir *Le Clairon* de Toronto et *La Clarté* de Montréal, M. Boulanger crie que l'on attaque le Parti libéral; il croit le Parti libéral visé, lorsque le procureur général saisit la littérature séditionneuse. Qui donc alors tente de faire de la politique avec cette question? Comme le disait un jour le premier ministre, des votes communistes, nous n'en voulons pas, nous les donnons à nos adversaires.

La politique du gouvernement national sur ce sujet a été commentée de diverses façons; des articles élogieux ont été écrits et j'extrais le passage suivant, des *Lettres de Rome* sur l'athéisme moderne, du 4 janvier 1938, en parlant de Québec: "Une situation curieuse s'est développée du fait que le communisme est légal dans tout le Canada sauf dans la province de Québec où le premier ministre, l'honorable M. Duplessis, mène la répression avec énergie. D'où une formidable campagne de presse contre lui dans tout le reste du Canada. Les journaux libéraux et la grande presse elle-même commencent à parler du fascisme de la province de Québec".

Un autre témoignage d'appréciation et non pas le moindre est contenu dans une lettre circulaire de Son Excellence Mgr Gauthier, en date du 15 mars 1938, où il est dit: "Nous avons été bien lents à nous protéger, mais enfin les autorités publiques de notre province et de notre ville ont eu le courage de prendre des mesures d'une pressante nécessité, et nous aurions mauvaise grâce de cacher notre satisfaction. Je veux ajouter, dit Son Excellence, qu'il serait extrêmement regrettable que des considérations très secondaires de personnes ou de parti nous amènent à diminuer dans l'esprit de notre peuple, l'importance du service qui nous est ainsi rendu."

La critique a des droits: n'est-il pas à propos que le souci du bien public et de la vérité lui impose également des limites? Son Excellence, en énumérant les camouflages du communisme, et les procédés trompeurs dont on se sert pour détourner l'attention des gens, dit que l'on parle de liberté de parole et de réunion, et des dangers du fascisme.

Retenons à titre d'exemple, dit-il, la campagne qui s'amorce de ce temps-ci dans notre province. Voilà que tout le monde s'en mêle, ne va-t-on pas jusqu'à créer l'impression que le vrai danger dont il faut nous garer n'est pas le communisme mais le fascisme?

Un autre commentaire important est contenu dans numéro du 14 mai de l'*Osservatore Romano* où la loi du cadenas est appelée, loi Duplessis et loi salvatrice; il est dit dans cet article que la province de Québec a une loi qui interdit toute propagande communiste. Déjà, avant l'application de la loi, les protestations des autres provinces s'accumulaient et on en réclamait l'annulation parce qu'elle était considérée comme contraire à l'esprit de la Constitution; il est facile de démontrer, dit le même article, qu'à ces campagnes ne sont pas étrangers les éléments qui se déclarent hostiles au gouvernement de la province de Québec, parce que ce gouvernement est catholique.

À ceux qui prétendraient que je puise à une même source ces témoignages d'appréciation, je rappellerai les paroles que prononçait M. Mulligan, président de l'hôtel Biltmore, de New York, au cours d'un dîner vers la mi-janvier à l'hôtel Windsor de Montréal. M. Mulligan, au cours de son allocution, invitait les gouvernements à coopérer ensemble pour abattre le communisme en Amérique et il disait: "Dieu merci! Vous avez ici un gouvernement qui prend les moyens pour enrayer la propagande communiste et il serait à souhaiter que cet exemple soit suivi."

Cette coopération que prêchait l'orateur, l'honorable premier ministre de cette province, malgré toutes les félicitations qu'il a reçues chez les plus hautes autorités, attend vainement la coopération du fédéral dans sa lutte contre le communisme. Il semble que lui seul parmi les dirigeants ait eu la force d'agir, le courage de ses convictions, alors que d'autres représentants de Québec sur la scène fédérale, l'honorable Ferdinand Rinfret, sont satisfaits eux de la suppression de l'article 98 du Code criminel, chapitre 36 des Statuts révisés du Canada.

Par cet article, pourtant, il était défendu de mettre en circulation toutes publications, livres,

brochures, pamphlets, cartes, lettres ou images prêchant par la violence le renversement de l'ordre établi. Par cet article du Code criminel, il était possible de saisir et de confisquer des biens appartenant à une association illégale; il était possible de perquisitionner lorsqu'une déclaration assermentée devant un juge ou un magistrat de police attestait qu'une infraction allait être commise; par cet article, supprimé en tout ou en partie, avec le consentement de M. Lapointe et du gouvernement King, il était possible de saisir dans les gares, bureaux de poste, cours, wagons et automobiles, tout genre de publications préconisant le communisme industriel ou économique au Canada. C'est parce que cet article a été supprimé que le premier ministre de Québec a été forcé de passer une loi pour limiter les activités communistes dans Québec. La province de Québec a fait son devoir en ce qui concerne la lutte au communisme; il importe qu'Ottawa l'aide et fasse maintenant le sien.

À ceux qui ont dit que la loi du cadenas était inapplicable, je réponds que du mois de novembre 1937 au 18 avril 1938, cinq établissements ont été fermés dans la province, des milliers d'exemplaires du *Daily Clairon* et de *La Clarté* ont été saisis, de même que des volumes de 312 auteurs différents; et 268 ouvrages divers, conférences, rapports, pièces théâtrales, etc. ont aussi été saisis; ces chiffres furent publiés par les journaux du 5 mai 1938.

À Ottawa, on légalise le communisme. Ici, à Québec, on le répudie, on le déclare hors-la-loi. À Ottawa, en supprimant l'article 98, on a enlevé l'arme la plus efficace que possédait la gendarmerie; en le supprimant, on a cédé aux insinuations de toutes sortes d'associations et aussi aux insinuations des communistes eux-mêmes.

Les mêmes gens, les mêmes organisations ont fait des démarches pour faire disparaître de nos Statuts la loi du cadenas. On a répondu à ces gens qu'en faisant des représentations dans ce sens, ils perdaient complètement leur temps, et le premier ministre a affirmé que jamais cette loi ne disparaîtrait de nos Statuts. L'autonomie provinciale pour le premier ministre du Québec ne sont pas de vains mots, et nous sommes justifiés à la suite de son attitude énergique de demander au gouvernement du Canada de coopérer avec lui dans sa lutte contre le communisme, comme je le fais par cette motion, en surveillant davantage l'immigration, l'émission des permis de séjour et des passeports, afin d'empêcher les communistes étrangers de venir ici, et d'empêcher aussi les communistes canadiens d'aller combattre avec les rouges, comme ils ont fait en Espagne.

M. l'Orateur, je demande aussi dans cette motion que les postes de Sa Majesté et le chemin de fer de l'État ne servent pas à propager ces doctrines pernicieuses. Nous ne sommes pas les seuls à demander cela.

Ottawa doit enrayer le communisme par le contrôle plus sévère de l'immigration et de l'octroi des passeports, surtout en arrêtant la propagation de la doctrine communiste par les postes. La semaine dernière, M. Wilfrid Lacroix, député de Québec-Montmorency aux Communes, a eu le courage de présenter un bill pour empêcher la propagande communiste. La loi modifiant la loi des postes demandait de prohiber l'expédition de journaux, brochures, circulaires, etc., propageant ou tendant à diffuser le communisme.

Le député a fait en Chambre un vigoureux discours pour défendre son bill. L'honorable M. Lapointe a fait un discours non moins vigoureux pour le combattre. Il sait, a-t-il dit, qu'on se sert de la poste pour transporter de la littérature dangereuse, car un monsieur, dont il ne mentionne pas le nom, lui a remis, il y a une couple de mois, un article de propagande nazie qu'il avait reçu dans une lettre. Après le fascisme, c'est maintenant le nazisme qui serait dangereux dans l'esprit de ces messieurs d'Ottawa, et je ne serais pas étonné de voir nos amis oppositionnistes chevaucher ce dada.

M. Lapointe, pour faire une blague sans doute, car ce partisan de la plus grande liberté se permet de faire des farces, disait que le député de Québec-Montmorency avait reçu, au sujet de la loi, la bénédiction du premier ministre de la province de Québec, et il terminait ses remarques en disant qu'il trouvait cette mesure législative superflue.

M. l'Orateur, la comparaison s'impose entre le premier ministre et le ministre de la Justice du gouvernement d'Ottawa; elle est tout à l'avantage du premier ministre qui, lui, admet le danger et prend les moyens pour combattre les menées des dynamitards. Des questions se posent, qui demandent des réponses. Les communistes sont-ils organisés au Canada? Sont-ils des êtres dangereux, se servent-ils de la poste pour distribuer leur propagande? Tout le monde répond "oui" avec moi.

Il y a des communistes; ils sont nombreux, ils sont bien organisés quand on constate le nombre des votes obtenus aux élections fédérales à Montréal et que l'on sait que 135,000 lecteurs canadiens reçoivent 42 journaux communistes. Sont-ils dirigés par Moscou? Je réponds qu'après une saisie faite en vertu de la loi du cadenas, le premier ministre, au cours d'une entrevue accordée aux journalistes en

décembre 1937, montrait un document venant de Moscou et avisant M. Louis Kon, 1449 rue Saint-Alexandre, Montréal, qu'un compte d'épargne et des obligations étaient placés en son nom à la Banque d'Épargne de Moscou, prouvant clairement que Moscou finance les communistes canadiens. Il est inutile de nier l'évidence.

Nos dirigeants à Ottawa vont-ils enfin se décider à agir ou vont-ils répéter les erreurs qui ont permis au communisme de s'implanter en France, en Espagne et au Mexique? Un journal de Québec du 23 février, commentant le bill Lacroix, posait cette question: "Attendons-nous que des soulèvements meurtriers jettent la consternation dans les villes et multiplient les deuils dans les foyers, pour soupçonner les préparations qui sont faites?" Et un peu plus bas: "il n'y a pas de pirouette politique possible pour étudier le problème".

M. l'Orateur, Québec passe des lois pour cadenasser les établissements communistes et dépense en deux ans \$30,000,000 pour venir en aide aux sans-travail. Ottawa laisse les communistes distribuer leurs journaux et pamphlets par la poste, et ne contribue que pour une partie des travaux rémédiateurs au chômage dans Québec. Encore une fois, la comparaison s'impose. Quels sont ceux qui ont pris la meilleure attitude contre le péril communiste? Quels sont ceux qui représentent le mieux les besoins et les idées de la population de Québec? Le parti de l'Union nationale ou les libéraux d'Ottawa? La réponse ne fait de doute pour personne.

C'est au nom de la liberté, cette sacro-sainte liberté, que nos adversaires ont combattu la politique du gouvernement de Québec sur cette question, sans résultat heureusement ici. Mais à Ottawa, on a réussi à faire disparaître l'article 98 du Code criminel, et on hésite à prendre, on refuse de prendre des moyens nécessaires pour empêcher que la propagande communiste se fasse par la poste et le chemin de fer de l'État.

Je me demande si c'est au nom de la même liberté que nos adversaires ont fait disparaître les brevets de prérogative dans la province de Québec. M. l'Orateur, la liberté humaine est sujette à faillir. Il importe dès lors de ne pas confondre l'usage et l'abus que le Parti communiste a rétabli et l'abus des facultés qu'elle comporte, comme il est dit dans un ouvrage publié par l'Union internationale d'études sociales de Malines.

L'usage du droit de posséder, du droit de publier sa pensée par la presse, du droit de se réunir avec ses semblables et de s'associer avec eux n'est en principe légitime que dans les limites du bien, et il

appartient à l'autorité de tracer les frontières au-delà desquelles l'usage du prétendu droit deviendrait licence.

M. l'Orateur, dans 20 États, le communisme est interdit, et partout dans le Canada, excepté dans Québec, il opère en liberté et prépare le grand soir. Il semble inconcevable que les représentants de Québec à Ottawa, moins un tout petit nombre devant lesquels je m'incline, et connaissant le sentiment indifférent, n'aient pas le courage de marcher.

Nous leur demandons d'envisager la situation franchement; nous demandons à MM. Lapointe et Rinfret si c'est pour des fins politiques qu'ils n'osent proposer une législation fédérale contre cette propagande, et nous leur proposons comme exemple le premier ministre du Québec qui, lui, a déclaré ne pas vouloir du vote communiste.

S'il existe ailleurs que dans Québec un homme d'État qui n'ait jamais fait une telle déclaration, je voudrais connaître son nom. Nous demandons à M. Lapointe s'il sait que le danger existe et pourquoi il ne fait rien pour y parer.

Nous lui demandons s'il croit que le danger n'existe pas; dans ce cas, nous lui conseillons de venir voir le procureur général (l'honorable M. Duplessis) de cette province, notre chef. Il recevra là, j'en suis certain, tous les renseignements nécessaires pour changer d'opinion et s'entendra avec lui sur la façon d'enrayer les effets de cette doctrine.

Si, d'un autre côté, M. Lapointe craint de porter atteinte à la liberté, je lui rappellerai que ce n'est pas au nom de la liberté qu'on peut laisser démolir l'ordre de la société. Que ne fait-on pas au nom de la liberté? C'est au nom de la liberté qu'ont agi les régicides, et que Brutus assassina César au nom de la liberté. Mme Roland, montant à l'échafaud, a pu dire: "Ô liberté, que de crimes on fait en ton nom!" Parodiant cette phrase, je peux dire: "Ô liberté, à quels dangers M. Lapointe nous expose en ton nom!"

(Applaudissements)

En terminant, je demande aux honorables députés oppositionnistes de faire pression auprès de leurs amis d'Ottawa pour leur demander qu'ils coopèrent avec le gouvernement national, afin d'empêcher que la poste serve dans Québec à diminuer les bons effets de la loi du cadenas.

J'espère, M. l'Orateur, avoir exprimé l'opinion de toute la Chambre en proposant l'adoption de cette motion.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): La question que l'on soulève est très importante. Cette question

est tellement sérieuse que l'on n'aurait pas dû l'amener devant la Chambre sur une motion telle que constituée.

En principe, tout le monde s'entend pour combattre le communisme. Le communisme est une menace directe contre nos convictions religieuses et notre ordre social. Nous admettons, de ce côté-ci de la Chambre, qu'il veut saper à leur base nos institutions religieuses et qu'il a synthétisé tout dans ces mots: "Le Christ ou Lénine". S'il faut choisir, avec tous les membres de cette Chambre, nous choisissons d'emblée le Christ. C'est notre chef spirituel.

(Rires à droite)

Nous avons choisi dans cette province, et toute la population a répondu au premier ministre que son choix est fait. C'est admis que le communisme déchristianise notre société. Pour paraphraser Baudelaire, nous pouvons dire que le communisme est une "Fleur du mal". Parce que nous savons tout cela, nous croyons que la question dépasse d'emblée la politique, la préoccupation et les soucis des politiciens.

J'ai l'impression qu'actuellement, c'est-à-dire depuis 10 ans, le monde vit une période d'une importance telle que nous avons le droit de comparer notre période aux périodes les plus troublées de l'histoire de tous les temps. Elle ressemble à ces époques qui ont modifié les cartes de géographie, qui ont renversé des philosophies. Je ne veux pas reconstituer toute l'histoire, mais si je parle de la réforme, par exemple, nous arrivons à une époque comme la nôtre où l'esprit humain a revendiqué l'honneur redoutable de secouer les révélations.

Il y a eu aussi la Révolution française qui a été l'effort démocratique pour se libérer de l'absolutisme des anciens rois. Ces périodes ont été suivies de modifications philosophiques. Nous sommes aujourd'hui arrivés à une lutte entre les démocraties et les États totalitaires. Les États totalitaires progressent. Des *modus vivendi* nouveaux s'imposent. La démocratie est peut-être menacée. Quelle sera l'issue de cette lutte? Ne dirait-on pas que le principe même de la propriété est aussi menacé? La lutte est très sérieuse. De grands économistes sont fort inquiets de la situation présente.

Toutefois, j'estime qu'une résolution comme celle du député de Joliette (M. Barrette) n'aurait pas dû être sujette à la discussion. Avec cette motion, l'on veut rapetisser la question à des motifs purement politiques. À une époque de transformation sociale, l'on devrait mettre cette question au-dessus de la politique.

Il me paraît assez clair que l'on vise manifestement des membres de la politique fédérale, particulièrement M. Lapointe⁷. L'honorable ministre de la Justice hante l'esprit du premier ministre de cette province. Serait-ce que la grande manifestation dont M. Lapointe a été l'objet, démonstration sans précédent, a fait jurer aux membres de l'Union nationale de rapetisser et, si c'est possible, de démolir le personnage qui a été l'objet de cette démonstration?

Me permettriez-vous d'exprimer le regret qu'un mouvement de cette nature vienne en Chambre par l'effet d'une motion? Je le dis encore: on veut faire du communisme une question de politique. Mais le communisme ne devrait pas être employé comme argument pour combattre un parti politique qui n'a aucune sympathie pour cette doctrine. Le gouvernement tente d'utiliser le communisme pour avoir une meilleure emprise sur l'imagination du public lors des élections.

Un gouvernement qui se fait un médium et un expédient avec cette question prend une responsabilité énorme. S'il existe un degré d'acuité dans l'urgence qu'il y a à combattre le communisme - et je le crois - ce n'est pas par des résolutions de cette Chambre que nous le combattons efficacement. Lorsque le très honorable ministre de la Justice, un grand homme politique...

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Pas d'applaudissements, hein!

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Ce n'est pas ce que je cherche. Le ministre de la Justice est un grand homme politique, le plus grand descendant politique de Laurier.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Il voudrait donc qu'on applaudisse!

(Rires)

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Si cela fait du mal à nos amis de l'Union nationale qu'on dise du bien partout de M. Lapointe... Ce n'est pas en jouant au football avec le communisme qu'on combattrait efficacement le communisme. Tout ce qui sépare le premier ministre du ministère de la Justice sur le communisme, c'est une discussion sur les moyens à prendre pour l'enrayer. Sur le principe de la lutte à faire au communisme, tout le monde est d'accord. Tout ce qui manque...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le courage!

M. Bertrand (Montréal-Laurier): La bataille contre le communisme peut se faire efficacement et avec succès dans les cadres de la loi postale avec le Code municipal, avec le Code criminel. Il n'y a pas lieu de chambarder tout ce qui existe; il n'est nullement requis de faire beaucoup de bruit pour combattre le communisme. Le gouvernement a en main toutes les armes nécessaires pour combattre les communistes, sans mélanger les politiques du fédéral et du provincial. C'est le devoir sinon la prérogative du procureur général de la province d'invoquer tous les textes de la loi criminelle.

Le procureur général (l'honorable M. Duplessis) a toutes les armes, il a toute l'autorité qu'il faut. Il peut se livrer à une lutte extraordinaire sans demander de résolution comme celle du député de Joliette (M. Barrette) et qui implique des blâmes invisibles, qui sont cousus de fil blanc, pour faire la leçon à Ottawa. Il est singulier que le premier ministre de cette province veuille dire au ministre de la Justice ce qu'il a à faire!

(Rires à gauche)

On veut collaborer avec Ottawa, dit-on, et on ne cesse pas de mêler le fédéral au provincial et de jeter des pierres dans le jardin du dominion. Est-ce cela la collaboration? On cherche par tous les moyens à créer des ennuis au pouvoir central. Ensuite, l'on se plaint que l'on n'a pas de collaboration d'Ottawa. Ce n'est pas surprenant. Après avoir refusé effectivement toute soumission à la commission Rowell⁸ au sujet des relations entre Ottawa et la province...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Si le député de Montréal-Laurier n'a pas d'argument contre le communisme - et je serais enclin à le croire - qu'il ne vienne pas parler de la commission Rowell.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Parlant sur le point d'ordre, je dis qu'on demande de collaborer, dans cette motion, et je veux prouver que le gouvernement ne veut pas collaborer en refusant de répondre aux demandes de la commission Rowell.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Actuellement, c'est le communisme dont il est question. Si le député veut présenter une motion au sujet de la commission Rowell, il est libre de le faire mais, pour le moment, qu'il s'en tienne à la motion en discussion.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Cela me paraît pourtant intéressant de parler de cette collaboration si je veux établir que...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Hors d'ordre!

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): C'est au fédéral de le dire s'il n'y pas collaboration, pas à vous.

M. l'Orateur suppléant: Le député a le droit de parler de collaboration entre les deux gouvernements dans une motion où il est question de collaboration, mais il s'éloigne du sujet s'il veut parler du communisme en discutant les événements de la commission Rowell.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): C'est le moment, après tout cela, de demander au fédéral de collaborer? J'aurais souhaité que cette résolution fût fondue dans des termes moins politiques. Vous avez la motion actuelle où l'on peut lire: "Que l'Assemblée législative exprime l'avis que le gouvernement du Canada devrait prendre immédiatement les mesures appropriées pour prohiber l'admission des communistes dans la province de Québec, pour surveiller davantage l'immigration...". Qu'est-ce que tout cela veut dire sinon que...

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Ça veut dire quelque chose, c'est certain.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Ça veut dire que le gouvernement fédéral doit suivre la grande lumière de l'Union nationale et les directives du premier ministre du Québec. On veut faire de la politique dans le domaine fédéral, voilà tout. Je me permettrai donc de proposer, secondé par mon collègue le député de Québec-Centre (M. Hamel), cet amendement:

"Que tous les mots après "que", dans la première ligne de la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre prie instamment le gouvernement fédéral de favoriser la campagne qu'il a entreprise contre la propagande de doctrines subversives, et en particulier les communistes;

"Cette Chambre demande également au gouvernement du Canada de coopérer avec le gouvernement du Québec, tout en respectant l'autonomie provinciale, dans la lutte inaugurée par les autorités religieuses contre la diffusion de ces théories perverses, pour sauvegarder chez notre population les sentiments de foi et les traditions d'ordre qui la caractérisent;

"Que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution aux très

honorables premier ministre et ministre de la Justice du Canada."

M. Hamel (Québec-Centre): La motion a surtout pour but de causer des ennuis au pouvoir central. Nous sommes tous d'accord pour combattre le communisme. Mais avons-nous l'intention de diminuer l'autorité? Je ne suis pas pour défendre ici la politique du fédéral. Il peut y avoir des torts, comme il y en a chez nous. Si l'on affaiblit l'autorité, il ne faut pas oublier que c'est donner avantage au communisme. C'est ce qui se passait lorsque le gouvernement provincial a essayé de placer le gouvernement fédéral dans une position délicate.

On fait trop de publicité avec cette question du communisme. Si nous criions trop au communisme, nous lui créons des sympathies. Le communisme, tout le monde le sait, s'attaque à la religion, mais il s'attaque surtout au capitalisme vicié. Le communisme combat ce que nous combattons, ce que l'on prétend être l'ordre et qui n'est que le désordre organisé. Le meilleur moyen de le combattre, c'est de mettre de l'ordre dans la société. Nous avons ici plus que le communisme. Nous avons le paupérisme à l'état aigu à cause de la mauvaise répartition des richesses, une poignée de gens s'enrichissant, tandis que le peuple souffre.

Le capitalisme vicié, présentement soutenu par un gouvernement, engendre le communisme. Si le gouvernement pouvait supprimer l'indigence et forcer le capitalisme vicié à se soumettre aux lois du pays, ceci rendrait en même temps le communisme inoffensif. Derrière la démocratie se cachent tous les oppresseurs du peuple, le capitalisme, qui est le pire ennemi de la population, la dictature économique envers les pauvres et les indigents. Cette calamité fait mourir la démocratie.

On parle de démocratie, on la divinise, mais on oublie que derrière ce mot se cache une dictature tyrannique pire que le communisme. La démocratie a vécu parce qu'elle n'a jamais existé. Nous n'avons pas de démocratie. C'est aujourd'hui la dictature de l'argent qui existe. L'usure nous ronge. C'est dans la province de Québec que le capitalisme est le plus néfaste. On vend aujourd'hui des nécessités de la vie 20 fois le prix de revient.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je n'ai pas d'objection à ce que le député de Québec-Centre (M. Hamel) expose ses théories, mais ce n'est pas le temps maintenant. Il s'agit de savoir si Ottawa est prêt à combattre le communisme par les postes et les chemins de fer.

M. Hamel (Québec-Centre): Le gouvernement veut suggérer des moyens. J'en profite pour lui en donner. On a dit dernièrement que le communisme n'existait plus. Comment se fait-il qu'il revient tout d'un coup? Notre province est aujourd'hui le pire repaire du communisme parce que c'est ici que les capitalistes abusent le plus. Ils s'enrichissent ici et, quand ils sont remplis d'or, ils s'en vont à l'étranger.

M. l'Orateur suppléant: Je ferai remarquer au député de Québec-Centre (M. Hamel) de s'en tenir au bill. Il a fait toutes sortes de considérations qui lui sont absolument étrangères.

M. Hamel (Québec-Centre): Il s'agit donc de combattre le communisme par la malle. Les autres causes, le gouvernement de la province s'en désintéresse. On veut combattre le communiste par la malle et, après, on jettera le blâme sur Ottawa. Si le premier ministre veut que le ministre de la Justice (M. Lapointe) ouvre la malle, il sera peut-être le premier à s'en plaindre. Il y a des libertés auxquelles il est dangereux de toucher. Le bolchévisme a ses agents parmi nous.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ça paraît!
(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Des agents inconscients qui sont plus dangereux parce qu'ils s'ignorent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ça paraît encore!
(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Si le gouvernement de l'Union nationale veut faire un retour sur lui, il s'apercevra qu'il a glissé. Je suis inquiet et je veux aider à enrayer la vague de désordre qui s'annonce. Tout ce que je puis faire est de dénoncer les désordres que je vois. Je suis contre le communisme et le capitalisme vicié. Mais, entre les deux, j'aurais plus de sympathie pour le communisme que pour le capitalisme vicié. Ce n'est pas en se lançant la balle comme on le fait qu'on va mettre un frein au communisme.

Je m'oppose à la motion, dit-il, parce qu'elle est faite dans un but politique.

M. Marier (Drummond): À écouter le député de Montréal-Laurier (M. Bertrand), j'ai compris la

difficulté où il se trouvait de ne pouvoir condamner le communisme comme sa conscience le lui imposait. Il ne veut pas rejeter en bloc la motion ni déplaire à ses amis d'Ottawa. Je suis convaincu qu'il croit que le communisme existe parce qu'il a voté la loi que le gouvernement de cette province a fait voter pour lutter contre les menées communistes. Il s'est dit qu'il devait y avoir dans la motion une manœuvre politique.

Si le gouvernement fédéral avait voulu accepter les suggestions qui ont été faites par M. Lacroix, un de ses membres, il est possible que l'amendement de l'opposition eût pu être suffisant. Mais dans les circonstances, voyant le refus d'Ottawa, on ne peut faire grief au gouvernement; on demande tout simplement au fédéral de coopérer avec le gouvernement du Québec pour que celui-ci n'ait pas à se servir trop souvent de la loi qu'il a fait voter. L'on a le droit de rappeler à Ottawa qu'il ne fait pas son devoir.

La motion demande d'adopter des mesures qui seraient peut-être restrictives de la liberté mais, dans la loi de la province, il y a des dispositions qui violent la sacro-sainte liberté. Est-ce qu'il n'est pas nécessaire, dans le domaine fédéral, d'adopter des lois assez restrictives pour combattre efficacement le communisme? Si les lois fédérales sont suffisantes, comment se fait-il qu'on se soit, dans toutes les provinces, objecté à la législation du Québec? Si on s'est objecté, c'est parce qu'on n'avait pas de législation semblable à celle de Québec. Dans la province de Québec, le gouvernement a refusé la liberté au mal et aux malfaiteurs.

Le député de Montréal-Laurier (M. Bertrand) pourrait bien se laisser aller à faire l'éloge du ministre de la Justice. Ce n'est pas moi qui l'en empêcherai ni ne le contredirai parce que je sais que M. Lapointe a mérité l'estime de ses concitoyens. Mais, n'aurions-nous pas le droit d'adopter une motion demandant au gouvernement fédéral d'une façon précise de faire la lutte au communisme dans tout le Canada? N'a-t-on pas vu dernièrement un député de Québec demander l'adoption de mesures contre le communisme et se voir refuser cette demande sous le prétexte que les lois fédérales étaient suffisantes? Cette opinion du ministre de la Justice a été souvent exprimée par les communistes et ceux qui les supportent.

Je regrette de ne pouvoir appuyer le député de Montréal-Laurier (M. Bertrand). La motion qui est devant cette Chambre est écrite dans un langage législatif et c'est le devoir de cette Législature de l'adopter. L'Assemblée législative de Québec a le

droit de dire que la motion de M. Lacroix représente l'assentiment de notre population. Nous voulons la collaboration du gouvernement fédéral et notre motion signifiera que nous, de l'Union nationale, supportons les représentations qui ont été faites à Ottawa par le député de Québec-Montmorency, M. Wilfrid Lacroix, et que nous aurions souhaité que tous les représentants de Québec à Ottawa eussent le courage de l'appuyer.

M. Chaloult (Kamouraska): J'ai entendu avec intérêt le député de Joliette (M. Barrette). Il a répété cette phrase célèbre: "Liberté, que de crimes on commet en ton nom!". On pourrait dire aussi bien: "Communisme, que de politocailles on se permet en ton nom!"

Sur un point, je diffère d'opinion avec le député de Montréal-Laurier (M. Bertrand). Si le gouvernement provincial veut faire savoir à Ottawa l'attitude qu'il prend, je crois que le procédé est excellent. Le gouvernement provincial est le mandant du gouvernement fédéral. En vertu de la Constitution, si le mandat de 1867 n'est pas exécuté, je crois qu'il y a lieu de rappeler au pouvoir central ses obligations. Par conséquent, j'admets le principe de la motion présentée par le député de Joliette.

Mais je ne puis appuyer la motion elle-même pour deux raisons. Si elle contient du bon, elle a le défaut d'exprimer une double vue politique. Elle contient une surenchère de religiosité et une attaque contre le gouvernement fédéral.

On est très religieux et très pieux, en cette province, depuis quelque temps. On fait assaut de pieuseries et de bondieuseries, si je puis m'exprimer ainsi. On marmonne des patenôtres à tout moment et à propos de rien. La religion ne doit pas se borner à des paroles. Être religieux, pour une Législature, c'est faire passer dans la législation certains principes sociaux. Le meilleur moyen de freiner le communisme consiste à promulguer des lois humanitaires et chrétiennes, et non pas en l'utilisant pour voiler les méfaits et la mauvaise gestion des affaires. Si on combat le communisme avec des mots dans la province de Québec, on ne le combat pas avec des actes.

Il faudrait traduire en législation toutes ces attitudes très catholiques que l'on prend en paroles. On devient romantique en cette province, à la manière de Lamartine et de Musset qui, entre deux hoquets, composaient des hymnes à la gloire du Seigneur. Revenons donc aux classiques. Soyons catholiques à la manière de Bossuet, de Racine, de Boileau, de Louis XIV, si nécessaire, Louis XIV qui

commettait sans doute des erreurs, mais qui les commettait en pleine lumière.

Je veux signaler cette tendance à faire étalage d'une sentimentalité religieuse qui n'est pas de véritable religion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je voudrais bien savoir comment tout cela peut avoir rapport à la motion.

M. Chaloult (Kamouraska): Il est question, dans cette motion, des sentiments de foi de la population. Je regrette que ce ne soit là que de la sentimentalité.

Et puis, la motion a une visée politique. On voudrait donc que ces "maudits libéraux" soient des anticléricaux! Je ne suis pas un libéral et j'en parle à mon aise. Il n'y a pas plus d'anticléricisme chez les libéraux qu'il n'y en a chez les membres de l'Union nationale. J'ai autant confiance au chef de l'opposition qu'au premier ministre auquel j'ai confiance au point de vue catholique. J'ai même plus confiance dans les principes catholiques de M. Lapointe que dans ceux du gouvernement de l'Union nationale. Cette mesure qu'on nous propose a pour but réel de jeter du discrédit sur un parti politique aussi bien intentionné que le gouvernement actuel.

Le gouvernement fédéral a refusé des passeports à ceux qui voulaient aller en Espagne. J'en sais quelque chose. Quand j'ai voulu aller en Europe, on m'a donné un passeport pour la France, l'Angleterre et autres pays, mais on a refusé de m'en donner un pour l'Espagne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement fédéral a donné des passeports à des gens qui voulaient aller combattre en Espagne. Ce n'est qu'après les protestations que j'ai formulées qu'il a changé d'attitude et qu'il a commencé à refuser les passeports.

M. Chaloult (Kamouraska): Le gouvernement fédéral n'est donc pas si mal intentionné, puisqu'il a bien voulu se rendre aux suggestions que lui a faites le premier ministre. Et puis, par cette motion, le gouvernement de cette province veut flatter le clergé. Il veut flatter le clergé parce qu'il croit que c'est un argument électoral.

Un député ministériel: À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je regrette d'avoir à demander au député de

Kamouraska d'avoir à retirer ses paroles que je ne veux pas qualifier. M. l'Orateur, je lui demande de les retirer sans conditions et sans restrictions.

Une voix: On va l'envoyer en Espagne!
(Rires)

M. Chaloult (Kamouraska): J'ai dit qu'une législation comme celle-ci visait à flatter le clergé...

Un député ministériel: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur suppléant: Je crois que le député devrait retirer sans conditions ses paroles qu'il n'avait certainement pas le droit de prononcer.

M. Chaloult (Kamouraska): Je n'ai pas d'objection à les retirer, mais on ne m'empêchera certainement pas de le penser.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je demande au député de retirer ces dernières paroles qu'il vient de prononcer.

Des députés chahutent.

M. l'Orateur suppléant: Le député doit retirer ses paroles sans conditions et sans rien ajouter qui empire sur le mal commis.

M. Chaloult (Kamouraska): Alors, je n'empirerai pas. Je signale au premier ministre les paroles prononcées récemment par M. Lapointe et j'espère qu'il va s'empresse d'instituer des procédures contre ceux qui ont combattu en Espagne.

En résumé, nous sommes pour le principe de la motion, sauf que nous sommes opposés à ce que l'on se serve des projets de loi pour faire de la religiosité et censurer un gouvernement qui fait son devoir tout autant que le présent gouvernement qui, à mon sens, est loin d'avoir fait le sien. Je ne veux pas, dit-il, mettre de la politique dans cette affaire de communisme.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Ce n'est pas le temps de faire du défaitisme. Il n'est pas question de s'attaquer à un homme ou à un parti. Je demande aux libéraux, d'être aussi conséquents avec eux-mêmes que le fut le député de Québec-Montmorency, M. Lacroix. (M. Thibeault cite le discours de M. Lacroix dans le *Hansard*). Le député fédéral, dit-il, a exprimé les mêmes sentiments et les mêmes principes que ceux contenus dans la motion Barrette.

Le très honorable M. Lapointe veut donner une liberté égale à la vérité et à l'erreur. Cette thèse est fausse, dit-il, et l'erreur ne saurait avoir de droits. Le présent gouvernement provincial donne toute la liberté nécessaire au vrai et au bien, mais je ne veux donner à aucune doctrine pernicieuse le droit de corrompre.

Je connais bien la situation à Montréal pour avoir, poursuit-il, à la demande des autorités religieuses, fait le tour de tous les clubs et discuté avec tous les chefs communistes. Je suis, précise-t-il, en mesure de parler d'eux. Si nos adversaires connaissaient la situation comme je la connais, ils changeraient vite d'idée. J'étais au courant de leurs activités dangereuses.

Les communistes, dit-il, présentent des candidats partout et font tout en leur pouvoir pour se gagner des adeptes. (Il donne des exemples de ce travail intense de propagande accompli par les rouges). Le gouvernement fédéral, dit-il, devrait refuser de laisser circuler par la maille de la littérature communiste en l'arrêtant au point de départ.

Des cours communistes sont, entre autres choses, adressés aux instituteurs. Voici une lettre qui a été envoyée par la poste à plusieurs professeurs de la province de Québec et qui n'est qu'un pamphlet de propagande destinée à corrompre la jeunesse. On veut s'attaquer à la jeunesse. Des milliers de jeunes ont été enrôlés dans les factions communistes de Montréal où on leur a enseigné les principes du communisme.

(Donnant lecture d'un article paru le jour même dans *L'Action catholique* sous la signature du Dr Louis-Philippe Roy sur cette question de la propagande pernicieuse circulant par la poste)⁹ Je ne m'étonne, dit-il, que l'on parle des sentiments de M. Lapointe et que l'on n'ait pas mentionné l'opinion de M. Godbout qui disait que le fascisme était plus dangereux en cette province que le communisme.

Le gouvernement ne souffrira pas l'égalité pour le bien et le mal.

J'apporte mon vibrant appui à la motion. On ne peut rien faire pour arrêter le communisme sans la coopération du gouvernement fédéral; alors la proposition de M. Barrette est à propos.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): La lutte aux doctrines subversives rencontre la plus entière approbation de la classe agricole, la base de notre société.

Les membres de l'opposition disent que tout le monde est d'accord pour combattre le communisme.

Cependant, ils sont tous d'accord, eux, pour combattre la motion qui est devant la Chambre. On dit qu'elle contient une attaque contre le gouvernement fédéral ou contre le ministre du gouvernement fédéral. Je me demande où l'on peut trouver une attaque dans cette motion. Je n'en vois aucune, dit-il.

On a présenté un amendement qui ne fait qu'exprimer un désir sans faire de suggestion. L'opposition veut bien combattre le communisme, à condition que ça n'embarrasse pas le gouvernement fédéral. On est prêt à travailler pour la province, pourvu que ça ne dérange pas le parti. Les libéraux se disent prêts à travailler au bien de la province, mais pourvu qu'ils puissent servir avant le bien de leur parti. Ils sont anticommunistes, pourvu que ça cadre bien avec le motto du chef: "Libéral à Québec comme à Ottawa!" On veut être libéral avant et par-dessus tout.

Mais je ne vois pas comment cette motion peut attaquer un ministre du gouvernement fédéral, à moins que l'on ne fasse allusion à celui qui demandait au député de Montmorency, M. Lacroix, s'il avait obtenu la bénédiction de l'honorable premier ministre de cette province pour présenter son projet de loi.

Mais alors, qui fait de la politique? C'est le fédéral qui a fait de la politique avec la motion de M. Lacroix. Parce que ce monsieur se met lui-même dans la fournaise, est-ce qu'on doit abandonner pour cela de prendre l'intérêt de la province de Québec? Ce n'est pas notre faute si un ministre a échappé des mots imprudents.

L'un des orateurs de la gauche a dit: "Le communisme combat ce que nous combattons." Il a parlé de pauvres gueux. Les pauvres gueux sont sans doute ceux qui ont fourni des millions en Espagne et dépensent des millions à répandre leur propagande en Amérique et ailleurs.

L'attitude du gouvernement servira de contrepoids à Ottawa en s'opposant à ceux qui veulent laisser se répandre la propagande communiste.

M. Hamel (Québec-Centre): Je pourrais citer la parole de Mgr l'évêque de Prague. Il dit exactement la même chose.

M. Labbé (Mégantic): Ce monseigneur n'a pas parlé en Chambre, c'est le député de Québec-Centre qui a parlé en Chambre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Ces paroles ne devraient pas être prononcées dans le

même état d'esprit. Et puis, si le gouvernement voulait jeter toute la responsabilité sur le gouvernement d'Ottawa, il n'aurait pas passé sa "loi du cadenas". Le sens de la motion est celui-ci: nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir de faire, nous vous demandons votre collaboration.

Dans les campagnes, tous les moyens qui pourraient empêcher la diffusion des idées perverses sont appuyés et demandés. Cette propagande communiste atteint même la campagne. Et c'est au nom de tout ce que la campagne représente de traditions, d'honnêteté et de loyauté que nous demandons l'adoption de cette motion.

M. Bastien (Berthier) propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise de travaux à 8 heures

Protestant Foster Home Centre

M. Bulloch (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 changeant le nom de The Protestant Infants' Home of Montreal en celui de Protestant Foster Home Centre.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bulloch (Westmount) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi 3 Édouard VII, chapitre 94

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill 138 abrogeant la loi 3 Édouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et

l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger) que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger) que ledit bill soit de nouveau renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adopté.

Charte de Farnham

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill 103 modifiant la charte de la ville de Farnham.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger) que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger) que ledit bill soit de nouveau renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adopté.

Charte de Victoriaville

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill 137 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger) que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger) que ledit bill soit de nouveau renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adopté.

Le communisme

La Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur l'amendement de l'honorable député de Montréal-Laurier (M. Bertrand) à la motion du député de Joliette (M. Barrette) proposant que l'Assemblée législative,

Attendu que le communisme est une doctrine qui répugne à la population de la province de Québec, parce qu'il s'attaque à ses traditions les plus chères et qu'il est basé sur l'athéisme, le désordre et l'esprit de destruction;

Attendu que la Législature de Québec a adopté une législation pour enrayer, dans les limites du possible, la propagande et la propagation du communisme dans la province de Québec;

Attendu que le communisme se sert des postes et du chemin de fer de l'État pour se soustraire à la loi, pour propager et défendre ses doctrines perfides et pernicieuses;

Exprime l'avis que, pour permettre aux autorités provinciales de réprimer plus facilement et plus complètement les menées des communistes dans la province de Québec, le gouvernement du Canada devrait prendre immédiatement les mesures appropriées pour prohiber l'admission des communistes dans la province de Québec, pour surveiller davantage l'immigration, les permis de séjour et les passeports à ce sujet, pour interdire l'importation et la distribution, dans la province de Québec, de tout imprimé de propagande communiste.

Que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution aux très honorables premier ministre et ministre de la Justice du Canada.

Lequel amendement se lit comme suit:

"Que tous les mots après "que", dans la première ligne de la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre prie instamment le gouvernement fédéral de favoriser la campagne entreprise contre la propagande des doctrines subversives et en particulier les communistes;

"Cette Chambre demande également au gouvernement du Canada de coopérer avec le gouvernement de Québec, tout en respectant l'autonomie provinciale, dans la lutte inaugurée par les autorités religieuses contre la diffusion de ces théories perverses, pour sauvegarder chez notre population les sentiments de foi et les traditions d'ordre qui la caractérisent;

"Que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution aux très honorables premier ministre et ministre de la Justice du Canada."

M. Bastien (Berthier): Ce qui me surprend le plus, c'est de voir que le premier ministre encourage cette motion qui n'est ni plus ni moins qu'une motion pour violer l'autonomie provinciale. Puisque le gouvernement prétend vouloir collaborer avec Ottawa, il aurait dû rappeler, dans sa motion, ce que le pouvoir central et ce que M. Lapointe ont fait pour respecter l'autonomie du Québec. Si on veut que l'autonomie provinciale soit respectée, qu'on commence par respecter l'autonomie fédérale. Cette motion est un blâme pour le ministère de la Justice et pour presque toute l'administration centrale. Son but n'est pas de demander de la coopération, mais de blâmer le ministre de la Justice. Elle contient plusieurs attaques, et les discours prononcés ont contenu eux aussi de nombreuses attaques.

On a vanté et loué M. Wilfrid Lacroix pour son bill. Il demandait de restreindre des pouvoirs accordés au ministère des Postes. S'il croit que les employés des postes ne font pas leur devoir, il n'avait qu'à demander une enquête pour ce qui a trait à la distribution des imprimés. Au lieu de blâmer le ministre de la Justice par une motion, on devrait plutôt le féliciter et le remercier pour ce qu'il a fait. Lorsqu'on lui a demandé de désavouer la loi du cadenas, il n'a pas voulu le faire parce qu'il voulait respecter la mentalité spéciale de notre province et notre autonomie. M. Lapointe ne croit pas pour cela la loi excellente. Le désaveu a été demandé par les organisations les plus sérieuses, même par le Barreau canadien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Si le député veut critiquer la loi après avoir voté pour, c'est son affaire, mais il n'a pas le droit de le faire sans demander le rappel de la loi.

M. Bastien (Berthier): Je ne critique pas la loi, dit-il, mais j'expose ce qu'Ottawa a fait pour la respecter et, par conséquent, respecter la mentalité de la province de Québec. Je suis aussi d'avis, poursuit-il, que le gouvernement devrait combattre les arguments des communistes, et non pas seulement faire des discours et présenter des motions.

On a parlé de communisme, mais il y a aussi d'autres doctrines dangereuses qui sont prêchées dans notre province. Il y a le fascisme, duquel le sénateur Borah¹⁰ disait qu'il était aussi dangereux sinon plus que le communisme. Il y a aussi le nazisme. On aurait dû, dans la motion, inclure aussi ces deux groupes. Tout en étant aussi vigoureusement opposé au communisme que qui que ce soit, je

demande au gouvernement qu'il combatte les fascistes, qui sont nombreux à Montréal et qui prêchent des doctrines condamnées par l'Église.

La motion cherche à atteindre le Parti libéral, à usurper les pouvoirs du gouvernement central, qui est au-dessus du gouvernement provincial. Ce n'est donc pas respecter l'autorité et, par conséquent, c'est faire en quelque sorte le jeu du communisme que de saper ainsi l'autorité.

La motion cherche à atteindre un pouvoir qui est plus grand que le nôtre et qui a plus de juridiction. Que dirait-on à l'Assemblée législative du côté du gouvernement, si un conseil municipal censurait la Chambre?

M. Tellier (Montcalm) félicite le député de Joliette (M. Barrette).

Je réponds, dit-il, aux objections formulées par les orateurs de la gauche qui m'ont précédé. Si le député de Montréal-Laurier (M. Bertrand), après avoir admis que la lutte est nécessaire contre le communisme, trouve que c'est un blâme à adresser aux autorités fédérales que de leur demander leur coopération, c'est qu'il estime que le gouvernement central n'a pas fait tout ce qu'on est en droit d'attendre de lui.

Le député de Québec-Centre (M. Hamel) a prétendu qu'on donnerait une chance au communisme en affaiblissant l'autorité, mais que n'a-t-il pas fait lui-même, depuis deux ans, pour affaiblir l'autorité du gouvernement dans cette province?

Le député de Kamouraska (M. Chaloult) reconnaît le bien-fondé de la lutte contre le communisme et approuve le fond de l'intervention, mais il trouve que la motion constitue une surenchère de religiosité et une attaque contre le gouvernement fédéral. Je ne vois pas qu'il soit question de religion, et le gouvernement de Québec ne fait pas de reproche à Ottawa par sa motion.

Pour le deuxième point, des gens qui prétendent avoir le monopole des bonnes intentions et des vertus ne devraient pas avoir peur d'attaquer un pouvoir qui n'a pas fait son devoir. Le député de Berthier (M. Bastien) voit une attaque contre l'autonomie. Est-ce attaquer l'autonomie pour le gouvernement provincial qui, après avoir passé cette loi du cadenas, demande au fédéral de coopérer avec lui pour arriver à la disparition du communisme? Nous demandons simplement à Ottawa de faire ce qui lui est permis en vertu des règlements postaux.

Les gens de la gauche sont bien comme nous les avons toujours connus, incapables de mettre de côté les intérêts de parti pour sauvegarder l'intérêt

général. La motion ne contient aucun blâme contre le gouvernement fédéral. Les députés de l'opposition sont contre la motion parce que ça peut faire mal à M. King et M. Lapointe, parce que ce dernier n'a pas fait son travail dans sa lutte contre le communisme.

(Applaudissements)

M. Fitch (Montréal-Saint-Louis) félicite les orateurs précédents et parle de l'idée fixe du député de Québec-Centre (M. Hamel) et de la métaphysique du député de Kamouraska (M. Chaloult).

S'il y a eu une victime de la propagande communiste, c'est bien celui qui vous parle. Lorsque je me suis présenté dans Montréal-Saint-Louis, en novembre dernier, j'ai eu affaire personnellement aux communistes qui étaient venus en aide à mon adversaire présenté sous des couleurs démocratiques, libérales, etc...

C'était bien la voix de Jacob, mais c'était aussi le bras d'Esau. Il y a eut une avalanche de propagande communiste. Les communistes ont utilisé contre moi la radio d'État payée par les contribuables de ce pays et qui est sous le contrôle du pouvoir central, ces mêmes postes dont on refusait l'usage, il y a quelques semaines, à M. McCullagh, de Toronto. Trois journaux, entre autres *La Clarté* et *Le Clarion*¹¹, imprimés à Toronto, étaient importés à Montréal. Par quels moyens? Sinon par le réseau de l'État, le Canadien National, propriété du dominion. Il était important de dépêcher ces imprimés à Montréal. Quel autre moyen a-t-on pris? Celui des postes!

Ainsi donc, la radio, les postes, le chemin de fer ont servi tour à tour pour répandre le communisme. Le gouvernement de Québec ne contrôle ni la radio ni les postes. Ottawa n'a rien fait pour empêcher les causeries communistes à la radio, toutes choses contrôlées par le gouvernement fédéral qui s'est trouvé, par son manque d'énergie, à favoriser l'expansion du communisme.

Il y a un problème de communisme qui existe; il y a des devoirs qui incombent à certaines personnes pour apporter un remède à ce problème; et finalement, il reste à désigner quels sont ceux qui ont le devoir d'apporter ce remède. Je demande tout de suite: qui contrôle la radio d'État, le Canadien National, les bureaux de poste? Le fédéral tout seul. Tous les moyens sont dans les mains de l'autorité fédérale et le danger du communisme doit être enrayer par l'entremise du pouvoir central.

Je me souviens que l'attention du gouvernement fédéral a souvent été attirée par les activités communistes au Canada, mais que rien n'a

été fait pour les arrêter. Seule, la province de Québec ne peut rien faire; toutefois, avec l'aide d'Ottawa, le succès d'une campagne contre le communisme est assuré. C'est notre devoir à nous d'attirer là-dessus l'attention de l'autorité centrale.

Le député de Berthier (M. Bastien) a parlé tout à l'heure d'autres idées subversives que le communisme. Je suis le premier à admettre que, outre le communisme, il y a d'autres théories fort répandues ici qui sont aussi dangereuses, qui sont même des sous-produits du communisme, je veux dire le fascisme et le nazisme. Mais, il ne faut pas exagérer, et les paroles de M. Houde ne sont pas l'expression de la vérité. On a dit à tort que la population du Québec est fasciste.

Ce n'est pas à moi de défendre ceux qu'on a ainsi injustement attaqués. Mais je connais trop bien mes concitoyens de la province de Québec pour croire qu'ils sont des fascistes. Il y a de grands dangers en réserve dans ces idées subversives pour nous tous, si nous refusons d'y porter attention. Nous ne pouvons pas nous asseoir en nous dérochant sous un mutisme lâche quand ces idées-là sont disséminées.

Le seul fait que nous occupions nos fauteuils dans ce Parlement constitue déjà une dénégation et une protestation contre l'accusation de fascisme et de nazisme - ennemis de la démocratie dont notre système relève - que l'on voudrait porter contre la population de cette province. Si la province était fasciste, plusieurs députés de l'opposition... et je serais, moi le premier, je pense, dans un camp de concentration, mais j'aurais beaucoup de compagnie. Malgré tout le mal que nous pensons du fascisme, nous ne pouvons dire de lui seul: "Voilà l'ennemi".

Les libéraux n'ont pas à se glorifier tellement de ce qu'ils ont fait contre le fascisme et contre ce qui peut diviser les races et les faire se combattre les unes les autres. Je pourrais dire à mes amis de l'opposition libérale bien des choses intéressantes. Je me rappelle que, du temps de l'administration libérale dans cette province, nous sommes venus, un groupe important de Montréal, demander au procureur général du temps de faire cesser la publication du *Goglu*¹² et du *Chameau*, mais on nous a répondu qu'il n'y avait rien à faire pour supprimer ces publications qui, dit-il, insultaient sa race. Le Parti libéral ne peut donc pas se vanter d'avoir mis un frein à la propagande. MM. Lapointe et Taschereau ont également refusé de sévir contre le *Miroir* il y a quelques années. Et les autorités fédérales refusèrent aussi d'agir contre un journal étranger distribué par l'entremise des postes.

J'estime qu'on ne doit pas tendre le poing comme font les communistes ni élever la main en signe de défi comme font les fascistes et les nazis, mais donner la main de façon droite et amicalement. La résolution que nous discutons, je la crois élaborée dans un esprit de paix, de bonne volonté qui n'a que faire des idées subversives, qu'elles soient d'extrême gauche ou d'extrême droite. Je l'appuierai comme un excellent moyen de combattre les doctrines pernicieuses du communisme. Cependant, il faut vigoureusement faire la lutte à tous ces "ismes", au nom de la paix et de l'harmonie de cette province.

On a demandé à Ottawa de nous aider à cette fin, mais le gouvernement fédéral est demeuré intransigeant dans sa conviction, au nom de la liberté de pensée et d'expression. Toutefois, il ne faut pas confondre la liberté d'expression et l'autorisation de prendre part à des activités révolutionnaires. Il est dans l'intérêt de tous que l'on combatte les théories subversives. Les idées subversives, nazisme, communisme ou fascisme, ne doivent pas trouver place dans la province de Québec. La motion doit être adoptée sans un vote pour démontrer que le Québec se tient fermement derrière la demande du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
L'opposition de la gauche à cette motion qui réclame l'aide d'Ottawa dans la lutte au communisme est incompréhensible. Je ne comprends pas que la motion du député de Joliette (M. Barrette) n'ait pas été acceptée unanimement par la Chambre. Elle devrait provoquer l'entente, l'accord et stimuler la bonne volonté de tous.

Le gouvernement de Québec ne peut pas endurer le communisme et ne l'endurera pas. Nous avons devant nous un amendement à cette motion. L'amendement de l'opposition demande de retrancher tous les mots dans la motion sauf le "que". Elle commence à "que" et se termine après "que". Est-ce que ce "que" est un nouvel article du programme libéral?

(L'honorable M. Duplessis lit et passe en revue l'un après l'autre les paragraphes que l'opposition veut faire retrancher)

L'Assemblée législative,

Attendu que le communisme est une doctrine qui répugne à la population de la province de Québec, parce qu'il s'attaque à ses traditions les plus chères et qu'il est basé sur l'athéisme, le désordre et l'esprit de destruction;

Attendu que la Législature de Québec a adopté une législation pour enrayer, dans les limites du possible, la propagande et la propagation du communisme dans la province de Québec;

Attendu que le communisme se sert des postes et du chemin de fer de l'État pour se soustraire à la loi, pour propager et défendre ses doctrines perfides et pernicieuses;

Exprime l'avis que, pour permettre aux autorités provinciales de réprimer plus facilement et plus complètement les menées des communistes dans la province de Québec, le gouvernement du Canada devrait prendre immédiatement les mesures appropriées pour prohiber l'admission des communistes dans la province de Québec, pour surveiller davantage l'immigration, les permis de séjour et les passeports à ce sujet, pour interdire l'importation et la distribution, dans la province de Québec, de tout imprimé de propagande communiste."

Nos adversaires de l'opposition veulent tout faire disparaître de la motion, tout en admettant que le communisme existe et qu'il est dangereux. La motion dit que la province n'endurera pas la propagande communiste. L'opposition s'oppose-t-elle aux idées qui y sont exprimées?

La motion déclare que le communisme s'attaque à nos doctrines les plus chères: la gauche proteste. Elle dit encore que la propagande subversive est distribuée par les postes ou par les chemins de fer; les oppositionnistes le nient et refusent d'appuyer la demande qui est faite auprès d'Ottawa pour arrêter cette distribution. Est-ce que leur parti, qui fut grand, doit pour toujours tomber? Ils placent l'intérêt partisan avant l'intérêt public.

Je félicite tous les députés ministériels qui ont exprimé leur avis et parlé en faveur de la motion, notamment le merveilleux député de Montcalm (M. Tellier). Ils ont sonné une note juste que la province aime à entendre.

L'amendement fait tout disparaître de la motion. Peut-on nier, comme le font les membres de l'opposition, les vérités fondamentales qui y sont exprimées? Peut-on nier qu'elles sont le reflet de l'opinion publique et l'expression exacte de la volonté populaire?

Lorsque nous déclarons, par exemple, que le communisme est une doctrine qui répugne à la population de la province de Québec, parce qu'il s'attaque à ses traditions les plus chères et qu'il est basé sur l'athéisme, le désordre et l'esprit de destruction, l'opposition n'aime pas cela. Lorsque nous ajoutons que le communisme se sert des postes et du chemin de fer de l'État pour se soustraire à la loi, pour propager et défendre ses doctrines perfides et pernicieuses, l'opposition ne sait plus d'où provient la littérature perfide. Quand on combat un

ennemi comme le communisme, je regrette qu'on ne puisse compter sur l'opposition. L'opposition reconnaît le danger mais, suivant ses amis d'Ottawa, elle refuse de marcher main dans la main avec le gouvernement du Québec.

On a prétendu que la motion avait un caractère politique; on a dit que la motion constituait une attaque envers le gouvernement d'Ottawa. L'Union nationale est indépendante de tous les partis à Ottawa, libéral ou conservateur. La motion ne fait aucun reproche; nous ne parlons pas du gouvernement King. Elle ne jette aucun blâme.

Elle exprime un désir et elle s'adresse au gouvernement fédéral d'aujourd'hui - quels que soient les hommes qui sont à sa direction - ou au gouvernement de plus tard; elle s'adresse au gouvernement central, qui a seul juridiction sur les chemins de fer, les postes et la radio.

Pour le député de Berthier (M. Bastien), l'expression de ce désir, c'est une attaque contre l'autonomie. Pas surprenant qu'il siège dans l'opposition. Le député de Joliette a poussé la délicatesse jusqu'à ne nommer aucun gouvernement en particulier. Il s'adresse au gouvernement du Canada. Et l'opposition trouve que c'est une insulte à l'honorable M. Lapointe. Je suis surpris, dit-il, que l'opposition ait cru M. Lapointe visé par la motion.

Est-ce une insulte à M. Lapointe¹³ que de lui demander d'arrêter la canaille? L'on ne fait que réclamer du ministre de la Justice l'application des lois. Si le ministre de la Justice entendait ses amis de Québec, il s'écrierait sans doute: "Seigneur, délivrez-moi de mes amis!" Les discours des députés de l'opposition sont des insultes pour M. Lapointe.

J'ai différé d'opinion avec M. Lapointe, mais, devant l'attitude de l'opposition, je me trouve dans l'obligation de défendre M. Lapointe contre ses amis. Est-ce s'attaquer à M. Lapointe que de lui demander de nous aider à combattre le communisme? Il n'y a pas de théorie plus perfide que celle-là. C'est un instrument de destruction des corps, des âmes et des intelligences. Si le gouvernement actuel n'avait à son crédit que la loi du cadenas, il aurait le droit d'être très fier, malgré les menaces reçues par la poste et par le biais de la radio.

Lorsque cette loi a été décrétée, il y avait une puissante organisation communiste en relation directe avec l'U.R.S.S. Quand nous avons passé la loi du cadenas - et je le dis sans aucune forfanterie - pour mieux faire connaître la situation, j'ai reçu des menaces. Mes sœurs ont reçu des menaces. Pendant trois semaines, on a menacé de m'assassiner. Ma famille a été inquiétée. Mais rien ne m'a arrêté; je ne

crains pas les menaces. Quand un homme public défend ceux qui lui ont donné un mandat, c'est son devoir de braver les menaces.

C'est son devoir de faire face aux ennemis de sa province et de son pays, même si ça peut lui coûter la vie. Je suis capable de me tenir debout devant les ennemis de ma race et de ma foi. Mais n'a-t-il pas le droit de demander au ministère des Postes de ne pas se faire le convoyeur de la propagande communiste? Que d'autres aient au moins le courage d'empêcher des traîtres de transporter des papiers séditeux!

(Applaudissements à droite)

Dans la province de Québec, que se passe-t-il? Nous avons une organisation communiste complète, et on sait ce que c'est qu'une organisation communiste. On prétendra encore que je suis atteint de religiosité. Peu me chaut! Je ne demanderai pas de billet de confession à ces gens-là (désignant MM. Chaloult et Hamel). Le communisme signifie l'abolition de tout ce qui est cher aux Canadiens français. Allez voir ce qui se passe en Russie! Plus de religion, plus de morale, plus de justice, plus d'églises, plus de propriétés privées. Allez voir ce qui se passe en Espagne! C'est la même chose. Des massacres et de la destruction. Il y en a eu à Montréal. Et nous n'avons pas le droit, nous qui appartenons à la seule Législature catholique du pays, de demander à Ottawa de nous aider à nous débarrasser de ces vipères que sont les communistes?

Dans la province de Québec, il y avait des écoles où l'on enseignait le communisme, où l'on tentait de s'emparer de l'âme des jeunes. Si c'est le devoir du gouvernement de venir en aide à la jeunesse au point de vue matériel, à plus forte raison il doit lui venir en aide au point de vue moral; il est de notre devoir de protéger la jeunesse contre les théories pernicieuses. Nous avons la preuve que les communistes de notre province étaient dirigés par Moscou, qu'ils recevaient des fonds de Moscou, qu'ils dépensaient de fortes sommes dans le but d'empoisonner notre jeunesse.

Et nous nous serions croisés les bras? Nous n'aurions pas le droit de demander à Ottawa de faire son devoir? Je regrette l'attitude de l'opposition et l'opposition doit regretter la position qu'elle a prise, cet après-midi. Si elle continue, elle va passer pour communiste.

Je sais que les libéraux sont contre le communisme autant que nous le sommes, mais pourquoi donne-t-elle l'illusion qu'elle est son ami? Au moins, l'opposition ne devrait pas donner l'impression qu'elle fait le jeu des communistes. J'ai

déjà dit, dans un banquet à Trois-Rivières, qu'on donnait des passeports à ceux qui allaient combattre en Espagne. Je ne retire pas ce que j'ai dit alors. Je suis prêt à admettre cependant qu'Ottawa a modifié sa ligne de conduite à la suite de mes représentations, et je remercie Ottawa pour ça.

Mais cela ne l'a pas empêché de laisser voyager Tim Buck¹⁴, le réputé chef communiste, en Espagne avec un passeport canadien, pour aider ses amis communistes de Barcelone et revenir ici continuer sa propagande communiste, sans être molesté. Buck a été incarcéré pour des infractions séditeuses. Est-ce logique? Est-ce juste?

Le très honorable M. Lapointe s'est mis dans une mauvaise situation en disant que le procureur général (l'honorable M. Duplessis) de la province de Québec n'avait qu'à poursuivre les communistes de retour du front espagnol s'il avait des griefs contre eux. Je m'explique difficilement l'attitude de M. Lapointe. Est-ce que le gouvernement d'Ottawa ne vaut rien? Est-ce vrai qu'il n'a aucun courage, aucune énergie?

C'est le gouvernement fédéral seul qui peut arrêter les communistes au Canada. Les soldats volontaires de retour de l'Espagne ont rencontré d'abord les agents de l'immigration employés par Ottawa. Les premières personnes à rencontrer les communistes qui ont combattu en Espagne, ce furent donc les agents de l'immigration. Le très honorable M. Lapointe les avait lui-même dans sa main. C'était à lui de procéder. Et il vient dire maintenant au procureur général de la province de Québec: "Mais prenez donc des procédures!". C'est le devoir du gouvernement d'Ottawa de faire preuve d'un peu de courage.

Si la motion avait été moins explicite, on aurait dit qu'elle était vague. La motion ne présente pas de faux-fuyants; elle exprime directement la volonté de la population du Québec, et Ottawa se doit de laisser de côté toute considération partisane pour collaborer avec Québec.

Le député de Joliette (M. Barrette) n'a dit que ce qu'il y avait à dire. C'est la motion d'un homme consciencieux, qui s'exprime clairement.

On dira, comme l'a fait le député de Montréal-Laurier (M. Bertrand), que le procureur général de la province de Québec veut combattre le communisme et que M. Lapointe aussi veut combattre le communisme. Une seule chose nous sépare. Il ne se bat pas, et moi, je me bats.

(Applaudissements)

Ottawa permet aux agents de la RCMP¹⁵ d'arrêter sans mandat ceux qui transportent des

drogues, comme l'opium, la morphine, la cocaïne et d'autres contrebandiers, mais non ceux qui transportent de la littérature révolutionnaire! De plus, celui qui est arrêté a contre lui une présomption de faute.

Y a-t-il un poison plus nocif plus violent, plus insidieux, plus perfide, plus pernicieux que le communisme? Le gouvernement central ne peut-il pas faire plus pour combattre le communisme qu'il fait pour une pilule d'opium? Pourquoi ne fait-on pas de lois contre ceux qui portent les germes de destruction pour toute une société?

Il me semble qu'Ottawa devrait se rendre à l'évidence et faire son devoir. Quel que soit le gouvernement au pouvoir, peu m'importe. Nous ne voulons pas qu'Ottawa se serve des couleurs politiques pour embrouiller la situation. Le gouvernement central a trouvé moyen de dépenser \$65,000,000 à \$70,000,000 pour les armements, pour tuer des ennemis possibles, pour tuer je ne sais pas qui...

Des députés: Les Canayens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On s'arme de pied en cap, mais on ne fait rien.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je soulève un point d'ordre.

Des députés ministériels crient.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre s'écarte de la question, de la motion et de l'amendement. Il est en train de faire une charge contre Ottawa au sujet des armements.

(Rires)

Un député: Le chef de l'opposition est-il en faveur des armements¹⁶?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlant sur le point d'ordre, je parlais d'ennemis possibles qu'on ne connaît pas encore et que l'on se prépare à combattre. Je disais tout simplement que si l'on trouve de l'argent pour les armements, on pourrait également trouver moyen de s'armer de façon pacifique, au moyen de Statuts qui ne tuent personne, pour combattre le communisme, des ennemis réels que l'on connaît.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je demande une décision de l'Orateur.

M. Hamel (Québec-Centre): Parlant sur le point d'ordre, il paraît que la motion n'a pas de but politique. C'est peut-être pour ça que le premier ministre s'en prend au pouvoir central...

Des députés ministériels: Canons!

Un député: Des canons électriques!

M. l'Orateur: Le premier ministre n'a fait qu'une allusion et une simple comparaison en passant; il n'y a pas lieu de maintenir le point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le très honorable M. Lapointe prétend que le procureur général de la province de Québec devrait intervenir. Quand Ottawa fait arrêter des "bootleggers", il trouve bien des employés et des avocats pour faire ses causes. Les "bootleggers" sont des gens dangereux, mais ils ne le sont pas autant que les communistes. M. Lapointe dit qu'il y a suffisamment de lois pour contrecarrer la propagande communiste.

S'il y a des lois, comme le dit M. Lapointe, et qu'elles sont suffisantes, pourquoi ne pas les faire observer? Il y a quelqu'un qui ne fait pas son devoir. Si vos lois ne sont pas assez claires, faites-les clarifier. Si les communistes passent à travers des lois existantes, pourquoi ne pas les améliorer, ces lois? C'est simplement ce que nous demandons.

La récente enquête aux États-Unis, la Dies Committee Investigation sur les activités communistes, a révélé que le péril est loin d'être illusoire, qu'il y a des communistes dans un grand nombre de points stratégiques, que des organisations s'approprient à faire sauter des usines et des hôpitaux, à jeter la perturbation un peu partout. C'est la mentalité communiste.

Chez nous, dans Québec, nous ne voulons pas du communisme. Ce que nous voulons, c'est qu'Ottawa nous aide, qu'il fasse le un neuvième de son devoir. Nous nous tenons debout. Nous ne nous occupons pas des couleurs politiques. L'Union nationale n'a ni esprit de parti ni d'esprit de parti. Nous allons continuer à demander à Ottawa de faire son devoir afin de faire entendre le cri de protestation de tous les citoyens de cette province. La Chambre devrait être unanime contre le communisme et dans une demande de collaboration au gouvernement central, pour assurer notre protection contre le communisme.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement actuel semble être prêt à utiliser tous

les moyens pour arriver à ses fins politiques. Ceux qui ont entendu le discours du premier ministre conviendront que ce fut un plaidoyer très éloquent confirmant la prétention de l'opposition. Le but de cette motion du député de Joliette (M. Barrette) est essentiellement politique; elle a pour but de nuire aux autorités fédérales. C'est une motion de nuisance.

Le premier ministre demande à la Chambre de s'unir pour bien faire comprendre l'opposition unanime de toute la Chambre au communisme. Si le premier ministre veut vraiment la collaboration de toute la Chambre, il n'a qu'à lui demander de voter un amendement proposé qui indiquerait clairement l'attitude de la province contre le communisme et les doctrines subversives, et demander poliment aux autorités fédérales de coopérer.

L'amendement a été rédigé parce que le communisme n'est pas la seule doctrine dangereuse que nous devons combattre. Quand je parle de doctrines subversives, je n'exécute ni communisme, ni fascisme, ni nazisme. Je désigne toutes ces doctrines qui s'attaquent d'abord à la religion. L'amendement proposé indique clairement les désirs de la population de la province de Québec de continuer la lutte contre le communisme.

Ce n'est que la continuation de la lutte car, lorsque le premier ministre s'imaginerait que ce fut son gouvernement qui l'a commencée, il contredit les faits et les Statuts. Par cet amendement, nous demandons poliment la coopération du pouvoir central dans la limite de ses pouvoirs.

Ce n'est pas le premier ministre qui a découvert la lutte contre le communisme. Nous n'avons qu'à regarder dans les Statuts. Au plus fort de la crise en 1933, il y avait à Montréal un foyer de propagande communiste connu sous le nom de l'Université ouvrière de Montréal, l'unique grand foyer de propagation du communisme à cette époque. Le gouvernement libéral du temps a passé deux lois d'exception afin de le faire disparaître.

Ce fut d'abord un amendement à la loi des compagnies de Québec, de façon à permettre au gouvernement de sévir contre ce foyer de propagande en amendement la loi des clubs de récréations. Ce fut ensuite une loi permettant de dissoudre les bibliothèques et les sociétés d'artisans; l'Université ouvrière, en vertu de cette loi, fut dissoute. Le gouvernement libéral du Québec avait aussi adopté une loi contre la sédition.

Je dis cela pour montrer que nous avons commencé la lutte contre le communisme par des lois spéciales avant l'arrivée au pouvoir du présent

gouvernement. Le procureur général (l'honorable M. Duplessis) ne peut pas dire que l'opposition n'a pas collaboré. Elle a voté la "loi du cadenas" quoiqu'il s'agisse d'une loi spéciale qui devait être ensuite condamnée, même par le Barreau canadien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas exact. Lors de la dernière réunion du Barreau canadien, un avocat, sans doute communiste, a voulu présenter une motion, et on lui a dit qu'on ne voulait pas l'entendre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les renseignements que j'ai sont qu'une telle motion a été adoptée au congrès de Winnipeg. Le gouvernement n'est pas juste quand il vient accuser le gouvernement libéral de n'être pas sympathique à la lutte contre le communisme. Le gouvernement libéral a pourtant refusé d'émettre des passeports pour l'Espagne.

Nous avons une loi contre l'enrôlement volontaire, et c'est le procureur général (l'honorable M. Duplessis) qui doit poursuivre ceux qui la violent. Si Tim Buck s'est introduit en Espagne, ce fut sans doute grâce à la complicité de ses amis communistes, mais illégalement pour ce qui est du Canada. Il n'en avait pas la permission du pouvoir central. Il a fait contravention à son passeport.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est revenu. Pourquoi a-t-on relâché Tim Buck?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui. Il est revenu. Il a été arrêté par les ordres du procureur général et ensuite remis en liberté par votre police provinciale. Que le procureur général ne vienne pas me contredire. Si Tim Buck est un criminel, pourquoi l'avoir remis en liberté? Pourquoi le premier ministre ne l'a-t-il pas laissé en prison? Il est en ainsi des volontaires: il appartient au procureur général (l'honorable M. Duplessis) de les arrêter. Le premier ministre parle de l'Union nationale indépendante. C'est bien drôle. Ce sont des castors comme en 1911: il y avait 17 nationalistes élus. Il en est resté un seul de ces nationalistes de 1911; un seul est resté fidèle à sa promesse! Tous les autres se sont retournés, et c'est par cette belle volte-face qu'il nous a valu la conscription. Vieille chanson sur un thème nouveau.

Des députés ministériels: Attendez, vous allez l'avoir, avec les rouges.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demandais au chef de l'opposition de s'en tenir

à la motion. S'il n'a pas d'arguments contre le communisme...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est le premier ministre qui a commencé à parler de son indépendance. Des armements, les bateaux étaient gros en 1911. Le premier ministre semble avoir pris plaisir aux références particulières au programme d'armement du gouvernement de King. Cependant, en 1911, son propre parti a présenté à Ottawa un programme par le biais duquel le Canada aurait construit des navires de guerre pour l'Angleterre. Toutefois, ce sujet n'a rien à voir avec le présent débat. À l'exemple du premier ministre, dit-il, je fais des allusions lointaines aux armements de 1914-1918.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le chef de l'opposition veut parler d'indépendance, qu'il mette une motion au *Feuilleton*. Nous verrons lequel fut le plus indépendant, et comment le farouche député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a su céder devant l'appât d'un portefeuille.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je...

M. Tellier (Montcalm): La cave et la cave!

Des députés chahutent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est le député de Montcalm qui crie la cave. Lorsqu'il a dit tout à l'heure que le Parti libéral avait voté contre les pensions de vieillesse, il se trompe étrangement. C'est nous qui vous avons invité à voter cette pension.

(Rires à droite)

Il s'est tellement enthousiasmé, le député de Montcalm, qu'il est allé jusqu'à dire que nous avions voté contre les pensions aux mères nécessiteuses. Cela a pourtant passé à l'unanimité. Mais qu'est-ce qu'on ne dit pas? C'est un si bon garçon pour le premier ministre, que je m'en vais revenir à la motion.

(Applaudissements)

Je dis qu'au point de vue juridique et légal, personne ne peut voter en faveur. Cette motion demande au fédéral de faire quelque chose d'absolument illégal. La motion exprime l'avis que, pour permettre aux autorités, on ne doit plus admettre qu'il y ait des communistes dans la province de Québec. En vertu de quelle loi constitutionnelle le gouvernement peut-il décréter que les communistes ne peuvent entrer dans la province de Québec, alors qu'ils peuvent entrer dans

les huit autres provinces? Le gouvernement fédéral doit légiférer pour toutes les provinces.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, et j'ai hâte d'entendre vos explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On doit les empêcher d'entrer dans tout le pays. En demandant que les communistes n'entrent pas dans Québec, il est entendu que l'on réclame l'abolition de l'immigration communiste au pays. C'est le fédéral qui contrôle l'immigration, donc il peut faire cesser le communisme.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça ne veut pas dire cela, la motion. Je vais continuer à lire la phrase. Je vois que le premier ministre veut déjà corriger sa motion par un amendement verbal, mais ce qu'il dit est illégal. Si l'on s'en tenait à ce qu'elle édicte, ce serait établir un régime d'exception contre la loi et le bon sens pour la province de Québec.

Un député ministériel: Brr! Brr!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement fédéral doit légiférer pour tout le dominion. Ottawa ne peut légiférer qu'à un point de vue général. Le gouvernement fédéral de King fait son possible pour combattre la propagande subversive, mais dans les limites de ses droits constitutionnels et conformément à la liberté d'expression et la liberté de presse. Si le communisme est mal dans Québec, il doit l'être dans tout le reste du pays. Il faut légiférer pour tout le Canada et non pas uniquement pour Québec. Nous voici à la vieille doctrine des ultramontains: "Vérité en deçà, erreur au-delà."

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Vous êtes favorables à l'entrée des communistes?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tiens, tiens, encore celui-là!

(Rires)

Je vais le laisser dormir en paix dans son château du boulevard Pie-IX¹⁷. Il (M. Bouchard) relit la motion et l'amendement: Que l'Assemblée législative,

Attendu que le communisme est une doctrine qui répugne à la population de la province de Québec, parce qu'il s'attaque à ses traditions les plus

chères et qu'il est basé sur l'athéisme, le désordre et l'esprit de destruction;

Attendu que la Législature de Québec a adopté une législation pour enrayer, dans les limites du possible, la propagande et la propagation du communisme dans la province de Québec;

Attendu que le communisme se sert des postes et du chemin de fer de l'État pour se soustraire à la loi, pour propager et défendre ses doctrines perfides et pernicieuses;

Exprime l'avis que, pour permettre aux autorités provinciales de réprimer plus facilement et plus complètement les menées des communistes dans la province de Québec, le gouvernement du Canada devrait prendre immédiatement les mesures appropriées pour prohiber l'admission des communistes dans la province de Québec, pour surveiller davantage l'immigration, les permis de séjour et les passeports à ce sujet, pour interdire l'importation et la distribution dans la province de Québec, de tout imprimé de propagande communiste.

Que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution aux très honorables premier ministre et ministre de la Justice du Canada.

Lequel amendement se lit comme suit:

"Que tous les mots après "que", dans la première ligne de la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre prie instamment le gouvernement fédéral de favoriser la campagne entreprise contre la propagande des doctrines subversives et en particulier communistes;

"Cette Chambre demande également au gouvernement du Canada de coopérer avec le gouvernement du Québec, tout en respectant l'autonomie provinciale, dans la lutte inaugurée par les autorités religieuses contre la diffusion de ces théories perverses, pour sauvegarder chez notre population les sentiments de foi et les traditions d'ordre qui la caractérisent.

"Que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution aux très honorables premier ministre et ministre de la Justice du Canada¹⁸."

Des députés ministériels: C'est cela.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Or, je dis qu'à sa face même, cette motion est absolument illégale, à l'encontre de la loi constitutionnelle; elle est contraire au bon sens. Si la propagande n'est pas bonne ici, elle ne l'est pas davantage ailleurs. C'est pourquoi je dis que la Chambre doit se rallier à

l'amendement suggéré par le député de Montréal-Laurier (M. Bertrand) qui est plus légal que la motion elle-même. L'amendement exprime l'avis de tous ceux qui sont véritablement opposés au communisme.

(Rires)

Des députés chahutent.

(Rires)¹⁹

M. Grégoire (Montmagny): J'ai entendu plusieurs orateurs parler de cette question de communisme. Nous sommes tous contre le communisme, c'est manifeste. Cependant, je devrai, dit-il, voter pour l'amendement, parce que la motion est à base de politique.

Un député ministériel: Ça paraît pas.

(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): Ce communisme tel qu'il existe en Russie, l'avons-nous vraiment, à un tel point qu'il faille s'en occuper comme nous le faisons ici? Lorsque...

Des députés ministériels: Heu! Heu²⁰!

M. Grégoire (Montmagny): Lorsque le communisme fit son apparition en Russie, j'étais en Angleterre. Je savais à quel point le peuple russe avait été exploité, volé. Les Russes ont des manières, de mœurs dont il faut tenir compte. Notre peuple canadien a-t-il ces mêmes mœurs?

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Plus fort!

M. Grégoire (Montmagny): Il n'y a pas de communistes réels dans la province de Québec. Nos Canadiens sont de bons citoyens, nous n'avons rien à craindre d'eux, et que...

Un député ministériel: Que, que, que, queue, queue...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande à ce que le député applique les règlements, lui qui se targue de politesse. Je lui demande cela pour ne pas allonger inutilement le débat.

M. Grégoire (Montmagny): Le premier ministre s'est vanté de cadenasser des communistes. Il vante sa "loi du cadenas".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai jamais, au grand jamais, ni directement ni indirectement, ni de près, ni de loin, parlé de cadenasser les communistes. Je n'ai pas parlé de cadenas. Notre loi est une loi pour étouffer la propagande communiste.

M. Grégoire (Montmagny): Et avec cette loi, on a arrêté un pauvre, un brave ouvrier de Saint-Sauveur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demande à la Chambre de prendre note que nous avons cadenasé un brave ouvrier!

(Rires)

Des députés chahutent.

Un député ministériel: Brave ouvrier! C'est-y effrayant!

(Les députés échangent des remarques entre eux dans ce désordre pendant que le député de Montmagny, M. Grégoire, cherche ses papiers.)

L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier):

(À M. Duguay) C'est toi qui as parlé l'autre jour de son discours-moignon?

M. Grégoire (Montmagny): Voici un entrefilet sur la situation en Espagne. "L'ordre apparaît comme un premier besoin..."

L'honorable M. Gagnon (Matane) l'interrompt²¹.

M. Grégoire (Montmagny): "Quelle que soit l'étiquette politique des ministres, tous se sont montrés incapables contre les éléments de désordre."

Des voix: C'est pas nous autres, ça.

(Rires)

Des députés lancent des quolibets au député de Montmagny (M. Grégoire).

M. Grégoire (Montmagny): Du désordre, il y en a eu à l'assemblée de Saint-Pascal. Voilà des éléments de désordre favorables au communisme.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À l'ordre. Le député n'a pas le droit de parler de cela. D'ailleurs, qu'il dorme donc sur ses lauriers. Il

a parlé d'un brave ouvrier de Saint-Sauveur, qu'il s'en tienne à cela.

(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): Le premier ministre n'a pas d'affaire à se lever et à invoquer le point d'ordre qu'il vient de faire. J'étais dans l'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député n'y était pas, pas plus qu'il y était cet après-midi lorsqu'on a commencé à discuter cette motion.

M. Grégoire (Montmagny): J'y étais cet après-midi. Le premier ministre a fait une sortie contre le pouvoir central. Moi aussi, dit-il, je peux m'écarter un peu du sujet.

Un député ministériel: Vive le communisme!

(Rires)

(Les gens dans les galeries s'amuse)

Des députés ministériels font des remarques.

M. Grégoire (Montmagny) veut continuer de parler.

Des députés élèvent la voix.

M. Grégoire (Montmagny): Lorsqu'il a été question de machines agricoles, le premier ministre s'est empressé de dire que ça relevait d'Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À l'ordre.

(Rires)²²

Le député parle de tout. Si le député est pour le communisme, qu'il le dise donc tout de suite.

(Rires)

Le v'là dans les machines agricoles!

(Rires)

Il ne parle pas de la motion ni de l'amendement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le député de Montmagny parle de machines agricoles. Je comprends que c'est du domaine fédéral, mais le premier ministre n'a-t-il pas parlé d'armements?

Des voix: Canon! Canon! Canon!

Un député: Assis-toi, Godon²³. À l'ordre. T'es pas dans l'ordre!

M. Grégoire (Montmagny): Si je veux parler de machines...

Des députés ministériels: Godon! Godon!

M. Grégoire (Montmagny): Les machines agricoles dépendent d'Ottawa pour ce qui est des droits de douane...

Des députés protestent.

M. Grégoire (Montmagny): Je ne vois pas pourquoi je ne pourrais parler des machines agricoles?

M. l'Orateur: Si le député de Montmagny veut demander si les machines agricoles servent contre le communisme, il a le droit d'en parler. Sans cela, ce lui est défendu parce que c'est en dehors du sujet.

(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): Il n'y a pas de communisme dans la province de Québec. Je parle du mécontentement général.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) proteste.

M. Boiteau (Bellechasse): Dans Montmagny, j'y pense bien!

M. Grégoire (Montmagny): Dans Montcalm, je vous y invite, vous.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

se lève.

(Rires)

Je demande au député de s'en tenir à la motion.

Des députés de l'opposition parlent.

Des députés ministériels parlent²⁴.

M. Hamel (Québec-Centre): M. l'Orateur, je demande que vous rétablissiez l'ordre.

(Rires)

Un député: Il demande l'ordre!

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): C'est du parti pris. Évidemment, on ne veut pas laisser parler le député.

M. l'Orateur: J'ai rappelé le député de Bellechasse (M. Boiteau) à l'ordre. Maintenant, il y a le député de Montréal-Mercier (M. Thibeault) qui veut poser une question au député de Montmagny.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): D'après le député de Montmagny, les communistes de Québec sont-ils, oui ou non, dangereux?

M. Grégoire (Montmagny): J'en viens à ma question de machine agricole.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Parlez donc des primes sur le beurre, profitez-en.

M. Grégoire (Montmagny): Mais je veux expliquer...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au député de s'en tenir à la motion.

M. Grégoire (Montmagny): Je veux établir qu'il y a du mécontentement partout chez les cultivateurs, chez les colons, chez les ouvriers, chez les bûcherons, et que ce mécontentement est signe que le régime est devenu intolérable...

M. Boiteau (Bellechasse): Est-ce qu'un marchand...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au député de Montmagny de s'en tenir au sujet en discussion.
(Rires)

M. Béique (Chambly): Il n'en est pas capable.

M. Grégoire (Montmagny): Quand je parle de désespoir, de désarroi, de désordre, j'estime que je m'en tiens à la motion en discussion. Ce sont là des ferments de communisme.

Un député ministériel: Le chauffeur?

M. Grégoire (Montmagny): Toutes les classes sont exploitées.

Un député ministériel: À l'ordre! À l'ordre!
(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): Le mécontentement, est-ce que cela ne s'appelle pas le communisme? Il y en a dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre. Je demande à la Chambre d'observer combien ces gens-là savent se contredire. Il a passé son temps à dire qu'il n'y avait pas de communisme chez les Canadiens français; maintenant il veut prouver qu'il y en a.

Des députés font du tapage.

Un député: Il se fait bloquer à tout coup.

M. Grégoire (Montmagny): J'ai dit qu'il y avait du communisme, mais pas de même espèce.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors s'il y en a. Y en a-t-il ou y en a-t-il pas?

Des députés font du tapage.

M. Grégoire (Montmagny): Chez les Canadiens français, il y a du mécontentement, mais il n'y a pas des communistes comme en Russie.

(Rires)

Je parle de différentes sortes de communisme. On a parlé tout à l'heure de l'Espagne rouge. Eh bien! Des communistes massacreurs de prêtres, démolisseurs d'églises, il n'y en a pas ici.

M. Barrette (Terrebonne): Je demande la permission de poser une question.

M. Grégoire (Montmagny): Mais il y a de la misère, du mécontentement. D'ailleurs, l'honorable premier ministre a dit lui-même que le communisme était disparu, grâce à sa "loi du cadenas". Il s'est contredit lui-même.

M. Barrette (Terrebonne): Nous en avons fait condamner deux communistes, nous autres, du nom de Lacasse dans mon comté.

M. Grégoire (Montmagny): (Faisant un geste de désespoir) On m'en nomme deux!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il s'en trouve peut-être un du rang de la Boucane, près du "pit".
(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): J'admets que des étrangers veulent profiter du désarroi pour répandre leurs doctrines.

M. Barrette (Terrebonne) proteste.

M. Boiteau (Bellechasse) proteste.

M. Grégoire (Montmagny): Le fédéral a fait quelque chose à certains points de vue pour combattre le communisme. Il y a eu l'enquête Stevens, l'enquête Turgeon...

Des députés ministériels crient.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Point d'ordre!
(Rires)

M. Chaloult (Kamouraska): Je veux parler sur ce point d'ordre...

Des députés font du tapage.

M. Chaloult (Kamouraska): On s'est attardé tout à l'heure à étudier les causes du communisme. On n'a pas été interrompu. Je ne vois pas pourquoi le député de Montmagny ne pourrait en faire autant, comme les autres. Le député peut analyser les moyens de combattre le communisme.

M. l'Orateur: Je demanderais aux députés de respecter l'ordre et de s'en tenir au point d'ordre du député de Kamouraska...
(Rires)

... et des remarques du premier ministre. Je demanderais aussi au député de s'en tenir à la motion. Si les autres députés qui ont parlé avant lui n'ont pas été interrompus, c'est qu'ils ont discuté sur la motion.

(Rires)

Je déplore, dit-il, ces interruptions. Le député de Montmagny ne sera plus interrompu s'il s'en tient au sujet.

M. Grégoire (Montmagny): Je parle sur quelques notes prises de façon rapide pendant le discours du premier ministre. Le premier ministre a parlé d'armements, de matières fédérales, de postes. J'essaie de le suivre sur son terrain, de mon mieux.

M. Boiteau (Bellechasse): Et vous avez de la misère.

M. Grégoire (Montmagny): Quand je parle de l'enquête Turgeon, l'enquête Stevens...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Point d'ordre! Je demande au député de s'en tenir...
(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): Vous parlerez après, si c'est nécessaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député n'a pas dit deux mots sur les communistes dans tout son grand discours.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si on peut laisser l'honorable député de Montmagny (M. Grégoire) exprimer au moins la moitié de sa pensée, on pourra peut-être savoir où il veut en venir. Ce n'est pas en l'interrompant systématiquement comme ce soir qu'on y parviendra.

M. Hamel (Québec-Centre): Parlant sur le point d'ordre, je regrette que le premier ministre ne puisse voir la relation qu'il peut y avoir entre l'enquête Stevens et le communisme. Il y a une relation entre les conditions odieuses qui sévissent dans le commerce et la révolte dont parle le député de Montmagny (M. Grégoire).

Un député ministériel: Un autre hors d'ordre.
(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): L'enquête Stevens a créé une révolte dans le peuple. Ce n'est pas parlementaire, pour le premier ministre, de dire que le député de Montmagny n'était pas là cet après-midi. Il y était quand il a parlé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je n'ai pas parlé cet après-midi.

M. Hamel (Québec-Centre): Vous n'avez pas parlé cet après-midi? Vous avez parlé tout le temps.
(Rires à gauche)

M. l'Orateur: La motion en discussion est sur le communisme et sur la législation provinciale et certains faits du fédéral. La motion suggère des moyens à prendre pour enrayer la doctrine communiste.

Je relis, dit-il, la motion: "Que l'Assemblée législative,

Attendu que le communisme est une doctrine qui répugne à la population de la province de Québec, parce qu'il s'attaque à ses traditions les plus chères et qu'il est basé sur l'athéisme, le désordre et l'esprit de destruction;

Attendu que la Législature de Québec a adopté une législation pour enrayer, dans les limites

du possible, la propagande et la propagation du communisme dans la province de Québec;

Attendu que le communisme se sert des postes et du chemin de fer de l'État pour se soustraire à la loi, pour propager et défendre ses doctrines perfides et pernicieuses;

Exprime l'avis que, pour permettre aux autorités provinciales de réprimer plus facilement et plus complètement les menées des communistes dans la province de Québec, le gouvernement du Canada devrait prendre immédiatement les mesures appropriées pour prohiber l'admission des communistes dans la province de Québec, pour surveiller davantage l'immigration, les permis de séjour et les passeports à ce sujet, pour interdire l'importation et la distribution, dans la province de Québec, de tout imprimé de propagande communiste.

Que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution aux très honorables premier ministre et ministre de la Justice du Canada.

Et je relis, dit-il, l'amendement:

"Que tous les mots après "que" dans la première ligne de la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre prie instamment le gouvernement fédéral de favoriser la campagne qu'il a entreprise contre la propagande de doctrines subversives, et en particulier les communistes;

"Cette Chambre demande également au gouvernement du Canada de coopérer avec le gouvernement du Québec, tout en respectant l'autonomie provinciale, dans la lutte inaugurée par les autorités religieuses contre la diffusion de ces théories perverses, pour sauvegarder chez notre population les sentiments de foi et les traditions d'ordre qui la caractérisent;

"Que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution aux très honorables premier ministre et ministre de la Justice du Canada."

Je permettrai au député de faire des comparaisons et des allusions rapides, mais je ne lui permettrai pas de s'écarter du sujet en discussion.

M. Grégoire (Montmagny): Très bien, merci, j'avais l'intention de m'en tenir au sujet. J'étais pourtant certain qu'en faisant allusion à certains faits de l'enquête...

M. l'Orateur: Le député m'a mal compris. Il n'est pas question, dans la motion, de la politique du gouvernement fédéral depuis la Confédération.

M. Grégoire (Montmagny): N'est-il pas vrai que le communisme est né d'abus et de pauvreté. Et la pauvreté d'où vient-elle sinon du régime qui gouverne? C'est le capitalisme qu'il combat...

Des députés font du désordre.

M. Hamel (Québec-Centre): Et nous donnons raison au communisme quand il combat le capitalisme vicieux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les communistes disent la même chose.

M. Hamel (Québec-Centre): Ils ont raison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande à la Chambre de prendre note du fait que le député de Québec-Centre et les membres du Parti national donnent raison au communisme.
(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Les communistes ont raison quand ils condamnent l'ordre social actuel qui est injuste.

Des députés ministériels: Adopté! Adopté!

M. l'Orateur: Adopté?

Un député ministériel: Pas encore!

M. Grégoire (Montmagny): Je continue.

M. Boiteau (Bellechasse) parle²⁵.

M. Grégoire (Montmagny): Il faut aller aux causes du communisme si on veut l'enrayer.

Des députés ministériels protestent.

M. Grégoire (Montmagny): Nous n'allons pas aux causes, nous ne trouverons pas de véritable remède. Nous appliquerons des cataplasmes, c'est tout.

Les causes du communisme, elles proviennent des abus et du désordre créé par le régime de l'individualisme, de l'égoïsme. C'est la loi de la jungle, où l'animal qui a les crocs les plus longs emporte le plus gros morceau.

Un député ministériel: "Rouses' Point".

M. Grégoire (Montmagny) parle de la misère, de la situation qui est faite à l'ouvrier. Il cite un auteur.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Je soulève un point d'ordre. Que l'on revienne à la question. Tout ce que le député de Montmagny veut, c'est faire un discours politique sans rapport avec le sujet en cause. Tout le monde admet que le communisme existe. Il n'est pas question, sur cette motion, de discuter des causes du communisme. Nous demandons tout simplement la coopération du fédéral pour enrayer le communisme.

M. Hamel (Québec-Centre): Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) admet que le mal existe. Qu'il laisse donc le député de Montmagny suggérer des remèdes! Quant à moi, dit-il, je ne veux pas provoquer le ministre, parce que je sais que ça pourrait coûter cher, à \$5,000 par jour.

M. l'Orateur suppléant: Si le député veut faire le procès de l'administration présente et des actes du gouvernement, je ne le laisserai pas entrer sur ce terrain. Car si je le lui permettais, il pourrait parler de plusieurs lois existantes, ce qui serait contraire aux règlements. Pour la huitième ou la neuvième fois, je lui demande de s'en tenir aux cadres de la motion.

(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): Je vous assure que je veux m'en tenir aux cadres de la motion. Si on veut faire un travail effectif contre le communisme, il faut l'étudier. Le principal remède contre le communisme, c'est la réforme chrétienne de mœurs.

Des députés ministériels murmurent et protestent.

Un député ministériel: À l'ordre!

M. Grégoire (Montmagny): Toutes ces questions, les orateurs qui m'ont précédé les ont traitées avant moi. Évidemment, on ne veut pas me laisser parler.

M. l'Orateur: Je n'ai pas permis à personne de parler en dehors du sujet. Le premier ministre a fait une allusion en passant; c'est tout ce que j'ai toléré.

M. Grégoire (Montmagny): Je vous assure que je ne veux pas parler d'autre chose que de la

motion et de l'amendement. Je passe à autre chose qui, je l'espère, trouvera grâce devant cette Chambre. Il lit certains articles sur le communisme, entre autres un article du *Devoir*.

M. Tellier (Montcalm) soulève un point d'ordre.

M. Grégoire (Montmagny): Parlant sur le point d'ordre, il est question de désordre dans la motion. Je lis un paragraphe de la motion: "Attendu que le communisme est une doctrine qui répugne à la population de la province de Québec, parce qu'il s'attaque à ses traditions les plus chères et qu'il est basé sur l'athéisme, le désordre et l'esprit de destruction". Je peux donc en parler, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député de Montmagny a parlé trois quarts d'heure en dehors du sujet. S'il continue, je vais être obligé de demander à l'Orateur de le nommer²⁶.

M. Grégoire (Montmagny): Parlant sur le second point d'ordre, je lis la motion et l'on soulève un autre point d'ordre, disant que je suis en dehors du sujet. Je ne dis pas deux mots que l'on m'interrompt.

M. l'Orateur: Tous les points d'ordre étaient fondés depuis le début. Je ne demande pas à la Chambre d'interrompre le député de Montmagny, mais il y a déjà plusieurs fois que j'ai dû le rappeler à l'ordre et je dis qu'il y a d'autres députés qui auraient été traités avec plus de sévérité qu'il ne l'a été. Je prie le député de Montmagny (M. Grégoire) de s'en tenir à la motion et à l'amendement.

M. Hamel (Québec-Centre) plaide en faveur du député de Montmagny.

M. Grégoire (Montmagny): M. l'Orateur, il me semble qu'il est temps de discuter des causes de ces malaises.

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre!

M. Grégoire (Montmagny) lit la motion: Que l'Assemblée législative,

Attendu que le communisme est une doctrine qui répugne à la population de la province de Québec, parce qu'il s'attaque à ses traditions les plus chères et qu'il est basé sur l'athéisme, le désordre et l'esprit de destruction;

Attendu que la Législature de Québec a adopté une législation pour enrayer, dans les limites du possible, la propagande et la propagation du communisme dans la province de Québec;

Attendu que le communisme se sert des postes et du chemin de fer de l'État pour se soustraire à la loi, pour propager et défendre ses doctrines perfides et pernicieuses;

Exprime l'avis que, pour permettre aux autorités provinciales de réprimer plus facilement et plus complètement les menées des communistes dans la province de Québec, le gouvernement du Canada devrait prendre immédiatement les mesures appropriées pour prohiber l'admission des communistes dans la province de Québec, pour surveiller davantage l'immigration, les permis de séjour et les passeports à ce sujet, pour interdire l'importation et la distribution, dans la province de Québec, de tout imprimé de propagande communiste.

Que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution aux très honorables premier ministre et ministre de la Justice du Canada."

Lequel amendement se lit comme suit:

"Que tous les mots après "que", dans la première ligne de la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre prie instamment le gouvernement fédéral de favoriser la campagne entreprise contre la propagande des doctrines subversives et en particulier communistes;

"Cette Chambre demande également au gouvernement du Canada de coopérer avec le gouvernement du Québec, tout en respectant l'autonomie provinciale, dans la lutte inaugurée par les autorités religieuses contre la diffusion de ces théories perverses, pour sauvegarder chez notre population les sentiments de foi et les traditions d'ordre qui la caractérisent.

"Que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution aux très honorables premier ministre et ministre de la Justice du Canada.

Sincèrement, dit-il, c'est bien de cela que j'entends parler.

Il commente les menées communistes. Le retour à la paix sociale sera possible par la pratique de la doctrine sociale de l'Église, et non par des lois provocatrices. On ne dit pas que c'est la "loi du cadenas" qu'il faut pour combattre les doctrines subversives pour restaurer la paix sociale, mais la pratique des vertus de justice et de charité. Si l'on s'en tenait à la doctrine sociale de l'Église (il cite un

auteur), il n'y aurait nul besoin de motion contre le gouvernement fédéral. Il suffit de s'en tenir à la justice sociale.

M. Boiteau (Bellechasse): Les discours-crachats, est-ce de la justice?

M. Grégoire (Montmagny) répète son argumentation.

Je vais citer au premier ministre l'opinion du prêtre de Trois-Rivières, l'abbé Émile Cloutier sur l'égoïsme. Ce n'est pas avec des lois provocatrices que l'on combattra efficacement ces doctrines.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Il y a une heure que le député parle. Il faudrait qu'il respecte le règlement d'une heure.

M. Grégoire (Montmagny): Il est manifeste que le premier ministre, qui donne l'exemple autour de lui, ne veut pas que je parle.

Des députés protestent.

M. Grégoire (Montmagny): C'est correct, je vais me taire, mais j'avertis le premier ministre que je dirai ce que je pense ailleurs, et je le dirai en d'autres termes que je puis le faire ici. Personne ne pourra m'interrompre.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Le député de Montmagny vient de montrer ce qu'il est. Il m'accusait la semaine dernière d'être le dernier député de la province.

M. Grégoire (Montmagny): Je n'ai jamais dit cela. J'ai dit que la population de Québec a des manières et du savoir-vivre et qu'elle demandait à un député, même s'il représente le dernier comté de la province, d'avoir des manières et du savoir-faire.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Il est regrettable qu'un député qui représente le cœur de la province n'ait pas plus de manières. Le député de Montmagny qui prêche la doctrine sociale de l'Église est le même qui, dans une grève, disait aux employés: "Prenez la bâtisse, elle vous appartient."

M. Grégoire (Montmagny): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai jamais dit cela. J'ai dit aux employés: "Si l'on fait la différence entre ce que vous avez gagné et ce qu'on aurait dû vous payer, l'usine devrait vous appartenir depuis longtemps."

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) parle des témoins de Jéhovah et commence la lecture d'un article de *L'Action catholique*.

M. Grégoire (Montmagny): Je soulève un point d'ordre. Le député de Lac-Saint-Jean fait la même erreur que le député de Montréal-Mercier (M. Thibeault) cet après-midi. Il mêle le communisme avec un article où il est question des disciples de Jéhovah.

M. Boiteau (Bellechasse): Il lit *L'Action catholique*. Il n'y a pas de mal à ça.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) intervient en faveur du député de Lac-Saint-Jean.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je continue.

M. Grégoire (Montmagny): J'ai soulevé un point d'ordre et le député continue.

M. l'Orateur: Nous discutons actuellement l'amendement, et il y est question non seulement de communisme, mais de doctrines subversives. Les témoins de Jéhovah prêchent des doctrines subversives, dit-il, et le député a le droit d'y faire allusion.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) ajoute quelques mots. Je voterai, termine-t-il, contre l'amendement et en faveur de la motion.

M. Barré (Rouville): Je pourrais, dit-il, trouver moyen de parler pendant une heure, mais je préfère en venir à la question. Je signale tous les sujets dont je pourrais parler sous prétexte de m'attaquer au communisme.

Nous sommes tous, ici, des adversaires du communisme. Il y a 20 ans qu'on parle du communisme, qu'on se chicane sur les mots et, pendant ce temps-là, les communistes font leur propagande.

Je n'ai pas, ajoute-t-il, trouvé un seul mot de blâme dans la motion; elle devrait être approuvée. Je suis peut-être trop aveugle pour voir "la pointe" qu'il y aurait dans cette motion.

Dans cette Chambre, nous sommes tous contre le communisme. Si l'amendement était venu en premier, je l'aurais appuyé, comme j'aurais appuyé toute motion allant encore plus loin que celle du député de Joliette (M. Barrette). Laissons donc de côté nos mesquines et misérables questions de bleu et de rouge.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Drouin, Grégoire, Hamel, Marcoux, Messier, Turcotte, 12.

Contre: MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Béique, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Bourque, Bulloch, Carignan, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duguay, Duplessis, Élie, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larochelle, Layton, Leduc (Soulanges), Lorrain, Marier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Sauvé (Beauharnois), Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 47.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Des députés ministériels réclament le vote sur la motion.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Béique, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Bourque, Bulloch, Carignan, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duguay, Duplessis, Élie, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larochelle, Layton, Leduc (Soulanges), Lorrain, Marier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Sauvé (Beauharnois), Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 47.

Contre: MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Drouin, Grégoire, Hamel, Marcoux, Messier, Turcotte, 12.

Des députés ministériels: Honte! Honte!

Un page: (À un ministre) Écoutez, est-ce que l'autre côté gagne parfois?

Ainsi, la motion principale est, en conséquence, adoptée²⁷.

Paul Herbert Silver

M. Bulloch (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Robinson), que le

bill 104 changeant le nom de Paul Herbert Silver *et al.* en celui de Rowe soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills privés en général.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question.

M. Drouin (Québec-Est): Je suis prêt, dit-il, à ouvrir le débat demain sur ma motion relative à l'établissement d'une cour de jeunes délinquants pour le district de Québec, et des discours sur ce sujet seront prononcés demain après-midi.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. "débits clandestins de boisson".
2. Selon *La Presse* du 1^{er} mars 1939, à la page 10, c'est le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bourque) qui sera le secrétaire du comité.
3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).
4. "chômine", selon *Le Devoir* du 1^{er} mars 1939, à la page 7.
5. Fred Rose (1907-1983). Né à Lublin en Pologne. Électricien de formation. Il fut député à la Chambre des communes pour la circonscription de Cartier (Québec) pour le Parti Ouvrier progressiste (1943-1945). Il avait auparavant brigué les suffrages en 1935 pour le Parti communiste, mais sans succès. Le 20 juin 1946, il est reconnu coupable d'espionnage au profit de l'Union Soviétique. Il purgera une peine d'emprisonnement de 6 ans au pénitencier Saint-Vincent-de-Paul.
6. La loi du cadenas est déposée le 17 mars 1937 par le gouvernement de Duplessis, cette dernière

autorisant la fermeture de tout local soupçonné de propagande communiste. Ce qui distingue le gouvernement Duplessis de l'ancien gouvernement, c'est sa lutte acharnée contre le communisme et contre les syndicats qu'il soupçonne d'être affiliés aux communistes.

7. Ernest Lapointe (1876-1941), élu "par acclamation" à la Chambre des communes, en 1904, à titre de député libéral de Kamouraska. Il est réélu en 1908, et il le sera d'ailleurs à chaque élection générale fédérale par la suite jusqu'à sa mort en 1941. En 1919, il quitte son siège de député de Kamouraska afin de pouvoir être en lice dans une élection complémentaire fédérale dans Québec-Est, la circonscription laissée vacante par le décès de Sir Wilfrid Laurier. Membre du premier cabinet de Mackenzie King au moment où les libéraux accèdent au pouvoir en 1921. Il agit en tant que ministre de la Marine et des Pêcheries (1921-1924) et comme ministre de la Justice et solliciteur général (1925-1941). Il est rapidement reconnu comme le lieutenant de King au Québec et l'un de ses conseillers les plus prisés. Lorsque les libéraux reviennent au pouvoir en 1926, il est nommé ministre de la Justice (1926-1930) et secrétaire d'État (1926). Il est à nouveau nommé ministre de la Justice et procureur général (1935-1941) lorsque les libéraux remportent l'élection générale fédérale de 1935. En 1939, le respect à l'égard de Lapointe et sa garantie que le gouvernement libéral fédéral n'obligera pas les Canadiens à la conscription pour le service de guerre outre-mer aident à obtenir l'appui des Canadiens français à la participation du Canada à la Deuxième Guerre mondiale.

8. Formée par le gouvernement fédéral en 1937, la Commission royale Rowell-Sirois, du nom de ses présidents, Newton Rowell et Joseph Sirois, enquête sur les relations entre le gouvernement et les provinces. Elle s'attarde particulièrement à examiner la distribution des pouvoirs législatifs entre les paliers de gouvernement à la lumière de l'évolution de la situation économique depuis la Confédération. Son rapport sera déposé en 1940, lequel proposera une définition des rôles qui favorise l'extension des charges et pouvoirs de l'État fédéral.

9. Il s'agit d'une chronique du journaliste Louis-Philippe Roy, ayant pour titre: "Des explosifs" parue dans *L'Action catholique* du 25 février 1939, à la page 4. On y retrouve le compte rendu officiel du *Hansard*, quant aux propos de l'honorable

M. Lapointe tenus à la Chambre des communes concernant sa manière de concevoir la lutte au communisme. Le journaliste Louis-Philippe Roy fait référence "à d'autres explosifs, les explosifs de Moscou, contre lesquels, dit-il, nous ne sommes pas protégés." Cependant, dans sa chronique du 28 février, à la page 4, dans l'article ayant pour titre: "Les témoins de Jéhovah violent impunément la loi des postes", il conclut sur ces mots: "Il est profondément regrettable que de tels agents aient la liberté de faire par le Service des Postes l'œuvre néfaste que les règlements municipaux interdisent." Il réfère alors à l'article 205 de la loi fédérale des Postes défendant de "mettre à la poste de la littérature séditieuse".

10. William Edgar Borah (1865-1940). Sénateur de l'Idaho de 1907 jusqu'à sa mort. Il fut reconnu surtout pour ses positions pacifistes.

11. Le *Clarté* (février 1935) est l'organe du parti ouvrier-progressiste, publié par A. Caron et Damet. Le *Clarté* et le *Clarion* étaient considérés par *L'Action catholique* comme les organes communistes canadiens.

12. *Le Goglu*, journal d'Adrien Arcand, est publié à Montréal (8 août 1929-1933). À ses débuts, ce journal humoristique était conservateur et particulièrement favorable au chef de l'opposition, Camillien Houde (1929-1931). Journaliste, propagandiste, organisateur politique, Arcand (1899-1967) dirigea le plus important des partis fascistes canadiens. Son fascisme prend sa source dans un antisémitisme virulent. Dans des publications comme *Le Goglu*, *Le Miroir* et *Le Chameau*, il prétend que les Juifs sont des parasites responsables dans une large mesure de la crise de 1929. Conservateur à l'origine, Arcand approuve le fascisme italien de Mussolini et sa plus grande admiration va à Adolf Hitler.

13. "Est-ce qu'on insulte un homme de police en lui demandant d'arrêter une canaille", selon *L'Événement-Journal* du 1^{er} mars 1939, à la page 4.

14. Timothy Buck (1891-1973). Né à Beccles en Angleterre. Il émigre au Canada en 1910. Machiniste de profession, il milite d'abord dans le mouvement ouvrier à Toronto puis participe à la fondation du Parti communiste du Canada en 1921. Secrétaire général du parti de 1929 à 1962.

Le très honorable R. B. Bennett, premier ministre du Canada du 7 août 1930 au 23 octobre

1935, réagissant aux craintes de subversion communiste, utilisa le controversé article 98 du Code criminel canadien. Cette section permettait l'incarcération de toute personne membre d'une organisation qui visait officiellement à renverser le gouvernement par la violence, même si la personne en question n'avait jamais commis d'action violente ou même ne prônait pas personnellement de telles actions. Grâce à cette loi, les dirigeants du Parti communiste du Canada, dont Tim Buck, furent arrêtés et mis en prison pour cause de sédition. Il sera incarcéré de 1932 à 1934.

Toutefois, cette stratégie se révéla fort embarrassante pour le gouvernement lorsque Buck fut victime d'une tentative apparente d'assassinat: durant une émeute dans la prison, on lui tira dessus même s'il ne participait d'aucune façon à l'émeute. Le gouvernement Bennett fut forcé d'avouer qu'il avait ordonné les tirs, soi-disant dans le but de faire peur à Buck. Bennett perdit toute crédibilité face à Buck et sa stratégie se retourna contre lui; Buck fut bientôt relâché et accueilli en héros par la population qui voyait en lui un défenseur des libertés civiles.

Entre 1935 et 1958, Buck, à six reprises, brigue les suffrages pour obtenir un siège aux Communes, sans toutefois réussir à se faire élire.

15. (Royal Canadian Mounted Police) Gendarmerie royale du Canada, désignation officielle depuis 1920, ayant la responsabilité de l'application des lois fédérales de l'Atlantique au Pacifique.

16. *L'Illustration nouvelle* du 1^{er} mars 1939, à la page 2, note que le député n'obtient pas de réponse.

17. "de la rue Sherbrooke", selon *L'Action catholique* du 1^{er} mars 1939, à la page 13.

18. *Le Canada* du 1^{er} mars 1939, à la page 10, rapporte seulement que le chef de l'opposition lit encore une fois la motion.

19. Une hilarité générale chez les ministériels accueille le député de Montmagny (M. Grégoire), selon *Le Canada* du 1^{er} mars 1939, à la page 10.

20. Les députés veulent ainsi ridiculiser la manière de parler du représentant de Montmagny (M. Grégoire), note *Le Soleil* du 1^{er} mars 1939, à la page 5.

21. *Le Canada* du 1^{er} mars 1939, à la page 10, note qu'il l'interrompt "par une remarque dont le sens est insaisissable".

22. Le premier ministre provoque l'hilarité à force de se lever aussi souvent, explique *Le Canada* du 1^{er} mars 1939, à la page 10.

23. L'affaire Godon. Le 18 septembre 1930, on découvre le corps de Simone Caron, une fillette de sept ans dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles. Après enquête criminelle, le frère Dostithée (Albert Nogaret) est accusé de meurtre. Après un premier procès, en mars 1931, il est condamné à mort mais, à la suite d'un second procès en septembre 1931, le religieux est acquitté. En janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé sera cependant déclaré mentalement incapable de subir son procès et sera emprisonné à la prison de Bordeaux. Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime. La presse suivra avec attention ces nombreux procès d'autant plus qu'en 1939, le gouvernement présentera le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui. Fait notoire, souvent au cours de la session de 1939, les parlementaires s'invectiveront de "Godon" en guise d'insulte.

24. *Le Canada* du 1^{er} mars 1939, à la page 10, rapporte ce passage comme suit: "Les interruptions pleuvent. Des ministres s'en mêlent. Il y a confusion. On ne saisit pas un mot."

25. *Le Soleil* du 1^{er} mars 1939, à la page 5, indique que le député "lance quelque chose que l'on ne comprend pas de la tribune de la Presse".

26. Il est alors 10 h 30, selon *L'Action catholique* du 1^{er} mars 1939, à la page 13.

27. Le débat sur la motion a duré 5 heures, selon *The Chronicle-Telegraph* du 1^{er} mars 1939, à la page 3.

Séance du mercredi 1^{er} mars 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession
de feu Philias Vanier**

M. Boyer (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Joseph, Jean-Baptiste, Honoré, Edgar, alias John Vanier, rentier, domicilié à Saint-Lambert, comté de Chambly, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Philias Vanier.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Joseph, Jean-Baptiste, Honoré, Edgar, alias John Vanier, rentier, domicilié à Saint-Lambert, comté de Chambly, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Philias Vanier est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**The Empire Trust
Company**

M. Barrette (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Fitch), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de The Empire Trust Company et autres, demandant l'adoption d'une loi relative à The Empire Trust Company.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de The Empire Trust Company et autres, demandant l'adoption d'une loi relative à The Empire Trust Company est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de North Shore Paper Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de la Ontario Paper Company dans la province de Québec à la Quebec North Shore Paper Company;

- de Temiscamingue & Abitibi Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de la Standard Church of America, demandant l'adoption d'une loi incorporant the Standard Church of America;

- de Arthur M. Jacques et autres demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité un certain territoire.

Votre comité recommande de prolonger au 10 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 24 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 132 modifiant le nom corporatif de l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal;

- bill 127 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun;

- bill 140 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Vahan Matheossian à la pratique de l'art dentaire après avoir subi ses examens;

- bill 144 modifiant la charte de la ville de Baie Comeau;
- bill 142 éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur de Rimouski.

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 143 concernant le Séminaire Saint-Sulpice;
- bill 125 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;
- bill 128 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 108 constituant en corporation Dominion Hebrew Cemetery Association. Votre comité a aussi amendé le préambule.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 104 changeant le nom de famille de Paul Herbert Silvert *et al.* en celui de Rowe n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Votre comité recommande de prolonger au 10 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 24 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

Explications sur des faits publiés:

Article de *L'Événement-Journal*

M. Hamel (Québec-Centre): Je me lève sur une question de privilège pour protester contre une malpropreté de *L'Événement-Journal*, dans son édition de ce matin. Ce journal m'a combattu sous le régime Taschereau; il continue de m'attaquer aujourd'hui parce que le régime actuel ressemble au précédent.

Je lis dans *L'Événement-Journal* un éditorial absolument injurieux pour moi et d'ailleurs faux. On

laisse croire, par surcroît, dans les titres et dans le compte rendu qu'on donne de la séance d'hier, que je suis un adhérent du communisme.

Des députés: C'est vrai.

M. Hamel (Québec-Centre): *L'Événement-Journal* dit encore: "Voilà que le Dr Hamel approuve la paresse de M. Lapointe et le félicite de ne rien faire. Il seconde l'amendement de M. C.-A. Bertrand, un libéral, et cela donne la preuve de sa sincérité." Or, après avoir dit cela, le *Journal* cite un amendement que je n'ai pas secondé, car cet amendement cité dans le *Journal* est un faux: "Or, que dit cet amendement: cette Chambre prie instamment le gouvernement fédéral de poursuivre sa campagne qu'il a entreprise contre le communisme." Et plus loin, le journal ajoute que "j'ai donné là la mesure de ma sincérité".

M. l'Orateur, je n'ai jamais secondé le texte que publie ce journal. C'est un faux. Voilà qu'on déforme non seulement les paroles, mais les documents de cette Chambre! La phrase que j'ai secondée, se lit tout autrement: "Cette Chambre prie instamment le gouvernement fédéral de favoriser la campagne entreprise contre la propagande des doctrines subversives et, en particulier, le communisme." Voilà ce que mes amis et moi avons appuyé!

Les dirigeants de *L'Événement-Journal*, comme toujours, n'ont pu cacher le plaisir malin qu'ils mettent à vouloir me diminuer dans l'opinion publique et, pour arriver à leur fin, ils ne craignent pas de recourir à des faux. Depuis la limitation des discours, on redoute même notre opinion, en raccourci, puisque la presse déforme.

L'Événement-Journal, je devais m'y attendre, me fait dire aussi que les communistes ont raison. Pourquoi déformer ainsi ma pensée? Les grands pseudo-défenseurs de l'ordre sentent donc le besoin de nous enlever la confiance que nous accorde le public, pour être réduits ainsi à des moyens aussi peu loyaux de rapporter l'opinion d'un membre de cette Chambre.

"Le Dr Hamel prétend que les communistes ont raison." J'ai dit que c'est la parole de Mgr Stasek, l'archevêque¹ de Prague, rapportée par *La Documentation Catholique*², dans le numéro du 14 novembre 1936, p. 890-891: "Nous-mêmes, nous prononçons de bien longs discours sur les maux engendrés par le libéralisme économique actuel et sur l'injustice sociale, mais dans cet ensemble, nous n'apportons aucun changement. Je voudrais bien savoir comment les communistes pourraient croire au bon ordre social et économique d'aujourd'hui, alors que nous-mêmes n'y croyons même pas." À ces paroles

de Mgr Stasek, j'ai ajouté: "Par conséquent, nous sommes d'accord avec les communistes pour condamner les injustices du régime capitaliste actuel, qui n'est rien autre chose que du désordre légalisé." Ces paroles, on peut me les attribuer, j'en assume toute la responsabilité. Mais qu'on ne les déforme pas.

Je n'ai fait aucun éloge du gouvernement fédéral. J'ai même dit que, pas plus que le provincial, il n'avait fait tout son devoir pour enrayer le communisme.

Il est de plus en plus manifeste que cette lutte contre le communisme dégénère en politicaillerie, pour surprendre une fois de plus la bonne foi de l'épiscopat. Que l'on rapporte nos paroles telles que dites, si l'on est sincère, et que l'on ne cherche pas à nous dépeindre comme des adeptes des idées subversives.

Toute cause juste défendue par d'honnêtes gens n'a pas besoin du mensonge et de la ruse pour triompher. J'ai dit que, si j'avais à faire preuve de sympathie quelque part, entre le capitalisme vicié et le communisme, quoique les deux soient condamnables, c'est le communisme que je préférerais. Mais le capitalisme véreux fait éclore le communisme. Voilà ce que j'ai dit. Je ne retire pas un mot. Les honnêtes gens me comprendront. Les autres, les pharisiens, s'en scandaliseront peut-être, je n'y puis rien, mais voilà mon attitude³.

Charte de Malartic

M. Lesage (Abitibi) demande la permission de présenter le bill 146 constituant en corporation la ville de Malartic.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Droits de la Ontario Paper Company transférés à la Quebec North Shore Paper

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 147 ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de la Ontario Paper Company Limited, dans la province de Québec, à la Quebec North Shore Paper Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Temiscamingue and Abitibi Railway

M. Larivière (Témiscamingue) demande la permission de présenter le bill 150 modifiant la charte de Temiscamingue and Abitibi Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Standard Church of America

M. Bulloch (Westmount) demande la permission de présenter le bill 145 constituant en corporation The Standard Church of America.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

État des comptes publics de la province de Québec

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) dépose sur le bureau de la Chambre, le document suivant: *État des comptes publics de la province de Québec* et rapport annuel de l'auditeur de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938. (Document de la session no 18)

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon), trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1940, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 1^{er} mars 1939
(Document de la session no 1)

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon): M. l'Orateur, en me levant pour prononcer le discours à propos du budget, je désire faire allusion au grand

événement religieux qui eut lieu à Québec, en juin de l'année dernière: le Congrès eucharistique national du Canada, dont le souvenir demeure vivace chez tous ceux qui ont eu le privilège d'y participer.

L'année qui vient de commencer verra aussi un autre événement marquant dans les annales de la province de Québec, car ce sera la première fois qu'un roi d'Angleterre, chef de l'Empire britannique, foulera le sol du Canada.

La vieille et historique ville de Québec, la plus ancienne du Canada, aura l'honneur de la première visite de Leurs Gracieuses Majestés. Un accueil magnifique attend Nos Souverains, accueil que les autres provinces ne sauraient dépasser, en loyauté à la couronne et aux traditions qu'elle symbolise.

Avec votre permission, M. l'Orateur, je me joins aux autres membres de l'Assemblée législative pour offrir mes éloges au proposeur et au second de l'adresse en réponse au discours du trône.

Lors du dernier discours que j'eus l'honneur de faire à l'occasion de la présentation du budget, le 1^{er} mars 1938, j'ai eu l'occasion de dire que le renouveau économique qui s'était manifesté depuis une couple d'années semblait affecté par des facteurs adverses.

En effet, un ralentissement des affaires, surtout aux États-Unis, ainsi que l'affaîsissement des prix de certaines denrées, a suscité les craintes de plusieurs personnes qui prévoyaient une crise semblable à celle qui se produisit aux derniers jours de 1929.

En mars, quelques industries commencèrent à souffrir d'une baisse dans leurs affaires, et il en résulta une diminution dans le nombre des employés. De plus, un malaise général dans le domaine international se fit sentir, malaise dont il fallait tenir compte en projetant pour l'avenir.

Dans l'esprit de tout le monde, l'année 1938 restera mémorable, car l'Europe subit une crise presque aussi grave que celle de 1914, et vint à deux doigts de la guerre, au mois de septembre dernier.

L'immense soulagement qui suivit l'accord de Munich⁴ ne rétablit toutefois pas la confiance dans l'économie mondiale, confiance essentielle à la prospérité.

Cependant, certains facteurs semblent encourageants, mais, dans une atmosphère de malaise comme celle qui existe actuellement, on n'est pas naturellement incliné à faire des transactions considérables ou à s'engager pour l'avenir. Les peuples ont toutefois lieu d'espérer en des jours meilleurs, et il ne doit pas se glisser de pessimisme dans cette espérance.

Nous avons confiance que la province de Québec surmontera toutes les difficultés qu'elle

pourra rencontrer dans son acheminement progressif vers l'avenir. Nous avons aussi confiance que les efforts, qui sont actuellement faits pour assurer la paix du monde, ne se relâcheront pas.

Le renouveau économique dans notre province s'établit sur des bases solides et se poursuit graduellement grâce aux qualités admirables de notre peuple, aux initiatives du gouvernement de l'Union nationale et aux législations saines et progressives qu'il a fait adopter au cours des trois sessions précédentes, dont voici quelques-unes:

Loi pour assurer des élections honnêtes;

Loi pour combattre la propagande communiste;

Loi pour augmenter les salaires des institutrices d'écoles rurales;

Loi pour donner aux jeunes la place à laquelle ils ont droit dans le développement de notre patrimoine;

Loi pour permettre aux ouvriers accidentés de choisir leur médecin;

Loi pour assurer la pension aux vieillards;

Loi pour accorder une pension aux aveugles;

Loi pour venir en aide aux mères nécessiteuses;

Loi pour autoriser l'État à établir des centrales d'énergie et des lignes pour la distribution de l'électricité;

Loi pour consentir des prêts aux cultivateurs;

Loi pour aider ceux qui désirent devenir cultivateurs;

Loi pour protéger les détenteurs d'actions et d'obligations;

Loi pour améliorer la loi des contrats collectifs;

Loi pour simplifier les procédures en expropriation et les uniformiser;

Loi pour sauvegarder et développer nos ressources naturelles;

Loi pour protéger les petits propriétaires;

Loi pour réorganiser nos tribunaux provinciaux;

Loi pour réviser notre loi de Chasse;

Loi pour réviser notre loi d'Hygiène et de Santé;

Loi pour construire et perfectionner nos routes.

Les *Comptes publics* de l'année fiscale qui s'est terminée le 30 juin 1938 sont déposés sur la table du greffier et vous pourrez les examiner.

Vous constaterez qu'au cours de l'année écoulée, il y a eu progrès constants dans tous les domaines d'action de notre province. Malgré un léger recul dans la situation économique et un état latent de crise dans le monde entier, surtout depuis six mois, les revenus de la province de Québec n'ont jamais atteint un niveau aussi considérable.

Les *Comptes publics* démontrent que pour l'année finissant le 30 juin 1938:

Le revenu s'élève à	\$53,344,037.50
Les dépenses ordinaires	<u>\$50,335,750.53</u>
Surplus du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires	\$ 3,008,286.97

Le surplus de \$3,008,286.97 sur les dépenses ordinaires pour l'année 1937-1938, comparé avec le surplus de \$3,968,565.33, pour l'année fiscale précédente, représente une diminution de \$960,278.36. Ces chiffres démontrent un surplus total de \$6,976,852.30 durant les deux années que le

gouvernement de l'Union nationale a administré les affaires de la province de Québec.

En comparaison avec les deux dernières années de l'ancien régime, que trouvons-nous aux *Comptes publics*?

Déficit - 30 juin 1935.....	\$4,939,235.91
Déficit 1936.....	<u>\$1,923,175.50</u>
Déficit total.....	\$6,862,411.41

Les chiffres suivants sont un résumé du revenu et des dépenses pour les deux dernières périodes financières. (Voir le tableau ci-dessous)

	1937-1938	1936-1937	Augmentation
Revenu ordinaire.....	\$53,344,037.50	\$46,280,019.46	\$ 7,064,018.04
Dépenses ordinaires	<u>50,335,750.53</u>	<u>42,311,454.13</u>	<u>8,024,296.40</u>
Excédent du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires	3,008,286.97	3,968,565.33	960,278.36
Dépenses extraordinaires	16,156,096.45	17,356,413.79	1,200,317.34
Dépenses de capital.....	21,958,809.26	10,121,266.04	11,837,543.22

Vous remarquerez, par ces chiffres, que les dépenses extraordinaires pour l'année dernière étaient de \$16,156,096.45, en comparaison avec \$17,356,413.79 pour l'année précédente, soit une diminution de \$1,200,317.34 pour l'année finissant le 30 juin 1938.

Les dépenses au compte de capital pour la dernière année fiscale s'élevaient à \$21,958,809.26, en comparaison de \$10,121,266.04 pour l'année précédente, soit une augmentation de \$11,837,543.22

Les principaux items qui forment cette augmentation sont les suivants:

Le département de la Voirie, pour la construction de chemins, démontre une augmentation de \$8,398,488.85.

Les dépenses de l'année 1937-1938, pour les chemins, se chiffrent à \$14,164,624.73, comparé au montant de \$5,766,135.88 pour l'année finissant le 30 juin 1937.

Les dépenses au département de la Colonisation, pour construction de chemins dans les centres de colonisation, s'élevaient à \$4,779,358.50; l'année précédente ne mentionne aucune dépense au compte de capital pour cet item.

Les dépenses au compte de capital pour l'année finissant le 30 juin 1938 sont comme suit:

Les dépenses au compte de capital pour l'année finissant le 30 juin 1938

Loi de l'aide aux chômeurs	\$ 1,370,889.69
Édifices publics.....	378,550.03
Ponts de péage et autres ponts	525,234.03
Construction de chemins	14,164,624.73
Chemins miniers.....	140,832.32
Emmagasinement des eaux.....	266.00
Loi pour sauvegarder et protéger les meilleurs intérêts de la colonisation	4,779,358.50
Aide à la jeunesse : Construction d'écoles minières.....	15,195.06
Chemins de colonisation.....	<u>583,858.26</u>
	<u>\$21,958,809.26</u>

Un revenu ordinaire de \$53,344,037.50 a été perçu durant la dernière année fiscale en comparaison de \$46,280,019.46 pour l'année finissant le 30 juin 1937, soit une augmentation de \$7,064,018.04.

Le revenu ordinaire, qui a été perçu par le gouvernement, durant les deux années finissant le 30 juin 1937 et 1938, s'élève à \$99,624,056.96, comparé au montant de \$70,651,184.58 perçu par le gouvernement précédent, pour les deux années finissant le 30 juin 1935 et 1936, soit une augmentation de \$28,972,872.38, sans que de nouvelles taxes n'aient été imposées.

L'augmentation du revenu ordinaire de \$7,064,018.04 sur l'année fiscale précédente se résume comme suit: (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Augmentation du revenu ordinaire</i>		
	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>
Successions.....	\$4,200,697.04	
Corporation (profits).....	1,300,366.67	
Terres et Forêts :		
Ressources naturelles	975,944.64	
Commission des liqueurs	604,961.13	
Taxe sur la gazoline	782,359.17	
Véhicules automobiles	699,284.81	
Divers	265,288.13	
Intérêts.....		\$ 733,542.72
Corporations (capital).....		208,533.70
Transfert d'actions.....		439,170.96
Divers		<u>383,636.17</u>
Augmentation totale	<u>\$8,828,901.59</u>	
Diminution totale.....		1,764,883.55
Augmentation nette du revenu		<u>7,064,018.04</u>
		<u>\$8,828,901.59</u>

Le 30 juin 1938, la dette consolidée nette de la province de Québec s'élevait à \$219,697,689.20.

La dette consolidée.....	\$242,576,099.37
Moins : Fonds d'amortissement pour le rachat de la dette	<u>22,878,410.17</u>
Laissant la dette consolidée nette comme ci-haut mentionnée.....	\$219,697,689.20

En vertu de la loi 1 Édouard VIII, 2^e session, chapitre 2, autorisation a été donnée pour l'émission des emprunts qui ont été contractés pendant l'année 1937-1938, pour un montant de \$76,000,000.00 comme suit: (Voir le tableau à la page suivante)

Emprunts contractés pendant l'année 1937-1938

<i>Date de l'émission</i>	<i>Date d'échéance</i>	<i>Impôt</i>	<i>Montant</i>
1 ^{er} juil. 1937	1 ^{er} juil. 1949	3¼ %	\$ 11,000,000.00
1 ^{er} août 1937	1 ^{er} août 1941	2 %	10,000,000.00
1 ^{er} août 1937	1 ^{er} août 1942	2 %	10,000,000.00
1 ^{er} déc. 1937	1 ^{er} déc. 1940	2 %	10,000,000.00
1 ^{er} déc. 1937	1 ^{er} déc. 1952	3¼ %	15,000,000.00
1 ^{er} mars 1938	1 ^{er} mars 1942	2¼ %	10,000,000.00
1 ^{er} mars 1938	1 ^{er} mars 1948	3¼ %	10,000,000.00
			\$ 76,000,000.00

Emprunts rachetés pendant l'année 1938

<i>Date d'échéance</i>	<i>Taux</i>	<i>Montant</i>
1 ^{er} mai 1938	5 %	\$ 37,100.00
15 mars 1943	5 %	3,557,000.00
1 ^{er} nov. 1937	2¼ %	<u>10,000,000.00</u>
		\$13,594,100.00

Les emprunts contractés pendant l'année étaient pour les fins suivantes :

Emprunts rachetés pendant l'année	\$13,594,100.00
Consolidation des bons du Trésor émis en 1937, pour racheter les emprunts échus cette année....	<u>10,577,407.54</u>
	24,171,507.54
Avances au Prêt agricole de Québec.....	9,000,000.00
Escomptes sur \$76,000,000.00 d'emprunts.....	1,452,475.00
Autres bons du Trésor consolidés	<u>1,122,222.35</u>
	35,746,204.89
	<u>40,253,795.11</u>
	\$76,000,000.00

La balance de \$40,253,795.11 a été employée pour combler la différence entre le revenu payé au

fonds consolidé du revenu pendant l'année 1937-1938 et les dépenses portées à ce même fonds pendant la même période

Aucun emprunt n'a été contracté par le gouvernement de l'Union nationale pendant l'année finissant le 30 juin 1937, excepté celui de \$51,000,000.00 fait le 1^{er} octobre 1936, dont le produit fut employé entièrement à payer les dettes du régime précédent.

A propos des emprunts se chiffrant à \$76,000,000 dont il est fait mention ci-dessus, \$24,171,507.54 ont été employés pour le rachat des emprunts contractés par l'ancien gouvernement à un taux d'intérêt de 3 % à 5 % payé par la province.

Les nouveaux emprunts portent un taux d'intérêt variant de 2 % à 3¼ %; il y a donc économie considérable.

M. l'Orateur, examinons les *Comptes publics* des deux dernières années du régime précédent. Les livres démontrent que des emprunts ont été lancés comme suit:

Emprunts des deux dernières années, selon les Comptes publics :

Pour l'année 1935	\$30,230,000.00
Pour l'année 1936	<u>15,428,000.00</u>
	45,658,000.00

En plus, le gouvernement actuel a dû liquider pour le gouvernement précédent des dettes représentant un montant approximatif de \$65,000,000.00

Agriculture

L'agriculture est le fondement de la prospérité dans la province de Québec. L'amour du sol est inné chez le peuple, et la fertilité de nos terres assure dans une large mesure le succès toujours grandissant de l'agriculture.

Durant la dernière saison, une récolte abondante a couronné le labeur de nos cultivateurs qui ont écoulé leurs produits à des prix avantageux.

Le gouvernement de l'Union nationale, par l'entremise de l'Office du prêt agricole, a mis à la disposition des cultivateurs de la province une somme s'élevant actuellement à \$27,000,000, afin de leur donner toute l'aide et tout l'encouragement nécessaires.

Le 31 décembre 1938, des prêts pour un montant de \$20,639,539.41 avaient été accordés aux cultivateurs. De ce montant, \$15,700,239.17 ont été payés aux créanciers hypothécaires; la balance de \$4,939,300.24 représentaient les paiements pour taxes municipales, taxes scolaires, etc.

Comme garantie de ces prêts, l'Office du prêt agricole détient la première hypothèque sur des terres et immeubles évalués à \$35,973,665.00. L'Office du prêt agricole détient, en outre, des assurances-feu couvrant ces propriétés. Les emprunteurs ont aussi un actif comprenant bestiaux et roulant de fermes, pour un montant de \$15,387,330.00.

Mines

Sous l'administration habile et vigilante de l'honorable ministre des Mines (l'honorable M. Gagnon), l'industrie minière a été une source importante de revenus pour la province de Québec au cours de l'année.

Le ministre des Mines maintient dans les régions minières des laboratoires d'analyse qui sont à la disposition des prospecteurs. Ces derniers ont droit à un certain nombre d'analyses, des produits de leurs concessions minières, à titre gracieux.

Ces analyses encouragent les prospecteurs à faire des travaux de recherche sur leurs concessions. Il y a des laboratoires modernes à Thetford Mines, Montréal et Québec. Ceux-ci sont à la disposition des personnes qui en requièrent les services.

L'an dernier, une mine-école a été ouverte à Val-d'Or, où des jeunes gens peuvent apprendre les principes miniers et les mettre en pratique; l'école opère avec succès et les jeunes reçoivent un léger salaire durant la période d'entraînement.

En coopération avec l'Université Laval, le gouvernement de l'Union nationale a établi une

Faculté de géologie et de minéralogie. Déjà 55 étudiants suivent les cours. Au cours de l'été dernier, quatorze équipes de géologues ont été envoyées dans les différents districts miniers de la province de Québec. Sous la direction de géologues compétents, le territoire a été cartographié et classifié. Les cartes minières sont mises à la disposition des personnes qui s'intéressent à l'industrie minière de notre province.

Depuis deux ans, près de 800 milles de chemins ont été construits pour relier les différentes mines et assurer les communications entre les régions minières du nord et les autres parties de la province.

En 1925, on employait 737 hommes dans l'industrie métallifère de la province de Québec; la valeur de production était d'un peu plus d'un million de dollars alors qu'en 1938, plus de 15,000 hommes étaient employés dans cette industrie, et la production se chiffrait à \$43,500,000. Au cours de l'année 1938, l'ensemble des mines du Québec a produit pour une valeur de \$67,000,000, soit une augmentation de \$7,000,000 sur l'année précédente. L'industrie minière de Québec progresse donc de façon phénoménale.

Entente Bilodeau-Rogers

En vertu de l'entente Bilodeau-Rogers⁵, conclue par les gouvernements fédéral et provincial pour aider la jeunesse, entente qui est en vigueur depuis l'année dernière, une somme de \$650,000 a été dépensée. La moitié de cette somme a été payée par le gouvernement fédéral, qui a toutefois refusé d'assumer sa part des frais d'organisation et d'administration des centres d'entraînement.

Le gouvernement de l'Union nationale a donc payé la moitié de cette somme de \$650,000, plus environ \$200,000 pour frais d'organisation et d'administration, soit une dépense totale pour la province de près de \$525,000.

L'École des mines, établie à Val-d'Or, qui fonctionne en vertu de ce plan d'aide aux jeunes, compte 71 étudiants. Les cours d'éducation forestière comptent 390 étudiants; ceux de l'agriculture ont 6,325 élèves; les cours d'enseignement aux jeunes filles des districts ruraux comptent 1,898 étudiantes.

Les cours de coopération donnés aux jeunes pêcheurs, commencés au mois de novembre dernier, comptent actuellement 286 étudiants. Nous désirons insister sur le fait que 8,970 étudiants bénéficient actuellement de cette éducation variée à titre absolument gracieux. Les frais de transport des

jeunes gens sont payés par la province de même que la pension et, en plus, un petit salaire quotidien.

On fournit aussi aux jeunes gens les vêtements nécessaires à leur travail d'apprentissage.

Voirie

Au cours de 1938, le département de la Voirie a entrepris la construction de chemins sur une longueur de 2,650 milles. Il a, de plus, étendu un pavage permanent sur 302 milles de route, ce qui signifie que, depuis deux ans, 800 milles de chemins ont été pavés d'une façon permanente.

Le gouvernement a aussi en vue, pour 1939, un programme substantiel de construction de grandes routes. Des travaux préliminaires sur les routes de gravier ont été achevés l'automne dernier, et 1,144 milles de surface seront recouverts d'un tapis bitumineux. Ce revêtement élimine la boue et la poussière et permet à l'automobiliste de circuler confortablement sur les grandes routes.

À la dernière session du Parlement, le gouvernement de l'Union nationale a voté \$50,000,000 pour l'amélioration des chemins, et cette somme sera employée à la construction des chemins et des grandes routes.

Système de comptabilité

Le système de comptabilité du département du Trésor a subi des modifications permettant de remplacer le système du régime précédent, basé sur les recettes en caisse, par le système basé sur le revenu. Ainsi, lorsque l'ancien régime libéral de la province voulait augmenter ses recettes, il demandait \$2,000,000 à la Commission des liqueurs de Québec. La Commission des liqueurs, n'ayant pas cette somme à sa disposition, l'empruntait d'une banque et l'envoyait à Québec. Ce procédé illégal et coûteux fut employé à maintes reprises.

L'ancien régime faisait des transactions avec des successions pour les pousser à payer à l'avance les droits, augmentant ainsi les revenus apparents, mais fictifs, de la province. Sur ces avances qui lui étaient faites, le gouvernement promettait de payer un intérêt.

Autre acte illégal: on capitalisait des déficits qui s'accumulaient chaque année au compte du pont Jacques-Cartier, alors que cette somme aurait dû être portée au compte ordinaire.

Le nouveau système de comptabilité, inauguré par le gouvernement de l'Union nationale, simplifie et clarifie les états financiers de la province et les redditions de comptes de l'administration.

M. l'Orateur, vous vous souviendrez que, lors de mon premier discours sur le budget, j'ai déclaré à cette Assemblée que c'était la politique bien définie du gouvernement de l'Union nationale d'équilibrer son budget à la première occasion.

En d'autres termes, pour obtenir des finances solides, au lieu des finances cahoteuses qui existaient sous le régime Taschereau, les dépenses ordinaires et extraordinaires ne devraient pas dépasser le revenu ordinaire.

M. l'Orateur, c'est avec un vif plaisir que j'ai déclaré à cette Assemblée, le 1^{er} mars 1938, que le budget de la présente année fiscale serait équilibré. À cette date, j'étais optimiste au point de prévoir qu'à la fin de la présente année fiscale, le total des revenus serait de \$57,034,433.

Huit mois de la présente année fiscale sont déjà écoulés, et j'ai l'assurance que les revenus dépasseront la somme de \$60,000,000.

Voici les chiffres des six premiers mois de l'année fiscale :

1 ^{er} juillet 1938 au 31 décembre 1938.....	\$31,030,000.00
---	-----------------

(En comparaison avec la période de l'an dernier)

1 ^{er} juillet 1937 au 31 décembre 1937.....	<u>\$26,325,000.00</u>
---	------------------------

Soit une augmentation du revenu de	\$ 4,705,000.00
--	-----------------

Nous avons obtenu cette augmentation parce qu'une bonne partie de la population a joui d'une plus grande prospérité, et parce que le gouvernement de l'Union nationale a surveillé avec diligence la perception des revenus.

Il faut se rappeler que, dans ses affaires financières, le gouvernement a à faire face à deux situations: d'un côté, on veut les restrictions financières et un budget balancé, et de l'autre, on demande aux pouvoirs publics de dépenser des sommes considérables, pour contribuer au progrès économique et social de notre province.

D'une part, on comprend que les ressources financières de la province sont limitées et que les dépenses doivent être, en définitive, proportionnées aux ressources. D'autre part, on croit que les pouvoirs publics peuvent, par certaines dépenses, en tenant

compte des conditions de temps et lieu, donner un regain à l'activité économique et améliorer les conditions sociales.

Le gouvernement de l'Union nationale envisage ces deux points de vue: il comprend les raisons de ceux qui les partagent et il cherche à les concilier.

Un budget équilibré convient à l'esprit de la population de cette province, une population qui, dans l'ensemble, est composée d'artisans et de fermiers industriels et économes, qui, instinctivement, apprécie l'équilibre des dépenses et des revenus.

Par ailleurs, n'oublions pas que, pendant plusieurs années, le peuple n'a pas reçu du gouvernement provincial les avantages d'éducation et d'hygiène que donnent aujourd'hui tous les gouvernements modernes, et qu'il a été privé de bien des commodités publiques, telles que: chemins, ponts, parcs publics indispensables au développement de la province.

Nous voulons faire de la province de Québec une province moderne, sans toutefois perdre de vue les exigences d'une administration fiscale saine.

Les estimés des revenus et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1940, qui sont soumis à l'approbation de l'Assemblée, ont été rédigés après une analyse sérieuse des résultats de la dernière année fiscale et les huit premiers mois de la présente année. (Voir le tableau ci-dessous)

*Province de Québec,
Estimés pour l'année fiscale 1939-1940*

Revenus ordinaires	\$ 59,918,753.00
Dépenses ordinaires	<u>53,056,891.61</u>
Excédent des dépenses ordinaires sur les revenus ordinaires	6,861,861.39
Dépenses extraordinaires	<u>6,148,000.00</u>
Excédent du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires	713,861.39
Dépenses de capital, Estimés pour 1939-1940	\$ 21,994,500.00

*Les estimés des dépenses au compte de capital
ci-haut mentionnés se rapportent
aux départements suivants :*

Travaux publics :

Édifices divers dans la province	\$ 571,800.00
---	---------------

Mines et Pêcheries :

Chemins miniers et autres constructions	555,000.00
--	------------

Travail :

Travaux publics pour remplacer le Secours direct	5,000,000.00
---	--------------

Voirie :

Constructions de chemins	12,500,000.00
-----------------------------------	---------------

Terres et Forêts :

L'achat et l'installation de lignes de transmission	2,031,700.00
--	--------------

Colonisation :

Chemins de colonisation dans divers centres de colonisation	1,336,000.00
---	--------------

Avec le surplus de \$20,000,000 tiré des revenus ordinaires, qui ont été plus élevés qu'en 1936, le gouvernement a pu réaliser des réformes et créer des services sociaux que le peuple de la province de Québec désire depuis longtemps. Je ne mentionnerai que les pensions de vieillesse, pensions aux aveugles, pensions aux mères nécessiteuses, augmentation des octrois en faveur de l'agriculture et de la colonisation, octrois aux universités, écoles supérieures et écoles primaires, de même qu'aux écoles commerciales.

Le chômage et les secours directs sont les deux points sombres à l'horizon de notre province. La Chambre apprendra avec intérêt que du 1^{er} août 1936 au 31 décembre 1938, soit une période de 2 ans et 5 mois, les secours directs et le chômage ont coûté la somme de \$70,132,317.35, répartie comme suit: (Voir le tableau à la page suivante)

*Répartition des secours directs
et du chômage*

<i>Source</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
Contribution provinciale, soit	60 %	\$42,384,829.34
Contribution fédérale, soit	24 %	\$16,971,482.31
Contribution municipale, soit	16 %	\$10,776,005.70

L'entente entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral expira le 1^{er} août 1937. Par cette entente, le gouvernement fédéral contribuait au paiement des travaux publics entrepris comme palliatif au chômage. Cette entente n'a pas été renouvelée, le gouvernement fédéral refusant de continuer à payer sa contribution aux dépenses pour travaux publics.

Les travaux publics effectués pour soulager les chômeurs ont coûté, pour la période du 1^{er} août 1937 au 31 décembre 1938, la somme de \$24,472,336.99 répartie comme suit:

*Répartition des coûts des travaux publics
1^{er} août 1937 au 31 décembre 1938*

<i>Source</i>	<i>% des dépenses</i>	<i>Montant</i>
Province de Québec, soit	95½ %	\$23,206,343.20
Gouvernement fédéral, soit	4 %	\$ 1,169,646.69
Contribution municipale, soit	½ %	\$ 96,347.10

J'informe les oppositionnistes, qui critiquent l'augmentation de la dette publique, que le gouvernement de l'Union nationale n'a pas choisi le système pernicieux des secours directs et son effet paralysant sur les personnes qui les reçoivent, lesquelles, après des années d'inactivité forcée, deviendront à charge à la province. Le gouvernement actuel croit en un système de travaux publics utiles, par lequel les chômeurs obtiendront du travail, leur restituant ainsi leur indépendance économique et la fierté de gagner leur propre vie. Depuis que le gouvernement fédéral a refusé de contribuer pour l'assistance à nos chômeurs, le fardeau qui incombe à la province est devenu presque intolérable.

La province de Québec contribue au gouvernement fédéral environ 30 % de son revenu total. Pour cette raison et du fait que la province de Québec a 65 députés siégeant à Ottawa, nous permettra-t-on de poser une question très à propos? Quand on trouve de l'argent à Ottawa pour indemniser les fermiers de l'Ouest, pour payer les déficits du C.N.R. et qu'il y a des millions pour les armements, pourquoi ces 65 députés ont-ils souffert qu'Ottawa refuse d'aider les pauvres et les sans-travail dans leurs propres comtés et dans la province de Québec en général?

Nous considérerons maintenant le compte de capital, pour les fins duquel des emprunts ont été contractés. À ce sujet, il faut bien comprendre qu'il y avait non seulement un besoin pressant de travaux publics, mais aussi que pas un gouvernement de nos jours ne peut adopter une attitude passive en face des besoins de ses administrés.

Vu le degré de notre développement provincial, connaissant la nature de nos ressources matérielles et humaines, et sachant qu'une sage dépense des deniers publics peut accroître la valeur économique de notre province, le gouvernement a adopté une politique positive et constructive.

Cette politique a nécessité l'emprunt d'importantes sommes d'argent qui ont été investies dans des travaux publics destinés à soulager le chômage et, en même temps, à contribuer à l'accroissement continu du revenu de nos gens, en rendant nos ressources plus accessibles au développement, en facilitant les moyens de communication entre les centres productifs et les marchés, et en attirant des flots de plus en plus nombreux de touristes. Nous sommes certains que cette dépense des deniers publics aidera considérablement à activer le rétablissement de l'activité économique et que les frais d'administration de la dette seront amplement couverts par les revenus additionnels de la province.

Quand le gouvernement de l'Union nationale assumait le pouvoir, il hérita, entre autres choses, d'un système routier désuet. L'administration décida de faire un programme de reconstruction des vieilles routes et de construction de nouveaux chemins, pour faciliter les communications entre les régions nouvelles et les centres de colonisation plus anciens. Jusqu'à date, \$30,000,000 ont été dépensés pour ces travaux.

La réfection de la route entre Montréal et Québec, soit une distance de 180 milles, entreprise au cours des deux derniers étés, sera entièrement terminée au début de l'été 1939. Treize passages à

niveau ont été éliminés dans cette route; les automobilistes jouiront alors d'une route de première classe entre les deux plus grandes villes de la province.

En voyageant en automobile à travers les Cantons-de-l'Est, la Gaspésie, de Montréal aux Laurentides, de Montréal à Ottawa et dans la vallée de la Gatineau, le public peut se rendre compte des grandes améliorations routières faites au cours de ces deux dernières années par le gouvernement actuel.

Une somme de \$27,000,000 a été consentie aux cultivateurs en prêts agricoles.

Afin de donner accès à nos nombreux lacs et endroits de pêche, le gouvernement a établi deux nouveaux parcs, un au Mont-Orford, et un autre à Gaspé. Les touristes, de même que nos propres citoyens, pourront camper et pêcher dans les endroits gardés, et la province ainsi que sa population en retireront des avantages incalculables.

L'île historique de Sainte-Hélène a été aménagée en centre d'amusement. À Montréal, les rues Notre-Dame et Sherbrooke ont été élargies et asphaltées. À Charlemagne, un nouveau pont nécessaire a été construit et sera libre de tout péage. Plusieurs autres améliorations ont été effectuées par les chômeurs qui ont bénéficié d'un travail rémunérateur.

Malgré les nombreux travaux accomplis, le gouvernement de l'Union nationale a balancé son budget et obtenu un surplus satisfaisant.

Nous avons placé une somme de \$10,244,239.20 au fonds d'amortissement de la dette, au cours des deux dernières années. À date, la province a un fonds d'amortissement de \$26,951,826.79.

Les dépenses au compte de capital ont été faites pour d'utiles entreprises et pour des travaux publics nécessaires.

Du fait de cette administration fiscale progressive, la province a la plus petite dette *per capita* de toutes les provinces du dominion.

Afin de maintenir cette position enviable, le gouvernement de l'Union nationale se rend bien compte de la nécessité de continuer sa bonne et saine administration financière.

M. l'Orateur, en conformité avec la promesse faite par l'honorable premier ministre avant les élections de 1936, je me fais un plaisir d'annoncer qu'à dater du 1^{er} mars 1939, le coût des permis de conducteur et de chauffeur sera réduit de \$5.00 à \$2.50. Cette diminution constituera une économie annuelle de \$750,000 environ pour les automobilistes.

Je propose maintenant que l'Orateur quitte le fauteuil, et que cette Chambre se forme en comité de subsides. (Voir le tableau à la page suivante)

*Province de Québec**Prévisions budgétaires ordinaires, extraordinaires et de capital
pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1940*

		<i>Dépenses</i>		
		<i>Ordinaires</i>	<i>Extraordinaires</i>	<i>De capital</i>
I.	Législation.....	\$ 691,430.00		
II.	Trésor	12,956,918.69		
III.	Service civil.....	3,579,664.00		
IV.	Procureur général	4,382,749.72		
V.	Directeur des achats	838,661.00	\$ 75,000.00	
VI.	Secrétaire de la province	1,688,210.00		
VII.	Instruction publique	3,521,470.00		
VIII.	Santé.....	3,552,232.00		
IX.	Travaux publics.....	1,734,016.20		\$ 571,800.00
X.	Mines et Pêcheries.....	1,041,530.00		555,000.00
XI.	Travail	5,187,600.00	5,000,000.00	5,000,000.00
XII.	Agriculture	3,686,110.00		
XIII.	Voirie.....	5,590,000.00		12,500,000.00
XIV.	Terres et Forêts.....	1,665,500.00		2,031,700.00
XV.	Colonisation	2,270,400.00	793,000.00	1,336,000.00
XVI.	Affaires municipales, Industrie et Commerce.....	490,600.00	280,000.00	
XVII.	Services divers	179,800.00		
		\$53,056,891.61	\$ 6,148,000.00	\$21,994,500.00

Sommaire

Ordinaires.....	\$53,056,891.61
Extraordinaires.....	\$ 6,148,000.00
De capital	<u>\$21,994,500.00</u>
	<u>\$81,199,391.61</u>

Province de Québec

*État des revenus ordinaires prévus
pour l'année fiscale 1939-1940*

Taxes :

Département du Trésor :

Bureau du revenu :

Loi des véhicules-moteurs	\$ 7,500,000.00
Taxe sur la gazoline	10,500,000.00
Droits sur les successions.....	9,300,000.00

Taxes sur corporations :

Sur capital	6,350,000.00
Sur profits.....	4,000,000.00
Taxes sur transferts d'actions, débentures, etc.....	650,000.00
Autres taxes.....	<u>477,700.00</u>
	38,777,700.00

Bureau des assurances.....	137,900.00
----------------------------	------------

Commission des liqueurs :

Permis et droits	2,800,000.00
Secrétaire de la province.....	93,000.00
Travaux publics.....	332,000.00
Travail.....	90,000.00
Chasse et Pêcheries	25,060.00
Procureur général	<u>1,256,000.00</u>

Total des revenus provenant de taxes	43,511,660.00
--	---------------

Provenant d'autres sources :

Puissance du Canada :

Subside basé sur la population	2,464,553.00
Intérêt	410,850.00

Commission des liqueurs de Québec :

Compte de commerce :

(\$1,000,000 transféré au fonds de l'assistance publique)	4,600,000.00
--	--------------

Ressources naturelles :

Terres et Forêts (Commission des eaux courantes incluse)	6,000,000.00
Mines.....	1,700,000.00
Colonisation.....	44,000.00
Chasse et Pêcheries	<u>335,105.00</u>
	8,079,105.00

Honoraires - Divers départements	421,215.00
Amendes, confiscations, etc., divers départements	317,750.00
Contributions municipales	48,900.00
Divers - Divers départements	<u>64,720.00</u>

\$59,918,753.00

Sommaire

Revenus prévus pour l'année fiscale 1939-1940	\$59,918,753.00
Revenus prévus pour l'année fiscale 1938-1939	<u>\$57,034,433.00</u>
Augmentation prévue.....	<u>\$ 2,884,320.00</u>

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose l'ajournement du débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À quand? À demain?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah non! Pas avant la semaine prochaine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais à quand la semaine prochaine?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Jeudi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ah non! À mardi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que le débat soit ajourné à mardi prochain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et si le chef de l'opposition n'est pas prêt, nous ajournerons de nouveau. Je comprends que le chef de l'opposition va avoir beaucoup à faire pour tenter de démolir le discours du trésorier de la province (l'honorable M. Fisher).

La motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Demandes de documents:

M. Drouin (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Hamel), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance, dépêches télégraphiques et de tous documents quelconques concernant l'établissement d'une Cour de bien-être social, et particulièrement d'une Cour des jeunes délinquants pour le district de Québec.

En traitant ce sujet, que je considère d'une importance considérable, mon unique but est

simplement d'attirer l'attention du gouvernement sur la nécessité d'instituer à Québec, sinon une Cour de bien-être social, du moins une Cour des jeunes délinquants.

J'insiste pour l'établissement d'une Cour des jeunes délinquants, à Québec, tout comme il s'en trouve une à Montréal. Toutes les organisations sociales et les corporations de Québec favorisent une telle Cour.

Ce ne sont pas seulement les nombreuses requêtes qui ont été faites depuis des mois qui m'ont incité à faire cette motion. En me basant sur mon expérience d'avocat acquise devant les tribunaux, une cour spéciale pour les jeunes est, pour notre ville, un besoin pressant.

Nous sommes angoissés par le spectacle renversant de la criminalité juvénile. Cette criminalité juvénile peut avoir bien des causes: hérédité, mauvaise éducation, etc. Mais, depuis quelques années, une autre cause s'est ajoutée aux autres: le chômage. Chaque matin, nous voyons défiler devant nos tribunaux criminels des jeunes gens de 14, 16 ou 18 ans. Autrefois, le droit criminel n'avait d'autre but que celui de punir. Aujourd'hui, une autre conception s'est ajoutée à la première. Punir est nécessaire, mais il est plus important encore de prévenir le crime.

Or, il est certain que le contact avec les tribunaux ordinaires est fatal aux jeunes. Une fois que la jeunesse est venue en contact avec les tribunaux ordinaires, avec les vieux prisonniers dans les prisons, il y a de grands risques qu'elle soit perdue à jamais. Ces mêmes jeunes, on les voit souvent revenir devant nos tribunaux criminels à peine une année après leur première condamnation. On devrait, tout comme à Montréal, leur porter un traitement tout spécial.

À Québec, nous avons trois excellents juges de la Cour des sessions de la paix. Nous avons aussi un bon recorder. Chaque fois qu'un jeune est amené devant ces tribunaux, des précautions toutes spéciales sont prises. Mais nous n'avons pas l'organisme nécessaire pour faire efficacement face à la situation.

Mais, on n'en est pas moins surpris du grand nombre des récidivistes. La grande cause des récidivistes, c'est le contact des jeunes délinquants avec les vieux prisonniers. On s'habitue à vivre dans une atmosphère de criminalité, et l'on en vient à considérer comme une chose très ordinaire de revenir périodiquement devant les tribunaux recevoir sa sentence. Il faut chercher à prévenir la récidive en usant de moyens propres à rétablir les jeunes prévenus dans la société.

À la session de 1937, le gouvernement actuel a prévu, dans sa loi concernant les tribunaux, la nomination de juge et la création de Cours de bien-être social, lesquelles Cours devaient s'occuper des enfants et des relations domestiques. Il y a une provision dans cette loi qui dit que, dès qu'une Cour de bien-être social sera établie dans une localité déterminée, la Cour des jeunes délinquants qui pourra exister dans cette localité disparaîtra par le fait même.

Par conséquent, je demande que l'on établisse au moins une Cour des jeunes délinquants à Québec. Et si, plus tard, on veut établir une Cour de bien-être social, la Cour des jeunes délinquants ne sera pas un obstacle.

Je comprends qu'il s'élève une question de juridiction quant à la nomination de ces juges, à l'effet de savoir si ce n'est que Ottawa qui peut le faire. Pour des raisons que je n'ai pas à apprécier, ces Cours, prévues par la nouvelle loi des tribunaux, n'ont pas encore été établies. Je ne dis pas cela pour critiquer, mais pour demander au gouvernement qu'on nous donne, à Québec, au moins une Cour des jeunes délinquants pour le moment. Il en existe une à Montréal, et elle produit des résultats excellents.

Plus tard, on pourra voir à l'établissement d'organismes de répression spéciaux pour les jeunes. Ainsi, en Alberta, on a des fermes-écoles où l'on dirige les enfants qui ont commis des délits. On dit que sur 1,000 enfants qui y ont été envoyés, 990 sont redevenus des bons citoyens. Ce sont là des réformes qui en valent la peine.

Le premier ministre peut-il préciser certaines déclarations qu'il a faites relativement au pouvoir qu'a la province de Québec de créer de tels tribunaux et de nommer les juges? Je fais ces remarques, dit-il, dans le meilleur esprit du monde.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Québec-Est (M. Drouin) a soulevé une question importante qui soulève de multiples aspects. En 1937, nous avons passé une loi pour la réorganisation des tribunaux. Elle exige beaucoup

d'études. De multiples problèmes constitutionnels se posaient: la création d'une Cour de bien-être social peut engendrer des conflits entre les juridictions du fédéral et de la province.

M. Drouin (Québec-Est): Je suggère, afin d'éviter un tel conflit, que la cour n'entende que les cas où aucune accusation criminelle n'a été portée contre l'une des parties concernées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le problème comporte plusieurs aspects contradictoires. (M. Duplessis donne un bref aperçu de la juridiction de nos tribunaux, des pouvoirs conférés par la loi de 1937.) La loi de 1937 visait à réformer toutes les cours de la province, mais en voulant créer une Cour de bien-être social, on devait prendre en considération le fait que la nomination des juges était la responsabilité d'Ottawa et non pas des provinces, comme pour les cours de magistrat et les cours de session de la paix.

En matière civile, Québec ne peut nommer des juges dont la juridiction s'étend seulement aux causes de \$100 et moins. Les juges nommés par Québec ont une juridiction absolument limitée. Si Montréal a sa Cour des jeunes délinquants, ajoute-t-il, Québec n'en a pas encore. En un mot, la juridiction des provinces est limitée.

Le gouvernement a l'intention d'appliquer toutes les clauses du bill de 1937, mais ceci ne peut pas se faire en une journée, il y a beaucoup de détails à considérer. Le député de Québec-Est a parlé de la jeunesse. C'est un problème qui mérite la sollicitude de tous ceux qui ont à cœur l'avenir de la race et du pays. Notre jeunesse est bonne encore grâce aux parents et à notre clergé. Elle est en butte à des assauts, mais elle les soutient magnifiquement.

La jeunesse est toutefois bien exposée à commettre des erreurs, quand elle voit des hommes publics verser dans la démagogie et prendre des attitudes qui ne sont pas conformes à leurs propres convictions. Je ne veux pas faire d'allusions personnelles, mais nous sommes en mesure de réaliser les dommages que peuvent causer les écarts de langage, les exagérations. Ce n'est pas avec les tribunaux que l'on va pouvoir relever la jeunesse. Ce n'est pas avec notre législation que l'on va refaire la population.

Nos hommes publics doivent tout d'abord commencer par ne pas faire la cour au communisme et aux théories excessives. Nous avons des extrémistes qui font des discours, dont le ton n'est pas conforme à notre mentalité.

Pour ce qui est des prisonniers, nous ne devons pas leur faire des conditions de vie meilleures que celles dont jouissent nos sans-travail. Un mouvement se dessine dans le sens de faire la vie plus facile aux prisonniers, tout en les traitant avec humanité.

Comme premier ministre, dit-il, je dénonce une certaine législation passée par Ottawa et je la qualifie de malsaine.

Je ne veux faire de reproche à personne. Cependant, il y a quelque temps, des *tickets of leave* ont été donnés en si grand nombre à Montréal que, deux ou trois jours plus tard, la métropole a été infestée de voleurs.

Dans Québec, il y a encore beaucoup à faire au point de vue de l'amélioration des prisons et des conditions pénitentiaires. La plupart ne répondent pas aux besoins de l'heure. Lorsque nous avons pris le pouvoir, les prisons étaient, dans la province, arriérées à tous les points de vue. J'insiste, dit-il, sur la nécessité de la ségrégation des prisonniers. On aurait dû prendre les moyens pour les faire travailler. On devrait même être organisé pour leur faire apprendre un métier.

Le fédéral a nommé une commission d'enquête, présidée par le juge Archambault, pour étudier les conditions pénitentiaires et moi-même, dit-il, j'avais eu, en ce temps-là, la visite du juge Archambault. Il m'a dit que c'est l'intention du gouvernement d'Ottawa de centraliser ses prisons. Je me suis opposé et lui ai répondu que, dans la province de Québec, il n'y aurait pas de centralisation, ni dans le domaine des prisons, ni dans aucun autre domaine.

Mon gouvernement, dit-il, n'a pas encore eu l'opportunité de donner suite à sa loi de 1937 sur les tribunaux, mais je me rappelle bien, les critiques du Parti national, du groupe Hamel, qui prétendait alors qu'on voulait persécuter l'honorable juge Ferdinand Roy.

M. Drouin (Québec-Est): Le premier ministre devrait distinguer. Il aime taquiner et je ne lui en fais pas reproche. Nous avons protesté contre les abolitions possibles de positions. Mais il n'en reste pas moins vrai que le chapitre relatif au bien-être social de l'enfance est un des plus beaux chapitres de notre législation. Quant aux autres critiques que j'ai pu faire alors, je ne les désavoue pas.

M. Hamel (Québec-Centre): Nous avons eu peur que ce chapitre reste à l'état de chapitre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Malheureusement, vous n'avez pas droit au chapitre.
(Rires)

Non seulement nous n'avons pas fait perdre à l'honorable juge Roy la position qu'il occupait, mais nous l'avons nommé président de la Commission des salaires raisonnables. Comme on peut le voir, l'on ne l'a pas décapité! Voilà notre réponse.

La loi de 1937 n'est pas encore en force. Pour donner suite à la loi de 1937, il fallait faire des divisions territoriales, créer des chefs-lieux et donner à chaque partie de la province la part de privilèges auxquels elle avait droit, ce qui comporte des études très prolongées et très compliquées qui n'ont pu être faites du jour au lendemain. Après avoir fait la bonne redistribution du district judiciaire, il sera possible de créer des cours et de nommer des magistrats. Il ne faut pas s'occuper seulement de Montréal et de Québec. Il faut également s'intéresser au reste de la province. C'est notre intention de nommer un juge à Québec et un bon juge, un juge qui a du jugement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le député de Québec-Est (M. Drouin) a peut-être des chances dans ce cas. Vous pourriez le nommer.

M. Hamel (Québec-Centre): Il est tout désigné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne comprends pas le Parti national et le député de Québec-Centre. Je me demande quel intérêt il a à se débarrasser du député de Québec-Est. Est-ce qu'il lui porte ombrage?

M. Hamel (Québec-Centre): Pour le bien public, nous sommes prêts à faire des sacrifices.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, à tout sacrifier excepté...

Je vais dire ceci. Quand bien même le député de Québec-Centre me demanderait de nommer le député de Québec-Est, et Dieu sait que j'aimerais faire plaisir au député de Québec-Centre, je ne le ferais pas, parce que, s'il part du Parti national, il ne restera plus rien dans ce parti.

(Rires)

M. Drouin (Québec-Est): J'ai déjà refusé d'être juge, et ça a fait l'affaire du gouvernement et du premier ministre.

(Rires à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député devait être nommé après les élections. C'est du moins ce qu'il m'a dit. En tout cas, dans le

cas présent, il n'y a pas de danger que la chose se répète, car le député de Québec-Est ne sera pas nommé juge.

J'émet des doutes sur la juridiction d'un juge nommé en vertu de la loi de 1937, lorsqu'il s'agira de relations domestiques.

M. Drouin (Québec-Est): Par sa loi, le gouvernement a donné des pouvoirs au juge en matière de relations domestiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons prévu toutes les situations, mais les pouvoirs que nous accordions étaient limités à ceux que nous possédions.

Une chose est certaine. Nous allons établir la Cour du bien-être social immédiatement à la suite de la session, dès que nous serons en mesure de le faire, dit-il. Et nous allons nommer un bon juge, qui ne sera pas le député de Québec-Est. Je garderai intact le Parti national, répète-t-il, en ne le nommant pas sur le banc.

M. Chaloult (Kamouraska): J'ai admiré la clairvoyance avec laquelle le premier ministre donnait des conseils à la jeunesse. Il a aussi admis qu'il n'y avait pas d'extrémistes dans cette Chambre. Il est bon de mettre la jeunesse en garde contre les discours extrémistes, comme ceux d'hommes politiques qui, en période électorale, promettent mer et monde et oublient immédiatement leurs promesses, renient leurs engagements. Je suis heureux, comme lui, de constater qu'il n'y a pas de ces extrémistes dans cette Chambre.

M. Hamel (Québec-Centre): Je suis heureux d'avoir entendu le député de Québec-Est prendre la défense de la jeunesse. Le premier ministre a dit que sa loi n'était pas appliquée parce qu'il n'a pas eu le temps d'y voir. On sait qu'il est débordé d'ouvrage avec le plus grand gouvernement que nous ayons eu depuis la Confédération. La question de redistribution territoriale est ce qui retarde. Je comprends qu'il ne sait pas si Québec et l'Abitibi feront partie de la même division. La jeunesse a les yeux ouverts et il ne peut plus être question de la berner avec des promesses. Le premier ministre a dit que le juge de la Cour de bien-être social serait un homme de jugement. J'en doute.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député de Québec-Centre n'ait pas de doute: ce ne sera pas lui.

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): En tout cas, je suis satisfait du débat. La discussion a été amicale et le député de Québec-Est a gagné un point.

M. Drouin (Québec-Est): Je suis satisfait du débat, parce que le premier ministre m'a dit que la loi serait appliquée très prochainement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit après la session.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quelle session?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne pouvons créer cette Cour sans mettre toute la loi en application. On ne peut pas se contenter de mettre en force seulement une partie de la loi.

M. Drouin (Québec-Est): On peut créer la Cour à Québec, sans même avoir recours à la loi. Montréal a bien sa Cour des jeunes délinquants.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas un pouvoir qui n'ait le droit de créer une Cour dans la province. La loi est un tout et l'on ne peut pas en mettre en force une partie seulement.

M. Drouin (Québec-Est): Vous n'avez pas besoin de la loi de 1937. La Cour des jeunes délinquants de Montréal fut créée en vertu d'une loi spéciale. Le gouvernement a le droit de passer une telle loi pour Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement, mais en vertu de notre nouvelle loi, nous ne le pouvons pas. Mais une Cour comme celle des jeunes délinquants ne rencontre pas l'idée d'une Cour du bien-être social.

M. Drouin (Québec-Est): Je ne suis pas pour prolonger le débat. Ce que je puis dire, c'est que je ne serai pas candidat à la présidence de cette cour.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle cour?

M. Drouin (Québec-Est) propose que la motion soit retirée.

La motion est adoptée.

Parc de la Montagne Tremblante

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 15 modifiant la loi du Parc de la Montagne Tremblante.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁶:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 1. Qu'en vertu des dispositions de la loi du Parc de la Montagne Tremblante (Statuts refondus, 1925, chapitre 89) telle que modifiée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra adopter des règlements pour la location de telles parties du Parc de la Montagne Tremblante qu'il jugera propres à la construction d'un funiculaire ou ascenseur, de câbles remorqueurs, de chalets de relais ou autres constructions similaires.

2. Que des dispositions de l'article 9 de la loi du Parc des Laurentides, concernant le pouvoir du lieutenant-gouverneur en conseil de faire, amender et abroger des règlements visant le Parc des Laurentides, soient applicables au Parc de la Montagne Tremblante, tel que prévu par la section 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

M. Barrette (Terrebonne): L'on me permettra de faire quelques observations sur ce sujet. Au printemps de 1938, la population de la province apprenait que le gouvernement venait de vendre 1,200 acres de terrain à Joseph-D. Ryan, de Philadelphie⁷, pour l'établissement d'une station touristique dans le district de la Montagne Tremblante, à raison de \$20 l'acre, en dehors des limites du Parc national. Les journaux libéraux sont partis en guerre contre cette mesure, et particulièrement le journal *En Avant*⁸ supporté par un journaliste de notre région, qui est mécontent du gouvernement parce qu'on lui a refusé un salaire de publiciste. Ce journaliste de Montréal a déclaré que le premier ministre chassait de la province les personnes qui voulaient développer les centres touristiques.

Pas un pouce de ce territoire n'a été concédé. Il a été acheté et il ne s'agissait que de terrains impropres à la culture. Il a été acheté au prix de \$25,000, à la condition toutefois - et c'était l'engagement qu'il avait pris avec le gouvernement - de dépenser au moins une somme de \$150,000⁹ dans l'espace de deux ans. Après cinq ou six mois, l'on avait déjà \$430,000 et l'on avait permis à plusieurs centaines de chômeurs de Terrebonne de gagner leur vie. Le gouvernement a fait une belle affaire et a réalisé son programme de développer les ressources naturelles de la province. Nous avons développé cette région.

À l'ouverture, il y avait 2,000 visiteurs et nous attendons la venue de plusieurs milliers d'Américains, au cours de l'été. Cette région jouit d'une grande vogue aussi durant l'hiver, parce que c'est un endroit idéal pour le ski. L'afflux des visiteurs a aidé au développement agricole en créant un marché pour les cultivateurs. Nous n'avons pas empiété sur le Parc de la Montagne Tremblante. Le député de Berthier (M. Bastien) va pourtant se lever sur cette question. Mais que son gouvernement a-t-il fait pendant 40 ans?

De plus, comme toutes les lois de l'ancien régime libéral, la loi du Parc de la Montagne Tremblante était inopérante. On y disait qu'on devait construire un sanatorium. Ainsi, tout ce dont Montréal et le comté de Terrebonne avaient besoin, de l'avis des libéraux, c'était un sanatorium. Quelle mentalité! Nous avons vendu à Ryan des terrains à l'extérieur du parc. Mais à l'intérieur du parc, nous lui concédons, sur un bail de 25 ans, un terrain pour la construction d'un funiculaire qui reviendra à la province à l'expiration du bail. Le député de Berthier dira sans doute que ce parc, il l'a demandé depuis quelques années. Son gouvernement a été au pouvoir pendant 40 ans sans rien faire, et le député doit réaliser aujourd'hui que, pour obtenir quelque chose, c'est à un bon gouvernement comme le nôtre qu'il faut le demander.

Au nom de mes électeurs, dit-il, je remercie le gouvernement pour ce qu'il a bien voulu faire dans ce domaine.

M. Bastien (Berthier): Le député vient nous dire que M. Ryan pourra louer des terrains dans le parc.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Nous avons voulu créer efficacement un véritable parc national. On verra, d'après le Statut, qu'en 1894, on a simplement créé une réserve forestière. On disait

aussi, d'après une requête consignée dans les *Procès-verbaux* du temps, qu'on voulait même y construire un sanatorium. Un parc public et un terrain pour un sanatorium sont deux choses différentes.

Nous avions, depuis 1894 jusqu'à nos jours, un parc de Statuts et non un parc réel. On veut établir maintenant un véritable parc. M. Ryan s'est fait donner un terrain rocailleux, impropre à la culture, et le gouvernement le lui a vendu \$20 l'acre. Plus tard, à l'intérieur même du parc, il construira un funiculaire.

C'est fort heureux que des intérêts privés puissent ainsi faire de la construction en terrain public et développer cette partie de la province, au point de vue touristique, sans qu'il n'en coûte un sou au Trésor de la province. Des intérêts privés du genre seront toujours les bienvenus. C'est la coutume observée dans les parcs nationaux administrés par le gouvernement fédéral.

M. Bastien (Berthier): Le député de Terrebonne a eu peur de l'article d'*En Avant*. Il a eu peur de...

M. Barrette (Terrebonne): Je n'ai pas peur.

M. Bastien (Berthier): Le député dit: "Ryan a loué un terrain." Plus tard, le ministre nous dit: "Ryan a acheté un terrain de 1,200 acres à \$20 l'acre."

M. Barrette (Terrebonne): Point d'ordre! Je n'ai jamais dit que les 1,200 acres de terre avaient été loués à Ryan. J'ai dit qu'à la porte du Parc de la Montagne Tremblante, Ryan avait acheté un terrain. Voilà ce que j'ai dit.

M. Bastien (Berthier): Je me demande pourquoi le député de Terrebonne s'est tant défendu, s'il n'a pas peur. Il a dit, je l'ai entendu, que Ryan avait loué un terrain. Il y a contradiction entre ce que le député dit et ce que dit la résolution du ministre.

M. Barrette (Terrebonne): Point d'ordre! J'ai dit que le gouvernement avait vendu 1,200 acres de terre à Ryan, à l'extérieur du parc, et j'ai aussi dit que le gouvernement avait l'intention de louer à M. Ryan un autre terrain à l'intérieur du parc, afin de lui permettre de construire un funiculaire, dont la propriété reviendrait au gouvernement à l'expiration du bail de 25 ans accordé audit Ryan.

M. Bastien (Berthier): Alors, nous entrons dans le parc, avec M. Ryan qui devait rester dehors.

M. Barrette (Terrebonne): C'est là que vous vous perdez.

M. Bastien (Berthier): Le député de Terrebonne (M. Barrette) est nerveux. Il a peur des journaux qui lui font la guerre, comme ces braves journaux de l'*Avenir du Nord* et d'*En Avant*.

M. Barrette (Terrebonne): Venez donc chez nous pour voir si on en a peur de ces journaux.

M. Bastien (Berthier): Je lis dans le *Star* de Montréal, journal qui a aidé le député de Terrebonne à se faire élire, un article éditorial où l'on recommande: "*Keep Mount Tremblant for the people.*"

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas interrompre le député, mais je demande à ce que le comité rapporte progrès. Nous voudrions discuter immédiatement le bill de Montréal rapporté du Conseil législatif avec un amendement. Le comité siégera à la même séance.

M. le président: Le comité rapporte progrès.

L'étude des résolutions est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité plénier siège de nouveau au cours de la présente séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer, le bill suivant:

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

1. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 5 comme article 6:

"6. La résolution adoptée par le Conseil de la cité de Montréal le 28 février 1939, imposant une

taxe foncière de dix cents (\$0.10) par cent dollars (\$100) de la valeur des immeubles portés au rôle d'évaluation, est abrogée, et les contribuables sont libérés de la taxe imposée par cette résolution".

2. L'article 6 du bill devient l'article 7.

Charte de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Comme je l'ai déclaré la semaine dernière, nous avons toujours été heureux de collaborer avec les autorités de la ville de Montréal, lorsqu'il s'est agi des intérêts de cette ville. Nous n'avons eu aucune hésitation à procéder le plus rapidement du monde, en suspendant même les règlements parlementaires, pour pouvoir adopter le bill financier. Nous avons mis de côté ces règlements, et le Conseil législatif a été assez délicat pour faire de même. Le bill revient en Chambre avec un amendement qui a annulé, abrogé la résolution du conseil de ville de Montréal, voté hier, en vertu duquel la taxe foncière aurait été augmentée de \$0.10 par \$100.

Je félicite chaleureusement le Conseil législatif de cet amendement. La semaine dernière, lorsque les autorités de Montréal sont venues nous demander de passer leur bill financier d'urgence, nous avons clairement manifesté le désir que nous le ferions sans qu'il soit nécessaire pour eux d'imposer une nouvelle taxe foncière spéciale. On en a jugé autrement pour des raisons que je n'ai pas à apprécier. Le conseil de Montréal a décidé d'imposer une taxe spéciale.

Au cours de la journée d'hier, nous avons accordé à la ville de Montréal \$716,000¹⁰. De plus, nous avons permis à la ville d'utiliser un fonds de réserve de plus de \$5,000,000, sans compter notre autorisation légale d'un autre emprunt de \$8,000,000. L'on n'avait donc pas besoin d'imposer une taxe spéciale.

Il est absolument juste que la Chambre concoure dans l'amendement du Conseil législatif qui supprime cette taxe. Ceci n'a aucune relation avec la partie du bill qui ratifie l'emprunt aux banques de Hollande.

Nous disons ainsi à Montréal: "Choisissez entre le pouvoir qu'on vous donne de dépenser plus de \$6,000,000 et votre taxe spéciale. Nous vous donnons votre pouvoir de dépenser, mais ôtez votre

taxe. Il est certain qu'on ne peut avoir les deux". Après tout, nous faisons tout ce que nous pouvons dans ces années-ci pour sauver les petits propriétaires et pour empêcher la centralisation des propriétés foncières. Montréal n'a plus que de 13 % à 15 % de propriétaires, peut-être 12 %. Ils méritent considération. Cette taxe arbitraire, adoptée hier au conseil de Montréal, favoriserait la concentration des biens dans les mains de quelques-uns. Ce n'est pas juste.

Le Conseil législatif prouve cette fois son utilité, et je profite de l'occasion pour remercier les membres de la Chambre haute pour leurs actions.

Si nous devons respecter l'autonomie de Montréal, il ne faut pas confondre l'autonomie avec les abus, car l'autonomie veut dire pour nous l'exercice de tous les droits dans les bornes de la raison.

M. Leduc (Laval): Je félicite le Conseil législatif, dit-il, pour la décision qu'il a prise. Cette taxe supplémentaire sur les propriétés immobilières a souvent été accrue depuis 1931, mais n'a pas toujours été perçue. Comme député d'une grande partie de Montréal, je dois dire que le premier ministre a bien fait de collaborer avec Montréal dans les circonstances.

Nous avons reçu une grande collaboration de la part du gouvernement, et je suis heureux des résultats apportés au bill. Alors que j'étais, dit-il, au conseil municipal, j'avais déjà suggéré, en 1935, qu'on se serve ainsi à Montréal des fonds accumulés du surplus du compte capital. On avait jugé bon alors de ne point se servir de ce fonds de réserve de \$5,000,000.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends que la taxe sur les propriétés immobilières a été augmentée de \$0.10, au cas où Montréal serait dans le besoin afin d'équilibrer son budget. Je ne veux pas qu'on laisse les gens sous l'impression que, sans l'intervention de la Chambre haute et de la Législature, cette taxe aurait été perçue, même dans le bill une fois adopté. Ce \$0.10 sur \$100 n'a été passé qu'au cas où l'on n'obtiendrait pas les fonds ou l'autorisation de dépenser, en temps nécessaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le meilleur moyen de ne pas percevoir la taxe, c'est de l'abolir. J'aime mieux l'attitude de ceux qui abolissent la taxe que celle de ceux qui l'imposent.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nous pouvons suspendre la séance. Nous reviendrons après 6 heures, pour reprendre la séance à 8 heures.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill suivant:

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

La sanction royale est prononcée sur ce bill par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ce bill."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 heures

Parc de la Montagne Tremblante

Conformément à l'ordre du jour adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolutions relatives au bill 15 modifiant la loi du Parc de la Montagne Tremblante.

En comité¹¹:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'en vertu des dispositions de la loi du Parc de la Montagne Tremblante (Statuts refondus, 1925, chapitre 89) telle que modifiée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra adopter des règlements pour la location de telles parties du Parc de la Montagne Tremblante qu'il jugera propres à la construction d'un funiculaire ou ascenseur, de câbles remorqueurs, de chalets de relais ou autres constructions similaires.

2. Que des dispositions de l'article 9 de la loi du parc des Laurentides, concernant le pouvoir du lieutenant-gouverneur en conseil de faire, amender et abroger des règlements visant le parc des Laurentides, soient applicables au Parc de la Montagne Tremblante, tel que prévu par la section 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

L'honorable M. Gagnon (Matane):
L'établissement d'une station touristique dans cette région des Laurentides, explique-t-il, rapporte des avantages à la province.

M. Bastien (Berthier): Je suis surpris d'entendre parler ainsi le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon).

Il semble oublier que le champion des ressources naturelles est dans cette Chambre et que c'est le premier ministre.

Celui-ci, lorsqu'il était chef de l'opposition, accusait le gouvernement du temps de dilapider les ressources naturelles de la province, parce que nous louions des lacs et des territoires à des Américains. Jadis, on louait les lacs.

Aujourd'hui, on ne se contente plus de louer: on les vend à tout jamais. Le premier ministre avait promis de rendre les lacs à la population de la province, mais il les vend.

M. Barrette (Terrebonne): Il n'y a pas un seul lac de vendu. Je vous défie d'en nommer un.

M. Bastien (Berthier): On essaiera en vain de nous faire croire que M. Ryan vient dépenser ici des millions sur un territoire qui ne comprend pas un seul lac.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):
Nommez-en un.

M. Bastien (Berthier): Le lac Bourque. Le gouvernement a aliéné les biens de la province dans le cas de la Montagne Tremblante! On semble croire que la population oublie les promesses qu'on lui a faites. M. Ryan aurait aussi bien consenti à accepter un bail à long terme. Le Parc du Mont Tremblant aurait dû être développé il y a deux ans par le gouvernement fédéral, le tout, tel que je l'ai déjà demandé au premier ministre en Chambre. Des journaux et des associations ont fait la même demande.

Je me rappelle que le premier ministre a failli m'écraouiller quand je lui ai fait cette demande. On sait que le pouvoir central érige ainsi des parcs à travers le dominion.

Le terrain ne serait pas ainsi passé à des Américains. En invoquant la sainte autonomie, il a déclaré que jamais le fédéral ne toucherait à nos lacs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
La Chambre a paru surprise d'entendre le député de Berthier (M. Bastien) parler aussi longtemps et se contredire aussi souvent. C'est l'homme d'une voix¹². Il aime à s'entendre. Il a été humilié.

Après avoir été choisi comme ministre sans portefeuille dans l'ancien gouvernement, il occupe toujours le même siège depuis trois ans, tandis que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a été changé de place. M. Taschereau avait pris les hommes les plus intelligents.

M. Bastien (Berthier): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre pourra nous dire tout cela après la séance, mais qu'il s'en tienne aux résolutions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je comprends que le député de Berthier (M. Bastien) proteste quand je dis qu'il est intelligent.

(M. Duplessis veut continuer sur le même ton).

M. Bastien (Berthier): Point d'ordre!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Point d'ordre!

M. le président: Je donne raison, dit-il, au député de Berthier (M. Bastien) et au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Au mois d'octobre dernier, des promoteurs sérieux, voulant mettre en valeur cette région de la province, sont venus nous faire une proposition. Le coin de terre vendu à Ryan, à la Montagne Tremblante pour \$24,000, était des terres incultes et sans valeur marchande. Il y avait même une loi datant de 1894 qui décrivait comme un terrain rocailleux la région du Mont Tremblant. Nous avons alors réalisé quelque chose de pratique, qui permet de fournir de l'ouvrage et d'ouvrir ce district au tourisme. *Le Canada*, un journal humoristique qui va jusqu'à dire que le député de Berthier (M. Bastien) est un homme distingué...

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Est-ce qu'il dit la même chose du premier ministre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Que le député ne perde pas son flegme. Il ne devrait pas se fâcher. *Le Canada*, un journal honnête entre tous, cléral s'il en fût jamais, et dont le talent des rédacteurs va avec la perspicacité des bailleurs de fonds, publiait, dans le temps, une nouvelle disant que le millionnaire Ryan quittait la province parce que le gouvernement lui refusait les terrains dont il avait besoin.

Quand on étudiait la question, *Le Canada* nous reprochait de ne pas aller assez vite et, quand nous avons décidé de vendre les terrains, *Le Canada* et le député de Berthier (M. Bastien) nous ont critiqués. Quelle logique!

Sous l'ancien régime, le Parc du Mont-Tremblant était dans les Statuts. C'était un parc de papier et de Statut. L'ancien régime ne fit rien, en 40 ans. En deux ans, nous avons tout fait, nous avons aidé les gens de cette région à retirer des milliers de piastres en salaires, nous avons développé la région des Laurentides, au point que les Américains réalisent que c'est une région sans rivale. Nous avons vendu \$20 l'acre un total de 1,200 acres, alors que les anciens régimes Gouin et Taschereau vendaient \$3 l'acre des terres d'une valeur beaucoup plus considérable; et, même dans plusieurs cas, on donnait le terrain sans condition.

Et encore, nous avons vendu à condition qu'on bâtit un hôtel, qu'on dépensât plusieurs dizaines de milliers de piastres, et une clause dit que la province pourra acheter l'établissement au prix coûtant, lorsqu'elle décidera de le faire. Les promoteurs donnaient de plus une garantie de \$25,000.

Dans presque tous les parcs nationaux du fédéral, il existe des concessions à des particuliers; ce dernier a loué ou vendu des parties de terrains. Le député de Berthier (M. Bastien) ignore-t-il cela?

Dans le cas présent, le terrain de 1,200 acres qui a été vendu est situé en dehors du Parc de la Montagne Tremblante.

Ils ne comprennent pas un seul lac. Ils ont été vendus à \$20 l'acre, et non pas à \$3 comme autrefois.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre peut-il citer un cas de vente à \$3 l'acre sous le régime Taschereau? Je comprends que, sous le régime Gouin, des pouvoirs d'eau ont été vendus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les régimes Taschereau et Gouin ont vendu une quantité de terrains à \$3 l'acre. Si le député veut faire une motion, je lui en citerai une longue liste. M. Ryan a pris un terrain aride sur lequel il a déboursé \$500,000 et bâti un hôtel, qui a déjà attiré des milliers de visiteurs dans la région.

Tout ce qu'il reste à faire maintenant est de louer un certain espace de terrain pour la construction d'un funiculaire qui conduira les visiteurs au sommet du Mont Tremblant et facilitera le sport du ski.

Un village de ski sera également construit pour accommoder les skieurs. Ryan a un terrain de 1,200 acres, mais la province voit des développements pour plusieurs dizaines de milliers de piâstres, quand sous les régimes Taschereau et Gouin...

Des voix: Quel M. Gouin?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le grand-père de l'ancien associé du premier ministre.
(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup parle de grand-père avec l'esprit de famille qui caractérise l'ancien régime, alors que le père, le grand-père, les frères, les cousins, les neveux, tous étaient aux crochets de la province.

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Ça n'a pas changé. Je puis nommer des ministres qui ont une bonne clique de parents avec eux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Berthier ne devrait pas être jaloux du député de Rivière-du-Loup, quand il pose des questions. Si ce dernier s'est nui en mettant l'article Godon¹³ dans le programme du Parti libéral, il doit réaliser que c'est de nature à l'aider.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est un bon article.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)¹⁴:
Oui, l'article de la mort.
(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Godon est venu à l'article de la mort, mais on l'a déclaré fou.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Dans ce cas, ça me surprend alors qu'il ne siège pas avec l'opposition.
(Rires)

En tout cas, tout a été dit et redit sur la loi. Que l'opposition vote contre, si elle le désire.

M. Bastien (Berthier) relève ensuite quelques-unes des remarques du premier ministre.

Sous le nouveau régime, il est impossible d'avoir de l'esprit de famille. C'est l'esprit de chicane qui règne. Les amis du premier ministre le renient les uns après les autres.

Expliquant l'article publié par *Le Canada*, il est bien possible, déclare-t-il, que le rédacteur en chef de ce journal ait pu croire pour un instant que le premier ministre était conséquent avec lui-même. Le chef du gouvernement, ajoute-t-il, n'avait pas lieu de proclamer M. Ryan comme un envoyé du ciel.

M. Crerar¹⁵, dit-il, a lui-même déclaré qu'il était prêt à faire pour la province de Québec ce qu'il fait pour les autres provinces. Et si c'était le fédéral qui avait l'entreprise en main, au lieu de 200 hommes, c'est probablement 2,000 qui auraient du travail.

Le gouvernement fédéral était prêt à injecter des millions de dollars dans le projet du futur parc, mais cette offre a été refusée par l'administration Duplessis.

Je nie, dit-il, que des terres de la couronne ont été vendues sous l'administration Taschereau. L'ancien premier ministre Taschereau n'avait vendu aucun terrain...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je prétends le contraire.

J'offre à n'importe quel membre de l'opposition de mettre son siège en jeu et, je vais faire la preuve de ce que j'avance.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre, dit-il, n'a pas à s'occuper des affaires internes de l'opposition. Il devrait avoir bien d'autres choses à surveiller.

Pourquoi, n'a-t-il pas laissé son ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) défendre le bill? A-t-il peur qu'il lise encore des articles de l'*Attaque*? A-t-il peur de venir à être supplanté?

M. Casgrain parle du "poignard de traîtres".

Des députés ministériels: Point d'ordre!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On promène tout à tour le poignard dans l'Union nationale, dans le Parti libéral, dans le Parti national, mais fort heureusement, ce poignard n'est pas acéré.

(Rires)

Autrefois, c'était un crime de vendre des terrains aux Américains, mais cela n'a plus d'importance, maintenant que l'opposition d'hier est devenue le gouvernement d'aujourd'hui.

Je suis, dit-il, contre cette vente de 1,200 acres à un Américain, et je voterai contre le bill¹⁶.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 15 modifiant la loi du Parc de la Montagne Tremblante.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant la loi du Parc de la Montagne Tremblante soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Service gouvernemental d'achats

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 20 instituant un service général d'achats pour le gouvernement.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que le directeur général des achats mentionné dans la loi qui accompagne la présente résolution sera nommé, et son traitement fixé et payé, conformément aux dispositions de la loi du service civil.

Il s'agit d'une des nombreuses réformes de l'Union nationale. Il s'agit de continuer les pratiques d'économie que nous avons inaugurées depuis que nous sommes au pouvoir. Autrefois, sous l'ancien régime, il y avait des acheteurs dans chaque département: les achats de la province donnaient lieu à des profits scandaleux et à du courage, tel que l'on a vu dans l'affaire Frigon. Dans un certain département, il y avait un acheteur qui se faisait payer des commissions sur des marchandises non livrées. Nous avons déjà centralisé les services des impressions et nous avons épargné, en ce seul domaine, trois quarts de million de dollars, là où autrefois on en dépensait \$1,000,000. Les mêmes résultats seront obtenus dans les autres départements.

Quand j'ai été ministre des Terres et Forêts, en même temps, j'ai désigné un acheteur. Voyant les bons résultats de cette pratique, nous avons décidé de

tout centraliser les achats. Cette mesure donnera à un agent spécial le contrôle absolu de tous les achats du gouvernement, et ceci nous permettra de mieux contrôler les besoins et d'acheter à de meilleures conditions. Nous payons moins cher parce que nous pouvons acheter en gros, car tout le monde sait qu'on paye meilleur marché quand on achète en gros que quand on achète en détail. À la fin de l'année, je n'hésite pas à dire qu'en confiant la direction de ce service à des hommes compétents, grâce à la coordination de tous les achats, à leur contrôle rigoureux, la province va épargner ainsi, par année, de \$2,000,000 à \$3,000,000 par ce système.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il est étrange que la dette augmente à pas de géant, tandis que des économies se réalisent dans tous les ministères, selon le premier ministre. Avec ce bill, il y aura trop de centralisation des achats du gouvernement qui, selon moi, devront être traités individuellement par chaque ministère du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons nommer un libéral du comté de Richelieu à la direction de ce service, comme acheteur. Nous ne regardons pas les couleurs, mais la compétence. M. Alfred Paul est un bon "rouge" de Sorel ou, sinon un bon rouge, du moins un vrai "rouge". Sous son administration, nous avons réalisé des économies considérables. Je suis heureux de le féliciter du travail qu'il a fait pour sa province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le vrai rouge restait à Trois-Rivières depuis 20 ans. Ce service va dépendre du procureur général (l'honorable M. Duplessis). Ça va bien aller!

M. Hamel (Québec-Centre): Il y a des raisons de croire que le patronage planera autour des futurs bureaux d'achats, même si l'homme choisi, Alfred Paul, est l'employé le plus honnête et le plus dynamique.

M. Hamel (Québec-Centre): On dit que c'est une mesure d'économie...

Des députés crient toutes sortes de choses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une centrale.

M. Hamel (Québec-Centre): C'est une centrale à point stratégique qui profitera au premier ministre.

Je remarque qu'on prévoit pour ce service des achats un budget de \$913,000, soit près de 10 % du budget total de la province.

Un député ministériel: Comme les experts en électricité.

M. Hamel (Québec-Centre): Ce n'est pas mal, comme point de départ. C'est un gros budget, et tout centralisé chez le premier ministre. Les ministres eux-mêmes marchent dans le rang comme de bons petits garçons.

M. Boiteau (Bellechasse): Il y avait un acheteur semblable pour la ville de Québec. Et il avait été nommé à votre suggestion. C'était bon alors?

M. Hamel (Québec-Centre): Pour une ville, c'est bien différent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Savez-vous combien cet item de \$900,000 représentait jusqu'ici dans les budgets des divers départements? L'on estime les achats à \$913,000.

M. Hamel (Québec-Centre): Ce budget de \$900,000, ce n'est pas pour les achats, ce n'est rien que pour l'administration du département. Chaque département va payer ses achats.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Évidemment, le député de Québec-Centre a eu un court-circuit quelque part.

M. Hamel (Québec-Centre): Évidemment, on n'aime pas que nous ayons découvert le truc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'affirme que cet item représente la totalité des achats et tous les frais d'administration, et ce, pour tous les départements. Autrefois, ce que représente cet item de \$900,000 totalisait de \$4,000,000 à \$5,000,000¹⁷.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Voyons. Qu'est-ce que vous allez acheter, dans le département de la Voirie, avec \$900,000? Il y a toujours un bout. On nous a déjà fait voter \$50,000,000 pour la voirie.

M. Hamel (Québec-Centre): On nous prend pour des enfants.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quand vous avez un montant de \$50,000,000 à dépenser pour la

voirie, vous allez acheter seulement pour \$900,000? Avec seulement ce montant, les vendeurs de "pits" de sable ne seront pas contents.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le \$50,000,000, c'est pas pour des achats, c'est pour des chemins¹⁸.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous allez faire des chemins sans acheter de gravier, d'asphalte, de ciment, de machines? Je dis que, dans le seul département de la Colonisation, on va acheter pour plus de \$900,000.

Ce que le premier ministre aurait dû mettre dans son bill, c'est qu'il s'agit des achats d'articles de bureaux, de papeterie, de crayons, de mine et autres choses semblables.

Un député ministériel: Des valises¹⁹!

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les valises ont été achetées à bon marché de mon temps.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le ciment, le gouvernement ne l'achète pas. C'est le contracteur qui l'achète.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et quand vous donnez des contrats à 15 %, qui est-ce qui achète le ciment?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'y a jamais eu de contrat à 15 % sous le présent gouvernement.

Il y en a eu à 5 %, à 6 %. Sous l'ancien régime, c'était 12 %, à part tout ce que l'enquête des comptes publics a révélé.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, parlez-en de l'enquête des comptes publics. Vous ne nous permettez pas, à l'opposition, d'assigner des témoins.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Voulez-vous mettre votre siège en jeu?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est vieux, ça et enfantin. Vous dites ça pour la centième fois. Mon siège, vous n'avez pas été capable de l'avoir, malgré tout l'argent que vous avez mis dans mon comté aux dernières élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le jeu n'en vaut pas la chandelle, dit-il, et il parle du salaire du chef de l'opposition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) réplique.

M. le président: Hors d'ordre! Hors d'ordre!

Hors d'ordre!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Impatient)

Je vais répondre, M. le président. Vous me rappellerez à l'ordre tant que vous voudrez, mais je parlerai tant que je voudrai.

M. le président: La parole est au député de Québec-Centre (M. Hamel).

M. Hamel (Québec-Centre) (Surpris) dit quelques mots.

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Je veux, dit-il, parler à mon tour.

Des députés ministériels: (Criant) Adopté.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre nous a déclaré qu'il n'achète pas de gravier, de ciment ou d'autres choses pour la construction des routes, mais que ce sont les entrepreneurs qui achètent ce qu'il faut pour la construction des chemins. Alors, à quoi va servir cette somme de \$910,000?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est pour l'administration des divers ministères. Est-ce assez clair?

M. Bastien (Berthier): Il n'y a jamais eu autant d'intermédiaires que depuis l'avènement au pouvoir du gouvernement. Le premier ministre dit qu'il va économiser plusieurs millions. C'est une des marottes favorites du premier ministre. Économie ici, économie là, économie partout. Et tout le temps, à la fin de l'année, on arrive avec des déficits. Ce n'est pas un bill pour favoriser la province, mais pour favoriser les amis du gouvernement qui ne sont pas dans le commerce et qui reçoivent quand même des commandes.

C'est un moyen de dictature. On veut tout centraliser au département du procureur général (l'honorable M. Duplessis). Ce sera une économie imaginaire.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre dit-il sérieusement que la création de ce service va faire économiser plusieurs millions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Oui.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Les autres ministres devraient protester. Si on peut faire une économie de plusieurs millions, c'est qu'ils ont gaspillé plusieurs millions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il s'agit purement et simplement de coordonner les services, pour simplifier les dépenses. C'est raisonnable, dans l'intérêt de l'efficacité et par mesure d'économie, d'établir un nouveau service. Les achats pourront être faits à de meilleures conditions. Toute entreprise d'importance a un service spécial des achats.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Cette mesure indique le manque de confiance envers tous les ministres du gouvernement. Je suis surpris qu'ils ne protestent pas. Ce bill va leur faire perdre le droit de décider des besoins de leur ministère.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Les ministres se sont dépensés sans compter, ils ont réalisé des économies considérables. Mais, comprenant que ce serait avantageux pour la province, plusieurs ministres ont eu le courage de me demander cette centralisation.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) a-t-il demandé cette centralisation?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), comme les autres.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le ministre tient à son portefeuille.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
Le ministre du Travail dit que le gouvernement doit agir, dans ce domaine, comme toutes les maisons d'affaires. Son expérience lui indique que les mêmes méthodes s'appliquent à un organisme privé et qu'elles apportent le même résultat, dans le cas de la fonction publique. Si je suis ministre, c'est parce que le premier ministre a cru que j'avais les qualifications requises.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le principe du bill a du bon sens. Mais son application sera néfaste. Le premier ministre continue sa politique de dictature, sa politique de non-confiance envers les ministres qu'il a choisis pour faire partie de son cabinet.

S'il s'agissait d'un bureau contrôlé par deux ou trois ministres, je voterais pour cette loi, mais je suis opposé à ce que le premier ministre soit le seul homme à contrôler le patronage dans la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est étrange, M. le président. Aussitôt qu'une loi est présentée, ce n'est pas la loi qu'on attaque, mais le premier ministre. L'opposition est injuste pour le Parti libéral. Elle laisse entendre que c'est un parti basé sur la haine et l'animosité. L'opposition joue un mauvais rôle.

M. Bastien (Berthier): Ne continuez pas, on va pleurer.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Si je faisais pleurer le député de Berthier, je serais heureux d'avoir démontré à la Chambre qu'il lui reste un peu de cœur. On dit qu'on a approuvé le principe du bill, mais on ne veut pas l'approuver. Pourquoi? Parce que c'est le procureur général qui va avoir le contrôle.

Eh bien quoi? Quel est celui, en cette Chambre, quel est celui, en cette province, qui peut m'enlever un cheveu sur la tête? Le département du procureur général est l'un des départements qui achètent le plus, et il est juste que la centralisation se fasse dans l'un des principaux départements. On ne devrait pas donner l'impression que c'est de moi seul qu'on a peur.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, non, que le premier ministre ne se fasse pas d'illusion, il est l'homme le plus facile à combattre qui soit.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Si j'étais un homme difficile à combattre, je me demande ce qu'il resterait de l'opposition.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Laissez-la faire, l'opposition. Elle grandit assez vite. Elle grossit parce que vous avez contribué énormément à

diviser votre parti. Mais je n'ai pas d'animosité contre le premier ministre. Pourquoi est-ce que j'en voudrais au premier ministre? C'est l'homme le plus aisé à combattre. S'il s'était conformé à ses promesses, nous serions embarrassés, mais non! Il a énormément contribué à diviser son parti.

Nous avons deux de ses anciens ministres. Nous ne les avons pas demandés. Ils sont venus. Personnellement, j'aime le premier ministre. C'est un bon "fighter", comme disent les Canadiens, et on sait que j'aime ça me battre! Je l'estime. Personnellement, c'est un bon camarade, un bon copain.

Mais, comme premier ministre, je le déteste, parce que sa politique est détestable. Nous sommes tous de bons chrétiens. Nous avons tous étudié le même catéchisme. Je ne parle pas du catéchisme des électeurs, qu'a renié le premier ministre. Nous n'avons pas ici de haine ni de rancœur. La haine est peut-être dans le cœur de ceux qui l'attribuent aux autres. Je combats cette mesure parce qu'elle est la continuation d'une politique d'autocratie et de despotisme. On s'achemine petit à petit vers le gouvernement absolu. Et les ministres laissent faire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'entends parler l'opposition, dont les arguments se font avec une éloquence qui n'a d'égale que la sincérité de ceux qui les font.

(Rires)

Le chef de l'opposition a dit: "J'admets en principe la centralisation des achats, mais cela serait mieux s'il y avait un comité composé de deux ministres." Il se dit favorable aux comités de ministres. Et l'autre jour, lorsque nous avons nommé non pas deux ministres, mais quatre, pour composer le bureau de la trésorerie, le même chef de l'opposition s'est déclaré contre. La logique est encore la meilleure politique. C'est gens-là se contredisent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a une grande différence entre le contrôle du budget et le contrôle des achats. Ce n'est pas la même chose. Le premier ministre assume ainsi des responsabilités très lourdes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prédis à la Chambre que le chef de l'opposition, qui veut deux ministres pour les achats, mais n'en veut pas quatre pour la trésorerie, sera contre la loi préconisant un comité de quatre ministres pour l'administration du chômage.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça pourrait arriver.

(Rires)

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 20 instituant un service général d'achats pour le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill 20 instituant un service général d'achats pour le gouvernement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

Billets de location dans les cantons de Lambton, Adstock, Aylmer et Forsyth

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance et tout autre document entre le gouvernement et toute personne, du 6 avril 1938 jusqu'à date, relativement à l'annulation de billets de location dans les cantons de Lambton, Adstock, Aylmer et Forsyth, dans le comté de Frontenac.

Nous voilà au troisième acte de la tragédie des colons de Frontenac. Le premier ministre demande que ce débat se fasse à une heure tardive et c'est naturel. Je le comprends un peu. Le premier acte s'est passé ici, il y a deux ans, lorsque j'ai parlé de cette affaire, à la suite d'une requête signée par d'éminents citoyens de De Courcelles, citoyens qui comprenaient et le curé et le maire.

La requête demandait qu'on rétablisse sur leurs lots des colons injustement chassés de chez eux pour des mobiles politiques. Je demandais justice pour ces colons.

Le deuxième acte, qui s'est passé l'an dernier, survint lorsque le gouvernement refusa aux colons la pétition de droit. Ces colons, spoliés dans leurs droits, n'ont pas pu obtenir du procureur général (l'honorable M. Duplessis) le droit de poursuivre le gouvernement.

Le troisième acte s'ouvre maintenant parce que le procureur général, non content de ne pas autoriser les colons à poursuivre le gouvernement, poursuit à son tour les colons.

Le gouvernement poursuit un colon parce que, sur le lot 29, il y a du vol de bois. Le propre frère du député de Frontenac (M. Tardif) intervient. Ce pauvre colon a demandé à subir son procès. Il a comparu à Saint-Joseph-de-Beauce devant le juge Noël Belleau. Ce dernier fut tellement convaincu de la non-culpabilité de l'accusé que, sans demander de preuve à la défense, il recommanda aux jurés l'acquiescement du colon. Et c'est ce qui se produisit. Voici d'ailleurs le jugement du juge Belleau.

M. Casgrain cite entre autres phrases celle-ci: "Il faut demander au gouvernement de donner les raisons pour lesquelles on révoque les lots de colons."

Le juge demande aussi de renvoyer la plainte. Voici ce qui se produisit dans Frontenac, après que le procureur général (l'honorable M. Duplessis) eut refusé à 16 colons le droit de poursuivre le gouvernement.

J'espère que le représentant de Frontenac (M. Tardif) fera cesser ces querelles politiques qu'on fait aux pauvres colons et qu'il leur rendra justice.

M. Tardif (Frontenac): Comment vais-je sortir d'entre les griffes d'un avocat, moi, pauvre petit habitant?

(Rires)

Comment se fait-il, comme il le dit lui-même, qu'il nous serve, pour la troisième fois, un plat de réchauffé?

(Rires)

Il a parlé des colons de Frontenac. Il s'est élevé jusqu'à l'éloquence pour dire qu'ils avaient été spoliés. J'ai ici quelques documents. Si le député nous parle de nos colons, je suis sûr que c'est parce qu'il a honte de ceux que son régime a maltraités. Je ne lui en veux pas parce qu'il travaille à détruire, mais il y aurait tant à faire de nous aider à construire comme nous le faisons depuis deux ans. Il a parlé de 16 colons. Il n'y en a que trois ou quatre. Je cite de mémoire. Il y avait Bernier de Lambton. Il a plaidé celui-là. Il a poursuivi le gouvernement l'an dernier.

Le juge a déclaré que son billet était nul et le même juge a donné gain de cause à Albert Lapointe.

J'ai vu M. Gagnon, ancien député de Frontenac, dans les environs, la semaine dernière. C'est lui qui a probablement inspiré le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain). C'est ce même M. Gagnon qui a passé ici quatre ans à ne rien faire pour son comté, et c'est pour ça qu'il s'est fait battre par 1,500 voix de majorité. Venons-en au jugement du juge Belleau, cité tout à l'heure par mon ami.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce n'est pas un jugement, c'est une charge.

M. Tardif (Frontenac): Jugement ou charge, je ne suis pas avocat. Il y est dit qu'il n'y avait aucune preuve qu'un avis légal avait été envoyé. Aucun avis d'affiché sur la porte de l'église, pas même une carte postale d'envoyée. Ce n'est pas étonnant. C'était Arthur Roy qui avait charge de faire les avis légaux. Il avait été placé par vos amis, mais nous l'avons destitué. Vos colons de Frontenac, c'est une autre histoire de Godon²⁰ que le député veut défendre là.

(Rires)

Il s'agit tout particulièrement du colon Alfred Carrier. Je ne le connais pas. Il y a eu une saisie de faite chez lui, et il s'est jeté, sa hache en main, sur les officiers. Mon frère y était et il a failli périr dans l'exercice de ses fonctions, fonctions nobles assurément, puisqu'il était là pour empêcher qu'on dépouille les terres de la couronne. On est allé jusqu'à tromper la bonne foi de *L'Action catholique*. Je veux qu'elle prenne les informations exactes: j'en dispose. *L'Action catholique* écrivait, le 15 octobre 1938: "Gain de cause pour un colon de Frontenac." Il n'y a pas eu gain de cause.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le colon a gagné son procès, donc il a perdu d'après vous.

M. Tardif (Frontenac): "Faute d'argent", dit-on dans *L'Action catholique*. Ce n'est pas cela. Il a été

poursuivi parce qu'il a assailli, hache en main, les officiers publics. Je suis content qu'il ait été acquitté: la sentence aurait été trop sévère. Le député de Rivière-du-Loup devrait donner de meilleures informations à *L'Action catholique*.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le député de Frontenac n'a pas le droit de sortir des cadres de la motion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup a demandé copie de toute correspondance sur la colonisation. En parlant tout à l'heure, il a dit que, sous l'Union nationale, la colonisation périlclitait.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai jamais dit cela que la colonisation périlclitait, dans mon discours de tout à l'heure.

M. Tardif (Frontenac): Je ne dirai pas au député de Rivière-du-Loup ce qu'il a obtenu en construction de maisons dans son comté, sous l'ancien régime. Je ne lui dirai pas.

M. l'Orateur: À l'ordre! Je demande au député de Frontenac de ne pas dire ce qu'il vient de dire.
(Rires)

M. Tardif (Frontenac): On dirait que ça leur déplaît que j'aie placé 200 colons dans leurs comtés.

M. Bastien (Berthier): Je demande que le député s'en tienne aux cadres de la motion.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Point d'ordre. Le député de Frontenac n'a pas le droit de discuter autre chose que les motifs de l'annulation des billets de location.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition passe son temps à interrompre un brave cultivateur. Qu'on lise donc la motion!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Que le premier ministre lise donc d'abord.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et les billets de location?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne vois pas comment, sur une motion comme celle-là, on ne pourrait pas parler de billets de location.

M. l'Orateur: M. Tardif, dit-il, a le droit de se défendre contre les imputations que contenait le discours de M. Casgrain, au sujet de l'annulation des billets de location, pour les cantons mentionnés dans la motion en discussion.

M. Bastien (Berthier) en appelle de la décision de l'Orateur.

M. Tardif (Frontenac): Venez dans mon comté et vous en appellerez de la décision!

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

M. Hamel (Québec-Centre) et M. Grégoire (Montmagny) se lèvent pour quitter la Chambre.

M. l'Orateur rappelle les deux députés à l'ordre²¹.

Pour: MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bédard, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Bourque, Bulloch, Caron, Choquette, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Gérin, Grégoire, Jolicoeur, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Larochelle, Lorrain, Marcoux, Marier, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Roy, Sherman, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 44.

Contre: MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Connors, Dansereau, Lawn, Messier, Rochefort, Turcotte, 11.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Tardif (Frontenac): Nous avons demandé que les lots électoraux soient annulés. C'est ainsi que le lot de Hallé avait été donné à une "colonne" de 48 ans, qui avait un magasin dans le village et qui était mariée à un vieux libéral de 76 ans, qui retire aujourd'hui sa pension de vieillesse. Hallé est un homme qui a 10 enfants, et on lui avait préféré la dame en question. Et nos amis de gauche viennent parler de spoliation! Nous avons rendu à César ce qui appartient à César.

M. Vachon (Wolfe): Pour l'octroi des billets de location, on s'en tenait aux directives données

dans un grand congrès de colonisation, et l'opposition devait être au courant de cette procédure.

M. Tardif (Frontenac): Tout ce que nous demandons, c'est que le procureur général (l'honorable M. Duplessis) donne aux colons la permission de poursuivre le gouvernement.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Évêque, selon *L'Action catholique* du 2 mars 1939, à la page 8.

2. *L'Action catholique*, selon *Le Canada* du 2 mars 1939, à la page 6.

3. Dans sa chronique, *L'Événement-Journal* du 2 mars 1939, à la page 3, écrit en note: "Nous avons tenu à rapporter textuellement la déclaration du Dr Hamel; nous répondrons dans une article éditorial."

4. Conférence tenue à Munich les 29 et 30 septembre 1938 et qui réunit les représentants de la France (Daladier), de la Grande-Bretagne (Chamberlain), de l'Italie (Mussolini) et de l'Allemagne (Hitler). Ce dernier exige la réunification des régions appelées les Sudètes, lesquelles représentent 3,000,000 d'Allemands dans un pays de 15,000,000 d'habitants. La France a un traité d'alliance avec la Tchécoslovaquie, mais n'est pas prête pour la guerre, sans l'appui du Royaume-Uni. Elle abandonne alors la Tchécoslovaquie. Ces accords firent consensus puisqu'ils permirent de sauver la paix. Les accords qui en résultèrent marquèrent le recul des démocraties occidentales qui, par crainte d'un conflit, laissèrent Hitler annexer le territoire des Sudètes. Les accords de Munich, qui avaient suscité un grand espoir dans les opinions publiques française et britannique, ne firent que renforcer l'Allemagne dans sa politique d'expansion.

5. En 1937, le Québec et le gouvernement fédéral passent un nouvel accord sur la formation professionnelle: l'entente Bilodeau-Rodgers. Conclue durant la grande dépression économique, elle implique le versement de subventions fédérales pour certaines expériences de formation professionnelle. L'entente visait à lutter contre le chômage qui sévissait durant cette période. Dans le cadre de cette entente, le gouvernement du Québec crée un Service de l'aide à la jeunesse sous la tutelle du ministère de l'Industrie et du Commerce. Il s'agit du premier organisme consacré à la formation de jeunes adultes sans travail, qui voit le jour dans la province. En outre, plusieurs écoles de métiers seront créées, en fonction des dispositions de l'entente Bilodeau-Rodgers; par exemple, une école d'avionnerie à Montréal qui formera plusieurs milliers de travailleurs qualifiés entre 1937 et 1944.

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

7. De Détroit, selon *L'Action catholique* du 2 mars 1939, à la page 8.

8. *En Avant* (1937-1939) est le titre du journal fondé par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Cet hebdomadaire faisait la lutte à l'Union nationale et défendait les principaux idéaux du Parti libéral.

9. \$450,000, selon *Le Canada* du 2 mars 1939, à la page 6.

10. \$725,000, selon *Le Canada* du 2 mars 1939, à la page 6.

11. Voir note 6.

12. Le premier ministre fait allusion à l'élection très serrée de M. Bastien qui, le 17 août 1936, fut élu avec une seule voix de majorité dans son comté.

13. L'affaire Godon. Le 18 septembre 1930, on découvre le corps de Simone Caron, une fillette de sept ans dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles. Après enquête criminelle, le frère Dostithée (Albert Nogaret) est accusé de meurtre. Après un premier procès, en mars 1931, il est condamné à mort mais, à la suite d'un second procès en septembre 1931, le religieux est acquitté. En janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé sera cependant déclaré mentalement

incapable de subir son procès et sera emprisonné à la prison de Bordeaux. Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime. La presse suivra avec attention ces nombreux procès, d'autant plus qu'en 1939, le gouvernement présentera le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui. Fait notoire, souvent au cours de la session de 1939, les parlementaires s'invectiveront de "Godon" en guise d'insulte.

14. C'est le député de Berthier (M. Bastien) qui dit cette réplique, selon *Le Canada* du 2 mars 1939, à la page 6.

15. Thomas Alexander Crerar (1876-1975), homme politique manitobain, élu député de Marquette, de 1917 à 1925. Il est ministre de l'Agriculture de 1917 à 1919. Il est réélu en 1929 pour être aussitôt nommé ministre des Chemins de fer et Canaux, poste qu'il occupe jusqu'en 1930. Battu aux élections générales de 1930, il est réélu dans Churchill en 1935 et est ministre des Mines, de l'Immigration et de la Colonisation (1935-1936), puis ministre des Mines et Ressources (1936-1945). Nommé sénateur en 1945, il occupera ce poste jusqu'à sa démission en 1966.

16. Le bill est adopté après une discussion de plus de deux heures, selon *La Patrie* du 2 mars 1939, à la page 8.

17. De \$2,000,000 à \$3,000,000, selon *L'Événement-Journal* du 2 mars 1939, à la page 13.

18. "Le \$50,000,000, c'est pas pour des chemins, c'est pour des achats", selon *Le Soleil* du 2 mars 1939, à la page 3.

19. Lors des débats à l'Assemblée législative, plusieurs députés associent ironiquement le député de Saint-Hyacinthe (M. Téléphore-Damien Bouchard) à une histoire de valise. En fait, selon les dires de M. Maurice Duplessis, il y avait à Saint-Hyacinthe une imprimerie dans laquelle était intéressée la fille de M. Bouchard. Le député de Saint-Hyacinthe l'a ensuite achetée et mise au nom de celle-ci. Puis, il a fait acheter des valises par cette imprimerie, et alors qu'il était président de la Chambre, il a acheté les valises de cette imprimerie au nom de sa fille avec un profit de 30 % aux dépens de la province. M. Duplessis raconte cette histoire en détail à la séance du 5 avril 1938.

20. Voir note 13.

21. *L'Événement-Journal* du 2 mars 1939, à la page 13, explique que, suivant les règlements, les députés ne peuvent quitter et prendre leur siège, lorsque le président est debout pour le vote. Quant à lui, le député de Québec-Centre (M. Hamel) réussit quand même à quitter la Chambre, avant que le président ne le somme de reprendre son siège.

Séance du jeudi 2 mars 1939

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commission scolaire centrale
protestante de Montréal**

M. Bulloch (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Robinson), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de The Montreal Protestant Central School Board, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.
Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de The Montreal Protestant Central School Board, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, est présentée lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 137 modifiant la charte de la ville de Victoriaville;
- bill 103 modifiant la charte de la ville de Farnham.

Loi des accidents du travail

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 30 modifiant la loi des accidents du travail, 1931.

Il ne s'agit que d'un article de concordance.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 7 relatif à l'école d'agriculture de Nicolet;
- bill 8 modifiant la loi 2 George VI, chapitre 13, relative à l'école d'agriculture de Ville-Marie;
- bill 9 relatif à l'école d'agriculture de Chicoutimi;
- bill 10 relatif à l'école d'agriculture de la Gaspésie;
- bill 14 modifiant la loi du Parc national du Mont-Orford.

Loi du service civil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 31 modifiant la loi du service civil.

Adopté.

Explications sur des faits publiés:

**Article de *L'Événement-Journal*
et du *Chronicle-Telegraph***

M. Hamel (Québec-Centre): Des journaux défenseurs des trusts et du capitalisme vicié, *L'Événement-Journal* et le *Chronicle-Telegraph*, ont entrepris de me faire passer pour un ami et un défenseur des communistes. Le *Chronicle-Telegraph* dit dans un titre: "Hamel shows sympathy for communism".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est vrai!

M. Hamel (Québec-Centre): Non, c'est faux.

M. l'Orateur: Je ferai remarquer au député qu'il n'a pas le droit de faire d'argumentation ni de qualification en parlant sur une question de privilège. Tout ce qu'il peut faire est de corriger ce qui n'était pas exact.

M. Hamel (Québec-Centre): Je suis autant et même plus ami de l'ordre que le premier ministre. Le *Chronicle-Telegraph* coiffe d'un titre absolument faux une nouvelle dans son édition d'hier à mon sujet. Quand on lit la nouvelle, on se rend compte que le procédé n'est pas honnête. On ne devrait pas, par des titres comme ceux-là, induire la population en erreur. Je connais bien la population anglaise pour avoir toujours eu de bons rapports avec elle.

L'Événement-Journal revient à la charge avec un nouvel éditorial ce matin et réaffirme un faux. L'amendement publié par *L'Événement-Journal*, comme par *L'Action catholique* et tous les autres journaux, sur lequel nous avons voté n'était pas celui qu'on rapporte. On n'a qu'à consulter les *Procès-verbaux*. C'est un mensonge et un faux. On n'a pas le droit de mentir pour renseigner le public et arriver à ses fins.

Motions des députés:

Hommage au pape Pie XII

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un câblogramme nous annonce que l'Église s'est choisi un nouveau pape aujourd'hui dans la personne de Son Éminence le cardinal Pacelli, secrétaire d'État sous le pape Pie XI. La nomination a été reçue avec joie au Québec. Le nouveau Pape s'appellera Pie XII.

Nous savons que le pape représente sur la terre le Roi des rois. Il a des gages d'infailibilité que nul autre être ne possède. La province de Québec est essentiellement catholique; c'est pourquoi le gouvernement et la Législature sont heureux d'offrir, au nom de la population, leur filial attachement au nouveau pape et de lui présenter l'expression de leurs meilleurs vœux. Pie XI fut un grand pape. Durant l'inter-règne, le cardinal Pacelli a continué brillamment l'œuvre de Pie XI. Le nouveau chef de l'Église est celui que Pie XI, le grand Pape, avait choisi pour continuer son œuvre.

C'est un grand honneur, une grande marque de confiance et un compliment à son successeur, car jamais le camerlingue, celui qui occupait le poste de secrétaire d'État au Vatican, n'avait encore été appelé à devenir pape. C'est une preuve de la pérennité des institutions et de l'éternité des

principes. Nous sommes heureux de ce choix. Il va sans aucun doute continuer son travail pour la paix et l'harmonie dans le monde, pour le triomphe des seuls principes pouvant assurer cette paix, la doctrine de Jésus, le fondateur divin du christianisme.

Nous sommes aussi orgueilleux de constater que, parmi les candidats sérieux à la succession de Sa Sainteté Pie XI, se trouvait Son Éminence le cardinal Villeneuve, l'archevêque distingué de Québec. Je suis heureux d'exprimer nos hommages à Sa Sainteté le pape Pie XII et de lui offrir nos meilleurs vœux de santé, de succès certains dans l'accomplissement de sa tâche unique.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il me fait plaisir, au nom de l'opposition, de joindre mes félicitations à celles du premier ministre. Le nouveau pape accepte le pouvoir dans une des périodes les plus mouvementées de l'histoire. Mais heureusement, il a connaissance pratique de la situation par son stage comme secrétaire d'État. Nous faisons des vœux pour que Pie XII connaisse un long règne et qu'il fasse régner la paix dans le monde civilisé. S'il y eût un homme qui fut en faveur de la paix dans le passé, c'est bien celui qui monte sur le trône de saint Pierre. Nous lui souhaitons un règne long et fructueux pour l'Église et tout l'univers.

M. Hamel (Québec-Centre) décrit la scène qui s'est déroulée sur la place Saint-Pierre à la suite de l'élection du nouveau pape et dit l'émotion qui a dû s'emparer de toute la chrétienté lorsque Pie XII a donné sa première bénédiction au monde par la radio. Seule une institution divine, dit-il, peut donner un tel exemple de force, d'harmonie et de paix après 19 siècles. Nous saluons le nouveau pape comme le représentant de Dieu, nous le vénérons et lui offrons l'assurance de notre entière soumission à ses directives.

M. Bulloch (Westmount): Les protestants de Québec sont heureux de se joindre à leurs concitoyens catholiques dans l'arrivée d'un nouveau pape. Il est vrai que la papauté est une puissance qui travaille pour la paix et l'harmonie dans le monde. Pie XI a joué un rôle important dans la lutte contre les forces de la discorde et de la guerre. À un point tel que, si une lutte armée a été évitée en septembre dernier, on peut dire que c'était partiellement en raison de ses efforts. Son successeur, qui a travaillé avec lui pour la même cause sacrée, va sans aucun doute aller dans la même direction. Alors, nous nous joignons aux catholiques en disant: "Longue vie à Pie XII, l'apôtre de la paix et de la bonne volonté parmi les hommes!"

M. Robinson (Brome): J'ajoute mes hommages à ceux des trois chefs de parti, et j'insiste avec eux sur le rôle joué par Pie XI pour maintenir la paix dans le monde; je me réjouis de la nomination de son successeur.

L'honorable M. Coonan (Montréal-Saint-Laurent): Au nom des Irlandais catholiques, j'exprime la joie de mes compatriotes à la nomination d'un nouveau pape. Je rappelle que ma race a toujours eu des sentiments très forts envers le Saint-Siège et qu'elle continuera à en avoir envers le nouveau chef de l'Église.

Questions au *Feuilleton* de la Chambre

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'ai posé au *Feuilleton* de la Chambre une série de questions qui avaient été converties en motion pour production de documents au cours des sessions précédentes mais, les documents n'ont jamais été produits. J'espère que le gouvernement se convertira et répondra aux questions.

Motions des députés:

Anniversaires des députés de Montréal-Verdun, M. Lafleur, et de Drummond, M. Marier

(Des pages entrent alors et vont déposer des gerbes de roses sur les pupitres du député de Montréal-Verdun, M. Lafleur, et du député de Drummond, M. Marier)¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) exprime ses souhaits à ces deux députés qui célèbrent leur anniversaire de naissance.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) exprime ses souhaits à ces deux députés qui célèbrent leur anniversaire de naissance.

M. Hamel (Québec-Centre) exprime ses souhaits à ces deux députés qui célèbrent leur anniversaire de naissance.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur (Conseil législatif) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Conseil législatif) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur (Assemblée législative) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trente-trois mille deux cent trente dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des Statuts (Imprimeur du Roi), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**The Title Guarantee
and Trust Corporation of Canada**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 27 autorisant une enquête sur les affaires de The Title Guarantee and Trust Corporation of Canada.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 autorisant une enquête sur les affaires de The Title Guarantee and Trust Corporation of Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Sur division.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non! Le vote, le vote.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On n'a pas encore le bill. Une minute. Ce n'est pas régulier. On ne peut pas l'approuver sans l'avoir vu. Je ne vois pas la nécessité de procéder au vote.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, si c'est comme ça que sont les choses, nous allons passer au vote. Le vote, le vote!

M. l'Orateur: Appelez les membres.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Adam, Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Béïque, Bertrand (Montréal-Laurier), Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bouchard, Bourque, Carignan, Caron, Casgrain, Castonguay, Chaloult, Connors, Coonan, Dansereau, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fitch, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Hamel, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Larivière, Larochelle, Lawn, Leclerc, Leduc (Laval), Lorrain, Marcoux, Marier, Messier, Monette, Paquette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Turcotte, Vachon, 68.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée². Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je constate que le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) s'est abstenu de voter et que, de son côté, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), après avoir dit "sur division" pour désapprouver la loi, vote pour la loi. Je voudrais connaître les motifs d'un pareil illogisme et pourquoi le chef de l'opposition se disant contre, vote pour?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est sur division aussi. Il y en a un qui n'a pas voté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) peut parler pour lui. Depuis deux jours, le projet de loi est imprimé. J'ai le droit de savoir ce qui a motivé le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) à ne pas voter et pourquoi le chef de l'opposition a voté en faveur de la loi après avoir dit "sur division". Nous avons un chef de l'opposition qui provoque le vote et ensuite qui n'a pas le courage de ses convictions, et nous avons un député qui n'a pas le courage de voter. Le chef de l'opposition ne pense donc pas à ce qu'il dit. Nous avons le droit de savoir pourquoi le chef de l'opposition a ainsi agi et pourquoi le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) n'a pas voté.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Ce n'est pas le premier ministre qui va nous faire peur.

Des députés ministériels grognent. Brrr...
Brrr... Ouou...
(Rires)

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Ne vous énervez pas. Je n'ai pas voté ni pour ni contre le bill et je ne suis aucunement gêné d'expliquer mon attitude. La raison en est bien simple: je n'ai pas eu le temps de lire le bill. On va trop vite, on veut nous faire avaler toute la législation de façon trop rapide. On l'admettra, si on n'est pas farceur.

Ce bill particulier, j'en ai demandé une copie à un petit page et on vient à peine de me l'apporter. Je n'ai pas encore vu ce qu'il y avait dedans.

On vient d'avoir le bill et je ne peux pas suivre le premier ministre. J'ai décidé de ne jamais voter avant de savoir ce sur quoi je vote. Du moment qu'on ne me donne pas la chance de lire le bill, je ne voterai pas. S'il y a des députés qui veulent voter aveuglément n'importe quoi sans savoir pourquoi, c'est leur affaire.

M. Hamel (Québec-Centre): Cela apprendra au premier ministre à distribuer la législation plus tôt.

Un député ministériel: Vous, vous avez voté pour!

M. Hamel (Québec-Centre): Je dirai que c'est un des meilleurs bills qu'on n'ait jamais passés ici. Le premier ministre devrait être content que je le dise. C'est la première fois qu'il a une si belle unanimité sur un bill.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et moi, si j'ai voté pour le bill, c'est que j'ai eu le temps de le lire.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais, il y a seulement quelques instants, vous insistiez pour que l'on passe en seconde lecture sur division.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et j'ai dit cela tout à l'heure parce que je n'avais pas eu le temps de voir le bill avant le vote, mais pendant la procédure du vote, quand mon tour de voter est arrivé, j'avais fini de le lire. Nous avons dit "sur

division" parce que nous voulions nous opposer au procédé d'une deuxième lecture trop précipitée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité³:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne comprends pas comment il se fait que le chef de l'opposition n'ait pu avoir le temps d'étudier le bill. Il y a déjà deux jours que le bill est au *Feuilleton* de la Chambre et qu'il est imprimé. Il a été distribué. J'ai déjà eu l'occasion, il y a 10 jours, lors de la première lecture, d'expliquer clairement ce qu'il en est.

Il s'agit d'instituer un comité d'enquête; le lieutenant-gouverneur en conseil pourra désigner de un à trois membres qui enquêteront sur la compagnie en question. En enquêtant sur les affaires de la Title Guarantee and Trust Corporation, nous avons l'intention de découvrir si les investisseurs n'ont pas été victimes d'une escroquerie et s'ils n'ont pas perdu leurs économies par suite des transactions de celle-ci. Les commissaires devront faire rapport au lieutenant-gouverneur en conseil.

Le chef de l'opposition dit qu'il n'a pas eu le temps de le lire, quand ce bill est imprimé depuis deux jours. Il a dit tout à l'heure "sur division" en ne réalisant pas que le gouvernement demanderait le vote. Ces gens-là ont une conduite verbale et une conduite écrite. Quoi que l'opposition fasse maintenant pour expliquer sa conduite, il est certain qu'elle ne s'est pas grandie par l'attitude qu'elle vient de prendre en se prononçant contre le principe du bill et en votant pour.

Lors de certaines transactions que je ne veux pas préciser avant l'enquête, dit-il, une société a fait perdre des sommes considérables à environ 1,500 petits épargnants. Peut-être que des milliers d'enfants sont affamés, parce que leurs parents ont été réduits à la misère suite aux transactions de certaines personnes.

M. Leduc (Laval): Il est fort bien que nous adoptions un bill en deuxième lecture, sans nous prononcer sur le principe même du bill, afin d'avoir la discussion en comité plénier, puisque c'est aujourd'hui la seule façon d'avoir des explications qu'on nous refuse à un stade précédent de la procédure.

On n'a pas le droit de dire que les députés ont adopté le principe du bill en deuxième lecture. Je crois qu'on doit respecter les députés de cette Chambre. En 1936, lorsque nous étions dans l'opposition, je me rappelle très bien qu'on pouvait se prononcer pour un bill en deuxième lecture, quitte à voter contre en troisième lecture, parce que la deuxième lecture n'est qu'un stade.

Je voterai en faveur du bill. C'est là une mesure qui s'impose. Il nous appartient de savoir à qui incombent les responsabilités dans toute cette affaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris de la façon dont le député de Laval comprend la procédure parlementaire. C'est élémentaire pour tout député qui a été ici 15 jours, encore plus pour celui qui y fut deux ans, que la deuxième lecture d'un bill public comporte toujours le principe même du bill. Je suis surpris de voir qu'il appartenait à un député comme le député de Laval de dire que le principe, ça ne vaut rien.

Nous avons eu des représentations sérieuses et nombreuses, par ceux qui avaient perdu de l'argent, contre les opérations de la compagnie dont les directeurs sont des gens influents en matière politique et importants en matière de finances. Tout le monde est supposé innocent - c'est comme qui dirait que l'opposition est innocente - et cependant, il peut y avoir un ou des coupables. C'est ce que nous voulons savoir. Car, c'est comme l'opposition, elle est innocente et peut-être bien coupable.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce n'est pas ce que la province pense.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): C'est ce qu'elle dit.

M. Bastien (Berthier): Vous lui représentez faussement les faits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demanderais aux députés de l'opposition de se lever lorsqu'ils parlent: c'est élémentaire.

Un député de l'opposition: C'est encore plus élémentaire pour un ministre comme le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) qui fait toutes ses réflexions assis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On nous demandait une enquête. Les prêtres de

Saint-Sulpice dont les droits ont été lésés m'ont aussi fait des représentations. Les opérations de la compagnie ont peut-être été légales, je ne le sais pas. Mais nous ne reculerons pas devant une enquête. Lorsque nous avons annoncé notre loi, des gens nous ont dit: "Faites attention, vous allez atteindre des personnes puissantes. Certains directeurs sont des gens influents dans la politique et la finance." Je leur ai répondu: "L'Union nationale ne connaît et ne reconnaît qu'une puissance: la puissance de l'honnêteté, de l'intégrité et du devoir accompli."

(Applaudissements)

S'il y a à la tête de la société en liquidation des personnes puissantes, ce n'est pas maintenant que l'Union nationale reculera devant la punition et le châtement que méritent les grands. Nous avons reçu un mandat du peuple: l'Union nationale a promis de poursuivre les gros comme les moins gros qui auront prévarié. Le gouvernement ne reculera pas devant son devoir. L'enquête aura lieu, quoi qu'il advienne. Nous punirons s'il y a lieu. Nous réclamons de la lumière.

Je suis heureux de constater les contradictions de l'opposition dans son attitude. L'opposition vote pour la loi. Elle se prononce d'abord contre en disant "sur division", comme pour dire qu'elle ne veut pas la vérité. Puis, elle vote pour, pour laisser entendre qu'elle réclame la lumière sur cette affaire; elle est pour, afin de pouvoir s'en attribuer les mérites.

Nous, nous voulons aller au fond de cette affaire. Nous ne voulons pas favoriser le communisme par des opérations de finances qui peuvent laisser des doutes. Nous ne sommes pas comme ceux-là qui, pour favoriser le communisme, se prononcent contre une motion qui a pour but de le combattre. Nous ferons cette enquête de façon précise, comme nous faisons tout d'une manière loyale, conforme aux prérogatives des députés.

(Applaudissements)

M. Leduc (Laval): Le premier ministre, dans son interprétation des règlements, s'est montré supérieur aux plus grands auteurs de droit parlementaire. Il y a quelques jours, en cette Chambre, nous avons adopté en deuxième lecture le principe d'un bill demandant qu'on change en Rowe le nom du dentiste Silver de Westmount. Cependant, en comité plénier, les députés de droite se sont prononcés contre la mesure, après l'avoir agréée en deuxième lecture. Nous sommes de même tous d'accord sur le principe d'une enquête sur la "Title Guarantee", mais le principe que le premier ministre vient de faire accepter en deuxième lecture, c'est uniquement celui de savoir s'il est opportun pour la

Chambre de passer de la deuxième lecture au comité plénier. Le principe contenu dans le bill même ne sera décidé qu'en troisième lecture.

La deuxième lecture, c'est là le stade par excellence, la moelle du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est un vieux dicton qui déclare: "Quand les enfants se mêlent de raisonner, les mortels entendent bien des sottises."

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): En voilà un argument sérieux!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député de Rivière-du-Loup se sent visé, je le comprends un peu. Il est devenu le second en chef de l'opposition. Tout le monde sait qu'un bill privé ne comporte aucun principe en deuxième lecture, mais qu'un bill public en comporte toujours. Le député de Laval⁴ devrait savoir cela, c'est si élémentaire.

M. Bastien (Berthier): Il y aurait quelque chose de mieux que les arguties du premier ministre pour régler toute cette question de principe en deuxième lecture. Ce serait qu'on se soumette à l'esprit des règlements, qui veulent que les bills nous soient distribués à l'avance pour les étudier. Dans toute assemblée législative bien organisée, les bills étaient remis à l'opposition bien à l'avance pour permettre aux membres de les étudier et de prendre position. Ceci n'a pas été fait depuis la venue au pouvoir de l'Union nationale. Ce n'est pas surprenant que l'on proteste contre cette méthode.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des bills? L'opposition n'a que cela, de la bile.
(Rires)

M. Bastien (Berthier): À Ottawa, la législation du gouvernement est distribuée plusieurs jours à l'avance aux députés de l'opposition. Ici, c'est une habitude pour le gouvernement de ne pas distribuer les bills avant le matin même où ils seront discutés. Il faut se battre pour les avoir quelques minutes avant la séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous nommerons, comme commissaires, des personnes qui ont toutes les garanties d'honnêteté et de sécurité. Nous voulons châtier les coupables d'une manière légale et conforme aux prérogatives des représentants du peuple.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Combien de commissaires aurez-vous pour enquêter?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tous les commissaires nécessaires.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais, à part de cela...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À part de cela, ce n'est pas nécessaire.
(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je pose au premier ministre une question sérieuse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis 10 jours, depuis le 22 février, cette loi est au *Feuilleton*. Le bill a été imprimé et distribué. Dans le temps, j'ai donné des explications. Si on peut prouver que mes explications ne sont pas correctes, on aura quelques excuses. Mais mes explications étaient correctes, parce que j'ai dit qu'il s'agissait d'une enquête. On n'a donc pas d'excuses. Le député demande combien il y aura de commissaires. Il pense qu'il peut y en avoir cinq. Or, le bill dit que le nombre n'excèdera pas trois. Lui, un avocat, lire les bills de cette façon!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le bill dit: "le ou les commissaires..." Combien doit-il y avoir de commissaires?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous aurons tous les commissaires indispensables.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Un, deux, trois, quatre ou cinq commissaires?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup n'a évidemment pas lu le bill. On ne peut en nommer plus que trois.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Sans doute des gens de la politique. Je félicite le premier ministre de ne pas avoir nommé de noms, car on sait où il veut en venir; nous savons qu'il veut atteindre quelqu'un par cette loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui? Qui?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne réponds pas. Je fais comme le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui? Qui? Quel est ce nom? A-t-il honte du nom de celui qu'il dit que nous voulons atteindre?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai jamais eu honte de cet homme et l'enquête va démontrer que je n'ai aucune raison de l'être. Je ne suis pas tenu de répondre. Allez-vous nommer des créatures politiques, ou sera-ce un juge ou une personne qualifiée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne sais pas ce que le député de Rivière-du-Loup veut dire, lorsqu'il nous prête l'intention de viser un personnage politique. Qui donc est-il? Le député n'est pas juste pour son ami. S'il n'a pas honte de la personne, qu'il mentionne donc son nom. S'il ne veut pas la nommer, c'est qu'il en a honte.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il me semble qu'on a le droit de savoir qui seront les commissaires, combien il y en aura, de quelle qualité ils seront. S'agira-t-il des créatures du premier ministre ou bien un juge de la Cour supérieure? Si le premier ministre institue une enquête comme l'enquête des comptes publics, c'est absolument inutile.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député me demande de nommer les commissaires que nous avons l'intention d'appointer. Moi, je lui demande de nommer celui qu'il prétend que nous visons. Il a dit que c'est un personnage public. Qui? Qui?

M. Hamel (Québec-Centre): Ce bill 27 est un excellent bill. Son intention est de protéger le faible: tant mieux. Nous avons su que les syndic étaient des gens intéressés. Nous savons qu'il y a eu des épargnants qui avaient l'intention de venir devant les tribunaux. Le gouvernement s'est décidé à intervenir. Il fera beaucoup de bien, s'il fait une enquête rapide et, naturellement, sans malice.

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra désigner un ou plusieurs commissaires, dont le nombre ne doit pas excéder trois, pour faire enquête sur l'organisation de la corporation The Title Guarantee and Trust Corporation, sur celle de ses corporations filiales, sur l'administration générale des affaires de ces corporations par leurs présidents, directeurs et autres officiers, sur la vente du capital-action de ces corporations, sur le placement et

l'emploi des argents du public qui leur a été confié et sur les opérations en général desdites corporations."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'aimerais savoir quel est le personnage politique que le gouvernement vise, au dire du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain)?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quels sont ceux que vous voulez nommer comme commissaires? C'est ça qui est important de savoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne prendrons pas des gens dont nous aurons honte de citer les noms. Je veux savoir de qui vous vouliez parler tout à l'heure? Que le député me donne le nom de la personne visée, et je vais lui faire connaître les noms des commissaires. Les commissaires que nous allons nommer n'ont pas perdu leur nom, comme celui dont fait mention, sans le nommer, le député de Rivière-du-Loup.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est inutile, vous ne le saurez pas. Moi, je vous demande si vous n'allez pas nommer comme commissaires des gens chargés de jeter des gaz empoisonnants contre les ennemis du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des gaz empoisonnants, on n'en voit qu'à gauche.
(Rires)

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. Nul bref d'injonction ou de prohibition et nulle autre procédure judiciaire quelconque ne peuvent entraver ni arrêter les procédures du ou des commissaires ou de leurs employés."

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous dites là que "nul bref d'injonction ou autre procédure judiciaire ne peut entraver les procédures du ou des commissaires ou de leurs employés". Cet article empêche les accusés de se servir des moyens légaux pour se défendre. Le premier ministre a-t-il oublié les dénonciations qu'il faisait sous l'ancien régime, de lois qui allaient encore moins loin que celle-ci? Le premier ministre veut-il être injuste? S'il vise un parti politique...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est le nom du parti ou de la personne que je vise?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'était dans son programme électoral, au premier ministre, de dénoncer les empêchements aux brefs de prérogative. Il enlève aujourd'hui toutes ces prérogatives. Je me demande si le gouvernement veut une enquête juste. Je me demande aussi s'il sera possible de se défendre, en décrivant la clause comme étant une injustice, si on empêche les personnes attaquées de se défendre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup a voté pour la loi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le petit tour que le premier ministre voulait jouer à l'opposition n'a pas réussi, et cela l'a mis de mauvaise humeur. Il aurait tant aimé qu'on lui donne, de ce côté-ci de la Chambre, l'occasion de dire à la province: "Ces libéraux se refusent à faire enquête contre les détrousseurs des veuves et des orphelins, contre ceux qui ruinent l'épargne populaire", etc. Voici ce qui est survenu. Le premier ministre a demandé la deuxième lecture, alors que nous n'avions pas encore le bill. Il nous l'a fait envoyer pendant les procédures du vote. Nous avons eu le temps de voir ce qu'il y avait dedans et de voter en faveur. Mais voici qu'à la clause 5, on dit que "nul bref d'injonction ou autre procédure ne peut être pris contre les commissaires en fonction". La clause dit simplement que toutes les prérogatives de la partie défenderesse seront abolies et, si le tribunal d'enquête outrepassa ses pouvoirs, la cour peut leur donner justice. Et si le commissaire excède sa juridiction, il n'y a donc pas un tribunal pour lui faire respecter la loi? Le premier ministre se rend ici coupable de ce dont il accusait les autres injustement.

Je suis opposé à une clause de cette nature. Elle est exorbitante. On ne pourrait pas se défendre si on était lésé dans ses droits par les enquêteurs du gouvernement. C'est comme aux comptes publics où règne l'absolutisme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition n'a pas le droit de faire allusion au comité des comptes publics avant que ce comité n'ait fait rapport à la Chambre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est que ce comité ne fait jamais de rapports.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il va en faire cette année, et ça va donner des rapports à l'opposition.

Je soulève un point d'ordre. Le comité des comptes publics n'a pas encore fait de rapports à la Chambre, mais il va en faire un cette année, et nos amis de la gauche vont avoir beaucoup de renseignements. (Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On ne nous donne jamais de rapports. Les comités sont obligés de faire des rapports.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition nous reproche de ne pas faire de rapports. Je suppose qu'il nous reprochera de perdre du temps quand nous en ferons?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef de l'opposition n'a-t-il pas eu raison d'accepter le bill sur division, afin de forcer le premier ministre à distribuer la loi et à donner des explications? La clause 5 est exorbitante. Elle est anticonstitutionnelle. Ce n'est pourtant pas ce que le premier ministre prêchait lorsqu'il était dans l'opposition et qu'il nous parlait des brefs de prérogative.

M. Chaloult (Kamouraska): L'article discuté va trop loin, au point de prohiber certaines procédures légales contre les commissaires qui devront présider l'enquête. Je regrette que nous ne discutons pas toujours sérieusement des affaires aussi importantes. Le premier ministre a insisté tout à l'heure pour que le député de Rivière-du-Loup lui nomme un homme que tout le monde avait déjà reconnu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nommez-le.

M. Chaloult (Kamouraska): Je vais le nommer: la personne visée est l'honorable Louis-Alexandre Taschereau. Il a été mis en cause dans un journal et il s'est expliqué. M. Taschereau n'est plus le directeur de la Title Guarantee Corporation depuis plusieurs années et il a refusé d'assumer toute responsabilité en regard de ce qui peut arriver dans les affaires de la corporation.

Pourquoi faire perdre le temps de la Chambre? Il est étrange de constater que, très souvent, le premier ministre semble plus mécontent quand nous appuyons ses projets de loi que lorsque nous les combattons. Cela prouve notre sincérité. Je voudrais des éclaircissements sur la clause que nous étudions.

M. Barré (Rouville): Je suis surpris que des avocats que j'estime discutent sur une clause aussi claire. Il n'y a qu'à référer aux Statuts de 1925 et on trouvera là tout ce qu'il faut. (Il en donne lecture). Il n'y a aucune différence.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voyez-vous l'entente entre les diverses oppositions! Je constate que ce débat a provoqué une manifestation qui illustre bien la situation en cette Chambre. L'opposition est divisée en trois groupes. Ce n'est pas la Trinité, avec les lumières du Saint-Esprit. Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), qui est pourtant assis loin du député de Kamouraska (M. Chaloult), a mentionné qu'il y avait un personnage que je voulais viser, et le député de Kamouraska prétend qu'il l'a tout de suite reconnu. Voyez comme ces gens-là s'entendent.

(Rires)

Les oppositionnistes nous reprochent de faire disparaître les brefs de prérogative. Mais la clause 5 du bill n'empêche pas de prendre des brefs d'*habeas corpus*⁵ ni d'aller en appel. Nous ne prohibons pas les actions en dommages. Nous voulons que l'enquête commence et se continue.

Comme on peut s'en rendre compte, les oppositionnistes veulent cacher le coupable. Cet article est absolument conforme aux articles contenus dans les Statuts refondus relatifs aux enquêtes en semblable matière. Nous prenons un moyen pour ne pas être interrompu.

M. Chaloult (Kamouraska): Je veux être bien compris. Nous ne protestons pas. Nous demandons des renseignements. Qu'on ne nous fasse pas dire ce que nous ne disons pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La clause 5 du bill dit que "nul bref d'injonction ou de prohibition et nulle autre procédure judiciaire quelconque ne pourra entraver ni arrêter les procédures du ou des commissaires ou de leurs employés". Cela va beaucoup plus loin que la loi générale. Cela veut dire que si les commissaires décident d'envoyer enquêter dans les affaires privées de n'importe quel citoyen mêlé aux affaires de la Title Guarantee and Trust, il n'y aura aucune procédure pour les en empêcher.

On réduit ainsi toute une classe de citoyens au rang des Russes, quand le Guépéou⁶ envoyait faire des enquêtes dans leur cas. J'ai objection à ce que de simples employés de la commission aient le droit de faire ce qu'ils voudront et qu'on ne puisse

les empêcher d'entraver la liberté individuelle. Ils sont soustraits à la juridiction des tribunaux. Mais cet article ne s'applique qu'aux enquêtes sur des choses d'administration publique et non sur des affaires d'ordre purement privé.

M. Barré (Rouville): Un homme ne peut tout faire seul. Il a souvent besoin d'être aidé. Les enquêteurs devront avoir des employés à leur service. Si l'opposition n'approuve pas le bill, elle peut y faire des amendements. On peut trouver peut-être la procédure extraordinaire. Dans le comté du chef de l'opposition, comme dans le mien, on l'a déjà vu - il y en a moins aujourd'hui - des nuées de "coureux de chemin" qui raffaient l'épargne populaire.

Il est important que la commission fasse une enquête complète. Les avocats sont habiles, et, s'il y avait des procédures permettant de tout bloquer, les juges ne pourraient procéder. Les voleurs auraient le temps de mourir avant qu'on ne puisse les rattraper.

M. Bastien (Berthier): Je suis surpris de voir quelle attitude prend aujourd'hui le député de Rouville, alors qu'autrefois je l'ai entendu faire de beaux discours sur les brefs de prérogative et de *certiorari*, aux côtés de son ancien ami, de son ami, M. Houde. Lui, l'indépendant, il renie tout cela pour venir en aide au premier ministre. Lui-même, le premier ministre, que ne disait-il pas autrefois? Je ne sais pas si le député de Rouville se trouvait à ce banquet qui eut lieu au Viger, après que le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) eut été nommé chef de son parti. Je sais que, dans ce temps-là, ça n'allait pas bien avec le député de Rouville...

M. Barré (Rouville): Je vais le moins souvent possible aux banquets.

M. Bastien (Berthier): À ce banquet...

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je soulève un point d'ordre et je demande au député de s'en tenir au bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'appuie le point d'ordre.

M. Barré (Rouville): J'appuie le point d'ordre. L'on discute depuis une heure et demie, dit-il, et toute cette discussion n'a mené à rien, puisque aucun amendement n'a été proposé, qu'aucune suggestion n'a été faite.

M. Bastien (Berthier): Que le député de Rouville demande l'abolition de la clause 5 et nous allons l'appuyer.

M. Barré (Rouville): Je tiens à ce qu'elle reste.

M. Bastien (Berthier): Pour nous, ici, ça ne servirait pas à grand-chose de proposer des amendements. Je reviens aux déclarations faites par le premier ministre, dans la circonstance que je mentionnais tout à l'heure. Il disait: "La justice n'est pas bleue, ni rouge, ni verte, la justice est blanche et immaculée." Et il ajoutait: "Nous allons rétablir les brevets de prérogative."

M. Hamel (Québec-Centre): En vertu de la présente loi, les enquêteurs eux-mêmes n'auront pas le droit d'imposer des sanctions. Je crois que la clause 5 ne peut guère prêter à des abus. Je fais confiance au gouvernement. Le peuple a soif de justice.

M. Leduc (Laval): L'enquête doit être menée selon le "common law" de la province. En un mot, les personnes impliquées doivent être traitées de la même manière que les contrebandiers.

M. Bastien (Berthier): Sous le bill, dit-il, les hommes d'affaires respectables ne recevront pas les mêmes privilèges qu'un contrebandier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous voulons faire une enquête contre des gens riches et puissants et on empêche toutes les procédures dilatoires⁷. Au reste, le but de la loi n'est pas de condamner, d'emprisonner, d'incarcérer. Le but de la loi, c'est d'enquêter tout simplement: nous disons par cet article que l'enquête va être tenue et qu'elle se continuera. Quand l'enquête sera terminée, s'il y a des coupables, quelle que soit leur importance, nous les traduirons devant les tribunaux compétents et ils auront la punition qu'ils méritent. Est-ce que le député de Kamouraska est satisfait?

M. Chaloult (Kamouraska): En grande partie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a une clause semblable dans la loi instituée par l'ancien régime pour faire enquête sur la tragédie du Laurier Palace⁸, qui dit que la commission et "les employés" auront les pouvoirs dont se plaint le chef de l'opposition. Il donne lecture de la loi d'enquête dans cette fameuse affaire du Laurier Palace, où 70 enfants ont perdu la vie. Dans ce cas-ci, il ne

s'agit pas seulement de 70 enfants, mais de centaines d'enfants, qui n'ont peut-être plus d'avenir et qui peuvent avoir souffert de la plus grande misère suite aux transactions de la Title Guarantee and Trust Corporation. On y trouve exactement la même disposition concernant les brevets d'injonction et de prohibition. Pourtant, cette loi fut passée sous l'ancien régime.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, et quels sont ceux qui ont crié contre l'abolition des brevets de prérogative? Nous n'avons pas objections à cette enquête. Mais nous ne voulons pas que l'on enlève aux accusés les droits de défense qu'ils peuvent avoir devant les tribunaux.

J'ai entendu des discours flamboyants contre l'insertion dans nos lois de clauses de cette nature. Lorsqu'il était dans l'opposition, le premier ministre Duplessis était contre les lois concernant les actes de prérogatives. Il a accusé le gouvernement Taschereau d'avoir laissé tomber les libertés et privilèges des citoyens.

Nous avons le droit de signaler à la province que toutes ces déclarations faites par nos amis de la droite, alors qu'ils étaient dans l'opposition, n'avaient d'autre but que celui de tromper le peuple, et qu'aujourd'hui, ils font adopter des clauses qu'ils critiquaient alors. Maintenant qu'il est au pouvoir, il a fait exactement la même chose. Si c'était mal dans ce temps-là, ce n'est sûrement pas mieux maintenant.

L'article 5 est adopté.

Les articles 6 et 7 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 modifiant la loi des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁹:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit de mettre en application des mesures plus rigoureuses pour l'observance de la loi et pour favoriser la tempérance dans la province. On sait qu'en vertu de cette loi, les restaurateurs ne pourront vendre de bière ou de vin qu'avec des repas de 35 sous ou plus, de limiter les heures auxquelles on pourra vendre des vins dans les hôtels licenciés le dimanche, c'est-à-dire de midi à 3 heures et de 6 à 9 heures.

La loi permettra aussi d'intensifier la lutte contre les débits clandestins de boisson, les "blind pigs", en permettant aux officiers de la paix d'obtenir des mandats de perquisition pour y faire les recherches voulues et arrêter les personnes qui s'y trouveront, et nous nous assurons des renseignements fournis par les brasseurs en facilitant la perception du revenu, en permettant à un officier du gouvernement de vérifier les systèmes de comptabilité des brasseries, pour la perception des impôts.

Il me semble que l'opposition devrait féliciter le gouvernement de ces mesures qui s'imposaient.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand l'opposition ne dit rien, c'est qu'elle félicite.

Les articles 1 à 9 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Association des commerçants
de vins et de liqueurs
de Montréal**

M. Monette (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 132 modifiant le

nom corporatif de l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Monette (Napierville-Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Commission des écoles catholiques
de Verdun**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vahan Matheossian

M. Fitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Vahan Matheossian à la pratique de l'art dentaire après avoir subi ses examens.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Fitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de Baie-Comeau**

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Lots de Saint-Germain
et de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur,
Rimouski**

M. Dubé (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur de Rimouski.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dubé (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Séminaire Saint-Sulpice

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 concernant le Séminaire Saint-Sulpice.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de
Salaberry-de-Valleyfield**

M. Sauvé (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Sauvé (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de Verdun**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Droits de la Ontario Paper Company
transférés à la
Quebec North Shore Paper**

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de la Ontario Paper Company Limited, dans la province de Québec, à la Quebec North Shore Paper Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Temiscamingue
and Abitibi
Railway**

M. Larivière (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 modifiant la charte de Temiscamingue and Abitibi Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**The Standard Church
of America**

M. Bulloch (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 constituant en corporation The Standard Church of America soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Demandes de documents:**Correspondance du gouvernement**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), qu'il soit mis devant cette Chambre une copie de toute correspondance, depuis 1930, entre le gouvernement et toute personne, relativement à la construction de deux ponts, à Saint-Clément, dans le comté de Rivière-du-Loup; l'un sur la rivière Senescoupe, et l'autre, sur la rivière Trois-Pistoles, ce dernier communément appelé "Pont du moulin Beaulieu".

Adopté.

**Bureau de
reconstruction économique**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 26 relatif à l'administration des secours de chômage.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que les employés du Bureau de chômage établi en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront nommés, et leur salaire sera fixé et payé conformément aux dispositions de la loi du service civil ou de la loi du service civil extérieur, selon le cas, et que le Bureau possédera à cet égard des pouvoirs attribués à un ministre en vertu de l'article 3 de la loi du service civil extérieur.

Adopté.

2. Que les dépenses du Bureau ci-dessus mentionné et de son personnel seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 26 relatif à l'administration des secours de chômage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 relatif à l'administration des secours de chômage soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme il y a un caucus des députés ruraux ce soir pour discuter les problèmes de la classe agricole et que, d'autre part, nous voulons donner au chef de l'opposition le temps de préparer son discours sur le budget, je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. *L'Événement-Journal* du 3 mars 1939, à la page 11, note que les deux jubilaires distribuent alors leurs roses aux autres députés qui se la mettent alors à la boutonnière.

2. M. Candide Rochefort s'abstient de voter, selon *Le Canada* du 3 mars 1939, à la page 6.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

4. "député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain)", selon *Le Devoir* du 3 mars 1939, à la page 6.

5. *Habeas corpus*: Règle de droit qui garantit à une personne arrêtée une présentation rapide devant un juge afin qu'il statue sur la validité de son arrestation. Généralement, le délai est de quelques jours ou de quelques heures. La règle de l'*habeas*

corpus a pour fondement que, même détenue, une personne n'est pas sans droit. En raison de cette règle, un prisonnier doit être relâché s'il est détenu sans raison valable aux yeux de l'autorité judiciaire.

6. Guépéou: police politique chargée de la sécurité de l'État soviétique.

7. "et on voudrait leur donner des chances de recourir à des procédures dilatoires", selon *L'Événement-Journal* du 3 mars 1939, à la page 11.

8. Le 9 janvier, un incendie ravage le théâtre Laurier Palace à Montréal. En plein après-midi, 78 enfants perdront la vie. Cet événement malheureux lève le voile sur un problème majeur, à savoir la sécurité dans les endroits publics. L'opposition d'alors et les principaux groupes de pression tiennent le gouvernement Taschereau responsable de cette tragédie, puisque les inspecteurs sont incapables de faire respecter la loi. Un mouvement se crée pour interdire carrément l'accès aux cinémas à tous les enfants et pour ces lieux de divertissement le dimanche. Le gouvernement instaure alors une vaste enquête pour placer les responsabilités de chacun: gouvernement, inspecteurs, municipalités et parents.

9. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

Séance du mardi 7 mars 1939

Présidence de M. Trudel

La séance est ouverte à 3 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette

M. Larochelle (Lévis) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Boiteau), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Loi de l'expropriation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 38 modifiant la loi de l'expropriation.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pour clarifier la loi.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est pour corriger une loi du nouveau régime.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Assistance aux aveugles

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 32 modifiant la loi de l'assistance aux aveugles relativement à l'enregistrement de l'avis de pension.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi relative aux rues publiques

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 35 modifiant la loi relative aux rues publiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Conventions collectives

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 37 modifiant la loi des conventions collectives de travail.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce le rappel des bills 19 et 20¹?

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Syndics de Saint-David d'Estcourt

M. Dubé (Témiscouata) demande, appuyé par le représentant de Drummond (M. Marier), la permission de présenter le 176 concernant les syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi un bill public plutôt qu'un bill privé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parce que c'est un bill d'intérêt public.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce serait bon pour Rivière-du-Loup aussi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce qu'il y a de bon à Rivière-du-Loup n'est pas à Québec.
(Rires)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions de privilège:

Article de *L'Événement-Journal*

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste, contre un article paru dans *L'Événement-Journal* de samedi dernier. Dans cet article, on me critique pour des paroles que je n'ai pas prononcées. L'on critique aussi le gouvernement de ne m'avoir pas répondu. Voici ce que l'on met dans ma bouche: "Les communautés religieuses finissent par coûter cher à la province de Québec. Le chef de l'opposition y a mis de ses sentiments à l'égard des communautés religieuses de notre province." Je n'ai jamais dit cela. Cette lettre a été écrite par un prêtre qui a assisté à la séance où fut discutée la loi pour remplir les obligations de l'ancien régime à l'égard des pères de Sainte-Croix.

Le discours que j'ai prononcé sur l'octroi accordé aux pères de Sainte-Croix a été pour montrer ce que l'ancien gouvernement avait fait pour les communautés religieuses et pour les maisons d'éducation et d'enseignement secondaire. Je proteste contre cet article où l'on me fait dire des paroles que je n'ai pas dites et que je ne dirai jamais.

Motions des députés:

Anniversaire de l'honorable **M. Coonan, Montréal-Saint-Laurent**

(Un page entre alors et va déposer une gerbe de 50 roses sur le pupitre de M. Thomas-Joseph Coonan, ministre sans portefeuille).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je profite de cette occasion pour offrir au nom du gouvernement nos félicitations au député de Montréal-Saint-Laurent (l'honorable M. Coonan) qui fête aujourd'hui son cinquantième anniversaire de naissance. Le député de Montréal-Saint-Laurent est un ami personnel qui ajoute aux qualités de sa race la

perspicacité, la combativité et des talents nombreux. Nous lui souhaitons une longue et fructueuse carrière.

L'honorable M. Coonan (Montréal-Saint-Laurent): Je profite de cette occasion pour remercier l'honorable premier ministre, mon chef et ami, de tout ce qu'il a fait pour moi et la population que je représente. Ces aimables accusations me font, dit-il, avouer mes 50 ans. Je n'ai pas compté le nombre de roses, c'est pourquoi je n'étais pas en position de contredire la théorie selon laquelle j'ai 50 ans. Je remercie aussi le Bon Dieu, qui me permet de servir ma province et l'élément que je représente.
(Applaudissements)

Refonte des lois

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 34 modifiant la loi pourvoyant à la refonte des lois de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que le procureur général pourra autoriser l'impression des projets et rapports des personnes chargées de la refonte des lois de la province, conformément à l'article 6 de la loi 1 George VI, chapitre 12, tel que modifié par la loi qui sera basée sur la présente résolution.

La modification de l'ensemble des lois actuelles, telle que demandée, permettra d'imprimer certaines sections des lois qui ne nécessitent pas de changement ou dont la modification est déjà terminée, et ainsi de ne pas subir une perte de temps indue.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 34 modifiant la loi pourvoyant à la refonte des lois de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Comité spécial:

Redistribution des circonscriptions électorales

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), qu'un comité composé des honorables MM. Fisher, Carignan, Bilodeau, Coonan, Bouchard et Connors et de MM. Beïque, Bégin, Lorrain, Messier et Tardif soit formé et chargé de s'enquérir de la redistribution des circonscriptions électorales en la province, de façon à faire des rajustements justes et équitables.

Il s'agit de nommer un comité pour examiner la situation, afin de voir s'il n'y aurait pas lieu de faire un rajustement des circonscriptions électorales. Je crois que c'est la meilleure façon de procéder en l'occurrence. Il y a peut-être lieu de faire des rajustements, et peut-être même de diminuer le nombre des députés, si la Chambre le juge désirable. Le comité fera les recommandations qu'il jugera à propos. Ces recommandations seront ensuite soumises à l'approbation de la Chambre.

Le problème a des aspects nombreux et on verra que ce comité comprend des représentants de toutes les parties de la province et de tous les éléments. La Chambre décidera ensuite ce qu'il convient de faire.

La motion est adoptée.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 1^{er} mars

courant, sur la motion proposée le même jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil", pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Lorsque, suivant la coutume, j'ai proposé, mercredi de la semaine dernière, l'ajournement du débat sur le discours du budget, l'honorable premier ministre m'a enjoint d'être prêt à le continuer dès la première séance de la présente semaine. J'ai fait remarquer que le délai qu'on donnait pour répliquer au discours du budget, qui devait être prononcé il y a une semaine et que l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Fisher), assisté d'une nuée d'employés est à préparer depuis le début de la session, était passablement court. L'an dernier on a complaisamment donné à l'ex-député de Montréal-Saint-Louis² tout le temps qu'il a demandé pour préparer sa réponse, qui a d'ailleurs été admirablement faite; on avait même insisté pour qu'il prenne tout le temps désirable pour composer son discours.

Il est vrai qu'un honorable député qui a parlé à la suite du député de Montréal-Saint-Louis a fait remarquer qu'à Ottawa on ne donnait que quatre jours au critique financier du gouvernement pour préparer sa réponse. Il y a une différence entre la pratique des affaires parlementaires à Ottawa et celle que nous avons depuis deux ans et demi à Québec.

À Ottawa, quand le chef de l'opposition pose des questions, on s'empresse de répondre de manière à donner, en temps utile, les renseignements dont il pourrait avoir besoin pour parler à la Chambre. À Québec, on ne répond pas du tout ou on répond par des farces, dont la platitude égale assez souvent le mépris que le gouvernement a du respect que l'on doit avoir pour les règlements et la dignité de la Chambre.

Il y a déjà plusieurs semaines, j'ai posé plusieurs questions au gouvernement au sujet de la situation financière de la province, et à venir jusqu'aujourd'hui, on ne m'a pas encore répondu. J'avais absolument besoin des renseignements demandés pour établir jusqu'à quelle profondeur nous sommes plongés dans la dette publique, et pour démontrer que le gouvernement continue la pratique de ce qu'il condamnait comme des abus désastreux chez l'ancienne administration. Parmi les pratiques condamnables que l'ancien chef de l'opposition trouvait chez l'ancien gouvernement, se trouvait précisément celle du retard apporté, dans certains cas, à donner des réponses aux membres de l'opposition; le nouveau gouvernement a amélioré la situation en ne répondant plus du tout à nos interpellations par écrit.

C'est ce qui fait que le principal critique financier de l'administration doit, cette année, répondre presque à brûle-pourpoint et sans avoir reçu les informations qu'il était en droit d'attendre du ministère, au discours du budget qui a été prononcé à l'avant-dernière séance.

Et pour comble d'embarras, vu que notre honorable Orateur a décidé récemment qu'on ne pourra plus lire de discours écrits dans la Chambre des députés, je ne devrai répondre au discours écrit et imprimé de notre trésorier (l'honorable M. Fisher) qu'en me servant de ma pauvre mémoire et de notes écrites que les règlements, parfois humains, de l'Assemblée législative, continuent à nous autoriser à utiliser, pour que notre Chambre ne soit pas entièrement convertie en une simple classe d'école primaire, arène habituelle où les enfants, plus jeunes encore que nous, tiennent leurs assourdissants marathons de leçons apprises par cœur.

Étant donné ces conditions défavorables, il n'est que juste que la Chambre m'accorde son indulgence la plus sympathique dans l'exécution de la tâche que j'ai dû assumer comme chef de l'opposition parlementaire. J'aurais préféré avoir plus de temps, et, surtout, plus de renseignements à ma disposition pour pouvoir intéresser plus hautement mes honorables collègues, mais il me faut me conformer à ce qu'en a décidé le pouvoir inexorable qui domine en ce moment.

Quelles conclusions doit tirer tout esprit impartial, après avoir pris connaissance du dernier discours sur le budget de notre honorable trésorier de la province (l'honorable M. Fisher), et l'avoir mis en regard des faits qui se sont produits en ces dernières années dans le domaine de la politique provinciale, et plus spécialement dans celui plus restreint de nos finances publiques?

Ces conclusions sont que le gouvernement actuel a reçu, malgré la campagne de dénigrement qu'il en avait fait au cours des dernières élections, le plus riche héritage de biens publics et de bonnes lois financières et administratives qu'il pouvait attendre de l'ancien gouvernement, et il n'est pas difficile de la prouver. Je dis que, s'il avait administré avec autant de prudence et de sagesse qu'il était de son devoir et de son intérêt de le faire, au lieu de nous voir sur le point d'être étouffés par une dette publique formidable, nous aurions pu facilement faire face aux obligations imposées par nos nouvelles lois sociales d'assistance publique, tout en diminuant notre dette et en faisant disparaître de notre système fiscal ce que nos taxes peuvent avoir d'exorbitant, maintenant que la crise qui pouvait les justifier est presque entièrement chose du passé.

En effet, le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) admet que l'amélioration considérable des revenus de la province s'est effectuée sans que le nouveau gouvernement n'ait imposé une seule nouvelle taxe. Cette affirmation est contestable dans ses menus détails et vraie dans les grandes lignes.

Je dis qu'elle est contestable dans ses détails, et je le prouve en rappelant que le gouvernement, après avoir fait adopter par la Chambre une loi pour établir à sa guise les licences pour la vente des liqueurs, a imposé de nouveaux et de très importants droits sur certains commerces de boissons alcooliques: je cite, de mémoire, les licences pour clubs qui ont été augmentées en certains cas de 300 % à 400 %.

J'attire aussi l'attention du public industriel sur la taxe imposée sur les salaires pour le prétendu maintien de l'Office des salaires raisonnables. On avait promis de ne prélever que juste ce qu'il fallait pour payer les dépenses de cette nouvelle commission. Or, on a voulu imposer des taux assez élevés pour que le gouvernement réalise un profit substantiel et, pour ne pas être accusé de médire mal à tort du gouvernement dans un but intéressé, je prouve mon affirmation en me référant à la page 15 du discours sur le budget prononcé par l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) le 1^{er} mars 1938.

Dans l'état des revenus probables pour l'exercice se terminant le 30 juin 1939, on trouve que le gouvernement admettait devoir réaliser un profit de \$50,000 avec son Office des salaires raisonnables. Voici l'item tel qu'il se lit: "Office des salaires raisonnables: Revenus *moins* : Dépenses, \$50,000." Rien ne peut être plus clair pour prouver que le gouvernement, en imposant une taxe sur les salaires pour le maintien de cette commission, avait l'intention d'en percevoir un revenu dépassant de \$50,000 les dépenses de la commission.

Devant les protestations du public intéressé, la perception de cette taxe a été suspendue et modifiée; nous verrons l'an prochain, dans l'*État des comptes publics* pour 1939, ce qu'elle aura produit en réalité. Quoi qu'il en soit, on doit admettre que, dans ses grandes lignes, les systèmes d'imposition de l'ancien gouvernement ont été maintenus dans leur intégrité et qu'il est en somme seul redevable des revenus du nouveau gouvernement dans leur ensemble.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je ne voudrais pas interrompre l'honorable chef de

l'opposition. Je dois cependant rectifier les faits. Le gouvernement n'a jamais imposé de taxe sur les salaires. Il n'a même jamais pensé à en imposer. En septembre, je crois, alors que j'étais absent, une taxe de 0.5 % a été imposée pour le maintien de l'Office des salaires raisonnables. Elle ne devait pas affecter les salaires. C'étaient les patrons qui devaient la payer. Par la suite, cette mesure a été suspendue et rien n'a encore été payé.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On sait cependant que c'est sur les protestations du public intéressé que la perception de cette taxe a été suspendue et modifiée. Le premier ministre affirme qu'il était absent. Quand il s'absente, il reste tout de même un gouvernement. Autrefois, il avait un bras droit dans la personne de mon honorable ami de Québec-Est (M. Drouin). On a mis de côté la jeunesse pour faire appel, je ne dirai pas à la vieillesse, mais aux plus âgés.

Examinons le plantureux revenu que la fiscalité de l'ancien gouvernement a donné au nouveau régime, et notons l'accroissement formidable qui s'est produit dans le revenu au cours des trois dernières années, cet accroissement étant exclusivement dû à l'amélioration générale des affaires dans le pays, puisqu'il est admis de part et d'autre qu'il n'y a eu aucune nouvelle source de revenus.

Voici un état du revenu ordinaire pour les cinq dernières années dont nous avons les rapports:

1933-1934	\$28,282,503.55
1934-1935	\$31,984,885.31
1935-1936	\$38,666,299.27
1936-1937	\$46,280,019.46
1937-1938	\$53,344,037.50

Quant à ce qui concerne les revenus probables pour la présente année fiscale se terminant le 30 juin prochain, l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Fisher), dans son discours, a dit avoir l'assurance qu'ils dépasseront \$60,000,000. Comme le trésorier n'indique qu'un excédent de \$3,000,000 sur les revenus prévus, nous pouvons admettre qu'il n'y aura pas l'écart déficitaire de \$13,895,775.50 qu'il y eut entre son affirmation et la réalité dans le revenu de 1937-1938.

À la page 11 de son discours du 1^{er} mars 1938, on lit: "Les revenus de \$57,034,433 que l'on anticipait pour l'année actuelle ont été dépassés de \$10,205,380. Cela vous démontre l'efficacité de notre administration."

Nous étions au 1^{er} mars 1938, l'année actuelle c'était donc 1937-1938. Le revenu estimé et l'excédent réalisé auraient donné un total de \$67,239,813. Or, dans les *Comptes publics* que vient de faire distribuer l'honorable trésorier de la province qui faisait cette affirmation, on constate que le revenu total réalisé n'a été que de \$53,344,037.50³, soit de tout près de \$14,000,000 de moins que ne l'avait déclaré notre grand argentier provincial.

Le surplus de \$10,205,380 qui lui avait inspiré de dire: "Cela vous démontre l'efficacité de notre administration" n'a donc existé que dans l'imagination du trésorier enténébrée par les statistiques, les états sommaires, les tableaux comparatifs, les calculs de probabilités, dont les officiers du Trésor et l'auditeur veulent gaver son estomac mal préparé à digérer un tel amoncellement de chiffres gambadant dans les millions. Ce n'est donc pas l'efficacité de l'administration que démontre la constatation erronée du trésorier de la province, mais bien l'inexactitude, pour ne pas dire plus, des prétentions de la nouvelle administration.

Or, après avoir rétabli ces faits dans leur vraie situation, nous en arrivons donc à prouver que, sans que le nouveau gouvernement ne change en quoi que ce soit le nouveau système fiscal de l'ancien, il a réalisé, dans les trois dernières années, un accroissement annuel moyen de revenus de \$20,230,122.95, soit un surplus pour les trois ans de \$60,690,368.85 comparé à la recette des trois dernières années de l'ancien gouvernement.

Au cours de ces trois dernières années, les revenus ordinaires totaux avaient été de \$98,938,688.11 alors que les trois années du nouveau gouvernement lui donneront un revenu ordinaire total de \$159,624,056.96⁴.

Le nouveau gouvernement, à l'instar du coq Rostand qui faisait lever le soleil, crie sur tous les toits que c'est grâce à l'efficacité et à l'honnêteté de son administration si les recettes augmentent d'une façon aussi encourageante. Il est facile de mettre à néant cette affirmation.

Le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) actuel a admis lui-même que 1933 avait vu le plus fort de la crise. En effet, dès le 6 avril 1937, dans son premier discours sur le budget, il déclarait: "Ces derniers six mois marquent la plus sensible amélioration dans la reprise des affaires depuis le plus fort de la crise économique en 1933."

C'est donc l'ancien gouvernement, ainsi que l'admet lui-même le trésorier de la province, qui a eu à se débattre avec un des plus grands affaissements des affaires connus dans les temps modernes. C'est

lui qui a vu non seulement cesser les accroissements annuels de revenus publics, mais les a vus tomber à leur plus simple expression. Mais, d'un autre côté, c'est aussi l'ancienne administration qui a connu le commencement du rétablissement de la normalité dans les affaires, et ce n'est pas seulement le nouveau gouvernement qui a vu des accroissements considérables dans les revenus publics, ce qui prouve que les accroissements de revenus ne sont pas le fait d'une meilleure administration puisqu'ils existaient du temps de l'ancien gouvernement.

Les revenus ordinaires totaux pour 1933-1934 avaient été de \$28,282,503.53. En 1934-1935, ils étaient portés à \$31,984,885.31, établissant une augmentation de \$3,702,381.78. En 1935-1936, ils s'élevaient à \$38,666,299.27, réalisant une augmentation de \$10,383,795.74 sur les revenus de 1933-1934. C'est donc la reprise des affaires qui a été la cause directe de l'amélioration du revenu provincial; cela n'est donc pas dû à l'administration de l'Union nationale.

Voyons ce qui s'est produit dans les recettes du gouvernement fédéral, pendant les cinq dernières années. S'il y a eu amélioration, ce ne sera pas dû au fait qu'en l'an de grâce 1936 notre province s'est donné un nouveau gouvernement.

Pour la dernière période quinquennale, le gouvernement fédéral a perçu les montants annuels suivants:

1934.....	\$271,851,550
1935.....	\$304,443,729
1936.....	\$317,311,809
1937.....	\$386,550,869
1938.....	\$448,651,061

Il y a donc eu une amélioration de tout près de 70 % dans les revenus fédéraux dans les derniers cinq ans. C'est la même chose dans notre province. Si on examine les rapports des autres provinces, on constate aussi une amélioration à peu près aussi prononcée que celle constatée au Trésor fédéral.

Pour que notre nouveau gouvernement ait pu retirer en revenus ordinaires, en 1939, \$60,000,000, alors que l'ancien n'en retirait, en 1934, que \$28,282,503.53, plus que 100 % d'augmentation dans la période de cinq ans, il fallait que l'héritage qui lui a été remis en 1936 ne fût pas un héritage ruiné comme on l'a prétendu chez nos adversaires au cours des élections, et comme voudraient encore le faire croire ceux qui n'ont eu qu'à chausser les bottes des anciens ministres pour marcher dans l'opulence administrative. Dans quel abîme ne serions-nous pas

si la crise était revenue pour diminuer nos recettes de \$30,000,000 et ne laisser aux nouveaux élus que les maigres \$28,000,000 de 1933-1934?

En face de cette amélioration du revenu provincial, sans changement aucun dans notre système de taxes, il faut admettre que l'ensemble de nos lois financières et administratives n'était pas tel qu'on a voulu le décrire au cours des dernières élections provinciales, et le nouveau gouvernement a été trop heureux de les utiliser pour prélever les plus forts revenus qui n'ont jamais été perçus dans notre province. Il est à regretter que ce riche héritage, qui a été légué au nouveau gouvernement, n'ait pas été administré avec la sagesse et la prudence qui s'imposaient dans notre province.

Alors que nos revenus ont augmenté de la façon prodigieuse que j'ai signalée, on trouve une augmentation parallèle de la dette publique. C'est un non-sens administratif. Il est évident que, dans un moment de dépression financière et industrielle comme nous en avons connu un de 1932 à 1936, on peut s'attendre à un accroissement de la dette publique. Les revenus diminuent et les charges augmentent en raison de la misère qui sévit chez le peuple; l'équilibre financier est détruit et il faut escompter le futur pour faire face aux dépenses accrues. Escompter le futur, c'est chez un corps public emprunter à long terme pour payer les dépenses occasionnées par les besoins du moment.

Tous les gouvernements ont dû le faire pendant la crise, mais la crise n'est plus, et l'accroissement du revenu devrait être employé non à des dépenses exorbitantes, mais à payer les dépenses courantes, et ces dépenses devraient être réduites au strict nécessaire pour que les corps publics ne continuent pas plus longtemps à obérer l'avenir de charges qu'il ne pourra pas décentement porter sans faire souffrir les générations qui nous suivront.

Il est assez difficile d'établir la dette totale actuelle de la province. Comme je l'ai expliqué au début de mes remarques, j'ai essayé d'obtenir des renseignements du gouvernement pour trouver la dette flottante au 31 décembre 1938, mais on ne m'a pas encore répondu. Tout ce que j'ai pu obtenir, c'est l'information à l'effet que la dette consolidée aurait été à cette date du montant de \$225,000,000.

Au 30 juin 1936, la dette nette consolidée, sans inclure la balance due sur les obligations garanties par la Banque Canadienne Nationale, se chiffrait à \$117,651,747.94, et la dette flottante, telle qu'elle apparaît au rapport de l'auditeur provincial, à \$45,636,596.37, soit une dette totale nette de \$163,288,343.31.

Quelle est notre dette totale à l'heure actuelle? La réponse n'est pas plus facile à donner que celle qu'il faudrait faire à la question: "Y a-t-il quelqu'un qui le sait dans la province?"

On nous avait promis de nous la donner, si le gouvernement changeait une comptabilité qui nous renseignerait instantanément et exactement sur des questions de cette nature. Nous posons, depuis des semaines, des questions sur l'ordre du jour pour nous renseigner sur ces matières. Les règlements nous autorisent à le faire, mais le gouvernement "garde de Conrart⁵ le silence prudent" et nous sommes de moins en moins instruits sur l'usage que le gouvernement fait de nos deniers publics.

Nous savons que la dette consolidée est de \$255,000,000, que le gouvernement s'est fait autoriser l'an dernier à emprunter \$50,000,000 pour la voirie et, cette année, \$8,000,000 pour le prêt agricole, ce qui revient à dire que quand le gouvernement aura effectué ces deux emprunts de \$58,000,000, la dette consolidée sera portée à \$313,000,000.

Et ce montant ne comprendra pas la dette flottante qu'on nous cache en ce moment. Des gens, qui ont reçu des informations officieuses, ont laissé échapper de leurs lèvres qu'on leur avait demandé de tenir closes que le gouvernement devra, pour faire face à la situation, emprunter une soixantaine de millions d'ici au 30 juin prochain. Réduisons cette dette flottante à \$40,000,000 et laissons de côté le \$50,000,000 de la voirie et le \$8,000,000 du prêt agricole, et nous aurons encore une dette totale de \$295,000,000, ce qui constitue un accroissement de \$131,000,000 sur la dette totale du 30 juin 1936. Un accroissement de dette de \$131,000,000 durant la courte période de trois années d'administration du régime de l'économie, du gouvernement qui, suivant les promesses souvent répétées du premier ministre et du trésorier, devait vivre dans les limites de ses revenus, c'est un exemple frappant de l'échec qui attend toujours la vantardise jointe à l'inexpérience et à l'incompétence.

Cent trente et un millions d'accroissement de dette en trois ans, c'est la preuve que j'étais encore en deçà de la vérité quand, il y a déjà deux ans, je déclarais que le gouvernement actuel administrait la province en accumulant un déficit hebdomadaire d'un million de dollars. Les citoyens de la province de Québec, qui seront appelés tôt ou tard à solder cette note colossale, admettront qu'ils paient chèrement l'erreur que la majorité a commise en croyant aux élucubrations de ceux qui devaient tout régénérer dans l'administration provinciale et qui, en créant des abus de pouvoir encore pires que ceux

qu'ils dénonçaient injustement, ont mis nos finances sur le chemin de la déchéance certaine, si on ne met pas au plus tôt un terme au gaspillage effréné de nos deniers publics. Et ce qu'il y a de triste à constater, c'est que cet accroissement de la dette s'est produit au cours de trois années pendant lesquelles le gouvernement a eu un revenu annuel moyen de \$20,000,000, plus élevé que celui des trois dernières années d'administration de l'ancien gouvernement.

Le gouvernement a donc eu un surplus de revenus de \$60,000,000 pendant la période qu'il a été au pouvoir. Ce montant était beaucoup plus que suffisant, s'il eût été sagement administré, pour payer les pensions de vieillesse, les pensions des aveugles et celles des mères nécessiteuses. Au même moment, le fardeau fiscal de la population aurait pu être allégé d'environ \$1,000,000.

Relativement au paiement de ces dernières pensions, le gouvernement aurait pu faire honneur à ses promesses et non pas se trouver dans la nécessité de confisquer, aux dépens d'une classe pauvre et éminemment digne de pitié, plusieurs millions de dollars qu'il avait promis de payer dès les premiers jours de la sanction de la loi. On a attendu presque deux longues années avant de commencer à soulager la misère qui se trouvait dans les foyers des mères nécessiteuses, et, si l'opposition ne l'eût pas hautement réclamée pour elles, et en Chambre et sur les tréteaux publics, au cours des dernières élections partielles, la loi des pensions aux mères nécessiteuses serait encore lettre morte dans nos Statuts.

Cette loi a été sanctionnée en avril 1937 et on n'a commencé à payer des pensions qu'en janvier 1939. Le gouvernement, au lieu de fixer comme date de départ des pensions le mois d'avril 1937, l'a retardée au 15 décembre 1938, confisquant par là une somme d'environ \$5,000,000 qui revenait de droit aux mères nécessiteuses de la province. C'est ce qui démontre, pour employer des termes chers au premier ministre, la célérité avec laquelle le gouvernement fait honneur à ses engagements envers les déshérités.

Le tiers seulement de l'accroissement des revenus ordinaires aurait été suffisant pour payer largement les nouvelles pensions. En effet, une somme de \$6,000,000 suffira à les payer pendant le prochain exercice. Je note en passant que le montant global pour effectuer le paiement de ces pensions n'est porté qu'à \$4,703,100 dans le budget, mais cet estimé sera certainement insuffisant, car la dépense, pour les seules pensions de vieillesse, pour l'exercice 1937-1938, a été de \$2,835,559.85, tel qu'il appert à la page 271 du rapport de l'auditeur en 1938, alors qu'on ne demande cette année que \$2,600,000 pour

ce service. Le nombre des pensionnés augmente encore d'un millier par année et il ne saurait y avoir de diminution dans la dépense totale d'ici quelques années.

En défalquant cette somme de \$6,000,000 payée pour les pensions, sur le \$20,000,000 d'accroissement de revenus, il restait encore suffisamment de ressources pour faire face aux dépenses occasionnées par les deux prêts agricoles et pour réduire certaines taxes devenues exorbitantes avec des recettes de cette nature. Un grand nombre de taxes frappant les individus et les corporations publiques devaient être abolies dès l'accession au pouvoir du parti de l'Union nationale. Au lieu de remplir cette promesse, ce qui aurait été facile avec un accroissement de revenus comme je viens d'en signaler un et une administration dépourvue d'extravagances, le gouvernement a préféré, pour satisfaire sa mégalomanie et les appétits de ses favoris, adopter une politique de gaspillage comme on n'en a jamais connue dans notre province.

L'accroissement de la dette augmente proportionnellement les dépenses publiques pour le service de la dette seulement. Ces dépenses, dit-il, moins les amortissements qui sont des dépenses au compte capital, seront de \$2,239,618 plus élevées qu'en 1936-1937.

C'est ce qui a fait qu'avec des revenus toujours de plus en plus grandissants, on voit notre dette publique s'augmenter d'une façon alarmante, et, avec elle, naturellement, les dépenses publiques du chef des intérêts et des amortissements.

J'ai voulu, en faisant des comparaisons avec le budget de 1936-1937, le dernier budget préparé par l'ancien gouvernement et voté tel quel par le nouveau gouvernement, et celui de 1939-1940 que nous sommes à considérer, établir l'effet de l'accroissement de la dette sur les dépenses publiques; et, en faisant cette comparaison, non seulement nous trouvons cet effet pernicieux, mais nous établissons une preuve certaine de l'augmentation de la dette totale, et nous pouvons arriver à une évaluation approximative de cette augmentation par la relativité de la dette et des intérêts à payer.

En 1936-1937, les dépenses du département du Trésor qui se divisaient en trois principaux items: intérêts et autres charges de la dette publique, fonds d'amortissement et charges sur le revenu, se totalisaient à \$11,475,641.84. Pour 1939-1940, le budget prévoit de ces divers chefs une dépense totale de \$12,956,918.69, ce qui constitue une augmentation de dépenses de \$1,481,276.85. Mais il faut noter que les dépenses réelles sont de beaucoup

plus élevées, car les amortissements à payer en 1939-1940 sont moindres d'une somme de \$855,292.02. Comme les amortissements vont en acompte de la dette, cette dépense est une dépense en capital, ce qui fait que la dépense ordinaire du département du Trésor sera en 1939-1940 de \$2,336,368.87 plus élevée qu'en 1936-1937.

Pour vérifier cette constatation, j'ai divisé les divers items des deux budgets, j'en ai établi les différences et je suis arrivé au même résultat, tout en trouvant des chiffres me permettant de vérifier approximativement l'augmentation de la dette totale.

Voici l'état que j'ai préparé:

*État comparatif des dépenses probables
du département du Trésor*

1936-1937

Intérêt de la dette publique	\$ 6,575,732.64
Autres dépenses de la dette.....	236,766.69
Amortissement de la dette	4,190,142.51
Charge sur le revenu	<u>475,000.00</u>
	\$11,475,641.84

1939-1940

Intérêt de la dette publique	\$ 8,389,915.30
Autres dépenses de la dette.....	662,202.90
Amortissement de la dette	3,334,850.49
Charge sur le revenu	<u>569,950.00</u>
	\$12,956,918.69

Augmentation Diminution

Intérêt de la dette publique.....	\$1,184,182.66	
Autres dépenses de la dette.....	425,436.21	
Amortissement de la dette.....		\$ 855,292.02
Charge sur le revenu.....	<u>96,950.00</u>	<u>.....</u>
	\$2,336,568.87	\$ 855,292.02

Les dépenses publiques pour le service de la dette seulement seront donc, en défalquant les amortissements qui sont des dépenses au compte du capital, de \$2,336,568.87 plus élevées qu'en 1936-1937. Comme le service des intérêts nouveaux est

dans plusieurs cas pour des emprunts à courte échéance, on peut fixer à 2¼ % le taux sur l'accroissement, ce qui nous donne approximativement \$100,000,000 d'accroissement. En ajoutant les \$27,000,000 du prêt agricole, qui paie ses propres intérêts, moins 1 % environ, nous arrivons à un accroissement total de \$127,000,000, ce qui est suffisamment près de l'accroissement de \$130,000,000 que j'ai mentionné antérieurement pour les fins de la présente vérification approximative.

Ces considérations générales étant faites sur les grandes lignes de l'administration financière du nouveau gouvernement, j'en viens aux aspects particuliers du discours sur le budget.

Au début des ses remarques, le trésorier note le fléchissement des affaires qui s'est produit l'an dernier dans le monde commercial et industriel. Il va jusqu'à dire que, chez certaines personnes, on a craint la réédition de la crise de 1929. On sent qu'il voudrait être prudent, mais on lui a évidemment imposé un budget disproportionné à ce qu'il fut à une époque où le malaise existant commande une grande prudence dans l'évaluation des revenus et l'établissement du niveau des dépenses. Il parle d'espérance en des jours meilleurs et de la confiance qu'il a que la province surmontera toutes les difficultés qu'elle pourra rencontrer.

Il enregistre avec plaisir que les revenus du gouvernement ont maintenu leur accroissement, malgré la situation précaire des affaires qui n'ont pu, évidemment, corriger les multiples lois du gouvernement, aux titres aussi flamboyants que décevants, qu'il se plaît à citer comme une litanie politique. Il constate cependant une diminution du surplus fictif du dernier exercice comparé à celui de l'année précédente. Ce surplus fictif est de tout près de \$1,000,000 de moins élevé que l'an dernier. Et il n'est que la différence entre ce qu'il qualifie de dépenses ordinaires et ce qu'il désigne comme revenus ordinaires.

Le trésorier avait anciennement des idées bien arrêtées sur ce qui constituait un véritable surplus. Il y a trois catégories de dépenses dans notre système budgétaire, et, du moment qu'on admet que le surplus s'établit par la différence qu'il y a entre le revenu ordinaire et les dépenses classées comme ordinaires, l'échafaudage d'un surplus est chose facile. On n'a qu'à placer dans la catégorie des dépenses extraordinaires, ou du capital, les dépenses qui peuvent nuire au surplus en grossissant démesurément les dépenses ordinaires. Le gouvernement de l'Union nationale nous a cuisiné des surplus de cette nature à venir jusqu'ici. Je désire

signaler ici la facilité avec laquelle on met dans une catégorie ou dans l'autre, suivant les besoins du moment, des dépenses de nature identique.

Les dépenses que l'on impute au compte de capital, comme celles qui sont encourues pour la construction de nouvelles routes, ne sont aucunement des dépenses qui augmentent le capital réel du gouvernement, dans la plupart des cas. Si l'on construit une nouvelle route, non seulement elle ne rapportera pas, mais encore il faudra l'entretenir, et ce sont de nouvelles dépenses pour l'avenir.

Je donne un exemple en prenant le fonds de l'assistance publique. En 1937-1938, le déficit du fonds de l'assistance publique, après avoir tenu compte du montant de \$1,000,000 versé par la Commission des liqueurs, s'est élevé à la somme de \$2,146,750. On comprend que, si cette dépense était venue augmenter d'autant les dépenses ordinaires, le surplus fictif de \$3,008,286.97 aurait été passablement compromis. Aussi a-t-on caché, dans les dépenses extraordinaires, ce déficit qui ne peut être rien autre chose qu'une dépense ordinaire. On l'a inclus dans une trilogie de dépenses de la même nature que l'on a inscrites dans les dépenses extraordinaires sous le titre de loi de l'aide à la jeunesse: \$3,709,536.64⁶. Si l'on n'avait pas opéré ce tour de force coutumier aux finances pures, scrupuleusement honnêtes de l'Union nationale, le surplus fictif de \$3,000,000 déclaré pour cette année-là était automatiquement converti en un déficit de \$701,249.37.

Je viens d'établir que, pour l'année fiscale 1937-1938, on avait inclus ce déficit dans les dépenses extraordinaires. Cette année, les choses ont meilleure apparence et on le place dans la catégorie des dépenses ordinaires, mais en le diminuant de \$646,750. En consultant la page 42 du budget de 1939-1940, sous le titre *VIII-Département de la Santé*, on trouvera la preuve de ce que j'avance.

Et, à propos de ce fonds spécial de l'assistance publique, je crois devoir rappeler les charges à fond de train que l'ancien chef de l'opposition faisait au gouvernement libéral parce qu'il maintenait ce fonds à l'encontre de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord qui décrète qu'une Législature ne doit maintenir qu'un seul fonds dans lequel doivent être versés tous les revenus de la province et duquel on doit tirer tous les deniers qui doivent être affectés au paiement des dépenses publiques. Cette opinion, que je partageais dans le temps, je la conserve, et je me demande pourquoi le premier ministre continue à maintenir un fonds qui était illégal, d'après lui, et qui n'a pas cessé de l'être parce qu'on a changé de gouvernement.

Les vérificateurs des comptes qui ont été employés, il y a quelques années, pour enquêter sur notre comptabilité publique, étaient aussi de mon opinion sur ce fonds, et ils ont clairement déclaré que la dette du fonds de l'assistance publique était une dette pure et simple du gouvernement. L'auditeur déclare, à la page 19 de son rapport de 1938, que la dette de ce fonds, au 30 juin 1938, était de \$15,785,758.16, contre \$15,581,227.41 au 30 juin 1937, ce qui constitue un accroissement de \$204,530.75 en un an, en dépit des amortissements qui ont été payés sur cette dette au cours des 12 mois précédents. Ce fonds de l'assistance publique augmente donc la dette totale de la province d'environ \$16,000,000, et le gouvernement devrait voir à l'abolir, pour se conformer à la loi. Cette réforme sera aussi la cause que les comptes de ce fonds apparaîtront en détail dans les *Comptes publics* et que la Chambre pourra exercer un meilleur contrôle sur son administration.

Voilà une réforme qui nous avait été promise pour améliorer la comptabilité publique, mais, comme la plupart des autres, elle a été remise aux oubliettes, et le gouvernement peut continuer plus facilement à fabriquer des surplus de commande.

À propos des deux derniers surplus, celui du 30 juin 1938 et celui du 30 juin 1937, ils paraissent en train de s'évanouir. On vient à peine de nous faire connaître celui de 1938, en le portant à \$3,008,286.97, que l'auditeur, dans le même volume où on nous le déclare, lui fait une sérieuse amputation. En effet, à la page 5 des *Comptes publics* pour l'exercice se terminant le 30 juin 1938, on dit ce qui suit:

Surplus au 30 juin 1938:

Excédent des revenus ordinaires pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1938.....	\$3,008,286.97
Moins : Ajustements <i>re</i> périodes antérieures	<u>\$1,329,144.09</u>
	\$1,679,142.88
Solde au 30 juin 1937	<u>\$3,269,769.58</u>
	\$4,948,912.46

Le jour même de sa naissance, notre surplus du 30 juin 1938, qu'on chiffrait à \$3,008,286.97, était dégonflé par ceux qui l'avaient mis au monde à \$1,329,144.09. On avait d'ailleurs fait la même

opération, le 30 juin 1937, en diminuant le surplus déclaré par le trésorier provincial, comme étant de \$8,987,178.09, de \$717,408.51. C'est ce qui fait que nos deux derniers surplus, qui avaient été déclarés comme formant une somme globale de \$8,995,465.06, n'apparaissent plus dans le dernier *État des comptes publics* que comme formant un total de \$4,948,912.46; ils ont donc été dégrossis de la jolie somme de \$2,046,552.60.

Pour peu que cela continue - \$2,000,000 de diminution par année - il n'en restera guère dans quelque temps. Il n'est pas étonnant que notre dette continue à grossir démesurément avec des surplus illusoires de cette nature, surplus qu'on ampute dès qu'ils ont vu le jour. Mieux valut qu'ils ne fussent jamais nés. En réalité, ils n'ont jamais existé.

Et je le prouve, en me servant de l'autorité de l'honorable trésorier lui-même:

À la page 11 de son dernier discours sur le budget, voici ce qu'il a dit:

M. l'Orateur, vous vous souviendrez que, lors de mon premier discours sur le budget, j'ai déclaré à cette Assemblée que c'était la politique bien définie du gouvernement de l'Union nationale d'équilibrer son budget à la première occasion.

En d'autres termes, pour obtenir des finances solides, au lieu des finances cahoteuses qui existaient sous le régime Taschereau, les dépenses ordinaires et extraordinaires ne devraient pas dépasser le revenu ordinaire.

L'honorable trésorier reconnaît donc qu'il ne peut y avoir d'équilibre du budget, de surplus réel, qu'à la condition que les revenus ordinaires dépassent les dépenses extraordinaires ajoutées aux dépenses ordinaires.

À la page 7 de son discours du 6 avril 1937, il fait d'ailleurs implicitement le même raisonnement en annonçant un déficit probable de \$31,365,854.80, après avoir fait un tableau dans lequel il ajoute les dépenses extraordinaires aux dépenses ordinaires, pour les comparer avec son revenu ordinaire probable, et c'est ainsi qu'il en arrive au déficit de ce montant formidable. Dans les dépenses extraordinaires, il a même inclus les dépenses de capital, et il a eu raison, car la presque totalité de ces dépenses dites "au compte du capital" ne sont aucunement des dépenses augmentant le capital réel de l'actif du gouvernement.

En nous reportant aux *Comptes publics* de 1938, le déficit réel pour cette année, prévu à \$31,365,854.86, a été de \$35,106,618.74. Et c'est ainsi que le surplus de \$3,008,286.97 annoncé à son de trompe dans tous les journaux de la province

- pour glorifier les bienfaits de la saine administration à un moment donné du gouvernement des purs, tenant une comptabilité honnête facile à comprendre et ne pouvant décevoir la Législature et le public en général - s'est converti en un déficit 12 fois plus élevé que le surplus annoncé. Les gens comprennent facilement, à la lumière de cette supercherie de comptabilité, comment il se fait que notre dette devient toujours de plus en plus lourde, alors que le gouvernement annonce des surplus qui devraient la diminuer.

Dans son discours de 1938, le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) s'est bien gardé de nous faire connaître le déficit véritable de l'exercice de 1936-1937. Il n'a mentionné, à la page 4, de son discours de 1938, que l'excédent des revenus ordinaires sur les dépenses ordinaires. C'est le fameux surplus de \$3,968,565.33 dont j'ai parlé récemment et qui a été publié dans la province en 1937 pour chanter les gloires de la nouvelle administration, alors que le déficit réel, préparé suivant les plus anciennes et les plus récentes données du trésorier, s'élevait à \$23,509,114.50.

La conclusion de tout ceci, c'est qu'alors qu'on a mis le peuple sous l'impression que nous avions eu, pour les deux premiers exercices financiers du nouveau gouvernement des surplus s'élevant à \$6,995,455.06, la réalité, c'est que nous avons eu deux déficits se totalisant à la forte somme de \$60,662,285.84.

*État comparé des surplus déclarés
et des déficits réels*

	<i>Surplus fictifs déclarés par le gouvernement</i>	<i>Déficits réels apparaissant aux Comptes publics</i>
1936-1937.....	\$3,987,178.09	\$23,509,114.50
1937-1938.....	<u>\$3,008,286.97</u>	<u>\$35,106,618.74</u>
	\$6,995,455.06	\$58,615,733.24

Il n'est pas étonnant qu'à ce compte la dette publique soit montée d'une façon vertigineuse.

À la page 11 du discours de 1938, le trésorier dit: "En plus des dépenses ordinaires, on a pris des dispositions pour payer à même les revenus ordinaires des dépenses extraordinaires qui se chiffrent à \$7,427,887, ce qui comprend le déficit de l'assistance publique, et des dépenses extraordinaires pour les secours directs et la colonisation."

Cette déclaration a trait au budget de l'exercice 1938-1939. Or, si on se réfère à la page 35

du budget que nous avons voté l'an dernier, on constate que le montant du déficit du fonds de l'assistance publique est porté, pour l'année fiscale 1938-1939, sous le titre de dépenses extraordinaires. Il en est de même pour un crédit de \$5,326,500 pour assistance aux chômeurs. À la page 61 du même budget, cette somme est portée sous le titre de dépenses extraordinaires. Ainsi en est-il pour une somme de \$601,387 du département de la Colonisation, tel qu'établi à la page 79. Si le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) a pris des dispositions pour payer, à même les revenus ordinaires, cette somme de \$7,427,887, il aurait dû les payer aussi au cours des deux dernières années. Mais cela l'aurait empêché de nous faire voir des surplus là où il n'existait que des déficits, et cela aurait mal paru pour le gouvernement de l'économie et des finances honnêtes.

Dans le même discours du 1^{er} mars 1938, à la page 12, je lis le paragraphe suivant: "Les secours directs, avec leurs désastreuses conséquences et qui avaient été imposés à la population, sont maintenant chose du passé."

Nous sommes à un an de la déclaration étrange de l'honorable trésorier de la province, et alors qu'il affirmait que les secours directs n'existaient plus dans ses considérations sur les prévisions budgétaires, il faisait voter une somme de \$9,600,000 pour payer durant 1938-1939 des secours aux chômeurs nécessiteux. Probablement que le trésorier de la province a voulu généraliser une affirmation qu'on lui avait faite pour une très petite partie de la province seulement. Non seulement les secours directs n'étaient pas disparus au moment où il faisait cette affirmation, mais au cours de la présente session, nous serons encore appelés à voter une somme de \$5,000,000 comme notre quote-part dans le paiement des secours directs pour l'exercice 1939-1940.

À la page 8 de son discours de 1939, l'honorable trésorier dit: "À propos des emprunts se chiffrant à \$76,000,000 dont il est fait mention ci-dessus, \$24,171,507.54 ont été employés pour le rachat des emprunts contractés par l'ancien gouvernement à un taux d'intérêt de 3 % à 5 % payé par la province. Les nouveaux emprunts portent un taux d'intérêt variant de 2 % à 3¼ %; il y a donc économie considérable."

Voilà une économie absolument indépendante de l'action du gouvernement. La baisse des taux d'intérêt a été générale, non seulement au Canada mais dans le monde entier, et si le gouvernement de l'Union nationale a pu profiter de

cette baisse générale, il l'a due au fait que les gouvernements qui l'ont précédé ont laissé le crédit de la province dans une excellente condition. Et ce n'est pas le nouveau gouvernement qui a été le premier à bénéficier de cette réduction de taux.

Le 1^{er} février 1935, l'ancien gouvernement négociait un emprunt à 10 ans au taux de 2¼ %, et le prix obtenu fut tellement élevé que l'intérêt réel ne se monta qu'à 2.92 %.

Mais, par contre, que constatons-nous après deux ans et demi d'administration du nouveau gouvernement dans la valeur comparative de nos obligations avec celles de la province d'Ontario? La cote du marché de la semaine dernière nous fait voir que nos débentures valent moins, à taux égal et temps égal sensiblement, que celles de la province voisine.

Voici un état comparatif que j'extrais du *Financial Post*, édition du 4 mars courant:

Québec	3 %	1 ^{er} nov. 1951
Ontario	3 %	1 ^{er} nov. 1950
Québec	3¼ %	1 ^{er} juin 1952
Ontario	3¼ %	15 nov. 1951
Québec	3¼ %	1 ^{er} mars 1948

<i>Offre</i>	<i>Demande</i>	<i>Rapport approximatif</i>
96.00	97.00	3.29
99.50	100.50	2.93
97.25	98.25	3.42
101.50	102.50	2.98
98.25	99.25	3.35

Voilà des chiffres qui indiquent clairement que le gouvernement de l'Union nationale, malgré ses vantardises, n'a pas encore réussi à donner à notre crédit une valeur égale à celui de la province de l'Ontario.

Cet objectif sera obtenu quand le gouvernement se décidera à adopter une politique rationnelle de dépenses publiques réglées sur les revenus. Si cette politique eût été suivie au cours des trois dernières années, nous n'aurions pas à enregistrer la dette formidable qui a été accumulée par l'administration actuelle et dont l'ampleur commence à affecter sérieusement le crédit public.

L'approche des élections fait rentrer le gouvernement un peu en lui-même et on a commencé à songer au contribuable, au malheureux payeur de taxes, en réduisant de 50 % les permis des conducteurs et des chauffeurs d'automobile. Le

gouvernement s'est contenté d'une réduction de \$2.50 sur le coût du permis des chauffeurs et des opérateurs. Le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) ne paraît pas être un enthousiaste de cette réduction de taxe, car elle vient comme un cheveu sur la soupe de son discours, et elle est prononcée en termes laconiques, sans la fioriture ordinaire qui accompagne l'annonce de ce que le gouvernement juge comme un haut fait de son règne. Cette réduction, déclare le trésorier de la province, épargnera environ \$750,000 aux automobilistes.

Cependant, le trésorier s'attend à ce que ses revenus ne soient pas diminués de ce chef, puisqu'il porte encore, comme revenus probables de la loi des véhicules automobiles, pour 1939-1940, la somme de \$7,500,000, qui était celle inscrite pour l'exercice actuel. En 1937-1938, le revenu réalisé de ce chef n'avait été que de \$7,183,540.63. Le trésorier de la province compte évidemment sur l'accroissement du nombre des automobiles pour remplacer les \$750,000 que lui coûtera cette réduction du prix du permis.

Le gouvernement aurait certainement pu faire mieux et baisser ces permis au prix nominal de \$1 qu'on avait promis au cours des dernières élections. Et la taxe sur les machines elles-mêmes est de beaucoup trop élevée, maintenant que les revenus généraux de la province se sont accrus de 100 % depuis cinq ans.

J'en reviens, avant de reprendre mon siège, à ce que je disais au début de mes remarques sur le budget de 1939-1940. Si le gouvernement, au lieu de jeter de l'argent du peuple par les portes et les fenêtres pour satisfaire les budgétivores - ceux qui ne voient dans la politique qu'une institution pour gaver les amis et la foule de ceux qui sont toujours pour le gouvernement, pourvu que le gouvernement les nourrisse - avait adopté la ligne de conduite qu'il s'était engagé à suivre au cours des élections, c'est-à-dire d'administrer les affaires publiques en limitant la dépense au montant des revenus et en pratiquant, dans tous les départements, l'économie recommandée par les suites de la crise de laquelle on était à sortir, le gouvernement, avec les ressources des \$60,000,000 d'augmentation de revenus pendant ses trois années de pouvoir, aurait pu facilement acquitter les dépenses nouvelles occasionnées par le prêt agricole, les pensions de vieillesse, celles des aveugles et des mères nécessiteuses, tout en diminuant d'une dizaine de millions le fardeau des taxes que le peuple doit porter.

En 1939-1940, l'administration de la province coûtera une soixantaine de millions de

piastres. C'est le montant qui est annoncé comme revenu probable des taxes et des impôts de diverses natures de la province.

Il semblera à tout homme impartial, et qui place l'intérêt de la province avant l'intérêt personnel, que cette somme est non seulement suffisante mais qu'elle est même exorbitante, et qu'on devrait pouvoir trouver le moyen, en administrant économiquement, de faire une remise d'une dizaine de millions au peuple sous forme de réduction des taxes les plus difficiles à porter.

Le gouvernement se contente de faire une légère remise de deux dollars et demi sur les permis de conduire, les véhicules-moteurs, et il est probable que, pour payer ce qu'il appelle les dépenses extraordinaires et des dépenses au compte du capital, il empruntera des millions et des millions, comme il l'a fait depuis qu'il est au pouvoir, et notre dette publique ne cessera pas de monter et de monter et, pendant ce temps-là, notre crédit baissera de plus en plus.

Le budget de 1939-1940 a évidemment été préparé par un optimiste qui oublie que nous sommes, depuis 1933, à sortir d'une crise, et que du moment que les choses auront atteint leur niveau normal, les augmentations de revenus cesseront et que notre recette se stabilisera. Cette année, on a tablé sur des accroissements anormaux des revenus; et si les prévisions ne se réalisent pas, nous aurons des déficits qui seront formidables.

Pour donner une idée de ce qu'il en coûte maintenant pour administrer la province comparativement à ce qu'il en coûtait en 1936-1937, dernière année dont le budget a été préparé par l'ancien gouvernement, j'ai préparé le tableau suivant:

Dépenses totales prévues: 1936-1937, \$37,073,488.09; 1939-1940, \$81,199,391.61, soit un accroissement de \$44,125,903.52.

Quant aux revenus estimés, voici les chiffres tirés des budgets officiels:

Revenus totaux: 1936-1937, \$36,082,142.56; 1939-1940, \$59,918,753.

L'augmentation du revenu prévue se chiffre donc à \$23,836,610.44⁷.

Il semblerait qu'avec une augmentation de revenus de cette nature, il serait possible d'équilibrer le budget; mais comme on annonce une dépense totale de \$81,199,391.61, le déficit des revenus totaux sur les dépenses totales sera de \$21,280,638.61, déficit qu'il faudra combler par des emprunts. C'est dire que notre dette totale continuera à monter, et il ne sera peut-être pas long avant

qu'elle n'ait atteint un plafond dangereux. Cette politique aventureuse nous mènera à la ruine.

Dans les circonstances et pour les diverses raisons énumérées dans ce que j'ai dit précédemment, l'opposition doit condamner la politique aventureuse du gouvernement et signale à l'opinion publique les dangers qu'elle fait courir aux cultivateurs, aux ouvriers des villes, aux marchands et aux industriels qui croient encore que le gage de la prospérité, c'est une saine administration publique, de même qu'une mauvaise administration publique est l'avant-coureur de la ruine des payeurs de taxes qui se recrutent non seulement chez les riches, mais chez les classes moyennes et chez les pauvres qui en souffrent plus que leurs compatriotes plus fortunés.

En dépensant plus que son revenu, en jetant l'argent par les portes et les fenêtres, en foulant aux pieds sa promesse d'administrer les affaires publiques économiquement, le gouvernement, malgré les avis répétés de l'opposition, s'est engagé sur une pente excessivement dangereuse. Il continue à descendre, peut-être parce qu'il sent qu'il est trop tard pour lui d'essayer de remonter. Au jour où il aura à rendre ses comptes, il s'apercevra que ce n'est pas en couvrant le sol de dollars arrachés du public par le fisc qu'on peut faire germer la confiance du peuple pour cacher les manquements, les déficiences du gouvernement qui devait nous donner la plus saine administration qui pouvait exister sur terre, mais qui nous a affligés de la pire que nous puissions avoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On ne peut trop retarder le débat sur le budget. Il est facile de répondre à un discours comme celui du chef de l'opposition. Le député de Drummond (M. Marier) est-il prêt à prendre la parole dans la soirée?

M. Marier (Drummond): Oui. Je propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Dubé), que le débat soit ajourné pour être repris au cours de la présente séance.

Adopté. Le débat est ajourné.

Bureau de reconstruction économique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 26 relatif à l'administration des secours de chômage.

Adopté.

En comité⁸:**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il s'agit d'une loi pour libérer le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) d'un fardeau qu'il n'est pas raisonnable de lui faire supporter davantage. Il a déjà les conventions collectives, les salaires raisonnables, les pensions de vieillesse, aux aveugles, aux mères nécessiteuses, lois ouvrières, etc.

Il est impossible au ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) de faire seul tout le travail imposé par l'administration des secours directs et des travaux de chômage. Il est nécessaire qu'il ait de l'aide.

Je demanderai au ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) lui-même de mettre la Chambre au courant des activités de son département, de nous parler du chômage et des secours directs, des difficultés et des injustices qu'il rencontre avec Ottawa, des nombreuses attributions de sa charge.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est pour couper des têtes encore, ce bill?

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):

Je crois que l'occasion est propice, en effet, pour faire plaisir à nos amis de l'opposition, de soulager leurs inquiétudes. J'ai remarqué que l'honorable chef de l'opposition avait dit que le premier ministre se préparait à couper des têtes. Si cela est vrai, le premier ministre aurait pu trouver des têtes à couper de ce côté-ci de la Chambre. De l'autre côté, il n'en aurait pas trouvé. Récemment, j'ai rencontré le médecin du chef de l'opposition. Il m'a dit: "Vous autres, les ministériels, vous causez tant de soucis au chef de l'opposition que vous êtes en train de lui faire perdre son embonpoint."

(Rires)

Lorsqu'il l'aura perdu, le premier ministre ne verra plus d'opposition de l'autre côté.

(Rires)

Le bill à l'étude est la conséquence logique de la politique du gouvernement pour rompre avec le système néfaste des secours directs. Ce bill est le résultat de mes démarches pour que l'on partage les responsabilités des secours directs et des travaux de chômage.

Je veux être bien compris. Je ne ferai pas de politique, mais j'exposerai la situation telle qu'elle est. On nous a accusés d'avoir prêché une politique dans l'opposition et de l'avoir ignorée en prenant le

pouvoir. Quand nous étions dans l'opposition, nous avons réclamé une meilleure administration. Nous avons affirmé que gouverner, c'était prévoir. Nous avons accusé l'ancien gouvernement de ne pas prévoir. Nous n'avons pas changé notre politique. Nous nous sommes efforcés de corriger les erreurs de l'ancien régime.

Je ne veux pas faire de petite politique. Je veux tout simplement démontrer la fausseté des arguments de ceux qui avancent que la politique du premier ministre est basée sur les avantages qu'il peut en retirer au point de vue politique.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'honorable ministre du Travail est en train de faire un très beau discours, mais j'estime qu'il devrait s'en tenir au bill numéro 26. Point d'ordre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demande qu'on ne soulève pas de points d'ordre à propos de rien et qui ne tiennent pas debout. En discutant le préambule de la loi, nous discutons toute la loi. Il est question de travaux pour faire disparaître les secours directs. Il s'agit de justifier cette politique des pouvoirs additionnels que nous demandons, et c'est ce que fait le ministre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Voici le projet de loi. Cela ne demande qu'un discours sur le chômage. Mais comme le premier ministre a donné instruction à son ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) de parler contre Ottawa, je comprends pourquoi le ministre s'exécute.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):

Ce que l'honorable député vient de dire est contraire aux faits. Le bill est la résultante de ce que j'ai demandé de moi-même, de me donner ou de me faire partager le fardeau. Quand le député vient dire que je parle sur l'ordre du premier ministre, il fait de la petite politique. La politique, la politesse, c'était naturel que le premier ministre se lève avant moi pour donner des explications.

M. Leduc (Laval): Je note avec plaisir le changement d'avis du premier ministre. Il admet enfin, lorsque nous discutons un bill, que nous pouvons discuter des principes contenus dans ce bill même. Je dis cela pour qu'on nous donne à l'avenir, dans l'opposition, les mêmes privilèges.

M. Boyer (Châteauguay): Que pense le député de Rivière-du-Loup?

M. Pouliot (Gaspé-Sud): On n'a pas encore étudié le bill que déjà les objections surgissent. Nous voulons entendre parler de la question du chômage dans cette province.

M. le président: Je renvoie le point d'ordre du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), pour les raisons exposées par le premier ministre.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Je disais donc que cette crise pouvait peut-être s'admettre dans certains pays surpeuplés. Ces crises sont la résultante des changements d'administration quelquefois. Mais il y avait une différence entre les pays surpeuplés dépendant de l'industrie pour vivre, et un pays comme Québec. La plaie du chômage ne doit pas exister dans une province riche en ressources naturelles et aussi peu peuplée que la nôtre. La crise, ici, n'avait pas sa raison d'être. C'est ce que le gouvernement Duplessis a voulu considérer.

La distribution des deniers a été répartie selon la politique introduite par le premier ministre, qui est la bonne et qui va nous sortir du marasme dont l'ancien régime nous avait laissé l'héritage. Il y avait un gouvernement conservateur à Ottawa et un gouvernement libéral dans Québec. Mais, dans l'opinion populaire, par les faits et gestes des deux, on disait que c'étaient deux gouvernements tories.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous parlez toujours du bill numéro 26, naturellement.

(Rires)

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Nous avons une raison d'expliquer la raison de la présentation du bill numéro 26.

(Rires)

Après les reproches qu'on a lancés au ministre du Travail, dit-il, son œuvre pourtant se compare très avantageusement avec les millions dépensés en pure perte par l'ancien régime en secours directs, en diminuant la valeur morale de la classe ouvrière.

Le gouvernement du temps, dont M. Taschereau était à la tête...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce qu'on peut ainsi discuter toute la politique générale du gouvernement au sujet d'un seul bill? Je veux savoir à quoi m'en tenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre du Travail fait enfin face à l'opposition qui n'est brave que lorsqu'elle n'est pas en Chambre.

Il parle de la ruine où la politique de l'ancien régime, par son indolence, son incitation au découragement, a précipité la population. Il est sur le point d'expliquer à la Chambre la politique qui a remplacé ce régime néfaste, et on l'interrompt.

M. Bastien (Berthier): Nous n'avons pas d'objection à entendre l'éloquente voix de Maisonneuve.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Elle est moins simple que celle de Berthier⁹.

M. Bastien (Berthier): Mais nous voulons savoir s'il nous sera permis de lui répondre et si l'on ne nous dira pas, à nous, de nous en tenir au bill. Point d'ordre!

Le bill veut lui enlever des pouvoirs: c'est là-dessus que nous aimerions l'entendre parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) lit l'article où les pouvoirs sont partagés.

M. le président renvoie de nouveau le point d'ordre de l'opposition.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): En 1933, Taschereau s'est rendu à Ottawa et on a changé la politique de travaux pour implanter chez nous cette plaie des secours directs. C'est l'honorable M. Taschereau qui est responsable et il a eu l'assentiment du très honorable M. Bennett, que je condamne aujourd'hui comme dans ce temps-là, ce qui prouve qu'on ne fait pas de politique. Je veux parler de l'économie qui est la résultante de cette politique. Cela a coûté des millions et il ne nous en reste aucune valeur en capital.

Quand nous sommes arrivés au pouvoir, le premier ministre m'a dit: "William, si tu veux prendre cette partie de l'administration, les secours au chômage, cela me ferait plaisir." J'ai répondu: "Maurice, je n'essaierai pas de me sauver, de m'éloigner de ce fardeau que tu places sur mes faibles épaules." Le premier ministre m'a dit: "Je sais que le fardeau est extraordinaire et même terrible pour un seul homme; mais je suis moi-même surchargé et je te demande de voir à cette partie-là." Il a ajouté: "Quand nous le pourrons, nous redistribuerons les responsabilités." Et c'est l'objet du bill aujourd'hui. Lorsque le chef de l'opposition demande si ce bill est pour couper des têtes, il est dans l'erreur.

Chez nous, sa ligne de conduite, au premier ministre, nous, ses collègues, il nous fait plaisir de

collaborer avec lui. Vous n'avez jamais entendu venir du cabinet ces rumeurs qui veulent que les ministres se chicanent entre eux ou avec le premier ministre. Jamais, depuis que nous avons pris le pouvoir, on a rompu cette harmonie. La loi instituant le Bureau de chômage illustre l'harmonie qui existe au sein du cabinet, en répartissant sur plusieurs de ses membres les responsabilités qui proviennent des efforts que fait le gouvernement pour instituer des travaux à la place des secours. Et s'il y a eu des rumeurs, elles n'ont jamais été confirmées. Ce n'est pas chez nous comme sous l'ancien régime, lorsque les ministres se battaient.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On ne fait pas sortir les rumeurs, chez vous, on fait sortir les ministres.

(Rires)

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Je peux répondre au député de Rivière-du-Loup, mais je ne resterais pas plus dans le principe du bill. Je me retiens.

Un député ministériel: Laissez-le donc faire ce petit Godon¹⁰.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Nous avons institué des secours en travaux. À ce moment, j'étais justifiable de recevoir une aide raisonnable de la part du gouvernement central dirigé par M. King qui est l'ami de nos amis d'en face.

M. Bastien (Berthier): Le ministre peut-il nous dire qui sont ses amis à lui, à Ottawa?

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Mes amis à Ottawa, comme ici, sont les gens qui veulent le bien.

(Applaudissements)

Des députés ministériels: Tas de Godons!

M. Bastien (Berthier): Est-ce qu'on a dit Héon?

M. Boyer (Châteauguay): On a dit Godon. Vous en avez un à chacun de vos côtés¹¹.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Nous voulions secourir les chômeurs au point de vue moral autant qu'au point de vue physique. C'est parce que le gouvernement central, dirigé par William Lyon Mackenzie King, n'avait pas réfuté cette mauvaise politique des secours directs.

C'est le gouvernement fédéral qui a pris l'initiative d'organiser les secours directs sans travaux contributaires. Le gouvernement fédéral, après avoir obligé les provinces à dépenser des millions et des millions, et après avoir promis de faire sa part, a ensuite refusé de tenir ses engagements; il a créé tout l'engrenage dans lequel se débattaient provinces et municipalités, puis il a déclaré qu'il ne payait plus, ou presque plus.

C'est ainsi que la contribution fédérale qui était fixée au pourcentage des dépenses, pour secours directs, a été d'abord réduite à une somme fixe de beaucoup inférieure à la somme que représentait le pourcentage. Et cette somme a été encore réduite par la suite pour tomber à \$400,000 par mois.

L'honorable King n'a pas apporté les remèdes nécessaires à la solution des secours directs à la suite de l'élection générale de 1935, lesquels secours avaient été imposés par le régime Bennett. Mais, pour venir en aide à l'ancien régime, en plus des secours directs, le gouvernement central leur donna, à la veille des élections, en 1935-1936, la somme de \$2,750,000 pour des travaux de chômage à faire dans la province, contre une contribution égale de la province. Nous avons alors cru que le fédéral voulait enfin se lancer dans des travaux publics. Mais il n'en fut rien.

Nous avons dit à ce moment: "Puisque le gouvernement central est disposé à changer leur système, nous allons l'étendre partout, cette politique de travaux." Nous étions en droit de nous attendre de leur part à une autre contribution de 50 % pour les travaux.

L'honorable premier ministre, une fois arrivé au pouvoir, s'est rendu à Ottawa pour discuter avec ses amis administrateurs. Le premier ministre avait droit de recevoir du gouvernement central, pour son attitude qu'il a prise, plus de considération. Il a économisé près de \$2,000,000,000.

(Rires à gauche)

Tiens, nos amis d'en face ne savent pas encore ça, cette économie de \$2,000,000,000. Après avoir rendu ce service, on ne lui a pas dit merci, et il n'a pas demandé merci.

Toutes les démarches auprès du gouvernement King ont été vaines. La contribution du gouvernement fédéral, l'année suivante, tomba de \$2,750,000 - qui était allouée à l'ancien régime - à \$1,400,000, pour ensuite baisser à \$115,000 pour des travaux. C'est l'effort du gouvernement central, des amis de nos amis d'en face. C'était comme ça qu'Ottawa comprenait ses responsabilités après avoir plongé la province dans une situation difficile.

Nous ne nous sommes pas laissés décourager par cette attitude du pouvoir central. Le premier ministre a dit: "Nous allons continuer à faire l'impossible pour sauver la situation, et j'ai l'espoir que le gouvernement fédéral, après avoir lancé les provinces dans la triste aventure des secours directs, finira par comprendre ses responsabilités."

En reconnaissance de cette attitude courageuse, nos amis d'en face, par la parole ou les journaux, ont attaqué le premier ministre. On a attaqué le premier ministre. On a dit que le gouvernement conduisait la province à la banqueroute. Il est curieux que les mêmes journaux, qui dénoncent le gouvernement Duplessis parce qu'il veut donner à manger aux gens, n'ont que des louanges pour le gouvernement fédéral, lorsqu'il dépense des millions et des millions pour faire tuer les gens.

Est-ce qu'on a pensé à croire que le gouvernement central conduisait le pays à la banqueroute, lorsqu'il a dépensé des sommes considérables, pas pour des travaux de chômage? On sait pourquoi.

Des voix: Des canons, des canons.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Des millions étaient dépensés en armement à Ottawa, mais on ne trouvait pas d'argent pour remédier au chômage et à la misère.

Si le premier ministre voulait faire de la petite politique, il se servirait de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord pour revendiquer au nom de la province ce que le gouvernement fédéral nous a arraché, au nom de la guerre sacro-sainte des dettes, l'impôt sur le revenu.

(Applaudissements à gauche)

M. Bastien (Berthier): Il me semble que le ministre du Travail s'éloigne un peu de la question.

Il (M. Bastien) continue de parler¹².

Des députés murmurent.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) dit quelques mots¹³.

Des députés parlent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si, à Ottawa, il y a des gens qui font des lois pour tuer les gens, nous nous faisons une loi pour les faire manger!

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Je vais admettre que j'ai pu m'écarter un peu de la question, mais il fallait bien représenter les faits tels qu'ils sont. Le jour où le premier ministre ira réclamer notre dû à Ottawa, le problème du chômage sera vite réglé.

La politique suivie par l'ancien gouvernement provincial était une politique malsaine. L'ancien gouvernement provincial ne voulait pas des travaux de chômage; après un essai, il a refusé de faire travailler les chômeurs, en sorte que notre argent s'en allait sans apporter de compensation.

La politique du gouvernement Duplessis a été de faire travailler les chômeurs, afin de produire une richesse en retour de l'argent dépensé. Cette politique, il a tâché de l'étendre dans toutes les villes, et si Ottawa, au lieu de faire de la politique de laisser-faire, avait voulu faire sa part, grâce à l'énergique initiative du gouvernement Duplessis, le chômage serait disparu dans la province. Pour faire des travaux, nous avons dépensé beaucoup d'argent. Ça coûte plus cher, mais il reste des actifs à la province: nous avons une population satisfaite, des travailleurs capables de prendre l'ouvrage, ce qui n'est pas le moindre de ces actifs. Nous avons surtout changé la situation économique dans la province. L'augmentation du revenu en est l'illustration.

La politique du régime Taschereau a eu pour résultat de stériliser, et d'appauvrir. C'est tellement le cas, qu'avec sa politique de secours directs, les revenus de la province étaient tombés de \$40,000,000 à \$28,000,000. Nous avons changé cela, et aujourd'hui, sous l'essor donné à la province par le gouvernement Duplessis, grâce au travail qu'il a donné et la circulation de l'argent qui en est résultée, les revenus de la province sont partis de \$28,000,000 pour arriver à \$60,000,000. Bientôt, ils atteindront \$70,000,000. Cette augmentation, obtenue sans nouvelles taxes, correspond à une prospérité équivalente dans le peuple, grâce à la circulation de l'argent. C'est le changement produit par la politique mise en vigueur par le premier ministre.

Nous avons dépensé \$70,000,000 pour le chômage, mais, sur cette somme, je défie nos amis de l'opposition de trouver un scandale, de montrer de l'argent mal placé. Mon défi tient, et nos amis de l'opposition ne peuvent pas en dire autant, car leur ami, l'honorable Dunning¹⁴, qui est un libéral pourtant, réclamait dernièrement à la province une somme de \$3,000,000 qui, disait-il, avaient été volée au fédéral par la province sous l'ancienne

administration. Ça prenait des bons hommes pour tromper même l'auditeur du Canada.

Je lui ai alors répondu: "Allez-y, poursuivez vos amis, ces amis qui non seulement ont réussi à tromper les auditeurs, mais l'auditeur du pouvoir central." Ce sont des gens habiles! M. Dunning m'a dit qu'il avait des preuves, qu'il s'agissait de vols manifestes. Je lui ai demandé qui était à la tête de l'administration de la province à cette période, et il m'a répondu que c'était M. Taschereau. Eh bien!!! Poursuivez-le.

En travaux publics, nous avons dépensé une somme de \$70,000,000 depuis notre avènement au pouvoir. Sur ce montant, la province a versé, elle seule, \$42,384,000; les municipalités \$10,750,000; le fédéral, seulement \$16,000,000. Ce dernier, responsable au premier chef de l'institution des secours directs, ne pourra pas prétendre qu'il a fait sa part légitime. Nous avons fait un effort surhumain. Depuis 18 mois, pourtant, nous ne recevons presque plus rien du pouvoir central: seulement \$400,000 par mois, et il y a des mois où nous avons dépensé plus de \$3,000,000. Vous voyez quelle considération nous recevons du pouvoir central!

Je dis cela pour montrer que j'avais bien raison de demander au premier ministre de créer un organisme pour m'aider dans cette tâche énorme. J'ai fait tout mon possible, j'ai travaillé jour et nuit, j'ai fait mon devoir, je n'ai jamais blâmé personne en particulier, j'ai simplement montré que le pouvoir central ne faisait pas son devoir envers la province de Québec. La province d'Ontario d'ailleurs a été dans la même situation. Elle a subi le même traitement.

Nous ne rencontrons pas la collaboration que nous serions en droit d'obtenir d'Ottawa. Le gouvernement fédéral n'a jamais compris et ne comprend pas encore la situation telle qu'elle existe dans les provinces. Le gouvernement de Québec a fait l'impossible pour réduire le chômage. Ses demandes sont restées vaines à Ottawa. Aussi, ceux qui blâment les dépenses du gouvernement du Québec devraient plutôt s'en prendre à Ottawa qui en est responsable!

Si 32,000 personnes sont à l'emploi du gouvernement provincial, c'est pour bien démontrer qu'il y a moyen de régler le problème du chômage. Pour remédier à la crise, il faut prendre l'argent où il est et le faire circuler. Et, à ce point de vue, le prêt agricole provincial a grandement contribué à diminuer la crise en répandant \$25,000,000 dans nos campagnes. La roue économique en était à un arrêt complet; nous avons réussi à la faire repartir.

C'est moi qui ai demandé au premier ministre la création de ce nouvel organisme. L'organisme

créé par la loi à l'étude pourra donner plus de poids aux réclamations à Ottawa que celles qui sont faites par un seul ministre. Ottawa ne comprend pas la situation des provinces au point de vue du chômage.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est suspendue à 6 heures.

Reprise des travaux à 8 heures

Charte de Victoriaville

M. Gagné (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

(Lorsque le bill est rapporté à la Chambre, M. Casgrain se lève, avant la troisième lecture)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je proteste contre les privilèges que la ville accorde à une industrie. On veut, en lui accordant des privilèges, amener à Victoriaville une industrie située dans une autre ville.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous avons ici le cas d'un manufacturier ayant une industrie dans une ville et qui va en établir une autre du même genre ailleurs. Il est injuste de permettre à cette industrie d'aller augmenter ses opérations ailleurs. La ville, qui a déjà consenti des sacrifices pour elle, devrait profiter des agrandissements. C'est un principe dangereux que l'on consacre: c'est ressusciter les bonis d'autrefois, alors que les industries allaient s'établir dans les villes qui offraient les plus gros avantages. L'ancien gouvernement avait aboli cette pratique. Pour ne citer qu'un cas, que le premier ministre connaît bien, je parlerai de la Page Wire Fence où la ville de Trois-Rivières perdit \$200,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui était maire alors?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cela ne m'intéresse pas. Ce qui compte, c'est que la

population se fit filouter de \$200,000. Je suis opposé à ce bill. Le gouvernement donne un mauvais exemple en permettant aux municipalités des bonis et des exemptions de taxes.

M. Hamel (Québec-Centre): Le principe est ruineux. Le présent bill est de nature à mettre les villes en concurrence les unes contre les autres.

M. Leduc (Laval): Je m'élève contre le bill, à cause, dit-il, du boni accordé à la compagnie, sous forme de faible loyer, et revente de l'immeuble à raison de \$1,000 au bout de 10 années si la compagnie a rempli les conditions stipulées. C'est un mauvais principe.

M. Gagné (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Farnham

M. Pouliot (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 modifiant la charte de la ville de Farnham.

Adopté.

En comité¹⁵:

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous sommes encore en présence d'un bill qui permet de se servir des fonds publics pour établir une industrie. La ville a le droit de dépenser \$20,000: \$13,000 pour acheter une bâtisse et \$7,000 pour les réparations possibles. Ensuite, on y installera une industrie. Avec ces lois, on va faire surgir de nouveau les promoteurs dans la province.

Si l'on veut accorder de tels privilèges, que l'on mette tout le monde sur le même pied en proposant une loi générale contre laquelle je voterai, car j'ai toujours été contre ces octrois de privilèges. Ce qui est changé dans la province, c'est que le premier ministre a changé de côté de la Chambre; seulement, il a perdu ses principes en changeant de place. Le gouvernement viole des lois passées par lui-même, il y a deux ans, en abolissant la loi, par exemple, des exemptions de taxes.

(Rires)

M. Pouliot (Missisquoi): Toutes les transactions devront être approuvées par la Commission municipale de Québec. Cette loi est passée à la demande du conseil municipal de Farnham. Le chef de l'opposition devrait avoir confiance en eux, parce qu'elle est composée de bons libéraux, sauf un. Lorsque cette question a été débattue, je leur ai dit que le chef de l'opposition était opposé à ces genres de privilèges, et l'on m'a répondu: "Ne vous occupez pas de lui. Il est chef parce qu'on ne peut pas en avoir d'autre."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous auriez suivi le conseil du conseil. Vous n'auriez pas dû vous laisser séduire par des rouges.

(Rires)

M. Pouliot (Missisquoi): J'ai été parrain du bill, j'ai combattu pour le faire adopter, et les échevins de Farnham m'ont dit que le chef de l'opposition avait été vu pour qu'il ne soit pas au comité lors de l'étude du bill.

M. Boyer (Châteauguay): Cela a l'air vrai.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah, non! J'ajouterai que je ne suis pas invisible.

M. Pouliot (Missisquoi): Le chef de l'opposition n'a pas eu la mémoire heureuse lorsqu'il a parlé de la Page Wire Fence. Le maire de Trois-Rivières était alors l'ancien ministre de la Voirie, M. Tessier, un bon libéral.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Comme le conseil de Farnham. Vous ne devriez pas vous laisser séduire par ces gens-là.

(Rires)

M. Pouliot (Missisquoi): Sous l'ancien gouvernement, la ville de Saint-Hyacinthe a aussi accordé des privilèges.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous n'étiez pas né.

M. Pouliot (Missisquoi): Ce n'est pas si vieux. Il en a été question depuis que je siége ici.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous n'étiez pas né comme député.

M. Pouliot (Missisquoi): Dans le cas actuel, il s'agit, pour la ville, d'acheter une bâtisse

abandonnée par une industrie qui est allée s'établir ailleurs; mais toutes les précautions ont été prises pour que les intérêts des contribuables soient protégés.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je cite un cas qui s'est passé à Rivière-du-Loup lorsque la ville prêta \$30,000 à une industrie, avec le résultat que celle-ci fit par la suite quand même faillite. La ville perdit en tout \$52,000. C'est une erreur qui fut faite, mais il est toujours temps de reconnaître ses erreurs. C'est mieux que de renier toutes ses promesses et de s'ancrer dans ses erreurs.

M. Leduc (Laval): Il y a des cas d'économie sociale dont il faut tenir compte dans certains bills. Dans ce cas-ci, je prétends que le \$7,000 dont il est question pour les réparations, c'est un bonus déguisé.

M. Boyer (Châteauguay): Vous pouvez expliquer cela facilement vous, un bonus déguisé.

M. Leduc (Laval): Je crois que mon ami de Châteauguay est resté la tête trop longtemps exposée au soleil¹⁶.

M. Boyer (Châteauguay): Vous savez quand même ce que c'est qu'un bonus déguisé.

M. Leduc (Laval): Vous pouvez ajouter cependant que la propriété ainsi cédée gratuitement paiera des taxes comme toute autre propriété.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Pouliot (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Malartic

M. Lesage (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 constituant en corporation la ville de Malartic soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Paul Herbert Silver

M. Bulloch (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Robinson), que le bill 104 changeant le nom de Paul Herbert Silver *et al.* en celui de Rowe soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills privés en général.
Adopté.

Demandes de documents:

Concessions concernant les Rapides Blancs, les Chutes Allard, les Rapides des Cœurs et la Chute de La Tuque

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant d'étudier cela, je veux faire une remarque sur une motion du député de Québec-Centre à l'effet qu'il soit déposé, sur le bureau de cette Chambre, copie de toute correspondance, dépêches télégraphiques, actes notariés, ordres en conseil et de tous documents quelconques relatifs aux concessions concernant les Rapides Blancs, les Chutes Allard, les Rapides des Cœurs et la Chute de La Tuque. Ce n'est pas raisonnable. Ça date de 1896-1898. Ça fait 40 ans. Nous n'avons ni le temps ni le désir de fouiller là-dedans.

M. Hamel (Québec-Centre): Alors, donnez-moi les documents depuis 1930, ou plutôt 1928.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que c'est M. Tessier qui a eu cela à l'époque du gouvernement Parent ou plutôt du gouvernement Marchand. C'est une longue histoire. Si le député de Québec-Centre veut se contenter de tous les documents relatifs à cette affaire depuis que nous sommes au pouvoir...

M. Hamel (Québec-Centre): Donnez-moi tous les actes notariés, ordres en conseil sur les trois rapides et tous les documents relatifs à toutes les transactions entre la Shawinigan et le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le député veut des renseignements sur les travaux actuellement en cours à La Tuque...

M. Hamel (Québec-Centre): Que le premier ministre ne s'inquiète pas de ce que je veux faire de ces documents. Je lui apprendrai pourquoi je les veux. Mais, tout d'abord, qu'il me les donne!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'avons pas le temps de fouiller jusqu'à 40 ans.

M. Hamel (Québec-Centre): Depuis 1928, cela fait 10 ans, tout au plus. Ce n'est pas 40 ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, nous donnerons au député tous les documents que nous pourrions trouver. Sous l'ancien régime, beaucoup de ces documents ont été brûlés, volés. Nous ne pourrions donner au député que ce que nous avons.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est très difficile de donner ce que vous n'avez pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est comme le Parti libéral provincial: il s'est donné un chef qu'il n'a pas.

(Rires)

Nous sommes prêts à recevoir, au ministère des Terres et Forêts, le député de Québec-Centre (M. Hamel), s'il veut y voir tous les documents. Nous le laisserons libre de fouiller; seulement, on mettra un gardien.

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Ça coûtera cher à la province de mettre un gardien pour me surveiller.

Je préfère qu'on produise les documents que je demande.

M. Boyer (Châteauguay): Il est toujours plus fin que les autres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, les documents depuis 1928? Quelle date en 1928?

M. Hamel (Québec-Centre): Le 1^{er} janvier.

M. Hamel (Québec-Centre) propose, en conséquence, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Grégoire), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre une copie de toute correspondance, dépêches télégraphiques, actes notariés, ordres en conseil et de tous documents quelconques relatifs aux concessions concernant les Rapides Blancs, les Chutes Allard, les Rapides des Cœurs et la Chute de La Tuque, depuis le 1^{er} janvier 1928.

M. Hamel (Québec-Centre): Le premier ministre m'a-t-il dit qu'il n'y aurait pas de discussion sur cette motion?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. Elle est adoptée.
(Rires)

Un député ministériel: Exact, nous vous avons donné ce que vous vouliez.

La motion est adoptée.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion proposée le mercredi 1^{er} mars courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil", pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Marier (Drummond): L'opposition critique les dépenses du gouvernement, mais ne suggère pas la moindre coupure sur aucun des items du budget. Par contre, l'opposition prétend que le crédit de la province est en danger, mais elle ne suggère pas l'imposition de la moindre taxe! Le chef de l'opposition s'est borné à déplorer l'augmentation de la dette. C'est toujours le même refrain: "la dette de la province augmente".

Mais sous l'ancien gouvernement, est-ce qu'elle n'augmentait pas, la dette? Je remarque que, pour l'exercice financier 1929-1930, l'intérêt sur la dette flottante et sur la dette consolidée était de \$3,303,000. Pour l'exercice 1935-1936, l'intérêt sur la dette totale, flottante et consolidée, était passé à \$6,087,000.

Si l'intérêt a presque doublé en six ans, c'est donc que la dette a augmenté dans la même proportion. Et qu'est-ce que l'ancien gouvernement faisait, sinon marquer le pas dans tous les domaines et doubler la dette? Et pourtant, depuis 20 ans, on laissait croire à la province que les surplus s'accumulaient chaque année!

En quoi l'ancien gouvernement a-t-il augmenté l'actif de la province en ces six dernières années? Prenons le budget du procureur général (l'honorable M. Duplessis). Pour l'exercice financier 1935-1936, on constate qu'il était de \$2,616,000. Il est aujourd'hui de \$4,300,000. Mais, dans ce budget augmenté, le chef de l'opposition, en comparant les budgets affectés à certains départements, a oublié de nous dire qu'il y a bien des items qui n'y étaient pas

inclus autrefois. Ainsi, je trouve \$458,400 pour la police de la route, alors qu'autrefois, cet item apparaissait dans le budget du ministère de la Voirie.

Lorsque l'Union nationale est arrivée au pouvoir en 1936, le parti a trouvé la province dans un état si lamentable, financièrement et économiquement, qu'il a fallu établir la province sur des bases financières solides avant de pouvoir exécuter son programme.

De l'argent a été emprunté, premièrement pour régler les dettes de l'ancien régime, puis pour sauver de la faillite l'industrie de base du Québec, l'agriculture, tout en s'occupant des chômeurs qui étaient graduellement abandonnés à leur sort par le gouvernement fédéral.

Le chef de l'opposition a critiqué les dépenses. Il y a deux moyens d'empêcher l'augmentation de la dette: réduire les dépenses et augmenter les taxes. Le chef de l'opposition n'a pas dit lequel il préférerait. N'est-ce pas parce qu'il approuve les dépenses faites et la politique du gouvernement?

Le chef de l'opposition a dit que les taxes pèsent surtout sur les pauvres. Si c'est vrai, il doit rendre grâce au présent gouvernement de n'avoir pas augmenté les taxes. Le chef de l'opposition a dit que les libéraux avaient laissé le pouvoir alors que la crise était finie. Mais on sait quel était alors le désarroi de la classe agricole à qui on refusait le crédit agricole.

Il (M. Marier) énumère les divers accomplissements du gouvernement. Le système de prêts du provincial a été une première mesure. Les pensions de vieillesse, les pensions aux aveugles, les allocations familiales ont été créées pour s'occuper des citoyens nécessiteux de la province.

Puis, le gouvernement a entrepris, en premier avec le gouvernement fédéral, puis seul, lorsque le fédéral a refusé de collaborer à un programme profitable et extensif de travaux de secours, qui a non seulement donné du travail à des centaines d'hommes, mais qui a aussi contribué à améliorer substantiellement les conditions des grands centres urbains comme Montréal, Québec et Trois-Rivières.

Par ailleurs, quelles dépenses le chef de l'opposition voudrait-il supprimer? Les \$25,000,000 du crédit agricole? Puisqu'il plaint tant le crédit de la province, le chef de l'opposition voudrait-il supprimer les crédits de l'Office du crédit agricole? Qu'il le dise donc franchement!

M. Bastien (Berthier): Le député voudrait-il me dire quel montant a été capitalisé sur ces \$25,000,000 du crédit agricole?

M. Marier (Drummond): Je n'ai pas eu le temps d'examiner tous les chiffres et je laisse au député de Berthier le soin d'en informer la Chambre. Mais, si nos amis de l'opposition sont en faveur du crédit agricole, je ne crois pas qu'ils puissent trouver le moyen de fournir un tel montant aux agriculteurs sans emprunter.

Le chef de l'opposition voit des dépenses considérables dans le département des Mines. Pour l'exercice financier 1929-1930, le budget de ce département était de \$414,000. Il sera de \$1,500,000 en 1939-1940. Lorsqu'on compare ces sommes, on peut se scandaliser comme le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Seulement, si l'on tient compte du développement extraordinaire dont ont bénéficié les régions minières depuis trois¹⁷ ans, on ne s'étonne plus. Et quelles dépenses le chef de l'opposition voudrait-il réduire? L'octroi de \$100,000 à l'Université Laval pour l'École des mines? La somme de \$200,000 destinée à la construction de chemins miniers? Le montant mis à la disposition de la mine-école?

Le budget de la colonisation a sans doute augmenté aussi. Mais le chef de l'opposition suggère-t-il que l'on revienne au système d'autrefois, alors que les colons étaient dirigés à tout hasard dans les pays, sans préparation et sans ressources, pour se décourager bientôt et abandonner leurs lots?

À l'instruction publique, je vois un item de \$800,000. C'est un item considérable et il n'en faudrait pas beaucoup comme celui-là pour faire augmenter la dette. Mais à quoi est-il destiné? À donner des subventions aux municipalités scolaires, afin qu'elles donnent un salaire de \$300 aux institutrices. Un item comme celui-là permet au chef de l'opposition de parler de l'augmentation de la dette. Mais il permet aux institutrices de la province de vivre convenablement. Pourquoi l'ancien régime n'a-t-il pas employé ses surplus dont il se vantait chaque année pour payer les institutrices? Est-ce cet item de \$800,000 que le chef de l'opposition voudrait réduire? L'ancien régime a laissé les commissions scolaires payer aux institutrices les salaires qu'elles voulaient.

J'invoque aussi, dit-il, la création du Syndicat national de l'électricité qui s'occupe actuellement de la construction d'une installation appartenant à l'État au Témiscamingue. Le gouvernement a aussi obtenu des réductions substantielles des tarifs d'électricité à Montréal et à Québec.

Le chef de l'opposition prétend que la crise est finie. Cela n'empêche pas le nombre de chômeurs d'être encore très considérable. Le gouvernement

provincial a rencontré beaucoup de mauvaise volonté en certains milieux, mais il n'a pas hésité à faire son devoir pour faire disparaître la plaie des secours directs et donner de l'emploi aux sans-travail. Les travaux de chômage ont coûté des millions à la province. L'opposition demande-t-elle que ces travaux cessent? Si le chef de l'opposition ne nous suggère pas de couper des items et s'il ne propose pas d'augmenter la taxe, où est sa logique? Il en ressort que sa critique est exclusivement destructive et vaine.

La province doit nécessairement faire face à des dépenses considérables, mais il faut avoir confiance dans le premier ministre, ses collègues et le gouvernement de l'Union nationale.

(Applaudissements)

M. Hamel (Québec-Centre): Je propose l'ajournement du débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non! Non! Que le député de Québec-Centre parle. On aime ça l'entendre parler. Plus il parle, plus ça fait notre affaire.

M. Hamel (Québec-Centre): Je voulais connaître la mesure de la "justice" du premier ministre. Cet après-midi, le député de Drummond (M. Marier) a demandé l'ajournement du débat et mon honorable ami n'a pas hésité à lui accorder sa demande.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si je voulais appliquer les règlements de la Chambre, le député de Québec-Centre n'aurait plus même le droit de parler. Il a fait une motion et il s'est assis. Il est supposé avoir parlé sur sa motion et n'avoir plus le droit de parler de nouveau.

M. Hamel (Québec-Centre): En voilà une bonne! On veut laisser croire qu'on me fait une faveur en me laissant parler. Il y a un règlement qui dit que lorsque le premier ministre parle, il faut s'asseoir. J'ai analysé les chiffres, mais j'aurais aimé les analyser davantage. J'ai fait des comparaisons avec l'ancien régime. Je constate qu'il y a peu de changement. Il me semble qu'on doit prévoir des revenus pour ses dépenses. Quiconque dépense au-delà de ses moyens est un voleur. C'est le premier ministre qui a dit cela. La première chose à faire, c'est de mettre de l'ordre dans les finances. C'est ce qu'a fait Salazar au Portugal.

Des députés commencent à faire des remarques à haute voix.

M. Hamel (Québec-Centre): Je demande à l'Orateur de faire un rappel à l'ordre.

Je vois, dit-il, qu'on commence à organiser des interruptions. J'ai une heure à ma disposition et je veux employer le temps qu'il me reste.

Les budgets du gouvernement actuel sont semblables à ceux de l'ancien régime avec de légères variantes. On ne peut marcher indéfiniment en dépensant plus que son revenu. À l'heure actuelle, le peuple est tout désaxé. C'est une grande difficulté: le peuple est dans la misère et il se tourne vers le gouvernement pour avoir des octrois de toutes sortes. Si vous faites des économies de ce côté-là, vous indisposez la masse et vous n'êtes plus en mesure de vous faire élire. Je vois la difficulté. Sans le savoir, le peuple veut un gouvernement contraire à l'intérêt général.

L'État, pour rester populaire et pour conserver le pouvoir, se lance dans une orgie de dépenses. Mais il y aura un terme à tout cela. Quand le crédit sera épuisé, quand il faudra taxer, vous verrez le peuple se révolter. Le seul moyen est de boucler le budget. En 1937, les dépenses furent de \$70,000,000 et les revenus de \$46,000,000. On a cependant annoncé un surplus de \$3,968,000. On a trompé les contribuables. La même année, l'Ontario bouclait avec un surplus de \$9,000,000 et réduisait sa dette à \$38,000,000. Cela porte à réfléchir. En deux ans, nous avons dépensé \$54,431,000¹⁸ de plus que nos revenus.

Nous sommes dans la misère au milieu de l'abondance et nous courons à la faillite avec des surplus. En 1936, la dette était de \$90,000,000. En 1938, elle était de \$240,000,000. Elle a presque triplé en trois¹⁹ ans. Pour vendre ses débentures, la province émet des prospectus sur lesquels on ne donne pas les chiffres exacts. Un particulier qui ferait cela irait au pénitencier. Quand l'exemple part de haut, il n'est pas étonnant que la finance devienne véreuse. Les autres provinces ne font pas cela.

(Parlant des secours directs) Je déclare, dit-il, que c'est du passif à 100 %. Il y a dans la province 75,000 familles qui vivent des secours directs. Devant cette réalité, il n'y a pas lieu de parler de prospérité. Le député de Drummond (M. Marier) a d'ailleurs admis l'existence de la crise. Le mal est grand. Si je prends la déclaration du premier ministre, la province a dépensé \$32,000,000, l'an dernier, pour le chômage.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Où avez-vous pris les statistiques établissant qu'il y a 75,000 familles sous les secours directs?

M. Hamel (Québec-Centre): Combien y en a-t-il à Montréal?

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): 25,000.

M. Hamel (Québec-Centre): Et les colons?

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Je n'en connais pas sous les secours directs.

M. Hamel (Québec-Centre): Ils sont tous sous les secours directs. Trente-deux millions de dollars pour le chômage, cela représente un budget plus élevé que celui de la province il y a quatre ans.

Les puissants prêtent au gouvernement jusqu'à ce qu'il se ruine pour ne pas être inquiétés.

La démocratie a formé le climat idéal du capitalisme qui s'est servi des Parlements pour consolider ses positions. Pourvu qu'elle ne contrecarre pas les puissants, on lui accorde tous les argents dont elle a besoin. Pour ma part, après mûre réflexion, je ne vois pas grand chance de sortir du borborygme sous le régime de la démocratie qui est la dictature de l'argent.

M. Boyer (Châteauguay): C'est ce que fut le régime du maire de Québec.
(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): J'ai été témoin de la campagne de dénigrement faite contre le maire de Québec. C'est toujours ce qui se produit lorsqu'un homme a le courage de s'élever contre les monopoles. La démocratie, c'est un nom d'emprunt pour désigner le règne de l'avarice et des monopoles. Le maire de Québec restera un modèle de droiture, et lorsque les haines se seront étouffées, on saura le reconnaître.

M. Boyer (Châteauguay): Qu'est-ce que vous faites des électeurs de Québec qui l'ont battu? Parlez-vous du maire en parlant d'avarice?

M. Hamel (Québec-Centre): Oui, et de quelle façon! Après l'élection, tout le monde disait avoir perdu ses élections. C'est un curieux phénomène. Il a fallu que tous les groupes s'unissent pour le battre.

M. Béique (Chambly) rit un peu fort.

M. Hamel (Québec-Centre): Riez, si vous le voulez, j'aime mieux ma position que la vôtre.

M. Béique (Chambly): Nous autres aussi.
(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Ça ne paraît pas, car il y a des figures qui sont longues.

Je suis heureux de voir sourire le député de Châteauguay. Il est de bonne humeur.

J'espère que ça va durer. Le Sud lui a fait du bien.

M. Boyer (Châteauguay): Si le député de Québec-Centre continue comme ça, ça va durer. S'il dit des choses qui ne sont pas vraies, ça va changer.

M. Hamel (Québec-Centre): Si je dis des choses qui ne sont pas vraies, je ne demanderai pas mieux qu'à me corriger. Je n'aime pas mentir.

M. Boyer (Châteauguay): Jusqu'à présent, vous n'avez pas dit grand-chose.
(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Les ressources naturelles dans le pays n'ont pas contribué à enrichir la population, comme cela aurait dû se produire. Bien plus, les gouvernements ont donné aux particuliers le droit de créer du crédit, de faire de la monnaie. C'est le gouvernement fédéral qui devrait émettre la monnaie; les banquiers s'y opposent, de sorte que le peuple est écrasé par les intérêts payés sur les dettes.

M. Boyer (Châteauguay): Cela s'adresse au fédéral.

M. Hamel (Québec-Centre): Peu importe d'où vient le mal; on en souffre. Quand, en 1862, Lincoln a voulu frapper une monnaie nationale, il s'est élevé des protestations. Depuis, l'on a si bien travaillé que les États et les municipalités sont écrasés sous le fardeau des argents empruntés.

M. Boyer (Châteauguay): Est-ce dans le budget, cela?

M. Grégoire (Montmagny): Je soulève un point d'ordre. Depuis le début du discours du député de Québec-Centre, le député de Châteauguay n'a pas cessé de l'interrompre. Qu'il prenne sa place et se taise²⁰!

M. Hamel (Québec-Centre): Ce qui nous mène à la ruine, c'est le crédit qui étouffe les peuples.

Dans les démocraties, c'est pire qu'ailleurs, et ce que Pie XI disait devrait nous convaincre. La sainte démocratie, c'est le régime où l'on ne peut respirer à moins que l'on ne se soumette aux puissances d'argent.

Pour éviter l'abîme où nous courons, il faudrait des mesures qui seraient peut-être impopulaires. Nous sommes sous un régime économique qui établit la puissance sur la misère des masses.

M. Boyer (Châteauguay): C'est ce que faisait le maire de Québec.

M. Hamel (Québec-Centre): À Montréal seulement, il y a 10,000 propriétaires qui ont été dépossédés de leurs biens depuis cinq ans. Ils devaient payer des intérêts trop élevés.

M. Bellemare (Vaudreuil): Le député me permettra-t-il une question?

M. Hamel (Québec-Centre): Non, demandez au premier ministre de nous donner du temps pour parler et je vous permettrai de poser des questions.

M. Bellemare (Vaudreuil): Je soulève un point d'ordre. Cette question de l'intérêt relève du fédéral. Cela n'a rien à voir avec le budget.

M. Béïque (Chambly): Son discours est basé là-dessus.
(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Le budget est obéré de \$15,000,000 d'intérêt, c'est pour cela que j'en parle. Quand les gens sont dépouillés, je crois qu'on a le droit de prendre leur défense.

M. Boyer (Châteauguay) continue sans cesse à interrompre.

M. Hamel (Québec-Centre): Le député de Châteauguay parle encore... C'est inguérissable.

(Rires)

Y aurait-il un moyen de le faire taire?

(Rires)

Les gens qui sont dépouillés ont encore le droit de vote, et l'on voit un homme qui n'a rien du tout, qui ne possède rien, se présenter, se faire élire par des parias, des révoltés et des crève-la-faim pour administrer le bien des autres.

M. Boyer (Châteauguay): Je soulève un point d'ordre. Il y a des limites. Je suis représentant

d'une ville industrielle où il n'y a que très peu de cultivateurs. On n'a pas le droit d'insinuer que ce sont des parias et des révoltés. Le député de Québec-Centre n'a pas le droit de dire que les députés de cette Législature ont été élus par des parias et des crève-la-faim. L'an dernier, en comité, il voulait leur faire voter un règlement d'emprunt dans le bill de Québec.

M. Grégoire (Montmagny): Je ne vois pas l'utilité de cette intervention. Qu'on écoute donc le député de Québec-Centre et qu'on essaie de le comprendre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne voulons pas interrompre le député, mais je crois qu'il y a une limite.

M. Hamel (Québec-Centre): Évidemment, cela devient systématique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, il y a des limites. Je suis représentant d'une ville industrielle où il n'y a que très peu de cultivateurs. On n'a pas le droit d'insinuer que ce sont là des parias et des révoltés.

Le député de Québec-Centre (M. Hamel) n'a pas le droit de dire que les députés de cette Législature ont été élus par des parias et des crève-la-faim. Je proteste.

M. Grégoire (Montmagny): Mais ce n'est pas du tout ce qu'il a dit.

M. Boyer (Châteauguay): Oui, il l'a dit. On n'est pas sourd. Tout le monde a compris sauf le député de Montmagny.

M. Hamel (Québec-Centre): Je prends la part des humbles, et on veut faire croire par ces interruptions que je suis contre eux.

M. Boyer (Châteauguay): N'avez-vous pas dit que les électeurs sont des crève-la-faim?

M. Hamel (Québec-Centre): Pas dans ce sens-là. J'ai dit qu'on est révolté quand on n'a pas de quoi manger, et qu'alors, on est à la merci de n'importe quel démagogue...

M. Boyer (Châteauguay): Je proteste.

Des députés ministériels protestent.

M. Hamel (Québec-Centre): Allez-y. Interrompez-moi tous.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Alors, les crève-la-faim et les parias n'ont pas le droit d'être représentés?

M. Hamel (Québec-Centre): Certainement, mais...

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Alors, pourquoi voulez-vous leur supprimer ce droit?

M. Hamel (Québec-Centre): Ce n'est pas ce que j'ai dit. Évidemment, si on ne m'écoute pas, il n'est pas étonnant qu'on saisisse mes paroles de travers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Québec-Centre vient d'ajouter une autre injure...

M. Hamel (Québec-Centre): Je n'ai rien fait de cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le député a dit que les crève-la-faim ne sont pas capables d'administrer.

M. Hamel (Québec-Centre): Je n'ai pas dit cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de subordonner la question des déshérités de la fortune à la question administration.

M. Hamel (Québec-Centre): On ne me comprend pas. On déforme mes paroles.

M. Boyer (Châteauguay): Vous devriez commencer par vous comprendre vous-même.

M. Hamel (Québec-Centre): Pour faire face à tout cela, toutes ces dépenses; pour payer les pensions aux vieillards, aux aveugles, aux sourds-muets...

(Rires)

... les dépenses devraient être absorbées par la génération actuelle et non par les générations futures, comme on veut faire ici.

M. Béique (Chambly): Le député de Québec-Centre n'a pas le droit d'attaquer les sourds-muets, qui ne sont pas capables de se défendre.

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Tant qu'on aura tendance à prononcer des discours dans les nôtres, pour les allonger davantage, je ne crois pas qu'on fera bien des progrès. On s'imagine que le régime capitaliste est indispensable au maintien de la propriété privée.

Ce régime aboutit à l'expropriation de l'épargnant. Combien de petits bourgeois sont contre nous parce qu'ils détiennent quelques titres dans ce vol organisé que sont les grandes compagnies. Combien d'avocats, de professionnels...

M. Boyer (Châteauguay): Il y a des dentistes aussi.

M. Hamel (Québec-Centre): C'est possible. Une société bien organisée doit se préoccuper de créer la prospérité.

Les familles nombreuses doivent être protégées par des allocations familiales. On n'a pas le droit de se désintéresser du père de famille. Les allocations familiales sont plus nécessaires dans cette province que dans les autres provinces.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et la famille Dionne?
(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): C'est antichrétien, antiéconomique et bolchéviste, de ne pas payer le salaire convenable au père de famille. On peut remplacer un homme - cela n'est pas dispendieux - pas autant qu'une machine. Un homme, ça se remplace vite.

Je ne cite pas tous ces faits pour critiquer le gouvernement...

M. Béique (Chambly): On s'en doutait bien.

M. Hamel (Québec-Centre): ...mais pour critiquer la mentalité imbue actuelle de libéralisme économique qui anime les dirigeants. Quand on discute avec les gens, on vous répond par les hérésies économiques les plus renversantes.

(Rires)

La dette s'est accrue de 400 %, je parle depuis 10 ans. Chacun a sa part de blâme.

(M. Hamel cite l'article du *Financial Post* du 11 février 1939.)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un journal des trusts et il est contre le gouvernement.

M. Hamel (Québec-Centre): C'est qu'il a peur que vous ne puissiez plus taxer dans la classe moyenne et que vous soyez obligés de vous attaquer aux plus riches.

M. Boyer (Châteauguay): S'ils ont peur de nous, les puissants, n'est-ce pas tant mieux à votre avis?

M. Hamel (Québec-Centre): Montréal est en mauvaise posture; la ville de Québec aussi. Chicoutimi et Jonquière ont failli. Les cultivateurs voient leur budget diminuer... On ne sait plus comment dépenser l'argent.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Comment cela?

M. Hamel (Québec-Centre): On construit des stades au lieu d'abris pour les cultivateurs. La première année de mon apparition en Chambre, j'ai demandé la conversion des dettes. C'était sous le gouvernement de M. Taschereau. J'étais le grand ami des députés de la droite. Le chef de l'opposition du temps, le premier ministre d'aujourd'hui, me disait: "Parle à ta force."

En 1936, quand je parlais de la conversion des dettes, tous mes amis qui siègent aujourd'hui à droite m'applaudissaient.

M. Boyer (Châteauguay): Je vous demande pardon. Je ne vous ai jamais applaudi. Je vous ai jugé tout de suite en vous voyant la première fois.

M. Hamel (Québec-Centre): Alors, il y en a d'autres qui jugeaient mal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le député de Québec-Centre jugeait mal lorsqu'il disait qu'il y avait un grand homme dans la province?

M. Boyer (Châteauguay): Et que c'était le premier ministre. C'était avant et après le discours-crachat.

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): C'est très beau, le respect des règlements. Ça va bien, n'est-ce pas? C'est très charmant.

M. Béique (Chambly): Si vous n'aimez pas ça, vous n'avez qu'à vous en aller.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre! Si les députés veulent parler, qu'ils se lèvent et demandent la parole.

M. Hamel (Québec-Centre): D'après M. Hepburn²¹, la conversion des dettes sauverait \$800,000,000 au pays.

On commence à se rendre compte dans les autres provinces qu'il faut convertir les dettes à un taux inférieur, dit-il. Est-ce qu'en améliorant notre système financier, nous diminuerions notre crédit?

Il y a des compagnies qui font la conversion de leurs dettes en remboursant leurs obligations à une date autre que celle du paiement des coupons.

Il (M. Hamel) parle d'un prêt à 4 % contracté par la ville de Vérone et d'une encyclique du pape Benoît XIV condamnant ce prêt comme usuraire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À quelle date ça?
(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): En 1745.
(Rires)

Il (M. Hamel) lit quelques passages de cette encyclique.

Si le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) était ici, dit-il, je pourrais sortir mon latin.

M. Boyer (Châteauguay): Vous avez assez de misère à parler en français; tâchez de ne pas parler en latin.
(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre) cite l'opinion de Sixte-Quint.

M. l'Orateur suppléant: Je regrette, mais le député parle depuis plus d'une heure, et le temps qui lui était alloué est fini.

M. Hamel (Québec-Centre): Le chômage abat l'ensemble de notre budget et ruine notre civilisation canadienne.

M. Barré (Rouville): Je ne veux, dit-il, ni critiquer ni louer le budget. J'ai l'intention de parler pendant toute l'heure qui m'est allouée par les règlements.

Les secours directs réduisent tous les autres budgets de l'administration. Je parlerai de cela et du prix des produits agricoles.

Je propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Boyer), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Il n'y a pas de réponse à la question du député, note *Le Canada* du 8 mars 1939, à la page 1.

2. Il s'agit ici de M. Peter Bercovitch, député de Montréal-Saint-Louis, de 1919 à 1938.

3. \$53,344,957.50, selon *Le Soleil* du 8 mars 1939, à la page 8.

4. \$159,624,956.96, selon *Le Soleil* du 8 mars 1939, à la page 8.

5. "J'imité de Conrart le silence prudent." Citation célèbre reprise par Nicolas Boileau. Oeuvre littéraire de Charles Floquet intitulée "Le silence de Conrart". Homme politique français. Député républicain à l'Assemblée nationale, en France, il présida la Chambre des députés (1885-1888) et fut président du Conseil en 1888. On se souvient surtout du cri qu'il lança au tsar Nicolas II, en visite à Paris, "Vive la Pologne, Monsieur" et de la blessure qu'il infligea, malgré son âge au général Boulanger, dans un duel célèbre provoqué par un échange verbal à la Chambre, "À votre âge, Napoléon était mort et vous ne serez jamais que le Sieyès d'une constitution mort-née". Décédé en 1896.

6. \$3,709,536.94, selon *Le Soleil* du 8 mars 1939, à la page 8.

7. \$23,836,610.14, selon *La Patrie* du 8 mars 1939, à la page 21.

8. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boiteau (Bellechasse).

9. Le député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay) fait allusion à l'élection très serrée de M. Bastien qui, le 17 août 1936, fut élu avec une seule voix de majorité dans son comté.

10. L'affaire Godon. Le 18 septembre 1930, on découvre le corps de Simone Caron, une fillette de sept ans dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles. Après enquête criminelle, le frère Dostithée (Albert Nogaret) est accusé de meurtre. Après un premier procès, en mars 1931, il est condamné à mort mais, à la suite d'un second procès en septembre 1931, le religieux est acquitté. En janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé sera cependant déclaré mentalement incapable de subir son procès et sera emprisonné à la prison de Bordeaux. Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime. La presse suivra avec attention ces nombreux procès d'autant plus qu'en 1939, le gouvernement présentera le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédés et procédés dirigés contre lui. Fait notoire, souvent au cours de la session de 1939, les parlementaires s'invectiveront de "Godon" en guise d'insulte.

11. *Le Canada* du 8 mars, à la page 1, précise que M. Bastien est assis entre le député de Laval (M. Leduc) et le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

12. *Le Canada* du 8 mars, à la page 7, ajoute que la voix du député de Berthier (M. Bastien) est couverte par les murmures de la Chambre.

13. *Le Canada* du 8 mars, à la page 7, écrit qu'il impossible de saisir ce qu'il dit, tellement on parle de tous les côtés.

14. Charles Avery Dunning, premier ministre libéral de la Saskatchewan de 1922 à 1926. Élu député fédéral en 1926, il devient Ministre des Chemins de fer et des Canaux de 1926 à 1930 et ministre fédéral des Finances et Receveur général du 23 octobre 1935 au 5 septembre 1939, sous Mackenzie King. En 1939, il doit se retirer de la politique à cause de son mauvais état de santé.

15. Voir note 8.

16. *Le Canada* du 8 mars, à la page 8, rapporte que M. Boyer porte sur la figure le "sun-tan" des gens qui reviennent du Sud.

17. "deux ans", selon *L'Événement-Journal* du 8 mars 1939, à la page 9.

18. \$54,421,000, selon *L'Événement-Journal* du 8 mars 1939, à la page 9.

19. "six ans", selon *L'Événement-Journal* du 8 mars 1939, à la page 9.

20. M. Boyer était au fauteuil de l'honorable M. Paquette, selon *Le Canada* du 8 mars 1939, à la page 8.

21. Mitchell Frederick Hepburn (1896-1953), premier ministre libéral de l'Ontario (1934-1942), fait adopter, en 1938, une loi favorable à l'élément catholique de l'Ontario; cette loi sera abrogée rapidement puisqu'elle déclencha une véritable guerre antireligieuse et anticanadienne-française dans Hastings-Ouest. Duplessis s'allie avec Hepburn, afin de former un front contre les tendances d'empiètement du fédéral dans les pouvoirs provinciaux.

Séance du mercredi 8 mars 1939

Présidence de M. Trudel

La séance est ouverte à 3 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 116 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Georges-Albert Roy à la pratique de la profession d'avocat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 126 autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à admettre Thomas-Philippe Gagnon à la pratique de la profession de pharmacien;

- bill 147 ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de la Ontario Paper Company Limited, dans la province de Québec, à la Quebec North Shore Paper Company;

Le bill suivant a été retiré:

- bill 175 modifiant la loi des architectes.

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est

régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de The Empire Trust Company et autres, demandant l'adoption d'une loi relative à The Empire Trust Company;

- de The Montreal Protestant Central School Board, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant sa charte;

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette.

Ville
de Lévis

M. Larochelle (Lévis) demande la permission de présenter le bill 153 ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Empire Trust
Company

M. Barrette (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 152 relatif à The Empire Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques
de Montréal

M. Boyer (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 122 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Bureau central des écoles protestantes
de Montréal

M. Bulloch (Westmount) demande la permission de présenter le bill 151 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Confection de chemins dans la municipalité du Lac-à-Tortue

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. Un octroi a-t-il été donné en 1938, à la municipalité du Lac-à-Tortue, comté de Laviolette, pour confection de chemins?

2. Quel est le montant de cet octroi?

3. Quel montant devait-il être fourni par la municipalité dans l'exécution des travaux subventionnés?

4. Le gouvernement est-il au courant que, sur ces travaux, on ne paie que \$0.12½ de l'heure pour huit heures d'ouvrage?

5. Quel est le taux des gages pour le travail des journaliers dans cette région?

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):

1. Non.

2. 3. 4. et 5. Répondu par réponse à la première question.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 7 mars, sur la motion proposée mercredi le 1^{er} mars courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil", pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Barré (Rouville): Avant d'entrer dans le vif de mes remarques, je veux rappeler quelques vérités qu'on est trop porté à oublier. Il y a dans notre pays trois sortes de gouvernements: le pouvoir fédéral et les gouvernements provinciaux et municipaux. S'il n'existe pas de coopération entre ces trois organismes, toutes les mesures, même les meilleures, sont sans effet ou à peu près.

Toute la critique se résume à ceci: "Ôte-toi que je prenne ta place." Le gouvernement de l'Union nationale a fait quelque chose depuis qu'il détient le pouvoir. Tout n'est pas parfait actuellement dans l'administration, mais il faut admettre que l'on a fait beaucoup de choses depuis trois ans. Il en reste encore plus à faire, mais il faut donner crédit au gouvernement de ce qui a été accompli jusqu'ici.

Je commencerai d'abord par étudier les crédits agricoles. Il y a dans la province des produits agricoles qui se vendent encore à des prix ridicules, et je ne citerai que le beurre qui s'est vendu l'automne dernier aussi bon marché que \$0.21 la

livre, ce qui est inférieur au prix de revient! En effet, il coûte \$0.25 pour faire une livre de beurre. Si l'on tient compte qu'il faut payer \$0.03 pour la fabrication du beurre, le cultivateur ne retire plus que \$0.18 par livre de beurre.

Le lait, au cours de l'automne dernier, se vendait de \$0.68 à \$0.70 par cent livres. Produire du lait à \$0.70 le cent livres n'est pas payant. À ce prix-là, pas un seul cultivateur n'est capable de nourrir et de vêtir sa famille. La situation du cultivateur en est une de souffrance. C'est une situation intolérable à laquelle il faut apporter un remède. Ce remède ne se trouverait-il pas dans une politique agricole nationale, pas une politique pour Québec et une autre pour le Manitoba, mais une politique qui servirait les intérêts de tout le pays et une prime de production pour un cas d'urgence? Le lait ne peut se produire à moins de \$1.20 le cent livres!

L'Est du pays est favorisé au plus haut point pour ce qui est de pâturages, de foin et d'eau, tandis que l'Ouest produit des grains. Dans l'Est, ce qui nous manque, c'est le grain nécessaire pour nourrir convenablement nos troupeaux de vaches. Dans notre province, il est impossible de produire du grain de façon payante. Le gouvernement fédéral a garanti le prix du blé aux cultivateurs de l'Ouest. Cela va coûter énormément cher à tout le pays et à chacune des provinces, et seuls les cultivateurs de l'Ouest en tireront profit. Pourquoi ne pas favoriser les ventes du grain de l'Ouest dans les provinces de l'Est? Si, au lieu de garantir le prix du blé, le gouvernement fédéral réduisait le taux des transports des grains des provinces de l'Ouest vers les provinces de l'Est, on aurait un résultat double.

L'élimination du chômage par le biais d'étapes coopératives par tout le gouvernement était nécessaire, sinon les coûts de l'assistance chômage auraient renversé l'équilibre économique. Ce qu'il nous faut, c'est une politique canadienne nationale au point de vue agricole. Pour résoudre les problèmes agricoles du dominion, une politique uniforme de l'agriculture, visant à avantager les agriculteurs canadiens de toutes les provinces, devra être adoptée par tous les gouvernements qui travailleront main dans la main. Sinon, les problèmes des agriculteurs ne pourront pas être résolus.

Une politique de cette sorte devrait rapprocher les producteurs de grains de l'Ouest et les producteurs laitiers de l'Est. Les gens de l'Ouest vendront leurs produits, tandis que les éleveurs de l'Est auront le grain à meilleur compte. Car l'industrie laitière périlite ici, parce que les animaux ne sont pas alimentés rationnellement.

Du grain grossier expédié de l'Alberta coûte \$0.55 le cent livres pour le transport, une fois rendu à Saint-Hyacinthe. Si le cultivateur de mon comté paie \$1.35 le cent livres, cela veut dire qu'il y a \$0.55 de frais de transport à déduire de cette somme. Cela ne fera pas augmenter le prix du beurre, me dira-t-on. C'est vrai, mais, si le cultivateur peut produire son beurre à meilleur marché, il pourra, même en le vendant à un bas prix, réaliser un profit. À l'heure actuelle, le grain de l'Ouest, qui est subventionné, est exporté en grande quantité aux États-Unis et vers les ports des États-Unis, pour être expédié vers d'autres pays, surtout la Hollande et le Danemark, qui nous font concurrence sur les marchés anglais et internationaux avec leurs produits laitiers.

Avec des taux plus bas, c'est non seulement l'agriculture qu'on aiderait, mais les compagnies de transport canadiennes et diverses industries canadiennes. Les ventes réalisées dans les provinces de l'Est amélioreront les profits des fermiers de l'Ouest et aideront aussi les compagnies canadiennes de transport. Cela serait possible avec la collaboration des pouvoirs publics, avec des gouvernants qui soient des Canadiens avant d'être des partisans. Avant la grandeur d'un parti, il faudrait se soucier de la grandeur du pays.

Il est impossible que l'homme des villes ne soit prospère, si l'homme des campagnes ne l'est pas. J'espère que la preuve étant faite, on se souciera d'étudier cette question, qu'on discutera cette idée à son mérite. À l'heure actuelle, il semble que le prix du beurre descendra dans un avenir prochain à un niveau aussi bas que \$0.18 la livre. Il restera \$0.15 la livre tout au plus au cultivateur par livre de beurre. Je n'exige rien.

Je ne crois pas qu'une prime de production soit un remède permanent. C'est un remède qui peut s'appliquer dans les situations urgentes. Je crois qu'on pourrait en venir à ce remède d'une prime de production sur le beurre et le fromage de première qualité, en attendant que la situation ait été améliorée de façon permanente grâce à la collaboration des divers gouvernements.

Il faut remarquer qu'il n'existe qu'un très léger surplus de beurre sur notre marché, ce surplus étant encore en majeure partie formé de beurre qui a été importé de l'étranger. Le gouvernement fédéral devrait apporter un remède à cette situation. C'est le devoir des autorités provinciales de faire des démarches auprès du pouvoir central pour que nous obtenions justice et pour que nous ne soyons pas toujours appelés à payer sans jamais recevoir notre part. Ottawa peut faire sa part. Québec peut faire sa

part. Les municipalités peuvent faire la leur. Je suis patient. J'ai attendu 14 ans pour le prêt agricole provincial. J'ai attendu 12 années pour les cours postsecondaires. J'espère que j'attendrai moins longtemps, cette fois-ci, pour l'aide à l'industrie laitière.

J'aborde maintenant la question du chômage qui n'est pas étrangère à la question agricole. C'est peut-être la plus terrible. Avez-vous déjà pu savoir combien nous coûte le chômage? Jamais nous n'avons pu avoir les chiffres définitifs. Le discours du budget cite des chiffres, mais, en les regardant, je me suis demandé si je savais lire: \$71,132,317.35 en 29 mois¹! Et cela, c'est dans la province de Québec seulement.

Dépenser \$70,000,000 en 29 mois, c'est de l'argent. Ceci ne date pas d'hier, mais remonte à 1929. On dira que plusieurs gouvernements ont contribué, mais, en définitive, c'est toujours le même Baptiste qui paie pour les fins de travaux de chômage, tant à Ottawa qu'à Québec. On pourrait dire qu'en cinq ans, le chômage aura coûté \$140,000,000 de notre argent. Il n'aura rien laissé. C'est comme si on avait jeté cet argent à terre pour en faire un feu d'artifice. Ça ne pourra pas toujours continuer ainsi.

L'individu qui se dit "Après moi, le déluge", ne s'inquiète pas. Mais le citoyen qui songe aux générations futures et aux responsabilités de la génération présente se demande combien de temps les finances du pays et de la province vont pouvoir tenir. La province de Québec a payé pour sa part, du 1^{er} août 1936 au 31 décembre 1938, \$42,384,829.34. Que nous reste-t-il de ces \$42,000,000 fournis par Québec?

Je veux vous faire le procès de ce monstre comme nous n'en avons jamais imaginé de pareil, de ce monstre qui mange nos finances et notre actif humain. Le chômage corrompt, ce qui est pire, notre peuple et la moralité de notre population. Que vaut l'homme qui, pendant 10 ans, a compté sur les secours directs pour vivre? Que vaut le fils de cet homme qui, depuis l'âge de 10 ans jusqu'à l'âge de 20 ans, s'est habitué à voir son père vivre à ne rien faire, grâce à sa carte de chômeur? C'est désastreux pour l'enfant qui voit son père aller chercher un chèque qu'il n'a pas gagné.

Je vous le demande, quelle sera la mentalité de ce jeune homme de 20 ans? On ne peut lui donner un plus mauvais exemple. Que va-t-on faire plus tard de ces enfants? Ils ne penseront qu'à la carte qui procure un certificat d'incapacité et de paresse pour obtenir sa pitance. Le seul résultat obtenu est la

destruction morale et physique des chômeurs. Nous marchons vers un abîme. J'ai le droit de demander à tous les Canadiens, quels qu'ils soient, de mettre l'épaule à la roue pour empêcher que nous soyons bientôt un peuple sans finance, sans courage et sans fierté.

Pour sortir de cet abîme, il faut la coopération des gouvernants et des populations. Trois choses sont surtout nécessaires et, au Canada, nous avons tout: le capital humain, le capital terre ou patrimoine, et le capital argent, qui est bon en autant que les deux autres sont solides. Nous avons tout cela dans la province de Québec, mais qu'en avons-nous fait? Pendant 75 ans, nos hommes d'État ont laissé couler le sang de la nation vers les États-Unis et nous les avons recensés, parce qu'ils étaient rouges et bleus. On me dira: "C'est changé aujourd'hui." Il est vrai qu'il y a du changement. Les États-Unis ont mis une barrière, mais l'exode n'est pas enrayé. La différence, c'est qu'on fait un triage à la frontière. Je n'aime pas cet arrangement-là.

L'on dépense bien des argents inutilement avec certains colons, que l'on place sur des terres et qui reprennent les chemins des villes après avoir dépensé quelque \$2,500 provenant du gouvernement. Je vais déplaire à plusieurs, je le sais, mais je dois dire que je n'ai jamais compris qu'on puisse faire un colon avec un citadin. L'homme des champs, qui est venu en ville, a souffert. Sa transplantation a souvent été un véritable martyr, mais, l'homme de la ville, s'imaginerait-il qu'il a, lui aussi, à endurer un véritable martyr sur son lot de colonisation? Elle est belle, la vie agricole. Elle a beaucoup de charmes, mais pour un citadin habitué aux facilités de la ville, ce n'est pas toujours rose.

Demandez à la femme élevée en ville ce qu'elle pense de l'obligation de se promener dans la boue plusieurs mois par année, faute de trottoirs, de frotter globes de lampe, faute de lumière électrique, d'aller chercher l'eau au ruisseau, faute d'aqueduc, de se contenter du ruisseau en été et de la chaudière en hiver en guise de chambre de bain. Bagatelles que tout cela, direz-vous! Oui, bagatelles, mais ce sont ces bagatelles qui font la vie et le martyr du colon venu de la ville. Il se décourage, et nous gaspillons notre capital-argent et notre capital humain.

Il y a quelque chose à faire pour tout le monde dans la province. On dit qu'il n'y a pas d'argent pour les entreprises. Je ne m'y connais pas beaucoup en question de finances. J'ai cependant consulté l'*Annuaire* de 1938 et j'y ai trouvé ce qui suit. En 1913², l'actif des banques était de \$1,530,093,671³, et la moyenne des prêts consentis pour la même

année était de \$1,109,493,263⁴. En 1937, l'actif des banques était de \$3,317,087,132⁵ et les prêts consentis de \$1,200,574,133⁶, c'est-à-dire qu'en 1913, Première Guerre mondiale, il y avait 76 % de l'actif des banques qui circulait sous forme de prêts, tandis qu'en 1937, il n'y avait donc plus que 34 %.

Je ne veux pas faire le procès des banques, mais je constate qu'il y a quelque chose d'anormal. En 1913, il y avait \$420,000,000 en réserve. Or, en 1937⁷, il y en avait 21 fois \$420,000,000 qui ne remuent pas. Aucune aide au chômage n'est possible, à moins que cet argent ne serve davantage à stimuler les affaires.

L'argent n'est pas fait pour être empilé. Ceux qui empilent l'argent ne valent pas mieux que les avares légendaires. Cet argent, d'où vient-il et à quoi sert-il? C'est l'argent du peuple. Quelle est sa valeur intrinsèque? Nulle. Nos billets de banque, ce sont des bouts de papier qui ont une valeur conventionnelle, une valeur de confiance. Sa valeur d'échange ne vaut qu'en autant que l'argent circule. Le cultivateur qui a \$107 dans sa poche ne coupera jamais un brin de foin avec. Mais quand il s'achètera une faucheuse de \$107, son argent vaudra quelque chose. Il représentera des salaires pour l'ouvrier qui aura travaillé à sa fabrication.

L'argent, tant et aussi longtemps que ça reste entassé, ça ne vaut rien. Si l'argent ne circule pas, le peuple crève à côté de caisses trop remplies. Si l'argent était mis en circulation, il suivrait son cours dans les commerces et retournerait inévitablement à la banque. S'il ne sort pas des banques, les personnes tourmentées prendront éventuellement les moyens pour l'obtenir. Un meilleur crédit et une meilleure circulation de l'argent aideraient à créer de la confiance, à stimuler le travail, à favoriser la prospérité, à produire des résultats pratiques et élimineraient l'assistance coûteuse et le chômage.

Il y a aussi pour l'argent la valeur de confiance. Les billets ne valent quelque chose qu'en autant qu'on a confiance en ceux qui les émettent. Mais, si la misère du peuple amène un changement de régime, que vaudra cet argent entassé et qui a été fait par le régime aboli? Qu'arriverait-il si un gouvernement ne reconnaissait plus les obligations du gouvernement qui l'a précédé? Quand le chômage aura ruiné nos finances, notre ordre social ne résistera pas.

J'ai déjà scandalisé un journaliste bien connu en disant que j'avais moins peur du communisme que ce qui mène au communisme. Je vais déridier la Chambre par une comparaison. Supposons qu'une femme dise à son mari, avant son départ pour le

champ: "Prends garde au taureau", et que l'autre répond: "Je n'ai pas peur du taureau", cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de danger. Cela signifie que le mari a pris ses précautions, qu'il a mis le taureau dans l'impossibilité de lui faire du mal et qu'il va continuer à prendre garde. Quant à nous, avons-nous pris toutes les précautions nécessaires contre le communisme? Il est toujours à craindre. Le communisme n'est pas entrevu comme il devrait l'être. Moi, je n'ai pas peur du communisme.

Ici, dans la ville de Québec, il y a encore des miséreux entassés dans des logements inhabitables. Les inspecteurs de lait ne voudraient pas que les vaches, sous leur surveillance, soient gardées dans des conditions aussi antihygiéniques. Et l'argent reste entassé dans les banques! L'argent qui ne sert pas, il devrait y avoir moyen de l'employer pour faire disparaître les taudis. Plutôt que de laisser l'argent paralysé, on pourrait construire des logements ouvriers! On dépenserait ainsi notre argent pour quelque chose qui restera.

Je n'ai pas peur du communisme, les Canadiens n'en veulent pas. Les gens ne veulent même pas qu'on leur en parle. Et d'ailleurs, y a-t-il quelqu'un dans la province de Québec qui sait bien ce que c'est que le communisme? Mais je le répète, on ne peut dépenser \$70,000,000 en 29 mois pour une chose qui ne rapporte absolument rien. On ne peut laisser l'argent s'entasser dans les banques, à moins de faire comme l'avare légendaire. Il y a 17 fois \$100,000,000 de trop dans les banques.

Le crédit agricole a été l'une de ces mesures salutaires qui rendent l'argent productif! Et pourtant, il s'en est trouvé pour critiquer le gouvernement. Le prêt agricole provincial ne jette pas l'argent dans les égouts, comme dans le cas des secours directs et des travaux de chômage. Celui qui parcourt nos campagnes est frappé du changement qui s'est opéré depuis quelques années grâce au prêt agricole. Cet argent a été prêté, il ne s'en n'est pas perdu, ou à peu près pas, et il ne s'en perdra pas d'une façon appréciable. Les cultivateurs ont pu se relever avec un prêt de \$25,000,000 et il y a dans les banques, je le répète, 17 fois \$100,000,000 de trop!

Et, pendant ce temps-là, les taudis continuent à subsister dans les villes. Je crois que le temps est arrivé de remédier à cette situation. Il n'est pas question de couleur politique. Pourquoi se chicaner pour savoir si l'on doit porter un casque rouge ou un casque bleu, ou encore ne pas porter de casque du tout? Ce qu'il nous faut, c'est la coopération des gouvernements et des puissances d'argent qui, dit-il, devraient faire circuler l'argent d'après des méthodes

semblables à celle du crédit agricole, pour éliminer le chômage et détruire les taudis.

On s'étonnera de voir un remueur de terre réclamer un crédit urbain. Je vois fonctionner le crédit agricole et je constate qu'il a fait un bien considérable dans l'ensemble. Les avantages du système de crédit agricole sont évidents pour améliorer l'apparence des fermes du Québec et redresser la situation financière des fermiers de la province. Je n'hésite pas à dire qu'il devrait y avoir un système de prêt, qui fonctionnerait par l'entremise des gouvernements: le fédéral, le provincial et les municipalités, qui permettrait à celui qui habite un taudis d'occuper un logis convenable. Je crois qu'il est possible d'avoir un système qui permettrait aux banques de sortir une partie des 17 fois \$100,000,000 qu'elles ont de trop pour rétablir l'équilibre. Il faut de toute nécessité supprimer dans les plus brefs délais les secours directs à ceux qui sont capables de travailler. Il faut donner de l'ouvrage tout simplement.

Les puissances de l'argent devraient comprendre qu'il y a quelque chose à faire pour le bien du peuple, et ce, dans leur propre intérêt. Quand le citoyen de la ville gagnera sa vie, il pourra acheter les produits de la campagne. Et, à chaque fois que les 17 fois \$100,000,000 de trop dans les banques auront fait le tour, il y aura des profits accumulés pour les institutions bancaires. Que la finance comprenne le danger qui la menace: ce n'est pas moi qui déclencherai la révolution, mais elle peut venir. Que les banques coopèrent donc avec les gouvernements pour le bien du peuple et la prospérité de la nation.

M. Bastien (Berthier): Je désire exprimer tout le plaisir que j'ai de prendre la parole après l'honorable député de Rouville (M. Barré). Mais je suis surpris de voir que les ministres ne reprennent pas la parole cette année, comme ils l'ont fait l'an dernier.

Pourtant, le chef de l'opposition a fait hier un discours très au point. Il a démolé le discours du trésorier de la province (l'honorable M. Fisher). Il a démasqué les surplus qui, en réalité, ne sont que d'énormes déficits.

(Rires à droite)

L'an dernier, c'est l'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) qui avait fait le discours pour répondre au député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch). Sans doute, il s'est abstenu cette année, vu les mauvais rapports que son discours avait provoqués dans le public, rue Saint-Pierre à Québec, rue Saint-Jacques à Montréal.

Nous aurions aimé entendre parler cette année sur le budget l'honorable ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau), le ministre des jeunes - l'avenir des jeunes - avec ces déficits et quel avenir! Nous aurions aimé entendre aussi le nouveau ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan), le deuxième plus grand ministre de la Voirie de l'Union nationale depuis la Confédération.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Carignan (Jacques-Cartier): Je ne suis pas ici pour parler.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Cela vaut-il la peine de répondre au chef de l'opposition?

M. Bastien (Berthier): Mon honorable ami se spécialise dans les parcs... Mont-Orford...

M. Béique (Chambly): Le parc aux Ours.
(Rires)

M. Bastien (Berthier): Pour en revenir au discours du député de Rouville (M. Barré), le député a fait un cours; il a donné un cours de coopération avec Ottawa au premier ministre. Le premier ministre ne l'écouterait sans doute pas.

Le premier ministre de la province de Québec, au début de son administration, a coopéré avec le pouvoir central, et alors, tout allait bien. Les choses ont commencé à mal aller lorsque le premier ministre de la province a refusé de collaborer avec Ottawa. En fait, M. Duplessis n'a jamais perdu l'occasion de faire la guerre à Ottawa. Il a déjà refusé de collaborer avec Ottawa sur la question de l'assurance-chômage qui était pourtant bonne. Lorsque la commission Rowell⁸ s'est présentée ici, le premier ministre a refusé de répondre à l'enquête que faisait cette commission fédérale des problèmes d'intérêts vitaux pour tout le dominion. Pourtant, les grandes associations, telles que Board of Trade, Chambres de commerce et Société Saint-Jean-Baptiste, ont déposé des mémoires.

Le député de Rouville a été éloquent mais il a jeté un peu d'ombre entre lui et le premier ministre. Le député de Rouville s'est prononcé pour un prêt urbain. Mais son programme est exactement le programme du maire de Montréal: le crédit urbain. Le député de Rouville (M. Barré) se rapproche de son ancien chef. Nous retrouvons là de vieux amis de l'ancienne opposition; mais déjà, le fédéral a fait un pas dans cette voie. N'a-t-il pas prêté, au dire du *Nouvelliste*, \$895,000⁹ dans Trois-Rivières et les

environs, c'est-à-dire dans six villes, pas des plus considérables? Le gouvernement de Duplessis a refusé de collaborer au programme d'amélioration des habitations établi par Ottawa. Malgré cela, \$24,000,000 ont été distribués dans tout le pays, dans le cadre ce programme, dont une partie importante a été versée au Québec.

Un député ministériel: Une goutte d'eau!

M. Bastien (Berthier): La coopération dans un temps de misère convient avec Ottawa, dit aussi le député de Rouville. Comment se fait-il que le premier ministre ne l'écoute guère? C'est peut-être qu'il porte un casque bleu? C'est peut-être aussi qu'il a vilain caractère, notre premier ministre. Le député a aussi parlé de la prime sur le beurre et le fromage. C'était gênant de rappeler ses promesses au premier ministre. La prime, il l'avait promise, lui, dans Rouville.

M. Barré (Rouville): Des promesses, je n'en fais jamais.

M. Bastien (Berthier): Le député de Rouville dit: "Aux grands maux, les grands remèdes" et suggère qu'il ne faut avoir peur du poison en cas d'urgence. Eh bien! Ce poison de \$0.03 la livre comme prime sur le beurre, on nous l'a servi pendant la dernière campagne électorale. On a tout promis.

M. Béique (Chambly): Vous êtes empoisonné d'avance.

(Rires)

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Canons!

M. Bastien (Berthier): Le député dit aussi: "Faisons cesser le chômage." C'est bien de vouloir freiner le chômage, mais les députés ministériels devraient prêcher l'exemple à ce sujet, en n'acceptant pas d'occuper deux postes ou plus. On fait cesser le chômage en ne cumulant pas plusieurs fonctions.

Or, que fait le député de Rouville, en étant à la fois député de cette Chambre et président de la Commission des rentes seigneuriales avec un gros salaire? C'est une position enlevée aux jeunes gens. Ne serons-nous pas bientôt appelés à voter un fort montant au député de L'Assomption (M. Raynault) pour sa nouvelle position de commissaire des exemptions de taxes, poste qu'on lui a confié pour le reposer des fatigues de l'Hôtel de ville de Montréal?

Il a succédé à l'honorable député de Jacques-Cartier, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan).

M. Raynault (L'Assomption): Quand le député a-t-il voté un montant pour le député de L'Assomption?

M. Bastien (Berthier): Pas comme député, comme commissaire.

M. Raynault (L'Assomption): Quand avez-vous voté un montant pour le commissaire des exemptions?

M. Bastien (Berthier): Je dis que nous serons appelés à en voter un. D'ailleurs, je vous demande de ne pas trop m'interrompre. On m'appliquera le règlement d'une heure avant que j'aie commencé à parler.

M. l'Orateur suppléant: Je dirai pour les députés qui ont peur du règlement de la limitation des discours à une heure que toute interruption ou point d'ordre soulevé pendant leur discours ne compteront pas sur leur temps.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Ce discours-là va donc durer plus longtemps qu'on pensait...

M. Béïque (Chambly): Ça va être ennuyant. (Rires)

M. Bastien (Berthier): Dans son discours à la Baie-du-Fèbre, le premier ministre a pourtant dit: "Nous allons économiser en faisant disparaître les commissions, au moins \$400,000 par année." "Rien qu'à demander de soumissions publiques, nous allons encore économiser \$2,000,000." Enfin, "Nous économiserons encore en nommant des compétences."

Toutefois, le nombre des commissions a augmenté au lieu d'être réduit et les contrats ont été octroyés sans faire d'appels d'offres, à un point jamais vu avant. Le gouvernement pourrait économiser \$1,719,000¹⁰ par année sur les dépenses des commissions, qui coûtaient \$650,000¹¹ sous les libéraux.

Si l'on en juge par le déficit de plus de \$35,000,000 l'an dernier, on a donc oublié de nommer les compétences? Le 29 août 1936, le premier ministre disait: "Aujourd'hui, nous avons économisé \$350,000."

En 48 heures, disait *Le Devoir*, qui escomptait de grasses prébendes, le premier ministre a économisé \$350,000.

M. Béïque (Chambly): Pour réparer vos bêtises.

M. Bastien (Berthier): Il n'y a pas, il est vrai, de nouvelle taxe, mais en parcourant les *Comptes publics*, nous voyons des emprunts. Le premier ministre disait aussi volontiers: "J'ai fait autant dans une seule année que l'ancien gouvernement en 40 ans."

Cela, c'était vrai sous le rapport des emprunts. De mai 1897 à janvier 1933, soit 35 ans, les libéraux empruntèrent pour une somme totale de \$65,000,000. Durant l'exercice fiscal de 1937-1938, l'Ordre nouveau a emprunté \$76,000,000, soit plus que les libéraux pendant 35 ans.

M. Béïque (Chambly): C'est pour payer vos dettes.

M. Bastien (Berthier): C'est là un raisonnement simpliste qui ne m'impressionne pas.

Les surplus annoncés par le gouvernement sont à vrai dire des déficits considérables. Nous sommes arrivés à l'ère des surplus factices. Ça paraît bien dans les journaux et, malheureusement, beaucoup de gens ne lisent que les en-têtes des journaux. Le père Ladébauche lui-même a été impressionné des surplus de l'honorable député de Huntingdon (l'honorable M. Fisher).

M. Boiteau (Bellechasse): C'est un de vos électeurs, celui-là. Votre unique voix, sans doute.

M. Boyer (Châteauguay): On prend son inspiration où l'on peut. C'est la voix de Ladébauche qui l'a élu dans Berthier.

M. Bastien (Berthier): J'étais à parler...

M. Boiteau (Bellechasse): De Ladébauche.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Ce discours, ça sent son Ladébauche. (Rires)

M. Bastien (Berthier): J'étais à parler. Que le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) se tienne donc tranquille! Il sait qu'il a été battu dans Maisonneuve en se présentant aux Communes, qu'il y a encore été battu en se présentant comme

conseiller municipal et qu'il vient encore d'essayer une jolie défaite avec son barbier Jean-Baptiste Bellemare¹², sa créature. Qu'il attende le prochain scrutin! On crie donc au surplus partout pour chloroformer l'opinion publique pendant que l'argent coule à flots, au point que certains départements ne savent plus où ils en sont rendus avec leurs dépenses. Surplus que tout le monde regrette.

Mais ces surplus, ça n'influence pas tout le monde. Un grand nombre des journaux importants, sans égard à leur affiliation politique, ont averti le Québec qu'il était temps d'arrêter de dépenser à gauche et à droite, afin de sauver la province de la faillite. Des amis du gouvernement protestent. La presse anglaise qui est bleue, favorable au gouvernement, critique ses surplus.

La Gazette du 26 août...

M. Boiteau (Bellechasse): (À M. Béique)
Vingt-six saouls.
(Rires)

M. Boyer (Châteauguay): Six heures!

M. Bastien (Berthier): Je citerai le *Star* du 25 août 1938 où l'on demande combien de temps encore Québec pourra supporter les surplus de M. Duplessis. Il est certain que nous ne pouvons administrer plus longtemps avec les déboursés annuels de \$80,000,000 et des revenus annuels de seulement de \$55,000,000. L'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) appelle cela, lui, des surplus; mais les tories, qui pensent à leur bourse avant de penser à la politique, condamnent le procédé.

Le *Financial Post*, qui n'est pas libéral, dit: "Il n'y a pas longtemps, la province de Québec avait un crédit supérieur à celui de n'importe quelle autre province. Aujourd'hui, l'Ontario bat la marche. L'Ontario possède maintenant le meilleur crédit parce qu'elle a mis ses finances en meilleur ordre et qu'elle a équilibré son budget." Je demande que le gouvernement fasse la même chose pour le Québec. Le budget du Québec se maintient en déficit. Mais, dans le discours du trésorier de la province, il y a des contradictions.

En 1936, l'auditeur disait, dans son rapport des *Comptes publics*, que la dette de la province était de \$160,000,000. Au 31 décembre 1938, on admettait que la dette était de \$255,000,000, ce qui fait une augmentation de \$95,000,000 et, actuellement, le Trésor doit au-delà de \$80,000,000 aux banques. D'ici le 1^{er} juillet, on devra emprunter

au-delà de \$60,000,000, ce qui portera la dette à au-delà de \$300,000,000 à la fin de l'exercice financier. Dans les trois ans, l'homme qui se vantait, en 1935, de faire des économies par centaines de milliers de dollars en 24 heures, aura augmenté la dette de \$130,000,000.

Le député de Drummond (M. Marier) a demandé si la dette est restée stationnaire sous l'ancien régime. La dette est restée stationnaire jusqu'en 1932. C'est à partir de 1932 qu'elle a cessé de l'être. En 1930, la dette était de \$69,000,000. En 1932, elle a passé à \$90,000,000. En 1934, elle était de \$126,000,000 et, en 1935, de \$146,000,000. Or, le gouvernement qui a essuyé le plus fort de la crise, c'est l'ancien gouvernement, puisqu'il y avait 513,000 chômeurs en 1933, et qu'il n'y en avait plus que 160,000¹³ en 1937, au plus fort de la crise; l'ancien gouvernement n'a augmenté la dette que de \$19,000,000 par année en moyenne tandis que le gouvernement actuel, à présent que la crise est à peu près terminée, augmente la dette de \$30,000,000 par année.

En réponse au député de Drummond (M. Marier), qui demandait à l'opposition si elle voulait empêcher l'augmentation de la dette en réduisant les dépenses du crédit agricole, je réponds qu'au 1^{er} juillet, il n'y avait que \$9,000,000 de l'argent du crédit agricole qui figurait dans la dette consolidée de \$219,000,000.

On nous reprochait de faire de la colonisation agricole en répandant de l'argent de la colonisation dans les vieux comtés, mais ce n'était qu'une goutte d'eau en comparaison de ce qui se fait présentement. À même l'argent de la colonisation, on a dépensé \$12,000 dans le comté de Compton, \$26,000 dans le comté de Deux-Montagnes, un vieux comté aux portes de Montréal, \$2,200 dans le comté de Lévis. L'administration du crédit agricole a coûté \$421,455 en 1937-1938. Il (M. Bastien) critique les salaires des officiers de l'Office et le fait que le gouvernement prête à un taux inférieur à celui qu'il emprunte, ce qui fait perdre, à son avis, \$771,000 à la province.

À mon avis, l'Union nationale n'a fait que continuer les initiatives précédentes, en ce qui concerne l'hygiène, l'éducation et la colonisation. L'ancien régime a dépensé \$16,000,000 pour la construction de 1,312 ponts.

Le gouvernement a tort de se vanter d'avoir augmenté les salaires des institutrices. C'est la crise qui a fait baisser les salaires sous l'ancien régime. D'après le rapport du surintendant de l'Instruction publique, en 1928-1929, le salaire moyen des

institutrices laïques de la province était de \$393 et de \$397, en 1929-1930. Et le rapport du surintendant de l'Instruction publique, pour l'année 1930-1931, disait que la moyenne des salaires payés dans la province aux institutrices était de \$373.

Une voix: Voyons donc.

M. Bastien (Berthier): Eh oui! J'ai ici ce rapport et vous pouvez le consulter, si vous voulez. En 1928-1929, la moyenne était de \$393.

M. Boiteau (Bellechasse): Ce rapport est basé sur les prix payés en ville aussi bien qu'en campagne.

M. Bastien (Berthier): Voici le détail des régions: Québec et Saguenay, \$319; Lac-Saint-Jean-Est, \$337; Lac-Saint-Jean-Ouest, \$316. C'est injuste pour nos classes rurales de dire qu'elles se désintéressent de l'éducation. C'est la crise qui les a forcées à diminuer les salaires.

M. Boyer (Châteauguay): Je soulève un point d'ordre. (Comme il n'est pas à son pupitre, il se hâte de s'y rendre). Le député de Berthier cite des chiffres de façon à ne pas représenter la situation exacte...

M. Hamel (Québec-Centre): Le député de Châteauguay n'avait pas le droit de parler quand il a soulevé un point d'ordre. Il n'était pas à son siège.

M. l'Orateur suppléant: En effet, comme il n'était pas à sa place, il n'avait pas le droit de parler. Maintenant qu'il y est, il lui est permis de soulever un point d'ordre.

M. Boyer (Châteauguay): Le député de Berthier prétend que, sous l'ancien régime, la moyenne des salaires était au-delà de \$300. Je tiens à mettre les choses au point. Il n'a pas le droit d'insinuer, sur un fait particulier, une chose aussi générale.

M. Hamel (Québec-Centre): Je soulève un point d'ordre. Le député de Châteauguay n'a pas le droit d'intercaler un discours dans celui du député de Berthier.

M. Boyer (Châteauguay): Je suis à rétablir les faits.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le député ne peut pas faire cela sur un point d'ordre.

M. Boyer (Châteauguay): Je disais donc que la moyenne des salaires dont parlait le député de Berthier était basée...

Une voix: À l'ordre! À l'ordre!

Des députés de l'opposition protestent à haute voix.

M. Boyer (Châteauguay): Ces moyennes sont établies avec les salaires payés dans les villes.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre!

Des députés protestent.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre! Je demande aux députés de garder le décorum. Le député de Châteauguay (M. Boyer) a le droit de faire une rectification, puisque le député de Berthier (M. Bastien) s'est assis quand il s'est levé.

M. Boyer (Châteauguay): Je disais donc que la moyenne...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je soulève une question d'ordre. Nous sommes en dehors des règlements. On n'a pas le droit de se lever sur un point d'ordre à moins que ce ne soit pour protester contre la violation d'un règlement de la Chambre.

Et il faut dire sur quel règlement il y a eu infraction. Le député de Châteauguay n'a pas même essayé de prouver qu'il y a eu violation des règlements.

Il est tout simplement à faire un discours dans celui du député de Berthier. Il n'a pas le droit.

M. Béique (Chambly): Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de faire un discours dans celui du député de Berthier.

(Rires)

M. Boyer (Châteauguay): Je ne veux pas faire un discours, je veux simplement dire que le député de Berthier (M. Bastien)...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je demande une décision.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Une décision sur le point d'ordre.

M. l'Orateur suppléant: (À tue-tête) À l'ordre! Je demande...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (En colère) Je ne suis pas un peureux. (Il s'assoit en murmurant des choses)¹⁴. Je parlerai, dit-il, tant et aussi longtemps que je le voudrai.

Des députés font du tumulte.

M. l'Orateur suppléant: Si le chef de l'opposition veut que les règlements soient observés, qu'il commence par les observer lui-même.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (À tue-tête) C'est l'Orateur qui doit donner l'exemple.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette que le chef de l'opposition soit d'une humeur intempestive, et je trouve regrettable que l'opposition, reste d'un parti qui fut grand, donne à cette Chambre une atmosphère aussi peu convenable. Un ancien parlementaire comme le chef de l'opposition devrait savoir...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ayez donc soin de vos moutons de l'autre bord. Faites-les taire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au chef de l'opposition de retirer le mot mouton.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Sans se lever) Je le retire.

Une voix: Bois! Bois!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande au chef de l'opposition de se lever et de retirer le mot mouton.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je le retire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voici un chef de l'opposition qui a déjà été Orateur de cette Chambre...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce que vous avez rendu votre décision, M. l'Orateur?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je parle sur un point d'ordre. Nous voyons de quel côté de la Chambre se produit le désordre. Les

membres de l'opposition se conduisent de façon si peu convenable que celui qui préside aux destinées de cette Chambre devrait se montrer plus sévère. Il n'est pas convenable de voir le chef de l'opposition rester assis les deux mains sur sa chaise en parlant. Et je suis surpris qu'un ancien Orateur se tienne debout lorsque l'Orateur est debout. L'opposition ne respecte pas le décorum de la Chambre.

L'Orateur a dit clairement que le député de Châteauguay avait le droit de parler sur cette question et l'on veut ridiculiser l'Orateur en soulevant un autre point d'ordre. Le député de Berthier a cité des statistiques incomplètes.

M. Hamel (Québec-Centre): On veut réfuter le discours du député de Berthier (M. Bastien) avant qu'il ne l'ait terminé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Châteauguay (M. Boyer) a le droit de rectifier les faits. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de tenter de ridiculiser l'Orateur de la Chambre.

S'il ne respecte pas la Chambre, qu'il respecte au moins le Parti libéral. Le député de Berthier prétend citer un document. Quand on cite un document, il faut le citer intégralement et honnêtement.

M. Bastien (Berthier): Ces termes ne sont pas parlementaires. Que le premier ministre les retire!

Des députés de l'opposition font des interruptions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Parlant sur le dernier point d'ordre) Pour montrer jusqu'à quel point l'opposition est indigne du parti qu'elle représente, le député soulève un point d'ordre pour dire que son devoir, c'est de ne pas citer honnêtement et intégralement un document. Le député a parlé de statistiques; la moyenne citée au sujet des institutrices ne correspond pas aux faits, car elle comprend les institutrices des villes comme celles des campagnes et comprend même les institutrices protestantes qui, comme on le sait, ont un traitement de beaucoup supérieur aux institutrices à l'emploi des commissions scolaires catholiques.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre se montre indigné parce qu'on manque de respect à l'Orateur. Le voilà justement en train de réfuter le discours du

député de Berthier sans même laisser à l'Orateur le temps de rendre une décision sur les nombreux points d'ordre qui ont été soulevés. Il prétend que nous manquons de respect et je demande au premier ministre de donner l'exemple.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Rivière-du-Loup n'a pas le droit de s'adresser à moi, mais à l'Orateur.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je demande à l'Orateur de transmettre au premier ministre le message de bien vouloir donner l'exemple. S'il empêche ses lions, pour ne pas parler de moutons puisque ce n'est pas parlementaire, de faire des discours au lieu de points d'ordre quand un député a la parole, tout ira bien. Le calme régnait lorsque le premier ministre était absent cet après-midi¹⁵.

M. l'Orateur suppléant: Il y a eu quatre ou cinq points d'ordre de soulevés. Je demanderai aux députés de bien vouloir garder le décorum.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai la parole sur mon point d'ordre. Avec sa gentillesse ordinaire, le député de Rivière-du-Loup a parlé de lions pour désigner les députés de ce côté. Le député de Berthier cite de façon incomplète des documents qui émanent du ministère. Il cite des chiffres discutables et nous n'aurions pas droit d'en appeler? Ces statistiques n'établissent pas les salaires payés à la campagne, mais ceux des catholiques et des protestants. Je demande au député de Berthier (M. Bastien) de citer des statistiques complètes.

M. Bastien (Berthier): Je ne peux pas citer autre chose. C'est le rapport du surintendant de l'Instruction publique et ce sont des rapports de plusieurs inspecteurs.

Le premier ministre critiquait autrefois les gros salaires. Pourquoi donne-t-il maintenant un salaire de \$12,000 par année à M. S. A. Beaulne, le président du Syndicat de l'électricité qui ne consacre pas tout son temps à ce travail et continue à faire tous les contrats de béton du gouvernement? Une autre sphère où l'on pourrait faire des économies, c'est à la police provinciale qui coûte \$400,000 de plus qu'autrefois. On paie un salaire de \$7,875 au chef, M. Piuze¹⁶. Les commissions ne sont qu'un nid de patronage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est inexact de \$875.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre parle des armements canadiens et il s'est constitué une petite armée. En une seule occasion, le procureur général (l'honorable M. Duplessis) a acheté des armes pour \$50,000. Un autre domaine où il serait aussi possible de faire des économies, c'est avec les commissions. Il n'y en a jamais eu autant.

M. l'Orateur suppléant: L'heure du député de Berthier (M. Bastien) est expirée.

M. Bastien (Berthier) se lève.

Des députés ministériels: Adopté! Adopté!

M. Lawn (Pontiac): Je veux, continuer le débat sur le budget. (Lisant son discours) Les dépenses, dit-il, doivent être surveillées plus attentivement et je déplore le gaspillage et les extravagances du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. l'Orateur, je demande que le Règlement soit respecté. Un député n'a pas le droit de lire son discours.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre ne devrait pas être aussi sévère. Le député de Pontiac (M. Lawn) ne prend pas souvent la parole dans cette Chambre¹⁷.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a un point d'ordre de soulevé et je demande que le Règlement soit appliqué.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suis certain que le premier ministre regrette d'avoir fait cette demande. À la session de 1936, on n'était pas aussi sévère et, pourtant, il s'agissait de la lutte pour le pouvoir. On ferma les yeux sur ce point des règlements. D'ailleurs, il arrive 6 heures et on devrait ajourner.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui, et on commencera à 7 heures et demie pour reprendre le temps que vous nous faites perdre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'avais pas l'intention de parler sur le budget, je ferai un petit discours d'une heure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ajournement!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je reprendrai mon point d'ordre ce soir.

M. Lawn (Pontiac) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Dansereau), que le débat soit ajourné et qu'il soit repris au cours de la présente séance.

Adopté. Le débat est ajourné.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 7 h 40¹⁸

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas six cent soixante-deux mille deux cent deux dollars et quatre-vingt-dix cents soit ouvert à Sa Majesté pour autres dépenses (département du Trésor) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement va-t-il réduire la taxe sur les successions?

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi des véhicules automobiles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi

concernant la gazoline, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) pose une question sur l'augmentation ou la réduction de la taxe de la gazoline¹⁹.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille neuf cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour diverses dépenses (Bureau des assurances), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi du service civil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente-sept mille trois cent quarante-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses d'administration des départements (Service civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quatre-vingt-huit mille quatre cent dix-huit dollars soit ouvert à Sa Majesté pour shérifs de Québec et Montréal, protonotaires, greffier de la Cour de circuit, greffiers des Cours de magistrat, greffiers de la paix, greffiers de la couronne, greffier des appels, régistres de la loi des faillites, etc. - Traitements et dépenses contingentes (département du procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cela, souligne-t-il, représente une augmentation de \$77,000 et je demande si ce sont les salaires des shérifs qui ont été augmentés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons augmenté les salaires des shérifs. Ainsi à Trois-Rivières, le shérif est un ancien libéral, un ancien adversaire que j'ai battu, et il est resté en position.

L'assistant shérif est un ancien organisateur libéral qui passait des télégraphes²⁰ contre moi. Je l'ai gardé et il gagne \$1,200.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): À Saint-Hyacinthe, nous avons un shérif qui est en même temps agent d'assurances.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous voulons des shérifs qui ont de l'assurance.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, mais autrefois, le premier ministre condamnait la politique de l'ancien gouvernement et lui reprochait de donner des positions à des gens qui remplissaient en même temps d'autres fonctions. Il est vrai que ce shérif est un de ceux qui entrèrent dans la politique pour sauver la race et la religion, mais est-ce que le gouvernement a l'intention de laisser se continuer ces scandales?

Est-ce qu'il va prendre l'intérêt des pauvres gens en donnant deux positions à deux personnes au lieu de laisser deux positions à une même personne? Le gouvernement a eu tort de renvoyer un bon shérif. Il gagnait un salaire pas très élevé qui lui permettait de vivre et il laissait vivre les autres. Au lieu de se contenter d'exercer son "shérifat" à Saint-Hyacinthe, le nouveau shérif parcourt les campagnes pour faire de l'assurance. Il fallait donner des positions à ceux qui s'étaient jetés dans la lutte pour sauver la race et la religion.

Si le premier ministre a donné un si bel exemple à Trois-Rivières, pourquoi fallait-il qu'il donnât un si mauvais exemple dans la ville du chef de l'opposition, qu'il aime malgré tout, même si nous nous chicanons un peu parfois? On ne devrait pas permettre à des gens de faire ainsi double voiture, quand il y a des pauvres gens qui crèvent de faim. Les gens ne devraient pas ainsi cumuler deux positions, ce qui diminuerait le chômage d'autant. Le nouveau shérif est un de mes amis, mais il me semble que cela n'a pas de bon sens. On ne faisait même pas ça du temps du mauvais gouvernement d'autrefois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'avais pensé faire plaisir au chef de l'opposition en nommant comme shérif l'homme qu'il avait battu. À Trois-Rivières et à Saint-Hyacinthe, les shérifs sont des libéraux.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous vous trompez. Il a toujours été bleu comme un bleuet du Saguenay. Certaines nominations indiquent clairement la préférence politique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un rouge à Trois-Rivières, un bleu à Saint-Hyacinthe, c'est en plein le symbole de l'Union nationale qui comprend des rouges et des bleus. J'ai gardé, à Trois-Rivières comme shérif, l'ancien

député libéral, M. Mercier, que j'ai défait. J'ai gardé également, comme député-shérif, M. de Bellefeuille, un autre libéral, qui passait des télégraphes contre moi, répète-t-il. Le gouvernement actuel a gardé à son service beaucoup d'employés qui avaient été nommés par le gouvernement libéral, du moment que leur travail était irréprochable.

Je suis surpris de voir qu'avec un maire semblable qui a résolu tous les problèmes, il existe encore des gens qui crèvent de faim à Saint-Hyacinthe.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si le gouvernement voulait nous envoyer \$50,000, ça ferait du bien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le chef de l'opposition veut donner son comté au chef du Parti libéral, nous allons donner \$50,000 à Saint-Hyacinthe.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça coûterait cher au gouvernement et le premier ministre aurait deux chefs contre lui au lieu d'un. D'ailleurs, on ne fera pas de marché ce soir. Si le premier ministre voulait imiter M. King²¹ et son ami M. Hepburn²², il laisserait élire M. Godbout par acclamation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'aime à voir que le député de Saint-Hyacinthe admet que, pour que M. Godbout soit élu, il faut le laisser élire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pas nécessairement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On va régler cela. Le gouvernement est prêt à rencontrer M. Godbout n'importe quand. Que l'un des 11 membres de l'opposition donne son siège. M. Godbout pourra s'essayer, mais le député de Saint-Hyacinthe fait un meilleur chef parlementaire. C'est parce que j'aime le Parti libéral que je veux qu'il reste chef parlementaire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si j'étais convaincu, je ne ferais pas d'offre.

M. Hamel (Québec-Centre): Je constate que le premier ministre garde, comme shérif à Trois-Rivières, un homme qui passait des télégraphes. En somme, le régime qui ne devait pas suffire à agrandir les prisons pour y loger les malhonnêtes gens,

récompense les gens qui passaient des télégraphes en leur donnant des situations responsables où ils sont bien payés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Québec-Centre (M. Hamel) ne comprendra jamais qu'il y a beaucoup de réjouissance dans la conversion d'un pêcheur. Nous avons nommé un homme qui passait des télégraphes, dit-il. Le député-shérif de Trois-Rivières est venu me trouver et m'a dit: "J'ai fait une erreur et je m'aperçois d'autant plus de cette erreur que vous avez l'opposition d'aujourd'hui. Toutefois, si j'avais à choisir entre l'opposition libérale et le Parti national, c'est pour les libéraux que je voterais de nouveau."

Voilà ce qu'il m'a dit. Il faut avoir du cœur et savoir pardonner pour faire comme j'ai fait, nommer des adversaires. Je pardonne volontiers, moi, le mal qu'on me fait. Et je nomme des gens, même adversaires, en autant que l'intérêt public n'est pas en jeu. En passant des télégraphes contre moi, c'était là de la lutte personnelle, car je me mets au-dessus de ça. Si, encore une fois, je l'ai nommé, c'est que je l'ai reconnu comme un rouge honnête.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'aimerais savoir si le premier ministre parlerait de la même façon si sa déclaration devait être prise sous serment. Je voudrais avoir une preuve authentique de ce qu'il avance. Les gens qui passent des télégraphes sont-ils si honnêtes que cela? Le député-shérif de Trois-Rivières a-t-il passé des télégraphes? Ici, comme cela change! Ce qui était mal hier est devenu un bien et souvent le bien devenu un mal. C'est peut-être la leçon du scrutin de Montréal-Saint-Louis qui vous fait déraisonner comme cela. N'empêche que nous avons eu 2,500²³ destitutions dans la province. Le premier ministre n'a pas gardé tous les rouges comme il tente de le faire croire.

J'ai entendu moi-même le premier ministre dire en cette Chambre: "C'est nous qui sommes au pouvoir et le patronage nous appartient." Tous les candidats que j'ai battus dans Saint-Hyacinthe ont tous été placés, même les aspirants candidats. Il y avait même un jeune homme, étudiant en droit, imbu des idées nouvelles et prêt à se sacrifier sur l'autel de *L'Événement*.

La première chose qu'on vit, après les élections, ce fut ce jeune homme qui rôdait autour du premier ministre pour une petite position. Les autres, tous les autres candidats, ont eu des postes du gouvernement. Ce n'est pas mal!

(Rires)

J'espère que nous verrons, la prochaine fois, à ce qu'on nous amène des gens plus sérieux sur l'idée de sacrifice pour *L'Événement*, la race et la religion dans Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition disait tout à l'heure qu'on ne peut avoir deux boutures. Il demandait deux shérifs pour Saint-Hyacinthe. C'est ce que nous avons fait en vertu du principe qu'un homme d'Union nationale vaut deux partisans de l'ancien régime. Si nous avions nommé deux hommes, il aurait critiqué la dépense. En nommant M. Auclair, nous avons fait plaisir au chef de l'opposition qui le respecte.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne suis pas méprisant comme vous autres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Mais, si le chef a parlé du même M. Auclair, shérif et agent d'assurances, que ne pensait-il donc au gendre de M. Taschereau qui avait toutes les assurances de la province de Québec? M. Auclair a voté pour le chef de l'opposition: il me l'a dit.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quelle farce!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il m'a dit de plus: J'ai fait une erreur.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce doit être quand il s'est présenté contre moi qu'il a voté pour moi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'Union nationale est très large, ai-je répondu à M. Auclair. M. Auclair m'a dit aussi: "J'ai voté tellement longtemps avec les rouges que je crois que je ferai un bon shérif, parce que je sais de quel côté sont les voleurs."

M. Hamel (Québec-Centre): Je suis heureux d'avoir attiré l'attention du premier ministre sur le shérif de Trois-Rivières qui passait des télégraphes. J'ai entendu tout à l'heure le premier ministre salir la réputation de cet homme, car, dire qu'il a passé des télégraphes, n'est-ce pas dire que c'est une canaille? Il dit après cela: "Je lui ai pardonné, car, moi, je sais pardonner." Étrange façon de pardonner que de l'appeler canaille.

M. Béique (Chambly): Qu'il est donc fin, celui-là!

M. Bastien (Berthier): Et le shérif de Saint-Jérôme, M. Skelly...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Connais pas.

M. Bastien (Berthier): Vous le reniez. C'était une de vos créatures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député regrettera d'avoir parlé de cela. Il y avait à Montréal des shérifs qui devaient des comptes d'épicerie et qui les payaient en achetant pour \$300 des chevaux qui en valaient \$100. Il y avait un ancien shérif libéral qui se payait des habits de soirée à même les fonds du gouvernement. Nous avons destitué tous les officiers qui ne font pas leur devoir, bleus ou rouges.

M. Bastien (Berthier): Le procureur général (l'honorable M. Duplessis) a longtemps hésité à régler le cas du shérif Skelly. Ce n'est qu'après une campagne d'un journal local que le shérif a été destitué.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À Saint-Jérôme - je ne voulais pas parler de ces choses, mais le député de Berthier (M. Bastien) m'y force - il y avait un protonotaire défalcataire, nommé sous l'ancien régime, à qui nous avons donné le bénéfice du doute en le destituant après enquête. Quant à l'homme dont je parle, le député de Berthier (M. Bastien), le sénateur Prévost²⁴, dont les dépenses de voyage au Conseil de l'instruction publique sont toujours plus élevées que les autres membres et qui a affranchi gratuitement de 1,000 à 1,500 lettres en se servant de sa position de sénateur, a fait des articles sur un shérif. Ce shérif, nous l'avons destitué après enquête, mais j'ai dit au député de faire attention en parlant de Saint-Jérôme. Comment se fait-il que le sénateur Prévost s'est servi du timbrage pour rien en se servant de ses fonctions de sénateur?

M. Bastien (Berthier): Le sénateur Jules-Édouard Prévost est connu dans la province comme un homme intègre, un Canadien français des plus distingués. Ça lui arrive souvent, au premier ministre, d'être mal informé. On le voit d'après un retentissant procès.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lequel?

M. Bastien (Berthier): Godon²⁵.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ah! Ah!

Des députés: Ah! Ah!
(Rires)

M. Bastien (Berthier): En tout cas, le sénateur Prévost n'a que le grand défaut, aux yeux du premier ministre, l'unique défaut d'être rouge. Il y en a encore des rouges. Le premier ministre veut diminuer le sénateur Prévost, parce que le journal²⁶ de ce dernier écrit des articles contre le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, que le député donne son siège à M. Godbout! Il se prétend aimé dans Berthier. On va voir. Jamais je croirai que sur 11 représentants du Parti libéral en Chambre, il n'y en n'ait pas au moins un qui veuille donner son siège à M. Godbout.

M. Hamel (Québec-Centre): Ce que l'on vient de dire au sujet du sénateur Prévost m'étonne. Quel montant la franchise postale peut-elle représenter? Maintenant que je connais la tactique du premier ministre, j'ai défendu à ma secrétaire d'affranchir mes lettres de cette façon de crainte qu'il ne s'en glisse une, un peu plus personnelle que l'autre et qu'on vienne me faire ici, pour deux sous, les plus graves accusations. La mention du nom du sénateur Prévost me confirme dans l'opinion que j'avais quand j'entends ici salir publiquement des réputations pour si peu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je constate avec plaisir que le député de Québec-Centre n'est pas intéressé à une affaire de deux ou trois sous. Il se dit indépendant. Il se proclame au-dessus des partis, mais chaque fois qu'un libéral est attaqué, c'est lui qui le défend.

M. Hamel (Québec-Centre): Celui qui a défendu un libéral, c'est le premier ministre lui-même, il y a à peine cinq minutes, en parlant de son passeur de télégraphes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qu'on parle encore de franchise postale, quand un député de l'Union nationale, le député de Montréal-Mercier (M. Thibault), a affranchi tout son courrier personnel en se servant de l'estampe de l'Assemblée législative, pour faire des invitations à la Société des Oliviers où devait parler un député de l'Union nationale. Malheureusement, la sténo a fait une erreur et a pris un député de l'opposition pour un député du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Quelle erreur, en effet!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, c'est le député de Pontiac (M. Lawn) qui a reçu le courrier personnel de M. Thibeault, l'invitant à la Société des Oliviers. Il n'y avait pas de timbre.

M. Pelletier (Lotbinière): Alors, s'il n'y avait pas de timbre, où est l'erreur?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Dans le fait qu'il n'y avait pas de timbre et qu'il aurait dû y en avoir.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Mais il n'y en a pas, voyons.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Précisément, on a volé le revenu de Sa Majesté de deux sous, pour le député de Pontiac (M. Lawn) et de combien pour les autres députés et personnes à qui on a envoyé ces invitations?

Sa Majesté a perdu deux sous et, si je veux me prévaloir des arguments du premier ministre contre le sénateur Prévost, j'ai le droit de demander le renversement du gouvernement.

Je reviens, dit-il, à la question des assurances que le shérif de Saint-Hyacinthe vend en campagne au lieu de s'occuper de son "shérifat". Le premier ministre a enlevé tous les contrats d'assurance aux anciens amis du gouvernement libéral. Sous le nouveau gouvernement, les assurances sont allées à M. Paul Baby²⁷ de Trois-Rivières, neveu du nouveau ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan) et au fils de l'honorable sénateur Alphonse Raymond, un bon ami du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
D'abord, il n'y a pas de Baby. Quant au sénateur Raymond, dont le chef de l'opposition a mentionné le nom, j'admets que c'est un de mes amis et que je n'en ai pas honte.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne vous en fais pas reproche, mais je veux dire que nous non plus, nous n'avons pas honte de nos amis.

Le premier ministre va finir par admettre que l'ancien régime valait bien le présent gouvernement. Il n'y a pas beaucoup de changement sous le soleil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Sous l'ancien gouvernement, lorsque la voirie par

exemple accordait un octroi de \$1,000 à une corporation, il chargeait \$100 pour les assurances et \$100 allaient à M. Fages. Au moins 80 % des assurances, sous l'ancien régime, allaient à M. Fages, le neveu de M. Taschereau!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ayez donc de la mesure. Il n'y avait que la commission qui allait à M. Fages!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) relève l'allusion faite aux comptes de voyage du sénateur Prévost et entreprend de faire des comparaisons.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre voyage, des fois?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le chef de l'opposition veut-il faire une enquête? Il se rendra compte que la plupart des dépenses de voyage du premier ministre sont payées à même son portefeuille, alors que l'ancien premier ministre se faisait payer ses dépenses de voyage et était directeur de compagnies.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre fait la même chose qu'auparavant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Non, non!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous ne faisons pas un crime de charger des dépenses de voyage. Nous mettons simplement les choses au point.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Les dépenses de voyage de M. Taschereau étaient beaucoup plus élevées que les miennes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre actuel n'a pas de famille. J'ai trouvé un montant de \$500.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pour un an.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Peut-être.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député de Saint-Hyacinthe recevait des dépenses de voyage lorsqu'il présidait la Commission des rentes seigneuriales.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui. J'ai chargé \$117 et je n'ai pas honte de mon compte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député était alors ministre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'était alors au temps des principes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je recevais mes dépenses de voyage, mais je ne recevais pas de salaire. Les députés ne doivent pas recevoir de salaire.

M. Barré (Rouville) fait une remarque.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce que vous vous couchez quand vous allez à des réunions qui durent plusieurs jours? Pour ma part, je suis obligé de me coucher. Et, quand on travaille pour la province, on a le droit de se coucher et de faire frotter ses bottes par le nègre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) produit une liste des dépenses de voyage des ministres: l'honorable M. Bilodeau, \$2,738; l'honorable M. Auger, \$1,106; l'honorable M. Dussault, \$902; l'honorable M. Paquet, \$950; l'honorable M. Gagnon, \$699.69.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Et le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), \$1,250.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il n'en est pas mention.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Votre liste n'est pas correcte, car j'ai un petit compte, moi aussi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est le montant présenté par les dépenses de voyage du premier ministre?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'admets que le premier ministre a généralement l'habitude de payer lui-même ses dépenses de voyage. Il y a un compte de \$500.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sous l'ancien régime, on chargeait la pension, même à Québec, et jusqu'aux comptes de taxi du Château au parlement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): S'il y a des abus, je ne les approuve pas.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): En parlant du compte de dépenses du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau), vous auriez pu dire qu'il était allé en Europe accompagner la délégation de la Chambre de commerce à l'Exposition de Paris, en 1937, et que ses dépenses, les \$2,700, étaient comprises dans le montant cité. Si l'on considère mon compte de dépenses de 1936, il n'est que de \$700.

Le chef de l'opposition aime aussi voyager. Quand il était ministre, il est allé à Washington avec un chef communiste et il a présenté un compte de \$800²⁸ à la province.

Lors de la dernière élection, quand je me battais sans argent, mon adversaire se promenait dans le comté avec une automobile payée par la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Washington, c'est loin. Quand je suis allé à Washington, c'était pour rencontrer le consul de Russie...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De Moscou!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce ne pouvait être celui de Saint-Petersbourg. Quand je suis allé à Washington, c'était pour rencontrer le consul de Russie au sujet de la question du charbon. Le but était d'importer du charbon russe pour concurrencer le trust qui vendait son charbon trop cher dans la province. J'étais prêt à traiter avec n'importe quel gouvernement, pourvu que le charbon se vende à bon marché.

Le député de Saint-Hyacinthe est modeste et n'a jamais abusé de sa position. Quand je suis allé à Washington, je n'ai fait que mon devoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon honorable ami devait savoir que la question du charbon relève d'Ottawa. Pour ma part, jamais je ne consentirais à faire affaire avec le gouvernement bolchévique de Moscou, ni pour du charbon ni pour autre chose.

On vient de parler des dépenses de voyage des ministres. Si nous remontons à l'ancienne administration, nous trouvons que M. O.-J. Arcand, par exemple, a chargé \$7,050 pour son voyage à Genève, et ce, pour une seule année.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

9. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les greffiers des Cours de magistrat, comté de Saguenay, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour registres pour bureaux d'enregistrement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas un million seize mille quatre cent vingt-trois dollars et soixante-douze cents soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration et entretien des palais de justice et prisons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour adopté précédemment, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion proposée mercredi le 1^{er} mars courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil", pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) taquine les députés ministériels²⁹.

Des députés ministériels répondent.

M. Lawn (Pontiac): Les politiques financières de l'Union nationale consistent simplement en un impôt reporté sur les versements échelonnés. La dette du Québec augmente tandis que son crédit est ruiné.

L'augmentation des dépenses n'améliore pas les conditions de la province. Le ministère de la Voirie ne se préoccupe pas suffisamment de la confection et de la réparation des chemins publics. Le gouvernement devrait dépenser plus d'argent à la construction, la réparation et à l'amélioration des routes, dit-il, de mon propre comté, Pontiac. Le gouvernement, qui dépense tant de millions pour les routes, ne devrait pas oublier ce coin de la province

situé sur la frontière ontarienne. On donne des octrois pour des stades et des patinoires et l'on devrait bien penser un peu à certaines routes; si certaines routes étaient construites pour relier ce district avec Montréal et Québec, cette construction profiterait à toute la province.

Avec l'augmentation considérable des revenus que lui apporte la reprise des affaires, le gouvernement devrait bien songer un peu à réduire les taxes. Ainsi, en ce qui concerne l'automobile, on devrait accorder aux cultivateurs, qui ne bénéficient pas de l'entretien des routes pendant l'hiver, des permis spéciaux à un coût inférieur.

Le gouvernement ne fait pas de travaux utiles avec les argents du chômage.

La majeure partie du dernier prêt de \$30,000,000 est destinée à rembourser la dette non amortie de l'ancien gouvernement libéral, selon l'honorable député de Huntingdon (l'honorable M. Fisher). Je déplore le fait que le trésorier de la province ait omis des calculs pour prouver cet énoncé. Pendant les 16 premières années du régime libéral, pas un sou n'a été emprunté par le gouvernement de la province de Québec. De 1897 à 1933, l'administration libérale a emprunté un total de \$65,965,000, c'est-à-dire que, pendant les 36 premières années du régime libéral, on n'a emprunté que \$65,000,000.

Or, depuis que le présent gouvernement est au pouvoir, les emprunts contractés se totalisent à plus de \$127,000,000. En deux ans et demi, la présente administration a emprunté \$52,000,000 de plus que le régime libéral dans ses 36 premières années.

Je déplore à mon tour, dit-il, l'augmentation formidable de la dette et le trésorier de la province s'entête à annoncer des surplus. Il n'y a pas de vrais surplus dans le budget de l'année actuelle, puisqu'il comporte seulement l'excédent du revenu ordinaire par rapport aux dépenses ordinaires, sans prendre en considération les dépenses extraordinaires et les dépenses en capital.

Avec le *Financial Post*, il (M. Lawn) je dis que le gouvernement devrait profiter de l'augmentation des revenus pour réduire sa dette au lieu de l'augmenter. Le premier ministre devrait apprendre de M. Hepburn³⁰ comment on équilibre un budget.

(Parlant de la colonisation) S'il est vrai, dit-il, et c'est le ministre qui l'affirme, qu'il faut \$2,600 pour établir une famille en pays de colonisation, on ferait bien mieux de diriger les colons vers les fermes vacantes.

Une étude des *Comptes publics* de la province indique que, tandis que les revenus de la province ont augmenté de plus de \$20,000,000, les dépenses pour l'éducation sont pratiquement demeurées les mêmes. En fait, les dépenses pour l'éducation sont évaluées à \$4,023,769, tandis que pour l'exercice financier de 1937-1938, elles s'élevaient seulement à \$4,060,381.39.

Le gouvernement fait de la politique dans la distribution des octrois et dans l'application du crédit agricole. Le crédit agricole n'est qu'un remède passager et le gouvernement devrait faire beaucoup plus pour les agriculteurs. Je recommande un encouragement plus grand envers l'élevage de poulets, de cochons et de bovins.

En terminant, dit-il, je demande aux membres du cabinet de s'appliquer à réduire le fardeau des taxes et d'écouter les avertissements qui leur viennent de toutes les parties de la province. Je souhaite le retour du régime libéral, le seul, dit-il, qui soit capable de replacer Québec en tête de toutes les provinces du dominion.

M. Bellemare (Vaudreuil): (Parlant spécialement du chômage) J'approuve, dit-il, les œuvres accomplies par le gouvernement au sujet des travaux remédiateurs au chômage. Les chômeurs se trouvent surtout dans les villes et proviennent des industries. La cause la plus probante du chômage est celle de la perfection de la machinerie et de l'outillage. L'immense marché de la Russie et plusieurs autres marchés furent fermés à notre pays, paralysant ainsi de nombreuses industries.

Il est inutile de laisser les chômeurs dans les villes desquelles ils n'ont rien à attendre. La consommation et la production sont à peu près stabilisées. Le seul remède qui s'impose, c'est la réintégration des chômeurs dans la vie économique du pays par le retour à la terre.

Je m'accorde parfaitement avec le député de Rouville (M. Barré) lorsqu'il dit que l'on ne peut faire un bon colon avec un citadin. J'irai même plus loin. Je dirai qu'on ne saurait faire un bon agriculteur avec un citadin si l'on a en vue la grande culture comme elle se pratique dans la majorité des cas. La majorité des chômeurs de la province vivent dans les villes, et les placer sur des lots de colonisation agricole représente un travail qu'ils peuvent difficilement accomplir.

Mais il est un travail que le citadin peut accomplir avec des chances de succès: c'est la petite culture. Ces gens, bénéficiant des avantages généraux des systèmes de colonisation, s'adonneront

à la culture maraîchère. Il n'est pas besoin, pour s'adonner à cette culture, d'un bien gros capital ni d'une terre de 100 acres. Avec 25 acres de terre, on peut réussir à nourrir une famille et alimenter les marchés voisins des villes. En étant situées près des villes, leurs maisons seraient dotées de beaucoup des commodités modernes.

Il existe plusieurs industries connexes à l'agriculture. Si l'on classifiait les terres et si l'on procédait graduellement à un morcellement des grandes fermes situées dans le voisinage des villes, on pourrait faire établir une centaine de milliers de nouveaux maraîchers dans la province de Québec. Avec la coopération des gouvernements, il doit y avoir moyen d'ouvrir des écoles pour les chômeurs où ils apprendront les méthodes de culture maraîchère.

Ce serait là un moyen normal de réintégrer les chômeurs dans la vie économique. En procédant de cette façon, peut-être en aurions-nous fini avec le chômage dans 20 ou 25 ans. Comme avantages du programme, je vois une grande productivité, un résultat rapide, un fonctionnement économique, un travail facile, de courtes distances et la création de carrières et de vocations permanentes.

Il (M. Bellemare) cite le cas d'un citoyen de Sainte-Geneviève qui, avec ses quatre fils, retire de \$5,000 à \$6,000 par année d'une terre de 28 arpents. Les gouvernements, dit-il, pourraient établir des familles sur des terres de 25 acres à l'aide d'un plan d'ensemble et un prêt agricole.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je veux, après avoir écouté avec attention les orateurs précédents, répondre à ceux qui ont prétendu que les travaux de chômage n'ont donné aucun résultat pratique et, pour prouver le contraire, je citerai ce qui s'est fait dans mon comté de Gaspé-Sud. Beaucoup de travail a été accompli dans ce comté en moins d'un an avec les travaux publics du gouvernement pour remédier au problème du chômage qui a sévi sous les libéraux de 1929 à 1936 inclusivement.

Les travaux de chômage ont été productifs et laissent un actif à la province. Grâce à la sage administration du gouvernement, et à la collaboration du ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), de nombreux travaux de chômage furent exécutés dans le comté de Gaspé-Sud. Depuis huit mois, nous avons construit 51 milles et demi de chemin d'une largeur de 40 pieds. Nous avons construit 125 ponceaux et une douzaine³¹ de ponts de 15 à 20 pieds dans Gaspé-Sud. Des routes furent élargies sans qu'il n'en coûte un sou d'expropriation. Nous avons aussi

obtenu des expropriations à des prix excessivement bas. Dans un seul cas d'expropriation qui aurait coûté \$5,000, nous avons fait comprendre aux gens qu'il s'agissait de rendre service, et le terrain dont nous avons besoin nous a été cédé pour \$65.

À Gaspé, il fallait élargir une jetée de un mille et demi sur la rivière Darmouth. Les estimés fixaient le coût de ces travaux à \$15,000. Or, en vertu de l'assistance au chômage, nous avons presque complété cette jetée avec une somme de \$9,000.

L'agriculture a profité des travaux de chômage. Nous avons égoutté de nombreux lacs, nous avons fait du drainage sur une longueur de trois milles et demi. Nous avons aidé des commissions scolaires en construisant et en réparant des écoles. Nous avons réparé des églises. Nous avons procédé à la construction et à la consolidation d'un quai. Nous avons construit un marché public où les cultivateurs peuvent écouler leurs produits sans avoir à payer des taux de fret excessifs. Nous avons réparé l'aqueduc de Chandler sur une longueur de 425 pieds. Nous avons réparé des entrepôts frigorifiques. Dans mon comté, nous avons dépensé en tout au moins \$200,000, et cette dépense n'a pas constitué un passif, comme on l'a prétendu, mais un actif précieux pour la province qui dépasse de beaucoup la somme engagée. Je suggère, dit-il, que l'on épargne de l'argent sur les intérêts des sommes empruntées.

Les pessimistes de la gauche prédisaient presque la fin du monde. Après avoir écouté nos amis de la gauche, je me suis dit que nous devrions être plus optimistes, parce que la situation est sérieuse mais elle n'est pas désespérée. Nous allons surmonter toutes les difficultés, et cela ressort bien des paroles du trésorier de la province qui a dit dans son discours que pas un seul gouvernement ne peut adopter une attitude passive en face des besoins de ses administrés.

Comme le député de Rouville (M. Barré), je regrette la paralysie de nos argents. Je tiens à remercier le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) de la façon dont il a administré les argents du chômage. J'affirme que c'est le résultat de la réalisation de plusieurs projets nécessaires, en prenant en considération le travail important et l'utilisation de sommes d'argent importantes d'un bout à l'autre du comté de Gaspé-sud. Nous avons mis, dans le cœur de la population, la joie de vivre et l'espérance. Elles y resteront aussi longtemps que l'on aura l'assurance que la province sera administrée par un gouvernement de l'Union nationale.

M. Chaloult (Kamouraska): Je me lève, dit-il, pour ajourner le débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, non et non! Ce n'est pas raisonnable.

M. Chaloult (Kamouraska): Hier, on a accordé un délai au député de Drummond (M. Marier).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député parle ce soir. Le débat continue irrégulièrement pendant des jours. Habituellement, quand j'étais du côté de l'opposition, le débat ne durait que deux jours. Je sais que le député de Drummond (M. Marier) a demandé l'ajournement hier. Malgré le fait que c'est un ministériel, je n'ai pas fait d'exception pour lui plus que pour les autres. On reconnaîtra que j'ai été juste en lui demandant d'ajourner pour reprendre plus tard au cours de la même séance. Il faut que ça marche. Il est impossible de se rendre à toutes les demandes d'ajournement. Figurez-vous, avec les 90 députés... Si les 90 députés ajournaient tous les débats, ça ferait 90 jours sur le budget.

M. Chaloult (Kamouraska): Très bien. Je veux faire un compliment sincère et ardent à l'honorable ministre des Finances (l'honorable M. Fisher). J'ai lu et relu avec un très vif intérêt le discours de mon honorable ami. Il l'a fait avec une imagination ardente. C'est un fort en chiffres.

Si je ne fais erreur, il est d'origine irlandaise ou écossaise.

M. Pouliot (Missisquoi): Écossaise.

M. Chaloult (Kamouraska): Je ne comprends plus rien. Je trouve étrange, dit-il, qu'un Écossais puisse délier à ce point les courroies de la bourse provinciale. En l'écoutant, je me suis rappelé un livre de M. Hilaire Belloc dans lequel cet auteur fait l'étude du caractère anglais et écossais. J'avais toujours cru les Anglais réalistes.

Eh bien non! Ce sont des gens à l'imagination visuelle.

Il (M. Chaloult) lit ici la définition de l'imagination, telle que l'entend M. Belloc. Si je parle d'imagination, c'est pour m'expliquer le tour de force pour transformer un déficit de \$35,000,000 en un surplus de \$3,000,000.

Les prix satisfaisants de l'agriculture mentionnés lors du discours du budget relèvent simplement du mythe. Les fermiers de Kamouraska

ne sont pas satisfaits des prix extrêmement bas qu'ils reçoivent pour leurs pommes de terre ou leurs œufs. Jusqu'à un certain point, bon nombre des affirmations formulées par le trésorier de la province sont également sans fondement.

Le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) est un parfait gentilhomme, d'un commerce agréable, mais j'exprime sur son compte un grief, quoiqu'il n'en soit pas responsable. J'aimerais le voir détenteur d'un autre portefeuille: celui des Travaux publics ou des Pêcheries. Cela n'enlèverait rien aux détenteurs actuels. Le premier (l'honorable M. Bourque) pourrait toujours se consoler avec le portefeuille des Terres et Forêts; l'autre (l'honorable M. Gagnon), avec celui des Mines. J'aimerais qu'il ait un portefeuille, mais pas celui du Trésor. Je voudrais voir aux Finances un Canadien français: l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Carignan), par exemple, ou le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon). Il n'est pas bon d'accréditer ce préjugé qu'un Canadien français est inapte aux finances.

D'ailleurs, c'est contre l'esprit de l'Union nationale et contre le programme que nous nous étions proposés en 1936. Je vais citer quelques articles du *Devoir* là-dessus. J'ai le droit de le faire. Nos adversaires nous citent *L'Action catholique*. Il (M. Chaloult) cite MM. Georges Pelletier et Omer Héroux dans des articles intitulés "premiers-Montréal" parus dans *Le Devoir* depuis le 9 septembre 1930. Ce n'est pas moi qui dis tout cela, précise-t-il; jamais je n'oserais. J'ai le droit de citer *Le Devoir*, je suis l'un des plus vieux lecteurs du *Devoir* en cette Chambre et l'un de ses plus fidèles.

L'Action catholique s'est exprimée dans le même sens. Et je vois même dans *L'Action catholique* des paroles qu'on prête au premier ministre, lequel disait: "La tradition qui veut que le trésorier soit inéluctablement un Anglais est humiliante et stupide."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je déclare que jamais, ni de près ni de loin, ni directement ni indirectement, je n'ai prononcé de telles paroles.

M. Chaloult (Kamouraska): Je prends la parole du premier ministre, mais je continue à citer. *Le Devoir* a peut-être une attitude moins véhémente depuis le changement de gouvernement. C'est dans l'ordre. Depuis un an, je me suis moins intéressé aux questions politiques, mais j'estime qu'il faut être humain. Il y a des circonstances qui nous enjoignent

parfois de diminuer le ton de certaines réclamations. J'espère, néanmoins, entendre de nouveau MM. Georges Pelletier et Omer Héroux sur cette question d'un trésorier de langue française.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député veut me permettre, je lui signale que dans les provinces où il y a une minorité, c'est généralement un homme de cette minorité qui hérite du poste de trésorier. Au Nouveau-Brunswick, par exemple, il y a M. Richard, un Acadien.

M. Chaloult (Kamouraska): Et avant lui, sous le gouvernement Baxter, il y avait M. Léger. Certes, il y a des arguments à l'appui, et il y en a qui ont du poids. Mais, je m'en prends surtout à la valeur symbolique du fait. Dans Québec, les Canadiens français passent pour être inaptes aux affaires et le fait que le trésorier soit toujours anglais accrédite cette légende. Nous avons droit, dans cette province, à ce qu'on ne nous méprise pas au point de vue des affaires.

Je crois qu'ici, dans le Québec, le fait d'avoir un trésorier de la minorité n'a pas la même valeur qu'au Nouveau-Brunswick. C'est une question de fierté nationale pour nous. Le Québec devrait avoir un trésorier francophone, seulement pour montrer que les Canadiens français sont aussi capables que leurs concitoyens anglophones d'administrer les finances de la province.

À maintes reprises dans l'opposition, je me suis plaint de la situation. Remarquez que je ne nie en aucune façon le droit incontestable à un membre de la minorité de cette province d'occuper un poste représentatif dans le ministère. Je voudrais même qu'on lui confie un portefeuille comportant plus d'influence électorale que la trésorerie.

Je n'assiste pas aux caucus, mais ne dit-on pas que l'honorable ministre des Finances doit être nommé à la Chambre haute, ce qui me désolerait? On parle déjà de le remplacer par un M. Biggar ou même par le député de Brome (M. Robinson). Quoi qu'il en soit, je souhaiterais que le trésorier, le prochain, fût un Canadien français.

Pourquoi parler pendant un quart d'heure sur une question comme celle-là, me dira-t-on? Je reconnais qu'il y a des questions plus importantes, mais il ne faut pas pour cela négliger le côté national. On dira peut-être que nous sommes des extrémistes. Je n'ai pas peur de ce terme-là. Je suis en bonne compagnie, avec M. Héroux, M. Pelletier, *L'Action catholique* et un grand nombre de nos amis de cette Chambre.

J'ai écouté attentivement les discours prononcés sur le budget, et j'ai constaté que nos Canadiens français peuvent traiter les questions de finance avec beaucoup de compétence et de bon sens.

Je félicite ceux qui ont parlé avant moi, et je fais remarquer que le député de Québec-Centre (M. Hamel) pourrait faire un bon trésorier.

(Rires à droite)

Je rends également hommage au député de Rouville (M. Barré) pour son attitude indépendante, ferme et courageuse.

Parlant du budget, le trésorier de la province, dit-il, est en mesure de montrer un surplus parce qu'il n'a pas ajouté les dépenses extraordinaires et en capital aux dépenses ordinaires. Il y a \$80,000,000 de dépenses alors que le revenu est de \$55,000,000; c'est donc un déficit de \$35,000,000 (sic).

Le surplus annoncé par le trésorier est un surplus enfantin, créé pour les besoins de la démocratie. Les routes, les chemins de la colonisation et le chômage ne peuvent constituer réellement un capital. Pourquoi avoir recours à des trucs pour présenter des surplus? Le gouvernement actuel n'a pas fait pire que d'autres, mais il donne un mauvais exemple. Je suis prêt à admettre que le déficit peut se justifier dans une certaine mesure. Quant au surplus, il indique une situation fausse.

Il (M. Chaloult) lit un article de M. Eugène L'Heureux³², commentant l'état financier de la province et déplorant la comptabilité trop habile du gouvernement. D'après M. Louis Francoeur³³ lui-même, M. L'Heureux est avec M. Montpetit³⁴ et M. Minville³⁵ un de nos meilleurs économistes.

(Poursuivant l'analyse des finances de la province) Les dépenses, dit-il, ne se sont pas accrues proportionnellement aux revenus, et l'on s'engage ainsi dans une voie dangereuse.

Il (M. Chaloult) cite une partie du discours de M. Bercovitch, l'an dernier, lors de l'étude du budget, et rappelle que l'ancien député de Montréal-Saint-Louis avait démontré qu'au point de vue économique, Montréal était en décadence, comparativement à Toronto. Cela est dû, ajoute-t-il, à une situation financière anormale.

Un autre gouvernement aurait présenté les choses sous le même aspect. Des dépenses inscrites au capital, il n'en restera pas beaucoup, peut-être \$5,000,000. Le déficit peut être en partie justifié, mais pourquoi le dissimuler?

L'accroissement du revenu n'est pas imputable au gouvernement, car c'est la même chose dans les autres provinces. Le gouvernement augmente son déficit alors que ses revenus

augmentent. Les conditions économiques actuelles sont défavorables et cela dépend des questions hydroélectriques et de bien d'autres causes.

On nous a demandé de faire des suggestions et je vais en faire. J'admets que certaines dépenses n'étaient pas justifiables autrefois et qu'elles le sont aujourd'hui. Mais il ne faut pas oublier qu'un moyen essentiel de ramener l'ordre dans les finances, c'est de pratiquer l'économie. On m'informe que dans le service intérieur - le premier ministre me corrigera si je fais erreur - les dépenses ont doublé et que, dans le service extérieur, elles ont triplé et quadruplé. S'il y a eu du coulage dans le passé, il y en a certainement encore aujourd'hui sous la présente administration.

Il y a des dépenses, comme celles des lois sociales, qui sont nécessaires. Mais il faut faire des économies.

Le chef de l'opposition a prétendu qu'il fallait réduire les taxes. Je ne partage pas son opinion. S'il suggérerait un rajustement de la taxe, je me rangerais à son avis.

Il y a encore de l'argent dans la province de Québec. Qu'on prenne l'argent où il se trouve. Qu'on augmente s'il le faut les taxes sur les grosses successions et qu'on les réduise sur les petites. Qu'on fasse payer ceux qui ont de l'argent.

Si l'on n'a pas assez de revenus, que l'on ait recours à l'étatisation. Le gouvernement de Québec a étatisé la Commission des liqueurs autrefois, et il ne peut plus être question maintenant de détruire ce qui a été fait dans ce sens: la Commission des liqueurs est un succès. Qu'on étatisé pour avoir des revenus! Si l'on était décidé à étatiser, ce serait défendre le point de vue canadien-français, car l'étatisation est le seul moyen de rendre aux Canadiens français l'exploitation des ressources naturelles; c'est le seul moyen de les rendre maîtres chez eux.

On a déjà parlé d'une loterie nationale pour assurer des revenus à la province. Je suggère de l'économie, des taxes, pour ceux qui ont de l'argent, et l'étatisation. Qu'on fasse porter le fardeau de l'administration à ceux qui sont capables de le porter. Qu'on dégrève les petits et qu'on taxe les plus gros.

La situation de l'agriculture n'est pas aussi belle qu'on le prétend. Elle restera la même tant que nous n'aurons pas d'engrais chimiques à meilleur marché, tant qu'on n'aura pas détruit la Canadian Industries Ltd. qui exploite les cultivateurs. Qu'on ne vienne pas dire, non plus, que les produits agricoles se vendent à un prix raisonnable. On parle de tourisme et cette question paraît très importante. Du nombre de touristes qui ont visité l'Ontario et le Québec l'année dernière, l'Ontario a obtenu 70 %

des affaires tandis que le Québec en a seulement obtenu moins de 8 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ridicule!

M. Chaloult (Kamouraska): J'admets que non seulement j'ignore le degré d'exactitude de ces chiffres, mais qu'en plus, j'ai vu qu'il y avait quelque chose de réellement erroné dans une telle affirmation.

Il (M. Chaloult) propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Marcoux), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. "20 mois", selon *L'Action catholique* du 9 mars 1939, à la page 2.

2. "1929", selon *La Patrie* du 9 mars 1939, à la page 8.

3. \$1,530,093,071, selon *The Montreal Daily Star* du 9 mars 1939, à la page 4.

4. \$1,110,493,263, selon *La Patrie* du 9 mars 1939, à la page 8.

5. \$3,317,097,132, selon *La Patrie* du 9 mars 1939, à la page 8.

6. \$1,200,574,233, selon *La Presse* du 9 mars 1939, à la page 10, \$1,200,574,230, selon *La Patrie* du 9 mars 1939, à la page 8, et \$1,120,493,263, selon *The Chronicle-Telegraph* du 9 mars 1939, à la page 9.

7. "aujourd'hui", selon *Le Canada* du 9 mars 1939, à la page 4.

8. Formée par le gouvernement fédéral en 1937, la Commission royale Rowell-Sirois, du nom de ses présidents, Newton Rowell et Joseph Sirois, enquête

sur les relations entre le gouvernement et les provinces. Elle s'attarde particulièrement à examiner la distribution des pouvoirs législatifs entre les paliers de gouvernement à la lumière de l'évolution de la situation économique depuis la Confédération. Son rapport sera déposé en 1940, lequel proposera une définition des rôles qui favorise l'extension des charges et pouvoirs de l'État fédéral.

9. \$385,000, selon *L'Événement-Journal* du 9 mars 1939, à la page 4.

10. \$1,750,000, selon *The Chronicle-Telegraph* du 9 mars 1939, à la page 9.

11. \$661,000, selon *The Chronicle-Telegraph* du 9 mars 1939, à la page 9.

12. Jean-Baptiste Bellemare. Barbier de profession. Président du Club ouvrier de Maisonneuve et organisateur du député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay). Il fut défait aux élections municipales de Montréal du 11 décembre 1938.

13. \$161,000, selon *L'Illustration Nouvelle*, du 9 mars 1939, à la page 19.

14. Sa phrase se perd dans le tumulte, précise *L'Action catholique* du 9 mars 1939, à la page 8.

15. *Le Canada* du 9 mars 1939, à la page 6, explique que M. Duplessis fut pendant une heure hors de la Chambre.

16. Lors de son arrivée au pouvoir en 1936, Duplessis démet de ses fonctions Jarguilles, chef de détectives corrompu sous le régime Taschereau, et le remplace par le colonel Philippe-Auguste Piuze, nommé commissaire, reconnu pour ses affinités avec l'Union nationale. En 1936, Me Philippe Aubé est nommé chef de la Sûreté de la province à Montréal et il s'ensuit le renvoi massif des policiers provinciaux de la division de Montréal. Cette réorganisation intense se poursuit à l'automne 1937, sous le colonel P.-A. Piuze, un ancien gouverneur du pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul. La réforme unioniste, amorcée par la mise sur pied d'une école d'entraînement pour tous les policiers provinciaux, trouve sa pleine expression dans une loi sanctionnée en avril 1938, la loi relative à la Sûreté provinciale, 2 George VI, chapitre 76. Cette réorganisation du service permet d'intégrer la Police de la circulation et la Police des liqueurs. La nouvelle Sûreté provinciale

subira, quelques mois après sa réorganisation, les contrecoups du retour au pouvoir d'un gouvernement libéral en 1939, lequel entraînera également de nombreux renvois dans la division de Montréal ainsi que le retour de plusieurs policiers mis à pied en 1936. Piuze est muté et remplacé par un avocat, Marcel Gaboury, dont le titre est changé de commissaire pour celui de "directeur".

17. Selon *L'Événement-Journal* du 9 mars 1939, à la page 4, le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) lance des coups d'œil à l'horloge qui marque 5 h 50 et cherche à tuer le temps pour permettre à son collègue d'apprendre dans l'intervalle de l'ajournement le texte qu'il ne lui est pas permis de lire.

18. Il est 7 h 30, selon *Le Canada* du 9 mars 1939, à la page 6.

19. M. Duplessis ne répond pas à la demande de M. Casgrain, selon *Le Canada* du 9 mars 1939, à la page 6.

20. Le "télégraphe", une forme de fraude électorale bien connue au XIX^e siècle, n'est disparu que vers le milieu du XX^e siècle. Pour qu'un électeur puisse "passer un télégraphe", un organisateur politique lui remettait un bulletin de vote obtenu illégalement et déjà marqué en faveur du candidat pour lequel l'organisateur travaillait. Dans l'isoloir, l'électeur cachait sur lui le bulletin vierge qu'il avait reçu du scrutateur, puis revenait avec le bulletin déjà marqué, qui était alors déposé dans l'urne. Par la suite, il remettait le bulletin vierge à l'organisateur, qui lui donnait une récompense et marquait le bulletin afin de recommencer le manège avec un autre électeur. Comme la récompense était donnée seulement à la sortie du bureau de scrutin, l'électeur pouvait jurer impunément, au moment de voter, qu'il n'avait reçu ni argent ni autre avantage. (Élections Canada: Renseignements généraux: *L'histoire du vote au Canada*, p. 9.)

21. William Lyon Mackenzie King (1874-1950). Premier ministre du Canada (Parti libéral) du 29 décembre 1921 au 6 août 1930 et du 23 octobre 1935 au 14 novembre 1948. Il renforça l'autonomie du Canada vis-à-vis de Londres. En 1917, King avait conquis le cœur des Québécois en s'opposant à la conscription, même si cela devait lui aliéner le reste du Canada. Ne parlant pas français, il se fiait donc toujours à ses lieutenants québécois: Lomer Gouin,

l'ancien premier ministre du Québec qu'il nomma ministre de la Justice le 29 novembre 1921, puis sur Ernest Lapointe, de 1924 jusqu'à sa mort en 1941, alors qu'il fut remplacé par Louis Saint-Laurent, lequel lui succéda comme premier ministre.

22. Mitchell Frederick Hepburn (1896-1953), premier ministre libéral de l'Ontario (1934-1942), fait adopter, en 1938, une loi favorable à l'élément catholique de l'Ontario; cette loi sera abrogée rapidement puisqu'elle déclencha une véritable guerre antireligieuse et anticanadienne-française dans Hastings-Ouest. Duplessis s'allie avec Hepburn, afin de former un front contre les tendances d'empiètement du fédéral dans les pouvoirs provinciaux.

23. "2,000 destitutions", selon *La Presse* du 9 mars 1939, à la page 11.

24. Jules-Édouard Prévost se distingue comme journaliste puis comme directeur du journal hebdomadaire *L'Avenir du Nord* qu'il dirige pendant près de 40 ans. Il s'engage en politique et devient député libéral du comté de Terrebonne à la Chambre des communes, puis sénateur de la division des Mille-Isles (1930-1943).

25. L'affaire Godon. Le 18 septembre 1930, on découvre le corps de Simone Caron, une fillette de sept ans dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles. Après enquête criminelle, le frère Dostithée (Albert Nogaret) est accusé de meurtre. Après un premier procès, en mars 1931, il est condamné à mort mais, à la suite d'un second procès en septembre 1931, le religieux est acquitté. En janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé sera cependant déclaré mentalement incapable de subir son procès et sera emprisonné à la prison de Bordeaux. Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime. La presse suivra avec attention ces nombreux procès d'autant plus qu'en 1939, le gouvernement présentera le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui. Fait notoire, souvent au cours de la session de 1939, les parlementaires s'invectiveront de "Godon" en guise d'insulte.

26. Jules-Édouard Prévost fut propriétaire du journal *L'Avenir du Nord* de 1897 à 1922. Cet hebdomadaire libéral fut publié depuis Saint-Jérôme (Terrebonne)

de 1897 à 1969. Wilfrid Gascon et Henri Prévost furent les fondateurs de ce journal.

27. "Boby", selon *L'Action catholique* du 9 mars 1939, à la page 2.

28. \$151, selon *L'Événement-Journal* du 9 mars 1939, à la page 4.

29. *L'Événement-Journal* du 9 mars 1939, à la page 9, rapporte ce passage comme suit: "M. Bouchard ayant cessé de taquiner ses amis d'en face et de se faire répondre prestement. M. A.-C. Lawn peut entreprendre son discours."

30. Mitchell Frederick Hepburn (1896-1953), premier ministre libéral de l'Ontario de 1934 à 1942.

31. "15 ponts", selon *L'Événement-Journal* du 9 mars 1939, à la page 9.

32. Eugène l'Heureux (1893-1975), avocat et journaliste. Il fut directeur du *Progrès du Saguenay* durant six ans; il fut ensuite secrétaire de la rédaction pendant sept ans, puis rédacteur en chef pendant cinq ans de *L'Action catholique*. L'Heureux fonde *L'Opinion libre* en 1944. Il publia entre autres, les ouvrages *Opinion libre* et *Ma Province et mon Pays*. Comme journaliste, il collabora à plusieurs journaux quotidiens et hebdomadaires du Québec et fut commentateur régulier à la radio. En 1960, il accède au poste de bibliothécaire adjoint de la Législature de Québec.

33. Louis Francoeur (1895-1941), journaliste à *La Patrie* (1922-1927), au *Star* (1927-1929), au *Journal* (1929-1934), à *L'Illustration* (1934-1935). Il fut candidat défait à plusieurs élections provinciales et fédérales durant les années 1930.

34. Édouard Montpetit (1881-1965) est avocat, économiste et professeur universitaire. En 1920, il fonde l'École des sciences sociales économiques et politiques de l'Université de Montréal et en prend la direction. Dans ses travaux, il prône un nationalisme économique et le développement de l'enseignement des sciences économiques et administratives, afin que le Québec soit capable de gérer ses ressources naturelles. Pour le gouvernement de la province de Québec, il préside deux commissions d'enquête: la Commission des assurances sociales, de 1930 à 1932, et la Commission d'enquête sur la fiscalité, de 1937 à 1940.

35. Esdras Minville (1896-1975) est économiste et professeur. Il est directeur de l'École des hautes études commerciales, de 1938 à 1962. Il participe activement aux travaux de la commission Tremblay (1953-1956) sur les problèmes constitutionnels. Il est le doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal (1950-1957). Durant sa carrière, il collabore à de nombreuses revues et rédige plusieurs ouvrages dans lesquels il développe une pensée économique et sociale axée sur le nationalisme et la libération économique des Canadiens français.

Séance du jeudi 9 mars 1939

Présidence de M. Trudel

La séance est ouverte à 3 heures.

Absence de l'Orateur

M le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ville de Rouyn

M. Larivière (Témiscamingue) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (M. Gagné), que tous les articles du Règlement ayant trait à la publication des avis, à la présentation, la réception et l'examen des pétitions, à la présentation, l'examen et la réception des bills privés, ainsi que ceux imposant des amendes soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Rouyn demandant une loi pour lui accorder des pouvoirs supplémentaires, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la ville de Rouyn demandant une loi pour lui accorder des pouvoirs supplémentaires est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Boyer (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 133 concernant la succession de feu Alphonse Valiquette.

M. Bellemare (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité

permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 104 changeant le nom de Paul Herbert Silver *et al.* en celui de Rowe.

**Ventes à
tempérament**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) pour l'honorable **M. Bilodeau (L'Islet)**¹ demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 39 relatif aux ventes à tempérament.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'un bill pour trouver une solution au problème des ventes à tempérament.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Ce n'est pas plus malin que cela?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On le verra.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Loi du crédit agricole
de Québec**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Combien a coûté à date, l'application de la loi du crédit agricole de Québec:

a. en salaires, y compris le salaire non seulement des employés permanents mais des estimateurs, inspecteurs, commis, etc.?

b. en frais d'administration ou de dépenses de quelque nature que ce soit?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): 1. Depuis le 25 novembre 1936, date de l'ouverture des bureaux:

a. \$309,625.89 en salaires, y compris les salaires non seulement des employés permanents mais aussi des estimateurs, inspecteurs, commis, etc.

b. \$372,025.59 en frais d'administration, frais qui comprennent les frais de poste, de papeterie, de révision des titres, etc.

**Office du prêt agricole,
comté de Bagot**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Depuis le 3 février 1938 inclusivement à venir au 8 février 1938 inclusivement, des prêts ont-ils été accordés par l'Office du prêt agricole dans le comté de Bagot?

2. Dans l'affirmative: donnez les noms des personnes à qui ces prêts ont été consentis et le montant du prêt dans chaque cas?

3. Durant la même période, des prêts ont-ils été payés sur des emprunts faits dans ce comté par le même office?

4. Dans l'affirmative, donnez les noms des personnes à qui ces paiements ont été faits et les montants qui ont été payés?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): 1. Non.

2. Répondu par la question précédente.

3. Non.

4. Répondu par la question précédente.

**Ventes
à tempérament**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) pour l'honorable **M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 39 relatif aux ventes à tempérament.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil", pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-dix-sept mille neuf dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

bureaux d'enregistrement: traitements et dépenses contingentes (département du procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour poursuites au criminel (département du procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour coroners: frais et déboursés (département du procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour salaires des secrétaires, messagers, etc. (département du procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des prisons, asiles d'aliénés, bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression des timbres judiciaires (département du procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la justice - divers (département du procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi relative au tourisme (département du procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

M. Bastien (Berthier): Les dépenses sont-elles les mêmes que l'an dernier?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les dépenses sont les mêmes que l'an dernier; il n'y a à peu près rien de changé.

M. Bastien (Berthier): Je remarque que le procureur général (l'honorable M. Duplessis) est le nouveau titulaire de l'Office du tourisme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est bien naturel, j'ai fait faire un voyage au Parti libéral. (Rires)

Je dois expliquer que, sous l'ancien régime, la publicité du tourisme se faisait de façon un peu abracadabrante. On confiait les impressions à l'International Publishing Co., qui n'avait même pas d'imprimerie à Montréal ni dans la province. On chargeait 29 sous² du livre et c'était, je crois, un M. Lallemand qui faisait imprimer ces livres pour lesquels il ne payait que 4 sous. Nous avons fait cesser ces abus. Lorsque nous avons organisé le tourisme, nous avons donné la publicité à l'agence Ayer's.

M. Bastien (Berthier): De quel endroit est l'agence Ayer's?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ottawa, Montréal, New York. C'est international.

M. Bastien (Berthier): Surtout New York. L'agence Ayer's, c'est une compagnie américaine. Le premier ministre le sait bien, et il sait aussi que ses propres amis lui ont reproché ce fait. Cela n'est pas très conforme à son programme électoral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le tourisme se recrute surtout aux États-Unis. En prenant une agence qui a des ramifications aux États-Unis, mais qui a aussi un bureau à Montréal où elle emploie plusieurs Canadiens français, nous avons fait une bonne chose. L'agence Ayer's s'y entend parfaitement en publicité bien faite. Elle est une compagnie puissante. Elle a les contrats de la compagnie Ford et d'autres puissantes maisons. La publicité faite à la compagnie Ayer's est excellente. Nous avons obtenu des résultats merveilleux.

M. Drouin (Québec-Est): L'agence Ayer's a-t-elle une imprimerie à Montréal? J'entendais tout à l'heure le premier ministre reprocher à l'International Publishing de n'en pas avoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'an dernier, il y a eu partout une crise du tourisme; le tourisme a diminué dans tous les pays. Au cours de l'été dernier, la province de Québec a pu recueillir des millions et des millions de dollars de cette industrie qui fut moins atteinte ici que partout ailleurs. Elle fut la seule à échapper à cette crise. Des statistiques le démontrent assez. Cela, si nous avons eu des touristes l'an dernier, nous le devons à l'efficacité de la publicité de l'agence Ayer's. Je n'ai pas d'objection à répéter qu'un bon homme, un homme honnête, d'où qu'il vienne, est toujours un bon homme et un honnête homme pour l'Union nationale.

(Applaudissements)

M. Hamel (Québec-Centre): Le premier ministre ne renseigne pas la Chambre. Il dit qu'il n'y a pas grand-chose de changé. Et voilà que nous sommes obligés de lui arracher toutes les explications.

Des députés ministériels protestent.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Il devrait donc s'assir, celui-là!

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre, en parlant d'une agence honnête, crée l'impression que les agences canadiennes de publicité qui n'ont pas été considérées dans les contrats ne sont pas honnêtes et ne valent rien. Le premier ministre ne devrait pas procéder comme cela. Ce n'est pas le principe en jeu. Il est singulier d'entendre un chef d'État dire: "Moi, je n'encourage que les honnêtes gens", impliquant par là que ceux qu'il n'encourage pas sont nécessairement malhonnêtes. Je répète que la conduite du premier ministre concernant l'agence Ayer's a été blâmée par de nombreux journaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai parlé d'honnêtes gens; on parle de ce qu'on aime. Le député de Berthier, lui, a parlé de malhonnêtes gens. Chacun sa mentalité. Je dis qu'il rendrait un bien mauvais service au tourisme dans cette province s'il avait de l'influence. Heureusement qu'il n'en a pas. Ce n'est pas le temps de parler de cette façon. Nous avons, à l'agence Ayer's, M. Campbell Carroll, un libéral, neveu de l'ancien lieutenant-gouverneur. Il n'y a pas un homme de Trois-Rivières à l'agence. Le député dit qu'on me reproche ma conduite à ce sujet; je ferais pareil si c'était à recommencer. Nous trouvons les compétences où elles sont. C'est diplomatique pour la province d'avoir une agence de publicité à ramification américaine lorsque nous comptons sur le tourisme américain.

M. Leduc (Laval): Cette agence s'est spécialisée à donner des contrats de publicité à de grandes revues américaines, en négligeant tous les gros quotidiens. Or, s'il est un médium qu'on ne devrait pas négliger, à cause des services qu'il peut rendre, c'est le quotidien américain. Il peut y avoir représailles de sa part s'il est négligé³.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit

ouvert à Sa Majesté pour la loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières (département du procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

M. Bastien (Berthier): Est-ce une augmentation ou est-ce la même chose que l'année précédente?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. Même chose que l'an dernier.

M. Bastien (Berthier): C'est en vertu de cet item que le procureur général (l'honorable M. Duplessis) a fait enquête dans l'affaire Mulholland et la mine Rubec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas surpris de voir le député de Berthier s'intéresser à ces gens-là. Mulholland n'est plus dans la province: il a gagné les confins de l'Ontario. Il s'est échappé lorsqu'il était surveillé par deux agents de la police provinciale nommés par l'ancien régime et qui exploitait la population. Nous avons fait un coup de filet merveilleux.

M. Bastien (Berthier): C'est Ottawa qui a commencé la cause. La police montée a d'abord fait enquête, avant la police provinciale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La police montée ne s'est jamais occupée de cela. Ce fut la police provinciale exclusivement, sous les ordres du procureur général.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si les policiers de l'ancien régime ne sont pas compétents, comme veut le faire croire le premier ministre en parlant de ceux qui ont laissé échapper Mulholland, pourquoi les garde-t-il à son service?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous leur donnons le bénéfice du doute. Et puis, quand ils ne font pas l'affaire, nous les destituons.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le procureur général devrait les juger avant de leur confier des missions importantes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y avait, sous l'ancien régime libéral, un gros monsieur de Québec à la prison de Québec, arrêté pour vente⁴ de boisson sans permis. Cependant, un mois et demi plus tard, une autre plainte fut logée contre le même individu: cet homme, qui était supposé être en prison, vendait

sa boisson quand même. On rétorqua que c'était impossible. Après enquête, nous avons découvert que le gardien de la prison le laissait sortir pendant le jour pour continuer son commerce et lui rouvrait la prison chaque jour pour qu'il y vienne coucher la nuit.

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Des cas comme cela, on peut vous en citer sous votre régime.

M. Hamel (Québec-Centre): Et l'on peut en citer beaucoup. Des vrais.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): De ces cas qui se font peut-être à l'insu du premier ministre. J'entends parfois des bons bleus dire: "C'est pire qu'autrefois". Les rouges, lorsqu'ils sont condamnés à la prison dans des cas identiques, doivent faire leur temps au complet et il n'en est pas ainsi lorsqu'il s'agit d'un ami des ministériels.

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Et le premier ministre passe par-dessus les juges.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député ne devrait pas parler comme cela. Il est membre du Barreau. Il insulte la magistrature.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai pas attaqué ni de près ni de loin ni directement ni indirectement les magistrats qui font tous leur devoir dans des cas analogues de vente de boisson. C'est après qu'ils se sont prononcés pour des peines de prison très justes que le procureur général (l'honorable M. Duplessis) intervient, pour des motifs politiques, et libère le condamné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Après avoir attaqué la magistrature, le député de Rivière-du-Loup tente d'expliquer qu'il ne l'a pas fait. Quelle conséquence! Mais je dois dire que je suis dans une situation particulière; je suis embarrassé. Je vois que le chef de l'opposition n'y est pas aujourd'hui. Son remplaçant ne dit pas un mot. Je ne sais si le chef de l'opposition par intérim, c'est le député de Berthier (M. Bastien) ou le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain). Quant au député de Montréal-Laurier (M. Bertrand), qui a été procureur général sous l'ancien régime, il semble tout à fait intéressé⁵. Le député de Berthier a pris la parole le premier. Mais qui est le chef de la gauche?

M. Bastien (Berthier): Actuellement, c'est le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) qui vous parle. Considérez-le comme le chef de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas juste pour le député de Montréal-Laurier, qui a été ministre, ni pour le député de Berthier qui, lui aussi, a été ministre. Veut-on faire croire que ceux qui n'avaient pas été désignés ministres sous l'ancien régime, comme le député de Rivière-du-Loup, valent mieux que les anciens ministres?
(Rires)

M. Bertrand (Montréal-Laurier): (Souriant) On est loin de la question. Le premier ministre devrait s'en tenir à l'item des subsides en discussion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais on parle justement de la loi des fraudes. Et nous croyons que le député de Montréal-Laurier a été fraudé de son poste d'assistant du chef de l'opposition.
(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Y a-t-il deux justices, l'une pour les amis, l'autre pour les adversaires?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non! Nous n'avons pas deux justices. Le député de Québec-Centre monopolise pour lui seul toute la justice.
(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Le procureur général est intervenu pour sortir, après six heures de détention, un homme qui avait été condamné à six mois de prison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que le député veut parler d'un homme qui a été condamné pour avoir pratiqué illégalement l'art dentaire?

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Un trust que ces dents-là.

M. Hamel (Québec-Centre): Ces interventions politiques dans l'administration de la justice, c'est la porte ouverte au désordre.

Je sais des cas où des gens ont été arrêtés en état d'ivresse en conduisant leur automobile et subitement relâchés parce qu'ils étaient des amis du régime.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député ne parle donc pas de cas d'homicides par des automobilistes.

M. Hamel (Québec-Centre): Je n'endurerai pas d'insinuations perfides.

Des voix: Oh! Oh! Perfides!...

M. Hamel (Québec-Centre): Des accidents, cela arrive à tout le monde. Nous demandons la justice pour tout le monde. Quand on a des amis qui font du "bootlegging" et qu'on intervient pour empêcher qu'on les condamne...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ceux qui font du "bootlegging" tombent sous la justice du fédéral. Le député devrait savoir que c'est la police montée qui fait les enquêtes sur le "bootlegging". Quant à la justice pour tout le monde, nous avons eu à faire enquête dans des cas d'accidents d'automobile qui ont coûté la vie à certaines personnes. La justice est administrée d'une façon tout à fait impartiale. Il y a eu des chefs de partis provinciaux d'impliqués, des adversaires. Nous avons fait des enquêtes impartiales avant de procéder et, dans certains cas, nous n'avons pas pris de procédures, bien que l'on nous l'ait demandé. Jamais, au grand jamais, l'administration de la justice n'a été influencée par des considérations politiques.
(Rires)

M. Bastien (Berthier): Le député de Québec-Centre vient de signaler au premier ministre un cas flagrant où un dentiste condamné à six mois a été sorti après six⁶ heures de détention seulement. Que le premier ministre ne vienne donc pas dire que l'administration de la justice n'est pas influencée par la politique! Nous savons d'autres cas. C'est un défi au bon sens que de dire cela.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): C'est moi qui ai demandé au premier ministre de faire sortir de prison ce citoyen qui avait été arrêté à la propre demande du député de Québec-Centre.

M. Hamel (Québec-Centre): Je déclare que je n'ai rien eu à faire avec ce cas, ni de près ni de loin, ni directement ni indirectement.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Cet homme a été condamné pour rien, pour avoir simplement exercé son métier. Il s'agissait d'un homme qui avait

toutes les qualifications. Il était mécanicien dentiste depuis 20 ans. Il possède tous ses certificats. On l'a condamné à six mois de prison parce qu'il a eu le malheur de faire deux ou trois dentiers.

(Rires)

Il n'avait pas le droit d'en faire parce qu'il n'était pas reconnu par l'Association de l'art dentaire. C'était injuste.

M. Hamel (Québec-Centre): Est-ce qu'on est à faire le procès de la magistrature?

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Non. D'ailleurs, des hypocrites, il y en a trop ici. Le chef de l'opposition numéro trois ne devrait pas dire de sottises, ne devrait pas parler pour ne rien dire. Il s'agit d'un homme qui a une grosse famille. Il est le père d'une famille de huit enfants. (Il pointe le député de Québec-Centre, M. Hamel, du doigt.) Avec sa femme et lui, il a 10 personnes à faire vivre. Quand il a été condamné, c'est moi qui suis allé voir le premier ministre pour lui expliquer la situation. Comme il a un bon cœur, il a fait sortir cet homme de prison.

Le premier ministre, c'est un homme qui comprend! Et les dentistes ont porté une nouvelle plainte contre ce pauvre père de famille: on l'a repris ensuite à la demande de ces gens-là qui devraient être les derniers à parler des ouvriers.

M. Hamel (Québec-Centre): Je proteste. Je n'ai, dit-il, eu rien à voir dans cette affaire. Le Collège des chirurgiens dentistes a un comité chargé de voir à l'observance de ses règlements. C'est le Collège des dentistes qui a porté plainte.

L'on essaie de faire croire que j'attaque les ouvriers, alors que je les défends.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Il parle des ouvriers et il pourrait les manger!

M. Hamel (Québec-Centre): Dans le cas que l'on a cité, il s'agissait de la cinquième ou de la sixième offense. Si l'on veut que tout le monde ait la permission d'exercer la profession de dentiste, que l'on change la loi.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose:
10. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent trente-huit mille six cent soixante et un dollars soit ouvert à Sa Majesté pour papeterie, impression et reliure,

articles de bureau, etc. (directeur des achats), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Bureau de reconstruction économique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 26 relatif à l'administration des secours de chômage.

Adopté.

En comité⁷:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est un bill assez important. Il s'agit de centraliser l'administration du chômage dans la province. La crise a fait souffrir bien des personnes. Au début de la crise, les gouvernements Bennett et Taschereau qui paraissaient fort bien s'entendre, agissant de bonne foi, je n'en doute pas, ont établi les secours directs dans la province.

On n'aurait jamais dû instituer ce système, qui était un encouragement au découragement, qui provoquait l'anxiété, l'angoisse et la désespérance. Pendant des années, des gens ont eu beau chercher du travail, ils n'ont pas réussi à en trouver. Les ravages moraux et physiques de ce système sont plus graves encore que les pertes matérielles.

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons voulu remédier à cet état de choses. En maintes occasions, nous avons demandé au gouvernement fédéral de collaborer avec nous pour remplacer les secours directs par des travaux, et ceci, pour apporter un peu plus de bonheur dans les foyers.

Nous avons représenté que cela aurait l'avantage d'occuper les esprits et les corps, de permettre aux individus de recevoir davantage et surtout de garder les gens aptes au travail et d'occuper les compétences. Le gouvernement fédéral a commencé par nous laisser entendre qu'il voulait collaborer avec nous dans cette voie.

La première année, il a souscrit \$2,700,000 pour fins de travaux de chômage. La deuxième année, le pouvoir central a eu l'audace de nous donner seulement \$115,000, et ce, pour toute la province. Nous avons alors jugé à propos d'assumer toute la responsabilité, bien que nous étions convaincus que c'était un problème qui relevait uniquement du fédéral, qui a des pouvoirs de taxation plus étendus: le pouvoir central tient le pouvoir d'imposer des taxes directes et indirectes.

Le fédéral a aussi le pouvoir d'empêcher l'immigration et la migration d'une province à une autre. Les provinces n'ont droit qu'aux impôts directs⁸. Le problème est national!

Du point de vue financier, le chômage devrait être uniquement absorbé par le gouvernement fédéral. C'était d'ailleurs l'opinion de M. Fernand Rinfret, avant les élections générales de 1935, lorsqu'il était dans l'opposition. Celui que ses amis ont appelé "la langue d'argent" et qui nous fait réaliser, quand on l'entend, que le silence est d'or, avait promis que le gouvernement fédéral assumerait le coût des secours de chômage.

Le gouvernement Bennett fournit d'abord une contribution d'un tiers et, malgré toutes les demandes de collaboration, il la baissa à \$500,000 par mois, et le gouvernement actuel de M. King offre \$400,000 par mois depuis 18 mois.

C'est insuffisant pour payer les secours directs à Montréal et à Québec seulement, et il y a toutes les autres régions de la province à secourir. Nous avons refusé les offres qui nous ont été faites et toutes nos offres et nos demandes de collaboration ont été repoussées.

Le but du fédéral est facile à comprendre. Ottawa veut affamer Québec; si le gouvernement fédéral n'a pas contribué plus largement, et ne contribue pas plus actuellement dans la lutte contre le chômage, c'est parce qu'il veut placer les provinces dans une situation financière difficile pour mieux centraliser et leur faire perdre leur autonomie.

M. Rogers, ministre du Travail, l'a dit clairement à Toronto lorsqu'il a déclaré dernièrement que le gouvernement fédéral donnait trop de subsides aux provinces et que, s'il en donnait moins, il serait plus facile de centraliser.

Nous avons déclaré que notre autonomie nous tenait plus à cœur que toutes les sommes d'argent et nous avons résisté. C'est pourquoi, dans l'espace de 18 à 20 mois, nous avons dépensé de \$30,000,000⁹ à \$35,000,000 pour des travaux de chômage dans toute la province. Après cela, on parle de l'augmentation de la dette, de l'augmentation des dépenses.

Voilà un endroit où vont les millions. Les millions ont servi à soulager la misère du peuple, pour donner du pain et du soleil à la population pendant qu'Ottawa n'accordait que \$400,000 par mois pour les allocations, et \$115,000 pendant un an pour les travaux de chômage. Les travaux qui ont été faits ne constituent pas un passif pour la province, comme on le prétend. Au contraire, ils ont été productifs et ils constituent un actif précieux pour la province.

L'ancien gouvernement a bâti pour 3,600 personnes un pont de \$4,000,000 qui dessert l'île d'Orléans, un pont si mal bâti qu'il nous en a coûté \$400,000 pour le réparer. Nous autres, nous avons bâti le nouveau pont de Montréal sur la route Montréal-Québec. Ce pont remplacera celui de Charlemagne. Il n'y aura pas de frais de péage sur ce pont. Nous avons donné un nouveau débouché à l'est de Montréal en construisant le pont du boulevard Pie-IX.

Nous avons fait des travaux au Jardin botanique de Montréal, des travaux qui étaient demandés depuis plusieurs années par le frère Marie-Victorin¹⁰ et plusieurs autres. L'île Sainte-Hélène a été transformée en un beau parc où la population de Montréal peut aller se reposer à la plage et s'amuser le dimanche et, pour les pauvres gens qui s'y rendent, nous avons obtenu le passage gratuit de la Montreal Tramways pour qu'ils puissent se distraire et refaire leurs forces.

Nous avons construit des arénas et des stadiums dans les diverses parties de la province. Le député de Pontiac (M. Lawn) a critiqué ces constructions et, pourtant, des ministres fédéraux et des députés libéraux nous ont demandé des constructions semblables dans leur région. Nous nous sommes rendus à leur propre demande. Ces constructions constituent un actif précieux pour la population. Les centres sportifs donnent à la jeunesse un lieu où elle peut se développer. Ils constituent peut-être les meilleures écoles de culture morale.

Nous avons dépensé \$30,000,000, mais nous pouvons montrer pour \$50,000,000 d'ouvrage. C'est un capital important pour la province, sans compter le capital plus précieux de l'encouragement donné à la population, de la réadaptation au travail. Nous avons capitalisé la matière d'abord, mais nous avons aussi capitalisé les énergies.

Ottawa a refusé de faire sa part. Ottawa ne nous donne que \$400,000 par mois. On n'avait pas d'argent pour procurer un peu de contentement aux gens de la province de Québec et pour donner du pain au peuple, mais on avait des millions pour faire

tuer les gens, pour des armements. Quand nous leur disions: "Achetez donc moins de canons, mais..."

M. Bastien (Berthier): Je crois qu'on s'écarte de la question.

Un député: Ça vous a fait mal.

M. Bastien (Berthier): Personne ne me fait peur. Le premier ministre est hors d'ordre lorsqu'il parle ainsi. Si le premier ministre veut engager un débat sur les armements, nous sommes prêts à le suivre, mais s'il parle du chômage, c'est différent. Je soulève ce point d'ordre parce que dans l'opposition, depuis quelques jours, il n'y a presque pas moyen de parler. On ne cesse de nous interrompre et de réduire le temps que nous avons à notre disposition.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Si je comprends bien, mon honorable ami de Berthier est prêt à défendre les armements.

M. Bastien (Berthier): Je suis prêt à défendre le bon sens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous discutons le problème du chômage et nous réclamons du travail et l'aide fédérale. Ottawa prétend qu'il n'a pas d'argent. C'est pourtant la province de Québec qui paie au Trésor fédéral 30 % des taxes. Nous avons mis des gens au travail et nous avons demandé à Ottawa de nous aider à leur fournir du travail. Quand nous lui demandons un peu de pain pour Québec, il répond: "Nous fabriquons des canons." Si je dis cela, c'est pour montrer que je ne m'écarte pas de la question. En ce faisant, nous accomplissons notre devoir. Ce ne sont pas des canons que réclament les citoyens, c'est du pain. Je veux démontrer à la Chambre que le pouvoir central nous dit qu'il n'a pas d'argent pour les chômeurs, mais qu'il en a pour les armements. Si Ottawa a de l'argent pour tuer les gens, il doit en avoir pour les faire vivre!

M. Bastien (Berthier): Point d'ordre!

M. le président: L'autre jour, j'ai maintenu un point d'ordre du député de Laval (M. Leduc) en expliquant qu'il avait le droit de procéder par comparaison. Je crois que le cas est le même.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le fédéral ne veut rien faire pour Québec. Je rappelle de nouveau la déclaration lancée par l'honorable

Norman Rogers. Comme conséquence, poursuit-il, nous avons dû déboursier \$32,000,000 à \$35,000,000 pour rompre avec ce système néfaste au point de vue matériel et, encore plus, au point de vue moral.

Le gouvernement du Québec a été obligé d'entreprendre un programme important de travaux publics afin d'alléger le problème du chômage, en raison du refus d'Ottawa de faire sa part depuis 1937. C'est volontairement qu'on a commis des injustices envers notre province. Ottawa n'avait rien pour nous et, dans le même temps, il donnait entre \$50,000,000 et \$60,000,000 aux fermiers de l'Ouest pour un bonus sur le blé alors qu'il y a surproduction mondiale.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Encore des canons? Ce ne sont pas des canons, ça!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) (Feignant d'avoir mal compris) Quoi? Encore des Godon¹¹?

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): À propos de Godon, j'espère que le premier ministre, en réponse à une question que j'ai posée, dira combien l'affaire Godon a coûté à la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, Ottawa a garanti les prix du blé. C'est une dépense de \$30,000,000 à \$60,000,000. Nous payons dans la proportion de 60 % pour cette prime en faveur de l'Ouest. Et le fédéral continue de refuser de remplir ses obligations envers la province de Québec qui, répète-t-il, contribue dans une proportion de 30 % aux revenus du fédéral. Et, en retour, nous ne recevons pratiquement rien.

Ottawa a pris de grandes responsabilités dont il aura à rendre compte. Le gouvernement central, quel qu'il soit, n'a pas le droit d'affamer Québec pour centraliser. Il n'a pas le droit de refuser à Québec la juste part qui lui revient dans les deniers fédéraux. Je dis que les gens d'Ottawa devraient donner moins de banquets et distribuer un peu de pain à la province de Québec; pas \$80,000,000 pour les armements, mais \$80,000,000 pour du pain au peuple. La province de Québec préférerait de beaucoup contribuer 35 % au Trésor fédéral pour donner à manger au peuple, au lieu de contribuer 5 % pour des armements pour tuer ses semblables.

M. Hamel (Québec-Centre): C'est de la coopération, dire cela?

Un député ministériel: Il veut coopérer avec les canons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas surpris de constater l'attitude du député (M. Hamel). Je remarque que le député de Québec-Centre (M. Hamel) s'accorde en tout point avec Ottawa et ne manque jamais de s'accrocher aux libéraux et aux débris de l'ancien régime.

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Il s'accroche au bon sens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il s'accroche au bon sens, cela veut dire que le bon sens est loin de lui. Ce n'est pas juste de dire ça. Il n'a pas le droit de s'en prendre ainsi à l'autre chef de l'opposition.

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Je parle de la politique de non-sens à Québec et de bon sens à Ottawa.

M. Hamel (Québec-Centre): Je me rappelle avoir entendu dire par M. Taschereau, en 1931, qu'il n'avait pas besoin du fédéral et qu'il réglerait lui-même la question du chômage, et je me rappelle avoir entendu le premier ministre actuel lui en faire grief. La question du chômage ne peut se régler par des attaques publiques continuelles, mais en discutant discrètement. Qu'on fasse des démarches pacifiques au lieu d'attaquer sans cesse!

Je n'endosse pas toute la politique du fédéral, mais je constate qu'il encaisse la critique sans se croire obligé de perdre son temps à faire des réponses publiquement. Prétextant l'autonomie, le gouvernement du Québec n'a jamais raté une occasion de refuser la collaboration avec le gouvernement central en matière d'assurance-chômage.

J'ai dit que mon attitude est claire sur ce sujet. Je n'ai, dit-il, aucun penchant pour le gouvernement libéral d'Ottawa. Mes derniers discours l'indiquent, mais je suis obligé d'admettre que l'attitude du gouvernement fédéral est d'une manière frappante différente de l'attitude du gouvernement du Québec. Je n'ai jamais lu d'attaque violente de la part d'Ottawa envers le Québec, à cause de l'attitude de cette province au sujet de l'assurance-chômage. Toutefois, cette province n'a jamais raté une occasion d'attaquer et de minimiser le travail accompli par le fédéral.

Un député: Ça veut dire que vous ne lisez pas les journaux.

M. Hamel (Québec-Centre): Je ne lis peut-être pas tous les journaux; toutefois, je n'ai pas entendu parler d'attaque violente de la part d'Ottawa envers le Québec à cause de l'attitude de cette province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'avais pas fini, mais vous pouvez continuer.

M. Hamel (Québec-Centre): On a parlé d'autonomie. Si le fédéral se chargeait de tout le chômage, il dépenserait lui-même les \$40,000,000. Est-ce que notre autonomie ne serait pas alors menacée? Quand il a voulu contribuer, on n'a même pas voulu lui donner accès à nos livres au sujet des dépenses de chômage. Ottawa insiste pour savoir où va son argent.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Si mon honorable ami n'est pas au courant de la question, qu'il ne parle pas! Jamais on n'a refusé au fédéral l'accès des livres ou l'inspection des travaux. S'il veut s'en rendre compte, qu'il consulte l'inspecteur du fédéral, un bon organisateur des libéraux, M. Lesage. Il verra: tout a été accepté jusqu'à la dernière cent.

M. Hamel (Québec-Centre): Je parle d'après le premier ministre. Il a donc mis de l'eau dans son vin, car je me rappelle qu'il a dit en cette Chambre que le fédéral ne verrait pas les livres. S'il a modifié sa manière de voir, tant mieux!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Après avoir déclaré que le chômage s'était accru dans Québec par suite de la crise du papier, M. Rogers a réduit les octrois du chômage. À l'heure actuelle, Ottawa ne nous donne que \$400,000 par mois en secours direct. Coopérer, c'est faire chacun sa part. Pendant deux ans, deux ou trois de mes collègues et moi avons demandé très respectueusement, à Ottawa, de faire sa part pour avoir plus. Nous avons fait démarche sur démarche. On a refusé.

Le gouvernement du Québec est fatigué de demander. Il ne faut pas confondre la coopération avec la lâcheté. Une seule conclusion s'impose: il est évident qu'Ottawa veut faire la guerre à la province de Québec. Si Ottawa part en guerre contre le Québec, les premiers qui vont en souffrir seront les gens de la province.

Le temps est arrivé de dire tout haut ce qui se passe. Dans Québec, la crise s'est aggravée par suite de la crise survenue dans l'industrie du papier et du dérangement dans l'industrie textile. Tous les membres de cette Chambre devraient s'unir, quel que soit le gouvernement au pouvoir. Je suis indépendant de la politique fédérale, je l'ai dit et je le répète. J'ai critiqué King. Je critiquerai M. Bennett. Je critiquerai aussi bien M. Manion¹² s'il le faut.

Mais j'ai le devoir de faire entendre la voix de la province de Québec. Quand les intérêts supérieurs de la province de Québec sont en jeu, c'est mon devoir de protester. Nous voulons du pain, non des canons! C'est mon devoir de faire entendre la voix de la province de Québec, en qualité de premier ministre, en réclamant notre juste part des deniers fédéraux, auxquels nous contribuons, pour venir en aide aux sans-travail.

Il devrait y avoir unanimité en cette Chambre pour réclamer nos droits et pour forcer l'administration centrale à remplir son engagement envers le Québec. La province de Québec est fatiguée d'attendre. En parlant comme je le fais, je suis certain de refléter l'opinion de la province de Québec. On a donné des millions et des millions aux autres provinces pour la route Trans-Canada, mais Québec n'a pas reçu un sou. Et cependant, 30 % des taxes fédérales viennent de la province de Québec. N'est-ce pas mon devoir de réclamer la part de la province? Si l'on prend cela pour des attaques, j'aime mieux passer pour un malcommode à Ottawa que pour un lâche et un traître à ma province.

(Applaudissements)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On ne devrait pas faire de petite politique sur une question aussi sérieuse que celle du chômage. Le premier ministre devrait discuter plus sérieusement.

C'est le moment de rétablir les faits. Le chômage, c'est une plaie que tout le monde voudrait voir guérir. Ce n'est pas en attaquant Ottawa et en criant à la centralisation que la province aura la collaboration d'Ottawa. C'est Bennett qui a institué les secours directs et nous le combattons.

Des députés: Ce fut M. Taschereau.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On reproche à MM. Bennett et Taschereau d'avoir introduit les secours directs en 1930. Je ne dirai pas qu'on est de mauvaise foi, puisque ce n'est pas parlementaire, mais on a la mémoire courte pour dire ça. En 1930, M. Bennett promettait de régler le chômage en

24 heures¹³. Le premier ministre d'aujourd'hui a-t-il protesté? Non, au contraire. À ce moment-là, le premier ministre (l'honorable M. Duplessis) n'avait rien à dire contre le système. Il a seulement trouvé que ce n'était pas souhaitable que les libéraux soient appelés à le gérer. On peut dire la même chose du programme d'assistance chômage qui a été instauré en 1935.

Le premier ministre n'avait rien à dire contre ce programme. Mais, lorsque le gouvernement libéral l'a demandé, c'est devenu une attaque contre l'autonomie de la province. Loin de dénoncer M. Bennett, à la convention de Sherbrooke, qui l'a élu chef en 1933, il a voté une résolution de félicitations au très honorable M. Bennett, alors premier ministre à Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On n'a pas le droit de dire des choses qui ne sont pas conformes aux faits. La résolution de Sherbrooke était là pour prouver le contraire. M. Bennett n'a jamais été et ne sera jamais mon chef. Je n'étais pas le candidat de M. Bennett à la convention de Sherbrooke. Je ne l'ai jamais accepté comme chef et M. Bennett le savait. À Sherbrooke, M. Bennett était contre moi, parce qu'il savait que j'étais contre lui.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Et pourtant, lorsque le premier ministre a été choisi comme chef de son parti à la convention de Sherbrooke, la première chose qu'il a faite officiellement comme chef, ça a été d'envoyer une résolution à M. Bennett, disant qu'il approuvait son programme et qu'il le reconnaissait comme chef.

(Rires)

M. Boyer (Châteauguay): Qu'est-ce que la convention de Sherbrooke a à faire avec le chômage?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Elle a autant à faire avec le chômage que tous les discours sur les canons et les armes que nous sert le gouvernement. Qu'est-ce que l'armement a à faire avec le chômage?

Un député: Il y a une différence.

M. Boyer (Châteauguay): Ah! Mais non. Ottawa a de l'argent pour les armements, mais n'en a jamais assez pour les chômeurs.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): En fait, du côté du gouvernement, il est possible de discuter de

n'importe quel sujet, sauf celui qui est examiné, mais je savais bien qu'on nous empêcherait de répondre en soulevant des points d'ordre quand viendrait notre tour.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Les paroles du député de Rivière-du-Loup sont injurieuses pour le président.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je retire mes dernières paroles. Je sympathise avec le président parce que le premier ministre lui suggère ses décisions. Il fait l'éloge du député de Missisquoi (M. Pouliot).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) intervient.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je retire mes paroles une fois de plus, dit-il.

Le gouvernement joue au football avec Ottawa. En 1935¹⁴, quand M. Bennett a présenté ses lois sociales, le premier ministre a-t-il protesté parce qu'on violait l'autonomie provinciale? Non, ce sont les libéraux qui ont protesté. Ils ont protesté parce que les provinces n'étaient pas consultées.

En 1935, ce sont King et Lapointe et d'autres libéraux qui ont défendu l'autonomie des provinces contre les lois Bennett; Bennett a essayé d'imposer particulièrement l'assurance-chômage sans consulter les provinces.

Actuellement, le gouvernement libéral d'Ottawa consulte toutes les provinces. C'est donc qu'il reconnaît les droits des provinces. C'est reconnaître le droit de propriété de son voisin que de lui demander la permission de passer sur son terrain.

En contraste avec le respect des droits des provinces, le premier ministre a refusé d'assister à la commission Rowell¹⁵ à Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député commence au déluge. Il devrait en venir au bill.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand j'entendais le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) et le premier ministre attaquer Ottawa, je savais bien qu'on nous empêcherait de répondre. On refuse l'assurance-chômage sous prétexte d'économie. Pourtant, le seul remède efficace pour l'avenir contre le chômage, c'est bien l'assurance-chômage contributive imposée par Ottawa avec le consentement des provinces.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas question dans le bill d'assurance-chômage mais de chômage. L'assurance-chômage, c'est pour guérir un mal à venir. Il s'agit dans le bill d'un mal présent. Avant d'acheter des remèdes pour la prochaine maladie, on essaie de guérir celle qui fait souffrir.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est précisément l'avenir qu'il faut prévoir. Au lieu de faire de la démagogie, de la petite politique, de parler d'armements, on devrait commencer à prévoir l'avenir.

On dit qu'Ottawa n'a rien fait. Pourtant \$400,000 par mois, c'est déjà beaucoup. Et si Ottawa n'a pas fait plus, c'est parce qu'on n'a pas voulu qu'Ottawa mette le nez dans nos livres et contrôle la façon dont on dépense son argent. On a parlé de banquets. Ça fait de la peine au premier ministre que M. Lapointe ait eu un beau banquet. Il a ça sur le cœur. Cependant, il y en a des banquets dans l'Union nationale. Est-ce qu'il n'y a pas un club qui s'appelle le Club Renaissance?

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): À l'ordre. On devrait s'en tenir au bill.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si Ottawa n'a pas donné plus qu'il n'a donné, c'est parce qu'à Québec on a voulu faire de la partisanerie politique avec cette question et du patronage avec l'argent du chômage d'Ottawa.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): C'est faux. Ce sont les libéraux qui ont fait de la partisanerie. C'est sur les travaux du fédéral qu'il se fait du patronage. Là, on n'embauche que ceux qui ont une carte du député libéral fédéral. Au sujet des contributions du fédéral, pas un sou n'a été versé sans l'intervention directe des membres du fédéral. À Québec, c'est le bureau de chômage de l'hôtel de ville qui embauchait et le gouvernement n'a pas fait de patronage. Dans le comté de Rivière-du-Loup, nous avons donné du travail à tous les chômeurs.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je l'admets. Dans le comté de Rivière-du-Loup, tout le monde a été traité justement.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Le fédéral a toujours refusé sa coopération et on va se mettre à ses genoux? L'Union nationale ne pliera les genoux devant personne. Elle ne pliera pas les genoux devant l'autocratie fédérale.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Elle va rester debout?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
Elle ne s'aplatira certainement pas.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le ministre peut être bien intentionné et avoir donné des ordres contre le patronage, ce sont les organisateurs qui favorisent le patronage.

Si le ministre plaide sa cause à Ottawa comme il parle ici, je comprends qu'il soit mal reçu. C'est pourquoi Québec éprouve des difficultés dans ses négociations avec Ottawa. On peut rester debout et demander d'une façon polie la coopération d'Ottawa. S'il n'y a pas de coopération, c'est que vous refusez de collaborer, que vous ne perdez pas une occasion de tomber sur Ottawa. En dénonçant le gouvernement libéral à Ottawa, on ferme délibérément la porte à la coopération honnête et juste. Le premier ministre a souvent dit qu'Ottawa devrait prendre tout le fardeau de l'assurance-chômage. Toutefois, l'administration centrale a essayé de faire des offres de collaboration équitable et Québec a fermé ses portes.

Il est facile de s'entendre, même entre adversaires, pour le bien d'une province et d'un pays. On ne parlerait pas d'Ottawa comme on en parle si c'était Bennett ou M. Manion qui était au pouvoir. Que l'on collabore comme M. Hepburn¹⁶ sait collaborer avec le gouvernement de King dans l'adoption d'un système d'assurance-chômage national. Le discours du trône, qui a été lu hier à l'ouverture de l'Assemblée législative de l'Ontario, indique que l'Ontario va collaborer avec Ottawa relativement à l'assurance-chômage. Le Québec devrait suivre l'exemple de l'Ontario.

Ce n'est pas un problème politique. Cependant, en se disant indépendant des politiques du fédéral, le premier ministre et le député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay) ont toujours des rapports violents et des critiques en regard des problèmes du fédéral, comme l'armement. Le premier ministre du Québec devrait laisser tomber la politiciaille mesquine pour que le fédéral accorde de l'aide au Québec. Ils ne vont pas aider leur cause s'ils se rendent à Ottawa en brandissant leurs poings. Ah! Si le premier ministre parlait à Ottawa avec le bon sourire qu'il a en ce moment. Que l'on aille à Ottawa avec le sourire et que l'on dise: "Cessons nos luttes fratricides." On sera mieux reçu. La modération et la justice assureraient des négociations plus satisfaisantes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pour avoir justice d'Ottawa, il faut leur faire des sourires?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
Ottawa ne marche qu'avec le fouet.
(Rires)

M. Chaloult (Kamouraska): Cette question est très importante. Le premier ministre a fait deux déclarations incompatibles avec les faits. Au sujet de celle qui a traité sur l'autonomie provinciale, je n'ai que des félicitations à lui faire. Je ne saurais trop l'approuver. Il a dit ensuite que le coût du chômage devrait être entièrement supporté par Ottawa, par le gouvernement fédéral. Il dit que cette obligation est fondée sur le fait que le pouvoir fédéral a plus de moyens de taxer que les provinces. Il y a un danger de demander au fédéral de prendre à sa charge le coût entier des secours et des travaux; si nous admettons qu'Ottawa doit supporter tout le coût du chômage, nous devons en retour des obligations que nous contracterons lui abandonner des décrets auxquels il pourra avoir droit.

Il prétendra posséder le droit de légiférer pour enrayer et prévenir le chômage dans tout le pays. S'il a l'obligation de payer, il prétendra avoir le droit de réclamer le pouvoir de légiférer en matière sociale. Si l'on permet à Ottawa de légiférer sur les lois sociales, ça peut être bon pour l'ensemble du pays, mais c'est fort dangereux pour les Canadiens français. C'est très grave, et le danger est qu'il ne se contente pas de légiférer en matière sociale, car Ottawa en profiterait pour centraliser davantage. Toutes nos lois sociales pourraient bien y passer, et il pourrait s'attaquer à nos lois civiles. Nous avons des prérogatives à conserver, et, si on lui permet de légiférer, le fédéral pourra s'arroger des droits.

Il faut sauvegarder notre Code civil et nos prérogatives. On ne devrait pas se servir de cette question pour faire de la politique. On ne devrait pas en profiter pour attaquer le fédéral sur sa politique d'armement. Je suis bien à l'aise pour parler de cette question, car je suis contre les armements.

Je demande que le gouvernement s'entende avec Ottawa.

M. Barré (Rouville): Il y a un fait brutal. Alors que le gouvernement central a ses droits et ses privilèges, il ne faut pas oublier que les provinces ont des droits et des pouvoirs. Le gouvernement de Québec est un gouvernement souverain. Quand on réclame notre autonomie, on réclame le maintien de tous nos droits et de toutes nos prérogatives.

Une chose est à noter, c'est que, dans toutes nos élections partielles, nous avons eu sur le dos les députés fédéraux. Je rappelle à la gauche, dit-il, que le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) n'est pas intervenu dans les élections fédérales. Le gouvernement de Québec ne détient pas tous les droits et les libertés comme les possède le gouvernement fédéral.

J'approuve, dit-il, l'attitude du gouvernement. Les réclamations provinciales sont soumises strictement en vertu du pacte confédératif. Il n'y a pas de mal à réclamer ce que nous désirons d'Ottawa et à reprocher au gouvernement fédéral qu'il n'ait pas fait sa part si nous en sommes convaincus. Le chômage est une plaie. En dépit de tous les moyens, il restera toujours une plaie. J'admets que tous les travaux ne sont pas de l'argent gaspillé, mais il y a une bonne proportion de gaspillage. On a dépensé \$70,000,000¹⁷ en 29 mois pour le chômage.

Si le fédéral et les municipalités avaient fourni chacun un tiers, la part de chacun aurait été de \$23,000,000. Mais les municipalités ont dit qu'elles ne pouvaient contribuer dans une telle proportion. Elles ont donné \$10,000,000 et le gouvernement provincial a payé la balance. Mais est-ce que le gouvernement fédéral a dit qu'il ne pouvait pas faire sa part? Il n'y a pas de crime à lui reprocher de n'avoir pas fait sa part.

J'espère, dit-il, qu'une entente viendra régler le problème pour donner, non pas des travaux qui portent un qualificatif déprimant, mais des travaux tout court.

En 1934, rappelle-t-il, l'honorable M. Vautrin avait fait une motion en Chambre pour réclamer d'Ottawa un traitement plus juste et plus équitable envers Québec au point de vue de chômage. Le gouvernement actuel demande la même chose. Il est vrai que c'étaient des bleus qui étaient au pouvoir à Ottawa, mais le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) est-il prêt à dire que ses amis d'alors faisaient de la petite politique?

M. Bastien (Berthier): Est-ce que la motion Vautrin n'était pas conçue dans des termes polis et parlementaires?

M. Barré (Rouville): Les règlements de la Chambre existaient dans ce temps-là comme aujourd'hui, et la motion devait être nécessairement conçue dans des termes parlementaires. Je me rappelle, par exemple, que dans la discussion il y a eu des attaques assez vives contre le gouvernement central.

M. Bastien (Berthier): Était-ce mal?

M. Barré (Rouville): Tous les écarts de langage sont condamnables. Un amendement fut même proposé par mon voisin d'aujourd'hui¹⁸ et il comportait une demande de respecter les droits de Québec. On réclame tout simplement ce qui est dû à la province de Québec. Ottawa devrait payer son tiers et participer dans le tiers des municipalités. Nos amis libéraux de cette Chambre devraient être patriotes et Canadiens avant d'être libéraux. Si on mettait de côté les questions de parti, les discussions seraient beaucoup moins longues et les résultats meilleurs.

M. Taché (Hull): Dans mon comté, les chômeurs de Hull et de la Pointe Gatineau ne sauraient trop remercier le gouvernement d'Union nationale pour ce qu'il a fait pour eux. Sans le gouvernement de Québec, ils auraient crevé de faim depuis 1935. C'est le gouvernement de Québec qui leur a donné du travail. \$35,000,000 de dollars ne sont même pas suffisants pour venir en aide à tous les chômeurs.

Dans la ville de Hull et la Pointe-Gatineau, s'il avait fallu compter sur les amis du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), à Ottawa, pour voir des secours, un grand nombre de personnes seraient mortes de faim.

On nous accuse de faire de la politique. On ne fait pas de politique! Récemment, à Hull, une élection municipale a eu lieu. Un bon libéral se présentait à la mairie et nous l'avons laissé élire par acclamation. Comme il y a 1,500 personnes sans travail à Hull, ce maire s'est rendu auprès du M. Rogers et lui a fait une proposition pour avoir de l'ouvrage. M. Rogers lui a dit: "Très bien, mais entendez-vous avec le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) de la province de Québec et faites-lui approuver le tout."

Je suis venu à Québec avec le maire de Hull, pour rencontrer le ministre du Travail, et il a accepté la proposition immédiatement. Mais quand le temps de commencer les travaux est arrivé, le maire de Hull est venu à Ottawa faire rapport à l'honorable Rogers. Ce dernier a manqué à sa parole. Et la ville de Hull n'a rien eu. C'est là un exemple de la collaboration d'Ottawa.

Cela est si vrai qu'à la première réunion du conseil, le maire, un bon libéral, a dénoncé M. Rogers et félicité l'honorable député de Maisonneuve. Nous avons 1,500 pères de famille sous le chômage et nous dépensons de \$55,000 à \$60,000 par mois. Ils ont du travail présentement. Il y a encore 500 pères de famille qui crèvent de faim. En ce moment, il faut

donner du pain à ceux qui crèvent de faim et du travail à ceux qui peuvent travailler.

À Hull, pour avoir du travail, il faut avoir une lettre du député fédéral Alphonse Fournier. Les membres de l'Union nationale sont mis de côté. Récemment, des travaux ont été entrepris. Là encore, il fallait une lettre du député pour avoir de l'emploi. On préfère des célibataires à des pères de famille de 10 enfants. Ces derniers n'auraient pas de travail si ce n'était pas des travaux provinciaux. Quand des positions sont libres, nous les donnons aux membres de l'Union nationale, je l'admets, mais quand il s'agit de donner du travail, il n'est jamais question de politique. Mais les libéraux ne font pas de même. Pour prévenir le manque de nourriture, je demande au gouvernement du Québec de continuer son programme d'assistance des deux dernières années.

On nous reproche d'avoir dépensé \$32,000,000 au cours de la dernière année pour des travaux de chômage. Ce qui importe, ce n'est pas l'argent dépensé, c'est d'empêcher les gens de crever de faim. Qu'on ait des déficits de \$100,000,000 s'il le faut, mais qu'on fasse travailler les gens, qu'on prévienne la révolution qui s'en vient. L'autre jour, le député de Québec-Centre (M. Hamel) a insulté tous les chômeurs de la province; il a parlé des parias, des révoltés et des crève-la-faim pour administrer le bien des autres. Je cite *Le Canada*, l'organe du Parti libéral.

M. Hamel (Québec-Centre): Ce que vous venez de citer ne représente pas les paroles que j'ai prononcées en cette Chambre. J'ai dit que si nous vivions en démocratie, ce serait des parias, des crève-la-faim, des dépouillés...

Des députés font des interruptions.
(Rires)

M. Taché (Hull): J'ai compris que *Le Canada* avait un sténographe officiel attaché ici pour rapporter ce qui s'y passait.

M. Hamel (Québec-Centre): Il n'y a malheureusement pas de sténographes officiels ici. Si l'on veut mettre une motion à l'effet d'en avoir quelques-uns, je l'appuierai volontiers. Il arrive que nos paroles sont déformées dans les journaux. Je sais que les journalistes font de leur mieux et que ce n'est pas toujours si facile lorsqu'on est interrompu.

M. Taché (Hull): Mais *Le Canada* dit que le député de Québec-Centre a traité les électeurs de crève-la-faim, de parias.

M. Drouin (Québec-Est): Mon ami de Hull est obligé d'accepter la déclaration du député de Québec-Centre.

M. Hamel (Québec-Centre): Je vais vous lire mon texte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les rapports du discours du député de Québec-Centre dans les journaux sont conformes aux faits.

M. Hamel (Québec-Centre): Il y a des règlements en cette Chambre qui obligent un député à accepter les dénégations que fait un autre député. On veut me contredire et on n'a pas le droit de le faire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député l'a dit. Il l'a bel et bien dit!

M. Drouin (Québec-Est): Je soulève un point d'ordre.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Un point d'ordre sur ce que le premier ministre va dire? Un point d'ordre avant qu'il ne parle?

M. Drouin (Québec-Est): Le député de Hull a mis dans la bouche du député de Québec-Centre des paroles que le député de Québec-Centre dit n'avoir pas prononcées. Il devrait accepter sa déclaration, s'il voulait se conformer aux règlements. Je comprends que les journalistes font leur possible, mais le député de Québec-Centre dit qu'il n'a pas prononcé les paroles qu'on lui met dans la bouche. Un député a le droit de se lever, dans ce cas-là, et de faire une dénégation. Le député qui a cité le journal doit accepter cette dénégation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répète que le député de Québec-Centre a exactement dit ce qui rapporte *Le Canada*. Je l'ai entendu. Le député de Québec-Est, soulevant là-dessus un point d'ordre, prétend qu'un député a le droit de démentir des comptes rendus des journaux. Oui, dans certains cas. Mais avec la théorie du député de Québec-Est, si un député dit, en Chambre qu'il fait noir, que nous prouvions audit député qu'il fait clair, et que ce même député vint nous dire ensuite: "Je n'ai jamais dit qu'il faisait noir", nous saurions de quel côté est le menteur. Un député ne doit pas nier la lumière. La preuve, M. le président, que le député a bel et bien dit les paroles que

rapporte *Le Canada*, c'est qu'aussitôt après, je me suis levé au nom de mes électeurs de Trois-Rivières pour les défendre contre les accusations de crève-la-faim et de parias que leur lançait le député de Québec-Centre.

M. Hamel (Québec-Centre): Le premier ministre déforme encore mes paroles.

(Rires)

M. Boyer (Châteauguay): Savez-vous que vous êtes une cause de désordre dans cette Chambre? (Effervescence)

M. Hamel (Québec-Centre): Pas autant que vous. Vous, vous avez été cité dans des éditoriaux de journaux comme une cause de désordre en Chambre.

M. Boyer (Châteauguay): Il n'y a de désordre qu'avec vous dans cette Chambre.

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Vous avez interrompu tout le monde de ce côté-ci de la Chambre.

M. Boyer (Châteauguay): Pardon. Le député de Kamouraska (M. Chaloult) a parlé, hier soir, et nous l'avons écouté. Il parlait mieux que vous.

M. Hamel (Québec-Centre): Vous l'avez écouté, mais, au commencement, il a eu de la misère.

(Rires)

M. Taché (Hull): Je ne comprends pas que le député de Québec-Centre puisse nier les paroles que lui prête *Le Canada*.

M. Bastien (Berthier): M. le président, il y a des règlements ou il n'y a pas de règlements dans cette Chambre?

M. Taché (Hull): En lisant *Le Canada*, je vois que ce que ce journal fait dire au député de Québec-Centre doit être vrai parce qu'aussitôt après, c'est le député de Châteauguay qui a la parole et qui dit: "Le député de Québec-Centre n'a pas le droit de jeter l'injure sur les électeurs. Il me semble que le député de Québec-Centre devrait retirer sa demande de rectification."

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): J'affirme que je n'ai pas dit cela, tel que rapporté dans le journal

que cite le député de Hull (M. Taché). J'ai d'ailleurs un texte. Quand vous trouvez une erreur de compte rendu dans un journal, vous le trouvez dans les autres journaux. Ces comptes rendus sont faits en série. De la sorte, on a rapporté mon discours avec toutes les interruptions produites pendant que je parlais, et mon discours est un vrai coq à l'âne, tel que rapporté.

(Rires et applaudissements)

Je prends, au contraire, *Le Droit* d'Ottawa. Il donne un résumé de mon discours, et je puis au moins suivre une trace de pensée; cela a du bon sens. Il est vrai que j'ai été criblé d'interruptions et que, souvent, mes interrupteurs ont repris mon discours pour le déformer.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):

Si le député de Québec-Centre veut relire son texte, il verra qu'il est conforme à l'article du *Canada*.

M. Hamel (Québec-Centre) s'apprête à lire ce texte.

M. Boyer (Châteauguay): Vous n'en avez pas de copies de ce texte-là pour qu'on vous suive en cas que vous changiez quelque chose?

(Rires)

Moi, je n'ai pas confiance.

M. Hamel (Québec-Centre): Alors, je ne le lis pas, si vous n'avez pas confiance.

M. Boyer (Châteauguay): Lisez, lisez.

M. Hamel (Québec-Centre): Voici: "En véritable démocrate, ils décideraient avec les prolétaires, eux aussi sans ressources, du choix des administrateurs de la chose publique. En somme, nous en serions arrivés au point où les gueux sans ressource aucune pourraient se faire élire pour administrer le bien des autres en faveur de leurs électeurs, les parias, les miséreux, les crève-la-faim, les dépouillés, les révoltés. Si cela ne se produit pas ainsi, c'est précisément parce que nous ne vivons pas en véritable démocratie et que l'oligarchie veille toujours à placer ses créatures aux points stratégiques, tout en laissant croire au peuple qu'il élit l'homme pour prendre les intérêts des faibles. Continuelle illusion, mais vive la démocratie quand même! Une véritable démocratie ne pourrait avoir ainsi conduit un peuple à la ruine"¹⁹!

M. Boyer (Châteauguay): Ne changez rien, là! M. le président, le député de Québec-Centre est

après changer de page. Il veut déformer ses propres paroles. C'était là qu'arrivait sa déclaration sur les crève-la-faim, les révoltés.

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre) termine la lecture de ce passage de son discours.

(Silence)

M. Boyer (Châteauguay): C'est absolument ce que dit le journal cité par le député de Hull.

M. Hamel (Québec-Centre): Je vais continuer.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): On l'a entendue une fois, la déclaration, c'est assez.

M. Taché (Hull): Je tiens à faire remarquer que le député de Québec-Centre dit que son discours a été haché d' interruptions. Mais, d'après le texte du *Canada*, le député a insulté toute une classe d' électeurs, les chômeurs.

Moi, si de mes paroles eussent été mal rapportées, je me fus levé dès le lendemain en Chambre pour protester contre ce compte rendu et remettre les choses au point. Il attend 48 heures après que je les ai citées moi-même en Chambre pour faire ses rectifications.

M. Hamel (Québec-Centre): Il y a des règlements en cette Chambre, on doit les observer. S'il y en a, ils sont pour tout le monde. Ma parole doit passer la première dans cette Chambre.

Des députés: Brrr! Brrr!

(Rires)

M. Drouin (Québec-Est): En vertu de l'article 245 du Règlement...

M. Boyer (Châteauguay): L'article de la mort.

(Rires)

M. Drouin (Québec-Est): On n'a pas le droit d'imputer à un député qui les nie des déclarations supposées fausses. Le député de Québec-Centre ayant nié avoir prononcé ces propos...

M. Boyer (Châteauguay): Il n'y a pas d'à propos.

(Rires)

Des députés font du bruit et des interruptions.

M. Taché (Hull): Eh bien! Moi, que voulez-vous que je fasse?

Il y a au moins 25 députés dans cette Chambre qui disent que j'ai raison en citant *Le Canada*, et il y en a un seul qui dit que je n'ai pas raison. Que dois-je faire?

M. le président: Toute cette question est bien compliquée. Je crois que je vais m'en tenir au Règlement, et, comme l'estime le député de Québec-Est (M. Drouin), on doit accepter la dénégation du député de Québec-Centre (M. Hamel).

M. Taché (Hull): Très bien, je dirai qu'il y a une différence entre ce que rapporte *Le Canada* et le texte que le député vient de lire.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela a été dit tel que rapporté, je l'ai entendu.

(Rires)

M. Leduc (Laval): Parlant sur le bill 26, j'estime que c'est un bill qui vient à son heure. Jusqu'en 1937, il y avait eu, pour le chômage, une collaboration sage et économe. Mais, à partir de 1937, les différents ministères, le ministère de la Voirie, entre autres...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)²⁰: Lorsque les crédits de la voirie viendront, nous pourrions discuter de la désorganisation dont le député parle dans le ministère de la Voirie, et qui était une chose de son temps.

M. Leduc (Laval): J'ai le droit d'appuyer mes arguments par des exemples qui ont été vécus. Il appartient à la Chambre d'apprécier la valeur de ces arguments, mais non pas d'empêcher un député de parler.

Je dis que cette argumentation que je fais est nécessaire, si l'on discute du bill en question. Un député n'est pas obligé d'accepter une interprétation fantaisiste des règlements que veut bien faire un autre député.

M. Boyer (Châteauguay): Le député de Laval est-il pour ou contre le bill?

M. le président: Je comprends que le député parlait de la désorganisation en 1937, à la voirie. Qu'il répète donc ses dernières paroles afin que je juge de la valeur du point d'ordre.

M. Leduc (Laval): Pas d'objection. Je...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Point d'ordre!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je rappelle le premier ministre à l'ordre. Il n'a pas le droit de critiquer la décision du président.

M. Leduc (Laval): Dans le passé, je disais que cela a eu des effets administratifs désastreux. Je continue.

M. le président: Non. J'en ai assez, je maintiens le point d'ordre du premier ministre. Comme le premier ministre vient de le dire, le député de Laval (M. Leduc) aura, en temps et lieu, lors de la discussion des crédits de la voirie, l'occasion de parler de cela.

M. Leduc (Laval): Le bill implique la collaboration entre les divers ministères. Mais on a oublié, dans la présentation qu'on en a faite, de citer les offres d'assistance qui sont venues de l'extérieur. M. Honoré Parent, directeur des services municipaux de la ville de Montréal a préparé un travail des plus intéressants sur la question du chômage, travail qu'il a soumis au ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), je crois. M. Parent a mis dans son rapport des chiffres très exacts cités à la Chambre des communes, en janvier, par l'honorable Norman Rogers. La conclusion est la suivante: "Si Québec acceptait l'offre du fédéral, les secours du chômage seraient vite réglés dans la métropole."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ottawa s'est toujours soustrait à son devoir vis-à-vis la province de Québec en ce qui nous concerne. M. Rogers nous a donné \$115,000 pour la province de Québec. Autant donner un petit pain pour nourrir une armée.

M. Leduc (Laval): Vous allez me forcer à lire le texte de l'honorable Norman Rogers.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
Si l'honorable député veut me le permettre, je vais dire ce qui s'est passé, et on verra où sont les responsabilités. La proposition de M. Rogers, c'est votre humble serviteur qui l'a soumise au fédéral, il y a un an et demi passé...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce n'est pas une offre, il n'y a pas eu d'offre.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
Ce n'est pas une offre, c'est un discours du ministre du Travail à Ottawa. Et ce qu'il dit dans son discours, nous l'avons offert à Montréal.

M. Leduc (Laval): Je reconnais là le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), l'homme franc et sincère qui dit ce qu'il pense.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
Je suis honnête et c'est pour ça que je suis resté de ce côté-ci.

(Rires)

M. Leduc (Laval): (Hésitant) Bien! Cette chose-là, nous pourrions la discuter ailleurs. Mais voici une intéressante déclaration du ministre du Travail, que les journalistes ont sans doute notée.

(Se tournant vers le balcon des journalistes) Il y a un an et demi, le ministre du Travail a soumis précisément au gouvernement fédéral...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député de Laval ne devrait pas tourner le dos à l'Orateur. Ce n'est pas digne. Il était tourné et regardait... je ne sais quoi.

M. Leduc (Laval): Le premier ministre va s'apercevoir que j'ai des nerfs d'acier. Si le débat n'avait eu pour effet que de provoquer cette déclaration du ministre du Travail, il n'aurait pas été fait en vain.

On va enfin savoir qui est sincère. Le ministre devrait être félicité pour cette déclaration honnête, puisque, d'après M. Honoré Parent, le problème des secours directs sera résolu, si on donne suite au projet Rogers.

Les gens de Montréal en avaient assez de voir que les autorités politiques ne savaient plus où elles en étaient avec l'administration de l'assurance-chômage. Si les ministres voulaient donner suite...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il est 6 heures: le comité va rapporter progrès.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 15**Thomas-Philippe
Gagnon**

M. Labbé (Mégantic) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à admettre Thomas-Philippe Gagnon à la pratique de la profession de pharmacien.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Labbé (Mégantic) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Droits de la Ontario Paper Company
transférés à la Quebec North Shore Paper**

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de la Ontario Paper Company Limited, dans la province de Québec, à la Quebec North Shore Paper Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Georges-Albert Roy

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Georges-Albert Roy à la pratique de la profession d'avocat.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Boyer (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Lévis

M. Larochelle (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

The Empire Trust Company

M. Barrette (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 relatif à The Empire Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Bureau central des écoles protestantes
de Montréal**

M. Bulloch (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Syndics de Saint-David d'Estcourt

M. Dubé (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 concernant les syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Sécurité dans les édifices publics

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 23 modifiant les lois du département des Travaux publics et du département du Travail relativement à la sécurité dans les édifices publics.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher) que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher) que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

Bureau de reconstruction économique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 26 relatif à l'administration des secours de chômage.

Adopté.

En comité²¹:

M. Leduc (Laval): J'en étais à parler des propositions soumises par l'honorable Norman Rogers aux Communes, propositions contenues dans un discours dont je retrouve le texte dans le *Hansard*. Ottawa serait en faveur de travaux conjoints. Ces propositions sont en trois points. En qui concerne les secours directs, Ottawa paierait 40 %, les provinces 40 % et les municipalités 20 %. En ce qui concerne les secours aux chômeurs dits "de passage", les municipalités ne payeraient rien et les deux gouvernements se partageraient les dépenses à 50 %. La troisième proposition concerne les travaux publics.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit et je répète qu'aucune proposition ne nous a été faite par le gouvernement fédéral. Jamais Ottawa n'a présenté à Québec un plan pour régler le chômage à Montréal. Le député ne fait que citer le discours d'un ministre qui a été d'une grande injustice pour la province de Québec. Que l'on discute donc sur le bill, et non pas sur des projets qui pourraient être faits dans l'avenir.

M. Leduc (Laval): Les ministres, à Ottawa, ont une certaine autorité. Leurs paroles engagent le ministère. (Citant le discours de M. Rogers) C'est un ministre responsable, dit-il, qui ne pouvait faire autrement que de parler au nom du gouvernement.

Des députés l'interrompent.

Un député ministériel lance une phrase où il est question du maire de Montréal.

M. Leduc (Laval): Le maire de Montréal a du mérite. M. Houde a heureusement réussi un emprunt. Parce qu'il a mauvaise presse, le public ne se rend probablement pas compte du travail de géant qu'il a fait...

M. Boyer (Châteauguay): C'est ça que vous disiez de lui en 1935 et 1936 quand vous le combattiez?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Et vous en 1931?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne vois pas l'utilité de discuter du maire de Montréal. Ces questions n'intéressent pas la Chambre. Qu'on en vienne donc au bill! Mais j'admets, dit-il, que le député de Laval a le droit de faire de l'acrobatie politique.

M. Leduc (Laval): J'ai été provoqué, dit-il. Je veux expliquer de nouveau les propositions contenues dans le discours de M. Rogers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le député de Laval fait perdre le temps de la Chambre. Il ne s'agit là que d'un discours théorique fait par le professeur Rogers, ancien secrétaire de M. King. La province de Québec n'a reçu aucun projet d'Ottawa. Je demande au président d'ordonner au député de Laval de s'en tenir au bill proprement dit.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Tout le monde a parlé de toutes sortes de choses.

M. Leduc (Laval): Je suis la direction donnée par le premier ministre. Le bill est merveilleux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La seule manière de manifester son sentiment en faveur du bill consiste à voter.

M. le président: À l'ordre. Je demanderais au député de Laval de s'en tenir à la question.

M. Bastien (Berthier) intervient. On en vient aux gros mots.

M. Leduc (Laval): Lorsque j'étais ministre de la Voirie, j'ai obtenu d'Ottawa toute la

collaboration demandée. J'ai obtenu \$450,000 pour la disparition des traverses à niveau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas d'Ottawa, mais de la Commission des chemins de fer. Je suis encore obligé de rappeler le député à l'ordre. Le voilà rendu aux traverses à niveau. Il devrait être au niveau de la question.

M. Bastien (Berthier) intervient en faveur du député de Laval.

Des députés parlent.

M. Bastien (Berthier): Je ne suis pas fâché, dit-il, que le premier ministre l'insulte. C'est lui reconnaître une certaine valeur.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) parle d'insinuations malhonnêtes et annonce que, s'il se fâche, ce sera pour de bon.

M. Bastien (Berthier): L'insulte est l'argument de ceux qui n'en ont pas, l'argument des farceurs.

M. Leduc (Laval): Je ne défends, dit-il, aucun gouvernement, mais l'entente ne se fera pas si l'on attaque toujours le pouvoir central. Ce n'est pas en attaquant un gouvernement que l'on obtiendra les fins du bill.

M. le président: Je demande au député de Laval de ne pas faire de digression et de s'en tenir au bill.

M. Leduc (Laval): Le premier ministre veut-il que je me présente dans deux comtés pour que je puisse remporter deux victoires. J'ai, dit-il, la confiance de mes électeurs.

M. le président: Prononcez-vous pour ou contre le bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député de Laval démissionne et nous allons le rencontrer. Je le battraï, dit-il. Nous ferons l'élection dans les plus courts délais prévus par la loi.

M. Leduc (Laval): Je vais faire mieux que cela avec le premier ministre. Il a laissé planer des doutes sur ma réputation.

Des voix: À l'ordre! À l'ordre!

Des députés chahutent.

M. Leduc (Laval): Je suis à la disposition du premier ministre pour n'importe quelle enquête qu'il voudra instituer, n'importe où, n'importe quand.

M. le président: À l'ordre! Tenez-vous-en à la question.

M. Boyer (Châteauguay): Il est en train de démissionner.

M. Leduc (Laval): J'ai le droit de répondre aux questions qui me sont posées.

M. Boyer (Châteauguay): Commencez par démissionner.
(Rires)

Des députés font du désordre.

M. Leduc (Laval): Le député de Châteauguay a peur du travail que je fais de ce côté-ci de la Chambre. Je mets le premier ministre au défi de prouver quoi que ce soit de répréhensible dans mon administration comme ministre de la Voirie. Tant qu'il ne l'aura pas fait, je resterai ici devant lui comme un remords pour le lui reprocher...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, le remords de ne pas l'avoir renvoyé plus vite.

Des voix: À l'ordre! À l'ordre!

Des députés font du vacarme.

M. Leduc (Laval): Je suis favorable au projet de loi, mais je demande que l'esprit du bill se traduise par de meilleures relations avec le fédéral.

Je reproche au premier ministre le mal qu'il a fait à ma famille.

J'ai, dit-il, presque fini mon discours.

(Applaudissements à droite)

Je savais que mes anciens compagnons d'armes finiraient pas m'applaudir. Ce bill a pour but de surveiller les travaux et les contrats.

Il continue son argumentation.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay) rougit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça devrait vous faire plaisir de voir un ministre rougir.

M. Leduc (Laval) termine son argumentation.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre n'a pas été juste pour le gouvernement d'Ottawa; il n'a pas parlé des travaux pour lesquels Québec a reçu une contribution du fédéral.

Le gouvernement ne cherche pas sérieusement la collaboration du pouvoir central. Pourtant, Québec et Ottawa ont bien travaillé ensemble sur certains problèmes. Il y a moyen de s'entendre comme on peut le voir par l'aide à la jeunesse, le développement des mines et les pensions. Si le gouvernement central n'a pu s'entendre avec celui de Québec, c'est parce que le gouvernement provincial donne les contrats sans soumission²².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'accusation est absurde. Le député de Berthier devrait être le dernier à apporter un tel argument. S'il y a quelqu'un qui donne des contrats sans soumission, c'est bien Ottawa. On sait que le gouvernement d'Ottawa a donné sans soumission, à M. Simard, les entreprises maritimes de Sorel, une affaire de \$14,000,000²³.

M. Bastien (Berthier): À Trois-Rivières, des travaux ont été faits en collaboration, parce qu'on a bien voulu demander des soumissions. En outre, divers montants ont été accordés par le pouvoir central, notamment \$135,404, \$337,500 et \$4,105,000.

Un député ministériel: Des gouttes d'eau.

M. Bastien (Berthier): Le provincial n'a pas voulu collaborer avec Ottawa. Le *Star* de Montréal, journal conservateur pourtant, prétend que la chicane entre les deux gouvernements provient du fait que Québec veut avoir le contrôle absolu des contributions fédérales. Il dit cela en date du 2 février.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier (M. Bastien) fait des déclarations contraires aux faits. À Trois-Rivières, le gouvernement provincial a donné des contrats pour plusieurs centaines de milliers de dollars et Ottawa n'a pas voulu y contribuer. Sur les chantiers, amis comme adversaires ont trouvé de l'ouvrage. La même chose s'est faite à Montréal et à Québec. Dans cette dernière ville, M. Ernest Lapointe a donné un banquet, mais lorsqu'il s'est agi de donner des travaux comme celui du bureau de poste, ce sont des

gens de Montréal qui ont eu le contrat au lieu d'un entrepreneur de Québec.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre sera surpris. Ottawa est silencieux mais lorsqu'il va parler, le premier ministre va rester surpris. Ottawa le laisse s'enfermer, mais les ministres parleront quand le temps sera venu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La voix du canon!

Des députés font du désordre en imitant le canon.

M. Bastien (Berthier): Il n'est pas surprenant que le premier ministre ne puisse s'entendre avec Ottawa. Il ne peut s'entendre même avec ses partisans. Les travaux de chômage du gouvernement du Québec sont si mal administrés que les députés de l'Île de Montréal ont été obligés de former un comité de patronage; ils ont fait de nombreuses plaintes et deux ont quitté les rangs du parti.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'ont pas quitté... nous les avons mis dehors.

M. Bastien (Berthier) parle d'une assemblée à Montréal où on n'a pas ménagé le gouvernement, surtout le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay). Si le bill actuel est devant la Chambre, c'est parce que ça n'allait plus dans le département du chômage. Le discours du ministre fut son chant du cygne. Il a cédé ses droits. Je dirai même que le projet lui-même est demandé, pour ne pas dire imposé par les banques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette affirmation est une insinuation. Jamais les banques ne sont intervenues. L'on n'est plus au temps de l'ancien régime où les banques dirigeaient le gouvernement et où elles étaient même en société avec le frère du premier ministre²⁴ pour voler les intérêts appartenant à la province. Je demande que le député retire ses dernières paroles.

Le bill n'est venu que par l'intelligence des membres du cabinet, sur la suggestion de l'honorable député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay). Ses objectifs principaux sont de centraliser, de simplifier et d'améliorer l'administration de l'assistance au chômage et d'enlever un poids considérable et injuste des épaules du ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay).

M. le président: Je demande au député de Berthier (M. Bastien) de retirer cette insinuation.

M. Bastien (Berthier): Je cède, dit-il. Mais il serait intéressant pour la Chambre qu'on me permit d'expliquer comment j'ai eu cette information.

Je suis, poursuit-il, contre les travaux dispendieux. On pourrait en faire de plus utiles. Il ne reste plus que 126,000 chômeurs alors que, sous l'ancien régime, il y en avait 500,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement emploie 32,000 personnes.

M. Bastien (Berthier): Si le département du chômage est mal administré à Québec, ce n'est pas la faute d'Ottawa.

M. Grégoire (Montmagny): Je connais bien, dit-il, la question du chômage depuis plusieurs années.

Un député ministériel: Pour ou contre?

M. Grégoire (Montmagny): J'aurais pu, dit-il, faire contre le gouvernement de Québec le même discours que le député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay) a fait contre celui d'Ottawa. Je me plains de l'hostilité que j'ai rencontrée auprès du gouvernement provincial lorsque j'étais maire de Québec. On m'a, ajoute-t-il, retiré la collaboration dont j'avais besoin. J'ai, poursuit-il, vécu près des ouvriers.

(Rires à droite)

Le premier ministre peut rire. Il est loin des souffrances du peuple.

Plusieurs suggestions qu'il a faites dans ce temps-là, dit-il, se réalisent aujourd'hui. Je félicite le gouvernement d'avoir contribué à l'établissement de nombreux terrains de jeu. J'ai souvent demandé de mettre le chômage au-dessus de la politique. Une commission aurait dû être nommée par les trois gouvernements pour administrer le chômage. Le peuple en aurait retiré un grand profit.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Le député de Montmagny (M. Grégoire) est-il venu une seule fois au bureau du ministre du Travail sans recevoir 100 % de coopération? N'est-il pas vrai que je ne pouvais l'aider parce qu'Ottawa ne nous aidait pas assez?

M. Grégoire (Montmagny): Je suis venu devant la Législature avec des demandes d'emprunt et on me les a refusées. J'ai fait des propositions

sensées. On me les a refusées! On m'a répondu: "Soumettez cela à un référendum", sachant bien que le référendum serait battu.

J'avais, rappelle-t-il, suggéré à maintes reprises de remplacer les secours par des travaux. Le gouvernement de Québec, en donnant du travail aux chômeurs, aurait pu faire entreprendre des travaux encore plus utiles à la masse que des stades, des ponts et des chemins. Le fédéral n'avait pas été généreux, mais il avait sans doute trouvé que les dépenses étaient exagérées.

Le gouvernement central est certainement obligé de faire sa large part pour remédier au chômage, car il est en grande partie responsable de la crise, après avoir lancé le pays dans une guerre qui nous a coûté des sommes fabuleuses. Je dis ce que je pense, mais je ne provoque pas et n'injurie pas. Les dettes sont la cause principale de la crise.

Le traité de commerce est une raison du chômage. Une autre raison est que le fédéral contrôle l'immigration et qu'il a laissé entrer trop d'étrangers qui viennent prendre les positions de nos gens. Les portes du pays sont trop ouvertes!

Des députés font des interruptions.

M. Grégoire (Montmagny): Nous sommes favorables au bill, mais est-ce qu'il n'y a pas lieu d'étudier ces questions? Nous sommes envoyés ici pour cela. Le gouvernement fédéral doit faire sa large part. Le gouvernement provincial aussi. Nos villes sont inondées de chômeurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Adopté?

M. Grégoire (Montmagny) parle de guerre et d'autres sujets.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) lui demande de s'en tenir au bill.

M. Grégoire (Montmagny) parle de traités de commerce et d'immigration.

Des députés ministériels protestent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Adopté?

M. Grégoire (Montmagny): Est-ce que ça fatigue le premier ministre que je parle? Je fais mon devoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout cela a été dit et redit 25 et 30 fois. Le député n'est pas ici pour dire des redites.

M. Hamel (Québec-Centre): Si on n'avait pas le droit de se répéter, le premier ministre ne parlerait jamais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remercie le député de Québec-Centre du compliment. Après m'avoir accusé de ne pas être constant avec moi, voilà qu'il me reproche de me répéter?

M. Grégoire (Montmagny): J'écoutais le député de Hull (M. Taché) dire qu'il serait prêt à dépenser jusqu'à \$50,000,000 pour donner à manger aux chômeurs.

Nous sommes tous du même avis. Mais, même en dépensant \$100,000,000, on ne réglerait pas la question. C'est comme si les poissons d'un lac étaient malades.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi comparer les chômeurs à des poissons?

M. Grégoire (Montmagny): C'est le gouvernement que je compare aux poissons.
(Rires)

Il (M. Grégoire) continue sa comparaison sur les poissons et déclare que la dictature économique est un déchet à la source de tout le mal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a toujours un bout! Je savais que le député était pêcheur, mais pas à ce point là. Je lui demande de ne pas donner ce spectacle et de s'en tenir au bill.

M. Grégoire (Montmagny): Merci au premier ministre de l'intérêt qu'il me porte. Si le but du bill est simplement de créer un bureau de chômage, je vais m'asseoir; si c'est d'arriver à guérir la plaie sociale du chômage, je reste debout.

M. le président: Le but est de créer un bureau de chômage. Que le député prenne son siège suivant sa promesse.
(Rires)

M. Grégoire (Montmagny): Je veux continuer à parler de la dictature économique.

Des voix: Adopté!

M. Hamel (Québec-Centre): Est-ce que le gouvernement aurait peur que nous suggérions des remèdes?

M. le président: Il s'agit de remédier au chômage, et le meilleur moyen est de laisser travailler la Chambre.

M. Grégoire (Montmagny): Je parle de la dictature économique, source de tous les maux.

Des députés l'interrompent.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): À Moscou, la dictature!

M. Grégoire (Montmagny) parle.

M. le président rappelle le député à l'ordre en lui demandant de s'en tenir au bill.

M. Hamel (Québec-Centre): Quand un éminent professeur d'économie politique parle, on devrait l'écouter. On s'instruirait.

(Rires)

L'on discute de toutes sortes de choses, même des armements.

M. le président: On a été assez longtemps en dehors de la question et il est temps de s'en tenir au bill proprement dit.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand on a ouvert la porte aux digressions, je savais bien qu'il y aurait deux poids et deux mesures.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) intervient.
(Charivari)

M. Grégoire (Montmagny): (Voulant continuer) C'est un nouveau bâillon!

M. Boyer (Châteauguay): Respectez donc les règlements. Le président est debout, vous devriez vous asseoir.

M. Grégoire (Montmagny): Levez-vous donc pour parler! Au lieu de passer votre temps à nous interrompre, dites-nous donc ce que vous pensez de cette question, et nous pourrions vous répondre.

M. Leduc (Laval): Je demande si le but de la loi est de tracer un programme de travaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'avertis la Chambre que le bill doit passer cette semaine et qu'on siègera demain s'il le faut pour cela.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de remplacer cette appellation, "bureau de chômage", dans le titre du bill, pour le remplacer par les mots "bureau de restauration économique", par exemple?

M. Bastien (Berthier): Je seconde la motion. On devrait ne pas employer exclusivement M. Todd comme architecte paysagiste, mais donner une chance à de jeunes Canadiens français qui ont fait des études, par exemple, M. Perron, de Montréal, qui a étudié en Europe.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): N'est-ce pas l'organisateur de M. Rochefort?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il me semblait qu'on ne faisait pas de politique avec le chômage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remercie le député de Gaspé-Sud de sa suggestion très intéressante. Pour le moment, dit-il, nous voulons guérir les maux plutôt que nous attacher aux mots.

(Rires)

Plus tard, on donnera peut-être suite à la suggestion.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) aura fait voter sa loi disant que le chômage est aboli!

Les articles 1 à 13 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 6 abrogeant l'article 1 de la loi 1 Édouard VIII (2^e session), chapitre 10;
- bill 11 modifiant la loi concernant la mise en conserves du poisson et d'autres produits de la mer;
- bill 12 modifiant la loi de la chasse.

Loi des accidents du travail

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 modifiant la loi des accidents du travail, 1931, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²⁵:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 54 de la loi des accidents du travail, 1931, est modifié en remplaçant les paragraphes 2 et 3 par le suivant:

"2. Les commissaires nommés en vertu de la présente loi ou de toute autre loi antérieure ou postérieure ont toujours exercé et exercent leurs fonctions durant bon plaisir."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'un article de concordance qui ne change absolument rien, mais qui clarifie la situation.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): En vertu de la loi des accidents du travail de 1931, les commissaires sont nommés durant bonne conduite. Les anciens commissaires n'ont pas été destitués régulièrement, et c'est ainsi que les commissaires nommés pour les remplacer n'ont pas été nommés régulièrement. Par conséquent, toutes les décisions de ces successeurs sont illégales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À la veille des élections de 1931, l'ancien régime a

passé une loi nommant durant bonne conduite des commissaires qui avaient été nommés à bon plaisir en 1928. Ils ne pouvaient être destitués que par une adresse des deux Chambres.

Pour plusieurs raisons, les commissaires ont été changés. Des reproches nombreux ont été faits aux anciens commissaires, MM. Robert Taschereau, Simon Lapointe et un nommé Sharpe, je crois. Les ouvriers nous ont demandé avec raison de se faire représenter dans un tribunal qui les concernait de si près. Ils ont réclamé le droit d'être représentés sur la Commission des accidents du travail. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, j'ai reçu une lettre de deux commissaires, je ne sais de qui, disant que M. Taschereau était fou.

(Rires)

Et M. Taschereau, averti des charitables sentiments de ses collègues, m'a envoyé une lettre pour me dire que les deux autres commissaires étaient fous.

(Rires)

Voyant qu'ils se connaissaient si bien, il était temps de faire des changements. Nous avons remplacé ces gens qui, d'après eux, étaient tous fous.

(Rires)

Le gouvernement actuel a passé une loi pour dire que les commissaires nommés dans le passé, ceux actuellement en fonction et qui seront nommés à l'avenir, seront considérés comme ayant été nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui, précise-t-il, fixe leur salaire et peut les révoquer. Nous avons nommé MM. Paul Drouin, de Québec, Labrèque, un représentant ouvrier, et, à la demande du député de Jacques-Cartier (l'honorable M. Carignan), M. James Doyle, un expert en assurances. Nous avons reçu des félicitations pour ces nominations.

Un des anciens commissaires, M. Lapointe, a prétendu que ces nominations n'étaient pas régulières parce que l'ancienne loi disait des anciens commissaires qu'ils étaient nommés à bonne conduite. Il a tort, mais on veut faire disparaître tout doute. Il est vrai qu'on a oublié de faire disparaître une partie de l'article où on faisait référence aux articles antérieurs nommant les commissaires durant bonne conduite. La loi présente ne fait que clarifier ce qui me semble clair, mais fait disparaître ce doute qui n'existe que dans l'esprit de l'ancien commissaire.

C'est une théorie ridicule de prétendre cependant, d'après cette partie d'article, que les nominations que nous avons faites ne sont pas légales. L'ancien commissaire qui prétend cela devrait faire attention. Nous n'avons jamais fixé de

salaire et, en vertu de notre propre loi, les anciens commissaires ont reçu \$10,000, \$8,000 et \$7,000. Si on suit leurs enseignements, ils auraient dû ne rien recevoir!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous les avez réduits à \$1.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement a certainement commis une illégalité en nommant les nouveaux commissaires. La preuve, c'est qu'il présente ce projet de loi avec effet rétroactif.

Le premier ministre dit dans ce projet de loi: "Les commissaires nommés en vertu de la présente loi ou de toute loi antérieure ou postérieure ont toujours exercé et exercent leurs fonctions durant bon plaisir."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'affirme que tout est dans l'ordre et c'est l'avis du département. Mais comme il s'est élevé des doutes dans l'esprit d'un ancien commissaire, M. Lapointe, et que les commissaires doivent juger plusieurs milliers de cas, je pense et c'est l'avis du département, à faire disparaître ce doute, même s'il n'est pas raisonnable.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'espère que dans l'intervalle, avant la troisième lecture, le premier ministre va me produire les arrêtés ministériels que j'ai demandés par une motion au *Feuilleton*, au sujet de la destitution ou de la démission des anciens commissaires des accidents du travail, MM. Robert Taschereau, Simon Lapointe et O. E. Sharpe.

M. Bastien (Berthier): D'après la loi de 1931, les commissaires étaient nommés durant bonne conduite. L'homme qui a le plus insisté pour cela dans le temps, c'est le premier ministre actuel. Je me rappelle de ses discours en comité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est inexact. Lorsque la loi est venue en 1931, c'était à la veille des élections. J'ai fait remarquer au premier ministre, M. Taschereau, qu'il changerait bien des lois de commission ainsi à la veille des élections. Au lieu de nommer les commissaires durant bon plaisir, il les nommait pour toujours,

durant bonne conduite. Avait-il peur de perdre les élections? Aux accidents du travail, les nominations de commissaires étaient injustes. Ce n'est pas pour décrier ma profession, mais il y avait deux avocats. Quant à M. Sharpe, c'était peut-être un bon garçon, mais pas représentatif.

Les commissaires n'étaient ni représentatifs ni humains dans leurs décisions.

M. Grégoire (Montmagny): Si les décisions des commissaires n'étaient pas humaines, ils n'étaient donc pas des humains.

M. Boyer (Châteauguay): Le député de Montmagny est un humain, mais il ne parle pas toujours comme un humain.

M. Bastien (Berthier): J'accepte la parole du premier ministre. Il y avait des journaux à l'époque. Je les lirai et je rappellerai au premier ministre ces discours véhéments d'autrefois. Disons pour l'instant que j'ai mauvaise mémoire. Le bon sens, c'est de nommer les commissaires durant bonne conduite.

Le principe de les nommer durant bon plaisir est faux, car cela les subordonne à l'intervention politique. C'est mauvais pour les ouvriers et pour les patrons.

Quand tout le monde aura fait pression auprès de ces commissaires pour augmenter dans tel et tel cas le montant des indemnités, on devra augmenter les taux.

M. Chaloult (Kamouraska): Voici qu'on étudie un bill important, et nous n'avons pas encore réussi à l'avoir. Il y a deux jours que je le demande, et on ne me l'a pas accordé.

Je m'objecte à ce que les commissaires soient nommés durant bon plaisir. Les charges de ces commissaires sont assimilables, jusqu'à un certain point, à des charges judiciaires. L'indépendance des juges est garantie par le fait qu'ils sont nommés à vie. Les commissaires aussi devraient être indépendants de la politique et des changements de gouvernement.

M. Grégoire (Montmagny): S'il y a eu des plaintes dans le passé, il y en a encore à l'heure actuelle. Il cite le cas d'un ouvrier qui aurait été injustement traité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montmagny est-il pour ou contre les commissaires actuels?

M. Grégoire (Montmagny): Je n'ai pas à me prononcer sur ce sujet.

M. Boyer (Châteauguay): Alors, prenez siège.

M. Grégoire (Montmagny): Je signale un cas.

Un député ministériel: C'est un professeur qui parle!

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Pauvres élèves!

M. Leduc (Laval): Le fait de nommer les commissaires selon bon plaisir peut avoir des répercussions considérables sur l'industrie et le travail.

Les commissaires seront peut-être forcés d'augmenter les indemnités sous une pression politique quelconque. Il aurait fallu consulter les ouvriers sur ces changements aussi considérables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi actuelle ne change rien. Dans la loi votée en 1937, il était dit que les commissaires étaient nommés à bon plaisir. Personne n'a protesté, alors...

M. Leduc (Laval) parle d'assurances.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste.

M. Hamel (Québec-Centre) fait quelques observations. Les commissaires devraient être indépendants de la politique.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Demandes de documents:

Commissaires de la Commission des accidents du travail

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-

gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie authentique de ou des ordres en conseil passés par le gouvernement de la province de Québec et approuvés par M. le lieutenant-gouverneur, relativement à la démission ou à la destitution des commissaires de la Commission des accidents du travail de Québec: MM. Robert Taschereau, de Montréal, Simon Lapointe et O. E. Sharpe.

Adopté.

Concessions de forces hydrauliques

M. Hamel (Québec-Centre): Je réclame de nouveau les documents que j'ai demandés relativement à certaines concessions de forces hydrauliques. Ces documents sont censés être déposés depuis longtemps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les documents ont été déposés sur la table. Le député de Québec-Centre n'avait qu'à les prendre. Il (l'honorable M. Duplessis) explique la procédure à suivre. Le député de Québec-Centre aurait dû les avoir.

M. Hamel (Québec-Centre) revient à la charge.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non seulement j'ai prévenu le député que les documents étaient déposés, et il n'avait qu'à les prendre sur la table, mais s'il persiste à dire qu'il ne les a pas, je vais demander à mon propre secrétaire de les faire transporter au domicile du député, mais avec deux agents de police pour qu'ils constatent qu'on les a déposés.

M. Hamel (Québec-Centre): Je voudrais que vous me les donniez de façon que je les eusse.
(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour que le député les eût, je vais les envoyer porter par un hussard.

M. Boyer (Châteauguay): Avec une suce.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque

cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain. J'espère que mardi, nous aurons un chef de l'opposition.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. *Le Canada* du 10 mars 1939, à la page 6, précise bel et bien que le député de Montréal-Verdun (M. Lafleur) présente ce projet de loi à la place du député de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), parrain du bill.

2. "20 sous", selon *L'Action catholique* du 10 mars 1939, à la page 17.

3. "L'on n'encourage pas suffisamment les quotidiens américains, qui de ce fait nous font souvent une bien mauvaise publicité", selon *La Patrie* du 10 mars 1939, à la page 8.

4. "vol de boisson", selon *Le Soleil* du 10 mars 1939, à la page 18.

5. "désintéressé", selon *Le Soleil* du 10 mars 1939, à la page 18.

6. "deux heures", selon *La Patrie* du 10 mars 1939, à la page 8.

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

8. "Québec ne peut imposer que des taxes indirectes", selon *L'Illustration nouvelle* du 10 mars 1939, à la page 2.

9. \$32,000,000, selon *L'Événement-Journal* du 10 mars 1939, à la page 4.

10. Homme de science, religieux et nationaliste, le frère Marie-Victorin (1886-1944) a joué un rôle de premier plan dans le mouvement scientifique du Québec des années 1920. Toute sa vie, il s'est

consacré à la formation d'une élite scientifique québécoise et à la diffusion de la science auprès de la population. En 1920, la nouvelle Faculté des sciences de l'Université de Montréal le nomme directeur du Département de botanique. Fondateur et directeur de l'Institut botanique de Montréal en 1922, il entreprend alors de dresser l'inventaire de la flore québécoise. Il est également le fondateur du Jardin botanique de Montréal en 1936. Son génie tient à sa vision d'avant-garde et à son intelligence des composantes de la plante.

11. L'affaire Godon. Le 18 septembre 1930, on découvre le corps de Simone Caron, une fillette de sept ans dans la cave de l'Académie Roussin à Pointe-aux-Trembles. Après enquête criminelle, le frère Dostithée (Albert Nogaret) est accusé de meurtre. Après un premier procès, en mars 1931, il est condamné à mort mais, à la suite d'un second procès en septembre 1931, le religieux est acquitté. En janvier 1939, peu après le décès de Nogaret en France, Antonio Godon est accusé du meurtre de la fillette. L'accusé sera cependant déclaré mentalement incapable de subir son procès et sera emprisonné à la prison de Bordeaux. Godon y meurt subitement, laissant ainsi planer le doute sur la mort mystérieuse de la jeune victime. La presse suivra avec attention ces nombreux procès d'autant plus qu'en 1939, le gouvernement présentera le bill 73 autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui. Fait notoire, souvent au cours de la session de 1939, les parlementaires s'invectiveront de "Godon" en guise d'insulte.

12. Pendant la Première Guerre mondiale, il est d'abord chirurgien militaire attaché aux forces françaises. Il se joint ensuite au 21^e bataillon canadien et sera plus tard décoré pour son héroïsme lors de la Bataille de la Crête de Vimy. Il est élu député fédéral dans Fort William en 1917 sous la bannière libérale-unioniste, puis réélu conservateur à chaque élection générale jusqu'en 1935, lorsqu'il perd son siège. Le portefeuille qu'il conserve le plus longtemps est celui des Chemins de fer et des Canaux (1930-1935) dans le cabinet du premier ministre R. B. Bennett. En juillet 1938, il est élu chef du parti conservateur, à Ottawa, dans l'espoir que son appartenance catholique et son mariage avec une Canadienne française attireront les votes du Québec. Manion gagne l'élection partielle dans London, plus tard la même année, et s'oppose à la conscription après le déclenchement de la Deuxième Guerre

mondiale. Outre la défaite du premier ministre provincial Duplessis en octobre 1939, qui prive Manion d'une entrée solide au Québec, l'hostilité des Conservateurs de Toronto, partisans de la ligne dure à l'égard de sa politique anti-conscription, contribue aux piètres résultats du parti aux élections fédérales de mars 1940. Il perd son siège et démissionne comme chef de parti en mai de la même année.

13. "48 heures", selon *La Patrie* du 10 mars 1939, à la page 8.

14. "1934", selon *Le Canada* du 10 mars 1939, à la page 6.

15. Formée par le gouvernement fédéral en 1937, la Commission royale Rowell-Sirois, du nom de ses présidents, Newton Rowell et Joseph Sirois, enquête sur les relations entre le gouvernement et les provinces. Elle s'attarde particulièrement à examiner la distribution des pouvoirs législatifs entre les paliers de gouvernement à la lumière de l'évolution de la situation économique depuis la Confédération. Son rapport sera déposé en 1940, lequel proposera une définition des rôles qui favorise l'extension des charges et pouvoirs de l'État fédéral.

16. Mitchell Frederick Hepburn (1896-1953), premier ministre libéral de l'Ontario (1934-1942), fait adopter, en 1938, une loi favorable à l'élément catholique de l'Ontario; cette loi sera abrogée rapidement puisqu'elle déclencha une véritable guerre antireligieuse et anticanadienne-française dans Hastings-Ouest. Duplessis s'allie avec Hepburn, afin de former un front contre les tendances d'empiètement du fédéral dans les pouvoirs provinciaux.

17. \$79,000,000, selon *Le Soleil* du 10 mars 1939, à la page 8.

18. Il s'agit du député de Montréal-Verdun (M. Lafleur), selon *Le Canada* du 10 mars 1939, à la page 7.

19. *Le Canada* du 10 mars 1939, à la page 7, note que pendant que M. Hamel lit ces phrases, il change de feuillets de place. Pour sa part, *L'Événement-Journal* du 10 mars 1939, à la page 7, rapporte que puisque M. Hamel n'avait pas ses lunettes, il s'arrête au milieu d'une phrase.

20. François Leduc fut ministre de la Voirie du 26 août 1936 au 7 juillet 1938. Pour des raisons

nébuleuses, Duplessis contraignit Leduc à démissionner. Devant le refus de ce dernier, Duplessis présente, le 7 juillet 1938, la démission de son cabinet au lieutenant-gouverneur, et le fait assermenter de nouveau, à l'exception du ministre Leduc. Ce dernier, toujours député de l'Union nationale mais siégeant du côté des libéraux, devait donner sa version du limogeage à la séance du 31 janvier 1939. Pour ces raisons, on peut comprendre la réaction de l'honorable M. Duplessis, à ce moment, concernant le ministère de la Voirie en 1937.

21. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boiteau (Bellechasse).

22. "Si le gouvernement central n'a pu s'entendre avec celui de Québec, c'est parce qu'Ottawa ne veut pas accorder de contrats sans soumission", selon *Le Canada* du 10 mars 1939, à la page 7, et "si on ne veut pas s'entendre, c'est parce qu'on veut donner des contrats sans soumission", selon *Le Soleil* du 10 mars 1939, à la page 8.

23. \$11,000,000, selon *Le Canada* du 10 mars 1939, à la page 7.

24. Durant l'enquête de comptes publics, en 1936, Duplessis mit à jour une série de scandales qui paralysèrent le gouvernement libéral. Entre autres, il y fut démontré que l'ancien ministre Irénée Vautrin a subtilisé des fonds à son ministère pour des dépenses personnelles, que Charles Lanctôt a reçu du gouvernement \$140,000 de frais de voyage depuis 1928, alors que Antoine Taschereau, le frère du premier ministre, a déposé \$75,000 du Trésor provincial à la Banque Canadienne Nationale de Saint-Pacôme pour encourager son fils qui y est gérant. Ce dernier a également versé \$10,000 d'intérêts dus à la province dans son compte personnel, ce qui, disait-il, était la coutume sous ses prédécesseurs.

25. Voir note 21.

